N12<517952650 021

ubTÜBINGEN

A.GRIESSHABER
Buchbinderei
TÜBINGEN
Telf. 2529

STUDIEN
UND
MITTEILUNGEN
ZUR GESCHICHTE DES
BENEDIKTINER-ORDENS
UND SEINER ZWEIGE

HERAUSGEGEBEN VON DER BAYERISCHEN
BENEDIKTINERAKADEMIE

DER GANZEN REIHE BAND 54
1936



MÜNCHEN 1936
VERLAG DER BAYER. BENEDIKTINERAKADEMIE

UNIV. BIBL. TÜBINGEN

Inhalt des Jahrganges 1936 (54. Band).

Aufsätze: Seite

Qui est saint Arsacius honoré à Milan et en Bavière? Von Germain Morin OSB, St. Bonifaz, München 1

Albert von Tegernsee und die Tegernseer Geschichtsschreibung. Von Romuald Bauerreiß OSB, München 7

Über unbekannte Handschriften und Werke Otlohs von St. Emmeram (Regensburg). Von Bernhard Bischoff, München . . . 15

P. Bonaventura Oberhueber von Tegernsee als Prokurator der bayerischen Benediktinerkongregation in Rom 1690—1695. (Dargestellt nach seinen Briefen.) Von Honorat Schöberl OSB, Schäftlarn 24, 238

Benediktinisches Barocktheater in Südbayern, insbesondere des Reichsstiftes Ottobeuren. Von Walther Klemm, Plauen im Vogtl. 95, 397

Des hl. Benediktus Regel in den Regeln und Satzungen anderer Orden. Von Philipp Hofmeister OSB, Neresheim . . . 185, 342

Die Heimat und Abstammung der heiligen Hildegard. Von Marianna Schrader OSB, Eibingen-St. Hildegard 199

Zu den älteren Kaiser- und Papsturkunden von St. Marcel-lès-Chalon-sur-Saône. Von Karl Jordan, Berlin 222

Les Évangiles *q*, dits de s. Corbinien: Nouvel indice de provenance Illyrienne. Par Germain Morin OSB, München 295

Wissenschaftliche und künstlerische Betätigung der Benediktiner Oberaltachs bis 1630 mit quellenkritisch untersuchter Abtliste. Von Fr. X. Schlecht, München 311

Die Benediktinerinnenabtei Frauenchiemsee im 17. Jahrhundert. Von Silvia Gräfin Brockdorff, München. 366

Historische Kommunitäten der Benediktinerinnen in England und ihre Vorfahren im 17. und 18. Jahrhundert. Von Lambert Nolle OSB, Besford Court, Worcester 433

Kleine Beiträge:

Wann wurde das Chemnitzer Benediktinerkloster gegründet? Von Johannes Meier, Chemnitz 85

Literarische Umschau:

Buchbesprechungen 90, 299, 449

Verzeichnis der besprochenen Bücher 456

Zur neuesten Chronik des Ordens . . . . . *1—26*

Bibliographia Benedictina 1935. Von Romuald Bauerreiß OSB [53—71]

1937 k 10

Qui est saint Arsacius honoré à Milan et en Bavière?

Von **Germain Morin OSB, St. Bonifaz, München.**

Lorsque, en 1880, on fit des instances auprès de l'archevêque de Munich, Antoine Steichele, pour obtenir qu'il restaurât dans son diocèse le culte liturgique du saint Arsace vénéré à Ilmmünster (Oberbayern), il s'y refusa en alléguant l'incertitude qui planait sur l'identité de ce personnage. En effet, on se demande encore actuellement en Bavière d'où et quand ses reliques ont été apportées dans ce pays; s'il faut voir en lui l'Arsakios confesseur à Nicomédie en 358, ou l'Arsacius inhumé à Saint-Étienne de Milan. A Milan même, on ne sait rien de lui, sauf ce que nous apprend son épitaphe métrique, et c'est vraiment, comme on le verra, fort peu de chose.

Après avoir pris connaissance de toutes les sources jusqu'ici mises au jour, qui sont propres à nous renseigner sur la translation, je crois pouvoir résumer en ces termes ce qu'il est possible d'affirmer à ce sujet:

1°. A part le Metellus de Tegernsee, du milieu du XII^e^ siècle, auteur du fameux poème *Quirinalia*, qui fait apporter de Rome par le prêtre Uto (Oato) les reliques d'Arsacius en même temps que celles des saints Quirin et Hippolyte, la tradition locale d'Ilmmünster est unanime à considérer Arsacius comme un saint venu de Milan. Ce n'est guères qu'en 1892 qu'un ecclésiastique bavarois, G. Ratzinger[1], publiciste de renom, député au Reichstag, prétendit démontrer que cette tradition était erronée, et que les reliques étaient en réalité celles du confesseur de Nicomédie dont parle Sozomène au livre IV, ch. 16 de son *Histoire ecclésiastique*. Voici les raison sur lesquelles il se fondait: Le nom d'Arsace (Arsakes) dénote une origine arménienne ou persane, et l'Arsace de Nicomédie était lui-même de la Perse. Puis, la tradition d'Ilmmünster antérieure au XIII^e^ siècle avait honoré Arsace, non comme

[1] Dans la Theologisch-praktische Monatschrift publiée à Passau, 2 Bd. (1892). p. 493—507; 593—608; 641—654; 750—759. Paul Volk, dans le Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques t. IV (1930), col. 742 suiv., ne fait guères que résumer ce qu'avait dit Ratzinger; de même K. Guggenberger, dans le Lexikon für Theologie u. Kirche de Buchberger I (1930), 703.

martyr ni évêque, mais comme simple confesseur, qualité qui convenait au saint de Nicomédie. La date de la fête, 12 novembre, était la même dans les calendriers liturgiques de Bavière que sur le célèbre *Kalendarium marmoreum* de Naples, comme aussi dans les synaxaires et les menées des églises orientales. Enfin, la confusion avec l'Arsace de Milan peut provenir de ce que, dès le milieu du XII[e] siècle, de nombreux ouvriers lombards sont venus travailler en Bavière à des constructions d'églises, peut-être même à celle d'Ilmmünster, qui offre certaine ressemblance avec celles du nord de l'Italie, en particulier Sant'Eustorgio de Milan.

Il est évident que toutes ces raisons ne prouvent pas grand'chose. Si le nom d'Arsace est de provenance orientale, le saint de Milan peut avoir été originaire d'Orient, tout aussi bien que celui de Nicomédie. Et la qualité de pontife ne lui a été décernée que très tardivement, à Milan comme en Bavière, à partir du XIII[e] siècle environ: il en est de même pour le saint Candide d'Innichen[2]. Quant à la date, comme on ignorait celle du saint milanais, on aura fait comme si souvent ailleurs en pareil cas, on aura emprunté aux anciens calendriers celle du 12 novembre, à laquelle figuraient les deux noms d'Arsace et de Victor; mais nous n'avons pas le moindre indice en faveur d'une translation des reliques du confesseur de Nicomédie en Occident, ni même aucune preuve qu'il y ait joui jamais d'un culte liturgique proprement dit.

2°. A quelle époque et par qui les reliques d'Arsacius furent-elles apportées en Bavière? Pour l'époque et les circonstances, nous n'avons aucunes données historiques quelque peu sûres et détaillées, mais du moins certains points de repère. Fedele Savio[3] a suggéré que les Allemands auraient volé en tout ou en partie le corps d'Arsacius „soit au temps de la prise de Milan (en 1162), soit en d'autres occasions". Cette date tardive est de tout point inacceptable: elle est en contradiction avec des documents antérieurs, d'une autorité irrécusable. A partir du X[e]/XI[e] siècle, la fête de saint Arsace est marquée dans les calendriers de Freising, de Salzburg et des autres diocèses de la Bavière. La *Passio Quirini*, écrite en 921, mentionne déjà le „tombeau de saint Arsace" à Ilmmünster[4]. Sur un feuillet de calendrier en écriture insulaire du VIII[e] siècle, découvert

[2] Cf. Morin G., Le saint Candide d'Innichen, et son homonyme du Coemeterium Pamphili: Studien u. Mitteilungen z. Gesch. des Benediktiner-Ordens, Bd. 53 (1935), p. 205 suiv.

[3] Gli antichi vescovi d'Italia. Milano, Firenze 1913, p. 161.

[4] MG.SS rer. mer. III, 19: „ad cellam Ilmina ... iuxta tumbam sancti Arsacii." Des deux personnages qui interviennent dans ce récit, l'un, Megilo, avait été abbé de Tegernsee entre 853 et 875; l'autre était Arn, évêque de Würzburg de 855 á 891.

dernièrement dans les Archives de l'État à Munich, une main de peu postérieure a marqué au 11 mai: „Dedicatio basilicae sancti Arsatii presbyteri et confessoris ad Ilmina"[5]. Et l'on montre au Musée National de la capitale bavaroise de curieux débris provenant, croit-on, de l'autel de cette basilique primitive: des archéologues compétents estiment qu'ils peuvent remonter au VIIIe siècle, et y retrouvent les traits qui caractérisent le style lombard de cette époque[6]. Enfin, dans un manuscrit de la seconde moitié du IXe siècle faisant partie du fonds de Tegernsee (maison-mère d'Ilmmünster), on a transcrit, peut-être au siècle suivant, l'épitaphe, déjà difficilement lisible à quelques endroits, d'un certain Eio[7], dans laquelle on lit entre autres le distique suivant:

Arsatii corpusque sacrum devexit in istas
Altithrono partes auxiliante Deo.

Concluons. Voici du moins un point bien établi: la translation des reliques d'Arsacius en Bavière eut lieu dès le VIIIe/IXe siècle environ, par les soins d'un puissant personnage du nom d'Eio. On construisit pour les recevoir une basilique dont la dédicace fut célébrée un 11 mai. Le culte du saint „confesseur" ne tarda pas à se propager dans les diocèses de la province de Salzburg, et est encore florissant de nos jours dans la région d'Ilmmünster.

Revenons maintenant à Milan, et voyons s'il y a quelque moyen de savoir qui était cet Arsacius que les Bavarois du VIIIe/IXe siècle avaient pris de bonne foi pour un saint en règle, et honoré comme tel.

---

[5] Bauerreiß R., Ein angelsächsisches Kalendarfragment des bayerischen Hauptstaatsarchivs in München: Studien u. Mitteil. 51 (1933), p. 178. J'ai pu constater que le mot *presbyteri* est brouillé, et semble avoir été récrit, peut-être sur un autre mot. En tout cas, l'hagiographie ne connaît aucun saint Arsace auquel convienne la qualité de prêtre.

[6] Cf. Hartig Michael, Die oberbayerischen Stifte t. 2 (paru en février 1936), p. 60.

[7] Elle se lit dans le ms. lat. Monac. 19410, p. 65. C'est à tort qu'on en a attribué la composition á un certain Urso dont le nom figure p. 61 du même manuscrit. Cet Urso avait bien écrit une lettre dont nous n'avons plus malheureusement que l'adresse: „Sincerime dilectionis venerabilitate praeferendo et puro caritatis ardore colendo Eio digno dei praesuli Urso supplex"; mais il y a un vide et trois pages d'autre texte entre ce salut épistolaire et l'épitaphe. Il semble bien d'ailleurs qu'il s'agisse d'un même Eio aux deux endroits, car l'épitaphe met ces mots dans la bouche du défunt: „Eio eram praesul venerabilis olim, Inclyta cui dederat pompa celebre decus." On ignore ce que fut au juste cet Eio, nom qui revient fréquemment dans les *Traditiones Frisingenses* des VIIIe et IXe siècles: un influent personnage certainement, qui, de „presbyter et monachus" parvenu aux plus hauts honneurs ecclésiastiques, prit tout spécialement à coeur les intérêts d'Ilmmünster, et voulut y être enterré. C'est absolument sans raison que Ratzinger et d'autres l'ont prétendu identique au premier abbé d'Ilmmünster, Uto (Oato, Audon), de la famille des fondateurs de Tegernsee.

Les Milanais, quoique bien tardivement, finirent par imiter l'exemple de ceux-ci, et „firent la fête" de saint Arsace le 12 novembre „ad sanctum Stephanum ad rotam", comme en témoigne pour le XIVe siècle le *Liber notitiae sanctorum Mediolani*, n. 44. Mais en 1581 le terrible metteur en ordre qu'était saint Charles Borromée constata, à la suite d'une sévère enquête, que non seulement les ossements d'Arsacius n'étaient plus à Saint-Étienne, mais que le culte précaire dont il jouissait n'offrait pas les garanties voulues de légitimité: en conséquence de quoi il n'hésita pas à retrancher purement et simplement sa fête du missel et du bréviaire ambrosiens. Arsace se trouva depuis lors réduit à la portion congrue dont il bénéficiait depuis le XIe siècle pour le moins. Elle consistait en ceci: le second jour des Rogations, au moment où la procession approchait de San Stefano Maggiore, on invoquait au cours de la litanie les saints personnages inhumés dans la basilique, l'évêque saint Martinien d'abord, puis son successeur Auxane, et en dernier lieu „saint Arsace". Et c'était tout[8].

C'est qu'en effet, comme je l'ai dit, tout ce qu'on savait de lui était tiré de cette épitaphe gravée jadis sur son tombeau[9]:

INLVSTRIS MERITI RECVBAT HOC MARMORE TECTVS
ECCLESIAE LEGISQ. MEMOR SEMPERQ. DICATVS
ARSACIVS DOMINO REDDENS LAVDABILE MVNVS
IN FIDE CATHOLICA CREDENS CONSISTERE VITA
PAVPERIBVS DONAVIT OPES MORTALIA LINQVENS
MEMBRA SOLO POSVIT CAELI PERREXIT AD ASTRA
TER DENOS GEMINANS TRANSCENDIT CVRSIBVS ANNOS
AETERNVM LAETVS REDIENS REDIVIVVS IN AEVVM
PRAEMIA PRO MERITIS CAPIET SVB IVDICE IVSTO

Que nous apprend, en somme, cette inscription? Seulement ceci: Arsacius mourut à l'âge de soixante ans, se montra constamment attaché à la foi catholique, et légua ses biens aux pauvres. Le mot „dicatus" du second vers est simplement synonyme de „devotus": c'est à tort que Savio en a déduit que le défunt avait été „engagé, soit dans les ordres ecclésiastiques, soit dans la vie religieuse". Il paraît avoir joui d'une certaine aisance, pour qu'on ait cru devoir signaler ses largesses envers les pauvres; et il aura occupé un rang distingué dans la société milanaise de son temps, pour qu'on lui ait attribué les honneurs d'un tombeau avec épitaphe monumentale dans

[8] Manuale Ambrosianum, ed. Magistretti (1904), t. 2, p. 256.

[9] Conservée dans la *sylloge* de Lorsch, du IXe siècle (cod. Vatic. Palat. lat. 833, fol. 41 suiv.: je m'en tiens ici à la reproduction qu'en ont donnée De Rossi et plus récemment Diehl (n. 1044); le texte que donne Ratzinger est défiguré par toutes sortes de changements arbitraires. On se demande d'où il peut conclure que l'auteur de l'épitaphe „désigne Arsacius comme évêque, non comme archevêque"!

l'une des plus importantes basiliques de la ville. Quant à l'époque à laquelle il vécut, nous n'avons aucun témoignage positif, mais J.-B. de Rossi a jugé, avec toute raison selon moi, que l'épitaphe est de trop bon style pour pouvoir être abaissée au-dessous du cinquième ou sixième siècle.

Depuis bien des années, à la suite des divers séjours que j'ai faits dans la métropole lombarde, la pensée m'a constamment poursuivi de tâcher d'identifier ce personnage qui fait si curieuse figure dans les fastes de l'hagiographie. Je ne dirai pas que j'y suis parvenu, mais du moins une possibilité à surgi à mon esprit, à laquelle personne n'a songé jusqu'ici, et qui vaut la peine, je crois, d'être proposée ici sommairement.

L'observation de Ratzinger ne manquait pas de justesse, à savoir que le nom même d'Arsace était proprement persan ou arménien, dénotait par conséquent une origine orientale. Or, parmi les personnages de ce nom mentionnés dans l'histoire, on rencontre un certain Arsakios, eunuque de la cour de l'empereur Honorius, et que ce prince en l'année 408 éleva à la dignité de „primicerius sacri cubiculi" ou de grand chambellan, comme on dirait de nos jours. Mais, dès l'année suivante, à l'instigation de l'ambitieux Jovius, une révolte militaire éclata à Ravenne: on réclama les têtes de deux généraux, ainsi que des deux premiers chambellans, Térence et Arsace. Le faible empereur céda devant l'émeute: les deux généraux furent mis sur un vaisseau, et presque aussitot tués par ceux qui les conduisaient. Quant aux deux chambellans, l'un, Térence, fut expédié en Orient; l'autre, Arsakios „reçut l'ordre de fixer sa résidence à Milan: *καὶ Ἀρσάκιος τὴν Μεδιολανὸν οἰκεῖν ἐκληρώσατο*"[10], tandisque le traître Jovius demeurait maître absolu à la cour. C'est l'historien Zosime qui rapporte ces faits au livre V^e^ de son Histoire, ch. 37, n. 4—6, et ch. 47, n. 2—3.

Je ne sais si j'ai raison, mais j'avoue que la coïncidence de lieux et de dates n'a pas cessé de m'impressionner, depuis le jour où elle m'est tombée sous les yeux. Voici donc un haut fonctionnaire du palais impérial dépossédé de sa charge, non pour une faute quelconque de sa part, mais afin de faire place à quelque créature de l'intrigant Jovius, un païen peut-être, en tout cas un ennemi de la foi catholique. On n'assassine pas Arsakios, comme plusieurs autres victimes de l'insurrection: on se contente de le reléguer à Milan, et depuis lors on n'entend plus parler de lui. Supposé qu'après son bannissement, en 409, il ait vécu à Milan encore une vingtaine ou une trentaine d'années, sa mort aura coïncidé, ou à peu près, avec le pontificat

[10] Edit. I de Bekker, dans le CSHB. La traduction latine du passage, au bas de la page 314, porte: „Arsacius Mediolani se continere iubetur."

de l'évêque saint Martinien, auquel justement est attribuée la construction de Saint-Étienne, et qui y fut déposé après sa mort. On conçoit dès lors que l'ancien chambellan de la cour de Ravenne, illustre par son attachement à l'Église et à la foi catholique, renommé pour ses vertus, ses largesses envers les pauvres, ait reçu lui aussi les honneurs de la sépulture dans la basilique récemment bâtie, et qu'un lettré du temps se soit mis en frais d'une épitaphe métrique destinée à orner son tombeau. Le „sub iudice iusto" de la fin revêt alors une signification particulière, et aura suppléé dans l'esprit des contemporains aux réticences voulues sur la carrière antérieure du défunt. A ce compte, notre Arsacius n'aurait pas entièrement usurpé les honneurs du culte quelconque dont il a fini par jouir, soit en Bavière, soit à Milan même.

Albert von Tegernsee und die Tegernseer Geschichtsschreibung.

Von **Romuald Bauerreiß OSB, München.**

Während fast alle bayrischen Klöster in ihrer jahrhundertealten Geschichte den ewigen Wellengang von Blüte und Verödung aufweisen, hat das ehrwürdige Tegernsee von kurzen Schwankungen abgesehen seine alte Stellung als Herd wahrhafter Kultur bis zur Aufhebung des Jahres 1803 immer bewahrt. Diesem dauernden Hochstand entspricht eine reiche Geschichte, die begreiflicherweise noch keinen neueren Bearbeiter gefunden hat. Zu der Überfülle des Stoffes reihen sich viele Fragen quellenkritischer Art, die zuerst gelöst sein wollen. Die letzten Jahrzehnte haben dankenswerte Vorarbeiten gebracht. Neben den immer noch unentbehrlichen Arbeiten P. Pirmin Lindners[1], die freilich das Statistische nie verließen, wurde unter einem leider unklaren Titel die frühe tegernseeische Schreib- und Maltätigkeit untersucht[2], während zuletzt eine größere Untersuchung die geistigen Einflüsse im Spätmittelalter in Tegernsee klarlegte[3]. Das hoch- und frühmittelalterliche Tegernsee dagegen war von der Herausgabe der Froumundbriefe abgesehen[4] namentlich in seinem quellenkundlichen Teil nicht zu viel beachtet.

Nun erschien in den letzten Monaten eine breite und gewiß nicht ohne Hingabe geschriebene Untersuchung der Tegernseer Geschichtsschreibung (Schmeidler B., Studien zur Geschichtschreibung des Klosters Tegernsee vom 11. bis zum 16. Jahrhundert. Schriftenreihe zur bayrischen Landesgeschichte, Band 20, München 1935). Die Arbeit befaßt sich in ihrem größten Teil mit zwei Quellen: einer „*Historia sancti Quirini regis et martyris*" aus dem 16. und besonders der „*Cro-*

[1] Familia s. Quirini. Die Äbte u. Mönche der Benediktinerabtei Tegernsee (Oberbayrisches Archiv 50. Band), München 1897.

[2] Bange E., Eine bayerische Malerschule des XI. u. XII. Jahrhunderts, München 1923.

[3] Redlich V., Tegernsee und die deutsche Geistesgeschichte im XV. Jahrhundert, München 1931.

[4] Strecker K., Die Tegernseer Briefsammlung (Froumund), Berlin 1925. Die eben erschienene Dissertation von Zacher G., Das Kloster Tegernsee um das Jahr 1000, Leipzig 1935 konnte ich noch nicht verwerten. Ein kurzer Überblick aber zeigte, daß die Arbeit nicht einmal die wichtigste Literatur kennt z. B. das schöne Werk Banges.

nica dominorum abbatum huius Tegernseensis monasterii" aus dem 15. Jahrhundert. Dazu werden noch einige ältere und jüngere Quellen untersucht, ohne freilich die Hauptfragen zu lösen. So verliert — auf was ich am meisten begierig war — der Verfasser der sprachlich so wertvollen und umfangreichen „*Quirinalien*", Metellus nichts von seiner Rätselhaftigkeit[5], auch über den Verfasser der Passio 2 des hl. Quirinus den Mönch Heinrich erfahren wir nichts näheres so wenig wie über den sicher sehr tätigen Klassizisten Werinher.

Der Großteil der Untersuchung befaßt sich wie schon erwähnt mit der „*Cronica dominorum abbatum h. T. mon.*". Dem Verfasser ist dabei unbekannt geblieben, daß ich mich — gerade nicht an entlegener Stelle — bereits vor 7 Jahren mit der gleichen Frage nach dem Entstehen dieser wertvollen Quelle beschäftigt habe und zu wesentlich klareren und anderen Ergebnissen gelangt bin. Schuld an dieser Nichtbeachtung war ich wohl selbst, insofern ich der Untersuchung einen trockenen, bescheidenen Titel gegeben habe[6].

1. Die *Cronica dominorum abbatum h. Tegernseensis m.*

Bei der Untersuchung der seltsamen aber nicht wertlosen geschichtlichen Einträge des XIV. Jahrhunderts im sogenannten Andechser Missale (Clm. 3005) ergab sich ein glücklicher Fund[7]. Es kam ein bayrischer Geschichtsschreiber zum Vorschein, der bei der Priorität seines Schaffens, seinem weit über seinen Klosterkirchtum hinausragendem Interesse an bayrischer Klostergeschichte, seiner beachtenswerten Belesenheit, wie sie vor allem sein pastoraltheologisches Werk *Speculum Clericorum* zeigt, unter die bedeutendsten bayrischen Historiker gerechnet werden muß. Es war der fast gänzlich unbeachtete Albert Teuto von Tegernsee, Chorherr des Augustiner-Chorherrnstiftes Dießen am Ammersee, der zum erstenmal 1362 urkundlich in Dießen auftritt[8]. Trotz eifrigen Suchens weiß ich heute nicht viel mehr zu sagen als damals bei seiner Entdeckung. Es ist seltsam, daß von diesem schreibfreudigen Mann nur so wenig Biographisches zu finden ist. 1372 verfaßte er nach eigenem Schreibervermerk das autograph erhaltene *Epithaphium prelatorum Diessensium*, das schon

[5] Über ihn neuestens Manitius-Lehmann, Gesch. d. lat. Lit. des MA, 3. Teil, München 1931, S. 848. Von Schmeidler nicht erwähnt.

[6] Die geschichtlichen Einträge des „Andechser Missale" (Clm. 3005). Texte u. Untersuchung (diese Zeitschrift 1929 (47. Band), S. 52—90, S. 433 bis 447). Hier immer abgekürzt *B.* Vgl. auch Histor. Jahrbuch 50. Die Untersuchung weitete sich gerade durch die Entdeckung Alberts so aus, daß ich sie noch zu keinem Abschluß bringen konnte.

[7] Siehe daselbst S. 434.

[8] HStA München, Dießen Klosterliteralien Nr. 37, fol. 42^{v}, 43^{r}.

längst eine Herausgabe verdiente[9] und 1376 sein pastoral-theologisches, ebenfalls ungedrucktes *Speculum clericorum*[10], in dem er eine bewundernswerte Belesenheit namentlich im „Philosophus" (Aristoteles) an den Tag legt. Albert war Augustinerchorherr. Seinen Beinamen Tegernseer glaube ich nach dem Sprachgebrauch seiner Zeit seiner natürlichen Heimat zuschreiben zu müssen. Aber abgesehen, daß auch die klösterliche Heimat, das Profeßkloster, zuweilen in dieser Form angegeben wurden (etwa Johannes von Kastl), verrät das *Speculum clericorum* eine gute Kenntnis des Wortlautes der Benediktinerregel. Auffallend ist außerdem die Behandlung der kanonistischen Frage, ob ein Mönch Chorherr werden kann[11]. Derartige Übertritte, freilich mehr der Augustinerchorherrn zu den Benediktinern wissen ja gerade in Tegernsee die folgende Jahrzehnte genug zu berichten. Eine frühere Zugehörigkeit zur klösterlichen Familie des hl. Quirin ist daher nicht von vornherein unmöglich. Albert könnte aber auch zeitweise etwa als Gast dem Augustinerchorherrnstift Dietramszell angehört haben. Das kleine wenigbedeutende Kloster tritt ja von seiner Gründung an schon gleichsam nur als Appendix Tegernsees auf, mit dem es durch ein ganz seltsames Rechtsverhältnis verbunden war, das jahrhundertelange Konflikte brachte. Mit Dietramszell-Tegernsee beginnt auch die unter dem Namen *Fundationes monasteriorum Bavariae* Albert zugehörige Konzeptsammlung[12] und über Dietramszell schrieb Albert auch eine kleine Gründungsgeschichte[13]. Dagegen spricht, daß die — nicht edierten — Nekrologe Dietramszells unsern Albert nirgends erwähnen[14].

Sei dem wie immer, Albert stand zu Tegernsee in engster Verbindung. Gerade die handschriftliche Überlieferung seines so oft kopierten *Speculum clericorum* zeigt das enge Verhältnis auf. Unter den 30 Handschriften des speculum stammt die älteste aus dem Dießen benachbarten Rottenbuch, die zweitälteste aber nicht aus Dießen, sondern eben aus Tegernsee, Clm. 18387 vom Jahre 1376. Eine genaue Schriftvergleichung der Handschrift mit dem autographen *Epithaphium prelatorum Diessensium* (s. Anm.) gab den Herausgebern des Münchner Handschriftenkatalogs recht, die diese Speculumhandschrift als Auto-

[9] HStA München, Dießen Klosterliteralien Nr. 37, fol. 56r—63r. Was Öfele in seinen Rerum Boicarum SS. tom. 2, S. 648 ff. herausgab, ist nur ein kleiner Teil und stammt erst aus Konzepten Gewolds.

[10] B. S. 436, Anm. 5.

[11] Ebd. S. 437, Anm. 1.

[12] Bauerreiß R., Wer ist der Verfasser der Fundationes monasteriorum Bavariae? (Diese Zeitschrift 1931, S. 45 ff.)

[13] Hund-Gewold, Metropolis Salisburgensis, München 1620, II, 253.

[14] Clm. 1348. Über einen „Albert scriptor de kunigsdorff" am 14. II. vgl. diese Z. Bd. 49, S. 47.

graph Alberts bezeichneten[15]. Und gerade sie enthält am Schluß den eigenhändigen Schreibervermerk (Fol. 84r):

Albertus de Tegernsee presbyter et canonicus regularis in Diessen collegit prescriptos articulos ad utilitatem clericorum minus peritorum et scripsit hunc librum atque complevit anno gratiae MCCCLXXVI, Indiccione XIIII, in vigilia epiphaniae domini nostri Jesu Christi!

Albert hat offenbar diese Handschrift für das berühmte Kloster seiner Heimat angefertigt. Die traurigen Zustände seines Profeßklosters lassen es sogar als wahrscheinlich erscheinen, daß Albert sich in Tegernsee einige Zeit als Gast aufgehalten hat.

Dunkler sind die übrigen Lebensumstände Alberts. Entgegen früherer Annahme möchte ich den Beinamen „Teuto" nicht für ursprünglich halten. Er begegnet soviel ich sehe zum erstenmal in der Dießener Chronik des Chorherrn Joseph dall' Abaco II. Teil[16]. Nicht ganz gesichert ist auch Todesjahr und Todestag Alberts trotz der zahlreichen Dießener Totenbücher. Der vielbelesene Propst von Polling Töpsl verlegt ihn in seinem großen wertvollen Schriftstellerkatalog der Augustinerchorherrn auf den 27. Dezember. Das scheint auch Dießener Tradition gewesen zu sein. Ein Mißgeschick wollte es, daß in einem Dießener Nekrolog[17], das bei der Monumentaausgabe nicht ganz verwertet ist, die Namen am 27. Dezember (Fol. 26v) ausgeschabt sind. Aber es läßt sich feststellen, daß der erste Name „Albert" lautete, daß es ein Dießener Chorherr war und daß das Todesjahr dabeistand.

Mehr weiß ich von dem bedeutenden bayrischen Geschichtschreiber, der von großem Einfluß auf die Späteren war, nicht zu berichten. Das Dunkel, das über ihn liegt, läßt sich nur erklären aus dem Tiefstand, dem das Hauskloster der mächtigen Dießener-Andechser im Gleichlauf mit dem Niedergang des mächtigen Geschlechts unterlag und das für literarische Tätigkeit gerade zu Lebzeiten Alberts wenig übrig hatte. Oder wollten spätere Eiferer den Verfasser des Epitaphiums Diessensium, das geradezu eine Chronique scandaleuse zu nennen ist, ausgemerzt wissen? —

Damals habe ich auch hingewiesen, daß Albert von Tegernsee einen wesentlichen Anteil an der Tegernseer Geschichtsschreibung hat[18]. Man kann freilich bei einem Kompilationswerk schwer nach einem Verfasser fragen. Den Namen verdient ein Autor aber, wenn ihm neben größeren selbständigen Teilen die redaktionelle Arbeit des größeren und wichtigeren

[15] Catalogus Cod. lat. Bibl. regiae Monacensis, München 1878, II, 3, S. 158. Man vgl. z. B. die Initiale A Fol. 10v.

[16] S.B. S. 436, Anm. 4.

[17] Clm. 1020. Die Einträge sind in der Monumentaausgabe (MGNecr. I, 32) nicht alle berücksichtigt.

[18] B. S. 437.

Teiles zukommt. Und so ist Albert — Schmeidler kennt ihn nicht einmal dem Namen nach — als Verfasser der obenerwähnten *Cronica* zu nennen. —

Die *Cronica* hat einen schönen Prolog. Bereits in Band 49 S. 438 wurde er dem Prolog der Dießener Pröpstechronik gegenübergestellt — die Druckkosten von heute verbieten es ihn zu wiederholen — wobei sich überraschenderweise eine fast wörtliche Übereinstimmung ergab. Ebenso weist aber auch der Inhalt der Äbtechronik mit dem der Pröpstechronik stilistische Ähnlichkeiten auf, wenngleich hier das Vergleichsmaterial beschränkt ist, da ja nur der erste Teil von Albert verfaßt oder bearbeitet worden sein kann (s. ebd. S. 439). Daß die beiden Verfasser aus einer gemeinsamen dritten Quelle geschöpft oder daß der eine Text die Vorlage des anderen war, kann bei dem engen Verhältnis Alberts zu Tegernsee und seinem weitausgreifenden Interesse für die Geschichte der südbayrischen Stifte nicht angenommen werden.

Um so mehr als auch eine dem Titel folgende Datierung deutlich auf Albert weist:

Cronica dominorum Abbatum ... circa annos dominice incarnationis MCCII scripta, sed postea anno Domini MCCCLV continuata, nonnullis actis ad priora coniunctis.

Stilistisch erscheint die Chronik deutlich aus zwei Teilen bestehend. Nach der Regierung des Abtes Udalschalk († 1122) beginnt der Verfasser des späten XV. Jahrhunderts mit einer eigenen Bemerkung über seine Fortsetzertätigkeit[19]. Was vorausgeht, der erste und wertvollere Teil des Werkes, zeigt deutlich einen Verfasser oder Bearbeiter. Während beispielsweise der Tod der Prälaten im zweiten Teil meist mit einem trockenen „obiit" abgetan wird, weist der Verfasser des ersten Teils einen Reichtum der Formen auf: diem extremum claudere, debita humanitatis solvere, vinculis absolvi, in morte vitam concludere, vita decedere — man glaubt den Verfasser der Dießener Pröpstechronik zu hören[20] und er ist es auch. Albert hat also die Chronik verfaßt und sie um 1355 bis zum Jahre 1102 niedergeschrieben — wenigstens so wie sie uns in der einzigen Handschrift überliefert ist.

Jetzt klärt sich auch zwanglos die obenerwähnte Datierung. Alberts Anteil an der Chronik ist gesichert. Es kommen nur zwei Verfasser in Frage, von denen der eine um 1470 schreibt. Demnach muß der erste Teil von den Anfängen bis zu Abt Udalschalks Tod (1102) von Albert stammen, wie ja auch Prolog

[19] Pez, S. 518: Ad huius usque domini Udalschalci tempora catalogum et successiones abbatum reperimus descriptas. Ea quae sequuntur usque ad regimen domini abbatis Caspar († 1497) ex privilegiis monasterii et mortilogiis excerpta habentur.

[20] Vgl. beispielsweise den Tod des Propstes.

und Stilähnlichkeiten ausweisen. Albert von Tegernsee hat für seine Cronica eine Quelle von 1202 benützt und sie um das Jahr 1355, das trefflich in seine Lebenszeit paßt, überarbeitet, ist aber mit seiner Arbeit (oder Niederschrift?) nur bis zum Jahr 1102 gekommen. Ist es denn so etwas außergewöhnliches, daß ein Annalist mit seiner Arbeit vorzeitig abbricht oder abbrechen muß? Um 1362 begegnet uns Albert bereits als Chorherr von und in Dießen. Vielleicht war es ein Grund jetzt die Tegernseer Geschichte liegen zu lassen und sich mit der ebenfalls nicht uninteressanten Geschichte Dießens und Andechs' zu beschäftigen.

Schmeidler geht mit der obenerwähnten Datierung in kaum zulässiger Art um. Er ändert das Jahr 1202 einfach in 1102 (da soweit der erste Verfasser reicht) und darauf mit noch weniger Recht 1355 in 1255[21]. Aber Textänderungen dürften doch nur eine ultima ratio sein und erst erfolgen, wenn mehr als ein Grund die Änderung nicht bloß möglich sondern wahrscheinlich macht. Nach unseren Untersuchungen über Albert erübrigt es sich, näher darauf einzugehen.

Was war aber die von Albert überarbeitete Quelle von 1202? Ich kann darauf keine Antwort geben. Wir stoßen aber mit dieser Zeitangabe auf eine Zeit, die keineswegs als unfruchtbar in der reichen Kultur Tegernsees betrachtet werden muß. Gegen Ende des XII. Jahrhunderts schrieb ein Mönch Heinrich die Passio 2 des hl. Quirin[22], um 1200 regiert in Tegernsee ein Mann, dem literarische Interessen und persönliche Fähigkeiten keineswegs abzusprechen sind: Manegold von Berg, engverwandt mit dem regierenden Kaiser, zuerst Abt von Kremsmünster, dann Abt von Tegernsee und zuletzt Bischof von Passau, nicht ohne Verdienste für seine Bischofsstadt und was hier von besonderer Bedeutung Profeß eines Klosters, das, wie neuere Untersuchungen darlegten, der Ausgangspunkt einer anhaltenden Reform wurde: St. Georgen im Schwarzwald[23]. Es wurde schon dargelegt wie diese Reformwelle gerade auch die Historiographie befruchtet hat. Es muß also um 1200 in Tegernsee trotz der alten und vielen Fehden nicht unbedingt von einem geistigen Stillstand geredet werden.

Wir fassen zusammen: Schon vor 1365 dem Abfassungsjahr der Dießener Pröpstechronik hat Albert von Tegernsee eine bis 1122 führende Tegernseer Äbtechronik verfaßt unter Benützung der alten Passiones, der Quirinalien und einer unbekannten Quelle von 1202. Die Albertsche Chronik wurde dann im XV. und XVII. Jahrhundert fortgesetzt wie Schmeidler eingehend und treffend nachgewiesen hat.

---

[21] Schmeidler, ebd. S. 18. — [22] Manitius-Lehmann, ebd.

[23] Bauerreiß R., St. Georgen ein Reformmittelpunkt Südostdeutschlands im beginnenden XII. Jahrhundert. (Diese Zeitschrift 1933, S. 196 ff.)

Die *Cronica dominorum abbatum* war aber nicht der einzige Anteil Alberts an der frühen Tegernseer Geschichtsschreibung.

2. Die *Fundatio Tegernseensis.*

Der *Cronica abbatum Teg.* geht bei ihrer einzigen Ausgabe bei Pez[24] eine andere Quelle tegernseeischer Geschichte voraus, die *Fundatio Tegernseensis.* Pez hat dabei ohne es zu wissen — druckte er doch nach späten Abschriften — die gleiche Reihenfolge eingehalten, die auch die beste Handschrift für die *Cronica* wie die *Fundatio* aufweist, der schon genannte Clm. 1072. Dortselbst bildet die *Fundatio Tegernseensis* mit fol. 1—13 den Anfang der Handschrift. Auf fol. 13^{v} folgt dann unmittelbar die *Cronica abbatum Teg.* Eine spätere Hs. Clm. 18933^{r} dem ausgehenden XV. Jahrhundert angehörig, kann unbeachtet bleiben, da sie eine klare Abschrift der Primärhandschrift 1072 bildet. Äußerlich unterscheiden sich die beiden Berichte dadurch, daß die *Fundatio* Schriftzüge aufweist, die der *Cronica* fast ein Jahrhundert vorausgehen. Sie gehören zweifellos dem ausgehenden XIV. Jahrhundert an und zeichnen sich auch durch eine viel größere Gleichmäßigkeit und Feinheit aus.

Die *Fundatio* hat begreiflicherweise eine größere Beachtung gefunden als die *Cronica.* Der Altmeister bayrischer Geschichte hat ihr hohes Lob zuteil werden lassen. Er preist sie als das erste Geschichtswerk, das das unauslöschliche starke Stammesgefühl der Bayern zutag treten läßt[25].

Als Quellen hat die *Fundatio* sicher benützt die bekannten Quirinalien des Metell, kann also nicht vor 1180 entstanden sein, während das Auftauchen einiger Teile der *Fundatio* in den Ende des XIV. Jahrhunderts entstandenen *Fundationes monasteriorum Bavariae* sowie die ungefähre gleichzeitige Niederschrift in unserem Clm. 1072 die spätere Zeitgrenze bilden.

Bei der *Cronica* erwies vor allem der Prolog den Verfasser oder hauptsächlichen Bearbeiter: Albert von Tegernsee. Auch bei der Fundatio begegnet uns Albert wieder. Neben einigen stilistischen Anklängen, auf die ich früher schon verwiesen[25a], ist es vor allem die Verwendung eines schönen, tiefen Psalmverses[26], der die Autorschaft Alberts außer allen Zweifel stellt, Psalm 76:

„Haec mutatio dexterae excelsi."

---

[24] Thesaurus anectodorum novissimus, Tom. III, Augsburg 1721, S. 497.

[25] B. S. 440, Anm. 1.

[25a] B. S. 440. Vgl. auch die in der Gründungsgesch. v. Tegernsee wie Dießen auftretende Wendung „cum omni diligencia construxerunt".

[26] „Erat enim haec mutatio dexterae excelsi, quoniam dura valde est" (Pez, S. 491).

Trotzdem das Vergleichsmaterial beschränkt — Alberts geschichtliche Arbeiten haben mehr kurzen, skizzenhaften Charakter —, tritt der Vers doch nicht weniger als dreimal in Albert zugehörigen Schriften auf. Einmal in der für Albert gesicherten *Fundatio Diessensis*[27], dann aber auch in der *Fundatio* des Tegernsee so nahstehenden Augustinerchorherrnstiftes Dietramszell[28], die bereits, was den Herausgebern in den MGSS XV, 2, S. 1071 entgangen, in den Albert zugehörigen *Fundationes monasteriorum Bavariae* vorkommt. Außerdem erscheint der Psalmvers noch in dem Albert zuzuschreibendem kleinem Geschichtswerk über das Benediktinerkloster Ebersberg (Chronicon Ebergense posterius), das ja gerade zur Zeit Alberts mit seinem Profeßkloster Dießen in enger Verbindung stand[29].

Die Fundatio ist nicht nur in ihrer Bearbeitung das Werk Albert des Tegernseers, ähnlich wie bei der Tegernseer Speculumhandschrift und der Pröpstechronik läßt sich sogar nachweisen, daß die Fundatio im Clm 1072 ebenfalls das Autograph Alberts darstellt. Eine genaue Schriftvergleichung behob alle Zweifel.

So ist also Albert kein unbedeutender Anteil an der Tegernseer Geschichtsschreibung als Vermittler wertvoller alter Quellen wie als Ergänzer zuzuschreiben und es ist nicht begreiflich wie eine Untersuchung Tegernseeischer Geschichte an ihm vorbeigehen kann.

Auch in der Struktur seiner Geschichtsschreibung weist die Tegernseer Historiographie Alberts einen auffallenden Gleichlauf mit der Dießens auf. Bei beiden Klöstern ist die Geschichte aufgeteilt in die der Gründung und in die spätere, die sich nach der Folge der Klostervorsteher richtet, sowie sie auch auffallend Wert legt auf die Schilderung der Begräbnisstätten. Ja sogar die Titel bringen Anklänge:

Fundatio Diessensis	Fundatio Tegernseensis
Epitaphium prelatorum Diessensium	Cronica dominorum abbatum Tegernseensium

[27] In der Form, wie sie die Fundationes mon. Bavariae bringen (clm. 14594 fol. 28v): et haec mutatio divina gratia dexterae excelsi.

[28] „mutatione autem dexterae excelsi".

[29] „ubi nunc mutacione dextere Excelsi" ... (MGSS XXV, 868 und clm. 14594 (Fundationes mon. Bavariae) fol. 30).

Über unbekannte Handschriften und Werke Otlohs von St. Emmeram (Regensburg).

Von **Bernhard Bischoff, München.**

Otlohs Leben ist von rastlosem Fleiß erfüllt gewesen. Seine besondere Begabung verriet sich früh; noch vor dem Schreibunterricht der Schule hatte er ohne jede fremde Anleitung das Schreiben erlernt. Dabei hatte er eine unvorschriftsmäßige Federhaltung angenommen, die er sein Leben lang beibehielt; seine mäßig schräge, mäßig scharfe, mäßig runde, vorbildlich klare Schrift läßt den Mangel nicht ahnen. Die Liebe zum Schreiben wurde sein Schicksal; schon in der Jugend, in Tegernsee und Hersfeld, schrieb er viele Bücher und gefährdete sogar sein Augenlicht dadurch. Der Bischof von Würzburg berief ihn wegen seiner schönen Handschrift an seinen Hof. Vollends nach dem Eintritt in St. Emmeram widmete er die Zeit, die das Amt des Lehrers an der Klosterschule ihm ließ, der Herstellung von Büchern, vor allem liturgischer Art, bis Krankheit und Altersschwäche ihn hinderten. Wie viele von Cassiodor bis Trithemius sah er im Vervielfältigen von Büchern eine dem monastischen Leben besonders angemessene Tätigkeit, zu der er andere anspornte. Auch das eigene literarische Werk, das später in seinem Leben einen wichtigen Platz einnahm, wurde von ihm selbst wieder und wieder für nahe und ferne Freunde kopiert, namentlich die aszetischen Schriften. Zahlreiche Codices von Otlohs Hand sind erhalten[1], und doch sind sie offenbar nur ein geringer Bruchteil seiner kalligraphischen Leistungen.

Funde aus den letzten Jahren machen es möglich, zu dem Bekannten neue Materialien, Denkmäler seiner Schrift und seines Geistes, hinzuzufügen.

I.

Vielleicht die schönste all seiner Handschriften ist wie ungezählte andere Handschriftenschätze ein Opfer des Buchbindermessers geworden. Es war eine Bibelhandschrift, von der ein einziges verstümmeltes Blatt mit anderen Fragmenten in der Landes-

[1] Vgl. diese Zeitschrift LI, 1933, S. 115ff.

bibliothek Kassel in der Kassette Manuskripten-Anhang 19 liegt; von der „Petersbergischen Ambts Rechnung DE ANNO 1642", deren Einband es bildete, ist es nur losgerissen, ohne daß die eingeklebten Pappdeckel und Papiervorsatzblätter abgelöst wären. So ist nur eine vorläufige Mitteilung über das in großen, sicheren Schriftzügen unverkennbar von Otlohs Hand geschriebene Fragment auf Grund des freiliegenden Teiles möglich[2].

Das Blatt mißt ohne die umgebogenen Ränder 410×325 mm; der zweispaltige Schriftraum ist am oberen Rand z. T. verdeckt, z. T. abgeschnitten. Das Fragment enthielt die Capitula zu I. Samuelis und den Text bis cap. 1, 24. Die linke Spalte beginnt jetzt: „et sciphum aquae abstulit (zur vorhergehenden Zeile gehörig:) mavit/⟨X⟩ VIII. De phitonissa quae ob rogatum Saulis Samuhe / lem . ." und endet: „. . cupie/bat cibum. Dixit ergo ei Helchana vir suus/"; die rechte beginnt: „oblitus famulae tuae; dederisque servae tuae sexum/" und endet: „vini et adduxit eum in domum D(omi)ni in Sylo/". Zu den jetzt sichtbaren 42 Zeilen sind also noch 9 oder 10 hinzuzuzählen. Die Zeilenzahl entsprach ungefähr der der Turonischen Bibeln, das Verhältnis von Höhe und Breite des Schriftraums, der relativ hoch und schmal gewesen sein muß, etwa dem der italienischen Bibeln der Zeit. Das Format läßt auf eine Vollbibel oder möglicherweise einen Teilband einer solchen schließen. Von der ursprünglichen Pracht des Codex zeugt eindrucksvoll die 220 mm hohe, rot gezeichnete Initiale F(uit) mit Rankenwerk, die in Gold, Silber, Purpur, Blau und Grün koloriert ist.

Die Annahme liegt nahe, daß das zum Einband einer Jahresabrechnung des zu Fulda gehörigen Stiftes Petersberg verwendete Pergament aus der Fuldaer Bibliothek oder Sakristei stammte. In der Liste der Bücher, die Otloh als Mönch schrieb, gedenkt er der Bibel nicht; also schrieb er sie vor dem Eintritt ins Kloster, etwa in Hersfeld oder Würzburg[3].

---

[2] Die Anfangs- und Schlußworte des sichtbaren Textes teilte mir auf meine Bitte Herr Bibliotheksrat Dr. F. Israel, Kassel, mit.

[3] So eng dem eigenartigen Duktus Otlohs verwandt, daß nur ein direkter Schüler Otlohs als Schreiber in Frage kommen kann, ist die Schrift der *Vita S. Corbiniani* in Ms. Nr. 261 (971) des Stiftes Einsiedeln (p. 81—132); die Buchstaben stehen jedoch weiter auseinander, und das Schriftbild gewinnt nicht die Geschlossenheit wie bei Otloh selbst. Die übrigen Hände des Codex zeigen wesentlich anderen Charakter. Die Herkunft der Handschrift aus Regensburg (vgl. B. Sepp in Analecta Bollandiana VIII, 212) bekräftigt die Beziehung zu Otloh. — Dagegen hat die Schrift des interessanten Gebet- und Erbauungsbuches einer Nonne, Zürich C 171, in dem P. C. Mohlberg Verwendung von Otlohs Gebet festgestellt hat, durchaus keine sonderliche Verwandtschaft mit der Otlohs, die P. Mohlberg zu sehen meinte (Katalog der Hss. der Zentralbibliothek Zürich. Mittelalterliche Hss. S. 74f.).

II.

Textzeuge eigener Werke Otlohs und zum großen Teil Autograph ist die Züricher Handschrift C 57 (fol. 198—213) aus St. Gallen[4]. Der Codex, der mit Teilen des Neuen Testaments aus dem 9. Jahrhundert zusammengebunden ist, enthält zwei *Sermones* in Prosa (*S. qualiter possimus congregari in nomine Domini*, *S. de cursu spirituali*), den *Sermo metricus ad clericos dictus*, die *Versus de die iudicii*, ausgewählte *Proverbia* (fol. 211^{v}: Ad Dominum fugite . . ., fol. 212^{r}: Affectus carnis . . .) und ein Stück „Istic conscripta legentes . . ." (gedruckt als „Epilogus" zu *De tribus quaestionibus*, MPL 146, 134 B). Unbekannt sind hiervon nur die beiden Sermones in Prosa; sie sollen weiter unten besprochen werden.

Die *Proverbia* dieser Handschrift, wie in Otlohs großer Sammlung in alphabetischer Ordnung, finden sich zwar sämtlich unter den gedruckten; sie sind aber in zwei Reihen aufgeteilt. In der ersten Reihe stehen 38 einzelne Hexameter, je zwei von demselben Buchstaben[5]; die zweite enthält aus jedem Buchstaben einmal 2 oder 3 (B) zusammenhängende Hexameter und 4 Prosasprüche. Auffällig ist ferner, daß die Auswahl jede Überschneidung mit derjenigen vermeidet, die in den Ausgaben fälschlich als cap. 50 der Schrift *De tribus quaestionibus* gedruckt ist und ebenfalls in den vollständigen Proverbia enthalten ist; in dieser sind metrische und prosaische Sprüche in zwei getrennte Alphabete gruppiert: von den ersteren werden 2 (nur von U 3) gegeben, von den letzteren 3 (A—G), 4 (H—T) und 5 (U). Diese Reihen von Proverbia, die so regelmäßig gebaut und zahlenmäßig gebunden sind, bilden offenbar nicht verschiedene Bausteine zu dem selbständigen Werk[6], das in den Autographen eher regellos gewachsen scheint, und bei dem die verschiedenen Buchstaben sehr verschieden umfangreich sind, sondern sorgfältige Auswahlen aus demselben.

Wir wissen aus Otlohs eigenen Worten, daß er an „viele" Bekannte „Predigten oder Sprichwörter oder erbauliche Schriften" schickte[7]. Gerade der Züricher Codex als autographe Reinschrift ist ein schönes Beispiel für die Art dieser literarischen Gaben. Ihre Zusammensetzung wechselte offenbar willkürlich. Denn eine andere Sammlung, die nur noch zu rekonstruieren ist, enthielt etwa den *Liber de admonitione clericorum et laicorum*,

[4] Vgl. C. Mohlberg, a. a. O. S. 31, der die Hs. eingehend beschrieben, aber nicht als eigenhändig erkannt hat. Von Otlohs Hand rühren her: fol. 198^{v}—199^{r} Z. 13, 201^{v} Z. 16—203^{v} Z. 14, 204^{r}—208^{r} Z. 14, 209^{v} Z. 1—2, 15—213^{v}, und Korrekturen auf fol. 200^{r} und 201^{r}.

[5] Diese erste Reihe ist gedruckt von J. Werner in: Romanische Forschungen 26, 179f.

[6] Wie J. Werner meinte. — [7] MPL 146, 58 C.

die *Proverbia* und den *Sermo quomodo sit legendum in rebus visibilibus*[8]; eine dritte, die in späteren Abschriften fortlebt, umfaßte *De tribus quaestionibus*, eine *Proverbia*-Auswahl, den *Epilogus* (wie in Zürich C 57 ohne Überschrift) und *De ternario*[9]. Von manchen Werken Otlohs repräsentieren die Geschenkexemplare die einzige Überlieferung; anderes ist nur in seinen St. Emmeramer Handexemplaren erhalten.

III.

Das 11. Jahrhundert begnügte sich im allgemeinen mit dem homiletischen Vorrat der Väterzeit, den karolingische Autoren weiter vermehrt hatten. Es entstanden noch einige Patrocinienpredigten; die Übung, eine unterweisende oder schriftauslegende Predigt selbst zu verfassen, war dagegen fast gänzlich abhanden gekommen. Wenn Otloh es tat, war das etwas durchaus Ungewöhnliches, und das Fehlen einer Kunst der Kanzelberedsamkeit, die das 12. Jahrhundert in hohem Maße pflegte, zeigt sich in der Verschiedenheit seiner vier Predigten, deren Stil sich mit seiner aszetischen Schriftstellerei berührt: am schlichtesten ist die Rede vom Ruhme der Apostel, eigenartig als eine einzige Aneinanderreihung von Gleichnissen, der *Sermo quomodo sit legendum in rebus visibilibus*, der im Aufbau an Teile des *Liber de temptationibus* erinnert. Dazu kommen nun zwei weitere *Sermones*, von denen der eine nur die verkürzte Fassung eines Hauptwerks von Otloh ist.

Otloh hat Anfang und Schluß des *Liber de cursu spirituali* für geeignet gehalten, mit ein paar überleitenden Sätzen zusammengekittet auch als Predigt vorgetragen zu werden. Alles was zwischen diesen abgeschnittenen Teilen steht: die langen Ausführungen über Stellen aus den Psalmen (MPL 146, 148 A — 191 C/D), den Propheten (192 C — 194 D), den Evangelien

---

[8] Vgl. diese Zeitschrift LI, 1933, S. 175f.

[9] Die vier Stücke sind in dieser Reihenfolge von P. L. Wydemann für Pez aus je einem Codex von Lambach (nach Manitius II, 90: Ms. 77) und Heiligenkreuz (Ms. 148) herausgegeben worden. Eine Hs. mit gleichem Inhalt, die kürzlich von der Berliner Staatsbibliothek angekauft wurde (lat. qu. 922 saec. XII) und die ich auf der St.-B. München benützen durfte, scheint mit der Lambacher identisch zu sein. Sie bietet die Lesarten, die die Benediktiner aus dem Lambacensis notieren, wenige Verlesungen ausgenommen; an den Schluß schrieb eine wenig jüngere Hand die Verse:

„Premia fer digna scriptori virgo benigna
Alrammum cognosce tuum veniam sibi posce."

P. Wydemann, der „Airammum" druckt, sagt nicht, in welchem Codex er sie fand, doch fehlen sie nach den Xenia Bernardina in Heiligenkreuz 148. Der Name Alrammus ist selten; hier dürfte der Lambacher Abt (1209—1213) gemeint sein. Die Kapiteleinteilung, die „Proverbia" und „Epilogus" fest mit „De tribus quaestionibus" verbindet, fehlt der Hs.; wie bei anderen Werken Otlohs ist sie wohl ein Eingriff der Herausgeber.

(194 D — 214 A), welch letztere lose mit wörtlichen Exzerpten aus eigenen Werken (dem *Liber manualis* und *De tribus quaestionibus*) durchflochten sind, endlich die große Entlehnung aus dem *Liber de temptationibus* (214 C — 236 A)[10], ist nach den Worten „Iam diximus pauca de profectuoso cursu qui in Veteris Testamenti lectione potest agi" übergangen mit den Sätzen (fol. 206^{v}):

Eundem vero cursum quicumque velit agere in multis tam Novi quam Veteris Testamenti libris habet utique latissimum campum, habet etiam maximam copiam florum super omnia aromata fraglantium. Qui (fol. 207^{r}) ergo potest capere, capiat. Ego namque quantum opitulante Deo potui in quibusdam libris maximeque in psalmis necnon in evangeliis cucurri excerpens inde quasdam sententias, quae mihi videbantur maxime necessariae et ad intellegendum idiotis facillimae. Quas nimirum sententias ideo hic promere pretermisi ne quemquam sermone prolixo gravarem. Unde his omissis (reserare libet . . .).

Der erste Sermo der Züricher Handschrift, dessen Text unten mitgeteilt wird, ist dagegen eine wirkliche Predigt über Matth. 18, 20. Durch eine für unser Empfinden allzu wörtliche Deutung der Worte „in nomine meo" auf den Namen Jesus, „in Latina lingua salvator vel salutaris" und die Fragen: Wie können wir uns in diesem heilbringenden Namen versammeln? und weiter: Was ist zu unserem Heile erforderlich? ist die Auslegung, die weit ausgreift, bestimmt. Einen Anhalt für die Entstehungszeit gewährt die Klage über die langjährige Unfruchtbarkeit der Erde, gegen Ende des Textes. Es handelt sich um die Folge von Mißernten in den Jahren 1059 bis 1063, die auch im *Liber manualis* (MPL 146, 262 B/C) und in *De cursu spirituali* (142 A) erwähnt wird.

SERMO QUALITER POSSIMUS CONGREGARI IN NOMINE DOMINI.

Zürich, Zentralbibliothek Ms. C 57, fol. 198^{v}.

Dominus et salvator noster in evangelio fideles omnes alloquitur dicens: „Ubi sunt duo vel tres congregati in nomine meo, ibi sum in medio eorum"[1] In quibus verbis primitus notandum est quod nomen proprium sit eius qui haec dicit, dehinc cetera consideranda. Nomen igitur Domini sicut in evangelio scriptum invenitur, Iesus proprie vocatur. Sic enim legitur: „Postquam consummati sunt dies octo ut circumcideretur puer, vocatum est nomen eius Iesus, quod vocatum est ab angelo, priusquam in utero conciperetur"[2]. Ecce audistis fratres quia bis vocatus sit Iesus, ante conceptionem scilicet et in circumcisione. Cum ergo teneamus proprium Domini nomen idest Iesus quo lingua Hebraica utpote Hebreus vocatus est, queramus etiam quomodo idem nomen in Latina lingua sonet, ut ex hoc discere aliquantum possimus, qualiter in tali nomine congregari debeamus. Iesus itaque, ut ab omnibus interpretatur, in Latina lingua salvator vel salutaris dicitur nomine videlicet suo indicans, quare in mundum natus advenerit. Pro salute namque omnium fidelium natus hoc quoque tacitus nomine suo indicari voluit quod postea operibus implevit. Unde et hanc ethimologiam evangelista Matheus

[10] Vgl. diese Zeitschrift LI, 1933, S. 127.

[1] Matth. 18, 20. — [2] Luc. 2, 21.

monstrare curavit referens angelum ad beatam Mariam dixisse: „Et vocabis nomen eius Iesum. Ipse enim saluum faciet populum suum a peccatis eorum[3].“ Quia igitur audivimus sanctum nomen Domini quod et ante nativitatem et postea accepit necnon quare illud acceperit, restat, ut attendamus qualiter in tam salutifero nomine congregari possimus. Sed ut mihi videtur, nihil est aliud in nomine Iesu congregari nisi ea, quae ad salutem nostram pertinent, omnimodo quantum possibile est tractare, qualiter scilicet iuxta psalmistam declinemus a malo et faciamus bonum, inquiramus pacem et sequamur eam[4]. Maxima quidem (199r) est de hac re dicendi materia, sed nemo quid inde proferre valet nisi quantum ei pietas divina largiri dignatur. Unde ipse Deus invocandus est inprimis, ut inmittat nobis talia verba quae et sibi placeant et vobis prodesse valeant. Dicamus ergo iuxta scientiae nostrae parvitatem, quid ad nostram pertineat salutem. Ad salutem enim nostram pertinet tractare, quanta mala contra Deum fecerimus et quanta bona dimiserimus. Verumtamen prius convenit scire bona dimissa meritoque a nobis facienda, quia, postquam agnoverimus bonorum faciendorum normam, facilius scire possumus omnem iniquitatis viam. Quod ut ita esse apertius agnoscatis exemplum apponimus. Quis rogo scire valet, quantum a via recta deviaverit nisi eandem viam rectam prius noverit? Sic etiam ille qui scire cupit, quantum a lege divina discesserit, prius agnoscere debet, quae sit legis divinae institutio. Cumque eam agnoverit, tunc facillime discit, quanta crimina commisit ab ea deviando. Faciamus ergo et nos eadem attendentes inprimis quae praecepta nobis dederit Dominus ad salutem nostram tam per se quam per sanctos doctores deinde vero considerantes quam pauca eorundem praeceptorum fecerimus, studeamus vel amodo aliquid facere. Praeceptum quippe Dei est primum et maximum, illum diligere tota mente, tota virtute, deinde proximum sicut nosmetipsos. In his duobus mandatis pendet omnis religio Christiana. Quicumque ergo haec observare nititur, in via et in lege Domini graditur qui vero neglegit, viciis omnimodis subiacebit. Quodlibet namque peccatum facimus inde evenit quod Deum et proximum minus quam debuimus diligimus. Cum autem ceperimus Deum timere et diligere, nam necesse est ut prius timeatur quam diligatur, tunc omnium amor virtutum et execratio vitiorum in nobis orietur. Quoties igitur talia pro salute nostra loquimur vel etiam meditamur, tocies in nomine Iesu congregamur, quia sicut iam prefati sumus nihil est aliud in nomine Iesu congregari nisi ea quae ad salutem nostram (199v) pertinent tractare, qualiter scilicet emendemus in melius, quod ignoranter peccavimus. Et ut hoc facilius facere possimus, attendamus omnimodo, quanta mala ab initio vitae nostrae contra Deum commisimus in superbia et in avaricia, in fornicatione et adulterio, in fraude et simulatione, in contentione et crudelitate, in ira et odio, in crapula et ebrietate, in furto et rapina, in mendatio et periurio, in somnolentia et ociositate, in detractione et murmuratione, in blasphemia et invidia, in arrogantia et superfluo praeciosi vestitus ornatu, in consilio et consensu pravo, in homicidio tam spiritali quam carnali, nam quotiescumque aliquem a bono deviare facimus, tocies eum spiritaliter occidere studemus, haec inquam omnia atque his similia vitia, in quibus nos reos scimus, attendamus et pro his penitentiam agentes contineamus nos, ne ultra eadem committamus. Hoc est enim penitentia vera et perpetrata plangere et plangenda ulterius non committere. Est et illud nobis iugiter pro salute nostra commemorandum, quod Deus nos cunctis visibilibus creaturis praeponens rationabiles et ad similitudinem suam fecit, quodque eius dispositione omnis creatura sub caelo posita nobis servit, sed et illud, quod quantiscumque peccatis involuti simus, venia nobis est promissa, si penitentiam agamus in hac vita. Haec igitur tanta divinae pietatis dona omnia humanae virtutis excedunt merita; quanto autem maiora sunt

[3] Matth. 1, 27. — [4] Vgl. Ps. 36, 27 u. 33, 15.

tanto amplius peccavimus cum haec pro nihilo computantes praecepta divina neglexerimus. Si enim peccatum est mala pro bonis reddere hominibus, multo magis peccatum est, cum idem Deo agitur, quia homines bona aliqua, Deus vero bona cuncta tribuit. Si igitur haec iugiter tractaverimus, maxime nos instruunt ad cognoscendam pietatem divinam. Cumque eiusdem pietatis divinae noticiam habere ceperimus, tunc pro certo agnoscemus et maliciam nostram, quae pietati divinae opposita ita manifestatur (200r) ab illa sicut tenebrae per lucem. Deinde vero cum maliciae nostrae quantitatem agnoverimus, tunc iugiter mirari incipiemus, quomodo Deus nos in tanta pravitate positos et quasi sibi omnimodo resistentes sustinuerit, tunc etiam nil magis libet quam flere et peniteri quecumque mala fecimus. Unde precamur, ut eo ordine et oppositione quam diximus gratiae divinae et maliciae nostrae quantitatem attendentes, studeatis tanto magis deflere et peniteri mala quae contra Deum hactenus fecistis, quanto prolixius eadem mala perpetrantes vos ille clementer sustinuit nec ullam potestatem diabolo super vos sicut meruistis tradidit[5]. Si enim diabolus super vos potestatem accepisset, eandem lesionem quam in plurimis hominibus facit in vobis quoque fecisset. Denique quoscumque sceleratos videtis in corpore per aliqua membra truncatos vel in reprobum sensum deditos aut subitanea morte ex hac vita raptos, potestate diaboli factum esse scitote. Verumtamen nullum potest ledere, priusquam peccatis ipsius exigentibus a Domino permittatur. Ideoque penitentiam pro peccatis vestris agentes convertimini ad Dominum tota mente, ut lesionem diaboli evadere et gratiam Dei possitis consequi. Sicut enim scriptura sacra testatur, benignus est Deus et misericors super malicia nostra, et quomodo miseretur pater filiorum, ita miseretur omnium timentium se et prope est omnibus invocantibus eum in veritate[6]. Talia igitur loquentes vel meditantes in nomine Domini congregamur et quecumque pro salute nostra petierimus accipiemus. Convenit et hoc attendere, quoniam sicut in peccatis iacentes omnes quos potuimus ad pravitatem aliquam attraximus, ita et conversi ad bonum trahere debemus quoscumque possumus. Quod si forte ignoratis quomodo hoc facere valeatis[6a], dicam breviter vobis. Attendite ergo quia duobus modis ad malum quoslibet trahere solebatis, cum aut peccatum aliquod coram illis facientes ipsos in idem peccatum incitaveritis aut consilium dederitis (200v), ut male agerent. Eisdem quoque modis conversi ad bonum studete alios in id ipsum trahere facientes scilicet quae bona sunt coram illis, ut aedificentur, sed et consilium dantes omnimodoque petentes ut recedant a malo et faciant bonum. De uno quippe scriptum est in evangelio ubi Dominus dicit ad discipulos: „Luceat lux vestra coram hominibus ut videant opera vestra bona et glorificent patrem vestrum qui in caelis est[7].“ De alio vero alibi sic dicitur: „Qui converti fecerit peccatorem ab errore viae suae, salvabit animam eius a morte[8].“ Studeamus igitur et nos eodem certamine aliquos edificare quo studuimus plurimos depravare, ut de nostra conversione non solum hominibus sed etiam Deo angelisque eius gaudium faciamus sicut scriptum est: „Gaudium erit in caelo super uno peccatore penitentiam agente quam supra nonaginta novem iustos qui non indigent penitentia[9].“ Quis rogo aliquid recte sapiens et quae ad salutem suam pertinent intellegens hac sentencia non laetificatur? Quamobrem festinemus ad conversionem et emendationem morum, ut faciamus celo gaudium utque eos qui per nos depravati sunt ad meliora trahamus. Si enim de uno converso agitur gaudium in caelo, quanto magis de multis? Aliquantulum iam diximus unde pietatem divinam contemplari possumus, dicamus etiam aliqua de severitate divina quia utraque nobis est necessaria semperque attendenda, pietas quidem per hoc, ne propter multitudinem peccatorum nostrorum umquam de venia desperemus, severitas autem ideo, ut penam aeternam

[5] diabolo *auf Rasur*, super — tradidit *interlinear einkorrigiert.*
[6] Vgl. Joel. 2, 13. — [6a] valeatis *korrigiert aus* valetis.
[7] Matth. 5, 16. — [8] Jacob. 5, 20. — [9] Luc. 15, 7.

timentes quodcumque bonum cepimus, in eo simus stabiles. Nam abutimur facillime pietate divina cum in peccatis nimiis iacentes non de conversione nostra sed solummodo de eadem pietate divina tractaverimus quasi absque conversione possimus a Deo veniam consequi. Unde ipse Dominus dicit: „Non omnis qui dicit mihi Domine Domine intrabit in regnum celorum, sed qui facit voluntatem patris mei, ipse intrabit in regnum celorum[10]." Hinc etiam sapiens quidam dicit: „Noli esse sine metu et ne dicas misera — (201r) tio Dei magna est; multitudinis peccatorum meorum miserebitur[11]." Psalmista quoque considerans se non posse salvari absque utraque dixit: „Virga tua et baculus tuus ipsa me consolata sunt[12]", per virgam quidem qua flagellamur severitatem, per baculum vero quo sustentamur pietatem significans, acsi aperte diceret: Severitas et pietas tua Domine simul collatae, ipsae me ad salutem trahunt et in bono confirmant. Una enim sine altera nequaquam me trahit ad te. Ut autem[13] haec ita esse in aliis libris scripta probentur, legat quicumque velit scripturam veteris novique testamenti et inveniet sepissime quosdam punitos per severitatem, quosdam vero salvatos per pietatem divinam. Quae nimirum utraque non solum propter illos quibus facta sunt, sed etiam propter instantis temporis homines evenerunt, ne pietate divina dissoluti in flagiciis quibuslibet permaneant. Unde apostolus enarrans quosdam punitos in veteri testamento subiungit dicens: „Haec quidem omnia in figura contingebant illis; scripta autem sunt ad correptionem nostram in quos fines seculorum devenerunt[14]." Eadem quoque pietas et severitas Dei in primis hominibus cepit et supra omne genus humanum usque ad finem mundi percurrit, ut cuncti et pietatem et severitatem Dei videntes vel audientes minus praesumerent praecepta divina transgredi. Nam si homines tantus severitatis divinae timor non constringueret, eodem modo quo diabolus superbiendo caderent. Qua de re omnis severitas divina in hoc seculo facta[15] magis gratia quam pena dicenda est, quia multi per hanc salvantur qui aliter salvari nequeunt. Sed et hoc pensandum, quia si nulla pena peccantibus adderetur, nullus scire posset, quid peccando meruisset. Si autem homo peccare non posset, nec arbitrii potestate frueretur, sed nec quicquam boni promereri posset. Possibilitas enim bene et male agendi probatio est arbitrii et causa cuiuslibet meriti. Praeterea si nullam penam nullamque miseriam homo meruisset, Deus videretur non (201v) habere cui misericordiam suam exhiberet, quia nulli nisi reo vel pauperi misericordia necessaria est. Ex quibus omnibus colligitur quia iudicium Domini in hominibus factum iustum et necessarium constat. Iustum quippe erat, ut homo probaretur in aliquo si divinis obedire vellet praeceptis. Item iustum erat, ut post transgressionem divinae iussionis aliquam sentiret penam. Illud vero necessarium magis quam iustum esse videtur, quod homini lapso multisque miseriis depresso gratia divina succurrere decrevit, ut, quod ipse non potuit promereri, per gratiam Dei obtineret. Haec autem gratia ante incarnationem Domini aliquatenus facta est, sed, postquam consummata sunt omnia quae pro nobis Dominus pati voluit, tunc penitus solutum est primi hominis delictum in cunctis sacro baptismate lotis exceptis his qui ad intelligibilem etatem venientes Deum timere et amare neglegunt nullamque penitentiam pro delictis suis gerunt. Attendite queso haec, fratres karissimi, et mirantes, quam iusto et necessario ordine inter se conexa sint, laudate Dominum in omnibus operibus suis. Laudate eum, quia sic pius est ut non deserat severitatem, sic etiam severus ut non deserat pietatem, et quod utramque sicut opus est unicuique praebet. His igitur dictis de miranda divinae pietatis et severitatis sapientia rogemus nunc Dominum pro ecclesia sancta quae sub temporibus nostris pro dolor multipliciter destructa agnoscitur, ut eam reparare dignetur faciens inprimis principes et rectores tales qui

[10] Matth. 7, 21. — [11] Eccli. 5, 5. — [12] Ps. 22, 4. — [13] autem *auf Rasur.* [14] I. Cor. 10, 11. — [15] in — facta *einkorrigiert.*

sibi subiectos exemplis et operibus bonis instruant ad emendationem morum atque ad penitentiam peccatorum suorum, deinde subiectos eosdem trahens ad tantam humilitatem et obedientiam, ut quaecumque bona viderint aut audierint a rectoribus suis imitari studeant illa. Huiusmodi quippe studio Deus ita placari potuisset, ut pericula diversa errorum necnon bel-(202r)lorum quibus homines nunc undique fatigantur averteret, terram quoque quae per annos iam multos a malicia inhabitantium in ea infructuosa erat fructiferam faceret. Ideoque precibus intimis Dominum deposcite, ut et rectores et ceterum populum corrigens faciat eos in hac vita tales, quatenus eternae vitae mereantur fieri participes. Ad haec etiam petite pro omnibus ex hac vita cum fide sancta subtractis, primum quidem pro illis qui nobis bona aliqua fecerunt seque in nostras orationes commendaverunt, deinde pro cunctis fidelibus defunctis, ut eos Dominus noster a locis penalibus liberare et in requie aeterna dignetur collocare.

P. Bonaventura Oberhueber von Tegernsee als Prokurator der bayerischen Benediktinerkongregation in Rom 1690—1695.

(Dargestellt nach seinen Briefen.)

Von **Honorat Schöberl OSB, Schäftlarn.**

Abkürzungen (s. auch Band 53 (1935) S. 178). (Fortsetzung)

Ca = Kardinal Cantelmi in Neapel.
Co = Martin Constante in München s. S. 57.
f = folio: f 1—189 = in Gen.-Reg. 697 s. Bd. 53 S. 6ff.; f 418—670 = Gen.-Reg. 709 (Mappe) II.
fc = Fascikel.
fc 1—3 = Gen.-Reg. 691 des Münchn. Kreisarchivs — fc 4—6 = 692 — fc 7—9 = 693 — fc 10—11 = 694 — fc 26 = 700 — fc 30 = 701 — fc 31 = 702 — fc 56 = 709 — fc 56 II = 709 Mappe II — fc 9 B 4 = 693 mit der ursprünglichen Bezeichnung B 4 des Tegernseer Kongr.-Archivs.
NiC = Non impugnatur Congregatio s. S. 47.
No = Kardinal Norfolk in Rom s. S. 40.
NK = Nuntius in Köln.
NL = Nuntius in Luzern.
NW = Nuntius in Wien.
Pax = Pax religiosa.
R = Rubrica, Bezeichnung des Tegernseer Kongr.-Archivs.
Schm = P. Karl Schmolhard in Wien.
Sf = Fürstabt Sfondrati in St. Gallen s. Bd. 53 S. 188.

II. Kapitel. P. B. Oberhueber und Abbate Pomp. Scarlatti*.

*(Nachtrag zu P. Oberhuebers Lebensgang, Bd. 53 S. 184): Diese Jahre (1690—95) waren für die bayerische Benediktiner-Kongregation eine entscheidungsvolle Zeit: Es handelte sich um Sein oder Nichtsein der bayerischen Kongregation, ja letzten Endes um die Sicherstellung oder die dauernde Gefährdung des monastischen Ideals überhaupt. Der Generalprokurator — sein Amt und seine Person — spielte bei diesen Auseinandersetzungen die vielleicht wichtigste und weitreichendste Rolle, wie wohl niemals vorher oder nachher. Dieser Ausschnitt aus der bayerischen Kongregationsgeschichte und die darin sich abspielenden Kämpfe erhalten ferner durch die Parteistellung, welche die höchsten kirchlichen und weltlichen Kreise hierin nahmen, den zeitgeschichtlichen Rahmen, innerhalb dessen die umfassende einstmalige Bedeutung des Generalprokurators gewürdigt werden kann.

1. P. B. Oberhueber und P. Scarlattis Diplomatie.

Die wenig erfreulichen Vorkommnisse, von denen die Rede war, deuten darauf hin, daß der Verband der bayerischen Benediktinerklöster in sich noch nicht genügend gefestigt war. Bei Erschütterungen von außen und innen benötigten sie unbedingt das tatkräftige Wohlwollen des bayerischen Kurfürsten und seines Agenten in Rom. Mit diesem, dem Abbate Scarlatti, hatte Staudigl, der erste Prokurator, nicht einträchtig zu arbeiten vermocht; es war allerdings nicht einfach, sich das diplomatische Geschick dieses echten Italieners zunutze zu machen. Scarlatti hatte schon unterm 3. 2. 1685, ohne amtlichen Auftrag, einzig um sich beim bayerischen Kurfürsten lieb Kind zu machen, durch päpstliche Bulle die Erlaubnis für den Kurfürsten erwirkt, das Kloster Prüfening aufzuheben und den größeren Teil der Einkünfte für die Türkenkriege zu verwenden. Diese Bulle wurde in München aufbewahrt; einstweilen wurde die Aufhebung nicht durchgeführt; sie drohte aber dem Kloster, wenn es Miene machte, aus der Kongregation auszutreten; die Gefahr der Aufhebung wuchs, seit der Kurfürst daran dachte, ein Militärhospiz zu errichten; dazu bedurfte er der Einkünfte eines Klosters[1].

Staudigl versetzte bei seiner Rückkehr aus Rom die bayerischen Äbte und Prielmayer wiederum in Aufregung durch die Nachricht, Scarlatti, der bayerische Agent, arbeite daran, einige Klöster aufzuheben; dazu wird diesen seine Feindschaft mit Ulrich mitbestimmt haben[2]. Von Schmidt aufmerksam gemacht, erkundigte sich Oberhueber in Rom; er erfuhr vom Dominikanerkardinal Norfolk, der Papst lasse tatsächlich durch einen Ausschuß von Kardinälen, wozu auch Norfolk gehörte, verhandeln, wie man einige Klöster dem Kaiser und dem bayerischen Kurfürsten zuliebe unterdrücken könne. Genannt wurden Kaißheim, Waldsassen und Dietramszell. Ferner sollte St. Emmeram in ein Militärhospiz umgewandelt werden. Die Nachrichten, auch aus dem Munde Eingeweihter, wider-

[1] Gr an Qu 4. 10. 91 fc 3; an Qu 28. 11. 93 f 13/14; Fink S. 41; diese eindeutigen Angaben beheben die von Riezler 8, 580 geäußerten Zweifel daran, daß der Abt von Prüfening durch das Aufhebungsbreve in die Kongregation gezwungen werden sollte; wenn das auch nicht der Hauptzweck der Bulle war, so doch eine Nebenabsicht. Abt Bernhard von Prüfening äußerte sich selbst einem bischöflichen Beamten von Regensburg gegenüber, „daß er durch starkhe Betrohung der völligen Exstinktion seines Klosters sich entlich mit und neben seinem Konvent unter die Kongregation nolens volens begeben"; Regensburg an Freising 19. 6. 92 fc 9. Der Abt wird zwar nicht genannt, es ist aber nach Obigem und nach dem ganzen Briefzusammenhang der dem Regensburger Ordinariat von jeher besonders ergebene Abt Bernhard von Prüfening.

[2] So darf man die Äußerung Sc's gegen Ulrich auffassen: Sc an Be 5. 12. 90 f 89; Sc an Sch 2. 6. 91 f 60/1; an Qu 21. 4. 91 f 69.

sprachen sich[3]. Als Oberhueber das nach Bayern meldete, bekam Scarlatti alsbald die bitteren Vorwürfe Prielmayers und Schmidts zu hören[4]. Da nicht nur der Agent, sondern auch der bayerische Kurfürst, der Protektor der Kongregation, bloßgestellt war, suchte sich Scarlatti feierlich gegen diese „Verleumdungen" zu verwahren; er richtete Aufklärungsschreiben an Schmidt, an das reichsunmittelbare St. Emmeram, an Baron von Neuhaus, den Residenten des bayerischen Kurfürsten in Regensburg, an v. Stoiberer, den Residenten des Kurfürsten in Wien, an den kaiserlichen Hofratskanzler Strattmann und an den Grafen von Königseck[5]. St. Emmeram war in Scarlattis Aufhebungsplänen tatsächlich nicht einbegriffen; das bestätigte auch der Abtpräses. Daß aber etwas an der Sache war, deutete der Agent selber an: nur auf des angehenden Prokurators Verwendung hin sei ein Kloster, das von Prüfening verwaltet werde (d. h. Ensdorf), nicht unterdrückt worden; nun aber bräuchten die in der Kongregation befindlichen Klöster nichts zu fürchten. Ein Kloster der Regularkanoniker (nämlich Dietramszell) werde zur Fundierung des Militärhospizes verwendet. Gegen diese Aufhebung trat aber wohl schon damals, wie auch später, der Freisinger Bischof ein[6]. Den 1693 aufgenommenen Ensdorfer Plan verhinderte vorläufig das Zusammenwirken von Bonaventura, Schmidt und Vacchiery. Von Waldsassen, das daraufhin in Betracht gezogen ward, wurde Scarlatti ebenfalls durch Bonaventura abgebracht. Zudem erwiesen sich dessen Einkünfte als ungenügend für den geplanten Zweck. 1693 verhandelte Scarlatti im Namen des Kurfürsten mit dem römischen Hof, um die reicheren Klöster insgesamt, „ohne die Kollegien der Gesellschaft Jesu zu berühren", auf ewige Zeiten jährlich mit 12000 fl. zu belasten und damit das geplante Hospiz zu unterhalten; Oberhueber vermochte den Agenten soweit zu bringen, daß er versprach, in der einzureichenden Note „zur Bezeigung seines Affektes" von der Belastung der Kongregation abzusehen[7]. Das hinderte diesen aber nicht,

[3] An Qu 21. 4. 91 f 69; an Be 28. 7. 91 f 50/1 und 11. 8. 91 f 46; an Qu 22. 12. 91 f 22; Sch an Qu Sept. 1691 f 88: das ungefähre Datum ergibt sich aus dem Inhalt.

[4] An Be 2. 6. 91 f 59; Sc an Sch 2. 5. 91 f 60/1.

[5] Kopien: an Be 13. 9. 91 f 24/5.

[6] An Qu 18. 8. 91 f 42/3; Riezler 8, 569; Inhaltsangabe zu fc 15 ad annum 1697.

[7] An Qu 18. 8. 91 f 42/3; 22. 12. 91 f 22; an Be 31. 10. 93 f 27; Va an Qu 15. 1. 93 f 3; Sch und Va an Qu 28. 11. 93 f 11 n 56: auch Sch und Va halfen mit, Sc zu entlarven „zur Entlastung der Kongregation ...; der Erfolg ist ganz nach Wunsch; wie der Herr Generalprokurator selbst gestehen muß, daß unsere Importunität dem Herrn Abt (Sc) das herz berührt; und was will man jetzt lange sich beschweren, ob die Mittel gut oder schlecht waren". Der Plan ein Militärhospiz zu errichten, von dem Riezler 8, 567ff.

daß er alle diese Pläne auch weiterhin verfolgte. Darauf wird in anderem Zusammenhang zurückzukommen sein (vgl. cp. 3, 2).

Trotz allem drang Oberhueber bei seinen Obern darauf, nicht dem Msgr. Pallavicini, sondern Scarlatti das Patronat der Kongregation anzuvertrauen; denn dessen Dienste verschmähen kam einer Feindschaft mit ihm gleich und bedeutete „den ganzen Orden gefährden um des Wohles eines einzigen Klosters willen"[8]. Denn der vielgeschäftige Agent, der in allen Vorzimmern Roms anzutreffen war, hielt viel darauf, bei allen Parteien unentbehrlich zu sein. In den Berichten, die er dem kaiserlichen Hofkanzler und Grafen Strattmann nach Wien lieferte, trug er eine treu kaiserliche Gesinnung zur Schau; so bediente er auch den kaiserlichen Gesandten in Rom, den Fürsten Anton von Liechtenstein, mit ausgezeichneten Berichten[9], während er „unentwegt" als „Sendbote Ludwigs XIV. beim bayerischen Kurfürsten für den Anschluß an Frankreich warb"[10]. Er betrieb die Aufhebung einzelner Klöster der bayerischen Kongregation, während er gleichzeitig dieser seine Dienste anbot und leistete, bewarb sich um die Agentien der Bischöfe unmittelbar vor (und nach) deren Auseinandersetzungen mit den bayerischen Benediktinern, versicherte aber der Kongregation im Brustton der Überzeugung: „... wenn ganz Deutschland sich bewaffnete, so hätte er, so viele Gegner es auch seien und sollten sie sich wie die Habichte zusammentun, Flügel weit genug, um damit sein Geisteskind (d. h. die Kongregation) als sein teuerstes Junges zu beschützen und zu verteidigen"[11]. Dem P. Bonaventura zwang Scarlatti die Pro-

---

in den Jahren 1696/7 berichtet, geht also wenigstens auf 1691, ja wohl noch auf frühere Zeit zurück; außer Obigem sei zu Riezler 8, 580 ergänzend hinzugefügt: die Klöster, die ursprünglich zum Unterhalt des Militärhospizes belastet werden sollten, waren: Niederaltaich, Tegernsee, Scheyern, Benediktbeuren, St. Nikolaus (in Passau?), Reichensperg, Ranshofen, Rottenbuch, Fürstenfeld, Waldsassen, Aldersbach, Osterhofen. Von diesem Beitrag trafen Waldsassen allein 2000 fl.; Bo erfuhr davon aus einem Brief des Geistlichen Ratsdirektors Martin von Constante an Sc und unabhängig davon durch vertrauliche Mitteilung Sc's; dieses Zutrauen Sc's war nicht so leicht zu erhalten und „man ziemlich gute manier und wohl auch findl (Findigkeit) brauchen darf". Um derartigen Berechnungen Sc's keinerlei Unterlagen zu bieten, wurden Bo die von ihm benötigte Kenntnis über den Personalstand der Kongregation vorenthalten; vgl. Sch's Anweisung (zu Bo's Bitte, ihm genaue Aufstellung zukommen zu lassen; er müsse sie ebensogut kennen wie der Mathematiker die Zahlen; an Qu 12. 9. 93 f 43): „Auf keine weis! es dürfte ein ander praktischer sein, warum seither (= wenn nach wie vor) mehrer in Unklarheit steckt".

[8] An Qu 16. 6. 91 f 57; 14. 7. 91 f 53; 18. 8. 91 f 42/3.

[9] Bischoffshausen S. 80ff.

[10] Strich 2, 234 301 636; Riezler 7, 367.

[11] An Be 2. 6. 91 f 59; an Qu 5. 5. 91 f 66; 31. 5. 92 f 122/5; Sch und Va an Qu 28. 11. 93 fc 11 n 56; vgl. Anm. 7 und cp. 3, 2.

kuratie auf, weil er die Kongregation offen ebensowenig angreifen wie beschützen, insgeheim aber beiden Parteien zu Gefallen sein wollte. Darum verlangte er, daß die Neubestätigung der Kongregation durch den neuen Papst nur unter Oberhuebers Namen veröffentlicht werde, „wenn die Kongregation Wert darauf lege, daß er (Scarlatti) ihr auch weiterhin diene“[12]. Die Neubestätigung der Exemtion war Scarlatti gelegen; denn die Bischöfe wurden dadurch aufmerksam gemacht, daß die Errichtungsbulle der bayerischen Kongregation keineswegs unerschütterlich war.

Den Bischöfen wollte Scarlatti auch damals nicht nahe treten, als er die Pfarrsache (cp. 1, 5) nicht erledigen ließ; ähnlich sorgte er bei den später zu behandelnden Auseinandersetzungen der Bischöfe mit der bayerischen Kongregation dafür, daß beiden Parteien kein Leid geschah; zudem hatte der gewandte Agent, der sich zum Beschützer der Benediktiner gegen die Bischöfe jenen gegenüber gab, bald darauf im Juli 1694 die Agentie für Kurköln zu erhoffen[13].

Scarlatti tat sich auf seine diplomatische Vielseitigkeit viel zugute, ja er war eifersüchtig auf die gebührende Anerkennung seiner Dienstleistungen erpicht; wehe, wenn sie ausblieb! Daher die häufig wiederkehrenden Lobsprüche in Bonaventuras lateinischen Briefen auf Scarlattis Diensteifer, die er Scarlatti zum Lesen gab. Daß aber dem Abbate, „il fumo senzo rosto“, der Duft ohne Braten nicht genügte, und daß er „aller Freund, aller Feind alle zu tauchen verlange, sich zu bereichern und seinen ungeheuren Gelddurst zu stillen“, mußte die Kongregation sehr fühlbar erfahren[14].

2. P. B. Oberhueber und P. Scarlattis Habsucht.

Ein Hauptgrund, warum sich Staudigl mit Scarlatti überworfen hatte, war seine schroffe Art, mit der er des Agenten ungemessene Habsucht vor Prielmayer und den bayerischen Äbten an den Pranger stellte. Der Agent hatte für Breven, die er für die Kongregation vermittelte, statt 320 fl. sich deren

---

[12] An Qu 18. 8. 91 f 42/3; an Gr 18. 8. 91 f 39; was Bo von Sc's Beziehungen zu Freising aus dessen eigener Korrespondenz erfuhr, erhärtet Staudigls seinerzeitige Angabe, Sc sei Agens secundarius von Regensburg; Holl S. 252 Anm. 118.

[13] Schon 1690 wußte Abtpräses Gregor gerüchtweise, Sc werde eine kurkölnische Kommission erhalten. Pr wollte es nicht für wahr haben, „weil selbiger (sc. der Kölner) Kurfürst beide Scarlatten (den Abbate und dessen Bruder Baron Joh. Baptist) weder wissen noch hören will; zwar ists“, bedachte auch Pr, „nichts Neues, daß man sich per un colpo politico auch dergleichen leuth bediene, die in andere sach nit angesehen seien“. Pr (G?) an Gr 29. 8. 90 fc 3; vgl. Holl S. 274; an Be 10. 7. 94 f 74/5.

[14] An Qu 23. 10. 94 f 106/7; 30. 10. 93 f 615; Holl S. 273/4.

3000 zahlen lassen. Das gab ein heikles Nachspiel, in das auch Oberhueber hineingezogen wurde[15].

Ohne Vorwissen des Abtpräses und der „anderen Äbte" wurde eine nicht unterfertigte Klageschrift in der *S. Congregatio Concilii* eingereicht, die sich über die ungewöhnlich großen Ausgaben beschwerte, welche die bayerischen Benediktiner bei Errichtung der Kongregation und für die erhaltenen apostolischen Breven zu erlegen hatten[16]. Daß der Kläger Staudigl war, sprach Prielmayer in einem Brief an Abt Gregor von Scheyern unverhüllt aus[17]. Wie die *Annales* schon hervorheben, war die Absicht des Klägers, durch die Untersuchung des Tatbestandes Abbate Scarlatti bloßzustellen und der Kongregation abwendig zu machen. Ganz gegen die kuriale Gepflogenheit ließ die Konzilskongregation den Generalprokurator in Unkenntnis über die eingelaufene Klage und holte keine Information von ihm ein. In dieser Behörde war nämlich Msgr. Pallavicini tätig, Staudigls einstiger Protektor. Dieser nun richtete unter dem 22. 9. 91 einen Brief an den damaligen Abtpräses Gregor; dieser antwortete ausweichend; nun verlangte in wiederholten Schreiben (vom 1. 3., 21. 6. 92 und 15. 3. 93) Kardinal Marescotti, der Präfekt dieser Kongregation, die genaue Aufstellung der Ausgaben, welche die Kongregation seit ihrem Bestehen in Rom gemacht hatte[18].

In dieser großen Verlegenheit holte der Abtpräses den Rat Prielmayers ein; dieser beschied, man möge den Erlaß Roms einfach totschweigen und dem Abt Scarlatti ganz vorsichtig davon Mitteilung machen, dem sonst „der teuffel an' Koller kommen köndte". Bevor der bayerische Kurfürst davon erfahre, solle der Abtpräses die ganze Sache lieber auf sich sitzen lassen; denn der Kurfürst könne seinen Agenten nicht diskreditieren lassen. Um sich Pallavicini geneigt zu machen, solle man sich des Herrn „medici Pistorini" bedienen[19].

P. Oberhueber, der über die Brevenüberforderung Scarlattis nicht unterrichtet war, erfuhr von der eingelaufenen Klage erst am 31. 5. 92 auf folgende höchst peinliche Art. Wie gewöhnlich ließ sich damals der Abbate vom ahnungslosen Prokurator

[15] Holl S. 267ff.; an Qu 3. 2. 93 f 136.

[16] Annales 1692 S. 69.

[17] Inhaltsangabe von fc 2; an Qu 8. 8. 92 f 83/4; an Va 2. 5. 93 f 94/5; PrG an Gr 29. 12. 91 fc 2.

[18] MHAKL Scheyern n 204 f 87 und 284 (anonyme Anklageschrift, sowie Brief Pallavicinis; an Qu 6. 9. 92 f 67/8; 31. 5. 92 f 126/7; 20. 9. 92 f 46—50.

[19] Pr schlug außerdem vor, P. Ulrich zum Novizenmeister zu machen, „damit er die Ascesin und mithin das ienig, was man Gott und der Religion (dem Orden) schuldig, von neuem lehrnen miest; denn ohne starkhe Beschäftigung (sc. mit geistlichen Dingen) wird er kaum aus seiner schödlichen Leidenschaft zu bringen sein"; PrG an Gr 29. 12. 91 fc 2.

die aus Tegernsee angekommene Post vorlesen; sie handelte von der heiklen Angelegenheit. „Nun glaubt man nicht", erzählt Bonaventura, „wie er (Scarlatti) in coleram gangen und sagete mit precihsen worten: se i voi non finiranno una volta di sturbarei con le loro mincionarie, io ritiruro le mie mani e non ne voglio poi saper piu niente". „Wie hart es mir fallet, Herrn Abbate zu besenftigen, kann ich niht sagen". Auch der Prokurator war verletzt; er glaubte, sein Abt, der inzwischen Kongregationspräses geworden, habe ihn bei den Verhandlungen mit der Konzilskongregation umgangen. Erst nach Wochen kam Bonaventura darauf, daß er den ihn aufklärenden Brief infolge dessen Falschadresse nicht erkannt hatte[20]. Daß der auf Scarlatti gemünzte Prozeß von Staudigl angestrengt war, merkte Bonaventura sofort; wie Scarlatti die Kongregation übervorteilt hatte, erfuhr Oberhueber erst am 3. 2. 93; er war aber vorsichtig genug gewesen, beim Abbate jeglichen Anstoß zu vermeiden[21]; als er wieder einen Brief des heiklen Inhalts von Scarlatti ausgehändigt bekam, richtete er es so ein, daß er ihn zu Hause lesen konnte; nach reiflicher Überlegung kam er zu Scarlatti mit der „larve eines grausamen zohrn und furi", daß er kaum zu reden vermochte. Dieser mußte sich zu sehr darum bemühen, Bonaventura zum ruhigen Reden zu bringen, als daß er selbst hätte klar denken können; scheinbar immer noch fassungslos begann Oberhueber in allen Tonarten zu schimpfen, sein Abt werde von Pallavicini in einem Brief vom 7. 7. 92 mit einer bischöflichen Untersuchung bedroht, wenn er nicht freiwillig über die Ausgaben berichte; er, Bonaventura, werde sofort zu Kardinal Marescotti gehen, damit dieser den Anstifter Pallavicini veranlasse, daß er als erster die von der Kongregation empfangenen „Regalien revomitiere". Diese Rolle gelang Oberhueber so täuschend, daß Scarlatti kurzerhand selbst dem Pater einen Brief an Kardinal Marescotti diktierte, des Inhalts, die Rechnungen der Kongregation ergäben nicht den verlangten Aufschluß[22]. Durch diese Ausflucht wollte der bayerische Agent einer amtlichen Bloßstellung entgehen; aber Marescotti begnügte sich nicht mit den unhaltbaren Ausführungen, „wie er überhaupt ein Kopf ist", so charakterisiert ihn Oberhueber, „der, wenn er einmal etwas sich einge-

[20] An Qu 31. 5. 92 f 122—127; 28. 6. 92 f 112/3; 26. 7. 92 f 89/9; 11. 10. 92 f 34—36; an Va 2. 5. 93 f 94/5.

[21] An Qu 3. 2. 93 f 136.

[22] MHAKL Scheyern n 204 f 87; an Be 19. 8. 92 f 81; 23. 8. 92 f 73; der Brief war vom Standpunkt Be's aus abgefaßt; der Prokurator ließ sich nämlich vom Abtpräses nach Bedarf leere Briefbogen mit Unterschrift des Abtpräses und mit Kongregationssigel versehen, sog. chartae biancae schicken, damit er nötigenfalls im Namen und Auftrag des Abtpräses vorgehen konnte; an Gr und Qu 6. 10. 91 f 7/8.

prägt, nicht so leicht eradieren läßt". Der Prokurator mußte darum „ganz besonders vorsichtig in der Rede sein, sonderbahr mit römischen Köpfen, welche auch dahs har in dem ey suchen". Denn „dieser Herr Kardinal zimblich perspicacis et critici intellectus, qui etiam jota unum crivellat". Das Mißliche war, daß Pallavicini die Notula für alle Ausgaben in „deutscher Sprache in Händen hatte". Dann war die Angelegenheit auch nicht so ohne weiteres beiseite zu schieben, weil sie in der Konzilskongregation zu bekannt geworden war; der päpstliche Stuhl lief Gefahr in Verruf zu kommen, als verkaufe er die apostolischen Gnaden um teures Geld[23].

Nunmehr konnte man der Konzilskongregation die genauen Angaben nicht mehr verweigern; so legte Scarlatti selbst der Kongregationsleitung nahe, P. Milon solle in seiner Eigenschaft als Kongregationssekretär und als Protonotarius Apostolicus die verlangte Spezifikation autentisch zusammenstellen; darin sei aufzuführen, was und wofür alles Geld nach Rom in den Jahren 1679—90 geschickt wurde; ferner möge man über alle verschenkten Uhren deutlich berichten, „mit angehängter nota aller der Kardinäle, Prälaten (also auch Pallavicinis) und anderer Personen, denen diese Regalien geschickt wurden". Dieses Dokument sei an den Prokurator zu schicken und Kardinal Marescotti wegen der gewünschten Auskunft an den Prokurator zu verweisen. Der Abbate gedachte diesen dann in seinem Sinne zu lenken. Wenn schon Scarlatti bloßgestellt werden sollte, so wollte dieser dasselbe Geschick Pallavicini und anderen römischen Großen bereiten; es war aber zu erwarten, daß man deretwegen die ganze Sache lieber niederschlage[22]. Oberhueber war aber unvoreingenommen genug, die ganze Angelegenheit, soviel als möglich, ohne Aufsehen zu behandeln; vor allem bemühte er sich, Pallavicini der bayerischen Kongregation nicht vollends zu verfeinden; von ihm war nach dem gewöhnlichen Verlauf der Dinge zu erwarten, daß er Kardinal und Sekretär der *S. Congregatio Episcoporum et Regularium* würde, d. h. der höchste Beamte in der römischen Behörde für Ordensleute[24]. Es muß

---

[23] Die Unterlagen zu den Ausgaben der Kongregation in Rom bis in Staudigls Zeit herein liegen in fc 69 vor; sie bestätigen Sc's und Bo's Angabe, daß auch Pallavicini von der Kongregation reichlich „regaliert" wurde; an Qu 11. 10. 92 f 34—36; 20. 9. 92 f 46—50. Sc ließ wiederholt, aber umsonst in Tegernsee um die Unterlagen gegen Pallavicini bitten; an Be 19. 8. 92 f 81; 23. 8. 92 f 73; 3. 1. 93 f 152/3; an Qu 12. 9. 93 f 43; auch hier fügt Sch bei, die Erfüllung der Bitte widerratend: „dies ist eine verbotene Neugierde des Abtes Sc; man möge ihm nur allgemein antworten". Die Kongregation hütete sich, Sc Waffen gegen Pallavicini zu liefern, vgl. Anm. 24.

Anm. 22 s. S. 30.

[24] An Be 19. 8. 92 f 79; vgl. Holl S. 251—265; die Voraussage Oberhuebers erfüllte sich insofern, als Pallavicini am 17. 5. 1706 Kardinal wurde († 1712), vgl. Pastor 15, 251ff.

Bonaventura hoch angerechnet werden, daß er trotz größter Gefahr, die „so dringend nötige Zuneigung Scarlattis ins Gegenteil zu verkehren", und „damit man sich nicht im mindesten über ihn beklagen könne" im Gehorsam gegen den Befehl des Abtpräses bei Msgr. Pallavicini vorsprach. Wäre „Abt Scarlatti daraufgekommen", so wäre „gewiß seine gute Affektion gegen" Bonaventura „nicht bloß geschmälert, sondern gänzlich erloschen sein"[2]. Weil er den Willen seiner Obern erfüllt, hoffte Oberhueber „werde nichts Ungleiches erfolgen". Das Gefährliche dieser Aktion legt Oberhueber so dar: „offendiere man nur einen welschen (d. h. Scarlatti, „dessen genium (er) nur zu wohl erkenne") sonderbahr in einer sach, in welcher punctum gravissimae inimicitiae (sic!) (oder wie wir es nennen wollen) ihren größten Teil daran hat, und man wird erfahren, daß die Wiederversöhnung kaum mehr zu erhalten ist". Sichtlichen Eindruck auf Pallavicini bei dieser Unterredung machte Oberhuebers Hinweis, der bayerische Kurfürst fasse es als Einmischung in seine landesherrlichen Rechte auf, wenn sich Rom in der angedrohten Form um die wirtschaftlichen Belange der bayerischen Kongregation kümmere. Als Bonaventura obendrein an Pallavicini appellierte, er als alter Patron der Kongregation möge auf Mittel sinnen, der Kongregation aus diesen Ungelegenheiten zu helfen, und zwar in einem Tone, daß „es wohl eine gute expression könnte extorquieren", wurde Pallavicini denn auch milder gestimmt und kam soweit entgegen, daß er die Angelegenheit aufzuschieben bereit war. Nachdem Oberhueber auch den Groll des Monsignore über die nach seiner Meinung unverdiente Abberufung Staudigls in etwa benommen hatte, schieden beide friedlich voneinander. Der mißlichen Sache wurde dadurch die Spitze abgebrochen, daß Prielmayer, wie Bonaventura angeregt hatte, beim Kurfürsten ein Abmahnungsschreiben an Pallavicini erwirkte[25]; überdies war inzwischen ein Entschuldigungsschreiben an die *S. Congr. Concilii*, von Staudigls Abt unter dem 22. 4. 92 eingelaufen[26]; damit war die Angelegenheit als Racheakt eines Einzelnen entlarvt. Ulrich versuchte auch weiter noch, die Brevenüberforderung Scarlattis diesem und der Kongregation zum Schaden ins Feld

[25] An Qu 11. 10. 92 f 34—36; an Be 14. 3. 93 f 116/7. Pallavicini eröffnete Bo bei dieser Audienz, daß er selbst von Bo's Geschäftsvorgänger Ulrich her (vgl. Bd. 53 S. 192) im Besitz der Aufzeichnungen sei, aus denen die an Sc verschenkten Summen der Kongregation hervorgingen. Bo hatte Ulrichs Akten nicht ausgehändigt bekommen. Den Andeutungen (cp. 5 Anm. 54) zufolge scheiterte unter anderem auch daran die Erledigung der Pfarrsache (vgl. cp. 1, 5 u. cp. 5, 3). Die Akten Ulrichs wurden bald für Bo unnötig. Andersgeartete Angelegenheiten (vgl. cp. 3 u. 4) beherrschten das Betätigungsfeld des Prokurators ausschließlich. Dies zur klärenden Ergänzung über den Verbleib der Akten des Bd. 53 S. 198 Bemerkten.

[26] Annales 1692 S. 72.

zu führen, hatte aber auch da keinen Erfolg. Der Abbate blieb vor einer Bloßstellung bewahrt und so der Kongregation erhalten, in einem Augenblick, wo diese mehr als je auf ihn angewiesen war[27], dank Bonaventuras Klugheit. Freilich durfte die Kongregation nicht daran denken, die 3000 fl. von Scarlatti zurückzufordern[28].

Im Gegenteil! Der Abbate war unverfroren genug, sich im Januar 1693 für seine der Kongregation geleisteten Dienste zweifelhafter Art (vgl. cp. 4, 2) weitere 1000 Scudi (= 2000 fl.) auszubitten. Abtpräses Bernhard hielt denn auch den Abbate lange hin, bis er die Summe voll beglich. Der Leidtragende war aber Oberhueber, der „eine besonders fühlbare Abtötung hatte"; „dan in denen negotiis, wo man mit geldinteresse umbgehet, eine solche begierde in denen welschen gemuethern brinet, so wan selbige nit eilent expliert wird, geschwind den (sic!) bilem (die Galle) entzindet". Vor P. Quirin Milon schüttete der bedrängte Pater sein Herz also aus: „Man glaubt nicht, wie er (Scarlatti) mich stimuliert, urgiert, (mir) zuspricht. Es ginge mir sehr auf die Nerven, wenn ich mir nicht eigens vorgenommen, mich dadurch nicht anfechten zu lassen, sowohl des bonum politicum wie auch der Gesundheit halber"[29]. Oberhueber fand sich schließlich mit der „Natur der Welschen" ab: Denn „würde man ihnen (den Welschen) auch ganze Goldflüsse eingießen, so wäre es ihnen nicht genug". Den Gipfelpunkt von Scarlattis schmutziger Habsucht verschweigt Bonaventura, nicht aber Prielmayer: „Was (= wie) zeigt sich der Pater Bonaventura, daß er dem Herrn Scarlatti den zu seinem Unterhalt vermeinten Schweiß auffaßt? Sind denn nicht nur (sc. eins, sondern) die paar Versprechen vorhanden, daß wenn man ihnen[30] über die bereits empfangenen noch

[27] Der Prozeß wegen der Brevenüberforderung spielte in die Zeit des Angriffes der Bischöfe hinein (s. cp. 3—4). Oberhueber läßt es dahingestellt, ob nicht der Führer der bischöflichen Gegenpartei, der mit Staudigl in Beziehung stand (s. cp. 4), mit Schuld war an der Unnachgiebigkeit der Konzilskongregation; vgl. Fink S. 49; Molitor 2, 541 Anm. 30.

[28] Bo's wohl unterrichteter Gegner (vgl. Anm. 27) im Prozeß der Bischöfe wußte in Rom zu erzählen, Sc habe in den Jahren 1681—1686 4960 Scudi, 80 Baiochi, d. h. nahezu 10000 fl. von der Kongregation bekommen; vgl. Molitor 2, 541.

[29] Qu, der Sc ebenfalls kannte, glossiert diese Stelle: „dignum et iustum est"; an Qu 2. 4. 95 f 23; 10. 1. 93 f 144; 18. 4. 93 f 104; 7. 3. 93 f 120/1; 29. 5. 94 f 58; an Be 21. 2. 93 f 127/8; von derselben Art war Sc's Sekretär, Antonio Elisaei, der für seine Schreibereien im Dienste der Kongregation „vielleicht mehreres nach Art der Italiener geiz verhoffet, zimblich diese deg den zipfl senkhet", bis ihm Oberhueber insgesamt 100 fl. geschenkt; an Qu 14. 3. 93 f 118/9.

[30] Von Sc spricht Pr wegen der pluralischen Namensform in der Mehrzahl; PrB an Sch und Va (Kopie) 23. 11. 93 f 12; Be an Bo um den 31. 7. 94 f 88; vgl. an Qu 14. 8. 94 f 89; — an Qu 22. 8. 93 f 49.

2000 fl. ausgeben würde, und wenn sie[30] das bekommen hätten, sie[30] alle gegen die Kongregation erhobenen Kontroversen (vgl. cp. 3—5) auf eigene Kosten solange verfechten und yber sich nemmen, bis ersagte Kongregation in ihre völlige Beruhigung gesetzt wäre. Gleichwohl ... kann sich P. Bonaventura mit guter Art zukünftig entschuldigen. Und wäre ich in München, würde ich ihm schon Briefe schreiben, die er ihnen (Scarlatti) lesen lassen könnte"[30]. Prielmayers Anregung wurde befolgt. — Es wurde aber auch Oberhueber zu viel, als der Agent, der späterhin keine Dienstvergütung zu beanspruchen hatte, darauf verfiel, von der Kongregation Geld „ad Kalendas Graecas zu leihen". Damals befreite sich Bonaventura einmal gründlich von seinem jahrelang angehäuften, geheimen Groll: „Habe an Scarlatti 100 Scudi geliehen, aber gleich gezweifelt, ob ich sie wieder erhalten werde; welcher gleich einem Egl, so nur suchen, sich immer mehr und mehr mit andern bluet anzusaugen, mich dieser Tage bat, ihm weitere 200 Scudi zu leihen. Er will sämtliche 300 Scudi dann bei seiner Ankunft in Deutschland (,die nahe bevorstand,) bei den Prinzipalen (sc. bei der Kongregationsleitung) entrichten; so aber nur ein stekh ist, welcher er der mauhs, um selbige zu fangen, auf die fahl gelegt...; sollte ich des Scheines halber in einem Brief bitten, mir einen Wechselbrief auf 200 Scudi zu schicken..., so möge man sich keineswegs darnach richten..."[31]. Man konnte aber deshalb den Abbate nicht fallen lassen. Selbst der Abtpräses sagte sich: „Wir müssen doch noch etwas tun, bis wir von diesem man ainstens kommen." Solche Erfahrungen trugen aber dazu bei, daß Oberhueber mehr und mehr, soweit es irgendwie sein konnte, auf Scarlattis Beistand verzichtete[30].

3. P. B. Oberhuebers Eignung zum Generalprokurator.

In den ersten Jahren seiner prokuratorischen Tätigkeit mußte sich Bonaventura den „Patron" (Scarlatti) „auf alle Weise gut erhalten"; bei der Reizbarkeit und der südländischen Art des Abbate brauchte das viel Geschick; Oberhueber faßt nach Jahren seine Erfahrungen in Rom, die er vor allem auf Grund seiner Zusammenarbeit mir Scarlatti gesammelt haben dürfte, so zusammen: „Bei der gegenwärtigen Welt (d. h. in Rom) kann man mit einer Aufrichtigkeit, wie bei den Unsrigen der Brauch ist, nicht operieren; und das ist fast keinem ungut auszulegen...; ich habe schon öfters gesagt, es sei nötig, daß man den raffinierten welschen Köpfen mit gleichem Hirn begegnen muß; ich wünschte nur, Herr Vetter (P. Quirin) sähe

Anm. 30 s. S. 33.

[31] An Qu 8. 8. 93 f 54; 28. 8. 94 f 90; dieser Brief, in dem sich Bo über Sc ausläßt, ist ohne Über- und Unterschrift; vgl. oben S. 35).

die Art der Umstände und die Qualität der Gemüter, mit denen wir es zu tun haben." Wie das Bonaventura anstellte, dafür sei auf das oben dargelegte Beispiel im Brevenprozeß verwiesen. Den Grundsatz, der ihn dabei leitete, deutet er selbst so an: „Das wollte ich ... demütig mitteilen, daß man allhier (in Rom) weit tiefer hineinsieht als man in Deutschland glauben kann, allwo die wahre Redlichkeit durch einfältige Farben entwerffet, so aber in diesen Landen (Italien), weillen man gar zu stark schattiert, nicht mehr in Brauch; und steht die größte Kunst in dem, wie man die Farbe recht mischen kann"; und zwar übte Bonaventura diese Kunst hier wie sonst „ohne Beschwernis des Gewissens", womit er sagen wollte, mit Wahrung von Recht und Gerechtigkeit[32]. Oberhueber gab sich keiner Täuschung darüber hin, daß Scarlatti nie ausschließlich und nie ohne Nebenabsichten der Kongregation zugeneigt war. Immerhin, Scarlatti hatte diese gegen alle Anfechtung der Bischöfe 1684 aus der Taufe gehoben. Er unterstützte den Prokurator voll und ganz in seinem Eifer zur Erhaltung der klösterlichen Disziplin (s. cp. 5, 2), trug dem Abt Bernhard und besonders Quirin große Hochschätzung und P. Bonaventura echte Zuneigung entgegen[33]. Diese war von Oberhueber hart genug verdient. Er ließ es sich gefallen, den Strohmann Scarlattis zu spielen; nie war er sicher, ob nicht der Agent seine Briefe öffnete; freilich war Oberhueber klüger als seine natürliche Einfalt den Abbate vermuten ließ. Bonaventura legte ihm freiwillig die (lateinische) Korrespondenz mit seinen Oberen vor, aber nur um sich das Vertrauen Scarlattis zu erhalten; dieser gab auch seinerseits wiederholt Bonaventura Briefe zu lesen; daraus entnahm dieser mehr als dem Agenten lieb sein konnte[33]. Im Gegensatz zu Staudigl, der sich durch das Verlangen nach „selbständiger Politik" mit Scarlattit en-

---

[32] Molitor 2, 472 502; an Qu 10. 10. 92 f 34—36; 14. 7. 91 f 53; 12. 9. 93 f 43; an Be 30. 10. 93 f 27; Sc's despotische Rechthaberei und Habsucht veranlaßte bei seiner jähzornigen Natur allzuleicht Ausbrüche; vgl. an Va u. Qu 1. 8. 93 f 58/9; „und wenn ihm (=Sc) der Zorn übergeht, verstärken alle Worte nur das Feuer seines Zornes und in solchen Lagen muß man unglaublich delikat mit ihm umgehen; der Sturm währt aber nicht gar lang". Daraus möge Va ersehen, daß es oft nicht leicht sei, nach eigenem Wunsch vorzugehen, (mit Rücksicht auf Sc) und schon gleich nicht, sowohl die eigenen Obern als auch einem so hohen Patron wie Sc zu Willen zu sein.

[33] An Qu 25. 4. 92 f 152/3; — fast in allen Briefen Bo's kehrt formelhaft wieder, Sc lasse sich Be und Qu angelegentlichst empfehlen; auch Sc war seinerseits eifersüchtig darauf bedacht, daß ihm ebenso aufmerksam erwidert wurde z. B.: an Va 20. 6. 93 f 78; an Qu 21. 3. 93 f 112/3; 31. 5. 92 f 122/5; — vgl. Holl S. 267; an Qu 18. 8. 91 f 42/3; 11. 8. 91 f 48; 6. 10. 91 f 8; — an Qu 11. 10. 92 f 34—36; 14. 6. 92 f 120; 20. 12. 92 f 5—7; 15. 3. 92 f 170/1.

zweit hatte, unterwarf sich Oberhueber, der Weisung seiner Oberen gemäß, dem Abbate bis ins Kleinste, und unter großen persönlichen Opfern. Bonaventura jammerte z. B. schon im August 1691, er müsse in St. Calixt, wo ihn Scarlatti untergebracht hatte, „in ellendt und armueth umburzeln", „die tage traurig dahin bringen", „fast jedes Trostes beraubt, infolge Appetitlosigkeit abgemagert, verzehrt von tötender melancholie"; er erkrankte ernstlich; dennoch zog er von St. Calixt erst weg, als ihm Scarlatti im Dezember dieses Jahres eine neue Wohnung besorgt hatte. Daß der Prokurator sich dem Abbate so gewissenhaft unterordnete und seine Art so willig ertrug, tat diesem sichtlich wohl; mehrmals des Jahres nahm er Bonaventura mit auf seinen Weinberg, wo er diesen nach dessen eigenen Worten „wie seinen Benjamin in seinem väterlichen Schoß hegt(e) und pflegt(e) und den ihm von einem wilden Tier (sc. Staudigl) entrissenen Josef (= P. Qu. Milon) betrauert(e)", und Oberhueber, als wäre dieser sein eigener Blutsverwandter, „ohne weitteres Compliment stehts derselben Expressiones genoß"[34]. Umgekehrt wurde Oberhuebers Bewunderung für den tüchtigen Agenten zur aufrichtigen, nicht immer angebrachten Verehrung; freilich nicht gar oft übersah Oberhueber dessen südländische Eigenart oder ließ er sich trotz aller Überschwenglichkeiten des Abbate darüber hinwegtäuschen, „daß man den welschen nie glauben kann, wofern nit die augen und der erfolgte effekt zu einem unvergleichlichen zeugen mitkonkurrieren"[35]. — Soviel Oberhueber auch Scarlatti nachgab, so vergab er sich doch nichts und blieb der allzeit gewissenhafte Ordensmann; zu seinem und seiner Kongregation Segen stellte

[34] An Va 20. 6. 93 f 78; an Qu 1. 8. 93 f 58; 6. 9. 92 f 67/8; 21. 3. 93 f 112/3; an Be 30. 10. 93 f 28; 5. 7. 92 f 114/5; an Qu 29. 12. 91 f 23; 5. 1. 92 f 188; vgl. Holl S. 242 265ff.; an Be 17. 11. 91 f 17/8; 29. 8. 93 f 47/8; an Qu 8. 9. 91 f 27; 15. 9. 91 f 26; 15. 12. 91 f 21; der oben zitierte Jammerbrief schließt orginell: „Ad oculum pateret (es wäre augenscheinlich), si mihi accessus ad Suam Clarissimam Paternitatem Vestram pateret (wenn mir der Zutritt zu Ihnen, d. h. zu Milon offen stünde). Patere (erlauben Sie's, sc., daß ich (Bo) nach Tegernsee zurückkehre)! Pater Bonaventura; an Qu 25. 8. 91 f 31; 29. 9. 91 f 63; Bo verlangte unbedingt heim, denn er müsse sterben oder sich des Tisches in St. Calixt enthalten, da er seiner Gesundheit schade, „die Speisen schlecht zubereitet, kaum einmal warm aufgetragen; der Wein, meist sauer, störe die Verdauung, statt sie zu fördern, welches" ihn „doch durffte zu einem andern entschluß bewegen; dan" er „auf dieser Welt anderes nicht verlange, als gescheften entfernt zu werden"; vgl. cp. 6; an Be 17. 11. 91 f 16/18; die Wohnung wechselte Bo in der Folge noch mehrmals, und zwar wieder auf Sc's Wunsch im Mai 1692; dem Abbate war es nicht genehm, daß Bo die Wohnung mit einem Salzburger Konsistorialen teilte; an Qu 3. 5. 92 f 151; beim 3. Umzug im Juni 1693 mietete Bo ein eigenes Haus; an Qu 6. 6. 93 f 84; an Qu 14. 6. 92 f 120; 11. 10. 92 f 34—36; 10. 10. 93 f 30.

[35] An Qu u. Be 12. 9. 93 f 43/4; 18. 8. 91 f 42/3; 29. 12. 91 f 23.

er stets peinlich genaue Rechnung über seine Ausgaben in Rom, schickte regelmäßig die Abrechnungen, vermerkte gewissenhaft Nachträge und Irrtümer; seine Lebenshaltung schränkte er ein, um der Kongregation nicht zu sehr zur Last zu fallen, ja er lebte nach damaligen Begriffen arm, um die für die Repräsentation als Generalprokurator aufgewendeten Mittel einzusparen; selbst die „Hofdiener", d. h. die weltlichen Bedienten („laici") des Abtes hätten eine bessere Tafel als er[36].

Nicht nur Gewissenhaftigkeit, sondern auch innige Liebe zu seinem Beruf und zu Seinesgleichen waren die Triebfeder zu Bonaventuras vorbildlicher Treue in seinem Wirken. Bonaventuras Liebe zu seinem Kloster und zu seinen Mitbrüdern bricht in seinen Briefen immer wieder durch. Das schöne Zeugnis, das er am Schluß eines Briefes den Tegernseer Mönchen ausstellt, gilt vor allem Bonaventura selbst: „Sie, meinen Schutzengel (P. Quirin) grüße ich von ganzem Herzen und auch alle anderen Mitbrüder in unserm verehrungswürdigen Konvent; ... ich empfehle mich zugleich ihrer ungeheuchelten und aufrichtigen Liebe, wodurch wir Tegernseer uns fast immer vor andern auszeichneten." So war sein eigenes Verhältnis zu P. Quirin; mit diesem fühlte er sich als „eine moralische Person", auch wenn er unter dem Eindruck von peinlichen Vorkommnissen, und um Scarlattis Jähzorn zu beschwichtigen, „dann einen andern Unschuldigen (P. Quirin) schlug oder wenigstens so tat, wie man es bei Kindern zu machen pflegt"[37]. Oberhueber beherzigte gutwillig einen sich zugezogenen Tadel, sprach sich aber auch freimütig aus, so bei dem Mißverständnis, das folgenden Zeilen zugrunde liegt: „Bleiben Sie (P. Quirin) indessen auf Ihrer ungründlich (grundlos) geschöpften suspicion, welches dan ex necessaria consequentia mich ihrer fernern freundschaft unwürdig zu sein arguiert. Und weillen

[36] Bemerkenswert dürfte sein, was man in den damaligen Klöstern, die unter der ständigen Not klagten, unter armer Lebensweise verstand: Mittag hatte Bo „niemals mehr als 1 minestra; das gesottene Fleisch, eingemachtes Rindfleisch, abends par cotto, Brot in der Fleischbrühe, ein par eyer, etwa 1 birn. So täglich und wöchentlich. Es kommt kein Kalbfleisch auf den Tisch". An Be 30. 10. 93 f 28; gegen das, was in den damaligen bayerischen Klöstern bei den (allerdings nur zweimaligen) Tischzeiten aufgetragen wurde, war Bo's Tisch sehr bescheiden; vgl. Vogg S. 36; Fink S. 115; vgl. an Qu und Va 6. 3. 94 f 25 und 30; an Qu 2. 8. 92 f 93; 18. 7. 93 f 66; aus der nach modernen Begriffen damals üppigen Lebensweise kann man noch nicht auf schwindelhaften Reichtum der Klöster schließen; vgl. cp. 3 Anm. 53. Man denke nur an den unverhältnismäßig großen Lebensaufwand, den Unbemittelte unserer Tage machen zu müssen glauben.

[37] Einige Zeugnisse für das familiäre Verhältnis innerhalb des Tegernseer Konventes bieten die Briefe an Qu 12. 4. 92 f 160 usw.; 24. 1. 93 f 141; 1. 8. 93 f 58; 26. 7. 92 f 98/9; an Va 18. 10. 92 f 32; an Qu 26. 7. 92 f 98/9.

ich eben diese, so der vornehmste Grundstein meiner consolation, über den hauffen gefahlen zu sein ersiche (ersehe), ich mich positiv erkläre, mit keinem Menschen auf erdten mehr in partikularer verthreyligkeit zu leben, damit ich, fahls öffter dergleichen circumstantiae sich ereignen mechten, nicht so than der erworbenen amicitiae halber, und dessen verlust, also hart nit zu bedauren möchte; zu deme es in mir das schödlichste laster der undankhbarkeit supponiert, der ich, wie ihnen selbsten wohl bewußt, alles von ihnen habe (mehreres kan ich ja nit sagen); ich mues von diser materi vor dissmahl penitus abstrahiren, und mit fernerer exaggerierung mein affliction nit augiren"[38]. Seinen Eifer für das Ansehen und Wohl seines und aller Orden betätigte Oberhueber unter anderm, als Scarlatti und der bayerische Kurfürst die Aufhebung der Klöster verschiedener Orden planten. Das verhinderte seine Hochherzigkeit und Weitsicht, die er in folgenden Worten verrät: „Obwohl man die Aufhebung von den Klöstern unseres Ordens abwandte, so wollte man Waldsassen...; es ging mir zu Herzen, daß ein Kloster, wessen Ordens auch immer, dem gemeinsamen Gut der Ordensleute entrissen werden sollte. Ferner sah ich voraus, daß dann einmal die Reihe auch an uns kommen werde"[39]. Das

[38] Vgl. an Qu 29. 11. 92 f 21; 27. 9. 92 f 40/1.

[39] An Qu 26. 1. 94 f 11; 13. 2. 94 f 18; 5. 11. 93 f 23. Nicht behandelt werden hier die Gnaden und Ablässe, die Bo den Klöstern in und außerhalb der Kongregation und seines Ordens vermittelte. Erwähnt sei, daß Oberhueber nach 3jährigem Bemühen für den Präses der Rosenkranzbruderschaft (= Qu) in Tegernsee das Privileg der Rosenkranzmesse durch Vermittlung von Kardinal Norfolk erwirkte; vgl. Lindner Fam. S. 73 Anm. 1; an Qu 16. 5. 93; 18. 7. 93 f 66; an Be 31. 10. 93 f 27/8; zu seiner Freude erwarb Bo auch den Leib des Katakombenheiligen Pamphilius für Tegernsee, aber erst im August 1693; denn erklärt Bo, „hl. Leiber hat man hier in zimblicher Consideration und man bekommt dieselben nur mit Schwierigkeit; denn beim Ausgraben zerfallen sie fast in Pulver und dann kann man nur schwer einen ausheben, wie denn der meine schon z. Z. Innocenz XI. vor 9 Jahren incassiert worden ist". „Heilige Reliquien werden jetzt (1693) nicht (mehr) ausgegraben, noch weniger verteilt": an Qu 8. 8. 93 f 53/4. Weiterhin sorgte Bo zusammen mit anderen Prokuratoren für die Fürstabtei Fulda, daß sie von der Einsetzung eines Abtadministrators verschont blieb und übernahm selbst für Fuldas römischen Vertreter die Finanzregelung und bewahrte ihn dadurch vor dem Schuldgefängnis; an Qu 13. 2. 94 f 17/18; 20. 2. 94 f 21; vgl. Richter G., Zur Reform der Abtei Fulda; Quell. u. Abhdlgen zur Abtei u. Diözese Fulda IX, Fulda 1916; Molitor 2, 215 Anm. 12 u. 13. Dem Augustinerchorherrnstift Dietramszell wollte Bo das Privileg der Mitra verschaffen; an Qu 15. 1. 95 f 4/5; 8. 8. 93 f 53; er leistete bei den Verhandlungen der nachmaligen Hieronymiten am Wallersee seine diplomatischen und Dolmetschdienste, die in der Folge vom Karmeliterorden in den Orden des hl. Onufrius unter dem Titel *Ordinis Eremitarum Beati Petri de Pisis* übertraten; ihre Gönner waren u. a. auch die bald darauf verstorbene bayer. Kurfürstin Maria Antonia und ihr Kabinettssekretär, der Gönner der Benediktiner, von Schmidt; vgl. Riezler 8, 572; an Be 25. 4. 94 f 48/9; an Qu 8. 5. 94 f 51; 17. 7. 94 f 76.

Wohl der bayerischen Kongregation bestimmten hier wie sonst sein Denken und Streben. Die Aufträge seiner Obern waren ihm maßgebend, selbst auf die Gefahr hin, Scarlattis Gönnerschaft drangeben (vgl. S. 32) zu müssen[40]. Diesem unterwarf er sich nur um des Heiles der Kongregation und des Ordens willen. Er galt Bonaventura als „gratia efficax", durch welche die Kongregation allein die „gratia finalis, die ewige Ruhe", d. h. den gesicherten Besitz ihrer Rechte erhalten könne[36]. Oberhueber gehorchte seinen Obern auch, wenn er die Nutzlosigkeit seiner Mühe klar voraussah; er redete aber auch bei Meinungsverschiedenheiten mit seinen Vorgesetzten und Gönnern bestimmt und ungeschminkt, wenn auch mit Bescheidenheit; das tat er besonders dann, wenn er sich allein letztlich verantwortlich wußte (vgl. cp. 5, 2), selbst auf die Gefahr hin, daß er sich selbst dadurch schade. „Ich sehe halt", stellte er nicht bloß einmal fest, „daß diese meine aufrichtige Meinung und beständige Herzhaftigkeit Schaden anrichtet und nachteilig wird; ich werde aber (trotzdem) nie in meinem Herzen einen Gedanken zulassen, der unserer Kongregation nachteilig wäre"[41]. Als seine Obern Grund zu haben meinten, mit ihm unzufrieden zu sein und Stimmen laut wurden, ihn abzuberufen, rang er sich bei Exerzitien und einer Wallfahrt zur Höhle des hl. Benedikt in Subiaco den Entschluß ab: „Frohgemut werde ich heimkehren zu Euch unter das liebliche Joch des Gehorsams", „Ich bin nicht bange vor der Erniedrigung, da mich der Gehorsam geleitet, dem ich meinen Willen bis auf den letzten Heller geweiht habe." Er wollte freiwillig resignieren und damit auf die ihm in Aussicht stehende Abtwürde verzichten. Die Äbte sollten bei ihm nicht List gebrauchen müssen wie bei Staudigls Abberufung[42]. Bonaventura lebte und starb für sein Kloster, für seine Kongregation, für seinen Orden. Seine Liebe zu ihnen war die Überhöhung der zarten Liebe, die er zeitlebens gegen seine leibliche Mutter hegte. Schöner hätte er das kaum aussprechen können, als da er den Vorwurf zurückweist, seine von Gläubigern hart bedrängte Mutter habe ihn lediglich zur Versorgung ins Kloster gegeben. Da machen ihn seine Mutter- und Ordensliebe beredt: „... das dünkt mich eine tyrannei, daß ich Anlaß sein sollte zur Bedrängnis meiner Mutter. Da mich das Kloster aufnahm, kann

---

[40] An Gr 6. 10. 91 f 7; an Qu 11. 10. 92 f 34—36; 27. 12. 92 f 3; vgl. Anm. 32 und cp. 2, 2.

Anm. 36 s. S. 36.

[41] An Va 1. 8. 93 f 59; an Qu 10. 5. 92 f 142/4; 1. 8. 93 f 58; an Qu 12. 9. 93 f 43; an Be 31. 10. 93 f 27; 20. 6. 93 f 75/6; 21. 2. 93 f 127/8.

[42] An Qu 28. 5. 94 f 57; 19. 6. 94 f 68/9; 26. 6. 94 f 70/1; 23. 10. 94 f 106/7; 14. 11. 93 f 18; an Be 30. 10. 93 f 28; 26. 2. 95 f 15/6.

es zwar mein Vatergut von rechtswegen beanspruchen; das geschieht freilich auf Kosten des guten Rufes meiner verarmten Mutter, die mir das Leben und damit das Blut gab, welches zu vergießen ich bereit bin, allein schon des Nutzens und Frommens meines Klosters und der Kongregation wegen. Sollte ich auf eben erwähnte Weise Ursache sein, daß meine Mutter affligiert würde, so glaube er (P. Quirin) mir, daß selbiger gladius doloris eine solche wundten in mein herz machen würde, die das Innerste meiner seel treffen würde; ja ich kann keinerlei weis davor halten, als wäre der mindeste Gedanke gewesen, mir die Gnade zu tun und mich in das Kloster aufzunehmen wegen des schmutzigen zeitlichen Interesses; sonst hätte ich ursach, das zu bereuen, was — gott weis es — noch keinen Augenblick meines geistlichen Lebens geschehen ist. Aber ich weiß ganz gewiß, daß der Grund meiner Aufnahme einzig der war, weil man nicht den Tod des Sünders wollte, sondern damit sich mehr und mehr bekehre P. Bonaventura"[43].

Es konnte nicht ausbleiben, daß Oberhueber, durch seine Bescheidenheit, „Wachsamkeit, Geschicklichkeit", durch seinen vorbildlichen Lebenswandel, seinen Diensteifer für andere, das unter Staudigl verlorene Ansehen der Kongregation in Rom wieder gewann. Er wurde mit dem, von Amts wegen den Generalprokuratoren zukommenden Rang eines Abtes geehrt und erfreute sich des Umganges mit vielen „Größen"; so stand er auf freundschaftlichem Fuß mit dem Generalprokurator der spanischen Benediktiner, seinem Vermittler bei Kardinal d'Aguirre, ferner mit dem Generalprokurator der Mauriner, mit Kardinal Albani, mit dem Ordensprotektor und Kardinal d'-Aguirre und dem Dominikanerkardinal Howard Norfolk, einem Engländer von Geburt, „zum Vorteile und Wohle seines Ordens und seiner Kongregation, ohne seiner deutschen Aufrichtigkeit etwas zu vergeben"[44].

Es war eine segensvolle Fügung für die bayerische Kongregation, daß sie in Zeiten schwerer Heimsuchung an P. Bonaventura einen von glühendem Eifer für ihre Erhaltung und Förderung beseelten, geschickten und würdigen Vertreter hatte; dessen Bedeutung läßt sich unter anderem daraus ermessen, daß er einen so gewandten Diplomaten wie den Abbate Scarlatti für die Zwecke der Kongregation einzuspannen verstand. Wie nötig das in den hier zur Frage stehenden Jahren war, wird aus dem Folgenden hervorgehen.

---

[43] An Qu 27. 12. 92 f 3.

[44] An Qu 3. 5. 92 f 151; 19. 1. 92 f 186; 10. 5. 92 f 142/4; 4. 10. 92 f 39; an SchW 3. 1. 93 f 150/1; an Be 31. 10. 93 f 28; Bo (Tegernsee) an PrB 6. 7. 95 fc 69; Elisaei (Sc's Sekretär) an Qu 24. 5. 92 f 128/9; Baron Joh. B. v. Scarlatti (Rom) an Qu 19. 7. 92 f 101/2.

II. Stürme gegen die Kongregation.

III. Kapitel. P. B. Oberhueber und der Kampf um die Exemtion der bayer. Kongregation im allgemeinen[1].

1. P. B. Oberhueber und die Gegenpartei.

Schon Staudigls Hauptaufgabe war gewesen, in Rom die bayerische Kongregation vor den Angriffen der Bischöfe zu schützen. Denn „die feindselige Haltung der Kapitel von Freising und Regensburg dauerte fort...; auch der Bischof von Passau, der an sich mit der bayerischen Kongregation nichts zu tun hatte, tat die Äußerung, er werde die Kongregation kassieren lassen". Im Oktober 1689 sollte bereits ein Vertreter des Kölner Kurfürsten und Erzbischofs, der zugleich die Bistümer von Freising und Regensburg inne hatte, in Rom gegen die bayerischen Benediktiner vorgehen[2].

Vom ersten Augenblick an, da Oberhueber in Rom weilte, und sich in Scarlattis Haus dem eben anwesenden Kardinal Albani vorstellte, und später, als er bei Kardinal d'Aguirre eingeführt wurde, ging das Gespräch über die Haltung der Bischöfe zur bayerischen Kongregation; daraus ist zu entnehmen, daß die Ordinarien damals nicht freundlicher als früher gesinnt waren. Die Gerüchte, daß ein Vertreter der bischöflichen Kapitel von Freising, Regensburg und Passau nach Rom käme, wurden immer bedrohlicher[3]. Wirklich traf am 23. 2. 1692 Dr. Johann Friedrich Karg von Bebenburg in Rom ein[4]; der Zweck seines Kommens war, wie allmählich durchsickerte, im Namen der Bischöfe gegen die Exemtion der bayerischen Benediktinerkongregation vorzugehen. Die Exemtion war den Bischöfen deshalb ein Dorn im Auge, weil ihr zufolge die Benediktiner unmittelbar dem Hl. Stuhl unterstellt und weitgehend vom bischöflichen Rechtsverband ausgenommen waren[5].

[1]) Der Prozeß hat bereits mehrere eingehende Darstellungen gefunden, so in Molitors Rechtsgeschichte Bd. 2, 528—56. Diese beruht vor allem auf den Akten Kargs im Augsburger Ordinariatsarchiv; die Korrespondenz Oberhuebers wurde mit einer unbedeutenden Ausnahme (nämlich fc 56 f 613—615 des MKA, vgl. cp. 5 Anm. 7) nicht benutzt; auf Kargs Briefen im MKA fußt die Darstellung bei Roth Eduard, Die freiherrliche Familie der Karg von Bebenburg, Manuskr. München 1891 S. 9ff. Beide Darstellungen behandeln den Prozeß von Karg her. Im Rahmen vorliegender Arbeit ist die Aufgabe, Oberhuebers bestimmende Rolle im Prozeß zu entwickeln und die sich hieraus ergebenden Arbeitsziele des Generalprokurators.

[2] Holl S. 237 248 252—262 273/4; Molitor 2, 528.

[3] An Be 16. 11. 90 f 95/6; an Qu 20. 1. 91 f 122/3; an Qu 5. 5. 91 f 42/3; An Sch 11. 8. 91 f 45; es ergibt sich aus Obigem, daß nicht, wie Molitor 2, 528 im Anschluß an die Annales meint, der neue Sturm gegen die Kongregation unerwartet losbrach; vielmehr stellt dieser Prozeß nur einen neuen Abschnitt im Kampf der Bischöfe gegen die bayerische Kongregation dar.

[4] An Be 23. 2. 92 f 179/180; 1. 3. 92 f 177/8; Roth S. 59.

[5] Vgl. Haring J. B., Exemtion, in Lexikon für Theol. u. Kirche Bd. 3, Freiburg 1931, 907.

Da die Persönlichkeit Kargs im Folgenden neben P. Bonaventura die wichtigste Rolle spielt, muß auf sie genauer eingegangen werden[6]. Karg wurde am 19. 2. 1648 in Bamberg geboren, studierte in Bamberg und Rom Theologie, in Prag die Rechte, und nachdem er hier 1672 zum Priester geweiht ward, promovierte er in Padua zum Doktor der Hl. Schrift und beider Rechte. Bald darauf trat er als Geistlicher Rat in die Dienste des Bamberger Fürstbischofs, Peter Philipps von Dernbach (1672—1683), der seit 1675 zugleich Bischof von Würzburg war. Karg bewährte sich bei wichtigen diplomatischen Aufträgen in den Niederlanden, in Frankreich und in Rom; hier wirkte er 1675—1677 für die Konfirmation seines Bischofs; darauf bekleidete er das Generalvikariat abwechselnd in Bamberg und Würzburg. Schriftstellerisch bemühte er sich damals um die Wiedervereinigung beider christlichen Konfessionen, veröffentlichte unter anderem 1680 in Würzburg sein Buch *Pax religiosa*, das die Rechte der Bischöfe gegen die überhandnehmenden Privilegien der Ordensleute zu wahren suchte. Die darin als gallikanisch verdächtigten Sätze rechtfertigte er in einer weiteren, in Bamberg 1683 erschienenen Schrift, *Fecialis pacis religiosae*[7]. Nach dem Tode Peter Philipps (1683) ließ sich Karg in den kurfürstlich bayerischen Dienst aufnehmen und war seitdem Mitglied des Geistlichen Rates, „dergestalt, daß er auch in Abwesenheit des Präsidenten das Direktorium im Rat führen solle", zugleich wurde er Dechant im Kollegiatstift zu Unserer Lieben Frau in München; damit begann seine große diplomatische Laufbahn. Seine bisher bewiesene, von führenden Diplomaten wie dem kaiserlichen Staatsmann Kaunitz und dem brandenburgischen Minister Wachtendonk anerkannte diplomatische und staatsmännische Begabung wurde vom bayerischen Kurfürsten und vom Kaiser ausgenutzt; 1684 erzielte Karg eine Verständigung des bayerischen Hofes mit dem brandenburgischen, über das Verhältnis zur Reunionspolitik Ludwigs XIV.; der Kaiser wollte ihn zu seinem römischen Vertreter haben. Dank Kargs vorbereitenden Schritten in

[6] Vgl. Roth S. 9—91; Strich M., Der junge Max (II.) Emmanuel von Bayern und sein Hof (Altbayerische Monatshefte Bd. 13, München 1915/6, 63 Anm. 12); durch beide Autoren ist v. Schulte's Artikel über Karg in der ADB Bd. 15 (Leipzig 1883), 121 überholt; ebenso verdienten Ergänzung und Berichtigung die Angaben über Karg bei Wachter F., Generalpersonenschematismus der Erzdiözese Bamberg 1007—1907 (Bamberg 1908), 243 n 4990; Riezler 7, 332ff. 376 Anm. 1 482 634; 8, 268 272 Anm. 1 307ff.; vgl. Anm. 17.

[7] Vgl. Molitor 2, 530; ein Exemplar der Pax bewahrt die Münchner Staatsbibl. unter H mon 277 auf; an Be 23. 8. 92 f 73/5; auch während des Prozesses widmete sich Karg der Schriftstellerei dieser Art, sich mit der Beihilfe zur Anfertigung seiner Prozeßschriften nicht begnügend, an Qu 20. 9. 92 f 46—50.

Rom wurde dem Bruder Max Emmanuaels, Joseph Klemens, das Wahlfähigkeitsbreve für das Erzbistum Köln erteilt und die bereits erfolgte Wahl des französischen Kandidaten Wilhelm Egon von Fürstenberg für ungültig erklärt (1688). Gerade diese Aufgabe hatte viel Ähnlichkeit mit jener, derzufolge er die längst gewährte Exemtion der bayerischen Kongregation in Rom aufheben lassen sollte. Kargs politische Geschicklichkeit hatte reiches Betätigungsfeld, als er darauf in Köln für Joseph Klemens Wegbereiter und Platzhalter war (seit 1688). Dieser würdigte seine Verdienste, indem er ihn 1694 zum Geheimratskanzler oder, wie er auch hieß, zum „Obristkanzler" und zu seinem Plenipotentiarius erhob. Auch die darauffolgenden kriegerischen Verwicklungen meisterte Karg. 1693/94 lenkte er sodann die Bischofswahl in Hildesheim und Lüttich auf Joseph Klemens. Der Kaiser erhob den allgemein hochgeschätzten Mann am 29. 11. 1698 in den erblichen Reichsherrenstand, der auf die Nachkommen seines Bruders überging. Seinem kurfürstlichen Herrn stand Karg auch in den schlimmen Tagen der Ächtung (29. 4. 1706) zur Seite. Seinem Bemühen bei den Rastatter Verhandlungen (28. 2. 1714) verdankte Max Emmanuel und Joseph Klemens vorzüglich die Aufhebung der Acht über sie und die Wiedereinsetzung in alle Rechte und Länder. Joseph Klemens erhielt auch seine Bistümer zurück. Kargs diesbezügliche Verdienste wurden durch eine Münze verewigt. Am 30. 11. 1719 starb der hochverdiente Mann in Bonn, mitten in den Vorbereitungen, durch die diese Stadt für Joseph Klemens zurückgewonnen werden sollte[6].

Um den 12. 1. 1692 hatte sich der kölnische Kurfürst auf die Vermittlung des Bischofs von Bamberg und Würzburg, Marquard Sebastian von Stauffenberg hin entschieden, Karg, „wegen seiner angerümbten qualiteten und ander damit einlauffenden guetten Circumstantien" nach Rom abzuordnen „dergestalt, daß ohne verliehrung ainig weitterer zeit von iedem immediate interessierten Herrn ordinario zue seiner Abraihs 100 duggaten eingeschikht würden"[8]. „Man sieht aus der Korrespondenz, die Dr. Johann Friedrich Karg mit seinem Bruder Hieronymus geführt hat, wie er sich auf diese seine neue Mission freute, aber auch, wie er die Schwierigkeiten derselben (‚die fast verzweifelte Sach wegen der Kongregation') wohl zu würdigen verstand"[9]. Diese Sendung entsprach Kargs Wunsch um so mehr, als er dann in der „Lage war, auch seine eigene Angelegenheit ... in Rom selbst zu betreiben", nämlich seine Ernennung durch den Bamberger Fürstbischof zu dessen Weih-

Anm. 6 s. S. 42.

[8] Regensburg an Köln 22. 12. 91 fc 9; vgl. an Be 23. 2. 92 f 179/80.

[9] Roth S. 58ff.; Regensburg an Köln 22. 12. 91 fc 9.

bischof in Rom bestätigt zu erhalten; auch hoffte er, „daß Rom die Drucklegung seiner Schrift *Pax religiosa*, die es beständig zurückgewiesen hatte, gestatte“[10]. Außerdem hatte Karg in Vertretung der Bischöfe von Köln und Bamberg die vorgeschriebene Rechenschaft vor dem Papst, die „visitatio liminum“ abzustatten, und überdies für Joseph Klemens die Coadjutorien von Hildesheim und Lüttich zu erwirken[11]. Nachdem Karg seit Januar 1691 in München geweilt und sich, „vorwiegend mit kirchenrechtlichen Studien, besonders mit der Exemtion der Benediktiner befaßt hatte“, brach er am 4. 2. 1692 von München auf, kam nach 16stündiger Schlittenfahrt nach Innsbruck, erreichte auf dem Weg über Brixen und Mestre in der Lombardei Venedig am 13. 2., nahm von da seinen Weg über Ferrara und Florenz nach Rom und langte hier am 23. 2. an[12]. —— Wenn Karg, „mächtig durch seine Prinzipalen, durch seinen Verstand, durch den er fast ganz Deutschland in Verwunderung versetzte und die halbe Welt umzukehren vermochte“, wie Bonaventura wenige Tage nach Kargs Ankunft hervorhob, in Rom gegen die Benediktiner rüstete, mußte man gefaßt sein, „daß er alle Kräfte spielen lasse“. Literarisch hatte Karg in seiner *Pax religiosa* bereits 1680 allen Religiosen „den Krieg angekündigt“. Entsprechende Taten folgten. Näheres darüber weiß ein Brief des bayerischen Kurfürsten vom 27. 2. 93 an Stoiberer, an seinen Vertreter in Wien zu melden[13]. Max Emmanuel rühmt darin zunächst Kargs Verdienste um das kurfürstliche Haus Bayern, und daß dieser allzeit ehrlich, aufrichtig, gewissenhaft, kurz ein exemplarischer Mann gewesen, „der männiglich angenehm war“. Nachdem er aber aus den bayerischen Diensten in die des Bamberger Bischofs getreten[14], „kompt Ihm“, so fährt der Kurfürst weiter, „also zu melden, sein voriger Pruritus an (= juckt es ihn wie schon früher), daß er Münch und Pfaffen plagen muehs? Vordem hat er die Bartholomeer oder Communiteten[15] exerziert, und sie aus dem Bistum Würzburg vertreiben helfen ... ietzt die Commission gesucht gegen die bayerischen Benediktiner, und in Rom eine sehr nachdenkliche und dahs durchlauchtigst Churhauhs in thailhs Stöllen selbst angreiffende Deduction in Trukh gegeben“.

---

[10] An SchW 13. 9. 92 f 55—58; Fink S. 48; Molitor 2, 537 Anm. 17.

[11] An Qu 3. 5. 92 f 151; Roth S. 37ff.; Molitor 2, 528; an Be 23. 2. 92; 1. 3. 92 f 177—180.

[12] Roth S. 57ff.; Karg an seinen Bruder am 4. u. 13. 2. 92; Fink (S. 48) setzt Kargs Reise nach Rom fälschlich in den Herbst 1691.

[13] An Be 1. 3. 92 f 177/8; ME an Stoiberer (Wien) 27. 2. 93 fc 56 f 511 (Auszug); Roth S. 58; z. Persönlichkeit Stoiberers vgl. Riezler 7, 76 222 260 382; 8, 458.

[14] i. J. 1691/2; Roth S. 57.

[15] Vgl. Riezler 8, 576ff.

„Das könnte man ihm nicht so hoch anrechnen, wenn er nicht früher dem kurfürstlichen Haus gedient hätte und geistlicher Rathsdirektor gewesen wäre, als welcher er alle Secreta erfahren konnte und jetzt hat er den geheimen Ratstitel; nach Scarlattis Mitteilung will Karg jetzt auch seine (des Kurfürsten) Absichten, in Erding ein Kapuzinerkloster aufzurichten am allermeisten hintertreiben. Auch wenn er Befehl dazu von Kurköln erhalten, hätte er doch, „wie dahs Wort lauttet, seine Finger zwischen thür und angl nit reinlegen sollen“[16].

Diese wenig anziehende Seite in Kargs Lebensbild möchte man nicht hinter der persönlichen Liebenswürdigkeit vermuten, wie sie aus den durchgeistigten und fast jugendlichen Zügen seines Porträts[17] leuchtet; auch unser P. Oberhueber, sein Gegner durfte diesen Zug Kargs mitten im Prozeß erfahren, als ihn Karg in seiner Kutsche zu gemeinsamer Verhandlung mitnahm; wie ja Kargs Wohnung in Rom eine „Zufluchtsstätte seiner Landsleute“ war, denen er „nicht selten aus Geldverlegenheiten half, meist Schülern des germanistischen Kollegiums ..., über deren Fortschritte er sich wie ein väterlicher Freund freute“[18].

Karg, der sein Leben lang treu für die Bischöfe von Würzburg, Bamberg und Köln arbeitete, war der „bedeutendste Gegner der Exemtion“; auch ihn erfaßte die Exemtionspsychose; das ist verständlich angesichts dessen, daß die immer mehr um sich greifende Exemtion und die Neugründungen exemter Ordensniederlassungen den innerkirchlichen Machtbereich der Bischöfe durchlöcherte[19]; man denke nur an die

[16] Von der Angelegenheit der Kapuziner in Erding, die Sc im Namen ME's an der Kurie zu befürworten hatte, und von der er zeitweilig stark beansprucht wurde, spricht Bo an Qu 18. 2. 92 f 65/6; 7. 3. 93 f 120/1 usw.; an PrB 13. 10. 92 f 28; der Magistrat in Erding hatte die Kapuziner berufen; ME hatte schon von Alexander VIII. das Dekret erlangt, das die Kapuzinerniederlassung erlaubt, und das Innocenz XII. bestätigt hatte; trotzdem machte der Kölner Kurfürst Schwierigkeiten, „wie wohl bei keiner Niederlassung der Kapuziner“. Schuld daran gibt Bo dem Dr. Karg. ME setzte es bei seinem Bruder Joseph Klemens erst 1694 durch, daß die Grundsteinlegung zum Kloster am 16. 5. 94 beginnen konnte. Die Kirchweihe erfolgte aber erst am 27. 10. 1697 durch den damaligen Fürstbischof von Freising, Johann Ecker von Kapfing-Lichteneck; über diesen ist eine Dissertation eines Schülers von Professor K. A. von Müller zu erwarten; vgl. Eberl Angelikus, Geschichte der bayerischen Kapuzinerordensprovinz 1593—1902, Freiburg i. Br., 1902, 218.

[17] Roth hat es dankenswerterweise seinem Buche beigegeben; ebenso ist hier S. 89/90 die Karg zu Ehren geprägte Denkmünze (vgl. Anm. 6) im Bild wiedergegeben.

[18] An Qu 20. 12. 92 f 9; Roth S. 57 75.

[19] Roth S. 56; Molitor 2, 655ff.; an Qu 12. 12. 93 f 7; als kleiner, aber für Kargs Auffassung bezeichnender Zug sei angeführt, daß er zu den Klosterfrauen in Rom weit freundschaftlicher stand; deren Sonderrechte tun ja dem bischöflichen Regimente nicht den Eintrag, wie jene der in der Seelsorge

vielen seit der Gegenreformation neuentstandenen Seelsorgestationen der Jesuiten und Kapuziner[20]; nun waren 1684 durch die Errichtung der bayerischen Kongregation auch die Benediktinerabteien dreier Diözesen exemt geworden. Sie waren „durch jahrhundertelange Überlieferung, wie in ihrer Observanz, so in ihrem Verhältnis an die Diözese gebunden"; ihr Ortsbischof war, abgesehen von St. Emmeram, zugleich ihr Landesherr gewesen; so mancher bedeutende Bischof hatte sich „um das Wohl der Klöster hohes Verdienst erworben". Karg wirft darum den bayerischen Benediktinern grobe Undankbarkeit gegen die Bischöfe vor, wobei er freilich ohne maßgebliches Verständnis und Wissen argumentierte[21]. An Stelle der Ordinarien gewann seit der Exemtion in den Klöstern der bayerische Kurfürst, der Rivale der Fürstbischöfe, an Einfluß, Bundesgenossenschaft und Schutzherrschaft, und verstärkte dadurch seine Macht. Denn in seiner Hand mußten die ihm wehrlos ausgelieferten Klöster zu einem nach Bedarf eingesetzten politischen Machtmittel werden (vgl. cp. 3, 2). Die Exemtion bedeutete sodann für die Bischöfe den nicht geringfügigen Verlust an geistlichen Rechten zugunsten der päpstlichen Oberhoheit, nämlich der bisher in den Benediktinerklöstern ausgeübten Jurisdiktion, Visitation, Korrektion und Superiorität; es blieb ihnen nur mehr das Recht der Abtbestätigung und Abtweihe, der Oberleitung und -verwaltung der Klosterpfarreien, und soweit sie als Delegati Apostolici ermächtigt wurden, in klösterliche Angelegenheiten einzugreifen[22]. Karg, die rechte Hand des auf die Regierungsgeschäfte wenig bedachten Joseph Klemens, und so mancher andere bischöfliche Beamte, empfand diesen Verlust tiefer und schmerzlicher als sein Bischof selbst[23]. Oberhueber sprach oft und mit Recht

---

tätigen Männerorden; von Klosterfrauen in Rom ließ er sich sogar bei der ihm von der römischen Zensurbehörde aufgetragenen Verbesserung der Pax (s. cp. 4) helfen; an Qu 9. 8. 92 f 85/7.

[20] Vgl. Duhr B., Geschichte der Jesuiten in den Ländern deutscher Zunge, Bd. 3, München-Regensburg 1921, 119—142; Eberl a. a. O. 39—270; Koch Ludwig SJ, Exemtion, in seinem „Lexikon der Gesellschaft Jesu einst und jetzt" (Paderborn 1934) 520; lehrreich für die Exemtionsverhältnisse der Orden und Klöster in der Diözese Freising sind die kurzen historischen Angaben (auch über die hier behandelte Zeit) bei Stöckle H., Die kirchenrechtliche Verfassung des Fürstbistums Freising unter den drei letzten Fürstbischöfen 1769—1802 (Martin Deutingers Beiträge Bd. 14, München 1929, Heft 2/3, 189—226).

[21] Molitor 2, 655; Karg benutzte dieses Argument in seiner Schrift „Non impugnatur Congregatio" (n 2) fc 9; vgl. Anm. 30.

[22] An Qu 5. 7. 92 f 16/17; Molitor 2, 489 502; S. 529 sind im einzelnen die Gefälle genannt, die den Bischöfen seit der Exemtion entgingen; S. 656; Fink S. 53.

[23] Vgl. Heigel K. Th. ADB Bd. 14, Leipzig 1881, 562; Roth S. 56; Be an Ag 5. 12. 93 f 626/7; dahingestellt bleiben mag, wie weit die Habsucht der

die Überzeugung aus, die im Laufe des Prozesses auch jene der maßgebenden Kardinäle wurde, daß mehr die bischöflichen Beamten als die Bischöfe selbst die Gegner der Exemtion seien[24]. Unter Kargs Einfluß betrieben die Bischöfe den Kampf gegen die Exemtion. Es waren das der Kölner Kurfürst als Erzbischof von Köln und als Fürstbischof von Freising und Regensburg, und der Bamberger Fürstbischof, zugleich Bischof von Würzburg[25]. Von Anfang an, nachweislich im Januar 1692, findet sich an deren Seite Augsburg[26]; auch hier war Karg sehr tätig, wie seine umfangreiche Korrespondenz im Augsburger Ordinariatsarchiv beweist; daß Dr. Karg auch beim ebenfalls beteiligten Passauer Fürstbischof seine Hand im Spiele hatte, legen manche Anhaltspunkte nahe[27]. Der Salzburger Fürstbischof reihte sich als Metropolitan seit Mai oder Juni 1692 offen in die Front gegen die Exemtion ein[28]. Bei den übrigen „Bischöfen Deutschlands", in deren Namen Karg selbst und in seinen Prozeßschriften[29], aber ohne einzelne Namen zu nennen, auftrat, warb Karg erst von Rom aus um Bundesgenossenschaft, besonders durch seine unbetitelte Schrift, die beginnt: *Non impugnatur Congregatio.* Er vermied jedes Vorgehen (s. cp. 4, 2), bis „das Echo aus Deutschland seiner Sache die ratihabitio verleihe"; so vermutete auch Bo von Anfang an, Kargs bedächtiges Vorgehen richtig deutend[30].

---

bischöflichen Beamten mitspielte; Bo und Sc mögen sie aus Tendenz übertreiben; vgl. z. B. an Sch 25. 4. 92 f 158; Anhaltspunkte, die Karg selbst belasten, bietet ein Brief Sc's an ME vom Aug./Sept. (dies Datum ergibt sich aus dem Inhalt) 1692 fc 6, Übers. aus d. Italien.: Sc erzählt darin, daß er schon im Auftrag Ferdinand Marias Karg „alles sein Anmaßen vernichtend" daran hinderte, daß dieser als Generalvikar des Bamberger Bischofs von den Seelsorgern der Oberpfalz eine ihm persönlich regelmäßige zu entrichtende Abgabe einforderte; an SchW 13. 9. 93 f 55—58; an Be 16. 5. 93 f 88/9.

[24] An Qu 20. 1. 91 f 122/3; an Be 30. 10. 93 f 28; Kopie der Denkschrift an den Papst: an Be 3. 5. 92 f 149/50; Be an PrB 6. 2. 94 fc 69; an SchW 25. 4. 92 f 158.

[25] Vgl. Regensburg an Köln 22. 12. 91 fc 9.

[26] Molitor 2, 534 Anm. 12.

[27] Regensburg an Freising 15. 6. 92 fc 9; von Passaus Gegnerschaft wußte Bo nur gerüchtweise; an Qu 18. 8. 91 f 42/3; 17. 5. 92 f 137/8; vgl. N i C n 1.

[28] Regensburg an Karg (Rom) 13. 5. 92 fc 9; an Qu 7. 6. 92 f 132; 2. 8. 92 f 93.

[29] Sie sind gesammelt in fc 4 u. 9.

[30] Fink S. 49 schreibt ungenau „ne impugnetur Congregatio"; mehrere Exemplare der Abhandlung liegen in fc 4 u. 9; MHAKL Scheyern n 205; daß Karg ihr Verfasser war, weiß Bo von seinem Spion; an Qu 19. 5. 92 f 142/5; daß es sich um die N i C handelt, ergibt sich aus der Kombination der Briefe an Qu 10. 5. 92 f 142/4; 29. 3. 92 f 164—166; 8. 8. 93 f 83/4 u. fc 9; Sc an ME Aug./Sept. 1692 fc 6; vgl. cp. 4 Anm. 23; Molitor 2, 531 Anm. 8. Schon im März schickte „Karg seine N i C häufig nach Deutsch-

Unsere Briefe verraten aber nicht, wie weit die Ordinarien, die außerdem früher gegen die Einrichtung der Kongregation aufgetreten waren, auch diesmal mittaten, wie z. B. Eichstätt[31], Kurmainz[32], Kurtrier, Worms, Konstanz[33].

Daß die Bischöfe gerade in diesem Zeitpunkt gegen die bayerische Benediktinerkongregation vorgingen, die bereits das 8. Jahr bestand, dazu bot der päpstliche Thronwechsel Anlaß; denn Innocenz XII. war nicht wie Innnocenz XI. und dessen Nachfolger, einst seines Vorgängers rechte Hand, der Ottobuonipapst Alexander VIII. an der Einrichtung der Kongregation beteiligt gewesen; so kannte er nicht wie sie die endlosen Erörterungen für und gegen die Kongregation; gerade sie hatten Innocenz XI. seinerzeit überzeugt, daß, vom Standpunkt des Rechtes und der Geschichte aus der Zusammenschluß und die sonderrechtliche Stellung der Klöster unbedingt notwendig geworden war. Zum Anreiz mußte den Bischöfen sein, daß der Prokurator der Benediktiner mit Billigung Scarlattis beim neuen Papst um die Neubestätigung der Kongregation und Exemtion eingekommen und der neue Papst willfahren war. Innocenz XII. und die Benediktiner selbst hielten demnach die Errichtungsbulle nicht für unumstößlich[34].

Karg hatte die Bischöfe für seine Sache zu erwärmen verstanden, und durch jene gewann er des weiteren auch Kaiser Leopold I. (1640—1705). Wie seit den Tagen Ottos des Großen jeder Kaiser, so sah er in den Fürstbischöfen seine Stützen gegen die immer mächtiger und selbständiger herrschenden deutschen Landesfürsten; zu deren Gunsten vornehmlich verlor der Kaiser wie auch die Bischöfe an Macht; darum hatte er für die Ordinarien schon einmal Partei ergriffen, als diese gegen die Kongregationsgründung und den Verlust ihrer Rechte in den Klöstern stritten[35]. Karg ersuchte seine Prinzipalen am 1. 3. 1692, auch in diesem Unternehmen den Kaiser anzugehen; der

land, so ins Württembergische" und an die bischöflichen Offizialen (Sc an ME fc 6), „um die Ordinarien gegen die Regularen aufzuhetzen"; an Be 9. 12. 93 f 15/6; Roth S. 60.

[31] Molitor 2, 548.

[32] Der Mainzer Agent in Rom hat zum mindesten mit Karg konspiriert; an Sch 5. 7. 92 f 114/5; dies zur Vervollständigung von Molitor 2, 529.

[33] Molitor 2, 511 512; einzeln genannt werden in unsern Briefen nur die vorgenannten bayerischen Bischöfe; vgl. an Sch 5. 7. 92 f 114/5; Regensburg an Bamberg oder Köln 18. 3. 92 u. an Freising 15. 6. 92 fc 9.

[34] An Be 9. 8. 92 f 88; an SchW 13. 9. 92 f 56; die Prozeßschriften fc 9: z. B. Maserii Iuris; vgl. an Be 19. 8. 92 f 80/1; 23. 2. 92 f 179—180; Molitor 2, 656.

[35] Wolf A., Leopold I. in ADB Bd. 18, Leipzig 1883, 316; Fink S. 53/4; Molitor 2, 498; vgl. Summarium (Belege) der NiCn 11/2; Rid Ludger, Compendium Historiae Congregationis (Benedictino-Bavaricae), (Annales OSB, Rom 1910, 118); an SchW 13. 9. 92 f 59/60; Regensburg an Bamberg od. Köln 18. 3. 92 fc 9.

Erfolg war, daß der Kaiser im Juni seine Vertreter in Rom, den Kardinal de Goes (1611—1696), den Protector Germaniae[36] und seinen dortigen Gesandten, Anton Fürst von Liechtenstein[37] anwies, der Sache der Bischöfe „mit aller Vorsicht und Maßhaltung und mit Wahrung der Gerechtigkeit" beizustehen. Damit war aber Karg nicht zufrieden. Auf sein erneutes Bemühen erwirkten seine Prinzipalen persönlich bei Leopold Schutzbriefe für die Sache der Fürstbischöfe in Rom. Unter dem 13. 9. 92 erhielt nun der Kaiser einen vom bayerischen Generalprokurator veranlaßten Brief des Kardinal d'Aguirre, den die bayerische Kurfürstin, die Tochter des Kaisers, persönlich überreichte; darin hatte der Kardinal „seine Feder zimblich geschörpfet und Herrn Karg besonders berieret". Ferner wurde Leopold im selben Sinn auch von Fürstabt von St. Gallen Sfondrati um den 20. 10. durch des Prokurators Veranlassung angegangen[38]. Der Kaiser kam den Bittstellern scheinbar entgegen; er ließ das Mandat an seine Vertreter in Rom ergehen, „sich jeder weiteren Handlung zu enthalten, welche zum Nachteil des ihm stets besonders teuren Benediktinerordens ausschlagen könnte und so den in dieser Sache bewiesenen Eifer des Papstes Innocenz XI. zu dessen glorreichen Andenken unversehrt zu erhalten". Aber das war nicht ernst gemeint; denn im entscheidenden Zeitpunkt ließ Liechtenstein wissen, er habe vom Kaiser Befehl erhalten, die Sache der Bischöfe den Kardinälen zu empfehlen; denn der Kaiser habe vermöge seines geleisteten Eides die Pflicht, die Rechte der Bischöfe zu verteidigen. Kardinal Goes trat wie Liechtenstein dann auch tatsächlich für die Bischöfe ein[39]. Dem waren wiederholte Vermittlungsvorschläge des kaiserlichen Sekretärs vorausgegangen. Oberhueber lehnte sie aber jedesmal ab; denn ihnen zufolge hätte den Ordinarien nichts Geringeres als das verpönte Visitationsrecht, wenn auch in abgeschwächter Form, zurückerstattet werden sollen, um diese „nicht ganz aus der Wiege zu werfen"[40]. Weswegen aber

[36] Zeißberg von, ADB Bd. 9, 323.

[37] Pastor 14, 1146ff. dürfte Liechtenstein zu einseitig hart charakterisieren; Bo kennt ihn als liebenswürdigen Diplomaten, der stets bestrebt sei, es allen Parteien recht zu machen; z. B. an SchW 6. 9. 92 f 62.

[38] Regensburg an Freising 15. 6. 92 fc 9; Leop. an Ag. (Kopie) 16. 10. 92 MHAKL Scheyern n 204 f 121; an SchW 6. u. 13. 9. 92 f 55—58 u. 63; an Qu 15. 11. 92 f 23; 26. 9. 92 f 42; 24. 1. 93 f 142/3; 8. 8. 92 f 83/4; 13. 9. 92 f 59/60; 6. 12. 93 f 18; Sf an Qu 20. 10. 92 fc 11; Ag an Leop. 13. 9. 92 fc 11 u. Annales 1692 S. 79; Molitor 2, 535 539 Anm. 25; Ag's Brief enthält keine national-spanische Tendenz, wie Fink S. 50 anzunehmen scheint; Va an Be 6. 9. 92 f 607; an Be 30. 8. 92 f 70.

[39] Leop. an Sf 17. 12. 92 fc 11 (Kopie); Sf an Bo Januar 1693 f 438; an Qu u. Va 2. 5. 93 f 95/6; an SchW 13. 12. 93 f 37.

[40] An SchW u. Qu 25. 4. 92 f 159; an Qu 29. 11. 92 f 19; an SchW 3. 1. 93 f 150/1.

widerstrebten die bayerischen Benediktiner so hartnäckig der bischöflichen Oberherrschaft?

2. P. B. Oberhuebers Partei.

Die bayerischen Klöster waren vom bischöflichen Diözesanverband ausgenommen worden, um den klösterlichen Idealen ungehinderter nacheifern zu können. Dieses Ziel wurde zweifellos erreicht. Der Unterschied zwischen den Kongregationsklöstern und den übrigen, welche frei, d. h. unter den Bischöfen lebten, war nach dem Zeugnis des geistlichen Ratsdirektors in München, Constante, handgreiflich; der Gönner der Benediktiner am Münchener Hof, Vacchiery sprach sich nach der Visitation des Jahres 1693 voll des Lobes über die hiebei zutage getretene Blüte der monastischen Disziplin und über die gewissenhafte Statutenbeobachtung aus; dem fügte ein Generalkommissar der Franziskaner, der um dieselbe Zeit in Bayern gewesen, vor den römischen Kardinälen den Ruhm der Religiosität hinzu; der bayerische Kurfürst pries in einem Schreiben an den Papst zu Anfang des Jahres 1692 das klösterliche, bescheidene Auftreten der bayerischen Äbte gegenüber dem prunkenden Aufgebot anderer Ordens- und Reichsprälaten. Der derzeitige Nuntius in Luzern, Msgr. d'Aste, der über die bayerischen Benediktiner gestellte Vertreter des römischen Stuhles, hob außerdem in einem Bericht nach Rom den Studieneifer hervor; auch die früheren Nuntien von Luzern bezeugten übereinstimmend den Segen der Exemtion für die Verwaltung und Leitung der Klöster, und die Vorbildlichkeit der bayerischen Kongregation für die übrigen. Aus Köln, dem Wirkungsfeld Kargs, schrieb der dortige Nuntius an Oberhueber, mit einem Seitenblick auf den dortigen Kurfürsten und dessen Regierungsbevollmächtigten Karg: „Der Nutzen der Exemtion ist so bedeutend, daß sie auf die anderen Klöster ausgedehnt werden sollte, damit auch sie die Früchte zeitigten, die Eure Kongregation bereits aufweist; dann stünde es gut um das Ordenswesen. Wäre die Kongregation erst zu gründen, dann wäre ich unbedingt dafür. Weil sie aber bereits besteht, muß sie unter allen Umständen gehalten werden". Sogar Karg gestand von der Kongregation zu Prozeßbeginn, sie sei ein gutes Werk und der Religion (d. h. dem Ordensstand) gar ersprießlich, „doch selbige cum subiectione ad episcopos besser florieren würde; daher man nit ursach (habe), ja wider die gemeine kürchen Recht were, selbe zu eximieren"[42].

Die Oberherrschaft der Bischöfe war damals tatsächlich kein Segen für die Klöster; das erhellt unter anderem

[42] Bo hatte diesen Ausspruch Kargs in Msgr. Altovitis Umgebung erfahren; an Qu 25. 4. 92 f 152/3.

aus einem Brief des Abtes Bernhard an Kardinal d'Aguirre vom 5. 12. 93[43]. Darin klagt der sonst so nüchterne Prälat beweglich über die Zustände im Bistum Freising unter Joseph Klemens; dieser übe wegen Mangel des kanonischen Alters und der Weihe weder die Pontifikalhandlungen aus, noch halte er Residenz; vielmehr weile er in Belgien und konferiere dort mit dem Administrator von Freising, Herrn Propst Zeller. Der Höhepunkt des Briefes sind die Worte: „Wir haben keinen Bischof, keinen Administrator und Weihbischof, um die Weihen zu erteilen, und die hl. Öle zu benedizieren; der Weihbischof ist vor beinahe 2 Jahren gestorben; der Generalvikar Herr v. Pelkhoven ist neulich schier zum Ärgernis öffentlich seines Amtes entsetzt worden und bisher noch kein anderer an dessen Stelle getreten. Das ist der Grund, warum wir von solcher geistlicher Regierung eximiert sein wollen; wie es vor allen ganz offenkundig ist, wie fromm und lobwürdig die exemte Kongregation und die exemten Orden leben." Zu diesem Zeitbild passen die weiteren Nachrichten: Der Abt von Formbach, der mit seinem Kloster der bayerischen Kongregation nicht beigetreten war, macht kein Geheimnis daraus, daß er „die Reform" nicht freiwillig annehmen wolle, und sein Kloster seit Menschengedenken von Bischöfen nicht mehr visitiert worden sei. Wenn die Bischöfe wirklich zur Visitation kamen, erschienen sie nicht selten mit großer Jagdgesellschaft und mit ihren Offizialen in Begleitung von deren Frauen[44]; ernstgemeinte Visitationen führten wiederholt zu schlimmen Unzuträglichkeiten; denn zuweilen wurden die Beamten und Räte des Bischofs, darunter auch Laien, zu den Vernehmungen beigezogen; oft genug wahrten diese zur großen Beschämung der Ordensleute das Amtsgeheimnis nicht oder spielten mitunter die Untertanen gegen die Oberen aus, so daß die letzten Dinge ärger wurden denn die ersten[45]. Das Willkürregiment der Bischöfe wird nicht Ausnahme gewesen sein; das ist daraus zu entnehmen, daß der Kölner Nuntius zu Beginn des Jahres 1693 in einem Brief an den Papst sich unbedingt dafür erklärt, die Exemtion sei für die deutschen Klöster bei der Art der deutschen Bischöfe unumgänglich notwendig, die „statt der Mitra das bereton (d. h. den Fürstenhut) tragen und statt Kanoniker Soldaten anwerben"[46].

[43] Be an Ag 5. 12. 93 f 627.

[44] An Qu 7. 3. 93 f 120/1; 7. 2. 93 f 135; an Be 4. 7. 93 f 69/70.

[45] Be an Ag 5. 12. 93 f 627; vgl. an Qu 25. 4. 92 f 152/3.

[46] An Be 21. 2. 93 f 127/8; in erster Linie mochte der Kölner Nuntius an die Art des bayerischen Prinzen und Kölner Kurfürsten (seit 1688) Joseph Klemens (1671—1723) gedacht haben. Dieser, seit 1684 Bischof von Freising und Regensburg, kümmerte sich wenig um weltliche und geistliche Regierung; seine Bistümer Freising und Regensburg ließ er durch den Dompropst Johann Sigismund Zeller verwalten; statt in Köln zu residieren,

Diese Erfahrungen hatten bei reformeifrigen Äbten den Plan der bayerischen Kongregation unter einheitlicher und verständiger Leitung zur Reife gebracht. Bestand und Dauer aber gab dem Kongregationswerk die Exemtion; sie enthob die Klöster von rechtswegen aller geistlichen Bevormundung oder vielmehr der Vernachlässigung durch die Bischöfe; diese waren allzu selten zufolge ihrer geschichtlich gewordenen fürstlichen Stellung den geistlichen Belangen gewachsen. Die Exemtion war wirklich, wie sie Kardinal d'Aguirre bezeichnete, „die Seele des Kongregationskörpers“[47].

Von hier aus gesehen ist folgender Vorwurf P. B. Walchers vollends ungerechtfertigt: „Angesichts der erbitterten Kämpfe, welche“ die Kongregation „seit Erlangung der Exemtion heraufbeschwor, wird man unwillkürlich an die Prozeßwut des bayerischen Bauern erinnert, der um ein Stück Ackerrains lieber sein ganzes Vermögen auf das Spiel setzt, als einen Finger breit von seinem Rechte zurückweicht“[48]. Vielmehr war es angesichts der erbitterten Kämpfe, welche die Bischöfe heraufbeschworen, ein Gebot der Notwehr, keinen Präzedenzfall zu schaffen; ein solcher hätte den Bischöfen eine Angriffsfläche geboten und hätte genügt, die Kongregation und damit die Voraussetzung für das klösterliche Leben und Streben zu Fall zu bringen. Unter diesem Gesichtspunkt ist in erster Linie des Abtpräses und des Prokurators ängstliche Bedachtnahme auf die Rechte der Kongregation zu würdigen[49]. Nur darum

---

blieb er lange in Bayern und erregte dadurch den Unwillen der Stände in Köln; er war ehrgeizig, prunkliebend und selbstbewußt, betrug sich sein Leben lang mehr als Fürst denn als Erzbischof; so entließ er seine Mätresse auch nicht, nachdem er sich 1706 endlich hatte weihen lassen und seine Primiz am 1. 1. 1707 gefeiert hatte. Ähnlich mag es sich bei den übrigen Bischöfen verhalten haben; denn in unserm „Zeitraum sind die Bischofstühle ... zur ausschließlichen Domäne des Adels und einiger Fürstenhöfe geworden“; Riezler 8, 560. Vgl. Heigel K. Th. ADB Bd. 14 (Leipzig 1881), 562; an Qu 7. 3. 93 f 120; Molitor 2, 487 ff. 496; Be an Ag 5. 12. 93 f 627; an Qu 13. 8. 93 f 60; vgl. an Qu 12. 12. 92 f 7.

[47] An Be 5. 12. 93 f 8/9; Fink S. 53; Molitor 2, 655 ff.; an Qu 20. 9. 92 f 45; vgl. an SchW 13. 9. 91 f 56.

[48] Walcher B., Beiträge zur Geschichte der bayerischen Abtwahlen (SMBO, Erg.-Heft 5, 1930, 58); das angeführte Wort ist im Zusammenhang mit den Abtwahlen gesprochen (S. 56/7), die zu kostspieligen Auseinandersetzungen mit den Bischöfen führten. Hätte P. B. Walcher in der vorgenannten Arbeit das nach seinem Vorwort zu erwartende Problem behandelt: Die Stellung der bayerischen Bischöfe zu den Abtwahlen, so würde er kaum zu seinem obigen schroffen Urteil gekommen sein.

[49] Z. B. im Fall des Fr. Konrad Wischlburger von Rott, der die Gültigkeit seiner Profeß anfocht; Bo gab sich hier viel Mühe, zu klären, ob der Ortsbischof oder die S. C. Ep. et Reg. zuständig sei; er wollte, daß sich die Kongregation gegenüber den Bischöfen ja keines Rechtes begebe; an Be 19. 7. 92 f 105; an Be und Qu 2. 8. 92 f 96; Annales 1692, S. 75 u. 77; vgl. cp. 5, 2.

nahmen sie, wenn auch schweren Herzens die Unannehmlichkeiten und Kosten des Prozesses auf sich. Leider war die Mehrzahl der Äbte nicht so ideal gesinnt; sie hatte für die Kongregation nie Geld übrig. P. Bonaventura mußte diese leidliche Tatsache bitter fühlen. „Denn wenn auch ein Engel", schilderte er seine Lage, „vom Himmel käme, er würde in Rom nichts ausrichten ohne Geld; durch nichts anderes als durch flüssiges Gold wird die welsche Art überwältigt"[50]; das bezog sich vor allem auf Scarlatti[51]. Da kann keine Rede davon sein, „daß die reichen Abteien Bayerns fast sämtliche Kardinäle durch Geschenke gewonnen hatten"[52]. Die Summe von 12476 Scudi, welche die Kongregation von 1681 bis zu Beginn des Jahres 1694 aufbringen mußte, war für die Klöster, zur hohen, landesherrlichen Besteuerung während der Türkenkriege hinzu, keine Kleinigkeit; sie war für den Prokurator und den bayerischen Agenten Anlaß

[50] An Be 1. 3. 92; an Qu 1. 3. 92; 8. 3. 92 f 175—178.

[51] An Qu 21. 6. 92 f 118/9; 7. 6. 92 f 132; an Be 26. 7. 92 f 96/7; an Qu 15. 3. 92 f 172.

[52] Roth S. 71 Anm. 1 wirft das der Kongregation vor und verweist dabei ganz allgemein auf die Akten im MKA; er dürfte an fc 69 denken; daraus sind die Geschenke der Kongregation besonders an Sc und Msgr. Pallavicini ersichtlich, die diesen in den Jahren 1684—1689 gemacht wurden, aber auch, wieviel Geld Pr den „reichen" Benediktinern vorstreckte; Roth schreibt weiter a. a. O.: „Interessant war, daß hiernach alle Kardinäle, vielleicht mit Ausnahme des Kardinals von Goes, welche Karg auf seiner Seite wähnte, zu der Benediktinerkongregation standen." Aber noch interessanter dürfte sein, daß Bo, der seine Ausgaben jeweils gewissenhaft mitteilt, nur die Geschenke machte, die in Rom zu Beginn der Augustferien und zu Weihnachten üblich waren und welche die Bedienten der Kardinäle erhielten; ebenso wurden dem Herkommen gemäß Kerzen im Werte von 50 Scudi (etwa 100 fl.) dem Papst und den Kardinälen der S. C. Deputata an Lichtmeß überreicht; nur einmal werden Naturalgeschenke an Kardinal Carpegna erwähnt; aber gerade dieser gab seine Stimme gegen die Kongregation ab; an Qu 6. 9. 92 f 67/8; 25. 1. 95 f 6; die Umrechnung der Scudi in fl. ist ersichtlich z. B. an Qu 25. 4. 92 f 152/3; an Qu 25. 8. 91 f 31; 18. 8. 91 f 42/3; 17. 1. 93 f 145/6; das Geld hatten nicht „die reichen Klöster" für die Kongregation, sondern das hatten die Bischöfe gegen die Kongregation übrig; das erhellt aus Folgendem: von kongregationswegen wurden nach Rom geschickt vom 29. 10. 91 bis 7. 3. 92 (d. i. in etwas mehr als 5 Monaten) 454 fl. 20 kr(euzer), also monatlich 90 fl.; für Geschenke zu Rom in 2 Jahren (vom 27. 6. 90 bis 12. 7. 91) 558 fl. 53 Heller; die Gesamtausgaben in Rom von 1681 bis Mitte des Jahres 1693 betragen 12476 Scudi = 24952 fl.; (die Lesarten schwanken; Sch vermerkt diese Ziffer, Bo liest 12496; eine 3. Hand schreibt 12446); an Qu 12. 9. 93 f 42; Bo verausgabte für Kongregationszwecke Okt. 1691 bis 29. 5. 94: 872 fl. 20 kr., miteingerechnet die Sc „geliehenen" 200 Scudi; an Qu 25. 8. 91 f 31; 6. 9. 92 f 67/8; 29. 1. 95 f 6; 6. 3. 94 f 25; MHAKL Scheyern 205 f 298 ff.; Karg verlangte für seinen Auftrag in Rom 12000 fl, wie Bo in einem autentischen Brief aus Freising las: an Qu 18. 8. 91 f 42/3; 6. 9. 92 f 67/8; von Karg wurden in Rom aufgenommen vom 31. 3. 92 bis 28. 6. 92, d. i. in 3 Monaten 2310 fl., d. i. monatlich 700 fl., also fast das 9fache Bo's; Extrakt aus Kargs Conti, den er am 17. 8. 92 vor wies: fc 9; vgl. Molitor 2, 541638.

genug, um immer wieder auf Beschleunigung des kostspieligen Prozesses zu dringen[53]. — Es gab nach wie vor (s. cp. 1, 5) Äbte und Mönche, die der Kongregation Schwierigkeiten bereiteten, auch während die Bischöfe gegen sie anstürmten. Damals erst recht! Der Prozeß machte ihnen Hoffnung, der Reform ledig zu werden; falls die Bischöfe den Prozeß gewannen, konnten sie unter deren Oberbefehl zurückkehren. Solcher Art dürften die Äbte gewesen sein, über die sich der Prokurator zu Beginn des Prozesses beim bayerischen Kurfürsten beschwerte; auch in Rom blieb die Uneinigkeit innerhalb der Kongregation nicht verborgen; St. Emmeram, Prüfening, Rott, ja selbst einzelne Konventualen in Tegernsee, wo doch sonst nach Bonaventuras Zeugnis die Statuten so treu wie wohl in keinem andern Kloster beobachtet wurden, verweigerten während des Prozesses 1682/3 die Beobachtung der Kongregationssatzungen[54]. Bedauerlich vor allem war, daß P. Ulrich Staudigl, der frühere Generalprokurator der Kongregation in Rom, jetzt gemeinsame Sache mit den Gegnern der Kongregation machte. Davon erfuhr Oberhueber am 25. 9. 92 vom Sekretär Kargs in Rom, der aus Kargs Diensten getreten und von einem Freund Bonaventuras, dem Generaldefinitor der Augustinereremiten, zu Oberhueber geschickt worden war. Staudigl bezog seine verräterischen Angaben aus Tegernsee, von wem, wußte man nicht. Lediglich als mildernder Umstand für Staudigl ist Oberhuebers Erinnerung zu werten: „Kann ich wohl glauben, ... daß selbiger unruhige Kopf, nachdem er von der federbetten (d. h. dem Generalprokuratorium) auf das Stroh gelegt worden, und ihm sein(e) gewiß verhoffte prätentierte Satisfactiones zu Wasser worden, wol nit in Frieden wird leben können, und es wohl nit wird können verkochen, daß ihm das prätl in dem Rauch aufgangen (d. h. Staudigl nicht Abt wurde) und der eingebildete Fischkopf (Anspielung auf die Form der Mitra) aus dem Netz gewischt". Prielmayers Wachsamkeit gelang es, einzelne

---

[53] Qu schreibt einmal, es sei unmöglich, Bo Goldstücke zu senden, weil man kaum eines im Jahr (in Tegernsee) zu sehen bekommt; Qu an Bo 18. 7. 93 f 55; der Grund hiefür war aber nicht nur die Not, sondern auch, daß Abt Be damals den Bau des Gastflügels „ganz allmählich ohne neue Schulden weiterführte"; an Qu 19. 9. 93 f 37; vgl. an Be 3. 5. 92 f 142/5; 3. 1. 93 f 152/3; Riezler 7, 323 ff.; 8, 421 474 479; hier werden weitere finanzielle Belastungen der Klöster und Kirchen genannt. Riezler 8, 421 562 ff., 565 dürfte dazu neigen, die Finanzkraft der Klöster zu überschätzen, und diese übertreiben ähnlich ihre Not, besonders wo es für gemeinsame Zwecke, z. B. für die Kongregation zu zahlen galt; vgl. cp. 5 Anm. 36.

[54] An Qu 15. 3. 92 f 172; Regensburg an Freising 19. 6. 92 fc 9; an Qu 11. 10. 92 f 34—36; 20. 9. 92 f 46—50; Molitor 2, 500 506 508 552; an Qu 18. 4. 93 f 103/4; 18. 7. 93 f 65/6; 25. 4. 92 f 152/3; Bo in einer Denkschrift an die Kardinäle f 585 609; Denkschrift an den Papst: an Be 22. 3. 92 f 167/8.

Briefe Ulrichs an Karg abzufangen[55]. Karg erhielt durch sie wertvolles Material, auf Grund dessen er der Kongregation übel mitspielte (s. cp. 4, 3). Daraufhin wurde Staudigl des Priorates in seinem Kloster Andechs, das er seit seiner Rückkehr aus Rom bekleidet haben dürfte, enthoben und, trotz Bonaventuras Warnung, Pfarrer; dadurch war er als Seelsorger dem Landkapitel und dem Augsburger Bischof unterstellt, erhielt also noch mehr Bewegungsfreiheit und „eine goldene Hand", womit er sich Freunde anwerben konnte; tatsächlich suchte er beim Augsburger Bischof gegen das Vorgehen seiner Obern Schutz; ja er legte in einem Schreiben an die höchste Instanz, den Kardinal Marescotti, den Präfekten der S. Congregatio Episcoporum et Regularium Berufung gegen seine Maßregelung ein. Der Brief wurde von Seiten der Kongregation abgefangen. Scarlatti und Oberhueber rieten, wenn überhaupt, Ulrich im schlimmsten Fall „modo insensibili" zu bestrafen; die Sache aber solle man, solange der Prozeß nicht geschlichtet sei, ja nicht nach Rom geben, damit nicht „die alte, durch den frommen Eifer des P. Ulrich . . . angehängte Untersuchung über die Ausgaben wieder entfacht werde" (vgl. cp. 2, 2); Ulrich durfte nicht gereizt werden, damit er nicht, der in Kurialsachen erfahren war, persönlich seine Angelegenheit in Rom verfechte; das mußte noch mehr Ungelegenheiten bereiten als seine schriftliche Beschwerde über die Brevenkosten, besonders wenn aufkam, daß sein Brief an Marescotti abgefangen worden war; wie ja, Bonaventura zufolge, die römischen „Behörden den ultramontani (d. h. den jenseits der Alpen Wohnenden) gerne Milde angedeihen" ließen. Es war auch zu besorgen, daß „Abt und Konvent von Andechs, der die Schmach, die man seinem Prior antue, nicht verkochen könne (u.) der Kongregation durch ein Schisma noch mehr entfremdet werde"[56]. Als darum Ulrich hinter Schloß und Riegel gesetzt wurde, mißbilligte das Oberhueber; er meinte vielmehr: „Es wäre gut, wenn Herr Vetter (sc. P. Quirin den P. Ulrich) mit guten Worten, . . . durch süße correspondenz speisen (sc. wollte) und Ihm (sc. dem P. Ulrich) diesen gaal, wenn nicht völlig aus dem Magen zu räumen, so doch wenigstens dessen vomitum zu impegnieren trachte"; ja Quirin möge Ulrichs Rat in weniger wichtigen Angelegenheiten einholen, damit dieser seine Kurialerfahrung nicht ganz beiseite geschoben sehe. Da der Prozeß nicht vorteilhaft genug ausging, durfte man es nicht wagen, Ulrich zur Rechenschaft zu

[55] An Qu 12. 9. 93 f 43/4; 20. 9. 92 f 46—50; PrB an Sc 19. 2. 93 (Kopie) f 495; an Qu 24. 1. 93 f 143.

[56] An Qu 10. 1. 93 f 144; 17. 1. 93 f 145/6; 7. 2. 93 f 135; 14. 2. 93 f 130; 18. 4. 93 f 102; Molitor 2, 545; an Qu 19. 9. 93 f 38; 11. 4. 93 f 105/6; an Va 25. 4. 93 f 97/8; an Qu 25. 4. 93 f 101; an SchW 20. 9. 92 f 53/4.

ziehen; dieser trieb sein Unwesen weiter; noch nach dem Prozeß läßt Ulrich Schlimmes von sich hören[57].

Unter diesen Umständen konnte die bayerische Kongregation den heftigen Ansturm der Bischöfe nicht aushalten, wenn sie nicht mächtige Hilfe gegen ihre inneren und äußeren Gegner erfuhr.

Oberhueber, der unverkennbar in Scarlattis Schule gelernt hatte, hatte nämlich schon am ersten Tage der Ankunft Kargs folgende Gesichtspunkte namhaft gemacht, die tatsächlich für seine Partei ausschlaggebend wurden: Weil die Exemtion den bayerischen Benediktinern aus reiner Gnade („motu proprio") des Papstes gegeben worden sei, könne sie auch wieder genommen werden, besonders durch das kräftige Zutun der Bischöfe. In Deutschland halte man eine Bulle oder ein Breve für unumstößlich. In Rom habe man aber vom Gegenteil schon oft erfahren, auch wenn man meinte, Recht und Verdienst sicherten den Ausgang[58]. Damit die Kongregation erhalten bliebe, müsse sich diese durch Regeltreue auszeichnen, und die Abänderung einzelner Satzungen, die auf Grund der bisherigen Erfahrung erheischt werde, vom Hl. Stuhl erbitten und nicht eigenmächtig vornehmen (s. cp. 5); da ferner die bayerische Kongregation die Exemtion auf Bitte des bayerischen Kurfürsten und durch Vermittlung von dessen Agenten erhalten habe, komme alles darauf an, daß der bayerische Kurfürst dieser Gesinnung treu bleibend ihr auch weiterhin seinen Schutz angedeihen lasse; die Äbte sollten sich darum des Herzens der kurfürstlichen Räte Wämpel und Constante und dadurch des Herzens des Kurfürsten bemächtigen; „wozu es nit gar uneben, so man zu Zeiten, neben daß wir Herrn von Prielmayer und dessen Assistentiam mit dahin beständigen (d. h. mit gleichzeitigen) Korrespondenzen unterhalten, auch mit einem Brief deswegen Herrn (Baron) von Mayr begrüßten und ihm die Kongregation bestens empfelchten; denn iene, welche des Fürsten Gunst vor allen andern genießen, muß man besonders ehren und lactieren". Letzteres fügte Bonaventura erst nach dem Prozeß zu seinem früheren Rat. „Exzellenz (Franz v.) Mayr (war) erster Beamter und Minister .... (des) Kurfürsten, mächtig in Wort und Tat", seit 1692 Geheimrat; er begünstigte, ohne von Oberhueber gebeten worden zu sein[59], im Verein mit Prielmayer die Benediktiner während des Prozesses. Die

[57] An Qu 18. 4. 93 f 102; 18. 7. 93 f 65/6; an Va 2. 5. 93 f 94/5; 25. 4. 93 f 97/8; an Qu 12. 9. 93 f 43/4 38.

[58] An Be 1. 3. 92 f 177/8; an Qu 8. 3. 92 f 175.

[59] An Be und Gr 23. 2. 92; an Be 1. 3. 92 f 177—80; 23. 3. f 167/8; an Gr 19. 4. 92 f 156; an SchW 13. 9. 92 f 56; Molitor 2, 502; Riezler 8, 403 ff.; an Qu 12. 12. 93 f 3/4; an Be 16. 1. 94 f 9/10; vgl. Riezler Bd. 5 bis 8 passim.

Förderung der Benediktiner durch ihn war größer vielleicht als durch Dr. Johann Sebastian Rudolf Wämpel[60], den einflußreichen Geheimratskanzler Max Emanuels seit 1691. Ein Gönner zweifelhafter Art dürfte Martin Constante von Westenburg († 26. 5. 1719) gewesen sein, Kargs Nachfolger als Domdechant zu U. L. F. in München und geistlicher Ratsdirektor[61]; dieser erfreute sich des besonderen Vertrauens Max Emanuels.

Es war durchaus nicht selbstverständlich, daß Max Emanuel, der Protektor der bayerischen Kongregation, dieser seinen wirksamen Schutz angedeihen ließ; und wenn er es, wie schon bei ihrer Gründung so auch in diesem Augenblick tat, so bestimmten ihn dabei weniger ideale, als vor allem sehr materielle Beweggründe. Dem Kurfürsten mußte unter anderem an der Exemtion der Klöster gelegen sein, weil er „dann solche bei der cappen wohl könne hernehmen, was ihm beliebe"; das hob die bischöfliche Partei mit gutem Grund hervor[62]. Nicht zufrieden mit den Verhandlungen wegen Aufhebung verschiedener Klöster, ließ der Kurfürst 1694 in Rom um den Nachlaß der Zinsen für die 425000 fl. nachsuchen; diese hatte er, wenn Oberhueber recht unterrichtet war, 1683 von den bayerischen Klöstern „entliehen". An die Zurückzahlung der Summe selbst konnte und wollte der Kurfürst nicht denken; vielmehr mußte sich der Abt von Tegernsee anfangs 1694 bei Prielmayer um den Schuldschein für seine dem Kurfürsten „geliehenen" 10000 fl. bemühen[63]. Und es war nur Ausschau nach neuen Geldquellen, wenn Max Emanuel anfangs 1692 auch für die Niederlassung der Hieronymiten am Wallersee[64] und für die Zisterzienser seines Gebietes vom Papst die Exemtion erbat; nicht anders gemeint war es, wenn der geistliche Ratsdirektor Constante in München an Scarlatti 1693 schrieb, der Papst

---

[60] Vgl. Strich, Bayern i. Z. Ludw. XIV. 2, 482 ff. 606 ff.; Riezler Bd. 5, 7, 8 passim.

[61] Co geriet in Gegnerschaft zu Karg, indem er vor dessen endgültiger Resignation dessen Stellung bezog; Roth S. 65; Mayer Anton, Die Domkirche U. L. F. in München, München 1868, S. 192; Grietzner M., Bayerisches Adelsrepertorium der letzten 3 Jahrhunderte, Görlitz 1880, 60; Riezler 8, 553 ff. 567 ff.; Co war eine ähnlich zweifelhafte Persönlichkeit wie Sc, mit dem er in reger Verbindung stand; vgl. cp. 2, 1; 3, 2; 5,1.

[62] An Be und Qu 1. 3. 92; an Qu 8. 3. 92 f 176—178; Molitor 2, 502; an Qu 29. 3. 92 f 166; an Gr 8. 3. 92 f 173; an Be 31. 10. 93 f 27.

[63] An Qu 28. 8. 94 f 90 83; Riezler 8, 479 ff. spricht davon, daß ME 1683 eine Dezimation des Klerus von Rom bewilligt bekam, d. h. eine außerordentliche Besteuerung des Klerus in seinem Lande, die 300000 fl. betrug; Bo weiß, daß ME 1683 „von unseren Klöstern und anderen Gotteshäusern 425000 fl. entliehen" mit der Verpflichtung, den einzelnen Häusern die Zinsen zu zahlen.

[64] Vgl. Riezler 8, 572.

werde ein würdiges Werk tun, so bei Gott von großem Verdienst sein werde, wenn er auch die übrigen Klöster verpflichte, in die Kongregation zu gehen[63]. „Solange es sich um .... (Max Emanuels) Unterstützung des kostspieligen Türkenkrieges handelte, fand er (der Kurfürst) die Kurie willfährig"[65]. Wenn Max Emanuel die Klöster nicht im größeren Stil ausbeutete und keines aufhob, so war das zum guten Teil dem Einfluß der für die Reformklöster väterlich bekümmerten Patrone am bayerischen Hof, einem Prielmayer, Schmidt und Vacchiery zu verdanken[66].

Auch jetzt war es, wie Baron Mayr so vor allem Prielmayer, der von Oberhueber gebeten und eifrig unterrichtet, den wankelmütigen Max Emanuel auf dem Standpunkt erhielt, „einen Altar (d. h. die Kongregation) nicht verfallen zu lassen, den er", der Kurfürst, „aufzurichten mitgeholfen"[67]. Prielmayers Vermittlung zufolge gingen Joseph Klemens und der Kaiser den Bayernfürsten umsonst an, seinen römischen Agenten nichts

---

[65] Riezler 8, 480 580.

[66] An Qu 30. 1. 94 f 13; Va an Qu 15. 1. 94 f 3; vgl. cp. 2, Anm. 7; cp. 5, 1. Daß ME mehr Pr folgte, als selbst die Initiative zum Schutz der Kongregation ergriff, dafür dürfte ME's, des Kongregationsprotektors merkwürdiges Verhalten zeugen; er forderte von Karg, der doch den Titel eines kurfürstlichen bayerischen Rates führte, wegen des Angriffes gegen die Kongregation erst am 27. 2. 93 ernstlich Rechenschaft. Bo hatte dies schon am 6. 9. 92 in einem Brief an Sch den Sekretär der Kurfürstin und an das kurfürstliche Paar selbst (an SchW f 62/3) angestrebt; veranlaßt wurde ME zur Maßregelung Karg auch dadurch, daß Karg in seiner NiC die Aufhebungspläne ME's der Öffentlichkeit preisgab; vgl. Roth S. 60/1; 68/9; Molitor 2, 532; an Qu 9. 8. 92 f 83/4; an Sch 5. 7. 92 f 115/6; Sc, der den gegen Karg geharnischten Brief ME's veranlaßt hatte, wird deshalb von Roth S. 65 aus Vorliebe für Dr. Karg, den berühmtesten Sprossen der freiherrlichen Familie der Karg von Bebenburg, als Intrigant gebrandmarkt; in diesem Fall aber handelte Sc zweifellos auch im Interesse des kurfürstlichen Ansehens.

[67] An Qu 31. 5. 92 f 122/5; an Sch 5. 7. 92 f 115/6; an Qu 8. 8. 92 f 84; 20. 9. f 45; an Be 13. 9. 92 f 59/60; an SchW 13. 9. 92 f 55—58; Regensburg Juni 1692 (das Datum 1693 erweist der Inhalt des Schreibens als Verschreibung; Entwurf) an Freising fc 9; an PrB 13. 10. 92 f 28; vgl. Anm. 72; Bo erkannte wenigstens unklar, daß es sich auch um einen Austrag zwischen der kaiserlichen und landesfürstlichen Macht handelte, zwischen Leopold und ME; er hoffte und wollte, daß Leopold durch eine Information von Seite der Kongregation, eines besseren belehrt, seine Parteistellung ändere; er veranlaßte deshalb Ag zu Briefen an den Kaiser: an Be 6. 9. 92 f 67/8; an SchW 13. 9. 92 f 55—58: hier bot Bo für Sch eine Geschichte der Kongregation und ihrer Anfeindungen; Bo's Absicht war dabei, durch Sch die bayerische Kurfürstin, bei der Sch in Wien weilte (vgl. Fink S. 54), und durch diese den Kaiser wahrheitsgetreu über das Verhältnis der Bischöfe zu den exemten Benediktinern unterrichten zu lassen. Selbst noch nach dem Prozeß erwartete sich Bo von einer wahrheitsgetreuen Aufklärung das Wohlwollen des Kölner Kurfürsten; an Be 27. 9. 92 f 40/1; 6. 9. 92 f 67/8; an Qu 11. 7. 93 f 67; 12. 12. 93 f 7; vgl. cp. 5, 1.

Positives zur Erhaltung der Exemtion tun zu lassen[68]; Max Emanuel entschuldigte sich, er habe dem Papst seinerzeit für das Motu proprio (d. h. für die Errichtungsbulle der bayerischen Kongregation) gedankt und die Exemtion der Benediktiner unter seine besondere Protektion genommen; es sei für ihn Ehrensache, die Kongregation bestmöglich zu schützen; deshalb habe er Scarlatti zugesprochen, das Seine beizutragen. Im Januar 1692 hatten schon Karg und die bischöflichen Beamten den bayerischen Kurfürsten in Regensburg nicht für ihre Sache gewinnen können; vergebens klopfte Joseph Klemens, auch bei der bayerischen Kurfürstin an; deren geheimer Kabinettssekretär war nicht umsonst der für die Kongregation eifernde Schmidt[69]. Wenn auch Karg in Rom immer wieder verbreitete[70], der bayerische Kurfürst habe Scarlatti angewiesen, sich nicht in die Kongregationsgeschäfte einzumischen, so war Tatsache, daß Max Emanuel mit Rücksicht auf seinen Bruder Joseph Klemens nach außen den Schein der Neutralität wahrte. Das geht auch aus folgenden Zeilen Kargs hervor[71]: „der Abbate Scarlatti bezeigt sich dermahlen insolenter, wie nie zuvor, und gibt vor, wenn auch Ihre Kurfürstlich Durchlaucht zu Bayern sich irgendwo eines anderen vernehmen lassen, daß es bloß geschehen, sich von der Importunität freyzumachen, nicht aber, um der päpstlichen gnad abzusagen, welche er, Scarlatti, aufs äußerst zu behaupten befelcht sei“[72]. Scarlatti mochte dem Willen Max Emanuels um so lieber nachkommen, als zwischen Karg und Scarlatti persönliche Feindschaft bestand[73]. Abbate Scarlatti war „wohl der hervorragendste Gegner Kargs und tat alles, um dessen Negotien zu durchkreuzen“[74]; des Abbate Absicht war, Karg persönlich zu treffen; gegen die Bischöfe ging Scarlatti nur soweit vor, als sie es hinnehmen konnten; und auch hiezu mußte er von Prielmayer und die Geldgeschenke der Kongregation angeeifert werden[75]. Das be-

[68] Roth S. 57; Annales 1692 S. 72; an Be 1. 3. 92 f 177/8; an SchW 6. 9. 92 f 62/3; 13. 9. 92 f 55—58.

[69] An Be 1. 3. 92 f 177/8; vgl. an Qu 10. 1. 93 f 149; an SchW 13. 9. 92 f 55—58.

[70] Molitor 2, 536; an Be 19. 7. 92 f 105; an Qu 28. 3. 93 f 111.

[71] Roth S. 61.

[72] An SchW 6. 9. 92 f 62; an Be 19. 7. 92 f 106/7; Bo las den Brief ME's an Sc; an SchW 13. 9. 92 f 56; an Be 23. 8. 92 f 75.

[73] An Gr 8. 3. 92 f 173; Sc an ME Aug./Sep. 1692 fc 6; die Feindschaft Sc's mit Karg dürfte wie jene mit Pallavicini und Staudigl aus ihrer früheren engen Zusammenarbeit hervorgegangen sein; vgl. die eigentümliche, Bosheit verratende Rolle, die Sc bei der Wahl des Kölner Kurfürsten 1688 einnahm (Roth S. 20, Riezler 7, 335; an Qu 20. 9. 92 f 46—50; 10. 1. 93 f 144; 2. 5. 93 f 96; an Be 10. 5. 92 f 148/9; vgl. Molitor 2, 546.

[74] Roth S. 61; Molitor 2, 536; an Be 1. 3. 92 f 177/8.

[75] An SchW 6. 9. 92 f 62; an Be 22. 3. 92 f 167/8 (Kopie des von Sc verfaßten Memoriale vom 16. 3. 92); an Be 10. 5. 92 f 148/9; soweit

deutete aber schon sehr viel. Denn zusammen mit Scarlatti war Oberhueber seinem Gegner Karg gewachsen. Des bayerischen Agenten Scarlatti Mitwirkung veranlaßte den kaiserlichen Gesandten Liechtenstein, der ihm manchen politischen Aufschluß verdankte, zu behutsamem Vorgehen. Desgleichen hatte Scarlatti als beglaubigter Agent Bayerns beim Papst einen großen Stein im Brett; vor Innocenz XII. konnte er alle 14 Tage in einer Audienz über die Kongregationsangelegenheiten sprechen. „Ein so freier Zugang wurde nicht leicht einer Nation gewährt." Wie hoch der Papst den bayerischen Kurfürsten und Türkenbesieger hielt, zeigte sich stets, wenn man in Rom dessen Türkensiege feierte und darin, wie man an dessen Familienereignissen teilnahm; z. B. beging man in Rom die Geburt des kurfürstlichen Erbprinzen Joseph Ferdinand mit tagelangen kirchlichen und weltlichen Feierlichkeiten. Man nahm diesen Anlaß gerne wahr, Bayern zur künftigen Krone von Spanien zu beglückwünschen. Der bayerischen Kongregation nützte tatsächlich die Autorität des Kurfürsten mehr als alle guten Prozeßgründe; die Kurie hielt fest an der Politik, das um die Gegenreformation hochverdiente Haus Bayern nach Möglichkeit zu berücksichtigen[76]. Doch gerade deshalb schadete es der Sache der Benediktiner sehr viel, daß sich der bayerische Kurfürst nicht offen und eindeutig für sie erklärte. Oberhueber wie Karg konnten sich bis nahe zum Prozeßende auf ihn berufen; erst unterm 27. 2. 1693 zog Max Emanuel in einem amtlichen Schreiben Karg wegen dessen, die Sache des kurfürstlichen Hauses und der Kongregation beeinträchtigenden Haltung und seiner *Non impugnatur Congregatio* zur Verantwortung. Für die Kurie war das aber nicht der allein maßgebende Gesichtspunkt. Darüber ist im folgenden weiteres zu sagen.

3. Der römische Hof und die Parteien.

Wie Innocenz XII. „an Heiligkeit die meisten seiner Vorgänger überragte", so galt die persönliche Zuneigung des

Sc für die Kongregation tätig war, war er es mit der ganzen Rührigkeit seines geschäftigen Eifers; an Qu 25. 4. 92 f 152/3; 10. 5. 93 f 142/4; 6. 9. 92 f 61; am 29. 11. 92 f 21 berichtet Bo an Qu, auch Sc's Sekretär müsse bis zur Verzweiflung arbeiten, wohl tausendmal in der Stunde derlei Veränderungen an den Prozeßschriften vornehmen, so oft Sc wieder irgend etwas anderes einfalle; an Qu 17. 5. 92 f 135/6; an Sch 12. 7. 92 f 108; an Qu 21. 6. 92 f 118/9; 15. 11. 92 f 23; 6. 12. 92 f 18.

[76] Riezler 7, 359 375 382 ff. 429 ff.; Kopie des Berichtes (Sc's) an den bayerischen Hof über die Feierlichkeiten in Rom anläßlich der Geburt des Kronprinzen Joseph Ferdinand vom 10. 12. 92 f 11—14; an Be 15. 3. 92 f 130; 26. 7. 92 f 96/7; an Sch 12. 7. 92 f 108; an SchW 13. 9. 92 f 55 bis 58; an Qu 27. 12. 92 f 3; 21. 6. 92 f 118/9; 28. 3. 93 f 111; 13. 2. 94 f 17; an PrB 13. 10. 92 f 28; Roth S. 61; Heigel K. Th. ADB Bd. 14, 562; an Qu 15. 11. 92 f 23; vgl. Molitor 2, 534; Fink S. 38.

darob von Oberhueber als „benediktinerisch" bezeichneten Papstes der bayerischen Kongregation; von deren heiligem Eifer gab dem Papst der schon erwähnte Brief des bayerischen Kurfürsten einen neuen Beweis[77]. Doch mußte der Papst Rücksicht auf die Fürsprache des Kaisers nehmen, dessen Frömmigkeit und rechtlichen Sinn er während der Zeit seiner Wiener Nuntiatur (1668—1671) kennen und schätzen gelernt hatte[78]; auch auf die öffentliche Meinung unter den in Rom weilenden Deutschen mußte der Papst hören; ihr hatte sich Oberhueber angeschlossen, wenn er schon von Alexander VIII. feststellte, die Anhänglichkeit Roms an den Kaiser sei gleich Null; die Franzosen erreichten beim Papst alles, was sie wollten. Innocenz XII. verfolgte dieselbe Vermittlungspolitik zwischen Kaiser und Frankreich wie sein ebengenannter Vorgänger und wurde darum wie dieser von den Deutschen verkannt. Deren Urteil über Innocenz XII. gibt Oberhueber zweifellos in den Worten wieder: „In summa, die Deutschen allhir haben bey hoff schlechte brieff"[79]. Freilich war des Papstes Gerechtigkeitssinn[80] trotz eines gewissen Mangels an Festigkeit[81] zu ausgeprägt, als daß er nur nach persönlicher Neigung oder bloß der Politik wegen entschieden hätte. Er tat das stets auf Grund der Gutachten, welche die Kardinalskongregationen und -deputationen nach reiflichen Studien, Beratungen und Diskussionen abzugeben hatten[82]. Auch für die bayerische Kongregation bestand seit 1681 eine Kardinalsdeputation, die S. Congregatio Deputata[83]; sie erneuerte der Papst im Mai 1692 auf Bitten beider Prozeßparteien und

---

[77] An Gr 8. 3. 92 f 173; an Sch 11. 8. 91 f 45; an Qu 1. 9. 91 f 29/30; vgl. Bo's Bericht, unmittelbar nachdem Innocenz XII. Papst geworden (an Qu 14. 7. 91 f 53): „Der römische Hof nimmt ein ganz anderes und durchaus strengeres Gesicht an. Das lese ich bereits in den Mienen der Römer; denn ich sehe sie aus Furcht vor einer Sittenverbesserung einigermaßen niedergeschlagen; diese müssen sie nicht ohne Grund, ihrer denkbar schlechten Sitten und ihres ausschweifenden Lebenswandels wegen, so gut wie sicher fürchten; es wird iure postliminii die ehrwürdige Stadt in den früheren Stand der heiligen Freiheit zurückkehren, die in der Zeit des verwaisten und erledigten Papstthrones zur Räuberhöhle geworden war; über 300 Menschen sind allüberall ermordet worden"; bald schon konnte Bo melden: „Der Papst hält jeden Montag öffentliche Audienz, sehr zur Förderung der Gerechtigkeit, da er keinen Unterschied zwischen Fürsten und Bettlern macht"; an Qu 4. 8. 91 f 41; 11. 8. 91 f 48; 25. 11. 90 f 109; Pastor 14, 1083—1088.

[78] An Qu 20. 9. 92 f 48; 25. 11. 90 f 109; Pastor 14, 1081 1144.

[79] Pastor 14, 1060; Bischoffshausen S. 91 173; an Qu 20. 9. 92 f 46 bis 50; an Va 4. 8. 94 f 85.

[80] An Be 16. 8. 92 f 80/1; an Qu 18. 9. 94 f 96/7; 12. 6. 94 f 67.

[81] Wahrmund S. 174; Molitor 2, 537; vgl. cp. 4, 1.

[82] An Be 16. 8. 92 f 80/1; 23. 8. 92 f 74; an Qu 24. 5. 92 f 133/4.

[83] Rid, Compend. S. 119; Molitor 2, 534 Anm. 13 und S. 535; fc 56 f 613. Der vollständige Titel der Teilkongregation lautete: *Congregatio Car-*

ersetzte ihre inzwischen verstorbenen Mitglieder. Von den früheren Teilnehmern in dieser Teilkongregation lebte noch der jetzige Kardinaldekan Cybo, nunmehr Haupt der S. Congregatio Deputata[84], ferner Kardinalvikar Carpegna[85]; diesen glaubte Bonaventura der Kongregation geneigt, während der Kardinal der Errichtung der Kongregation nicht vorbehaltlos zugestimmt hatte[86]; auch jetzt hatte bei ihm Msgr. Emerix, der Agent Kölns und Helfer Kargs, welcher als Dekan der Rota von den Kardinälen respektiert wurde, und der bei Carpegna alles galt, „den größten Stein vorgerückt"[87]. Von Anfang an wenig angenehm waren der bischöflichen Partei die bisher zur Teilkongregation gehörigen Ordenskardinäle Nor(t)folk[88] und d'Aguirre. Da Karg diesen, weil Benediktiner, als voreingenommenen Richter verschrie, trat d'Aguirre freiwillig zurück; das war für die Benediktiner nur vorteilhaft; denn der gewissenhafte Kardinal konnte jetzt die Rolle eines gerechten Richters mit der eines Fürsprechers und Beistandes vertauschen[89]. Neu in die S. Congregatio Deput. kamen Kardinal Albani, der Scarlatti und der Kongregation ebenfalls sehr zugetan war[90], weiters Kardinal Marescotti, Präfekt der Konzilskongregation; dessen strenge Gerechtigkeit und Genauigkeit fürchtete unser Prokurator etwas[91]. Kardinal Pantiatici wurde ebenfalls in

---

dinalium super negotiis Congregationis Benedictino-Bavaricae Ss. Angelorum Custodum specialiter deputata; vgl. Erectio S. 76; an Be 3. 1. 93 f 152/3; 3. 5. 92 f 149/50; an Qu und SchW 25. 4. 92 f 151/2 158.

[84] Vgl. Wahrmund S. 175; Pastor 14, 681 u. passim; an Be 3. 1. 93 f 152/3.

[85] An Qu 17. 5. 92 f 139; an Be 3. 1. 93 f 152/3; an Qu 17. 1. 93 f 145/6; Wahrmund S. 175 ff.; Moroni 10, 101; an Be 9. 12. 92 f 15/6.

[86] Molitor 2, 500 536; an Qu 17. 5. 92 f 135/6; 24. 5. 92 f 133/34.

[87] An Qu 17. 5. 92 f 137—39; Bischoffshausen S. 80; an SchW 6. 9. 92 f 62/3; an Be 9. 12. 92 f 16; an Qu 7. 3. 93 f 120/1.

[88] Molitor 2, 535; an Qu 11. 10. 92 f 38; es findet sich die Schreibweise Norfolk und Nortfolk; an SchW 29. 11. 92 f 19; an Be 10. 5. 92 f 147/8; Pastor 14; 664 u. passim; der greise Kardinal, dessen Herz unleugbar ganz der Kongregationspartei gehörte, erklärte dem ihm vor der Prozeßentscheidung die Sache der Bischöfe empfehlenden Kardinal Goes, so lange er lebe, das sei länger als 60 Jahre, habe er niemals wissentlich aus menschlicher Rücksicht gegen die Gerechtigkeit gehandelt; so werde er es auch diesmal nicht tun aus Rücksicht auf den Kaiser oder auf sonst jemand.

[89] An Qu 31. 5. 92 f 122—127; 20. 9. 92 f 46—50; 11. 10. 92 f 34 bis 38; an SchW 6. 9. 92 f 61—63; Bo erzählt hier, wie Ag in Temperament geriet, als ihn Karg der Parteilichkeit verdächtigte und in Gegenwart des Msgr. Emerix, der „in Karg ganz veraffet" sei, gegen diesen sich also ausließ: „che questo homo il Karg è un fursante, uno ser, uno serocio, che è venuto quà à spregar li denari de vescovi, e si come voi non volete, che io facio da giudice in questa causa, faro l'avocato per la mia religione"; vgl. an Be 6. 9. 92 f 61; Moitor 2, 534/5 538.

[90] An Qu 10. 10. 93 f 30; 29. 3. 92 f 166; an Be 30. 8. 92 f 69.

[91] An Qu 20. 9. 92 f 46—50; 26. 7. 92 f 98/9; 2. 8. 92 f 93; Pastor 14, 645.

die S. Congregatio Deputata berufen, als Datar des Papstes, d. h. als Vorsteher jener Kurialbehörde, die die Gnadensachen zu erledigen hatte; auch er war der Kongregation wohlwollend gesinnt. Er war bei Errichtung der Kongregation Sekretär der S. Congregatio Deputata[92]. Diese wichtige Rolle lag jetzt in den Händen des Msgr. Altoviti, zugleich Sekretärs der S. Congr. Ep. et Reg. und Freundes von Scarlatti; dessen bedächtiges Vorgehen legte Oberhueber mit Unrecht als Parteinahme für Karg aus[93]. Altoviti hatte die Verhandlungen vorzubereiten und anzusetzen; durch seine vielleicht übertriebene Vorsicht verursachte er zum guten Teil die oftmalige Prozeßverschleppung; er rechtfertigte sich deshalb also: „man hätte die ganze Kongregationsangelegenheit kurz und sozusagen mit 2 Worten abtun können; doch aus Hochachtung vor so hohen Fürstbischöfen und um nicht den Eindruck zu erwecken, als habe man vor den deutschen Bischöfen zu wenig Achtung, müsse die ganze Angelegenheit weitläufig und pompös verhandelt werden." Oberhueber ereiferte sich über diese „über alle Maßen staunenswerte Politik" der Kurie voll Ingrimm: „dan man allhir (in Rom) der iustiz das bindl von den augen herabgerissen, damit selbe auf alle unterlaufende respekt-(-spersonen) den achtung gebe"; „ja, wer die römische Praxis etwas durchschaut hat, weiß, daß die Gerechtigkeit schon manchesmal beschämt worden ist"; „. . . . inzwischen aber, fischen uns die römischen Kurialisten und ihren vorderst, welche einen feisten bitl (Büttel?) haben, das Geld ab"[94]; ein andermal würdigt aber der Prokurator das Vorgehen Roms gerechter: „Was die hiesige Politik besagen will", „das können wir nicht so leicht fassen. Auch wir sollten es so machen, ohne freilich deshalb den Weg der Wahrheit zu verlassen, daß man nämlich eines hohen Fürsten Ansehen als das, worin ein solcher am empfindlichsten ist, so gut wie möglich, zu wahren sucht"; die Macht der Gegner müsse den erschrecken, wer mit Bedacht daran rühre; denn gegen die Benediktiner stünden nicht nur Karg; auch die übrigen konföderierten Bischöfe und Erzbischöfe hätten ihre Agenten und großen Patrone und Freunde in Rom. „Und wenn ein kaiserlicher Ambassador (= Gesandter) ein Negotium höchst persönlich empfiehlt und auch andere dem Kaiser Nahestehende daran interessiert sind, so legt man der Kurie so

---

[92] Es findet sich Pantiatici und Panciatici geschrieben; dessen günstige Stellungnahme zur Kongregation ergibt sich aus der Zusammenstellung mehrerer Briefe z. B.: an Qu 30. 8. 92 f 69; an Be 20. 9. 92 f 43/4; vgl. Holl S. 244; an Be 23. 8. 92 f 74.

[93] An Qu 25. 4. 92 f 152/3; Sc an ME Aug./Sept. 1692 fc 6.

[94] An Qu 9. 8. 92 f 85/7; an Be 19. 8. 92 f 80/1; an Qu 20. 9. 92 f 46—50; an Be 23. 8. 92 f 74; an Qu 19. 9. 93 f 37; 30. 8. 92 f 69; an Be 2. 8. 92 f 93.

etwas nicht so leicht beiseite, sondern man sucht nach einer vermittelnden Formel (medium terminum); im Prozeß mit so mächtigen Fürsten gegen die Regularen läßt sich kaum einer der Kardinäle hier finden, der nicht trachtet, die Rolle des Richters möglichst beiseite zu schieben", und das, obwohl „man hier das Mittel gefunden hat, beiden Parteien irgendwie Genüge zu tun". Unter diesen Umständen wäre es verstiegener Idealismus gewesen, wenn der bayerische Prokurator, wie er gerne betonte, tatsächlich nur auf die Gerechtigkeit seiner Sache gebaut hätte; daß er sich aber tatsächlich angelegentlich auf seine „Patrone" stützte, ging aus dem bisher Gesagten hervor.

Die Kurie mußte nicht nur aus den oben angeführten Gründen, sondern auch im Interesse der hierarchischen Ordnung grundsätzlich die Autorität der Bischöfe stützen und dieser das Sonderrecht der Regularen nachstellen. Darum wich sie einer Entscheidung aus, die für die Ordinarien ungünstig hätte ausfallen müssen. Auch unser Prokurator holte nie gegen die Bischöfe, sondern nur gegen die Person Kargs zur Abwehr aus (s. cp. 4, 1), indem er die Auffassung der Kurie grundsätzlich teilte.

Im übrigen zeigten sich die Kardinäle, wie Oberhueber wiederholt zugab, bei jeder möglichen Gelegenheit „der Kongregation bestens geneigt". Sie dürften fast ausnahmslos von dem klar liegenden Recht der bayerischen Kongregation überzeugt gewesen sein; sonst wäre der Prozeß anders ausgegangen; „denn (‚wie Oberhueber die römischen Verhältnisse kannte,) muß man kein negotium angreifen, wenn man nit den fortl (Vorteil) schon in der Hand ..."[95].

[95] An Qu 20. 9. 92 f 46—50; 18. 7. 93 f 66; Obiges spricht ebenfalls gegen Roths S. 71 Anm. 1 erhobenen Vorwurf, die bayerische Kongregation hätte die Kardinäle in Rom durch Bestechungen auf ihre Seite gezogen; an Qu 1. 9. 94 f 29/30; 12. 6. 94 f 67; an Va 20. 6. 93 f 77/8; an Be 22. 3. 92 f 167/8; 2. 8. 92 f 94/5; 23. 8. 92 f 74; 30. 8. 92 f 70; 23. 2. 92 f 179/80; vgl. die Prozeßschriften; an SchW 25. 4. 92 f 158; 13. 9. 92 f 56; an Qu 9. 8. 92 f 85/7; ein anschauliches Beispiel römischer Diplomatie, welches das Vorgehen der Kurie in unserem Prozeß erst recht verstehen läßt, „zumal wir in unserem Fall andere Partner als nur Äbte" haben, bietet der Brief Bo's an Be 23. 8. 92 f 74: „In der jüngsten Dieta (d. h. in der Sitzung der S. C. Episc. et Regul.) wurde in der Sache der Cassinenser ein Reskript erlassen; dies betrifft einen Abt der Cassinenser, dessen Amtszeit beim nächsten Gen. Kap. der Cassinenser abgelaufen ist". (Zum Verständnis sei beigefügt, daß in der Cassin. Kongregation die Äbte nicht lebenslänglich, sondern nur einige Jahre amtieren.) Auf Grund des Reskriptes soll dieser Abt dann in die Abtei S. Severin in Neapel transferiert werden. Das wurde reskribiert, obwohl mit Wissen der Dieta ein anderer Abt ein ausdrückliches Apostolisches Breve hatte, daß er, wenn jene Abtei vakant würde, dort (regierender) Abt sein solle. Dieser (2.) Abt, der auf diese Weise durch die S. C. Episc. et Regul. beiseite geschoben wurde, ergriff mit

4. P. B. Oberhuebers Partei und Frankreich.

Die bisherigen Ausführungen ergaben, daß unser Prozeß in erster Linie ein Austrag zwischen Kongregation, Papst und bayerischem Kurfürsten einerseits und Bischöfen und Kaiser anderseits war. Das mußte aber von vorneherein die in Rom weilenden Franzosen, die geborenen Gegner des Kaisers, und ihre Freunde für die Benediktinerpartei einnehmen. Zudem konnten sie noch nicht vergessen haben, daß das Haupt der bischöflichen Partei, der Kurfürst Joseph Klemens, 1688 als deutscher Kandidat in Köln (vgl. Anm. 6) über den französischen Partner Wilhelm Egon von Fürstenberg den Wahlsieg davongetragen hatte. Unserem Prokurator gehörte denn auch großenteils das Wohlwollen der Franzosenpartei[96] und deren Freunde, Scarlattis und Franz von Mayrs, des franzosenfreundlichen Politikers am bayerischen Hof (vgl. Anm. 59); ferner verhehlten der Kongregation ihre Zuneigung jene nicht, die als Franzosenfreunde galten, wie die Kardinäle Pantiatici und Albani[97]. Demnach scheint unser Prozeß auch eine Auseinandersetzung zwischen „Imperium" und Frankreich gewesen zu sein. Sicher war sie das nicht von vorneherein. Wäre die Auseinandersetzung in spätere Zeit gefallen, da Joseph Klemens und sein Gefolgsmann Karg sich in den Fangnetzen der Franzosen befanden, dann hätten sich diese, nicht aber der Kaiser für Joseph Klemens eingesetzt. Unter diesen Umständen wäre es Karg nicht so leicht gelungen, seine Angelegenheit zu jener „der Bischöfe Deutschlands" zu machen. Daß Karg es war, der dieses bewerkstelligte, ist oben (cp. 3, 1) dargelegt worden. Aber auch die Tatsachen gestatten nicht, die Sache der Benediktiner als jene Frankreichs zu betrachten: Keine Prozeßschrift einer der beiden Parteien deutet irgendwie eine Stellungnahme zu Frankreich an. Der vorausgehende Abschnitt (cp. 3, 3) macht klar, daß im Prozeß der innerkirchliche Gesichtspunkt der Exemtion und nicht der politische Gesichtspunkt im Vordergrund des Kampfes stand. Den oben angeführten, dieser Beweisführung scheinbar widersprechenden Tatsachen lassen sich andere gegenüberstellen, durch die sie ihre Bedeutung verlieren. Kardinal d'Aguirre veranlaßte Karg zum Rücktritt von der S. C. Deputata, obwohl er „von der Partei des Hauses Österreich" war;

Berufung auf sein Breve Rekurs bei der S. C. Episc. et Regul. Er erhielt die Antwort, sein Breve bleibe in Kraft, und die Äbte, die in Kontroverse miteinander stünden, sollten in ihrer Residenz bis zum künftigen Gen. Kap. verbleiben; dieses solle dann Vorsorge treffen; an SchW 3. 1. 93 f 150; an Qu 6. 9. 92 f 67/8; an SchW 6. 9. 92 f 63; an Be 7. 2. 93 f 133/5 21. 2. 93 f 127/8; vgl. Molitor 2, 539.

[96] An Qu 20. 9. 92 f 48.

[97] Vgl. Roth S. 62; Fink S. 50; Molitor 2, 537 544 Anm. 37; Wahrmund S. 174; Pastor 15, 7 ff.

dasselbe versuchte er bei Kardinal Norfolk, einem Engländer von Geburt; für Karg war dabei nicht die politische Parteinahme dieser Kardinäle maßgebend, sondern der Umstand, daß sie Ordenskardinäle waren. Marescotti, der beim letzten Konklave von Frankreich mit der Exklusive bedroht worden, also gewiß kein Franzosenfreund, sondern ausgesprochen unparteiisch war, gab seine Stimme der Kongregation[98]. Scarlatti selbst, obwohl ohne Zweifel ein Franzosenfreund, hat sich nie ausschließlich einer Partei verschrieben. Und derselbe Karg, der bei der Kölner Wahl die deutsche Sache für Joseph Klemens so gut geführt hatte, trieb später im Dienste desselben Herrn, nicht weniger als die Vertrauten Max Emmanuels und Gönner der Benediktiner, französische Politik. Man kann darum weder Karg noch Joseph Klemens als Repräsentant der deutschen Sache betrachten. Den Gegensatz, in den die bayerische Kongregation durch den ihr von den Bischöfen aufgebürdeten Prozeß zum Kaiser kam, empfand Oberhueber schmerzlich genug[99]. Dieser ließ sich, obwohl er mit dem franzosenfreundlichen Scarlatti aufs engste zusammenarbeitete, in keiner Weise zu undeutscher Gesinnung oder Handlung verleiten; das ist daraus zu ersehen, daß seine politische Stellungnahme so ausschließlich jene der Kaiserpartei in Rom ist, daß deren Urteil in seinen Briefen schlechthin als die öffentliche Meinung in Rom erscheint (vgl. cp. 1 Anm. 17). Mit anderen Worten, die politische Auffassung

---

[98] Wahrmund S. 175; an Qu 5. 2. 95 f 5.

[99] Die Tatsachen, die obige These erhärten, ließen sich beliebig vermehren; z. B. verklagt Sc gleich zu Beginn des Prozesses Karg beim kaiserlichen Gesandten, weil er Kaiser und Kurfürst durch seine Sache gegen die Benediktiner hintereinander bringe: an Gr 8. 3. 92 f 173; vgl. cp. 4, 1; die angeführten Beispiele, mehr wollen sie nicht sein, genügen. Ausschlaggebend ist auch folgende Feststellung: Der Generalprokurator spricht stets mit großer Hochachtung vom Kaiser und hebt auch nicht in der Hitze des Gefechtes Max Emmanuel auf Kosten Leopolds heraus. Noch unerwarteter im Zeitalter der landesfürstlichen Sondertümelei ist das weitere Moment, daß Oberhueber selten von Bayern und von bayerischen Landsleuten, um so öfter aber vom „Imperium" und den Deutschen (meist im Zusammenhange oder Gegensatz zu den Franzosen) spricht; daraus läßt sich auf ein lebendiges Bewußtsein vom gemeinsamen Volk der Deutschen, nicht nur als Kultur-, sondern auch als politische Einheit in der damaligen Zeit schließen; an Va 13. 6. 93 f 80; Bo schämt sich fast, „auf die Straße zu gehen nach Heidelberg"(s Einnahme durch die Franzosen am 23. 5. 1693); denn die Deutschen nähmen, so meint Bo feststellen zu können, in ihrer ehemaligen kriegerischen Schätzung ziemlich ab; oder Bo verleiht dem Wunsch Ausdruck: „Gott möge den Gallier von unserm Land abwenden"; ein andermal seufzt Bo (an Qu 3. 10. 93 f 33): „Wenn nur der Franzose und das Imperium ... gut zusammen fänden ..."; ähnlich an Qu 20. 6. 93 f 69; vgl. Riezler 7, 388 391 408 ff.; vgl. Strich 2, 643: „Der Sinn für das Große, für das Ganze und Einigende war im Bewußtsein der deutschen Libertät jedenfalls fester verankert, als man angenommen hat." Diesen Satz Stichs erhärten soweit also auch Bo's Briefe.

von Oberhuebers Landsleuten in Rom war auch seine eigene. Die Kongregationsleitung und ihre Gönner, Schmidt und Vacchiery, deren kerndeutsche, baiuwarische Schreibart, wie auch einzigartige väterliche Gesinnung gegen die Kongregation jener Prielmayers am nächsten kommt, waren alles andere eher als Söldlinge Frankreichs. Sie waren das so wenig, daß Oberhueber vor ihnen wiederholt seine amtliche und freundschaftliche Beziehung zum Generalprokurator der französischen Mauriner des Verdachtes der „felonia" (= Katzenbucklerei?) entheben zu müssen meint; ein andermal beteuert Oberhueber, mit dem Studium der französischen Sprache wolle er keineswegs die schlechten Sitten dieser Nation annehmen; mit sichtlicher Genugtuung hingegen berichtet Bonaventura von den römischen, faschingsähnlichen Feiern der Erfolge Max Emmanuels gegen die Türken: „Die meisten" freuten sich nämlich mehr als hierüber wegen eines fälschlich gemeldeten Sieges vor Namur. — Dank der oben dargelegten Haltung Roms, das einer strikten Entscheidung ängstlich aus dem Weg ging, blieb der deutschen Sache eine Niederlage erspart. Diese hätte allerdings unter den obwaltenden Umständen die Folge einer Prozeßentscheidung sein müssen; und zwar gleichviel, ob sie für oder gegen Joseph Klemens ausgefallen wäre. Unschuldigerweise bot Anlaß zu dieser politischen Verwicklung die Sache der Benediktiner; die Schuld daran aber lag an der Person Kargs. Das dürfte sich eindeutig aus dem ergeben, was Bonaventura beim Generalprokurator der Mauriner auskundschaftete und also meldete: „Ich habe dort gehört, wie man (auf Seite der Franzosen) murrt; man wartet hier auf die Entscheidung der bayerischen Benediktinersache mit großem Verlangen; man will gleichzeitig damit auch gegen die *Brevia eligibilitatis et confirmationis electionis* des Kölner Kurfürsten movieren (vgl. cp. 3, 1); ich habe sogar ausspioniert, daß wir auch auf französischer Seite heimliche Gegner haben, die unsere Breven über den Haufen werfen wollen, damit ihnen der Zugang zu ihrer Absicht leichter gemacht werde: die *Brevia eligibilitatis et confirmationis* wurden hier nämlich rips raps erlangt (sc. und können darum auch leicht widerrufen werden, wenn sogar) unsere Breven (,welche) hingegen nach reiflicher Überlegung und „motu propio Innocenz XI." (gewährt wurden, aufgehoben werden sollten); so hilft also Karg das Fundament graben, um jenes Gebäude (sc. die Kölner Kurfürstenwahl) über den Haufen zu werfen, zu dem er selbst das (rechtliche) Material zusammengetragen"[100].

[100] An Qu 20. 9. 92 f 48.

IV. Kapitel. P. B. Oberhueber und der Sturm gegen die Exemtion im einzelnen.

1. Dr. J. F. Kargs Angriff und P. B. Oberhuebers Abwehr.

Kargs „unformliches undt unzeitiges Begehren", die Exemtion der bayerischen Benediktiner vom Hl. Stuhl aufheben zu lassen, befremdete in Rom allgemein, sogar dessen Patrone. Scarlatti und Oberhueber hatten ihrerseits bei den maßgebenden Persönlichkeiten in Rom zeitig vorgebaut, auch beim Papst. Dieser erklärte vor dem bayerischen Agenten: „Das (Kargs Unternehmen) ist ein unnützes und vergebliches Sinnen. Denn gegen die Exemtion werden Wir nichts Nachteiliges zulassen...; und wie sollten Wir das können, da Wir Selbst die Benediktinerkongregation und deren Exemtion, nicht ohne vorherige gute Information, bereitwillig konfirmiert haben; ja Wir gedenken sie nicht nur zu manutenieren, sondern ad incrementum Ecclesiae gedeihen zu lassen, die Wir den Zustand Deutschlands als gewester Nuntius beim kaiserlichen Hof gut kennen gelernt haben[1]." Bald darauf hatte auch Karg Audienz, bei der er die Kredentialien der Bischöfe von Köln und Bamberg überreichte; er wurde aber vom Papst „valde tepide aufgenommen". Doch gewährte ihm dieser, seine Sache schriftlich nochmals vorzubringen. Karg tat das in seinem Memoriale vom April. Inzwischen hatte er seiner Sache durch das Ansehen hoher Geistlicher und Weltlicher in Deutschland möglichst starkes Gewicht zu verleihen gesucht (vgl. cp. 3,1). Im Memoriale führen die „kurfürstliche Durchlaucht in Köln und andere nicht genannte Ordinarien Bayerns" Beschwerde, bei Errichtung der Kongregation nicht gehört worden zu sein; sie baten auf Grund dessen, der Papst möge die ganze Angelegenheit aufs neue durch eine Partikularkongregation untersuchen und die Exemtion modifizieren lassen[2].

Karg konnte sich bei seinem Ansuchen auf eine geltende Bestimmung des 5. Lateranensischen Konzils (1512—1517, sessio 10, cp. 6) berufen. Danach wurden alle Exemtionen für ungültig erklärt, die ohne Anhören der interessierten Ordinarien und ohne hinreichenden Grund gewährt worden waren. Hierauf fußte auch Kargs weiteres Vorgehen.

Der Papst kam den Bischöfen weitgehendst entgegen; er gestattete sogar durch Reskript „che se parli" an Msgr. Altoviti,

---

[1] Sc an ME Aug./Sept. 1692 fc 6; Roth S. 60; an Gr 8. 3. 92 f 173; an Qu 22. 3. 92 f 169; an Be 1. 3. 92 f 177/8.

[2] An Gr 8. 3. 92 f 173; die 1. Audienz Kargs war in den ersten Tagen des März (Roth S. 60, nicht erst Anfangs Mai, wie Molitor 2, 534/5 schreibt) und zwar durch Vermittlung der Agenten von Köln und Augsburg; Sc an ME fc 6; an Qu 22. 3. 93 f 169; an Gr u. Qu 25. 4. 92 f 152—155; an Be 9. 8. 92 f 88; Molitor 2, 534.

den Sekretär der S. C. Ep. et Reg. und zugleich Sekretär der S. C. Deputata, daß Kargs Partei vor der, für die bayerischen Benediktiner abgeordneten Kardinalskongregation ihre Beschwerde gegen die bayerische Kongregation vortrage; ausdrücklich aber wollte er die Klausel in der Errichtungsbulle gewahrt wissen; diese verbot nämlich für immer die „aperitio oris", „so daß die Bischöfe . . .", wie sich Oberhueber ausdrückt, „nichts (gegen die Errichtungsbulle selbst) sagen derfen, ohne daß ihnen der maul korb abgenomben wurde, und so mit diesen dadurch perpetuum silentium auferlegt wurde"[3].

Auch die Kongregationspartei hatte die Neuuntersuchung der Exemtion in einem Memoriale vom 16. 3. 1692 gewünscht[4] und wie Karg um die Erneuerung der S. C. Deputata gebeten. Der Prokurator der Benediktiner wollte dabei die Gründe der Gegner als leere Vorurteile dartun, und wie er meinte, so schlagend, daß sogar die Bischöfe anderer Auffassung von der Exemtion würden; ja er hoffte, der Papst werde sich daraufhin dazu bestimmen lassen, jeglicher Anfeindung der Exemtion (nicht bloß der Exemtionsbulle) durch Auferlegung eines perpetuum silentium ein Ende zu bereiten.

Karg war bestrebt, seinem Vorgehen Wirksamkeit zu verleihen, indem er die Autorität seiner Prinzipalen in den Vordergrund stellte, die hinter seiner Angelegenheit stünden; in demselben Grade rückte Oberhueber Karg und die bischöflichen

---

[3] Hefele K. J., Konziliengeschichte (Freiburg 1888) Bd. 8, 624; vgl. fc 9 B 3: Maserii Iuris; an Qu 24. 10.93 f 56 f 612; Molitor 2, 534; fc 9 B 4: Responsio facti Jos. de Capuccinis: vgl. Anm. 4 u. den Text zu Anm. 18; Sc an ME fc 6; an Qu 26. 7. 92 f 105; 29. 3. 92 f 166; an SchW 25. 4. 92 f 158.

[4] An SchW u. Qu 25. 4. 92 f 158 f 152/3; Sc an ME fc 6; Bo hatte in, zwischen auf Sc's Rat (an Gr 8. 3. 92 f 173) einen Prokurator angestellt, um den Prozeß fachgemäß leiten zu lassen, nämlich Joseph de Capuccinis, „einen ausgezeichneten Kurialen", ferner die Advokaten Maseri, Sabathini-Stanchi (die Schreibweise dieser Namen ist bei Bo nicht einheitlich). Die zwei letzteren hatten schon bei Errichtung der Kongregation für diese gearbeitet; an Qu 6. 9. 92 f 61; Molitor 2, 485 ff. 486 487; Sabathinis Feder war schon „valde descriptus"; alle 3 Advokaten waren nach Bo nicht besonders berühmt, aber doch den 8 Advokaten der Gegner gewachsen; an SchW 13. 9. 92 f 56; 12. 7. 92 f 108; an Qu 6. 9. 92 f 61; später erhielt Bo außerdem die Hilfe eines gewissen Msgr. Sevaroli, eines „hochberühmten u. wegen seiner Dienste zum Advokaten der Signatura gratiae (vgl. unten) promovierten Mannes"; (an Qu 13. 12. 92 f 8) „dessen Feder" in Rom „fast angebetet" wurde, an Qu 20. 12. 92 f 9; ob auf der Gegenseite wirklich 8 Advokaten arbeiteten, wie Bo wiederholt behauptet, (z. B. an Qu 2. 8. 92 f 93) sei dahingestellt; deren Prozeßschriften tragen nur 4 Namen; Prozeßprokurator Kargs war Silvio de Cavaleri, „solitus hactenus victoriam toties adversariis suis eripere, quoties togatae Palladis arenam fere conscendit" (an Qu 12. 4. 92 f 160); er diente zugleich den Cassinensern als Prokurator secundarius (an Qu 10. 5. 92 f 140—144); Bo, nicht aber die Cassinenser fanden das befremdlich; an Qu 24. 1. 93 f 142/3; die Advokaten Kargs hießen Gabriel Philipucci, Prosper Maresfuschi, A. Jacometti.

Beamten als Urheber des Prozesses vor; gegen sie richtete er seine Zurückweisung, weil sie die Bischöfe in Vorurteilen gegen die bayerischen Benediktiner gefangenhalten[5] würden. Bei Oberhueber war das nicht nur eine Maßregel der Klugheit, sondern wirklich seine tiefinnerste Überzeugung. Diese entsprang bei ihm aus seiner hohen Auffassung von den „Gesalbten des Herrn".

Begünstigt wurde der bayerische Generalprokurator durch einen „glücklichen Fund" verschiedener Prozeßschriften „der Bischöfe Deutschland"; in denen hatten diese vor Errichtung der Kongregation ausführlich ihre Gründe gegen die Kongregation vorgebracht; mit diesen Dokumenten bewaffnet trat Oberhueber am 28. 9. vor Msgr. Altoviti den Gegenbeweis an, daß die Bischöfe vor Gewährung der Exemtion gehört worden seien, „welcher nicht wenig stutzte und sagte: Es wird doch Karg nit mit luegen vor den babsten kommen". Damit mußten die Bischöfe auch nach dem Urteil Altovitis zu streiten aufhören[6].

Der erfahrene Dr. Karg gab sich aber nicht gefangen; er versteifte sich darauf, die Bischöfe seien nicht genügend gehört worden; die Sache sei 1684 vorzeitig abgebrochen worden; das hatte er bereits in einer zu jenem Zeitpunkt noch nicht aus dem Druck erschienenen Schrift des langen und breiten dargelegt. Tatsächlich hatte Innocenz XI. die Errichtung der bayerischen Kongregation vorgenommen, ohne den Abschluß der Verhandlungen von beiden Seiten abzuwarten; freilich war damals die Angelegenheit längst spruchreif gewesen. Bei der hohen Achtung, die Altoviti vor der Partei der deutschen Fürstbischöfe hegte, war ihm Kargs Einwand Anlaß genug, den Prozeß weiterlaufen zu lassen. Gegen „die Bischöfe Deutschlands" reichte jetzt auch der Prokurator der Benediktiner seine Verteidigung ein, um mit dem einen Prozeß alle künftigen Verfolgungen von Seite der Bischöfe abzutun[7].

Verhängnisvoll für Karg wurde, daß Oberhueber auf dessen unbetitelte Abhandlung, die mit den Worten beginnt: „Non impugnatur Congregatio", den Magister S. Palatii, den Bücherzensor in Rom, aufmerksam machte und dieser sie als „dem Apostolischen Stuhl injurios" verbot; Karg wurde nahegelegt, sie zu verbessern und neu aufzulegen[8]. In dieser Schrift hatte

[5] Vgl. Stanchii Juris u. Resp. Juris Maserii Juris fc 6; an Be 22. 3. 92 f 167/8; Denkschrift an den Papst: an SchW 25. 4. 92 f 158; an Be 27. 9. 92 f 40/1; Ag an Leopold 13. 9. 93 fc 11.

[6] An Be 3. 5. 92 f 149/50; Sc an ME fc 6; an Qu u. Gr 25. 4. 92 f 152 bis 155; an Qu 3. 5. 92 f 151; Molitor 2, 488; an Be 3. 5. 92 f 149/50; an Gr, Qu u. SchW 25. 4. 92 f 152—155 f 158.

[7] An Be 3. 5. 92 f 149/50.

[8] Darum und weil Karg den bayerischen Kurfürsten in seiner NiC bloßstellte, ließ Karg (vgl. cp. 3 Anm. 66) die NiC ohne Titel und Angabe

Karg alle seine Gründe gegen die Exemtion zusammengefaßt, und darin mit gallikanischen Sätzen argumentiert[9]. Desgleichen übergab Oberhueber, von Karg unklug herausgefordert, dem Kardinal d'Aguirre, der Mitglied der Indexkongregation war, einige Sätze aus der *Pax religiosa*, „damit sie der Kardinal in der Indexkongregation bekannt mache". Diese Sätze behaupteten, „der Hl. Stuhl hätte keine Gewalt und es wäre gegen das göttliche Recht, die Regularen zu eximieren"[10]. Die Folge war, daß am 5. V. die *Pax religiosa* amtlich verboten und das

---

seiner Autorschaft und mit dem Datum „Regensburg 29. 2. 92" erscheinen; tatsächlich aber gab er sie in Rom am 3. 5. 92 in die Presse der Camera Apostolica; an Qu 10. 5. 92 f 142—144; Sc an ME fc 6: Um Rückdeckung zu haben, wollte Karg die Schrift an einigen Universitäten in Deutschland approbieren lassen. Sie wurde mit Mißbilligung Bo's auch in Tegernsee gedruckt: an Qu 8. 8. 92 f 85; ein Exemplar dieser Auflage bewahrt fc 9; ihre 8 Hauptpunkte, welche alle Einwände der Kongregationspartei vorwegnahmen, wurden von Abt Gr von Scheyern zurückgewiesen (an Be 2. 8. 92 f 83/4); Archivalische Inhaltsangabe zu fc 15 II; diese Schrift nennt sich responsio ad librum autoris anonymi datum Ratisbonae anno 1692 29. 2. et Romae impressum eodem anno, cuius conclusio est, ut in congregatione Benedictino-Bavaricae tollatur superadiecta exemptio. Bo rühmte mehr als diese die Zurückweisung von Msgr. Sevaroli, zu der auch Bo Beiträge lieferte; an SchW 28. 11. 92 f 19; an Qu 22. 11. 92 f 22; 29. 11. 92 f 20; 13. 12. 92 f 8; 20. 12. 92 f 9; an Be 9. 12. 92 f 15/6; sie beginnt: Quamvis non novae Episcoporum querelae: fc 9 n 22; das Exemplar in fc 4 bestätigt die aus Bo's Briefen hervorgehende Autorschaft (an Qu 23. 10. 93 f 614) Sevarolis; dessen Namen ist handschriftlich darauf vermerkt. Damit dürfte die Autorschaft Kargs für die NiC und Sevarolis für die Schrift Quamvis ... soviel wie sicher sein; dies zur Ergänzung der bei Molitor 2, 531 542 Anm. 32 im Inhalt, aber ohne bestimmte Angabe ihrer Verfasser wiedergegebenen Schriften; die neuaufgelegte NiC wurde den Kardinälen der S. C. Deputata, später als Prozeßschrift mit den übrigen von Karg ausgeliefert; an Qu 24. 1. 93 f 143.

[9] Karg arbeitete an seiner N i C in Rom wenigstens seit März; an Qu 15. 3. 92 f 172; 29. 3. 92 f 166; an Be 29. 3. 92 f 164/5; Bo gelangte erst nach vielem Bemühen am 7. 6. durch Kardinal Albani in deren Besitz; 7. 6. 92 f 120; er schickte sie nach Tegernsee; bald darauf bekam er sie auch aus Bayern von Vizekanzler Wämpl; an Qu 11. 10. 92 f 38; Kunde von dieser Schrift hatte Bo schon, seit Karg in Rom an ihr arbeitete (s. Anm. 2), und zwar von seinem Spion („Explorator"); dieser war ein gewisser Herr Prescher, Salzburger Kanonikus u. Konsistorial, Dompropst von Laibach (an Qu 23. 2. 92 f 181/2; 1. 3. 92 f 176), bei dem Bo wohnte; an Qu 3. 5. 92 f 152; 10. 5. 92 f 142—144; 17. 5. 92 f 137/9; Prescher ging bei Karg aus und ein; in vertrauensseliger Plauderei verriet er Bo, was er dabei erfuhr; an Qu 8. 3. 92 f 175; als Prescher im Oktober als Hofmeister für den Nepoten des Salzburger Fürsterzbischofs zu diesem reiste (2. 8. 92 f 93; 18. 10. 92 f 33), sah sich Bo um einen anderen Spion um, den er auch fand (an Qu 17. 1. 93 f 145/6): der „modus agendi per exploratores in ... (sc. damaliger Zeit ...) war Bo sehr wohl bekannt"; an Qu 20. 9. 92 f 46—50.

[10] Nicht Sc übergab diese Sätze, sondern Bo; dieser selbst stellte dies ausdrücklich fest, Kargs (von Roth S. 60 übernommene) irrige Meinung korrigierend; an Qu 17. 5. 92 f 137/8; an Be 10. 5. 92 f 147/8; 3. 5. 92 f 149/50; an Qu 10. 5. 92 f 142—144; vgl. Hilpisch St. Lexikon f. Theologie u. Kirche Bd 1, 151.

Verbot ein Jahr später veröffentlicht wurde; Karg hatte inzwischen die Frist verstreichen lassen, die ihm zur Verbesserung und zum Neudruck dieser Schrift gewährt und verlängert worden war[11]. Nun war Karg den Kardinälen als Häretiker verdächtig; den großen Wunsch seines Lebens, Weihbischof von Bamberg zu werden, mußte er damit vorläufig begraben; aber auch seine Hoffnung, als Weihbischof noch mehr Rücksicht an der Kurie zu finden[12], war gescheitert.

2. Die beiden Prozeßgegner und die vorläufige Entscheidung.

Trotz seiner Teilerfolge gab sich Oberhueber keiner vorschnellen Siegesgewißheit hin: „... glauben Sie (sc. P. Qu. Milon) es mir, der ich ja nit auhs lehren sakh heraus rede, daß, um seine reputation zu erhalten und die erworbene glorie in Deutschland, er (Karg) ganz gulden berg wird movieren, ut parturientes montes effudant ridiculum murem; nit also; sondern, daß er auf alle weihs wider uns victorisiere". „Unsere Aktion", fügt Bonaventura dem später erklärend hinzu, „wird bei allen, welche das Ansehen (impegno) so großer Fürsten und des Kaisers selbst kennen ..., hier mehr Aufsehen machen, wie die Zuaven, welche hier an der Kurie verkehren ...; unsere Gegner werden jetzt das Äußerste versuchen; denn jetzt geht es nicht mehr um ihre Iurisdiktion und unsere Exemtion, sondern mehr noch um deren Ansehen und ihre verlorene Würde, weil diese Sache allgemeines Aufsehen erregt. Bedenket nur, daß ein Fürst lieber ein Land und (sein) Recht verliert, als das Mindeste seiner Reputation[13]."

Karg ließ es sich nicht verdrießen, wie am Anfang seines Unternehmens, so auch jetzt „Hilfstruppen in Deutschland zu sammeln"; d. h. er suchte dort bei Patronen Rückhalt und Schutz, um über den toten Punkt hinwegzukommen. Der Prokurator der bayerischen Benediktiner hingegen unternahm

---

[11] In der Indexkongregation vom 10. 2. 93 war das Verbot der Pax erneuert worden: ? (Rom) an ? 14. 2. 92 f 490; Molitor (2, 548) schreibt ungenau 10. 2. 92; an Qu u. Be 9. 5. 93 f 92—94; diese Daten sprechen eindeutig gegen Schultes Angabe in der ADB, der Kargs Pax am 21. 4. 90 indiziert werden läßt; an Be 10. 5. 92 f 147/8; die Vorgeschichte der Pax bei Molitor 2, 537 Anm. 17; Sc hatte schon im Auftrag Ferdinand Marias das Buch des damaligen Münchner Geistlichen Rates Karg vor der Indizierung bewahrt; Sc an ME fc 6.

[12] An Sch 5. 7. 92 f 114/5; an Qu 4. 10. 92 f 39; Roth S. 69; an Be 30. 8. 92 f 70; an Be 9. 8. 92 f 92—94; zur Indizierung der Pax und um Kargs Beförderung zum Weihbischof zu verhindern, arbeiteten auch die Prokuratoren einiger anderer deutscher Ordensprovinzen zusammen; Molitor 2, 535 Anm. 16; 536 Anm. 17. Auch in Bamberg stieß Kargs Lieblingswunsch auf Schwierigkeiten: Roth S. 69/72; an Qu 9. 8. 92 f 85—7; an SchW 13. 9. 92 f 56; vgl. Fink S. 56; an Be 15. 7. 92 f 105.

[13] An Qu 20. 9. 92 f 46—50; an Qu 31. 5. 92 f 122—5.

es, Karg wie in Rom, so auch beim Kaiser, beim bayerischen und auch beim kölnischen Kurfürsten übel anzuschreiben, weil er dem kaiserlichen Kardinal d'Aguirre Parteilichkeit nachsage und dadurch zum Rücktritt aus der S. C. Deput. veranlaßt habe; damit, so folgerte Oberhueber, sei Karg dem Ansehen des Kaisers nahegetreten, dem bayerischen Kurfürsten aber in seiner „Non impugnatur Congregatio"; den kölnischen Kurfürsten ferner halte Karg durch falsche Informationen zum besten (vgl. cp. 3 Anm. 67)[14].

Um die erlittene Schlappe „durch die Zeit heilen" zu lassen, hielt Karg die Gegenpartei möglichst lange in Rechtsunsicherheit; ein Nebenzweck dessen war für Karg, damit er, wie Bonaventura richtig ausspürte, inzwischen „auhs dem beitl seiner Prinzipalen spesieren, (und) die Verbesserung seiner Pax religiosa" vornehmen könne[15]. Den Prozeß vorwärts zu treiben, zeigte Karg wenig Lust, auch, als am 24. 5. die Kardinäle der S. C. Deput. ergänzt worden waren und Kardinal Carpegna, ehedem der „Ponens" (Referent) dieser Kongregation und darum der bestinformierte Kardinal, nach seinem Urlaub Ende Juni in Rom eingetroffen war. So meinte Oberhueber aus der abwartenden Stellung des Angeklagten herausgehen zu sollen, „um (sc. seinen Obern) zu zeigen, daß (er seinerseits) alles tue"[16]. Er lud Karg immer wieder durch sog. Zitationen feierlich vor; das verursachte dem Prokurator viele, aber bis zum 17. 12. vergebliche Kosten. Jedesmal nämlich wurde Karg Verschiebung zugebilligt; er begründete jeweils seine Bitte damit, er sei mit seinen Prozeßschriften noch nicht fertig und erwarte weiteres Material hiezu aus Deutschland[17]. Und

[14] An Qu 20. 9. 92 f 46—50; 10. 1. 93 f 144; vgl. cp. 3, 1; Molitor 2, 539 540 Anm. 27; Karg wollte selbst in Wien Schutzbriefe betreiben; an Qu 2. 8. 92 f 93; 6. 9. 92 f 67/8; Msgr. Emerix riet ihm ab, damit er die Verbesserung seiner Pax um so eher fertig stelle; an Qu 20. 9. 92 f 46—50; Roth S. 63.

[15] „Denn nach Beendigung unserer Sache (fügt Bo hinzu) hat er (Karg) hier keine Farbe mehr anzustreichen"; an SchW 13. 9. 92 f 55—58; 12. 7. 92 f 107; an Qu 2. 8. 92 f 93; 9. 8. 92 f 85—7; 18. 10. 92 f 41/2; an Be 23. 8. 92 f 75; vgl. cp. 3 Anm. 69.

[16] An Qu 12. 9. 92 f 41/2; an Be 23. 8. 92 f 75; an Qu 24. 5. 92 f 133/4; an Qu 17. 5. 92 f 137—9; an SchW 13. 12. 92 f 37.

[17] An Qu 20. 12. 92 f 9: der Papst selbst mußte eingreifen, damit es am 20. 12. 92 zur Zitation kommen konnte; an Be 9. 12. 92 f 15/6 f 614; verschoben wurde sie am 14. 7. (an Be 19. 7. 92 f 106; Molitor 2, 536), am 28. 7. (an Be 2. 8. 92 f 94/5), am 8. 8. (an Be 9. 8. 92 f 88/9); humorvoll und ingrimmig zugleich will Bo diese Rechnungen am Altare des hl. Benedikt aufhängen und dem Heiligen die Vergeltung überlassen; an SchW 13. 12. 92 f 37. Auch als der Papst gegen seine Gewohnheit auf Bitte Sc's von sich aus (f 614; an Be 16. 8. 92 f 80/1; 30. 8. 92 f 69; 23. 8. 92 f 74; 6. 9. 92 f 61) die Sitzung der Kardinäle für 15. 9. angesetzt hatte, machte Goes seinen Einfluß für Karg erfolgreich geltend und später ebenso am 8. 12.; an Be 9. 12. 92 f 16. Zur Klarstellung von Molitors (2, 538) Angaben

vor Vollendung der Prozeßschriften beider Parteien konnten und wollten die Kardinäle nicht zusammentreten, beraten oder entscheiden. Bei der Zitation tauschten nämlich nach dem in Rom üblichen Prozeßverfahren die Parteien ihre Prozeßschriften, die „positiones iuris" et „-facti" gegenseitig aus und vereinbarten einen Termin, bis zu dem beide Seiten ihre „responsiones iuris" et „-facti" von ihren Advokaten ausarbeiten ließen und sie den Kardinälen der S. C. Deput. überreicht und diese außerdem mündlich informiert haben mußten. Darauf hatte man sich auf einen weiteren Tag zu einigen, an dem die Sitzung der Kardinäle stattfinden sollte. Diese anzusetzen war besonders schwer, weil die Kardinäle durch andere Sitzungen und durch Konsistorien vielfach verhindert wurden. Hätten zudem die Kardinäle ohne Kargs Prozeßschriften entschieden, „dann hatten die Bischöfe neuen Anlaß zu klagen, sie seien auch diesmal nicht genügend gehört worden"[18].

Die Gründe für und gegen die Exemtion in der Prozeßschrift interessieren im einzelnen nicht. Die Argumente der bischöflichen Partei waren in Rom längst bekannt und konnten keinerlei Eindruck machen. Sie laufen mehr oder weniger auf den oben erwähnten Rechtsgrundsatz des Lateranense V. sessio 10 cp. 6 hinaus; danach wurden zur Gültigkeit der Exemtion hinreichende Begründung und Berücksichtigung der Rechte der Ortsbischöfe erfordert. Die Errichtungsbulle der Kongregation war zwar von dieser Bestimmung des Lateranense ausdrücklich ausgenommen worden; oder vielmehr es war dadurch nach den vorangegangenen, mehr als reiflichen Erwägungen und Erörterungen für und gegen die Kongregation im Sinne des Laterankonzils, die Berufung darauf unmöglich gemacht und darum den Gegnern der Exemtion verboten worden, um die „aperitio oris" zu bitten[19]. Dementsprechend betonte die Kon-

sei erwähnt, daß am 10. 9. die Sitzung der Kardinäle vom 15. 9. abgesagt wurde; es handelte sich also nicht wie Molitor meint um 2 Verschiebungen; an SchW 13. 9. 92 f 55—58; die Verschiebung gelang auch deshalb, weil Karg zu jener Zeit einen Schutzbrief des Kaisers vorweisen konnte; an Qu 26. 9. 92 f 42; weitere Zitationen erfolgten am 20. 10. (?) (an Qu 20. 9. 92 f 53/4), am 2. oder 4. 11. (Molitor 2, 540 Anm. 27), am 15. 11. (an Qu 1. 11. 92 f 27; 22. 11. 92 f 22).

[18] Nachdem Karg seine Schriften fertig hatte, begann derselbe Tanz mit den Verschiebungen der Sitzung der Kardinäle, anfangs Dezember fast von Tag zu Tag (an SchW 28. 11. 92 f 19; Molitor 2, 540 Anm. 27; an Be 9. 12. 92 f 15/6;) auch am 7. 12.; zu diesem Termin hatte Bo wie zum 15. 9. die Kardinäle schriftlich und mündlich informieren lassen. fc 9; an Be 19. 7. 92 f 106; 23. 8. 92 f 74; an Sch 12. 7. 92 f 108; an SchW 13. 12. 92 f 37; an Be 27. 6. 93 f 73.

[19] An Be 16. 8. 92 f 80; die Prozeßschriften der Gegner liegen in fc 4 f 533 ff.; jene der Kongregation außerdem in fc 9; Bo erwähnt weitere nicht mehr im Druck erschienene Schriften: an Qu 24. 10. 93 f 614; vgl. Hefele K. J., Konziliengeschichte Bd. 8, Freiburg 1887, 622 624 694;

gregationspartei, die Exemtion sei schon längst gewährt, und die Angelegenheit sei bereits vor 8 Jahren erledigt worden; wenn auch die Exemtion aus reiner Gnade zugestanden worden sei, so sei es nach Erledigung der Angelegenheit Sache der Gerechtigkeit und des Ansehens des Heiligen Stuhles, an die Errichtungsbulle nicht rühren zu lassen. Um dennoch einer „aperitio oris" näher zu kommen, drängte die bischöfliche Partei, ihre Gründe seien so schwerwiegend, daß der Papst nach Vernehmung der Bischöfe nicht bloß das „os, sondern os et stomachum" öffnen werde[20].

Ein wichtiger Vorstoß, um die „aperitio oris" trotz aller Klauseln der Errichtungsbulle zu erreichen, war Kargs Memoriale vom 27. 12.; dies überreichte er als Geheimrat der Kurfürsten von Bayern und Köln und als Mandatar der Bayerischen Bischöfe; ausnahmsweise hatte er alle seine Titel daruntergesetzt. Das Material zu dieser Denkschrift hatte ihm P. Ulrich Staudigl geliefert. Darin trat Karg in 60 Nummern ausführlicher, als sein Prokurator Cavaleri es in seiner Abhandlung vom August getan hatte, den Tatsachenbeweis dafür an, daß die Exemtion den bayerischen Benediktinerklöstern nicht zur monastischen Festigung, sondern zum Verfall gereiche. Wenn sich das nämlich wirklich so verhielt, dann war das Privileg der Exemtion gegen die lateranensische Bestimmung und auch gegen die Errichtungsbulle. Diese hatte durch die Exemtion eine bessere klösterliche Disziplin gewährleisten wollen. Dieses Memoriale wurde denn auch wichtig für die Prozeßentscheidung der Kardinäle[21], da diese daran anknüpften.

---

vgl. NiC fc 9 Rubr. 15 u. fc 6 f 498 ff. 536 ff.; Molitor 465—538; Capuccinis resp. facti: fc9 B 4; Stanchis responsio facti: fc 9; Maserii iuris: fc 9 B 3; vgl. Molitor 2, 465 ff. 512; an SchW 3. 1. 93 f 150; Marefuschis iuris: fc 9 n 20C; vgl. Stanchis resp. iuris: fc 9 n 22.

[20] Capuc.' Resp. facti fc 9 B 4; NiC n 5 fc 9; Maref. iur.: fc 9 n 20C; vgl. Molitor 2, 538.

[21] An SchW 3. 1. 93 f 150; Molitor 2, 537; an Be 13. 6. 93 f 82/3; an Qu 31. 1. 93 f 138; an Qu 10. 1. 93 f 144; an Be 21. 2. 93 f 127/8; an Be 4. 7. 93 f 69/70; f 518/9; unter Ulrichs Angaben spielte Sc's Brevenüberforderung eine große Rolle; vgl. cp. 2, 2; Fink S. 49; Molitor 2, 539—544; einzelne Punkte aus Ulrichs verräterischen Briefen macht Bo namhaft an Qu 24. 1. 93 f 142/3; hier zitiert Bo wörtlich daraus; an Qu 7. 2. 93 f 135; 7. 3. 93 f 120/1: Bo kann sich die bissige Bemerkung nicht versagen: „Es wird Ulrich selbige Inful (sc. von Weltenburg, dessen Abt wegen seines geringen Klosteralters von Ulrich und von Karg beanstandet wurde) im Kopf umgegangen sein." Vgl. cp. 1 Anm. 9. Die Punkte in Kargs Memoriale stimmen weitgehend mit dem Inhalt der Anklageschriften überein, die Augsburg am 29. 11. an Kardinal Marescotti abgehen ließ; der Verdacht der Urheberschaft muß auf Ulrich fallen, besonders im Zusammenhalt mit den Andeutungen im Briefe Bo's an Va 25. 4. 93 f 97/8 und an Qu 25. 4. 93 f 105/6, die dergleichen voraussetzen; vgl. auch S. 81; Karg hatte den Inhalt seines Memoriale vom 27. 12. am selben Tag dem Papst bei seiner Audienz mündlich referiert. Bei Molitor 2, 544 wird zu wenig her-

Die Prozeßschriften beider Seiten jagten einander bis wenige Stunden vor der Sitzung der S. C. Deputata. Oberhueber lief sich buchstäblich die Füße wund, so daß er danach einige Tage das Bett hüten mußte. Beide Parteien beriefen sich auf Empfehlungen des Kaisers und des bayerischen Kurfürsten[22].

Endlich, nach weiteren Verschiebungen, traten die Kardinäle, fast ein Jahr nach Prozeßbeginn, zur Sitzung in der Sache der Bischöfe Deutschlands gegen die bayerischen Benediktiner am 2. 1. 93 im Palast des Kardinals Cybo zusammen. Sie sollte auch die letzte sein. Das Ergebnis war: Auf Grund des wohlerwogenen Beschlusses (sc. der S. C. Deputata) können die Bischöfe nicht gehört werden, außer der Papst gibt vorher Auftrag zur Erlaubnis, daß den Bischöfen „der Mund geöffnet werde". Über die Erlaubnis zu dieser Kommission kann nicht verhandelt werden, so lange man nicht vorher Information hat, ob die in der Kongregation vereinigten Klöster seit deren Errichtung in geistlicher und materieller Hinsicht Nutzen oder Schaden erfuhren. — Den Gegnern der Exemtion war also die „aperitio oris" nach wie vor versagt, allerdings nicht endgültig. Der Rechtsbesitz der Benediktiner, die Exemtion, blieb unangetastet. Aber ihr Ziel hatten auch die Mönche nicht erreicht; sie hatten von Anfang an darauf hingearbeitet, daß der Papst den Bischöfen ein für allemal ewiges Schweigen, nicht bloß gegen die Bulle selbst, sondern gegen alle Anfechtungen der Exemtion auferlege. Die Bischöfe hatten sogar einen Teilerfolg davongetragen, nämlich die Möglichkeit, zur „aperitio oris" zu gelangen, und die Kurie schien sie ihnen nahezulegen, freilich auf einem umständlichen Weg, der im Sande verlaufen mußte. Die Kurie war auf diese Weise den Benediktinern und den Bischöfen, der guten Sache und dem Ansehen der Person zugleich gerecht geworden. Darum aber konnte das Dekret keine eigentliche Entscheidung, sondern nur ein Kompromiß sein"[23].

---

vorgehoben, daß Kargs Memoriale und die Bestimmung des Lateranense V. und erst in deren Gefolge die Exemtionsbulle auf die Prozeßentscheidung v. 2. 1. 93 großen Einfluß hatten.

[22] An SchW 3. 1. 93 f 151; Molitor 2, 543; an Qu 20. 12. 92 f 7/9; an Qu 15. 11. 92 f 23; f 614; an Qu 22. 11. 92 f 22; an SchW 29. 11. 92 f 19; 13. 12. 92 f 37 vgl. S. 60.

[23] An SchW 13. 12. 92 f 37; dem Kardinal Albani war es zu verdanken, daß die Sitzung stattfand, obwohl die Kardinäle vormittags schon einem Konsistorium hatten beiwohnen müssen: an SchW 3. 1. 93 f 150; auch Sc hatte sich darum bemüht. Norfolk erschien trotz seines Podagras: an Be 3. 1. 93 f 152/3; vgl. Molitor 2, 543; an Qu 22. 11. 92 f 22; Norfolk äußerte sich den Zumutungen Kargs gegenüber humorvoll mit einem Wortspiel (os=Mund bzw. Bein: „sive ossa, sive carnem petant, nihil innovetur" an SchW 23. 12. 93 f 19 an Be 22. 3. 92 f 167/8; 26. 7. 92 f 96/7; 9. 8. 92 f 88/9; an SchW 25. 4. 92 f 158; an Qu 9. 8. 92 f 85—7; wiesen die verlangten und eingeholten Informationen Mängel innerhalb der Kongregation auf, so mußten die Bischöfe an die *Signatura gratiae* rekurrieren, deren Sitzungen aber nach

3. P. B. Oberhueber und der 2. Prozeß.

Am selben 2. 1. dekretierten die Kardinäle der S. C. Deputata, der Wiener Nuntius solle durch geheime Information oder durch öffentliche Visitation eine außergerichtliche, aber genaue Untersuchung bei den bayerischen Benediktinern anstellen. Es solle erforscht werden, ob der Zweck der Exemtion in der bayerischen Kongregation für Gottesdienst, für Beobachtung der klösterlichen Disziplin und für die zeitliche Verwaltung erreicht worden sei. Es war das die notwendige Folge von Kargs Memoriale vom 27. 12. 92. Dies hatte um die kanonische Untersuchung gebeten. In der Tat ergab sich das Ersuchen Kargs gemäß den eben erwähnten Bestimmungen des Lateranense V. und gemäß der Absicht der Exemtionsbulle als folgerichtiger Schluß aus dem, was Karg gegen den Nutzen der Exemtion vorgetragen hatte. Die Kurie mußte jetzt pflichtgemäß nach dem Rechten sehen. Karg selbst reiste am Tage, nachdem dieses Dekret durch Msgr. Altoviti nach Wien expediert worden war, am 25. 1. zum Wiener Nuntius, dessen Freund zu sein er sich rühmte[24].

In Tegernsee liefen nach dem 2. 1. 93 Glückwunschschreiben der Kardinäle der S. C. Deputata ein, von Kardinal d'Aguirre und Kardinal Cantelmi, dem Vorgänger des derzeitigen Nuntius in Luzern, damals Kardinal-Erzbischof von Neapel, ferner von den Fürstäbten von St. Gallen, von Einsiedeln und von Kempten; der Abtpräses ließ sich trotzdem nicht darüber hinwegtäuschen, daß ein zweiter, ebenso gefährlicher Prozeß begonnen hatte. Er machte dafür Scarlatti verantwortlich und das mit Recht. Denn dieser selbst schrieb sich, und Bonaventura bestätigte das, das Verdienst zu, diese für den bayerischen Kurfürsten, als Protektor der bayerischen Benediktiner ehrenvolle

---

Bo „sozusagen alle 100 Jahre stattfanden"; verdienten sie nach Befinden der *Signatura* die „aperitio oris", so mußte die S. C. Deputata die Sache nochmal überprüfen; war diese gleicher Meinung, so wurde die Sache an den päpstlichen Gerichtshof weitergegeben; die Arbeitsweise der Rota aber war für die Kongregation beruhigend langsam; Bo führt als Beispiel den Prozeß des Passauer Bischofstuhles gegen den Salzburger an, der bereits 400 Jahre anhängig sei; Fink S. 50; an Qu 3. 10. 93 f 32; Sf an Bo 26. 1. 93 f 438.

[24] Molitor 2, 543; an Be 21. 2. 93 f 135 f 429 f 609; 31. 1. 93 f 139/40; der Auftrag Altovitis an den NW f 429 ist zwar vom 2. 1. 93 datiert, wurde aber, was zur Klarstellung von Molitor 2, 546 Anm. 45 u. 552 Anm. 69 erwähnt sei, nicht an diesem Tag, sondern am 24. 1. nach Wien geschickt; Memoriale Bo's an d. S. C. Deputata f 609 (Kopie); an Qu 31. 1. 93 f 138; Molitor 2, 545; der NW, Msgr. Sebastiano Antonio Tanara, war schon als Nuntius in Brüssel, Köln und Lissabon gewesen; Pastor 14, 1144; in Köln hatte ihn Karg jedenfalls kennengelernt; dieser wünschte schon im Juni, der NW solle den Kaiser in seinem Sinn bearbeiten: Regensburg an Freising Juni 1692 fc 9; die Einwendungen, die Karg gegen den für die Kongregation zuständigen NL machte, s. bei Molitor 2, 544 Anm. 37.

Formulierung des Dekrets vom 2. 1. 93 bewirkt zu haben. Freilich konnte Oberhueber zu Scarlattis Entlastung daran erinnern, daß für die „neue Aktion" Staudigl mit verantwortlich zu machen war; dessen Briefe waren letzten Endes der Anlaß. Denn darauf beruhten Kargs Angaben. Diese mußten zum Erweis der gerechten Sache untersucht werden. Trotz dieses zweifelhaften Erfolges der bayerischen Benediktiner, wunderten sich viele in Rom darüber. Zweifellos hatte Bonaventuras Wachsamkeit wesentlich dazu beigetragen; ihm war kein Schritt des Gegners entgangen, keine Mühe, diesem zuvorzukommen, war ihm zu groß gewesen. Daß die Information unter diesen Umständen nicht zu umgehen war, das sah man aber in Tegernsee erst ein, als es zu spät war[25].

Oberhueber bemühte sich, die Unvermeidlichkeit der Untersuchung seinen Obern darzutun; wenig überzeugen konnten zwar seine Trostgründe, nämlich, die Untersuchung zwinge heilsam zu Gewissenhaftigkeit, zu Beobachtung der Ordenszucht; anderseits lasse sie die kongregierten Klöster als helleuchtendes Beispiel für die nicht kongregierten erstrahlen, das diese in die Kongregation ziehen werde; über die große Gefahr möge hinwegtrösten, daß man beweisen könne, wirklich vorhandene Defekte stammten nicht aus der Exemtion; solche würden außerdem durch umfangreiche disziplinäre Verbesserungen reichlich aufgewogen. Der lebenserfahrene Abtpräses hatte aber Grund genug, eine Information zu fürchten[26].

Alsbald nach der am 2. 1. 93 neu geschaffenen Sachlage wies der Prokurator der Benediktiner den für die Kongregation zu begehenden Weg, wobei ihm Scarlatti sekundierte. Die Information solle man nicht dem Gegner allein überlassen; vielmehr solle man selbst und durch Patrone beim Wiener Nuntius und beim Kaiser vorbauen lassen; Bonaventura wies auf den in Wien weilenden kaiserlichen Hofrat und Abt Otto von Banz, den späteren Fürstbischof von Gurk; ferner auf P. Karl Schmolhard aus St. Lambrecht in Steiermark, der beim Wiener Nuntius als Prokurator arbeitete, und auf den immer noch in Wien anwesenden Schmidt; des bayerischen Kurfürsten, Scarlattis und

[25] Holl S. 238; f 434 438/9; fc 9: Thesaurus absconditus (Kopien der Glückwunschschreiben); fc 10/1; an Be 21. 2. 93 f 127/8; Molitor 2, 544 Anm. 34; an Be 3. 1. 93 f 152/3; an Qu 7. 2. 93 f 135; an SchW 3. 1. 93 f 152/3; vgl. Elisäei, Sc's Sekretär, an Qu 3. 1. 93 f 154; an Qu 14. 3. 93 f 118/9: Bo erwehrt sich der ständigen Einwendungen gegen die kanonische Visitation: „Lasse man doch in Gottes Namen die Information durch den Nuntius geschehen, damit wir keinen Vorwurf hören müssen, als wollten wir sie verhindern und als fühlten wir uns schuldig."

[26] An Be 10. 1. 93 f 147/8; 21. 2. 93 f 127/8; 13. 6. 93 f 82/3; 4. 7. 93 f 69/70; an Qu und Va 13. 6. 93 f 80/1; an Qu 10. 10. 93 f 30; an SchW 3. 1. 93 f 150; an Qu 3. 10. 93 f 33; an Be 31. 1. 93 f 139/40.

Prielmayers Fürsprache möge man sich durch Dankschreiben für die bisherigen Gunstbezeigungen für die Zukunft sichern: „Denn wenn wir schon den Schild der Wahrheit haben", bemerkte der Prokurator, alle Einwendungen vorwegnehmend, „so müssen wir doch auch Beistand haben, weil am Wiener Hof so viele sollicitatores und Fürsprecher der Gegner arbeiten" (vgl. S. 64). Dann war der Luzerner Nuntius und Oberhueber selbst genau zu unterrichten und durch sie die Kardinäle der S. C. Deputata. Für diesen vielseitigen Zweck riet Bonaventura und Scarlatti, die Kongregation möge von sich aus ein Informationsinstrument anfertigen und verschicken und darin durch Zeugnisse Außenstehender den guten geistlichen und materiellen Stand der Kongregationsklöster dokumentieren. Die heikelste Aufgabe aber war die des Abtpräses, auf gute Statutenbeobachtung zu dringen, Dispensen nur mit Genehmigung Roms zu erteilen und über die genaue Führung der Verwaltungsbücher in den Klöstern zu wachen[27]. Das Maß an Sorge und Arbeit, mit dem der Abtpräses Bernhard von Tegernsee den Anregungen Oberhuebers unverzüglich nachkam, um, wie dieser meinte, „die Meinung . . . von uns . . . Deutschen in Italien . . . zunichte zu machen, wir seien bei allem Handeln langsam", lassen die Akten im Münchner Kreisarchiv ermessen. P. Quirin bereiste als Kongregationssekretär alle Klöster und ließ von deren Oberen acht Punkte bestätigen; diese beurkundeten, die Disziplin werde in den wesentlichen Punkten beobachtet. Nur P. Ulrich Staudigl als Prior in Andechs glaubte vermerken zu müssen: „Wir bezeugen, daß oben genannte Punkte bei uns verifiziert werden, den einen oder andern ausgenommen"; damit zeugte er aber nur gegen seine eigene Amtsführung; denn er war als Prior nur über die Disziplin in seinem Kloster verantwortlich. Am 12. 2. konnte das vom Kongregationssekretär ausgestellte Attest bereits dem Wiener Nuntius geschickt werden; der Prokurator in Rom erhielt es, nachdem es von P. Quirin in seiner Eigenschaft als Kongregationssekretär und Protonotarius Apostolicus authentifiziert und um weitere, von Bonaventura und Scarlatti erfragte Angaben vermehrt worden war; Quirins Instrument wurde von

[27] An Be 3. 1. 93 f 152/3 vgl. Molitor 2, 548; an Be 10. 1. 93 f 147/8; unter demselben 10. 1. informiert Sc den NW, dem er Informationspunkte unterbreitet; Sc an NW 10. 1. 93: Annales 1693 S. 99; an Va 13. 12. 92 f 10; SchW an Be 14. 2. 93 f 488/91; 8. 2. 93 f 493/4; Va an Be 1. 2. 93 (Kopie) fc 56; Sch weilte als geheimer Kabinettssekretär der Kaisertochter und bayerischen Kurfürstin Maria Antonia wiederholt in Wien; an Qu Mai 92 f 65; an SchW 6. 9. 93 f 55—58; an Qu 8. 8. 93 f 53; an Qu 4. 4. 93 f 110; der NW verdankte nach Bo diese seine Stellung vor allem Sc; an Be 13. 6. 93 f 82/3; an Be 21. 3. 93 f 114/5; an Qu 7. 2. 93 f 135; an Be 7. 3. 93 f 123/4; damals bestand Sc selbst darauf, daß die Kongregationsausgaben von 1680—86 genau zusammengestellt würden; vgl. cp. 2, 2.

den Kardinälen ob seiner Brauchbarkeit allgemein gelobt[28]. — Bonaventura selbst warb erst recht eifrig um Patrone[29].

Alle Anstrengungen der Kongregation und jene ihres eifrigen Vertreters, des P. Karl Schmolhard beim Wiener Nuntius, sowie die Fürsprache des Kardinals d'Aguirre zeitigten nichts als Entschuldigungen des Nuntius; dieser gab vor, den Schwierigkeiten, die der Einholung der Information entgegenstünden, nicht gewachsen zu sein. Er unterbreitete lediglich der S. C. Deput. Vorschläge, die er von Scarlatti, den Benediktinern und von Karg entgegengenommen hatte[30]. Dem Wiener Nuntius war es darum zu tun, den Informationsauftrag von sich abzuwälzen, um weder beim bayerischen Kurfürsten noch bei den Bischöfen anzustoßen. Einschüchternd auf ihn wirkte, daß der bayerische Kurfürst inzwischen den ihm, dem Nuntius, von Karg eingegebenen Plan verwarf, eine außerordentliche Visitationsreise zur Einholung der Information vorzunehmen[31]. Diesbezüglich hatte nämlich der Abtpräses vom bayerischen

[28] An Be 3. 1. 93 f 152/3; fc 1 u. 4 (Kopien der Instrumente); MHAKL Scheyern n 204; vgl. fc 56 II; Be an Sc und NW: an Qu 7. 2. 93 f 135; Be an Ca: Ca an Be 31. 1. 93 f 440; vgl. Molitor 2, 546 Anm. 45; Be an NW 20. 1. 93 f 436; 2. 4. 93 f 566; Be an No 14. 3. 93 f 538; vgl. an Be 14. 2. 93 f 130; 4. 4. 93 f 108/9; an Be 21. 2. 93 f 126; 7. 3. 93 f 123; die Bevollmächtigung Qu's durch Be ist unterm 4. 2. 93 ausgestellt: f 450; das Instrument lag am 8. 2. fertig vor: f 451—455 f 606: „es wurde darin bestätigt, daß die Visitationen ordnungsgemäß und billig durchgeführt wurden, daß dabei besonders auf Statutenbeobachtung und Disziplin gesehen werde, es werden das Communstudium u. -Noviziat, die geistliche Lesung, Jahresexerzitien, Profeßerneuerung am Schutzengelfest, allmonatliche Rekollektion, das Regelfasten als neu eingeführt bezeugt, ferner daß alles Taschengeld abgeschafft worden sei, die Mönche zu Beginn jeder Fastenzeit eine genaue Aufstellung der ihnen zum Gebrauch überlassenen Bücher, Kleider usw. abliefern; vgl. Molitor 2, 547/8; an Qu 11. 4. 93 f 105/6; an Be 7. 2. 93 f 133/4; vgl. f 605/6 Kopie; Fink S. 98; Erectio S. 39; Be an NW 12. 2. 93 f 484—487; Sc an Be 7. 2. 93 f 448/9; an Qu 7. 3. 93 f 120/1; einen Protokollauszug der vier gefeierten Generalkap. hatte Bo schon früher erhalten: an Be und Qu 9. 8. 92 f 85—88.

[29] Bo schrieb an Otto von Banz: an Be 10. 1. 93 f 147/8; an Ca u. Ca an Bo 24. 1. 93 f 347; an Co: an Qu 7. 2. 93 f 135.

[30] NW an S. C. Deputata 14. 2. 93; 18. 4. 93 f 472—479; an Qu 7. 3. 93 f 120/1; an Va 2. 5. 93 f 94/5; vgl. Molitors diesbezügliche Darstellung 2, 547—549 ist hier etwas zersplittert; NW an Sc, Kopie ohne Datum f 582; NW an Ag: an Qu 18. 7. 93 f 65/6; NW an Be 15. 4. 93 fc 1 n 7 Kopie; Schm schrieb fast jeden zweiten Tag an Be: f 491—575; Bo bekam diese Korrespondenz zugeschickt, um über die Informationsangelegenheit in Wien auf dem laufenden zu bleiben (an Be 14. 3. 93 f 116/7; 12. 3. 93 f 114/5; 4. 4. 93 f 108/9); sie spricht gegen Fink S. 51,welcher sich mit Unrecht Köllmayrs Meinung zu eigen macht; derzufolge sollte Schm die Information in Wien nicht beschleunigen, sondern im Gegenteil hinauszögern: Ag an NW 6. 6. 93 Kopie Bo's f 578.

[31] Roth S. 64; vgl. Inhaltsangabe von fc 56 II; an Qu 13. 6. 93 f 81; an Va 2. 5. 93 f 94/5; Schm an Be 25. 3. 93 f 547—549; Memoriale Bo's an S. C. Deputata f 518/9.

Kurfürsten und dieser vom Geistlichen Rat ein Gutachten eingeholt; dieses ging dahin, Max Emanuel dürfe seine kirchlichen Hoheitsrechte in seinen Landen durch keinen ausländischen, auch keinen römischen Prälaten beeinträchtigen lassen; auch ein solcher müsse sich mindestens von einem kurfürstlichen Kommissär begleiten lassen[32].

Der Einfluß Kargs beim Wiener Nuntius darf auch deshalb nicht überschätzt werden, weil er bei diesem in Wien erst an Ostern eintraf; Karg mußte sich vorher erst durch eine Badekur von seiner Erkältung erholen, die er sich auf der Reise von Rom nach Wien zugezogen; inzwischen aber hatte der bayerische Kurfürst endlich Kargs Feindseligkeiten gegen die bayerischen Benediktiner ernstlich mißbilligt. Karg tischte dem Nuntius Scarlattis Brevenüberforderung auf, ließ sich von P. Ulrich 11 Fragepunkte beantworten und ward beim Kaiser im Mai über die großen materiellen Nachteile der Exemtion vorstellig[33]. Dieser ließ sich auf ihn nicht viel ein mit Rücksicht auf die amtliche Erklärung des bayerischen Kurfürsten gegen Karg. Dann fühlte sich der Kaiser einigermaßen gebunden durch sein Versprechen, das er dem St. Galler Fürstabt Sfondrati gegeben hatte, er werde in keiner Weise etwas Nachteiliges gegen die bayerischen Benediktiner zulassen. Karg dürfte bald die Aussichtslosigkeit seiner Sache eingesehen haben. Ende Juni gibt Vacchiery nach Tegernsee über Karg die Meldung: „Euer Herzchen ist von Wien nach München gekommen"; hier und in Freising „auf hoher Warte" lauere Karg im Hinterhalt auf die Kongregation, um die Benediktiner ständig in Atem zu halten[34].

Karg trat so unvermutet vom Schauplatz ab; der Prozeß war aber damit nicht beendet. Jetzt bestand die Kongregationspartei auf dessen Weiterführung. Einem Ende aber konnte der Prokurator der Benediktiner zunächst nicht näher kommen;

---

[32] Vgl. Riezler 4, 559; Stöckle S. 123; Be an ME 12. 2. 93: an Be 21. 2. 93 f 126/7; Molitor 2, 547 549; Sc an ME 3. 1. 93 f 430, Kopie von Sc's Sekretär; an Be 7. 2. 93 f 126; NW an S. C. Deputata 18. 4. 93 f 472 bis 479; der Geistliche Rat an ME 25. 3. 93 f 550/1.

[33] NL an S. C. Deputata 18. 4. 93 f 472—479; vgl. Schm an Be 28. 2. 93 f 517; vgl. Molitor 2, 545—547; an Qu 18. 4. 93 f 103/4; vgl. Banz an Be 12. 5. 93 f 567; ME an Stoiberer (Wien) 27. 2. 93 Auszug f 482 f 509 bis 511; an Qu und Be 21. 3. 93 f 113—115; an Qu 28. 3. 93 f 111; an Va 2. 5. 93 f 94/5; 13. 6. 93 f 80; zu Staudigls Bericht vgl. das Zeugnis von Oberalting unterm 24. 2. 93 und von Augsburg unterm 6. und 16. 3. 93 bei Molitor a. a. O u. S. 75.

[34] An Be 16. 5. 93 f 88/9; Molitor 2, 545 515 Anm. 65 u. S. 525; an Va und Qu 2. 5. 93 f 94—6; vgl. an Qu 30. 1. 94 f 13; an Be 4. 7. 93 f 69/70; Roth S. 64; Karg macht für seine Mißerfolge in Wien Sc's Intrigen, den erlahmenden Eifer der Bischöfe, den Einfluß der Minister und der Jesuitenpatres beim Kaiser verantwortlich: Molitor 2, 552; Qu an Bo 3. 8. 93 f 55; vgl. Kargs Schreiben nach Köln und Rom vom 25. 8. 93: Molitor a. a. O.; an Be 27. 6. 93 f 73.

erst mußte das Dekret vom 2. 1. 93 ausgeführt und die Information des Wiener Nuntius eingelaufen sein. Die S. C. Deputata hatte billigerweise auf den Antrag Oberhuebers hin, den Scarlatti unterstützte, nicht nur dem Wiener Nuntius, sondern gleichzeitig unter dem 24. 1. 93 auch dem Kölner und Luzerner Nuntius, nicht aber in gleicher Weise durch Dekret, sondern nur durch Befehl genauen und geheimen Bericht aufgetragen; über die Erteilung dieser Weisung ließ die Kurie den Benediktinerprokurator im ungewissen. Der Kölner Nuntius richtete bereits am 22. 3. über die bayerischen Benediktiner eine denkbar günstige Auskunft nach Rom, die sich merkwürdigerweise fast nur auf die Angaben P. Oberhuebers und seiner Partei stützte[36]. Das nächste Ziel des Prokurators war jetzt, Kardinal Marescotti und nach ihm um so leichter die übrigen Kardinäle der S. C. Deputata dafür zu gewinnen, den Informationsauftrag durch Dekret vom 2. 1. 93 vom Wiener Nuntius wegnehmen und auf den Luzerner Nuntius, den Protektor der Kongregation, übertragen zu lassen; das wünschte auch der in Wien vergebens um die Erteilung der Information sich bemühende P. Schmolhard und die Kongregationsleitung[37]. Marescotti war aber dagegen, da die vom Wiener Nuntius vorgebrachten Schwierigkeiten zur Einholung der Information ebenso beim Nuntius in Luzern bestünden. Gar nicht gelten ließ der rechtlich denkende Kardinal den unhaltbaren Vorwurf Oberhuebers, der Wiener Nuntius sei parteiisch, weil dieser die Vorschläge Kargs (wie übrigens auch jene Scarlattis und der Kongregationspartei) berücksichtigte[38]. Geneigter zeigte er sich dem anderen Antrag Oberhuebers, die Information statt dem

[35] An Be 16. 5. 93 f 88/9; an Qu 2. 5. 93 f 92; 12. 9. 93 f 43; 27. 2. 94 f 22; an Qu und Va 20. 6. 93 f 79/8; vgl. Molitor 2, 544 548 551; an Be 10. 1. 93 f 147/8; vgl. die Angaben in Bo's Memorialen an S. C. Deputata: f 472—479 585/6 609; an Be 21. 2. 93 f 127/8; an Qu 11. 4. 93 f 105/6; 18. 4. 93 f 103/4.

[36] An Qu 7. 3. 93 f 120; die Berichte an NK stammten von Abt Gr von Scheyern (f 463—465), der sie an P. Viktor OCap., ehemal. Provinzial in München, gab; von diesem wanderten sie zu P. Wolfgang Eder, Augustinereremit, ebenfalls einst Provinzial in München (f 543/4), und weiter zum NK (f 522—531); vgl. Molitor 551 Anm. 68; Bo ließ dem NK den von Qu angefertigten Bericht zukommen; das Vorgehen der Benediktiner ist als Notwehr gegen Karg zu entschuldigen, mit dessen Einfluß beim NK in seiner Domäne Köln sie rechnen mußten, nicht aber das des Nuntius, des Vertreters der überparteiischen und auf einwandfreie Information bedachten römischen Behörde.

[37] An Be 13. 6. 93 f 82/3; 27. 6. 93 f 72/3; an Qu 4. 7. 93 f 68; die Kardinäle waren über das Zögern des NW keineswegs erbaut.

[38] An Be 12. 9. 93 f 43; 13. 6. 93 f 82/3; 27. 6. 93 f 72/3; vgl. Bo's Memoriale f 518/9; zum Glück wurde das diesen Vorwurf erhebende, von Sc verfaßte Schriftstück den Kardinälen nicht übergeben; an Qu 8. 8. 93 f 53; denn später wurde Bo einsichtiger (an Qu 12. 9. 93 f 41—44), von Va aufmerksam gemacht; an Va 1. 8. 93 f 59; vgl. Va an Qu 18. 8. 93 f 594/5.

Wiener Nuntius dem Geistlichen Rat in München oder Oberen anderer Orden anzuvertrauen, z. B. den Dominikanern, den Augustinereremiten, Karmelitern, Theatinern, Birgittinern, Kapuzinern oder sonstigen glaubwürdigen Personen[39]. Später dachte Oberhubers Prozeßprokurator daran, der S. C. Deputata durch den Ordensprotektor und Kardinal d'Aguirre nahelegen zu lassen, die Kardinäle möchten dem Wiener Nuntius einen angemessenen Termin zur Information festlegen und einen weiteren für die Gegner, um gegen sie Stellung nehmen zu können. Nach Ablauf der bestimmten Zeit sei mit oder ohne Information und Gegner der Prozeß zu beenden. Aus Hochachtung vor den deutschen Fürstbischöfen hätten sich die Kardinäle nie dazu herbeigelassen; den Benediktinern wäre auch nicht viel gedient gewesen; denn die Bischöfe konnten dann jederzeit Klage führen, sie seien auch bei diesem Prozesse nicht genügend gehört worden[40]. Doch konnte Oberhueber dem Kardinal Marescotti und verschiedenen anderen Kardinälen[41] den Vorschlag des Wiener Nuntius und Kargs ausreden, von den einzelnen Mönchen vorzulegende Fragepunkte in versiegelten Briefen beantworten zu lassen. Nach den bisherigen Erfahrungen mit P. Ulrich Staudigl war leicht vorauszusehen, daß nach dessen Beispiel eine, wenn auch geringe Minderheit von Mönchen, die sich in der Kongregation nicht wohl fühlten, dieser Schwierigkeit machten und „ihre Meinung zum Schlimmeren eröffneten." Das mußte verwickelte Untersuchungen darüber ergeben, wie weit etwas aus Leidenschaft und wie weit es rechtens vorgebracht wurde[41].

Die auf den Luzerner Nuntius gesetzten Erwartungen enttäuschte dessen unter dem 11. 6. in Rom eingereichte Information. Darin trat er gar nicht sonderlich warm für die Benediktiner ein. Er entschuldigte sich, er könne wegen mangelnder Beziehungen mit der bayerischen Kongregation keinen genaueren Bericht abstatten. Wie der Wiener Nuntius, so hielt auch er dafür, daß eine genaue Information nur auf einer apostolischen Visitation gewonnen werden könne. Doch schloß sein Schreiben mit dem Hinweis, die Kongregation stehe allgemein wegen ihrer klösterlichen Observanz und ihres Studieneifers in gutem Ruf[42]. Offensichtlich hatte die bayerische Benediktiner-

[39] An Qu 4. 7. 93 f 68; vgl. Va an Be 10. 7. 93 f 584 ff.; Va an Qu 20. 7. 93 f 593.

[40] An Qu 25. 7. 93 f 62/3; das undatierte Projectum Romani Doctoris de Capuccinis muß hier eingereiht werden und nicht unterm 13. 8., wo es sich tatsächlich befindet; an Qu 1. 8. 93 f 58.

[41] Bo fand besonders warmes Verständnis beim Dominikerkardinal No; an Be 13. 6. 93 f 82/3; 27. 6. 93 f 72/3.

[42] An Qu 18. 7. 93 f 65/6; NL an S. C. Deputata 11. 6. 93 f 581/2; fc 1 n 20; Memoriale Bo's an S. C. Deputata vom 3. 10. 93 datiert f 519; an Qu 12. 9. 93 f 40—43; vgl. Fink S. 51.

kongregation versäumt, die welsche Geldgier des Kanzlers in Luzern zu regalieren; dieser hatte sich, wie man aus der Ähnlichkeit des Schreibens der Luzerner mit dem des Wiener Nuntius schließen konnte, den Einflüssen Kargs geöffnet; die Informationen des Prokurators in Luzern, des Einsiedler Subpriors, des P. Meinrad Steinegger hatte der Kanzler gar nicht weitergegeben, auch nicht jene von Oberhueber, von Tegernsee und vom Fürstabt von St. Gallen[43]. Außerdem war die Vermutung begründet, daß der Luzerner Nuntius der Kongregation verüble, daß sie über ihn hinweg unmittelbar durch ihren Generalprokurator mit Rom verkehre[44]. Gegen diesen Bescheid wogen die glänzenden Empfehlungen nicht auf, welche die früheren Nuntien in Luzern, vom Prokurator gebeten, abgaben; es waren das der Kardinalerzbischof von Neapel, Jakob Cantelmi, unter dem die Kongregation einst ins Leben gerufen und dem sie als Protektor von Amts wegen unterstellt worden war, und sein Nachfolger (1689—1692), Msgr. Bartholomeo Menatti, Bischof von Lodi[45]. (Schluß folgt.)

[43] An Qu 10. 1. 93 f 149 Qu's Vermerk; Be an NL 20. 1. 93 fc 6 n 14 Kopie; an Be 10. 1. 93 f 147/8; 7. 2. 93 f 133/4; 14. 3. 93 f 116/7; darnach sollte Be das Ergebnis seiner Visitationsreise in Ober- und Niederbayern dem NL als Unterlage zur Information übermitteln; an Qu und Va 1. 8. 93 f 58/9; vgl. Molitor 2, 551 Anm. 65; zur Persönlichkeit Steineggers s. Henggeler R., Profeßbuch der fürstlichen Benediktinerabtei U. L. F. zu Einsiedeln (Einsiedeln-Zug 1934), 328 n 163.

[44] An Qu 3. 10. 93 f 32; die Korrespondenz mit NL wurde erst recht eifrig aufgenommen, nachdem man in Tegernsee dessen Klage über seinen geringen Verkehr mit der Kongregation gehört; vgl. Be an Kanzler Rusconi 12. 7. 93 fc 6 n 18; Rusconi an Be 3. 8. 93 fc 6 n 19; Be an Sf 28. 8. 93 f 599/600 f 603/4; Be an NL 28. 8. 93 f 601/2.

[45] Holl S. 238; Molitor 2, 521 ad n 4; an Be 10. 1. 93 f 147/8; außerdem leistete Ca Bo's Ersuchen Folge und informierte die Kardinäle Albani und Pantiatici am 24. 1. 93 f 437 Kopie Bo's; vgl. Molitor 2, 546 Anm. 45; an Ca 27. 2. 93 f 515; an Qu 14. 3. 93 f 118/9; vgl. Ca an Be 28. 3. 93 f 557/8; an Qu 11. 7. 93 f 64 589/90; Ca gab seine Meinung ganz ähnlich ab wie der NK; an Be 4. 7. 93 f 69/70; Holl S. 258; Menatti an S. C. Deputata 9. 8. 93 f 596/7; an Qu 12. 9. 93 f 41; vgl. Molitor 2, 551.

Kleine Beiträge.

Wann wurde das Chemnitzer Benediktinerkloster gegründet?

Von **Johannes Meier, Chemnitz.**

Man nimmt allgemein an, daß 1136 die Gründung des Chemnitzer Benediktinerklosters erfolgt ist. Unseres Wissens ist bis jetzt noch keine ernsthafte Überprüfung dieser Meinung geschehen. Da nach dieser Annahme nun heuer 800 Jahre verflossen wären, verlohnt es sich, einmal kritisch zu überdenken, inwieweit sie berechtigt ist.

Zunächst sei festgestellt: Eine Gründungsurkunde, welche den genauen Zeitpunkt angibt, existiert für das Chemnitzer Kloster nicht. Ob eine solche je vorhanden gewesen ist, ist uns jetzt eine müßige Frage. Fest steht dagegen, daß Lothar III. der Gründer gewesen ist, obwohl wir von ihm selbst keinen schriftlichen Nachweis haben. Dafür sprechen aber folgende Belege:

Lothars Nachfolger König Konrad III. (1138—52) bestätigt 1143 (zwischen 2. 2. und 13. 3.) die Gründung und Begabung des Chemnitzer Klosters „a venerabili imperatore Lothario“[1]. Die Richtigkeit dieser Angabe im vermutlichen ersten Jahrzehnt nach der Gründung wird man wohl nicht anzweifeln können. Sie ist auch im folgenden Jahrhundert in die Bestätigungsurkunden von König Friedrich II. (1226)[2] und König Adolf (1296)[3] übernommen worden.

Ein weiteres Zeugnis für die Urheberschaft Lothars bietet das Nekrologium des Klosters, ein Verzeichnis der Toten, deren Jahresgedächtnisse im Kloster feierlich begangen wurden. Dieses nennt für den 4. Dezember (II. non.) „pie memorie Lottarius imperator, fundator Kemnizcensis ecclesie“[4] und für den 10. Juni (IV. id.) die Kaiserin Richenza „obiit Richza imperatrix fundatrix Kemnizcensis ecclesie[5].

[1] Ermisch, H., Urkundenbuch der Stadt Chemnitz und ihrer Klöster Leipzig 1879 (Cod. dipl. Sax. reg. II 6), S. 263, Nr. 302.

[2] Ebda. S. 268, Nr. 307.

[3] Ebda. S. 276, Nr. 323.

[4] Ebda. S. 481 und Mencke, Calendarium sive Necrologium Monasterii S. Mariae in Kemniz. (Scriptores rerum Germanicarum, Tom. II. Leipzig 1728.) Sp. 163.

[5] Wie Nr. 1 S. 477 und Mencke wie oben Sp. 159.

Doch sind die Prädikate „Gründer bzw. Gründerin der Chemnitzer Kirche" erst Zusätze von einer überarbeitenden Hand am Ende des 13. Jahrhunderts[6], und der Nekrolog kann, da ohne Datum, für unsern Zweck erst von sekundärer Bedeutung sein. Trotzdem kann mit Sicherheit angenommen werden, daß die Namen Lothar und Richenza schon bei Anlegung des Nekrologs erstmalig eingetragen wurden, was sicherlich bald nach der Einrichtung des Klosters geschehen sein mag. Weist doch das Nekrologium des Mutterklosters Pegau (1092 gegründet) auch den „Lotarius imperator" auf (hier aber am 3. Dezember = III. non.)[7], und dieses war ja die Vorlage für das Chemnitzer Totenverzeichnis[8].

Wir können also sagen: Das Chemnitzer Benediktinerkloster ist entstanden, als Lothar III. an der Regierung war, und das war vom 13. 9. 1125 bis 3./4. 12. 1137[9]. Da Lothar seit 4. 6. 1133 deutscher Kaiser war[10], verengt sich die zu suchende Zeit auf 1133—37, denn die hierfür in Frage kommende Urkunde ältesten Datums Konrads III. von 1143 bezeichnet ihn ausdrücklich als imperator[11].

Für unsere weitere Untersuchung ist nun ein Itinerar Lothars III. von großem Vorteil, ein Verzeichnis der Orte, die er auf seinen Reisen durch Deutschland berührte. Dieses, nach den Ausstellungsorten der Urkunden zusammengestellt, berichtet, daß Lothar nie in Chemnitz oder in Pegau gewesen ist, wohl aber sechsmal in der Nähe von Pegau.

Am 15. 5. 1126 war Lothar in Merseburg[12], wo er allem Anscheine nach der Wahl des dortigen Bischofs Meingot beigewohnt hat. Kurz vor dem 9. 4. 1127 hatte er in Merseburg eine Begegnung mit dem Pommernmissionar Otto von Bamberg, dem er für die zweite Reise in dieses Missionsgebiet freies Geleit zusicherte[13]. Am 22. 4. (Ostern) 1128 hob er zu Merseburg den Sohn des Böhmenherzogs Sobieslaus aus der Taufe und bestätigte dem Kinde den künftigen Besitz aller Lehngüter Hein-

---

[6] Ermisch, H., Geschichte des Benediktinerklosters zu Chemnitz bis zum Ende des 14. Jahrhunderts. (Arch. f. Sächs. Gesch. N. F. Leipzig IV/1878. S. 263.)

[7] Mencke, Calendarium Pegaviense. (Script. wie oben.) Sp. 152.

[8] Ermisch wie Nr. 1 S. 471 und Mitzschke, P., Bruchstücke eines alten Nekrologiums des Klosters Pegau. (N. Arch. f. Sächs. Gesch. Dresden 14 (1893) S. 325.)

[9] Vgl. Grotefend, H., Taschenbuch der Zeitrechnung des Deutschen Mittelalters und der Neuzeit. Hannover 1928. S. 112.

[10] Ebda. S. 112.

[11] Vgl. Nr. 1.

[12] Jaffé, Ph., Geschichte des Deutschen Reiches unter Lothar dem Sachsen. Berlin 1843. S. 54 und S. 274.

[13] Ebda. S. 57 und S. 275.

richs von Groitzsch[14]. 1134 schenkte Lothar in den Pfingsttagen zu Merseburg dem Bistum Bamberg die Abtei Mönchsmünster[15]. Am 1. 8. 1135 verwandelte er zu Naumburg das Nonnenkloster zu Königslutter in ein Mönchskloster des Benediktinerordens[16]. Kurz darauf — am 15. 8. — eröffnete er zu Merseburg den Reichstag[17]. Am 14. 5. 1136 stellte er zu Merseburg einen Schutzbrief für das Kloster Vornbach am Inn aus[18], und am 15. 5. 1136 bestätigte er die Gründung des Klosters Bürgel bei Jena, gleichfalls eine Benediktinerniederlassung[19].

Aus dem Itinerar ersehen wir, daß Lothar bei seinen Hoftagen in den Bischofssitzen Merseburg und Naumburg jedesmal am weitesten im Osten seines deutschen Gebietes war, das sich hier noch im Zustand der Kolonisation befand. Es erhebt sich nun die Frage, welches von den Jahren 1126, 27, 28, 34, 35, 36 mit größter Wahrscheinlichkeit als das Gründungsjahr des Chemnitzer Klosters anzusprechen ist, da man doch annehmen muß, daß die Chemnitzer Gründung von einem Orte der näheren oder weiteren Umgebung ausgesprochen sein kann. Da äußere Merkmale fehlen, müssen wir versuchen, eine innere Verwandtschaft unter den Urkunden jener Zeit mit dem Chemnitzer Kloster ausfindig zu machen. Während die ersten Urkunden keinen Zusammenhang mit unserem Chemnitzer Kloster erkennen lassen, läßt sich ein solcher möglicherweise aus der letzten konstruieren.

Das Kloster Bürgel bei Jena wurde am 13. 2. 1133 vom Naumburger Bischofe Udo I. gegründet[20]. Nach damaligem Brauche wurde der Landes- und der Reichsherr um die Bestätigung angegangen, sobald sich dazu Gelegenheit bot. Daß diese nicht schon 1134 auf dem Hoflager zu Merseburg erfolgte, mag den Grund wohl darin haben, daß das Kloster noch nicht eingerichtet oder bezogen war, eine Erscheinung, die in den Kulturverhältnissen jener Zeit durchaus begründet ist und die man auch bei anderen Klöstern wahrnehmen kann.

Da drängt sich die Frage auf, in welchem Verhältnis das Kloster Pegau zur Neugründung Bürgel gestanden hat. Aus der Art der Abfassung dieser Urkunde von 1136 schließt

[14] Ebda. S. 74 und S. 275.

[15] Ebda. S. 156 und S. 277 und Stumpf-Brentano, Die Kaiserurkunden des X., XI. und XII. Jahrhunderts. Innsbruck 1865—83, S. 282) Nr. 3299.

[16] Jaffè wie oben S. 164 und 277 und Stumpf wie oben S. 283, Nr. 3310.

[17] Jaffè wie oben S. 164 und S. 277.

[18] Ebda. S. 175 und S. 277 und Stumpf wie oben S. 284, Nr. 3318.

[19] Stumpf wie oben S. 284, Nr. 3319.

[20] Mitzschke, P., Urkundenbuch von Stadt und Kloster Bürgel. (Thüring.-sächs. Geschichtsbibliothek III (1895) Gotha.) S. 1 und Cod. dipl., Sax. reg. I 2, S. 79, Nr. 107.

Mitzschke, daß Bürgel keine Tochter von Hirsau sein kann, welche Meinung bisher von Geschichtsforschern vertreten wurde (bis 1895). „Die Besiedelung scheint von Pegau ausgegangen zu sein“[21]. Es fällt weiter auf, daß im Pegauer wie im Chemnitzer Nekrolog am 4. 2. (II. Non.) der Abt Degenhardus von Bürgel verzeichnet ist[22], und gewiß nicht ohne Grund mögen im 12. Jahrhundert in etlichen Urkunden die Äbte von Bürgel und Pegau nebeneinander als namentliche Zeugen genannt sein[23]. Wenn damit auch die Abhängigkeit des Klosters Bürgel von Pegau noch nicht bewiesen ist, so erscheint sie doch im besten Falle als sehr wahrscheinlich. Zu beachten ist außerdem, daß Pegau damals das einzige Kloster in dieser Pflege war.

Die Klostergründungen jener Zeit erfolgten vom Standpunkte der Besiedelungspolitik. In dem noch unkultivierten Osten des Reiches sollten die Mönche Kulturpioniere und zugleich Stützpunkte der Reichsautorität sein. Das beweist u. a. auch die wenige Jahre später (1144) erfolgte, freilich wenig glückhafte Tochtergründung von Bürgel in Remse bei Waldenburg[24].

Der Zug dieser Kolonisation vom Westen nach dem Osten ist nun durch die als Mutter und Tochter voneinander abhängigen Benediktinerklöster Reichenau im Bodensee — Schwarzach bei Würzburg — Pegau bei Leipzig — Chemnitz gekennzeichnet. Es erscheint daher sehr wahrscheinlich, daß Lothar 1136 bei seinem Hoflager in Merseburg sich vom Stande der Besiedelung im äußersten Osten des Reiches Bericht erstatten ließ und zur weiteren Förderung dieses Gedankens mit der Bestätigung des Klosters Bürgel auch die Gründung eines neuen Klosters im Miriquidi ausgesprochen hat. Darauf kann auch die Anwesenheit der Bischöfe von Merseburg und Meißen sowie der Markgrafen Konrad und Albrecht und des Thüringer Landgrafen Ludwig neben „aliique maiores et minores“ hinweisen[25]. Zudem war ja Pegau nach reichlich 40 Jahren seines Bestehens wohl durchaus in der Lage, aus seinem Mönchsbestande zwei Neugründungen — Bürgel und Chemnitz — zugleich besetzen und kraft seines Vermögensstandes auch für die ersten Jahrzehnte unterhalten zu können[26]. Pegau konnte demnach auch

---

[21] Mitzschke ebda. S. 14.

[22] Vgl. Nr. 1, S. 473.

[23] Mitzschke wie oben S. 36, Nr. 9 (1153, 6. 1.), S. 55, Nr. 42 (1185, vor 29. 6.), S. 57, Nr. 44 (1190).

[24] Ebda. S. 25, Nr. 11.

[25] Jaffè wie oben S. 175, Anm. 90.

[26] Für Zuweisungen von Zehnten und sonstigem Besitztum an das Kloster Pegau in dieser Zeit vgl. u. a. Cod. dipl. Sax. reg. I 2, Nr. 8.

Bierbach, A., Urkundenbuch der Stadt Halle, ihrer Stifter und Klöster. Magdeburg 1930. (Fortsetzung der Fußnote s. nächste Seite.)

aus äußeren Verhältnissen heraus ohne weitere Schwierigkeiten fast zur gleichen Zeit die Mutter zweier Tochterklöster werden.

Aus diesen Erwägungen heraus dürfte also mit größter Wahrscheinlichkeit die Gründung des Chemnitzer Klosters durch Lothar III. im Hoflager zu Merseburg in den Pfingsttagen 1136 erfolgt sein.

Man wird freilich zugeben müssen, daß die Beweisführung hierfür, wie bei allen Wahrscheinlichkeitsbeweisen, durchaus auf schwachen Voraussetzungen ruht. Um der Wahrheit näher zu kommen, müssen eben viele Möglichkeiten und scheinbare Nebensächlichkeiten erwogen werden. Trotzdem besteht wohl begründete Veranlassung, sich jetzt dieser 800jährigen Gründung zu erinnern.

Dobenecker, O., Regesta diplomatica necnon epistolaria Thuringiae historiae. Jena I (1896) S. 219, Nr. 1019.

Kehr, P., Urkundenbuch des Hochstifts Merseburg. Halle 1899. S. 73, Nr. 89.

Literarische Umschau.

Hellsig R., Katalog der Handschriften der Universitätsbibliothek zu Leipzig, IV. Die Lateinischen und deutschen Hss. I. Band: Die theologischen Hss. Teil 1, 3. Lieferung, Leipzig 1935, Hirzel, 8°, 814 S. RM. 20.—.

Zedler G., Die Handschriften der Nassauischen Landesbibliothek zu Wiesbaden (63. Beih. z. Zentralblatt f. Bibliothekswesen) Leipzig, Harrassowitz 1931, 8°, 135 S.

Christ K., Die Bibliothek des Klosters Fulda. Die Handschriftenverzeichnisse (64. Beiheft z. Zentralblatt f. Bibliothekswesen) Leipzig, Harrassowitz 1933, 8, 343° S.

Mazzoleni B., Pergamene die monasteri soppressi conservate nell' archivio del capitolo metropolitano di Salerno, Napoli 1934 gr. 8°, 103 S.

1. Die in dieser Lieferung übersichtlich und eingehend beschriebenen 170 Hss. sind meist Väterhss. des Hoch- und Spätmittelalters, von denen die meisten aus dem schon im MA. untergegangenen Cisterzienserkloster Altzelle (Sachsen) stammen, neben einem größeren Teil aus Pegau, Chemnitz, Lauterberg und Leipziger Klöstern.

2. Nicht weniger dankenswert ist die Beschreibung Zedlers der 238 Hss. (18 der Zeit vor 1400 angehörend, zahlreiche Hss. des 19. Jahrh.) der Nassauischen Landesbibliothek, über die schon in dieser Zeitschrift in den Aufsätzen von Roth F. W. E. (1886, I, S. 434—444 und II, S. 172—180) gute Vorarbeiten geliefert wurden. Unter dem seiner Herkunft nach wenig einheitlichen Bestand bilden nur die 33 Hss. aus dem Benediktinerabtei Schönau (Rheingau) und ungefähr 10 aus dem Cisterzienserkloster Eberbach (Rheingau) die gleiche Provenienz. Besonders sei auf zwei wertvolle Hildegardishss. des 12. Jahrhunderts aus Eibingen (Nr. 1 und 2) und auf die Trithemiushss. Nr. 45 (*De viris illustribus o. s. B.*) des 15. Jahrhunderts aufmerksam gemacht.

3. Der Wert bibliotheksgeschichtlicher Untersuchungen, die Überlieferungsgeschichte im großen ist, ist bekannt. Die vorliegende Arbeit ist der Untersuchung und Ausgabe dreier Bibliothekskataloge der berühmten Fuldensis gewidmet, die sämtliche der 2. Hälfte des 16. Jahrhunderts angehören. Sie zeigen, daß in der Reformation zahlreiche Hss. abgewandert sind. Zusammen mit der wohl bald zu erwartenden amtlichen Edition der ma. Kataloge in den *MA. Bibliothekskatalogen Deutschlands und der Schweiz* wird sich ein gutes Bild der Entwicklung der Bibliothek geben, die mit Recht zu den gefeiertsten Benediktinerbibliotheken Deutschlands zählt.

4. Aus dem Archiv des Metropolitankapitels in Salerno werden 113 Urkunden in Regestenform veröffentlicht, von denen die meisten das B.-Kloster S. Lorenzo in Salerno betreffen. Register ist beigegeben.

München. R. B.

Dold A. und **Allgeier** A., Der Palimpsestpsalter im Codex Sangallensis 912, Beuron, Verlag d. Erzabtei 1933, 8°, 246 S., 8 Taf.

Als Heft 21—24 der so geschätzten von der Erzabtei Beuron herausgegebenen „Texte und Arbeiten" wird hier ein Psalterium des frühen 6. Jahr-

hundert geboten, das mit guten Gründen Bobbio zugewiesen wird, wohin es vermutlich aus Verona gelangt ist. R. B.

Otto Alfred, Liber Daticus Roskildensis, Kopenhagen, Muunksgaard 1933, 4z, 224 S.

Das Totenbuch des im 11. Jahrhundert gegründeten und 1514 unterdrückten Bistums Roskilde, der einstigen Residenz der dänischen Könige, wird hier mit dem gesamten wissenschaftlichen Beiwerk (Übersicht über die dänischen Totenbücher, Kommentar, Überlieferung, Verwertung in der Geschichtsschreibung usw. und mit mehreren Exkursen) neu und genau herausgegeben unter Hinzunahme des Anniversarienbuches des dortigen Domkapitels. Die treffliche Herausgabe dieser für die dänische Geschichte wertvollen Quelle ist Dissertation eines Jesuiten an der Universität Kopenhagen. R. B.

Ottaviano C., Joachimi Abbatis *Liber Contra Lombardum* (Reale Accademia d'Italia, Studi e Documenti 3), Roma, R. Acc. d'Italia 1934, gr. 8°, 299 S.

Die merkwürdige Gestalt des Joachim von Fiore begegnet zur Zeit dem besonderen Interesse der geistesgeschichtlich eingestellten Forschung. Zur Beurteilung seines Tritheismus gibt vorliegende Veröffentlichung die verlässigste Unterlage, die Erstausgabe einer im einzigen, wohl kölnischen Ms. (cod. 296 des Balliol-College in Oxford) unbetitelten Arbeit aus seiner Schule (um 1300), die Joachims Lehre gegen die Verwerfung im can. 2 des 4. Lateran-konzils rechtfertigen will. Die Edition ist schlechthin musterhaft. Auch die Einleitung sagt alles Wichtige in meisterhafter Prägung. Sie tritt mit Recht für die kirchliche Gesinnung des Vaters des Spiritualismus ein, weniger überzeugt der Lobpreis auf ihn als einen geistigen Ahnherrn der Italia unita. Hier spricht ein antideutscher Affekt des Herausgebers zu deutlich mit. Eigens sei anerkannt, daß deutsche Literatur voll verwertet und gewertet wird, und daß sich auch in deutschen Texten kaum ein Druckfehler findet. H. L.

Pfeilschifter G., Korrespondenz des Fürstabtes Martin II. Gerbert von St. Blasien. II. Band 1774—1781. C. F. Müller, Karlsruhe 1934. 32 und 670 S., brosch. RM. 31.—.

Vier Jahre nach dem I. Band dieser für die Ordensgeschichte überragend bedeutsamen Korrespondenz-Ausgabe erschien dieser II. Band, der wieder alle Qualitäten der wissenschaftlichen Art des Herausgebers weist. Von den benediktinischen Korrespondenten interessieren uns besonders Cartier, Legipont (in Sachen der *Societas literaria Germaniae Benedictinae*), Seeauer, Van der Meer, Klocker, Frobenius Forster, von den übrigen Papst Pius VI., Heinrich Braun, Hontheim, Lavater, Nicolai, Maria Theresia. Auswahl, Anmerkungen und Register erfüllen alle nur denkbaren Wünsche. Der Preis für den I. Band wurde auf RM. 32.20 ermäßigt. Der glücklichen Vollendung des III. (Schluß-) Bandes 1782 mit 1793 gelten unsere herzlichsten Wünsche.
München. H. L.

Pfeilschifter G., Friedrich Nicolais Briefwechsel mit St. Blasien. Ein Beitrag zu seiner Beurteilung des Katholizismus auf Grund seiner süddeutschen Reise von 1781. München 1935. 8°.

Die ablehnende Haltung Nicolais dem Katholizismus gegenüber ist bekannt; leider findet man in seinen Schriften statt ruhiger Kritik nur Spott und Hohn. Trotz seiner ausgesprochenen Abneigung gegen das Mönchstum und gegen alles, was mit der kirchlichen Hierarchie zusammenhängt, gibt sein Briefwechsel mit dem Archivar des Klosters von St. Blasien, P. Moritz Ribbele dennoch davon Zeugnis, daß er der Einzelpersönlichkeit der von ihm so angegriffenen Gesamtheit gerecht werden konnte.
München. O. Taxis-B.

Hesbert R. Jean, Antiphonale Missarum Septuplex, Brüssel, Vromant & Comp. 4°, 255 S.

Zunächst der richtigen Beurteilung des nur sehr fehlerhaft edierten Codex Blandiniensis (= Cod. Brux. 10127—10144) dienend, der musikgeschichtlich aber auch für die allgemeine Entwicklung der Gesangsteile der heiligen Messe von erster Bedeutung ist, wurden 6 andere gleichzeitige Antiphonale vergleichend herangezogen (Graduale von Monza (VIII. s.), die Antiphonare von Rheinau (VIII./IX. S. 7), von Compiegne (IX. s.), von Corbie (IX./X. s.), von Senlis (IX. s.) und Fragmente des VIII. s. aus Lucca). In genauer Beschreibung der Hss., praktischer kolumnenartiger Gegenüberstellung der Texte und gründlicher Verarbeitung, liegt hier eines der wichtigsten neueren Quellenwerke liturgiegeschichtlicher Forschung vor.

München. R. B.

Germania Pontificia. Vol. III: Provincia Maguntinensis. Pars III., Berlin, Weidmann, 1935, 8°, 300 S.

Die bekannte *Germania Pontificia* ist wieder um einen ansehnlichen Band bereichert worden zur erhöhten Freude der Historiker, da gerade Stifter und Klöster von Diözesen behandelt werden, die klostergeschichtlich wenig beachtet waren. So war man etwa bei den Diözesen Würzburg und Bamberg in ehrlicher Verlegenheit, wenn man sich auch nur um die Literatur kleiner fränkischer Klöster umsehen wollte. Der Wert dieser frühmittelalterlichen Papsturkundensammlung der *Germania Pontificia* besteht ja nicht bloß in der Sammlung und Sichtung der Papstprivilegien, die oft genug in das Dunkel der Gründung und die Reform des Klosters eingreifen, sondern auch in den so exakt gearbeiteten Literaturangaben sowie in den knappen aber verlässigen Abrissen der Klostergeschichte wie der Bibliothek und des Archivs. Über ein halbes Hundert von Klöstern benediktinischer Regelhaltung aus den Diözesen Speyer, Worms, Würzburg und Bamberg wird untersucht. Freilich muß hingewiesen werden, daß der alte Wunsch, Monasteriologien dieser Diözesen zu besitzen, damit noch nicht erfüllt ist. (Es werden ja nur Stifte und Klöster behandelt, für die eben Papsturkunden ausgestellt wurden und sich erhalten haben.) Aber einen guten Schritt ist man mit diesem Band auch diesem Wunsch nähergekommen.

Die Literatur wird kaum einer Ergänzung fähig sein. Zu Michelsberg sei nur noch auf meine Untersuchungen über die St. Georgen-Admonter Reform hingewiesen (diese Zeitschrift Band 52), die ja auch Michelsberg befruchtet hat. Bei Würzburg fand ich keinen Hinweis auf die zahlreichen (auch historischen) Handschriften, die mir im gedruckten Katalog der Biblioteca Vaticana aufgefallen sind (z. B. Codd. Vat. lat. 10078, 10087, 10102 u. v. a.). Von St. Thomas in Straßburg liegt hier in München ein höchst wertvolles liturgisches Dokument, das Licht auch in die Entstehungsgeschichte des Straßburger Stiftes bringt. Es ist der aus Ottobeuren stammende Clm. 27129 mit einem Kalendar des 10.(!) Jahrhunderts, dessen Straßburger Provenienz außer allem Zweifel steht. R. B.

Auer Alois, Bayrische Klöster als Grundherren im Etschland. I. Kloster Steingaden als Grundherr im Etschland. Urkunden und Regesten, München. Zu beziehen durch A. Auer, München, Kaulbachstraße 60/I, 8°, 107 S.

Das vorliegende Werk ist das erste in einer hoffentlich bald fortgesetzten Reihe, die den zuweilen bis ins 8. Jahrhundert zurückreichenden Grundbesitz der südbayrischen Klöster im Etschland festzulegen sucht. Der erste Band behandelt den Grundbesitz des im 12. Jahrhundert gegründeten Prämonstratenserstiftes Steingaden (BA. Schongau/Obby.). Persönliche Vertrautheit mit den örtlichen Verhältnissen, mit zähem Fleiß durchgeführte Bearbeitung des archivalischen Materials (teilweise völlige Wiedergabe der Urkunden) und gute Registrierung haben hier für Wirtschaftsgeschichte,

Sprachgeschichte, Siedelung, Familiengeschichte usw. wertvolle Quellen eröffnet. Große altbayrische Klöster wie Tegernsee sind in Vorbereitung.

München. R. B.

Heider J., Regesten des Passauer Abteilandes, München 1934, Verlag für Hochschulkunde 1934, 8°, 402 S., 1 Karte.

Unter „Passauer Abteiland" versteht man das in unmittelbarer nördlicher Richtung an Passau sich anschließende Gebiet, das ursprünglich bis Freyung im Bayrischen Wald reichte und im 17. Jahrhundert noch weiter nach Norden ausgedehnt wurde (heute die Bez.-Ämter Passau, Wegscheid, Wolfstein, Grafenau). Der Name ist ein lebendiges Zeugnis für die Bedeutung der alten agilolfingischen, von Kaiser Heinrich II. wieder erneuten Stiftung der „Abtei" schlechthin, nämlich des Benediktinerinnenstiftes Niedernburg in Passau (s. unten), die der Hauptgrundherr in diesem Landstrich war. In fast 900 ebenso knappen wie vollständigen Regesten wird dessen Geschichte gegeben. Die Register dürften ebenfalls an Gediegenheit kaum überboten werden können.

München. R. B.

Wagner Bernarda, Die Säkularisation der Klöster im Gebiet der heutigen Stadt Passau 1802—1836, Passavia, Passau 1935, 8°, 221 S. RM. 4,80.

Für eine Geschichte der bayrischen Säkularisation von 1803, von der das bekannte (unvollständige!) Werk Scheglmanns nur einen Überblick bietet, ist wieder ein Stück Arbeit geschehen in einer guten quellenmäßigen auch entlegene Archive heranziehenden Studie über die Klöster in der ehrwürdigen Bistumsstadt Passau. Bei der Bedeutung der bayrischen Klöster als europäische Kultzentren eigener Art erheben sich solche Säkularisationsstudien über das bloß Ordens- und Kirchengeschichtliche. Man erinnere sich nur an das Schicksal der damaligen 20000 alter und ältester Hss. usw., die aus Klosterbibliotheken stammen. In Passau waren es das „uralte kaiserliche" Benediktinerinnenstift Niedernburg und das 700 jährige Augustinerchorherrnstift St. Nikolaus, die nach dieser Seite besonderen Ertrag lieferten. Besonders hingewiesen sei in dieser Untersuchung auf eine aufgefundene „Endabrechnung" des gesamten Klosterraubs von 1825 (S. 14). — In der Frage der Grabstätte des letzten Agilolfingers Tassilo III. (S. 117) liegt die Beweislast jetzt auf Seite derer, die annehmen, daß Tassilo nicht in Niedernburg („monasterium Laureacense") bestattet sei. R. B.

Weigl Josef, Die Verfassung des Benediktinerklosters Kastl bei Amberg (1098—1560), Gratzer & Hahn, Schramberg (Schwarzwald) 1933, 8°, 95 S.

In dieser fleißigen, ordensgeschichtlich bemerkenswerten Arbeit zeigt sich, wie sachlich und sprachlich schwer es für den Laien ist sich auf das Gebiet der Ordensgeschichte zu begeben. Hinsichtlich der Reform, durch die Kastl vor allem berühmt geworden ist, glaubt Verfasser mit Unrecht ihren Beginn in Zusammenhang bringen zu müssen mit einem Rundschreiben, das Kardinal Bartholomäus vom 2. XI. 1392 an „alle" (!) deutschen Klöster richtete und worin er ganz allgemein zur Reform usw. auffordert. Daß die Klosterreform bereits vor 1392 liegt, ergibt sich nicht nur aus der um 1381 erfolgten Bestandsaufnahme aller Klostergüter (nicht Klosterbücher), sondern auch daraus, daß bereits 1394 Reichenbach von Kastl aus reformiert wurde, was wohl nicht möglich wäre, wenn Kastl selbst erst 1392 reformiert worden wäre. Unter der benutzten Literatur ist zwar Heimbucher, nicht aber Hilpisch und Brackmann, Germania pontificia II, 1, 17—19 erwähnt.

München. B. W.

Otto Eberhard F., Die Entwicklung der deutschen Kirchenvogtei im 10. Jahrhundert. Berlin-Grunewald, W. Rothschild, 1933, 171 S.

Die Erkenntnis, daß aus den Privilegien allein die Entstehung der Hochgerichtsbarkeit der Kirche sich nicht erklären lasse, hat Hirsch schon dahin geführt, nach anderen Triebkräften zu suchen und sie aufzudecken. Doch geht O. weit über ihn hinaus, wenn er sehr einläßlich das Erscheinen der ersten hochadeligen Vögte um die Mitte des 10. Jahrhunderts nachweist. Das ausgiebigste Material bietet St. Gallen, wo Notker 947/48 als erster hochadeliger Vogt auftritt. Für die Reichenau ist das gleiche mindestens zu Ende des 10. Jahrhunderts verbürgt. Auch Fulda hat schon um die Mitte des 10. Jahrhunderts einen hochadeligen advocatus, ebenso Echternach. Die Einführung der hochadeligen Vogtei in der ersten Hälfte des Regierungszeit Ottos I. darf also wohl sicher angenommen werden. W. v. P.

Mitteis H., Lehnrecht und Staatsgewalt. Weimar, Böhlau 1933, 8°, 713 S.

Erst Mitteis' hervorragende Arbeit hat uns eine wirklich gründliche Kenntnis des Lehensrechtes im Mittelalter, und zwar nicht nur im deutschen Mittelalter, ermöglicht. Ihr Wert für die Rechtsgeschichte kann daher kaum genügend gewürdigt werden. Nur an Hand einer Fülle von Material, das aus einläßlichen Quellenstudien geschöpft wurde, und in solchem Umfang noch nie gehoben wurde, konnte es gelingen, die Geschichte und das System des Lehensgedankens von der fränkischen Zeit an bis ins Hochmittelalter hinein erschöpfend zu entwickeln und die Bedeutung herauszuarbeiten, die dem Lehensrecht vor allem im Westen, in etwas gemindertem Maß aber auch in Deutschland, England und Italien als entscheidendem Faktor des Verfassungslebens eignete.

München W. v. P.

Benediktinisches Barocktheater in Südbayern, insbesondere des Reichsstiftes Ottobeuren.

Von **Walther Klemm, Plauen** i. Vogtl.

Übersicht.

Einleitung. — I. Reichsstift Ottobeuren.
Das ottobeurische Schulwesen im Überblick. — Vorgeschichte des barocken Schultheaters — Theatersaal und Bühne — Dekoration — Darstellung, Kostüm, Tanz — Dramen, Dichter, Komponisten — Abt Rupert II. Neß — Abt Anselm Erb — Abt Honorat Göhl — Das Ende.
II. Die südbayerischen Benediktinerklöster.
Einleitung, Abtei Tierhaupten — Abteien: Andechs — Attl — Benediktbeuern — Scheyern — Tegernsee — Weihenstephan — Weltenburg — Wessobrunn — Hl. Kreuz-Donauwörth — Elchingen — Füssen — Irrsee — Ettal — Kempten.
III. Das fürstbischöfliche Lyzeum zu Freising.

Einleitung.

Noch aus vorchristlichen Zeiten datierten die im schwäbischen wie im bayerisch-österreichischen Stammesgebiete verwurzelten mimischen Volksbräuche und Jahreszeitenspiele. In ihrer Umformung zu christlichem Sinn und Gehalt erblickte die Kirche schon früh eine geeignete Verbindung religiöser Befestigung und Befriedigung der Schaulust der Masse.

In richtiger Erkenntnis dieser Sachlage wie der spezifisch südostdeutschen, eingeborenen Spiel- und Theaterfreude des Volkes stellte die Societas Jesu, als „Stoßtrupp der Gegenreformation“[1], das Schultheater in ihren Dienst. Freilich fußte sie dabei auch auf der seit der Renaissance an weltlichen und geistlichen Höfen zunehmenden Theaterfreude. So trat das Theaterspiel aus zwei geschiedenen Wurzeln gewachsen — der mimischen Grundveranlagung des Stammes und der propagandistischen Wirkungsmöglichkeit — in wachsendem Umfang in den Dienst der katholischen Kirche und ihrer Orden. Das ziel-

[1] Flemming Willi, Das Ordensdrama, S. 28. (Bd. 3 der Reihe „Barockdrama“ der Sammlung „Deutsche Literatur in Entwicklungsreihen“, Leipzig 1931 bei Reclam.)

gebundene Theater der Jesuiten[2], bestrebt, das im Rahmen höfischer Kultur und sinnlicher Lebensfreude prunkhaft auftretende Komödienspiel zum Zwecke der Massenbeeinflussung, Rekatholisierung möglichst noch zu übertreffen, fand bei verschiedenen anderen Orden und geistlichen Vereinigungen Nachahmer oder Parallelerscheinungen. Sie setzten sich mit ihrem Theaterspiel freilich wesentlich andere Ziele[3].

Der ernsthafteste theatergeschichtliche Konkurrent erwuchs den Jesuiten im Schultheater der Benediktiner, allerdings keineswegs im Sinne einer beabsichtigten Gegnerschaft, die die wirtschaftliche und teleologische Situation der Orden von vornherein ausschloß[3].

Das — unfreiwillige — Ausscheiden der Jesuiten seit 1773 überließ die Pflege des geistlichen Theaters und damit die Kultur des barocken Schultheaters bis zum Ende des 18. Jahrhunderts fast allein den Benediktinern.

Die Einflüsse Italiens, die Mittel der Reichsstifter und geistlichen Souveräne hatten dieses Theater technisch, künstlerisch und geistig weit über das Niveau des Volkstheaters im Mittelalter und der Renaissance erhoben. Seine Wirkung blieb auch in den Klöstern nicht auf die häusliche Gemeinde beschränkt: weltliche Fürstlichkeiten und Standespersonen waren als Schüler der Klosteranstalt mit ihm vertraut geworden und zählten später häufig zu seinen Zuschauern. Das geistliche Schultheater des Barock wurde so ein wesentlicher Vorgänger des aus dem gleichzeitigen höfischen Theater sich entwickelnden Nationaltheaters. Zwar sind des Schultheaters poetisch-dramatische Werte meist gering. Doch überwiegt gerade im Theater der Benediktiner der Einfluß heimischer, volkhafter, selbst nationalgeschichtlicher Elemente ganz gewaltig den, der sich im höfischen Barocktheater irgend bemerkbar machen konnte. Die geistige Haltung des benediktinischen Schultheaters gilt außer der rein pädagogischen Zweckmäßigkeit, der religiösen und ethischen Verinnerlichung des Zuschauers und Spielers. Die erwähnten Ansätze zu nationalen Stoffen finden sich also im Benediktinertheater nicht selten.

Als Fürstbischof Johann Franz Ecker von Freising 1697 Benediktinerpatres für sein neugegründetes Lyzeum berief, entstand in Zusammenstimmung mit der gleichen Entwicklung und Übung Salzburgs auch das barocke Schultheater in Freising. Die schon unter seinem Amtsvorgänger Veit Adam von

[2] Zeidler J., Studien und Beiträge zur Gesch. der Jesuitenkomödie und des Klosterdramas (Theatergeschichtliche Forschungen, Bd. IV), Hamburg und Leipzig 1891.

[3] „Nicht Mission, Wiederbekehrung, sondern Pflege heißt ihre (der Benediktiner) Aufgabe." (Flemming, Ordensdrama, S. 28.)

Wagnereckh entwickelten höfischen, die volkstümlichen und die Schulmeisterspiele waren des Schultheaters Vorläufer. Die Beteiligung benediktinischer Klöster Bayerns (Congregatio SS. Angelorum Custodum), Schwabens (Congreg. S. Spiritus) am Unterhalt des Freisinger Lyzeums wie der Salzburger Universität brachte dem Theaterspiel stärkste Belebung: Das Barocktheater der südbayerischen Benediktiner.

Waren freilich an Unterhalt, Lehrerbestellung und Leitung Freisings unter den sämtlichen Abteien der bayerischen und schwäbischen Benediktinerkongregationen noch sechs kongregationsfreie beteiligt, so schwindet doch der Umkreis der für die Erforschung des benediktinischen Barocktheaters „Ergiebigen" bei näherer Betrachtung erheblich zusammen.

Die durch die Zentralen Salzburg und Freising gewonnene Verbindung zahlreicher Klöster scheidet die Kongregations-„freien" — die auf heute bayerischem Gebiete[4] lagen — wesentlich aus. Die Folgen der Säkularisation vornehmlich stellen für eine lückenlose Erkenntnis südbayerisch-benediktinischen barocken Schultheaters nicht Freising — trotz Zahl und Umfang seiner theatralischen Leistungen, seiner wirtschaftlichen und durch den souveränen Hof gegebenen repräsentativen Möglichkeiten —, sondern die ehemals reichsfreie und unmittelbare Abtei Ottobeuren in den Mittelpunkt. D. h. Ottobeuren gibt vor allen in Frage stehenden Abteien und selbst dem „hochfürstlichen Lyceum" Freising am ehesten ein klares Abbild barocken benediktinischen Schultheaters.

Notwendig aus heutiger Sachlage, nicht ursächlich, mußte daher Ottobeuren zum Kern der folgenden Untersuchung werden.

I. Reichsstift Ottobeuren.

Das ottobeurische Schulwesen im Überblick — Vorgeschichte des barocken Schultheaters.

Das 764 gestiftete Kloster Ottobeuren erfuhr in den Jahren 1711—1766 unter den Äbten Rupert II. Neß und Anselm Erb eine vollkommene Umgestaltung durch Neuerrichtung sämtlicher Klosterbaulichkeiten einschließlich der Stiftskirche. Diese Bauten sind noch heute zum guten Teil im damaligen Zustand erhalten; die Säkularisation, die anderwärts große Schädigungen im Gefolge hatte, tat Ottobeuren geringeren Eintrag. Die Wiedererrichtung des Klosters 1834 und seine Erhebung zur Abtei trugen vollends dazu bei, daß Ottobeuren in seiner Art ein Bild kulturellen Lebens des 18. Jahrhunderts und des benediktinischen Barocktheaters bietet.

[4] Im staatsrechtlichen Sinne.

Der in seiner Gesinnung und in allen seinen Teilen großartige Klosterneubau des Abtes Rupert II. mußte der der Zeit und ihren Menschen innewohnenden, aber auch den Ordensgeflogenheiten entsprechenden Theaterfreude des Barock gebührenden Raum bieten.

Wann der Anfang irgendwelcher theatralischen Betätigung im Reichsstift Ottobeuren zu setzen ist, entzieht sich näherer Datierung infolge der schweren Brand- und Wetterkatastrophen von 1153, 1157 und 1217, deren letzte alle damaligen Klostergebäude samt Inventar restlos vernichtete; ferner infolge der Plünderung von 1525, wobei das Archiv und die Bibliotheksbestände verbrannt wurden; und schließlich auch zufolge der völligen baulichen Erneuerung in der ersten Hälfte des 18. Jahrhunderts. Diese Untersuchung muß sich daher und ihrer Zielsetzung gemäß wesentlich auf das Theater im neuen Klosterbau beschränken. Anzunehmen ist natürlich der Beginn gelegentlichen Theaterspiels im Zusammenhang mit der Entwicklung der ottobeurischen Schulanstalten.

Ihre Entstehung liegt sehr früh. Bereits für das Jahr 794 vermutet die Chronik[5]: „Ottenbeuren mußte ebenfalls seine eigenen Schulen gehabt haben; weil die ältesten Nekrologien von verstorbenen Kinder, und Schülern melden." Sichere Nachricht gibt allerdings erst das Aufnahmegesuch für einen Schüler von 1231: „Die Klostergemeinde hatte also damals Togaten, oder Kinder, welche von den Eltern dem Gottesdienste im zarten Alter gewidmet waren, die . . . sich zu Ordensmännern bildeten"[6]. Im 16. Jahrhundert war der Ausbau der Schulen weit gediehen. P. Maurus betont bei der Regierungszeit Abt Kaspar Kindelmanns[7] im Jahre 1553 ausdrücklich[8]: „Unter ihm blüheten, wie in den ältesten karolingischen Zeiten, zwei Jugendschulen, wovon man eine die äußere, oder Markt- und die andere die innere, oder eigentliche Klosterschule nannte, welche von Zeit zu Zeit der Klostergemeinde sehr taugliche Ordensgeistliche lieferte"[9]. Die Marktschule trug also den Charakter der

[5] Feyerabend M., Des ehemaligen Reichstiftes Ottenbeuren Benediktiner Ordens in Schwaben Sämtliche Jahrbücher / in Verbindung mit der allgemeinen Reichs- und der Besondern Geschichte Schwabens diplomatisch, kritisch und chronologisch bearbeitet, 4 Bde., Ottobeuren 1812—16. I, S. 174: „Die ältesten Todtenbücher melden öfters von verstorbenen Choralen, und beweisen hierdurch, daß schon von den ältesten Zeiten her solche Jugendschulen am hiesigen Stifte bestanden."

[6] Feyerabend, II, S. 365.

[7] Geb. zu Stegen (Kanton Zürich). Reg. 1547—84.

[8] Feyerabend, III, S. 196.

[9] Feyerabend, I, S. 173/74: „In den Innern (Schulen) bildete man bloß die sog. Togaten, sammt den jungen Ordensgeistlichen. Hiezu ward den weltlichen Schülern aus kluger Besorgnis . . . aller Zutritt versagt; hingegen bestanden die äussern Schulen allein für die Weltjugend." Dieser Ausschluß „weltlicher" Schüler war im 18. Jahrhundert weggefallen.

örtlichen Volksschule. Für das Schultheater im Kloster kam nur die „innere", als Lateinschule von gelehrten P.P. geleitet und vornehmlich von Alumnen besucht, mit der ihr angegliederten, später häufig als „Pflanzschule" oder „Seminar" bezeichneten Ausbildung junger Kleriker in Frage.

Außerdem versuchte aber bereits Abt Leonhard Widemann[10], Kaspars Vorgänger, für sein Kloster eine hohe Schule zu erhalten. Am 17. 1. 1543 gründete er zusammen mit den schwäbischen Benediktinerabteien Kempten, Ochsenhausen, Zwiefalten, Weingarten, Elchingen, Irrsee, Donauwörth und Wiblingen „eine öffentliche Lehranstalt für die morgenländischen Sprachen, und eine förmliche Akademie"[11], deren Hauptzweck war, „die jungen Klostergeistlichen in den orientalischen Sprachen, und in der tiefern Kenntnis der heiligen Schrift gründlich zu unterrichten, und den unerträglich stolzen Ton der Glaubensgegner (Protestanten), die nach ihrer Gewohnheit mit der morgenländischen Sprachkunde sehr groß taten, durch ein gleiches ... Gegenverhältnis zu mäßigen ..." Der Abt von Zwiefalten entwarf den umfänglichen Studienplan, auf Grund dessen am päpstlichen und kaiserlichen Hofe um das Recht, akademische Grade zu verleihen, nachgesucht wurde. Die Anstalt sollte u. a. „alle niederen Vorbereitungsklassen sammt den sogenannten schönen Künsten" umfassen. Der Studienplan empfiehlt besonders „neben wochentlichen gelehrten Streitübungen auch wochentliche Deklamationen".

Die Akademie, der ein klostereigenes Gebäude eingerichtet worden war, wurde mit etwa 20, darunter auch weltlichen Schülern eröffnet. Aber schon nach etwa zwei Jahren mußte sie nach der Abtei Elchingen auswandern, mit der sie 1546[12] der Vernichtung durch schmalkaldische Truppen anheimfiel. Die Kürze ihres Bestehens erlaubte kaum eine volle Durchführung des Studienplanes, so daß über sie oder ihre „wochentlichen Deklamationen" nichts erhalten ist. Der Versuch einer ottobeurischen Hochschule war und blieb mit ihr gescheitert.

Trotz den unruhigen Zeiten des Dreißigjährigen Krieges und großer wirtschaftlicher Bedrängnis fand der alte Akademiegedanke in Ottobeuren immer wieder fruchtbaren Boden, wenn auch nur in der eifrigen Unterstützung auswärtiger Gründungen. Von dauerndem Erfolge begleitet war davon die Beteiligung an der Errichtung des fürsterzbischöflichen Lyzeums und der Universität zu Salzburg, die später so große Rückwirkungen auf das Ottobeurer Schultheater haben sollte. Abt Gregor Reubi[13]

[10] Reg. 1508—47; geb. zu Schrezheim bei Dillingen.
[11] Feyerabend, III, S. 133 o/138.
[12] Feyerabend, III, S. 164.
[13] Geb. 1572 zu Sonthofen. Reg. 1612—28.

besetzte 1617 auf Bitten des Abtes Joachim von St. Peter in Salzburg das Lyzeum des Fürsterzbischofs Marcus Sittich von Hohenems mit dem P. Regens und fünf weiteren Konventualen seines Klosters. Die 1620 gegründete Universität sah die Ottobeurer PP. Silvan Herzog als ersten, Albert Keuslin als zweiten Rektor. 1633 weilten sogar neun Ottobeurer PP. in Salzburg, acht andere verschiedenorts, sodaß das heimische Kloster geschwächt war. Freilich hatten die Stürme des Dreißigjährigen Krieges selbst die klösterliche Pflanzschule „anfangs an der Zahl ihrer Zöglinge und Schüler sehr vermindert", dann für mehrere Jahre gänzlich eingehen lassen. 1650 gelang unter Abt Maurus Schmied (Faber)[14] die Wiedererrichtung.

Neben der fortdauernden Unterstützung der Salzburger Universität beteiligte sich Abt Benedikt Hornsteiner[15], dem die Förderung der Wissenschaften sehr angelegen war, 1673 finanziell und personell an der theologischen Schulanstalt zu Rottweil am Neckar[16]. Von dieser Gründung der Klöster Zwiefalten, Ochsenhausen, Ottobeuren, Petershausen, Mehrerau, St. Trudpert, St. Peter, St. Blasien, Weingarten und Villingen zog aber bereits der Nachfolger, Abt Gordian Scherrich[17], seine Hand ab, um das Geld „für die eigene Klosterschule zu verwenden, welche hierauf bald von jungen Ordensgeistlichen anderer Klöster besucht wurde"[18]. 1681 hatte noch unter dem Abte Benedikt, der als „schlechter Wirtschafter" 1688 resignieren mußte, eine fürstbischöflich-augsburgische Visitation[19] „die allzugroße Zahl der Schüler" in Ottobeuren bemängelt. Unter dem „haushälterischen" Abt Gordian scheint die Kloster- und Pflanzschule ihre fruchtbarere Aufwärtsentwicklung begonnen zu haben, so daß noch in seine Regierungszeit die erste sichere Aufführungsnachricht fällt. Die Chronik berichtet: „Der erste Tag dieses Jahres (1710) eröffnete sich mit einer hohen Feierlichkeit, welche das von dem regierenden Herrn Abte Gordian hinterlegte 50. Jahr seines hohen Priesterthumes veranlaßte. Alles trug zur größeren Feierlichkeit des Jubelfestes bei, ... und das Bestreben der studirenden Jugend, welche währender Tischzeit verschiedene dramatische Vorstellungen theils mit begleitender, theils mit abwechselnder Musik aufführte..."[20]

Die Notiz enthält kein Wort davon, daß diese — in der Folgezeit selbstverständliche — theatralische Ehrung des Jubilars ein Novum oder Theaterspiel überhaupt etwas Seltenes und besonders Erwähnenswertes gewesen sei. Vielmehr ist nach

[14] Geb. 1581 zu Gmünd in Schwaben. Reg. 1633—72.
[15] Reg. 1672—88.
[16] Feyerabend, III, S. 509.
[17] Geb. 1635 zu Wangen. Reg. 1688—1710.
[18] Feyerabend, III, S. 557. [19] Ebd. S. 530. [20] Ebd. S. 618 M.

den späteren Gepflogenheiten des Chronisten anzunehmen, daß von „dramatischen Vorstellungen" hier nur berichtet wird, um die hohe Feierlichkeit vollständig abzuschildern.

Noch im gleichen Jahre kam der „zweite Stifter"[21], der ohne Zweifel bedeutendste Ottobeurer Abt, Rupert II. Neß aus Wangen, bislang Stiftsökonom, am 10. Mai zur Regierung. Er fand bei seinem Amtsantritte sicher eine Spieltradition vor, die den Inhalt der obigen Nachricht übertraf. Mußte doch der beständige Austausch ottobeurischer Lehrkräfte zwischen dem Heimatkloster und Salzburg Anregungen und Beispiele ergeben haben, nachdem dort seit fast 50 Jahren die großartigen Bühnen der Universität im Gebrauch standen. Die damalige Allgemeinüblichkeit klösterlichen Theaterspiels beweist auch der nachbarliche Besuch des neuen Abtes am 10. 6. 1713 beim Herzog von Marlborough in dessen Fürstentum Mindelheim: „... worauf man sich zu den englischen Fräulein begab, dort einer dramatischen Vorstellung beiwohnte..."[22] Aus seinen ersten Regierungsjahren — vor Eröffnung des neuen Theatersaals im Klosterbau — stammen neben den sechs ältesten Periochen acht Notizen (im *Diarium Ruperti Abbatis*), die Theatereinrichtungen bezeugen.

Bereits am 5. Mai 1711 hatte Rupert II. an der Südostecke des großen Vierecks den Grundstein des neuen Gebäudekomplexes gelegt, erst 1725 war nach Überwindung zahlloser Schwierigkeiten das neue Theater fertig. Die Spieltätigkeit jedoch hatte indes nicht ausgesetzt.

1. Theatersaal und Bühne.

Lassen zwar die obenerwähnten Archivalien am Thaterspiel in den Gebäuden der alten Reichsabtei keinen Zweifel, so fehlt doch bis auf zwei Fälle die Ortsangabe. Die Endskomödie von 1717 nennt der Abt „in novo Musaeo conventus producta"[23] und berichtet am 5. 9. 1719[24], daß sie „in Sacello S. Nicolaj ... producta fuit". In seiner Begründung für die Schaffung eines eigenen Theatersaales mit feststehender Bühneneinrichtung betont er: „Man hat bishero allzeit das Theatrum de novo mit Kösten aufrichten müssen, und widerumb abbrechen..."[25]. Vielleicht war ein dem Salzburger und Freisinger ähnliches Verfahren (Bühne an der Schmalseite des

[21] Ebd. S. 620: „Ein Mann, dessen ... Verwaltung, Anordnungen, Unternehmen, und neuhergestellte Prachtgebäude noch jetzo eine gleichsam unfreiwillige Bewunderung abzwingen."
[22] Ebd. S. 645.
[23] *Diarium Ruperti Abbatis*, *t.* III, Jahr 1717, Teil I, S. 349.
[24] Ebd., t. V, Jahr 1719, Teil I, S. 141.
[25] Ebd., t. VII, Jahr 1725, Teil III, S. 104.

Raumes gegenüber dem Altar) im Gebrauch, nur mit dem Unterschiede, daß jede Aufführung erneute Bau- und Abbrucharbeiten mit sich brachte. Der neue Theatersaal unterscheidet sich davon wesentlich dadurch, daß er ausschließlich zu theatralischen Zwecken bestimmt war und keine Einrichtung als Kirchenraum besaß. P. Kaspar Kuhn[26], der Chronist des Ottobeurer Laientheaters in den Jahren 1873/87, schildert dies noch heute ziemlich gut erhaltene Theater:

Abt Rupert II., der größte aller Äbte des Gotteshauses Ottobeuren, ließ in dem von ihm erbauten großartigen Kloster für die studierende Jugend auch ein herrliches Theater herstellen, das im Jahre 1725 vollendet wurde. Dieser Theatersaal ist 110 Fuß lang, 40 breit und 30 hoch. Die Bühne war gegen Osten, gegen Westen eine erhöhte Gallerie für den Abt und die Gäste. Das Gesims auf den beiden Längeseiten wird von 20 hölzernen Säulen korinthischer Ordnung getragen, alles andere ist Mauerwerk und mit Gemälden, Stukkaturen reich verziert. Das Deckengemälde im Zuschauerraum ist eine allegorische Darstellung der Tragödie und Komödie unter dem Schutze der Pallas Athene und des Apollo. Die 8 kleinern Bilder auf den Seiten, gelb in gelb, oder grün in grün gemalt, stellen vor: die Haare der Medusa werden in Schlangen verwandelt; Deukalion und Pyrrha bevölkern die Erde aufs neue; die Verwundung des Apollo, Aeneas trägt seinen Vater Anchises aus dem brennenden Troja, usw. Alle Gemälde sind von Fr. Spiegler um 300 fl. gemalt. Die Faßarbeit ist von Negele[27]; die Statuen auf dem Gesimse sind von dem Italiener Volpini und kosteten nebst den Stukkaturen 400 fl.[27]. Die 4 Inschriften an der Decke sind folgende:

Gegen Westen:
Plebs rudis est satyris, comicis et risibus apta.
Gegen Osten:
Grandia Facta ducum tragicis hic misceo Fatis.
Gegen Norden:
Nil dicta Foedum visuque haec limina tangat. (Juvenal.)
Gegen Süden:
Illecebris erit et grata novitate morandus spectator. (Horaz.)

Über die Baugeschichte des Theaters gibt Rupert II. in seinem *Diarium actorum sub Regimine Rdmj Ruperti Abbatis*" (hier DRA) selbst genauere Auskunft. Erstmals am 1. 3. 1724 findet das „Proiect vor dem Comedj Saal" Erwähnung[28]:

Nachdeme angetragen worden, daß der Comedj Saal in das Clostergebäu kommen solle, und zwar ex variis motivis, Regularibus, publicis, et Oeconomicis, so habe ein Proiect machen lassen, wie solcher solle exornirt, und inwendig gemacht werden. Obwohl nun underschidliche Concept geführt worden, so habe endlichen daß anständigste seligiert, welches so wohl pro Theatro et Spectatoribus, als Abbate et conventu am commodisten wäre. Es wirdt eine besondere logj in der Höhe zuruckh gemacht pro Abbate,

[26] Kuhn K., Beschreibung und Geschichte des Theaters in Ottobeuren. (Ms. im Besitze der Abtei Ottobeuren.)

[27] Feyerabend behauptet im Gegensatz dazu III, S. 691: „... der Statuar Volpini lieferte für 450 fl. 8 Statuen auf die Gesimse des Saales ..." und a. gl. O. S. 717 u.: „Sichelbein erhielt für die Fassung ... des Refektoriums, und des Theatersaals 1100 fl.; mußte aber die Gesellen selbst zahlen, und Farbe und Gold selbst schaffen."

[28] DRA, tom. VII, Jahr 1724, Teil III (Oeconomica), S. 65.

Conventu et honoratioribus hospitibus. Der Platz pro communibus Spectatoribus kan per annum zue einem Saal, auch pro Exercitu nobilium dienen, und eventualiter auch pro Congregatione Juventutis studiosae in nostro Seminario.

Die von P. Kaspar als „erhöhte Gallerie" erwähnte „besondere logj in der Höhe zuruckh" dürfte für ihren Bestimmungszweck kaum ausgereicht haben. Denn der Konvent zählte auch schon zu Ruperts Zeiten etwa 40 Kapitularen, und die Zahl der „honoratiores hospites" war nach seinen eigenen Berichten häufig nicht klein. Für die Nebenverwendung des Saales „pro Exercitu nobilium" findet sich kein Beleg, dagegen sind mehrere Aufführungen der „Congregatio litteratae juventutis Ottoburana sub titulo B.V. in templo praesentatae erecta" nachzuweisen. Eine ausgesprochen untheatralische Verwendung des Raumes dürfte dagegen angesichts des keineswegs seltenen Spiels und der gewiß reichlich Platz bietenden sonstigen Räumlichkeiten des West-(Schul)-Traktes der Reichsabtei unwahrscheinlich sein[29].

Rasch folgen Ruperts Ersterwähnung des „Proiects" die Daten der Ausführung: am 30. Juni: „In dem Comedj Saal haben die Stuccador angefangen die Deckhe zu exorniren"[30]. Am 10. August: „Comödj Saal wirdt in Fresco von Herrn Franz Spiegler von Wangen ausgemahlt. Das Concept besteht in exhibitione Comoediae et Tragödiae sub praesidio Palladis et Apollinis"[31]. Und am 30. Okt.: „Herr Franz Spiegler, Mahler hat die Mahlerey in deme Comoedj Saal bis auf die Galery absolvirt in Fresco. (So dann . . . und die Cupula zwischen den Zimmern bey der rothen Abtey.) Davor ihme 300 fl. versprochen, und würkhlich 265 fl. bezahlt, den Rest à 32 fl. gibts, wenn Er auch die Galery gemahlt. In dem Comoedj Saal hat er mir schon Satisfaction gegeben, aber . . . nit gefallen"[32].

Damit endet für dieses Jahr die „Exornirung" des „Comoedj Saales", denn erst am 28. 2. des folgenden wird unter der Schlagzeile „Theatrum wirdt inventirt" die Herstellung der Bühne geschildert. Daß man 1724 mit der Auszierung des Zuschauerraumes nicht ganz fertig geworden war, ergibt sich aus den Bemerkungen: „Der Negele hat andere Faßarbeit im Comoedj Saal"[33] und „Weilen allgemach die Zeit der Comoedj zukommt, so thut man an dem Comoedj Saal mit allem Ernst arbeiten, damit die Comoedj darauf können gehalten werden"[34].

---

[29] Vielmehr sind noch je eine Auff. „in schola Rhetorices et Poeseos" (1732) und „in Musaeo DD. Theologorum" (1742) belegt.
[30] DRA, t. VII, J. 1724, Teil III, S. 75.
[31] Ebd. S. 79.
[32] Ebd. S. 86.
[33] Ebd., t. VII, Jahr 1725, Teil III, S. 118, 20. 7.
[34] Ebd. S. 123, 21. 8.

Bühneneinrichtung und Dekorationen waren 1725 bis zum Schuljahresschlusse nur teilweise, der eigentliche Saal dagegen vollständig fertig geworden. Der Abt ist diesmal mit den künstlerischen Leistungen (hier und anderswo) des Freskenmalers (Spiegler) zwar zufrieden, weniger allerdings mit dessen Forderungen: „Nachdeme Herr S. 6 bis 7 Monath hier in Arbeith gewesen, und während dieser Zeit in fresco gemahlt, ..., 10 Feldle in Comoedj Saal[35] ... hat er vor alles begehrt 500 fl. So Ihme auch bar bezahlt, obwohlen es mich zuvil bedunckhte... Er hat angeschlagen ... Ein Feldle im Comoedj Saal 8 fl. ... die Arbeit in fresco ist schon wohl gemacht, aber zue teyr"[36].

Feyerabends Angaben über Künstler und Bezahlungen sind also irrig: der „Statuarier" Volpini erhielt für die „8 Statuen in dem Comödj Saal" nur 400 fl. am 31. 10. 1726[37], und Sichelbein hatte im Theatersaal überhaupt nichts zu tun.

Nach der Säkularisation wurden sämtliche Theatereinrichtungen und der gesamte Fundus an den Fürstbischof Clemens Wenzeslaus von Augsburg um 3000 fl. für sein Schloß Oberdorf verkauft[38]. Nach seinem Tode (1812) kam dieser Bestand nach Waal (Schwaben), wo er im Februar 1885 verbrannte.

Da weder P. Kaspar Kuhns Aufzeichnungen Einzelheiten über das an den Fürstbischof verkaufte Theaterzubehör ersehen lassen, noch archivalische oder andere Quellen dafür im Kloster zu erschließen waren, kann nur aus den Akten der Passionsspielgemeinde Waal in Schwaben und einer kurzen Nachricht P. Maurus Feyerabends im Vergleiche mit dem heutigen Augenschein näherer Anhalt gewonnen werden. Graf Schenk von Castell kaufte das fürstbischöfliche Theater in Oberdorf in allen Teilen samt dem Gebäude an, ließ es in seinem Schloßpark zu Waal aufbauen und gestattete die Benutzung durch den dortigen Theaterverein. 1816 wurde dies Theaterhaus abgebrochen und ging mit seinem Inhalt in das Eigentum des Vereins schenkungsweise über. Die erhaltenen Akten bieten uns aus der Zeit des Übergangs von Oberdorf nach Waal an Unterlagen für Rückschlüsse auf die Theaterverhältnisse der Reichsabtei Ottobeuren:

1. Ein noch in Oberdorf am 25. 10. 1811 datiertes *Inventarium*;
2. Von der Übernahme in den Gräflich Castellschen Besitz einen sehr kurzen *Beschrieb*, den der „Mahler Xaveri Sutor" am 29. 11. 1812 in Oberdorf abfaßte;
3. Ein großes Inventar vom 21. 12. 1816, das die Waaler Theaterdeputation — Theater-Mahler Xavier Sutor, Schmiedemeister Mayer und Schreinermeister Nerlinger — unterzeichnete.

---

[35] Gemeint sind die Seitenbilder aus der antiken Mythologie.
[36] DRA, t. VII, Jahr 1725, Teil III, S. 141, 15. 9.
[37] Ebd., t. VIII, Jahr 1726, Teil III.
[38] Kuhn, Beschreibung und Gesch.

Unter Ausscheidung aller ausdrücklich als „nach 1807 neu angeschafft" bezeichneten Gegenstände usw. ergibt das „Inventarium" von 1811 einige Nachrichten über die Ausstattung des Zuschauerraums. Aufgezählt werden: 9 lange hölzerne Sitzbänke, 4 mit Silberfarbe angestrichene Sitzbänke zum orchestre gehörig, 4 gleichfarbige „gueridons"[39], 5 lange Musicpulten, 2 desgl. einfache. Selbst 2 „eisen blecherne Oefen mit den darzugehörigen Röhren samt den 3 eisernen Windfängen" können aus Ottobeuren stammen, da der Theatersaal heute keine Heizungseinrichtungen besitzt.

Dies Material kann wohl kaum die Ausstattung des Zuschauerraums im Theatersaale der Reichsabtei sein. Eher wären diese ärmlichen Sitzgelegenheiten der im folgenden zu erwähnenden Benutzung des Saales am Ende des 19. Jahrhunderts angemessen gewesen. Aber hier bereits zeigt sich, was bei der Untersuchung der von Oberdorf nach Waal gelangten Dekorations- und Kostümbestände immer wieder ins Auge fällt, daß bei dem mehrmaligen Besitzwechsel ganz beträchtliche Materialmengen „verschwanden".

Um den Raum für Laien-Vereinszwecke in Gebrauch nehmen zu können, mußte 1873 auf Verlangen der Regierung in Augsburg wegen Feuersgefahr (?) über der Bühne, unter den oberen Rahmenabschluß herabgreifend, eine gemauerte Decke eingezogen werden. Nach den Berichten P. Kaspars wurden auch neue Sitzbänke und Dekorationen beschafft und der Boden des Zuschauerraumes mit nach rückwärts ansteigender Dielung versehen[40]. Über die Herstellung der eigentlichen Bühne bringt er keine näheren Angaben, doch ergibt ihre genaue Untersuchung, daß jeglicher Bühnenzubehör, auch das Podium, beim Säkularisationsverkauf entfernt wurde. P. Kaspar, der über Mangel an Mitteln selbst klagt, ließ kurzerhand die schweren Bretter der Saaldielung, die sich unter dem ehemaligen Bühnenpodium fanden, herausreißen, als neues Podium aufrichten und in in den Fehlboden gründen. Die Materialien des heutigen Bühnenpodiums entstammen also größtenteils dem 18. Jahrhundert, selbst handgeschmiedete Nägel finden sich hier neben anderen, die im 19. Jahrhundert üblich wurden. Die Abstützung dieses neugewonnenen Bühnenbodens ist ziemlich schwach und verrät rasche Arbeit mit behelfsmäßigen Mitteln. Die damals neugeschaffene, heute noch fast vollständig sichtbare Verwandlungseinrichtung trägt gleichfalls durchaus interimistischen Charakter[41].

[39] Da der große Kronleuchter noch heute im Ottobeurer Theatersaale hängt, ist die Herkunft dieser Leuchterträger fraglich.

[40] Diese ist jetzt wieder entfernt, da sie die Aufstellung von Schaukästen hindern würde.

[41] Siehe Bildtafel III.

Der gesamte Theaterraum bildet jetzt einen Teil des Klostermuseums und wird wegen Baufälligkeit zu seiner ursprünglichen Bestimmung nicht mehr benutzt; er hat folgende Abmessungen:

Theatersaal (Zuschauerraum),	Länge	ca. 16	m
	Höhe	ca. 5	„
Breite (zwischen den Säulen)		„ 8	„
Breite der Wandelgänge (zwischen Säulen und Wänden)		je 1,30	„.

Die beiden Längsseiten besitzen im Zuschauerraum nach Nord und Süd je sechs Fenster, im Bühnenteil je drei, ein weiteres auf der Nordseite ist vermauert. Die Galerie an der Schmalseite gegenüber der Bühne erhebt sich 2 m über den Saalboden[42]. Unter der Dielung dieser Galerie finden sich zwei hölzerne Wellen von je etwa 1 m Länge mit schmiedeeisernen Beschlägen. Ihre Bestimmung ist weder aus Aufzeichnungen noch sonst erklärlich[43]. Das heutige Bühnenpodium mißt:

Ganze Länge: 10 m — Höhe (vorn): 0,72 m — Höhe (hinten): 1,05 m.

Die Bühnenhöhe beträgt zwischen Podium und eingezogener Decke vorn 3,50 m, die Bühnentiefe 8 m.

Demgegenüber ergeben sich für die Anlage des 18. Jahrhunderts wesentliche Abweichungen. Die jetzige Rahmenbreite der Bühnenöffnung von 5,60 m scheint durch Einbauten um mindestens 0,40 m gegenüber der früheren verengert worden zu sein. Das ehemalige Podium muß um ca. 0,75 m weiter hinter dem gegenwärtigen Stande begonnen haben, so daß sich ein breiterer Orchestergraben bildete. Das Waaler Inventar vom 21. 12. 1816 gibt über das Aussehen und die Einrichtungen des Proszeniums ziemlich genaue Auskunft:

Nachdem der Saalvorhang vermittelst eines auf dem Boden befindlichen Rades aufgezogen ist, stellt sich das Proszenium vor mit 2 Seiten Thüren, wovon nur eine geöffnet werden kann, einem Soufleur Behältnis, und einer auf dem Fußboden angebrachten langen Bedeckung[44]. Die Rückwand[45] ist die sogenannte Theater Gardin, von Leinwand, wie alle übrigen zum Szenarium gehörigen Gegenstände, den Gott des Ruhmes über eine ländliche Gegend schwebend vorgestellt. — Diese Gardin wird vermittelst eines Zugwerks auf der linken Seite auf- und abgezogen.

Sollten die erwähnten Stücke nicht noch aus Ottobeuren gestammt haben, glichen sie zweifellos den vor der Säkularisation dort vorhandenen weitgehend.

Von der einstigen technischen Anlage sind zwar nur geringe Spuren zu entdecken, die aus den Süd- und Nordwänden des Bühnenraumes hervorragenden Holzpfosten bzw. Mauer(ziegel)-

[42] Siehe Bildtafel II.

[43] Für einen denkbaren Flugeffekt von der Galerie zur Bühne findet sich im erhaltenen Periochen- und Dramenmaterial kein Anhaltspunkt.

[44] Wohl für die Rampenbeleuchtung.

[45] Des Proszeniums.

vorsprünge lassen aber zusammen mit weiteren Angaben der Waaler Akten ziemlich sichere Schlüsse darauf zu:

Der Bühnenboden ruhte beiderseits auf den erwähnten, in die Mauern eingelassenen Unterlagen, deren Zweckbestimmung sich auch daraus erkennen läßt, daß sie von vorn 1,10 m bis zu 1,60 m Höhe am Ostende der Bühne ansteigen. Die gegenüber der heute vorhandenen wesentlich größere Podiumshöhe und stärkere Steigung erlaubten Versenkungen und ein umfängliches Verwandlungssystem. Der letzte Prior und Chronist der Reichsabtei, P. Maurus Feyerabend, berichtet kurz: „Zuhause wurde das neue Theater nach dem Salzburgischen mit zwölf vollständigen Veränderungen, die durch zwei angebrachte Wellbäume schnell hervorgebracht wurden, verfertiget. Der hiesige Arbogast Thalheimer samt drei Mitgehilfen mahlte dasselbe; . . .“[46]

Ausführlicher schildert Abt Rupert den Plan der Bühne:

Weilen in dem Comoedj Saal ein beständiges Theatrum[47] zustellen, so habe von Salzburg von dasigem sehr berühmbten academischen Theatro einen Grundriß, sambt allen Oefnungen in das Perspectiv gemahlt, procurirt, damit das allhiesige so vil als möglich nach demselbigen möchte gemacht werden. Dem Architecto, oder Pictorj, so es copirt, habe 50 fl. gegeben. Nun werde sehen, wie man das Modell von Salzburg imitiere, und ein solches Theatrum mache, damit man darmit pro futuro in omnem eventum versehen seye. Man hat bishero allzeit das Theatrum de novo mit Kösten aufrichten müssen, und widerumb abbrechen, nunmehro können all dise Kösten erspahrt werden, wen ein Theatrum seinen fixum locum hat, und allzeit parat steht pro exercitio studiosae Juventutis[48].

Und am 30. Mai desselben Jahres ihre Herstellung:

Das Theatrum ist völlig in der Arbeit, und wirdt nach dem Salzburgischen, dessen Modell bekommen, gemacht, so vil es die Gelegenheit, und der Platz zulasset. Die Mahler, und Schreiner haben viles zu thun, alles in die Perspectiv zu richten, welche es in dem Tag- und Wochenlohn, sambt der Kost machen. Der Mahler hat des Tags 1 fl. Der erste Gesell 24 kr. der andere 20 kr. der Jung 12 kr. sambt der Kost, wenn sie arbeithen. Der Schreiner des Tags 20 kr. der Gesell 12 kr. der Jung 12 kr. mit der Kost, ausgenommen Sonnund Feyertag. Die nöthige Leinwand darzue muß ich gleichfals schaffen; und zwar 1 Stuckh von 60 Ellen per 11 fl. dergleichen vile erfordert werden, därfte die leinwandt allein dem Ansehen nach sich auf 2 oder 300 fl. belaufen[49].

---

[46] Feyerabend, III, S. 691.

[47] Sehr ähnlich dem Ottobeurer Theatersaal (vgl. Bildtafel I) dürfte der des Klosters Lambach sein, dessen Gesamtanlage überhaupt Vergleiche mit O. gestattet. Soweit zwei Abbildungen (Bildt. 9 in Guby R., Das Benediktinerstift L. in Oberösterreich, Wien, und Abb. 136 Gregor J., Weltgeschichte d. Theaters, Zürich 1933) erkennen lassen, ist seine Bühnenwand sogar noch reicher gegliedert, stuckiert und bemalt, der Plafond dagegen nur flach. Die Bühnenöffnung erscheint kleiner als in O. „Das Klostertheater wurde unter Abt Amand Schickmayr (1746—94) errichtet. . . Die Stiftsbühne in L. stellt das einzige noch erhaltene Klostertheater in Österreich dar. Das Theater wurde gelegentlich des Aufenthalts Marie Antoinettes in L. auf der Reise nach Frankreich . . . eröffnet . . .“ (Guby, S. 11.) — Wenn diese Darstellung zutrifft, wurde der L.er Saal 1770, also fünfundvierzig Jahre nach dem O.er, in Benutzung genommen.

[48] DRA, t. VII, Jahr 1725, Teil III, S. 104, 28. 2.

[49] Ebd. S. 112, 30. 5. Bei den anderen Handwerkern ist auch aus den Großkellereibüchern nicht festzustellen, wofür im einzelnen sie ihre — häufig Tage- — Löhne erhielten.

Aber auch die eifrigsten Anstrengungen genügten nicht zur Vollendung der umfänglichen Bühnenerfordernisse (20. 7.):

Der Thalheimer machet das Theatrum mit seiner Mahlerey[50]; 1. 8.: Das Theatrum sambt dem Saal ist in völliger Arbeit, . . .[51] und 21. 8.: Weilen allgemach die Zeit der Comoedj zukommt, so thut man an dem Comoedj Saal mit allem Ernst arbeiten, . . .[52] während der Spätherbst- und Wintermonate muß weitergearbeitet werden: Dise Winterszeit sindt in dem Gebäu in arbeit, Mahler und Schreiner bey dem Theatro[53].

Da ferner Baudaten ausbleiben, scheint die Notiz des Abtes vom 27. 2. 1726 die im wesentlichen fertige Bühne zu betreffen: „Hodie in novo Theatro à nostra stud. Juv. exhibita est aliqua Comoedia . . .“[54]

Über die technische Einrichtung der Bühne und zumal des Verwandlungssystems gibt das Diarium keinerlei Anhaltspunkte. Aus den Akten der Passionsspielgemeinde Waal enthält allein das obenerwähnte Inventar von 1816 nähere Daten:

Die Coulissen laufen oben in sogenannten Rechen, reichen durch den Fußboden bis unten auf ein unter den Theater angebrachten Brücke und stehen auf Rädchen und werden obwohl wegen ihrer zu starken Höhe durch ein der Länge nach in der Mitte angebrachtes Rad hin und her getrieben. Die Souffitte laufen in senkrecht oben angebrachten Latten und werden durch eine rechte Hand der Länge nach Oben angebrachten Walze auf und ab gelassen.

Diese Darstellung bezieht sich auf die technischen Bühnenverhältnisse des Theaters im Gräflich Castellschen Park zu Waal. Sie dürften infolge der Übernahme auch des Theatergebäudes aus Oberdorf den dortigen Einrichtungen vollkommen geglichen haben. Dagegen wird die Übereinstimmung zwischen Ottobeuren und Oberdorf geringer gewesen sein, obwohl auch bei diesem Verkauf der gesamte technische Apparat übernommen worden war. Der Ausdruck „hin und her getrieben“ will im Gegensatz zum „auf und ab gelassen“ der „Souffitte“ die seitliche Beweglichkeit der Kulissen besagen. Die „zu starke Höhe“ der Kulissen, derentwegen die Verwandlung durch das „der Länge nach in der Mitte angebrachte Rad“[55] erfolgt, würde angesichts der hohen Ottobeurer Oberbühne und des damals viel höheren Bühnenrahmens wohl stimmen.

Abt Rupert, Feyerabend und schließlich Kuhn betonen zwar ausdrücklich (s. o.) das Salzburger Vorbild für Thalheimers Arbeiten und die gesamte Ottobeurer technische Anlage von 1725. Die von Kutscher in Salzburg festgestellten Bühneneinrichtungen[56] aber bedienen sich ab 1644 in der provisorischen

[50] Ebd. S. 118. — [51] Ebd. S. 121. — [52] Ebd. S. 123. — [53] Ebd. VIII, Jahr 1726, Teil III, S. 1. 10. 1. — [54] Ebd. Teil I, S. 7.

[55] Darunter ist wohl die bei Feyerabend für Ottobeuren erwähnte, in Salzburg übliche und in Ludwigsburg heute noch erhaltene Walze zu verstehen, die, in der Längsachse des Theaters unter der Mitte des Bühnenbodens angeordnet, durch ein Rad betrieben wurde.

[56] Kutscher A., Salzburger Barocktheater, München 1924, S. 69, 72, 73.

Aula des seitlichen, ab 1657 in der Aula minor und 1661 nach dem Umbau unter Fürsterzbischof Guidobald auch in der großen Aula academica des senkrechten Kulissenverwandlungssystems. Der Ottobeurer Theaterraum besaß eine beträchtliche Oberbühne, die fast die Bezeichnung Schnürboden verdiente, wenn sie auch die einheitliche Firsthöhe des gesamten Klosterbaues nicht überschritt. Etwa in Höhe der eingezogenen Decke zeigen sich umlaufende Galerien; ein Stockwerk höher, das durch eine offensichtlich dem 18. Jahrhundert entstammende Holzstiege zu erreichen ist, eine speicherartige Dielung, die auch über den Plafond des Saales reicht, jedoch allenthalben durchbrochen ist. Sie gleicht heute mehr einer nach unten Durchblick gewährenden Bretterlage. Die Balkenkonstruktion des Daches ist hier wie über dem Zuschauerraum, dessen Wölbdecke an ihr hängt, wesentlich stärker als in den übrigen Teilen des Klostergebäudes. Veränderungen wurden daran nicht vorgenommen, vielmehr weisen Einschnitte im Gebälk, Reste von Rollen, Seilscheiben usw., die mit handgeschmiedeten Eisen befestigt sind, deutlich den früheren Zustand und damit den Bestand einer schnürbodenartigen Anlage auf. Die Voraussetzungen zur Verwandlung nach oben erscheinen daher gegeben, zumal da der zur seitlichen Verwandlung verfügbare Raum des Bühnenpodiums beiderseits der Kulissengassen nur reichlich 2,50 m betrug.

Eine bestimmte Entscheidung zwischen den beiden Systemen ist auch aus der Zeitdauer[57], die ottobeurischer Szenenwechsel in Anspruch nahm, nicht abzuleiten. Nur zwei Augenzeugenberichte über Aufführungen sind vorhanden, die jedoch beide nichts über diese Fragen aussagen. Außerdem bezieht sich der eine auf ein inhaltlich und inszenatorisch unbekanntes Stück[58], der andere betont ausdrücklich „die zwar wenigen, aber gut gewählten Dekorationen“[59]. Sicher ist, daß die Maschinerie durch die unter dem Podium zu suchende große Walze betrieben wurde, die nach Kutscher[60] für horizontales (Ludwigsburg) wie vertikales System (Salzburg) Hauptantrieb war.

Die heute vorhandene Länge des Bühnenpodiums (10 m) wird der des Podiums im 18. Jahrhundert ungefähr entsprechen — obwohl es 0,75 m weiter östlich begonnen haben dürfte —, weil die rückwärtige (östliche) Abschlußwand der Bühne offenbar Umbauten entstammt. Schon 1792 sind hier gelegentlich

[57] Kutscher, S. 73 M und 74 M. Das vertikale Verwandlungssystem der großen Aula in Salzburg wurde von Zeitgenossen kurz nach seiner Einrichtung, aber auch nach der 1681 erfolgten Verbesserung noch 1745 als sehr langsam arbeitend geschildert.

[58] *Alceste rediviva*, 1766; Feyerabend, IV, S. 111.

[59] *Josephus honoratus*, 1792; Feyerabend, IV, S. 221.

[60] Kutscher, S. 73.

der Schaffung eines neuen Dekorationsfundus Veränderungen vorgenommen worden, wofür die neben der kleinen Bühnenzugangspforte (in der Südostecke) an der Wand erhaltene Zahl zeugt. Obwohl sich aus den im Klosterarchiv vorhandenen Architekturplänen[61] darüber keine Klarheit gewinnen läßt, besteht die größte Wahrscheinlichkeit, daß die schmale Stiege vom ersten Stock zur erwähnten Bühnenzugangspforte damals erst geschaffen wurde. Sie half dem Mißstand ab, daß die Schüler (Darsteller!) von ihrem Schultrakt aus keinen unmittelbaren Bühnenzugang besaßen. Sie mußten ihn über den „Studentehof" oder in großem Umweg durch den Gymnasiums- und Kreuzgang suchen. Die sehr mangelhafte Bau„kunst", die dieser Stiege zuteil wurde[62], macht allerdings auch möglich, daß sie noch später, zu P. Kaspars Zeiten, eingeflickt wurde, um einen vom Klosterhauptportal sowie ehemaligen Schul- und Gästetrakt[63] unabhängigen Zugang aus Richtung des Marktorts zu gewinnen.

Diese mehrfachen baulichen Veränderungen hindern heute eine klare Vorstellung von der Bühnenrückwand zu Zeiten Ruperts oder auch nur der Reichsabtei. Alles heute Vorhandene: Tür (in der Nordostecke der Bühne) für eine Stiege zu dem durch die eingezogene Decke geschaffenen speicherartigen Raum (bzw. Umlaufgalerie), diese Stiege, die heutige Bühnenost-(rück)wand widerspricht Ruperts Stil, ist „unecht". Der jetzt gebräuchliche Weg zum Zuschauerraum — vorbei an der Südseite des Podiums — war infolge der damaligen Podiumskonstruktion im 18. Jahrhundert nicht vorhanden. Entgegen der im Kloster vertretenen Meinung, die aus der Erinnerung an P. Kaspars Theater in den letzten Jahren des 19. Jahrhundert schöpft, muß also der Zuschauereingang in der Tür auf der West-(Galerie)-Seite gesucht werden. Außer der Nähe des Hauptportals der ganzen Klosteranlage[64] sprechen dafür die Lage des Gästetrakts[65] und die — in Salzburg[66] und Freising zwar verlassene — allgemeine Gewohnheit, den Haupteingang zum Theater der Bühne gegenüber anzuordnen.

Hinter (östlich) dem (durch die eingezogene Decke) über der Bühne geschaffenen Raume zeigt sich ausreichender Platz zum

---

[61] Weit später angefertigt.

[62] Hat keinen Anfang im Erdgeschoß, sondern beginnt unvermittelt im ersten Stock und stört die sonst allenthalben gewahrte Symmetrie der Bauteile.

[63] Dienten damals weltlichen Zwecken.

[64] Die heutige Klosterpforte kann nach dem Plane bei Feyerabend IV nur eine untergeordnete Rolle gespielt haben.

[65] Zweiter Stock der Westfront, in gleicher Ebene mit dem Theatersaale.

[66] Kutscher, S. 73.

Umkleiden; ein sehr kleines Gelaß, das Garderobe- oder Abstellzwecken gedient haben dürfte, ist erhalten. Ein Magazin war und ist darüber — erreichbar über die dem 18. Jahrhundert entstammende Holzstiege — hinter dem Schnürboden möglich. Ob auch die Speicherdielung über dem Plafond des langgestreckten Zuschauerraumes dazu diente, könnte heute fraglich erscheinen. Die mit bescheidensten Mitteln vorgenommene Bühnen„restauration" von 1873 hat hier freilich — nach im Kloster erlangten Auskünften — willkommenes Bauholz entführt. Da die Südwand des Theatersaales in Höhe der Dachkehlung stark nach außen gedrückt ist, mußten quer durch den Zuschauerraum eiserne Verstrebungen gezogen und auch über dem Plafond Vorkehrungen getroffen werden, um weiteres Fliehen der Mauern zu verhüten. Das Magazin über dem Saalplafond ist also ziemlich sicher, denn in Salzburg zeigten sich ähnliche Folgen für den Bau[67].

Das Theater liegt im zweiten Stock des Teiles der Nordfront der Klosteranlage, der sich hinter der Stiftskirche nach Westen zieht[68].

2. Dekoration.

Art, Stoffe und Personal der theatralischen Aufführungen des 18. Jahrhunderts ergeben, daß das benediktinische Barocktheater in Ottobeuren zu beträchtlichen theatralischen Leistungen fähig war, die einen großen dekorativen und bühnentechnischen Apparat erforderten. Die Berichte Feyerabends (Chronik), gelegentliche Äußerungen Ruperts II.[1] und die häufigen Aufzählungen der Zuschauer von Stand bestätigen diesen Eindruck.

Schon die älteste erhaltene Perioche (*Corona justitiae* vom 5. 9. 1713) bringt als Handlungsangabe des musikalischen Prologs: „Die Tugenden und Laster machen mit einer Seeschlacht das Vorspihl" und erwähnt am Ende deren Mitwirkende (12 allegorische Personifikationen), die „octo navibus distributae erant". Hieraus wie aus Aufbau und Personal des Stückes ergibt sich die Bedeutung der „Spieltradition", die Abt Rupert II. bei seinem Amtsantritt vorfand (s. o.). Auch war eine recht gute technische Einrichtung vorhanden, wie in der Handschrift zur *Corona justitiae* erhaltene szenarische Bemerkungen näher erläutern: „Octo navibus distributae erant haec personae, quibus aliae mutae intermixtae sunt, ut 12 na-

[67] Kutscher, S. 70 o.

[68] Die Angabe im Bd. Ordensdrama der Reihe Barock in der Sammlg. Deutsche Literatur, die das Theater in der „Roten Abtei" sucht (S. 34), beruht also auf Irrtum, denn die „Rote Abtei" liegt inmitten der Klostergesamtanlage (siehe Bildtafel IV).

[1] In DRA.

vigijs proelium magis tractabile fiat.“ Man hatte also höchstwahrscheinlich eine Kulissenbühne mit beiderseits je sechs Gassen wie aus der Zahl der teilweise mit stummen („markierenden“) Personen besetzten Schiffe zu schließen ist. Der Ausdruck „ut proelium magis tractabile fiat“ zeugt dafür, daß man eindrucksvolle szenarische Vorgänge zu bieten gewohnt und an Raum wie Material zu sparen nicht gezwungen war.

Diese Regienotizen bringen für den vorliegenden Zusammenhang Bemerkenswertes weiter mit der Schilderung der praktischen Verwendbarkeit der Schiffe: „Fides sinistra comediae infra aliquid sclopetum praeferebat. Haeresis sclopetum a latere pendente habuit. Ceteri non sunt dati sclopeto, abeunt eis, inde putandi sunt molestia et alia inconvenientia.“ Die beiden Hauptgegner Fides und Haeresis, die im Verlaufe des Kampfes auch am härtesten aneinandergeraten, tragen also Flinten. Die Begründung, weshalb den übrigen zehn Teilnehmern diese schwere Armatur fehlt, soll wohl einen Mangel des Fundus vertuschen! Die Verwendung der Schußwaffen scheint durchaus realistisch gewesen zu sein, denn von Fides wird vermerkt: „... sclopetum in Haeresin explodit.“

Die „praktikable“ Einrichtung der Schiffe beleuchten die folgenden Randglossen näher: „... quâ (face) adversa vela succendit“ (Fides), „contrahunt vela“ und „naves partim fugiunt, partim merguntur.“ Man konnte also nicht allein manövrieren, sondern sogar die Segel anzünden und selbst die Schiffe versenken. Die letzte dieser Notizen: „emergit Div. Providentia Schemate Neptunij“ deutet zusammen mit der unmittelbar vorher erwähnten darauf, daß eine umfängliche Versenkungsmaschinerie nicht fehlte.

Andere bühnentechnische und dekorative Feinheiten sind der dreisprachigen[2] Perioche zum *Sol Austriaco-Bavarus*[3] zu entnehmen. Die Bühnenbemerkung[4] zu Beginn der *Introduttione I.* besagt, daß die Szene einen Blumengarten mit Springbrunnen darstellt, den allerhand symbolische Bäume umgeben. Man sieht: zwei Olivenbäume, zwei Lorbeerbäume, zwei Granatbäume, zwei Palmen, eine Erle und in deren Mitte das Wunderbild der Madonna von Eldern[5]. Die verschiedenen Bäume tragen

[2] Lateinisch, Italienisch, Französisch; einziger Fall dieser Art in Ottobeuren.

[3] 1723 für den Empfang fürstlicher Gäste einstudiert.

[4] „Il Scenario dipinge un Giardino fiorito con una Fontana (mà da prio non gittante) in questo si vedono diversi gl'Alberi Simbolici 2. Germogli d'Olivi, 2. Aldri, 2. Alberi di Pomi Granati, 2. Palme ed à dietro della fontana un'Almo in Tedesco: Erlen oder Eldren-Baum. Nel cuore di quest' Almo vede l'Imagine Miracolosa della Madonna Elderesa, chiamata volgarmente Unsere Liebe Frau in Elderen.“

[5] Ottobeurisches Superiorat.

zwölf Früchte mit Zitaten aus antiken Schriftstellern oder der Hl. Schrift, die sich auf die erwarteten Gäste und ihre nahen Verwandten beziehen.

Zum Beginn der Introductio IV. heißt es vom Brunnen, der zunächst nicht in Betrieb war: „Salit unda quadri-color, Caerula, Alba; Rubra et Alba. Concavis excepta in cordibus, infunditur cyathis, et Hospitibus propinatur felicem in Adventum, perennemque salutem à Domino."

Es ergibt sich aus alledem, daß man bereits vor 1725 große Ansprüche an die Bühnentechnik zu stellen gewohnt war. Die Bühne im neuen Theatersaal muß also mindestens gleichwertige Möglichkeiten eröffnet haben.

Die Herstellung der Dekorationen (nach Salzburger Vorbild s. o.) wurde dem Ottobeurer Arbogast Thalheimer übertragen. Bei der Einweihung des neuen Spielortes waren jedoch erst drei von zwölf geplanten Szenerien fertig: „Es werden aber an dem Theatro nur drey facies fehrtig, als der rothe Saal, der graue Saal, und der Garthen, mit welchem sich vor dis Jahr die Comoedj muss contentieren lassen"[6].

Die Anfertigung der restlichen neun „facies" erfolgte vornehmlich im Januar 1726, weil Ende Februar wieder gespielt werden sollte. Thalheimer erhielt am 20. 1. 7 fl. 42 kr.; am 21. 1. 7 fl. 4 kr. und am 3. 2. 7 fl. 16 kr. „p. theatro"[7]. Die Vollendung des Dekorationsfundus scheint sich doch noch über den 27. 2. 26[8] hinausgezogen zu haben, denn der Meister empfing am 22. 5. wieder 12 fl. 25 kr. „wegen theatro". Der Abt pflegte, wenn die bildenden Künstler im Stückakkord[9] arbeiteten, unmittelbar nach Ablieferung zu zahlen.

In den Periochen tragen Thalheimers Dekorationen die Bezeichnungen:

1. Der Garten; 2. Der rothe Saal; 3. Der weiße Saal; 4. Der Schwartze Saal; 5. Der Keller (cella vinaria); 6. Der Kercker; 7. Der Tempel; 8. Die Stadt; 9. Das Lager; 10. Der Wald; 11. Das Meer; 12. Der Himmel.

Nr. 4 ist dabei wohl mit dem „grauen Saal" in Ruperts Notiz identisch. Auffallend ist, daß von diesen 1726 geschaffenen zwölf Dekorationen drei (Keller, Meer und Himmel) erst nach 1735 (*Foedus auspicatissimum Ottoburae*), der Feier des 25-jährigen Regierungsjubiläums des Abtes in Periochen Erwähnung finden. Ferner, daß in der Zahl der Thalheimerschen

[6] DRA, t. VII, Jahr 1725, Teil III, S. 123, 21. 8.

[7] Großkellereibücher des Reichsstifts O., Jahr 26/27, Rubrik: „Mahler".

[8] Aufführung des *Simeon Salus eremita*; „Hodie in novo Theatro . . .". (DRA, t. VIII, Jahr 1726, Teil I, S. 7.)

[9] 1725 sind Thalheimers Arbeiten nicht einzeln aufgeführt, da er im Taglohn stand.

Szenerien (ebenso wie unter den 1791/92 neugeschaffenen) der in Salzburg und allenthalben im geistlichen Theater ganz unerläßliche Schauplatz „Hölle" fehlt. Da dieser Mangel den Fürsten der Finsternis seines eigentlichen Wirkungsfeldes beraubte, muß er anderweit sein Unterkommen finden. So 1728 im „Schwartzen Saal", der überhaupt öfter den Auftritten unguter allegorischer Personen dient. Das ist aber keine Regel, die Szenerien werden durchaus beliebig und nach Bedarf verwendet. So ist für die Genien der Tyrannis, der Kirche und des hl. Martyrers Sebastian am 5. 9. 1736 im 2. Chor des *Divus Martyr Venantius* erstaunlicherweise das Meer der Schauplatz, an dem „die Tyranney der Kirchen den Untergang verschwöret". Analog liegt der Fall im Prolog von 1740, doch bewegen sich im gleichen Stücke die Laster Idololatria und Furor bei einem Zank in der Stadt.

Über die technischen Einrichtungen für Bühneneffekte und die Gepflogenheiten ihrer Anwendung erfahren wir schon 1726 aus der Handschrift zum *Simeon Salus Eremita* am Beginn der 2. Szene des II. Aktes: „Sensim mutatur Theatrum aula rubra", während die vorhergehende im Garten gespielt haben dürfte. Desgl. bei Sz. 4: „Mutatur Scena Templum", III, 1: „Mutatur Scena aula alba", III, 2: „Mutatur Scena urbs" und beim Epilog wieder Templum. Ob nun das bei II, 2 vorkommende „sensim" und das auch nur in dieser Handschrift gebräuchliche „mutatur" darauf hindeuten wollen, daß etwa bei offener Bühne verwandelt wurde, ist nicht zu entscheiden, da die späteren Dokumente sich wesentlich mit der Angabe des Schauplatzes begnügen. Unmöglich wäre es nicht, weil man Bühneneffekte aller Art schätzte. — So muß schon 1728 eine Donner- und Blitzmaschine vorhanden gewesen sein, denn es heißt in der szenarischen Bemerkung zum Prolog der „Veritas orbis domina": „fulgura micant audit tonitrum" und beim Epilog: „fulmine abigit Pluto". Weiteren Beweis dafür liefern die szenarischen Bemerkungen zur Handschrift des *Zelus victrixque Virgineae Matri vere devotus* vom 16. 8. 1756: Nach der ersten Strophe der ersten Aria des Prologs ertönt „strepitus", während der zweiten Strophe erscheint eine „Flamma". Das während I, 1 vermutlich herzustellende, II, 2 erneut erwähnte „loch in der Erden", das II, 3 „zu bereitung zum Erdbeben" dient und am Ende dieser Szene „unterdessen zugemacht wird", stellt wohl eine der Einrichtung des alten Theaters (vor 1725) entsprechende Versenkung dar. Aus ihr erscheint I, 2 der aus der Hölle kommende Helvidius; II, 3 einige Genij infernales, die der Magirus „auss der Hölle herauss ruffet" — um mit ihrer Hilfe den hl. Anselm zu verderben. In beiden Fällen spielt sich der Vorgang in der Szenerie „Sylva"

ab. Ihre Herstellung wird II, 3 gekennzeichnet: „Scena mutatur in horridam solitudinem."

Diese Einrichtung ist also eine weitere, gegenüber den früheren umfänglichere Lösung des technischen Höllenproblems. Eine Erklärung dafür liegt vielleicht in der Tatsache, daß die Hölle in den vorangegangenen Fällen nur für die musikalisch-allegorischen Aufführungsteile gebraucht wurde, während sie 1756 zweimal im eigentlichen Schauspiel vorkommt. Überdies stellte diese Aufführung auch schon stofflich (Name des Helden) eine beabsichtigte Huldigung zum Profeßjubiläum des seit 1740 regierenden Abtes Anselm Erb dar. Der handschriftliche Text ist doppelt erhalten, als korrigierte Ur- und als kalligraphierte Reinschrift. — Erst gegen Ende des Jahrhunderts verschiebt sich das Schwergewicht innerhalb des jeweiligen Stückes mehr und mehr zugunsten der musikalischen Handlung.

Ganz allgemein hielt man es mit den berühmten Worten des Goethischen Theaterdirektors über die reichliche Anwendung der Bühnenmaschinerie im „Vorspiel auf dem Theater" zu Faust I. In der *Veritas orbis domina* von 1728 heißt es also in der Perioche bei Chorus III: „Es erscheinet das H. Creutz als ein Zeichen der Victori" dem schlafenden römischen Fürsten und in der Bühnenbemerkung der Handschrift „apparet crux". Ein Beweis, daß man mit den technischen Mitteln höchste Sinnfälligkeit selbst seelischer Vorgänge anstrebte. Veranlassung dafür war keineswegs bloße Rücksicht auf das Verständnis der Zuschauer, als vielmehr die barocke Freude an effektvollen und überraschenden Bühnengestaltungen. Die Theaterleitung ist also in der Verwendung des vorhandenen reichhaltigen Dekorationsfundus durchaus nicht sparsam, nimmt jeweils möglichst viele Szenerien in Gebrauch. Unter sechs verschiedenen, von denen natürlich einzelne auch noch mehrfach im gleichen Stück benutzt werden, geht es nicht; acht und zehn sind nicht ungewöhnlich. — Eine ganz besonders wechselreiche Aufführung war die des *Divus martyr Venantius* am 6. 9. 1740. In drei Akten mit zusammen 20 Szenen, zwei Chören, Pro- und Epilog werden folgende Szenerien gebracht: Das Meer, der rothe Saal, der weiße Saal, der Wald, die Statt, der schwartze Saal, der Himmel, der weiße Saal, der Kercker, der schwartze Saal, der Himmel, der rothe Saal, der Wald, die Statt, der weiße Saal, der Wald, der Garten. — Zweifellos eine bühnentechnisch beachtliche Leistung! — Die Schauplätze für die ab 1735 sehr beliebten „Scenae intermediae" oder „intercalares" und „Interludia" beweisen vollends, daß weniger auf Übereinstimmung von Ort und Handlung als auf möglichst reichlichen Szenenwechsel Wert gelegt wurde.

Der genannte, häufig verbesserte handschriftliche Text zum *Zelus gloriosus* von 1756 ist der einzige unter den seit Eröffnung des neuen Theatersaales erhaltenen, der eingehende szenarische Anweisungen enthält. Er übertrifft hierin weit die *Corona justitiae* von 1713 und erweist sich recht eigentlich als Regiebuch, das den Gang der Probenarbeit durch häufige Korrekturen an den Notizen über die beabsichtigten Szenerien erkennen läßt. Ihm ist ein Exemplar des gedruckten Programms beigeheftet, das die handschriftlichen Regiebemerkungen zu den musikalischen Szenen aufweist.

Dadurch, daß neben jeder Szene die genauesten Daten über die vorzubereitenden und auszuführenden Verwandlungen und szenarischen Veränderungen aller Art angemerkt sind, wird die bühnentechnische Seite einer großen Ottobeurer Aufführung übersichtlich. Die drei Strophen der ersten Arie des Prologs werden von akustischen und optischen Effekten begleitet; den für die beiden ersten Strophen genannten (s. o.) folgt bei den Worten: „Falsa Prophetae videre" in der dritten ein „Schattenspihl". Der Name Phöbus wird am Eingang der zweiten Arie von der Erscheinung „Sol", also einem Lichteffekt, begleitet. — Die reiche sonstige Ausstattung wird andersweit zubesprechen sein.

Zu der von 1734, 1735, 1741 bekannten Möglichkeit, Dekorationen zu kombinieren, tritt im Regiebuch von 1756 die mehrfache Erwähnung zweier „Schidwände"[10], die, parallel zum Orchestergraben laufend, die Bühne in hintereinanderliegende Schauplätze abgeteilt haben dürften, um denkbar raschesten Szenenwechsel zu ermöglichen. Sie hätten also dem noch gegenwärtig bühnenüblichen Zwischenvorhang entsprochen[11]. Die erste Anwendung einer solchen „Schidwand" erfolgt bereits in der zweiten Arie des Prologs. Ihr Aufziehen gab vermutlich den Blick auf die angemerkte Szenerie: „altare. scena Templi" frei. Es folgt am Ende des Prologs die Bemerkung: „Zeichen zur ersten Schidwand, und rother Saal", kurz nach Beginn von I, 1, die im rothen Saal spielt, die Anweisung: „der altar wird fortgeräumt", inmitten der Szene heißt es: „ein loch in dem boden", schließlich kommt das „Zeichen zur Aufziehung der Schidwand, und zu dem Wald". In ihm spielt I, 2, zu der das „loch" benötigt wird. Die vierte Szene wickelt sich wie die

[10] In Salzburg *Zweites Velum*; Kutscher, S. 76 o.

[11] Diese Vermutung findet bei Fink Wilh. (Beiträge zur Gesch. der bayer. Benediktinerkongregation 1684—1934, Metten und München 1934, S. 170 u.) Bestätigung: „Unter den Akten, die nach der Aufhebung aus Prüfening in die Mettener Stiftsbibliothek kamen, hat sich ... ein Zettel erhalten, der Bühnenanweisungen ... enthält. Es waren drei Vorhänge vorhanden, hinter denen die einzelnen Szenen vom Regisseur vorbereitet wurden, sodaß bei Veränderungen des Bühnenbildes nur ein Vorhang weggezogen zu werden brauchte."

dritte im weißen Saal ab, doch ist „Ein Bauern Hauß zu hinterst" angeordnet. An diese Szene schließt sich ein Intermedium an, das im Walde spielt, da für ihn und „Aufziehung der hinteren Schidwand" am Ende von I, 4 das Zeichen zu geben ist. — Der vielfache Szenenwechsel mit Verwendung der Schidwände erfolgt auch im weiteren Verlauf des Stücks. Ob aus der sechsmaligen Anordnung des Regiebuchs an Szenenschlüssen: „Der Fürhang" geschlossen werden darf, daß in den anderen zahlreichen Fällen dank der raschen Verwandlungsmöglichkeit der Vorhang offen blieb, ist immerhin fraglich.

Die regietechnische Genauigkeit dieser Handschrift wird durch Anmerkungen über Verwendung praktikabler Gegenstände besonders hervorgehoben. So werden am Ende von I, 6 „Tisch, Reichsapfel" für den anschließenden Chorus I verlangt, der Salomons Krönung durch David enthält. Der Vorgang findet entsprechende Wiederholung am Ende von II, 4, wo „Ein Tisch und 3 Stühl, Kandel Wein, Gläser" für das nachfolgende „Interludium im Keller" benötigt werden. Über den Inhalt dieses Zwischenspiels findet sich keinerlei Andeutung. Erst das sehr späte Gesangstext- und Programmheft zum *Josephus honoratus* vom 19. 6. 1792 bringt im Argumentum einen kurzen Hinweis auf den Inhalt des zugehörigen Zwischenspiels. Die Rollennamen seiner Darsteller lassen erkennen, daß analoge Vorgänge in früheren Jahren ähnliche Stoffe im Zwischenspiel bedeutet haben müssen.

Die sieben nach 1756 erhaltenen handschriftlichen Texte und der 1776 in Ottobeuren für Freising gedruckte Text der Tragödia *S. Sigismundus rex et martyr* von P. Ignaz Zoller, Musik von P. Franz Schnizer, die 1776 in Freising und laut gedrucktem Programmheft 1777 in Ottobeuren aufgeführt wurde, bringen keinerlei Bemerkungen über Szenengestaltungen mehr. Da auch die Gewohnheit, in den gedruckten Periochen den Schauplatz der Szenen anzugeben, längst abgekommen war, können über die nach Kuhn 1791/92 neugeschaffene großartige Dekorationsserie und ihre Anwendungen nur unzulängliche Vermutungen aus den nach diesem Zeitpunkt erhaltenen sechs bis sieben Programmen angestellt werden.

P. Kaspar schreibt aus dem *Abbatiale majus* über die neue Ausstattung:

> In den Jahren 1791 und 92 malte Albert Schöpf neue Coulissen mit folgenden Szenerien: 1. eine Ruine, 2. ein Saal, 3. ein Zimmer, 4. ein Cabinet, 5. ein Tempel, 6. ein Wald, 7. eine Gasse, 8. ein Stadtplatz, 9. eine Landschaft, 10. ein Gefängniß, 11. die Nacht, 12. ein Garten, 13. eine Gebirgsgegend, 14. ein Seehafen, 15. ein Zimmerschluß, 16. ein Tempelsaal.

Der neue Dekorationsfundus übertraf also den Thalheimerschen um vier Szenerien, so daß den immer steigenden Bedürf-

nissen der musikalischen Handlungen in ganz anderem Maße Genüge geleistet werden konnte als vorher. Leider berichten weder der Chronist P. Maurus Feyerabend, der von 1771 bis zu seinem Tode 1818 dem Stift, zuletzt noch nach der Säkularisation als Prior, angehörte, also die Dekorationen Schöpfs hinreichend gekannt haben muß, Näheres über sie noch P. Magnus Bernhard, der Verfasser einer Festschrift zum elfhundertjährigen Stiftungsjubiläum. Die Aufzeichnungen des letzten Conventualen der Reichsabtei, der die Säkularisation und die Wiedererrichtung überlebte, P. Basilius Miller, enthalten nur das traurige Schicksal des wertvollen Fundus nach der Aufhebung des Stifts. P. Kaspar, der Theaterchronist, kann sie also nie gesehen haben.

Das 25jährige Regierungsjubiläum des Abtes Honorat Göhl bringt als Festaufführung den erwähnten *Josephus honoratus*. Er spielt wie das zwei Jahre jüngere Drama musicum *Josephus Aegypti prorex* in Ägypten. Beide Josephus-Dramen waren, soweit aus Text- und Programmbüchern ersichtlich, rein musikalische Aufführungen. Der hohe Jubiläumstag des Abtes wird der äußere Anlaß zur Anschaffung der großartigen neuen Dekorationen gewesen sein. Sie werden der Aufführung einen besonderen festlichen Charakter verliehen haben, der mit dem seit 1726 wohl reichlich abgenutzten Fundus nicht zu erreichen gewesen wäre. — Dem Festspiel war das erwähnte zweiszenige Zwischenspiel eingeflochten, das auf deutschem Boden spielt.

Ob auch die vier Kantaten *Die Tagzeiten* von Zaccaria, Musik von Benedikt Kraus, im gleichen Jahre Gelegenheit zur Entfaltung dekorativer Pracht gegeben haben, ist schon wegen der Unbekanntheit ihres Aufführungsplatzes und des vorwiegend betrachtenden Inhalts wenig wahrscheinlich[12]. Da aber die Verwendungsmöglichkeit der neuen Schöpfschen Dekoration „Die Nacht" nicht ohne weiteres ersichtlich erscheint, wurde sie vielleicht doch für die vierte dieser Kantaten, die den gleichen Titel trägt, geschaffen. Auf die Gestaltung der Szenerie dürfte bei dieser Annahme einiges aus dem Kantatentexte geschlossen werden. Es heißt da von der „Nacht": „. . . ihr helles Sternenkleid fleußt über ihren prächtigen Wagen"; „Er (der Christ) hört die Todesglocke schlagen, indem er unter Gräbern irrt"; „. . . umsonst schreckt ihn des Grabes Höhle"; „Weit hinter jener Nacht sieht er den Vorhang sinken, und Palmen, ihm bestimmt, und Seraphine winken".

Von den drei letzten erhaltenen Ottobeurer Periochen läßt nur der *Sonnenaufgang im Norden* etwas über die Bühnengestaltung erkennen. Von diesem Singspiel wurde der erste Auf-

[12] Allerdings: „Alles drängt zum Drama, die Kantate wird Singspiel." Kutscher, S. 51 o. für die erste Hälfte des 18. Jahrhunderts.

zug 1795 zu Ehren einer Anwesenheit des Augsburger Fürstbischofs Clemens Wenzeslaus aufgeführt. Schauplatz ist die Wohnung des Gouverneurs des Nordlandes. Am Schluß des dritten Auftritts hat ein Sonnenpriester das Ende der Polarwinternacht und den Sonnenaufgang verkündet. Die szenarische Bemerkung am Eingang des vierten Auftritts lautet: „Der hintere Theile der Bühne öfnet sich, wo niedere mit Schnee bedeckte Hütten erscheinen, welche wie die ganze Gegend von der Morgenröthe halb erleuchtet sind, und röthlich aussehen." Sehr wahrscheinlich ist mit dem „hinteren Theile der Bühne", der „sich öfnet", ein zweiteiliger Prospekt gemeint. Seine Hälften waren nach den Seiten verschiebbar. Die Erwähnung der Effektbeleuchtung vermittelt wenigstens einige Vorstellung von der am Ende des Jahrhunderts in Ottobeuren üblichen Bühnentechnik. Wesentlich ist, daß also Clemens Wenzeslaus 1795 Gelegenheit hatte, den soeben neubeschafften Dekorationsfundus selbst kennenzulernen. Dessen nach der Säkularisation erfolgte Erwerbung für sein Schloß Oberdorf läßt auf einen Eindruck von nachhaltiger Wirkung schließen, den der Bischof in Ottobeuren empfangen hatte. Dies will für die Güte des Ottobeurer Fundus um so mehr besagen, da Clemens Wenzeslaus als Sohn Friedrich August II. von Sachsen-Polen, Erzbischof von Trier, Fürstbischof von Augsburg und früherer Fürstbischof von Freising zu kritischer Würdigung wohl befähigt gewesen sein dürfte.

Diese Meinung über den Ottobeurer Fundus wird mindestens hinsichtlich seines Umfangs durch die Waaler Akten weitgehend bestätigt. Selbstverständlich ist dabei die oben betonte Einschränkung nicht außer acht zu lassen, daß der mehrfache Besitz- und Ortswechsel zwischen 1803 und 1812 den dokumentarischen Wert der Aufstellungen verringert. Im folgenden wird daher ausschließlich für ottobeurische Abstammung in Anspruch genommen, was sich mit den bisherigen Ergebnissen in Einklang bringen und im Oberdorfer Inventarium als vor 1807 vorhanden gekennzeichnet ist. Offenbar hatte sich für Clemens Wenzeslaus erst damals Veranlassung zur Ergänzung des Ottobeurer Kaufes ergeben.

Das *Inventarium über die zum dahiesigen Hof-Theater angehörige Kleidungsstücke, Decorationen und sonstige Effecten de dato Oberdorf den 29ten October 1811* bringt nach den bereits erwähnten Stücken aus dem „Hörersaale" (Zuschauerraum) unter der Rubrik „Auf dem Theatre" eine Aufzählung zahlreicher Gebrauchsgegenstände und Werkzeuge für den technischen Bühnenbetrieb.

Die Posten „32 blecherne Hangplackaten", davon 2 „beim Sufflierkasten", 13 „Stück Schirm zum orchestre", 41 „ble-

cherne Feuerlampen", 2 „neue Singe Glöckel" sind jedoch durchgehend mit den Bemerkungen „seyen gestohlen worden", „nicht vorhanden" oder „nichts" versehen. Nicht besser steht es mit den Werkzeugen: von 6 „ordinair Butzscheren" und 36 Bohrern ist nichts, von 169 „blechernen Mahsen" (?) sind nur 124 vorhanden. Die aufgeführten Einrichtungsgegenstände für Bühnenbilder schließlich — 2 Zimmer Leuchter, 1 steinerner Krug, 1 gläserne Flasche — „mangeln" ebenso wie die blecherne Blitz Maschine und 1 Schwamm. Die Annahme, daß dieses Inventarium an Hand einer früheren Aufzeichnung aufgenommen wurde, wobei sich die ganz erheblichen Abgänge zeigten, liegt um so näher, als mindestens die „Blitz Machine" bereits aus den Ottobeurer Periochen bekannt ist. Gleiches gilt für den unter dem anschließenden Titel „An Decorationen" verzeichneten „Karrn zum Donnerwetter" und für „Eine Versenkung mit den darzugehörigen Sailern", 2 „eisern Werken bei den Suffitten" und 1 großer Vorhang. — Da sich in den Verzeichnissen von 1812 und 1816 über diese Versenkung keine Angaben finden, die obenangeführte Notiz näherer ermangelt, ist über die Größe der Versenkung kein einwandfreies Bild zu erhalten. Immerhin wird das aus den an anderer Stelle wiedergegebenen Bemerkungen in Regiebüchern zu entnehmende Vorhandensein einer solchen im Bühnensystem durch das Inventarium von 1811 weitgehend gestützt. Aus dem am 21. 12. 1816 von der Waaler Theaterdeputation aufgestellten umfänglichen Verzeichnis gehört hierher die „Flug Maschine samt Walzen".

Bei den vollständigen Bühnendekorationen ist die Herkunftsfeststellung durch den Vergleich mit den 1791/92 hergestellten Schöpfschen Szenerien wesentlich erleichtert. Übereinstimmend bringen alle drei aus den Waaler Akten stammenden Inventarien (1811, 1812 und 1816) die Bühnenbilder: (langer) Wald; Blauer Saal; Garten; grünes Zimmer und Baurenstube, die den Schöpfschen Dekorationen Nr. 6, 2, 12, 3 entsprechen. Nur die „Baurenstube" ist unter den Ottobeurer Dekorationen nicht zu finden. Immerhin könnte sie auch daher stammen, da sie für die beliebten Interludien, Intermedien, Scenae intercalares usw. geeigneten Schauplatz abgegeben hätte[13], vielleicht sogar aus der alten Thalheimerschen Dekoration „cella vinaria" (Keller) entstanden sein mag. Weiterhin enthalten die Inventarien von 1811 und 1812 gleichlautend: Straße und kurzes bzw. „kurzes Gottisches" Zimmer, die sich mit Schöpfs Szenerien 7 und 15 decken. 1811 und 1816 erscheint der Meer- oder Seehafen (Schöpf, Sz. 14). Nur in der Aufstellung von 1811 finden sich: „1 Transpirenter Tempel mit 2 Opferstöcken" und „1 Tempel

[13] Vgl. auch die im II. Teil geschilderten „ländlichen Sittenstücke" die für O. allerdings nicht belegbar sind.

mit Tuch bezogen", von dem vermerkt wird: „befindet sich in der Wagen Remise"; „1 kurzer blauer Saal", „1 kurzer Wald". Diese beiden Tempel entsprechen bei Schöpf 16 und 5; die Anmerkung zum tuchbezogenen legt nahe, daß er schon 1811 sehr abgenutzt war, was das Fehlen dieser beiden Dekorationen 1812 und 1816 erklärt. 1816 allein sind verzeichnet: „Stadt Prospekt", eine „sehr große Berghöhle", 2 Berge, 1 Felsen und 1 Ruine in 3 Stück, für die von Schöpf die Schauplätze 8, 13 und 1 gedient haben können.

Als unauffindbar erweisen sich dagegen die Dekorationen Schöpfs: Cabinet, Landschaft und Nacht. Über das von Ottobeuren Vorhandene hinaus bringt 1816 ein „kleines Theater, auf das große zu stellen" und ein „Altes Zimmer", deren Herkunft nicht näher zu bestimmen ist. Zu diesem „kleinen Theater" bietet die Rechnung[14] des Freisinger Malers Joh. Schießl von 1694 über für „Ihro Churfl. Durchl." (Fürstbischof Joseph Clemens) „kleineres Comöedi Theatrum" auf „Corton bappier" gemalte „Figuren" eine Parallele. Die Malereien stellen sich stofflich als Krippenfiguren dar, sodaß die Annahme, daß des Fürstbischofs Joseph Clemens „kleineres Comöedi Theatrum" gleich dem im Oberdorfer Nachlasse enthaltenen „auf das große zu stellen" gewesen sein dürfte, naheliegt.

Die wichtigsten Angaben, die die Waaler Akten für die als aus Ottobeuren stammend erkannten vollständigen Bühnenbilder (Dekorationen) enthalten, sind die Aufzählungen der einzelnen Teile, aus denen sie gebildet wurden. Schon der Oberdorfer *Beschrieb* von 1812 bemerkt über die sieben von ihm erwähnten Szenerien ausdrücklich: „Zu Jedem dieser Decorationen sind die Gehörigen Suviten und Prospecte ganz Befindlich." Das Verzeichnis von 1816 ist weit ausführlicher. Es zählt als Teile des (älteren) Grünen Zimmers auf: „1 Schluß[15] mit Thüren, 8 Coulissen, 4 Souffitten"; des Kerkers: „2 Schlüsse, 6 Coulissen[16], 3 Souffitten"; des Blauen Saales: „2 Schlüsse[17], 6 Coulissen, 3 Souffitten"; des Waldes: „2 Schlüß, 10 Coulissen[18], 6 Souffitten zur Luft"; des Gartens: „1 Schluß, 8 Coulissen". Der Seehafen scheint nicht mehr sonderlich verwendbar gewesen zu sein, es wird von ihm nur erwähnt: „sind 4 Stücke". Dafür finden sich an anderer Stelle des Verzeichnisses verstreut: „1 große Brücke in 2 Stücken, eine weitere holzartig gemalt, Wasser und Wellen 3 Stück, 1 Stück Ufer". Der „Stadt Pro-

[14] HStA. München, B 2, III. Lit. 677.

[15] Vermutlich Abschlußprospekt.

[16] Hierbei steht die Bemerkung: „Auf die Coulissen ist das neue grüne Zimmer gemahlt", woraus sich die schon bei der „Baurenstube" vermutete Veränderung alter ottobeurischer Dekorationen ergibt.

[17] Bemerkung: „der größere ruiniert".

[18] Bemerkung: „ruiniert".

spekt" wurde von 6 Coulissen und 1 Schluß[19] gebildet; das seiner Herkunft nach etwas zweifelhafte „kleine Theater, auf das große zu stellen" bestand aus: A. Proszenium; B. Gardine; C. 4 Coulissen, 1 Schluß[20], und das „Alte Zimmer" trägt für seine 6 Coulissen summarisch den Vermerk: „Unbrauchbar".

Bauern- und andere Häuser der verschiedensten Art, Teile der „Baurenstube" sowie vielerlei sonstige praktikable und Versatzstücke finden sich wie die obenerwähnten Hafenteile anderweit im Inventar von 1816 zahlreich vor.

Die Notizen, die starke Abnützung der Bestände betonen, fehlen fast keiner der aufgezählten Dekorationen und sind auch bei den verzeichneten Einzelstücken häufig. Dieser mangelhafte Zustand im Jahre 1816 erhärtet den aus der Übereinstimmung mit den Ottobeurer Feststellungen gezogenen Schluß auf die Herkunft der hier besprochenen Bestände. Ergänzungen des Dekorationsfundus scheinen demnach unter Clemens Wenzeslaus oder in den ersten Waaler Jahren wesentlich nur für die Passion stattgefunden zu haben. Die als dazugehörig bezeichneten Stücke scheiden jedoch in diesem Zusammenhange aus.

Zusammengehalten mit dem oben Gesagten rundet die aus den Waaler Akten gezogene Einzelkenntnis des einstmaligen Theaterdekorationsfundus der Reichsabtei Ottobeuren den Eindruck seiner Mannigfaltigkeit und der künstlerischen Wirkungen, die mit ihm zu erzielen waren.

3. Darstellung, Kostüm, Tanz.

Wie in der Einleitung gesagt wurde, waren Anlaß und Zweck des Ottobeurer Theaters die ordensüblichen. Auch die Ausführung hält sich also an den — natürlich benediktinisch abgewandelten — Sinn der berühmten jesuitischen „ratio studiorum" von 1591[21], ohne sich freilich auf deren engere Zielsetzung — Aneiferung zum Studium — zu beschränken. Dies wie die Außerachtlassung des in der „ratio" bis 1602 enthaltenen Verbots weiblicher Rollen und Kleidung sind angesichts des starken Salzburger Einflusses und Vorbildes Selbstverständlichkeiten.

Das ältesterhaltene Ottobeurer Stück, *Corona justitiae post certamen reddita. Sive D. Rupertus post virgas et exilium gloriosus Bavariae apostolus* wurde am 5. 9. 1713 zu Ehren des Abtes Rupert II. Neß als (Schul-) Jahresendkomödie aufgeführt

[19] Bemerkung: „ruiniert".

[20] Bemerkung: „Die Coulissen und der Schluß sind ruiniert".

[21] Siehe: Duhr B., Studienordnung der Gesellschaft Jesu, Freiburg 1896; Zirngibl Eberhard, Studien über das Institut der Gesellschaft Jesu mit besonderer Berücksichtigung der pädagogischen Wirksamkeit dieses Ordens in Deutschland, Leipzig 1870.

und nennt ihn in der Dedikationsformel u. a. „almae universitat. Salisburg. assistens". Abgesehen vom Prolog stützt es sich stofflich stark auf zwei 90 Jahre ältere Salzburger Komödien: den zum feierlichen Einritt des Fürsterzbischofs Paris Graf von Lodron[22] dargebotenen *Adplausus comicus S. Ruperto Wormatia per iniuriam depulso, Juvavii excepto* vom ersten Professor der Rhetorik Andreas Vogt und den zur Domweihe[23] aufgeführten *Der salzburgischen Kirch Anfang, St. Rupertus* von Thomas Weiß. Der ältere Salzburger Text zeigt wie der Ottobeurer weibliche Rollen. Dieser sogar in großer Zahl. Allerdings betreffen alle mit einziger Ausnahme der Königinmutter Brunechildis allegorische oder Gestalten der antiken Sage, die hier in besonderer Häufigkeit auftreten und eine nicht nur im Prolog große Rolle spielen. Das musikalische Vorspiel wird von den Tugenden und Lastern Fides divina, Spes, Charitas, Constantia, Patientia, Innocentia; Haeresis, Tyrannis, Invidia, Pertinacia, Perfidia, Luxuria und der Divina Providentia bestritten. Dabei ergibt sich aus demdie Perioche beschließenden langen und sehr ausführlichen Personenverzeichnis, daß die Rollen der Patientia und Invidia doppelt besetzt waren, weil die eine Besetzung gleichzeitig mit der Rolle der Haeresis bzw. Luxuria betraut war. Der Grund liegt vermutlich in der Qualität der Sänger, die man außerhalb des Prologs durch minder gute vertreten lassen mußte, weil die Erstbesetzung der Haeresis noch mit den Gesangsrollen Genius D. Ruperti und Honor, die der Invidia mit einem Genius ausgestattet waren. Diese zweiten und dritten Rollen kommen im Drama und den Chören vor.

Während die aufgezählten Fälle der Durchführung mehrerer Rollen mit einem Sänger und der daraus folgenden zwei — unechten — Doppelbesetzungen künstlerische Ursachen gehabt haben dürften, ist der Anlaß der in der gesprochenen Komödie ganz auffallend häufig vorkommenden Beschäftigung von Darstellern in zwei und mehr Rollen anderweit zu suchen.

Das gesamte (musikalische und sprecherische) Personenverzeichnis zählt nur 34 Rollenträger namentlich auf, aber 28 Gesangs- und 47 gesprochene Rollen, außerdem wirken noch acht der 34 Mitspielenden als „Salij". Für die Gesangsrolle „Minos, Tenebrarum Princeps" und die Sprechrolle S. Rupertus sind keine Darsteller benannt. (Was anderwärts zu erörtern ist.) Weil dieses Personenverzeichnis nicht wie die späteren fast stets den Schlußvermerk: „Ceteros scena dabit" verwendet und selbst die Träger kleinster Sprechrollen wie Miles, Ephebus, Civis angibt, ist anzunehmen, daß es erschöpfend ist. Außerdem aber, daß man über die aufgezählten hin-

[22] 12. 10. 1621. (Kutscher, S. 40 o.)
[23] 14. und 25. 9. 1628.

aus Darsteller nicht besaß. Da üblicherweise möglichst alle Schüler bei der Jahresendskomödie Verwendung fanden, hat man also die vorhandene Spielerzahl mit fast genau der doppelten Rollensumme bedacht. Ein anderer Grund als die damals schon bestehende Freude an möglichster Mannigfaltigkeit und Fülle ist nicht abzusehen. Die Absicht, den Spielern Gelegenheit zu geben, sich in Rollen verschiedenen oder gegensätzlichen Charakters zu versuchen und zu bewähren, ist angesichts des Schematismus der Figuren und damit der Ähnlichkeit aller Rollen nicht anzunehmen.

Nur vier oder fünf in Sprechrollen mitwirkende „Principistae", ein „Grammatista", zwei „Syntaxistae minores", ein „Syntaxista major" und ein „Rhetor" sind mit je einer Rolle bedacht, der „Poeta" Petrus Strasser bringt es dagegen auf vier musikalische und eine Rolle in der Komödie. Hierin ist also die übliche Übereinstimmung mit dem Salzburger Vorbild[24] ebenso festzustellen wie in der gleichzeitigen Mitwirkung mehrerer Glieder der gleichen Familie[25]. Bei der in Rede stehenden Aufführung waren die Synt. min. Franz Anton und Joseph Stattmiller sowie die Principistae Georg Stattmiller, Johann Michael und Johann Bernhard Maurus beteiligt. — Bis zum alleinigen Spiel einer ganzen Pantomime von acht Personen[26] oder Betrauung eines Darstellers mit sieben Rollen in einem Stück hat es Ottobeuren nach den vorhandenen Quellen allerdings nicht gebracht.

Auch die nächstjüngere erhaltene Perioche von 1717 bringt wieder eine sehr große Zahl weiblicher, allegorischer Personen, bzw. Personifikationen, aber keine einzige echte Frauenrolle. Sie unterscheidet im Personenverzeichnis nicht zwischen Sängern und Sprechern, so daß nur die summarische Feststellung der 46 mitwirkenden Schüler in 63 Rollen möglich ist. Nur zwei Spieler haben hier je drei Rollen. Wiederum wirken mehrfach mehrere Glieder der gleichen Familie mit.

Das ältere der beiden Ottobeurer Stuartdramen, die *Pacifica perfidae crudelitatis victima. Seu Maria Stuart serenissima Scotorum regina perfide suppressa, crudeliter mactata* vom 4. 9. 1720 enthält erstmals weibliche Hauptrollen (Maria und Elisabeth). Deren Frauengefolge ist allerdings noch immer recht sparsam bemessen, die allegorischen Gestalten um so reichlicher. Die Hauptrollen sind mit einem Poeta und einem Major Syntaxista besetzt. Das Personenverzeichnis bringt gegenüber den bisherigen wesentlich gesteigerte Ziffern: in Sprechrollen sind

[24] Kutscher, S. 78.

[25] In späteren Personenverzeichnissen aus den Herkunftsangaben zu ersehen.

[26] Kutscher, S. 79 o.

37, in Gesangsrollen 17, als Salij 13 und im Zwischenspiel 10 Schüler beschäftigt. Insgesamt haben 59 Spieler — die Tänzer eingerechnet — 90 Rollen inne!

Im *Philadelphus et Philopistus, Fidus amicus erit rarus et carus*, 1723, erscheinen wieder zwei weibliche Rollen. Von ihnen ist die Königin-Witwe Phronisis (ein Humanista), die Vertreterin mütterlicher Klugheit („materna sagacitas"), als Hauptrolle anzusprechen. Stephanobia, ihre Tochter und Schwester des Philadelphus (ein Syntaxista Minor), dient nur zur Ausrundung des glücklichen Abschlusses der Hofintrige. Das Verzeichnis der Mitwirkenden umfaßt 20 Sprechrollen „Personae Scenicae", 14 kleinere Rollen „Juventus Aulica" und 18 Gesangspartien im „Prologum", den beiden Chori und Epilogus. Diese 52 Rollen sind mit ebensoviel Schülern besetzt, „Ephebi Regij Tyrann. et Phronisis, ac Philopisti" und „Satellites Regij" treten noch als Statisterie hinzu.

Bis zur Endskomödie von 1741 bleiben die großen Personenverzeichnisse üblich und ergeben immer wieder erhebliche Mitspielerzahlen: 1724 24 Träger von Sprech- und 22 von Gesangsrollen. Über das Verhältnis zwischen Rollen- und Spielerzahl läßt das Verzeichnis nichts erkennen, da Nebenrollen nicht einzeln angegeben werden. Unter den Sängern der Hauptrollen findet sich ein Joseph Rupert Neß aus Wangen, wahrscheinlich ein Verwandter des Abtes. — 1725 bei der Eröffnung des neuen Theatersaales werden in Hauptrollen des Dramas 14, in Nebenrollen (als Ephebi, Salij, Genij Funebres, Milites) 28 und in musikalischen Rollen 11 genannt. Von den Sängern sind drei außerdem in Sprechhauptrollen beschäftigt. — Vom *Simeon Salus eremita*, der am 27. 2. 1726 gespielt wurde, ist nur das Rollenverzeichnis erhalten, das etwa 50 sprechende und 17 singende Personen aufzählt. — Der Catalogus Actorum für den 6. 9. 1728 ist wieder ausführlicher, er bringt 42 Spieler in 88 Rollen, wobei allerdings zu berücksichtigen ist, daß jeder der vier Akte in anderer Umgebung, Zeit und Besetzung spielt. Außerdem waren für Prologus und Chöre in 14 Partien 11 Sänger erforderlich, von denen nur 6 nicht schon im Drama verwendet wurden. Die Festaufführung zum 25jährigen Regierungsjubiläum Abt Ruperts II. am 11. 5. 1735 zählt einige 40 ausschließlich allegorische Rollen auf — es war also wieder die gesamte Schülerschaft beteiligt — nähere Daten über die Spieler fehlen jedoch.

Die restlichen sechs Periochen dieses Abschnittes (bis 1741) lassen erkennen, daß die Freude an der Unzahl von Rollen und deren Mißverhältnis zur Summe der Spieler abzuflauen beginnt. Die durchschnittlichen Teilnehmerziffern gleichen im allgemeinen den gewohnten. —

Der *Triumphus justitiae in Divo Ivone* . . ., aufgeführt am 8. 4. 1742 „in Musaeo DD. Theologorum", bringt unter den Darstellern erstmals den Familiennamen des neugewählten Abtes Anselm. Seine Neffen Ignatius und Franz Sales Erb stehen an der Spitze des Syllabus Actorum. Sie scheinen nicht lange im Kloster geblieben zu sein[27], denn nur Ignaz wird am 5. 9. des gleichen Jahres im Personenverzeichnis der Endskomödie noch einmal erwähnt. Erst am 21. 4. 1746 (Namenstag Anselms) taucht ein Grammatista Georg Erb aus Ravenspurg auf. Um die gleiche Zeit erscheint unter der Schülerschaft der Grammatista Caspar Göhl aus Immenstadt/Allgäu. Er wird erstmals am 6. 9. 1745 als Sänger, ein Jahr darauf als „Syntaxista" und Träger einer Sprechrolle der Endskomödie, in den folgenden Klassen (Poesie und Rhetorik) beim gleichen Anlaß als Schauspieler und Tänzer genannt. Der spätere Abt Honorat Göhl, der einen großen Teil seiner Ausbildung Ottobeuren verdankte, hat also auch auf dessen Bühne gestanden.

Die Gewohnheit der Äbte, jüngere Verwandte in ihre Klosterschule aufzunehmen, findet auch in der Folgezeit Fortsetzung: kurz nach Honorats Wahl erscheint 1770 der Grammatista Julius Göhl aus Immenstadt und bei der Endskomödie von 1780 wohl ein später Verwandter Anselms, ein Rudimentista Joseph Benedikt Erb aus Ravenspurg, der die ottobeurische Schule durchlief.

Die Darstellerverzeichnisse des fünften Jahrzehnts des 18. Jahrhunderts zählen in erster Linie nur noch die singenden und sprechenden Hauptpersonen auf. Neben der abschließenden Bemerkung „Ceteros Scena dabit" stehen jedoch häufig noch Hinweise auf die Art der Nebenrollen bzw. auf die stets zahlreiche Statisterie. Schon 1735 und 1736 waren 18 und 11 Milites zu finden. 1743 heißt es beim *Antiochus Epiphanes*: „Choristas, Pumiliones. Et Reliqua Idola seu Hebraea seu latina Sc. d."; 1744 zu dem an Lichtmeß gelegentlich des 50. Profeßjubiläums der PP. Constantin Storf, Prior bei (der ottobeurischen Besitzung) St. Johann in Veldkürch, und Honorat Reich, Professor der Humaniora, aufgeführten *Marinus*: „Choristas, faunos, fungos Aliósque Salibusulos . . ." 1747 sind es „Sacrificuli, Salij, Milites etc.", 1749 „Charites cum reliqua Geniorum turba". Man hatte also im Chor, als Statisterie und für die zunächst bescheideneren Raum einnehmenden Zwischenspiele oder eingeschobenen Szenen (intercalares) ein reichliches Reper-

[27] Am 29. 9. 1762 assistierten dem feierlichen Pontifikalamte beim 50jährigen Priesterjubiläum Anselms vier seiner Neffen: „Die Zeremonien besorgte unser Wolfgang Erb, das Buch Lorenz E., Hofkaplan z. Tettnang, die Infel trug Ignatz E., Pfarrer zu Ebenweiler, den Stab Franz Sales E., Benefiziat zu Ravenspurg." (Feyerabend, Bd. 4, S. 82 u.)

toire an phantastischen Personen aller Art: Zwerge, Faune, Pilze[28] und andere Tänzer.

1750 und folgende Jahre zeigen wieder genauere Personallisten mit stets großen Statisteriezahlen. Besonders rollenreich muß die Endskomödie von 1752 gewesen sein, da ihr Personenverzeichnis trotz der namentlichen Aufführung von zehn Choristen, neun Soldaten, sechs Priestern[29], vier Bürgern Babylons und zwei Jünglingen noch die Bemerkung „Caeteros Sc. d." enthält. Diese von nun an fast ständige Anmerkung entbehrt in der Folgezeit bis zum Schluß nähere Zusätze über die Zusammensetzung von Chor und Statisterie. Dagegen erscheinen im Personal der Endskomödie von 1770 erstmals deutsche Rollen, deren Verwendung im eigentlichen — natürlich lateinischen — Stück und seinen Chören nicht erklärlich ist. Obwohl in der Perioche zu dieser „Felicitas", die in Rom spielt, ausdrückliche Angaben fehlen, sind die Rollen Veitl, Baltes, Haussknecht, Hanss, Stöffele, Jäger, Jodl, Theiss nirgends anders als im Zwischenspiel zu suchen. Diese Perioche enthält auch das letzte ausführliche Verzeichnis mit 43 Mitwirkenden und dem Zusatze „Reliquos Sc. d.".

Das im siebenten und achten Jahrzehnt des 18. Jahrhunderts hervortretende Überwiegen der musikalischen Aufführungsteile zieht naturgemäß immer geringere Nachrichten über die Sprechrollen nach sich. Diese Entwicklung ist kurz vorm Ende des Jahrhunderts so weit gediehen, daß bei dem rein musikalischen Stück zum 25. Regierungsjubiläum Abt Honorat Göhls am 19. 6. 1792 an Sprechrollen nur noch die deutschen des Zwischenspiels genannt werden. Analog ist die Lage 1793, während die jüngste Perioche, ein „Ludovicus XVI.", noch einmal das alte System der Trennung in Trauerspiel und eingeschobene allegorische Chöre zeigt.

Die Zahl der Mitwirkenden (der Endskomödien) war — solange die Periochen genaue Festlegung erlauben — in Übereinstimmung mit der durchschnittlichen Schülerfrequenz (50) immer etwa 40—50. Im letzten Jahrzehnt des Jahrhunderts muß darin eine wesentliche Änderung eingetreten sein, da die Schülerzahl sich vervierfacht hatte. Der Chronist P. Maurus, der ab 1785 selbst Schulpräfekt und Lehrer der „Dicht- und Redekunst" geworden war, berichtet über diese Vergrößerung der Schule und die Gründe, die dazu führten:

Da sich in den deutschen Städten, gleich wie in den von den Franzosen entweder schon okkupirten, oder durch Freiheitsgrundsätze schon angesteckten Ländern allgemach eine große Unsittlichkeit und Zügellosigkeit zeigten, so trugen christliche Eltern vieles Bedenken, ihre Kinder den hohen Schulen, oder andern ..., besonders nach geschehener Aufhebung

[28] fungus kann auch heißen: Dummkopf. — [29] „Sacrificuli".

der Gesellschaft Jesu, anzuvertrauen, und wünschten vielmehr, dieselben unter eine religiöse engere Aufsicht zu stellen, und gegen das Zeitverderbnis zu sichern. Hierzu hatte eben Ottenbeuren ... arbeitliebende Männer, erfoderliche Mittel, und geräumige Plätze inner seiner Mauern genug. ... so geschah es sehr bald, daß die hiesige Schule, welche sonst gewöhnlich über 50 lateinische Schüler, zählte nicht vom Jahre *1789* bis auf das Jahr der unglücklichen Auflösung, aus beinahe 200 derselben alljährlich bestand, und diese hatten sich nicht bloß aus Schwaben, aus der Pfalz, Baiern, Vorderösterreich, Tirol und der Schweitz[30], sondern auch aus Frankreich, Piemont, Sardinien, Mailand, Veltelin und Graubündten am hiesigen Orte gesammelt[31].

P. Maurus schildert im Anschluß an Vorstehendes eingehend die Maßnahmen, die Abt Honorat der Unterbringung dieser großen Anstalt widmete, an der „sich gewöhnlich weniger nicht als zwölf Ordensgeistliche mit dem Unterrichte der Schuljugend beschäftigten"[32]. Die wenigen nach 1789 erhaltenen Periochen jedoch bringen über die zweifellos gegenüber früher gewachsene Mitwirkendenziffer keine oder unzulängliche Angaben. Nur die große Spielerzahl (17) im Zwischenspiel von 1793 — wobei „Herr Jos. Höss, Lehrer der Iten und IIten Klasse" außer seinem Gesangspart die männliche Hauptrolle innehat — und 1799 im Trauerspiel (24) deuten neben der üblichen Statisteriebemerkung darauf hin.

Vom fünften Jahrzehnt des 18. Jahrhunderts an beginnen weibliche Titelrollen zahlreicher zu werden. So erscheint am 2. 9. 1744 eine *Joanna Aurelianensis*, 1749 zu Anselms Namenstag *Perseus und Andromeda*, 1750 eine *Athenais*, 1751 der *Ingeniosus amor conjugis ... Ansbertae ...*[33], 1753 eine *Eudoxia*. 1755 tritt eine böse Schwiegermutter mit dem Helden im Titel auf, während 1762 die *Ancilla Ibera*, 1766 die erste *Alceste Phoebi et Amoris beneficio rediviva*, 1768 eine zweite *Maria Stuarta*, 1770 die erwähnte *Felicitas* und 1793 die zweite *Alceste rediviva* wieder die Gattung der erbaulichen und beispielgebenden Frauenrollen darstellen. Solche fehlen auch in Nebenrollen und Chören nicht. Mit der hervorgehobenen Ausnahme erscheinen weibliche Rollen ungünstigen Charakters nicht im Titel und überhaupt erst spät. So 1776 gleich zwei. Im Trauerspiel die ränkevolle Kaiserin Ariadna, in den musikalischen Szenen die böse Königin Semiramis von Assyrien. 1779 kommen im *Ludwig IX., heiliger König in Frankreich* sogar eine ausgesprochene Intrigantin, die ihres Ehemannes böser Geist und Untergang ist, sowie eine intrigante Liebhaberin und Helfershelferin der ersten vor.

Der nahen Vergangenheit oder gar Gegenwart entnommene Frauenrollen sind natürlich ganz verschwindend an Zahl. Das

[30] Wie bisher schon. — [31] Feyerabend, Bd. 4, S. 238/39.
[32] Feyerabend, Bd. 4, S. 241 M.
[33] Griseldisstoff.

Zwischenspiel von 1793 zeigt als Parallele zum Drama Musicum Raub und Rettung einer Witwe Elsbet von Rehlingen.

Während man noch 1792 neben dem musikalischen *Josephus honoratus* ein Zwischenspiel pädagogischen Charakters aus der Sammlung *Etwas wider die Mode* des Augsburger P. Franz Xaver Jann bietet, der sich in seinen Schriften erbittert gegen den Zeitgeschmack und moralischen Verfall wendete, zeigt 1795 die Festaufführung vor Clemens Wenzeslaus, daß man sich der Gegenwartsmode immerhin etwas genähert hat. Im *Sonnenaufgang im Norden* treten vier weibliche Personen auf. Da nur der erste Akt gedruckt erhalten ist, wird die kritische Bewertung ihrer Rollencharaktere stark beeinträchtigt. Die „Kammermagd" Verte scheint jedenfalls den diesem Beruf in der späteren Operette (des weltlichen Theaters) zufallenden weiblichen Typus noch nicht zu vertreten. Im letzten Stück schließlich erscheinen an weiblichen Rollen: die Königin Antonie (Marie Antoinette), eine Prinzessin, die Gräfin de la Tour, die Kammerfrau der Königin und die Kammerjungfer der Gräfin.

Alles zusammengenommen ergibt sich für Ottobeuren neben dem Überwiegen der ausgesprochenen Männerstücke und abgesehen von den allegorischen Personen eine sehr bescheidene Anzahl weiblicher Rollen, denen man ja auch kaum ausreichend gerecht werden konnte. Außerdem bedurfte der hier bis zum Ende kaum unterbrochene und keineswegs vollkommen verflachte alte Stil keiner nennenswerten Zuziehung von Frauenrollen. Die Verwendung von Darstellerinnen und Sängerinnen — etwa aus dem Kreise der Ortseinwohner — oder gar von Berufskünstlerinnen ist natürlich ausgeschlossen.

Die aus den Waaler Akten zu gewinnenden Einblicke in die Ottobeurer Kostümbestände erhärten diese Feststellung dadurch weiterhin, daß sich zahlenmäßig nur geringes weibliches Kostüm findet. Das Oberdorfer Inventar von 1811 bringt unter der Rubrik „An Kopf-Bütze", die eine größere Zahl männlicher Perücken und „Schnautzbärde" aufweist, an weiblichen Effekten nur: 1 „Schwarze Frauenzimmer Toure"[34], 1 „blaue Chapeau Toure"[34], 1 „Titus perruque mit 6 flöchten mit Boukeln und Stirnbände", 1 „Blondes Haarzöpfel", 3 „paar Frauenzimmer Bouderln" (?), 1 „Frauenzimmer Kissen", 1 „Haarzöpfel". Die Randbemerkung zu dieser Aufstellung „sind sämtlich in einem Kistchen von Sturzblech" läßt auch ihrerseits erkennen, daß die Kopfputzbestände, die die Reichsabtei überdauerten, sehr bescheiden waren.

Die Liste der Kostüme fällt dafür desto reichhaltiger aus. Aber auch hier kommt das weibliche Element nur wenig zur Geltung. Unter zahlreichen Uniformen aller Art, Bauernkleidern, dem Kostüm für „Pierrau": 1 „Weibsjäckel und Rock

von schwarzem Glanzschechter", 1 „Schleyer von Mouselin", 1 „Haube mit Schleyer"[34], 1 „Hanswurstenkleid von Leinwand"[35]. Hierher gehört schließlich auch das „hölzerne Bügeleisen" und 1 Schere, während der überwiegende Teil der aufgeführten Gerätschaften oder Berufsattribute ausgesprochen männlichen Beschäftigungen zuzählt.

Aus dem Waaler Verzeichnis von 1816 sind die etwa noch von Ottobeuren stammenden Kostüme nicht mehr auszuscheiden. —

In mehreren Fällen ergeben die Periochen, daß Tiere auf der Bühne Darstellung fanden. Allerdings wohl in allen Fällen, die sich dazu eigneten, durch Menschen. Zunächst zur Bereicherung der szenarischen Ausdrucksmittel oder zu rein dekorativen Zwecken, später aber sogar als wichtiger Handlungsbestandteil. Im Programmheft zum *Heinrich III.* vom 8. 5. 1737 steht als Inhaltsangabe des ersten Chores: „Die Grausamkeit bemüht sich / aber umbsonst / daß die drey Tugenden[36] von wilden Thieren zerrissen werden." Dies waren ein Bär und ein Löwe, die ein Grammatista und ein Rudimentista zu spielen hatten. — Beide Tiere werden, ebenso besetzt, auch 1739 im *Syllabus Actorum* aufgeführt. Ihre Rolle im Drama ist aber aus der Perioche nicht ersichtlich. Des Bären Kostüm ist als „Bähren Hauth" im Oberdorfer Inventar zu finden. — Die Handlung im ersten Chor des *Sedecias* vom 2. 9. 1748 wird beschrieben: „Der Engel der Stadt Jerusalem fanget auff der Jagt einen flüchtigen Löwen." Im Personenverzeichnis sind zwar zahlreiche Venatores, nicht aber der Löwe vermerkt. Die Szene ist als allegorische Parallele des Dramas gedacht. — Im Regiebuch der Festaufführung zu Abt Anselms Profeßjubiläum am 16. 8. 1756 ist am Ende der 1. Aria des 2. Chores, in dem „Der Salomon zu einem König gesalbt wird", bemerkt: „discendit (Salomo) à curru Triumphali" und anschließend: „Discedunt leones cum curru." Am Schlusse des folgenden Terzetto heißt es: „leones adveniunt cum curru Triumphali", holen also den König wieder ab. Im zugehörigen Personenverzeichnis finden sich die Tiere jedoch nicht, da sie vermutlich aus Pappe waren. Im Oberdorfer Inventarium steht außer der „Bähren Hauth" der „hölzerne Papaquai" verzeichnet, der sehr wahrscheinlich 1795 in der Aufführung vor Clemens Wenzeslaus mitgewirkt hat. Allerdings wird das im *Sonnenaufgang im Norden* auftretende Tier „Kakatu" genannt. Der Diener des Gouverneurs im Nordlande — Belleroni, ein Mohr — hat den Kakatu gefangen, „eine Schaar Nordländer

[34] Randbemerkung: „mangelt".
[35] Randbemerkung: „ein weibliches".
[36] Pietas, Prudentia et Clementia.

tritt mit Kolben und Spießen bewafnet herein. Zween davon tragen einen großen Käfig mit einem Kakatu darin. Worunter ein Marsch gespielet wird." Das Tier wird nun von der mitleidigen Gouverneursfrau mit einem besseren Vogelkorb versehen. Es kann sogar sprechen, übt diese Kunst aber nicht auf der Bühne aus. Der verräterische Mohr berichtet nur, daß der Vogel ihn als Spitzbuben angeredet und den Namen der Gouverneurin gewußt habe. Die erwähnte Kammermagd Verte glaubt, in dem Tier ihr früheres Eigentum zu erkennen. Die Unvollständigkeit des Textbuches läßt nur den Schluß zu, daß der Kakatu eine beträchtliche Rolle in dem Stück gespielt haben dürfte, da man von ihm vermutet, daß er der Vorbote des abwesenden Gouverneurs sein könne. Vielleicht sollte er im weiteren Verlauf sogar zum Anlaß der Auffindung des Vaters der Verte werden.

Diese den Dokumenten nach umfänglichste Tierrolle ist naturgemäß in dem Stück enthalten, das den meisten Unterhaltungscharakter trägt, der in der Verfallszeit in Freising und Kempten in weit größerem Umfange zu beobachten ist.

Die Besetzung der Rollen zeigt schon im ältesten Stück von 1713 die Eigentümlichkeit, daß für eine musikalische Hauptrolle — „Tenebrarum Princeps Minos" — kein Rollenträger angegeben wird. Diese Gewohnheit hält sich bei einzelnen Stücken bis 1743. Im Personenverzeichnis der *Vitis putata faecundior* vom 29. 3. 1743 erscheint in der Rolle „Vinitor" der „Spectatissimus D. Franz Anton Scherer, Ludimagister Ottoburanus", — später nur „Principiorum magister". Vielleicht verbarg sich unter der früheren Übung scheinbar unbesetzter Rollen jeweils der Ludimagister oder sonst ein Lehrer. Nach den auf S. 160 näher erörterten Gepflogenheiten ist Scherer als Dichter dreier Stücke in den Jahren 1743/44 anzusprechen. 1766—92 wird die Besetzung einer oder mehrerer, meist musikalischer Hauptrollen mit „N. N." bezeichnet, obwohl die Angabe mitspielender Lehrer nicht fehlt.

Außer den Lateinschülern des Klosters kommen als weitere Spieler bloß die in der Ausbildung stehenden „jungen Ordensgeistlichen" (fratres Clerici), nur einmal der Konvent als solcher[37] in Frage. Ihre Beteiligung neben dem Lehrer jüngerer Klassen, der meist eine Hauptrolle innehatte, ist später die Regel, so daß manche jahrelang mitwirkten, auch noch, wenn sie bereits ein geistliches Amt trugen. So der „Nobilis ac Spectatiss". D. Jos. Anton Biesenberger, der, 1728 als Rhetor erstmals genannt, bis 1735 als „SS. Theol. ac SS. Can.

[37] 1781, 50jähriges Profeßjubiläum des P. Joh. Ev. Precht. Desgl. Weihenstephan, wo der Konvent selbst am 5. 7. 1753 den Namenstag des Abtes mit Theateraufführung feierte.

Stud. und Cand." außer einer zehnjährigen Unterbrechung von 1741/51 als „Notarius Publicus Caes." dem Theater vornehmlich in Schauspielhauptrollen bis 1763 treu blieb. Ebenso die „Ornatiss. ac Doctissimi" DD. Franz Jos. Busenbenz und Cajetan Eugen Sold als Vicarii der Dörfer Günz und Böhen. Auch der obengenannte Scherer entstammte der ottobeurischen Bühnentradition.

Während 25—30 Jahren des ottobeurischen Barocktheaters nimmt wie anderwärts[38] der Tanz einen breiten Raum ein: erstmals enthält 1725 die Perioche des *Gundobert* im „Syllabus Actorum" einen Absatz „Salij"[39]. Drei Poetae, je zwei Syntaxistae Majores und Minores sowie ein Grammatista sind darunter aufgeführt. Doch ergeben weder der „Innhalt" noch das Szenarium Anhaltspunkte für ihre Verwendung im Stück. Daß die Bezeichnung „Salij" etwa ihren ursprünglichen Sinn haben sollte, ist stofflich ausgeschlossen, sie ist vielmehr als „Saltatores" aufzufassen[40]. Auch 1728 zählt die Perioche der *Veritas orbis Domina* im „Catalogus Actorum", der nach den Schulklassen geordnet ist, verstreut die Namen von 15 „Salij" auf. Zwischen III, 3 („Der Römische Fürst / indem er freyeren Lufft schöpffet / fangt an wegen der neuen Lehr[41] Sorg zunemmen.") und III, 4 („Durch dessen Bedeutnuß aber zur Verfolgung der wahren Lehr häfftig entzündet / eylet der Fürst nach Rom.") schiebt sich die Bemerkung: „Kommet entzwischen ein Tantz." Hier ist es nach dem Inhalt von III, 4 nicht unmöglich, daß die „Salij" ihrem altrömischen Charakter entsprachen. — Die 17 in der Perioche von 1729 auf gleiche Weise wie im Vorjahre aufgezählten Salii scheinen im ersten und zweiten Akt mit einem Bauern- und einem Tanz der „Hof-Jugend" beschäftigt gewesen zu sein. In den aus 1734—40 erhaltenen Periochen fehlen die Rolle des Salius und jede Andeutung eines Tanzes. Es ist aber nicht ausgeschlossen, daß die üblich gewordenen Scenae „intermediae" oder „intercalares" den in jedem Syllabus Actorum verzeichneten „Ephebi" Gelegenheit dazu geboten haben.

Das Darstellerverzeichnis des *Joannes Calybita* (1741) enthält wieder 13 Salii neben mehreren Ephebi. I, 6 ist ein „Saltus Umbrarum" („Freuden-Tantz" der „Höll / Betrug / Natur / und Liebe der Elteren"). Im *Grande Modicum sive Marinus ex lapsu incauto totus Marianus* zu Lichtmeß 1744 ist I, 3 „Saltus", der Marinus vom Treiben der Zechgenossen ab-

[38] Kutscher, S. 79/80.

[39] Eigentlich ein unter diesem Titel von Numa Pompilius begründetes römisches Priesterkollegium.

[40] Das Wort „Saltator" war für die Römer mit verächtlichem Nebenbegriff verbunden. — [41] Christentum.

stößt[42]. Das Personenverzeichnis erwähnt nur generell neben anderen Statisteriegruppen „Salibusuli". Der zweite Akt der *Joanna Aurelianensis*, Endskomödie desselben Jahres, „praesentat Scenas sequentes cum saltu Pastorum". Die Teilnehmer sind als „Salij" wie im Personenverzeichnis des „Marinus" behandelt. Das Verzeichnis zur *Fortitudo Amoris* am Namenstage Anselms 1747 bemerkt nur kurz: „Salij etc. in Theatro spectabuntur", das der Endskomödie des gleichen Jahres zählt 13 Salii namentlich auf, sie haben nach I, 3 einen „Tantz" auszuführen. Der bei gleichem Anlaß im folgenden Jahre aufgeführte *Sedecias* enthält als III, 3 einen „Saltus Umbrarum = Der Todten-Tantz", wofür elf Umbrae, aber nur ein Salius benannt sind. Dagegen sind bei der 1749er Namenstagsaufführung zwar neben drei „Nereides" auch „Charites cum reliqua Geniorum turba" beschäftigt, aber ein Tanz nicht angemerkt. Von nun an werden die Nachrichten über den Tanz immer spärlicher: noch 1750, 51 und 53 werden zahlreiche Salii aufgezählt, ihre Tätigkeit im Szenarium aber nicht erwähnt. Dann verlieren sich auch diese Spuren, woraus aber weniger auf Wegfall des Tanzes zu schließen ist, weil die überlangen Personenverzeichnisse — wie erwähnt — abgekommen waren. Im ersten Chor der Endskomödie von 1763 wird „Joannes von Herode verurtheilet". Salome verlangt den Kopf des Täufers in einem Rezitativ mit Herodes und Herodias, von ihrem Tanze ist natürlich keine Rede. Ebensowenig an gleicher Stelle 1767, wo „Die Anbettung des goldenen Kalbs" Thema ist.

Unter der Regierung Honorats fehlt jede weitere Erwähnung von Tänzern und Tanz, obwohl dazu im *Idill* oder *Schäfergedicht*, aber auch in der *Alkeste rediviva* sicher Gelegenheit gewesen wäre. Es ist also nicht ganz ausgeschlossen, daß Honorat, der der Vokalmusik sein Hauptaugenmerk schenkte, diese mimische Form zurückdrängte oder geradezu beseitigte. Ähnliches scheint sich im letzten Drittel des 18. Jahrhunderts auch in Salzburg ereignet zu haben.

Der Überblick über den ottobeurischen Bühnentanz ergibt, daß er niemals selbständig, außerhalb der Handlung oder in nur losem Zusammenhang (Ballett), nie als Einzel-, sondern ausschließlich als stoffverbundener Gruppentanz auftrat, um der Abwechslungsfreude des älteren und späteren Barockdramas Vorschub zu leisten.

4. Dramen, Dichter, Komponisten.

Vom Theater der Reichsabtei Ottobeuren sind uns aus den Jahren 1713—1801 insgesamt 102 Titel von Theater-

[42] „Spectatîs in sylva Orcinianis Congerronum ludîs, mox in se revertitur."

stücken (Aufführungen)[1] verschiedenster Art bekannt. 83 Stücke sind als Periochen (meist gedruckte Programmhefte) — unter ihnen 16 außerdem vollständig, größtenteils handschriftlich — im Besitze des Klosters Ottobeuren erhalten. Von weiteren 19 Aufführungen waren nur die Titel zu erschließen, allein 16 aus Ruperts *Diarium*. Die Einweihung des neuen Spielraumes (6. 9. 1725)[2] eröffnet eine neue, die Glanzperiode des Ottobeurer Barocktheaters. Von den vierzehn bereits vor 1725 unter Abt Rupert II. gespielten Stücken sind nur fünf als Periochen[3] erhalten.

Abt Leonhard Widemann errichtete, unterstützt durch den Prior Niklas Ellenbog, 1509 zu Beginn seiner langen Regierungszeit eine Buchdruckerei, „wobei ohne alle Beihilfe einer weltlichen Hand nur Mönche . . . angestellt waren"[4]. Die historischen Aufzeichnungen enthalten jedoch keine Angabe über theatralische Betätigung zu jener Zeit. Noch unter ihrem Gründer wurde die klostereigene Druckerei 1525 infolge des Bauernkrieges, „welcher dieser Arbeit durch Zerstörung der Formen einen längeren Stillstand gebot", vorübergehend eingestellt. Das Kloster erlitt schwere Plünderungsschäden. Über das weitere Schicksal berichtet P. Maurus nur kurz: „Die Druckerei, welche beiläufig vor anderthalb hundert Jahren in weltliche Hände kam, besteht noch jetzt. . ."[5] Zum bezeichneten Zeitpunkt (Anfang der zweiten Hälfte des 17. Jahrhunderts) erwähnt er sie jedoch nicht. Sie scheint bis zu ihrer (wohl durch Verkauf erfolgten) Verweltlichung sich wesentlich mit dem Druck geistlicher Schriften befaßt zu haben[6]. Der Mangel an erhaltenen anderen Druckwerken des eigenen Betriebes dürfte also weniger dem Fehlen jeglichen Theaterspiels zuzuschreiben sein als diesem engeren Aufgabenkreis der Druckerei und den verschiedentlichen Schädigungen der Folgezeit[7].

Ob die Sitte, Theaterprogrammhefte drucken zu lassen, überhaupt erst unter Abt Rupert II. Eingang fand, ist nicht zu entscheiden. Die erste sichere Spielnotiz stammt zwar noch aus der Regierungszeit seines Vorgängers, die älteste erhaltene Perioche aber von 1713. Sie und die neun Nächstfolgenden (vorhandenen) sind in zeitlicher Reihenfolge bei Joh. Mayr in Kempten, Ad. Jos. Ebel in Mindelheim und Caspar Roll in

[1] Selbständige Zwischenspiele sind hierbei nicht mitgezählt.
[2] „Ambitio severe castigata in Gundoberto, Longobardorum rege."
[3] Davon zwei auch vollständig.
[4] Feyerabend, Bd. 2, S. 790 M.
[5] Feyerabend, Bd. 2, S. 793 o.
[6] Feyerabend, Bd. 2, S. 791/92.
[7] Siehe auch: Bernhard, Mag. Die Buchdruckerei des Klosters Ottobeuren. (Studien u. Mitteilungen aus dem Benediktiner- u. Cisterzienser-Orden, 1881, 4. Heft, S. 313/22.)

Kempten hergestellt. Erst ab 1734 ist die „verweltlichte" Ottobeurer Druckerei mit Joh. Balthasar Wanckenmiller vertreten, der das Kloster bis zur Säkularisation treu blieb[8].

Mit zwei Ausnahmen[9] sind sämtliche Ottobeurer Programmhefte, ebenso alle handschriftlichen Texte im Quartformat gehalten. Der in Salzburg[10] übliche Unterschied zwischen großen Aufführungen (Quart) und kleinen (Duodez) ist unbekannt.

Die 83 in Programmheften oder vollständig erhaltenen und die 19 nur dem Titel nach bekannten Stücke gliedern sich ordens- und zeitüblich weit weniger nach literarischen, künstlerischen oder stofflichen Gesichtspunkten als nach den Aufführungsanlässen. Der hervorragendste ist wie anderwärts natürlich der Schuljahresschluß, mit dem die „Endskomödie" untrennbar verbunden ist. In der Widmung fast immer als „ludis autumnalibus acta, exhibita, repraesentata" usw. bezeichnet, ist sie die Hauptaufführung des Schul- wie Kalenderjahres und eine feststehende Einrichtung. Ihre Termine schwanken von 1713—55 nur unwesentlich zwischen dem 1. und 6. 9., am bevorzugtesten sind der 6. oder 5. 9. Erstmals 1756 wird mit dem 16. 8. wegen Anselms Profeßjubiläum eine Ausnahme gemacht. Doch schon im folgenden Jahre wird zwar in der Dedikationsformel das Jubiläum (Jahrestag) ausdrücklich erwähnt, der gewohnte Zeitpunkt aber wieder eingehalten. Eine bedeutende Terminsabweichung erfährt das nur namentlich bekannte Herbstspiel des Jahres 1766, das an Stelle der fälligen Endskomödie als Festaufführung zur Einweihung der prächtigen Stiftskirche[11] zu gelten hat. Die Oper *Alceste Phoebi et Amoris beneficio rediviva* wurde, nachdem die einfache Einsegnung am 31. 8. (Schutzengelfest) durch den infulierten Abt Sigmund, Generalvikar des Heiliggeistordens und Spitalmeister zu Memmingen und Wimpfen sowie die Hauptweihe am 28. 9. durch Fürstbischof Joseph von Augsburg und seinen Koadjutor, Fürstbischof Clemens Wenzeslaus von Freising, vorangegangen waren, am 29. 9., 2. und 5. 10 aufgeführt. — Unter Abt Honorat Göhl (1767—1802) schwankt der Termin der Endskomödie zwischen dem 26. 8. und 6. 9.

Alle Endskomödien sind mit der bis auf unwesentliche Abweichungen und Zusätze stereotypen Dedikationsformel dem regierenden Abt gewidmet. Die Formel enthält die wesentlichen

[8] Noch Feyerabend läßt bei ihrem damaligen Inhaber Joh. Bapt. Ganser drucken.

[9] *Sol Austriaco-Bavarus*, 20. 7. 1723 (Folio); *Simeon Salus Eremita*, 27. 2. 1726 (Duodez).

[10] Kutscher, S. 45.

[11] Im Bau seit 1737.

Titulaturen[12], aber auch die schmeichelhaftesten Prädikate („Abbas vigilantissimus", „dominus Maecenas gratiosissimus", „Dominus ter gratiosus") des Abtes, dem die jeweilige Komödie „in humillimum et devotissimum obsequium dedicata" ist. Allerdings sind diese sämtlichen Epitheta reine Formalien, da sie jedem Abt sofort nach Amtsantritt mit bloßer Namensänderung zugedacht werden.

Häufig enthält das Titelblatt der Endskomödienperioche den Zusatz „pro distributione praemiorum". In der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts wird er als selbstverständlich nicht mehr angeführt.

Von den 102 bekannten Stücken sind 65 Aufführungen zum Schuljahresschluß und zur Prämienverteilung, 24 entfallen auf Regierungs- oder Profeßjubiläen, Benediktionsfeier, Geburts-, Namens- und Jahrestage. Dreizehn weitere gelten besonderen Gelegenheiten: zwei Aufführungen zur Fastenzeit (1718, 1726); eine Meditatio in Scenam data" (1732)[13]; eine Schulaufführung zu Ehren des seligen Isidor, Patrons des Kirchenrechts (1742); drei Aufführungen (1731, 1743, 1756) der Marienkongregation[14]; die Festspiele zum geplanten Besuch Kurfürst Max Emanuels von Bayern (20. 7. 1723) und bei der Anwesenheit von Clemens Wenzeslaus (1795). Für die vier restlichen Stücke schließlich, darunter zwei Kantaten, wird der Anlaß weder aus Daten noch Inhalt ersichtlich. Auch diese Programmarten tragen auf dem Titelblatt umständliche Dedikationen unter weitläufiger Anführung sämtlicher Namensteile, Titulaturen und Ämter der Widmungsempfänger.

Die Endskomödien waren außer mit Chören fast stets mit Zwischenspielen und eingeschobenen Szenen versehen, in denen sich lustspielmäßige und possenhafte Elemente zeigen durften. Rein komische Aufführungen dagegen, die nicht als humoristisches Beiwerk ernsthafter Stücke zu gelten haben, fehlen im (erhaltenen) Ottobeurer Material ebenso gänzlich wie irgendwelche Nachrichten über die anderwärts so beliebten Schlittenfahrten. Die Jubiläums- und Namenstagsspiele sind häufig ausgesprochene Gelegenheitsdichtungen, in handgreiflicher Weise auf das Festobjekt zugeschnitten. Hier wird auch dem Zeitgeschmack des ausgehenden 18. Jahrhunderts einigermaßen Rechnung getragen. Eine *Ode applaudentis Ottoburae* feiert

[12] Rupert II. ist: „S. R. I. praelatus, liberi-imp.-exempti mon. Ott. Abbas, S. C. et R. C. M. actualis consiliarius et sacellanus perpetuus, almae universitat. Salisburg. assistens."
Anselm: „S. R. I. Praesul" usw.
Honorat: „S. C. M. capellanus perpetuus" usw.

[13] Wahrscheinlich Aufführung der Marienkongregation.

[14] Gegr. 1729 für die ottobeurische Schülerschaft durch Abt Rupert II. (Feyerabend, Bd. 3, S. 700 o.)

1765 das 25jährige Regierungsjubiläum Anselms; das *Idill oder der dem großen Pan opfernde Hirt Palemon* 1781 das 50jährige Profeßjubiläum des Seniors des Reichsstifts, P. Joh. Ev. Precht, und 1793[15] das 50jährige Priesterjubiläum des Pfarrers Jos. Suiter vom Gebietsdorf Hawangen; ein *Schäfergedicht* 1790 den Jahrestag der Wahl Honorats und eine Dichtung gleichen Titels als *Palämons Namenstag* 1791 den Namenstag des P. Subprior Gregorius Hilber.

Mit der Regierungsübernahme des musikliebenden und -fördernden Abtes Honorat fand die anderwärts in der ersten Hälfte des 18. Jahrhunderts zur Blüte gelangte Kantate auch in Ottobeuren stärkeren Anklang. Von drei Werken dieser Gattungsbezeichnung sind Programmhefte erhalten. Darunter das einer Vertonung von Zachariäs *Tag(es)zeiten* durch den Kapellmeister Benedikt Kraus[16]. Die gedruckten Programme besagen nichts über den Aufführungsort der Kantaten. P. Maurus berichtet[17], daß zum 50jährigen Profeßjubiläum Honorats (15. 11. 1801) die von ihm verfaßte, von P. Theodor Klarer gesetzte Kantate *Das Opfer Noahs* und Haydns *Schöpfung* in dem „sogenannten hohen, oder Kaisersaale aufgeführt" wurden, wo musikalische Darbietungen auch bei der Festtafel am 29. 9. 1766 und 1748 zu einem Besuche des Wiener Weihbischofs Franz Anton Marxer stattgefunden hatten. Andererseits wurden „2 geistliche Chöre und 2 Arien" am 14. 5. 1800 im Theatersaal gesungen, denen der französische Divisionsgeneral Dominique René Vandamme „auf der Loge" beiwohnte.

Der stofflich so stark an Salzburger Vorbilder erinnernde *Rupertus* von 1713 entspricht in seiner, auch außerhalb des Prologs und der Chöre umfangreichen Anwendung allegorischer Personen und Vorgänge wie im ganzen Aufbau dem „Typus des älteren Barockdramas"[18]. Er ist in allen drei Akten durchsetzt mit Szenen, die außer Allegorien Personen aus der antiken Mythologie enthalten, sich aber dem Gang der Handlung ungefähr einfügen. Sie bedeuten keine eigentlichen Parallelen oder Vorbilder im späteren Sinne und stehen untereinander nicht in Zusammenhang[19]. Das „Vorspihl" zeigt allgemeinen Inhalt (Seeschlacht zwischen Tugenden und Lastern). I, 5 enthält zwei Arien und bringt eine Art von allegorischem Kommentar zum Gesamtstück, ohne mit den vier vorangegangenen

[15] Einzige Wiederverwendung eines ottobeurischen Stückes.

[16] Feyerabend, Bd. 4, S. 185 u.: „Benedikt Kraus, ehemaliger Kapellmeister in Trient, der sich mehrere Jahre hier aufhielt."

[17] Feyerabend, Bd. 4, S. 333/34.

[18] Kutscher, S. 56 u.

[19] „Deutsche Literatur", Reihe „Barockdrama", Bd. 3, das „Ordensdrama", Leipzig 1931, S. 34: „seit 1723 herrscht (in Ottobeuren) das Melodram", ist wohl Druckfehler.

Szenen des Dramas ursächlichen Zusammenhang zu haben: „Indeme der GOttes-Dienst und die Jungfrauschafft Ruperto Kräntzlein flechten / werden von dem Neid und Ketzerey Dörner undermischet / auß welchen aber die Gedult Rosen hervorziehet." Die Virginitas ist laut handschriftlicher Anmerkung „floribus", die Religio „lauro coronata". I, 9: „Es ist schier kein Handel / welcher nit durch ein Weib herkommet" —, steht als allegorische Szene bereits in naher Verbindung mit der Handlung (die Königin Mutter Brunechildis intrigiert gegen Rupertus) und wird von zwei Genien mit einer Arie bestritten. Der den ersten Akt beschließende „Chor" knüpft an die in der vorhergehenden Szene gezeigte Austreibung Ruperts aus Worms unmittelbar an und gibt allegorisch den Inhalt der folgenden Akte an: „Der in dem Elend herumb wanderende Genius[20] deß H. Ruperti empfanget von der Göttlichen Vorsichtigkeit Trost / und die Ertz-Bischöffliche insignia, zu dem Vorzeichen deß künfftigen Salzburgischen Ertz-Stiffts."

Der erste Akt trägt in der Perioche den Sondertitel „Ruperti Kampff". Im zweiten wird „Der Sig Ruperti" dargestellt. Die Allegorien II, 4 („Die höllische Richter Minos, Aeacus, Rhadamantus ziehen den Übelthäter zur verdienten Straff", wobei Tisiphone und eine Furia mitwirken) und II, 6 („Die Ketzer- und Abgötterey suchen einen Riegel vorzuschutzen" — gegen Ruperts Sieg) schließen sich unmittelbar den vorangehenden Szenen des Dramas an, II, 7 dagegen gibt genaueren Inhalt des Folgenden: „Der Göttliche Glaub wecket auff das Bayren-Land / welches von dem Fürsten der Fünsternus geleitet worden." Dessen äußeres Zeichen im Bühnenbild erläutert die Anmerkung: „In medio erigit ara ad statuam Jovis." Der Chor am Ende des zweiten Aktes trägt zwei Arien ganz allgemeinen Inhalts vor: „Die Ehr strebet nach denen / so sie flihen: und flihet die / so ihr nach streben." Die zweite Szene des dritten Aktes — „Ruperti Sigskrantz" — wird von zwei Genien bestritten und ist gleichen Charakters: „Glückseelig ist der Regent / welcher denen schlimmen Räthen kein Gehör stattet." III, 6 dagegen rekapituliert allegorisch die Handlungsvorgänge („Der Glaub erlöset das von der Abgötterey in den Irrgarten verführte Bayren / und thut zugleich dem Abentheur Minotauro die Abgötterey aufopfferen"), III, 8 greift sogar in die Handlung ein: „Die Begirden Austrasiae[21] suchen Rupertum, ihme die Wormbserische Inful wider heimbzustellen." Der Epilog schließlich gibt in einer Aria des Ganzen erbauliche Lehre: „Keiner erlanget die Cron / welcher nit rechtmäßiger Weiß gekämpffet."

[20] „Genius D. Ruperti in habitu exulis."
[21] „Quattuor desideria."

Dem gleichen Typus gehören die Stücke der folgenden Jahre an. — Die *Maria Stuarta* von 1720 zeigt erstmals auch im deutschen Periochenteil Szenenbezeichnungen, die als Vorläufer der späteren sogenannten „eingeschobenen Szenen" gelten können: Einer allegorischen Szene im zweiten Teil des ersten Aktes — nach der Freisprechung Marias durch das „Yörckische Gericht — folgt als I, 6 „Agitur extrajudicialiter". Nach dem Todesurteil lautet II, 6 sogar „Sentencia interlocutoria", während III, 5 („Sententia definitoria") im Anschluß an Marias Abschied von Melvin die übliche Inhaltsangabe der restlichen Szenen zu bedeuten scheint. — Das erste im neuen Theatersaal aufgeführte Stück — *Gundobertus* — gleicht in Pro-, Epilog und Chören dem Bilde seiner Vorgänger, nur sind die allegorischen Szenen auf eine einzige innerhalb der mit „Protasis", „Epitasis", „Catastasis" und „Catastrophe" bezeichneten vier Akte zusammengeschwunden.

Die wegen ihrer Bühneneffekte bereits erwähnte *Veritas orbis Domina à Generatione in Generationem* von 1728 gehört dem „Revuetypus" an[22] und zeigt in gleichfalls vier Akten die Veritas „sub lege Naturae" (Erschaffung der Welt bis zur Sintflut), „sub lege Moysis", „sub lege Gratiae" als „Idolatriae Victrix, Urbis, et Orbis Domina" (das Christentum bezwingt Rom) und schließlich als „Idolatriae Victrix, Romae Domina, adhuc militans". Dieser Akt beschäftigt sich mit dem Zustande der Wahrheit in der Gegenwart. Mit Ausnahme der des ersten Aktes sind alle vorkommenden Gestalten Typen ohne die geringsten persönlichen Züge. Chöre und Prolog sind sehr umfänglich geworden. Er ist nicht mehr bloß einleitendes Vorspiel, sondern vermittelt die dem Ganzen zugrundeliegende Idee: „Die Menschliche Natur machet vermittelst der Religion / und deß Glaubens / einen ewigen Bund mit der Wahrheit: wider welchen aufstehet der höllische Lugen-Vatter: erkennet aber auß der unerschaffnen Wahrheit / daß sie durch die Einfleischung der Welt aufgehen / und seinen Gewalt gäntzlich zernichten werde. Kündet dannoch der erschaffnen Wahrheit den Krieg an / und machet sich in die Welt / ihr zu schaden; da hingegen gemelte Tugenden zusamen den Armb Göttlicher Wahrheit anruffen / umb die Beständigkeit deß Bundts Menschlicher Natur mit der erschaffnen Wahrheit."

Die Chöre I und II entsprechen inhaltlich dem Gewohnten. Chor III greift in die Handlung unmittelbar ein, steht auch nicht am Ende, sondern zwischen den Szenen 7 und 8 des III. Aktes. Der IV. Akt, damit das Ganze, schließt abweichend von der bisherigen Regel. Die letzte Szene, die der „Policey

[22] Kutscher, S. 51 o.

jetziger Zeit" (IV, 5) folgt, trägt die Bezeichnung „Musica". Sie endet mit kaum unbeabsichtigter Hindeutung auf die politische Gegenwart: „Damit die Wahrheit möchte die Oberhand bey jetziger Zeit erhalten / verlangt sie den Friden zur Gespanin; welchen hervor führen die Genij deß Römischen Pabst / und Österreichs." Die darauf folgende Angabe der Perioche: „Scena: Die Gesandte zum Friden etc." ist nur szenarische Bemerkung.

Das Drama *Virtus post funera vivens in S. Canuto invicto rege, et martyro glorioso* von 1729 gleicht im Aufbau wieder dem „Gundobert" von 1725; nur noch eine Szene innerhalb der Handlung weist eine allegorische Person auf. Sonst sind die Allegorien in Prolog, Chöre und Epilog konzentriert. Bemerkenswert ist, daß I, 1 — „Canutus, nach dem er den Friden in dem Vatterland widerumb hergestellet / theilet die Beuth / und nach jedes Verdienst die Schanckungen / under die Soldaten auß" — vermutlich zur Prämienverteilung gedient hat. Weiter findet sich im „Canutus" der erste sichere Beleg einer — zur Handlung gehörigen — Szene komischen Charakters: I, 4 „erweisen die Bauren Canuti in dem Weinkeller / wiewohl sie mit ihrem Fürsten vergnügt."

Das nächsterhaltene Stück — *Sanctius König von Navarra* — ist fünf Jahre jünger, die Entwicklung also wieder vorangeschritten. Es besitzt im III. Akt eine ganz ausgesprochen komische Szene, die nur sehr lose Beziehung zur Handlung hat: „Entzwischen da die Katz aus dem Haus / rühren sich die Mäuß" (der Herr ist verreist, die Sklaven Mopsus und Lalaps sowie der Koch Schmuzelius treiben vermutlich Narrenspossen). Für die allmählich an Ausdehnung gewinnende Musik ist die nächste Szene bezeichnend: „Die Hirten hingegen suchen ihre Traurigkeit ... durch ein Pastorell zu verringern."

Erst die Endskomödie des Jahres 1735 läßt wieder Einblick in die Ottobeurer Dramatik gewinnen. Der *Kaiser Heraclius* hat sich wieder einen wesentlichen Schritt weiter vom Typus des älteren Barockdramas entfernt: in jedem der drei Akte trägt die vierte Szene den Titel „Intermedia". Inhaltsangaben dafür fehlen. Die Komödien der nächsten Jahre bleiben bei diesem Schema. Einen weiteren Entwicklungsfortschritt ergibt der *Divus Martyr Venantius* von 1740, dessen Chöre I und II sowie der Epilog der Haupthandlung angepaßte, allegorisch-musikalische Parallelen, untereinander zusammenhängend erstmals darstellen. Schon die Endskomödie des Jahres 1741 nimmt eine weitere Ausdehnung der musikalischen Aufführungsteile vor. Die letzte Szene des III. Aktes — also unmittelbar vorm Epilog — wird als „Musica" besonders bezeichnet.

Vom 8. 4. 1742 stammt das einzige erhaltene Schulstück,

das, „in Musaeo D. D. Theologorum" aufgeführt, den *Triumphus Justitiae in Divo Ivone* darstellt und sich als zivilrechtlicher Anschauungsunterricht aus dem Erbrecht erweist. Es hat nur einen Akt, aber darin zwei Scenae „Intercalares". Der didaktische Zweck wird besonders unterstrichen durch die Bemerkung nach dem Epilog: „Sequitur mox Oratio Problemmaticè deducta, utrum nempe Jurisprudentiâ aliîs Scientiîs an aliae Jurisprudentiâ sint praestantiores?" Unzweifelhaft zeigt sich hier der Einfluß Anselms, der bis zum Regierungsantritt[23] auswärts Kirchenrecht gelehrt hatte. Rein symbolische Stücke sind in Ottobeuren — ihrem anderwärts üblichen Verwendungszweck als Festspiele und ludi caesarei[24] entsprechend — selten. Das älteste vorhandene und der einzig sicher nachweisliche „ludus caesareus" der Reichsabtei ist der *Sol Austriaco-Bavarus resplendens in monasterio Ottoburano*, der für einen erhofften Besuch der bayerischen Kurfürstenfamilie 1723 einstudiert worden war. Dieses festliche Empfangsspiel war von rein musikalischem Charakter[25]. Für jede der zahlreichen allegorischen und symbolischen Personifikationen wird in der Perioche[26] die Stimme angegeben: die Genii Bavariae (Alt) und Ottoburanus (Sopran); „Auster, seu Austria" (Tenor), „Aquilo, seu Imper." (Baß), „Obsequium Ottoburae Devotissimum" (Sopran) und die „Solertia Ottobur. Vigil." (Alt) Ihnen folgen die sechs „Comites Genij Bavariae Venatici", die durch Schilde und Abzeichen auf Max Emanuels und seiner Verwandten Taten oder Herrschaften hinweisen: 1. „Genius Bavarici Armiger, cum Scuto Thaumaturgae Oettinganae tesserario", 2. „Genius cum Scuto Insign. Electorali Bavarico, et Reg. Sobjesck. Polonico"[27], 3. „Cum Scuto Insign. Elect. Bavaro, et Archid. Austriaco", 4. „Cum Insign. Duc. Bavaro, et Palatin. Neoburgo", 5. „Cum Insign. Episcopat. Monaster. et Paderbornens." und 6. „Cum Insign. Episc. Ratisbonensis." Sie singen Bariton und Alt. Schließlich die „Sex Ordines, et Pastoritij Con. Gen. Ottoburani", deren Abzeichen auf die staatsrechtliche Stellung der Reichsabtei (Reichsunmittelbarkeit, Kreisfreiheit, Exemption) und des Abtes, die kaiserlichen Gönner sowie die Stifter (Graf Silach und Familie) hinweisen. Es sind die „Status": „Religiosus Capituli Monast. cum Insign. Rosae

[23] 23. 11. 1740. — [24] Kutscher, S. 53/54.

[25] „D. R. A.", t. VII, Jahr 1723, Teil II, S. 44; 22. 7.: „Dises Drama wehrete eine stund, und ware alles in Musica vocalj et instrumentalj producirt." Feyerabend, Bd. 3, S. 682: „Die Mannigfaltigkeit der sowohl blasenden, als Saiteninstrumente, welche mit den jetzt lateinischen, jetzt italienischen, jetzt französischen Chören oder Arien wechselten, war sehr groß."

[26] Dem *Diarium* Ruperts beigeheftet erhalten.

[27] Anspielung auf die Befreiung Wiens 1783, an der Max Emanuel wesentlichen Anteil hatte.

Aureae“[28], „Clerical. Parochor. cum Insign. Abbat. Mitra, Pedo et Ense“, „Curial. official. Minist. cum Insign. Aul. Aquilae Argent.“, „Litterarius Studiosor. cum 2. Vexillis Insign. Heraldicis“, „Civicus Reipl. Oppid. cum Imp. Bic. Aquila, et Insign. Caroli- ac Ottonis M.“ und „Plebejus Subditor. reliq. omn. cum Insign. Fundatorum.“ Ihre Stimmlagen sind Alt und Tenor, während die nicht einzeln aufgeführten „Pastoritij Comit.“(es) Alt und Bariton singen.

Das Stück gliedert sich in „Praeludium, 8 Introductiones, Conclusio + Ode Finalis“. Präludium und drei Introductiones behandeln den Sonnenaufgang, vier den Mittag, eine den Untergang, sind also Allegorien für Kommen, Verweilen und Abfahrt des Kurfürsten.

Die dem Ganzen vorangestellte lateinische „Synopsis“ erklärt den Sinn des Bühnenbildes (Hausgarten), in dem man den „Maximus Hospes“[29] mit dem „Wasser“ des Brunnens und Früchten bewirten wolle. Er möge mit dem Nachtlager fürliebnehmen, das einst sein Vorfahr, Kurfürst Maximilian I., nicht verschmähte[30].

Als rein symbolisches Stück und bedingt auch als ludus caesareus ist noch zu nennen das *Foedus auspicatissimum Ottoburae* zum 25. Regierungsjubiläum Ruperts am 11. 5. 1735. Es gehört zu dem außer beim obengeschilderten „Sol“ bis dahin nur beim „Gundobert“ und der „Veritas Orbis Domina“ verlassenen dreiaktigen Typ. Alle Szenen tragen einschließlich Prolog, Chören und Epilog symbolisch-festspielmäßigen Charakter. Die Auftretenden sind sämtlich Personifikationen, allegorische Gestalten, Typen: Divina Providentia, Ottobura, Fortuna, Genius Naturae, Genius Ottoburae, Oppidum, Umbra, Aeternitas; ferner quattuor Anni tempora, Annus vigesimus quintus, Annus quinquagesimus, duodecim Menses, Mors, Sol und Saturnus; aber auch Conventus, duo Officiales, Pastor, Medicus, Chyrurgus sowie Secretarius. Dazu schließlich die Comites der Ottobura und vier Ephebi. Ein Darstellerverzeichnis besitzt die Perioche nicht.

---

[28] Wappen des Reichsstifts O.

[29] Wortspiel mit dem Namen des Kurfürsten.

[30] Synopsis: „Serenissimae Domûs Bavarae Genius suas, solis instar, terras obiens, Ottoburanum etiam Servitorium, ex condicto Clementissimo, ac renovata invitatione permotus, auspicatissimâ illustrat praesentiâ. Maximus Hic Hospes à devotissimo loci praeside ac praesule Genio in symbolica, novo opere constructa, viridaria introcitur. Inibi salutaris aqua fontis salientis in Vitam aeternam, et fatidici fructus honoris offeruntur. Humillima pariter cum fiducia acceptandus nocturnae quietis thorus defertur, quem olim, veluti Lectulum LX. Fortibûs ambîtum, Teutonicus Ille Salomon, et Sexagesimus Bojariae Dux, Maximilianus I. Elector, in exoleta quadam pristinidormitorij cella domesticus frequens et familiaris inhabitare non dedignabatur.“

Die 1740er Endskomödie zeigt mit einer weiteren rein symbolischen Handlung erstmals den „Typus des späteren Barockdramas“[31]: *Bellona repudiata, et Irene restituta.* Pro- und Epilog sind der Handlung inhaltlich verbunden, die beiden Chöre parallelisieren sie mit dem Estherstoff. Die Musik ist ohne besondere Kennzeichnung der betr. Szene bereits mitten in die Handlung gelangt: III, 2 „Da in dessen Themisiades[32] bey königlicher Taffel erscheinet, und die Monarchi mit lieblicher Music erquickt“, III, 3 „Bey nebens auch gar klug erweist wie leicht es seye eine Zusammenstimmung zu verderben, und wie schwer solche wider herzustellen“.

Eine lange Vorrede im „Argumentum Argumenti“ bezeichnet die *Vitis putata faecundior*[33], Aufführung der Marienkongregation am 29. 3. 1742, ausdrücklichst als zur Meditation, keineswegs zur theatralischen Unterhaltung bestimmt. Von Interesse für die sonst übliche Stellungnahme der Zuschauerschaft zu den theatralischen Darbietungen ist besonders die hervorgehobene Ablehnung einer Kritik am Darsteller oder Dichter. Darüber hinaus ist diese Einleitung durch die in Ottobeuren erste Erwähnung des Wortes „opera“ in solchem Zusammenhange bedeutungsvoll. Der musikalische Anteil am Stück ist allerdings wieder stark gewachsen, es ist als erstes der erhaltenen ottobeurischen in musikalischen und „Prosa“teil geschieden. Den fünf Arien im „Praeludium“, das als Personen „Vinitor seu Christus“, die Genii „Marianus“ und „Tutelaris“ enthält, folgen drei „Oden“. Sie zeigen eine größere Zahl Arien, Arietten und Duette. Nun schließt sich das „Prosa“ überschriebene Drama an. Es zerfällt in zwei „Puncti“, von denen jeder fünf „Inductiones“ aufweist. Die vorletzte Inductio des zweiten Punktes ist „Intercalaris“, allerdings nur, um die sonst in beiden Stückteilen gleiche Handlung eine „Adhortatio ad Paenitentiam“ in neun Strophen, deren deutscher Text abgedruckt ist, zu unterbrechen.

Noch ausgesprochener als die drei Jahre ältere *Bellona repudiata* gehört der *Antiochus Epiphanes*, Endskomödie des Jahres 1743, dem Typus des späteren Barockdramas an. Dieser hat sich nun in Ottobeuren durchgesetzt. Das Maccabäer II, 9 entnommene Drama wird nach dem Prologus weiter durch eine

---

[31] Kutscher, S. 58 M. — [32] Deckname Irenes.

[33] „Ad Meditandum. Spectatores parthenij, ad Meditandum hodierna vos invitat scena. Ad Meditandum, non ad quaerendum hîc velut profanas inter fabulas, coriositatis diverticulum, non ad pascendos in apparatu comico oculos, non ad recreandas ex modulis musicis delicatas aures, non ad ferendam de Metro, sive profa, de voce, de gestu, de peritia seu canentium, seu agentium chrisin, non ad discutiendas theatri leges, seu pro more servatas, seu de data opera neglectas; ... sed ad Meditandum omnes ac singuli adestis hodiè. . .“

„Inductio Musica" eingeleitet, die zwei Arien, ein Duetto und einen Chorus umfaßt. Gleiche Inductiones folgen den Chören und sogar dem Epilog. Damit nicht genug, enthält der III. Akt zwischen dem zweiten und dritten „Numerus" (Szene) einen „Musicus" (Numerus). Der an derselben Stelle des I. Aktes befindliche „Intercalaris" (Numerus) scheint diesen Titel nicht ganz mit Recht zu tragen, da er, inhaltlich wenigstens, eine normale Fortführung der Handlung darstellt. Auch die Stoffe der Chöre und Inductiones des Pro- und Epilogs entstammen dem Alten Testament. Größtenteils dem apokryphen Jesus Sirach, daneben dem 1. Buch der Könige, Propheten Daniel, Buch Esra und Psalter.

Der 1744 zum Feste Mariä Reinigung aufgeführte *Marinus* ist der vorjährigen Darbietung der Marienkongregation nahe verwandt, die Form entspricht jedoch der *Bellona repudiata.* Gleiches gilt von der *B. V. Maria* am Namenstag (21. 4.) Anselms 1746, nur ist die Akteinteilung gänzlich in eine Folge von neun „Interlocutiones" (Szenen, Bildern) aufgelöst, zwischen und in die sich „Oden" zu je mehreren Arien und Duetten schieben.

Die Endskomödien dieser Jahre bleiben beim obenerwähnten Typ, erweisen sich aber mehr und mehr als aus drei Bestandteilen zusammen- oder nebeneinandergefügt: A. Allegorische Umrahmung der Tragödie (Pro- und Epilog); B. Eigentliches Drama (drei Akte zu etwa je sechs Szenen); C. Alttestamentarische Parallelhandlung (Chöre). Im *S. Edmundus Anglorum rex* (1745) greift Teil C. außerdem noch auf die vierte Szene des II. Aktes über, während sich die Scena Intercalaris im III. Akt findet. — A. und C. können jedoch auch stofflich zusammengehören wie im *Accanthus juvenis* von 1746. Das Namenstagsspiel von 1747 zeigt durchgehends musikalische Struktur, ist als Oper anzusprechen. Prolog, Chöre, Epilog fehlen, auch Scenae Intercalares sind nicht vermerkt. Dagegen sind sämtliche Szenen in der Perioche mit Angaben über die vorkommenden Gesangsstücke versehen: „Aria Anacreonticum", „Duetto Alemanio-Euripidium", „Duetto Jambicum dimet.", „Aria Asclepiad.", „Duetto Jamb. Catalect.", „Aria Leonin.", „Aria Phalencium" usw. Selbst das angewandte Metrum wird bei einigen Szenen bemerkt. Über die Stoffherkunft berichtet das „Argumentum": „Euripidi Comico, Eximio deinde Amorum lusori Ovidio rem debemus. . ." Die Charakteristik der eigenen Dichtertätigkeit ist hoffentlich nicht wörtlich zu nehmen: „. . . quam in Theatrum et Scenas cogimus." Aber auch ein kleines Selbstlob fehlt am Schlusse nicht: „Nos pro legibus artis Comicae pauca immutabimus, eaque amore Veritatis." Die aus gleichem Anlaß 1749 aufgeführte *Mutua Perseum inter et Andromedam pietas*

ist in der Perioche sehr kurz: nur drei „Oden" zu je einigen Arien, Arietten, Terzetten. Das Ganze schließt ein Chorus.

Daß sich auch die ottobeurische Endskomödie immer stärker dem Operncharakter nähert, belegt der für das spätere Barockdrama überhaupt typische *Ingeniosus amor ... Ansbertae in Bertulfum.* Das Szenarium lautet:

„Prologus[34]: Die Eheliche Lieb schlaiffet unter Anführung des guthen Raths, und der Vernunft das Schloß deß Wueths mittelst der Musique; wornach sie neuerdings hoffet, jhres Geliebten habhafft zu werden." Personen sind: Furor, Turcismus[35], Amor conjugalis, Bonum consilium und Prudentia. „Actus I, Sc. 1: Bertulfus bekümmeret sich höchlich in dem Kercker über die vermeinte Untreu seiner Gemahlin Ansbertae. 2. Mittler weil, da eben die Obriste mit Verdruß daß jhnen von dem Obrist Hof-Maister angekündte Nahmens-Fest deß Sultans anhörten; 3. Landete Ansberta in verstellter Kleydung unter dem Nahmen Bartenas an; 4. Und machte jhr den hochen Tag zu nutz; indem sie durch den Obristen der Leibgarde leichten Eintritt zu Hof gewanne. 5. Sultan, dem Festtag ein größeres ansehen zu erwerben, laßt die Gefangene vor sich führen, 6. Auch drey deren das Looß ziehen, so vor Bertulfum übel ausfiele. — Chorus I: Die Liebs-Brunst zwischen Pyramo, und der Thisbe begünnet in dem finstern Gemach deß Kerckers nur mehr anzuwachsen[36]." „Actus II, 1[37]: Ansberta, nunmehro Bartenas, den zum Kercker zurück geführten Bertulfum erblickend; 2. Verrathete sich in gähen Eyfer mit Worten schier, wo nit Florindus solche wider zu verdrähen gewußt hätte. 3. Die blutige Gesinnung deß Sultans, mit dem Todt Bertulfi seinen Nahmens-Tag anzufangen, 4. Wird durch hitzigstes anerbieten in den Todt deß Bartenas glücklich hintertriben: 5. Wohl gar wußte solcher den Schlüßl dem Kercker-Maister auß der Taschen zu entzucken[38]; 6. Sein allzugroße Hitz aber ware Ursach, daß er auf der That ertappet, zu Bertulfo in die Keichen gesperrt wurde. — Chorus II: Orpheus führet mit sich Eurydicen von der Höll zuruck[39]." Personen sind hier: Orpheus, Eurydice, Pluto, Charon, Mercurius. — „Actus III, 1: Die zwey gefangene bedauren jhr Schicksal unter allerley Gemüths-Regungen. 2. Die Kunst deß Bartenas wird von dem Eisen-Maister bey dem Sultan über die massen hervorgestrichen: 3. Welcher dann unverzüglich zur Tafel beruffen, 4. Sich hören lasset[40]; wovor jhm Bertulfus zu theil wird. 5. zu dero beyder ungehinderten zuruck Raiß der gähling Todtfahl des Sultans trefflich beytruge. 6. Der nun errettete Bertulfus undergibt sich dem Bartenas als ein Sclav; lasset doch ohne Unterlaß die gegen Ansbertam gehögte Mißgunst, als welche annoch sich nit zu erkennen gabe, zimblich arg spühren: 7. Biß endlich zeit ware, die bißhero so maisterlich beglaitete Stell deß Bartenas mit dem wahren Nahmen und vorigen Aufzug Ansbertae zu vertauschen. — Epilogus: Der Ehelichen Liebe wird in der Ewigkeit ein glückvolle Wohnstadt unter den Gestirn ausgezaichnet[41]."

Die vielfach verwickelte Handlung bot zweifellos theatralischen Reiz, zu dessen Erhöhung das bei ihresgleichen ungemein

[34] Enthält vier Ariä, ein Quartett, einen Chorus.
[35] Das Drama spielt am Sultanshofe.
[36] Enthält zwei Ariä, ein Duetto.
[37] Chorus Captivorum eröffnet die Szene.
[38] „Canit Charilus" (drei Strophen).
[39] Zwei Ariä, ein Duetto zwischen O. und E.
[40] Aria des Bartenas.
[41] Zwei Ariä, „Chorus ut in Prologo". Personen des Prologs.

beliebte Verkleidungsmotiv beitragen mußte. Daß selbst hier, ohne sonderlichen Anlaß, auf das Eingreifen der höheren Gewalt (plötzlicher Tod des Sultans) nicht verzichtet wurde, dürfte weit mehr moralische als dramaturgische Ursache haben: Nicht genug mit dem Siege der Unschuld, muß der Bösewicht auch augenfällige Strafe erleiden. Allerdings erst, nachdem selbst ihm gegenüber die Macht der Musik erwiesen war.

Die ottobeurischen Dramen des sechsten Jahrzehnts blieben bei diesem Schema und weisen untereinander nur geringe Abweichungen auf. Häufiger wird die Parallelhandlung (Teil C) in beiden Chören stoffeinheitlich. In den Programmheften werden die Szenen des Dramas immer kürzer, die musikalischen desto ausführlicher verzeichnet, sogar nach und nach ihre Gesangstexte zum Abdruck gebracht. Ein „Chor" besteht nun aus einer größeren Anzahl Arien, Chören im engeren Sinne, Rezitativen, Duetten usw. Die Erwähnung der meist auf die drei Akte verteilten Scenae Intermediae oder Intercalares unterbleibt dagegen nach 1752. 1756 erscheinen noch einmal „Intermedium" im I. und ein „Interludium im Keller" im II. Akt. — Allenthalben ist also ein Streben nach Vereinheitlichung des Ganzen bei gleichzeitiger Ausgestaltung der — musikalischen — Teile bereits bemerkbar[42].

Das Festspiel zum 50jährigen Priesterjubiläum Anselms am 29. 9. 1762[43] gehört zu dem für diesen Zweck üblich gewordenen rein musikalischen Typus. Es behandelt in vier von Pro- und Epilog umrahmten Inductiones die Opferung Isaaks und schließt mit dem von den Personen[44] „Venerabilis Conventus" und „Ottoburana cum Socijs" gesungenen Huldigungschor „Vive Pater optime! Vice Praesul maxime!" Von gleicher Art ist der *Admetus* zum jährlichen Wahltag Anselms 1764. Das Singspiel umfaßt nur einen Akt, dessen Personen Apollo, Admetus rex, Alceste conjux und Daphnis sind. In der „Apodosis fabulae" gibt ein Poeta die Quintessenz: „Varus Admetus, Anselme, tu es." Das verschollene Festspiel zur Stiftskirchenweihe scheint nach den Aufzeichnungen des Augenzeugen P. Marus Feyerabend dem geschilderten rein musikalischen Typ angehört zu haben und — für Ottobeuren — ein echter „ludus caesareus" gewesen zu sein.

„Dem hiesigen Herrn Tonsetzer, Benedikt Kraus, ehemaligen Kapellmeister zu Triest, wurde schon einige Zeit vor-

[42] Kutscher trifft diese Feststellung in Salzburg für ungefähr den gleichen Zeitpunkt (S. 63 u.). Der dort erfolgte Übergang zum „Typus des späten Barockdramas" hatte in O. jedoch noch nicht stattgefunden, das obenerwähnte dreiteilige Schema wurde noch beibehalten.

[43] Feyerabend datiert die Aufführung auf den 30. 9. (Bd. 4, S. 82).

[44] Natürlich durch Schüler dargestellt.

her der Auftrag gemacht, eine ganz neue sogenannte Oper, wozu unser Mitbruder Augustin Bayrhamer einen sehr schönen Text verfertiget hatte, zu bearbeiten. Das schöne, sinnreiche und sehr zierlich bearbeitete Gedicht führte die Aufschrift: *Alceste Phoebi et Amoris Beneficio Rediviva* und enthält sowohl auf die anwesenden höchsten Gäste als selbst auf das tausendjährige Ottenbeuren eine sehr schickliche Anspielung[45]." Über die Uraufführung am 29. 9. 1766[46] berichtet der Chronist[47]:

„Noch war die Mittagstafel nicht aufgehoben, als die lauten Ehrenbezeugungen, nämlich die Paradierung der Kompagnien[48], und der Laut des Geschützes, und der Glocken die Annäherung S. Hochf. Gnaden, des Herrn Honorius Fürstabtes des hochadelichen benediktiner Stiftes Kempten, J. Maj. der römischen Kaiserinn Erberzmarschalls Nachmittags um 3 Uhr mit einer noch weit zahlreichern Begleitung ankündigten. S. Hochf. Gnaden erstatteten sogleich nach beendigter Mahlzeit den anwesenden Höchsten Herrschaften einen Besuch, und ... wohnten alle drey erhabene Reichsfürsten[49] der Aufführung jener schönen Oper auf dem hiesigen Theater bei, welche fünf Uhr abends anfieng, und nach zwei Stunden sich endete. Das Stück fiel ausnehmend gut aus; das Schattenspiel, welches die Annäherung der unterirdischen Schatten, und besonders jene der wieder zurückkommenden Alzeste schön vorstellte, das von einem Ingenieur aus München künstlich geleitete Feuerwerk, welches mit aller Kraft losbrach, als die Riesen es wagten, des Jupiters Himmelsburg auf mehrern übereinander gethürmten Bergen zu bestürmen, und endlich die von unserm damaligen Tonkünstler, Herrn Benedikt Kraus, treflich gesetzte Musik, wovon auf Höchstes Begehren manche Stücke, und Arien wiederholt, und abermal wiederholt wurden, erwarben sich vorzüglich den höchsten, und ungetheiltesten Beifall. — Am folgenden Donnerstage wurde das Stück abermal mit großem Beifall aufgeführt, und so auch am Schlusse der feierlichen Oktav."

Mit dem Höhepunkt des weltlichen Glanzes der Reichsabtei war auch der des ottobeurischen Barocktheaters erreicht. Nur Honorats 25jähriges Regierungsjubiläum sollte noch einmal Ähnliches bringen.

Die *Alceste* hatte die ruhmvolle Krönung des Lebens und Wirkens Anselms begleitet, sie blieb aber wohl auch die letzte Aufführung seiner Regierungszeit. Der zur Benediktion Honorats am 16. 5. 1767 folgende *Josue Mosi Successor Delegatus seu Drama* fällt noch in Anselms, des Freiresignierten, letzte Lebenstage. Das rein musikalische Stück entspricht in seinem allegorischen Charakter dem bei solchen Gelegenheiten schon zu Anselms Zeit Üblichen — Personae: Genius Div. Providentiae, Moses, Josue, Israelitae. . Akteinteilung fehlt, abwechselnde

[45] Feyerabend, Bd. 4, S. 100.

[46] Sammlung „Deutsche Literatur", Reihe „Barockdrama", Bd. 3, „Ordensdrama", S. 34 nimmt irrig 1776 an.

[47] Feyerabend, Bd. 4, S. 110.

[48] Aus der Untertanenschaft gebildete Ehrenwachtruppe.

[49] Fürstbischof Joseph von Augsburg und sein Koadjutor Fürstbischof Clemens Wenzeslaus von Freising.

Arien und Rezitative beschließt ein Chorus. Sein Segenswunsch für den Neuerwählten blieb freilich letzten Endes unerfüllt:

Dux a Coelo nobis datus,
Tanto Patre dignus natus
Mille vivat secula.
Vota Superi firmate,
Honoratum conservate:
Secla date aurea."

Das „seculum aureum" der Reichsabtei Ottobeuren sollte Anselm nicht allzulange überdauern.

Die Endskomödien des siebenten Jahrzehnts und die Aufführung zum Namenstage Honorats am 11. 4. 1768, von der nur neun rein musikalische Inductiones in der Perioche erhalten sind, bleiben bei dem für ihre Anlässe gewohnten Schema.

Von größerem Interesse ist wegen der stofflichen Vergleichsmöglichkeit mit der 1720er die Endskomödie *Maria Stuarta* von 1768. Titel und Inhalt des Dramas weisen weitgehende Übereinstimmung auf. Um so größer ist der Unterschied in der Struktur der beiden. Die zweite „Maria" ist in ihren „Chören" natürlich von einer ausgesprochenen Parallelhandlung (Daniel in der Löwengrube) begleitet, während Vor- und Nachspiel stofflich mit der früheren vergleichbar sind. Die ausführlichen Inhaltsangaben des alten Dramas sind 1768 zugunsten der musikalischen Teile stark zurückgetreten.

1772 zeigt die Endskomödie *Junius Brutus fortis in filiis sui victor, urbisque Romae vindex gloriosus* einen wesentlichen Unterschied von der des Vorjahres und damit vom Gewohnten. Sie leitet also den, in Ottobeuren allerdings etwa ein Jahrzehnt umfassenden Übergang zum „Typus des späteren Barockdramas"[50] ein. Während noch 1771 die *Valentiniani ferox ambitio* deutlich das alte dreiteilige Schema erkennen läßt, sind beim *Junius Brutus* Teil A und C (Rahmung und Chöre) in inhaltlichen Zusammenhang verschmolzen, die zweite Hälfte des Teiles A, das Nachspiel (Epilog) ist sogar verschwunden. Diese letztere, weitgehende Abwendung vom Hergebrachten bleibt allerdings in Zukunft nicht alleinüblich, ebensowenig die zu diesem Zeitpunkt ungewohnte, sehr eingehende Inhaltsangabe aller Szenen des Dramas.

Das folgende Jahr bringt mit der Ersetzung des Ausdrucks „Chor" durch (Erste oder Zweyte) „Zwischen-Musik" eine Neuerung. Dafür macht sich aber im Wiedererscheinen des inhaltlich mit dem Vorspiel zusammengehörigen, von den Zwischenmusiken verschiedenen Nachspiels das dreiteilige Schema wieder in seiner alten Form bemerkbar. Der *Sanctius* vom 5. 9. 1774 hat nur einen „Zwischenchor" bei drei Aufzügen. Das „Nachspiel" tritt

[50] Kutscher, S. 63.

jedoch zwischen den zweiten und dritten Aufzug, hat also seinen Charakter verloren; Vor- und Nachspiel sind stofflich vom Zwischenchor verschieden. Gleiches gilt für die nächstfolgende Endskomödie, *Anacletus*, die keinerlei „Nachspiel" besitzt. Ein sehr erweitertes Szenarium kennzeichnet den *Zeno Kaiser im Orient* von 1776, der den Typus des späten Barockdramas fast klar repräsentiert: Dem dritten Auftritt des ersten Aufzuges (des Dramas) folgt das „Vorspiel zu den (zwei) musicalischen Chören", die sich dem Ende des ersten und vierten Aufzuges angliedern. Zwischen den zweiten und dritten sowie den dritten und vierten Aufzug schieben sich „Zwischenspiele"; die Länge des fünften Aufzuges wird durch seinen fünften, stummen Auftritt unterbrochen. Nachspiel fehlt. Vorspiel und Chöre bilden eine eigene, zusammenhängende Handlung; für die beiden Zwischenspiele gibt die Perioche weder Inhalts- noch Darstellerangaben, da sie, abgesehen vom musikalischen Teil, sich mit der Aufzählung der Hauptmitwirkenden im Drama begnügt. Der „stumme" Auftritt im fünften Aufzug kann sehr wohl zum Gange der Handlung gehört haben. Im vorangehenden Auftritt wird beschlossen, „den der Gewohnheit nach berauschten Kaiser umzubringen", die Inhaltsangabe des folgenden beginnt: „Da nun beyde Kaiser dapfer mit einander soffen, ..." Vielleicht war also der stumme Auftritt eine (komische?) Trinkszene, denn die Schilderung des folgenden schließt: „Zeno aber, von dem Rausche entmannet, und des fliehens unfähig fiel toll und voll auf die Erde hin." Eine komische Szene wäre um so verständlicher, weil alsbald „Zeno lebendig in ein Grab geworffen" (7. Auftr.), sein Bruder (und Saufkumpan) Longinus aber „von den rasenden Soldaten, in der Flucht ergriffen, und in Stücke zerhauen worden" ist (8. Auftr.). Trotz dem wörtlichen Abdrucke der gesungenen Texte bringt die Perioche noch sehr umfängliche Inhaltsangaben des Dramas.

Das in Freising bereits 1776 zur Aufführung gekommene Trauerspiel *Sigismund der heilige König und Martyrer* von 1777 entspricht in seinem Aufbau weit mehr dem „Anacletus" (1775) als dem unmittelbaren Vorgänger: Das Vorspiel ist von den zwei Chören stofflich geschieden, Nachspiel fehlt, die muskailischen Teile sind in der Perioche nur in kurzen Inhaltsangaben vertreten. 1778 und 1779 erschienen im *Salomon* und *S. Ludovicus IX.* wieder ausgesprochene Vertreter des späten Barockdramas, ersterer sogar ohne Vorspiel, beide ohne Nachspiel. Die musikalischen Aufführungsteile sind textlich umfangreich abgedruckt, zusammenhängenden Inhalts, während der Inhalt der Dramen nur noch ganz kurz skizziert wird. Zwei in sich geschlossene Handlungen laufen also, gedanklich kaum ver-

bunden, parallel. Besonders auffällig ist, daß die musikalischen Teile der beiden Endskomödien sehr nahe Stoffverwandtschaft zeigen: 1778 der Brüder Verrat an Joseph; 1779 Joseph, Vizekönig, die Benjamingeschichte. Die in Ottobeuren zehn Jahre später so große Beliebtheit des Josephstoffes kündigt sich hier schon an. Die Endskomödie *Debita Mauritius solvens* ... vertritt 1780 zum vorletzten Male innerhalb der Theatergeschichte der Reichsabtei den Typus des späten Barockdramas in der während des abgelaufenen Jahrzehnts vorherrschenden Form. Von nun ab beherrschen mit Ausnahme der jüngsten erhaltenen Jahresschlußperioche die rein musikalischen oder sonst weit abweichenden Gestaltungen die Ottobeurer Szene.

Wie die *Maria Stuarta* von 1768 ist auch dieser *Mauritius* die zweite Bearbeitung des nämlichen Stoffes in Ottobeuren. Die reine Inhaltsvergleichung ergibt, soweit das die Periochen erkennen lassen, gegenüber der kaum zwanzig Jahre zurückliegenden Erstfassung (1761) wesentlichere Unterschiede als zwischen den beiden „Marien", die vierzig Jahre auseinander lagen. Beide Mauritiusauffassungen gleichen sich jedoch weitgehend im rein Stofflichen. Weniger in der mehr oder minder benediktinischen Stellungnahme zu Sünder und Sünde. Ist im älteren „Mauritius" großes Gewicht auf des Übeltäters Schuld und Gottes unausweichlich rächendes Strafgericht gelegt, so könnte eine gewisse Quellenabhängigkeit dies erklären. Die zweite Bearbeitung zeigt darin wesentliche Milderungen, zielt mehr auf das spezifisch benediktinische, heiligmäßige, in Gottes Willen ergebene und mit ihm bereits (vor dem Tode) versöhnte Sterben hin, das fast einem freiwilligen Sichauflösen gleicht. (Ganz ausgeprägt zeigt dies der *Sigismund* von 1777, der den Tod — als Diesseitsstrafe — selbst erbittet, dafür mit der Martyrergloriole im Sterben belohnt wird.) Jedoch gipfeln beide Mauritiusfassungen zwar in Gottes Willen ergebener Reue, keineswegs aber kraft eigener Schulderkenntnis erbetener zeitlicher (Todes-)Strafe.

Jedenfalls scheint der erste *Mauritius* seine durch den ottobeurischen Verfasser offen zugegebene Abhängigkeit (der Stoff entstammt Hist. Univ. t. 2, p. 2, l. 6. von P. Adrian Daude S. J.) von der jesuitischen Betrachtung des Falles nicht ganz verleugnen zu können. Schon die allgemeine „Innhalts"angabe (Argumentum) beginnt mit den apodiktischen Sätzen: „NJmahlen sind die Laster großer Fürsten ungestrafft. Je mehr sie GOtt über den gemeinen Pöbel erhebet, desto empfindlicher sind insgemein die straffen, mit welchen er derenselben Sünden züchtiget." Mauritius hat für seine 12000 gefangenen Soldaten aus Geiz das Lösegeld verweigert, damit deren Tod verursacht. Im Traum erschien ihm der Buchstabe *Φ* als Namensbeginn

dessen, der an ihm Gottes Strafe vollziehen werde. Das veranlaßt ihn, gegen seinen — natürlich völlig unschuldigen — Schwager Philippikus despotisch vorzugehen. Kaum erkennt er bei der Nachricht, daß ein ungetreuer Hauptmann Phocas gegen ihn heranzieht, seinen Irrtum, als er durch Flucht sich Phocas und Gottes Strafe zu entziehen sucht. Schon im siebenten Auftritt der I. „Abhandlung" aber ist er Gefangener des Phocas. Ohne zu ahnen, daß der Usurpator ihm ans Leben wollen könnte — um einem etwaigen Stimmungswechsel der Soldaten zuvorzukommen —, erweist sich Mauritius am Schlusse der II. Abhandlung mild-verzeihend gegen einen reuigen Widersacher. Die III. Abhandlung zeigt Mauritius „bußfertigst" und in den Tod „mit unüberwindlicher Standhaftigkeit heldenmüthig ergeben". Letzteres wohl in Gewißheit göttlicher Gnade gegen den reuigen Sünder. Der eigentliche „jähe Umbruch" im Verhalten des Mauritius, die Reue als „Erkenntnis des Bösen"[51] als jesuitische Spezifika fehlen also, sind aus der Perioche mindestens nicht zu erkennen. Vielmehr muß schon der Traum samt seiner raschen Verwirklichung die Ergebung in das von Gott gesandte Geschick vorbereitet haben.

Wesentlich geschlossener, „benediktinischer" erweist sich der Charakter des zweiten Ottobeurer *Mauritius*. Diesmal hat der Kirchenhistoriker Caesar Baronius als Quelle gedient. Vielleicht kann schon daraus eine absichtlich von der jesuitischen entferntere Stoffauffassung erwartet werden. Der einleitende Satz des „Innhalts": „Mauritius Kaiser in Orient war mit so vielen, als ausbündigen Tugenden begabet, welche er doch durch seinen allzugroßen Geitze sehr verdunkelt hat, ..." schließt die Notwendigkeit plötzlichen Gesinnungswandels, „jähen Umbruchs" von vornherein aus. Mauritius, sonst Gott wohlgefällig, verfällt zwar in Anfechtung, bald aber — „nachdem er mit erschröklichen Traumgesichter, und unsäglichen Gewissens-Bissen stets beunruhiget worden, sein schweres Verbrechen ernstlich bereuet, auch nichts anderes gewunschen, als noch in dieser Welt seiner Sünden halber abgestraft zu werden" — findet er zu seinem besseren Selbst zurück. Die nächste Weiterentwicklung ist aus der Perioche nicht klar zu erkennen: der „Innhalt" läßt Mauritius, der von der Empörung des Phokas „luft bekam", einen durch „ein heftiges Sturm-Wetter" gescheiterten Fluchtversuch unternehmen. II, 13 „rathet Philippicus auf alle nur erdenkliche Weiß dem Mauritius heimlich zu entfliehen", aus den Szenenangaben des III. Aufzuges scheint hervorzugehen, daß es ihm auch gelang, einen „Schlupfwinkel" zu erreichen. Phokas und die Mitverschworenen wissen ihn

[51] Flemming, „Ordensdrama", S. 29.

durch List herauszulocken, indem sie den zugunsten des Kaisers verhandelnden Philippicus „schändlich hinter das Licht führen". Von einem despotischen Vorgehen gegen Philippicus, der vielmehr als Ratgeber durchaus das Ohr des Kaisers hat, ist nirgends die Rede. II, 1: „Da Phil. sich bestrebet die allbereits glimmende Aufruhr zu hemmen; 2.: zugleich den Mauritius seines Lasters des abscheulichen Geitzes nemlich auf eine feine Art erinneret, und dieser 3.: als ein wahrer Büßer 4.: durch seine unschuldige Kinder den Himmel für sich zu versöhnen gedencket;" Mauritius bemüht sich also, wohl unter dem Einflusse des Traumes und dem Drucke der Heeresmeuterei, besonders aber zufolge des Zuspruchs seines Schwagers um die göttliche Verzeihung. (Die „unschuldige Kinder" sind vielleicht als Geiseln für die durch Philippicus „in Worten und goldenen Versprechen" (II, 6) angebotene Nachsicht des Kaisers gegenüber den Meuterern gedacht.)

Der dritte Aufzug gibt (in der Perioche) über das des Kaisers Verhalten keine weitere Auskunft, handelnd treten hervor Philippicus und die boshaften Gegenspieler um Phokas. Nur der „Innhalt" besagt über das Ende der Unterliegenden: „welches er (Mauritius) samt den seinigen mit unüberwindlicher Herz und Standhaftigkeit ausgestanden, jene Worte des büßenden Davids, Ps., 119 widerholend: HErr! du bist gerecht, und dein Urtheil ist gerecht!"

In diesen Schlußworten begegnen sich die beiden ottobeurischen Mauritiusdramen wieder. Der zweite Mauritius ist aber des menschlichen Mitgefühls bei, trotz erwiesener Bußfertigkeit, allzugroßem Unglück würdiger und insoweit benediktinischer, als er, noch in Freiheit, (der ältere erst im Gefängnis!) nicht allein bessere Charaktereigenschaften verrät, sondern sich ernstlich um Gottes Verzeihung bemüht. Trotz deren vorläufiger Verweigerung unterwirft er sich willig. Die Besserung ist also vollzogen, Gott nicht nur rächender Richter.

Das neunte Jahrzehnt des 18. Jahrhunderts fällt für die Geschichte des ottobeurischen Barocktheaters als einziges fast völlig aus: mit Ausnahme einer Gelegenheitsaufführung ist aus ihm keinerlei Perioche oder Programmheft erhalten, von Feyerabend nichts berichtet. Etwaige äußere Anlässe, die vielleicht eine wirkliche Unterbrechung der Spieltätigkeit verursacht hätten, sind nicht zu erkennen.

Die einzige bekannte und belegte Aufführung zwischen 1781 und 1789 ist die dritte von sieben in den Jahren von 1775 bis 1793 abgehaltenen, im wesentlichen gleichförmigen Veranstaltungen dieser Art. Sie unterscheidet sich — wie schon bemerkt — nur dadurch von ihnen und allen Theaterdarbietungen der Reichabtei, daß für dies *Idill oder der dem großen*

Pan opferende Hirt Palemon 1781 ausdrücklich angegeben wird: „veranstaltet von dem gesamten Convent daselbst" (und 1793: „von seinen[52] Verehrern und Freunden[53] veranstaltet"). — Das älteste dieser sieben Gratulationsstücke wurde 1775 dem Abte Amandus des unter Verwaltung der augsburgisch-schwäbischen Kongregation stehenden Benediktinerklosters Fultenbach unter dem Titel *Encaenia Ottoburana* dargebracht. Er hatte für sein überschuldetes und verarmtes Kloster[54] bereits 1773 die Hilfe der Kongregation nachsuchen müssen. Die weltliche Verwaltung wurde darauf zunächst von Neresheim, später Ottobeuren übernommen, das Stift blieb ab 1794 bis zur Säkularisation Priorat. Abt Amandus verbrachte seine drei letzten Lebensjahre in Ottobeuren, wo er auch sein 50jähriges Priesterjubiläum feierte.

Die *Ode* von 1780 („von dankbaren Schülern ihrem Lehrer der Dicht- und Redekunst auf sein Namensfest in einem Singspiel abgesungen") und das *Onomasticon* („Personae sunt quatuor genii: 1. Conventus, 2. Dicasterii, 3. Scholarum, 4. Territorii"), 1792 zu Ehren des P. Prior Ildephons Reichard, waren ähnliche poetisch-musikalische Ehrungen verdienter Ordensmänner. Das bereits erwähnte *Idill* und die *Schäfergedichte* von 1790 und 1791 haben demgegenüber etwas erweiterten Umfang. Ihr Charakter entspricht mit der Verlegung der Handlungsvorgänge in Schäfermilieu und der Vermeidung des Namens Gottes, der durch „Großer Pan" ersetzt ist, dem Geschmack des Rokoko. — Im *Idill* wollte der „Greis Palemon dem Pan ein Opfer schlachten, zu diesem Feste lud er die Hirten ein. Myrtill und Sylvia, seine Kinder, flochten Blumenkränze, und ... krönten die ehrwürdigen Haare ihres alten Vaters, da indessen Damöt ein zartes Lämmchen aus der Herde hub." ... „Als er (Palemon) das Opfer errichtet, singen die Hirten dem großen Pan Dankeslieder ab." — Auch der sonst so strenge und der Ordensregel widrigen Neuerungen höchst abholde Abt Honorat wurde zur 23. Wiederkehr seines „hochen Wahltages" in dieser Weise geehrt: „Die Schäfer einer Flur — Dametas, Asphalion, Irin, Amynt und ein Kor (Chor) — versammeln sich, um den Tag zu feiern, an dem sie nach dem Tode des Daphnis den Thyrsis zum Oberhirten wählten." —

---

[52] Joseph Suiter, „des wohllöblichen Ottobeurer Ruralkapitels erster Assistent, wie auch Bibliothekar, und durch 37 Jahre eifrigster Seelsorger in Hawangen."

[53] Die Perioche gibt keine Auskunft, ob die Aufführung außerhalb der Räumlichkeiten der Reichsabtei stattfand.

[54] Feyerabend, Bd. 4, S. 152 u.: „Die Alchymistischen Operationen seines Vorfahrs, Abtes Michael, welcher den unedlern Metallen, durch Kunst, und Komposition Gold abnöthigen wollte, womit auch größere Herren verflochten waren, veranlaßten diesen Zustand des Klosters."

Im zweiten *Schäfergedicht* mit dem Untertitel „Palämons Namenstag" und der „Innhalt"sangabe: „Die Kinder Palämons feiren den Namens Tag ihres Vatters" sind die „singenden Schäfer" Damon, Diophantus, Mirtill, Damöt, Amint und Titirus beschäftigt. Besetzung und Stimmen sind im Textheft handschriftlich vermerkt. Stilistisch gleichen sich diese beiden Schäferdichtungen, inhaltlich unterscheiden sie sich voneinander soweit wie die Hirten- von den Schäfernamen.

Die musikalischen Jubiläumsaufführungen bilden gewissermaßen die Überleitung zum ottobeurischen „Drama musicum", zur Oper. In den beiden großen Gestaltungen des Josephsstoffes 1790 und 1792 hat die Musik den Sieg über das Barockdrama davongetragen. Drei „Introductiones" behandeln im *Josephus Aegypti Prorex* stoffeinheitlich die Benjamingeschichte. Arien, Arietten, Duette und Hirtengesänge („Chorus Pastoralis" im Beginne der Introd. Prima, „Ode Pastoritia" der seconda) sind vollständig, die Dialoge zwischen ihnen mindestens im wesentlichen in der Perioche abgedruckt. Dem einleitenden Dialog (zwischen Joseph und seinem Bruder Judas) folgt der erwähnte Hirtenchor, dritten Aufzug und damit das Ganze schließt der Chorus finalis. Selbständige Einleitungs- und Schlußszenen fehlen also. Der ungewöhnliche Aufführungstermin (13. 7.) und die Bemerkung: „a Fratribus ... exhibitum" deuten an, daß auch dieser *Josephus Prorex* eine Festgabe war. Zwei Jahre später folgt zum 25jährigen Regierungsjubiläum des Abtes quasi die Fortsetzung im *Josephus honoratus.* Allerdings dürfte sie weniger beabsichtigt als aus der Beliebtheit des Gegenstandes zufällig sein, zumal der Aufführungsanlaß den historischen Hintergrund stark verblassen läßt. Die „personae canentes" sind außer einigen hinzugekommenen ägyptischen Vornehmen und Priestern dieselben. Ramesses, der im *Prorex* Josephs Vertrauter war, steht als „Praefectus Regiae" wieder an seiner Seite.

Die szenarische Struktur entspricht vollkommen der von 1790. Allein, das „Argumentum" erwähnt eine „Scena intermedia", die in der Perioche sonst nicht verzeichnet ist. Sie ist der Sammlung „Etwas wider die Mode" des P. Franz Xav. Jann entnommen und paßt sich inhaltlich dem Anlaß der gesamten Veranstaltung: Dank seiner (geistlichen) Söhne an den Vater (Honorat) gut an.

Auffallend ist, daß mit dem *Josephus honoratus* eine gewisse Stellungnahme zu aktuellen Zeitproblemen oder -ereignissen im Ottobeurer Theater beginnt[55]. Ziemlich klar wird in der Festaufführung religiöse Toleranz empfohlen: Die Intro-

[55] Ausgenommen: die *Veritas Orbis Domina* von 1728; IV, 5.

ductio I. behandelt die „Consilia de Celebritate Proregi decernenda". Als der „Praepositus populi" Bagoas öffentliche Ehrungen vorschlägt, widersetzen sich die ägyptischen Priester diesem Plane. Aber die Vertreter der „Proceres" schließen sich den Ausführungen des Bagoas an. Die Inductio II. läßt die „impedimenta remota" werden, die Priester hatten zwar eine öffentliche Begrüßung der zu des Vizekönigs Ehrung zu erwartenden Brüder Josephs verworfen, sich sogar dem Beschlusse des Hofes, sie zu empfangen, widersetzt. Ramesses wirft ihnen Undank gegen den Prorex vor — („Vah! quae ingrata Religio, quae suos non sinit esse gratos?") — und empfiehlt in einer Aria die Gäste auch der ägyptischen Opferhandlung zuschauen zu lassen. („Quae novitas non allicit? Spectare sacrificium vel hospes meruit.") Das persönliche Erscheinen Josephs aber beendet den Streit. Noch einmal wird in der Inductio III. („Adplausus communis") die Gleichberechtigung unterschiedlicher Bräuche unterstrichen: die Brüder erhalten die Erlaubnis, Joseph nach ihrer Sitte zu huldigen. Ramesses wünscht, beide Völker im Lobe des Prorex vereint zu sehen und betont in einer Aria: „Sit rhytmus cantici Hebraei vel aegyptii / Ad rem nil attinet." — Für die Betrachtungsweise der hier wirksamen „aufklärerischen" Tendenz ist bezeichnend, daß einzig die Priester sich der übermäßigen Bewillkommnung der Landfremden widersetzen. Den Laien dagegen erscheint unterschiedslose Gleichbewertung aller Kulte selbstverständlich. Überhaupt ist der Gesichtswinkel ein ausschließlich religiöser, ja sogar nur konfessioneller, die Land- und Rassefremdheit des Vizekönigs und der Gäste kommt niemandem zum Bewußtsein! — Es folgen nun die Dankesbezeugungen der Ägypter, die Segenswünsche ihrer Priester („Amor, Pater patriae, Fulcrum reipublicae, Urbis, orbis gloria, Vivito in secula!"), die Glückwünsche der Brüder, die Joseph „Unde mihi gloria? Ex coeli gratia" beantwortet. Mehr und mehr wird die Fabel verlassen, das eigentliche Festobjekt angesprochen bis schließlich der Chorus finalis alle Einkleidung fallen läßt:

Sit soli Deo gloria!
Abbati summa gratia!
Sit salus Jubilaeo!

und den Namen des Jubilars mit dem Titel verbindet:

Ottobura vivat mater!
Matrem diu regat Pater!
Sit honor Honorato!

P. Maurus Feyerabend, der Augenzeuge, schildert Verlauf der Festaufführung und Wirkung nach außen hin[56]:

[56] Feyerabend, Bd. 4, S. 220/21.

Nach eingenommenem Mittagmahle, begab man sich nach dem Theater, welches einige Jahre vorher ganz neu hergestellt[57], und von dem H. Kunstmahler Schöpf aus München sehr geschmackvoll gemahlet war. Die Oper, oder das auf diese Feierlichkeit eigens von den Unserigen verfertigte, und von unserem Konrad Bagg in die Musik gesetzte Stück drückte jene feierliche Dankbarkeit aus, welche das alte hebräische Volk, wie unsere Dichter wollten[58], sammt den Ägyptiern ihrem Vizekönige Joseph nach so vielen, und so außerordentlichen dem gesammten Lande erwiesenen Wohlthaten öffentlich zuerkannt hatte. Die Aufführung des Stückes fieng Nachmittags Ein Uhr an, und dauerte bis Abends halb sechs Uhr. Das kurze Sprechspiel war bloß als eine Ruhepause zum Besten des begleitenden Musikchors angeordnet, die gute Auswahl rein tönender, wohl geübter, und ungezwungener Naturstimmen, die dem Spiele sehr angemessene orientalische Landeskleidung, die zwar wenigen, aber gut gewählten Dekorationen[59], die wohl besetzte Musik selbst, und die Anordnung im Ganzen erwarben sich lauten Beifall, und man konnte nicht hindern[60], daß einige ansehnliche Freunde das Stück in öffentlichen Blättern anrühmten.

Die vorletzte, bekannte ottobeurische Endskomödie, *Alceste rediviva: seu Votum Germaniae, ut per Gallias pene extincta religio denuo reviviscat* vom August 1793, zeigt schon im Titel neben dem Anklang an das Festspiel von 1766 — aktuellsten Charakter. Mehr noch tritt dieser in der, auch in der Perioche ausführlicher behandelten Scena intermedia zutage: „Elsbetam a Kunzio Equite Villenbacensi raptam, opera vero Joannis de Koenigsegg liberatam; aut si mavis, Moguntiam, a Gallis captam, a potentissimo autem Rege Borussiae Imperio Romano restitutam exhibebit." Erstaunlicherweise sind im deutsch gesprochenen Zwischenspiel, das seine zwei Akte zwischen die Inductiones IV und V sowie VIII und IX schiebt, weit mehr Darsteller beschäftigt als im Drama Musicum. Dem Verzeichnis der sprechenden Personen folgt sogar noch die Bemerkung „Reliquos Scena dabit". Die im Programmheft des „Josephus honoratus" nur kurz vermerkte „Scena intermedia" hat sich also sehr rasch entwickelt. (Letzten Endes entstammt sie allerdings den „scenae intercalares" des späteren Barockdramas.) Wörtlich abgedruckt sind aber die musikalischen Szenen.

In den zwölf Inductiones des Drama Musicum wird die mythologische Admetus-Alceste-Handlung unter starker Abweichung von der griechischen Sage dem bereits im „Argumentum" angekündigten Zweck zugestandenermaßen angepaßt:

„Nos Regem a Pelia ... adductum, ut ad Inferos descenderet, Phoebi potissimum, eidem familiarissimi, et Amoris opera uxorem recepisse fingimus, indignante licet Marte..." Der Grund dieser Maßnahme und der hoffnungsvolle Sinn des Ganzen erhellt aus dem Schlußsatz der Inhaltsangabe: „Ita quidem, cum Poetis fabulari, at simul pie ominari nobis liceat,

[57] Diese Zeitangabe widerspricht den Angaben P. Kaspar Kuhns, auch fehlt bei F. an früherer Stelle jeglicher Vermerk.

[58] War Feyerabend anderer Meinung?

[59] Also kein häufiger Szenenwechsel.

[60] Auch eine „gute Presse" war unerwünscht!

fore, ut Franco-Gallus a Marte sollicitatus, ut Alcesten suam ... Patrumque Religionem abdicet, cui per tot saecula fidem servavit integram, a Pelia saniora doctus, summo nempe Pontifice, pristino demum in sacram Religionem Amore incensus, exterorumque Principum sapientissimis consiliis, opibusque[61] adjutus, extinctam, revocet, revocatamque novo, eoque arctissimo et perpetuo foedere sibi devinciat."

Kein Wort also vom freiwilligen Opfer der Alceste, nichts von Heracles! Vielmehr reizt Mars in der Inductio I. Admetus zu Kriegshandwerk und Verlassen der Frau: „Flere sine feminis: sua arma sexui molli." Der Rat findet günstigen Boden: „Ah! cede tandem dulce nomen conjugis: Sponsam abdico! Regem ut probem me Thessalis, Hanc ultimam litabo noctem conjugi" monologisiert Admetus und singt: „Cede amor conjugis: ... Cede, jubet Patria" und „Vera laus est Principis, contra hostes dimicare." Phoebus und Amor, „seu Cupido", legen sich jedoch auf des Pelias Bitten ins Mittel: „Cupido ... novos amores Admeto inspirat." (Ind. V.) Selbst Mars läßt sich durch Pelias (gemeint ist also der „summus Pontifex"!) zum Nachgeben bewegen[62]. Und „Rex triumphantis more ingreditur" (Ind. XII), Admetus und Alceste singen neuvereint ein Liebesduett: „Sponsa, Tu lux mea, Sponse, tu anima es."

Das Zwischenspiel ist in den Szenenangaben der Perioche ganz kurz abgetan, man nimmt offenbar an, daß der Satz im Argumentum: „aut si mavis etc." als Hinweis auf soeben geschehene (die Aufführung lag im August 1793) Gegenwartsereignisse verstanden würde: die Befreiung des im Vorjahre von Custine genommenen Mainz durch den preußischen Generalleutnant Grafen von Kalckreuth am 22./23. Juli.

Zur Anwesenheit des Augsburger Fürstbischofs Clemens Wenzeslaus bietet die ottobeurische Bühne von einem Singspiel in drei Aufzügen den ersten, der allein auch im Druck erhalten ist. Das Stück steht durch sein Überwiegen unterhaltenden Charakters in merklichem Abstande von der gesamten Ottobeurer Theaterliteratur. Nur die auch hier unverkennbare motivische Verwendung eines Gegenwartsereignisses — der französischen Revolution —, verknüpft es mit den stilistischen Besonderheiten seiner unmittelbaren Vorgänger. — Im achten Auftritt berichtet die „Kammermagd" Verte ihrer Herrin „Ganz bestürzt" in einer Arie den nächtlichen Traum: Revolution des (Nord-)Landes habe sie gesehen. Im neunten Auftritt unterhält sich darauf die Herrschaft über Vertes Herkunft. Ihr Wesen und Benehmen deuteten gute Abstammung an, sie habe wohl aus ihrem Vaterlande fliehen müssen. Verte selbst gibt sich beim zehnten Auftritt dem — S. 131 erwähnten — Vogel „Kakatu" gegenüber als Emigrantin zu erkennen. Sie wurde

[61] Id est: „Truppenmacht!" — [62] „auctoritate Peliae motus".

vom väterlichen Schloß durch die Revolution vertrieben, vom greisen Vater getrennt, den sie in der weiten Welt herumirrend vermutet. Ihr Vaterhaus fiel der Zerstörung anheim, das Vaterland mußte sie verlassen, ihre Kenntnisse und Fertigkeiten in der dienenden Stellung für den Lebensunterhalt verwerten.

Der versoffene und lüsterne Mohr Belleroni, Diener des abwesenden Gouverneurs, sucht sich Verte zu nähern, die ihn natürlich voll Abscheu zurückweist. Er prahlt, er werde Vizegouverneur, der Herrschaft gleich, verrät Verte im Duett des Finales, daß er einer Revolutionierung des Nordlandes hilfreiche Hand leistet. Verte aber gibt ihm deutlichst zu erkennen, daß sie ihn für einen Schurken, Bösewicht und Taugenichts hält. Die Gouverneurin dagegen nimmt das vermeintliche Dienstbotengezänk auf die leichte Schulter.

Damit endet der einzig erhaltene Akt. Doch ergibt sich schon aus der unvollkommenen Kenntnis des Stückes zweifelsfrei die Beziehung auf die französische Revolution[63], die herben Emigrantenschicksale, die allenthalben aufflackernden Umsturzbestrebungen[64]. Gerade Ottobeuren kannte ja diese Vorgänge aus erster Quelle — in der seit sechs Jahren vervierfachten Schülerfrequenz befanden sich zahlreiche Emigrantensöhne, flüchtige Geistliche und Standespersonen durchreisten das

---

[63] Weit unliterarischer behandelt der Prüfeninger Abt Rupert Kornmann die Wirkungen der französischen Revolution in einer zweiaktigen Operette *Die Versteigerung oder keiner will sie haben und Alle wollen sie haben* (Stiftsbibliothek Metten, Prüfeninger Mansarde 296, 6). Sie deutet zwar das Revolutionsthema nur allegorisch an, gewinnt aber um so größeres Interesse durch die drastische Abschilderung scharfumrissener Volkstypen, unter denen die für Zeit und Stoff ganz besonders ungewöhnliche Figur eines Handelsjuden auffällt. Denn sein Konterfei zeigt so deutlich gewisse Hauptwesensmerkmale seiner Rasse, daß es nicht als bloße, mehr oder minder harmlos gemeinte Satire, sondern als glatte Warnung der Zuschauer aufgefaßt werden muß. (Also vollkommener Gegensatz zum Ottobeurer *Josephus honoratus* von 1792! Siehe S. 155.) Um so mehr als Kornmann ganz im Sinne der in gegenwärtiger Arbeit noch mehrfach Erwähnung findenden, bodenständig-nationalen, antiaufklärerischen Tendenzen bei südbayerischen Benediktinern auf der Bühne Volkserziehung zu treiben suchte, um Glück und Zufriedenheit des einzelnen, patriotischen Sinn der Gesamtheit und damit die Staatswohlfahrt zu fördern.

Den Inhalt der Operette schildert P. Fink Wilhelm, Beiträge zur Geschichte der bayerischen Benediktinerkongregation 1684—1934 (IX. Ergänzungsheft der „Studien und Mitteilungen zur Gesch. des Benediktinerordens und seiner Zweige, München 1934, S. 187/88).

[64] Feyerabend nimmt dazu Bd. 4, S. 228 o, 1792 anläßlich der Einnahme von Mainz durch Custine Stellung: „Krieg den Pallästen, Friede den Hütten! Diese Lockstimme hörte man allenthalben, und allenthalben fand sie unter den verdorbenen Menschen der Rheinlande Anhänger genug, die über diesen Modegesang auf ihr deutsches Vaterland, und auf die theuerste ihrer Pflichten vergaßen."

Stiftsgebiet[65] oder suchten dort Obdach[66] — und sollte sie schon im nächsten Jahre aus größter Nähe erfahren.

So kann der Stoff der letzten bekannten ottobeurischen Endskomödie und damit des überhaupt letzten datierten Theaterprogramms nicht wundernehmen: *Ludovicus XVI. Galliae rex interemtus* am 28. 8. 1799. Er gehört — wie schon S. 149 angedeutet — dem Typus des späten Barockdramas an, gleicht jedoch nicht dessen ausgesprochensten ottobeurischen Repräsentanten (*Zeno* 1776, *Salomon* 1778, *S. Ludovicus IX.* 1779), sondern dem *Sigismund* von 1777. Der „Tragoedia" ist also ein „Prologus" vorangestellt, die „Chori" I. und II. schließen sich dem zweiten und dritten Aufzug an. Der Prolog behandelt mit den singenden Personen Ludovicus, Seditio, Genius Bourboniorum, Comites etc. des unglücklichen Königs Schicksal allegorisch. Die Chöre dagegen haben das Geschick des „jüdischen Feldherrn und Priesters Jonathan" und seiner Söhne in der Gefangenschaft des grausamen Königs Tryphon zum Gegenstand. Ein Nachspiel fehlt. In der Perioche sind die drei musikalischen Szenen abgedruckt, für das Trauerspiel, außer dem allgemeinen „Innhalt", nur sehr kurze Angaben der vier Aufzüge vorhanden. Die Tragoedia beschränkt sich im ersten und zweiten Akt auf die Bemühungen des Grafen de la Tour, den König, der bereits im „Tempelthurm" gefangen ist, zu befreien und auf die Gerichtsverhandlung vor dem Nationalkonvent. Der dritte und vierte Akt sind im Sinne der ottobeurischen *Stuart*-Dramen vornehmlich dem in Gottes Fügung ergebenen Abschied von den Seinen und standhaftesten Tod des Königs gewidmet.

Von den Theaterstücken aus Ruperts Zeiten sind vielfach nur die Titel, dafür aber durch sein *Diarium* die Verfasser, zuweilen auch die Komponisten bekannt. Später stellen sich mit immer größerer Regelmäßigkeit Periochen ein, die meist den Komponisten, nie den Dichter angeben.

In weit größerem Umfange sind die, nicht nur bei den „Mauritius"-Fassungen, freimütig vermerkten Quellen der ottobeurischen Dramatik zu erkennen. Abgesehen von Bibelstellen (Psalmen) werden in erster Linie die geistlichen Schriftsteller und Kirchenhistoriker benutzt. Romualdus Scotus, Nicolaus Causinus, Bisselius, Marinaeus, Ranucius Picus, Antonio Foresti, Beyrlinck, Henniges, Mathaeus à Bapenheim, Pexenfelder, Rossignol, Johann Bonvilla, St. Gregor (der Erleuchter), Thomas Cantipratanus, Iselin; die PP. Stanislaus Grembs, Segneri und Lud. du Mesnil; die Kardinäle Anton Sander,

[65] Feyerabend, Bd. 4, S. 218/19.
[66] Feyerabend, Bd. 4, S. 289/90.

Cäsar Baronius, Coelestinus Sfondrati (O. S. B.) und Joseph Saenz de Aguirre; der Dominikaner St. Antoninus, der Karthäuser Laurentius Surius, die Jesuiten PP. Paulus Barri, Lucas Bidermann, Johann Bollandus, Adrian Daude, Martinus Delrio, Joan Nadasi, Pedro Ribadenaira und Hazart sowie die Gelehrten Karl Sigonius und Lipsius (Joost Lipp). Wie in Salzburg[67] fehlt aber auch die heidnisch-antike Literatur nicht: Livius, Ovid, Plutarch, Sueton müssen Stoffe liefern.

Im alljährlichen Teil I. („Regularia, Ecclesiastica, Scholastica") seiner *Diarien* verzeichnet Abt Rupert ziemlich regelmäßig die wichtigeren Daten über Beginn und Ende sowie die Ereignisse des Schuljahres seiner Klosteranstalt. Bis 1733/34 und wieder ab 36/37 finden dabei die jeweils mit den einzelnen Klassen betrauten PP. Professores Erwähnung, für eine Reihe von Jahren liegt darüber hinaus ein vollständiges Schülerverzeichnis bei. Fast aller schultheatralischen Veranstaltungen seiner Regierungszeit gedenkt der Abt in Notizen, deren Umfang von seinen sonstigen Amtsgeschäften allerdings eingestandenermaßen abhängig ist. So erklärt es sich, daß er selbst nur fünf Verfasser mit zusammen elf und den Komponisten eines Stückes ausdrücklich erwähnt. Für fünf weitere Komödien sind die Verfasser mit großer Wahrscheinlichkeit nach des Abtes Professorennotizen zu bestimmen.

Sämtliche ottobeurischen Dramendichter sind selbstverständlich Konventualen des Klosters[68]. Die zwischen 1714 und 1739 Genannten oder Bestimmbaren waren z. Zt. der jeweiligen Aufführung ausnahmslos „Professores Rhetorices" oder „Rhet. et Poeseos". Die letzte Theaternotiz Ruperts bezeichnet den Jüngsten dieser Reihe auch noch als „Comicus". Da der Abt die PP. Professores häufig alljährlich untereinander oder gegen andere Kapitularen seines Stifts auswechselt, kann für die Jahre des Fehlens der Autorenangabe auf den jeweiligen „Rhetor" geschlossen werden. Soweit also über die Verteilung der Schulämter Aufzeichnungen vorliegen, sind Verfasser erschließbar.

Der älteste auffindbare Spielvermerk[69] Ruperts vom 5. 9. 1714 ist einer der ausführlichsten und typisch:

Hodie pro finali absolutione anni scholastici in Seminario nostro à R. P. Anselmo Erb Rhetoricae professore in Theatrum producta est Comoedia, cuius Argumentum erat illa Ecclesiastica historia de Scta. Felicitate

[67] Kutscher, S. 52.

[68] Vgl. Salzburg: „Die Dichter waren angestellt. Der Prof. der Rhetorik oder der Poesie hieß offiziell Comicus. Ihm war die Abfassung der Komödie gewöhnlich übertragen..." (Kutscher, S. 47 M. Vgl. besonders das von Pirmin Lindner angelegte Professbuch von Ottobeuren: Album Ottoburanum (Zeitschrift d. hist. Vereins v. Schwaben-Neuburg 1903/04).

[69] DRA., t. II, Jahr 1714, Teil I, S. 73.

cum 7 Filiis patronis nostri Monasterii. Summarium huius actionis legi poterit in Exemplaribus impressis. Haec historia ita in scenam producta fuit, ut plurimos Spectatores ad lachrymas permoverit. Compositio erat etiam bona, nempe clara et sententiis ac eruditionibus artificiosa. Comoediam sequebatur distr. praem. ...

Anselm Erb[70] ist als Verfasser nur für dies eine — verschollene — Stück zu erkennen, so daß allein des Abtes Kritik über seine dichterische Leistung Auskunft geben kann. Weit öfter erscheint als Verfasser der P. Prof. Rhet. et Poeseos Felix Stang[71], dem das *Diarium* drei Stücke zuschreibt, den *Jocus Bacchanalitius* (28. 2. 1718), *David Betonus* (3. 9. 1722) und den ludus caesareus *Sol Austriaco-Bavarus* (20. 7. 1723). Für den *Triumphus Charitatis et Clementiae* und *Philadelphus et Philopistus*, Endskomödien von 1718 und 1723 war er als Rhetor zuständig. Während von letzterem nur ein sehr kurz gehaltenes Programmheft vorliegt, sind die vorhergehenden völlig verloren. Zum *Jocus* bemerkt Abt Rupert: „Erat insignis et periucunda ac jocosa actio[72]." Die umfangreiche Perioche des *Sol* erweist Stang als sprachgewandten und anpassungsfähigen Gelegenheitsdichter, denn die Musik dazu lag bereits vor. Sie „verfertigte schon ehedem unser Joseph Magg, welcher im Jahre 1705 starb[73]." Die Diarienbemerkung Ruperts: „R. P. Joseph aber hat die Musicam gemacht"[74] ist unklar, denn sie könnte sich auch auf den 1726 als Komponisten genannten P. Joseph Christadler beziehen. Möglicherweise war also das Melodram längst vorhanden und wurde für den festlichen Zweck nur mit einem neuen Text versehen. Die vermutliche Entstehungszeit einer Erstfassung oder der Musik allein beweist, wie die auf S. 100 erwähnten „dramatischen Vorstellungen bei Gordian Scherrichs Jubelprofeß 1710, daß zu dessen Regierungszeit Gelegenheitsaufführungen dieser Art bereits durchaus üblich waren.

Der Komponist Joseph Magg „war zu Kaufbeurn i. J. 1630 gebohren, durchgieng mehrere Aemter, verstand sich auch gut auf die Regeln der Tonsetzung[75]". Seit 1677 war er Subprior Abt Benedikt Hornsteiners, 1681 als „ein sehr gesellschäftlicher und gefälliger Mann ... bei dem Herrn Franz von Taff, außerordentlichen Gesandten an die Churhöfe des Reichs, Gesandtschaftspriester" und starb als Senior seines Stifts[76].

[70] Der Amtsnachfolger Ruperts.
[71] Geb. Augsburg 17. 12. 1688. Im Kloster 5. 3. 1732 †.
[72] DRA., t. IV, Jahr 1718, Teil I, S. 69; 28. 2.
[73] Feyerabend, Bd. 3, S. 682.
[74] DRA., t. VII, Jahr 1723, Teil II, S. 44; 22. 7.
[75] Feyerabend, Bd. 3, S. 531.
[76] Die Annahme auf S. 34 des „Ordensdramas" („Deutsche Literatur, Reihe Barockdrama", Bd. 3): „Ottobeuren rühmt sich schon im letzten Viertel des 17. Jahrhunderts eines geschickten Komponisten in Graf Franz

Wie Felix Stang ist auch sein Mitbruder Gallus Sindlin[77] mit drei Stücken seiner Feder im Diarium vertreten. Von seiner „Maria Stuarta" (erste Ottobeurer, 1720) ist die Perioche, sein „Simeon Salus" (27. 2. 1726) sogar vollständig erhalten. Der *Certamen Virtutis, et Honoris* vom 24. 4. ist dagegen ebenso wie die ihm als Rhetor zuzuschreibende Endskomödie des gleichen Jahres, *Conradinus*, verschollen. Über die Aufführung der *Maria Stuarta* berichtet Abt Rupert von den Zuschauern: „omnem habuere satisfactionem de exhibita actione Tragica[78]." Seine kritischen Bemerkungen zu Sindlins letzteren beiden Stücken fielen jedoch ungünstiger aus, der Dichter scheint allzugroße Längen bevorzugt zu haben. Während die ungewöhnliche Aufzeichnung beim *Certamen* nur lautet: „Durabat per horam et sextam"[79], wird der Tadel beim *Conradinus* deutlicher: „Exhibitio et Theatrum, ut adverti, hospitibus bene placuit, sed iusto longior protacta mihi videbatur Comoedia, dum primum hora 7. finita erat[80]."

Den sechs Jahre jüngeren Conrad Renz[80a] erwähnt das *Diarium* als Dichter der *Synceritas incauta* und des *Gundobertus*, Endskomödien der Jahre 1724 und 1725, in denen er Rhetor war. Beide Stücke sind vollständig erhalten. Eine Kritik vermerkte der Abt nur zum *Gundobert*, sie beschränkt sich aber darauf, daß trotz der Unfertigkeit des Dekorationsfundus „doch alles gratios herausgekommen[81]" sei.

Für die Schuljahre 1726/27 und 1727/28 ist als Rhetor P. Rupert Kolbinger[82] genannt, dem also die Endskomödien *Triumphans Agenor* (verschollen) und *Veritas orbis domina* zuzuschreiben sind. In den nächstfolgenden Jahren werden die Theaternotizen des *Diariums* immer spärlicher, bleiben zuweilen ganz aus. Der Abt begründet dies 1729:

> Weilen mir hoc anno so viles in negotio exemptionis[83] vorgefallen, daß Ich nit so vile Zeit gehabt, die ... Scholastica zu annotieren ... dahero in fine huius anni solche paucis annectieren wollen: als Absolutiones anni Scholastici ... in litteris Humanioribus cum exhibita comoedia[84]."

Die für 1728/29 noch vorhandene Anführung der Schulämter erlaubt es jedoch, den *S. Canutus* (6. 9. 1729) dem P. Präfekt,

---

Taff;" beruht also auf Verwechslung mit seinem Kaplan Magg. Taff findet sich auch nicht in der aus Wiblingen erhaltenen Totenrotel.

[77] Geb. Rapperswyl 22. 7. 1690. Im Kloster 8. 8. 1735 †.

[78] DRA., t. V, Jahr 1720, Teil I, S. 452; 4. 9.

[79] DRA., t. VIII, Jahr 1726, Teil I, S. 18.

[80] Ebd. S. 81; 4. 9.

[80a] Geb. Stetten am Kalten Markt 20. 1. 1696, im Kloster † 3. 4. 1770.

[81] DRA., t. VII, Jahr 1725, Teil III, S. 127; 6. 9.

[82] Geb. 11. 11. 1694 Haigerloch, als Superior von Eldern † 15. 10. 1756.

[83] Die angestrebte Exemption der augsburgisch-schwäbischen Benediktinerkongregation von der bischöflich augsburgischen Jurisdiktion.

[84] DRA., t. X, Jahr 1729, Teil I, S. 340.

zugleich Prof. der Rhet. et Humaniora, Albert Löchle[85] zuzuschreiben. Bei den anschließenden vier Schuljahren bis 1732/33 versagt auch dieser Ausweg, da Angaben über die Professoren gänzlich fehlen, solche über das Schultheater außer 1730 zwar vorhanden sind, aber keine Verfasser nennen.

1733/34 sind Professores die PP. Alb. Löchle und Magnus Merrath, 34/35 Placidus Christadler und Franz Rauch. Mangels näherer Daten über die Klassenverteilung, können für die Endskomödien *Sanctius* und *Heraclius* und den *Sebastianus* von 1736, wo alle Aufzeichnungen ausbleiben, Verfasser um so weniger vermutet werden, als von allen drei Stücken nur Periochen erhalten sind.

In den letzten Regierungsjahren Ruperts klingt der Exemptionskampf ab. Der letzte und jüngste Dichter dieses Zeitabschnitts ist aus seiner Stellung als Rhetor und Notizen des Abtes einwandfrei zu bestimmen. Von Franz Rauchs[86] drei Endskomödien aber (*Divus Martyr Theodorus* 1737, *Virtus Mortalium Immortalis* 1738 und *Boleslaus III.* 1739) ist nur die letzte als Perioche erhalten.

Abt Ruperts Ableben beendet auch seine Diarien. Mit ihnen ist die beste und — immerhin — ergiebigste Quelle für die Feststellung der ottobeurischen Dramenverfasser versiegt. Die während der Regierung des großen Abtes sehr genau und übersichtlich geführten *Großkellereibücher*[87] ergänzen jedoch das über die Dichter dieses Zeitraumes Dargelegte noch nach einer Richtung.

Nicht allein Abt Rupert hattei — wie S. 101 erwähnt — schon zu Beginn seiner Amtszeit be einer Reise nach Mindelheim Gelegenheit gehabt, dort einer Theateraufführung beizuwohnen. Vielmehr ist zwischen 1720 und 1735 dem jeweiligen Großkellereibuchabschnitt „Allerley Zöhrung und Reiskösten" zu entnehmen, daß Besuche in M. sehr häufig, zur dortigen (Jesuiten-)Komödie sozusagen freundnachbarliche Gewohnheit waren.

So werden am 6. 7. 1726 verbucht: „R. PP. Josepho (Christadler) und Gallo (Sindlin) nacher Mindelheim 3 fl. 10 kr." Fahrgeld und „wegen der Comedi bey Romanus[88] verzehrt 6 fl. 3 kr." Im nächsten Jahre sind es am 4. 8. „R. P. Felix (Stang) cum Sociis" und am 10. 8. R. P. Rupertus (Kolbinger).

---

[85] Geb. Kempten 28. 11. 1696, im Kloster † 30. 3. 1703.

[86] Das 1737 im *Diarium* enthaltene Verzeichnis des Ottobeurer Konvents zeigt ihn als jüngsten Kapitularen. Geb. Benningen 22. 9. 1703, im Klotter † 28. 6. 1759.

[87] Vorhanden für die Jahre: 1707, 1720/21, 1723/25, 1726/31, 1733—35 und 1743—50. (Der tomus 1770—84 ist nur „Umgeltsregister" für Malz, Wein usw.)

[88] Wohl Gastwirt.

In beiden Fällen werden aber nur je 1 fl. 30 kr. ausgeworfen[89]. Dies scheint überhaupt der Durchschnittssatz für Reisen nach Mindelheim gewesen zu sein. Er findet sich auch am 30. 8. 1720 und 7. 7. 1731 für P. Felix allein, 1729 für ihn und P. Rupert, während am 6. 7. 1730 für P. Felix 1 fl. 12 kr. und am 14. 7. 1729 für ihn „sambt collegio" 3 fl. verrechnet sind.

Außer den als Ottobeurer Dichter bekannten und damit als besondere Komödieninteressanten anzusprechenden PP. finden sich am 3. 1. 1733 noch die „RR. PP. Maurus (Klöck) et Alexander" (Scheffler) mit 8 fl. 5 kr. für „Raisgelt nach Mindelheim Comedi[90]". Felix Stang aber war der eifrigste Besucher: er ist auch am 4. 8. 1721[91] mit P. Philipp (Langbartner) und am 3. 8. 1730[92] mit P. Ildephons (Brudermann) als Reisender nach Mindelheim anzutreffen.

Die im Ottobeurer Klosterarchiv vorfindlichen Mindelheimer Periochen ergeben zwar keinerlei Anhaltspunkte für irgendwelche Einflüsse auf die reichsstiftische Bühnendichtung, doch sind die zahlreichen Besuche von „Fachkollegen" zweifellos nicht allein auf nachbarliche Höflichkeit zurückzuführen.

Aus der Regierungszeit Abt Ruperts ist — außer Joseph Magg — nur P. Joseph Christadler[93] durch Diarieneintragung[94] als Komponist bekannt. Er „composuit Musicam" zum *Certamen Virtutis, et Honoris.* Erst die achtzehnte, aus dem Jahre 1742 erhaltene Perioche bringt, obwohl die umfänglichsten Darstellerangaben von Anfang an üblich waren, den Namen des Komponisten. Der „ornat. ac doct. D." Josephus Carolus Vögele[94a] schrieb die Musik zum *Divus Ivo.* Nur dies einzige Mal wird sein Name erwähnt, während schon der nächste Hauskomponist, der Regens Chori Raphael Weiß, zwischen 1743 und 1762 neunmal genannt wird. In der gleichen Zeit erscheinen noch weitere vier Komponisten: Nicolaus Meichelbeck[95], der Bruder des Freisinger Historikers Karl M., mit sechs Endskomödien und der Festaufführung zu Anselms Namenstag 1747; Hieronymus Hornstein mit den Endskomödien von 1753 und 1754; Benedikt Vogl mit der von 1755 und Gallus Dingler 1761. Das Amt des Regens muß in dieser Ze tspanne mehrfach gewechselt haben. Meichelbeck ist 1746

[89] *Großkellereibuch* Jahr 1727/28, S. 80.
[90] *Großkellereibuch* Jahr 1733, S. 54.
[91] 2 fl. — [92] 2 fl. 30 kr.
[93] Geb. Wurzach 16. 10. 1687. Im Kloster 3. 4. 30 †.
[94] DRA., t. VIII, Jahr 1726, Teil I, S. 18; 24. 4.
[94a] War nicht Konventuale Ottobeurens.
[95] Lindner, Die Schriftsteller usw., II, S. 73 ff.: „Er lieferte zu mehreren Theaterstücken die Musik, welche aber verloren gegangen zu sein scheint" und „Alle diese Theaterstücke ... wurden zu O. bei Wanckenmiller gedruckt. Die Musik war handschriftlich."

bei seiner ersten Erwähnung „pro tempore Professor Philos.", schon 1747 „p. t. Regens Chori", hat also von Weiß das Amt übernommen. Ab 1750 ist Meichelbeck „p. t. Professor Synt.", drei Jahre vor seinem Tode (1756) ist Hornstein Regens, während Vogl in der Perioche nur als Capitular bezeichnet wird. Lindner[96] nennt ihn dagegen „Lehrer der Musik im Klosterseminar". Trotzdem und den 46 Jahren Klosterlebens ist er nur mit einer Theaterkomposition vertreten. Von Hornstein kam das Amt des Regens wahrscheinlich auf Dingler, denn Weiß wird vor und nach 1761 der Titel „Chori-Director" beigelegt. Er starb 66jährig 1779, dreizehn Jahre nach seiner letzten (bekannten) Komposition für die Bühne. Da für die aus den Jahren 1762, 1763 und 1764 bekannten drei Endskomödien keine Komponisten angegeben werden, ist es jedoch nicht unmöglich, daß auch sie von Weiß stammten, der damit der fruchtbarste ottobeurische Komponist im Zeitraum vor der Weihe der neuen Stiftskirche war.

Diese — 1766 — bringt insofern einen Abschnitt in der Folge der Ottobeurer Komponisten, als kurz vorher der Tonsetzer des Festspiels *Alkeste rediviva*, Benedict Kraus, als „p. t. musicus Ottoburanus" und Komponist einer festlichen Aufführung 1764 zu Anselms Wahltage sowie der Endskomödie des gleichen Jahres auftritt. Erst 1792 nennt ihn das Textheft der Kantate *Die Tagzeiten* noch einmal. Kraus bildet insofern eine Ausnahme unter den Komponisten Ottobeurens als er nicht Kapitular, sondern weltlicher Angestellter der Reichsabtei war[97]. Gleichfalls 1766 wird erstmals ein Textdichter genannt[98]: Augustin Bayrhamer, der Verfasser des Festspiels. Er war nach Lindner Lehrer für Rhetorik, Poesie, Philosophie und Kirchenrecht, 1775—77 zu Freising für Logik und Physik und starb 1782 als Klosterarchivar. Außer der verschollenen *Alkeste* schreibt ihm Feyerabend „mehrere Elegien, und andere poetische Versuche" zu[99].

Mit Kraus hatte die neue Komponistengeneration begonnen. Ihr hervorragendster Vertreter ist Franz Schnizer. Ob der Fruchtbarkeit seines Schaffens kann er als Ottobeurens hauptsächlicher Theaterkomponist gelten. Feyerabend berichtet über sein Leben[100]: „Die Grundregeln in der Tonsetzung erlernte der für die Tonkunst gleichsam geschaffene

[96] Lindner II., S. 73: „Ein guter Violinist." Geb. 31. 12. 1718 zu Saulburg. (Nicht Salzburg wie irrig bei Lipowsky, Baierisches Musiklexikon, München 1811, S. 358.) † 21. 10. 1790.

[97] Feyerabend, Bd. 4, S. 100 o.: „Dem hiesigen Herrn Tonsetzer B. K., ehemaligen Kapellmeister zu Triest. . ."

[98] Bei Feyerabend, Perioche ist nicht erhalten.

[99] Feyerabend, Bd. 4, S. 174.

[100] Feyerabend, Bd. 4, S. 185 u.

junge Mann[101] unter der Anleitung des Herrn Benedikt Kraus, der sich mehrere Jahre hier aufhielt. Neben vierzehn bis fünfzehn Theaterstücken, die einen ungetheilten Beifall erhielten, den vier Tagzeiten, welche nach Frankreich bestimmt waren..." betätigte er sich als fruchtbarer Kirchenkomponist. Von 1769 ab führt er in den Periochen den Regenstitel, 1785 bei seinem plötzlichen Tode war er Küchenmeister des Klosters[102]. Vierzehn Endskomödien und das Drama musicum *Josephus Prorex* verdanken ihm zwischen 1767 und 1780 ihre Komposition. Der *Josephus* wurde allerdings erst fünf Jahre nach seinem Tode aufgeführt. Auf der Perioche des von ihm komponierten *S. Sigismundus* (1776 in Freising, 1777 in O.) ist als Textdichter P. Ignaz Zollikofer handschriftlich angegeben, den Lindner jedoch als ottobeurischen Dichter nicht erwähnt.

Das letzte Jahrzehnt des Bestehens der Reichsabtei bringt an genannten Komponisten außer dem bereits aufgeführten Benedikt Kraus nur Balthasar Buchwieser und P. Conrad Back (Bagg)[103] mit dem *Josephus honoratus* (1792) sowie der undatierten Kantate *Die Leidensgeschichte Jesu*, als deren Textdichter „ein Kapitular in Ottobeuren" angegeben wird.

Der einzige im Druck einer Perioche namentlich angeführte und wohl auch einzige weltliche[104] Textdichter ist Friedrich Wilhelm Zachariae[105] mit seinen *Tag(es)zeiten.*

Nach Lindners Angaben hat der Chronist, P. Maurus Feyerabend[106], außer der von ihm selbst genannten Kantate zu Honorats Jubelprofeß (1801) eine weitere zum 50jährigen Priesterjubiläum des P. Gallus Dingler verfaßt, die gleichfalls P. Theodor Klarer setzte. Feyerabend kam als zehnjähriger Chorknabe ins Kloster, wo er 1818 verschied. Seine Kantatentexte als Gelegenheitsarbeiten sind verloren, aber mit der Chronik seines Stifts sicherte er ihm und sich ein bleibendes Gedenken.

---

[101] Er hatte mit 20 Jahren Profeß abgelegt.

[102] Feyerabend, Bd. 4, S. 187 o. Vergleichweise: Kutscher, S. 59 M.

[103] Feyerabend, Bd. 4, S. 220: „Dieser damalige Kastenherr des Stiftes, zu Haigerloch i. J. 1749. 23. 6. geb. brachte schon einige Regeln der Tonsetzung mit in das Kloster, vervollkommnete dieselbe unter der Anleitung des H. Neubauer, und lieferte neben 2 Operetten, und 1 Kantate ... s. o. ... mehrere brauchbare Stücke für die Kirchenmusik. Er starb i. J. 1810. 10. 4."

[104] Lindner II, S. 73 ff. (bei der Lebensbeschreibung Nicolaus Meichelbecks): „Die Verfasser dieser Theaterstücke sind nicht genannt, es waren aber ohne Zweifel Religiosen von O."

[105] Die Perioche nennt ihn „Zaccaria". Geb. Frankenhausen 1. 5. 1726, Professor am Carolinum in Braunschweig, Bremer Beiträger, Braunschweig † 30. 1. 1777.

[106] Geb. Schwabmünchen, 7. 10. 1754.

Der Komponist seiner Kantaten, P. Theodor Klarer, komponierte zu Ehren eines Namensfestes Feyerabends ein *Singspiel*[107] und ein solches mit dem Titel *Genius Ottoburanus*[108]. Lindner schildert ihn, der im Kloster Professor der Philosophie, Chorregent, 1801/02 letzter Novizenmeister, schließlich bis zu seinem Tode (1820) Ortspfarrer war:

Sein ganzes Leben war Musik... Besonders lag ihm die Kirchenmusik am Herzen. Unter seiner mehrjährigen Leitung und durch Unterstützung trefflicher Musiker erhob sich zu den letzten Zeiten die Musik zu O. zu einer Vollkommenheit, wie man sie damals selbst bei fürstlichen Kapellen kaum fand. Daß Haydns *Schöpfung* und die *4 Jahreszeiten* von den Konventualen unter Mitwirkung der Studenten vollständig besetzt und trefflich ausgeführt gegeben wurden, beweist wie groß die Zahl der Musikverständigen und wie deren Übung vorgeschritten.

Daraus geht hervor, daß die geistlichen Gesangswerke in erster Linie vom Konvent selbst aufgeführt wurden, während die Studenten hierbei nur „mitwirkten". Honorats Pflege der Kirchenmusik findet darin deutlichen Ausdruck und erklärt, daß unter den neun jüngsterhaltenen Periochen sich allein vier von Kantaten finden.

6. Abt Rupert II. Neß (1710—1740).

Der im vierzigsten Lebensjahr zum regierenden Abt erwählte Stiftsökonom Rupert Neß[1] aus Wangen hat sein hohes Amt für das Stift als Bauherr allergrößten Stils geführt. Wie die gesamte Neuanlage in Plan und Ausführung, dadurch die barocke Raumschaffung für ein reiches und kulturell bedeutendes Kloster, ist die entsprechende Schöpfer- und Organisatortätigkeit für das Theater ihm zu danken. Außer den architektonischen und bühnentechnischen Voraussetzungen aber waren die fortgeführte Mitwirkung an der Universität Salzburg[2] und ab 1714 die Unterstützung auch des neugegründeten fürstbischöflichen Lyzeums Freising durch Entsendung ottobeurischer Lehrer von größter Bedeutung für die Entfaltung des Ottobeurer Barocktheaters.

Der Chronist P. Maurus berichtet von der Beteiligung seines Reichsstifts am Freisinger Lyzeum erst 1714 und verlegt dahin auch dessen Gründung. Diese war jedoch bereits 1697 erfolgt, die „aula gymnastica" (Theatersaal) seit 1707 in Benutzung. Wahrscheinlich kamen 1714 erstmals Ottobeurer Lehrkräfte nach Freising. 1720 meldet er, daß „durch die liberalen Beiträge der baierschen, schwäbischen und salzburger benediktiner Abteien" der Schulfonds um 10000 fl. vermehrt wurde, die

[107] Lindner gibt kein Datum an, erhalten ist nichts.
[108] Lindner, Alb. Ott; II. S. 63.
[1] Geb. 24. 12. 1670.
[2] Zur ersten Säkularfeier wählte die Universität 1718 den Ottobeurer Abt zum Präses.

Studienanstalt „zu ihrer vollständigen Reife" gedieh. Am 29. 1. räumte daher der Fürstbischof den vereinigten Äbten die „zweite Verwaltungsbefugniß" urkundlich ein.

Rupert II. erweist sich in allen Amtshandlungen, geistlichen und weltlichen, als echter Barockregent. Frömmigkeit und Sinn für standesgemäße Repräsentation seiner Kirche vereinen sich in ihm, wofür seine Aufzeichnungen immer wieder Zeugnis ablegen. Klare Erkenntnis und Beachtung wirtschaftlicher Einzelheiten neben Konzeption kühner Pläne zu schöpferischer Gestaltung dokumentieren ihn ebenso wie unbestreitbar weltgewandte Politik als echtes Kind seiner Zeit[6]. Im ersten Regierungsjahre „führte er bei den öffentlichen kirchlichen Umzügen eine erbauliche Ordnung ein, ... legte zur Schonung der anliegenden Fruchtfelder und zur Abräumung des vielen Gebüsches, hinter welches sich manchmal junge Wallfahrter und Wallfahrterinnen steckten, einen breiten schnurgeraden Weg nach Eldern an, ... und schickte um der Kirchenmusik dereinst einen höhern Schwung zu geben, die zwei jungen Ordenspriester Honorat Reich und Benedikt Schmier in der Absicht nach Stuttgart, während der Herbstferien, bei dem damals berühmten Kapellmeister Herrn Böcken neben der weitern Vervollkommnung auf der Violine die Regeln der Tonsetzungskunst zu erlernen[7]." Auf dem Gebiete der weltlichen Verwaltung zeigte er sofort die für seine Zeit charakteristische Tätigkeit und Baufreude, traf damit Vorbereitungen (Brücken-, Ziegelhüttenbau, Erhöhung des Bier„umgeldes") für sein großes Vorhaben. Sein Amtsvorgänger muß ihm das Stift in ausgezeichneter Finanzlage zurückgelassen haben, da er trotz den erwähnten Maßnahmen 1710 „gegen Verschreibung ... bedeutende Geldsummen" ausleihen konnte.

Außer dieser wirtschaftlichen Geschäftsgewandtheit bewies Rupert II. auch in staatsrechtlicher und diplomatisch-politischer Hinsicht stärkste Begabung, die er zielbewußt und klug nicht nur allgemein in den Dienst seines Hauses und Landes, sondern hauptsächlich in den der beabsichtigten Neugestaltung zu stellen wußte.

1353 war es dem Bischof Marquard I. von Augsburg gelungen, die ehedem kaiserliche Schutzvogtei, trotz allen Gegenvorstellungen Ottobeurens, an sein Bistum zu bringen, wo sie sich im Widerspruch zur 972 erlangten (staatsrechtlichen) Exemption nach und nach zu einer unwillkommenen Art Lehenshoheit mit entsprechenden Unkosten und Beeinträchtigungen der stiftischen Landesherrschaft ausgewachsen hatte. Beides mußte

[6] Siehe auch: Lieb N., Ottobeuren und die Barockarchitektur Ostschwabens, Augsburg 1933, S. 7—10.

[7] Feyerabend, Bd. 3, S. 623.

dem eigenwilligen und unternehmungslustigen Abt höchst unlieb sein. Die Geisteskrankheit des Fürstbischofs Alexander Sigismund Pfalzgraf v. Rhein und die dadurch bedingte stellvertretende Geschäftsführung des Domkapitels wußte er sich also noch 1710 zur Ablösung des Schutzvogteirechtes gegen bare 30000 fl. zunutze zu machen. Die — sozusagen — übertölpelten[8] Augsburger Domherren konnten — dank der durch Ottobeuren vorsichtigerweise eingeholten kaiserlichen Bestätigung der erwähnten Rechtshandlung — zwar Ruperts Gewinn nicht wieder zunichte machen. Sie bemühten sich aber 1714 gelegentlich einer an sich nebensächlichen Auseinandersetzung zwischen dem 1710 gestifteten kleinen Frauenkloster Wald (auf ottob. Gebiete bei Hawangen) und dem Stift, Vergeltung zu üben. Allerdings mit wiederum negativem Erfolg.

Nachdem 1710 wesentliche technische, pekuniäre und politische Voraussetzungen geschaffen waren, konnte der Abt 1711 darangehen, „von allen Kloster- und Kirchengebäuden ... keinen Stein über dem andern stehen zu lassen, und alles vollkommen neu herzustellen; er faßte diesen Entschluß und führte denselben so standhaft und glücklich aus, wie wir denselben noch heute eben so regelmäßig und solid, als schön und glänzend ausgeführt sehen[9]."

Von fünf Entwürfen wurde der des „Hausarchitekten" P. Christoph Vogt[10] zur Durchführung gewählt[11].

Diplomatische Fähigkeiten ermöglichten dem Abt während seiner langen Regierungszeit, die mannigfachen Schwierigkeiten, die seinen Plänen entgegentraten, immer wieder und meist zu seinem Vorteil zu beheben. Vornehmlich auf dem Gebiete der Finanzgebarung hatte er eine außerordentlich glückliche und geschickte Hand. Ihre Erfolge gestatteten die rastlose und kostspielige Bautätigkeit, die vielfachen Sach- und Grunderwerbungen, die umfassende Beschäftigung bildender Künstler und den Ausbau des Theaters, zogen aber damit Ottobeuren die Begehrlichkeit anderer zu.

Meist gelang es dem Abte, unliebsame Forderungen (z. B. des Schwäbischen Kreises), die der reine Rechtstitel der Exemption allein nicht abzuwehren vermochte, sehr gewandt zu

---

[8] Feyerabend läßt das (Bd. 3, S. 626 o.) durchblicken: „Zwar ließ sich Augsburg nach einigen Jahren dieses Schrittes heftig gereuen und suchte alles rückgängig zu machen."

[9] Feyerabend, Bd. 3, S. 627 u.

[10] Geb. 1648 zu Dietenheim (württ. Oberamt Laupheim, damals fürstlich fuggerisch). Als Subprior im Kloster 16. 2. 1725 †.

[11] Genaues über Bau, Architekten, Entwürfe und Baumeister bei Lieb, ebd. S. 27, 37—42, 57—59. Siehe auch: Hauttmann M., Geschichte der kirchlichen Baukunst in Bayern, Schwaben und Franken 1550—1780, München 1921.

verringern. So 1716, 1734 und 1738 durch freiwillige Beiträge an die kaiserliche Kriegskasse in Wien ehe der Schwäbische Kreis höhere Summen auferlegen konnte. Mehrfach versagte aber auch dies Auskunftsmittel: Trotz freiwilliger Zahlung an das kaiserl. Generalkommissariat half 1736 kein kaiserliches Reskript gegen die Hartnäckigkeit des Herzogs von Württemberg als kreisausschreibenden Fürsten, der seine Forderungen durch Zwangseinquartierung wirksamer zu gestalten wußte. Ottobeuren mußte erneut, aber kräftiger zahlen... Und als kurz darauf „freiwillige" Strohkontributionen für die kaiserl. Rheinarmee „erbeten" wurden, erhielt Ottobeuren zwar die 1736 erpreßten Summen nicht zurück, mußte sich vielmehr auf etwas ungnädige Wiener Aufforderung hin wiederum zum Zahlen verstehen.

In Abt Ruperts Diarien ist all' dieser Kümmernisse unter abschriftlicher Beifügung des vielfachen Schriftwechsels über den „Herrn agens in Wien"[12] und mit der kaiserlichen Heeresleitung eingehendst gedacht. Von den ursprünglichen fünfzehn Folianten des Tagebuches befinden sich die tomi II—XIV (1714—1739) im Klosterarchiv O., während t. I (1710/13) leider von dort aus spurlos verschwunden ist und der für den vorliegenden Zusammenhang unwesentliche t. XV (1739/40) im Bayerischen Hauptstaatsarchiv zu München liegt[13]. Jeder Jahrgang zerfällt in die Teile: I. „Regularia, Ecclesiastica, Scholastica"; II. „Ordinaria, Politica, Civilia" und III. „Oeconomica".

Neben seiner vielfältigen Tätigkeit daheim fand Rupert II. oft Zeit zu Höflichkeitsbesuchen bei in der Nähe weilenden weltlichen Herrschern oder Nachbarn. Wenn nicht sofort greifbare politische oder finanzielle Vorteile, erzielte er dabei mindestens gutes Einvernehmen und Nachbarschaft, die seinem Lande zunutze kamen. Nach dem auf S. 101 erwähnten Besuch bei Marlborough in Mindelheim 1713 machte er Prinz Eugen, der vom Friedensschluß zu Rastatt 1714[14] zurückkehrte, in Memmingen und im Gebietsort Sontheim als Landesherr seine Aufwartung[15]. Wichtiger war 1711 der Besuch beim neugewählten Kaiser Karl VI. in Füssen gewesen, der Abt und Abtei die Erbwürde des „wirklichen kaiserlichen Raths, und Erbkaplans"[16] sowie Bestätigung aller Stiftsfreiheiten einbrachte. Der Kaiser war aus Spanien gekommen, um sich zur Krönung zu begeben. Abt Rupert hatte sich sofort eingestellt und den günstigen Erfolg davongetragen.

---

[12] Bevollmächtigter des Reichsstifts am Kaiserhofe.
[13] Ottobeuren, Kloster Literalien 20.
[14] Erster Rastatter Kongreß, Ende des spanischen Erbfolgekrieges.
[15] Feyerabend, Bd. 3, S. 647. — [16] Feyerabend, Bd. 3, S. 634.

Dem freundnachbarlichen Verhältnis zum Fürstentum Mindelheim, das an Bayern zurückgefallen war, dienten seine Reisen von 1722 und 1723. Auch hier wußte der geschickte Diplomat, sich und sein Stift in das beste Licht zu setzen:

„Ihro Churfürstl. Durchlaucht in Bayern, sambt 3 Prinzen kommen in Mindelheimb an, welchen aufgewahrtet. Und invitiert[17]." Allein des Kurfürsten Antwort auf die zum zweiten Male erfolgte Einladung mußte lauten: „Belangend die invitation, so bin ich dermahlen nit im standt zu deferieren, weilen wür uns nit lang von München aufhalten können ..., reserviere mir aber dise Ehr auf ein andersmahl, werde auch, geliebts Gott, gewiß kommen[17]."

Am nächsten Tage lautet die Tagebucheintragung:

„Heut wollte einen botten mit schreiben und etlichen exemplarien von einem Dramate[18] an H. General Grafen v. Rechberg schickhen, daraus Ihro Churf. Durchl. ersehen möchten, was für eine intention Ottobeyern geführt Selbe zu beehren; weilen aber H. P. Felix mich gebetten, Ihme zuerlauben, daß Er solche selbst präsentieren könnte, so hab Ich es Ihme erlaubt." ... „Haben Ihro Churf. Durchl. ... großes contento davon bezeugt..."[19]

Der mündliche Bescheid, den P. Felix (Stang) von Mindelheim mitbrachte, hatte im Kloster neue Hoffnung auf das Erscheinen der Gäste geweckt:

Es ware heut auf erhaltene Nachricht der Ankunft S. Durchl. alles parat, bis der Stallmaister die resolution gebracht, der Churfürst werden nit kommen, worauf Ich nachmittags das Drama gleichwohlen exhibieren lassen, welches sehr wohl ausgefallen, und Ihme nichts abgienge, als praesentia tantorum hospitum[20].

Alles Geschick und Glück Ruperts in weltlichen Landesangelegenheiten entkräftete aber nicht die seit 1710 bzw. 1714 unvergessene Abneigung des Augsburger Domkapitels. Schon mehrere kleinere Angelegenheiten hatten im Laufe der Jahre wiederholte vergebliche Versuche gezeitigt, Ottobeuren in seiner geistlichen Verwaltung Schwierigkeiten zu bereiten. Noch unter Abt Benedikt war 1685 zwischen den Klöstern Deggingen, Donauwörth, Elchingen, Füssen, Fultenbach, Irrsee, Neresheim und Ottobeuren die augsburgisch-schwäbische Benediktiner-

---

[17] DRA., t. VII, Jahr 1723, Teil II, S. 44; 20. 7. Gemeint ist Kurfürst Max Emanuel von Bayern mit seinen Söhnen: dem Kurprinzen Karl Albrecht sowie den Herzögen Ferdinand Maria und Johann Theodor, damaligem Bischof von Regensburg.

[18] *Sol Austriaco-Bavarus.*

[19] DRA., t. VII, Jahr 1723, Teil II, S. 44; 21. 7.

[20] Die Meinung Liebs: „1723 wurde anläßlich eines Besuches des großen baierischen Kurfürsten Max Emanuel im Reichsstifte ein pomphaftes allegorisches Melodram aufgeführt..." ist also nach des Abtes ausführlichen Darlegungen irrig. (Das Ottobeurer Klostertheater, Aufsatz in Nr. 24/25 des „Schwäbischen Erzählers, Beilage zur Memminger und Ottobeurer Zeitung", 45. Jahrg., 17./24. 6. 33, von N. Lieb.) Gleiches gilt von der Angabe auf S. 130 von Lindners Alb. Ott.

kongregation S. Spiritus begründet worden. Die Absicht Ruperts als Präses, für sie nach dem Beispiele der bayerischen (SS. Angelorum Custodum) 1727 die volle Exemption von der bischöflich augsburgischen Gerichtsbarkeit zu erlangen, brachte Augsburgs ganze Macht auf den Plan. Obwohl der Präses bereits seit dem 10. 7. 1727 das apostolische Exemptionsbreve in den Händen hatte, gelang es ihrem, noch durch den Kurfürsten von Mainz verstärkten Einfluß, vom Kaiser die Androhung der Sperrung „aller Regalien, und aller Weltlichkeiten" gegen die schwäbischen Klöster zu erwirken. Da außerdem die „bloß mittelbaren" Abteien Deggingen, Donauwörth, Füssen und Fultenbach „sich schon fruher zum Ziele legen", also angesichts der gegen sie auftretenden Mächte vom Projekte hatten ablassen müssen, konnte ihr hilfreicher Freund in Rom, der Kardinal Prosper Lambertini[21], auch die Reichsunmittelbaren vorm Nachgeben nicht bewahren.

Welches Gewicht die Beteiligten diesem „negotium exemptionis" beimaßen, beweist nicht allein das Machtaufgebot der Gegner Ruperts, sondern zumal sein *Diarium.* Mit aller ihm eigenen Energie und Unermüdlichkeit versuchte er in zahllosen Schriftsätzen seinem Rechtsstandpunkt zum Siege zu verhelfen. 1728—30 tobte der Kampf am heftigsten, so daß Dutzende von Tagebuchseiten dem Schlagwort „exemptio" gewidmet sind, der Verfasser nach eigener Darstellung[22] für die laufenden Angelegenheiten seines Hauses kaum oder gar nicht Zeit zur Eintragung fand. Vergebens: die Augsburger bischöfliche Kurie hatte gesiegt. Doch scheinen sich die Beziehungen zu Ottobeuren danach gebessert zu haben.

Um so eifriger betrieb Rupert II. den Klosterbau, der, trotz dem 1724 empfindlich aufgetretenen Hausteinmangel und anderen immer wieder überwundenen Schwierigkeiten, 1731 im wesentlichen vollendet war. Die sofortige Inangriffnahme der Stiftskirche vermochte der Bauherr beim Konvent jedoch nicht durchzusetzen, da die Gebietswaldungen infolge der Holzlieferungen zum Bau überlastet waren. Er mußte sich vorerst mit der Erstellung des Kirchenbaugrundes und der Vervollkommnung der Innenausstattung des Klosters begnügen.

Im Laufe der Jahre waren zahlreiche Kirchenpläne von verschiedenen Meistern entworfen worden[23]. Erst im Oktober 1736 erhielt der Abt, der „fünf sogenannte Baurisse oder Grundzeichnungen sammt zwei hölzernen Modellen zur Einsicht vorgelegt hatte"[24], von der Klostergemeinde die Genehmigung

[21] Der spätere Papst Benedikt XIV. — [22] Auf S. 131 wiedergegeben.
[23] Siehe: Norbert Lieb, Ottobeuren und die Barockarchitektur Ostschwabens.
[24] Feyerabend, Bd. 3, S. 722.

zum Bau[25]. Da inzwischen hinreichend Baumaterial angesammelt war, konnte Rupert am 27. 9. 1737 die feierliche Grundsteinlegung vornehmen. 1738 hatten neunzig Mann am und für den Kirchenbau gearbeitet. Am 23. Mai des folgenden Jahres ließ der Abt zu dem neuen Gebäude der weltlichen Beamten des Stifts gegenüber der Westfront des Klosters den Grundstein legen, so daß die Gesamtzahl der Beschäftigten auf 125 stieg.

Siebzehn Monate später ging der unermüdliche Bauherr im siebzigsten Lebensjahre zur ewigen Ruhe ein. Feyerabends Nekrolog sagt mit Recht: „So lange er regierte, bauete er[26], und zwar alles meistentheils, wie man zu sagen pflegt, im großen Stil: alle seine Gebäude empfehlen sich durch Licht, Ordnung, Schönheit und Dauer, ... allenthalben gehen Thür auf Thür, Fenster auf Fenster, und selbst die entfernetern Beamtenwohnungen stehen in einer Symetrie mit dem Ganzen... Er selbst wunderte sich in seinem hinterlassenen Tagebuche nicht selten, wie er alle seine Unternehmen und Plane nach seiner Absicht so glücklich ... und ohne seinen Nachfolger mit einer bedeutenden Schuldenlast zu beschweren, zu Stande gebracht habe[27]."

Ruperts II. Neß Wirken und Werk erfassen des Chronisten schlichte Worte zwar zu einem wesentlichen, aber doch nur zu einem Teile. Des großen Abtes Bau und Raum und kulturelles Vermächtnis gewordener Schöpfergeist selbst setzte ihm jedoch ein Denkmal, das Menschenwort erübrigt.

7. Abt Anselm Erb (1740—1767).

Von der fürstlichen Akademie zu Fulda wurde Anselm Erb aus Ravensburg[27a] einen Monat nach seines Vorgängers Ableben nach Ottobeuren zurück- und zur Regierung berufen. Er übernahm ein, gegenüber der Kleinheit des Landes betrachtet, gewaltiges Erbe an Ruperts Schöpfungen, das aber, trotz dem guten Zustande der Verwaltung, mehr zu Leistung verpflichtete als ruhigen Genuß gestattete.

Anselm Erb steht nicht nur zeitlich zwischen dem barockkraftvollen, energiegeladenen, in seiner Baufreude fast gewalttätigen Rupert Neß und dem klassizistisch-strengen, trotz seiner Abneigung gegen die Aufklärung doch ungleich nüchterneren Honorat Göhl. Auch der Inhalt und das Resultat seiner 26jährigen Regierung entsprechen notwendig und nicht zu seinen

[25] Nach einem Plane des Maurermeisters Simpert Kramer. (Siehe Lieb, S. 136—40, 145—159.)

[26] Außer dem Kloster verdankten ihm zahlreiche Kirchen- und Profanbauten des Landes ihr Entstehen.

[27] Feyerabend, Bd. 3, S. 735.

[27a] Geb. 29. 1. 1688.

Ungunsten dieser zeitlichen und sachlichen Stellung. So wenig Abt Anselm ohne seines genialen Vorgängers richtung- und rahmengebendes Schaffen zu denken ist, hätte sein Nachfolger in den ungleich schwierigeren Zeitläuften der Revolutionskriege den — ideellen — inneren Ausbau des Stiftes mit so großem Erfolge betreiben können, wenn nicht Anselm das fertige — materielle — Bauwerk hinterließ.

Zwar betont Feyerabend, daß Rupert den „neuen Tempel ... nach dem damals gewählten Plan noch weit prächtiger, als jener (Anselm), ausgeführt hätte[28].“ Die zeitliche und damit stilistische Stellung des neuen Bauherrn erklärt jedoch die Verflachung der fertigen Kirche gegenüber Ruperts Entwurf[29]. Der ungestüme Drang zum Erhaben-Gewaltigen hatte einer geistvollen Freude an graziöser Beschwingtheit Raum gegeben. Anselm Erb ist keineswegs nur dem Zeitcharakter entsprechend als Ruperts Epigone anzusehen. Vielmehr hat seine Regierungszeit den Höhepunkt für Ottobeurens Barocktheater und der barocken Prunkentfaltung bei festlichem Anlaß sowie weltliche Machterweiterung durch Gebietsvergrößerung gebracht. Nicht als letztes Aufleuchten vorm Zerfall, eher als Krönung des Schaffens Ruperts II.

Der neue Herr war während des größten Teiles der Amtszeit seines Vorgängers ortsabwesend: 1723—25 als Professor für Philosophie an der Universität Salzburg, dann ab 1727 für Kirchenrecht und als Regens sieben Jahre am fürstbischöflichen Lyzeum Freising, schließlich bis zur Wahl an der 1734 vom Fürstabt Adolph von Dahlberg aus dem vorhandenen Lyzeum gebildeten Akademie zu Fulda. Trotzdem nahm er sich außer den ihm zunächstliegenden Geistesgebieten der Bauhinterlassenschaft Ruperts nach Kräften an. Das Beamtengebäude konnte am 25. 11. 1741 bezogen werden. Die eifrige und natürlich kostspielige Vollendung des Rohbaues und der Außenteile der Kirche brachte den Abt 1752 sogar in einen Widerstreit seiner Amtspflichten und Gegensatz zu seinem Teile seiner Klostergemeinde. Den Gepflogenheiten seines Hauses entsprechend hatte auch er junge Ordensmitglieder zu ihrer wissenschaftlichen Ausbildung nach Salzburg, Irrsee usw. gesandt, um der ihm begreiflich naheliegenden Klosterschule geeignete Lehrkräfte laufend zu sichern. Außerdem bemühte er sich, den Unterricht in jeder Weise zu vervollkommnen und zu vertiefen[30]. Der 1752 auftauchende Plan „einer zwischen allen (deutschen) benediktiner

[28] Feyerabend, Bd. 4, S. 736.

[29] Bauplan des „Churfürstl. Bayerischen Baumeisters“ Joh. Michael Fischer. (Lieb, S. 176/79.)

[30] Feyerabend, Bd. 4, S. 50/52.

Abteien gemeinschäftlichen großen literarischen Anstalt"[31] mit dem Hauptsitze in der Fürstabtei Kempten fand also seine bereitwillige Unterstützung. Allein: „zu einem glücklichen und löblichen Gedeihen war alles vorbereitet: als sich die ganze Anstalt eben so, wie die ottenbeurische Akademie im 16ten Jahrhunderte nach zwei Jahren, als ein siebenjähriges Waffengetümmel die ruheliebenden Musen verscheuchte, wieder verlor[32]." Ottobeuren selbst scheint zwar nur nach der Erklärung des Reichskrieges gegen Preußen durch einen vom Schwäbischen Kreis mit Hilfe „der gewöhnlichen Zwangmittel" erlangten, in Unterhandlungen allerdings von der „hochgespannten Forderung auf eine leidentlichere Summe herabgestimmten"[33] Kriegsbeitrag in Mitleidenschaft gezogen worden zu sein. Der Teil des Konvents, der auf Kosten des Baues höhere Summen für die Societas verwendet wissen wollte, drang jedoch nicht durch. Hatten doch nicht unbeträchtliche Kreisbeiträge zu kriegerischen Verwicklungen[34], die 1746 erfolgte käufliche Erwerbung der Herrschaft Stein[35] und erhebliche Belehnungstaxen[36], die Abt Anselm an Kaiser Franz I. entrichten mußte, in jüngster Vergangenheit die Klosterkasse stark belastet. Die Einsicht schließlich, daß weder der Bau nach etwa sechzehn Jahren liegen bleiben noch Ottobeuren allein das Eingehen der wissenschaftlichen Gründung hätte hindern können, erklärt des Abtes Entscheidung zugunsten der Kirche. Mit ihr war der langgehegte Wunsch nach einer eigenen oder Ottobeuren nahegelegenen akademischen Anstalt endgültig begraben.

Am Ende des Jahres 1753 war die Kirche im Rohbau samt dem durch den Ottobeurer Zimmermeister Michael Klein ge-

---

[31] *Societas literaria Germano-benedictina.*

[32] Feyerabend, Bd. 4, S. 48 o. — [33] Feyerabend, Bd. 4, S. 69 o.

[34] 1742 an den Schwäbischen Kreis 9000 fl.; 1743 desgl. 6000 fl. und österr. Einquartierung; 1745 desgl. 6000 fl., „welche eine militairische Exekution ... mit aller Gewalt eintrieb" (Feyerabend, Bd. 4, S. 24) und franz. Einquartierung; 1746 österr. Einquartierung, an diese 1000 fl. „Don Gratuit". (Feyerabend, Bd. 4, S. 26.)

[35] Kostete 127402 fl. 30 kr. „die alte Ritterburg Stein ..., mußte um mehrere tausend Gulden noch besonders angekauft werden". (Feyerabend, Bd. 4, S. 28/29.)

[36] Laut Exemptionsurkunde wäre Ottobeuren keine eigentliche Belehnungstaxe schuldig gewesen. Aber: „Bei der Kaiserlichen Belehnung über die ottobeurischen Regalien, Reichslehen und Blutbann ereignete sich in diesem Jahre (1746) das Sonderheitliche, daß die Reichskanzlei einen doppelten Lehentax ansetzte, und forderte; obgleich jene wegen des Hinscheidens Karls VII. schon während des Reichsvikariats, wie die andern bei dem Antritte der Abteiverwaltung mit voller Richtigkeit abgethan war. Eben so schlich sich ... das sogenannte Kaiserliche Don Gratuit ein, worunter eine freiwillige Gabe von 4000 fl. an den Kaiser verstanden wird... Die Hausgeschichte liefert hiervon kein älteres Beispiel." (Feyerabend, Bd. 4, S. 30/31.)

fügten Dachstuhl fertig, die Dachdeckung „zwar nicht mit Kupfer, wie der erstere Bauriß des hochseligen Abtes ... vorwies, ... mit einer doppelten Blattenreihe" im folgenden Sommer vollendet. — Erst 1757, im Jahre der 50jährigen Profeß Anselms, begann der eigentliche Innenausbau, der 1765 soweit gefördert war, daß im nächsten Herbst endlich die feierliche Weihe folgen konnte. Die großen, auf eine Woche berechneten Feierlichkeiten wurden, dem Range und Ansehen einer reichen Abtei entsprechend, auch weltlich mit allem der Zeit und dem Ort verfügbaren Prachtaufwand ausgestaltet. Den Mangel eigenen Militärs als äußeren Sinnbildes landesherrlicher Macht, zur Ehrenerweisung gegenüber den zahlreichen hohen Gästen und auch zum polizeilichen Schutze des Festortes wurde von der Untertanenschaft bereitwilligst abgeholfen:

„Nachdem alle diese Vorkehrungen so gut, als je möglich, getroffen waren, kommandirte man den 27. des Herbstmonats Einige von der Kavallerie nach der Gebietsgränze hinter den so genannten Grabus[37], die Kompagnien sammt dem bürgerlichen Fußvolke stellte man hier in Parade; der damalige Herr Prior aber, Peter Sedelmayr[38], und der Herr Kanzler Stephan von Mayersburg[39] eilten dem Hochwürdigsten und durchlauchtigsten Herrn Fürstbischofe Joseph von Augsburg, und dem ... Herrn Klemens Wenzeslaus, damaligen Koadjutor von Augsburg, Fürstbischofe zu Freisingen, und kgl. Prinzen von Polen, und Lithauen etc. bis Mindelheim zum Empfange entgegen, von woher Höchstdieselben unter der Läutung aller Glocken, Abfeuerung des größern Geschützes, und Paradirung der errichteten Kompagnien mit einer zahlreichen, und hochansehnlichen Begleitung[40] nach 3 Uhr abends hier eintrafen[41]..."

„Nachdem sich die, ... Fürsten ... zurückgezogen hatten, genossen die zwei Kompagnien der höchsten Gnade, ihre erlernte kleinen Manövers machen zu dürfen, und hatten das Glück von den höchsten Herrschaften mit einem lauten Beifalle beehret zu werden[42]."

Die kirchlichen Feierlichkeiten erstreckten sich über volle acht Tage. An jedem hielten geistliche Gäste die Festpredigt, trafen Wallfahrten der Gebietsorte ein, wurden Tausende von Kommunionen gespendet und Beichten durch auswärtige Ordensgeistliche abgenommen.

Der starke Gästestrom geistlicher und Laienwürdenträger zog entsprechende weltliche Festveranstaltungen innerhalb des

[37] Weiler an der ottobeurischen Ostgrenze gegen die Herrschaft Mindelheim.

[38] Abt Anselm mußte sich wegen Altersschwäche in den Regierungsgeschäften und weltlichen Hausherrenpflichten vertreten lassen.

[39] Oberster weltlicher Beamter des Stifts.

[40] Ölbild des Einzugs im Klostermuseum O.

[41] Feyerabend, Bd. 4, S. 101/03. — [42] Ebd. S. 104 o.

Klosters nach sich. An den Tagen der Anwesenheit vornehmster Gäste wurde im Kaisersaale öffentlich Tafel gehalten. Am 29. 9., dem Tage der ersten Aufführung der Festoper, spielte beim Mittagsmahl „der junge vierzehnjährige Tonkünstler Janitsch mit großer Fertigkeit ein angenehmes Violinkonzert. Fünf und zwanzig Grenadiers ... setzten in drei Zügen jedesmal 25 Platten auf die Tafel, worauf in zwei Zügen das Konfekt folgte[43]. . ." Am siebenten Feiertage (4. 10) hielt der Chorherr Sebastian Sailer aus dem Prämonstratenser Reichsstifte Marchthal die Festpredigt. „Nachmittags unterhielt Sailer auf vieles Ansuchen die anwesenden hohen Gäste, und die meistens aus Geistlichen bestehende Gesellschaft mit seinem äußerst launigen, und nachmals in mehrere Sprachen übersetzten Gedichte *Adam* oder *Die Schöpfung* betitelt, welches er als Verfasser und Kompositeur zugleich mit einer Violine eben so possierlich begleitete[44]."

Vom 30. 9. 1766 bemerkt Feyerabend: „Indeß versahen die errichteten Kompagnien, wie vorher, also auch noch heute, und in den folgenden Tagen mit aller Genauigkeit sowohl die Ehren- als die anderen Wachen, welche zum Schutze des stets offenen Kellers, und einiger herrschäftlichen Zimmer erforderlich waren[45]." Zweifelsohne war diese Vorsicht am Platze. Denn die Laienschaft nahm auf ihre Art nicht minder ausgiebig an der weltlichen Festlichkeit teil als das Kloster in der obenerwähnten seinen, sodaß lichtscheues Gesindel leichteres Spiel gehabt hätte.

In dem hiesigen Marktorte widmete man die vormittägigen Stunden der Andacht, und dem Gottesdienste, die nachmittägigen der gesellschäftlichen Unterhaltung und Freude; folglich verblieb für die Arbeit sehr wenig, oder wohl gar nichts, und für Ottenbeuren war diese Zeit eine Woche des goldenen Zeitalters, von welchem die Alten vieles gedichtet, das aber die Sterblichen niemals erlebt haben. Die ganze Feierlichkeit, wie sie veranstaltet und ausgeführt wurde, kostete 45378 fl. 45 kr., wonach sich die spaten Nachkömmlinge nach andern tausend Jahren (Ein und fünfzig sind von denselben schon wieder zurückgelegt) gefälligst benehmen mögen[46]!

Die Jubeloktav des 1000jährigen Ottobeuren konnte sich also an der Entfaltung kirchlichen und vornehmlich weltlichen Glanzes und geradezu fürstlichen Aufwandes ähnlichen Feiern weit größerer Orte, Freisings, selbst Salzburgs, vergleichen. Nur, daß die ottobeurische Feierlichkeit den Charakter barocker Volkstümlichkeit in besonders hohem Maße gehabt zu haben scheint.

Abt Anselm, für den während seiner letzten Regierungsjahre der Prior im wesentlichen die Geschäfte besorgte, hatte sich auch bei den Weihefeierlichkeiten vom Prälaten Sigmund des Heiliggeistordens, Spitalmeister zu Memmingen, als Haus-

[43] Ebd. S. 110 M. — [44] Ebd. S. 118. — [45] Ebd. S. 114 M.
[46] Ebd. S. 120/21.

herr und Gastgeber altershalber vertreten lassen müssen. Mit der Vollendung des Baues als Krönung seines Lebenswerkes war auch seine Lebenskraft erschöpft. Um noch seinen Nachfolger kennenzulernen, resignierte er am 12. 5. 1767 seine Würde. Aber schon neun Tage darauf nahm er von seiner Klostergemeinde den letzten Abschied.

Feyerabend faßt seinen Nekrolog Anselms in den Satz zusammen: „er nützte, so lange er lebte[47].“ Zwar tritt auch damit Anselm Erb als Persönlichkeit in den Schatten seines großen Vorgängers, der gestiftete „Nutzen“ jedoch reicht sichtbar bis zur Gegenwart.

8. Abt Honorat Göhl (1767—1802).

Während seine Amtsvorgänger den Hauptinhalt ihrer Regierungszeiten im architektonischen Auf- und Ausbau der Reichsabtei gefunden hatten, sah Honorat Göhl[48] die vornehmste Aufgabe seines Wirkens in der Anpassung des geistigen Innenlebens an den prächtigen Rahmen. Unmittelbar nach der Regierungsübernahme setzte des neuen Abtes Reformtätigkeit ein, der namentlich die Pflege der Musik, die Kunstsammlungen und die Klosterschule viel zu danken hatten. Wurde doch durch diesen organisatorischen Unterbau die Schulanstalt zu der plötzlichen Vervierfachung ihrer Schülerzahl befähigt. Voraussetzung für dies Streben in wahrhaft benediktinischem Geiste war aber die rechte Erfüllung der Ordensregel.

Der Chronist schildert den äußeren Anlaß zu Honorats Vorgehen[49]:

Während des hohen Alters des Herrn Vorfahrs, und unter dem vielen Gewimmel der Künstler, Handwerker, und Taglöhner verlor sich doch bei aller Wachsamkeit der Klosterobern Manches durch den öftern, und freiern Umgang mit Weltmenschen an der genauern Beobachtung der bis dahin löblichst bestandenen Klosterzucht; das Getös von außen störte das Stillschweigen von innen, Zerstreuung unterbrach die Versammlung des Geistes, freierer Ausgang veranlaßte Gesellschaften, und diese droheten dem Weltgeiste, der sich bei einer längern Nachsicht der Obern in die geistlichen Gemeinschaften so gerne einschleicht, den Eingang in das Kloster zu öffnen ... der neue Herr Abt ... gab sich angelegenst daran, das neue Ottenbeuren mit einem neuen Geiste der Ordnung, der Pünktlichkeit und des Eifers zu beleben.

Der energische Abt widmete sich dieser Aufgabe auf weltlichem wie geistlichem Gebiete mit nicht geringerem Eifer als ihn etwa Rupert II. einst auf seine Bauschöpfung verwendet hatte[50]:

Allenthalben, besonders in den ersten Regierungsjahren, fand sich der Herr Abt ein, und zwar bei Gelegenheiten, und bei einem Zeitpunkte, wo man dessen Annäherung, und Gegenwart garnicht vermutete; die Nächte, wie die Tage, galten ihm gleich; weder der Ordensmann bei seiner Tagesordnung,

[47] Ebd. S. 125 o. — [48] Geb. Immenstadt 6. 1. 1733.
[49] Feyerabend, Bd. 4, S. 128. — [50] Ebd. S. 131/32 o.

noch der Beamte in der Kanzlei, die Dienerschaft bei ihren Verrichtungen, die Mesner bei ihrem Kirchendienste, die Zöglinge in den Schulen, die Klostermeister in ihren Werkstätten, und die niedrigsten Domestiken bei ihren Arbeiten entgiengen seinen steten Beobachtungen ..., er gab sich alle Mühe, sogleich Anfangs seiner Regierung alle Gränzen und Marken des Gebietes genauest zu kenen; überhaupt erstreckte sich dessen Wachsamkeit so lange es die Kräfte erlaubten, bis auf das Geringste, und es geschah nur selten, daß seinem wachenden Auge etwas entwischte.

Der allgegenwärtige „kleine Prälat", wie P. Maurus den Abt Honorat wegen seiner leiblichen Größe nach zeitgenössischer Gewohnheit einmal nennt, war mit Ottobeuren seit früher Jugend verwachsen. Hier (und in Salzburg) hatte er die Schule besucht, am 13. 12. 1751 Profeß abgelegt und schließlich 1757 die Priesterweihe empfangen. Über seine Charaktereigenschaften berichtet des Chronisten Nekrolog[51]: „Nichts wenigers, als ein Freund der Gemüthszerstreuungen, oder der sogenannten Erholungen, oder des Reisens verblieb er stets zu Hause..."

Diese Eigenart des Abtes kam der angestrebten geistigen Regeneration des Klosters in jeder Beziehung zustatten. So daß er seine Tätigkeit auch der künstlerischen Vervollkommnung der Musikpflege des Hauses in höherem Maße als seine Vorgänger zuwenden konnte. Wenn er freilich dabei in erster Linie deren rein kirchliche Seite im Auge hatte, bereitete er doch ihrer breiten weltlich-theatralischen Anwendung den Weg[52]:

Sorgfalt und Eifer verwendete Abt H., welchem ein, dem majestätischen Tempel wohl anpassender feierlicher, und auferbaulicher Gottesdienst naest am Herzen lag, auf die Einführung eines schönen, und herzrührenden Kirchengesanges bei den festlichen Umzügen, oder Prozessionen während des Kirchenjahres. Niemand entsprach dieser frommen Absicht zweckmäßiger, als unser damaliger Kirchenmusikdirektor, P. Franz Schnitzer, ... Dieser änderte die vorher üblichen, und auf die Festtage des Kirchenjahres anberaumten Antiphonen des einstimmigen Chors in vierstimmige schöne Kirchengesänge um, welche ... von mehr, als dreisig Kehlen mit Begleitung des großen Orgelwerkes gesungen, den Feierlichkeiten eine Herzerhebung, und Anmuth verschaften[53]."

Der kirchenmusikalische Eifer des Prälaten erforderte zur Erringung solcher Erfolge jedoch nicht geringe physische Kraftanspannung der Konventualen. P. Maurus berichtet vom Jahre 1791[54]:

Zu Hause führte der Herr Abt H. allmälig an den höhern Festtagen des Kirchenjahres den schweren, und ermüdenden Kontrapunktgesang bei den feierlichen Messen zuerst, und nachmals auch bei den Vespern, und einigen Tagzeiten, ... den mit dem Chor stets abwechselnden vierstimmigen Gesang ein. Unstreitig verdient so eine Kirchenmusik vor einer jeden andern Figuralmusik bei dem öffentlichen Gottesdienste, besonders wenn es, wie eben damals, an einer Menge reiner, und wohl geübter Vokalstimmen nicht mangelt, einen entscheidenden Vorzug; jedoch konnte dieselbe Männern, welche in dem Chorgesange alltäglich vier bis fünfthalb Stunden mit vieler An-

[51] Ebd. S. 339/40 o. — [52] Ebd. S. 184 u.
[53] Schnitzer als Theaterkomponist s. S. 69.
[54] Feyerabend, Bd. 4, S. 212/13.

strengung zu singen hatten, nicht wohl anders, als sehr beschwerlich fallen, und nur das Beispiel, und die Mitanstrengung des alten würdigen Abtes gab derselben auf dessen noch übrige Lebenszeit eine unabgeänderte Fortdauer[55].

Die verhältnismäßige Häufigkeit der textlich oder wenigstens als Titel aus der Regierungszeit Honorats überlieferten Kantaten legt für die damals im Kloster bestehende Blüte der Vokalmusik Zeugnis ab. Selbst auf dem Boden des Theaters war dem sakralmusikalischen Streben des Abtes ein wohl ebenso ungeahnter wie für das Reichsstift glücklicher Gewinn weltlicher Art im Revolutionskriege beschieden:

Den 14. Mai[56] folgte nach 4 Uhr Abends Herr General Vandamme[57] selbst. Von den Seinigen so böse geschildert, und von den Unserigen deßwegen so sehr gefürchtet zog der Herr Divisionsgeneral, auf einem schönen von uns erbeuteten Pferde sitzend, ... unter der Begleitung einer thürkischen Musik ein... Der H. General begab sich ... um ½11 Uhr Nachts auf die Loge des Theaters, wo die Unserigen, wie sie ... freundschäftlich waren belehrt worden, um die Gewogenheit des H. Generals für das hiesige Haus zu erwerben, zwei geistliche Chöre, und zwei Arien mit so vielem Beifalle aufführten, daß der H. General von der Loge herabstieg, dem Orchester sehr freundlich dankte, und dem Hause allen Schutz, alle Gnade, und Gewogenheit zusicherte. Von dieser Stunde an machte Vandamme den wahren Beschützer des Hauses[58].

Entgegen seinen sonstigen Gewohnheiten hielt Vandamme nicht nur sein Versprechen, sondern noch nach seinem Abzuge am 23. 5. ein gutes Andenken bei seinen musikalischen Gastgebern aufrecht, indem er ihnen zu einigem Ersatz der erlittenen Einquartierungsschäden einen „wohlbeladenen Küchenwagen" schickte.

Im folgenden Jahre konnte der Abt bei seinem 50jährigen Profeßjubiläum einen weiteren künstlerischen Erfolg seiner Mühen ernten: *Das Opfer Noachs* (s. S. 137) und „am folgenden Tag das große Meisterstück der Tonkunst, *Die Schöpfung von Jos. Hayden* von einem zahlreichen Musikchor mit vielem und ungetheiltem Beifalle ... aufgeführt[59]."

Nicht minder als der Musik galt Honorats vorzügliche Aufmerksamkeit seiner durch Emigrantenzöglinge vervielfachten Klosterschulanstalt, wozu ihn seine langjährige Lehrtätigkeit besonders befähigte. Denn von 1757 ab „lebte er so wohl als Lehrer der Weltweisheit und der Gotteslehre, ... inner, und außer dem Hause angestellt..." Als Abt legte er die Entschlossenheit an den Tag, dem Eindringen der Folgeerscheinungen der französischen Revolution, der Aufklärung in seinem

[55] „Hiezu schaffte der Herr Abt mehrere Kompositionen aus dem römischen Vatikan, und von anderen ansehnlichen Plätzen ... bei."
[56] 1800.
[57] Dominique Jos. René Vandamme, Divisionsgeneral der französischen Repubik.
[58] Feyerabend, Bd. 4, S. 319 und 320. — [59] Ebd. S. 334.

Kloster Widerstand zu bieten. Mit dem unbestreitbaren Resultat, daß Ottobeuren vor Verfall und innerer Zersetzung bewahrt blieb.

Daß Honorats Stellungnahme nicht unbegründet war, geht aus einer Bemerkung des Chronisten schon von 1789 hervor:

Übrigens nahm mit diesem Jahre, in welchem die franz. Revolution auszubrechen begann, nicht nur hier, sondern auch an mehrern andern Schulanstalten Schwabens, und Deutschlands bei der katholischen Schuljugend die Lust zur Freiheit, und Unabhängigkeit so sehr zu, daß man an den, von den Herbstferien zurückgekehrten Zöglingen, wie mehrere angestellte Schulaufseher bedauerten, sehr viele Züge einer christlichen Bildung wie gänzlich verwischt antraf, und dieses Übel stieg mit den folgenden Jahren[60].

Abt und Schulpräfekt P. Maurus Feyerabend trafen sich also in der Beurteilung der geistespolitischen Zeitlage. Ihrem Zusammenwirken scheint es jedoch gelungen zu sein, die heraufziehenden Gefahren noch abzuwenden. Der vom Chronisten aus einer Augsburger Zeitschrift von 1802[61] zitierte Nachruf auf Honorat betont dies ausdrücklich:

... der Hochselige vereinigte in seiner Person die vollkommensten Eigenschaften eines würdigen Abtes. Klosterzucht und Wissenschaften blüheten im gleichen Grade während seiner mehr als fünfunddreißigjährigen Regierung in seinem Stifte. Selbst der herrschende Zeitgeist konnte weder jene entkräften, noch diese verderben.

9. Das Ende.

Schon eine Woche nach Honorat Göhls Ableben trat im Kloster der Wahlkonvent zusammen, um das Reichsstift in den schwierigen Zeiten nicht länger ohne Landesherrn zu lassen. Der Prior Paulus Alt[62] ging aus dem Skrutinium als Abt hervor. Bereits zwei Tage später, am 25. 7. 1802, erfolgte seine feierliche Konsekration in der Pfarrkirche zu Oberndorf[63] durch den Augsburger Fürstbischof Clemens Wenzeslaus. Da das Schicksal Ottobeurens damals noch in der Schwebe war, hofften Abt und Konsekrator, es möchte allenfalls dem Bischof als Entschädigung zuteil werden. Für diesen Fall machte Clemens Wenzeslaus dem Abt die tröstlichsten Zusicherungen über des Klosters Fortbestand.

Zweifellos hatte Abt Paul am inneren Zustande des Stifts — wie oben dargelegt und sich im folgenden ergeben wird — ein gutes und erfreuliches Erbe übernommen. Allein seit dem Frieden von Lunéville[64] waren an der Außenseite der Reichspolitik drohende Wolken heraufgezogen. Vielleicht hofften Konvent und Abt noch auf einen Erfolg der Rechtsverwahrung,

[60] Ebd. S. 206 M.
[61] Augsburger Monatsschrift, 1. Jahrg., 10. Heft, Okt., S. 639.
[62] Geb. Wangen 15. 3. 1760. Profeß 8. 12. 1780.
[63] Markt Oberdorf. — [64] 9. 2. 1801.

die die geistlichen Reichsstände gegen ihre Aufhebung eingelegt hatten. Jedenfalls setzte der Abt auch an seinem Teile alles daran, durch rasches Handeln nach außen eine für alle Fälle günstige Rechtslage, durch sachdienliche Einrichtung seiner häuslichen Verwaltung nach innen die gute Verfassung des Stifts zu sichern. So wurde alsbald für die Temporalien die kaiserliche Belehnung nachgesucht, übertrug Abt Paul dem bisherigen Schulpräfekten P. Maurus Feyerabend seine Nachfolge im Priorat, während P. Roman Chrisman an die Spitze der Schule trat.

Doch nach einem Monat der neuen Regierung wurden alle Hoffnungen jäh zunichte[64a]: „Den 29. 8. ... kamen der ehemalige Herr Stadtpfleger zu Mindelheim, jetzt aber als Höchst ernannter kurbaierscher Kommissär, der Frhr. v. Hertling, sammt dem H. Baron v. Lerchenfeld ... an[65].“ Die Kommissare verkündeten dem Abt die alsbald erfolgende militärische Okkupation des reichsstiftischen Gebietes[66]: „Am 3. 9. besetzten 30 Mann mit 2 Unteroffizieren Ottenbeuren, wovon nach Memmingen[67] und St. Ulrich[68] detachiert wurde, sodaß zuletzt noch 6 Mann in O. verblieben.“ Zwar traf das nach der Neuwahl des Abts eiligst nachgesuchte „Kaiserliche Belehnungsinstrument im vierten Monate nach dem Wahltage ... ein, ward aber den 7. 11. in Originali nach Ulm abgefodert.“ Die Übernahme der Zivilverwaltung auf den neuen Landesherrn ließ nun auch nicht lang auf sich warten: „1. 12. 1802 nahm der fürstlich kemptische Hofrath von Renz als Subdelegierter des Churfürstl.-baierschen Kommissärs in Kempten die Zivilbesitznahme vor.“ Die Verwaltung wurde dem bisherigen ottobeurischen Kanzler und dem Oberamtmann übertragen[69].

Der Versuch, durch Erlangung der kaiserlichen Belehnung wenigstens die Zivilverwaltung des Stiftsgebietes für die Abtei zu retten, war gescheitert. Aber auch die — wohl erhoffte — günstige Rechtslage trat nicht ein. Denn Kurbayern erkannte die Neuwahl nicht an und gewährte Abt Paul nur eine kleine Pension, das Kloster selbst verfiel der Auflösung.

[64a] Über das Ende Ottobeurens vgl. nunmehr die treffliche Arbeit J. Rottenkolbers, Die letzten Jahre des Reichsstifts Ottobeuren. (Diese Zeitschrift 53 (1936), S. 146—177.)

[65] Feyerabend, Bd. 4, S. 348 ff. (Diese und die nächsten zwei Zitationen.)

[66] Das ottob. Hoheitsgebiet umfaßte einschließlich der Exklave Erkheim im Zeitpunkt der Säkularisation 4¾ geogr. Quadratmeilen mit 1636 Wohnhäusern und 10051 Seelen; dazu Besitzungen zu Immenstadt/Bodensee, zu Feldkirch/Vorarlberg usw. (Feyerabend, Bd. 4, S. 348 ff.)

[67] Reichsstadt.

[68] Reichsabtei St. Ulrich und Afra in Augsburg.

[69] Feyerabend, Bd. 4, S. 357 o. O.s jährliche Einkünfte vor der Säkularisation sollen 130000 fl. betragen haben (Vgl. Rottenkolber, S. 150).

Das unmittelbare, freie und exempte Reichsstift Ottobeuren des Benediktinerordens hatte zu bestehen aufgehört. Mit all seinen großen und kleinen Standesgenossen sowie den meisten Freien Reichsstädten war es noch in seiner Blüte der endgültigen Auflösung des Hl. Römischen Reiches Deutscher Nation vorangegangen. Nur wenige Jahre noch und dieses selbst mit seiner ganzen verwickelten staatsrechtlichen Situation wird de facto und dann auch de jure der Geschichte angehören. Mit ihm sollten freilich auf lange Frist der politische Reichsgedanke und die kulturelle Reichseinheit gleichsam schlummern. P. Kaspars Worte über den ruinösen Zustand des ottobeurischen Theatersaales durch Jahrzehnte können für die gesamte kulturelle Verlassenschaft dieser Eigentümlichkeit der alten deutschen Reichsverfassung sinngemäß gelten: Es vergingen sehr viele Jahre bis ein heraufziehendes neues Jahrhundert auch ihr wieder Beachtung schenkte.

Das im vorliegenden Zusammenhang hauptsächlich interessierende Schicksal des Theatersaales ist, soweit noch nicht erwähnt, P. Kaspars Darstellung zu entnehmen:

Dieser schöne Musentempel, in welchem oftmals Personen vom höchsten Range und hundert andere mit Entzücken versammelt gewesen, die Studierenden in jugendlicher Begeisterung ihre Gesäng und Declamationen zum Besten gegeben, stand nun nach der Säcularisation, seiner ganzen Einrichtung und seines Schmuckes beraubt[70], 70 Jahre fast wie eine Ruine geschlossen da, und es vergingen oftmals Jahre, bis wieder ein menschlicher Fuß den ehemals Freude und Bildung spendenden, jetzt verödeten und verstummten Raum betreten durfte.

Des wackeren Theaterfreundes Bemühungen um die Wiederbelebung des „schönen Musentempels" wenigstens für Laienvereins- und kleine Schüleraufführungen fanden nicht allenthalben den erhofften Widerhall. Zwar stand noch S. Gnaden der jetzt regierende H. Herr Abt Dr. phil. Joseph Maria Einsiedler wie einst seine reichsstiftischen Amtsvorgänger als dreizehnjähriger Schüler in dem lustigen Stücklein *Ei, so beiß!* am 6. 12. 1883 auf P. Kaspars Brettern. Aber mit Kuhns Tode war des Theatersaales Eigenschaft als Museumsteil endgültig besiegelt.

Hoffentlich bleibt er als kostbares Unikum für Bayern und Deutschland (s. S. 107, Anm. 47) mindestens in dieser Form unverändert immer erhalten, um Zeugnis ablegen zu können vom Benediktinischen Barocktheater!

(Fortsetzung folgt.)

[70] „Im Dez. 1803 erschien der Theatermaler Haugesmüller von Landsberg . . ., um die Requisiten — 12 Schlußgardinen, 42 Kulissen u. v. a. — . . . zum Verkauf herzurichten. Nach seiner Schätzung war alles „höchstens 660 fl. wert." (Rottenkolber, S. 170.) Fürstbischof Clemens Wenzeslaus bezahlte 550 fl.

Zu den Tafeln.

I. Theatersaal der Reichsabtei Ottobeuren.

Gewölbter Plafond über dem Zuschauerraum (Blick von der Bühne zur Abtsgalerie). Deckengemälde um den Kronleuchter: „Tragödie und Komödie unter dem Schutze der Pallas-Athene und des Apollo".

1. Südkartusche
2. West- „
3. Nord- „

} Inschriften s. S. 102.

II. Ansicht der Bühne (heutiger Zustand).

1. 1873 eingezogene Decke (s. S. 105). — 2. Ostkartusche (Inschrift s. S. 102).

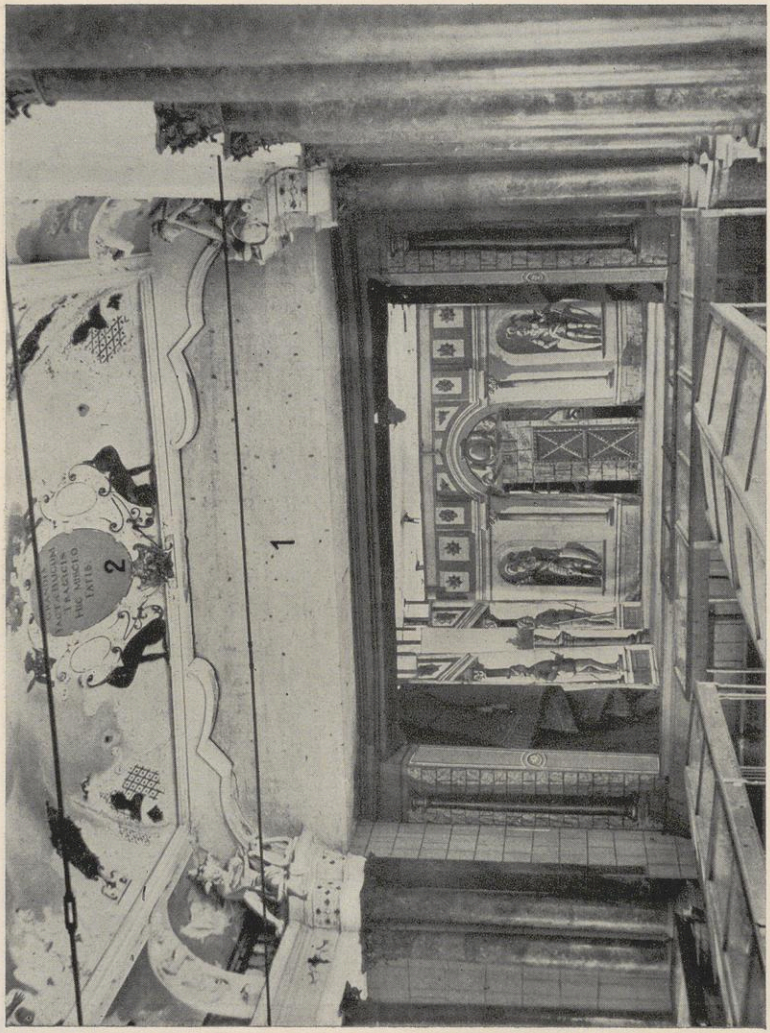
III. Teilansicht des Bühnenraumes und der Verwandlungseinrichtung von 1873.

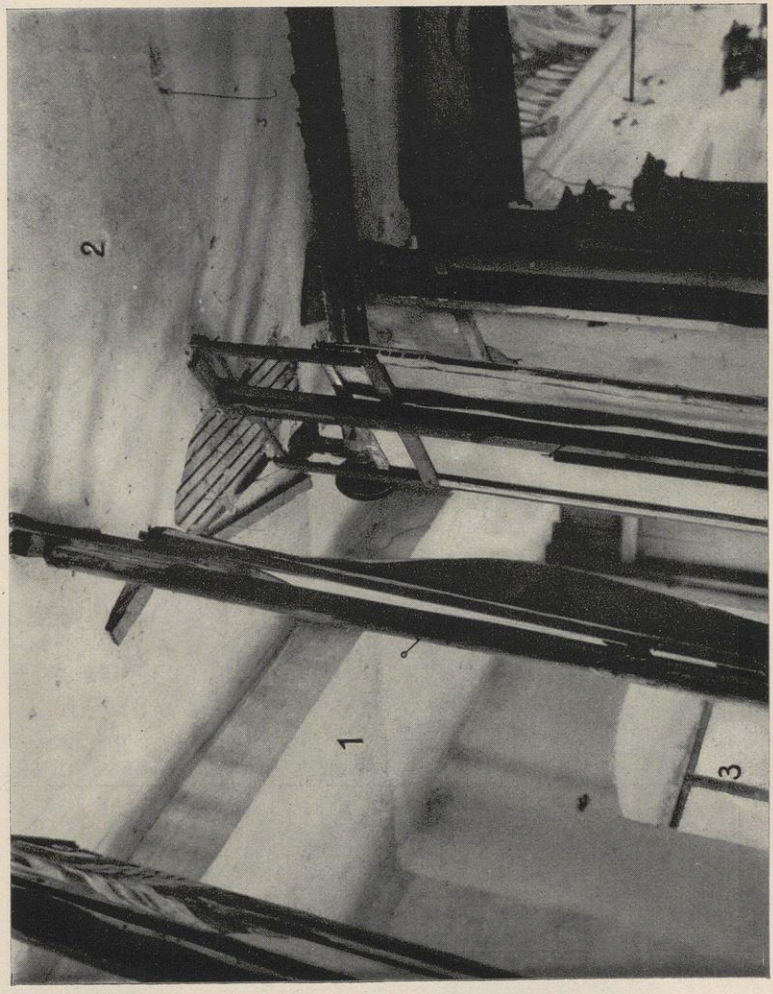
1. Umlaufgalerie (s. S. 103). — 2. 1873 eingezogene Decke (s. S. 105). — 3. Fenster der Südseite.

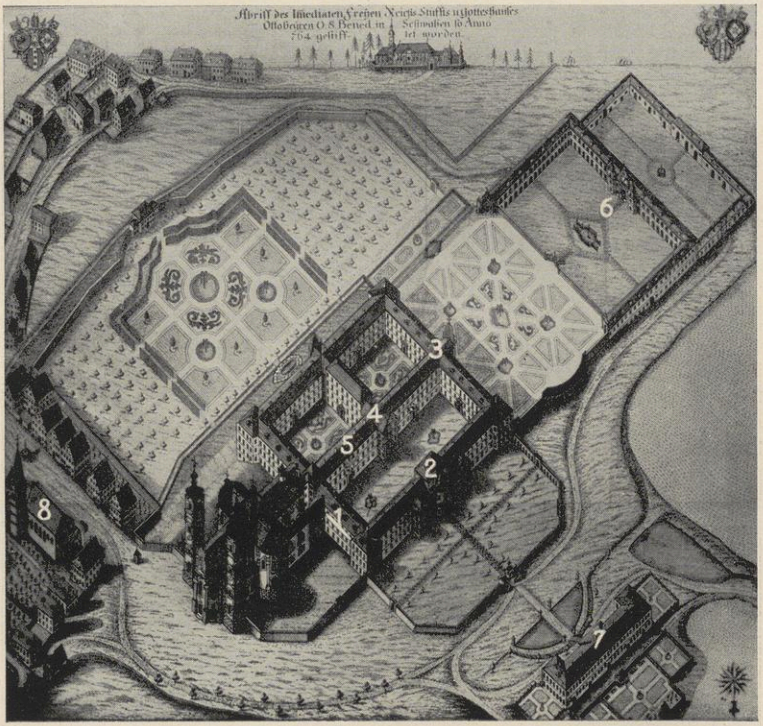
IV. Plan der Reichsabtei Ottobeuren (Feyerabend, Bd. 4).

1. Theatersaal. — 2. Westtrakt (Gäste, Schule, Kaisersaal, Hauptportal). — 3. „Grüne" oder Sommerabtei. — 4. „Rote Abtei" (s. S. 173). — 5. Museum. — 6. Klosterökonomie. — 7. Wohngebäude der weltlichen Stiftsbeamten. — 8. Pfarrkirche des Marktorts. (Jetzt [ohne Turm] Rathaus.)


1
2
3


1
2


1
2
3


Abriss des Immediaten, Freyen Reichs Stuffts u. Gotteshauses
Ottobeuren O. S. Benedi. in
Situation so Anno
1764 gestifft
1
2
3
4
5
6
7
8

Des hl. Benediktus Regel in den Regeln und Satzungen anderer Orden.

Von **Philipp Hofmeister OSB, Neresheim.**

Der hl. Benedikt schrieb seine Regel nicht bloß mit frei schaffender Selbständigkeit, sondern berücksichtigte auch die alten monastischen Überlieferungen, vor allem jene des Orients. Im 73. Kapitel seiner Regel sagt er:

„Ceterum ad perfectionem conversationis qui festinat, sunt doctrinae sanctorum Patrum, quarum observatio perducat hominem ad celsitudinem perfectionis. Quae enim pagina aut qui sermo divinae auctoritatis Veteris ac Novi Testamenti, non est rectissima norma vitae humanae? Aut quis liber sanctorum Catholicorum Patrum hoc non resonat, ut recto cursu perveniamus ad Creatorem nostrum? Nec non et Collationes Patrum, et Instituta et Vitas eorum, sed et Regula sancti patris nostri Basilii, quid aliud sunt, nisi bene viventium et oboedientium monachorum instrumenta virtutum?"

Aus dieser Stelle geht deutlich hervor, daß der hl. Benedikt bei Ausarbeitung seiner Regel außer den hl. Schriften die Lehren der Väter und die monastische Literatur der vorhergehenden Jahrhunderte, vor allem die Kollationen Kassians und die Regel des hl. Basilius, benützt hat.

Der jüngst verstorbene frühere Abt von Downside, Cuthbert Butler, hat in seiner Regelausgabe[1] die Quellen dieser Regel untersucht. Er kommt zu dem Ergebnis: der hl. Benedikt hat als Quellen benützt die Werke von Terentius, Sallust, Cyprian, Hilarius von Poitiers, Lucifer von Calaris, Orsiesius, Ambrosius, Rufinus, Hieronymus, Sulpizius Severus, Augustinus, Palladius, Kassian, Kassiodor, Cäsarius von Arles; ferner die Regeln des Pachomius, Basilius und Makarius, die *Regula Ss. Patrum*, die *Regula orientalis*, die *Verba Seniorum* und die *Lectiones selectae.*

Durch seinen Quellennachweis hat Butler dargetan, wie die Benediktinerregel mit dem geistigen Erbe der Vergangenheit zusammenhängt. Diese Arbeit macht den Versuch, die Einwirkung der Benediktinerregel auf spätere Ordensregeln und -satzungen darzutun.

Von unserer Untersuchung schließen wir aus die Satzungen aller jener Genossenschaften, die zu den Benediktinern im wei-

[1] S. Benedicti Regula monachorum, ed. 3, Friburgi Brisgoviae 1935.

teren Sinne gehören, nämlich die Kamaldulenser, Vallombrosaner, Grammontenser, Zisterzienser, Silvestriner, Cölestiner, Olivetaner, Mechitharisten, den Orden von Fontevrault und die Gilbertinerinnen. Ferner bleiben unberücksichtigt die Konstitutionen der Kartäuser, deren erste schriftliche Satzungen sich ganz an die Benediktinerregel anschließen und die noch heute, wenn auch nicht zu den Benediktinern, so doch zu den Mönchen zählen[2], ebenso die Satzungen jener Ritterorden, die die Benediktinerregel nur in milderer Form als Grundlage haben. Es sind dies die Orden von Calatrava, Alcantara, Avis, Monte Gioja, vom hl. Michael, Montesa und von den hl. Mauritius und Lazarus.

Der Einfluß der Benediktinerregel auf andere Ordenssatzungen kann ein doppelter sein: ein materieller und ein formeller. Ein materieller Einfluß ist vorhanden, wenn die Gewohnheiten und Lebensformen der Benediktinerregel sich auch in anderen Satzungen finden, ohne daß deren Wortlaut übernommen ist. Es kann hier sogar vorkommen, daß der Verfasser der Satzungen die Benediktinerregel gar nicht gekannt hat. Denn die Verwandtschaft der Ordensregeln ist eine ganz natürliche, da bis zu einem gewissen Grade alle Regeln sich inhaltlich nahe kommen müssen. Ich erwähne hier nur die verschiedenen Wendungen, die die Mahnung Augustins an fromme Frauen in Hippo über das Verhalten beim Gebete im Laufe der Zeit erhalten hat:

Psalmis et hymnis cum oratis Deum, hoc versetur in corde, quod profertur in ore[3], „Sic stemus ad psallendum, ut mens nostra concordet voci nostrae"[4], „Monachus hoc meditetur corde, quod psallitur ore"[5], „Non solum vocibus, sed et corde decet ad Deum clamare[6]", „Quod habet in ore, versetur in mente[7]".

Ein formeller Einfluß liegt vor, wenn ein Verfasser mit Absicht seinen Satzungen einen der Benediktinerregel entnommenen Text einverleibt. Für diese Abhängigkeit entscheidet also nur wörtliche Übereinstimmung. Wir berücksichtigen bei unserer Untersuchung nur den formellen Einfluß.

Selbst beim Nachweis dieser Abhängigkeit bieten sich manche Schwierigkeiten. Um einigermaßen sicher zu gehen, haben wir öfters einzelne Worte, die möglicherweise der Benediktinerregel entnommen sind, nicht berücksichtigt. Die Verwendung derselben ergibt sich vielfach nur aus dem Zusammen-

[2] Die Konstitutionen der Kartäuser von 1924 enthalten eine Reihe von Zitaten aus der Benediktinerregel.

[3] PLat. 33, col. 960. [4] Butler, ebd. c. 19 p.

[5] *Regula S. Isidori* VI, 2 (PLat. 83, col. 867).

[6] *Regula auctoris incerti* c. 47 (PLat. 88, col. 1009).

[7] Perlbach M., Die Statuten des deutschen Ordens nach den ältesten Handschriften, Halle 1890, c. 8, S. 35.

hange und ist so natürlich, daß man gar nicht an eine Abhängigkeit von der Benediktinerregel zu denken braucht.

Bei manchen öfters begegnenden Wendungen hat auch der hl. Benedikt nicht den Hauptanteil an deren Prägung und doch läßt sich ein Einfluß seiner Regel nachweisen. Augustinus gebraucht die Wendungen: „Ut nos vobis non tam praeesse quam prodesse delectet" und „Quamvis utrumque sit necessarium, tamen plus a vobis amari appetat (praeposita vestra) quam timeri"[8]. Der hl. Benedikt verwendet sichtlich diese Gedanken, gibt ihnen aber die Form eines geflügelten Wortes: „Prodesse magis quam praeesse" und „Plus amari quam timeri" (Cap. 64).

Berücksichtigt man ferner, daß die Benediktinerregel bald durch verschiedene Konzilien zur alleinigen Ordensregel erklärt wurde, so können wir wohl annehmen, daß dadurch manche Bestimmung altmonastischer Überlieferung späteren Ordenssatzungen vermittelt wurde. Verschiedene Ausdrücke, die wir heute als benediktinisches Sondergut bezeichnen — beispielsweise „Abbas", „Praepositus", „Prior", „Seniores", „Discreti", „Cellerarius", „Congregatio" usw. —, waren dies ursprünglich nicht. Sie sind aber durch die Benediktinerregel verbreitet worden. Deshalb darf ihre Verwendung in anderen Regeln vielfach mit gutem Grunde auf Rechnung der Benediktinerregel gesetzt werden.

Bisweilen läßt sich benediktinischer Einfluß sicher nachweisen, obwohl nicht der Wortlaut der Regel übernommen wurde. Z. B. setzt der hl. Benedikt in Kap. 41 die sog. Ordens- oder Regularfasten fest „von den Iden des Septembers" bis zum Beginne der Fastenzeit. Die Bezeichnung des ersteren Tages der bürgerlichen Berechnungsweise zu entnehmen, war er genötigt; denn zu seiner Zeit feierte man Mitte September kein kirchliches Fest, durch dessen Nennung er den Tag hätte ausdrücken können. Dies änderte sich aber im 7. Jahrhundert. Wie es scheint, führte Gregor der Große das morgenländische Fest der Kreuzerhöhung am 14. September im Abendlande ein. Von da ab begegnen uns in verschiedenen Regeln als Termine, innerhalb deren zu fasten ist, das Fest der Kreuzerhöhung und der Beginn der Fastenzeit. Daß die Iden des Septembers am 13. gefeiert werden, Kreuzerhöhung dagegen erst am 14. dieses Monats, tut hier nichts zur Sache. Man muß vielmehr bedenken, daß andere Ordenssatzungen für den Beginn des Regularfastens andere Termine festsetzen, so den Beginn des Herbstes, das Fest des hl. Michael, den 1. Oktober, Allerheiligen, den Martinstag und andere.

---

[8] Sermo 340, 1 und Epist. 211, 15 (PLat. 38, col. 1484 und 33, col. 965).

[9] Zimmermann A., Kalendarium Benedictinum I, Metten 1933, p. XXXV—LXXIII.

Die von uns durchgesehenen Regeln und Satzungen sind im folgenden nach verschiedenen Gruppen zusammengestellt. Innerhalb der einzelnen Gruppen sind die Regeln und Satzungen im allgemeinen je nach der Zeit ihrer Entstehung aufgeführt, soweit sich eine solche feststellen läßt. Der entsprechende Text der Regeln ist jeweils beigefügt, links jener der Benediktinerregel (=BR.), rechts der zu vergleichende. Bei größeren Entlehnungen wird, um Weiterungen zu vermeiden, nur summarisch berichtet. Dies geschieht auch, wo über den Einfluß auf eine bestimmte Regel bereits eine besondere Arbeit vorhanden ist. Haben Regeln und Satzungen keine Zitate aus der Benediktinerregel, so ist jeweils eine Fehlanzeige vermerkt.

I. Die Regeln des Altertums und die Kanonikerregeln.

1. Bischof Aurelian von Arles, † ca. 553, schrieb für die von ihm gegründeten Klöster zum hl. Kreuz (für Mönche) und zur hl. Maria (für Nonnen) in Arles je eine Regel[1]; für beide schöpfte er aus den von seinem Amtsvorgänger Cäsarius verfaßten Regeln; ein Zitat aus der Benediktinerregel enthalten sie jedoch nicht.

2. Die sog. *Regula Tarnatensis*[2] schöpft hauptsächlich aus den Regeln des Augustinus und Cäsarius. Auffallend aber:

BR. c. 31: Si congregatio maior fuerit, solacia ei dentur.	RT. c. 10: Ubi utilitas poposcerit, solatium non negetur.
BR. c. 28: Infidelis si discedit, discedat, ne una ovis morbida omnem gregem contagiet.	RT. c. 18: Si autem nec sic emendaverit, quasi ovis morbida a vestra societate proiiciatur.

Die Wendungen „solatium" und „ovis morbida" finden sich schon vor der Benediktinerregel, jene bei Cäsarius, diese bei Cyprian und Hieronymus. Allein es ist auffallend, daß sie die *Regula Tarnatensis* an derselben Stelle verwendet, an der sie sich in der Benediktinerregel finden.

3. Ferreolus, Bischof von Uzès, † 581, schrieb für das von ihm erbaute Kloster eine nach der des Cäsarius von Arles verfaßte Regel[3]; ein Zitat aus der Benediktinerregel findet sich nicht.

4. Die *Regula cuiusdam Patris ad virgines*[4], als deren Verfasser neuerdings Walbert von Luxeuil gilt, enthält in den Kapiteln 4, 8, 14, 15, 17, 18, 19, 20, 21 je kürzere Zitate aus den Kapiteln 31, 43, 22, 36, 33, 23, 24, 28, 29. Auch die Überschriften dieser Kapitel weisen große Ähnlichkeit auf, teilweise sind sie sogar gleich. Die Behauptung Zimmermanns[5], unsere

[1] PLat. 68, col. 385 ss., 300 ss. — [2] Ebd. 66, col. 977 ss.
[3] Ebd. 66, col. 959 ss. — [4] Ebd. 88, col. 1053 ss.
[5] Zimmermann, a. a. O. S. XLII.

Regel sei zu ¾ der Benediktinerregel entnommen, nur zu ¼ keltisch, gilt nur dem Inhalt, nicht der Formulierung nach.

5. Die *Regula cuiusdam Patris ad monachos*[6] weist keine Zitate aus der Benediktinerregel auf.

6. Ebensowenig ist dies der Fall bei der von Erzbischof Leander von Sevilla, † ca. 600, für seine Schwester Florentia verfaßten Regel[7]. Es ist dies um so auffallender, da Leander einst in Konstantinopel mit dem späteren Papste Gregor d. Gr. zusammen war und durch ihn leicht die Benediktinerregel hätte kennen lernen können.

7. Auch die Regel des Abtes Kolumban von Luxeuil und von Bobbio[8], † 615, enthält kein Zitat aus der Benediktinerregel.

8. Die Regel Isidors, Erzbischofs von Sevilla[9], † 636, der vor seiner Erhebung auf den bischöflichen Stuhl selbst Mönch war, enthält mehrfach Anklänge an die Benediktinerregel; dies gilt besonders bei den Kapiteln 1, 4, 6, 11, 13, 14, 15, 16, 17, 21, 22, die große Ähnlichkeit mit Wendungen aus den Kapiteln 66, 58, 59, 63, 2, 48, 55, 22, 24, 25, 26, 53, 54, 67, 35, 61 der Benediktinerregel haben. Ein genaues Zitat konnten wir jedoch nicht ermitteln.

9. Die Regel des Donatus, Bischofs von Besançon[10], † nach 656, für das von seiner Mutter Flavia gegründete Nonnenkloster ist zum größten Teile der Benediktinerregel entnommen. Schon im Prolog sagt er, daß er von den Nonnen den Auftrag erhalten habe,

ut, explorata sancti Caesarii Arelatensis episcopi regula, quae specialius Christi virginibus dedicata est, una cum beatissimorum Benedicti quoque et Columbani abbatum, ut puta quibusdam, ut ita dixerim, collectis in unum flosculis ad instar Enchiridion excerpere vobis, vel coacervare deberem.

Im einzelnen ist das Ergebnis der Untersuchung folgendes: Von den 77 Kapiteln der Regel stammen die Kapitel 1, 2, 3, 6, 8, 13, 15—18, 21, 36, 38—48, 61, 65—74 ganz oder fast ganz aus den Kapiteln 64, 3, 4, 58, 33, 43, 47, 52, 19, 20, 34, 49, 7, 31, 22, 63, 35, 68, 24—28, 69 der Benediktinerregel. Etwa zu ¾ bei den Kapiteln 37 und 76 aus den Kapiteln 5 und 41, zur Hälfte bei den Kapiteln 5, 12, 49 aus den Kapiteln 65, 36, 6, zu ¼ bei den Kapiteln 19, 53, 60, 62 aus den Kapiteln 42, 54, 66, 62. Außerdem finden sich noch kleine Zitate in den Kapiteln 4, 11, 20 aus den Kapiteln 64, 22, 48. Von den 77 Kapiteln ist somit in 46 die Benediktinerregel erwähnt.

10. Erzbischof Fruktuosus von Braga, † um 696, hat zwei Regeln geschrieben: eine für das Mönchskloster San Justo

[6] PLat. 66, col. 987 ss. — [7] Ebd. 72, col. 873 ss.
[8] Ebd. 80, col. 209; Zeitschrift für Kirchengeschichte 15 (1895), 366ff.
[9] Ebd. 103, col. 555 ss. — [10] Ebd. 87, col. 273 ss.

de Complutum, die andere für Klöster, die ganze Familien aufnahmen[11]. Beide verraten benediktinischen Einfluß: die erste in den Kapiteln 4, 5, 6, 9, 13, 14, 17, 20, 21 aus den Kapiteln 55, 38, 39, 48, 35, 46, 26, 64, 58, 63 der Benediktinerregel, die zweite in den Kapiteln 4, 6, 10—12, 14 aus den Kapiteln 58, 31, 64, 21, 27. Ein wirkliches Zitat ist jedoch nicht vorhanden. Mit Recht sagt Zimmermann, daß diese Regeln eine Kenntnis der Benediktinerregel voraussetzen, die aber auch nur mittelbar aus Isidor geschöpft sein könne[12].

11. Die 95 Kapitel umfassende sog. *Regula Magistri*[12a] hat die Kapitel 2 und 3 je etwa zur Hälfte aus den Kapiteln 2—4 der Benediktinerregel entnommen; die Kapitel 10 und 12 stammen zu etwa $^2/_3$ und $^1/_3$ aus den Kapiteln 7 und 23 derselben und die Kapitel 1, 7, 8 zu etwa $^1/_8$ aus den entsprechenden Kapiteln 1, 5, 6. Ferner enthalten noch die Kapitel 9, 11, 13, 24, 26, 89, 93 kurze Zitate aus den Kapiteln 6, 22, 24, 38, 66, 39, 58, 2.

12. Die sog. *Regula Consensoria*[13]: kein Zitat.

13. Die Regel des Bischofs Chrodegang von Metz, † 766, für die Kanoniker des Kathedralstifts daselbst:

Erste, ursprüngliche Rezension mit 34 Kapiteln[14]: Die Überschriften der Kapitel 6—8, 14, 19, 22—26, 31, 35, 36, 39, 40, 42, 48, 49, 55, 63, 66, 67, 69, 70 der Benediktinerregel begegnen uns in der Chordegangregel wieder, ferner enthalten die Kapitel 1—3, 4—29 und 31 der Chrodegangregel teils längere teils kürzere Zitate aus den Kapiteln 2, 3, 5, 7, 8, 11, 19—26, 31, 33, 35, 36, 38—40, 43, 44, 46—52, 55, 56, 58, 59, 63—66, 69—72 der Benediktinerregel. Manches hat Chrodegang sogar verständnislos abgeschrieben, da es gar nicht in den Rahmen seiner sonstigen Ausführungen paßt. So ist in den Kapiteln 16, 20—23 und 31 von „fratres" und in den Kapiteln 2, 14, 15, 20, 21, 28 vom „Prior" die Rede; ja sogar die Stelle über die Knaben in Kapitel 2 ist wörtlich aus Kapitel 63 der Benediktinerregel übernommen, obwohl es in dem Metzer Kanonikerstift gar keine Knaben gab.

In die aus der Zeit nach der Aachener Synode von 816 stammende zweite Rezension dieser Regel mit 86 Kapiteln[15] sind die Kapitel 5, 7, 11, 20, 22—26 der ersten Rezension mit ihren benediktinischen Zitaten, wenn auch nicht ganz wörtlich,

---

[11] Ebd. 87, col. 1099 ss, 1111 ss.

[12] Zimmermann a. a. O., S. LXV. — [12a] PLat. 88, col. 951 ss.

[13] Ebd. 66, col. 951 ss.

[14] Mansi G. D., Sacrorum conciliorum nova et amplissima collectio, Florentiae 1739 ss., t. 14, col. 313 ss. Grimme F., Die Kanonikerregel des hl. Chrodegang und ihre Quellen (Jahrbuch der Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde 27, 1915, 1 ff.).

[15] Mansi l. c. t. 14, col. 332 ss.

übernommen worden. Ferner weist Kapitel 61 „de taciturnitate" ein Zitat aus Kapitel 6 der Benediktinerregel auf.

14. Die Synode von Aachen 816 hieß eine entweder von Amalar von Metz oder von Ansegis ausgearbeitete Kanoniker- und Kanonissenregel gut[16], zu deren Durchführung Ludwig der Fromme die Erzbischöfe des Reiches aufforderte:

a) *Regula canonicorum:*

BR. c. 43: Ad horam divini Officii, mox auditum fuerit signum, relictis omnibus quaelibet fuerint in manibus, summa cum festinatione curratur.

RC. c. 131: Mox enim ut auditum fuerit signum, festinato omnes ad ecclesiam conveniant.

BR. c. 19: Sic stemus ad psallendum, ut mens nostra concordet voci nostrae.

RC. c. 132: Psallentium in ecclesia Domino mens concordare debet cum voce.

BR. c. 30: Omnis aetas vel intellectus proprias debet habere mensuras.

RC. c. 134: Sed quia omnis aetas vel uniuscuiusque intelligentiae capacitas proprias debet habere mensuras; ... necesse est, ut iidem praelati circa delinquentes medici peritissimi imitentur factum.

BR. c. 22: Singuli per singula lecta dormiant ... Candela jugiter in eadem cella ardeat usque mane.

RC. c. 136: Nequaquam duo in uno, sed singuli in singulis lectis quiescant... Lucerna quoque in eodem dormitorio noctis tempore jugiter ardeat.

BR. c. 21: Qui decani tales elegantur, in quibus securus abbas partiat onera sua; et non elegantur per ordinem sed secundum vitae meritum et sapientiae doctrinam.

RC. c. 138: Oportet ecclesiae praelatos, ut de congregatione sibi commissa tales eligant, boni testimonii fratres, in quibus onera regiminis secure possint partiri... Non enim constituendi sunt personaliter aut eo ordine quo in collegio fratrum admissi sunt, sed secundum vitae meritum et spiritualium donorum praerogativam.

BR. c. 31: Cellararius monasterii eligatur de congregatione sapiens, maturus moribus, sobrius, non multum edax, non elatus, non turbulentus, non iniuriosus, non tardus, non prodigus; sed timens Deum.

RC. c. 140: Debet procurare praelatus, ut fratribus cellerarium non vinolentum, non superbum, non tardum, non prodigum, sed moribus modestum ac Deum timentem constituat.

BR. c. 4: Non adulterari, Non facere furtum. Non concupiscere. Non falsum testimonium dicere... Et quod sibi quis fieri non vult, alio ne faciat. ... Ieiunium amare. Pauperes recreare. Nudum vestire. Infirmum visitare. Mortuum sepelire. In tribulatione subvenire. Dolentem consolari... Nihil amori

RC. c. 145: Non adulterent, non furtum faciant, non concupiscant rem alienam, non falsum testimonium dicant, et quod sibi nolunt fieri, alteri ne faciant. Non sint superbia tumidi, non detractionibus assueti, non ebrietati servientes, non luxuria enervati, non iracundia turbidi, ... non vaniloqui, non in-

[16] Ebd. t.14, col.227 ss.. 247 ss.

Christi praeponere. Iram non perficere. Iracundiae tempus non reservare. Pacem falsam non dare. Caritatem non derelinquere. Non iurare ne forte periuret... Malum pro malo non reddere... Non esse superbum. Non vinolentum. Non multum edacem. Non somnolentum. Non pigrum. Non murmuriosum. Non detractorem. Spem suam Deo committere. Bonum aliquid in secum viderit, Deo adplicet non sibi. Malum vero semper a se factum sciat, et sibi reputet. Diem iudicii timere. Vitam aeternam omni concupiscentia spiritali desiderare... Praeceptis abbatis in omnibus obedire... Invidiam non exercere... Et seniores venerare. Juniores diligere... Cum discordante ante solis occasum in pacem redire.	vidi, non somnolenti, non pigri, non murmuratores, non susurrones, non vinolenti, non multum edaces . . . non jurent, ne forte perjurent, malum pro malo non reddant. Cum in se aliquid boni viderint, Deo, et malum cum viderint sibi deputent. Discordiam fugiant, et quos discordantes invenerint, ad caritatis concordiam revocent... leiunium ament, hospites colligant, pauperes recreent, nudos vestiant, infirmos visitent, mortuos sepeliant, in tribulatione positis opem ferant, dolentes consolentur. Amori Christi nihil praeponant, caritatem non derelinquant, pacem si fieri potest, cum omnibus hominibus habeant, diem iudicii timeant, vitam aeternam spiritaliter concupiscant. Spem suam Deo committant, proprio episcopo in omnibus secundum canonicam institutionem obtemperent... Seniores spiritaliter iuniores diligant; iuniores senioribus obsequium dignum exhibeant.

b) *Regula sanctimonialium:*

BR. c. 22: Singuli per singula lecta dormiant.	RS. c. 10: Omnes in dormitorio dormiant, singulae sc. in singulis lectis.
Candela iugiter in eadem cella ardeat usque mane.	RS. c. 17: Lucerna quoque noctis tempore in eodem dormitorio jugiter ardeat.
BR. c. 28: Infidelis si discedit discedat; ne una ovis morbida omnem gregem contagiet.	RS. c. 18: Intra septa monasterii moderetur, quatenus . . . ceteris nullius contagionis morbum inferre valeat.
BR. c. 21: Qui decani tales elegantur, in quibus securus abbas partiat onera sua.	RS. c. 24: Necesse est ut tales se constituant, cum quibus secure possint partiri onera regiminis.

Eine zweite, in einem Vatikanischen Kodex enthaltene, angeblich ebenfalls auf die Aachener Synode zurückgehende Kanonikerregel[17] berücksichtigt die Benediktinerregel noch in viel weiterem Umfange. In sie sind die Kapitel 3, 6, 7, 14, 16, 19, 20, 22—24, 26, 27, 29—52, 56—59, 63, 64, 67—69, 71, 72 fast ganz wörtlich aufgenommen, wobei es jedoch jeweils statt „monachus" „canonicus" und statt „Abbas" „Prior" heißt. Außerdem sind noch die Termine für das Regularfasten und die

[17] Mansi l. c. t. 14, col. 283 ss.

Vorschriften über die Abstinenz vom Fleischgenusse geändert. Von den Kapiteln 8, 11 und 70 der Benediktinerregel findet sich noch je die Hälfte im Texte dieser Kanonikerregel.

15. Die Regel des Kanonissenstifts Oberstenfeld, bestätigt etwa 1262 von Bischof Heinrich von Speyer[18], verwendet für die die „Äbtissin" umgebenden Ratsfrauen die Ausdrücke „seniores et magis discretae sorores" (c. 1, 11, 12, 14. Vgl. BR c. 64, 70) und für die erste nach der Äbtissin die Benennung „Dekanin" (c. 11. Vgl. BR c. 21). Direkte Zitate sind folgende:

BR. c. 63: Juniores igitur priores suos honorent.

RO. c. 9: Sorores iuniores in loquutionibus et in aliis honorent seniores.

BR. c. 3: Neque praesumat quisquam cum abbate suo proterve aut foris monasterium contendere.

RO. c. 12: Gravior culpa, si aliqua soror cum ea (abbatissa) intus vel foris proterve contendere ausa fuerit.

II. Die Satzungen des Augustinerordens.

16. Die Regel Gregors VII. für Regularkanoniker[1]:

BR. c. 22: Singuli per singula lecta dormiant... Si potest fieri, omnes in uno loco dormiant.

RG.: In dormitorio omnes omni tempore simul dormiant, singuli per singula strata.

BR. c. 35: Egressurus de septimana, sabbato munditias faciat; lintea cum quibus sibi fratres manus aut pedes tergunt, lavent; pedes vero tam ipse qui egreditur quam ille qui intraturus est omnibus lavent.

RG.: Postea vero concessit ordo ut hae pedum lavandi celebratio divinitus apostolis et ab his nobis collecta per annorum sabbata omnia fratrum reverentia peragatur. Antea enim quam mandatum sabbati celebretur, tp̄r eundum est ad hospitalia et duo fratres vicissim de congregatione cum illo cui cura hospitii commissa est hospitum pedes iuxta dominicum praeceptum abluant linteisque extergant.

BR. c. 53: Pedes hospitibus omnibus tam abbas quam cuncta congregatio lavet.

17. Die *Regula Clericorum* von Petrus de Honestis[1a] († 1119) für das Chorherrenstift in Ravenna, sog. *Regula Portuensis*. L. I c. 2: „Quid prae omnibus canonici imitari debeant" enthält von den in Kapitel 4 der Benediktinerregel aufgezählten 74 guten Werken 54; selbst die Reihenfolge und die Formulierung ist ziemlich genau übernommen.

BR. c. 2: Qualis debeat Abbas esse.

RC. l. I c. 5: Qualis esse debeat, qui ad prioratum eligitur.

BR. c. 2: Sciatque quam difficilem et arduam rem suscipit, regere animas et multorum servire moribus.

RC. l. I c. 8: Ordinatus itaque prior, fratrum in congregatione iam susceptorum, et animas et corpora canonice regere ... debet.

---

[18] Wirtenbergisches UB. VI, Stuttgart 1894, S. 28 ff.
[1] Revue bénédictine 18, 1901, 177 ss.
[1a] PLat. 163, col. 703 ss.

BR. c. 59: Et cum oblatione ipsam petitionem et manum pueri involvant in palla altaris.

BR. c. 58: Suscipiendus autem in oratorio coram omnibus promittat de stabilitate sua et conversatione morum suorum et obedientia coram Deo et Sanctis eius.

BR. c. 58: Et si ... promiserit se omnia custodire et cuncta sibi imperata servare, tunc suscipiatur in congregatione.

BR. c. 33: Ne quis praesumat aliquid dare aut accipere sine iussione abbatis.

BR. c. 39: Sufficere credimus ... omnibus mensis cocta duo pulmentaria.

RC. l. I c. 9: Ponatque super altare chartulam continentem eadem verba.

Ego N.... servitium ac stabilitatem meam his sanctorum pignoribus, obedientiam quoque praelatis huius Ecclesiae secundum Deum, et ordinem vestrum in ea promitto.

RC. l. I c. 10: Si cuncta se servaturum promiserit, ... susceptionis ei aditus non negetur.

RC. l. I c. 15: Certum est eos nihil habere vel possidere, dare vel accipere sine sui prioris licentia debere.

RC. l. II c. 15: Duo fratribus parentur pulmenta.

18. Die Statuten des Prämonstratenserordens[2], den von Anfang an freundschaftliche Beziehungen mit den Benediktinern und Zisterziensern verbanden[3], sind unter dem Generalate des Abtes Hugo von Fosse von Prémontré etwa um das Jahr 1130 entstanden. Der Einfluß des Benediktinerordens zeigt sich schon ganz deutlich in der Bezeichnung der Ordensämter mit „*Abbas*", „*Prior*", „*Subprior*", „*Prepositus*", „*Subprepositus*", „*Cellerarius*", „*Seniores*", in der Übernahme verschiedener Riten, so des *Suscipe me Domine* bei der Profeß, des *Domine labia mea aperies* bei der Segnung des Tischlesers, des *Suscepimus Deus* bei der Fußwaschung, des Regularfastens „a festo sanctae Crucis usque ad Pascha", der Verteilung von Büchern an die einzelnen Kanoniker zu Beginn der Fastenzeit. Auch die Profeßformel hat benediktinischen Charakter; in ihr wird *conversio morum, stabilitas* in loco und *obedientia* versprochen (BR. c. 2, 13, 65, 31, 3, 58, 38, 53, 41, 49). Auffallend ist jedoch, daß sich in den Statuten keine längeren Zitate aus der Benediktinerregel finden; vielleicht hat dies seinen Grund darin, daß sie nicht direkt benützt wurde, sondern nur die *Consuetudines Cluniacenses* und *Hirsaugienses*[4].

BR. c. 39: Sufficere credimus ... omnibus mensis cocta duo pul-

SP. d. I c. 11: Habeantur autem, si fieri potest, singulis diebus ieiunii,

[2] Waefelghem, R. van, Les premiers statuts de l'ordre de Prémontré, Louvain 1913.

[3] Zák A., St. Bernhard und St. Norbert und die Freundschaft ihrer Orden in Zisterzienser-Chronik 31, 1919, 177 ff. Ders., Die Orden der hl. Benedikt und Norbert in ihren wechselseitigen Beziehungen (Studien und Mitteilungen zur Geschichte des Benediktinerordens und seiner Zweige 42, 1923/24, 41 ff.).

[4] Heijman H. Th., Untersuchungen über die Prämonstratensergewohnheiten, Tongerloo 1928, S. 28 ff.

mentaria... Carnium vero quadrupedum omnimodo ab omnibus abstineatur comestio, praeter omnino debiles aegrotos.

BR. c. 58: Praedicentur ei omnia dura et aspera... Et si promiserit se omnia custodire et cuncta sibi imperata servare, tunc suscipiatur in congregatione.

BR. c. 3: Neque praesumat quisquam cum abbate suo proterve aut foris monasterium contendere.

BR. c. 44: Qui pro gravibus culpis ab oratorio et mensa excommunicantur, hora qua Opus Dei in oratorio percelebratur ante fores oratorii prostratus iaceat nihil dicens.

BR. c. 26: Si quis frater praesumpserit ... excommunicato se iungere ... vel mandatum ei dirigere, similem sortiatur excommunicationis vindictam.

BR. 27: Et ideo uti debet omnimodo ut sapiens medicus, inmittere senpectas, id est seniores sapientes fratres qui quasi secrete consolentur fratrem fluctuantem, et provocent ad humilitatis satisfactionem.

duo cocta pulmenta ad unam refectionem ad minus[5]... Pulmentaria intra monasterium sint semper et ubique sine carne ... nisi propter omnino infirmos.

SP. De novitiis probandis: Quibus ad jussum abbatis erectis, exponat asperitatem ordinis, voluntatem eorum exquirens. Quod si responderint, sese cuncta velle servare, dicat abbas post cetera Deus qui...

SP. Item de gravioribus culpis: De gravioribus culpis dicendum est ... si cum abbate vel preposito proterve intus aut foris contendere ausus fuerit... Ad canonicas horas veniat ante ostium ecclesiae et coram intrantibus vel exeuntibus fratribus prostratus iaceat quousique intraverint vel exierint. Nullus autem quoquomodo audeat se ei conjungere vel aliquid mandare Ipse autem domnus abbas, ne in desperationem labi possit, aliquando mittat ad eum seniores qui eum commoneant et ad penitenciam provocent.

Abgesehen von den Bezeichnungen für die Ämter und von der Profeßformel sind in den 1925 ff. in Averbode erschienenen *Statuta Sacri et Candidi Ordinis Praemonstratensis* sämtliche Hinweise auf die Benediktinerregel weggefallen; der 1932 neu erschienene Ritus der feierlichen Profeß hat aber den Vers *Suscipe me Domine* beibehalten.

19. Die Statuten Gregors VIII. für das Andreasstift in Benevent, bestätigt durch Urban III. *Cum ex iniuncto* vom 26. März 1187[6].

Auch hier findet sich die benediktinische Bezeichnung für die Ämter: *Prepositus, Prior, Seniores, Cellerarius* (BR. c. 65, 13, 3, 31).

BR. c. 41: Ab Idibus autem Septembris usque caput Quadragesimae ad nonam semper reficiant.

SB. § 9: Ieiunium continuum erit vobis ab idibus septembris usque ad dominicam Resurrectionem.

[5] Dieser Text wie auch die Angabe über die Profeßformel stammt aus der dritten Auflage der Statuten bei Le Paige I., Bibliotheca Praemonstratensis, Parisiis 1633, 793, 795.

[6] Kehr P., Papst Gregor VIII. als Ordensgründer (Miscellanea Francesco Ehrle II, Roma 1934, 248 ss.).

BR. c. 39: Carnium vero quadrupedum omnimodo ab omnibus abstineatur comestio, praeter omnino debiles aegrotos.	SB. § 10: Carnes in refectorio non edantur nec extra etiam, nisi magna quis debilitate fuerit.
BR. c. 39: Sufficere credimus ... omnibus mensis cocta duo pulmentaria.	SB. § 12: Duobus antem pulmentariis in parabs(ide) debetis esse contenti.
BR. c. 49: Quod sine permissione patris spiritalis fit, praesumptioni deputabitur et vanae gloriae.	SB. § 18: Sed et hoc observari debebit, ne sub hospitalitatis optentu res pauperum et famulorum Dei divitibus huius saeculi et mundanis hominibus pro vana gloria tribuantur."
BR. c. 3: Quotiens aliqua praecipua agenda sunt in monasterio, convocet abbas omnem congregationem... Et audiens consilium fratrum tractet apud se, et quod utilius iudicaverit faciat.	SB. § 37: Ante cum fratribus que sunt agenda disponat et cum conscientia et consilio eorum agat, quod magis expedierit negotiis promovendis.

20. Die Statuten der Regularkanoniker von St. Viktor in Paris[7], entstanden unter Abt Gilduin (1113—1155). Der Einfluß der Benediktinerregel auf diese Statuten dürfte sich dadurch erklären, daß es die Benediktiner von St. Viktor in Marseille waren, die die Chorherren von St. Viktor in Paris in das gemeinsame Leben einführten[8]. Die Bezeichnungen *Abbas*, *Prior*, *Subprior*, *Seniores fratres*, *Cellerarius* sind hier ebenfalls übernommen (BR. c. 2, 13, 3, 31).

BR. c. 3: In omnibus igitur omnes magistram sequantur Regulam.	SSV. c. 3: (Abbas) sic se aliorum magistrum esse cognoscat, ut regulam ipsam debeat habere magistram.
BR. c. 31: Cellerarius monasterii — in domo Dei.	SSV. c. 13: „Ut non nostris sed Beati Benedicti verbis utamur: Cellerarius monasterii — in domo Dei.
BR. c. 58: Praedicentur ei omnia dura et aspera, per quae itur ad Deum. Si promiserit de stabilitate sua perseverantiam, ... post duorum mensium circulum legatur ei haec Regula... Quam petitionem manu sua scribat: aut certe, si non scit litteras, alter ab eo rogatus scribat, et ille novitius signum faciat: et manu sua eam super altare ponat. Quam dum imposuerit, incipiat ipse novicius mox hunc versum: Suscipe me, Domine, secun-	SSV. c. 27, 29 s.: Abbas rursum coram omnibus praedicens ... et cetera quae in ipso ordine duriora et asperiora fuerint, exponens. ... Promittis obedientiam Deo et mihi et huic Sanctae congregationi et perseverantiam stabilitatis tuae... magister novitiorum instruet eos ut manu propria professionem suam scribant, vel si scribere nescierint, ipsimet alios qui scribant exorent ... accedit ad altare, et prius inclinans offert eam super illud

[7] Martène E., De antiquis ecclesiae ritibus III, Antverpiae 1764, 253 ss.

[8] Heimbucher M., Die Orden und Kongregationen der katholischen Kirche, Paderborn 1933, I, 413.

dum eloquium tuum, et vivam: et ne confundas me ab expectatione mea.

BR. c. 38: Lecturus tota hebdomada Dominica ingrediatur. Qui ingrediens post Missas et Communionem petat ab omnibus pro se orari... Et dicatur hic versus in oratorio tertio ab omnibus, ipso tamen incipiente: Domine, labia mea aperies... Frater autem lector hebdomadarius accipiat mixtum priusquam incipiat legere.

BR. c. 51: Frater qui pro quovis responso dirigitur, et ea die speratur reverti ad monasterium, non praesumat foris monducare.

BR. c. 58: „Promittat de stabilitate sua et conversatione morum suorum et obedientia coram Deo et Sanctis eius... De qua promissione sua faciat petitionem ad nomen Sanctorum quorum reliquiae ibi sunt, et abbatis praesentis.

... et stans dicit alta voce: Suscipe me, Domine, secundum eloquium tuum et vivam, et non confundas me ab expectatione mea.

SSV. c. 58: Mensae lector die Dominica post maiorem missam ... dicat ter Domine, labia mea aperies totum versum... Mixtum si voluerit, accipiat.

SSV. c. 59: Frater qui in via dirigitur, si eadem die reverti debeat, nec cum exit, nec cum redit, benedictionem accipit.

Formula professionis. Ego frater N. clericus ... stabilitatem corporis mei ecclesiae B. Victoris promitto coram Deo et sanctis reliquiis eiusdem ecclesiae, in praesentia domini N. praelati, et ceterorum fratrum; emendationem morum meorum praecipue in castitate, in communione, in obedientia.

21. Die Statuten der Kongregation von Marbach bei Kolmar im Elsaß[9], entstanden unter dem ersten Propst Manegold von Lautenbach oder seinem Nachfolger Gerhard (erste Hälfte des 12. Jahrhunderts). Den Statuten liegen jene von St. Rufus in Avignon zugrunde; wie der benediktinische Einfluß zu erklären ist, ließ sich nicht ermitteln.

Die Kapitel 9, 40, 42, 69, 77, 106, 107 sind ganz, die Kapitel 53, 70 zu $^2/_3$, die Kapitel 8 und 117 etwa zur Hälfte der Benediktinerregel entlehnt und zwar den Kapiteln 3, 22, 25, 26, 29, 33, 35, 38, 39, 43, 45, 51, 53. Außerdem enthalten noch die Kapitel 37 und 72 kleinere Zitate aus den Kapiteln 38 und 26 der Benediktinerregel sowie der Profeßritus das dreimalige *Suscipe me* (c. 58, vgl. BR. c. 58). Auffallend ist noch, daß die Iden des September eine Rolle spielen: bei Festsetzung der Abstinenz c. 93, bei Bestimmung der Tagesordnung c. 94, hinsichtlich der Erlaubtheit des Mittagsschlafes und des Trunkes nach der Non c. 95 (vgl. BR. c. 41).

22. Die Gewohnheiten der Regularkanoniker von St. Jakob von Montfort in der ehemaligen Diözese St. Malo in Frankreich[10].

[9] Martène, l. c. 307 ss.

[10] Holstenius L., Brockie M., Codex regularum monasticarum et canonicarum, Augustae Vindelicorum 1759 ss., II, 129 ss.

Schon in der „admonitio praevia“ zu diesen Statuten tritt der enge Anschluß an den Benediktinerorden stark hervor; heißt es doch hier, die Kanoniker „a Cisterciensium prima vivendi ratione vix in ulla re discreparent, quorum usus etiam his in Constitutionibus passim inseruntur.“ Manche Wendungen und Ausdrücke sind direkt der Benediktinerregel entnommen: *Abbas*, *Prior*, *Seniores* (BR. c. 2, 65, 3), *mixtum* (c. 8 und 9 vgl. BR. c. 38), *de bibere post nonam* (c. 21 vgl. BR. c. 35). Ferner enthält der Profeßritus das *Suscipe me* (c. 29 vgl. BR. c. 58).

BR. c. 41: Ab Idibus autem Septembris usque caput Quadragesimae ad nonam semper reficiant.

BR. c. 55: Vestimenta fratribus secundum locorum qualitatem ... dentur... Haec ergo consideratio penes abbatem est ... et scapulare propter opera, indumenta pedum, pedules et caligas. De quarum rerum omnium colore aut grossitudine non causentur monachi... Sufficit enim monacho duas tunicas habere... Femoralia hi qui in via diriguntur, de vestiario accipiant.

GRSI. c. 10: Ab Idibus Septembris usque ad pascha ... singulis diebus ... jejunamus.

GRSI. c. 11: Vestimenta secundum Abbatis providentiam donentur ... de quorum colore aut grossitudine pauperes Christi non murmurent ... sufficiunt tunicae duae ... femoralia, caligae, pedules et propter laborem scapulare.

(Fortsetzung folgt.)

Die Heimat und Abstammung der heiligen Hildegard.

Von **Marianna Schrader OSB, Eibingen-St. Hildegard.**

Die Hildegardisliteratur unserer Tage vertritt mit zunehmender Sicherheit allgemein die Ansicht, die heilige Hildegard sei auf Schloß Böckelheim im Nahegau als Kind des Burggrafen von Böckelheim geboren. Auch in die Veröffentlichungen namhafter Gelehrter wie I. Herwegen[1], H. Fischer[2], H. Schulz[3] fand diese Annahme Eingang. Was die Abstammung der Heiligen betrifft, ist die jahrhundertelang festgehaltene Meinung, welche Hildegards Familie mit den Grafen von Spanheim[4] in Beziehung brachte, von der neueren Forschung aufgegeben. Sie glaubt „mit einem hohen Grad von Wahrscheinlichkeit" Hildegard dem Geschlechte der Freien vom Stein zuweisen zu können. Diese Ansichten über Heimat und Familie der „Prophetissa teutonica" haben heute vor allem ihre Stütze in zwei Untersuchungen von J. May (1905[5] und 1908[6]). Da May seine Forschungsergebnisse in seine Lebensbeschreibung der hl. Hildegard[7] herübergenommen hat, fanden sie weite Verbreitung. Nur F. W. E. Roth bezeichnet in skizzenhaften Ausführungen die heutige Ansicht als „Vermutung"[8].

Eine erneut angestellte eingehende Untersuchung des vorhandenen Quellenmaterials führte uns zu einem anderen, neuen

---

[1] Zuletzt in seiner zusammenfassenden Darstellung: Hildegard v. Bingen in: Lexikon f. Theologie u. Kirche V, Freiburg i. B. 1933, S. 30.

[2] Fischer H., Die hl. Hildegard v. Bingen, die erste deutsche Naturforscherin und Ärztin, München 1927, S. 10 (mit dem Hinweis auf den Vertreter einer anderen Ansicht in einer Anmerkung).

[3] Schulz H., Der Äbtissin Hildegard v. Bingen Ursachen und Behandlungen der Krankheiten, München 1933, S. 3.

[4] Der wechselnden Schreibweise der Eigennamen folgen wir entsprechend der jeweiligen Zeit, der vorliegenden Urkunde oder dem genannten Schriftsteller.

[5] Die Abstammung der hl. Hildegard. (Der Katholik 31, 1905 [zitiert: May A.], S. 298—307).

[6] Die Familie der hl. Hildegard. (Ebd. 37, 2. Heft 1908 [= May B], S. 143—150).

[7] May J., Die hl. Hildegard v. Bingen, Kempten-München 1911 (= May C).

[8] Studien zur Lebensbeschreibung der hl. Hildegard (Diese Zeitschrift 39 (1918), S. 75.)

und, wie uns scheint, gesicherten Ergebnis. Die vorliegende Abhandlung sucht zunächst aufzuzeigen, daß sich die bisherigen Annahmen mit den Quellen des 12. Jahrhunderts nicht belegen lassen. Sie stellt sodann die Entstehung dieser Ansichten fest und verfolgt in großen Zügen ihre Entwicklung im Laufe der Jahrhunderte. Dieser erste Teil wird zugleich die Grundlage bieten für den zweiten Teil, der die Heimat und Familie der hl. Hildegard urkundlich nachweisen will.

I. a) Der Geburtsort.

Die frühesten Quellen[9], die von Hildegards Heimat sprechen, sind die zeitgenössischen Viten der Heiligen. Ihre älteste der Nachwelt überlieferte Biographie, die der beiden Mönche Gotfrid und Diether[10], reicht in ihren Anfängen aller Wahrscheinlichkeit nach noch in das letzte Dezennium der Lebenszeit Hildegards hinein. Denn Gotfrid dürfte das erste Buch der Vita in den Jahren, da er auf dem Rupertsberg das Amt des Propstes bekleidete, niedergeschrieben haben. Er meldet: „In Romana republica regnante Henrico, fuit in Galliae citerioris partibus virgo ... nomine Hildegardis...[11]“ Der Geburtsort Hildegards wird also nicht näher bezeichnet, sondern bleibt unter der allgemeinen Wendung: „in Galliae citerioris partibus,“ dem Gebiet des diesseitigen [Herzogtums] Franken[12] verborgen. Einige Sätze weiter fährt der Biograph fort: „Cum jam fere esset octo annorum ... recluditur in monte sancti Disibodi[13].“ Damit grenzt der Verfasser das weitere heimatliche Gebiet Franken auf einen engeren Kreis ein und führt den Leser in den Nahegau. Wenn Hildegard als achtjähriges Mägdlein in die Klause des Disibodenberges eingeschlossen wird, war sie auch in der näheren oder weiteren Umgegend dieses Klosters beheimatet. Denn es ist kein Grund ersichtlich, der die Eltern Hildegards veranlaßt haben sollte, von der allgemeinen Gepflogenheit abzuweichen und ihr kleines Kind einem ferner gelegenen Kloster anzuvertrauen. Der Fortsetzer und Vollender dieser ersten Vita, der Mönch Diether[14] kommt in seiner Abhandlung auf die Frage nach dem Geburtsort nicht mehr zurück. Mit

[9] Das Schrifttum Hildegards gibt auf die Frage nach ihrer Heimat und Abstammung keine direkte Antwort; wir ziehen die in Betracht kommenden Stellen nur gelegentlich heran.

[10] PLat. CXCVII, col. 91—130. — [11] PLat. c. 91/2. — [12] S. Anm. 19.

[13] Auf die Beziehungen Hildegards zum Kloster Disibodenberg, die sowohl in ihrem Leben wie auch in ihren Schriften eine nicht unwichtige Rolle spielen, weiter einzugehen, liegt außerhalb des Rahmens dieser Abhandlung.

[14] Er bekleidete in seiner Abtei Echternach das Amt des Magister scholarum. S. u. a. Wampach C., Geschichte der Grundherrschaft Echternach I, Luxemburg 1929, S. 84.

den beiden verzeichneten Angaben ist die älteste Quelle erschöpft. Genaueres über Hildegards Heimat weiß sie nicht zu sagen.

Eine zweite Vita Hildegards liegt in einem Fragment des Mönches Wibert von Gembloux vor[15]. In seiner heutigen, nicht ursprünglichen Gestalt bildet es die Fortsetzung eines Briefes Wiberts an Bovo, einen Diakon von St. Salvator und späteren Mönch von Gembloux[16]. Auch Wibert hat seine Vita in ihrer ersten Fassung um 1179 während seines Aufenthaltes auf dem Rupertsberg begonnen[17]. Über Hildegards Heimat berichtet er: „Electa virgo et sponsa Christi Hildegardis, in territorio Maguntinae civitatis, quae in citerioris Germaniae partibus sita est ... in municipio[18] orta est." Wibert stellt also fest: Hildegard ist in dem zur Stadt Mainz[19] gehörigen Gebiete geboren. Das municipium weiß er nicht anzugeben und läßt für eine spätere Eintragung eine Lücke. Vergeblich wandte er sich um das Jahr 1208 an den Abt Gotfrid von Echternach, um Näheres über den Heimatort Hildegards in Erfahrung zu bringen[20]. Gotfrid sandte ihm als Antwort die Vita der Mönche

---

[15] Pitra J. B., Sanctae Hildegardis Opera. Analecta sacra VII. Monte Cassino 1882 (= Pitra), p. 407—414.

[16] Herwegen I., Les collaborateurs de Sainte Hildegarde in: Revue Bénédictine 21 (1904), p. 330 ff.; Sommerfeld G., Zu den Lebensbeschreibungen der Hildegard v. Bingen in: Neues Archiv 35, (1910), S. 579.

[17] Herwegen a. a. O., p. 332 ff.

[18] Pitra a. a. O., p. 407; er hat hier principio; die Anal. Boll. I, Paris 1882, p. 600 verbessern municipio.

[19] Es ist auffallend, daß der deutsche Verfasser der ersten Vita, Gotfrid, Hildegards Geburtsland mit „in Galliae citerioris partibus" bezeichnet, während der Wallone Wibert das Mainzer Gebiet in die „citerioris Germaniae partibus" legt. Gotfrid scheint sich in seiner Ausdrucksweise den alten Schriftstellern Tacitus, Ptolemaeus, wie auch Hieronymus angeschlossen zu haben. Ein Zeitgenosse Gotfrids, Radewicus, nennt gleichfalls Mainz eine civitas Galliae. Dabei dürfte der alte geographische Begriff, unter Gallien das ganze Gebiet zwischen Rhein und Atlantischen Ozean zu verstehen, maßgebend gewesen sein. (Vgl. Serarius N., Moguntinarum rerum, Mogunt. 1604, Lib. I, Cap. X, p. 38, An Galliae vel Germaniae vrbs Moguntina fuerit et sit.) Gotfrid unterscheidet mit dem citerior wohl nur das diesseitige, deutsche Franken vom jenseitigen, dem eigentlichen Frankreich.

Wibert dagegen sieht nur das politische Reich der Germanen, Deutschland, und ihm teilt der Rhein das deutsche Gebiet in ein diesseitiges und ein jenseitiges Germanien. Die Auffassung, Mainz als germanische Stadt zu bezeichnen, findet sich übrigens auch bereits bei Hilarius von Poitiers, De Synodis sive de Fide orientalium (geschr. 358): Coepiscopis Germaniae primae, in qua est prima Moguntia. (Binterim A. J., Geschichte der deutschen Concilien[2], I, Mainz 1851, S. 10.)

[20] Anal. Boll. I, p. 606: Guibertus Godefrido abbati: „Rogo etiam ut nomina patris et matris et villae dominae Hildegardis, si ea retinetis, mihi per litteras notificetis. Scripsi enim de illa aliquid ubi libenter ea inseruissem, si recolere potuissem."

Gotfrid und Diether[21], die aber, wie wir oben gesehen haben, den Geburtsort Hildegards nicht verzeichnet. Im Verlauf seiner Erzählung weiß Wibert ebenfalls von der Einschließung der kleinen Hildegard in die Disibodenberger Klause zu berichten. Er beschreibt ausführlich die Feier der Einführung[22], nimmt aber keine Veranlassung mehr, Hildegards Heimat nochmals zu erwähnen. Mehr als einen Hinweis auf das Mainzer Gebiet gibt also Wiberts Vita nicht.

Den beiden genannten Biographien reiht sich eine dritte aus Gembloux stammende Vita[23] an, die dem 13. Jahrhundert angehört. Sie sollte liturgischen Zwecken dienen, und zwar am Feste der hl. Hildegard bei den Vigilien vorgelesen werden. Deshalb weist sie die Einteilung in acht Lektionen auf. Ihrem Inhalte nach stellt sie eine Kompilation der beiden genannten ersten Viten dar, schließt sich aber hauptsächlich der Vita der Mönche Gotfrid und Diether an. Darum übernimmt sie wörtlich den Hinweis auf Hildegards Heimat: „... in Galliae citerioris partibus" und „Reclusa ... in Monte sancti Disibodi[24]..."

Man könnte vielleicht erwarten, daß das Protokoll, welches zum Zweck des von der Rupertsberger Äbtissin und ihrem Konvent veranlaßten Kanonisationsprozesses im Auftrage Gregors IX. von einer Kommission Mainzer Kanoniker auf dem Rupertsberg aufgenommen und unter dem 16. Dezember 1233 nach Rom eingesandt wurde, über den Geburtsort der Heiligen unterrichten würde; aber es findet sich in dem ganzen Bericht keinerlei Angabe hierüber. Wie die Viten meldet er die Übergabe des achtjährigen Kindes an die Inklusi Jutta auf dem Disibodenberg[25].

Nach den biographischen Aufzeichnungen über St. Hildegard wären die Urkunden und Handschriften des Rupertsberger Klosterarchivs zu befragen. Es darf als sicher angenommen werden, daß ein großer Teil der wichtigsten Urkunden des 12. Jahrhunderts im Original oder in Abschrift auf uns gekommen ist. Anders verhält es sich mit den Handschriften, von denen sich nur wenige in unsere Tage hinüber-

[21] Ebd.: Godefridus abbas Guiberto: „Dilectionem itaque vestram super nominibus patris et matris et villae beatae Hildegardis volentes reddere certiorem, Vitam vobis ipsius sanctae Hildegardis transmisimus quam ... magister Theodoricus composuit, secundum exemplar Godefridi praepositi..."

[22] Pitra, p. 409 f.

[23] Pitra, p. 434—438. — Vgl. zu dieser Vita: Hilpisch St., Der Kult der hl. Hildegard (Pastor bonus, 1934, S. 121).

[24] Pitra, p. 435.

[25] Das Original befindet sich im Staatsarchiv zu Koblenz; hrsg. von Bruder P., Acta inquisitionis s. Hildegardis (Anal. Boll. II, 1883, S. 116 bis 129). — Uns liegt eine not. Abschrift des Originals vor vom 1. Dez. 1665 aus einem Eibingen-Rupertsberger Kopiar, z. Z. im St.-A. Wiesb., II, 14, Kopiar II, fol. 57—66. — Das Protokoll s. a. PLat. c. 131—140.

gerettet haben[26]. Unter den Urkunden findet sich keine, die in ihrer vorliegenden Form auf unsere Frage eine klare Antwort gäbe.

Eine Handschrift dagegen, die von der Rupertsberger Klostertradition als „Fundationsbuch“[27] bezeichnet wird, öffnet einen Weg. Die ältesten Eintragungen — sie bilden den Hauptinhalt der Hs. — geben eine Zusammenstellung der Fundationsgüter, d. i. des gesamten Rupertsberger Güterbesitzes in den letzten 25 Jahren des 12. Jahrhunderts[28]. Fol. 2^v—7^v verzeichnet die Klostergüter im Dorfe Bermersheim bei Alzey. An erster Stelle wird hier von der Übergabe eines Hofgutes (curtis) berichtet. Drei Brüder Hildegards[29] schenkten es gemeinsam dem Rupertsberg. Außer diesem geschlossenen Besitz vergabte jeder der drei Brüder noch eine ganze Reihe von Grundstücken an das Rupertsberger Kloster. Im Fundationsbuch erscheinen diese Familiengüter Hildegards zu Bermersheim sogleich nach den Vergabungen des Pfalzgrafen Hermann von Stahleck zu Bingen. Sie nehmen also einen bevorzugten Platz ein, wie es der Familienstiftung der Gründerin des Rupertsberger Klosters gebührt. Diese Bermersheimer Schenkungen werden mit anderen Stiftungen in einer Urkunde des Mainzer Erzbischofs Arnold am 22. Mai 1158 feierlich als Rupertsberger Klosterbesitz bestätigt[30]. Die Familie Hildegards nannte also zu Bermersheim einen ausgedehnten Güterbesitz ihr eigen, und die Annahme ist berechtigt, daß dieser Ort die Heimat Hildegards sein oder doch nicht allzuweit von ihr entfernt gelegen haben könnte.

Das Dorf Böckelheim dagegen wird im Fundationsbuch unter den Ortschaften, in denen die Rupertsberger Güter lagen,

[26] Die Rettung des Hauptbestandes des Rupertsberger Klosterarchivs vor der alles vernichtenden Brandkatastrophe des Jahres 1632 muß der Vorsorge der letzten Rupertsberger Äbtissin Anna Lerch von Dürmstein zugeschrieben werden. Ein sehr wertvolles, vollständiges Verzeichnis des Bestandes nach 1632 gibt der Eibinger Klosterpropst P. Edmund Watzelhahn OSB. (1731—1768) in seinem Compendium documentorum. Sein Amtsnachfolger P. Joseph Otto OSB. (1768—1788) fertigte eine mit kunstvollen Federzeichnungen versehene, im Geschmacke seiner Zeit gehaltene Abschrift desselben an. Beide Handschriften befinden sich heute mit dem Hauptbestand des Eibinger Klosterarchivs im St.-A. Wiesb., II 14, III 26 und III 31.

[27] Watzelhahn, Comp. doc. an vielen Stellen. Das Fundationsbuch liegt heute im St.-A. Kobl. Das Repertorium dieses Archivs bezeichnet es als Registrum bonorum, Abt. 701 A VII 3, no. 5; unvollständig in: Beyer, Eltester u. Görz, Urkundenbuch der mittelrheinischenTerritorien (=MUB) II, Coblenz 1865, S. 365—391.

[28] Das Fundationsbuch wurde alsbald nach St. Hildegards Tod angelegt. Die letzten Eintragungen von Hand A stammen aus dem Jahr 1195.

[29] Den Nachweis des verwandtschaftlichen Verhältnisses zu Hildegard, das hier im Fundationsbuch nicht erwähnt wird, s. u. S. 209 u. 212.

[30] Org. St.-A. Kobl., Abt. 164; MUB II, no. 46.

nicht erwähnt. Zwar könnte man zur Erklärung hierfür darauf hinweisen, daß Hildegard bei ihrem Wegzug vom Disibodenberg dem dortigen Konvent zum größten Teil den der Frauenklause zugefallenen Grundbesitz überließ. „... relicta illis plurima portione possessionum, quae illi cum sororibus susceptis traditae fuerant, ...“ schreibt Gotfrid in seiner Vita[31]. Doch würde von den Allodialgütern Hildegards zu Böckelheim sich wohl irgendeine Spur in der Rupertsberger Klostergeschichte erhalten haben, wie denn Bermersheim bis zur Aufhebung des Rupertsberger-Eibinger Klosters im Jahre 1802 eine große Rolle spielte. Nirgends jedoch findet sich auch nur die geringste Andeutung auf Böckelheimischen Besitz.

Ob eine gründliche Durcharbeitung der Rupertsberger Klosterarchivalien des 13.—15. Jahrhunderts, die sich heute zum größten Teil im Staatsarchiv zu Koblenz befinden, genauere Angaben bringen wird, dürfte bezweifelt werden, da die früheste Zeit der Rupertsberger Klostergeschichte über diesen Punkt so schweigsam ist. Soweit wir bis jetzt Einblick nehmen konnten, geben die zwei folgenden Jahrhunderte keine bestimmteren Nachrichten über St. Hildegards Geburtsort.

Das Schweigen der Frühzeit bricht zum erstenmal Abt J. Trithemius (1462—1516). In seinen *Annales Hirsaugienses* weiß er zum Jahre 1150 zu melden: „Fuit autem haec sanctissima virgo ... oriunda ex comitatu Spanhemense de villa Bickelleheim dicta...“ Im *Chronicon Hirsaugiense* hat er zum gleichen Jahre 1150 fast denselben Text; statt „de villa Bickelleheim“ steht hier „in villa Bickelnheim“. Sein *Chronicon Sponheimense* verzeichnet zum Jahre 1136 den Geburtsort Hildegards mit den Worten: „... in vico qui Bickelnheim dicitur“... Wie kommt Trithemius zu der Feststellung, Hildegard sei in Böckelheim geboren? Er hat keine Belege für seine ganz neue Nachricht angeführt, darum bleiben wir auf Vermutungen angewiesen. Will Trithemius hier eine Ortstradition vortragen, oder ist seine Aufstellung nur eine Kombination, die ihn, den Sponheimer Abt, von dem Grafen von Spanheim zu dessen Vasallen und dem angeblich im Spanheimischen Territorium gelegenen Böckelheim führte[32]? Oder stammt diese neue Nachricht aus dem Kloster Rupertsberg, mit dem er als Abt von Sponheim 1483—1505 enge Fühlung gewonnen hatte? Da, wie wir gesehen haben, die ältesten Rupertsberger Quellen nichts über den Geburtsort Hildegards berichten und bis auf Trithemius der Name Böckelheim in dieser Beziehung nicht genannt wird, ist nicht anzunehmen, daß diese Angabe vom Rupertsberger Kloster ihm übermittelt worden sei.

[31] PLat. c. 98B. — [32] Vgl. May A, S. 300f.

Es ist noch zu bemerken, daß Trithemius in den Hirsauer Chroniken nur von der villa Bickelleheim und in der Sponheimer Chronik von dem vico Bickelnheim spricht. An keiner Stelle bezeichnet er das castellum oder die arx Böckelheim als Hildegards Geburtsstätte, obgleich der eindrucksvolle Anblick der mächtigen Burgfeste oft das Auge des Sponheimer Abtes gefesselt haben mag. In seinen Gedankengängen scheint sie sich nicht mit der ihm so vertrauten und von ihm hochverehrten hl. Hildegard verbunden zu haben. Er weist dem angeblichen Vasallen der Stifterfamilie seines Klosters die villa Böckelheim als Wohnort an.

Der Wert der Nachricht des Trithemius über Hildegards Geburtsort wird bereits stark herabgemindert durch den Mangel jeglichen Quellennachweises. Die Tatsache, daß seine weiteren Angaben über die Beziehungen der Familie Hildegards zu den Grafen von Spanheim und über das Spanheimische Territorium unrichtig sind (darüber wird im nächsten Abschnitt berichtet werden), erlaubt es auch, die Richtigkeit seiner Nachricht über Hildegards Geburtsort in Zweifel zu ziehen. Sie dürfte also nicht als Tatsache, sondern nur als Vermutung gewertet werden.

Mit Trithemius ist Böckelheim endgültig als Geburtsort Hildegards in ihre Lebensbeschreibungen eingegangen. Und die folgenden Jahrhunderte spinnen den angeknüpften Faden eifrig weiter. 1524, zehn Jahre nach Vollendung der *Annales Hirsaugienses*, schreibt Jacob Köbel zu Oppenheim die *Legend von der seligen jungfrawen sant Hildegard*. Auch der Stadtschreiber J. Köbel stand wie Trithemius in persönlichen Beziehungen zum Rupertsberger Kloster. Er widmet sein fein mit Holzschnitten geziertes Büchlein der trefflichen Rupertsberger Äbtissin Adelheit von Ottenstein (1502—1527)[33]. Seine *Legend* ist im wesentlichen die erste deutsche Übersetzung der ältesten Hildegardis-Vita der Mönche Gotfrid und Diether. Sie beschränkt sich jedoch auf die zwei ersten Bücher und erlaubt sich auch beliebige Zusätze, Textstreichungen und Veränderungen. Den Geburtsort Hildegards hat Köbel von Trithemius übernommen und läßt Hildegard im „Flecken Bickelnheym“[34] geboren werden.

Wir rücken ein Jahrhundert weiter vor zum Jahre 1624. Caspar Lerch v. Dürmstein, der Bruder der letzten Rupertsberger Äbtissin Anna Lerch v. Dürmstein (1611—1642) hat seine *Series antiquitatis* zusammengestellt[35]. Sie enthält die Äbtissinnenreihe des Rupertsberger Klosters und seiner Nonnen. Nach

[33] A. a. O. fol. II. — [34] A. a. O. fol. XV.
[35] „Meyntz bey Anthonio Stroheckern“ 1627.

Caspar Lerch ist St. Hildegard nicht mehr im Flecken, sondern im Schloß Wald-Böckelheim geboren. Er ist der erste, der Schloß Böckelheim ausdrücklich als die Geburtsstätte Hildegards bezeichnet. Baut der Verfasser seinen Äbtissinnen- und Nonnenkatalog durchweg auf dem ihm wohlvertrauten Handschriften- bzw. Urkundenmaterial des Rupertsberger Klosterarchivs auf, so fehlen diese Nachweise bei seinen Angaben über die erste Rupertsberger Äbtissin gänzlich. Er verweist nur auf Köbel und Trithemius[36].

Die folgenden Jahrhunderte bringen keine neuen Forschungsergebnisse mehr. Deshalb sei nur kurz die Stellungnahme einiger namhafter Gelehrter erwähnt. J. Mabillon (1632—1707) greift in den *Annales Ord. S. Benedicti* auf Trithemius zurück, wenn er schreibt: „Haec Hildegardis in villa Bikelheim dioeceseos Moguntinae in Spanheimensi pago ... nata[37]."

Der Bollandist J. Stilting, der über Hildegard in den *Acta SS* zur Ausgabe des Jahres 1755 ein umfangreiches Material zusammengeschlossen hat[38], gibt zu unserer Frage den Text einer Utrechter Handschrift, der den beiden Viten der Mönche Gotfrid-Diether und Wibert entnommen ist, und führt die oben erwähnte Stelle aus Trithemius, *Annales Hirsaugienses*, wörtlich an[39]. — Pitra läßt in dem Prooemium zu seinen *Analecta S. Hildegardis* den Geburtsort Hildegards unerwähnt. Der Vater der Heiligen ist der Vasall des Grafen Meginhard von Spanheim „in Palatinatu et dioecesi Moguntina"[40]. — Die deutschen Hildegardisforscher des 19. Jahrhunderts L. Schneider [41] und J. Ph. Schmelzeis[42] wollen es nicht entscheiden, ob Hildegard auf der Burg oder im Dorfe Böckelheim geboren sei. F. A. Reuß[43] dagegen nimmt mit Bestimmtheit die Burg Böckelheim als Hildegards Geburtsstätte an. Damit sind wir zur Gegenwart vorgedrungen, deren Auffassung wir bereits eingangs festgestellt haben.

Bevor wir zur Untersuchung der zweiten Frage nach der Abstammung Hildegards schreiten, mögen noch einige Gründe gestreift werden, die bestimmend sein könnten, Hildegards Ge-

[36] A. a. O. S. 3.

[37] Mabillon J., *Annales Ord. S. Benedicti.* T. VI, Paris 1739, p. 353, no. CXXXI.

[38] ASS, 17. Sept., V, c. 628—79 (ed. nov.); PLat, c. 10—90.

[39] PLat. c. 12 u. 13. — [40] Prooemium, p. V.

[41] Die Ergebnisse seiner eingehenden Studien sind nur in Manuskripten erhalten. Sie befinden sich im Pfarrarchiv zu Eibingen und Diözesanarchiv zu Limburg.

[42] In seinem auf Grund der Schneiderschen Handschriften verfaßten Leben und Wirken der hl. Hildegardis, Freiburg 1879, S. 39/40.

[43] Reuß F. A., De vita et scriptis S. Hildegardis, Notitia. PLat., c. 139/40.

burtsstätte auf Burg Böckelheim zu verlegen. Es ist vor allem die unmittelbare Nachbarschaft des Disibodenberges. Darum wäre es verständlich, wenn ein Burgvogt von Böckelheim sein Kind der nahen Disibodenberger Klause anvertraut hätte. Die Geschichte bezeugt auch, daß tatsächlich Beziehungen bestanden haben. Die früheste ist eine Vergabung von Grundstücken in Boos auf Bitten des Erzbischofs Willigis von Mainz (975 bis 1011) durch Kuno de Beckilnheim, Herzog von Schwaben, an den Disibodenberg[44]. — Einige Jahrhunderte später errichtete ein Burgvogt von Böckelheim eine Kapelle in der Klosterkirche und wählte sie zur Grabstätte für seine Familie. Am 24. Oktober 1615 besuchte der Mainzer Historiker Georg Helwich die Ruinen des Disibodenberger Klosters und zeichnete mit anderen Inschriften die erhaltene Grabinschrift des Burggrafen auf: „Anno Dni M°CCC°LXXXVII° alter[a] die post [festum S.] Gregorii Papae obiit Antelmannus miles de Graswege Burgrauius in Beckelnheim[45].“ — Die starke Feste Böckelheim bedeutete für den jeweiligen Besitzer einen nicht geringen Stützpunkt seiner Macht. Und diese Bedeutung mag die Burgherren, die in der wechselvollen Geschichte der Reichsfeste oft einander ablösten[46], wohl bestimmt haben, einen fähigen und angesehenen Ritter unter seinen Ministerialen als Burggrafen auszuwählen, der seine Macht und seine Rechte zu wahren und zu verteidigen wußte.

Das Ergebnis dieses Abschnittes über den Geburtsort Hildegards kann in folgende Punkte zusammengefaßt werden:

1. Die frühesten Quellen bis auf Trithemius nennen keinen Geburtsort Hildegards.
2. Der einzige Ort, den sie mit der Familie Hildegards in Verbindung bringen, ist Bermersheim bei Alzey.
3. Trithemius ist der erste, der ohne Quellennachweis den bisher unbekannten Ort Böckelheim in die Lebensbeschreibungen Hildegards hineinwirft.
4. Alle späteren Schriftsteller können Böckelheim nicht weiter als auf Trithemius zurückverweisen.

[44] Stimming M., Mainzer Urkundenbuch (= Mz UB) I, no. 553. Darmstadt 1932. — Büttner, H., Studien zur Geschichte des Disibodenberges (diese Zeitschrift 52, [1934], S. 23); s. a. May A, S. 302.

[45] Helwich Georg, Syntagma Monumentorum et Epitaphiorum, Org.-Hs. in der Seminarbibliothek zu Mainz. Es sei hier vermerkt, daß unter den von Helwich auf dem Disibodenberg aufgezeichneten Grabinschriften wiederholt der Name de Lapide mit dem Wappen der Steinkallenfels vorkommt und zwar aus den Jahren 1309—1353. — Minn, Das Geschlecht der Reichsfreiherrn vom Stein und die hl. Hildegard (KV no. 653, 17. Sept. 1929), spricht — ohne Quellenangabe — von zwei Urkunden: 1309 Mai 1. und 1321 Juli 4., die einen Ritter Johann von Stein-Kallenfels als Burggrafen von Böckelheim nachweisen sollen.

[46] May A, S. 302 ff.

b) Die Abstammung.

Wieder ist es Hildegards erster Biograph Gotfrid, der die älteste Nachricht über die Familie der Heiligen verzeichnet. Er meldet:

... fuit ... virgo, tam generis quam [et] sanctitatis ingenuitate illustris nomine Hildegardis, patre Hideberto [Hildeberto], matre Mechtilde [Mechilde][47] progenita. Qui, licet mundanis impliciti curis et opulentia conspicui, creatoris tamen donis non ingrati...[48]

Hildegard gehört also einem freiadligen Geschlechte an. Den Namen dieses angesehenen Geschlechtes jedoch erfahren wir nicht. Nur die Vornamen der Eltern überliefert Gotfrid. Die Familie besitzt großen Reichtum, und in ihrem Leben nehmen die Dinge dieser Welt einen breiten Raum ein. Aber Frömmigkeit, die das ganze Geschlecht auszeichnete, ist als Erbe auch auf Hildegards Eltern übergegangen.

Befragen wir die zweite Vita Hildegards, die des Mönches Wibert von Gembloux. Hier herrscht dieselbe Unwissenheit, die uns schon bei der Frage nach dem Geburtsort begegnete. Wibert weiß nicht einmal die Vornamen, geschweige denn das Geschlecht der Eltern zu nennen. Für einen späteren Nachtrag läßt er auch hier eine Lücke:

Parentes ejus, quorum alter altera vocata est, saecularis fastu nobilitatis sublimes, opum terrenarum affluentia exuberantes, famae cele-[b]ritate illustres, et quod his excellit, devotione sanctorum et affectuum et operum in Deum ferventes, nomen habuere grande, juxta nomen magnorum qui sunt in terra[49].

Übereinstimmend mit Gotfrid rühmt Wibert die angesehene Stellung, den Reichtum und die Frömmigkeit der Familie. Die bei Gotfrid maßvoll gehaltenen Ausdrücke sind bei Wibert sehr gesteigert, was seinem etwas überschwenglichen Temperament zugeschrieben werden möge. Immerhin beweisen sie, daß Hildegard einem angesehenen, vornehmen Geschlechte angehörte.

Die dritte in Form der Vigil-Lesungen gehaltene Vita vermerkt nur: „... nobilibus est orta natalibus virgo beata[50]". Da sie nur einen Auszug der beiden ersten Viten darstellt, ist hier eine eingehende Auskunft nicht zu erwarten.

Die *Acta inquisitionis* verzeichnen aus dem Zeugenbericht

---

[47] Die in Klammer gesetzte richtigere Schreibweise folgt dem großen Rupertsberger Kodex in der Landesbibliothek zu Wiesbaden, der auf fol. 317ra bis 327^{vb} unsere Vita in der ältesten bisher bekannten Fassung enthält.

[48] PLat c. 92/93.

[49] Pitra p. 407. Es ist erstaunlich, daß Wiberts Vita in den zwei ersten Sätzen solche Unkenntnis zeigt. Sie deutet aber darauf hin, daß seine Aufzeichnungen auf dem Rupertsberg über flüchtige Notizen nicht hinausgewachsen sind und er es mit einer Hildegardis-Vita noch nicht ernst nahm.

[50] Pitra p. 435.

des Kustos Bruno von St. Peter zu Straßburg die kurze Angabe: „quod a nobilibus parentibus originem duxit“[51].

Den Geschlechtsnamen Hildegards sucht man also in ihren Viten vergeblich. Gotfrids Biographie kennt nur die Vornamen ihrer Eltern: Hildebert und Mechild; die beiden anderen Viten nennen auch diese nicht. Man könnte aber wohl erwarten, den Namen des Vaters in einer Urkunde des Disibodenberges zu finden, dem Hildebert, seitdem sein Kind in der Frauenklause weilte, nahestand. Auch dürfte er, wie es Sitte war, für seine kleine Hildegard dem Disibodenberger Kloster eine Mitgift an Grundbesitz übergeben haben. Doch Hildeberts Name erscheint nicht in den Urkunden des Disibodenberges[52], auch nicht in der großen Urkunde des Erzbischofs Adalbert I. von Mainz aus dem Jahre 1128, in der dieser die Schenkungen seiner Vorgänger und frommer Laien bestätigt[53].

In seinem Vitafragment bezeichnet Wibert von Gembloux Hildegard als das zehnte Kind ihrer Eltern. Hildegard hatte also noch eine ganze Anzahl von Geschwistern. Einen Bruder Hildegards weiß denn auch Wibert selbst zu nennen. Er schreibt in einem Briefe an den Villarenser Mönch Radulf:

Consequenti tempore ... adest etiam episcopus noster, Leodiensis videlicet, qui in ecclesia Maguntina a fratre ipsius Dominae Hildegardis bonae memoriae Hugone, cantoro, ab infantia educatus[54]...

Mit dieser Nachricht Wiberts ist der Kantor der Mainzer Kirche Hugo als der Bruder der hl. Hildegard nachgewiesen. Hugo war also Mitglied des Mainzer Metropolitankapitels[55]. Er

---

[51] PLat. c. 136 B.

[52] Vgl. Mz UB I; MUB I; Stumpf K. F., Acta Mogunt. sc. XII., Innsbruck 1863; Sauer W., Cod. dipl. Nass. I, Wiesbaden 1886.

[53] Mz UB no. 553. Diese Urkunde führt auch eine bedeutende Stiftung des Grafen Meginhard von Spanheim zugunsten seiner Schwester Jutta auf: Item comes Megenhardus de Spanheim villam Nuwenkirchen appelatam cum omnibus ad eam pertinentibus ecclesiam videlicet cum decima, mancipiis, agris, silvis, pratis, pascuis, cultis et incultis, et colendis, viis et inviis, aquis (et) aquarumque, decursibus, molendinis, sororis sue domne Jutte laudabili voto satisfaciens eadem libertate, qua mater eius domna Sophia, et ipse post illius obitum possederat, deo ac sancto Dysibodo cum ipsa obtulit et eam, sicuti desideravit et ardencius expetivit, omnibus secularibus pompis exutam, ut ibidem includeretur obtinuit. Diese Schenkungsbestätigung Adalberts ist zugleich ein urkundliches Zeugnis — vielleicht das einzige dieser Art — für das Bestehen der Frauenklause auf dem Disibodenberg.

[54] Pitra p. 579.

[55] Dem Kantor war vor allem die Sorge für den Gottesdienst, die Leitung des Chores seiner Kathedralkirche und der Domschule übertragen, wo er sich auch an der Erziehung der Domschüler beteiligte. — Der Kantor des Mainzer Kapitels gehörte zu den drei Würdenträgern, denen bei gewissen feierlichen Anlässen das Tragen der Mitra gestattet war (Serarius a. a. O. p. 73). — Die Zugehörigkeit Hugos zum Mainzer Domkapitel möchten wir nicht als Beweis für seine edelfreie Geburt heranziehen. Zwar gehörten

ist, wie schon May dargelegt hat[56], eine in den Rupertsberger Quellen wiederholt erscheinende Persönlichkeit[57]. Drei Urkunden, die ihn nennen, seien im folgenden aufgeführt. Sie gehören zu den frühesten des Rupertsberger Klosters. Alle drei sind von Mainzer Erzbischöfen ausgestellt:

I. Erzbischof Heinrich I. von Mainz bekundet die Gründung des Nonnenklosters Rupertsberg bei Bingen und schenkt demselben einen Mühlenplatz bei Lorch am Rhein, 1152[58] (= U I).

II. Erzbischof Arnold von Mainz bestätigt dem Kloster Rupertsberg bei Bingen seine Besitzungen. Mainz 1158, Mai 22[59] (= U II).

III. Erzbischof Arnold von Mainz regelt die Beziehungen des Klosters Rupertsberg zum Kloster Disibodenberg. Mainz 1158, Mai 22[60] (= U III).

In U I, die außerordentlich wertvolle Einblicke in die Frühgeschichte des Rupertsberger Klosters bietet, findet sich unter den Zeugen der Name Hugo, und zwar stehen hier die Mitglieder des Mainzer Domkapitels an erster Stelle: Wilhelmus magister, Hartmannus prepositus und als dritter Hugo. Er ist noch einfacher Kanonikus. Ihm folgt Cuno abbas S. Disibodi. UU II und III, von demselben Aussteller und unter demselben Datum erlassen, weisen mit ganz wenigen Ausnahmen die gleiche Zeugenreihe auf. Wieder steht das Mainzer Kapitel an der Spitze. Diesmal erscheinen seine fünf Würdenträger vollzählig, unter ihnen als fünfter Hugo Kantor. Jetzt — die Urkunde fällt sechs Jahre später — ist er zur Würde des Kantors aufgestiegen. Derselbe Hugo wird aber auch im Kontext dieser Urkunde als Hugo cantor de domo angeführt. Er hat nämlich dem Rupertsberger Kloster Güter zu Bermersheim überwiesen. Von dieser Schenkung sprachen wir bereits oben (S. 203). An diesen Hugo knüpft May seine Hypothese, Hildegard „mit einem hohen Grad von Wahrscheinlichkeit" dem Ge-

---

nach Eltester, MUB II, S. CXXXII, um diese Zeit die Mitglieder des Mainzer Kapitels dem reichsfreien Adel an. Werminghoff A., Verfassungsgeschichte d. dtsch. Kirche im MA., Leipzig 1913, S. 146, nennt nur die Kapitel von Straßburg und Köln. Biskamp E. F., Das Mainzer Domkapitel bis zum Ausgang des 13. Jahrhunderts, Marburg 1909, S. 57, weist, allerdings erst für das 13. Jahrhundert, Mainzer Ministerialenfamilien im Domkapitel nach.

[56] May B, S. 144 f.

[57] May irrt, wenn er zu seiner Beweisführung den Brief XCI der Migne-briefsammlung heranzieht (PLat c. 311). Hier hat dieser Brief nicht, wie May angibt, die Überschrift Hugo de domo ..., sondern nur H. de domo. Das H. bei Migne kürzt aber nicht Hugo, sondern Hermanus nach dem gr. Rupertsberger Kodex zu Wiesb., der fol. 359[ra] den Brief enthält: Hermanus prepositus de domo in Moguntia Hildegardi. (Zedler G., Die Handschriften der Nass. Landesbibliothek zu Wiesbaden, Leipzig 1931, S. 12, Briefnummer 139.)

[58] Abschrift im St.-A. Würzb., RAK 730/2448; Stumpf a. a. O. S. 51.

[59] Diese Urkunde wurde bereits S. 203 erwähnt.

[60] Org. St.-A. Kobl., Abt. 164; MUB I, no. 636.

schlechte der Freien vom Stein zusprechen zu können[61]. Es ist ein leichtes, die Ansicht Mays zu widerlegen. May baut seine Beweisführung auf U II auf. In dieser Urkunde wird mitgeteilt, ein liber homo, Hugo de Lapide, sei von der Witwe des Pfalzgrafen Hermann von Stahleck bevollmächtigt worden, daß er die dem Kloster Rupertsberg gemachten Schenkungen der beiden Ehegatten in feierlicher Weise vor dem Erzbischof Arnold „ad altare predictę ecclesię iusta oblatione per omnia offert". Wir können die Argumente Mays übergehen, mit denen er die Identität des Hugo cantor de domo mit dem eben genannten Hugo de Lapide nachweisen will und kehren zu U I zurück. Sie war May nicht unbekannt, denn er hat sie in den Anhang seiner Lebensbeschreibung der hl. Hildegard aufgenommen[62]. Hier steht, wie wir eben dargetan haben, als dritter in der Reihe der Mainzer Domherren Hugo. In derselben Urkunde erscheint in der langen Zeugenreihe unter den ausdrücklich als Liberi eingeführten Testes Hugo de Lapide. Auch wenn der Kanonikus Hugo in der Urkunde nicht genannt wäre, die Tatsache allein, daß Hugo de Lapide unter die Liberi (nicht unter die Clerici) eingereiht ist, beweist die Unmöglichkeit der Identität des Hugo Cantor und des Hugo de Lapide. Die strenge Stufung der Zeugen, die die feierlichen Urkunden des Mittelalters, der Rangstellung des Heerbanns folgend, beobachten, wird niemals ein Mitglied des Metropolitankapitels unter die Liberi einreihen, besonders dann nicht, wenn der Bischof der Kirche selbst der Aussteller der Urkunde ist.

Ist aber Hugo Cantor nicht Hugo de Lapide, so fällt die weitere Schlußfolgerung Mays weg, die Schwester des Hugo Cantor, die hl. Hildegard, dem Geschlecht derer vom Stein zuweisen zu wollen. Hugo de Lapide sinkt in die Reihe der übrigen in den Urkunden genannten Personen zurück, und das Geschlecht derer vom Stein ist, solange nicht andere Beweise vorgelegt werden können, für die Abstammung der hl. Hildegard abzulehnen.

Noch weiter in die Familie der Heiligen hinein führen die Bermersheimer Güterschenkungen der drei Brüder Hildegards.

In Bermeresheim dederunt dominabus nostris Hugo et fratres eius Roricus et Trutwinus curtim unam cum ędificiis et iuxta istam quatuor alias incultas.

Der schon bekannte Hugo steht also in der Aufzeichnung des Fundationsbuches an erster Stelle, aber ohne den Zusatz Cantor. U II jedoch, die diese Bermersheimer Stiftungen für den Rupertsberg bestätigt, bezeichnet ihn ausdrücklich als Hugo cantor de domo. Ihm folgen im Fundationsbuch Roricus und Trutwinus. Den letzteren führt auch U II nach dem

[61] May B, S. 145 ff. — [62] May C, S. 518—520.

Mainzer Kanonikus Hugo auf: „et frater eius Drutwinus". Weder das Fundationsbuch noch die Rupertsberger Urkunden erwähnen das nahe Verwandtschaftsverhältnis zu Hildegard. Da Hugo aber durch Wibert als Bruder Hildegards erwiesen ist, sind es auch die im Fundationsbuch ausdrücklich als Brüder Hugos bezeichneten Roricus und Trutwinus. Ein Familienname wird keinem der drei Vornamen hinzugefügt, im Gegensatz zu einem Dietericus de Flanheim im Fundationsbuch und einem Vdalricus comes de Are in der U II. Eine verwandtschaftliche Beziehung dieser beiden zu Hildegard und ihren Brüdern ist nicht vermerkt. — Im Anschluß an eine Güterschenkung des Roricus zu Bermersheim meldet das Fundationsbuch in der gleichen Zeile: „Item in eadem uilla pro Clementia sorore nostra data est nobis curtis una[63]." Es ist dies eine in der Handschrift wiederholt vorkommende Formel, die nur die Namen wechselt für Vergabungen an den Rupertsberg zugunsten dort eingetretener Nonnen. Da kein Verwandtschaftsverhältnis zu den Brüdern Hildegards angegeben wird, muß es dahingestellt bleiben, ob Clementia dem engsten Familienkreise der Rupertsberger Meisterin angehört habe.

Der schon erwähnte Brief Wiberts an Radulph berichtet von einem Mönch, der bei seiner Ankunft auf dem Rupertsberg das Amt eines praepositus bekleidet, d. h. die äußeren Geschäfte des Klosters besorgt habe, und bezeichnet ihn als Bruder Hildegards. Dieser Mönch sei vordem Kanonikus an der Mainzer Kathedrale gewesen[64]. Seinen Namen fügt er jedoch nicht bei, auch nicht bei Erwähnung seines Todes im weiteren Verlauf des Briefes. Daß dieser Mönch der im Fundationsbuch und in der U II genannte Trutwinus sei, ist nicht anzunehmen, da er in U II ohne jede Beifügung, die seinen Stand andeuten würde, angeführt ist. — Im gleichen Schreiben Wiberts findet sich die oben wiedergegebene Stelle, die Hugo als Bruder Hildegards nachweist. Sie bringt aber Hugo nicht mit dem vorher genannten praepositus in Beziehung. Somit ist nicht zu entscheiden, ob Wibert nur von Hugo oder von zwei verschiedenen Personen spricht. Es wäre aber befremdlich, daß dieser Hugo Mönch gewesen sein sollte, wovon sich nirgends eine Nachricht findet[65].

Das älteste Rupertsberger Nekrologium, in welches zur täglichen Verlesung beim Gottesdienst (Prim) auch Verwandte und Wohltäter des Klosters eingetragen wurden, gedenkt am

[63] Fol. 3; MUB II, S. 368.

[64] Roth a. a. O. S. 76 bezeichnet diesen Mönch als einen gewesenen Kanoniker von St. Stephan zu Mainz. Er verwechselt ihn aber mit einem zweiten Mönch, von dem an derselben Stelle die Rede ist, den aber Wibert klar von einem verwandtschaftlichen Verhältnis zu Hildegard ausschließt.

[65] Vgl. Pitra, Prooemium p. V u. p. 578, Anm. 2.

19. November eines „Roricus, sacerdos et canonicus in Tholegia“[66]. Es ist nicht ausgeschlossen, daß dieser Roricus identisch ist mit dem im Fundationsbuch genannten. Ein anderer Beweis als die Tatsache dieser Eintragung im Nekrologium, die eine nähere Beziehung zum Rupertsberger Kloster einschließt, und die Namensgleichheit kann jedoch nicht angeführt werden.

Im ersten Abschnitt unserer Darlegungen (S. 203) wurde bereits festgestellt, daß das Fundationsbuch Böckelheim als Ortsnamen nicht nennt. Dreimal jedoch kommt er dort als Familienname vor. Bei der Aufzählung der Rupertsberger Weinberge zu Gensingen fol. 39^{r}: „Franko de Bekkelnheim qui dedit nobis duos mansos, in Genzingen. . . . Dithericus de Bekkelnheim qui dedit nobis in eadem uilla III iurnales[67]“. Eine spätere Eintragung um 1270 auf fol. 14^{v} nennt eine Rupertsberger Nonne Gertrudis de Bekkelnheim. Das älteste Rupertsberger Nekrologium erwähnt den erstgenannten Franko am 28. Dezember: „Franko l[aicus] qui dedit nobis duos mansus [!] in Gencingen[68].“ Von einem Verwandtschaftsverhältnis zu Hildegard oder ihren Brüdern ist an keiner Stelle die Rede, und eine Zugehörigkeit Hildegards zu einer Familie von Böckelheim ist nicht nachweisbar. Wie für ihren Geburtsort scheidet der Name Böckelheim also auch für Hildegards Abstammung aus.

Das Fundationsbuch, das geradezu eine Fülle von Namen enthält und einen interessanten Einblick in die weitverzweigten Beziehungen des Rupertsberger Klosters gestattet, hat den Familiennamen Hildegards nicht überliefert. War es selbstverständlich, daß jedermann ihn kannte? Immerhin hat unsere Hs. auch den Geschlechtsnamen nicht aufgezeichnet, so bezeugt sie doch drei Brüder Hildegards: Hugo, Roricus und Trutwinus.

---

[66] Org.-Fragment St.-A. Wiesb., Abt. VI, C 13; Sauer, Beiträge zur Gesch. d. Klöster Rupertsberg und Eibingen in: Annalen f. Nass. Altertumskunde 17, 1882, S. 3. — Die Anlage des Nekrologiums reicht noch in die Regierungszeit S. Hildegards zurück, wie sich aus eingetragenen Namen schließen läßt. Es ist von besonderem Interesse, die Beziehung dieses Nekrologs zum Fundationsbuch festzustellen. Im Anschluß an das letzte Ergänzungsblatt des Monats Dezember beginnt im Nekrologium sofort auf derselben Seite das älteste bis jetzt unveröffentlichte Güterverzeichnis des Rupertsberges; und zwar greift es auf die im Nekrolog genannten Personen zurück und führt ihre Schenkungen im einzelnen auf. Wörtlich übernimmt das Fundationsbuch Eintragungen dieser ersten Aufzeichnungen und erweitert dieselben; z. B. die Aufzählungen der Weinberge zu Bingen fol. 36^{r} oder die Güter zu Longesheim fol. 12^{r}. Auch die Art der Aufzeichnung stimmt in beiden Hss. überein: Gütereintragungen wechseln mit dazwischengestreuten kleinen Urkunden, die die ersteren bestätigen. Das Bedürfnis nach einer nicht nur zufälligen, sondern geordneten Güteraufzeichnung veranlaßte alsbald die Anlage des großen Fundationsbuches. So ist das Fundationsbuch aus dem Nekrologium hervorgegangen.

[67] MUB II, S. 383. — [68] Sauer a. a. O. S. 9.

Wir verlassen den Geschwisterkreis Hildegards, über den die ältesten Rupertsberger Quellen eingehendere Nachrichten nicht übermitteln und treten in den weiteren Verwandtschaftskreis hinaus. Hier können drei Personen namhaft gemacht werden: Erzbischof Arnold I. von Trier (1169—1184), Wezelin, Propst von St. Andreas zu Köln, und der Nachfolger Wezelins in St. Andreas, Gilbert. Daß Erzbischof Arnold ein Verwandter Hildegards war, erhellt aus einem Briefe, den er selbst an die Heilige richtet: „... dilectae in Christo cognatae suae ...“ begrüßt er Hildegard in der Anrede und fährt fort: „... Amicitia cognatione coelestis est... Cum autem ab ineunte aetate ulnis veri amoris nos amplexi sumus...“ In demselben Schreiben nennt er den Propst von St. Andreas seinen Bruder: „Fratrem nostrum praepositum S. Andreae[69]...“ Den näheren Verwandtschaftsgrad bestimmt Wibert in dem oft genannten Brief an den Mönch Radulf: „Reverendae memoriae domnus Wescelinus, nepos ejus familiarissimus ei, sancti Andreae Coloniensis praepositus[70]...“ Erzbischof Arnold und Wezelin waren also Neffen der hl. Hildegard. Von Gilbert meldet Wibert in demselben Brief: „Cuius [Wezelini] obitu comperto, cum eas [quaestiones] a domno Gilleberto canonico, nepote ipsius ... qui ei et in domo et in praepositura successit ... exigerem.“ In Gilbert haben wir demnach einen Großneffen Hildegards vor uns.

Mit Erzbischof Arnold von Trier leuchtet in der Lebensbeschreibung Hildegards zum erstenmal der Name eines Geschlechtes auf, das mit ihr in verwandtschaftlicher Beziehung steht. Arnold und Wezelin waren Söhne Wirichs von Walecurt. Der Stammsitz dieser Familie ist die Burg Walecurt in Lothringen. Das Geschlecht gehört dem hohen Adel an, dem Stande der Edelfreien[71], die klar von dem niederen Adel, den Ministeriales, unterschieden werden[72]. Hildegard selbst scheint die vornehme Geburt ihres Neffen Wezelin betonen zu wollen, wenn sie im Epilog zu ihrem Werke *Liber Divinorum Operum* schreibt: „Quidam et homo, qui de nobili gente erat, Wezellinus prepositus scilicet sancti Andree in Colonia[73]...“ Beide Männer, Arnold und Wezelin, standen der Heiligen sehr nahe,

[69] PLat. c. 181 B. — Daß hier Arnold mit dem Ausdruck „Fratrem nostrum“ seinen leiblichen Bruder meint, geht aus dem vertraulichen Ton, in dem er von ihm spricht, hervor. Überdies würde ein Trierer Erzbischof ein Mitglied der Kölner Kirche nicht „fratrem nostrum“ nennen, denn er unterstand ja nicht seiner Jurisdiktion.

[70] Pitra p. 581. — [71] MUB II, S. LXXXV.

[72] Ebd. S. LXXf. und LXXXVI; s. a. Schnürer G., Kirche und Kultur im MA. II, Paderborn 1926, S. 258.

[73] Herwegen, p. 309, veröffentlicht nach dem Text des gr. Rupertsberger Kodex der Landesbibliothek zu Wiesb.

vor allem Wezelin, der für Hildegard und das Rupertsberger Kloster von besonderer Bedeutung war, und dessen auch das Nekrologium am 26. November gedenkt: „Wezelinus prepositus de Colonia[74]."

Außer den Mitgliedern des Hauses Walecurt können andere Verwandte Hildegards nicht namhaft gemacht werden, und wir wenden uns zur klösterlichen Familie Hildegards auf dem Disibodenberg und Rupertsberg. Die Tatsache, daß die erste Meisterin der Disibodenberger Klause, Jutta Gräfin von Spanheim, die kleine Hildegard mit in ihr neuerrichtetes klösterliches Heim nahm, setzt nahe Beziehungen zwischen den Spanheimern und Hildegards Familie voraus. Die strenge Exklusivität, die Hildegard als Meisterin des Rupertsberges beobachtete, und die Nichtadelige von der Zugehörigkeit zu ihrem Konvent ausschloß, deutet auf ein nicht nur für unsere heutigen Begriffe stark ausgeprägtes Standesbewußtsein hin, wenn auch Hildegard selbst ihre Handlungsweise aus religiös-pädagogischen Gründen heraus rechtfertigt[75]. Die Rupertsberger Klosterfamilie zählte Jungfrauen in ihren Reihen, die den höchsten Kreisen entstammten. Es sei nur an Richardis und Adelheid von Stade, die Töchter der Markgräfin von Stade[76], die Schwester des Mainzer Erzbischofs Heinrich[77] und Hiltrudis von Spanheim[78] erinnert. Sollte die Rupertsberger Meisterin ihren Töchtern nicht in etwa ebenbürtig gewesen sein? Die Sicherheit ihres Auftretens trotz ihrer demütigen Seelenhaltung, sollte sie nicht, so sehr sie einerseits Ausfluß ihrer besonderen Begnadung und Sendung war, anderseits auch eine Grundlage in dem natürlichen Standes-

[74] Sauer, S. 4. — Eine bis jetzt unveröffentlichte Urkunde des Abtes Ludwig von St. Euchar zu Trier von ca. 1180 bezeugt auch eine ansehnliche Schenkung Wezelins für das Rupertsberger Kloster. Großes Privilegienbuch des Rup. Klosters, St.-A. Kobl., Abt. 701, A VII, no. 3, fol. 194.

[75] PLat. c. 336 ff.

[76] Haug F., Epistolae sanctae Hildegardis secundum Codicem Stuttgartensem (Revue Bénédictine 1931, p. 64, no. 42, 10, 9). — S. a. PLat. c. 161/162.

[77] Ebd. p. 62, no. 16.

[78] Bei Hiltrudis von Spanheim müssen wir eine Einschränkung machen. Die ältesten Quellen nennen ihren Namen nicht. Der erste ist wieder Trithemius, der sie in seiner Sponheimer Chronik zum Jahre 1148 erwähnt. Wie er angibt, fällt Hiltruds Todestag auf den 17. Nov. Daß das Rup.-Nekrologium ihren Namen an diesem Tage nicht verzeichnet, kann nicht als Beweis gegen Trithemius geltend gemacht werden (vgl. Herwegen p. 305), denn für die Zeit vom 15. bis 24. Nov. ist in diesem Fragment nicht mehr das Hauptblatt, sondern nur noch das Nebenblatt vorhanden. — Immerhin ist es auffallend, daß das Fundationsbuch nicht ein einziges Mal den Namen der Grafen von Spanheim nennt, obgleich die spätere Rupertsberger Klostergeschichte (anscheinend im Anschluß an Trithemius) Meginhard von Spanheim, den angeblichen Vater Hiltruds, als Mitbegründer und Erbauer des Rup.-Klosters rühmt. — Das Nekrologium gedenkt am 30. Nov. eines Walrabe de Spanheim, jedoch ohne jeden Zusatz; s. Sauer, S. 4.

bewußtsein haben, das dem hohen Adel eignet, wie denn auch Hildegard in den Briefen an Verwandte ihrer Töchter eine auffallende Familiarität bekundet[79].

Es ist nicht uninteressant, den Mitgliedern des engeren Rupertsberger Freundeskreises nachzugehen, wie er sich im Briefwechsel Hildegards, den Briefen Wiberts von Gembloux, dem Fundationsbuch, den Urkunden, dem Nekrologium zeigt. Wir finden in diesem Kreis fast alle Familien des hohen linksrheinischen Adels, soweit sie in der weiteren Umgegend des Rupertsberges ihren Sitz hatten, vertreten, angefangen von dem Pfalzgrafen Hermann von Stahleck, seinem Nachfolger in der Pfalzgrafenwürde, Conrad, dem Stiefbruder Barbarossas, den Rheingrafen, den Grafen von Veldenz, von Are, von Flonheim u. a.

Wenden wir uns von der Frühzeit nun den folgenden Jahrhunderten zu, so bemerken wir, daß die Entwicklung der Frage nach Hildegards Abstammung dieselbe Lücke aufweist, die wir bei der Frage nach dem Geburtsort Hildegards feststellten. Bis Trithemius sind keine weiteren Nachrichten vorhanden. Wie er der erste ist, der den Ort Böckelheim in die Familiengeschichte Hildegards einführt, so ist er auch der erste, der sie in direkte Verbindung mit den Grafen von Spanheim bringt. Es ist bekannt, was er in den *Annales Hirsaugienses* zum Jahre 1150 schreibt: „Cujus [Hildegardis] pater in curia comitum de Spanheim cum aliis nobilibus militans versabatur." Auch die Hirsauer und die Sponheimer Chronik kennen den Vater Hildegards nur als einen Miles der Grafen von Sponheim.

Köbel reiht in seiner *Legend von der seligen jungfrawen sant Hildegard* die Heilige in die Mitglieder der gräflichen Familie selbst ein. Hildegard ist zum ersten Male eine Gräfin von Sponheim geworden[80]. Darum stellt er sie auch auf einem seiner Holzschnitte mit dem Sponheimer Wappen[81] dar. Daß Hildegard dem adelsstolzen Caspar Lerch von Dürmstein[82] in seiner *Series antiquitatis* nur eine Gräfin von Sponheim sein kann, ist selbstverständlich. Und als solche erscheint sie nun noch oft in der Geschichte des Rupertsberger-Eibinger Klosters. Propst Watzelhahn hat in das altehrwürdige Rupertsberger Fundationsbuch auf fol. 1 als Titel nachgetragen: „Fundatio Monasterii S. Ruperti ... per S. Hildegardem Sponheimensem." Auch die um 1739 ausgeführte interessante Wappen-

[79] Haug p. 64, no. 42 u. 9. — [80] Fol. XV.

[81] Fol. XIV. Allerdings hier nicht mit dem ursprünglichen rot-weiß geschachten Schild, sondern dem der späteren Wolff-Sponheim.

[82] Caspar Lerch von Dürmstein war Hauptmann und zeitweiliger Direktor der Rheinischen Reichsritterschaft. Er ist der Verfasser eines Werkes über den unmittelbaren Reichs-Adel, 1626; s. Gauhen I. F., Adels-Lexikon, Leipzig 1719, Sp. 898/99.

decke, im sog. kleinen Saal des alten Eibinger Klosters, das im Jahre 1932 durch Brand zerstört wurde[83], gab der Gründerin St. Hildegard das Sponheimer Wappen. Mabillon berührt in den *Annales Ordinis S. Benedicti* die Abstammung Hildegards nicht. Stilting gibt in den *Acta SS* nur seinen Utrechter Kodex wieder und nimmt des Trithemius Angaben aus den Hirsauer *Annalen* auf[84]. Daß auch Pitra, *Analecta S. Hildegardis*, Hildebert als den Vasallen des Grafen von Sponheim bezeichnet, wurde schon vermerkt (S. 206). Schneider, Schmelzeis und Reuß[85] folgen Trithemius. Für Schneider ist eine verwandtschaftliche Beziehung zu den Sponheimern nicht ausgeschlossen[86].

In die seit Trithemius festgehaltene Ansicht, die Hildegards Familie mit den Spanheimern in Verbindung brachte, legte May eine Bresche. Seine Abhandlung über die Abstammung der hl. Hildegard unterzog diese Beziehungen einer eingehenden Untersuchung. Es steht danach außer Zweifel, daß ein Vasallen- oder Verwandtschaftsverhältnis den Spanheimern gegenüber nicht vorliegt, wie auch, daß Burg und Territorium Böckelheim zu St. Hildegards Zeiten Eigentum der Bischöfe von Speyer war[87]. Aber May übernahm von seinem unzuverlässigen Zeugen Trithemius für Hildegards Lebensgeschichte doch den Ortsnamen Böckelheim, ein Name, der bis dahin als ihr Geburtsort durchaus unbewiesen ist und auch von Trithemius nicht bewiesen wird. Sich dann der in der Zeit nach Trithemius aufgekommenen Meinung anschließend, nennt er Hildebert einen Burggrafen von Böckelheim. Aber nach seinen Forschungsergebnissen ist dieser Burggraf nun nicht mehr Vasall der Grafen von Spanheim, sondern Ministeriale der damaligen Burgherren, der Bischöfe von Speyer, der wahrscheinlich dem Geschlechte derer vom Stein entstamme. — Das ist der Standpunkt, den die heutige Hildegardisliteratur einnimmt.

Fassen wir nun die Untersuchung der Frage nach der Abstammung der hl. Hildegard zusammen, so führte sie zu folgendem Ergebnis:

1. In den bis jetzt bekannten ältesten Quellen ist der Geschlechtsname nicht genannt.
2. Sie melden die Vornamen der Eltern, Hildebert und Mechild, und die dreier Brüder, Hugo, Rorich und Drutwin.

---

[83] Die Malereien sind erhalten in mehreren Aquarellen und Photos im Archiv der Abtei St. Hildegard, Eibingen.

[84] PLat. c. 12/13.

[85] Schmelzeis, a. a. O. S. 39. Reuß, PLat c. 139/140.

[86] Schneider, Die Geschichte der hl. Hildegard, ihres Klosters und ihrer Zeit (Hs.).

[87] May A, S. 304.

3. Aus dem nächsten Verwandtenkreis weisen sie den Namen des edelfreien Geschlechtes der Walecurt nach.
4. Ein Vasallen- oder Verwandtschaftsverhältnis zu den Grafen von Sponheim ist ihnen unbekannt. Es taucht erst im 16. Jahrhundert auf.
5. Bis zum 20. Jahrhundert hält sich die unbewiesene Meinung dieses Vasallen- oder Verwandtschaftsverhältnisses.
6. Der Vater Hildegards ist als Burggraf von Böckelheim nicht erwiesen.
7. Hildegards Familie dem Geschlecht der Freien vom Stein zuzuweisen, entbehrt jeder Grundlage.

II.

Der vorausgegangene erste Teil dieser Darlegungen glaubt aufgezeigt zu haben, daß Hildegards Heimat und Abstammung bisher nicht nachgewiesen worden ist.

Wir stellen jetzt das positive Ergebnis, das unsere Untersuchung erbracht, an die Spitze:

1. Der einzige Ortsname, den die frühesten Quellen in Beziehung zur Familie Hildegards bringen, ist Bermersheim bei Alzey.
2. Der Vater Hildegards hieß Hildebert, die Mutter Mechild; drei Brüder tragen die Namen Hugo, Rorich und Drutwin.
3. Ein der Familie Hildegards im nächsten Grad verwandtes Geschlecht sind die edelfreien Walecurt.

Wir kürzen dieses sichere Resultat nochmals auf:

Bermersheim — Hildebert — edelfrei.

Und diese drei klaren Worte führen zu einer vollen Lösung der beiden Fragen nach der Heimat und Abstammung der hl. Hildegard. Sie wird gegeben in einer Urkunde, die weder zum Disibodenberger, noch zum Rupertsberger Urkundenbestand gehört, sondern aus dem Kloster Sponheim stammt. Wohl deshalb ist sie bis heute unbeachtet geblieben und nie in Beziehung zu Hildegard gebracht worden:

Erzbischof Adalbert I. von Mainz bestätigt die Schenkung des Edelfreien Udo und seiner Gattin Judith, die dem Kloster Sponheim ihre Eigengüter zu Bockenau und Gensingen übereignet hatten. „Acta sunt autem hec VIII calen. ianuarii, anno dominice incarnationis MCXXVII ...“ (1127 Dezember 25)[88]. Als Zeugen dieser Vergabungen erscheinen in dieser Urkunde in der Reihe der Liberi:

[88] Mz UB no. 545. Die Urkunde ist erhalten in einem Kopialbuch des Sponheimer Klosters, z. Z. im Generallandesarchiv zu Karlsruhe (Kopialbuch, no. 1346). — Ist es Tücke des Schicksals, daß gerade Trithemius es

Hiltebertus de Vermersshe'ym[89] et filius eius Drutwinus.

Wenn zu Hildegards Zeit in Bermersheim ein Edelherr namens Hiltebertus lebt, der einen Sohn mit Namen Drutwinus hat, ist es ganz zweifellos: dieser Hiltebertus ist kein anderer als der Vater Hildegards und sein Sohn Drutwinus kein anderer als Hildegards Bruder. Vater und Sohn bezeugen sich gegenseitig.

1127, die Zeit der Datierung der Urkunde, war Hildegard 29 Jahre alt. Dieses Alter Hildegards gestattet die Annahme, daß damals ihr Vater noch unter den Lebenden weilte. Hildebert ist, wie gezeigt wurde, als Vater Hildegards durch Gotfrids Vita bezeugt und nach ihm von vielen anderen Schriftstellern übernommen worden. Dazu kommt, daß ein Hildebert mit anderem Geschlechtsnamen in den zeitgenössischen Urkunden dieses Mainzer Kreises nicht erwähnt wird. Drutwin konnten wir gleichfalls als Bruder Hildegards aus U II und dem Fundationsbuch nachweisen.

De Vermerssheym bedeutet in unserer Urkunde nach mittelalterlichem Sprachgebrauch ein doppeltes: den Namen der Familie sowohl als ihren Wohnsitz[90]. Beide Begriffe gehören zusammen, denn entweder siedelte sich das Dorf allmählich um den Herrensitz an und übernahm dessen Namen, oder das Geschlecht besaß am Orte einen so ausgedehnten Grundbesitz, daß der Ortsname als Geschlechtsname auf dasselbe überging. Welcher Fall auf die von Vermerssheym zutrifft, muß erst die weitere Forschung über diese Familie ergeben. Die alte Schreibweise des Geschlechtsnamens Vermerssheym, welche die Familie auch dann noch beibehält, nachdem der Ortsname den Lautwandel in Bermersheim[91] bereits vollzogen hat, weist darauf hin, daß das Geschlecht sich seines Alters wohl bewußt war und dies in der alten Schreibweise seines Namens zum Ausdruck bringen wollte. Sein Ansehen und seine Bedeutung wissen ja auch die ältesten Biographen Hildegards zu rühmen. Es ist demnach sehr wahrscheinlich, daß das Geschlecht von Vermerssheym noch in das erste Jahrtausend hineinragt. Jedenfalls ist Bermersheim bereits im Jahre 768 bekannt, das einen Güterverkauf an das Kloster Lorsch verzeichnet[92].

---

ist, der das Verdienst hat, als Abt von Sponheim dieses Kopiar angelegt zu haben? Über diese Hs. s. diese Zeitschrift 3 (1882), 2. Bd., S. 333.

[89] Eine sehr alte Schreibweise für Bermersheim.

[90] Als Beweis hierfür kann gerade unsere Urkunde dienen. Sie verzeichnet unter den Edelfreien u. a. de Basenheim, de Eppelssheim, de Steine, Namen, die zugleich den Wohnsitz und das Geschlecht der Familie angeben.

[91] Bermersheim in U II von 1158, Bermeresheim im Fundationsbuch 1180—1195.

[92] Brilmayer K. J., Rheinhessen in Vergangenheit und Gegenwart, Gießen 1905, S. 49.

Da Bermersheim der einzige Ortsname ist, den die frühesten Quellen, U II und das Fundationsbuch, in Verbindung mit Hildegards Familie nennen, die Brüder Hildegards dort, nach den langen Aufzählungen dieser Handschrift zu urteilen, einen reichen Güterbesitz ihr eigen nannten, besteht kein Zweifel, daß in unserer Urkunde de Vermerssheym sowohl den Geschlechtsnamen Hildegards als ihren Geburtsort besagen will. Die Gründe zu erforschen, warum dieser Name in Hildegards Leben nicht genannt wird und anscheinend überhaupt nicht mehr vorkommt, muß noch eingehenderen Studien vorbehalten bleiben. Möglicherweise ist Hildegards Generation die letzte ihres Stammes, worauf die gemeinsamen Vergabungen der drei Brüder Hildegards, die vielleicht alle dem geistlichen Stande angehörten, hinzudeuten scheinen. Es war die Zeit der Kreuzzüge, in der manch edles Geschlecht im Mannesstamme erlosch[93].

Weil die strenge Klassenordnung des Mittelalters die Zeugenreihe in den Urkunden bestimmt, ist die vorliegende Urkunde auch ein klarer Beweis dafür, daß Hildebert dem hohen Adel, dem Stande der Edelherren, angehörte. „Comes Meginhardus de Spanheim advocatus eiusdem ecclesiae" — die Urkunde ist für das Spanheimer Kloster ausgefertigt — nimmt unter den Laici den ersten Platz ein. Hiltebertus de Vermerssheym folgt ihm als vierter Zeuge. Als achter Zeuge in dieser Reihe erscheint „Vdalricus de Steine et filius eius Hugo". Dieser Hugo ist derselbe, den die Rupertsberger UU I und II als Hugo de Lapide[94] aufführen, und an den May seine Hypothese ankünpft, Hildegard sei dem Geschlechte der Freien vom Stein zuzuweisen. Hier steht Hugo noch im jugendlichen Alter (diese Urkunde ist 25 und 21 Jahre früher als UU I und II datiert) neben seinem Vater Ulrich. Ein weiteres Zeugnis für die Unrichtigkeit der Hypothese Mays. Denn Hugos Vater heißt Ulrich und nicht Hildebert! Die Freien vom Stein gehören zu den edelfreien Geschlechtern des Landes[95]. Da der de Vermerssheym in der Zeugenreihe vor dem de Steine auftritt, seinem Namen der Zusatz comes fehlt, ist er ein liber homo, ein Edelherr und gehört dem hohen Adel, nicht dem Stande der Ministerialen an. Diese werden nämlich in derselben Urkunde am Schlusse unter den Zeugen eingeführt mit „De ministerialibus". Unsere Urkunde bestätigt also die Meldung des ersten Biographen Hildegards: „... fuit virgo ... generis ... ingenuitate illustris..." und

[93] Vgl. MUB II, S. LXXI.

[94] Das Geschlecht de Lapide erscheint in den zeitgenössischen Urkunden als de Lapide, de Petra und de Steine; s .MUB II, S. LXXVIII, LXXXI, LXXXIII.

[95] MUB II, S. LXXXIII.

läßt ihre Familie der ihrer Verwandten, den Walecurts, vollständig ebenbürtig erscheinen.

Noch eine zweite Urkunde dürfen wir für unseren Hildebert in Anspruch nehmen. Mit ihr beurkundet Erzbischof Adalbert von Mainz im Jahre 1130, daß Graf Meginhard von Spanheim das von diesem gegründete Augustiner-Chorherrenstift Schwabenheim dem Erzstift Mainz übergeben habe[96]. Die Urkunde stammt also aus derselben Zeit. Unter den Laici und vor den Ministerialen erscheint ein Hildebertus, jedoch ohne Geschlechtsnamen. Aus der Beziehung zu den Spanheimern in beiden Urkunden darf jedoch geschlossen werden, daß hier Hildebert derselbe ist wie in der ersten Urkunde, nämlich de Vermerssheym. Jedenfalls bekundet die erste Urkunde aus dem Jahre 1127, daß freundnachbarliche Verbindungen zwischen beiden Familien bestanden haben, sonst würde Hildebert nicht unter den Zeugen erscheinen. Damit ist auch der Weg offen, der die kleine Hildegard zur Gräfin Jutta von Spanheim auf den Disibodenberg führte.

Die Klarheit über Hildegards Heimat und Familie erhellt nun auch manche Lebensverhältnisse, Lebensäußerungen und Lebensbeziehungen, ja die ganze Gestalt unserer Heiligen. Ihre Wirkung im einzelnen aufzuzeigen, mag einem weiteren Eindringen in Hildegards Leben vorbehalten bleiben. Uns genüge es, mit diesen Ausführungen die beiden Fragen nach Heimat und Abstammung, die seit Wibert von Gembloux offen stehen, beantwortet zu haben:

Die heilige Hildegard ist zu Bermersheim bei Alzey geboren und gehört dem Geschlechte der Edelfreien von Vermerssheym an.

[96] Mz UB I, no. 567.

Zu den älteren Kaiser- und Papsturkunden von St. Marcel-lès-Chalon-sur-Saône.

Von **Karl Jordan, Berlin.**

Die älteren Urkunden des Klosters St. Marcel sind fast alle nur in einem Chartular aus dem 12. Jahrhundert überliefert[1]. Es ist wohl ganz von einer Hand geschrieben, für seinen zeitlichen Ansatz gewinnen wir dadurch einen gewissen Anhaltspunkt, daß die spätesten Urkunden aus der Zeit von 1120 bis 1125 stammen und andererseits weder eine Urkunde Eugens III. für St. Marcel, von der die *Gallia Christiana* berichtet[2], noch zwei Urkunden Alexanders III. und Urbans III., die in einem Inventar von 1320 erwähnt werden[3], aufgenommen sind. Wir werden also die Anlage des Chartulars unbedenklich in die Zeit von 1125 bis 1145 verlegen dürfen. Sie erfolgte nicht nach der zeitlichen Reihenfolge der Urkunden, sondern nach sachlichen Gesichtspunkten. Eröffnet wird das Chartular durch eine auf den Namen Agapits lautende Urkunde und ein fast gleichlautendes Diplom Karls III., zwei Urkunden, welche eine umfassende Besitzliste enthalten. Es folgt eine Immunitätsbestätigung Karls des Großen, eine Urkunde Ludwigs des Frommen, ein Privileg Johanns VIII., eine angebliche Urkunde des Königs Guntchramn und dann die nach den Besitztiteln geordneten Privaturkunden. Diese Reihenfolge ist auch in der Ausgabe des Chartulars[4] gewahrt, nur geht diese nicht auf das Chartular selbst, sondern auf jüngere Abschriften, die von ihm im 17. Jahrhundert angefertigt sind, zurück, so daß der Text an verschiedenen Stellen zu verbessern ist.

Einzelne dieser Urkunden haben bereits früher Verdacht erregt und sind in ihrer Echtheit bezweifelt worden. Im Zu-

[1] Paris Bibl. nat., nouv. acqu. lat. 1676. — Die folgende Untersuchung ist als Nebenstudie aus den mir übertragenen Vorarbeiten zur Ausgabe der Urkunden Karls III. in den MGHist. hervorgegangen.

[2] *Gallia christiana* 4 (1728), 959, die hier erwähnte *confirmatio* des Papstes Eugen III. für den Prior Hugo ist verloren; vgl. Wiederhold W., Papsturkunden in Frankreich 2 (Nachrichten der Ges. d. Wiss. zu Göttingen 1906, phil.-hist. Kl. Beiheft), 17.

[3] Wiederhold a. a. O.

[4] *Cartulaire du prieuré de Saint-Marcel-lès-Chalon*, publ. par P. Canat de Chizy, Chalon-sur-Saône 1894.

sammenhang sind sie noch nicht behandelt. Aufgabe der folgenden Untersuchung soll es sein, Umfang, Zweck und Entstehungszeit dieser Fälschungen zu behandeln. Auf die Geschichte der einzelnen in den Urkunden genannten Besitzungen können wir in diesem Zusammenhang nicht eingehen. Dabei handelt es sich um Fragen, die nur auf Grund eingehender archivalischer Studien von der lokalgeschichtlichen Forschung untersucht werden können.

Wir beginnen mit der auf den Namen des Königs Guntchramn (561 bis 592) ausgestellten Urkunde und müssen dabei die Gründung von St. Marcel, die schon gelegentlich in der Literatur behandelt ist[5], erörtern. Die älteste Kunde von St. Marcel gibt uns Gregor von Tours, der berichtet, daß die auf der Synode von Chalon im Jahre 579 abgesetzten Bischöfe Salunius und Sagitarius in der „basilica beati Marcelli" in Haft gehalten, aber dann entkommen seien[6]. Demgegenüber heißt es beim sog. Fredegar, daß König Guntchramn im 24. Jahr seiner Regierung, also erst 584/85, dem heiligen Marcellus im Gebiet von Chalon eine Kirche erbaut und hier ein Kloster gegründet habe. Diese Gründung, für die Agaunum (St. Maurice im Wallis) das Vorbild abgegeben habe, sei dann auf einer Synode von 40 Bischöfen bestätigt worden[7]. Dieser scheinbare Widerspruch zwischen den beiden Quellen über den Zeitpunkt der Gründung von St. Marcel läßt sich aber ohne größere Schwierigkeiten lösen. Herrn Professor Levison verdanke ich den freundlichen Hinweis, daß in der Fredegarchronik in ungenauer Weise ein Privileg ausgeschrieben ist, welches auf Veranlassung des Königs in dessen 24. Regierungsjahr ausgestellt und dabei wohl von 40 Bischöfen unterschrieben ist. Diese Anlehnung an eine Urkunde zeigen etwa die Worte „ubi ipsi praeciosus requiescit in corpore". So reden die Urkunden der Merowinger- und teilweise auch der frühen Karolingerzeit von Kirchen, die man im Besitze des Leichnams eines Heiligen glaubte[8]. Ebenso begegnet uns in merovingischen Klostergründungsurkunden wiederholt die Tatsache, daß man auf die Regel eines anderen Klosters als Vorbild Bezug nahm, wobei

[5] Zuletzt von Ueding L. Geschichte der Klostergründungen der frühen Merovingerzeit (Hist. Studien Heft 261, 1934), S. 192 ff.

[6] Lib. V, c. 27, MGSS. rer. Merov. 1, 222.

[7] Lib. IV, c. 1, ebd. 2, 124.

[8] Vgl. die Urkunden bei Pertz, Dipl. Merov. n. 14, 32 u. 34 (= Lauer-Samaran, Les diplômes originaux des Mérov. n. 5, 9 u. 13) sowie D. Kar. 123 für St. Marcel selbst. — Auch die Ortsbestimmung „suborbanum Cabilonninsim" geht wohl dem Sinne nach auf eine Urkunde zurück; ähnliche Wendungen in Urkunden aus merovingischer Zeit bei Levison W., Die Bonner Urkunden des frühen Mittelalters (Bonner Jahrb. 136/137 (1932), 236, Anm. 4).

neben dem später gegründeten Luxeuil in erster Linie Lerins, St. Marcel selbst und wie hier St. Maurice genannt werden[9]. Die Erzählung Fredegars von der Mitwirkung der Bischöfe legt die Vermutung nahe, daß außer dem königlichen auch ein bischöfliches Privileg ausgestellt wurde, das von 40 Bischöfen unterzeichnet wurde[10]. Der genaue Inhalt dieses Privilegs wird sich mit Sicherheit nicht feststellen lassen, ebensowenig der Ort des Konzils, auf dem diese Privilegierung erfolgte. Krusch[11] dachte an das Konzil von Valence von 585, auf dem alle Schenkungen, welche König Guntchramn und seine Familie geistlichen Anstalten gemacht hatten, bestätigt wurden[12], ebenso könnte auch die im gleichen Jahre in Mâcon[13] abgehaltene Synode in Frage kommen, auf der mehr als 40 Bischöfe anwesend waren, so daß 40 das Privileg unterschreiben konnten. Der scheinbare Widerspruch zwischen den Angaben Gregors und Fredegars läßt sich also durch die Annahme erklären, daß Fredegar nach dem Datum der Urkunde die Gründung des Klosters, welche in der *Narratio* dieser Urkunde erwähnt wurde, irrtümlich in das 24. Regierungsjahr Guntchramns setzte. Die Nachricht Gregors besteht also zu Recht, die Erbauung der Kirche des heiligen Marcellus ist demnach in die erste Hälfte der Regierungszeit Guntchramns, also 561 bis 579, zu verlegen. Im Chartular ist in der Tat eine Urkunde Guntchramns überliefert, doch hat sie mit einer Merovingerurkunde nichts gemein und ist deshalb von Pertz mit vollem Recht unter die Spuria eingereiht[13a]. Bereits das Protokoll läßt uns erkennen, daß hier eine ganz plumpe Fälschung vorliegt, die Intitulatio „servus servorum domini" ist eine Papsturkunde nachgebildet, ebenso ungewöhnlich ist eine Grußformel, ein Eschatokoll fehlt ganz, und die Arenga findet in den Merovingerdiplomen keine Parallele. Als Rechtsinhalt wird für den Bau eines Spitals und der einzelnen beim Klosterbau notwendigen Gebäudeteile eine Baulast für zahlreiche Ortschaften festgesetzt. In dieser Liste der dienstpflichtigen Orte[14], die alle in zwei anderen Fälschungen wiederkehren, haben wir zweifellos den Zweck der Fälschung

[9] Eine Zusammenstellung von Beispielen bei Hauck, KG. 1[3] (1904), 252, Anm. 2 und 297, Anm. 1.

[10] So besitzen wir für die Gründung von Rebais je ein königliches und bischöfliches Privileg, Pertz, n. 15 und Pardessus, Diplomata 2, 39, n. 275.

[11] MGSS. rer. Mer. 2, 124, Anm. 4. — [12] MGConc. 1, 162.

[13] Ebd. 1, 163.

[13a] Dipl. Mer. S. 128, sp. n. 12; Cartulaire S. 13 n. 7.

[14] Zur Erklärung dieser Namen, die uns hier nicht beschäftigen brauchen, vgl. außer Bazin J., Histoire des évêques de Chalon s. S., Mém. de la soc. d'hist. et d'archéol. de Chalon s. S. 2 ser. 6 (1914), 60 ff., vor allem Longnon A. in seiner Besprechung der Ausgabe von Pertz, Revue critique 14 (1873) 74 ff.

zu sehen. Indem man sie in eine angebliche Urkunde Guntchramns aufnahm, wollte man den Rechtstiteln des Klosters ein höheres Alter und ein größeres Gewicht verleihen.

Über die weitere Entwicklung der Gründung Guntchramns haben wir für die nächsten Jahrhunderte keinerlei Nachrichten. Das nächste sichere Zeugnis stellt erst eine Urkunde Karls des Großen dar, welche dem Kloster auf Bitten des „vir magnificus Hucbertus rector basilici sancti Marcelli" die von seinem Vorgänger, zuletzt von seinem Vater Pippin verliehene Immunität bestätigt[15]. Die Urkunde ist als einzige der für unsere Untersuchung in Betracht kommenden Urkunden nicht nur im Chartular überliefert, sondern auch im Original erhalten. Gegenüber dieser originalen Fassung weist die Überlieferung im Chartular (f. 4[I]) einen Zusatz auf; hinter dem Wort „rector" ist noch „episcopus" eingeschoben. Hucbert wird deshalb von Mühlbacher[16] und Ueding[17] irrtümlicherweise als Bischof und Rektor bezeichnet. Für einen Bischof dieses Namens fehlt uns aber in Chalon jeder andere Beleg[18]. Lediglich im *Codex Carolinus* wird ein Bischof Hucbert ohne Angabe seiner Diözese genannt, der in der Zeit von 784 bis 791 ein Schreiben Karls des Großen dem Papst Hadrian überbringt[19]. Wir dürfen aber diesen Bischof nicht mit dem „rector Hucbertus" identifizieren, die Worte „vir magnificus" in DKar. 123 machen es — wie Voigt[20] mit Recht hervorgehoben hat — vielmehr wahrscheinlich, daß wir in Hucbert nicht einen Geistlichen, sondern einen weltlichen Großen, also einen Laienabt, zu sehen haben. So erklärt sich auch die zunächst vielleicht merkwürdig erscheinende Tatsache, daß in der Urkunde von den abbates die rectores unterschieden werden; St. Marcel ist also in die Hände von Laienäbten übergegangen.

Diese Annahme wird durch die nächste Urkunde, ein Diplom Ludwigs des Frommen[21], nur noch bestätigt. Dieser bestätigt im Jahre 835 auf Bitten des Grafen Warinus (Garinus), dessen „cura" und „regimen" er St. Marcel übertragen hat, den Kanonikern dieser Kirche, die ihnen von Graf Warin und seinen Vorfahren geschenkten Besitzungen. Warin ist zweifellos der gleichnamige Graf von Mâcon, der 830 beim Aufstand der kaiserlichen Söhne gegen Ludwig den Frommen zunächst auf Seiten der Empörer stand, später aber einer der

[15] D. Kar. 123.
[16] Reg. Imp. 1[2], n. 220.
[17] A. a. O. S. 195.
[18] Duchesne L., Fastes épiscopaux de l'ancienne Gaule 2[2] 1910, 195.
[19] MGEpp. 3, 626, n. 89.
[20] Die karolingische Klosterpolitik und der Niedergang des westfränkischen Königtums, (1917), S. 57.
[21] M[2]. 944.

treuesten Anhänger und Helfer des alten Kaisers war[22]. Wir dürfen deshalb annehmen, daß ihm Ludwig als Belohnung für seine Dienste St. Marcel übertragen hat, vielleicht dürfen wir ihn auch mit dem Grafen Warin identifizieren, der unter Karl dem Kahlen im Besitze des Klosters Flavigny erscheint[23]. Er gehörte also zu jenen weltlichen Großen, die als Laienäbte ein oder mehrere Klöster und Stifter besaßen und dadurch im westfränkischen Reich einen wichtigen Machtfaktor bildeten.

Die Urkunde Ludwigs des Frommen ist noch in anderer Beziehung aufschlußreich. St. Marcel war als Kloster gegründet und wird auch noch im Diplom Karls des Großen als solches bezeichnet. Hier begegnen uns zum erstenmal „canonici" als Empfänger der Urkunde; das Kloster ist also in ein Kanonikerstift umgewandelt. Ein solcher Wechsel ist um die Wende des 8. und 9. Jahrhunderts keine Seltenheit. Unter Karl dem Großen, der gegenüber der Durchführung der Benediktinerregel „nur eine halbe Teilnahme zeigte"[24], sind eine Reihe von Mönchsklöstern Kanonikate geworden, so St. Martin in Tours, St. Denis, Lobbes und Montiérender[25]. Die Bestrebungen Benedikts von Aniane bedeuteten eine Reaktion gegen diese Erscheinung einer gewissen Regellosigkeit, stießen aber sehr bald auf Widerstand, sodaß die Bestimmungen der Aachener Synode von 816 nur teilweise durchgeführt werden konnten[26]. Zu den Stiftern, in denen die Kanonikate weiter bestehen blieben, hat also offensichtlich auch St. Marcel gehört.

Von den nächsten westfränkischen Herrschern, Karl dem Kahlen, Ludwig dem Stammler und dessen Sohn Karlmann besitzen wir keine Urkunden für St. Marcel. Erst Karl III. hat bald nach dem Erwerb des westfränkischen Reiches dem Stift ein Diplom ausgestellt (M². 1700), welches nur im Chartular (f. 3) überliefert ist. Bereits Perry, der die Urkunde in seiner Geschichte von Chalon zum erstenmal herausgab[27], und die Bearbeiter der *Gallia christiana*[28] haben eine Reihe von Unregelmäßigkeiten und Kanzleiwidrigkeiten bemerkt, in den *Regesta Imperii* ist sie von Mühlbacher als „verunechtet" bezeichnet.

Als Datum wird im Chartular der 12. Juni 872 angegeben, zum Inkarnationsjahr treten als weitere Jahresmerkmale die Indiktion VI, der „annus regni V" und der „annus imperii II". Diese Angaben sind — ganz abgesehen davon, daß Indiktion und Inkarnationsjahr nicht kongruieren — mit der Regierung

[22] Über ihn Simson B., Jahrbücher des fränkischen Reiches unter Ludwig dem Frommen 1, 141, Anm. 3 und 2, 87 ff.
[23] Voigt, a. a. O. S. 60 und 71. — [24] Hauck a. a. O. 2³, 586.
[25] Ebd. 2, 154 und 586 ff. — [26] Ebd. 2, 605 ff.
[27] Histoire de la ville de Chalon (1659), S. 86. — [28] 4, 877 ff.

Karls III. nicht zu vereinen. Die Indiktion würde auf 888 weisen, das Kaiserjahr auf 882 und der „annus regni", je nachdem, ob man von der Epoche 876 oder 882 ausgeht, zu 881 oder 886. Eine Einreihung der Urkunde ist aber mit Hilfe der Tagesangabe und des Ausstellungsortes möglich. Am 12. Juni 885 hat Karl III. in dem dicht bei Toul gelegenen Ort Gondreville für die Kirche von Chalon ein Privileg ausgestellt, in dem er dieser für den Fall des Todes des hochbetagten Bischofs Girbold das Recht der kanonischen Wahl verleiht[29]; vom gleichen Tage ist aus Toul selbst eine Urkunde für die Touler Kirche datiert[30]. Gondreville wird auch in der Urkunde für St. Marcel als Ausstellungsort genannt; hier ist also das Diplom einzureihen; die echte Vorlage für M². 1700 war am 12. Juni 885 in Gondreville ausgestellt. Mit Hilfe der Urkunde M². 1701 können wir auch eine andere irrige Angabe unseres Diploms beseitigen. Als Petent werden ein Bischof Warnulfus und ein Graf Aledrannus genannt. Der letztere ist uns bekannt; er ist Graf von Mâcon und begegnet einige Jahre früher in einer Urkunde Karls des Kahlen[31]. Dagegen ist der Name des Bischofs Warnulfus auf das Konto des späten Fälschers zu setzen. Er wird nur noch in dem ebenfalls gefälschten Papstprivileg JE. 2987, das uns noch beschäftigen wird, erwähnt und hier „ordinatus episcopus Cabillonensis ecclesiae" genannt. Bischof von Chalon war aber damals, wie wir eben sahen, Girbold, und auch sonst haben wir von einem Bischof Warnulf im Westfrankenreich in dieser Zeit keine Kunde[32].

Wir wenden uns jetzt dem Rechtsinhalt der Urkunde und ihrer Fassung zu. Karl bestätigt demnach den Kanonikern die von König Guntchramn geschenkten, im einzelnen namentlich aufgeführten Besitzungen und die Immunität und verleiht außerdem die Neunten und Zehnten sowie das Asylrecht. Der Anfang der Urkunde weist teilweise starke Berührungen mit dem Diplom Ludwigs des Frommen für St. Marcel (M². 944) auf. Ihm sind die in der Kanzlei Karls III. im allgemeinen nicht gebräuchliche *Invocatio* und *Intitulatio* sowie die *Promulgatio* entnommen. Echt ist auch die Rekognition „Salomon notarius advicem Liutwardi archicancellarii", die sich in gleicher Form in M². 1701 findet. Im Kontext zeigt die Urkunde eine Reihe von Stilmerkmalen, die im Sprachgebrauch der west-

[29] M². 1701. — [30] M². 1702.

[31] B. 1775; jetzt auch gedruckt bei Bernard A. et Bruel A., Recueil des chartes de l'abbaye de Cluny 1, 1876, 20, n. 16.

[32] Canat de Chizy, Cartulaire S. 1, Anm. 2. — Auch Bazin a. a. O. hat deshalb mit Recht Warnulf aus der Reihe der Bischöfe von Chalon gestrichen; vgl. auch Duchesne a. a. O. 2², 195, n. 9 und 3², 258 im Register unter Warnulfus.

fränkischen Kanzleien Ludwigs des Stammlers und Karlmanns üblich sind. Besonders deutlich wird dies etwa in der Arenga:

Si utilitatibus locorum servorumque dei in eisdem degentibus opem (accommodamus), nostre celsitudinis exercemus numen (statt „munus") ac per hoc ad eternam beatitudinem omnino venturos nos minime dubitamus.

Diese Arenga ist dem Kanzleigebrauch des ostfränkischen Reiches in der damaligen Zeit fremd; sie begegnet uns aber mit geringfügigen Abweichungen nicht weniger als viermal in den Urkunden Karlmanns von Westfranzien[33], am nächsten kommt der Arenga von M². 1700 dabei die in der Urkunde Karlmanns für Beaulieu (B. 1858):

Si utilitatibus locorum divinis cultibus mancipatorum servorumque dei necessitatibus in eisdem degentium aurem nostre celsitudinis accommodamus, regium procul dubio exercemus munus ac per hoc ad aeternam beatitudinem capessendam venturos nos minime dubitamus.

Ähnlich lautet die Arenga in B. 1869 für das Kloster St. Crépin bei Soissons; mit dieser Urkunde, der letzten, welche Karlmann ausgestellt hat, weist M². 1700 noch andere gleiche Stilmerkmale auf. Ebenso wie dort heißt es hier in der *Narratio* „adeuntes genua serenitatis nostre" und in der *Dispositio* „saluberrimis adquiescere postulationibus". Dem „pro relaxandis culpis" in B. 1869 entspricht in unserem Diplom „pro relaxandis piaculis", nur findet es sich hier nicht in der *Petitio* wie in der Karlmannurkunde, sondern in der *Dispositio*. Diese ist in ihrem Aufbau ganz einem damals in westfränkischen Königsurkunden üblichen Schema angepaßt, indem sie durch die Worte „libuit celsitudini nostre" eingeleitet wird, an die sich dann infinitivisch die Gewährung der Petitio anschließt[34]. Auch die mit „Ut autem ..." beginnende *Korroboratio* findet in ihren verschiedenen Wendungen im Sprachgebrauch der westfränkischen Königsurkunden ihre Entsprechung[35]. Man wird also sagen dürfen, daß die Urkunde in der ihr zugrunde liegenden echten Fassung von einem Diktator aus der Kanzlei Karlmanns herrührt, und zwar wohl von demselben, der auch die letzte Urkunde dieses Königs für St. Crépin verfaßt hat.

Diese Tatsache ist für die Kanzlei Karls III. nichts Außergewöhnliches. Bereits Mühlbacher[36] und Sickel[37] haben

[33] B. 1852 für St. Polycarpe bei Narbonne; B. 1858 für Beaulieu; B. 1869 für St. Crépin bei Soissons; Bouquet IX 425, n. 10 für S. Cecilia de Elins bei Urgel.

[34] Vgl. etwa B. 1857, 1867; dafür heißt es gelegentlich auch „placuit": B. 1851, 1853, 1855, 1863 und 1869.

[35] Ich nenne nur B. 1860, 1865, 1868, 1869.

[36] Die Urkunden Karls III. (Sitz.-Ber. der Wiener Akad. d. Wiss., phil.-hist. 92, 1879).

[37] Kaiserurkunden in Abbildungen, Textband S. 178 ff.

bemerkt, daß mit der Ausdehnung des Reiches unter Karl III. nicht nur italienische, sondern auch westfränkische Diktate in die Urkundensprache eindringen. Auf Grund der Schrift der Originale läßt sich diese Annahme nur noch bestätigen[38]. Fast alle für französische Empfänger erhaltenen Originale sind in der alten Urkundenkursive geschrieben, wie sie sich im westfränkischen Reiche viel länger als in Ostfranken gehalten hat. Wir sind sogar in der Lage, einen bei Karl III. allerdings nur einmal (M². 1742) auftretenden Ingrossisten als einen in der Kanzlei Karlmanns tätigen Schreiber nachweisen zu können, der nicht nur das wiederholt genannte Diplom für St. Crépin (B. 1869), sondern auch andere Urkunden[39] Karlmanns geschrieben hat, so daß in diesem Fall die Kontinuität des Urkundenwesens ganz deutlich wird.

In der *Dispositio* unserer Urkunde ist zwischen der Bestätigung früherer Rechte und einer Neuverleihung zu unterscheiden. Ungewöhnlich sind bereits die Einleitungsworte „quicquid in illorum sonat privilegiis ceteris adquisitionum cartulis". Ebenso verdächtig ist die Berufung auf eine angebliche Urkunde König Guntchramns, der hier als „loci fundator" bezeichnet wird. Es folgt die Bestätigung zahlreicher namentlich aufgeführter Besitzungen, die zum Teil schon in der angeblichen Guntchramnurkunde genannt wurden. Die Frage, wann St. Marcel diese Besitzungen erworben hat, können wir mit den uns zur Verfügung stehenden Quellen nicht lösen, offensichtlich liegt hier aber eine spätere Besitzliste zugrunde. Eine solche Verbindung zwischen Immunität und Besitzbestätigung ist zudem im 9. Jahrhundert sehr selten[40]. Wir werden deshalb wohl unbedenklich den ganzen Besitzpassus als späteren Einschub ansehen dürfen.

Der Immunitätspassus selbst

ut nullus ‹Burgundie dux seu Cabilonensis ecclesie episcopus sive eiusdem urbis comes aut› iudex publicus aut exaction‹arius› aut mansion‹aticus› vel para(fre)das faciendum nec homines illius loci‹procul aut iuxta sitos› tam ingenuos quam servos distringendum iuditiaria potestas exigere minime audeat

läßt die echten Bestandteile deutlich erkennen. Die Worte „exactionarius" und „mansionaticus" sind aus „exactiones" und „mansiones" verderbt; „iuditiaria potestas müßte in ablativischer Form mit „ex" am Anfang des Satzes stehen. Eingeschoben ist vor allem der ganze Satz „Burgundie dux — comes

[38] Diese wie die folgenden Bemerkungen können nur vorläufigen Charakter tragen, abschließend lassen sich diese Fragen erst in der Ausgabe der Diplomata behandeln.

[39] So eine Urkunde für Langres, Faks. im Musée des archives depart., Taf. 8 und B. 1863 für St. Viktor in Marseille.

[40] Stengel E., Die Immunität in Deutschland 1 (1910), 553 ff.

aut." Diese Worte stellen im Jahre 885 eine historische wie stilistische Unmöglichkeit dar. Einen „dux Burgundie" hat es damals nicht gegeben; die Aufzählung der Beamten erfolgt zudem im Immunitätspassus ganz allgemein ohne Anführung bestimmter Ämter, der „dux" kommt dabei bis zur Mitte des 10. Jahrhunderts nur ganz sporadisch vor, während der „episcopus" im alten Immunitätsformular ganz fehlt[41].

An diese verfälschte Immunitätsbestätigung schließt sich die Neuverleihung an. Sie betrifft zwei Rechte, die Vergebung der Neunten und Zehnten und das Asylrecht für ein Gebiet von zwei Miglien. Diese letzte Bestimmung ist in dieser Zeit ganz singulär[42], bereits in den Reg. Imp. ist sie deshalb mit vollem Recht als Interpolation bezeichnet. Schwieriger liegt die Frage bei der Verleihung der Neunten und Zehnten. Wohl finden sich bei Karlmann von Westfranzien und Karl III. verschiedentlich Bestimmungen zur Zehntfrage[43]; wir müssen aber andererseits bedenken, daß Verfügungen über Neunte und Zehnte in Kaiserurkunden des 9. Jahrhunderts in den meisten Fällen Interpolationen späterer Zeit sind, und deshalb solchen Bestimmungen gegenüber stets eine gewisse Vorsicht am Platze ist. In unserem Falle wird der Verdacht noch dadurch verstärkt, daß diese Verleihung aufs engste mit dem Asylrecht verbunden ist und außerdem in einem Privileg Johanns VIII. für St. Marcel wiederkehrt, in dem sie zweifellos spätere Zutat ist. So werden wir sie auch in M². 1700 mit einiger Wahrscheinlichkeit zu den späteren Interpolationen rechnen dürfen. Als echter Kern ergibt sich also für die Urkunde Karls III. lediglich die Bestätigung der Immunität.

Mit dieser Urkunde hängt die erste Urkunde im Chartular, die auf den Namen des Papstes Agapit lautet, eng zusammen. Da sie das Datum 872 trägt und als Datar den Bischof Walpert von Porto nennt, ist sie von Ewald in den *Regesta Pontificum* zu Johann VIII. eingereiht[44]. Damit sind die Schwierigkeiten aber nicht behoben; es handelt sich vielmehr um eine spätere Fälschung. Ganz singulär sind die *Arenga* und die *Dispositio* sowie der Anfang der *Narratio* mit der Einfügung des angeblichen Bischofs Warnulf von Chalon, der uns bereits in M². 1700

[41] Ebd. S. 449 f. und 453 f. sowie meine Bemerkungen in der Zs. f. Schweiz. Gesch. 15 (1935), 13.

[42] Über das kirchliche Asylrecht in der Karolingerzeit zuletzt Siebold M., Das Asylrecht der römischen Kirche (1930), S. 101 ff.

[43] B. 1849 für Autun, B. 1851 für Orleans und M² 1723 für St. Martin in Tours.

[44] JE. 2987. — Da die Urkunde nur in der Ausgabe des Chartulars gedruckt ist und diese Ausgabe nur sehr selten ist, gebe ich im Anhang einen Abdruck der Urkunde, der ihre Zusammensetzung erkennen läßt. Auf diesen Druck sei für das Folgende verwiesen.

begegnete. An diese Urkunde schließt sich der Hauptteil des Papstprivilegs wörtlich an, ausdrücklich wird auf sie mit den Worten „iuxta quod in precepto filii nostri Karoli continetur" verwiesen. Aus diesem Diplom ist nicht nur die Besitzliste, sondern auch die Immunitätsverleihung und das Asylrecht entnommen, während die Zehntbestimmungen fehlen. Die Berührung mit der Urkunde Karls III. zeigt sich auch in der Datierung, das Inkarnationsjahr und die Indiktion sind ihr entnommen. Auf eine echte Papsturkunde weist nur die Formel „datum per manum Walperti humillimi sanctae Portuensis ecclesiae (episcopi)". Der Bischof Walpert ist uns als Datar unter Johann VIII. bekannt, er unterfertigt in der Zeit von 878 bis 882 eine Reihe von päpstlichen Privilegien, zu denen auch eine Urkunde für St. Marcel (JE. 3200) gehört. Aus diesem Privileg hat also der Fälscher diese Angabe entnommen. Sonst erweist sich die Urkunde als plumpe Fälschung, deren Bestimmungen dem Diplom Karls III. entlehnt wurden. Wie der Verfertiger dazu kam, sie auf den Namen Agapits zu fälschen, können wir nicht sagen; von einem Rechtsakt dieses Papstes für St. Marcel ist uns nichts bekannt. Es scheint mir jedoch nicht angängig zu sein, den Papstnamen in Johann zu verändern und die Einfügung des Namens Agapit auf das Konto des Chartularschreibers zu setzen.

Bei der Behandlung dieser angeblichen Papsturkunde erwähnten wir bereits die Urkunde Johanns VIII. vom Jahre 878 (JE. 3200). Sie ist — soweit ich sehe — in ihrer Echtheit bisher nicht angezweifelt, kann aber in der überlieferten Form nicht in der päpstlichen Kanzlei entstanden sein. Echt ist die *Intitulatio* und der erste Teil der Adresse mit dem Namen des Empfängers Adeodat, der als Levit und Propst von St. Marcel bezeichnet wird. In die Adresse ist dann aber ein Zusatz eingeschoben, der einige der klösterlichen Besitzungen nennt:

loco Floriaco in vallis Magnimontensis atque Gibriacensis cum omnibus ad se subiacentibus et pertinentibus ad predictum locum Floriacum aspicientibus et in Cabilonense similiter Boserontensis.

Dieser Satz, der in der Adresse keinen Platz hat, ist offensichtlich aus der *Dispositio* der Urkunde Ludwigs des Frommen entlehnt, wo es heißt:

(concedimus ...) videlicet villam quae dicitur Floriacus sitam in pago Magnimontense cum omni integritate sua vel cum omnibus ad se pertinentibus et in pago Cabilonense in loco, qui dicitur Boserontis.

Die *Narratio* und *Dispositio* der Urkunde sind grammatisch eng verbunden, widersprechen sich aber inhaltlich. Nach der *Narratio* ging die Bitte auf Bestätigung der früheren Privilegien, die *Dispositio* enthält eine Verleihung der Neunten und Zehnten nach der bisher üblichen *consuetudo* und den früheren

Privilegien. Für eine solche Zehntvergebung fehlt in Papsturkunden dieser Zeit und auch des 10. Jahrhunderts jede Parallele, sie ist zweifellos fälschender Zusatz, schon die Stilisierung dieses Passus verrät die ungeschickte Hand des Falsifikators. Auch der folgende Satz:

Sed ut securius ... in dei servitio valeant permanere, ab omni volumus eos fratres ac spirituales cohabitatores persistere nullusque de regibus comitibusque aliisque regni primoribus ... audeat vel praesumat his nostris propter deum concessis petitionibus quocumque resultare ... modo ...

ist in dieser Form verunechtet und in seinem ersten Teil unvollständig; es fehlt vor persistere „liberos" oder ein synonymer Begriff und eine nähere Angabe der Pflichten oder Abgaben, von denen den Kanonikern Freiheit gewährt wird. Der Verbotspassus läßt aber eine in Urkunden Johanns VIII. gelegentlich vorkommende Formel als echte Grundlage erkennen, so heißt es etwa in der Urkunde des Papstes für Vézelay (JE. 3189):

statuimus, ut nulli regum, nulli antistitum, nulli comitum, nulli cuiquam alii liceat ipsum monasterium perturbare[45].

Die Fassung des Eschatokolls mit der Angabe des Datars Walpert ist zweifellos echt. Es stimmt mit den übrigen von Walpert datierten Urkunden[46] aufs beste überein und bildete, wie bereits betont wurde, die Vorlage für die Datierung des auf den Namen Agapits angefertigten Papstprivilegs.

So ergibt sich für JE. 3200, daß wohl eine echte Urkunde Johanns VIII. zugrunde liegt, daß diese aber in ihren dispositiven Bestandteilen stark verfälscht ist. Diese echte Urkunde enthielt wohl — soweit es der überarbeitete Text erkennen läßt — eine allgemein gehaltene Bestätigung oder Verleihung des päpstlichen Schutzes für die Kanoniker von St. Marcel, alles übrige, insbesondere die Verleihung der Neunten und Zehnten, ist spätere Fälschung.

Überblicken wir die verschiedenen ge- bzw. verfälschten Urkunden in ihrer Gesamtheit, so ergibt sich, daß die Urkunde Karls III. und das angebliche Agapitprivileg eng zusammengehören. Ihr Rechtsinhalt ist der gleiche; im Mittelpunkt stehen dabei neben der Immunität die Besitzansprüche des Stiftes. Zunächst hat man das echte Diplom Karls III. interpoliert und dann mit seiner Hilfe ein neues Papstprivileg verfertigt. Dabei betonte man in beiden Urkunden das Alter dieser Rechtstitel, die genannten Orte sollten bereits von König Guntchramn geschenkt sein. Um diese Behauptung beweisen zu können, hat man im Zusammenhang mit M.[2] 1700 und JE.

[45] Ähnlich JE. 3176 für Nîmes; JE. 3185 für Montiéramey; JE. 3187 für Charroux.

[46] JE. 3175, 3176, 3182, 3183, 3185, 3186, 3187, 3189, 3381.

2987 auch die angebliche Guntchramnurkunde verfaßt, die ja zum Teil die gleichen Ortsnamen wie die beiden anderen Urkunden enthält. So wird man diese drei Urkunden als die Erzeugnisse eines im wesentlichen einheitlichen Fälschungsprozesses ansehen dürfen, bei dem natürlich gewisse zeitliche Unterschiede nicht ausgeschlossen sind. Die Urkunde Johanns VIII. hat mit diesen drei Urkunden in ihrer Fassung wenig Gemeinsames. Dagegen findet eine wichtige Bestimmung, die wir sogar als Kern der verschiedenen Interpolationen in dieser Urkunde ansehen dürfen, die Verleihung der Neunten und Zehnten in der Karlsurkunde ihre Entsprechung. Der Zweck dieser Fälschung ist also nicht wesentlich verschieden von den anderen Interpolationen und Fälschungen, so daß wir vermuten dürfen, daß diese Urkunde ungefähr zur gleichen Zeit wie die anderen verfaßt ist, wobei wir die Frage offen lassen müssen, ob hier die gleiche Person oder verschiedene Fälscher am Werke waren.

Für die zeitliche Einreihung fehlt uns ein wichtiges Argument, die äußeren Merkmale. Lediglich im Rahmen der allgemeinen historischen Entwicklung des Stiftes können wir einen Anhaltspunkt dafür gewinnen, wann man es in St. Marcel für notwendig hielt, seine Rechte durch Fälschungen zu wahren oder zu vermehren, wobei sich die Entstehungszeit des Chartulars, also die Zeit von 1125 bis 1145, als terminus ante quem ergibt.

Wir müssen zunächst mit einigen Worten auf die Geschichte des Stiftes seit dem Ende des 9. Jahrhunderts eingehen. Graf Warin, dem es von Ludwig dem Frommen übertragen war, ist der Stammvater des Geschlechtes von Vergy, in dessen Besitz St. Marcel in der Folgezeit blieb[47]. Warins Enkel war Manasses I. von Vergy, nach seinem Tode hat seine Witwe Ermengard zusammen mit ihrem Sohne Giselbert die Leitung des Stiftes inne[48]. Giselberts Tochter Adelheid vermählte sich mit Lambert aus dem Geschlecht der *vicecomites* von Dijon, der 960 als Inhaber des Stiftes genannt wird[49].

In zweiter Ehe war Adelheid mit Gottfried von Anjou vermählt. Dieser hat im Auftrage Adelheids und seines Stiefsohnes Hugo etwa in der Zeit von 980 bis 988 dem Abt Majolus

[47] Über dieses Geschlecht jetzt Bazin J., Les comtes héréditaires de Chalon s. Saône (Mém. de la Societé d'histoire et d'archéol. de Chalon s. S. 2 Ser. 4 (1911/12), 1 ff.).

[48] Vgl. eine Urkunde vom Jahre 924, Cartulaire S. 28, n. 27, in welcher sie Besitz des Stiftes vergeben; dazu Voigt a. a. O. S. 222.

[49] Cartulaire S. 87, n. 104; dazu Voigt a. a. O. — Die genealogischen Fragen über die Beziehungen beider Familien, die lange Zeit kontrovers waren, sind von Lot F., Les derniers Carolingiens (1891), App. 5: Comtes de Dijon et de Chalon s. S. à la fin du X^e siècle S. 323 ff. geklärt worden.

von Cluny das Stift St. Marcel mit der Bestimmung übertragen, daß dieser die in der letzten Zeit ganz daniederliegende Regel wiederherstellen sollte, dafür sollten Cluny und seine Äbte stets im Besitz von St. Marcel bleiben. Diese Schenkung ist dann später von Hugo, der selbst Graf und gleichzeitig Bischof von Chalon war, bestätigt, ebenso, etwa um das Jahr 1050 von dessen Neffen und Erben, dem Grafen Theobald, dessen Urkunde die einzige Quelle für diese Vorgänge ist[50]. Durch diese Schenkung wurde das Stift in ein Priorat der Cluniazenser umgewandelt, in der Folgezeit sind dann auch die Äbte von Cluny wiederholt als Leiter des Klosters nachweisbar, neben ihnen als eigentlicher Vorsteher des Konvents ein Prior[51].

Die Privaturkunden der folgenden Zeit gewähren uns nur spärliche Einblicke in die weitere Geschichte der Stiftung König Guntchramns. Meist handelt es sich dabei nur um Schenkungs- oder Restitutionsurkunden. Seit der Mitte des 11. Jahrhunderts mehren sich die Fälle, in denen dem Kloster entfremdeter Besitz zurückerstattet wird. Graf Theobald selbst, sein Sohn Hugo und andere burgundische Große haben derartige Restitutionsurkunden ausgestellt[52]. In den meisten dieser Urkunden erscheint in der Zeit von 1075 bis 1100 als Vertreter des Klosters dessen Prior Alvisus. Von ihm gewinnen wir den Eindruck, daß er in jeder Beziehung bestrebt gewesen ist, den im Laufe der Zeit entfremdeten Besitz zurückzugewinnen. Er hat sich hierzu vom Erzbischof Hugo von Besançon eine generelle Ermächtigung erteilen lassen[53]. Auch Graf Hugo von Châlon hat ihm ein allgemeines Bestätigungsprivileg ausgestellt[54].

Ein Beweis für diese aktive Güterpolitik des Alvisus sind nicht nur die zahlreichen Schenkungsurkunden, die wir aus seinem Priorat besitzen[55], sondern vor allem eine im Chartular überlieferte Aufzeichnung über eine Verhandlung, die er wegen verschiedener Besitzrechte seines Stiftes geführt hat[56]. Etwa

---

[50] Die Urkunde im Cartulaire S. 11, n. 6; jetzt auch bei Bernard A. et Bruel A., Chartes de l'abbaye de Cluny 4, 429, n. 3341; dazu außer Voigt a. a. O. S. 217 auch Sackur E., Die Cluniazenser 1 (1892), 243.

[51] Cartulaire S. 14, n. 8 „cui preest domnus Odilo abbas et domnus Sifredus prior". Vgl. auch S. 15, n. 11 und S. 17, n. 13 und 14.

[52] Ebd. n. 30, 31, 71, 72, 73.

[53] Ebd. S. 69, n. 71: „Insuper etiam quecumque in toto nostro pontificatu et iam dicti martiris honore vel prefati monasterii prior Alvisus vel eius fratres ... recuperare ... potuerunt, a nobis omnis libertas conceditur."

[54] Ebd. S. 15, n. 10; vgl. Stumpf, n. 2795a.

[55] Ebd. n. 39, 47, 55 und 68.

[56] Ebd. S. 36, n. 33; auch gedruckt bei Perry, Hist. de Chalon, preuves S. 79. — Herzog Hugo I. hat seine Herrschaft 1076 angetreten, Petit E., Hist. des ducs de Bourgogne 1 (1885), 185 f. und Fliche A., La règne de Philippe Ier (1912), S. 244; Hugo II. von Chalon starb 1078, Bazin, Les

in der Zeit von 1076 bis 1078 erhebt er vor Herzog Hugo I. von Burgund, Graf Hugo II. von Chalon und anderen burgundischen Großen darüber Klage, daß sein Kloster in der letzten Zeit, insbesondere von dem verstorbenen Herzog Robert zahlreiche Übergriffe habe erdulden müssen und dabei auch die Kirche in Fleury-sur-Ouche verloren habe. Es gelingt dem Prior, der hier „in perquirendis sancti martiris rebus sagaciter promptus" genannt wird, die weltlichen Herren für seine Pläne zu gewinnen und die Rückgabe der Kirche und ihrer Besitzungen zu erreichen. Zuerst restituierte Herzog Hugo „quicquid predecessores eius inibi usurpavere". Ihm folgt Graf Hugo von Chalon und dann eine große Anzahl namentlich aufgeführter weltlicher Herren. Wir erinnern uns, daß in dem Immunitätsprivileg Karls III. und in der gefälschten Agapiturkunde im Immunitätspassus eine Bestimmung eingeschoben war, die sich ausdrücklich gegen den „dux Burgundie seu Cabilonensis ecclesiae episcopus sive eiusdem urbis comes" richtete. Dieser Zusatz war, wie wir betonten, im 9. Jahrhundert eine sachliche wie formelle Unmöglichkeit. Er erhält aber seine Berechtigung in einer Zeit, in der sich das Kloster der Übergriffe der Herzöge von Burgund, der Grafen von Chalon und anderer feudaler Herren nur mit Mühe erwehren konnte. In dieser Zeit konnte man es in St. Marcel für praktisch halten, einen Passus in ein ursprüngliches echtes Immunitätsprivileg einzufügen, welcher den Introitus dieser Personen ausdrücklich verbot.

Noch etwas anderes spricht für diese Vermutung. Im ersten Teil dieser Aufzeichnung wird ausführlich von der Geschichte von St. Marcel gesprochen, von seiner Gründung durch König Guntchramn, dem Verfall des Stiftes und der Wiederherstellung der klösterlichen Ordnung durch Majolus von Cluny. Vor allem wird betont, daß Fleury-sur-Ouche St. Marcel bereits von König Guntchramn geschenkt sei. In der gefälschten Guntchramnurkunde wird ebenfalls Fleury unter den dem Kloster dienstpflichtigen Orten genannt; wir dürfen also annehmen, daß diese gefälschte Urkunde damals schon vorgelegen hat. So werden wir mit einiger Wahrscheinlichkeit den ganzen Fälschungsprozeß in die zweite Hälfte des 11. Jahrhunderts, etwa in die Zeit um 1070 verlegen und mit der Rekuperationspolitik des Priors Alvisus — um diesen Ausdruck aus der Urkunde des Erzbischofs Hugo von Besançon aufzunehmen — in Verbindung bringen. Ein strikter Beweis läßt sich bei der nichtoriginalen Überlieferung der Urkunden und der Lückenhaftigkeit des Quellenmaterials natürlich nicht führen. Als

comtes de Chalon a. a. O., S. 45 f. Daraus ergibt sich die Datierung dieser Verhandlung zu 1076—78, nicht zu 1075, wie sie in der Ausgabe des Chartulars angesetzt ist.

terminus ante quem ergab sich für die Fälschungen die Abfassungszeit des Chartulars um die Mitte des 12. Jahrhunderts. Bis zu diesem Zeitpunkt bietet sich nun in der ganzen Geschichte des Klosters keine Periode, in die wir die Fälschungsaktien mit der gleichen Wahrscheinlichkeit ansetzen können, wie in die Amtszeit des Priors Alvisus und der von ihm betriebenen Güterpolitik. Letzte Sicherheit wird uns hier vielleicht die ortsgeschichtliche Forschung bringen. Soviel sehen wir aber bereits heute, daß die gefälschten Kaiser- und Papsturkunden von St. Marcel und ihre Entstehung uns einen kleinen Ausschnitt geben aus dem großen Prozeß der Auseinandersetzung zwischen Kirche und feudaler Macht, die sich in Frankreich im 11. und 12. Jahrhundert abspielt.

Anhang.

Unecht

Papst Agapit bestätigt den Kanonikern von St. Marcel namentlich aufgeführte Besitzungen und verleiht die Immunität und das Asylrecht[1].

(872)

Chartular s. XII, f. 1, Paris, Nationalbibliothek Ms. nouv. acqu. lat. 1676. — *Cartulaire de St. Marcel* ed. Paul Canat de Chizy 1, n. 1. — Reg. JE. 2987 zu Johann VIII.

Agapitus seruus seruorum Dei. Cum omnium ubique degentium sit compertum ęclesiam dei supra petram consistere eiusdemque principem apostolum Petrum existere, nos, qui Deo auxiliante quamuis subiecti peccatis eius uice fungimur, debemus eidem ęcclesie prout possumus in omnibus subuenire et de suis negotiis pie fideliterque tractare et contra sęculariam temeritatem sancti spiritus clippeo et uerbi Dei auctoritate muniri. Quapropter Galliarum omnis animaduertat plebs seu utriusque ordinis plurimus Jesu Christi domini deuotus, quia *ad*iit quidam *Warnulfus* Cabillonensis ęcclesie ordinatus ępiscopus limina beatorum apostolorum Petri et Pauli deprecans nostre *mansuetudini*, quatinus monasterio *in pago Lugdunense* sito *in* loco, *qui uocatur Hubiliacus*, et in honore summi martiris Marcelli dicato nostre auctoritatis priuilegio iuxta quod in precepto filii nostri Karoli continetur et in eiusdem loci *priuilegio sonat*, cunctas res ad idem monasterium pertinentes confirmaremus. Cuius precibus, quia prouidente uite sue merito satis nobis carus est, libenter annuimus. Confirmanus igitur nostre auctoritatis decreto iam dicto cęnobio, *quicquid* uenerabilis *Contramnus rex* Galliarum illiusque *loci fundator ibi con-*

[1] Ich gebe im folgenden einen Abdruck nach einer Photographie des Chartulars, die Übereinstimmungen mit der Urkunde Karls III. M². 1700 sind kursiv, die mit der Urkunde Johannes VIII. JE. 3200 gesperrt und kursiv wiedergegeben.

donauit atque concessit, in pago Cabilonensi in uilla Hubiliaco terris cultis et incultis, capellam *in Siniciaco* in onore *beati Juliani* sacratam, *ęcclesiam beati Eusebii cum omnibus ad se pertinentibus, portum ętiam in urbe Cabilonensi, Girgiacum uillam cum ecclesia, Mercuriacum* uillam cum omnibus ad se iuste et legaliter pertinentibus; fiscum ętiam, qui uocatur *Floriacus*, cum ęcclesia sub integritate, *Ogniacum, Letua, Liliacus, Arcum, Patriciacum, Rofiacum, Treuaus, Viriniacum, Castenedum, Sauriacum nec non et Dontiacum* potestatem *cum omnibus ad se iuste et legaliter pertinentibus, ęcclesiam in monte Laschone sitam, potestaten que uulgo appellatur Vallis aurea, Bellanauim, Uętus molinum, fiscum ętiam, qui uocatur Salciacus, Roccas, Meriliacum et Petra Jouis, Aquis, Alciacum, Uaciacum*, in comitatu ętiam Cabilonense *in uilla Boserontis mansos XII nec non deinceps, quicquid ibi uenerandus rex contulit* atque concessit. *Statuimus ętiam nostre* pontificalis sublimitate priuilegium *concedendo, ut nullus Burgundie dux seu* et *Cabilonensis ęcclesie episcopus uel eiusdem urbis comes* siue *iudex publicus aut exactionarius aut mansionaticos uel paradas faciendum distringere minime audeat.* Sanccimus ętiam, ut *si quis intra munitatem eorum infra duobus milibus confugium fecerit*, a nemine inde uiolenter *abstra*atur. Defensores igitur huius nostri privilegii et fidissimi protectores apostolorum suorum meritis et beati Marcelli martiris intercessionibus larga eis domni benedictio prosequatur. Siquis uero, quod Deus auertat, exorbitatus a fide contra hanc nostram apostolīcam et beati Petri auctoritatem ausu temerario uenire presumpserit, omnipotentis Dei patris filii et spiritus sancti sit excommunicatus anatematizatus et a liminibus sancte Dei ęcclesie sequestratus et beati Petri, ad cuius sacratissimum corpus sedemus, interminabili maledictione dampnatus, diabolo quoque et eius atrocissimis angelis deputatus, inextinguibili proferat incendium, nisi resipuerit et ueniam cum satisfactione meruerit. *Da*tum *per manum Walperti humillimi sancte Portuensis ęcclesie anno* domini nostri Jesu Christi *DCCCLXXII, indictione VI.*

P. Bonaventura Oberhueber von Tegernsee als Prokurator der bayerischen Benediktinerkongregation in Rom 1690—1695.

(Dargestellt nach seinen Briefen.)

Von **Honorat Schöberl OSB, Schäftlarn.**

(Schluß.)

Abkürzungen (s. auch Band 53 (1935) S. 178 u. Band 54 (1936) S. 24).

Ca = Kardinal Cantelmi in Neapel s. S. 77.
Co = Martin Constante in München s. S. 57.
f = folio: f 1—189 = in Gen.-Reg. 697 s. Bd. 53 S. 6ff.; f 418—670 = Gen.-Reg. 709 (Mappe) II.
fc = Fascikel.
fc 1—3 = Gen.-Reg. 691 des Münchn. Kreisarchivs — fc 4—6 = 692 — fc 7—9 = 693 — fc 10—11 = 694 — fc 26 = 700 — fc 30 = 701 — fc 31 = 702 — fc 56 = 709 — fc 56 II = 709 Mappe II — fc 9 B 4 = 693 mit der ursprünglichen Bezeichnung B 4 des Tegernseer Kongr.-Archivs.
NiC = Non impugnatur Congregatio s. S. 47.
No = Kardinal Norfolk in Rom s. S. 40.
NK = Nuntius in Köln.
NL = Nuntius in Luzern.
NW = Nuntius in Wien.
Pax = Pax religiosa s. S. 42.
R = Rubrica, Bezeichnung des Tegernseer Kongr.-Archivs.
Schm = P. Karl Schmolhard in Wien s. S. 78.
Sf = Fürstabt Sfondrati in St. Gallen s. Bd. 53 S. 188.

4. P. B. Oberhueber und das Prozeßende.

Die eben erwähnten Nuntiaturberichte über den Stand der bayerischen Kongregation unterbreitete Oberhueber den Kardinälen am 4. Juli 1693 und beantwortete zugleich in einer eigenen Zusammenstellung die vom Wiener Nuntius vorgeschlagenen Fragepunkte. Dazu war Bonaventura in der Lage auf Grund der zeither überschickten Generalkapitelsrezesse und P. Quirins amtlich eingeholten Erkundigungen. Diese hatten bereits den Beifall der Kardinäle gefunden. So hoffte unser Prokurator (vgl. S. 79), die Kardinäle würden sich mit diesen Informatio-

nen ohne die des Wiener Nuntius begnügen[46]. Die Kardinäle jedoch blieben nichtsdestoweniger und trotz erneuter Bemühungen, sie zu einem eindeutigen Beschluß zu bestimmen, über das fernere Vorgehen geteilter Meinung. So wurde nach dem Kurialstil ihre Zusammenkunft nötig, um zu beschließen, auf welchem der vorgeschlagenen Wege der Wiener Nuntius seinen Bericht einholen solle. Die Sitzung der Kardinäle aber wurde immer wieder von anderen Angelegenheiten verdrängt. Die S. C. Deputata wollte außerdem die Angelegenheit auf sich beruhen lassen, denn die Partei der Bischöfe verhielt sich völlig ruhig und die Benediktiner befanden sich im ungeschmälerten Besitz der Exemtion[47]. Msgr. Altoviti und auch die Kardinäle waren nämlich der Meinung, eine Sitzung könne nicht ohne Vorladung der bischöflichen Partei statthaben. Dagegen sperrte sich nun Oberhueber. Es hätte nichts Geringeres als einen neuen langwierigen Prozeß bedeutet[48]. Der Kongregationsleitung jedoch kam es jetzt erst recht auf eine endgültige Entscheidung an, wodurch den Bischöfen ewiges Stillschweigen auferlegt werden sollte oder auf eine irgendwie geartete Bestätigung der Exemtion[49]. Bonaventura betrieb im Gehorsam gegen seine Obern zwar weiterhin die Zusammenkunft der Kardinäle, aber je länger, desto weniger ernsthaft. Ausschlaggebend war der Beschluß, den der Prokurator zusammen mit Scarlatti und den Advokaten in einer Konferenz am 3. August 1693 faßte: die Kongregationspartei wolle sich mit dem Teilerfolg vom 2. Januar 1693 begnügen und nicht mehr weiterprozessieren. Damit war der Prozeß, wie schon früher von Karg,

[46] Die Angabe des Archivfolio zum Datum der Briefe erübrigt sich mit Ausnahme jener aus d. J. 1690/1 in den meisten Fällen des fc 15, da die Briefe nach der Zeitenfolge geordnet vorliegen. Daten ohne nähere Angabe beziehen sich also auf GR 697 fc 15 im MKA. — An Be 4. 7. 93; an Qu 11. 7. 93; 18. 7. 93; Bo's Memoriale f 518/9; sehr geschickt kam Bo hierin auf die Brevenüberforderung zu sprechen; er führte vergleichsweise die Ausgaben der Klöster bei den Visitationen der Bischöfe und bei den weit billigeren der Äbte auf und verwies auf die großen Unkosten, welche die Bischöfe der Kongregation durch den Prozeß aufluden; Bo erklärte sich ferner darin, ganz bewußt im Gegensatz zu seinem mündlichen Vortrag in Audienz vor den Kardinälen, mit allen vom NW vorgeschlagenen Wegen einverstanden; das war aber Taktik Bo's: „Alle gedruckten Memorialien werden nämlich", so er selbst, „entweder sofort, da die Gegner schon an der Türe warten oder im Laufe der Zeit allen bekannt; daher ist es ratsam, ja notwendig, (oft) das Gegenteil zu schreiben von dem, was man mündlich vorgetragen" (an Be und Qu 1. 8. 93); den Gegnern wollte Bo mit seinem Memoriale zeigen, daß die Kongregation keine Informationsart fürchte; an Be 27. 6. 93.

[47] An Qu 4. 7. 93; an Be 13. 6. 93; an Qu 1. 8. 93; 13. 8. 93; 25. 7. 93.

[48] An Qu 8. 8. 93; 19. 9. 93; 25. 7. 93; 28. 8. 93; an Be und Qu 29. 8. 93; an Qu 1. 8. 93; 12. 9. 93.

[49] An Qu 1. 8. 93; 26. 9. 93; 3. 10. 93; 18. 7. 93; 25. 7. 93; 20. 6. 93; 13. 8. 93; an Va 20. 6. 93.

so auch jetzt vom Prokurator der Benediktiner aufgegeben, und damit beendet[50].

Über dieses Prozeßende waren der Abtpräses in Tegernsee und Schmidt und Vacchiery, die Patrone der Benediktiner in München, empört. Denn die Sache der Kongregation blieb damit in ständiger Rechtsunsicherheit. Das war gewiß richtig. Und doch hing nichts Geringeres als der Weiterbestand der Kongregation davon ab, ob der weitschauende Generalprokurator seinen Standpunkt durchsetzen und „den Wechsel der Zeiten und Umstände" klarmachen konnte. Jetzt wollte er nicht mehr für das eintreten, was ihm gleich anfangs, und, spät genug, auch seinen Obern gut geschienen[51]. Inzwischen war er zur Erkenntnis gelangt, daß „man nach dem modernen Kurialstil ... die letzte Entscheidung der Zeit überlassen werde"; auch nach Meinung der Kardinäle befand sich die Prozeßangelegenheit am besten, wenn die Kongregation ebensowenig weiter daran rührte wie die Bischöfe. „Denn das freiwillige Schweigen beider Parteien absorbiere alle Schwierigkeiten und ratifiziere den Sieg der Kongregation." Für deren endgültigen Erfolg vertröstete Bonaventura auf eine Zeit, bis zu der manche Beamtenveränderungen an der Kurie vor sich gegangen seien[52]. Die Informationsangelegenheit zu betreiben, so argumentierte der Prokurator, sei Aufgabe der Gegner, nämlich darzutun, ob der monastische Stand der Kongregation gut oder schlecht sei. Die bisherigen Informationen sprechen ohnehin zugunsten der Kongregation; zudem gelinge auch den Bischöfen der Gegenbeweis gegen die Rechtsvermutung nicht, daß nämlich die Exemtion die monastische Disziplin fördere. Die Gegner urgierten die Information nicht weiter, weil dadurch nur der gerechte Lebenswandel der Benediktiner hell aufleuchte. Die Kongregation habe sich allein zur Verteidigung in der Informationssache zu bemühen gehabt; das sei jetzt überflüssig geworden; es würde im Gegenteil „der für die Bischöfe ziemlich aussichtslosen Sache zum Sieg verhelfen"[53]; das Weiterprozessieren halte ferner die Kongregation nur noch länger in Rechtsunsicher-

[50] An Qu 8. 8. 93; 19. 9. 93; an Va 1. 8. 93; an Qu 3. 10. 93; 13. 8. 93; dem Kardinal Ag sollte Bo zumuten, so wünschte man es in Tegernsee, daß er dem NW möglichst eindringlich die Information des NK und des NL zum Vorbild empfehle; noch für Dezember wurde eine Sitzung der S. C. Deputata in Aussicht genommen; an Qu 26. 9. 93.

[51] An Qu 26. 9. 93 f 11; 3. 10. 93 Bemerkung Be's; 27. 2. 94; Va und Sch an Qu 28. 11. 93 fc 11 n 56; 31. 10. 93; an Be 26. 12. 93.

[52] An Qu 8. 8. 93; 18. 7. 93; 3. 10. 93; 7. 11. 93; 26. 9. 93 f 11.

[53] An Qu 8. 8. 93; 1. 8. 93; an Be 26. 9. 93; an Gr 10. 10. 93 f 36 611 (nicht f 64, wie Molitor 2, 551 Anm. 66 versehentlich schreibt); an Qu 10. 10. 93; 19. 9. 93; so spricht sich auch Marescotti aus, der scharfsichtiger war, als die übrigen Kardinäle; an Qu 5. 2. 95.

heit und zermürbe sie durch die finanzielle Belastung[54]. Auf den bayerischen Kurfürsten und seinen Agenten Scarlatti war auch kein Verlaß; dieser war eben damals wieder daran, Klöster der Kongregation aufzuheben, und bald darauf Agent des Hauptgegners der Benediktiner, des Kölner Kurfürsten und Erzbischofs, zu werden. Ja dieser Prozeßausgang konnte niemandem so willkommen sein wie gerade dem allen Parteien dienenden Scarlatti (vgl. cp. 2, 1). Mit Recht machten diesen auch jetzt (vgl. cp. 4, 1) der Abtpräses sowie Schmidt und Vacchiery für diesen Verlauf der Dinge verantwortlich[55]. Der Generalprokurator folgerte aus der seit dem 2. Januar 1693 gegebenen Sachlage, die Kongregation müsse sich nur davor hüten, den Bischöfen irgendeinen Anreiz zu neuen Angriffen und Untersuchungen zu geben; vorkommende Ärgernisse dürfe man nicht stillschweigend hinnehmen, sondern es seien darüber Zeugen zu verhören und die Delikte zu bestrafen[56]. Um allen künftigen Feindseligkeiten der Bischöfe und ihrer Beamten die Spitze abzubrechen, solle man sie sich, in erster Linie den Kölner Kurfürsten und seinen Hofstaat, zu Freunden machen, ihnen Geschenke „und alle gebräuchlichen und weniger kontrovertierten Ehrenbezeugungen" zukommen lassen, im übrigen tun, als hätte zwischen beiden Parteien nie ein Streit bestanden. Je länger der Rechtsbesitz unangefochten bleibe und „im Erdreich (der Exemtion) Wurzeln fasse, desto mehr werde der Weinberg der Kongregation erblühen und die noch zarte Pflanzung (sc. die Kongregation) um so mehr Frucht" tragen[57]. Nichtsdestoweniger ließ man weder in Tegernsee noch in München diese unwiderleglichen Gründe Oberhuebers gelten. Die Unzufriedenheit mit Bonaventura wollte sich auch ferner nicht

[54] An Qu 10. 10. 93; 27. 2. 94; 12. 9. 93; 3. 10. 93.

[55] Vgl. an Be 10. 7. 94; Sc bat Be, den übergroßen Eifer von Sch und Va zu kühlen; die Ordinarien seien nicht zu reizen „come . . . il cane, che dormi"; der Bestand der Exemtion hänge von der Statutenbeobachtung und von der päpstlichen Autorität ab; im übrigen möge man sich auf seine (!) und Bo's Wachsamkeit verlassen; Sc an Be 31. 10. 93 t 620; weil Sch und Va (sc. mit Bo zusammen) Sc an der Aufhebung von Ensdorf hinderten (vgl. cp. 2 Anm. 7), entstand zwischen Sc und den Münchner Räten heftige Feindschaft; Sc entblödete sich nicht, die Korrespondenz Va's und Sch's mit Qu einzufordern, und zwar durch Bo, dem er im Weigerungsfalle alle Freundschaft gekündigt hätte; an Qu 3. 1. 94 fc 11 n 57 Kopie; Va an Qu 15. 1. 94; vgl. Sch an Qu 28. 11. 93 fc 11 n 56: „. . . Es verwundert khein aus uns beyden, dass sich dieser Herr (= Sc) so dapfer an uns abgekhüllt und sich der wurmb nur rechtschaffen wündet, nachdem man ihme zu nahe auf den palg getreten; so uns beyde von herzen erfreyet, dass wir so in das wurmb nest gestochen . . . der Abbt von Tegernsee ist indessen voll ängstligkheit und unnöttig forcht und beysorg, jenen (= Sc) zu offendieren".

[56] An Qu 27. 2. 94; 8. 8. 93; an Qu 3. 10. 93.

[57] An Gr 10. 10. 93; an Be 31. 10. 93; 16. 1. 94; an Qu 10. 10. 93; 12. 9. 93; 19. 9. 93; 28. 8. 94; 13. 2. 94.

legen, obwohl diesem auch der von allen Äbten hochgeschätzte frühere Abtpräses Gregor von Scheyern und der politisch erfahrene Fürstabt von St. Gallen, Sfondrati, und die Kardinäle Norfolk und Albani beipflichteten[58].

III. Wachstum in der Kongregation.

V. Kapitel. P. B. Oberhueber und der Ausbau der Kongregation.

1. P. B. Oberhueber und der Ausbau der Kongregation im Innern.

Da das Prozeßziel der Kongregation, den Bischöfen jegliche Anfechtung der Exemtion durch Rom verbieten zu lassen, vorläufig aufgegeben werden mußte, beschränkte sich der Prokurator darauf, die Rechte der Kongregation durch ihre Ausübung zu festigen und allen Rechtsnachteil von irgendwelcher Seite zu verhüten. Dazu, daß die Anerkennung der Exemtion auch durch die Kurie dokumentiert werde, machte Oberhueber verschiedene Wege ausfindig. Nicht alle freilich erwiesen sich schließlich vorteilhaft[1]. So bemühte sich Bona-

[58] An Qu 27. 2. 94; 7. 11. 93; 3. 10. 93; an Gr 10. 10. 93; vgl. an Qu 17. 10. 93; an Qu 10. 10. 93; Sf an Be und Qu 26. 10. 93 f 16 619; an Qu 5. 12. 93; Sc an Be 31. 10. 93 f 620.

[1] An Qu 10. 10. 93; unter diesem Datum dürfte Bo auch das auf seine Anregung von Gr verfaßte, in der Urschrift (f 631/2) vorliegende consilium Rsmi. D. Gregorii Abb. Schyr. erhalten haben; es führt alle in Betracht gezogenen, auch nicht gangbaren Wege auf, die Exemtion zu sichern; an Qu 18. 7. 93; Qu an Bo 3. 8. 93; Va und Sch an Qu 28. 11. 93 fc 11 n 56; an Qu 19. 12. 93; 28. 11. 93; an Gr 10. 10. 93; an Qu 12. 9. 93; 17. 10. 93; Va und Sch an Qu 15. 1. 94; die beiden Münchner Räte brachen die Korrespondenz mit Bo ab, um diesen so durch heilsamen Schrecken zur Sicherung der Exemtion anzuspornen; abgesehen davon wollten sie ihre Korrespondenz mit Bo dem bayerischen Agenten nicht lesen lassen, der das zu tun pflegte (vgl. cp. 4 Anm. 55); Bo empfand den Schmerz über den Verlust der Gnade von Va und Sch „tief wie das Meer" u. meinte, er werde nur übertroffen von den Höllenqualen, weil ihm die Hoffnung nicht fehle, daß es aus diesem Schmerz Erlösung gebe; diese kam auch, indem Bo von Sch am 6. 2. 94 wieder „eines Schreibens gewürdigt" wurde und Sch die Korrespondenz mit Bo weiterzuführen versprach; dieser bat Qu, er möge ihm das Wohlwollen der beiden Räte erhalten, „ne amplius in me amari sint, sed potius se amari sinant; etenim quis ignorat, quod (sic!) per hos clarissimos viros magna ex parte totius congregationis nostrae machina multum ab insultu adversariorum nostrorum defendatur, facilior pariter per hosce nobis undique aditus, quo ad obtinenda sive petenda patrocinia pertingamus, certius aperiatur". An Qu 6. 2. 94; dieses rühmende, aber wohlverdiente Lob wird den beiden Münchner Räten eher gerecht, als die Vorbehalte, welche Fink S. 52 295 gegen die Verdienste beider Männer um die Kongregation machen zu müssen glaubt; dieser Eifer kann Sch und Va nur zur Ehre gereichen, auch wenn er unklug war (vgl. cp. 5 Anm. 18). — Eine weitere Gelegenheit, mittelbar die Exemtion bestätigen zu lassen, wären die Annotationen gewesen, d. h. die von den Statuten vorgeschriebene, diese ergän-

ventura in Rom und in Luzern darum, daß der Luzerner Nuntius eine geeignete Person in Bayern, am besten in München, als seinen Vertreter in Sachen der bayerischen Benediktiner aufstelle. Verschiedene Gründe machten diese sogenannte Subdelegation des Luzerner Nuntius auch wirklich notwendig. Hatte doch Karg in seiner *Non impugnatur Congregatio*, wie sein Prozeßprokurator vor ihm in seiner Prozeßschrift, gegen die Exemtion der bayerischen Benediktiner eingewendet, die weite Entfernung der bayerischen Klöster von den Aufsichtsorganen in Rom und Luzern müsse sie zu Disziplinlosigkeit verleiten. Die gegebenen Oberen für die bayerischen Benediktiner seien darum die Ortsbischöfe. Gegen diese Einwände hatte Bonaventura 1692 und wiederum vor der Sitzung der S. C. Deputata am 2. Januar 1693 die Subdelegation des Schweizer Nuntius vergebens angeregt[2]. Sodann hatte Karg durch Rom den Wiener und nicht den zuständigen Luzerner Nuntius mit der Berichterstattung über die inneren und äußeren Verhältnisse der Kongregation betrauen lassen und hatte es damit begründet, der Wiener Nuntius sei den bayerischen Benediktinerklöstern näher und für ihn der Auftrag leichter durchführbar. Alle diese Argumente wurden hinfällig, wenn der Schweizer Nuntius einen in Bayern wohnhaften Subdelegaten aufstellte; dieser konnte über die Benediktiner wachen, ihre Rechte und Privilegien, besonders die Exemtion beschützen und verteidigen, zu ihm konnten die Mönche in dringenden und in weniger wichtigen

---

zende und von Abt Gregor von Scheyern angefertigte Zusammenstellung klösterlicher Gebräuche, welche die Einheitlichkeit der Disziplin innerhalb der Kongregation befördern sollten; von ihrer Bestätigung riet der Generalprokurator der Mauriner ab, „ein Mann von umfassender Gelehrsamkeit und praktischer Erfahrung"; denn die Kongregation hätte sich der Freiheit beraubt, je nach Zeit und Umständen wünschenswerte Veränderungen vorzunehmen; an Qu 7. 2. 93; 10. 4. 94; 26. 6. 94; an Be 9. 1. 94; an Qu 17. 7. 94; einige Exemplare der Annotationes liegen in fc 11 und MHAKL Benediktbeuren n 134; zur Ergänzung von Vogg S. 58ff. sei angeführt, daß nach Bo's (unwidersprochener) Vermutung die Annotationen nicht der Annahme durch das Generalkapitel bedurften; sie sollten den Klöstern einfach mitgeteilt werden und diese dann berichten, was sie dagegen hätten; mit der Zeit gewöhne man sich an die Annotationes; das sei für diese eine genügende Approbation; an Be 19. 8. 92; an Qu 28. 11. 93; 19. 12. 93; an Be 16. 1. 94.

[2] An SchW 3. 1. 93; vgl. Molitor 2, 532, 538, 543; an SchW 25. 4. 92; an Gr 10. 10. 93; an Qu 12. 9. 93; 17. 10. 93; Va und Sch an Qu 15. 1. 94; 1684 war der Schweizer Nuntius in Person zum Protektor der Kongregation ernannt worden, unterm 20. 3. 1687 von Amts wegen; sonst war für Bayern der Wiener Nuntius zuständig; die bayerische Kongregation wurde ausnahmsweise dem Luzerner Nuntius unterstellt, weil die rechtliche Verfassung der bayerischen Kongregation die schweizerische als Vorbild hatte; wie die Verfassung, so sollte auch der Stellvertreter Roms bei beiden Kongregationen derselbe sein; an Be und Qu 5. 12. 93; vgl. Molitor 1, 346 Anm. 97; 2, 521; NiC.

Fällen rekurrieren[3]. Der Prozeß hatte ferner gezeigt, daß über dem Generalprokurator in Rom der Nuntius in Luzern nicht vernachlässigt werden durfte. Oberhueber selbst machte die Bedeutung der Subdelegation des Nuntius klar mit dem Hinweis, die Kurie wende sich bei allen Streitigkeiten zwischen Bischöfen und Regularen immer an die Nuntien. Man solle sich mit dem Luzerner Nuntius und seinem künftigen Subdelegaten durch häufige Korrespondenz gut stellen. Denn von der Berichterstattung dieser beiden nach Rom werde in Zukunft die Erhaltung der Kongregation wesentlich abhängen[4]. Im Bedarfsfalle nämlich werde der Nuntius auf Grund des Augenzeugenberichtes seines Subdelegaten, die von Rom erforderte Auskunft über die Kongregation erteilen. Aus diesen Gründen trug der Prokurator um den 21. November 1693 den Kardinälen der S. C. Deputata die Bitte um den Subdelegationsauftrag an den Schweizer Nuntius vor. Sie wurde ohne weiteres gewährt. Nach Rücksprache des Kardinals Albani mit dem Papst wurde der Luzerner Nuntius beauftragt, einen geeigneten Mann als Subdelegaten aufzustellen[5].

Die Subdelegation lag ganz im Rahmen des Entscheides des S. C. Deputata vom 14. Januar 1687 ad n 4, demzufolge der Schweizer Nuntius sowohl in eigener Person, wie auch durch einen Subdelegaten, innerhalb der Kongregation dieselben Fakultäten ausüben konnte, wie innerhalb seines Nuntiaturbereiches[6]. Der Papst unterstellte ferner auf Grund der Subdelegationserlaubnis wie sein Vorgänger die Kongregation dem Luzerner Nuntius als dem Vertreter des Heiligen Stuhles und damit diesem selbst. Er hielt also die Exemtion unbedenklich aufrecht und sorgte für deren besseren Schutz. Bonaventura maß der Subdelegation infolgedessen ebensoviel Wert bei wie einer formellen Bestätigung der Exemtion[7].

---

[3] An SchW 3. 1. 93; vgl. Molitor 2, 543; an Gr 25. 4. 92; an Qu 21. 11. 93; 19. 12. 93.

[4] An PrB 17. 4. 94 fc 69; an Qu 10. 10. 93; an Qu 19. 12. 93; 12. 9. 93; an Be 26. 12. 93; 16. 1. 94.

[5] An Qu 21. 11. 93; Kardinal Ag und Fürstabt Sf halfen den Weg in Luzern auf Bo's Anliegen hin ebnen; Sc verstand Kardinal Albani für Co's Person als Subdelegaten einzunehmen; dahinter dürften seine Aufhebungsabsichten gestanden sein, die er zusammen mit Co verwirklichen wollte; vgl. S. 245; an Be 10. 7. 94.

[6] An Qu 27. 2. 94; an Be und Qu 5. 12. 93; vgl. Molitor 2, 518, 520.

[7] An Be und Qu 5. 12. 93; an Be 10. 7. 94; die Annales 1694 S. 108 sprechen die Bedeutung der Subdelegation mit den Worten Bo's aus; hier, wie in der Darstellung des Prozesses gehen sie auf Bo zurück, unmittelbar aber auf Qu's *Succincta Relatio* (vgl. Molitor 2, 489; fc 9 A 55; MHAKL Benediktbeuren n 130), diese auf die sehr ungenaue „Brevis Deductio negotiorum a P. Procuratore Generali Congr.is Ben.o — Bav.cae directa ad A. R. P. Secretarium eiusdem Congr. is" f 612—615; vgl. Qu an Bo 18. 7. 93; an Qu 4. 10. 93; 25. 10. 93. Dieser Bericht ist sachlich und vor allem in den

Wer sollte aber Subdelegat werden? Der Abtpräses und der Schweizer Nuntius dachten an den Dekan von St. Martin in Landshut, Alexander Hoffer, der früher schon dieses Amt mit Mut und Geschick geführt hatte. Bonaventura aber, von Scarlatti gegängelt, lenkte die Subdelegation auf die Person des Martin Constante von Westenburg, Dr. theol. et Dr. jur. can., Vicarius Foraneus des Freisinger Bischofs. Es kam Oberhueber offenbar darauf an, der Kongregation das „bracchium saeculare" möglichst nahezulegen (vgl. cp. 1, 5). In Tegernsee war man über die Wahl dieser Person nicht erbaut. Bonaventura drang aber nichtsdestoweniger damit durch. Alexander Hoffer starb überdies im März 1694, während die Verhandlungen über die Person des Subdelegaten noch in Schwebe waren[8]. Nach Rückfrage bei seinem Geistlichen Rat erklärte sich der bayerische Kurfürst mit der Wahl Constantes einverstanden; darauf erfolgte dessen Subdelegation durch den Nuntius unterm 21. März 1694. Constante nahm sie an. So zweifelhaft dessen Stellung zur Kongregation war — unterhandelte er doch mit Scarlatti über die Aufhebung von Kongregationsklöstern —, so dürfte es auch hier Oberhueber gewesen sein, der auch bei Constante wie bei Scarlatti selbst seinen Einfluß zum Segen der bayerischen Benediktiner zu nutzen verstand[9].

Wichtiger als die Subdelegation und die damit verbundene Bestätigung der Exemtion seitens der Kurie war die Anerkennung der Exemtion durch die Bischöfe. Die Kurien zu Freising und Regensburg stellten ihre Feindseligkeiten gegen die Benediktiner ein. Gegen alle Erwartungen war schon während des Prozesses der Abtpräses bei seiner Visitationsreise 1692/93 von den bischöflichen Kurien unbehelligt geblieben[10].

Zeitangaben unzuverlässig; an Qu (7. 11. 93) erklärt Bo, die gewünschte Information sei kein stilistisches Prunkstück und auch nicht vollständig: „Es ist nicht dienlich (sagt er wörtlich), das Andenken an Einzelheiten der Nachwelt zu überliefern; denn auch unsere Feinde, werden einmal forschen und dann sollen sie nicht Bosheit, sondern Methode finden, wodurch den Machinationen der Mandatare begegnet wurde; daher und aus anderen Gründen wurde in diesem Schriftstück nicht mehr zusammengetragen...; und weil ... (es) innerhalb weniger Stunden durch mich sein Dasein erhielt, verdient es nur wenig Reflexion". Bo's eigenes Urteil bestätigt der Vergleich dieser seiner Zusammenstellung mit seinen Briefen; nur zusammen mit diesen ist die *Brevis Deductio* verwertbar, aber kaum nötig.

[8] An Qu und Gr 10. 10. 93; an Qu 20. 2. 94; 12. 12. 93; 27. 2. 94; an Be 31. 10. 93; 16. 1. 94; vgl. Molitor 2, 504, 510, 522 ff., 665; an Be 26. 12. 93; an Qu 8. 5. 94; an Be 10. 7. 94; an PrB 17. 4. 94 fc 69; an Qu 20. 2. 94; Bo's weitere Begründungen für seine Wahl Co's klingen ungereimt genug; in diesem Fall durchschaute er Sc zu wenig; s. Anm. 5; an Qu 27. 3. 94.

[9] An Qu 7. 2. 93; 10. 4. 94; 26. 6. 94; Be an NL 24. 3. 94 fc 11 n 61; NL an Co 21. 3. 94 fc 11 n 60 Kopien; ME an Geistl. Rat fc 9 Kopie; an Qu 17. 7. 94; an Be 9. 1. 94.

[10] An Qu 12. 12. 93; an Be 14. 3. 93; 20. 6. 93; an Qu 27. 9. 92.

Bald nach dem Prozesse war dann in Scheyern der um sein Kloster und der als „die große Säule der Kongregation" um diese hochverdiente Abt Gregor Kimpfler am 4. November 1693 und kurz darauf der weniger verdiente (vgl. cp. 2 Anm. 1) Abt Bernhard Degl (1684—1693) gestorben. Entgegen allen Befürchtungen und Vorbeugungsmaßregeln zur Wahrung der Kongregationsrechte, die der Prokurator angegeben hatte, störten nun die zuständigen bischöflichen Kurien die Abtwahlen in keiner Weise. Die Kurie zu Freising bestätigte anstandslos Abt Cölestin Baumann von Scheyern (1693—1708); Abt Otto Kraft von Prüfening (1693—1729) erhielt ebenso ohne weiteres seine Bestätigung durch Regensburg. Freising gab sie nicht einmal „iurisdictione ordinaria" sondern „iurisdictione competente" (sc. Auctoritate Apostolica delegata) und ließ es auch unangefochten, daß der Scheyerer Abt vor seiner Weihe in dem abzulegenden Eid dem Ortsbischof nur die schuldige Ehrfurcht, nicht aber — wie die Äbte bis zur Errichtung der Kongregation schwören hatten müssen —, Gehorsam versprach. Damit waren die Besorgnisse hinfällig geworden, die man in Tegernsee infolge des unentschiedenen Prozesses gehegt hatte. Des Prokurators Zuversicht war gerechtfertigt, wenn er seinen Obern entgegengehalten hatte, die eingelaufenen günstigen Informationen über die Kongregation hätten den Bischöfen die Lust zu weiteren Anfeindungen genommen. Der gefährlichste Gegner, diese Folgerung zog Oberhueber aus dem Verhalten Freisings und Regensburgs, hatte die Exemtion selbst bestätigt, indem er die Abtkonfirmationen ohne Protest erteilte[11].

Karg reiste zwar im Dezember wieder nach Rom, um dem Papste für die Bestätigung des Kölner Erzbischofs als Bischof von Lüttich zu danken, tat aber keinen Schritt gegen die Kongregation. Oberhueber machte ihm sogar als „hohem Beamten des Kurfürsten" wiederholt seine Aufwartung und wurde von Karg gnädigst empfangen und angehört, und vor dessen Weggang aus Rom, zusammen mit des bayerischen Agenten Bruder und Vertreter, dem Baron Joh. Bapt. Scarlatti zur Tafel geladen. Bei dieser Gelegenheit suchte Bonaventura Karg zu überzeugen (vgl. cp. 3 Anm. 6 u. 7), daß die Bischöfe und ihre Beamten seinerzeit von Dritten aufgehetzt und falsch unterrichtet worden seien.

Mit dem ihm unerfüllbaren Versprechen, beim Kölner Kurfürsten um gut Wetter für die bayerischen Benediktiner anzuhalten, das ihm der naive P. Bonaventura abnötigte, entließ Dr. Karg den Prokurator der bayerischen Benediktiner. So war

[11] An Qu 9. 1. 94; 26. 12. 93; 19. 12. 93; 21. 11. 93; 23. 1. 94; 13. 2. 94; 20. 2. 94; 27. 2. 94; an Be 26. 12. 93; vgl. Lindner, Metr. Sal. S. 191 n 2084/5; S. 442 n 4864/5.

ein „modus vivendi" zwischen Bischöfen und Kongregation zustande gekommen. Mehr war kaum zu erreichen „. . . quia hoc tempore et leo et agnus simul dormiunt"[12]. Der unter der Asche glimmende Brand konnte nach wie vor jederzeit wieder zur Flamme werden. Am hartnäckigsten verweigerte die fürsterzbischöfliche Kurie in Salzburg den Benediktinern die Anerkennung der Exemtion. Der Rector Magnificus der dortigen Benediktineruniversität, P. Paul Mezger, rief deshalb die Vermittlung unseres Prokurators, aber vergebens an. Dieser mischte sich wohlweislich nicht ein. Denn Salzburg hatte schon im Oktober 1693 einen Agenten nach Rom geschickt, der allerdings gegen alles Vermuten unverrichteter Dinge wieder abgereist war. Auch der Abtpräses bemühte sich, dieselben Schwierigkeiten persönlich in Salzburg zu beheben wie auch sein Kongregationssekretär. P. Plazidus von Mallersdorf, der in Salzburg dozierte, kein Geringerer als der spätere Abt in Frauenzell, wurde sogar mit Einkerkerung und alle bayerischen Benediktiner wurden mit Ausschluß vom Doktorat und von der Lehrkanzel in Salzburg bedroht. Die Benediktiner erhielten aber hier dank Prielmayers Verwendung Rückhalt durch ein kurfürstliches Dekret[13].

Nach allem kam sehr viel darauf an, daß die Bischöfe durch die Kongregation in keiner Weise gereizt wurden. Das war vielleicht die größte Sorge des Prokurators. Denn nach seiner Feststellung waren mehr als die äußeren, zunächst die inneren Feinde zu fürchten: die Äbte und Mönche, die durch ihr Verhalten dem Ansehen und dem Zweck der Kongregation Einbuße taten. Sich mit diesen auseinanderzusetzen, hielt Oberhueber unter den gegebenen Umständen für seine heilige Pflicht. Scarlatti und Prielmayer unterstützen ihn dabei wirksam[14].

„Ich kann wahrhaftig in meinem Leben diesen Prälaten nicht hochschätzen", entschlüpfte es einmal unserem P. Bona-

[12] An Be 16. 1. 94; an Qu 4. 12. 94; 11. 12. 94; 18. 12. 94; Bo faßte vor der Einladung bei Karg den Vorsatz (an Qu 1. 1. 95): „. . . tacite in sanitatem vestram bibam"; vgl. Roth S. 76ff.; Riezler 7, 339; an Qu 1. 3. 94; 11. 9. 94; 18. 9. 94.

[13] An Be 31. 10. 93; an Qu 3. 4. 94; 28. 8. 94; 9. 10. 94; vgl. Molitor 2,548 Anm. 56; an Qu 6. 2. 94; 16. 10. 94; 30. 10. 94; 19. 2. 95; Be an PrB 8. 1. 95 (nicht 1694, wie Be schreibt) fc 69.

[14] An Qu 28. 11. 93; 3. 10. 93; PrB an Sch 23. 11. 93 f 21 Kopie; Sc an Be 31. 10. 93 fc 11 n 49; Sc an ME 29. 11. 93 f 624/5; an Qu 24. 1. 93; an Qu und Be 27. 3. 94; an Qu 26. 9. 93 f 11; 8. 5. 94; Fink S. 64ff. Gegen Ende April 1694 kehrte P. Michael, der nach seinem Delikt unhaltbar geworden, geflohen und dem Glauben seiner Väter untreu geworden zu sein scheint, in sein Kloster zurück; an Qu 15. 5. 94; der mit ihm entflohene und abgefallene P. Johannes von Frauenzell, ebenfalls in Reichenbach stationiert, folgte ihm später ins Kloster zurück, dank dem Bemühen des Salzburger Subpriors; Bo riet dem reuig Heimkehrenden nach bestem Können und unternahm auch seinetwegen Schritte; an Qu 4. 9. 94.

ventura über Abt Ignaz von St. Emmeram. Wie vor und während des Prozesses, so handelte dieser auch jetzt den Kongregationssatzungen entgegen. Seinen P. Michael hatte Abt Ignaz trotz eines aufsehenerregenden Deliktes nicht seiner Pfarrstelle in Reichenbach enthoben, obwohl bei der letzten Visitation der Konvent von St. Emmeram dies beantragt und die Visitatoren gefordert hatten. Wurde aber von seiten der Kongregation nicht vorgegangen, so mußte nach tridentinischem Gesetz (sess. 25 de reg. et mon. cp. 14) der zuständige Bischof eingreifen. Dann war der Beweis erbracht, die Exemtion leiste sogar Delikten Vorschub; zudem war Abt Ignaz selbst erster Visitator. Als solcher gab er ferner Ärgernis, indem er seinen (einzigen?) Novizen nicht im gemeinsamen Noviziat erziehen ließ. Dem Prokurator war es auch um das Seelenheil solcher Novizen zu tun. Professen nämlich, die außerhalb des gemeinsamen Noviziats ihr Probejahr ablegten, erhielten in Rom leicht die Nichtigkeitserklärung ihrer Gelübde zum Schaden ihres Gewissens[15]. Sodann hatte in Scheyern der Konvent unmittelbar nach dem Tod des Abtes Gregor seinen Fr. Benedikt statt zum gemeinsamen Studium an die Salzburger Universität ohne Erlaubnis des Abtpräses geschickt. Vorkommnisse in Andechs (P. Ulrich Staudigl), in Attl und Wessobrunn gaben Anlaß zu Unzufriedenheit und dem väterlich für das Heil der Kongregation besorgten Prielmayer zu der düsteren Prophezeiung: „Wenn die Herren (Äbte) zu St. Emmeram und Scheyern (d. h. außer Abt Cölestin Vogl und Gregor Kimpfler auch jene zu) Tegernsee und Heilig Berg, Item der grumpfende Prielmayr und Schmidt einst die Augen zugetan, so wird sich das Kongregations-Gebäu für sich selbst wieder verfallen“[16].

Der Prokurator geriet angesichts dieser Vorfälle in einen geradezu fanatischen Eifer für die heilige Sache der Kongregation: Ähnliche Ärgernisse wie in Reichenbach müsse der Abtpräses ohne Verzug untersuchen, abstellen und bestrafen, nötigenfalls persönlich, wenn sich nämlich der Emmeramer Abt dazu nicht verstehe, und mit Zuhilfenahme des „bracchium saeculare“, des Geistlichen Ratsdirektors Constante. Die Kongregationsleitung möge doch ja den Vorwurf vermeiden, Äbte und Klöster hätten nicht nur keinen Fortschritt zu verzeichnen, sondern durch die Exemtion Schaden

[15] An Be 16. 1. 94; an Qu 23. 1. 94; 28. 11. 93; 6. 11. 94.

[16] PrB an Sch 23. 11. 93 f 21 Kopie; vgl. an Qu 13. 2. 94; Karg hatte in seinem Memoriale vom 27. 12. 92 ebenfalls gegen die Lebenslänglichkeit der Äbte Stellung genommen; an Be und Qu 26. 9. 93 f 11; an Qu 21. 11. 93; 28. 11. 93; 23. 1. 94; 20. 11. 94; an Be 26. 12. 93; 16. 1. 94; 21. 2. 93; Sch und Va an Qu 28. 11. 93 fc 11 n 56; nach Fink S. 52 wollte der Prior von Scheyern, der unter des Abtes Gregor Präsidium Kongregationssekretär gewesen war, in Scheyern Abt werden und dann die Kongregation sprengen.

gelitten. Ersteren könne es die Lebenslänglichkeit ihres Amtes kosten, deren erklärter Gegner einer der Kardinäle der S. C. Deputata sei. Der Fall in Reichenbach müßte diesem die Handhabe zum Beweis dafür liefern, die Lebenslänglichkeit verleite zum Willkürregiment, das selbst Delikte angehen lasse. Damit wäre in der Tat ein wichtiges Recht verlorengegangen, das einen Wesensbestandteil der bayerischen Abteien, ihren Familiencharakter von jeher schon ausmacht. Aus solchen Erwägungen heraus bestand der Prokurator auch darauf, daß der Abtpräses mit dem ganzen Nachdruck seiner verfügbaren Autorität die Äbte zum Gehorsam gegen die päpstlich bestätigten Statuten anhalte; besonders von der Vorschrift, das gemeinsame Noviziat und Studium zu beschicken, möge man nicht leichthin dispensieren. Sonst würde Oberhueber die Dispens in Rom für ungültig erklären lassen; noch mehr, er drohte, gegen die Disziplinlosigkeit der Äbte apostolische Mahnschreiben oder die Exkommunikation zu erwirken, ja wegen Absetzung unfügsamer Äbte an der Kurie zu verhandeln. Letzteres sei gar nicht schwierig; denn der gegenwärtige Hl. Vater sei ohnehin ein großer Eiferer für die päpstlichen Gesetze. Bonaventura selbst schrieb Drohbriefe nach Scheyern und St. Emmeram und ließ die Äbte der bayerischen Kongregation durch den Kurfürsten und durch den Ordensprotektor und Kardinal d'Aguirre zur gewissenhaften Beobachtung der Statuten, vor allem im Punkt des gemeinsamen Noviziats und Studiums anhalten[17].

Auf dieses unkluge Ungestüm des Prokurators war der Abtpräses schlecht zu sprechen. Die Unvollkommenheiten in den Klöstern zu beheben — um solche handelte es sich zumeist —, dazu war mehr Klugheit als Schärfe angebracht; es kam dem Abte Bernhard darauf an, den glimmenden Docht der Liebe zur Kongregation nicht durch grobes Zugreifen ganz auszulöschen, sondern mit viel Geduld zu entfachen. Der im Ordensleben ergraute und erfahrene Abtpräses Bernhard wußte nur zu gut, daß die Kongregationsideale sich nur allmählich gegen dawiderstehende, geschichtlich gewordene Auffassungen und Tatbestände durchringen konnten. Die Zeitverhältnisse, die finanzielle Überlastung der Kongregationsklöster trugen viel dazu bei, z. B. von der Beschickung des gemeinsamen Noviziats abzuschrecken. Das übersahen der Prokurator und auch die beiden Münchner Räte Schmidt und Vacchiery, denen der Abtpräses ebenfalls zu nachsichtig war[18].

[17] An Be 26. 12. 93; 21. 2. 93; 16. 1. 94; an Qu 23. 1. 94; 6. 11. 94; 28. 1. 93; 15. 1. 95; 26. 9. 93 f 11; 5. 2. 95; 20. 11. 94; 6. 11. 94; 21. 11. 93; Ag an Be 5. 12. 93 fc 11 n 53 Kopie; vgl. Molitor 2, 563; Sc an ME 29.11. 93 f 624/5; vgl. Va und Sch an Qu 28. 11. 93 fc 11 n 56; 15. 1. 94.

[18] Die beiden Münchner Räte setzten ihrem edlen Eifer für die gute Sache trotz ihres einseitigen Standpunktes ein wertvolles Denkmal in folgen-

Oberhueber lernte diesen nachsichtigen Standpunkt des Abtpräses aus dem Munde der höchsten kirchlichen Stellen in Rom hochschätzen. Hier waren die Kardinäle und der Papst selbst voll des Lobes und der Bewunderung für den Abtpräses: „Seiner Mühewaltung ginge alles so gut und rasch zu Nutz und Frommen der Kongregation im ganzen und der Klöster im einzelnen vonstatten"; „er vollführe seine Rolle in den schwierigsten Dingen glücklich und gut". Der Generalprokurator durfte diese uneingeschränkte Anerkennung der Regierungsweisheit seines Abtpräses bei der üblichen Kerzenüberreichung am Lichtmeßfest der dem Prozeß folgenden Jahre vernehmen, als

---

den Zeilen: „Die Autorität des Abtpräses kann diese Unvollkommenheiten... abstellen, wenn man die Wankelmütigen auf Statuten und Observanz verweist. Verfängt die Güte nicht, dann nehme man die Drohung zur Hand, die Sache anderen zu übertragen, und dann drohe man mit Schwert und Feuer (vgl. cp. 2 Anm. 1); patet ex post facto, daß gegen alles Versprechen alle die väterliche Liebe und Strenge nicht genützt. Und sollte das eine oder andere Kloster via facti vorgehen, so bleibt immer noch der Rekurs an die Nuntiatur, an die (römische) Kurie und schließlich zum Kurfürsten als Protektor ... Aber wenn ihnen (sc. den Kongregationsobern) etwa aus andern zeitlichen Rücksichten ihre guten Operationen übel vermerkt würden, und ihnen die Schneid benommen werden sollte, so muß man ein geduldiger Job sein und wir irre gemacht und ungeduldig werden ... Sollte eingewandt werden, daß Schärfe gefährliche Motur (sc. Erregung gegen die Kongregation) nach sich ziehen würde, so dient uns doch zum Trost, daß, unserm Gott zur schuldigsten Ehre, und den heiligen Orten zur Aufnahme bestgesonnener Erinnerung (sc. der religiösen Wahrheiten und Tatsachen, die Klöster) auch durch schwere Gerichte firmiert werden. — Leichter sind Rechte unverletzt zu erhalten, als verletzte gut zu machen; ..... principiis obsta ... Ob wir mit geradem oder schiefem Blick angesehen werden, um das ist es uns nicht zu tun. Aber wie ist der Hauptsache geholfen, wenn dergleichen, wie ich jüngst ain(en Fall) hiert (= hörte) ..., toleriert werden?" Die beiden Gönner drohten schließlich, sich von der Kongregation ganz zurückzuziehen; bei Unterlassung der nötigen Heilmittel treffe auch sie ein Teil des Odiums und der Verantwortung, nämlich Prielmayer gegenüber; sie versprachen gleichwohl: „Wenn wir aber verspüren, das(s) uns an Orten, wo ein Interesse vorhanden, sekundiert wird, so bleibt es beim Alten". Va und Sch an Qu 28. 11. 93 fc 11 n 56; 15. 1. 94; Be an Bo 11. 12. 93 fc 11 n 48; an Qu 21. 11. 93; der Geistliche Rat München an die bayerischen Äbte 28. 12. 93 fc 12 Kopie; vgl. Molitor 2, 553 Anm. 17. Wenn die beiden Münchner Gönner in dem angeführten Brief ihre Meinung auf Prielmayers Autorität stützen zu können glaubten, so mißverstanden sie dessen Stellungnahme, die seiner, in der großen Politik gereifter Auffassung entsprang; diese stimmte im wesentlichen mit jener des Abtpräses überein; insofern stellt es der Regierungsweisheit des Abtpräses und der edlen Gesinnung Pr's zugleich ein würdiges Zeugnis aus, was Pr an Sch schreibt: „Man solle mit Liebe, Eifer, Ermahnungen und Drohungen je nach Zeit und Umständen zusetzen und zur Standhaftigkeit aufmuntern. Es sind zwar die gegenwärtigen Zeiten viel an der Wankelmütigkeit schuld, in denen ein Kloster dem anderen nicht helfen kann, wie man auf dem Konzept hatte. (Pr spielt auf die Statuten an, wonach zu den vorzüglichen Mitteln gegenseitiger Hilfe das gemeinsame Noviziat und Studium gehörte; s. Erectio cp. 2 S. 29ff. u. 31ff.) Ich will nichts sagen von den undisziplinierten Köpfen, die allzeit exzepiert sind, (vgl. unten: denen der Sinn mehr nach außen

ihm die Kardinäle und der Papst mit ausnehmender Huld dankten. Der Papst fiel Oberhueber, als er sich als Vertreter der bayerischen Kongregation vorstellte, also ins Wort: „O che siate benedetti a Dio!" Bei keinem der anderen Prokuratoren glaubte Bonaventura solche Herzlichkeit des Papstes wahrgenommen zu haben[19].

Nicht nur auf die Exemtion selbst und deren segensreiche Früchte war der Prokurator bedacht, sondern auch darauf, keinen Nachteil für irgendein Recht der Kongregation zuzulassen. Von seiner Sorge, die Lebenslänglichkeit der Äbte zu wahren, wurde oben geredet. Er betrachtete sodann die

---

geht, als in dem Kloster steht und) erst recht sich kein neues Joch an' Hals werfen lassen wollen. Das ist das schlimmste von allen Prinzipien. Dessen können sich die Ordinarien bedienen, und andere Widersacher, zur Vernichtung dieses so großen und heiligen Werkes (sc. der Kongregation).... Der Abtpräses wird sicher selbst finden, daß bei diesen Kreisen (= bei den unbeugsamen Konventen) fleißige Visitationen höchst notwendig sind und nicht zu unterlassen seien, da man dabei hinter allerlei widrige Anschläge und hinter Gespinste kommt, und diese vernichten und den Schwächeren das Bessere einreden, die Guten aber in ihrem löblichen Eifer festigen kann. Ich möchte den einen oder andern der aufgemösten Ordenspfarrherrn, denen der Sinn mehr nach außen geht, als in dem Kloster steht, auf eine Zeit in die Niederlande wünschen, damit sie sehen, was die Benediktiner und andere Ordenspersonen für ein strenges Leben führen, und was sie von Freund und Feind derzeit ausstehen ... Erst vor kurzem erschien bei mir ein Benediktinerprälat, der um Gottes willen um die Suppe bat. Und es ist kein Laienbruder in ganz Bayern nicht so schlecht gekleidet, als dieser es war..." PrB an Sch 23. 11. 93 f 21; auch Pr wußte also, daß Unbotmäßigkeiten nie aussterben, so lange es Menschen gibt, und in erster Linie womöglich auf dem ordentlichen Weg der von den Satzungen vorgeschriebenen Visitation und mit Bedacht zu beheben waren; und darin hatte kein Abtpräses, weder Gr noch Be, durch Unterlassung gesündigt; Be hatte sich bei der letzten Visitation sogar eine Krankheit geholt, sie aber im übrigen zur vollen Zufriedenheit selbst des übereifrigen Va durchgeführt; Va an Qu 30. 6. 93. Vgl. auch das Urteil über die Disziplin und deren Handhabung innerhalb der bayerischen Kongregation bei Fink S. 258. — Neben den unguten Prälaten weiß Bo auch vorbildliche Äbte zu nennen, die naturgemäß nicht so viel von sich reden machten, z. B. den Abt Anton von Mallersdorf, dessen Resignation er verhindern will, und dessen bald darauf eintretender Tod für sein Kloster und die Kongregation ein großer Verlust war; an Qu 30. 10. 94; 12. 2. 95; 25. 2. 95; vgl. Lindner, Metr. Sal. S. 425 n 4700; hier muß vor allem auch genannt werden Abt Eliland Öttl von Benediktbeuren; vgl. cp. 5, 3; Lindner P., Profeßbuch der Benediktinerabtei Benediktbeuren, Kempten-München 1910, S. 10 n 51. — Über Pr siehe auch: Huber H., Korbinian von Prielmayer, ein bayerischer Staatsmann (Zulassungsarbeit zur germanistischen Lehramtsprüfung 1936, Manuskript).

[19] Vgl. an Be 20. 6. 93; an Qu 6. 2. 94; 5. 2. 95; 19. 3. 95; 30. 1. 94; an Be 7. 2. 93; 11. 12. 94; Ag an Be 11. 12. 94 f 116/7; Va an Qu 30. 6. 93 f 71. Ein großer Verlust für die Kongregation war der Tod des Kardinals Norfolk, der am 17. 6. 94 einem Schlaganfall erlag; Norfolk wurde „von allen Orden betrauert, deren Protektor er jemals war, als ihrem Defensor acerrimus"; Bo vergißt nicht, alle Kongregationsklöster ermahnen zu lassen, für den Kardinal feierliche Exequien zu halten; denn nach Bo's Meinung war er vielleicht der größte Patron unter den Kardinälen; an Qu 19. 6. 94.

oberpfälzischen Klöster, die nicht selbständig waren, sondern unter Administratur einer Abtei standen, in erster Linie als Glieder der Kongregation, nicht als Gegenstand der Bereicherung der sie verwaltenden Abteien. Er wachte eifersüchtig darüber, daß z. B. die Administratur in Reichenbach beim Tod des Abtes Ignaz von St. Emmeram, dem sie anvertraut war, „zur Beobachtung der apostolischen Dekrete" an den Abtpräses zurückfiel und aus dessen Hand an den neuen Abt von St. Emmeram weitergegeben wurde. Am Prokurator dürfte auch folgender Plan des Abtes Ignaz von St. Emmeram mit Reichenbach gescheitert sein: Nach Andeutungen Oberhuebers wollte dieser — innerhalb der bayerischen Kongregation seltsam genug —, nach Art der Cluniazensischen Abteien Reichenbach ganz an sein Kloster bringen und es von sich aus zur Abtei erheben, aber von St. Emmeram abhängig oder mit diesem in Personalunion verbunden. Um die für die Abtei Reichenbach nötige Zahl von Mönchen zu haben, hatte der Emmeramer Abt beantragt, das gemeinsame Noviziat dorthin zu übertragen[20]. — Wichtige Gelegenheiten, bei denen es galt, die Rechte der Kongregation zu wahren, bedeuteten dann für den Prokurator die Abtwahlen. Bei der Resignation des Frauenzeller Abtes mußte zwar der Prokurator zu seinem Schmerz erfahren, daß die Cassinenser Privilegien hier nicht wirksam werden konnten, nach denen die Resignation mutatis mutandis vom Konventkapitel im Kloster des resignierenden Abtes entgegengenommen und vom Abtpräses bestätigt worden wäre. In dieser Sache hatte nämlich P. Ulrich Staudigl, Oberhuebers Vorgänger, eine besondere Entscheidung der S. C. Deputata unterm 10. Februar 1688 veranlaßt, zur Klärung einer vorausgehenden vom 21. März 1687; darnach wurde die Resignation von den Kardinälen der S. C. Deputata angenommen und es mußte wegen der Form der Neuwahl ebenfalls in Rom angefragt werden. Der römischen Praxis zufolge befürchtete der Prokurator, daß die Kardinäle sich in diesem, wie in allen künftigen Fällen dieser Art, das Recht der Abternennung vorbehielten. Das Abtwahlrecht wurde dann in manchen Fällen den Kongregationsklöstern entzogen. Diese Entscheidung wurde auch durch die Cassinenser Privilegien nicht aufgehoben, denn diese wollten ausdrücklich

[20] Ag an Scheyern 28. 11. 93 fc 47 n 11 Kopie; an Qu 17. 1. 93; 24. 1. 93; vgl. die Stilblüte: „Sticht ihn (den Abt von St. Emmeram) auch diese Inful (von Reichenbach)? So gehts, wenn man immer dergleichen mukhen im Kopf hat . . ."; vgl. Holl S. 245/6; Köllmayr (S. 35), der auf Fürstabt Cölestin nicht gut zu sprechen war, legte dessen teilweisen Wiederaufbau von Reichenbach als Leidenschaft zu „äußerem Prunk" aus, „der das Herz leer läßt"; die Ordinarien schreckten die Äbte und Konvente der Kongregation mit der Behauptung, Abt Cölestin baue in Reichenbach das Korrektionshaus der Kongregation. — An Qu 4. 9. 94; 27. 3. 94; 13. 11. 94; an PrB 6. 2. 94 fc 69.

den bisher erlassenen Verfügungen für die bayerische Kongregation nicht entgegen sein. Dem Prokurator gelang es zu seinem Troste, durch entsprechende Betonung im Memoriale an die Kardinäle, indem er die Resignation den Kardinälen vortrug, dem Frauenzeller Konvent das Abtwahlrecht zu sichern und einen Präzedenzfall zu vermeiden. Die Resignation vollzog sich im übrigen wie die letzte in Benediktbeuren zu P. Ulrichs Zeit. Am 24. September 1694 wurde sie von der S. C. Deputata genehmigt und vom Papst am 6. Oktober 1694 bestätigt; 10 Tage darauf leitete der Prokurator das Breve nach Bayern. — Die Neuwahl in Frauenzell nahm der Prokurator zum Anlaß, zu versuchen, das Recht der Abternennung in diesem Fall der Kongregation, d. h. dem Abtpräses, zuzuschieben. Er legte diesem nahe, die drei dem Konvent zustehenden Wahlgänge ergebnislos verlaufen zu lassen. Kam es so weit, dann hatte der Abtpräses das Recht der Abternennung. Dieses sollte er gebrauchen, um dem Kloster einen der Kongregation geneigten Abt zu geben; für diesen Fall erinnerte ihn Bonaventura an die drei vorgeschlagenen Kandidaten. Diesen überspitzten Standpunkt des Prokurators teilte der Abtpräses wohl kaum. Trotzdem aber wurde (ob auf diese oben beschriebene oder auf andere Weise, wird aus unseren Briefen nicht deutlich) aus der Zahl der 3 von Oberhueber Vorgeschlagenen P. Placidus von Mallersdorf Abt[21]. Kein Glück hatte Bonaventura als er versuchte,

[21] An Qu 19. 6. 94: „Bo tut hier einen Stoßseufzer auf Ulrich: „O! Ut deuspiter meum D. Antecessorem depereat . . .“; an Qu 3. 7. 94. Die Bischöfe hatten als Ausnahmerecht jenes, die Äbte zu bestätigen, nicht aber, ihre Resignationen entgegenzunehmen; Molitor 1, 346; 2, 502; an Qu 15. 5. 94; 12. 12. 93: „Dieses Praerogativ (der Abtwahlbestätigung) wurde . . . bei Errichtung der Kongregation in Anbetracht des Durchlauchtigsten Hauses Bayern vorbehalten, welches die Cathedrales Ecclesias in Bayern mit der Person des Durchlauchtigsten Fürsten Joseph Klemens zieret“; an Qu 11. 12. 94; 27. 2. 94; 16. 1. 94; an Be 5. 6. 94 f 60 63/4. Obiges dient auch zur Verdeutlichung der Angaben bei Holl S. 247ff. u. bei Walcher S. 60; Molitor 2, 518 520; aus obiger Erfahrung zieht Bo den Schluß, den er in die Form einer eindringlichen Mahnung an seine Obern kleidet, man solle in Rom keine Rechtssache entscheiden lassen, wenn es nicht unbedingt nötig sei; solange kein sicheres Gesetz bestehe, solle man lieber das allgemeine anwenden; denn wo der Hl. Stuhl einmal die Hand angelegt, ziehe er sie nicht mehr so leicht zurück. — Der Papst forderte vor Annahme der Resignation durch Reskript den Nachweis, daß das Kloster des resignierenden Abtes nicht im Verzeichnis der Camera Apostolicae Sedis eingetragen sei, d. h. nicht bei der Neuwahl an die päpstliche Datarie eine insignis pecuniae summa erlegen müsse, und daß der zuständige NL die Resignation als dem Kloster förderlich erachte; über diesen Punkt hatte die Kongregation den Nuntius zu unterrichten; an Qu 4. 9. 94; 7. 8. 94; 10. 7. 94; 31. 7. 94; 26. 6. 94; 28. 8. 94; 25. 9. 94; 16. 10. 94; die Kosten der Resignation in Frauenzell beliefen sich auf 31 fl 36 kr; Bo stellte auch ein Instrument zusammen, wonach der Geschäftsgang der Resignation kürzer und billiger erledigt werden könne, nämlich durch die S. C. Deputata, ohne S. C, Ep. et Reg.; an Qu 9. 10. 94; vgl. Lindner, Metr. Sal. S. 417 n 4586/7; an

das Recht des Abtwahlvorsitzes in St. Emmeram dem Abtpräses auf irgendeinem Wege zurückzuerobern. Durch ein Konkordat zwischen diesem Kloster und dem Bischof von Regensburg wurde dieses Recht letzterem vorbehalten, sowie das Recht der Abtbestätigung und Abtweihe. Diese Vereinbarung konnte nicht aufgehoben werden, denn sie war das Ergebnis langwieriger Auseinandersetzungen beider Parteien. Gewählt wurde in St. Emmeram nach dem Tode des Abtes Ignaz, der am 21. November 1694 gestorben war, P. Johannes Hemm, der Kongregationssekretär unter Abtpräses Cölestin Vogl, zur nicht geringen Freude des Prokurators. Nicht zuletzt war das dem Takt des Abtes Bernhard zu verdanken, womit er dem Ungehorsam des Abtes Ignaz klug begegnet war, ohne diesen und seinen Konvent vor den Kopf zu stoßen, dann aber auch dem Schreiben Constantes, das ganz im Sinne Oberhuebers den Emmeramern vor der Wahl die Rücksicht auf das Wohl der Kongregation nahegelegt und die Wahl eines entsprechend gesinnten Abtes befürwortet hatte[22].

Denn neben der Sorge für die Rechte der Kongregation sah es der Prokurator auch für seine Aufgabe an, „zeitig für die verwaisten Kirchen zu sorgen", d. h. für die Wahl würdiger Äbte. Verlief in Frauenzell und in St. Emmeram die Wahl nach Wunsch, so nicht in Scheyern. Dessen Abt Cölestin Baumann folgte nicht den Spuren seines verdienstvollen Vor-

---

Qu 8. 5. 94; an Be 16. 1. 94: Bo nennt hier neben P. Placidus von Mallersdorf als Abtkandidaten, den P. Quirin Milon und P. Aegid Kibler von Andechs, Leute, „welche schon längere Jahre der Kongregation gedient haben"; an Qu 11. 12. 94; zur Abtweihe macht Bo die Anmerkung, der Neuerwählte solle sich im Eid vor der Benediktion P. Don N. nennen, nicht aber P. Fr., denn mit ly Don werden die Mönche unterschieden von den Mendikanten, den Fratti; ebenso sollten sich die Mönche in der bayerischen Kongregation ly Don nennen; die Nichtpriester einfach Don, die Priester P. N., die Amts- und Respektspersonen P. Don N., bei Unterschrift nur Don N., außer gegenüber Untergebenen; an Qu 23. 10. 94. Der Frauenzeller Abt erholte seine Konfirmation in Regensburg, obwohl dies damals in Rom als vakant galt; die bischöfliche Kurie in Regensburg hatte das aber bestritten; im ersteren Falle stand die Konfirmation dem NL zu; dieser suspendierte, vom Prokurator auf sein Recht aufmerksam gemacht, den Abt, obwohl sein Recht mindestens zweifelhaft war; Bo war darüber nicht unglücklich wie die Tegernseer, sondern freute sich, daß der Apostolische Stuhl, d. h. sein Vertreter, der NL, die Rechte der Kongregation und ihre Exemtion so eifersüchtig wahrte; nach Aufhebung der Suspension, die dann auch unmittelbar nach der Entschuldigung des Frauenzeller Abtes erfolgte, sollte aus diesem Grunde dieser Fall den Bischöfen zu wissen gemacht werden; an Qu 27. 11. 94; 11. 12. 94; 9. 10. 94; 16. 10. 94; 5. 3. 95; 18. 12. 94; 5. 2. 95; 19. 2. 95; vgl. Annales S. 110/1.

[22] An Qu 16. 2. 94; 4. 12. 94; 13. 11. 94; 11. 12. 94; vgl. Holl S. 236; Lindner, Metr. Sal. S. 411 n 4530/1; an Qu 11. 9. 94; zum Zeichen dessen, daß St. Emmeram das Konkordat anerkannte, zahlte es jährlich 20 fl; Molitor 2, 66; an Qu 4. 9. 94; 9. 10. 94; 16. 1. 94.

gängers, des Abtes Gregor[23]. Von der Gesinnung, welche die Äbte zur Kongregation hegten, hing ein zweiter wichtiger Punkt ab, von dem bereits unter anderem Gesichtspunkt die Rede war, das gemeinsame Noviziat und Studium. Beide Anstalten waren dem Prokurator ein großes Anliegen. Nachdem das „Qualis rex, talis grex" besonders in Benediktinerklöstern gilt, hängt von den Äbten Blüte und Verfall der Kongregation ab, die ihrerseits zuvorderst von der Erziehung des klösterlichen Nachwuchses bedingt ist. Diese sollte damals im gemeinsamen Noviziat und Studium erfolgen. Beide Einrichtungen nannte Kardinal d'Aguirre insofern mit Recht „die Fundamente und Säulen zur guten Leitung einer Kongregation". Einheitliche Disziplin, ungestörte asketische Erziehung, durch welche die Novizen durch Gelehrsamkeit und Eifer in das Ordensleben eingeführt wurden, waren das Ziel des Probejahres im gemeinsamen Noviziat. Durch das gemeinsame Studium wollten die Statuten Sorge tragen für gediegene wissenschaftlich-theologische Ausbildung und Aneiferung der einzelnen Mönche, zu Gottes Ehre und zum Heile der Seelen. Den Klöstern im einzelnen hatten vielfach die Voraussetzungen hiezu gefehlt. „Das Studium umfaßte einen (1—2jährigen) philosophischen und (4jährigen) theologischen Kursus... In den seltensten Fällen wurden beide (später mit einem eigenen dritten für Kirchenrecht) in dem gleichen Kloster abgehalten"[24]. „In beiden Anstalten, so meinte man bestimmt erwarten zu dürfen, sollte die Kongregation von Jahr zu Jahr neugeboren, die gemeinsame Observanz und Einheit des Geistes verjüngt und befestigt und sollten selbst die Einzelklöster fortlaufend erneuert werden". Dabei ist aber nicht zu vergessen, daß dem Familiencharakter der eigenständigen Benediktinerklöster die Erziehung im gemeinsamen Noviziat und Studium zuwider lief und sich einzelne Äbte darum hierin in Widerspruch zur Kongregation stellten. Die oben erwähnten Übertretungen gegen die Bestimmung des gemeinsamen Noviziats und Studiums wie gegen die übrigen

[23] Ag an Scheyern 28. 11. 93 fc 11 n 47; vgl. Hanser L., Scheyern einst und jetzt, Bd. 1 Scheyern 1927, 82—86.

[24] Vgl. Riezler 8, 598; Riezler spricht unrichtig vom „Studium universale" der bayerischen Kongregation; er meint damit das nie anders genannte „studium commune"; vgl. Sturm A., Das theologische und philosophische „studium commune" der ersten bayerischen Benediktinerkongregation, 3. Jahresber. der bayer. Benedikt. Akademie 1924, 28ff.; Molitor 2, 511ff.; Fink S. 71ff.; Vogg S. 64ff.; ein anschauliches Bild des Lebens im gemeinsamen Noviziat und Studium bietet das Tagebuch des P. Placidus Scharl von Andechs, hrsg. von Sattler M., Ein Mönchsleben aus der 2. Hälfte des 18. Jahrh., Regensburg 1868, 30—76; Ag an Be 3. 5. 95 f 31/2; an Be 5. 12. 93; Fink S. 80: „Für die Philosophie wurde ein Lehrer für hinreichend erachtet. Nur kurze Zeit trugen 2 Professoren vor"; Methode und Stoffeinteilung wurden durch Abt Gregor Kimpfler von Scheyern von der Salzburger Universität entnommen"; a. a. O. S. 84/88.

Kongregationssatzungen dürfen aber nicht überschätzt werden. Sie hinderten nicht, daß eben damals die Zucht in den Kongregationsklöstern im allgemeinen, das gemeinsame Studium im besonderen immer mehr emporblühte und letzteres den Neid der Salzburger Universität erregte und „mancher anderer". Diese „anderen" behauptet Oberhueber, „sehen Benediktinerklöster nicht gern vereint", damit, wie es geschehen und Ebersberg zeigt, man den Orden einziehen könne; und man gern söhet, daß die studia nicht sollten in den flor kommen, mithin die Klöster mit Idioten angefüllt werden; so pro motivo alsdann dienen würde, daß selbige hinwegzunehmen" seien. Durch den ruhmvollen Studieneifer der bayerischen Benediktiner angelockt, baten sogar Klöster anderer Länder und Orden um Zulassung für ihre Kleriker zum Studium der Kongregation. Es braucht nach dem Vorausgehenden nicht mehr eigens betont zu werden, daß dem Prokurator aus all den angeführten Gründen heraus alles an der Beobachtung der Bestimmung des gemeinsamen Studiums und so erst recht an dessen Förderung gelegen war. Um seine Stellungnahme zu der eben erwähnten Anfrage auswärtiger Klöster gebeten, gab sie Oberhueber gerne kund: „Mit beiden Händen solle man dem Verlangen entsprechen, denn je mehr Schüler, desto mehr Wetteifer sei vorhanden." Nur eine Bedingung stellte er; die Auswärtigen sollten sich verpflichten müssen, die gemeinsame Ordnung mitzumachen. Die bayerischen Benediktiner durften nicht zur Nachahmung laxer Lebensweise verleitet werden. Mit Stolz stellte Bonaventura auch fest, daß Schriftstellerei und Studieneifer die bayerische Kongregation an die Seite der Mauriner stellte und in anderen Ländern immer mehr bekannt würden. Beim Papst galt das sehr viel. Während des Prozesses ließ er die Benediktiner durch Scarlatti zu wissenschaftlichem Streben ermuntern[25]. Oberhueber versäumte nichts, die hohe Meinung

[25] An Be 5. 12. 93; Ag an die bayer. Äbte 5. 12. 93 fc 11 n 53 Kopie; Molitor 2, 553, 611, 639. Die Nachteile und Vorteile beider Einrichtungen sind ersichtlich a. a. O. 2, 613 ff., 617 ff. — Erectio S. 29—34; an Qu 23. 11. 93 f 16; 12. 12. 93. Zur Aufhebung von Ebersberg vgl. Riezler 6, 263. Wer sie betrieb, wußte Bo; vgl. auch Fink S. 248, 252; an Qu 7. 2. 93; 6. 3. 94; 28. 8. 94; 9. 4. 95; 27. 2. 94; Lindner P., Die Schriftsteller des Benediktinerordens 1750—1880, Regensburg 1880, 33, zählt unter den Abteien, welche das gemeinsame Studium in Bayern beschickten, auf: St. Ulrich in Augsburg, Plankstetten, Banz, Neresheim, Michelbeuren (im Salzburgischen), Cladorub (in Böhmen), Fiecht (Tirol), ebenfalls namhaft macht er a. a. O. die Professoren aus den bayerischen Benediktinerabteien, welche an auswärtige Stifte berufen wurden; Lindner zitiert hier Günthner, Geschichte der literarischen Anstalten 2, 244—262: „Ich fürchte nicht, mich eines übertriebenen Lobes schuldig zu machen, wenn ich das gemeinsame Studium der bayerischen Benediktinerkongregation als einen Versammlungsort der gelehrtesten Männer ihres Zeitalters betrachte, die mit Sorgfalt den Samen ihrer Kenntnisse ausstreuten".

des Papstes und der römischen Großen, z. B. der Kardinäle Cantelmi, d'Aguirre, des Luzerner Nuntius, besonders durch Widmung von Thesen zu nähren. Diese Thesen waren Zusammenstellungen wissenschaftlicher Streitfragen, die in öffentlichen Disputationen, wie an der Salzburger Universität, so auch am gemeinsamen Studium der Kongregation bei zweimal des Jahres stattfindenden, feierlichen Veranstaltungen von den Kandidaten zu verteidigen waren. Mit einem prachtvollen Titelbild geschmückt, wurden sie Wohltätern und Gönnern verehrt. Im Interesse des Heiles der Kongregation mußte jedoch der Prokurator den wissenschaftlichen oder literarischen Übereifer eindämmen. Ungeschickte Widmungen von Thesen — daraus erhellt die Bedeutung, die ihnen beigemessen wurde — konnten die Eifersucht der Bischöfe herausfordern, besonders Thesen über Ordensprivilegien[26]. Die Warnung zu verschärfen sah sich Oberhueber genötigt, als man sich in Tegernsee zur Erteilung der amtlichen Druckerlaubnis, des sog. „Conveniat", für berechtigt hielt, also zu einer Art „Imprimatur"; die Kongregationsleitung glaubte darüber die Druckerlaubnis des Ortsbischofs für die in Tegernsee hergestellten Druckwerke entbehren zu können, was der Prokurator sehr bezweifelte[27]. Oberhueber förderte sodann das Studium, indem er die neuesten Entscheidungen Roms überschickte, damit die Professoren nicht irrigen Zeitströmungen, wie dem Jansenismus Eingang gewährten. Bei seinem regen Verkehr mit dem Generalprokurator der Mauriner wollte er auch deren Grundsätze für das bayerische Studium zunutze machen und Scarlatti verlieh diesen Anregungen durch die Empfehlungen seinerseits Nachdruck: „Die Professoren am gemeinsamen Studium möchten ihre Lehrmethode der hochberühmten Maurinerkongregation in Frankreich angleichen, in der in diesem Jahrhundert hochberühmte Leute erblühen, deren Gelehrsamkeit vor aller Welt leuchtet und die sogar die Jesuiten übertreffen." Angelegentlich emp-

[26] Vgl. Fink S. 85, 243; an Qu 12. 7. 92; 6. 3. 94; so wurde ein Wessobrunner Frater in Salzburg vom Doktorat zurückgewiesen, weil er Thesen über die Privilegien der bayer. Benediktiner veröffentlicht hatte; Bo warnte darum immer wieder, doch derartige Thesen nur innerhalb des gemeinsamen Studiums verfechten zu lassen, und auch hier nur innerhalb der bayerischen Benediktiner; die Privilegien sollten „wie ein kostbarer Schatz verborgen bleiben, der, wenn offen von vielen Händen getragen, tausend Gefahren ausgesetzt" sei; vgl. Anm. 27.

[27] An Qu 12. 7. 92; 6. 3. 94; an Gr 10. 10. 93; vgl. Molitor 2, 551 Anm. 66; an Qu 11. 10. 92; 15. 1. 94; 4. 10. 92; 3. 8. 93; 19. 2. 95; 20. 11. 94; 6. 2. 94; 30. 10. 94. Sc ließ sich keine Thesen widmen, um sich nicht als Gönner der Benediktiner vor den Bischöfen zu entblößen; an Qu 25. 9. 94; 10. 5. 92; 17. 4. 94; 18. 9. 94; 13. 2. 94; 13. 3. 94. Damit die Approbationen des Kongregationssekretärs „securius eluderent adversariorum fulmina", plagte Bo den Abt Be solange, er möge Qu in Salzburg promovieren lassen, bis ihm dieser Schweigen gebot; an Qu 20. 3. 94; an Be 8. 5. 94; 12. 6. 94.

fiehlt Bonaventura nach dem Vorbild der Mauriner den Lektoren, sorgsam darauf zu achten, daß sie den Geist ihrer Schüler nicht durch allzutiefe Spekulation ermüden", vielmehr ausführlicher das Studium der positiven Theologie darböten; auf die Erklärung der Heiligen Schrift, der Kirchenväter, Konzilien und des Kirchenrechtes solle das Hauptgewicht gelegt werden. Daran hinge das ganze Gesetz und die Leitung der Seelen in Predigt und Beichtstuhl. Hier machte sich Oberhueber zum Wortführer einer neuen, sich damals auch in den Klöstern anbahnenden, zu gesunder „Aufklärung" hindrängenden Geistesrichtung. Beim nächsten Generalkapitel sollte, so regte Oberhueber an, ein eigenes Studium der Beredsamkeit für die Kleriker errichtet werden und dieses sich unmittelbar an die Philosophie anschließen. „Utilius utique est", fügt Bonaventura als Begründung hinzu, „populo Dei ex Cathedra sensum Dei facundo sermone aperire, quam in scholis philosophari et pretiosissimum tempus multis innecessariis quaestionibus et clamoribus involvere". Leis und verhalten klingen hier bereits die wüsten, alles in Bausch und Bogen abtuenden Schlagworte einseitiger „Aufklärer"zeiten an. Oberhueber fährt gemäßigter weiter: „Schaut auf jene, welche den Erlöser dem Namen nach nachzuahmen sich rühmen (sc. die Jesuiten), ob sie nicht besonderen Eifer auf die Kunst des Überzeugens verwenden, welche „in via activa" den übrigen Künsten vorausgeht(!), damit sie recht viele Frucht ernten können." Ebenfalls den Jesuiten abgesehen dürfte der weitere Vorschlag sein, die Professen sollten nach dem Noviziat, oder noch besser nach dem philosophischen Studium als hilfswissenschaftliche Vorbereitung für die positive Theologie sich eifrig humanistischen und kirchengeschichtlichen Studien hingeben[28].

[28] An Qu 6. 3. 94; 27. 2. 94; 27. 3. 94; 14. 8. 94; an Be 16. 1. 94; vgl. Fink S. 80, 191; Holl S. 233; als Vorbote der neuen Geistesrichtung dürfte Bo von seinem Vorgänger als Gen. Prok., von P. Ulrich Staudigl an Bedeutung überragt werden; an Qu 20. 11. 94; 25. 3. 95. Bo's Anregungen wurden aber erst 3 Jahre vor seinem Tode programmatisch durchgeführt. Abt Anselm Desing, der im Jahre 1717, ein Jahr nachdem Bo auf Ensdorf freiwillig resigniert hatte, hier eintrat, beantragte 1732 mit P. Karl Meichelbeck von Benediktbeuren, nach dem Vorbild der maurinischen und cassinensischen Theologie die Spekulation zurückzudrängen und an deren Stelle die Fächer der positiven Dogmatik einzuführen. Vorläufig fanden Bo's Vorschläge beim Generalkapitel 1695 weitgehende Beachtung (s. S. 272ff.). Daß Verbindungsfäden zwischen Bo und Desing bestanden, liegt nahe. Diese Frage führt in den geistesgeschichtlichen Zusammenhang, der angedeutet wurde Einleitung Anm. 13 und der aus den hier nicht mehr bearbeiteten Briefen der folgenden Jahre noch herauszuschälen wäre; vgl. auch Fink S. 198 ff., 200 ff.: Beziehungen der bayerischen Benediktiner zu den Maurinern, zu P. Bernhard Pez von Melk und zu Kardinal d'Aguirre: dessen theologische und philosophische Werke wurden viel von den bayerischen Benediktinern studiert, dank auch der Vermittlung Bo's, der wegen des Neudrucks

Dem Prokurator lag viel an einem eifrigen Studienbetrieb. Ihm zulieb wollte er, entgegen unserer heutigen Auffassung, wesentliche monastische Obliegenheiten zurückgestellt wissen: „Möchten doch die Studierenden in der literarischen Arena kämpfen, wenn auch in aller klösterlichen Bescheidenheit und Disziplin, und sich hier Begeisterung holen, möchten sie aber auch gern Erlaubnis zur Erholung erhalten. Belastet sie nicht zu sehr durch die Bürde des Chorgebetes", appelliert Bonaventura an die Obern, „damit die geistige Frische nicht durch Überanstrengung leide". Auch im gemeinsamen Noviziat dürfen die Novizen nicht ausschließlich vom Chordienst beansprucht werden. An gewöhnlichen Tagen genüge, daß sie „alta voce" rezitieren und so auch Zeit haben zu Noviziatsstudien; nur an Feiertagen sollen sie das Offizium feierlich, nach den Bestimmungen der Obern, halten[29].

Um aber das gemeinsame Studium auf der Höhe zu erhalten, war eine ununterbrochene geistige Auffüllung durch die Verbindung mit anderen Geistesmittelpunkten erforderlich. Der Prokurator beharrte zwar darauf, daß Äbte und Konvente nicht nach eigenem Gutdünken und gegen die Autorität des Abtpräses ihre Kleriker nach Salzburg schickten. Dennoch verstand er sich auf eine schüchterne Anfrage der Kongregationsleitung (vgl. S. 249) dazu, daß aus erheblichen Gründen der Besuch Salzburgs von seiten der Kongregation gestattet würde. Als aber 1694 die Salzburger Kurie Miene machte, die bayerischen Benediktiner weder doktorieren, noch fernerhin eine Lehrkanzel besteigen zu lassen, beantragte Oberhueber, um nicht die ganze Kongregation durch einen Konflikt mit dem Salzburger Fürstbischof und Metropolitan zu gefährden, das nächste Generalkapitel möge alles Studium in Salzburg verbieten[30].

Verlockend war der Gedanke Oberhuebers und Scarlattis, nach Rom Kleriker zur Ausbildung zu schicken, die nebenbei den Kurialstil lernen konnten. Wenn sie bei Bonaventura mit dessen bescheidener Lebenshaltung vorlieb genommen hätten, wären die Kosten um ein weniges höher gekommen als in Salzburg. Die Kleriker konnten das Kolleg der Jesuiten an der Gregoriana oder der Dominikaner an der Minerva besuchen. Prielmayer hatte sich hochherzig erboten, den einen oder andern Kleriker aus einem ärmeren Kloster zu unterhalten, zu einer

von d'Aguirres Philosophie und wegen ihrer Einführung in den bayerischen und schwäbischen Klöstern verhandelte: an Qu 7. 11. 93; 5. 12. 93; 7. 8 94; 17. 10. 93; 30. 10. 94; 11. 9. 94; vgl. auch MHSA Scheyern n 204 f 35; Holl S. 244, Anm. 61.

[29] An Qu 9. 10. 94; 15. 1. 95; 30. 10. 94; 24. 7. 94; 5. 12. 93; 7. 11. 93; 7. 8. 94.

[30] An Qu 30. 1. 94; 27. 2. 94; 16. 10. 94; 25. 9. 94; 15. 1. 95.

Zeit, wo die Kongregationsäbte sich vereint in Klagen über die, wie sie meinten, unerschwinglichen Unterhaltungskosten für den Prokurator ergingen (vgl. S. 266ff.). Der Abtpräses war schon daran, von Scarlatti beredet, etwa 2—4 Religiosen im Herbst 1695 nach Rom zu entsenden. Kurz vorher aber winkte Bonaventura ab. Entweder käme bei den Studierenden die Ausbildung in der Kurialpraxis oder das Rechts- oder Theologiestudium zu kurz. In letzterem Falle besorgte Oberhueber, daß sie sich „der Ergebenheit gegen mich entschittend, in schödliche Libertet kommen, wozu in Rom große Gelegenheit, besonders für junge Leut, und trotz aller Überwachung die Mahnungen verachten würden. Ferner weiß ich, daß den Kongregationen nichts schädlicher fällt, als daß Religiosen die römische Kurie kennen lernen, und ganze Kongregationen wegen der Aktionen eines einzigen Religiosen in schwere Bedrängnis geraten sind" (sc. wie die bayerische Kongregation durch P. Ulrich Staudigl). Sollte Bonaventura abberufen werden, dann könnte sein Nachfolger von den Prokuratoren anderer Kongregationen lernen, welche sich Oberhueber „indessen zu ... (seinen) besten Freunden gemacht". Diese Bedenken Bonaventuras, ferner jene, welche die Generalprokuratoren der Mauriner, Spanier und Cassinenser äußerten, bestimmten das Generalkapitel 1695, von dieser Art, Kleriker auszubilden, abzusehen. Dem freigebigen Gönner Prielmayer machte Bonaventura den Gegenvorschlag, seine Stiftung zur Unterhaltung einer Professur für kanonisches Recht anzulegen, dem Prielmayer wirklich entsprach. Umgekehrt widerriet dieser dem Plane Oberhuebers, Kleriker statt nach Rom zu den Maurinern zu schicken. Prielmayer fürchtete, daß auf diesem Wege der Jansenismus auch in Bayern Eingang finde[31].

2. P. B. Oberhueber und der äußere Ausbau der Kongregation.

Um dem gemeinsamen Noviziat und Studium finanziell aufzuhelfen — die Beiträge der einzelnen Klöster liefen allzu träge ein —, dachte der Abtpräses daran, die Einkünfte des derzeitigen Priorats Ensdorf für beide Anstalten zu verwenden und dieses Kloster aufzulassen. Diese ehemalige Benediktinerabtei war wie Reichenbach, Michelfeld und Weißenohe und wie alle Klöster der Oberpfalz in den Religionswirren seit der Reformation verödet und verarmt. Nachdem der bayerische Kurfürst endgültig in den Besitz der Oberpfalz gelangt war, gab Kurfürst Maria Ferdinand alle Klöster 1662 ihrem Orden

[31] An Be 31. 10. 93; an Qu 15. 1. 95; 28. 8. 94; 19. 2. 95; an PrB 6. 7. 95 fc 69; Be an PrB 28. 6. 95 fc 69; vgl. Fink S. 119ff.; Schmid S. 110ff., archivalische Inhaltsangabe zu fc 15 R. 5. 10; an Be 16. 1. 94; 3. 4. 94; 27. 3. 94; an Qu 23. 1. 94; 1. 1. 95; 8. 1. 95.

zurück. Klemens IX. stellte sie durch apostolisches Breve vom 24. August 1667 derart wieder her, daß über die Klöster zunächst Administratoren gesetzt wurden. Unter deren tüchtiger Verwaltung sollten die Klöster allmählich sich wirtschaftlich verselbständigen und dann zu eigenen Abteien mit Regulardisziplin erhoben werden. So unterstand Ensdorf und Weißenohe dem Kloster Prüfening, Reichenbach der Abtei St. Emmeram, für Michelfeld war Oberaltaich zuständig. — Bei allem Eifer für die Rechte der Kongregation setzte unser Prokurator alle Hebel gegen den Plan in Bewegung, eines dieser unselbständigen Klöster, wenn auch für die gute Sache der Kongregation, zu opfern. Hier sah Oberhueber weiter wie seine Obern. Diese wollten mit ihrem obenerwähnten Vorhaben zugleich der damals neu verhandelten Aufhebung von Ensdorf durch den bayerischen Agenten Scarlatti zuvorkommen (vgl. cp. 2 Anm. 7). Der Prokurator erkannte sofort, daß dann zwar Ensdorf, aber nicht die übrigen drei Klöster dem Kurfürsten entzogen würden; dieser werde dadurch im Gegenteil ermuntert, seine Hand nach ihnen auszustrecken; denn auch er wollte ein Kloster zugunsten einer „pia causa", nämlich für sein geplantes Militärhospiz, verwenden[32]. Die Unterdrückung solle man lieber nicht ins Auge fassen, so legte der Prokurator seine Meinung dar, vielmehr trachten, der Kongregation immer mehr andere Klöster einzuverleiben und jene zu erweitern. Gemäß der Bulle Klemens' IX. und mit Hilfe des päpstlichen Vertreters, des Luzerner Nuntius und seines Subdelegaten, dessen Aufstellung zu Beginn dieser Verhandlungen noch in Aussicht stand, sollten die oberpfälzischen Klöster wieder hergestellt werden. In Ensdorf sei ein Abt zu ernennen, ein Mann von hohem Verdienst, von ernsten Sitten, der sich durch Frömmigkeit und Erfahrung unter seinen Mitbrüdern hervortue, der Kongregation sehr ergeben, am bayerischen Hof gut bekannt und den Bischöfen nicht mißliebig sei. Auf Grund des Armutsgelübdes hätte dieser Abt dann die Verpflichtung, durch sparsame Verwaltung das Kloster allmählich hochzubringen. Um ihm einen Konvent zu geben und das klösterliche Leben in Ensdorf einzuführen, möge, wie schon frühere Pläne wollten, dorthin das gemeinsame Noviziat verlegt werden, um den Chordienst zu versehen. Außerdem genügten ein Prior und etwa ein weiterer Pater als Ökonom (= Verwalter). In der ersten Zeit empfehle es sich, das Kloster unter die Oberaufsicht des Abtpräses oder einer sonstigen öffentlichen Person zu stellen.

[32] Fink S. 82; an Be 16. 1. 94; 13. 3. 94; an Qu 3. 11. 94; an PrB 6. 2. 94 fc 69; an Be 19. 2. 95; 26. 12. 93; an Qu 11. 12. 94; 1. 1. 95; 26. 2. 95; an Be 26. 2. 95; 3. 4. 94; vgl. Riezler 8, 548; Fink S. 28; Molitor 2, 553ff.; an Be 27. 3. 94; an Qu 2. 4. 95; an Qu 30. 1. 94.

Um die Sache bei Abt Bernhard und bei Schmidt und Vacchiery zugkräftiger zu machen, versprach der Prokurator, die Wiedererrichtung und damit die Sache der Exemtion durch ein apostolisches Breve bestätigen zu lassen. So könnte man das Zugreifen des Kurfürsten verhüten, wie seinerzeit bei Waldsassen (vgl. cp. 2 Anm. 7). Dieses sei der Aufhebung unter anderem deshalb entgangen, weil die kurfürstlichen Kommissäre bei der Visitation dort wider Vermuten ein regelrechtes Kloster, einen Abt und Regulardisziplin vorgefunden; beides hatte man dort noch zur rechten Zeit erstellt.

Diese Ausführungen des Prokurators stießen, bei der Kongregationsleitung selbst vor allem, auf große Schwierigkeiten. Die Einkünfte von Ensdorf, so wurde ihm entgegnet, genügten nicht für den Unterhalt eines Abtes, und das dortige „gepeu", das der Abtpräses und der Subdelegat Constante in Augenschein genommen hatten, nicht für das gemeinsame Noviziat[33]. Die Klöster, durch die schweren Kriegsläufte ohnehin schwer belastet, könnten zur Wiedererrichtung kaum beisteuern; Vacchiery, wie Schmidt, über den zweifelhaften Prozeßausgang und jetzt über dieses Projekt unmutig, meint ironisch: „Es scheint, weill khein ander materi mehr vorhanden, daß man sich noch ein weill mit Ensdorff aufzuehalten Lust hätte — auf dies wolltens ietzt zu Rom die confirmationem indirectam ausbringen — weillen (= während) es noch Jahre erfordert, Ensdorff in andern Stand zu bringen." Er kommt zu dem Ergebnis: „Ich meinte es sey oder wehr mit Ensdorff nit de tempore." Statt entmutigt die Angelegenheit aufzugeben, trat der Prokurator, der sich um diese Zeit dem Gesamtorden zulieb für die Fuldaer Fürstabtei verwendete (vgl. cp. 2 Anm. 39) mit allen persönlichen, sachlichen und höheren Gründen für die als segensvoll erkannte Sache ein. Nach seiner beachtenswerten Auffassung diente sie „zur Mehrung des geistlichen Vorteils und der Disziplin, zum Zeichen des frommen Eifers der Kongregation und dadurch zu größerem Wohlgefallen des Hl. Stuhles, sowie der Oberpfalz und der Kongregation zur Ehre, indem diese und der dortige Landstand mit einer neuen Mitra geschmückt würde[34]. Um die Persönlichkeit und das Werk von Bonaven-

[33] An Qu 30. 1. 94; 9. 1. 94; 8. 1. 95; 2. 4. 95; 23. 1. 94; an Be 16. 1. 94; 26. 12. 93; 13. 3. 94; 3. 4. 94; an PrB 6. 2. 94 fc 69; an Be 25. 4. 94. Die Verhandlungen zur Errichtung des gemeinsamen Noviziats in Reichenbach 1688 scheiterten an den Meinungsverschiedenheiten zwischen P. Ulrich und Sc: Holl S. 245.

[34] An Be 3. 4. 94; vgl. zu den damaligen schweren Zeiten der Türkenkriege Riezler 7, 382—390; an Be 19. 2. 95; an Qu 17. 4. 94 Va's Bemerkung; an Qu 13. 2. 94; an Va 6. 3. 94; an Be 26. 12. 93; an Qu 8. 1. 95; an Be 13. 3. 94; 6. 3. 94; 27. 3. 94; 16. 1. 94; vgl. Vogg S. 66ff.; an Qu 15. 5. 94; 30. 1. 94; 20. 3. 94.

tura am Schluß würdigen zu können, müssen hier die Beweggründe noch ausführlicher dargelegt werden, die ihn zum eifrigen Verfechter dieser Angelegenheit machten. Für Oberhueber waren im Gegensatz zum Abtpräses die Unkosten des gemeinsamen Noviziats und Studiums, welche einzelne Äbte scheuten, nicht Grund zur Aufhebung, sondern zum Ausbau von Ensdorf. Wie er sich das näherhin vorstellte, wird bald zu besprechen sein. Nach diesem Beispiel würden dann auch die übrigen Klöster der Oberpfalz, wenn deren Administration abgelaufen sei, aufzurichten sein, und damit für ständig die benötigten Häuser für das gemeinsame Noviziat und für die verschiedenen Studien der Philosophie, Theologie usw. beschafft werden. Auch Scarlatti, der die Bloßstellung seiner Aufhebungspläne durch Schmidt und Vacchiery gutmachen wollte (vgl. cp. 2 Anm. 7), trat mit allem Eifer für Bonaventuras Vorschläge ein. Um das gemeinsame Noviziat beliebter zu machen, meinte der Prokurator, reiche es hin, die Novizen einiger Klöster — welcher, das wäre nach dem Gesichtspunkt der Armut dieser Klöster und der Billigkeit festzulegen — kostenlos in Ensdorf aus dessen Einkünften zu unterhalten. Das könne man auch vom Standpunkt jenes Klosters aus rechtfertigen. Denn „wer dem Altare dient, soll auch vom Altare leben". Das geeignete Mittel, Ensdorf aufzuhelfen, sieht Oberhueber, wie eben angedeutet, damals darin, dorthin das gemeinsame Noviziat zu verlegen. „Die Äbte müssen ohnehin ihre Novizen in einem gemeinsamen Noviziat unterhalten. Sie sollen sie nach Ensdorf schicken. . ." „Wenn nämlich dies ohrt ad erst neben-(bei) Unterhalt für die Novizen (empfinge und) wenn andere Klöster beisteuern, könnte das Kloster wohl einen Abt erneren, damit selbigem ohrt auf die füß geholfen würd." „Der himmlische Vater wird selbige väterlich speisen und unser heiliger Vater Benedikt wird in der Not einen mel sakh dem Kloster zuschicken.". . . Gott wird die Einkünfte von Ensdorff schon wachsen lassen. . ." In dieser gläubigen Zuversicht bestärkten Oberhueber einige Vorbilder in Roms Umgebung. Nach dem „Beispiel andrer Kongregationen, wie der von St. Maur, lasse man jährlich Beiträge entrichten", bis Ensdorf durch gute Verwaltung selbständig wirtschaften kann[35]. — Oberhueber drängte schließlich: „Solange die Kongregation über die ober-

[35] An Qu 30. 1. 94; 8. 1. 94; an Be 16. 1. 94; 6. 3. 94; 26. 12. 93; an Qu 20. 3. 94. Co's Teilnahme an Sc's Aufhebungsplänen s. S. 245; Co nahm vielleicht die eben damals noch nicht abgeschlossene Subdelegation an, um alle Diffamation von Seite der Kongregation abzuschneiden; an Qu 23. 1. 94; vgl. Gregors d. Gr. Dialoge II cp. 21; vgl. Vogg S. 66. Auf dem Gen.-Kap. 1708 wurden zum jährlichen Unterhalt eines Novizen im gemeinsamen Noviziat 89 fl. 42 kr. verlangt, für den Novizenmeister 152 fl.; vgl. Anm. 36.

pfälzischen Klöster selbst verfügen kann und nicht der Kurfürst seine Hand darauf legt, soll sie die Gelegenheit benützen und auf jeden Fall, gleich, ob die Mittel zum Unterhalt eines Abtes vorhanden sind, oder nicht, einen Abt dort einsetzen." „Man soll dadurch verhindern" — so behebt der Prokurator den Einwand, „die Kongregation wolle den Tempel (Ensdorf) abbrechen, um ihn (anderswo) desto schneller und schöner aufzubauen" —, „daß unsere Kongregationsklöster zum jährlichen Beitrag für das Militärhospiz beigezogen werden (vgl. cp. 2 Anm. 7), weil unsere Klöster selbst zur Wiederherstellung der eigenen Klöster beansprucht werden ...; und steht solches zu verhindern ... mir allhier zu; ... mein Verhandeln ... würde dadurch wirksamer"; „damit man aber auch hierin ein politic (= diplomatisches Mittel) — wie die Romaner allenthalben pflegen — brauche", möge die Kongregationsleitung die Vermittlung von Prielmayer, Schmidt und Vacchiery anrufen. „Wenn Ihr diesmal diese vorzügliche Gelegenheit überseht, dann wird sie sich Euch später nie wieder anbieten." Der kurfürstliche Hof, erwartet der Prokurator zuversichtlich, wird zustimmen, „wenn man als Grund angibt, daß dort unbedingt ein Abt erstellt werden muß, damit das Kloster allmählich auf den alten Zustand gebracht werde[36]."

Wenig Schwierigkeiten findet Bonaventura wegen der unzureichenden Gebäulichkeiten in Ensdorf, besonders, wenn er „... daran denke, daß (als er selbst studierte) ... in Salzburg etliche 20 convictores sich mit einer Stube beholfen[37]." Weil aber die Beiträge für das gemeinsame Noviziat und Studium sehr unzuverlässig, zum Teil überhaupt nicht eingingen, dürfte man schon vor dem Generalkapitel 1695 vom Gedanken abgekommen sein, Ensdorf durch das Noviziat aufzuhelfen. Statt dessen unterbreitet Oberhueber einen anderen Plan: Wenn Ensdorf für den einzusetzenden Abt nicht aufkommen könne, resi-

[36] An Qu 2. 4. 95; an Be 19. 2. 95; an Qu 26. 12. 93; 30. 1. 94. Unter den reicheren Klöstern, die für Ensdorf beisteuern sollen, nennt Bo Tegernsee, Scheyern, Prüfening; an Be 6. 3. 94. Wie Bo erachtete, wäre diese Beisteuer ein Liebesdienst und eine Liebesverpflichtung am Nächsten und am eigenen Bruder; vgl. an Qu 1. 1. 95; an Be 13. 3. 94. Nach Sc's Schätzung genügten für eine Abtei bei einiger Einschränkung jährlich 2 bis 3⅓ Tausend fl. Der eben regierende Abt in Subiaco habe innerhalb der Zeit von 6 Jahren sein Kloster durch Sparsamkeit wieder emporgebracht; Altomünster habe für seine 50 Mönche nur 6000 fl. Jahreseinkommen; verschiedene Mandatarabte in der Umgebung Roms, meistens Kommenden von Kardinälen, hätten von diesen eingesetzte Regularäbte mit nur 50—80 fl. Unterhalt im Jahr; im St. Gregorskloster zu Rom müßten die Mönche von ihrem Messealmosen leben, weil ihnen ihr Kommendatarabt nichts gebe; Riezler (8, 565) dürfte zu Unrecht die Summen der Gegenremonstration bezweifeln, „welche die Verordneten des Prälatenstandes am 4. 8. 1698 (sc. gegen die geplante Amortisationsgesetzgebung) abgaben"; vgl. cp. 3 Anm. 53.

[37] An Be 19. 2. 95; 3. 4. 94; an Qu 11. 9. 94.

diere dieser solange nicht in Ensdorf selbst, bis die Zeiten für das Kloster besser geworden; einstweilen lasse er einen Prior als Administrator zurück; im übrigen ordne er alles aus der Ferne an. Wie sich Oberhueber die Ausführung dieses Vorschlages im einzelnen dachte, kann erst später verfolgt werden[38].

Über Bonaventuras Darlegungen konnte man geteilter Meinung sein. Das war bei den Äbten auch der Fall, wie Oberhuebers Stoßseufzer verrät: „Sed amor boni privati praevalet alteri ordinis superioris." „Wenn doch den Herren Prälaten das bonum commune des Ordens, oder wenigstens der Kongregation zu Herzen ginge!" Um so stärker kehrte der Prokurator diesen Beweggrund hervor. Der Zweck der Kongregation sei, daß ein Glied dem andern helfe und es verteidige, wie auch jedes andere der Kongregationsklöster materielle oder geistige Hilfe erwarten dürfe, das durch Krieg oder sonstige Unglücksfälle heimgesucht worden. „Wir sollten nicht zur Unterdrückung eigener Klöster mithelfen", machte er des weiteren geltend, „die doch ‚Fleisch von unserem Fleisch' sind." „Denn das heißt die Tochter töten, damit die Mutter um so fetter werde." „Im Gegenteil, sollten wir Gott danken, daß wir die Klöster wieder aus dem Rachen der Ungläubigen entrissen haben . . . und den Besitz unseres Ordensstifters mehren können. . ." Anders wäre es ganz gegen den Willen der Stifter, „die wollten, daß das Offizium dort für alle Zeiten verrichtet werde; sie werden sonst von der andern Welt aus ihre Güter von uns zurückfordern, welche sie Gott geweiht haben, damit ihm die Söhne des hl. Benedikt durch das Gotteslob dienten." „Hütet euch vor der Rache des hl. Benedikt", ruft Bonaventura seinen Obern zu — sicher nicht, ohne Eindruck zu machen —, „wenn ihr Plünderer der eigenen Klöster werdet"[39].

Um seinen Beweggründen mehr Durchschlagskraft zu verleihen, wandte sich Bonaventura an den Luzerner Nuntius, den er ganz auf seine Seite zog, sowie an den vielvermögenden Prielmayer, an Scarlatti und den Administrator von Ensdorf selbst, den Abt Otto von Prüfening, seinen ehemaligen Studienfreund in Salzburg[40].

---

[38] Vgl. Fink S. 82, 84; an Qu 2. 4. 95; später stemmte sich Bo selbst gegen die Übertragung des gemeinsamen Noviziates nach Ensdorf, außer es geschehe auf Kosten der Klöster, die ihre Novizen dahinschickten; archivalische Inhaltsangabe zu fc 15 ad annum 1700.

[39] An Be 13. 3. 94; 6. 3. 94; 19. 2. 95; an Qu 23. 1. 94; 5. 2. 95; 30. 1. 94.

[40] An Qu 2. 4. 95; 19. 2. 95; an PrB 6. 2. 94 fc 69; an Qu 23. 1. 94; 9. 1. 94; Sc schrieb ebenfalls an den bayerischen Hof, damit der Kurfürst die vorläufige, grundsätzliche Zustimmung gebe und später einmal den erwählten Abt in seiner „forensischen Dignität oder sozusagen in seiner weltlichen Würde konfirmiere"; an Be 13. 3. 94.

Da war es keine kleine Zumutung der Obern an Oberhueber, er solle trotz allem dem Papst die Bitte um Aufhebung vortragen; diese war gegen den ausdrücklichen Wunsch des Apostolischen Stuhles, d. h. gegen das Dekret Klemens' IX. und zum Ärgernis für andere Kongregationen; deshalb wurden dem bayerischen Generalprokurator von seinen Amtsgenossen in Rom derartige Schritte dringend widerraten[41].

All diesen Verhandlungen wurde ein Großteil der Durchschlagskraft genommen, indem sich die bayerischen Äbte nicht bloß der Wiederherstellung der oberpfälzischen Klöster widersetzten, sondern auch der Kosten zur Weiterführung des Generalprokuratoriums müde waren. Aus den bisherigen Darlegungen leuchtet ein, daß die Erneuerung der verödeten oberpfälzischen Klöster gewiß nicht mehr in Betracht kam, wenn ihr wärmster Fürsprecher, der Prokurator abberufen wurde. Bevor deshalb auf die Verhandlungen wegen der oberpfälzischen Klöster weiterhin eingegangen werden kann, ist von Oberhuebers Bemühen, der Kongregation das Generalprokuratorium zu erhalten, zu sprechen.

Wie entscheidend das Amt des Generalprokurators auf das Geschehen innerhalb und außerhalb der Kongregation einwirkte, hat diese Abhandlung bisher ausführlich dargetan. Ein Mann von dem unbeirrbaren Idealismus Oberhuebers, von seiner Weitherzigkeit und von seiner Festigkeit, wahrte sich auf seinem Außenposten den Blick für das große Ganze in vielen Dingen leichter, als die einzelnen Äbte, den Abtpräses der Kongregation nicht ausgenommen, die unmittelbar von Bedenken und Schwierigkeiten berührt wurden und den Blick für das Gesamtwohl der Kongregation nur zu rasch verloren. Es handelte sich um eine bedeutungsvolle Sache, als man über die Beibehaltung des Generalprokuratoriums verhandelte. In der Tat, der Fortgang des inneren und äußeren Ausbaues der Kongregation hing davon ab.

Die Stimmen, die die Abberufung des Prokurators verlangten, erhoben sich besonders seit dem unbefriedigenden Ausgang des Prozesses, allen voran die des Abtpräses Bernhard und seines Sekretärs P. Quirin selbst. Wozu alle die Mühe um die günstigen Informationen, hieß es, wozu die Kosten des Prozesses und überhaupt für einen Generalprokurator? Die Klöster könnten sie nicht leisten; sie lohnten sich nicht bei einem Prokurator, der nichts vorwärts bringe, der müßig sei, kein Entscheidungsdekret gegen die Bischöfe, nichts zur mittelbaren Festigung der Exemtion betreibe; die Angelegenheiten der Kongregation in Rom seien in der Hauptsache erledigt; ja das Prokuratorium fordere nur die Eifersucht des Luzerner Nuntius (s. S. 244) und der Bischöfe heraus; dann mußten die

[41] An Be 3. 4. 94; 19. 2. 95; an Qu 8. 1. 95; 19. 3. 95.

Konvente und Äbte, welche keine Vorstellung hatten, „in welcher Achtung an der Kurie die Generalprokuratoren stehen", Oberhuebers autoritatives Auftreten gegen Statutenübertretungen, wie im Falle von St. Emmeram und Scheyern (s. S. 249), als unerträgliche Anmaßung eines jungen, zu rasch beförderten Paters auffassen[42].

Oberhueber wehrt diese Vorwürfe gegen sich und sein Amt im Bewußtsein seiner Unschuld und seiner besseren Einsicht also ab: „Jetzt wurde mir schon zum zweitenmal vorgeworfen ..., man (werde) zur Vermeidung der Spesen mein Prokuratorium aufheben ...; man weiß nicht, was eines Prokurators Anwesenheit (sc. indem „er fleißig auf die Bewegungen des Gegners achte") nützen und die Abwesenheit schaden kann ...; (so) könnte ich nicht ohne Schmerz sehen, daß die Kongregation ohne Prokurator ihren Feinden sollte ausgeliefert werden. Denn mir ist gar nicht unbewußt, was man hier ausrichten kann, wenn keiner entgegensteht und die bösen Machinationen unterdrückt. So hoch auch die Kosten für den Generalprokurator sind, so nützt ein solcher doch der Kongregation mehr, als v.g. 19 Privatreligiosen, (d. h. auch wenn man) zur Unterhaltung des Prokurators einen Religiosen in jedem Kloster weniger, als ohne ihn aufnehmen kann ...; (trotzdem) wird (das) Gott und dem hl. Benedikt sehr angenehm sein. Denn des Ordens Ansehen und Mehrung besteht nicht in der (sc. möglichst hohen) Zahl der Mönche, sondern in jenen, welche dem Orden, wo es nötig ist, dienen können." Früher schon hatte Bonaventura unabweisbare Gründe für die Beibehaltung des Generalprokuratoriums angezogen: man möge sich doch „entschließen, hier wenigstens auf einige Jahre einen Generalprokurator zu halten, wie das auch andere Kongregationen tun, um ihre Sache gegenüber den Gegnern zu wahren. Die Kongregation bekommt (ferner) durch den Prokurator einen größeren Namen und mehr Ansehen... Ohne ihn wüßte man sonst in Rom soviel wie nichts von ihr. Bei einer Anfechtung weiß man so, was sie bedeutet. Darum ist es nötig, in Rom den Kardinälen und Kurienbeamten das Wissen um die Kongregation stets durch gute Informationen und Berichte frisch und lebendig zu erhalten und ..., mittelbar und unmittelbar ... zu verbreiten." Die Erfahrungen des Prozesses gaben dem Prokurator volles

[42] An Be 31. 10. 93; Be an Bo 11. 12. 93 fc 4 n 48 Kopie; an Qu 28. 5. 94; an Be 3. 10. 93; an Qu 13. 8. 93; 26. 9. 93 f 11. Auch von Seite der in Salzburg dozierenden bayerischen Benediktiner wurden Bo Vorwürfe gemacht; an Qu 7. 8. 94; 12. 9. 93; Bemerkungen Be's: an Qu 3. 10. 93; 14. 11. 93; 21. 10. 93; 17. 4. 94; an Be 26. 12. 93; an Qu 23. 1. 94; Bo mußte sich vom Scheyerer Prior auf seinen unklugen Brief (s. S. 249) hin sagen lassen, er solle mit seinen Drohungen die Klöster in Ruhe lassen, auf deren Kosten er unterhalten werde: P. Rupert Mozl an Bo 15. 12. 93 fc 4 n 56 Kopie.

Recht, letzteres zu betonen. Daß bei Oberhueber selbst das Gegenteil der innerhalb der Kongregation geäußerten Befürchtung zutraf, nämlich des Prokurators Anwesenheit in Rom, errege beim Luzerner Nuntius Anstoß und bei den Bischöfen weitere Feindseligkeiten, ergibt sich, wenigstens im letzteren Fall, aus dem früher Gesagten. Diese Bedenken mußten vordringlicheren Gründen weichen, die Bonaventura später also anfügte: „Ich kenne den Zustand unserer jungen (noch zu wenig gefestigten) Kongregation zu gut und die gebräuchliche Politik dieses (des römischen) Hofs, um mit gutem Gewissen und mit Rücksicht auf das Gemeinwohl der Kongregation raten zu können, überhaupt keinen Wächter hier an der Kurie zu lassen, solange die Kongregation nicht in sicheren Stand gesetzt und in ihrem Rechtsbesitz erstarkt ist"; so „muß einer von den Unsrigen hier mit guetten manieren subsistieren; wird mit selbigen nit geringe Politik brauchen müssen". Dabei denkt man, wie Bonaventura selbst, unwillkürlich an Scarlatti und seine Wühlarbeit gegen die Klöster. Aus demselben Grund auch widerrieten Schmidt und Vacchiery, trotz ihrer Unzufriedenheit mit dem Prokurator, dessen Abberufung, obwohl sie ihm gleichzeitig damit drohten: „Weil aber Scarlatti nicht berührt werden darf, so haben wür zusamb gedupft Herrn Bonaventuram, als den Augapfl des Signore Abbate (sc. um in jenem zugleich) Scarlatti mit einem (Brief des Inhalts) zu berieren: daß weillen die causa — der Romäner fragen und sagen nach — eines weithern nit bedörffe, zu Einziehung der Unkosten das Prokuratorium auffgehebt werden derffte. ... Man solle also nur Bonaventura heraufschikhen und Scarlatti dieses Spill allein in Händen lassen (wie die Kongregationsäbte wollten): wie wird aber dies für böse Konsequenzen haben, wie in dieser kurzen Zeith wir schon ein und andern Vogl (über Scarlattis Wühlereien) singen hören" (vgl. cp. 2 Anm. 7). Zum Erfolg aber kamen Oberhuebers Anstrengungen in dieser Sache erst durch Scarlatti selbst, der aus seinen diplomatischen Erwägungen heraus (vgl. cp. 2 Anm. 13) für die Beibehaltung des Generalprokuratoriums war. Auf seiner Reise nach Belgien, die Abbate Scarlatti im Oktober 1694 antrat, besprach er sich in Benediktbeuren mit dem Abtpräses und dem Kongregationssekretär. Bei der Ängstlichkeit, die Abt Bernhard und P. Quirin im Umgang mit Scarlatti bekundeten, gab dessen diesbezügliche Wunschesäußerung den Ausschlag. Es wurde verabredet, das Generalkapitel solle die Beibehaltung des Generalprokuratoriums und einen festen Gehalt für den Generalprokurator bestimmen[43].

[43] An Be 31. 10. 93; an Qu 3. 10. 93: Bemerkungen Be's; an Be 10. 7. 94; Va und Sch an Qu 28. 11. 93 fc 11 n 56; an Qu 2. 10. 94. Auf dem Rück-

Oberhueber aber trug sich mit Resignationsgedanken, seit er die unverdienten Vorwürfe und die engherzige Gesinnung der Äbte im allgemeinen und im Punkt des Generalprokuratoriums insbesondere bitter erfahren hatte müssen. Seinen Kritikern hält er entgegen: „Ich weiß kein besseres Mittel, sich an mir zu rächen (sc. für meine scheinbar anmaßenden Briefe nach Scheyern und St. Emmeram — vgl. oben S. 249), als mich zurückzurufen. Da werde ich nicht mehr anstoßen, weil ich heiliges Schweigen beobachten werde." „Wenn ich persönlich nicht den allgemeinen Nutzen und das Wohl des Ordens tiefer im Herzen und nur mein eigenes Vergnügen im Auge hätte, hätte ich mich einst (d. h. gleich nach dem Prozeß) entschließen können, um solchen Lamentationen den Weg abzuschneiden, unverhofft nach Deutschland zu gehen ... und dahin könnte ich mich streng genommen auf Grund meines Stabilitätsgelübdes zurückziehen zur Abhilfe solcher Unkosten und zur Beseitigung des Ärgernisses für die Kleingläubigen. Ich gebe gerne zu, daß man meines conduits halber unzufrieden ist, und man Ursach hat, mich von meinem Amt zu entfernen — und ich bitte demütig darum. Wenn nicht mein Abtpräses wäre, würde ich sofort gehen und eilend zu meinen Mitbrüdern gehen, besonders, weil ich mich niemals (sc. habe) zu dieser Promotion verstehen und akkomodieren wollen (vgl. cp. 1, 4)... Sollte es geschehen, daß Euer Gnaden (= Abt Bernhard) im künftigen Generalkapitel nicht mehr Abtpräses werden ..., dann hält mich keine Gewalt mehr hier[44]."

Vorübergehend äußerte Oberhueber seinen Entschluß, auch gegen den Willen seiner Obern heimzukehren, nachdem er seine „Sach in Welschland recht eingerichtet habe": „Fehlt nichts mehr als einiges Erforderliche bis zum Mai zu legitimieren." „Denn ich möchte" schreibt er resigniert, „meinen Geist weglenken von allen Rechtsgeschäften und mich ganz der religiösen Ruhe und der heiligen Einsamkeit weihen und über meine Sünden wahrhaft Buße tun." Nach langem Schwanken legte Oberhueber sein Amt unterm 5. Juni 1694 in die Hände seines Abtpräses zurück und zwar, wie er es nachträglich begründete, gemäß der Statuten, welche nach drei Jahren die Resignation nicht lebenslänglicher Ämter vorschreiben; ferner schien ihm sein

weg von Belgien sollte Sc im Namen ME's mit der spanischen Krone verhandeln, vermutlich in der Sache der spanischen Erbfolge, auf die ME rechnete; an Qu 23. 10. 94; vgl. Riezler 7, 430ff. Sc reiste von Rom am 18. 10. nach Bayern über Venedig—Bologna—Mittenwald (hier am 3. oder 4. 11.) nach Benediktbeuren, den umgekehrten Weg, auf dem Bo nach Rom gekommen war; vgl. cp. 1, 1; Sc (Bologna) an Qu 30. 10. 94 f 101; Be an PrB 25. 4. 95 fc 69; an Qu 1. 1. 95; 2. 4. 95; an Qu und Be 11. 12. 94; an Qu 19. 2. 95; 13. 11. 94; 17. 7. 94; 12. 9. 93.

[44] An Be 31. 10. 93; 26. 12. 93; an Qu 21. 11. 93.

Vorgehen auch deshalb angebracht zu sein, wie er weiter dartat, „um den andern Prälaten dadurch zu verstehen zu geben, daß ich meinesteils so großen gusto nit habe, alhir zu stehen, die (sc. Prälaten) auch folglich nit sagen mechten, als nütze eine weitere Verlängerung meines Hierstehens zu wenig." Bonaventuras Abdankungsgesuch wurde aber nicht angenommen, sondern als Ungehorsam getadelt. Als Oberhueber im März des folgenden Jahres zwar nach Hause, aber trotz früherer Zusicherung nicht zum Generalkapitel berufen wurde, faßte er das als stillschweigende Erlaubnis zur Resignation auf und erneuerte diese am 19. März 1695, aber wieder umsonst. Erst das Generalkapitel sollte entscheiden, ob er von seinem Amt zu entlassen sei. Bonaventura war aber seitdem fest gewillt, nach dem Generalkapitel nicht mehr nach Rom zurückzukehren. — Entscheidend aber für den weiteren Gang der Dinge war, daß die Verhandlungen wegen der oberpfälzischen Klöster nicht durch die Abberufung Oberhuebers unmittelbar vor dem Generalkapitel ihren wärmsten Verfechter verloren. Damit kann die Darlegung zurückkehren zu den Fragen um die Wiederherstellung der oberpfälzischen Klöster[45].

3. P. B. Oberhueber und das Generalkapitel d. J. 1695.

Ob und wie weit Bonaventuras Vorschläge zur Wiedererrichtung der oberpfälzischen Klöster der Ausführung näher gebracht wurden, hing nicht nur davon ab, ob das Prokuratorium aufgehoben wurde, sondern in zweiter Linie auch davon, ob der Prokurator im kommenden Generalkapitel persönlich dieser Sache Nachdruck verleihen konnte. Deshalb bemühte sich Oberhueber mit seiner ganzen Überzeugungskunst darum, zum Generalkapitel berufen zu werden; Scarlattis Fürsprache unterstützte ihn hiebei. Es war das nicht allein der oberpfälzischen Klöster wegen. Die Äbte sollten über seine Amtsführung Rechenschaft erhalten und auch Aufklärung darüber, wie notwendig ein Generalprokurator sei; sie würden dann die Kosten für diesen williger bestreiten. Der Prokurator beabsichtigte ferner, sie darüber aufzuklären, daß es um die Exemtion nicht so

[45] Als der von Bo angesetzte Zeitpunkt zur Heimreise in die Nähe rückt, ist er sich unschlüssig; sein um diese Zeit ablaufender Mietvertrag läßt ihn in Tegernsee leise anklopfen, was seine Obern mit ihm vorhätten. Va faßt falschen Argwohn gegen Sc: „Die Anfrag ist gewaltig subtill und heißt meines behalts soviel, daß die guette, geltsichtige Romäner zu wissen verlangen, ob sie dem Herrn P. Bonaventura oder in seiner Perrsohn denen Herren Kongregationsgenossen noch länger oder kurzer Zeit die platten zu scheeren haben, damits dem Messer eine schneid geben khönden . . .; wan der anfrag sub dubio beanthworth wurde, khunds nit schaden". an Qu 21. 11. 93; 17. 4. 94 Va's Anmerkung; an Be 5. 6. 94; 10. 7. 94; an Qu 26. 6. 94; Va an Qu 3. 6. 94 f 59; an Qu 19. 3. 95; 28. 5. 94; an Qu 1. 4. 95.

schlecht stehe, wie manche meinten; wie die Äbte überhaupt den Stand und das System der Kongregationsangelegenheiten noch nicht erfaßt hätten und vom Generalprokurator darein einzuführen seien. Oberhueber wollte auf Grund dessen über die künftighin zu behandelnden Angelegenheiten Vortrag halten, bestimmte Beschlüsse darüber anregen, wie beim Luzerner Nuntius und an der Kurie die Wiederherstellung der verödeten Klöster in die Wege geleitet werden könne und wie die Kongregationsgeschäfte ganz allgemein in der am römischen Hof und bei den übrigen exemten Orden üblichen Art durchzuführen seien. Zu diesem Zwecke mußte der Generalprokurator den Abtpräses und den einen oder andern Abt persönlich sprechen; es war auch wünschenswert — Bonaventura schreibt das vor seiner zweiten Resignation —, daß der Prokurator die Verhältnisse innerhalb der Kongregation in Augenschein nehme und auf Grund dessen dem Luzerner Nuntius und den Kardinälen der S. C. Deputata berichte[46]. Wegen der Kosten wollte aber auch der Prokurator nicht ohne Zustimmung der übrigen Kongregationsäbte die Reise zum Generalkapitel unternehmen. Unmittelbar vor dem Generalkapitel wurde des Prokurators Erlaubnis zum Zutritt dazu durch den Kongregationssekretär soviel wie abgesagt. Heimkehren zwar sollte Bonaventura. Am 4. oder 5. Mai nahm der Prokurator von Rom Abschied, reiste über Loretto an die Adria und zu Schiff nach Venedig; von da aus meldet er, mit einem Tag Verspätung sei er hier am 20. Mai 1695 morgens „glücklich angekommen, obschon gestern Abend ein heftiger Sturm... uns zwang, in ein sogenanntes derff (= Dorf) Palestina zu fermieren". Nachdem er in Venedig beim bayerischen Postagenten Trevano Geld oder eine gute Gelegenheit zur Weiterreise zu erhalten gesucht, kam er auf dem kürzesten Weg Ende Mai nach Tegernsee. Das Generalkapitel, das schon für 17. April in Andechs angesetzt worden, und wozu Bonaventura vollkommene Ablässe erwirkt hatte, war wegen der Zeit der Wallfahrten bis 20. Juni verschoben worden. Oberhueber hatte sich bereits darein ergeben, daß er zu den Beratungen des Generalkapitels nicht zugelassen werde und hatte schriftlich beim Abtpräses Bernhard und seinem Kongregationssekretär P. Quirin mit allem Nachdruck darauf gedrängt, die Beratungen über die oberpfälzischen Klöster in den Mittelpunkt der Verhandlungen zu stellen. Für alle Fälle hatte sich der Prokurator in Privataudienz ein Schreiben des Papstes und des Ordensprotektors und Kardinals d'Aguirre an die versammelten Äbte verschafft, um im Generalkapitel wirksamer vorgehen zu können, nachdem ihm unmittelbar vor seiner Abreise erneut er-

[46] An Qu 23. 1. 94; an Be 10. 7. 94; 19. 2. 95; 26. 2. 95; an Qu 19. 6. 94; 5. 3. 95.

öffnet worden war, er werde vielleicht zum Generalkapitel beigezogen. D'Aguirres Brief setzte dies auch voraus. Noch dazu erklärte ein Schreiben des Subdelegaten Constante an den Abtpräses, hinter dem Oberhuebers Einfluß stand, die Abordnung des Generalprokurators zum Generalkapitel für notwendig, weil er so gut empfohlen aus Rom zurückkomme. Constante wünschte Oberhuebers Beiziehung auch darum, weil viele Angelegenheiten zur Verhandlung stünden. Dadurch, sowie durch die Überreichung der Schreiben selbst, die Oberhueber unmittelbar vor Beginn des Generalkapitels am 15. Juni vornahm, veranlaßt, genehmigten die Äbte durch Beschluß, daß der Generalprokurator der Versammlung der Äbte beiwohne, „damit er ihre Beratungen höre und in allen vorkommenden Fällen die entsprechende Information erteilen könne". Der Generalprokurator erhielt aber nicht das Recht der Konventdeputierten im Generalkapitel, deren jeder beratende Stimme hatte und die aus ihrem Schoß vier „Patres Vocales" mit aktivem Stimmrecht, gleich dem der Äbte, wählen konnten[47].

Das Generalkapitel, das vom 20. bis 23. Juni tagte, sollte, nach dem Schreiben des bisherigen, eben damals abtretenden Nuntius in Luzern an die versammelten Äbte, sich zum Ziel die größere Ehre Gottes, die Wahrung der Regulardisziplin und die Förderung der jungen Kongregation nehmen. Es kam denn auch zu folgenden Ergebnissen:

1. Gegen alle, die aus der Kongregation austreten oder an Austritt denken, kann der Abtpräses mit Exkommunikation vorgehen und, wenn das nicht hilft, sie dem „bracchium saeculare" überantworten. Damit setzte sich Oberhuebers gemäßigter Standpunkt durch, der in solchen Fällen nicht Rom und auch die Exkommunikation nur im äußersten Fall bemühen wollte (vgl. cp. 1, 5).
2. An die *Camera Apostolica* zahlt die Kongregation jährlich einen Dukaten, um den Bestand der Exemtion zu dokumentieren. So hatte Scarlatti dem Abtpräses geraten. Es war eine ergänzende Maßnahme zum Ergebnis des Exemtionsprozesses und enthob den Prokurator zum Teil der Sorge, die Exemtion auf mittelbarem Weg von der Kurie anerkennen und bestätigen zu lassen (vgl. cp. 5, 1).
3. Alle Novizen müssen in das gemeinsame Noviziat geschickt werden; nicht einmal der Abtpräses kann von dieser Vorschrift der Statuten dispensieren. Ein Schreiben des Luzerner Nuntius an den Abtpräses forderte diesen auf Veranlassung des Generalprokurators auf, die Beobachtung der Statuten den versammelten Äbten besonders einzuschärfen. Den Übertretungen dieses Punktes, deren radikale Bekämpfung den Prokurator und sein Amt mißliebig gemacht hatte, wurde so von maßgebender Stelle aus und wirksam vorgebeugt.
4. Innerhalb des Kommunstudiums errichtete das Generalkapitel einen eigenen Lehrgang für kanonisches Recht auf Anregung des Prokurators (vgl. S. 260) und dank Prielmayers Freigebigkeit, der hiezu 1000 fl.

[47] An Qu 23. 1. 94; an Be 19. 2. 95; an Qu 22. 4. 95; 30. 4. 95; vgl. Riezler 8, 457; Annales 1695 S. 112; an Qu. 2. 4. 95; 19. 3. 95; 25. 3. 95; 9. 4. 95; 18. 4. 95; Innocenz XII. (Maria Maggiore) an die bayer. Äbte 2. 5. 95; zitiert in den Annales 1695 S. 113; an Qu 22. 4. 95; Vogg S. 21.

und einen Teil seiner wertvollen Bibliothek stiftete. Der Professor des ersten kirchenrechtlichen Studienlehrganges wurde P. Ägidius Kibler, der gelehrte Verfasser des „*Collectarium Privilegiorum*", einer Zusammenstellung der Ordenprivilegien (s. Bd. 53, S. 201); zwei weitere Professoren wurden für die Hl. Schrift und für die Glaubenskontroverse bestellt. Wenn zuweilen die Rechtsstudien innerhalb der Kongregation nicht errichtet werden können, dürfen Kleriker, aber nur mit der dem Generalkapitel vorbehaltenen Erlaubnis, an Universitäten, wo kanonisches und weltliches Recht gelehrt wird, geschickt werden. Auch diese starke Einschränkung des für das wissenschaftliche Leben der Kongregation notwendigen Universitätsbesuches ging offenbar auf Oberhueber zurück (vgl. S. 259). Erstaunlich ist auch hier die rasche und weitgehende Durchführung von Oberhuebers zum Studienbetrieb geäußerten Gedanken[48].

5. Abt Bernhard nahm auf das Drängen der Äbte und vor allem des Luzerner Nuntius das Amt des Abtpräses wieder an. Oberhuebers Verdienst war es, den bewährten Abt, trotz dessen festen gegenteiligen Willens von den Resignationsabsichten abgebracht zu haben, indem er sich an die Vermittlung des Nuntius und des Kardinals d'Aguirre (s. n. 6) erfolgreich gewandt hatte[49].
6. P. B. Oberhueber wurde weiterhin als Generalprokurator in Rom aufgestellt. Auf seiner Rückreise hatte er den neuen Nuntius zu informieren. Zu seinem Unterhalt wurden sogar mehr, als Scarlatti beantragt hatte (500 fl.), nämlich 600 fl. angewiesen. Offenbar waren auf dem Generalkapitel alle Unstimmigkeiten zwischen dem Generalprokurator und den Äbten behoben worden. Oberhueber mußte es mit diesen versöhnen, daß sie seinen Bestrebungen so weitherzig entgegenkamen. Auf die Prälaten machte die Empfehlung des Generalprokurators von höchster kirchlicher Seite großen Eindruck, besonders, wenn der Ordensprotektor und Kardinal d'Aguirre der Persönlichkeit Oberhuebers auf Grund von dessen Wirken in Rom folgendes Zeugnis ausstellte und dabei dessen Ratschläge mit den Worten befürwortete: „P. Don Bonaventura Oberhueber, der mir ganz besonders teuer ist, wird bald in sein Kloster zurückkehren und zum Generalkapitel kommen... Ich trage nicht Be-

[48] Be an PrB 28. 6. 95 fc 69; vgl. Protocolla sive relationes de actis in Capitulis Generalibus ... compendium sive conspectus Capitulorum Generalium fc 13; NL an die bayer. Äbte 10. 4. 95; Annales 1695 S. 116; an Qu 19. 3. 95; Be an PrB 25. 4. 95 fc 69; an Qu 16. 10. 94; vgl. Lindner, Schriftsteller S. 32; Schmid S. 110; Fink S. 85.

[49] Be an PrB 28. 6. 95 fc 69; 25. 4. 93 fc 69; an Qu 19. 3. 95; mit dem NL, Msgr. Marcello d'Aste (1692—1695) muß es Bo gut verstanden haben; beider Bestrebungen waren gleich ideal; von d'Aste lautet eine Charakteristik: „è dotto, attendo pio giusto, caritativo, punctuale, officioso e zelante: Pastor 14, 1133; auch nach Bo galt er an der römischen Kurie sehr viel; er werde mit der Zeit eine höhere Würde erhalten; tatsächlich wurde d'Aste am 14. 11. 1699 Kardinal: an Be 19. 2. 95; Pastor 15, 409ff. Kurz vor dem Gen.-Kap. 1695 war d'Aste nach Rom abberufen worden, durfte aber noch einige Monate in Luzern bleiben. Sein Nachfolger wurde Msgr. Michel Angelo de Conti, Titularerzbischof von Tarsus. Dieser stieg am 7. 6. 1706 zum Kardinalat und am 8. 5. 1721 zur höchsten kirchlichen Würde als Innocenz XIII. (—1724) empor: Pastor 15, 406ff. Bo läßt durch Baron I. B. von Scarlatti den Kardinal Spada im Namen des bayerischen Kurfürsten bitten, er möge im Namen des Papstes die bayer. Kongregation der besonderen Obhut des neuen Nuntius empfehlen; ME wurde von Bo durch Pr um ein Gleiches ersucht; an Qu 9. 4. 95; der neue NL gedachte die Visitation, die sein Vorgänger in der Informationssache hatte vornehmen wollen, aber nicht hatte können, durchzuführen. Trotz dieses Übereifers wurde nichts daraus; an Qu 19. 3. 95; Annales 1695 S. 116.

denken, ... Euer Gnaden (den Abtpräses Bernhard) und alle Hochwürdigsten Äbte zu bitten ... von ihm vernehmen zu wollen, was nach meiner, ihm gegenüber wiederholt geäußerten Meinung der Kongregation zum Vorteil ist. Um weiteren Erfolg und noch größere Mehrung für die Kongregation zu erzielen, möge der Abtpräses (s. n. 5) mit gewohntem Eifer stets wachen, besonders, was die Studien und das gemeinsame Noviziat betrifft... Ich empfehle des weitern Euer Gnaden mit allem mir möglichen Nachdruck den P. Bonaventura, einen Ordensmann von bester Art und großer Klugheit. Sie können versichert sein, daß er von Rom zum Leidwesen aller seiner Kollegen scheidet und es wird mir immer besonders am Herzen liegen, daß er von Euer Gnaden mit dem früheren Wohlwollen angesehen wird..."

7. Die oberpfälzischen, unter Administration stehenden Klöster erhalten eigene Äbte.

Aus den Kongregationsannalen sind die Beweggründe herauszuhören, welche Oberhueber, wie früher schriftlich, so jetzt persönlich mit aller Eindringlichkeit in Gegenwart der Äbte wiederholte. Erstaunlich ist, wie rasch trotz unleugbar großer Schwierigkeiten die Durchführung dieses letzten Beschlusses gelang. Wenige Tage nach dem Generalkapitel schon kündete Abtpräses Bernhard dem Gönner am bayerischen Hof in Brüssel, Prielmayer an, in Reichenbach, das St. Emmeram unterstand, werde voraussichtlich ein Mönch dieses Klosters, P. Odilo Mayrhofer, vom Emmeramer Prälaten als Abt eingesetzt[50].

Auch bei Ensdorf dachte damals bereits der Abtpräses daran, dort einen Abt aufstellen zu lassen, bald auch wurde dasselbe für Weißenohe und Michelfeld geplant. Jetzt erwies sich als segensvoll, daß die Wahlen in Prüfening und St. Emmeram der Kongregation wohlgesinnte Äbte geschenkt hatten, dank der weisen Leitung Bernhards, von der auch der Generalprokurator gerne gelernt hatte. Vom Kurfürsten war für diese Pläne der Konsens erbeten und alsbald gewährt worden. Nach Verhandlungen zwischen dem Abtpräses und Constante als Subdelegaten und zugleich Kurfürstlichem Kommissär, der verdienstvoll mitwirkte und dem Abt von St. Emmeram als 1. Visitator, ernannte dieser am 12. September als Abtadministrator von Reichenbach seinen P. Odilo zum Abte dieses Klosters. Eine Abtwahl konnte hier schon deshalb nicht stattfinden, weil hier nicht die zur Ausübung des Abtwahlrechts genügende Zahl von Professen vorhanden war. In Ensdorf bestellte am 15. September Abt Otto von Prüfening, der Administrator dieses Klosters, seinen Studienfreund, den Generalprokurator, unsern P. Bonaventura Oberhueber zum Abt, damit, wie Abt Bernhard in dem obenerwähnten Brief an Prielmayer schrieb, er an der Kurie als Generalprokurator höheres Ansehen genieße; auch er, Bernhard, wolle dessen Beförderung nicht verhindern, wenn er

[50] Be an PrB 25. 4. 95 fc 69; 28. 6. 95 fc 69; an Qu 12. 2. 95; 19. 3. 95; Annales S. 120.

auch andrerseits keinen Grund habe, ihn zu entlassen (sc. nach dem Grundsatz: Promoveatur, ut amoveatur). Auch der Kurfürst gab gerne zur Abternennung Oberhuebers „wegen dessen guter Qualitäten und Verdienste um die ganze Kongregation" seine Zustimmung. Der Generalprokurator selbst hatte vor und nach seiner ernstgemeinten Resignation sich dafür eingesetzt, dem künftigen Generalprokurator zur Bürde auch die Würde zu geben, weil es „höchst anständig, daß ein hier (in Rom) subsistierender Prokurator in selbiger (Abt-)Würde stehe, weil alle andern (Orden), so mitrata capita in superioribus venerieren, ihre Prokuratoren aus der Reihe der Äbte nehmen". Zu dieser Bemerkung Oberhuebers wird später noch Stellung zu nehmen sein. Ihre Bestätigung erhielten Abt Odilo von Reichenbach und Abt Bonaventura von Ensdorf vom Luzerner Nuntius am 15. November 1695, weil der Regensburger Bischofsstuhl verwaist war. Jener erhielt in Regensburg noch 1695 die Abtweihe, Oberhueber die seine erst im folgenden Jahre zu St. Calixt in Rom von Bischof Sperellino, dem Vizegerens der hl. Stadt, unter Assistenz des Abtes von St. Paul, Placidus del Balso und Abt Joseph Maria Barberio, dem Generalprokuratur der Cassinenser[51].

Nicht so einfach konnten die Äbte in Michelfeld, wo P. Albert von Oberaltaich aus dem Kloster des Abtadministrators zum Abt ernannt worden war, und in Weißenohe, das wie Ensdorf unter Prüfenings Verwaltung gestanden hatte, und jetzt aus diesem Kloster P. Johann Gualbert als Abt erhielt, in ihre Rechte eingesetzt werden. Beide Klöster lagen in der Diözese Bamberg. Wie die Bamberger Bischöfe schon früher mit den bayerischen Kurfürsten um beide Klöster gestritten hatten, so machte Bamberg jetzt auch den Benediktinern Schwierigkeiten. Nach langwierigen Verhandlungen in den folgenden Jahren erwirkte unser Generalprokurator 1699, daß die Konfirmation beider Äbte nicht in Bamberg, sondern in Luzern erholt werden konnte[52].

[51] Be an PrB 28. 6. 95 fc 69. Dem Abtadministrator fiel unter obigen Umständen das Ernennungsrecht zu: Annales 1695 S. 123/4; ME an Prüfening 6. 6. 95 fc 69; 17. 8. 95 fc 1 n 6 Kopie; Fink S. 52 läßt Bo fälschlich seit 1694 Administrator von Ensdorf und seit 1695 durch Ernennung des Abtes Bernhard Abt von Reichenbach sein; dieses wurde er tatsächlich erst 1699; und blieb als solcher, was ebenfalls gegen Fink festgestellt sei, sein Leben lang Generalprokurator; s. Bd. 53 S. 184; an Qu 30. 1. 94; *Annales* 1695 S. 125; Bo (Luzern) an Qu 15. 11. 95; die Zeremonie der Konfirmation schildert Bo an Qu 24. 12. 95; hier auch dankt Bo dem Fr. Heinrich Zollikofer für den Plan zum Ausbau seines Klosters Ensdorf; vgl. Lindner, Familia n 700.

[52] *Annales* 1695 S. 125; Riezler 8, 549; Molitor 2, 553 ff.; Responsiones Congregationis Bened. Bavaricae ad causas et motiva Reverendissimi D. Ordinarii Bambergensis ... conscriptae et combinatae a P. Quirino ... Tegernseensi ... 1. 1. 1697 fc 6; *Annales* 1695 S. 124 ff.; archivalische Inhaltsangabe zu fc 3 R. 5. 9. und fc 15 ad annos 1696—1698.

Verloren blieben aber der Kongregation die von den Bischöfen einzelnen Kongregationsklöstern weggenommenen Pfarreien. 1691 hatte Scarlatti mit Rücksicht auf die Bischöfe nicht an diese Sache rühren lassen (vgl. Bd. 53 S. 201). Um die Bischöfe nicht noch mehr zu reizen, durfte es die Kongregation erst recht nicht während des Prozesses wagen. Es war vorauszusehen, daß die römische Kurie, um den deutschen Fürstbischöfen einigermaßen Genugtuung zu verschaffen, zu deren Gunsten entscheiden würde. Nach dem Prozesse tat die Kongregation gut daran, alles zu vermeiden, was die Bischöfe aufs neue herausfordern konnte und darum auch die Pfarreien weiterhin auf sich beruhen zu lassen[53].

Damit blieb dem Prokurator die Voraussetzung versagt, unter der er einen andern Lieblingsgedanken leichter hätte verwirklichen können, den Beitritt der außenstehenden Klöster zur Kongregation. Große Aussicht bestand bei Ettal. Dessen Abt stand mit dem Benediktbeurer Abt Eliland Öttl, dem nachmaligen Kongregationspräses in freundschaftlicher Beziehung und korrespondierte mit dem Ordensprotektor und Kardinal d'Aguirre, dem er auch Thesen seiner Untergebenen widmete. D'Aguirre warb bei ihm auch zum Beitritt in die Kongregation. Der Abt entschuldigte sich — damals schwebte der Exemtionsprozeß der bayerischen Benediktiner mit den Bischöfen —, es seien so viele Ordinarien gegen die Exemtion, die seinem Kloster Ungelegenheiten bereiten könnten. Zum Generalkapitel 1695 wollte Oberhueber, daß Ettal eingeladen werde; es fehlte ihm die Zeit, auf seiner Reise nach Bayern dort persönlich vorzusprechen, wie er und auch der Abtpräses wünschten. So blieb auch hier alles beim alten. Niederaltaich ließ vorübergehend ebenfalls hoffen, daß es sich der Kongregation anschließe. Von einer Einladung dieses Klosters zum Generalkapitel riet der Prokurator ab, damit die Kongregation nicht an den dort zuständigen Passauer Bischof gerate. — Was schon für das Generalkapitel 1692 in Aussicht genommen worden war, das beschloß jenes vom Jahre 1695, durch römische Erlasse, durch sogenannte Compulsa die übrigen außenstehenden Benediktinerklöster in die Kongregation zu zwingen. Abt Bernhard wandte sich deshalb an Prielmayer um Vermittlung beim Kurfürsten; Prielmayer dürfte aber, wie seinerzeit Bonaventura (1691/92 vgl. cp. 1, 5) gegen Zwanganwendung gewesen sein und deshalb wurde hierin wohl nichts weiteres unternommen[54].

[53] An Be 19. 7. 92. Bo hatte zwar während des Prozesses Schritte unternommen, sie waren aber bei Msgr. Altoviti's Bedachtsamkeit zum Glück nicht weit gediehen: an SchW 3. 1. 93; an Be 6. 9. 92; an Qu 19. 12. 93.

[54] An Be 29. 2. 95; an Qu 4. 10. 92; 11. 10. 92 f 34—36 38; 22. 11. 92; 2. 4. 95; 26. 2. 95; Bo (Venedig) an Qu 20. 5. 95; an Qu 2. 2. 92; Be an PrB 28. 6. 95 fc 69; vgl. Molitor 2, 561.

Nachdem Abt Bonaventura den P. Anselm Claus als stellvertretenden Administrator in Ensdorf zurückgelassen hatte, kehrte er als Generalprokurator anfangs November über die Schweiz und Luzern, wo er den neuen Nuntius informierte, nach Rom zurück. Hier traf er am 8. Dezember 1695 zu neuer prokuratorischer Tätigkeit ein. Darüber wurde bereits berichtet, soweit es zur Abrundung dieser Abhandlung nötig erschien[55].

VI. Kapitel. P. B. Oberhueber, sein Amt und sein Werk.

1. Zur Würdigung von P. B. Oberhuebers Persönlichkeit.

Um zu ermessen, in welchem Maß der Segen des Generalprokuratoriums von der Person des Amtsinhabers abhing, dazu genügt ein Hinweis auf die Tätigkeit des P. Ulrich Staudigl verglichen mit der des P. Bonaventura Oberhueber. Jener machte sich und die Kongregation unmöglich. P. Bonaventura gewann durch sein Geschick die allgemeine Hochschätzung für sich und für die Kongregation. Das Geheimnis von Oberhuebers Erfolgen bestand darin, daß er einfältig wie die Tauben und klug wie die Schlangen war. Nur so konnte er Scarlatti beikommen[1], zum Segen für die Kongregation, wenn gleich

[55] Bo (Lindau) an Qu 9. 11. 95 f 42; Bo (Luzern) an Qu 15. 11. 95 f 45; an Qu 10. 12. 95 fc 15 ad annum 1695.

[1] Einen kleinen Begriff von dem Umtrieb, den Sc z. B. in seiner einen Eigenschaft als bayerischer Agent innerhalb erstaunlich kurzer Zeit zu entwickeln verstand, mag dessen eigener Bericht über die römischen Feierlichkeiten aus Anlaß der Geburt des bayerischen kurfürstlichen Erstgeborenen geben; darin konnte er seine Tüchtigkeit im Dienste des bayerischen Hofes vorteilhaft hervorheben. Der Bericht sei inhaltlich wiedergegeben (vgl. auch S. 60): Samstag 29. 11. 1692 kam ein außerordentlicher Kurier von Brüssel und teilt dem Papst, Sc usw. die Geburt des kurfürstlichen Erstgeborenen mit. Sc bat darauf S. Heiligkeit um die Erlaubnis, daß dies Ereignis in Rom mit einem feierlichen Te Deum begangen werde. Das wurde genehmigt. Die Kirche vom Siege der beschuhten Karmeliter nahe den Thermen, denen vom Kurfürsten Maximilian viel Wohltaten gespendet worden waren und die ein wundertätiges Bild der Mutter Gottes besaßen, mit dem der gottselige P. Dominico seinerzeit am Weißen Berg die katholischen Soldaten ermutigt hatte (vgl. Riezler 5, 172), war darauf mit dem Bild des Papstes und des bayerischen Kurfürstenpaares geschmückt. Nachdem Sc alle Einladungen erlassen hatte, war am Morgen des 14. 12. Pontifikalamt, gehalten von einem Msgr. Visconti (vgl. Pastor 14, 1083), an dem sich der Patriarch von Konstantinopel und von Jerusalem, die Kardinäle Goes, d'Aguirre und andere Erzbischöfe und angesehene Prälaten, der Fürst und kaiserliche Gesandte Anton von Liechtenstein, seine Gemahlin und Tochter, die Gemahlin des Residenten von Savoyen, des Gesandten von Bologna und viele andere Damen von Stand sowie der Großteil der Vertreter der auswärtigen Fürsten beteiligten. Es war großer Andrang von Leuten jeder Nationalität, so daß die Kirche den Zustrom nicht fassen konnte. Während des Amtes zelebrierten der Generalvikar des Dominikanerordens und viele Generale und Generalprokuratoren anderer Orden. Musik und Gesang ernteten allgemeinen Applaus. Während des Te Deum wurden im Umkreis der Kirche 150 Geschützsalven abgegeben. Hernach wurde ein solennes Frühstück gegeben.

nur unter hohen materiellen Opfern. Darf man doch behaupten, ohne etwa zu übertreiben, daß der Prozeß der Bischöfe in erster Linie durch Bonaventuras Klugheit abgewehrt wurde. Hätte sich Scarlatti ausschließlich auf die Seite der Bischöfe und Kargs gestellt, so wäre deren Sieg zweifelsohne unausbleiblich gewesen. Oberhueber war es, der das — mit Hintansetzung seiner Person zugunsten des Wohles der Kongregation — zu verhindern wußte, sowie er es verstand, den Prozeß gegen die Bischöfe, richtiger gesagt gegen Karg zu führen, also ohne jene erst recht gegen die Benediktiner aufzubringen und ohne den Gegensatz zwischen Bischöfen und Klöstern zu verschärfen; im Gegenteil, das Verhältnis zwischen beiden Parteien stand nach dem Prozeß besser als vorher dank Bonaventuras großem Takt. Seine Einfalt eroberte sich die Menschen, den Menschenkenner Scarlatti ebenso wie auch seine Amtsgenossen, ferner die Kurialen und die Kardinäle. Sie gab ihm aber auch den unbeirrbaren Glauben an die gute Sache. Wenn dieser Glaube zum Übereifer wurde und Oberhueber tadelnswerten Konventen und Äbten gegenüber zu unklugen Maßnahmen fortriß, so verlieh er ihm dabei dennoch die nötige unbeugsame Festigkeit; wollte er doch lieber Verkennung und den Verlust seines liebgewordenen Amtes auf sich nehmen, als einen Schaden an der guten Sache verantworten. Ohne diesen zuweilen naiv scheinenden Optimismus hätte Bonaventura nicht mit der bewundernswerten Zähigkeit, allen Schwierigkeiten zum Trotz

Zur Anbetung des ausgesetzten Allerheiligsten erschien auch der Papst. Bei dieser Funktion wurde er von den Kardinälen Spada, Coloredo, Ottobuoni, Panciatici und Albani unterstützt. Es kamen alle Kardinäle, soweit sie nicht durch Krankheit verhindert waren. Zur Feier wurden Illuminationen mit venetianischen Fackeln veranstaltet, und zwar gingen mit ihrem Beispiel voran Kardinal Goes und d'Aguirre, der kaiserliche Gesandte, der von Spanien, von Portugal, von Savoyen, des kölnischen und pfälzischen Kurfürsten, der Fürsten von Passavia, Sulmona, von Palestrina, von Rossano, von Taxis, Msg. Emerix und viele andere Prälaten und italienische, deutsche, spanische und flämische Vornehme („Kavaliere"); unter diesen werden einzeln genannt z. B. die Grafen Buffalo, Tanara, die Minimiten vom hl. Franz v. Paul, die Prämonstratenser, das Germanikum, Camposanto, St. Juliana von Flandern; weiters beleuchteten großmächtig und entbrannten Feuerwerke viele Behörden, Privathäuser und Läden. Sc selbst beleuchtete sein Palais 3 Abende nacheinander mit einer Menge von Fackeln, „wie sie das Geschick des Architekten anbringen konnte", und verschönerte es mit einer fahrbaren Vorrichtung, die mit mannigfachem Schmuck bekrönt war, und zog die Leute durch eine Weinfontaine und durch Erfrischungen an, wovon er reichlich unter sie verteilen ließ, durch ein Wappentransparent über der Pforte, durch Tamburine, Trompeten, Zimbeln; in 4 Straßen ließ er Laternen kunstvoll anbringen. Zu Ehren des bayerischen Kurfürsten auch hielt die Bruderschaft, die aus Anlaß der Befreiung Wiens von Innocenz XI. errichtet worden war, eine Prozession zur festlich geschmückten Kirche Mariens vom Siege. Hier wurde die Muttergottes-Litanei, von „exzellenter Musik und Motetten" begleitet, gesungen. Sc an Münchner Hof 10. 12. 92 f 11—14.

und mit fieberhaftem Eifer, auf der Wiedererrichtung der oberpfälzischen Klöster bestanden; wie hier, so nahm er auch sonst, man denke nur an den Exemtionsprozeß, mit demselben Fleiß und mit unverdrossener Wachsamkeit alles wahr, was die Kongregation nach innen und nach außen festigte. Mit weitem Blick und mit weitem Herzen, wie etwa bei seinen Ratschlägen für das gemeinsame Studium, förderte er die Kongregation; darin kam ihm kein Abt, selbst der Abtpräses nicht, gleich.

Man wird der Persönlichkeit Bonaventuras sogar eine gewisse Größe nicht absprechen können. Diese dürfte vornehmlich auf der Geschlossenheit seiner Persönlichkeit beruhen: er war ganz Kind seiner Zeit — davon wird noch zu reden sein — und war ganz Kind seiner Heimat und seines Ordens; wie innig ihn die Blutsbande mit seiner Mutter verknüpften, wurde ausführlich genug dargelegt (vgl. cp. 2, 3); nicht einmal die schlimmen Erfahrungen, die er bei den Aufhebungsplänen mit seinem Landesherrn machte, entlockten ihm ein abträgliches Wort gegen seinen hochverehrten Landesvater; von der Liebe zu seinem Orden sprechen die angeführten Zeugnisse (vgl. cp. 2, 3) beredt genug. Diese Natur von Fleisch und Blut, diese lebendige Gemütsart Oberhuebers war beseelt von unersättlichem Streben nach geistiger Durchbildung. Mehr denn einmal, nicht nur in der ersten Zeit seines römischen Aufenthaltes, kehrt der Jammer über die kostbaren Jahre wieder, die er für die Studien verloren habe. Sein Wissensdrang entbehrte aber keineswegs des Markes erprobter Herzensgüte. Immer wieder überwand er die Grenzen selbstischer Enge und Verzagtheit durch den hochherzig betätigten Gehorsam des Ordensmannes; oft genug bewährte er seine Seelengröße im Feuer der Mißverständnisse. Und galt es, einer guten Sache zum Sieg zu verhelfen, so fehlte es dem P. Bonaventura keineswegs an Streitbarkeit, mochte er dann auch gegen Seinesgleichen manchmal zu weit gehen. Außenstehende aber wußte er mit der Klugheit eines erfahrenen Diplomaten zu behandeln. Oberhuebers Meisterstück hierin war die Aufrechterhaltung des freundschaftlichen Verhältnisses mit Scarlatti. Weite des Geistes verrät es auch, daß Oberhueber stets über seine eigene Sache hinweg den Blick für große Gesichtspunkte behielt. Nie spielte er den bayerischen Kurfürsten gegen den Kaiser aus, nie die Kongregation gegen die Bischöfe. So stimmten die Gaben der Natur und der Gnade und Bonaventuras eigenes Dazutun zu einem selten schönen Dreiklang zusammen. Die Züge Oberhuebers reihen sich würdig unter jene ehrwürdigen Mönchsbildnisse alter Zeiten, aus denen Menschen mit Fleisch und Blut, mit Geist und Kraft, mit Glaube und Gnade auf uns blicken.

Diese Feststellungen sind wohl vereinbar mit der andern, daß Oberhueber in der hier behandelten Zeit noch nicht die end-

gültige Reife seiner Persönlichkeit besaß, daß auch ihm wie jedem Menschen Unzulänglichkeiten anhafteten. Davon ist der geschichtlichen Wahrheit zuliebe und zur Vervollständigung von Bonaventuras Bildnis noch zu sprechen.

Wohl darf nach allem von der Person Oberhuebers gesagt werden, die Kongregation hätte in jenen Jahren nicht leicht einen geeigneteren Mann für das ebenso schwierige wie verantwortungsvolle Amt des Generalprokurators finden können, ausgenommen vielleicht den P. Quirin Milon. Dabei soll aber nicht vergessen werden, daß beide Patres derselben „Familia S. Quirini Tegernseensis" entstammten und denselben Abt Bernhard von Tegernsee zu ihrem geistigen Vater hatten. Über diesen wuchs P. Bonaventura, wenn auch im einzelnen, so doch nicht im großen und ganzen hinaus. Dazu fehlte Oberhueber die letzte Größe, näherhin die nach unbeirrbaren Maßstäben ausgerichtete Eigenständigkeit und Unabhängigkeit vom Zeitgeist; diese aber besaß Abt Bernhard. Sich Bonaventuras ausgeprägter Vorliebe für Repräsentation entgegenstellend, untersagte Abt Bernhard jenem alles Verhandeln über den Erwerb des von Bonaventura als einzigartig ehrenvoll dargestellten Privilegs des „habitus praelatitius", d. h. des Vorrechts, die Abzeichen der höheren Prälatenwürde nicht bloß im eigenen Rechtsbereich, sondern immer und überall tragen zu dürfen[2]. Das war offenkundig die reife Art des Abtes Bernhard, der nach seiner Resignation, entgegen aller damaligen Auffassung von Prälatur, wie jeder einfache Mönch seines Klosters das Chorgebet und alle klösterlichen Übungen mitmachte.

Wenn man daneben die leidenschaftliche Vorliebe Oberhuebers für Repräsentation und Prunk, ein bei ihm immer wiederkehrender Zug, stellt, wird man sich dessen Verbundenheit mit dem barocken Geist seiner Zeit so recht bewußt.

[2] An Qu 7. 2. 93; 10. 4. 94; 26. 6. 94. Bo schlug den Erwerb dieses Privilegs zur Korroboration der Exemtion vor; denn es wurde „per bullam sub Plumbo et componendam per Datariam" gewährt, d. h. die Bestätigung wäre nicht über die S. C. Deput., sondern als Gnadensache über die Datarie erfolgt; der Spaß hätte 800 fl. gekostet. Diese hohe Ausgabe vertrug sich nach Abtpräses Be nicht mit den damaligen schweren Zeiten in der Heimat; an Qu 13. 2. 94; 27. 2. 94; an Be 9. 1. 94; 16. 1. 94; 30. 1. 94; 13. 3. 94. Der „habitus praelatitius" ist nicht zu verwechseln mit der „Cappa magna": an Va 13. 3. 94; vgl. Moroni Bd. 95, 213; letztere stand dem Abtpräses auf Grund der Cassinenser Privilegien zu; in Bayern hielt man beide Privilege fälschlicherweise nicht auseinander: so auch nicht bei Vogg S. 32/3; an Qu 23. 5. 93; an Be 19. 2. 95; 25. 4. 94; 20. 3. 94; an Qu 30. 1. 94. Der Prokurator ließ zwar im Auftrag des Abtpräses für diesen zum Generalkapitel einen „habitus praelatitus", d. h. die Mozette mit kleiner Kapuze und Brustkreuz darüber, nach cassinensischem Muster sowie die „Cappa magna", eine lange, bei feierlichen Anlässen getragene Schleppe, in Rom anfertigen, nicht aber weil Bo das Privileg in obigem Sinn erworben hätte; an Be 5. 12. 93; an Qu 22. 4. 95; 23. 4. 95; 12. 3. 95.

Dieser Zug fand gleich bei der Verleihung der Cassinenser Privilegien Nahrung; über deren pontifikale Vorrechte, die den bayerischen Abteien dadurch zukamen, gerät er in einen, unserm Zeitalter der Sachlichkeit kaum mehr faßbaren Freudenrausch:

„... Indessen lasse sich unser gnädiger Herr, zumal er Abt eines Klosters von Rang ist, mit dem Mozett bekleiden, gleich wie der Fürst von St. Gallen traget. Dieses Mozett hat eine kleine Kapuze, welche nicht aufgesetzt werden kann; dahero, wan solche der gnädige Herr traget, ist von nethen, daß er neben seinem ordinari heibel, welchen er vor niemandt als dem Venerabilis (dem Allerheiligsten) in der Kürchen abziehet, ein Priesterberet aufseze und mit selbig bedekht gehe... Es mißfällt mir ganz besonders, daß ich nicht selbst in Deutschland bin; ich könnte die Art und den Brauch bestens dartun, den die Cassinenser Äbte einhalten. Ich will inzwischen ein Modell, einen kleinen Mönch anfertigen lassen mit der Kleidung, wie sie die Cassinenser Mönche tragen und schicke dazu eine entsprechend kleine Mozetta und die große Schleppe (= Cappa magna), damit man aus dem Mönch einen Abt machen könne... Wan der Gnädige Herr mit der Cappa magna angethan und dessen Schweiff zusam gewikhelt, selbige, wie die Kardinal pflegen, auf dem linkhen armb tragend (beim feierlichen Einzug), nach der Kirch gehe, indessen am Eingang Herr P. Prior Ihme dem Weichwederl mit Gebührung des Weichbrunnens darreichet, er sothan dem ganzen Konvent und seinem comitat den Weichbrunnen gibet... Am Sakramentsaltar macht der Gnädige Herr eine kurze (!) Adoration, während er indessen (!) die Schleppe zu Boden fließen läßt und dann wieder aufnimmt und sie dem die Schleppe tragenden Kleriker übergibt... Diese Zerimonien sind von großen Folgen ... denn ihre (rechtliche) Dauer bis zum Weltenende sich erstreckt[3]...“

Es soll indes nicht verschwiegen werden, daß Bonaventura mit dieser Leidenschaft für äußeren Prunk, hinter dem viel vom Wesentlichen verlorengehen mußte, auch höhere Gesichtspunkte verband. Für ihn war die äußere Glanzentfaltung Mittel zur Verherrlichung Gottes, zur Ehre der Heimat und zur Festigung der Kongregation, zur Erhöhung der Autorität der Klosterobern; diesen verleihe das Privileg der Mitra höhere Ehrfurcht von seiten der Untergebenen, weshalb er auch dem Propst der Augustinerchorherren in Dietramszell, wie den oberpfälzischen Klöstern, das Privileg der Mitra verschaffen wollte, obwohl damals zwischen Dietramszell und Tegernsee ein langwieriger Rechtsstreit bestand. Die Ehre, die Bonaventura als Generalprokurator erfuhr, wenn ihn z. B. der Generalabt der Cassinenser mit „coabbas“ betitelte, oder der Eilkurier von Brüssel ihm als Generalprokurator der bayerischen Benediktiner eigens seine Aufwartung machte, bezog er auf das Ansehen der Kongregation. Darauf gab er soviel, daß er auf Kosten seines Magens („ieiuno meo stomacho“) die Geschenke machte, welche

[3] An Qu 25. 8. 91 f 31; in der alten bayer. Kongregation trugen die Patres, wie heute in anderen Kongregationen üblich, die Kapuze auch bei kirchlichen Amtshandlungen; vgl. oben die ausdrückliche Erwähnung des „Priesterberets“.

im Namen der Kongregation verabreicht zu werden pflegten[4]. Kein Wunder, daß unserem P. Bonaventura, der auf diese Äußerlichkeiten soviel gab, seine eigene hohe Rangstellung große Genugtuung bereitete. Er sprach gerne davon und betonte mehr denn einmal: „Wie dann andere Generalprokuratoren mitrati Äbte sind und auch in anderen Orden die Nächsten nach dem General." Die geheime Hoffnung auf die Abtwürde, die sich Oberhueber nahelegen mußte, wurde schließlich zu fieberhaftem Verlangen darnach. Unverhüllt spricht er davon in einem Brief an P. Quirin. Dieser enthält den Plan und die Gedanken, nach denen Ensdorf später wirklich errichtet und Bonaventura dort zum Abt eingesetzt wurde; der Vorschlag Oberhuebers sollte dem P. Quirin gelten, dieser, meinte Bonaventura, solle die Abtwürde von Ensdorf annehmen oder lieber sich das Generalprokuratorium und sich mit diesem die Abtei Ensdorf verleihen lassen. Die Gründe, die Oberhueber zu diesen Vorschlägen veranlaßten, legt er also dar:

Nur einige Gründe . . .

1. . . . Es wäre ratsam, Ensdorf dem Generalprokurator zu übertragen; denn, wegen der Aufwände, welche der Abt auch in seinem Kloster für sich machen muß, könnten diese Ausgaben nützlicher dem Generalprokurator zufallen. . .

2. Der eine oder andere Abt würde die Statuten beobachten, wenn einer der Ihrigen an der Kurie über sie wache (vgl. cp. 5, 21). Jetzt haben sie diesen Respekt nicht. . . Diese Promotion diente, wenn man sich entschließen wollte, keinen Prokurator mehr hier zu halten . . ., um einen solchen Prokurator mit gutem Grund von hier zu seiner Abtei zurückzurufen; denn einen Prokurator abzuberufen, ist hier unter den gegebenen Umständen (s. Bd. 53 S. 192) schier nicht üblich . . .

3. . . . Es ist unbedingt nötig, daß der Abtpräses wie die übrigen Äbte mündliche Information und gründliche Unterweisung vom Generalprokurator (von Zeit zu Zeit) empfangen und das könnte mit um so größerem Nachdruck geschehen, wenn der Prokurator einer aus ihrer Reihe wäre. Anders wird er kaum ganz frei seine Meinung vorzutragen wagen oder er wird es ohne Wirkung tun. Denn der Vorschlag geschähe von einem untergebenen Religiosen. Dessen Ansicht mag noch so zutreffend sein, er wird doch nur verlacht. . .

4. Und wenn auch Ensdorf nicht im Stande ist, einen Abt zu erhalten, so hat man es doch zur Abtei erhoben." „Ein solcher Generalprokurator bräuchte keine besonderen Spesen, als ich faktisch brauche. . ."[5].

---

[4] An Qu 30. 1. 94; 8. 8. 93; 3. 10. 93; vgl. MKAKL Tegernsee fc 728/8; an Qu 26. 12. 93; 24. 1. 93; 6. 6. 93; 29. 11. 92.

[5] An Qu 6. 6. 93; 30. 1. 94; an Be 31. 10. 93; an Qu 23. 1. 94: Bo schließt diesen Brief also: „So kann der Herr Bruder (= Qu) sehen, wie ich Ihm das Innerste meines Herzens öffne . . ., weil ich weiß, daß Er vor allen andern den Nutzen der Kongregation vor Augen hat . . .; warum aber dieser mein Anschlag (= Vorschlag) geschieht, wird Er nicht unschwer erraten können. Er kann sich wohl fast denken, wenn auch nicht beurteilen, nämlich ein Richter solle in eigener Sache nichts entscheiden . . . Ecce totum me Tibi aperui! Er aber verschließe seinen Mund vor allen, außer vor dem Gnädigen Herrn (Abt Bernhard)". „Überlasse es dem Herrn Bruder, was hierin zu tun . . . Dienet und ist dahin geredet, wenn nämlich der Herr Bruder Generalprokurator wäre . . . Quia Tete oportet crescere, me vero minui . . .".

Die ungestüm sich äußernde Absicht des hier nicht wiedergegebenen, sich in Ungereimtheiten verlierenden übrigen Teiles dieses Briefes kann keine andere sein als jene, sich selbst die Abtwürde ins Ensdorf zu verschaffen. Versöhnen mit dieser plumpen Selbstempfehlung kann nur, daß Bonaventura auch hiebei unverkennbar das Wohl der Kongregation nicht aus dem Auge verlor. Die von ihm angeführten Gesichtspunkte, das darf zu seiner Entschuldigung gesagt werden, wurden durch seine bisherige Erfahrung und Tätigkeit und durch den unbestreitbaren Vorteil der Kongregation nahe gelegt, so sehr sie seinem persönlichen Verlangen, wenn auch zweifellos ihm unbewußt, dienten. Der Ehrgeiz schien aber im übrigen den Prokurator vorübergehend ganz in der Gewalt zu haben. Nie indes ließ sich der Prokurator, das soll betont werden, so weit von ihm einnehmen, daß er etwa in Rom von sich aus, durch ein Dekret, die Fragen um die oberpfälzischen Klöster, gegen den Willen der Obern, der Entscheidung entgegengeführt hätte. Die Versuchung dazu kam ihn freilich an. Aus Selbstachtung oder, wie Oberhueber meinte, zu seiner Selbstverteidigung und aus den für ihn immer ausschlaggebenden Gesichtspunkten des Ordensmannes heraus, brachte er es nach hartem Ringen über sich, zu resignieren und auf alle Erfüllung seiner ehrgeizigen Wünsche zu verzichten; unmittelbar vor dem Generalkapitel erklärte er allen Ernstes seine Bereitschaft, sich für die Aufhebung von Ensdorf gehorsamst zu verwenden. Denn dafür, daß auch daraus Gutes entstehen könne, bürgten ihm „jene, welchen dieser Gedanke entspringt", seine Obern[6]. Die

[6] Die Rechtfertigung Bo's seiner selbst kann man soweit gelten lassen: „Der Buchstabe bleibt geschrieben (sc. zum Zeugnis gegen mich, und für meine Streberei nach der Abtwürde) . . .; der gemalte Mensch allein gibt das Abbild des wahren wieder — so auch ein Brief das, was im Herzen (sc. augenblicklich) wirklich vor sich geht, (ein solcher) offenbart aber nicht vollständig die (ganze) Natur"; d. h. bei Bo hinderten die ehrgeizigen Erwartungen nicht die Liebe zur Kongregation, sondern beides muß zusammengesehen werden; an Qu 13. 2. 94. Trotz des Redeverbots in der Ensdorfer Sache überschüttete Bo den Abtpräses mit neuen Konzepten und entschuldigte sich wegen seines Ungehorsams also: „Fuit iste praecise hodiernae noctis conceptus meus beneficio in lucem editus, quam (sc. noctem) ut insomnem plurimum duxeram, sua quiete multum contulisse credo animo meo nunquam non in rem istam vigilanti": an Qu 3. 4. 94. Bo muß auch zugute gehalten werden, daß sein heftiges Verlangen nach der Abtwürde die Bereitschaft, zugunsten Quirins darauf zu verzichten, nicht ausschloß; er wollte sich im oben angezogenen Brief nicht verstellen, wenn er auch andrerseits seinen Ehrgeiz nicht eingestand und den Tadel dafür nicht verdient zu haben meinte: „Glauben Sie (= Qu), daß die Mitra meinem Haupt aufgesetzt werden könne? Dies habe ich, seitdem ich das Ordensgewand angezogen habe, zu Füßen des Altares der Demut niedergelegt, und will es niemals aus freiem Willen wieder an mich nehmen". Va gab diesem Verhalten den richtigen Namen: „Die Teutschen haissens ein pukhlete Demueth. — Paßt denn das zu der Versicherung (Bo's), die Generalprokuratoren in Rom stünden auf gleicher Stufe mit den Äbten?":

alte Leidenschaft zur Prälatur erwachte allerdings in Bonaventura wieder neu, als er Aussicht hatte, zum Generalkapitel zugelassen zu werden; aus keinem anderen Grund dürfte er sich den Äbten im Generalkapitel durch Kardinal d'Aguirre so angelegentlich empfohlen lassen haben (vgl. S. 273 n. 6).

Den Vorwurf der Streberei nach der Abtswürde wird man Oberhueber demnach nicht ersparen können. Freilich muß daneben gehalten werden, daß sein persönlicher Ehrgeiz Hand in Hand mit der Förderung der Kongregation ging und nichts Befleckendes an sich hatte. Den darin aber sich kundgebenden Mangel an letzter innerer Größe läßt auch ein Brief Bonaventuras an Constante erkennen. Darin hält sich der neugeweihte Abt und Prokurator vor dem Subdelegaten der Kongregation, der dieser nur amtlich, nicht aber persönlich nahestand, nicht nur berechtigterweise über die engherzigen Klagen der bayerischen Äbte auf, sondern er urteilt darin über den Abtpräses in geradezu knabenhafter Ungezogenheit und in einer Weise, zu der sich ein großer Mensch nie herabbegeben wird. Dazu glaubte Bonaventura Grund zu haben, weil ihm Abt Bernhard nicht das kostbare Brustkreuz geschenkt, das er erwartet und statt eines Originals die Kopie eines Altarblattes für seine Kirche in Ensdorf geschenkt hatte. Ferner drängt Oberhueber[7] in diesem

an Qu 17. 4. 94 Bemerkungen Va's; an Qu 19. 3. 95; vgl. an Be 13. 3. 94; an Be 6. 3. 94; 26. 2. 95; an Qu 8. 1. 95; vgl. an Qu 28. 5. 94: „Mir wird nichts lieber sein (versichert hier Bo), als in mein früheres Verhältnis zu kommen. Wegen der Mitra in Ensdorf scherzen Sie (= Qu), wenn Sie sagen, es gehöre sich, daß sie Ihnen (= Bo) aufgesetzt werde, der Sie sonst . . . in Ihrer Provinz (in Ihrem Arbeitsbereich) den Äbten verglichen werden. — Damit aber solches aufhöre . . . und zu Fall komme, werde ich . . . auf mein Amt resignieren", „und nach Tegernsee genau so zurückkehren, wie ich gekommen", „und werde dorthin nicht meinen Charakter als Prokurator übertragen"; an Qu 22. 4. 95. Restlos vermochte sich Bo also nicht von seinen Hoffnungen auf Beförderung loszusagen. Va spürt das deutlich aus den Zeilen Bo's heraus: „. . . was seindt dies für hoche quinten, daß er als P. Bonaventura, nit qua Prokurator zurükh zu kerren gedenkhet. Wir (Sch u. Va) haben recht darüber lachen müssen . . . quasi vero, als was sich der Prokurator nit mer unter die geistliche und klösterliche Disziplin zue schiggen wysste und die Submission simplicis R. P. Bonaventurae zu erzaigen dann wüsste..."; Va an Qu 3. 6. 94 f 59.

[7] An Co 3. 11. 96 fc 15 ad annum 1696; Sch der besondere Gönner Bo's, antwortet auf diesen Brief des „neupachenen Aebtl" ebenso temperamentvoll und übertreibt nach der entgegengesetzten Seite; an Qu 9. 11. 96 Kopie fc 15 ad annum 1696. Einen Blick in den Alltag Bo's läßt sein Brief an Qu vom 20. 12. 92. tun. Oberhueber hatte nämlich auf Qu's Empfehlung hin einen gewissen Herrn Ignaz Baar (aus Wien?) seit 2. 11. 1692 (an Qu 8. 11. 92) in Wohnung genommen. Dieser sollte die theologischen Vorlesungen in San Apollinare in Rom besuchen, führte aber statt dessen alsbald ein etwas flottes Leben. Bo, der dadurch arg belästigt wurde, verstand es aber nicht, die großspurigen Studentenmanieren Baars in die rechten Gleise zu lenken, ja erniedrigte sich zugleich zu dessen Aufpasser und Kammerdiener.

Brief auf Abberufung und läßt seit seiner Rückkehr nach Rom die Bitten darum nicht mehr verstummen; Abt Bonaventura erlag offenbar der Versuchung, die große und gemeinsame Sache der Kongregation und des Ordens von sich abzuschütteln, um sich seinen beiden Klöstern Ensdorf und Reichenbach — auch dieses war ihm inzwischen (1699) zugefallen — ausschließlich widmen zu können. Und doch hätten für ihn die bayerischen Äbte ein abschreckendes Beispiel sein sollen, die immer wieder Klagen über ihn, d. h. über die unerschwinglichen Ausgaben für den römischen Generalprokurator anstimmten, eben wie dann auch Bonaventura selbst kurzsichtig den Eigennutz (das „bonum particulare") dem Gemeinnutz („bonum commune") vorzog. Man kann dem Abt Bonaventura deshalb keine Vorwürfe machen, wenn er jetzt ein Gleiches tat wie seine Amtsbrüder, und damit diesen zu Willen war, und das Heil der Kongregation, wenn auch vielleicht widerwillig, auf sich beruhen ließ. Aber jedenfalls mehr zu bewundern wäre er, wenn er auf seine Abteien Ensdorf und Reichenbach verzichtet, seiner eigenen Neigung zur Ausübung der Prälaturrechte entsagt hätte und als Titularabt ungeteilt und unbeirrt, trotz aller Klagen der kurzsichtigen Äbte, allein der Kongregation und dem Orden zulieb, das Generalprokuratorium in Rom selbst und nicht durch Vertreter weitergeführt hätte. Gelang die Wiederherstellung der vier oberpfälzischen Klöster wider alles Erwarten, dann hätte die bayerische Kongregation mit entsprechender Hochherzigkeit auch das Angebot annehmen können, die verwaisten ungarischen Klöster zu besetzen, das schon an Staudigl herangetreten war und das 1699 auch an Oberhueber gerichtet wurde. Abt Bonaventura wäre auch der geeignete Mann gewesen, alle deutschen Benediktiner in Rom zu vertreten und die deutschen Abteien einander näher zu bringen, ein Gedanke, zu dessen Verwirklichung vor Oberhueber und nach ihm Schritte unternommen wurden, aber ohne Erfolg; sie scheiterten an der Klippe, an der auch Oberhueber nicht vorbeigekommen war; es hieß nämlich, der Generalprokurator arbeite für seine eigene Beförderung[8].

Das sind Gesichtspunkte, deren Klarlegung zu den Aufgaben bei der Bearbeitung der übrigen Korrespondenz bis 1703 gehört. Welcher Verlust der Weggang Bonaventuras aus Rom 1703 für die Sache der Kongregation war, läßt sich aus den Klagen des Kongregationsannalisten ermessen. Zum Jahre 1720 schreibt dieser beim Tode eines italienischen Agenten, des Vertreters Bonaventuras (dieser selbst blieb bis zu seinem Lebensende 1735 formell Generalprokurator):

[8] Archivalische Inhaltsangabe zu fc 3 R. 5. 9. und R. 4. 8.; fc 15 ad annos 1695—1702; vgl. Molitor 2, 592 ff. 595.

„Ich weiß, daß er (der Agent) keineswegs unbrauchbar veranlagt war. Er hat aber unsere Sache keineswegs kraftvoll geführt... Es ist eine heikle Sache, einen Laien und Römer zu unserem Geschäftsträger zu machen; denn wenn diese Italiener merkwürdigerweise noch so großartige Zeugnisse von den Kardinälen aufzuweisen haben, so zeigt doch die Erfahrung, daß sie selten oder überhaupt nie unsere Angelegenheiten würdigen, indem sie alles nach italienischem Maß bemessen. Daß doch der Herrgott diese Schwierigkeit schließlich noch recht machen möge[9]..."

2. Zur Würdigung von P. B. Oberhuebers Amt des Generalprokurators.

Der hier behandelte Ausschnitt aus der Tätigkeit P. Bonaventuras gewährt uns einen Einblick in die Bedeutung des Amtes des Generalprokurators für die bayerische Benediktinerkongregation überhaupt an Hand entscheidungsvoller Kämpfe und an Hand einer selten geeigneten Persönlichkeit. Damit berührte sich diese Arbeit streckenweise mit den Ausführungen Abt Molitors in dessen zweitem Band der „Untersuchungen und Skizzen zur Geschichte des Benediktinerordens". Die Ergebnisse, zu denen Molitor auf Grund seiner Quellen gelangt, werden im großen und ganzen auch durch Oberhuebers Briefe bestätigt. Diese waren hier, nicht aber für Molitors viel umfassender angelegtes Werk die Quelle. In den Untersuchungen Molitors, die kaum eine Frage der benediktinischen Ordensgeschichte unberührt lassen, konnten und wollten naturgemäß die Fragen nicht bis ins einzelnste behandelt werden. Diese Aufgabe einer Einzeluntersuchung wurde hier unternommen und zwar im Rahmen der Ordens-, der Kirchen- und Zeitgeschichte. Das Ergebnis vorliegender Abhandlung über die Bedeutung des Generalprokurators dürfte sich also zusammenfassen lassen: Das Amt des Generalprokurators war für die bayerische Kongregation zu jener Zeit ebenso lebensnotwendig, wie das des Abtpräses. Hatte dieser im Innern zu regieren und die Einheit der Kongregation zu gewährleisten, so war es Aufgabe des Generalprokurators, den Bestand der Kongregation zu schützen und zwar nach innen und nach außen. Daneben konnte ein Generalprokurator von der Art Oberhuebers auf den inneren und äußeren Ausbau der Kongregation Einfluß gewinnen, der im Falle des Generalkapitels 1695 selbst nicht

[9] Molitor 2, 592 ff. bietet den Originaltext, der oben übersetzt und gekürzt ist. Hier mag daran erinnert werden, daß die damaligen Klöster, ausgenommen jene, welche nur Adelige aufnahmen, fast die einzigen Stätten waren, von denen her die bis zum Reichsdeputationshauptschluß 1803 auch in kirchlichen Kreisen geltenden, allen anderen Ständen vorenthaltenen Rechte des Geburtsadels durchbrochen wurden und Leute auch aus niederen Ständen zur führenden Schicht des Prälatenstandes emporstiegen und neben dem Adelsstand in leitende Stellungen Eingang fanden. Unser P. Bonaventura Oberhueber, Sohn eines bürgerliches Handelsmannes, ist ja nur ein Beispiel der oft aus einfachen Verhältnissen stammenden Prälaten.

vom Abtpräses erreicht, geschweige übertroffen worden sein dürfte. Dieser Gesichtspunkt, die Aufdeckung des weitreichenden Einflusses des Generalprokurators für den Ausbau der Kongregation dürfte neu gegenüber Molitors Ergebnissen sein. Oder welche Amtsperson der Kongregation konnte so wie der Generalprokurator darüber wachen, daß kein Feind im Inneren und von außen die Kongregation zu Fall bringe? Er allein vermochte den bayerischen Agenten und dessen Aufhebungspläne zu durchschauen, den Bischöfen, den Gegnern der Exemtion, zuvorzukommen, die Wühlarbeit reformscheuer Äbte und Mönche, wie die eines P. Ulrich Staudigl, in ihren schlimmen Folgen zu würdigen und wirksam zu unterbinden. Gegen alle diese Gegner waren die hohen und zahlreichen Beziehungen, die ein Generalprokurator in Rom anzuknüpfen und auszunützen verstand, die stärkste Stütze. Und nicht nur das; nur durch päpstliche Empfehlung und jene des Ordensprotektors, die Bonaventura erwirkte, ließen sich die bayerischen Äbte trotz aller Schwierigkeiten zu den hochherzigen Beschlüssen auf dem Generalkapitel 1695 bestimmen und schenkten dadurch der Kongregation vier wirtschaftlich verselbständigte und zu Abteien wiederhergestellte Klöster.

Nach Oberhuebers Weggang spielte das Amt des Generalprokurators in der bayerischen Kongregation bei weitem nicht mehr diese bedeutungsvolle Rolle. Das erklärt sich hauptsächlich daraus, daß die Anfeindung gegen die Kongregation als ganzes in Zukunft mehr oder weniger unterblieb. Bonaventura hatte richtig vorausgesagt, daß die Kongregation alle Herausforderung der Bischöfe nur zu vermeiden habe, um von diesen unbehelligt zu bleiben. Seit der Angriff der Kongregation ausblieb, erübrigte sich auch die Abwehr durch einen Generalprokurator. Zur Vertretung der Kongregation und zur Erledigung der laufenden Geschäfte genügte ja zur Not ein den Generalprokurator ablösender Agent, obwohl die oben (S. 286) angeführten Klagen diese Lösung als Notstand dartun. Nie aber darf eine Einflußnahme und Überwachung der Exemtion von einem innerhalb und zugleich außerhalb des Ordens stehenden Organ fehlen, wie sie die dieser Bedingung genügende Stellung des Generalprokurators zugunsten der inneren und äußeren Förderung der Kongregation ermöglichte. Diesem Sachverhalt wurde erst voll und ganz durch Papst Leo XIII. Genüge getan, der u. a. auch diese beiden Rollen einem eigens bestellten und in Rom residierenden Abtprimas zuwies. Diese Neueinrichtung und Gliederung des Ordens versteht sich in ihrer Notwendigkeit auch aus den oben angeführten Erwägungen und Begründungen Oberhuebers zum Amte des Generalprokurators. Eben daraus ist auch verständlich, daß das Amt des Abtprimas,

ebenso wie das des Generalprokurators schwer in juristische Form zu bannen ist und darum immer ein Amt bleiben wird, dessen Machtbefugnis vom Takt und von der Eignung seines Inhabers abhängt.

Oben wurde festgestellt, daß die Geschicke der Kongregation in den hier behandelten Jahren mindestens ebensosehr wie vom Abtpräses, wenn nicht noch mehr vom Generalprokurator abhingen. Anders ausgedrückt heißt das, die hier behandelten fünf Jahre der prokuratorischen Tätigkeit bilden den wichtigsten Abschnitt der äußeren Geschichte der Kongregation dieser Zeit. Sie bedeuten aber auch für die innere Entwicklung der Kongregation einen nicht unwesentlichen Beitrag.

3. Zur Würdigung von P. B. Oberhuebers Werk.

Der Angelpunkt des hier behandelten Zeitabschnittes und des Wirkens des P. B. Oberhueber war der Exemtionsprozeß der Bischöfe. Er war deren letzter ernstlicher Versuch, die Kongregation aus ihren Grundfesten zu heben; desgleichen war er das stets gefürchtete Gespenst, dessen Bannung das Ziel von Oberhuebers Streben und Arbeiten ausmachte, selbst noch nach dem Prozesse, sei es unmittelbar, indem Bonaventura die Bischöfe zu Freunden der Kongregation machen wollte und alles vermied, was sie herausfordern konnte, oder mittelbar, indem er die Kongregationsrechte eifersüchtig hütete und das Ansehen der bayerischen Benediktiner an der Kurie durch seine Sorge für das gemeinsame Noviziat und Studium und für die Wiederherstellung der oberpfälzischen Klöster auf Grund des klementinischen Breves mehrte. Mit dem Prozesse wird darum im folgenden das ganze Wirken Oberhuebers gewürdigt.

Der Prozeß hatte nur scheinbar ergebnislos geendet. Die Folge seines Ausganges war, daß die bayerische Kongregation und ihre reformeifrigen Äbte und Mönche in Zukunft ihren klösterlichen Idealen nach wie vor nachleben konnten. Daß P. B. Oberhueber ein Vertreter dieser hochstrebenden Richtung war, bedarf nach den vorausgegangenen Ausführungen wohl nicht mehr einer besonderen Hervorhebung. Für die reformscheuen Äbte und Mönche aber, welche nur die Furcht vor den in der Errichtungsbulle angedrohten Strafen beim Kongregationsverbande hielt, schwand immer mehr die Hoffnung, je wieder in die alte Freiheit unter der bequemen Obhut der Bischöfe zurückzukehren. Die Reform, das war das Ergebnis des Prozesses, hatte sich gegen ihre Widersacher von innen und von außen siegreich behauptet. Dieser Sinn der Auseinandersetzung verband die Benediktiner von vornherein zu innerst mit dem

Papsttum, das seit dem Tridentinum die Reform an Haupt und Gliedern ernstlich vertrat, erst recht unter dem damaligen Vertreter, dem heiligmäßigen Papst Innocenz XII., in welchem der Geist und der Wille des Tridentinums lebendig waren. Daher seine lebhafte Anteilnahme an der Sache der Benediktiner und an der Verteidigung ihrer Exemtion, in deren Luft allein die klösterlichen Ideale gedeihen konnten. Die politischen Hintergründe waren freilich stärker als des Papstes wiederholt geäußerte Geneigtheit, den Benediktinern, wenn nötig, die Exemtion und die Kongregation nochmals zu bestätigen oder den Prozeß beschleunigen zu lassen, und als seine väterliche Huld, mit der er den bayerischen Benediktinern zugetan war. Die günstigen Informationen über die bayerischen Benediktiner gereichten dem Papst zu hoher Befriedigung; er sprach sie vor Scarlatti in einer Audienz am 8. Mai 1693 also aus: „Was machen denn unsere Mönche in Bayern? Über ihre Frömmigkeit und gute Führung haben wir beste Berichte, die wir schreiben ließen, damit wir sie schwarz auf weiß hätten[10]."

Noch etwas anderes machte die Sache der Benediktiner zur Sache des Hl. Stuhles. Es war damals die Zeit, da sich das Papsttum im Tridentinum, der weltlichen Machtansprüche vorausgehender Jahrhunderte entschlagend, sich auf seine rein geistlichen Aufgaben besonnen hatte. Gerade in diesen hatte es seine alles überragende Vormachtstellung erkannt. Das Wissen darum war, wie in Rom vordem selbst, so erst recht in den weiteren kirchlichen Kreisen verloren gegangen; der päpstliche Primat mußte sich so seine Anerkennung im Kampf mit den Bischöfen und gegen deren gallikanische, besser gesagt, gegen deren episkopale Bestrebungen mühsam zurückerobern. Die Bischöfe waren gewohnt, wie ihre weltliche Macht gegen ihre Kollegen, die Landesherren, so ihre geistliche Macht gegen den Papst eifersüchtig zu verteidigen. Mehr Fürsten als Geistliche, konnten und wollten sie nur den ihnen durch die Exemtion zugefügten Verlust an geistlicher Macht sehen, nicht aber die Notwendigkeit und die Bedeutung der Exemtion für die Klöster anerkennen. In den darob begonnenen Anfeindungen kämpfte Karg, der Mandatar der Bischöfe und Bevollmächtigte des Kölner Erzbischofs und Kurfürsten, des mächtigsten unter den Bischöfen, in der *Non impugnatur Congregatio* mit „seinen (episkopalen)

[10] Vgl. Fink S. 53; Molitor 2, 502 637 642/3 654 657—659. Die Errichtungsbulle drohte, gegen Abtrünnige wie gegen Apostaten vorzugehen: an Be 26. 7. 92; 29. 3. 92; 9. 8. 92; an Qu. 29. 11. 92. Der Papst äußerte sich damals Sc gegenüber, die Gegner seien mehr des Mitleids als der Zurückweisung würdig; an Qu 21. 6. 92; an Be 9. 5. 93 f 92/5 628; Molitor 2, 552 mißt den zuletzt oben zitierten Worten des Papstes zu viel Bedeutung bei, wenn er sie als Schlußsignal des Prozesses ansieht; vgl. cp. 4 3 und 4,4.

Pfeilen". Solche hatte er auch früher in seiner deshalb von Rom verbotenen *Pax religiosa* geschmiedet. Oberhueber deutete auf diese letzte Wurzel des Prozesses, wenn er oft wiederholte, die Anfechtung der päpstlichen Erlasse, welche zum Vorteil der bayerischen Benediktiner gewährt worden waren, richte sich zugleich gegen die päpstliche Autorität. Karg konnte den Bischöfen die durch die Exemtion der Benediktiner verlorene geistliche Macht nicht zurückgewinnen. Die Bischöfe erfuhren eine unwiederbringliche Schwächung ihrer geistlichen Macht zugunsten des päpstlichen Primats. Die Auseinandersetzungen um den Weiterbestand der Exemtion wurden so zu einem Ausschnitt aus dem kirchengeschichtlichen Kampf des päpstlichen Primats gegen den Episkopalismus; eine weitere Einbuße erlitt letzterer, als 1803 die deutschen Bischöfe und der deutsche Febronianismus durch den Reichsdeputationshauptschluß seine weltliche Macht und damit die politische Gefährlichkeit für Rom verlor. 1870 erfolgte der Hauptschlag und der Endsieg des päpstlichen Primats: Die dogmatische Entscheidung von der Unfehlbarkeit des Papstes in Sachen des Glaubens und der Sitten und von dem unbedingten Rechtsvorrang des Papstes vor den Bischöfen; 1929 wirkte sich der Primat voll und ganz aus, indem der Papst in den Lateranverträgen soviel wie auf alle weltliche Herrschaft verzichtete und sich seitdem nur auf das Bewußtsein seiner einzigartigen Machtbefugnisse im Bereich der in die Natur hereinragenden Übernatur stützt[11].

---

[11] An SchW 25. 4. 92; 5. 7. 92; 13. 9. 92; an Gr 25. 4. 92; an Qu 6. 9. 92; an Be 22. 3. 92; 19. 7. 92. Als kleiner, aber für die damalige Haltung der Bischöfe gegenüber der päpstlichen Autorität sehr bezeichnender Zug, der in unseren Tagen kaum mehr vorstellbar ist, sei erwähnt, daß die bischöfliche Kurie in Freising die öffentliche Verkündigung der vom Papste zum Generalkapitel bewilligten Ablässe verbot (1692) und Bo dasselbe für die Ablässe zum Gen.Kap. 1695 besorgte; an Qu 22. 4. 95. Schlaglichtartig beleuchtet Bo selbst die Tragweite dieses Kampfes zu Beginn des Prozesses, wenn er betont, mit dem Bestand oder Fall der Exemtion stehe und falle alle päpstlich gewährte Exemtion. Die Kongregation habe das Wohlwollen der römischen Kurie auf ihrer Seite; auch die schweizerische Kongregation habe lediglich von ihrem Nuntius unterstützt die Widerstände des Mainzer Kurfürsten und anderer Bischöfe an der Kurie überwunden; an Be 23. 2. 92; vgl. Molitor 2, 138ff. Das Machtbewußtsein der göttlichen Sendung und Befugnis, die dem Papsttum eignet, wird, weil übernatürlich verankert, vielfach nicht zutreffend gewürdigt, und wird immer wieder Anlaß zu den althergebrachten Märchen von dem international verflochtenen Kapitalismus und Imperialismus der Kirche geben; als hätte die Kirche ihre weltlichen Machtansprüche, welche sie gegenüber den Nachwirkungen der Verquickung von Kirche und Staat seit Karl dem Großen und Otto dem Großen formulierte und die Gregor VII., Innocenz III. und Bonifaz VIII. in die Wirklichkeit umsetzen wollten, in der Reformation nicht bitter genug gebüßt, im Tridentinum nicht freiwillig aufgegeben und in der Säkularisation nicht endgültig verloren.

In unserem Prozeß spielte sich gleichzeitig das weltgeschichtliche Gegenstück zur kirchengeschichtlichen Auseinandersetzung zwischen Primat und Episkopat ab, jene zwischen dem Zentralismus des Kaisertums und dem Territorialismus der weltlichen Fürsten. Hier verlief die Entwicklung entgegengesetzt. Davon wurde ausführlich gesprochen (vgl. cp. 3, 2). Die Exemtion gereichte dem bayerischen Kurfürsten zur Machtvermehrung auf Kosten der Bischöfe und des Kaisers. Der Abschluß dieser Entwicklung war der Reichsdeputationshauptschluß von 1803 und 1806, der Zusammenbruch des „Heiligen Römischen Reiches Deutscher Nation".

Diese Jahre sahen aber auch den Untergang der Klöster. Für die Abteien der Kongregation zwar bestand von Anfang an die Gefahr der Säkularisation. An einzelnen Zugriffen des bayerischen Kurfürsten mußten die Träger des Kongregations- und Reformgedankens auf sie aufmerksam werden. Die materiellen Opfer der Klöster stiegen unverhältnismäßig, seit sie in der Kongregation zusammengeschlossen waren. Daran ist nicht zu zweifeln, auch wenn Oberhueber vor den römischen Kardinälen in seinen Prozeßschriften das Gegenteil behauptet, und trotz des im cp. 4 Anm. 4 Angeführten. Die früheren Abgaben an die Bischöfe (vgl. cp. 3 Anm. 22) reichten nicht entfernt heran an die Kosten für den Generalprokurator und für den Prozeß (vgl. cp. 3 Anm. 52), vor allem aber nützte der bayerische Kurfürst seine Oberherrlichkeit über die Kongregation weidlich aus (s. S. 57 ff.). Die Anhänger der Reform opferten die materielle Wohlfahrt und Sicherheit unter dem bischöflichen Krummstab um des größeren Schutzes der klösterlichen Ideale willen, die anders nur zu schnell und zu leicht in Verweltlichung erstickten. Die Männer, die von so hoher übernatürlicher Gesinnung erfüllt waren, durften auf übernatürlichen Beistand zur Erhaltung „dieses so großen und heiligen Werkes" der Kongregation rechnen. Ihre Gesinnung war jene Prielmayers, der sie einmal so kundgab: „Ich vertraue zu Gott, daß, wenn die wohlgesinnten Herren Prälaten, so wenig deren auch sind, fest zusammenstehen und den anderen wankenden Prälaten und Konventen mit Eifer zusprechen, sie das Werk werden allzeit aufrechterhalten können, (wie) wir den starken Arm Gottes bisher ... wunderbarlich und auch handgreiflich verspürt[12]." Tatsächlich bestanden die geeinten Klöster ebensolang, wie die nicht geeinten, nämlich bis 1803, oder vielmehr die Kongregation überlebte die Klosteraufhebung. Sie wurde zu neuem Leben und zu neuer Blüte aus den Trümmern der Säkularisation geboren und von Papst Pius IX. durch Dekret vom 15. Februar 1858 neuerrichtet.

[12] PrB an Sch 23. 11. 93 f 21.

Von unserem heutigen Blickpunkt her mag man bedauern, daß sich die Bischöfe soviel Geist, Zeit und Geld vergebens kosten ließen, das unaufhaltsame Schwinden ihrer weltlichen und die Beschneidung ihrer geistlichen Macht aufzuhalten; und doch kann man, geschichtlich betrachtet, gegen sie keinen Vorwurf erheben. Denn kein Vorwurf ist die Feststellung: die Fürstbischöfe waren Kinder ihrer Zeit mit Fehlern und Schwächen, wie sie die Menschen aller Zeiten und Stände und Länder an sich haben; ja sie mußten auf ihre äußere Macht bedacht sein, wollten sie sich nicht von den weltlichen Landesherren ausplündern lassen. Es war für sie auch nicht leicht, sich nach dem Tridentinum darein zu finden, auf ihre bisher ausgeübten geistlichen Machtbefugnisse in den Klöstern verzichten und sie dem päpstlichen Primat überlassen zu müssen und diesen anzuerkennen. War doch dieser in den Zeiten der Schismata der Vergessenheit anheimgefallen und ihr erst wieder im Basler und Konstanzer Konzil und im Tridentinum entrissen worden. Es erforderte da naturgemäß geraume Zeit, bis er wieder ins Bewußtsein aller kirchlichen Kreise eindrang. Wollte man den Klöstern einen Vorwurf machen, weil sie durch Eigenbrödelei, wie man die Exemtionsbestrebungen aufgefaßt hat[13], die Macht des deutschen Katholizismus nach außen, die durch die Glaubensspaltung schwer genug mitgenommen worden war, noch mehr schwächten, so würde man dabei übersehen, daß die Klöster um höhere Ideale rangen als die Bischöfe; ihnen kam es nicht auf die politische Macht des deutschen Katholizismus an, sondern auf den innersten Sinn und auf die tiefsten, auf die übernatürlichen Werte und Kräfte ihrer Religion. Sind doch die exemten Klöster innerhalb der Diözesen nicht so fast ein Staat im Staate, der im Kleinen auf Machtentfaltung bedacht wäre, sondern eben kraft der Exemtion die schützenden Gehege, worin die christlichen Ideale, allen verweltlichenden und ungeistlichen Einflüssen möglichst entrückt, gepflegt werden und selbst wieder auf die Gesamtkirche befruchtend und erneuernd zurückwirken. Diese Erkenntnis, Gemeingut der Kirche seit den ersten apostolischen Zeiten, aber immer wieder mißverstanden oder vergessen, hat 1918 im Codex Juris Canonici ihre endgültige Anerkennung und rechtliche Verankerung gefunden,

[13] Karg meint in seiner N i C, gegen die Protestanten solle sich alles Katholische in Deutschland einigen, statt daß die Klöster durch ihre Exemtionsbestrebungen die ohnehin durch die Glaubensspaltung verringerte Macht der deutschen Bischöfe noch mehr schwächten; selbst durch Köllmayr's Arbeit, die sonst sehr viel für die klösterlichen Ideale übrig hat und die aus den Akten des Kurfürstl. Geistl. Rates schöpft, zieht sich wie ein Leitfaden der besonders gegen Fürstabt Cölestin Vogl von St. Emmeram gerichtete Vorwurf hindurch, die Klöster hätten die Exemtion aus Machtgelüste erstrebt.

indem die Exemtion der Orden in den gesamtkirchlichen Organismus eingebaut wurde.

Unser Prozeß und der vorliegende Ausschnitt der Kongregationsgeschichte liefert sodann den trostvollen Beweis dafür, daß letzten Endes die Vertreter der höheren Idee trotz mächtiger Gegner Sieger bleiben; es kommt weniger darauf an, daß die Männer, von denen die hohen Ideale getragen werden, groß oder klein, mächtig oder schwach sind, sondern darauf, daß die Vertreter der besseren Sache treu zu dieser halten. Karg, der an Geschäftsgewandtheit und Macht Oberhueber weit überlegen war, konnte den Sieg der Reform über die Verweltlichung nicht aufhalten; der Reform ging es um die tiefsten und letzten sittlichen und religiösen Werte, den Bischöfen um ihre äußere geistliche und weltliche Macht. Wohl hatte Oberhueber, beseelt vom Reformgeist seines geistlichen Vaters, des Abtes Bernhard von Tegernsee, oder vielmehr vom Reformgeist des Tridentinums und seines damaligen Vertreters, des Papstes Innocenz XII., im Prozeß keinen endgültigen Erfolg zu verzeichnen. Nichtsdestoweniger war die geschichtliche Entwicklung durch den Prozeß nur gehemmt, nicht aber für immer aufgehalten worden; sie nahm, nachdem der Widerstand geschwunden, ihren Weg nur um so unaufhaltsamer weiter. Die der Übernatur entsprungenen Ideale, an denen die bayerischen Benediktiner, in vorderster Reihe der Abtpräses Bernhard von Tegernsee, sein Kongregationssekretär P. Quirin, der Generalprokurator P. B. Oberhueber mit unentwegter Treue sich anklammerten, siegten über die einflußreiche Macht der Fürstbischöfe.

Lassen die Auseinandersetzungen im einzelnen den Sinn für das Ganze, Gemeinsame, Verbindende und Ausgleichende vermissen und vernichten sie viele alte, kostbare Werte, so kristallisierte sich in diesen, mit Kostbarem auch viel Ungutes vernichtenden Kämpfen immer mehr der erste und letzte Sinn der Kirche heraus, deren Reich zwar in, aber nicht von dieser Welt ist. Der Machtverlust der Kirche durch die Glaubensspaltung bewirkte ihre innere Erneuerung im Tridentinum, unser Exemtionsprozeß zwang die bayerischen Benediktiner, gewissenhaft nach ihren klösterlichen Idealen zu handeln und zu wandeln, die Säkularisation 1803 und der Raub des Kirchenstaates 1870, die der Kirche alle weltliche Herrschaft nahmen, gaben ihr dafür geistliche Oberhirten, nahmen ihr die Fürsten und gaben ihr Geistliche, und ein ausschließlich der übernatürlichen Sendung folgendes Papsttum. Der Preis vieler Werte der Übernatur, der Kultur und Zivilisation mußte erlegt werden, damit die Kirche ihre Einrichtungen und Auffassungen geläutert zurückerhalte. Die Kirche wird in ständiger Höherentwicklung des Menschlichen, Allzumenschlichen und Allzunatürlichen entkleidet und

mehr und mehr auf ihre übernatürlichen Machtmittel gestellt, wird zu vermehrtem Segen auf ihre übernatürliche Sendung eingeschränkt. Nur dadurch kann sie um so herrlicher und ungebrochener vor aller Welt in ihrem machtvollen göttlichen Glanz erstrahlen. Es wird für sie dieser Weg des geschichtlichen Verlaufes ein dauernder und beschwerlicher Kreuzweg bleiben. Ihre Großen aber sind ihn immer gegangen und sie werden ihn auch weiterhin gehen[14].

[14] Nachtrag z. S. 50, Anm. 41: Bo meint dem General der Franziskaner gegenüber zu dem Lob von dessen Ordensbruder: „Der hl. Benedikt wird dem hl. Franziskus die Wohltat der guten Information mit reichlichen Almosen vergelten. An Qu 22. 11. 92; 25. 4. 93; vgl. cp. 4 Anm. 46; Va an Qu 8. 6. 93; an Gr. 8. 3. 92; NL an S. C. Deput. 11. 6. 93 f 581/2; Ca an S. C. Deput. 11. 7. 93 Kopie Bös f 589/90; Menatti (Lodi) an S. C. Deput. 19. 8. 93 f 596/7; NK an Bo 29. 3. 93 f 560 Kopie vgl. cp. 3 Anm. 46.

Vorstehende Abhandlung wurde als Dissertation zur Erlangung der Doktorwürde der Philosophischen Fakultät (II. Sektion) der Ludwig-Maximilians-Universität zu München im Frühjahr 1936 vorgelegt und angenommen. Referent: Prof. Dr. K. A. von Müller. Tag der mündlichen Prüfung: 25. Juni 1936.

Les Évangiles *q*, dits de s. Corbinien:

Nouvel indice de provenance Illyrienne.

Par **Germain Morin OSB, München.**

Le livre d'Évangiles *q*, manuscrit latin 6224 de la Bibliothèque de Munich (VI/VII[e] siècle), très apprécié par Tischendorf, et publié intégralement par H. J. White en 1888 dans la collection des *Old-Latin biblical Texts*, a été de nos jours étudié à plusieurs reprises, notamment dans la *Revue Bénédictine* de Maredsous X (1893), p. 246—256 et XXVIII (1911), p. 77. Mais l'étude la plus récente, comme aussi la plus approfondie, est celle que le Dr. G. Leidinger lui a consacrée dans la *Wissenschaftliche Festgabe z. zwölfhundertjährigen Jubiläum des hl. Korbinian* (München 1924), p. 79—102, sous le titre „Das sogenannte Evangeliarium des heiligen Korbinian". Le résultat principal de cette dernière étude a été de montrer, au moyen des notes liturgiques tracées en marge du texte, à quelle région a dû appartenir, à l'origine, l'Évangéliaire lui-même. L'auteur constate que ces notes, d'une façon générale, paraissent se rattacher à l'usage suivi à Aquilée et dans le nord-est de l'Italie. L'une d'elles pourtant lui semble avoir une signification toute spéciale: c'est celle qui se trouve vis-à-vis de Matth. 16, 21 suiv., et que nous voyons ici correctement déchiffrée pour la première fois: IN TIMOTHEI ET UI, indication qu'il rapproche de l'annonce du Martyrologe hiéronymien au 15 mai: In Sirmio Timothei et VII (al. VI) virginum. Et, avec toute raison, il en déduit que le livre d'Évangiles *q* a dû être, à une certaine époque, en usage dans la région de Sirmium, cette „urbium mater", qui fut longtemps le centre le plus important de tout l'Illyricum, et dont il ne reste aujourd'hui que les ruines, à peu de distance de Mitrowitz, sur la rive gauche de la Save, en Yougoslavie.

A cette solution on pourrait objecter que le P. Delehaye, dans son commentaire monumental du Martyrologe en question, remarque que le Timothée du 15 mai „appartient à Antioche" et que „les sept vierges ne sont pas de Sirmium"[1]. Mais rien n'empêche que ces personnages, sans être de Sirmium, aient pu, par des voies et pour des raisons qui nous échappent, être par-

[1] Acta SS. Nov. II. 2, p. 256.

ticulièrement honorés à Sirmium, à l'époque d'où date la notice du martyrologe, c'est-à-dire pour le moins au VI^e siècle. Et alors, si l'on considère d'une part le tout petit nombre des fêtes de saints marquées dans les Évangiles *q*, et d'autre part le caractère exclusivement local de cette fête du 15 mai, inconnue à tout le reste de la chrétienté, il est parfaitement raisonnable de conclure, avec le Dr. Leidinger, que ce livre a dû servir, soit à l'église même de Sirmium, soit à une communanté chrétienne de la dite région.

Mais encore, cette conclusion n'était fondée que sur l'examen des notes liturgiques ajoutées en marge au texte des Évangiles: certains travaux qui ont paru au cours de ces dernières années nous mettent désormais en mesure d'y ajouter une confirmation tirée du texte même. En effet, deux érudits d'une compétence spéciale ont fait, indépendamment l'un de l'autre, une double constatation des plus intéressantes, et d'une importance capitale pour déterminer la caractère et la provenance du texte des Évangiles contenu dans le manuscrit Clm. 6224.

La première est due à dom B. Capelle, dans la seconde de ses admirables études sur les homélies restituées par lui à l'évêque goth arien, Maximin, *Rev. Bén.* XL (1928), p. 85: „Le texte évangélique de Maximin . . . pour Jo., dit-il, est pratiquement identique à *q* (sigle par lequel on désigne les Évangiles Clm. 6224). Ce dernier codex a donc conservé un texte de s. Jean déjà en usage dans une communauté gothique du Danube, vers 400. Ce fait est d'une rare importance."

D'autre part, le professeur A. Souter, d'Aberdeen, publiait récemment dans le *Journal of theological Studies* XXXV (1934), p. 63 suiv., une note à propos des rapports qui existent entre le texte latin suivi par le traducteur arien des tomes d'Origène sur s. Matthieu[2] et celui des Évangiles *q*; et le premier point sur lequel il tient à attirer l'attention est justement la ressemblance frappante (the most striking resemblances) des citations bibliques de ce traducteur avec le texte vieux latin conservé dans *q*.

Ainsi, du texte même des Évangiles, tout comme des notes liturgiques marginales, il y a lieu de conclure que le manuscrit provient réellement de la région du Danube.

[2] Dernière et meilleure édition par E. Klostermann, dans le vol. 11, part. II, des oeuvres d'Origène de la collection des écrivains ecclésiastiques grecs (Hinrichs, Leipzig 1933). Elle a été précédée d'une monographie „Zur Überlieferung der Matthäuserklärung des Origenes", publié dans les Texte und Untersuchungen de Leipzig XLVII, 2. L'auteur m'a exprimé depuis ses regrets d'avoir pour lors ignoré l'étude philologique que j'avais consacrée peu auparavant à l'Origène latin sur Matthieu dans la Rev. Bén. XXXVII (1925), p. 239—262.

Cela veut-il dire aussi que la communauté pour laquelle il fut copié ou qui s'en servit jadis était une communauté hérétique? La chose n'est pas impossible en soi, et l'on serait d'abord tenté de le supposer, son texte biblique étant identique à celui qu'employaient les ariens du IV^e^ et du VI^e^ siècle, et Sirmium ayant été à cette époque un des foyers principaux de l'Arianisme. Sans compter que nous ne connaissons aucune Église catholique où le Timothée d'Antioche et les six ou sept „virgines canonicae" du 15 mai aient été l'objet d'une fête particulière. En ce point cependant, une sage réserve s'impose: suivant la remarque prudente de dom Capelle[3], les évêques goths, aussi bien ariens que catholiques, auront dû se servir, et subir l'influence, des textes latins des Évangiles qui eurent cours dès le IV^e^ siècle dans l'Italie du nord comme dans l'Illyricum.

On pourra se demander par quelle série de circonstances le livre d'Évangiles *q* sera venu échouer, de l'antique métropole illyrienne, dans le trésor de la cathédrale de Freising.

Le Dr. Leidinger suggère à ce sujet diverses possibilités. Par exemple, saint Corbinien, au nom duquel le rattache une tradition relativement très récente, l'aurait acquis lors de son passage par la Haute-Italie, ou durant ses séjours dans la région de Mais-Méran; ou bien même il l'aurait rapporté à la suite de la mission apostolique que lui attribue son biographe[4] dans la Valeria, région de la Pannonie située entre les trois fleuves Raab, Danube et Drau, pas conséquent dans le voisinage du territoire de Sirmium. Mais pareilles possibilités sembleront à bon droit plutôt vagues et lointaines: en voici une autre en faveur de laquelle j'inclinerais de préférence. On sait que la fondation monastique d'Innichen, à l'extrémité occidentale de la vallée de la Drau, fut attribuée dès le VIII^e^ siècle par Tassilon III à l'Église de Freising, dans le but spécial de constituer un centre de propagande chrétienne parmi les Slaves qui s'étaient répandus jusque là, venant de la région qui a formé la Serbie actuelle. Et il est prouvé que le clergé de Freising s'acquitta avec autant de zèle que de succès de cette mission éminemment civilisatrice[5]. Quoi de plus naturel que de supposer qu'au retour d'une de ces tournées apostoliques dans la direction de l'orient quelqu'un des moines missionnaires ait rapporté ce vieux manuscrit à Innichen, d'où il aura pu dans la suite passer facilement

[3] Rev. Bén. XL (1928), p. 85.

[4] Arbeo, *Vita Corbiniani*, n. 15: édition de Br. Krusch, dans les Scriptores rerum germanic. in usum scholarum (Hannoverae 1920) p. 202 suiv.

[5] Voir l'étude de l'abbé actuel de Schäftlarn, Dr. Sigisbert Mitterer, Das Freisinger Domkloster und seine Filialen. p. 38, dans la *Festgabe* de 1924 citée plus haut.

à Freising? Et voici justement un fait qui confirmerait assez bien cette conjecture. Suivant le Dr. Leidinger, le plus ancien témoignage de l'appartenance à Freising du Clm. 6224 consiste dans cette note tracée au XIII^e siècle à la marge supérieure du fol. 2:

Liber iste est sancte Marie sanctique Corbiniani Frisinge.

Or, au siècle précédent, la grand évêque de Freising, Otto, avait transformé en collégiale de chanoines le monastère jusque là bénédictin d'Innichen. A cette occasion, eut lieu un partage des biens qui avaient appartenu jusqu' alors à cet établissement: celui-ci, devenu indépendant, reçut comme dotation la petite part des possessions et fondations indispensable pour sa subsistance; les grandes propriétés foncières et le reste des biens furent attribués au chapitre cathédral de Freising[6]. On conçoit sans peine qu'on ait profité de l'occasion pour sauver et mettre en sûreté, en les transportant dans la résidence épiscopale, les quelques trésors littéraires et artistiques dont avait pu s'enrichir Innichen durant les quatre siècles de son existence comme „Eigenkloster" de l'évêque de Freising: parmi ces trésors, l'attention se sera naturellement portée sur les manuscrits les plus anciens, tels que notre Évangéliaire, peut-être aussi le célèbre Homéliaire dit de saint Corbinien (Clm. 6298); car celui-ci porte à la marge supérieure du fol. 1 exactement le même ex-libris que ci-dessus, „liber iste etc.", tracé, d'après mon regretté ami Joseph Schlecht[7], par une main de la fin du XII^e siècle, la même, selon toute apparence, que Leidinger dit être du XIII^e.

[6] Dr. Kassian Haid, abbé cistercien de Mehrerau „Otto von Freising" (Bregenz 1934), p. 49 suiv.

[7] *Festgabe* de 1924, p. 187.

Literarische Umschau.

Volk und Volkstum. Jahrbuch für Volkskunde. In Verbindung mit der Görres-Gesellschaft hrsg. von Georg Schreiber, München 1936, Kösel-Pustet, 8°, 312 S., 33 Abb. Geh. RM. 12.—.

Wallfahrt und Volkstum in Geschichte und Leben. Hrsg. von Georg Schreiber, Düsseldorf, Schwann, gr. 8°, 312 S.

Koren Hans, Volksbrauch im Kirchenjahr, ein Handbuch. Salzburg, Anton Pustet, 1934. 205 S.

Festschrift für Marie Andree-Eysn. Hrsg. in Verb. mit dem Bayr. Landesverein für Heimatschutz von J. M. Ritz, München, Seyfried & Co., s. a. 8°, 142 S.

Buschan G., Altgermanische Überlieferungen in Kult und Brauchtum der Deutschen, München 1936, J. F. Lehmann, 8°, 257 S.

1. Wie die Kirche selbst konservierend für Volkstum und Volksbrauch war, so hat sie auch von jeher wahrhafte und wissenschaftliche Volkskunde gefördert, wie ein Aufsatz in dem vorliegenden Buch aus der Feder des Regensburger Bischofs Michael Buchberger mit guten Belegen zeigt. So ist der Beschluß der Görresgesellschaft eine Sektion „Religiöse Volkskunde" ins Leben zu rufen, freudig zu begrüßen, um so mehr als es nicht beim Programm blieb, sondern in einem umfangreichen ersten Band wertvolle Arbeit geleistet wurde. Die 23 Aufsätze, zu denen sich 16 Miszellen fügen, zeichnen sich vor allem dadurch aus, daß sie nichts von der berüchtigten Klitterei mancher volkskundlicher Werke an sich haben, sondern die mühsamen aber methodisch richtigen Wege der Historie gehen. Man vergleiche beispielsweise die Aufsätze von Veit über „Antik-Sakrales Brauchtum im mervovingischen Gallien" von Buchner Fr. X. über „Missionstaufe und Taufbrunnen in deutschen Gebieten" (behandelt aber nur süddeutschen Boden). Das Benediktinertum berühren die Aufsätze von Friesenegger J. M. über die „Ulrichskreuze", von Schreiber Chrysostomus (Ottobeuren) über „Predigt und Volksbrauch", vom Herausgeber über „Volksreligiosität im deutschen Lebensraum". Für die Geschichte des Benediktuskreuzes nicht uninteressant scheint mir der Aufsatz von Bernhard Bischoff „Ursprung und Geschichte eines Kreuzsegens", wozu ich auf Dölger Fr., Das Anhängekreuzchen als Phylakterion (Antike und Christentum III (1932), S. 81ff.) verweisen möchte.

Mit Freuden werden die Freunde volkskundlicher Forschung die kommenden Bände erwarten. R. B.

2. Siehe Besprechung Bd. 53 (1935), S. 140.

3. Die im Salzburger Institut für religiöse Volkskunde entstandene Arbeit will die lebendige Verwachsenheit des Kirchenjahres mit dem volkstümlichen Jahrlauf darlegen. Die in schöner Sprache geschilderten Bräuche gehören dem österreichisch-deutschen Alpengebiet an, in dessen Bewohnern, wie die diesem Gebiet entwachsene Literatur beweist, die Verbundenheit zum Naturgeschehen einerseits und zum Kulturkreis der Kirche andererseits besonders lebendig ist. K. versucht den Nachweis einer Synthese von germanisch-heidnischem und frühchristlichem Brauchtum, das sich z. T. noch bis heute in den kirchlichen Festen erhalten hat. Zum Benediktiner-

orden haben die Bräuche wenig Beziehung. Die Bischofsgestalt des heutigen Nikolausbrauches wird mit dem im frühen Mittelalter am 28. bzw. 6. Dezember aus den Klosterschulen gewählten episcopus puerorum in Zusammenhang gebracht. (Das Schulfest mit der Wahl des Knabenbischofs wird heute noch in spanischen Benediktinerklöstern gefeiert.) Auf denselben Ursprung wird auch die Sitte zurückgeführt, daß die Knaben in der Frühe des 28. Dezember den Erwachsenen unter Hersagen bestimmter Verse Rutenstreiche versetzen. St. Gregorius wurde in den mittelalterlichen Schulen als Patron gefeiert. Ein Überrest dieser Feier fand sich in Tirol, wo die Schulkinder am Gregoriustag zur sog. „Marenda" geladen wurden. Auf Gregor d. Gr. ist die Regelung der Gebete und Einzelheiten bei den Bittgängen und Flurprozessionen am Markustag und in der Himmelfahrtswoche zurückzuführen. Am Tag der heiligen Gertraud von Nivelles, der Schutzfrau der Gartenarbeit, soll die Gartenarbeit begonnen und die winterliche Hausarbeit beschlossen werden. — In einer Zeit, die sich der Wiederbelebung echter Volkssitten besonders annimmt, ist ein Buch, das den untrennbaren und uralten Zusammenhang schönster und innigster Volksbräuche mit dem kirchlichen Leben aufzeigt, von besonderem Wert. Es ist daher, der Absicht des Verfassers entsprechend, allen Unterrichtenden zur Orientierung sehr zu empfehlen. S. v. Bornstedt.

4. Zum 80. Geburtstag der bekannten Volkskundeforscherin, Andree-Eysn, die als eine der ersten Wert und Schönheit volkskundlicher Untersuchungen erkannte und selbst auf süddeutschem Gebiet vielfach auch erste Arbeit leistete, sind 23 kurze meist inhaltsreiche Aufsätze zusammengetragen. Hier sei auf den Aufsatz von Leisching: Die große Leonhardigestalt im Salzburger Museum hingewiesen, nicht bloß weil dieser im bayrischen Stammesgebiet so viel verehrte Heilige traditionell — freilich mit Unrecht — immer als Benediktiner dargestellt wird und so eine beachtenswerte Quelle für die Entwicklung der Benediktinerkukulle ist, sondern weil auch die Cisterzienser, wohl aus landsmännischen Gründen, einen Hauptanteil an seiner östlichen Verbreitung haben. R. B.

5. Der reizvollen Aufgabe dem überlebenden Brauchtum unserer Vorfahren nachzugehen wird das vorliegende Buch trotz dankenswerter Zusammenstellungen keineswegs gerecht. Fast überall fehlt — das Charakteristikum dilettantischer Volkskunde — der Nachweis der Kontinuität zwischen gegenwärtigem und germanischem Brauch. Darum kann es vorkommen, daß manches „Urgermanische" sich bei genauerem Zusehen als hochmittelalterlich und ungermanisch erweist. Über derartige Erkenntnisse setzt sich der Verfasser vielfach hinweg. So ist doch längst, in letzter Zeit in einer nicht zu überbietenden Gründlichkeit erwiesen, daß die hl. Kümmernis, ein mißverstandenes orientalisches Christusbild ist. Nach Buschan „scheint sie gewisse Züge mit Wodan gemein zu haben. Man will sich dies mit dem Hinweis erklären, das die Edda schildert, daß Odin neun Nächte lang, vom Speer verwundet, an einem ‚Windbewegten Baume' gehangen habe" (S. 59). Ebenso ist bei den drei Jungfrauen Einbeth, Vilbeth, Querbeth klar nachgewiesen, daß sie spätmittelalterlicher Import aus Straßburg als Gefährtinnen der hl. Ursula sind und nicht das geringste mit den drei Nornen zu tun haben (vgl. Lexikon für Theologie und Kirche „Einbeth" und jetzt die genaue Arbeit von Barth M. in Arch. f. Elsässische KG. 1936). Wieweit dem Verfasser noch unausgeschöpfte Quellen germanischen Brauchtums bekannt sind, geht daraus hervor, daß das Wort Liturgiegeschichte im ganzen Werk nie vorkommt. So spricht er beispielsweise von einer Feuerweihe des Karfreitags (!), während die vermeintliche Benedictio ignis des Karsamstag volkskundlich gar nicht uninteressant ist. Ebenso verwechselt er — um nur beim Fach zu bleiben — den ma. Pilger von der Stockerau Koloman mit dem hl. Kolumban, während die Vita Columbani wie der merovingischen Heiligen volkskundlich manche Ausbeute ergäbe. Weil der hl. Wolfgang

ein Beil als Beigabe hat, „scheint" er ein Ersatz für Thor zu sein (!) (S. 69). Seit wann haben denn die Heiligen — von den wenigen antiken Attributen wie Palme etc. abgesehen — überhaupt Beigaben? Die Formel des Benediktuskreuzes geht auf antike Formeln zurück (s. die Besprechung Nr. 1). Das Cisterzienserkloster S. 148 heißt Bebenhausen nicht Babenhausen, das B.-Kloster S. 119 Biburg nicht Biberg, u. a.

München. R. B.

Röger J. B., Das romanische Bildwerk am Nordportal der Kirche St. Jakob in Regensburg. J. G. Manz, Regensburg (o. J.).

Greiner K., Der astronomische Figurenfries am Hirsauer Kloster-turm, Verlag Olpp, Calw, 8°, 1934, 47 S.

1. Die Regensburger Schottenmönche haben uns in dem Bilderschmuck am Nordportal ihrer Kirche St. Jakob ein großes Rätsel hinterlassen, das in jüngster Zeit die verschiedensten Deutungen gefunden hat. Sie haben nicht befriedigt. Der Verfasser bringt nun einen neuen, „endgültigen" Deutungsversuch. Verfasser hebt zunächst die Bedeutung der irisch-schottischen Mönche auf dem Gebiete der Buchmalerei hervor. Er stellt den *Codex aureus*, eine Handschrift, die in St. Emmeram aufbewahrt wurde, in den Mittelpunkt seiner Betrachtungen. Es ist kein Zweifel, daß dieser Codex auf künstlerischem Gebiet vielfältigen Einfluß ausgeübt hat. Nach der Meinung des Ref. ist der Verfasser auf dem richtigen Wege, wenn er von dieser Seite her an die Deutung des Bildschmuckes geht. Sehr verdienstvoll ist es, wenn er auch den Bilderschmuck der übrigen romanischen Kirchen in der Nähe Regensburgs zur Erklärung heranzieht. Bei der Analyse des Kirchenbaues von St. Jakob vermisse ich einen Hinweis auf das tiefschürfende Buch von K. Busch über den Regensburger Kirchenbau in der Zeit von 1170 bis 1250. Den bisherigen Deutungen widmet der Verfasser eine eingehende Zurückweisung, die als zutreffend bezeichnet werden kann. Es folgt eine Zusammenstellung der allegorischen Gestalten, deren Deutung die Hl. Schrift selbst nahelegt. Auch hier hat der Verfasser manches richtig gesehen. So erklärt er denn die beiden großen Felder rechts und links vom Eingang als eine Darstellung des Reiches Gottes und des Reiches Satans. In der Figur Satans oder der Fürsten dieser Welt glaubt er Mohammed in der Tracht eines orientalischen Herrschers zu sehen. Er erinnert daran, daß damals das Denken der europäischen Menschheitsidee durch die Idee der Kreuzzüge aufgewühlt war. Ref. glaubt, daß darin tatsächlich der Grundgedanke des Bildwerkes gesehen werden muß. Das Feld, in dem das Reich Gottes dargestellt ist, liegt bezeichnenderweise gegen Osten; den Mittelpunkt nimmt hier eine Figur der Mutter Gottes ein (Zeit des Minnedienstes!). Das Reich Gottes ist ein Reich der Liebe, der Reinheit. Von diesem Grundgedanken aus unternimmt es der Verfasser, die übrigen Figuren zu deuten. Die Gestalten im Portalgewände sind mehr traditioneller Art. Mag man im einzelnen nicht überall der Meinung des Verfassers beipflichten, sein Verdienst ist es, daß er den Grundgedanken des großartigen Werkes herausgestellt hat. Es hätte sich geziemt, diesem Gedanken auch in der zeitgenössischen Literatur nachzugehen.

Metten. W. F.

2. Von der hohen Stellung der Astronomie im ma. Bildungsgang ausgehend bringt der Pfarrer des berühmten Hirsau eine völlig neue Deutung der dem XII. s. angehörenden Plastiken am Kirchturm, der als einziger Überrest des großen Reformzentrums noch steht. Die Auslegung (als Planeten usw.) ist m. E. treffend ohne Phantastik und aus der ma. Geisteswelt herausgearbeitet. Eine endgültige Bestätigung könnte wohl nur eine weitausgreifende Untersuchung der ma. Portal- und Kirchenwandplastik — freilich keine geringe Arbeit — bringen. Ich erinnere nur an die immer noch vollkommen ungelösten ikonographischen Rätsel der Regensburger Schotten-

kirche. (Vgl. nunmehr das zutreffende Urteil des Landesamts für Denkmalpflege in Kunstdenkmäler Bayerns, Opf. Stadt Regensburg 2, S. 312). Vermutlich wird auch hier von der Ordensgeschichte auszugehen sein.

R. B.

Quasten J., Expositio antiquae liturgiae gallicanae Germano Parisiensi ascripta. (Opuscula et textus fasc. III.) Monasterii 1933, Aschendorff, 8°, 31 p. RM. —.85.

Quasten J., Monumenta eucharistica et liturgica vetustissima. Coll. not. et prol. instr. Johannes (Florilegium Patristicum, fasc. VII) Pars I u. II. Bonnae s. P. Hanstein 1935, 8°. RM. 1.80.

Rücker A., Ritus Baptismi et Missae, quem descripsit Theodorus ep. Mopsuestenus. (Opuscula et textus, fasc. II) Monasterii 1933, Aschendorff, 8°, 44 p. RM. 1.—.

Stapper R., Ordo Romanus Primus de missa Papali. (Opuscula et textus, fasc. I), Monasterii 1933, Aschendorff, 8°, 33 p., RM. —.85.

Roth Benno, Die Seckauer und Vorauer Osterliturgie. (Seckauer Geschichtliche Studien, Heft 4.) Seckau 1935, 8°, 88 S., RM. 3.50.

1. Die in zwei Briefen eines Unbekannten aus dem 7. oder beginnenden 8. Jahrhundert geschilderte, wohl in Autun und nicht in Paris gebräuchliche Liturgie ist nach dem vielfach verbesserten Text von Martène dargestellt und mit ähnlichen in aufschlußreichen Anmerkungen verglichen.

2. Daß der von Rauschen 1914 in 2. Aufl. bearbeitete 7. Bd. nunmehr in 5 Teilen herauskommt, spricht für die Fortschritte der Forschung und für die Steigerung des Interesses an der ältesten Liturgie. Gelehrte unseres Ordens trugen zu beiden erfreulich viel bei. Zur christlichen Sonntagsfeier (I, 20, n. 2) vgl. W. Rötzer, Des hl. Augustin Schriften als lit.-gesch. Quelle, 518, zur Wandlungslehre (II, 94 n. 1) vgl. Theodor v. Mops., Comm. in Ev. Math. (PGr. 66, 713), zur Berührung der Augen mit der Eucharistie (II, 109 n. 1) vgl. Aug., Op. imp. c. Jul. 3, 162 (PL. 45, 315).

3. Die hier nach dem syrischen Text von A. Mingana in „Woodbrooke Studies", vol. V. und vol. VI (Cambridge 1932 und 1933) lateinisch gebotenen katechetischen Reden, die nach dem Dreikapitelstreit nur mehr in der nestorianischen Kirche erhalten blieben, bilden ein würdiges Gegenstück zu den Katechesen des hl. Cyrill von Jerusalem; die darin geschilderte Liturgie hat nichts mit der Theodor zugeschriebenen nestorianischen zu tun und steht derjenigen der Apostol. Konstitutionen nahe. Beigegeben ist ein ins Griechische zurückübersetzter Symbolumtext, aus Theodors Katechesen kompiliert. Zu S. 30, Anm. 2: Der hier erwähnte Ritus dürfte die von Morin behauptete, von Adam bestrittene Echtheit des augustinischen Sermo Denis III stützen (vgl. Floril. Patr. fasc. XXXV, p. 16). Zur Bibliographie S. 9: R. Devreesse in Rech. de sc. rel. 13 (1933), 425—436.

4. Der von Mabillon so genannte, überragend wichtige Text ist hier nach der Wolfenbütteler Hs. 4175 neu herausgegeben. Die Hs. ist von einem Weißenburger Mönch anfangs des 9. Jahrhunderts nach älteren Vorlagen hergestellt. S. 20, Anm. 7 könnte zur „laetania" noch Reg. S. Bened., c. 9 und c. 17 heranziehen. Ebd. lies „finiendi"!

5. Die hier edierten Hss. wurden bisher irrtümlich als aus St. Lambrecht stammend betrachtet, eine der darin enthaltenen lateinisch-deutschen Osterfeiern demgemäß als „St. Lambrechter Osterfeier" geführt. Der eifrige Lokalgeschichtler beschäftigt sich darum mit den fünf Seckauer Hss. neuerdings und reiht ihnen eine Vorauer Hs. an. Der genauen Edition gibt er eine liturgiegeschichtliche Erklärung bei. Die S. 60 gebotene Erklärung des Zusammenhangs von Kreuzverhüllung und -enthüllung sollte historisch begründet werden. S. 51 lies: Dreves, S. 71: Dictionnaire.

München. H. Lang.

Hindringer R., Weiheroß und Roßweihe. Eine religionsgeschichtlich-volkskundliche Darstellung. München, Lentner. 8°. 188 S. 12 T.

Da und dort sogar über die weitgesteckten Grenzen der Erkundung des germanischen Rossekultes und des christlichen Rossesegens hinausgehend, breitet der Verfasser, den wir so früh betrauern mußten, in seiner letzten Arbeit einen großen Reichtum volkskundlichen Wissens aus. Es gelingt ihm der Nachweis, daß die Kirche nicht die heidnischen Glaubensgestalten durch Heilige abgelöst hat, sondern daß das Volk die alten Attribute dem rechten Heiligen verlieh. Das Pferd ist dem Christentum nicht mehr Segenspender, sondern segensbedürftig, seine medialen Eigenschaften werden beseitigt, wohl aber wird ihm als besonders edlem Tier eine gehobene Stelle gewährt. Bedeutsam stützt sich sein Beweis, die neuen Heiligenpatrone seien keine verkleideten Gottheiten, vor allem auch auf St. Leonhard. Seine Verehrung beginnt hiefür zu spät (im 12. Jahrhundert), niemand bemüht sich sie durchzusetzen, auch geschieht sie anfänglich nicht des Viehes wegen. St. Leonhard wird erst aus einem Patron des unschuldig Gefangenen über den Umweg eines Fessellösers von jedem Leid zum Tierpatron. Wie im Volk die Vorliebe für St. Leonhard entsteht, weiß H. aus der Geschichte seines Kultes nicht zu erklären, er verweist auf die sich durchsetzende Erkenntnis, daß Leonhard ein erfolgreicher Fürbitter sei. Ob man in diesem Beweisgang folgen kann oder nicht, der Wert des Buches ändert sich damit kaum, das die volle Liebe seines Verfassers zu seiner bayerischen Heimat atmet.

München. W. v. P.

Volk Paulus, Das Archiv der Bursfelder Benediktiner-Kongregation I (Seckauer Geschichtliche Studien, Heft 5). Abtei Seckau 1936. 8°. 208 S.

In die Geschichte der Bursfelder Kongregation wie kein zweiter eingearbeitet und mit ganzer Seele seinen Mitbrüdern der Vergangenheit verbunden, weiß P. Volk auch die klapperdürren Repertorien des Kongregationsarchivs uns anziehend und schmackhaft zu machen. Nicht wenig trägt dazu die Einleitung (S. 1—24) bei, eine erschöpfende Geschichte des Archivs, das in seinen Schicksalen die Geschichte der Kongregation widerspiegelt. Ursprünglich in St. Peter zu Erfurt, kam das Archiv 1598 nach Groß-St. Martin in Köln, wo es, eine kurze Unterbrechung in St. Pantaleon abgerechnet, bis 1925 blieb; jetzt ist es im erzbisch. Diözesanarchiv untergebracht. Das erste methodische Inventar legte Abt Heinrich Spickernagel von St. Pantaleon an (vollendet 1637); das zweite, in den Regesten ausführlichere, stammt von Oliver Legipont (1729) und befindet sich jetzt in Melk. Da eine gute Reihe der verzeichneten Urkunden verloren gegangen sind, sind diese Repertorien ein wichtiger Ersatz, wertvoll für jeden, der sich mit der neueren Geschichte unseres Ordens in Deutschland befaßt.

Eis Gerhard, Die Quellen für das Sanctuarium des Mailänder Humanisten Boninus Mombritius (Germanist. Studien, Heft 140). Berlin, Ebering 1933. 8°. 137 S.

Die verdienstvolle und aufschlußreiche Untersuchung erbringt den Nachweis, daß die Hauptquelle für das *Sanctuarium* des Mombritius die *Große österreichische Legende* (*Magnum Legendarium Austriacum*) ist. Die Benediktiner von Solesmes, die 1910 einen kritischen Text des *Sanctuarium* herausgaben, haben an eine solche Beziehung damals gar nicht gedacht. Und doch kann Dr. Eis für 120 von den 334 Legenden der Sammlung den Nachweis führen. Dafür, daß gerade die Melker Fassung des Legendars Mombritius vorlag, weiß der Verf. keine Erklärung zu geben. Wenn man jedoch die enge Verbindung beachtet, die seit dem 15. Jahrhundert zwischen Melk und der von Lod. Barbo begründeten Cassineser Kongregation einerseits, zwischen den gelehrten Mönchen dieser Kongregation und den älteren

Humanisten Italiens andererseits besteht, dürfte ein Weg klar liegen. Die anderen Quellen für das *Sanctuarium* werden nur gelegentlich behandelt: Näher eingegangen wird auf die Zusammenhänge mit der Windberger Legende, die aber nach dem Verf. keine unmittelbaren sein müssen. Mit begreiflichem Stolz betont Dr. Eis in dem Schlußsatz der ganzen Untersuchung: „Nun darf es mit Fug geschehen, daß ein gut Teil des Lobes, das dem *Sanctuarium* von Zeitgenossen und Nachfahren aller Jahrhunderte, zuletzt von den Benediktinern von Solesmes gespendet worden ist, dem *MLA.* und seinem unbekannten Verf. erteilt werde."

Laughlin P. Mc, Le très ancien droit monastique de l'Occident. Etude sur le développement général du monachisme et ses rapports avec l'Eglise séculière et le monde laïque de s. Bènoît de Nursie à s. Benoit d'Aniane. Abbaye Saint-Martin, Ligugé 1935. 274 S.

Der ausführliche Titel gibt bereits über den Inhalt Aufschluß. Der Verf., ein Basilianerpater und Professor an der Universität Toronto, U.S.A., beherrscht die Quellen und das gesamte ausgebreitete Schrifttum. Seine Stellung zu beiden ist ausgezeichnet durch methodische Klarheit und ein gesundes, allseitig abwägendes Urteil (man vergleiche z. B. seine Stellungnahme zu Chapmans Ansicht über die Ausbreitung der Regel). Alle Fragen privat- und allgemeinrechtlicher Natur, alle Beziehungen innerhalb und außerhalb der klösterlichen Gemeinschaft sind in den Bereich der Untersuchung gezogen. Auffallen muß nur, daß die Einrichtung der Kathedralklöster in England, die doch letzten Endes auf Gregor den Gr. zurückgeht und durch Bonifatius und die angelsächsischen Missionäre innerhalb gewisser Grenzen sogar nach Deutschland (Bayern, Friesland) verpflanzt wurde, mit keinem Worte erwähnt ist. Störend, wenn auch nie den Sinn ändernd, wirken eine Reihe Druckfehler, besonders in den Fußnoten.

München. A. Zimmermann.

Sehrt E. H. und **Starck** T., Notkers des Deutschen Werke. 2. Bd.: Marcianus Capella, De nuptiis philologiae et mercurii. Halle, Niemeyer 1935. VIII u. 220 S. RM. 4,—.

Die Bändchen 32, 33 und 34 der verdienten Sammlung „Altdeutsche Textbibliothek" brachten Notker Labeo des „Deutschen" Übersetzung des Boethius de consolatione philosophiae, das vorliegende 37 seine Übersetzung des Capella mit dem zumeist dem Remigius von Auxerre entnommenen Kommentar. Text und Apparat sind mit aller erdenklichen Sorgfalt gearbeitet.

Plöchl W., Das Eherecht des Magisters Gratianus. Leipzig und Wien, Deuticke 1935. 8°. 113 S. RM. 6.—

Die über Freisen vielfach hinausführende Arbeit bringt nur wenige Notizen über den so bedeutenden Kamaldulenser aus dem Kloster der Hl. Felix und Nabor zu Bologna (S. 12—19).

Grabmann M. Mittelalterliches Geistesleben. Abhandlungen zur Geschichte der Scholastik und Mystik, Bd. II. München, Max Hueber 1936. 8°. XII u. 649 S.

Gegenüber dem 1926 erschienenen 1. Bd. von Neu- und Nachdrucken der Abhandlungen Grabmanns, der sehr viele Notizen zur Kenntnis auch der benediktinischen Geistesarbeit beisteuerte, enthält dieser 2. Bd. fast nichts Einschlägiges, wenn wir uns auch eines jeden Benediktinernamens aus alter und neuer Zeit dankbar freuen, den der unvergleichliche Kenner ebenso der handschriftlichen und gedruckten Quellen wie der Literatur darüber nennt. Das Interesse aller Gebildeten sollte aber diesmal noch viel lebendiger sein, da nicht bloß zahlreiche Abhandlungen erstmals veröffentlicht, sondern auch einzelne, wie „Der Einfluß des hl. Augustinus auf die Verwertung und Bewertung der Antike im Ma.", „Aristoteles im Werturteil

des Ma.", vor allem „Der Einfluß Alberts des Großen auf das ma. Geistesleben. Das deutsche Element in der ma. Scholastik und Mystik" zu den glanzvollsten, dabei stets bis ins kleinste zuverlässigen Leistungen geistesgeschichtlicher Synthese gezählt werden müssen. Das gebildete Publikum ist durch den oberflächlichen Konstruktivismus Harnacks und durch den gewalttätigen Spenglers ebenso wie durch die menschenformenden Tendenzen des George-Kreises, um von unerfreulicheren, noch mehr propagierten Erscheinungen zu schweigen, mit mittelalterlichen Problemen und Gestalten viel mehr bekannt gemacht, als dies noch vor 30 Jahren der Fall war. Es nimmt jedoch Gedankendichtung für Geschichtschreibung und bleibt so vielwissend erst recht unwissend, weil ferne jedem wahren Verständnis. Es ist darum ein großes Verdienst, wenn ein so treuer Diener der exakten Quellenforschung entgegen der eigenen Herzensneigung ein einzig dastehendes Wissen und eine bedeutende Kunst nüchterner und doch liebevoller, schlichter und doch schöner Darstellung in den Dienst der Allgemeinheit stellt.

München. H. Lang.

Fraenger W., Das deutsche Himmelreich. Aus tausend Jahren deutscher Frömmigkeit erlesene Paradiese. Essener Verlagsanstalt 1935. Geb. RM. 2,50.

Die vorliegende „kleine Ausgabe" ist nur eine erste Blütenlese; der Verfasser bereitet eine umfangreiche Arbeit vor, in der er den religiösen Gedanken und dessen Auswirkung in der deutschen Literatur um ein Jahrtausend zurückverfolgen will. — Wie weit ihm dies gelungen ist oder noch gelingen wird, hängt von den Ansprüchen der Leser ab: Wer eine Anthologie schöner und gehaltvoller Gedichte und Zitate sucht, wird von dem Büchlein befriedigt sein; von positivem Glauben hingegen ist darin nicht viel zu finden. Aus den reichhaltigen Schätzen benediktinischer Frömmigkeit sind nur der Weingartner Reisesegen und einige Stellen aus den Werken der Mechthild von Magdeburg gewählt, letztere mit viel Verständnis für Inhalt und Form.

München. O. V. Taxis.

Tommasini A., I Santi irlandesi in Italia. Milano, Vita e pensiero. 8°. 443 S.

Die Feier des 31. internationalen eucharistischen Kongresses in Dublin, der Hauptstadt des irischen Freistaates, gab dem Verf. die Anregung, daß er dieses Buch erscheinen ließ, nachdem er schon jahrelang Material für seine Arbeit gesammelt hatte. Er fand, daß die Forscher dieses Thema weniger berücksichtigt hätten, hauptsächlich weil die Quellen für eine solche Arbeit zu spärlich fließen. In seiner Einleitung gedenkt er der Arbeiten seiner Mitbrüder, die sich im 17. Jahrhundert um die Hagiographie Irlands große Verdienste erworben haben. Er leitet daher die Berechtigung, daß er sich zu diesem Thema äußert. Der erste Teil des Werkes unterrichtet uns über die irische, religiöse Bewegung. Der Verfasser gliedert diesen Teil in sechs Abschnitte, in denen er von der Bekehrung Irlands, der apostolischen, aszetischen und kulturellen Ausbreitung des Irentums, dem Eindringen der Dänen und Normannen, dem Einflusse irischer Hagiographie auf die mittelalterliche Dichtkunst, dem Martyrium und der Befreiung des Irenvolkes spricht. Der Verfasser ist hier weniger selbständig; er gesteht es selber, daß hier das Werk Gougauds „Les chrétientés celtiques" seine Quelle bildet. Im zweiten Teil betritt er Neuland; er äußert sich hier über das Leben und den Kult von 17 irischen Heiligen, die in Italien gelebt und in der Mehrzahl hier auch gestorben sind und verehrt wurden. Er geht ihren Spuren nach, bringt geographische oder topographische Notizen, stellt ihren Namen in den von Örtlichkeiten fest, zieht die Volkskunde heran und führt alle Kirchen, Klöster, Kapellen, Hospize an, die mit ihnen in Zusammenhang

gebracht werden. Es sind vielfach Namen, die sonst nur der Lokalhistorie bekannt sind; es finden sich aber auch bekanntere darunter wie Patritius, Columban (Bobbio!). Darin liegt der große Wert der Schrift, daß sie zeigt, wie auch Italien in die große irische Bewegung des Frühmittelalters einbezogen wird. Die Darstellung sucht alle Quellen heranzuziehen, die in Frage kamen und sie kritisch zu bewerten. So entstand ein Werk, das dem Hagiographen ein zuverlässiger Führer sein kann. Ein dritter Teil untersucht das Verhältnis von irischer und franziskanischer Bewegung. Es ist ja richtig, daß Columban und seine Schüler als Missionare, Wanderprediger im Frankenreiche begannen. Der Referent hätte gewünscht, daß der Verfasser hier das Buch von A. Malnory, Quid Luxovienses monachi ad regulam monasteriorum atque ad communem ecclesiae profectum contulerint herangezogen. Er hätte daraus lernen können, daß die irischen Mönche erst dann größere Erfolge errangen, als sie ihre Sondergebräuche aufgegeben und die Regula S. Benedicti angenommen hatten. Die Zusammenstellung von irischer und franziskanischer Bewegung ist immerhin ein interessanter Versuch, der zwar keine innere Verwandtschaft, aber gewisse äußere Parallelen aufzeigt.

Metten. W. F.

Heufelder E., Der heilige Benedikt von Nursia. Christkönigsverl. v. Weißen Kreuz, Meitingen. 12°. 46 S. RM. —,25.

Mit glühendem Idealismus, gedanklichem Schwung und in edler Sprache geschrieben, stellt dieses Büchlein ein Muster volkstümlicher Hagiographie dar. Daß die Dialoge des hl. Gregor nicht auf den Grad ihrer historischen Glaubwürdigkeit untersucht werden, verzeiht man für die Feinheit der psychologischen Ausdeutung. Das Büchlein ist trefflich geeignet, die Verehrung des hl. Ordensvaters im Volk lebendig zu machen. Leider ist die Bebilderung ohne künstlerischen Wert. H. L.

Pfeiffer E., Bonifatius, sein Leben und Wirken. München, Hueber 1936. 8°. 119 S. Kart. RM. 1,60.

Der heute üblichen Abwertung der Persönlichkeit und Leistung des hl. Bonifatius begegnet vorliegende kurze, kritische und anregende Biographie dieses „harmonischen Menschen" sehr glücklich. Es ist ihr darum weite Verbreitung und Wirkung zu wünschen. Das typisch Deutsche und Heldische tritt unaufdringlich, darum überzeugend und gewinnend hervor.

H. L.

Williams W., Saint Bernard of Clairvaux. Manchester, University Press 1935. XXXVIII a. 423 p. 8°. Sh. 25,—.

Vargha D., Hongarije en de Cisterciensers. 2. verm. Aufl., übers. von A. G. M. Abbing. Cist. Kl. O. L. Vrouw van Onsenoort, Nieuwknijk 1935. 8°. 252 S.

Funk Wilhelm, Das ehem. Zisterzienserinnenkloster Birkenfeld a. d. Aisch und die Zisterziensernonnenklöster in Franken. Neustadt a. d. Aisch, Schmidtsche Buchdruckerei 1934. Gr.-8°. 52 S.

Hirschfeld W., Das Zisterzienserkloster Pforte. Burg-Magdeburg 1934, Aug. Hopfer. Gr.-8°. 115 S.

Tröller W., Die Zisterzienserkirche in Marienfeld in Westfalen. Würzburg, Triltsch 1936. 8°. 48 S. M. 2,50.

Berger A., Altzella — das Kloster der Mark Meißen — ein Wegbereiter deutsch-christlicher Kultur. Nossen, Heimatverein 1935. 8°. 64 S. m. Abb.

Stephan B., Kloster Heinrichau und seine Kunstschätze. Flemmings Verl., Breslau-Deutsch-Lissa 1935. 8°. 80 S., 40 Bilder.

Enderlein L., Kloster Grünhain im Westerzgebirge. Glückauf-Verl Schwarzenberg i. E. 1934. Gr.-8°. 224 S., 90 Ill., 1 Karte.

Nowack A., Die Priester der Zisterzienserabtei Rauden OS 1682—1810. Kom.-Verl. d. Ostdeutschen Buchhandlung, Breslau 1935. 8°. 56 S.

Lorenz L., Das Geheimnis des Bibliotheksaales von Waldsassen. Regensburg, Habbel. Kl.-8°. 80 S. RM. 2,50.

Goerke C., Das Zisterzienserkloster Maria Wald. Maria-Wald (Rhl.), Abtei 1933. Kl.-8°. 80 S.

Seligenthal, Cisterzienserinnenabtei Seligenthal in Landshut. Herausgegeben und verlegt von der Abtei Seligenthal 1932. 8°. 160 S.

Engelszell, Abtei Engelszell an der Donau. Selbstverlag 1932. 12°. 135 S.

Knauer, P., Kloster Kamenz. Zeit- und Lebensbilder aus seiner Geschichte 1210—1810. Selbstverlag, Liegnitz 1932. 16°. 94 S.

v. Lutterotti, N., Abt Innozenz Fritsch, der Erbauer der Grüssauer Abteikirche. Schweidnitz, Berglandverlag. 8°. 68 S., illustr.

1. Das Interesse französischer und englischer Kreise für den hl. Bernhard ist erstaunlich fruchtbar. Mit größter Liebe und Kenntnis will der Verfasser des umfangreichen, äußerst sorgfältig gestalteten Werkes seinen Landsleuten zu einer gerechten Würdigung des „wunderbaren Zusammen von Mystik, Leidenschaft und Führerschaft" verhelfen. Freilich bringt er über Vacandard hinaus nichts Bemerkenswertes, es seien denn einige allzu kurze Exkurse wie App. I über die literarische Eigenart des Heiligen, einige Planbeigaben und hübsche Aquarelle der Gattin des Verfassers. Die Deutsche Literatur seit Neander scheint ihm unbekannt zu sein.

2. Das volkstümliche Buch geht weit über sein Thema hinaus, indem es eine ganze Geschichte Ungarns in Text und Bildern bringt, die beide etwas Rührendes und Kindliches haben. Über den eigentlichen Gegenstand könnte wohl mehr mitgeteilt werden. H. L.

3. Wie die Zisterzienser bei ihren Kirchen und Klöstern bekanntlich einen eigenen Bautyp geschaffen, so hat auch der weibliche Zweig des Ordens seine bauliche Eigenart, die vor allem durch die Dreiteilung des Kirchenraums in die Nonnenempore mit darunterliegender Gruftkirche, die kleine Laienkirche und den Chor bestimmt ist. An einem Schulbeispiel wird (Birkenfeld) der Typ baugeschichtlich und bautechnisch untersucht und mit kurzen baugeschichtlichen Abrissen die übrigen zahlreichen Z.-Nonnenklöster Frankens, mit denen die Maingegend auffallend stark gesegnet ist. Zur Literatur über Bamberg (St. Theodor), Schönau und Wechterswinkel vgl. nunmehr Germania Pontific a II, 3. R. B.

4. Eine für die Entwicklung des Zisterzienserstils wichtige und gut erhaltene Kirche mit Kloster — Pforta (Pr. Sachsen) — wird ungemein gründlich und anschaulich untersucht. Der Verfasser kommt zu dem Ergebnis, daß die Baufreudigkeit des Huysburger Baumeisters, dem Pforta Kirche und Kloster verdankt, durch die strengen, auf französische Grundlagen zurückgehende Formen der Zisterzienser stark gehemmt wurde. Verfasser entdeckte auch ein in einer Mühle verstecktes altes Westwerk aus der Zeit der ersten Niederlassung der Benediktiner, dessen mächtiger Gurtbogen, den die Zisterzienser vorfanden, nach seiner Meinung den Namen „Porta" veranlaßt hat. R. B.

5. Ebenfalls eine baugeschichtliche Dissertation, die den Zisterzienserstil auf westfälischem Boden untersucht (Marienfeld, Kr. Warendorf): Vermischung der Zisterzienserbauweise (Abkragung, Rechteckchor, basilikale Raumform) mit der einheimischen. R. B.

6. Der Vorzug dieses Büchleins gegenüber der reichhaltigen Literatur über Altzella, insbesondere dem dicken Buch von E. Beyer (1855), ist nicht nur die zeitnahe Darstellungsweise, sondern vor allem die Verbindung von echter Heimatliebe mit dem ernsten Willen, das historische Material zu

sichten und dem von Wissenschaft unbeschwerten Leser greifbar zu machen. Daß dies in so schöner Weise gelingt, ist das besondere Verdienst des Verfassers und berechtigt zu der Hoffnung, „daß seinem Streben, die sachgemäße Erhaltung der Überreste zu fördern", baldige Erfüllung werde. Die Literatur sowohl über das Kloster selbst, wie über die Ordensgeschichte, die Kunstgeschichte und das geistige Leben im mittelalterlichen Sachsen ist umsichtig herangezogen und verwertet. An historischen Nachrichten vermittelt das Heft die wesentlichen und gesicherten Daten. Der größere Raum wird auf die Schilderung des Gebäudes, des Inventares, der Bewohner und ihres Tageslaufes verwendet. Hierzu haben vor allem die Akten aus der Zeit der Visitation und Säkularisation, heute im Hauptstaatsarchiv in Dresden, Auswertung gefunden. Eine Zeittafel und eine Skizze der gesamten Klosteranlage erhöhen zusammen mit den Photographien des heutigen Zustandes die historische und topographiche Anschaulichkeit.

Leipzig. Heinrich Schreiber.

7. Das 1227 gegründete, 1810 aufgehobene Zisterzienserstift stellt die Kultur- und Kunstgeschichte Schlesiens so musterhaft dar, daß man aus dieser sehr gründlichen, wenn auch nicht abschließenden, dabei sehr anregenden Darstellung (Text von Bernhard Stephan zu Bildern von Paul Poklekowski) sehr viel lernt, speziell für eine gerechte Würdigung der etwas verwilderten schlesischen Barockkunst. H. L.

8. Das erzgebirgische Zisterzienserkloster, gegründet um 1230, aufgehoben 1536, hat hier eine ganz eingehende heimatkundliche Behandlung erfahren, die ebenso den Fleiß des Verfassers wie den Opfergeist des Verlegers ehrt. Auf dem eigentlich ordensgeschichtlichen Gebiet bewegt sich der Verfasser mit merklicher Unbeholfenheit. Die neue Folge dieser Zeitschrift kennt er überhaupt nicht. H. L.

9. Eine dankenswerte Herausgabe eines Mönchskatalogs des bedeutenden oberschlesischen Kulturzentrums Rauden, der 1722 angelegt und bis 1810 fortgesetzt wurde, wozu der Herausgeber noch eigene archivalische Ergänzungen bot. Nur schade, daß nicht nach Art unserer zahlreichen benediktinischen Profeßbücher auch die literarischen Erzeugnisse der einzelnen Mönche angegeben wurde. Es hätte den Wert des Katalogs über das Ordensgeschichtliche hinaus erhöht. R. B.

10. Während die amtliche Kunstdenkmäleraufnahme (Oberpfalz, BA. Tirschenreuth) noch keine Deutung der zahlreichen, als Atlanten verwendeten Genrefiguren des prächtigen Bibliotheksaales des Zisterzienserinnenstiftes Waldsassen bringen konnte, gelang einer mit der Geschichte und Tradition ihres Hauses gutvertrauten Nonne eine über alle Zweifel erhabene Deutung: Es handelt sich um Allegorien des Buchgewerbes. Dem Büchlein ist auch noch ein Katalog der alten Bibliothek von 1746 beigegeben. R. B.

11. Ein kurzer, auf guter geschichtlicher Grundlage auch mit Benützung von Archivalien geschriebener Führer durch Vergangenheit und Gegenwart des rheinischen Klosters, das 1480 als Zisterzienserkloster gegründet und nach der Klosteraufhebung 1860 von Zisterziensern strenger Observanz (Trappisten) wieder besiedelt wurde und sich zur Abtei entwickelt hat. R. B.

12. Die schöne, reich bebilderte Jubiläumsschrift zur 700-Jahrfeier der Gründung enthält mehrere Aufsätze über Geschichte und Leben von Seligenthal. Am ansprechendsten in ihrem Verwobensein von Vergangenheit und Gegenwart sind wohl die Beiträge „Wirtschaftliches Leben und geschichtliches Erleben" von M. Callista Brenzing OCist. und „Aus heiliger Wurzel entsprossen, zur gesegneten Frucht gereift" von M. Placida Priller OCist. Aber auch die kleineren, rein geschichtlichen Beiträge von Dr. Jos. Sturm und der sachkundige Aufsatz von Dr. Richard Hoffmann über Seligenthal als Heimstätte der Kunst fügen sich gut in den Rahmen der Festschrift. Das

Geleitwort von Bischof Dr. Michael Buchberger dankt dem Kloster für den Segen, den es als Mittelpunkt der Jugenderziehung verbreitet hat.
A. Z.

13. Nach einem guten Überblick über die Geschichte des Klosters von der Gründung 1293 bis heute führt der Verfasser den Leser durch die seit 1925 wiederbesiedelte Abtei und gewährt uns dann einen Einblick in den Frieden des Familienlebens nach der Regel des hl. Benedikt und der strengen Ordnung von La Trappe. Das Büchlein ist geeignet in mancher Seele die Sehnsucht nach jenem Frieden zu wecken, aus dessen seligem Besitz heraus es entstanden ist. A. Z.

14. Ein mustergültiges Heimatbüchlein, frei von allem wissenschaftlichen Ballast, aber Zeile für Zeile den kundigen Geschichtler offenbarend, dabei getragen von warmer Liebe zum deutschen Volkstum und dankbarer Verehrung für die grauen Mönche, die der Gegend die Kultur gebracht und den katholischen Glauben gerettet haben. A. Z.

15. Wie das Vorwort betont, wollen die Mönche des neuerstandenen Grüssau gelegentlich des 200jährigen Jubiläums der Konsekration der Abteikirche eine Dankespflicht erfüllen und den liebenswürdigen Menschen und großzügigen Bauherrn der Vergessenheit entreißen. Im Februar 1727 zum Abt erwählt, begann Fritsch im Frühjahr 1728 mit dem großen Werk seines Lebens, zehn Tage vor seinem Tode (28. 9. 1734) konnte er schreiben: „Die Kirche ist dermahlen so weith instande, die Consekration vornehmen zu können." Das Kapitel über Baugeschichte und die Würdigung des Baues ist das Beste in der Schrift. Was den Baumeister betrifft, will Lutterotti nicht bloß die Ausführung, sondern auch die Pläne selbst Anton Joseph Jentsch (nicht Dientzenhofer!) zuweisen. A. Z.

Die **Kunstdenkmäler** in Kärnten, Salzburg, Steiermark, Tirol und Vorarlberg (Dehio, Handbuch der deutschen Kunstdenkmäer II, 1). Hrsg. v. Frey D. und Ginhard K. Wien-Berlin, Deutsch. Kunstverlag, A. Schroll 1933. Kl.-8°. 572 S. RM. 11,—.

Da die „Österreichische Kunsttopographie" mit 23 Bänden erst einen verhältnismäßig kleinen Teil des an Kunstschätzen so reichen Österreich behandelt und die „Kunsttopographie von Kärnten" von 1889 gänzlich veraltet ist, wird das Dehio-Handbuch mit seiner lexikographischen, aber exakten und alles Wesentliche umfassenden Art der Inventarisierung zu einem unerläßlichen Hilfsmittel für eine Reihe von Wissenszweigen, nicht zuletzt für die Ordensgeschichte bei der großen Bedeutung unserer Stifte in Steiermark, Kärnten, Tirol usw. und den engen Zusammenhängen zwischen Kunst- und Ordensreformgeschichte. R. B.

Kuhn Albert, Grundriß der Kunstgeschichte. Verlagsanstalt Benziger & Co., A.-G. Einsiedeln. RM. 8,—.

Dieses Buch ist, wie der Verfasser im Vorwort bemerkt, kein Auszug aus seiner großen sechsbändigen Kunstgeschichte, sondern eine Arbeit für sich, die sich allerdings an das früher erschienene Werk in Text und Illustration anlehnt. Es kann den einen, die sich kurz über kunstgeschichtliche Fragen informieren, und den anderen, die mehr von den inneren Zusammenhängen zwischen Gedanke und Form wissen wollen, warm empfohlen werden; gibt es doch gleichzeitig eine solide Grundlage kunsthistorischen Wissens und die Möglichkeit zu weiterem Ausbau der gewonnenen Kenntnisse
O. v. Taxis.

Schwegler Th., Geschichte der katholischen Kirche der Schweiz von den Anfängen bis auf die Gegenwart. Neue Brücke, A.-G., Schlieren-Zürich 1935. 8°. 288 S. und 1 Karte.

Eine Gesamtdarstellung der „Geschichte der katholischen Kirche der Schweiz" gab es merkwürdigerweise noch nicht. So hat sich der Verfasser

mit dieser aus seinen Vorlesungen erwachsenen „gemeinverständlich dargestellten" Millenariumsgabe die Priorität gesichert. An Materialfülle, guter Anordnung, strenger Gerechtigkeit und tapferer Wahrheitsliebe läßt sie nichts zu wünschen übrig. Das ideen- und kulturgeschichtliche Moment tritt jedoch zurück. Der reichsdeutsche Leser erfährt viel Neues und findet auch alles, was er bereits kennt, an seiner Stelle. Daß Augustin Redings theologische Bedeutung überhaupt nicht und die Verbindung mit Salzburg nur in ihrem unerfreulichen Ende erwähnt wird, ist schade. Stil, Ausstattung und Register sind hohen Lobes würdig.

Isele Eugen, Die Säkularisation des Bistums Konstanz und die Reorganisation des Bistums Basel, dargestellt mit besonderer Berücksichtigung d. Entst. u. Rechtsnatur d. Diözesanfonds. Freiburg.

Die gründliche und weitschichtige Arbeit bringt nur wenige Notizen über die Klöster im Konstanzer Bistum, darunter aber den interessanten, von Schwegler (s. vorher) nicht erwähnten Plan aus dem 16. Jahrhundert, Einsiedeln zum Bischofssitz für den Schweizer Anteil zu machen, sowie die Ausdehnung des Reichsdeput.-Hauptschlusses auch auf die Herrschaften der helvetischen Klöster.

München. H. Lang.

Göttler J., Geschichte der Pädagogik in Grundlinien. 3. umg. Aufl. Herder 1935.

„Das Buch ist auch in der Neuauflage ... ein Führer durch das weite, in den letzten zehn Jahren durch zahlreiche Arbeiten neuerdings erweiterte Gebiet, beinahe nur eine Übersichtskarte, in der die Spezialkarten, das sind die Darstellungen der einzelnen Teilgebiete und letztlich die Quellen selbst, zu einem leicht überschaubaren Gesamtbild zusammengetragen sind." (Einleitung zur 3. Aufl.) Eine bessere Empfehlung hätte Göttler seinem letzten Werk nicht mit auf den Weg geben können. Nehmen wir noch den Hauptvorzug Göttlerscher Schreibart hinzu, die scharf geprägte, inhaltlich gefüllte, sachlich treffsichere Gestaltung, dann brauchen wir wohl nicht zu zweifeln, daß das Buch seinen bleibenden Wert behaupten wird. Freilich könnte man eine Geschichte der Pädagogik auch anders schreiben, und sie wird auch noch anders geschrieben werden müssen. Neben dem äußeren Werdegang wird der innere Werdeprozeß mehr zur Geltung gebracht, die Erziehung wird als Teilglied in das Ganze der Volks- und Menschheitsentwicklung eingebaut werden müssen. Dann wird die Darstellung der Methode kaum mehr den Rang behalten können, den ihr Göttler noch zuweist, und — nebenbei — die benediktinische Erziehung des Frühmittelalters als Aufbauelement der europäischen und besonders der deutschen Erziehung eine höhere Geltung erlangen. Göttler wird dadurch nicht überflüssig; der uns so früh und so schmerzlich Entrissene hat durch sein Buch eine feste Basis für die künftige Erziehungsgeschichte geschaffen.

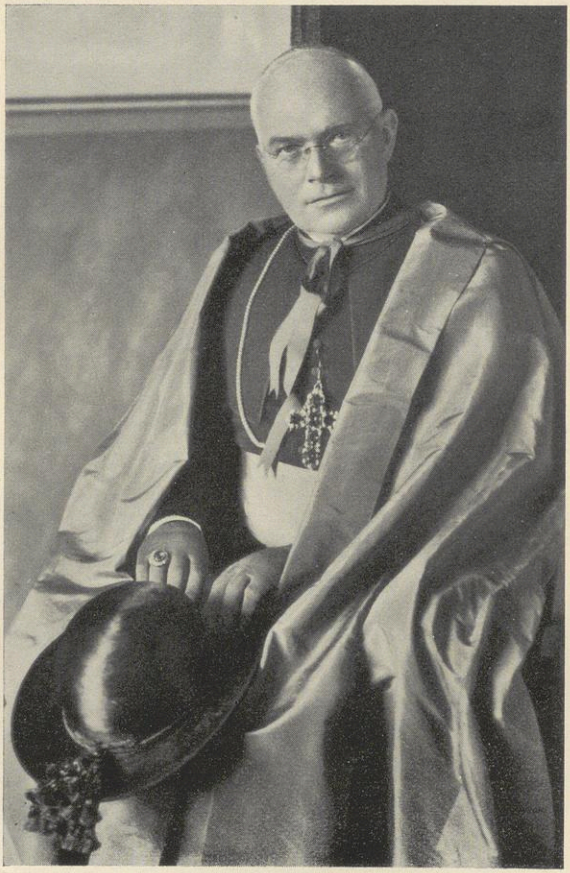
Metten. Paulus Weigl.



Abt Willibald Wolfsteiner OSB von Ettal

geb. 8. August 1855

Abtprotektor der Bayer. Benediktinerakademie.



Simon Konrad Landersdorfer OSB

Abt von Scheyern 1922–1936

zum Bischof von Passau geweiht 28. Oktober 1936.

Wissenschaftliche und künstlerische Betätigung der Benediktiner Oberaltachs bis 1630

mit quellenkritisch untersuchter Abtliste.

Von **Fr. X. Schlecht, München.**

Abkürzungen.

Clm = Codex latinus Monacensis. — Elis. = Elisabethszell. — Fr. = Frauenzell. — HStAM. = Hauptstaatsarchiv München. — Hem. = Hemmauer Ä., Historischer Entwurff der im Jahre 1731 tausendjährigen Obern Altaich etc., Straubing 1731. — KrAL. = Kreisarchiv Landshut. — KrAM. = Kreisarchiv München. — Ob. = Oberaltach. — Pliemel I u. II = Pliemel, Chronicon Monasterii Oberaltacensis ca. annum 1625 in: *Höckeriana*, Bd. I u. II. — Reg.B. = Regesta Boica. — StBM. = Staatsbibliothek München.

Den Traditionen der Jüngerschaft St. Benedikts entsprechend waren auch in dem altbayrischen Kloster Oberaltach seit der Gründung geistige Bestrebungen stets rege. Zwar können wir durch die verschiedenen Jahrhunderte ein großes Schwanken feststellen: An führender Stelle unter den bayrischen Benediktinerklöstern stand Oberaltach neben Tegernsee im ausgehenden 15. Jahrhundert. Aber das 16. Jahrhundert brachte einen derartigen Tiefstand, daß wir keine einzige namentliche Erwähnung einer wissenschaftlichen Betätigung haben. Erst Abt Höser gab ihr wieder neues Leben.

Im 18. Jahrhundert brachte dem Kloster Oberaltach die Pflege der Kunst und besonders der Wissenschaft fast den gleichen Ruhm ein, den St. Emmeram in Regensburg besaß. Im ganzen letzten Jahrhundert des Bestehens von Oberaltach bekleidete von seinen Konventualen eine große Reihe die bedeutendsten Lehrstühle an den Universitäten Ingolstadt und Salzburg, wieder andere Mönche wirkten als Professoren im Kloster selbst oder an anderen Orten (Amberg, Prüfening usw.). Diese Zeit bedeutete für Oberaltach die ergiebigste Periode wissenschaftlichen Schaffens. Zwar steht das 18. Jahrhundert an Leistungen einzigartig da, aber mit Ausnahme des 16. Jahrhunderts hat Oberaltach seit seines Bestehens sich die Beschäftigung mit der Wissenschaft sehr angelegen sein lassen.

I. Das geistige Wirken von den Klosteranfängen bis um 1500.

§ 1. Die wissenschaftliche Betätigung bis zur Berufung der Tegernseer Äbte.

Das Kloster Oberaltach konnte an eine vor seiner Gründung bereits bestehende Pfarrschule anknüpfen, deren Hebung geflissentlichste Sorge der Benediktiner war. Den ersten Anhaltspunkt einer wissenschaftlichen Betätigung besitzen wir im *Traditionskodex Nr. 1* des Klosters[1]. Dieser enthält eine Aufzeichnung über den klösterlichen Bücherbestand, der nach Schriftcharakter und Reihenfolge der Stücke in die erste Hälfte des 12. Jahrhunderts mehr gegen dessen Mitte hin anzusetzen ist[2]. Die Bibliothek umfaßte damals Werke, die ich im wörtlichen Auszug wiedergeben möchte. Sie lassen sich gliedern in:

1. eine theologische Reihe:

1 liber benedictionalis, 3 epistolae Pauli, 1 expositio super epistolam, 7 epistole canonice in uno volumine, 1 pastoralis Gregorii et dialogus ejus et 40 omelie, 1 missale cum lectionibus et evangeliis, 2 missalia sine lectionibus, 2 lectiones cum evangeliis, 5 gradualia, 4 psalteria, 5 omeliaria, 2 antifonarii, 1 matutinus liber et pars unius matutini libri, 2 officialia, 2 ymnarii, 2 sequentiaria, 1 benedictionalis liber, 40 omelie, Cantica canticorum duo libri et expositio Willerami super cantica canticorum, 1 liber Salamonis, 1 Albinus super evangelium, 1 expositio super psalmos, 1 liber Cypriani „de diversis utilitatibus", 2 libri „vita patrum", 1 passio S. Emmerami et vita S. Remigii in uno volumine, 1 vita Sancte Margarte, 1 „de multis utilitatibus", libri 12 prophetarum, ordo de pascha, vita sancti Johannis eleymon., liber excerptus de musica et tonarius (im ganzen 60 Bände).

2. Profane Schriften:

Editio Donati, liber Prisciani, liber Terentii, liber de ortografia Prisciani, Sedulius et Donatus et Cati in uno volumine, duo Sallustii, liber Cato et Avianus in uno volumine, iterum Aviani, liber Vergilii, excerptio in dialecticam, Oratii libri, Avianus et Maximianus in uno volumine (Homerus, Statius Achilleidos), *2 libri Ovidii, 4 Porfirii cum commentario, 2 Prosperii, 2 libri Psikimachie, Invectiva in Catilinam, dialectica, Poetii, libri Ysagogarum Porfirii, liber Lidii.*

Dieses Bücherverzeichnis, das im ganzen 88 Bände umfaßte, enthielt also neben theologischen Werken (Evangelien, Paulusbriefe, Cyprian usw.) und liturgischen Büchern auch mehrere profane Schriften, besonders griechische und römische Klassiker (Homer, Horaz, Ovid, Vergil, Terenz, Cato, Donat, Priscian usf.). Ja selbst ein Werk über Musik fand sich dort. Aus dem Bücherbestand läßt sich schließen, daß in Oberaltach ein Schulbetrieb in Form einer Mittelschule herrschte. Unterrichtet

[1] HStAM. Ob. Kl. Lit. Nr. 1 fol. 8a; Ob. Kl. Lit. Nr. 2, fol. 1r; Pliemel I, fol. 37—38; vgl. Mayer A., Über die Güterrewerbungen des Klosters Oberaltach bis zum Jahre 1247, Straubing 1894.

[2] Redlich O., Kirchenschatz u. Bibliothek v. Oberaltaich gegen Mitte d. 12. Jahrh. (Mitt. d. Inst. f. österr. Gesch.-Forsch. Bd. IV (1883), S. 287—288).

wurde in theologischen und profanen Wissenschaften. Besondere Pflege fanden wohl schon damals die griechischen und römischen Klassiker. 1147 wurde die Klosterschule bereits von einem gewissen Hageno, einem Bruder des Kreuzfahrers Gozpert von Hard, besucht[3]. Es ist überhaupt anzunehmen, daß die Schule von Anfang an die Bildungsstätte der Söhne des hohen und niederen Adels der Umgebung von Oberaltach war.

Ein besonderer Förderer der Wissenschaft war Abt Gerhard (1160—84). Er schrieb selbst[4] die heute im Clm 9548 enthaltenen Traktate über 58 Psalmen des hl. Hieronymus ab und kommentierte sie kritisch. Der Verfasser verrät gründliche philologische Kenntnisse in Latein, Griechisch und Hebräisch. Er versuchte sich in selbständigen sprachlichen Verbesserungen[5] und inhaltlichen Erklärungen[6]. Unter der Leitung der Schule durch Abt Gerhard schickte ein Waldo von Ittling seinen Sohn Hildebrand in die Klosterschule, „damit er in den hl. Schriften unterwiesen werde. Wenn er herangewachsen sei und als Mönch im Kloster bleiben wollte, so möchte er aufgenommen werden, wenn nicht, so sollte er wieder freigelassen werden"[7]. Gelegentlich einer Schenkung schickte ein gewisser Heinrich um dieselbe Zeit seinen Sohn ins Kloster Oberaltach mit der Bestimmung, dort „dem Herrn ewiklich zu dienen und daß er fleißig in der Clösterlichen Disciplin underwisen, auch in lebenlang nach der Regel Gebrauch ein Pfründ gegeben werde"[8]. Es handelt sich hier wohl um den Unterricht im Noviziat und wohl auch um eine sich daran anschließende theologische Ausbildung. Alle bisherigen Nachrichten bezeugen, daß in der Schule von Oberaltach gemeinsam mit den für den geistlichen Stand bestimmten Schülern die Nichtoblaten Unterricht genießen konnten.

Noch im 12. Jahrhundert wurde dann von einem Oberaltacher Mönch in schöner und großer Hand der Clm 9540 geschrieben, der 41 sermones des hl. Augustin über das Johannesevangelium und *Axiomata ascetica per modum labyrinthi descripta* umfaßt. Das Titelblatt enthält überdies eine schöne Zeichnung der Figuren Augustins und der Apostel Petrus und Johannes, sowie von Mönchen, die ein Buch anbieten. Auch wird unter Abt Konrad Rufus in der Zeugenliste ein Diener des Abtes, mit Namen Albertus, „scriba" genannt[9].

Eine bedeutende Blüte erlebte der wissenschaftliche Betrieb zu Oberaltach unter Abt Poppo im 13. Jahrhundert. Über seine Wirksamkeit haben wir folgenden Bericht: „Paucitatem

[3] MBoic. XII, 45—46. — [4] Vgl. Clm 9548, fol. 1.
[5] Clm 9548, fol. 83r, 94, 104. — [6] Clm 9548, fol. 114.
[7] Pliemel, I, fol. 35; M Boic. XII, 68. — [8] Pliemel, I, fol. 36.
[9] MBoic. XII, 76.

librorum, cantus discordantiam, personarum negli(g)entiam omni conanime studuit reformare." Abt Poppo, der aufs eifrigste auf Büchersammlungen bedacht war (studiossissime conquisivit), veranlaßte eine rege Abschreibertätigkeit zum Zweck geistiger und religiöser Belehrung. Auf seine Veranlassung hin wurde von dem Mönch Petrus der Clm 9533 geschrieben. Ebenso verdanken wir der Schreibertätigkeit des Mönches Marquard eine Reihe von Büchern. Von Abt Poppo wird uns ferner überliefert, daß er 1268 einen *Catalogus librorum* anlegte[10]. Wie wir daraus ersehen, hatte sich die Bibliothek gegenüber dem Beginn des 12. Jahrhunderts um viele Werke theologischer Art vermehrt. Die Bücherei umfaßte damals:

Ein Buch *Super Job* in zwei Bänden (Clm 9512, 9513), ein Buch von 40 Predigten, ein Buch *Super Ezechielem* (Clm 9511), Augustins Abhandlung *Super Johannem* (Clm 9540) sowie dessen Schrift *Super psalterium*, dann Hieronymus' Werk *Super psalterium* (Clm 9548), ferner dessen Abhandlung über die *Fünf Grade*, zwei Teile von *Collationes*, dann in einem Band zusammengebunden *Cassianus et vita patrum et vita Sancti Godehardi et vita S. Dominici*, ferner im gleichen Band die *Vita S. Francisci et vita S. Guntheri* (Clm 953), ferner zwei *Passionalia* (ein *Hiemale* und *Aestivale*), ein größeres *Martyrologium*, Ambrosius' *Super Lucam* (Clm 9543), Albinus' *Super Johannem*, dann *Omelie Magne* (große Predigtbücher), *Hericus* (Clm 9504), sechs *Missales libri*, zwei Epistelbücher, ein Evangelienbuch, drei *Gradualia* sowie ein altes mit einem *Psalterium*, zwei *antiphonaria*, dann ein *Psalterium cum Ymnario antiphonario graduali cum suis attinentiis* in einem Band, zwei *Matutinaria*, eine *Mater verborum* (Papias), drei *Psalteria* (darunter ein altes), ein altes Predigtbuch, ein *Liber „Regnum vetus"* (Clm 9534), ein altes und neues Testament, eine alte Bibel und *Canones*, ein *Missalis Portificalis*, eine Vita vom hl. Silvester, zwei Paulusausgaben (Clm 9545, 9546), das Werk *Dialogus* von Augustin, ein *Scintillarius*, dann die *Meditationes* von Anselm, eine Vita der hl. Katharina und schließlich fünf unwichtige Büchlein.

Der Verfasser scheint hier nur den Katalog der eigentlich kirchlichen Bücher angelegt zu haben; sonst wäre das vollständige Fehlen der *Libri grammaticales*, von denen noch manche in die Münchner Staatsbibliothek gelangt sind, zu merkwürdig[11].

Zur Zeit des Abtes Poppo war auf lange Zeit Vorsteher der Schule der gelehrte Prior Graf Albert von Haigerloch, der selbst eine äußerst rege wissenschaftliche Tätigkeit entfaltete. Der Klosterchronist schreibt von ihm: „Nihil terrenarum rerum habuit nisi pennas et encaustum propter correctionem librorum et glossationem, in quibus subtilissimus erat[12]." Vielleicht kann mit unserem Albert auch der Schreiber des Clm 9537 identifiziert werden, der eine *Summa theologicae veritatis* des Hugo de Argentina, eine *Compilatio de confessione cum glossis germanicis*, das *Pater noster* mit Expositionen und schließlich den Vers 7

[10] Clm 9540, fol. 271.

[11] Manitius M., Drei ungedruckte Bibliothekskataloge, in: Neues Archiv d. Ges. f. ält. deutsche Geschichtskunde, Bd. 32 (1907), S. 233—44.

[12] Clm 1327, p. 246.

Pontificem quaerat hiis, qui succenderit igne mit Expositionen enthält.

Eine Zeit selbständigen literarischen und wissenschaftlichen Wirkens war in Oberaltach auch das 14. Jahrhundert. 1308 wurde dort der Clm 9529 abgeschrieben, der die *Aurora* des Magisters Petrus Riga, den *liber sacrificiorum „Scribere disposui, quid mystica sacra priorum"* des Hildebertus Cenomanensis und Abhandlungen über Alexander den Großen umfaßt. 1339 vollendete ferner der damalige Prior des Klosters Albert seine Vita über den seligen Mönch und Pfarrer Albert aus dem Geschlechte der Haigerloch in der Form einer aszetischen Abhandlung. Er ist für die damalige Zeit geradezu überkritisch vorgegangen. In dem Schriftsteller kündete sich der Geist einer neuen Zeit an: wir haben in ihm bereits einen der ersten Bahnbrecher des Humanismus. Nicht bloße Verherrlichung des Tugendglanzes seines Seligen strebt er an, sein Ziel ist, das unverfälschte Abbild von dessen Leben dem Leser zu entwerfen. Dieses Werk stellt den ersten Versuch einer kritischen Legende aus dem Mittelalter dar. Doch hielt der Verfasser sich fern von der „Devotio moderna", die in diesen Zeiten der Fraticellen ihr Haupt zu erheben begann. Sein Werk bezeugt zugleich die aszetische Hochblüte, die damals in den Benediktinerklöstern Bayerns sich entfaltete. Weniger modern ist allerdings der gleichfalls zu den Oberaltacher Konventualen zählende Verfasser des durch Albert seiner Vita angefügten Mirakelbuches[13].

Aus dem Jahre 1348 haben wir ein neues Zeugnis des blühenden Schulbetriebes. Damals wurde in Oberaltach ein Katalog der *libri spectantes ad scolas in Obern-Altach* in 32 Nummern verfaßt, in dem enthalten sind:

1. *Derivationes* (wahrscheinlich von Hugtio; vielleicht in Clm 9680 überliefert). — 2. Zwei Bände *Prisciani maioris*; eines der beiden Werke ist wahrscheinlich der Clm 9562. — 3. *Duo Paria super Grecismum.* — 4. Fünf *Doctrinaria.* — 5. *Auctor theodolus et ... textus florum* in einem Band. (Das Werk ist wahrscheinlich der *Florista* des Ludolf von Hildesheim.) — 6. Ein *Modus figurandi* mit einem Kommentar in einem Band. — 7. Ein Werk *Super Donatum* (vielleicht von Remigius von Auxerre). — 8. Ein Kommentar *Super secundam partem doctrinalis.* — 9. Zwei *Summe dictaminum* (die eine davon ist wohl enthalten im Clm 9683). — 10. Ein kleiner Band Priscians. — 11. Ein Kommentar über den kleinen Priscian (vielleicht von Petrus Helie). — 12. Ein *Opus doctrinale.* — 13. Der *Secundus textus florum.* — 14. Ein *Opus super boecium de disciplina scolarium et super novellam poetriam.* — 15. In einem Band gebunden *Porphyrius* und ein *„liber predicamentorum".* — 16. Zwei Werke mit dem Titel *Textus tractatuum.* — 17. Zwei Kommentare *Super tractatus.* — 18. Eine *Summa super tractatus boni homi-*

[13] Sturm A., Albert von Oberaltaich (1239—1311). Mystik und Karitas im bayer. Donaugau. (4. Jahresber. d. B. Benedikt. Akad. 1925 München 1926, S. 35 ff.) Vgl. auch Sturm A., Das Leben d. sel. Mönches und Pfarrers zu Ob. (Jahresber. d. hist. Ver. f. Straubing u. Umg., 33. Jahrg. 1930, Straubing 1931, S. 35—57.)

nis. — 19. In einem Band zusammengefaßt ein *Opus super Porphyrium et predicamenta* (wohl von Boetius). — 20. In einem Band zusammengefaßt eine Abhandlung *Super Porphyrium et pergermenius* (wohl die Schrift von Boetius zu „περὶ ἑρμηνείς") *et electorum* (wohl die Schrift von Boetius zu „περὶ σοφιστικῶν ἐλέγχων"). — 21. Eine Schrift *Super figuras et doctrinalis.* — 22. *Auctores, novella poetria.* (Das Werk *Auctores* ist wohl eine Blütenlese; die *Poetria novella* ist wohl die des Chalfredus de Vino salvo.) — 23. Die Schrift *Macer.* (Sie ist sicher das Gedicht *De virtutibus herbarum* von Odo Magdunensis.) — 24. Zwei *Sedulii.* — 25. Ein *Dialogus monachorum.* — 26. *Zozimas.* (So heißt das Gedicht *De Maria Aegyptiaca* des Hildbertus Cenomanensis nach dem Hauptheldeu.) — 27. Ein *Astrolabium.* (Vielleicht zu identifizieren mit der Schrift von Hermannus Contractus *De utilitatibus et compositione astrolabii.*) — 28. Der *Pauper Heinricus.* (Gedicht des Henricus Septimellensis.) — 29. Ein *Liber sacrificiorum.* (Vielleicht das Gedicht *De sacrificio misse* von Hildebert.) — 30. Ein *Physiologus.* — 31. Ein Werk *Esopum* (jedenfalls der Anonymus Neveletanus). — 32. Die *Lamentationes* (vielleicht Jeremias).

Das Bücherverzeichnis, dessen Anführungen im einzelnen nicht genau zu bestimmen sind, ist nicht vollständig, da der Schreiber mit *Lamentationes et* abbricht. Es ist zu vermuten, daß nach dem „et" die in der Schulbibliothek vorhandenen Klassiker folgen sollten; denn diese fehlen im allgemeinen. Der Katalog scheint eine Ergänzung zu dem 1268 verfertigten zu sein, der die *Libri artium* umfaßt. Kein Buch der beiden Verzeichnisse ist identisch. Der neue Katalog ist auch keine bloße Wiedergabe von dem, der im 12. Jahrhundert aufgenommen wurde. Ersterer enthält eben nur Schulbücher. Geistlicher und weltlicher Unterricht war also damals noch verknüpft[14].

Sehr bemerkenswert ist die Tatsache, daß als Entleiher eines Buches aus der Oberaltacher Schulbibliothek ein gewisser Loubnoinus genannt wird, der wohl Lehrer in einem mit Oberaltach im Verkehr stehenden Kloster war. Wir dürfen daraus den Schluß ziehen, daß sich schon damals ein reger Wettstreit in Bildung und Wissenschaft mit Niederaltach sowie anderen Klöstern entsponnen hat.

Die unmittelbar folgende Zeit war arm an geistiger und künstlerischer Wirksamkeit. So hören wir von Abt Eberwin (1366—79) nur, daß er 1370 einen wertvollen hölzernen Pontifikalstab anfertigen ließ. Auch ließ er eine getäfelte Decke für das Münster schaffen[15] und die Bilder im Chor neu fassen[16]. Der Abt, dem selbst kein eigenes geistiges Schaffen zuzuerkennen ist, erwarb sich aber ein ungeheures Verdienst dadurch, daß er die Klosterschätze (die Bücher der Bibliothek und die Reliquien des Klosters) von Sonntag Oculi bis Palmsonntag nach Straubing verbringen ließ, um sie vor der Plünderung der Soldaten zu schützen. Er erkannte, daß die Mannschaften im Kriege

[14] Vgl. Manitius M., Mitteilungen (Mitt. d. Ges. f. Erzieh. u. Schulgeschichte, Bd. 16 (1916), S. 372—374).
[15] Hem., S. 241. — [16] Hem., S. 238—39.

zwischen dem Kaiser und dem bayerischen Herzog Stefan vor diesen Kulturgreueln nicht zurückgeschreckt wären[17].

Eine regere künstlerische und literarische Tätigkeit setzte unter Abt Petrus Ursenbeck (1379—1403) ein. Am 24. Dez. 1380 ließ der Abt ein kleines *Plenarium* anfertigen. Auf dem Deckel, auf dem Reliquien eingelassen waren, sah man in erhabener Arbeit den Erlöser auf einem Regenbogen sitzen. An den 4 Ecken waren die 4 Evangelisten — wahrscheinlich mit Niello — äußerst bewundernswert ausgearbeitet[18]. Ebenso ließ Ursenbeck auf den genannten Verschluß „coloribus distincte effigies" malen[19]. Der Entwurf des Lebens des seligen Albert auf einem großen Gemälde ist wohl nicht unserem Abt Ursenbeck, sondern dem Oberaltacher Mönch Petrus, dem späteren Abt von Metten, zuzuschreiben[19]. 1394 ließ Ursenbeck für den seligen Albert einen kostbaren Marmorgrabstein errichten[20]. Unter der Regierung Ursenbecks blühte auch die selbständige wissenschaftliche Arbeit. 1380 schrieb der Pfarrer auf dem Bogenberg Konrad Sturck ein *Liber Scintillarum*[21]. Das Werk, eine Blütenlese aus dem Evangelium, ist wohl, da lateinisch abgefaßt, nur für die Klostermönche und Novizen geschrieben; es ist eine Anleitung zur Vollkommenheit[22]. Fraglich ist, ob wir eine Gleichsetzung wagen dürfen von dem Schreiber der Kodizes der Münchner Staatsbibliothek 9536 und 9588 mit unserem Konrad. Aus der Zeit um 1380 besitzen wir von einem Oberaltacher Mönch geschriebene Erklärungen von Sonntagsevangelien in lateinischer Sprache[23]. Es sind dabei homiletisch bearbeitet die ersten 5 Sonntage sowie der 8. und 10. nach Pfingsten. Da der Text unvermittelt abbricht, ist anzunehmen, daß noch mehrere Evangelien als Predigtstoff erläutert waren. Etwa um 1397 verfaßte der Klosterhistoriograph Johann Bernard, der sich — wohl veranlaßt durch die Pest — 3 Jahre in Metten aufhielt, ein *Fragmentum historicum*, das eine Übersicht über die Klostergeschichte von Abt Lautwin[24] bis Petrus darstellt[25]. Da der Verfasser sich öfter auf Abt Peter (wahrscheinlich Abt Peter von Metten) beruft[26], ist anzunehmen, daß dieser ein Werk schrieb, das heute nicht mehr erhalten ist.

Zur Zeit Johanns I. (1405—23) hat dann 1418 ein anonymer Mönch aus Oberaltach die von dem Dominikanermönch

[17] Clm 1327, p. 284; Hem., S. 238/39.
[18] Hem., S. 247; war 1731 noch vorhanden.
[19] Clm 1327, p. 287. — [20] Clm 1327, p. 292; Hem., S. 250.
[21] Clm 9650, fol. 1r. — [22] Clm 9650, fol. 6—7.
[23] HStAM. Ob. Kl. Lit. Nr. 74; auf S. 1 lesen wir: Iste liber est sancti Petri in Obernaltach.
[24] Vgl. Clm 1327, p. 281, Hem., S. 250 ff.
[25] Später fortgeführt bis ins 16. Jahrhundert (Clm 1327, p. 373).
[26] Clm 1327, p. 298.

Martin verfaßten *Chronica de summis Pontificibus et Imperatoribus* (bis zum Jahre 1277) abgeschrieben und bis zum Jahre 1438 fortgeführt[27].

Unter Abt Jakob (1423—38) setzte eine höchst rege Schreibertätigkeit ein. Der von Abt Christian angelegte Bücherkatalog gibt uns darüber genügenden Aufschluß[28]. 1425 verfaßte der Oberaltacher Mönch Peter Speiser einen *Tractatus de septem vitiis et septem virtutibus capitalibus* sowie einen *Tractatus in librum Magistri Jacobi de cessalis.* Letzterer wird bezeichnet als ein „libellus subtilissimus et applicabilis in sermonibus popularibus". Der erwähnte Schriftsteller schrieb im gleichen Jahr eine von Peter Maier aus Suobach und seiner — Peter Speisers — eigenen Mitwirkung verfaßte *Summa vitiorum* ab[29]. 1432 wurde dann von dem Oberaltacher Mönch Nikolaus Praependorffer, der wohl mit dem sonst noch um diese Zeit genannten Nikolaus Berndorfer, Profeß von Oberaltach, gleichzusetzen ist, die von dem Magister Nicolaus de Lira verfaßte *Postilla super quatuor Evangelistas* abgeschrieben, sowie 1438 die *Vitae Patrum* des hl. Bernhard[30]. Der Bruder Nikolaus Berndorfer schrieb 1437 auch *Nova Chronica*[31] sowie 1438 das vom Bischof Andreas Hispanus OSB verfaßte *Lumen Confessorum* Guidonis Ord. Fratr. Praed. ab, schließlich das Buch des hl. Augustin *De corpore et anima,* endlich einen *Tractatus de miseria humanae conditionis* (wiederum abgeschrieben von dem Oberaltacher Konventualen Frater Erhard)[32] von Papst Innozenz IV. und dann im Jahre 1439 eine „Summa Penitentiarii" und einen „Floretus"[33]. Neben dieser ergiebigen Schreibertätigkeit ist noch zu erwähnen, daß das Kloster Oberaltach 1437 das von einem Andreas Dachsperger[34] abgeschriebene Werk von Vincentius Bellovacensis (*Pars prima speculi majoris = Speculi historialis liber 1—8*), wie es heißt[35], „ad honorem sancti Petri Apostoli" für seine Bibliothek erwarb.

Ein geradezu unglaublich reges wissenschaftliches und künstlerisches Wirken sowie eine äußerst bewundernswerte Bautätigkeit entfaltete dann Abt Johann II. Paurenbeck (1438—63). Unter ihm fand die Schreibertätigkeit, die unter

[27] Hem., S. 260.

[28] Vgl. Clm 1330; es ist unbegreiflich, daß Doeberl der großen Bedeutung Oberaltachs sowohl in der wissenschaftlichen als später in der reformatorischen Betätigung nicht mit einem Wort gedenkt (vgl. Bd. I, S. 381 ff.).

[29] Clm 1330, fol. 42r. — [30] Clm 1330, fol. 31r. — [31] Clm 1330, fol. 68.

[32] Clm 1330, fol. 70. — [33] Clm 1330, fol. 65.

[34] Der Abschreiber Dachsperger ist wahrscheinlich identisch mit dem gleichnamigen kaiserlichen Notar und Kleriker der Augsburger Diözese Andreas Dachsperger v. Beyermenchingen (vgl. Clm 9508, fol. 148r).

[35] Clm 9509, fol. 499.

seinem Vorgänger einsetzte, entsprechende Fortsetzung. 1445 schrieb der Oberaltacher Profeß Frater Jakob Hueber aus Dinkelsbühl ein *Vocabularium secundum ordinem communitatis et perfectionis*[36] sowie das *Rationale divinorum officiorum* des Gulielmus Durantus ab[37]. Ob der Ulrich, der 1458 den Clm 9727 abschrieb, ein Oberaltacher Konventuale war, ist unsicher.

Die gesteigerten wissenschaftlichen Interessen des Abtes Asperger bekunden sich auch darin, daß er 1447 ein Refektorium von Grund aus erbaute und oberhalb desselben ein schönes Museum samt einer Schule einrichtete (unam novam scolam construximus), in dem die jungen Religiosen ihren Unterricht in den einzelnen Disziplinen genossen. Über der Bibliothek, die er ausbessern ließ und stark bereicherte, baute er eine Wohnung und in dieser wieder eine Zelle als Aufenthaltsraum eines „paedagogus propter conservationem discipline". Abt Bauernbeck ließ ferner die Bestände des Klosterarchivs durch den Kaplan Konrad Kaltschmid, damaligen Pfarrer in Haselbach, registrieren und ein neues Antiphonarium aestivale durch den damaligen Klosterprior Petrus Tuetinger auf Pergament schreiben, das der bekannte Miniaturist und Wandmaler Rupert Fuederer von Passau illustrierte. Der genannte Prior schrieb überdies ein großes Graduale, ein Votivale mit Erläuterungen und Illustrationen zu verschiedenen Festen und anderen Begebenheiten, sowie ein Matutinale für den Chor, nämlich die pars aestivalis[38]. Der Abt kaufte ferner ein großes Missale von Hindterskircher, ließ 3 Teile eines Werkes in der Bibliothek illustrieren und 2 davon einbinden[39]. Damals war es wohl auch, als der Mönch von Oberaltach Johannes Heuß die Alexandervita abschrieb[40].

Abt Asperger wirkte aber nicht nur anregend auf die Wissenschaft, er leistete auch Bedeutendes auf dem Gebiete der Kunst. 1452 ließ er ein *Liber votialis et festivitatum* schreiben[41]. Auf dem 9. Blatt desselben[42] ist Christus als Schmerzensmann mit einem Kelch in der rechten Hand ein beachtenswertes Beispiel der Behandlung des Nackten für die Mitte des 15. Jahrhunderts. Wertvoller und interessanter ist das andere Bild: Joachim und Anna an der goldenen Pforte. Das Tor nämlich, unter dem sich die Handlung abspielt, legt durch seine Form und den plastischen Schmuck die Bekanntschaft mit oberitalienischer Architektur nahe. Beide Darstellungen zeich-

[36] Clm 1330, fol. 67. — [37] Clm 9739.
[38] Clm 1327, p. 323; vgl. Grueber-Müller, Der bayerische Wald, Regensburg 1851, S. 363.
[39] Clm 9503, fol. 360r. — [40] Clm 9503, fol. 28.
[41] Clm 9508. — [42] Clm 9508, fol. II.

nen sich durch eine natürliche Form- und Farbengebung aus. Der Kodex enthält außerdem noch zwei einfache gotische Randverzierungen[43]. Auch die Initialien im Buch verraten einen kunstsinnigen Schreiber. Dem Ursprung nach fraglich, wenn auch in Oberaltach aufbewahrt, ist die Handschrift *Veteris testamenti libri regum*[44] mit 13 flott gezeichneten gotischen Ranken[45].

Eine besondere Sorgfalt verwandte der Abt endlich auf die künstlerische Ausgestaltung der Kirche, besonders der Sakristei. Er erwarb 2 Dalmatiken, 2 gewöhnliche Rauchmäntel und 1 von goldgelber Farbe, sodann ließ er 1 Meßgewand mit einem Kreuz darauf und 2 Tuniken, 2 seidene Rauchmäntel, 3 silbergezierte Schultertücher, 1 weißen Ornat, 1 Kleinod mit 1 vergoldeten Bild der Jungfrau Maria, mehrere andere kleine Bilder und vergoldete und versilberte sowie mit vielen Reliquien verzierte Ziborien machen. Ferner ließ er eine silberne Monstranz anfertigen, die Haare von der hl. Barbara und einen Zahn der hl. Maria Magdalena und des hl. Egid sowie ein Bild der Maria Magdalena und ein versilbertes Bild der hl. Barbara enthalten haben soll. Schließlich ließ er 2 silberne Monstranzen verfertigen, die eine durch den Mönch Johann Heusinger, die andere durch den damaligen Infirmarius P. Benedikt Pehatz; eine dieser Monstranzen enthielt das Bild der hl. Dorothea.

Abt Asperger ließ ferner den Hauptaltar der Kirche, einen Sarkophag und 2 mit Bildern versehene Sakramentshäuschen (eines in der Vorderseite des Chores) neu errichten, dann ein neues Gemälde sowie Bilder von Petrus und Paulus auf der Vorderseite des Chores malen. Über dem von Grund aus erneuerten Altar der hl. Maria ließ er ein schönes Gemälde anbringen, ferner eine Basilika mit 3 Gewölben über dem genannten Altar errichten und in dieser einen weiteren Altar zu Ehren des hl. Geistes erstehen. Endlich ließ er durch Klostermönche die neue Orgel und den Friedhof ausmalen. 1450 ließ er sodann 5 Glocken, 3 für das Kloster (3, 18 und 24 Ztr. schwer) und 2 für den Bogenberg (17 und 26½ Ztr. schwer) durch den Kupferschmied Ulrich Trauer in Passau gießen[46]. Auch versprach er noch, den Chor ausmalen zu lassen. Ob allerdings das geschah,

[43] Clm 9508, fol. 92, 242. — [44] Clm 9507a.

[45] Vgl. Riehl B., Studien zur Geschichte der bayerischen Malerei des 15. Jahrhunderts (Obb. Archiv für vaterländische Geschichte, 39, 1896, S. 49, S. 137—139).

[46] Clm 1327, p. 324; Clm 9503, fol. 359—360r, Clm 9508, fol. 149r bis 150; Hem., S. 276—79. Vgl. Hartig M., Archivalien zur Geschichte der christlichen Kunst Bd. III (Jahrb. des Vereins für christliche Kunst in München, Bd. II, 1914), S. 61 ff. Vgl. auch Sturm A., Ältere Baugeschichte des Klosters Oberaltaich (Jahresbericht des historischen Vereins für Straubing und Umgebung, 28. Jahrg., 1925, S. 19 ff.).

ist nicht sicher. Der Bericht gestattet einen — wenn auch unbefriedigenden — Einblick in die Anlage des gotischen Klosters und der nicht mehr erhaltenen gotischen Stiftskirche.

Weniger ergiebig als das Wirken des Abtes Bauernbeck war das Benedikts I. Behaim (1463—76), aber kunstliebend scheint er immerhin gewesen zu sein. Nur so ist es nämlich verständlich, daß 1465 Herzog Sigismund, der als besonderer Liebhaber des Klosters 1430 Bogenberg und einige Monate darauf Oberaltach besuchte[47], dem dortigen Abt einen kunstvollen Becher aus Gold und Silber zum Geschenk machte[48]. Wir erfahren ferner, daß Abt Benedikt 1463 die Kapelle St. Salvator[49], die bis dahin aus Marmor und Holz bestand, in eine steinerne umwandelte. 1486 erwarb er von seiner Schwester Elisabeth einen kostbaren Kelch, in dem Maria mit ihrem Kinde, Engel mit dem Schweißtuch Christi, Bildnisse von der hl. Ursula, der hl. Barbara, der hl. Katharina und der hl. Dorothea eingraviert waren[50]. 1469 ließ der Abt durch den bekannten Künstler Adam Grünwald aus Eichenholz Chorstühle in gotischer Arbeit mit verschiedenen Figuren und kleineren Statuen anfertigen[51]. 1475 veranlaßte er die Ausschmückung des versilberten Bildnisses des hl. Petrus (21 Silbermark schwer) mit Perlen und Edelsteinen[52]. Noch zu erwähnen ist schließlich, daß 1471 der Oberaltacher Mönch Lenfrid die von dem Kardinal Turrecremata verfaßte *Expositio sive glossa super regulam S. Benedicti* abschrieb[53].

Der Nachfolger des Abtes Benedikt I., Johann III. Irlbeck (1476—81) entfaltete keine besonders rege geistige und künstlerische Tätigkeit. Wir wissen von ihm nur, daß er 1480 eine silberne Monstranz mit dem Bildnis der hl. Katharina sowie eine blausamtene, mit 36 Edelsteinen und 56 Perlen besetzte und mit Gold verzierte Inful anfertigen ließ. Er besorgte für das Kloster auch zwei casulae (eine schwarzsamtene und eine von braunem Stoff), ebenso 9 silberne und am Rand vergoldete Schiffbecher. Bemerkenswert ist auch noch, daß bereits 1476 Egid Greupel, der Klosterkellner, ein versilbertes Bild des hl. Andreas (4 Mark und 10 Lot schwer), sowie von der hl. Katharina (2 Mark und 4 Lot schwer) kaufte. Ferner verschaffte dieser dem Stift 2 silberne Monstranzen, 2 samtene casulae, 2 pluvialia (ein violettes und mit Gold durchwirktes sowie ein grünes)[54]. Schließlich besitzen wir die Nachricht, daß 1477 der Oberaltacher Mönch Georg Dunspier eine *Expositio Canonis Missae* abschrieb[55]. Ebenso bearbeitete („exaravit") der Klo-

[47] Clm 1327, p. 209. — [48] Clm 1327, p. 328. — [49] Clm 1327, p. 327.
[50] Clm 1327, p. 329. — [51] Clm 1327, p. 330; Hem., S. 285.
[52] Hem., S. 287. — [53] Clm 1330, fol. 69r.
[54] Clm 1327, p. 334; Hem., S. 293. — [55] Clm 1330, fol. 73r.

sterprofeß Bernhard die von dem Magister Thomas Wolfmünster 1480 verfaßte *Materia Bibliae Maetricae*[55a].

Ein Rückblick auf die Wirksamkeit der Nachfolger Ursenbecks auf dem abteilichen Stuhl zu Oberaltach führt uns zu dem Urteil, daß diese zwar einiges künstlerisches Interesse an den Tag legten, daß ihnen aber jegliche gründliche wissenschaftliche Betätigung fern lag. Wenn infolgedessen von den Äbten selbst kein Umschwung auf diesem Gebiet zu erwarten war, so wuchsen gegen Ausgang des 15. Jahrhunderts im Oberaltacher Konvent allmählich Männer heran, die sich in der Wissenschaft Geltung zu verschaffen bestrebten. Dieses Ziel glaubten sie aber nur dadurch erreichen zu können, daß sie an die damals weitaus bedeutendste Bildungsstätte Anschluß suchten, an Tegernsee.

§ 2. Tegernseer Bildungseinfluß.

Eine ganz neue Zeit wissenschaftlichen Lebens begann für Oberaltach, als es unter den Einfluß Tegernsees kam. Im Laufe des 15. Jahrhunderts war Tegernsee zu einem Mittelpunkt der geistigen und religiösen Erneuerung in Bayern geworden. Es wurde die führende Abtei deswegen, weil es führende Männer besaß. Tegernsee erhielt seinerseits wieder den Antrieb von der Wiener Universität, wo der Rektor Nikolaus von Dinkelsbühl einen Reformplan für die Erneuerung des Benediktinerordens entwarf[56]. Fast alle Prioren von Tegernsee wurden damals aus der Wiener Schule genommen. So konnte es zu einer Metropole der Wissenschaft werden. Unter dieser Voraussetzung ist es verständlich, wenn der Oberaltacher Konvent, der damals wissenschaftlich sich sehr zu interessieren begann, Anschluß an diese überragende Geistesstätte suchte.

Bereits vor 1474 bestanden enge Beziehungen zwischen dem Tegernseer Bibliothekar P. Ambrosius Schwerzenbeck und dem Oberaltacher Prior und Magister artium, der vermutlich die dortige Bibliothek leitete. Beide Klöster entfalteten reges wissenschaftliches Streben. Treffend — wenn auch in schwulstigen und überschwenglichen Versen — feiert der Mönch von Oberaltach die Schätze seiner Bibliothek. Er kannte auch die von Tegernsee; denn wir besitzen noch seine Verse, die er um 1474 über die Tegernseer Bibliothek gesetzt hatte und die Ambrosius Schwerzenbeck uns aufgezeichnet hat[57]. So war es kein Zufall, wenn die Oberaltacher Konventualen am 19. Dezember 1481 den damaligen Tegernseer Hauptbibliothekar Raphael Neupöck als ihren Abt postulierten. Dieser folgte gern dem

[55a] Clm 1330, fol. 33.

[56] Vgl. Redlich V., Tegernsee und die deutsche Geistesgeschichte im 15. Jahrhundert, München 1931, S. 8 ff.

[57] Clm 628, fol. 253; vgl. Redlich V., a. a. O., S. 77.

Rufe und wurde am 24. Februar 1481 in Regensburg geweiht.

Der gegenseitige Wetteifer zwischen Oberaltach und Tegernsee fand seinen Ausdruck in einer Zusammenkunft von Gelehrten in Oberaltach. Es entspann sich ein heftiger Streit zwischen dem damaligen Prior von Tegernsee Ulrich von Landau und dem sehr temperamentvollen Theologen Johann Pirckheimer. Gegenstand der Diskussion war die Frage der Bibelübersetzung des hl. Hieronymus. Pirckheimer verfocht die Ansicht, Hieronymus habe den Text der Evangelien nur verbessert, wer ihn aber aus dem Griechischen übertragen habe, entziehe sich der allgemeinen Kenntnis. Ulrich wies die Übersetzung des Evangelientextes dem Hieronymus persönlich zu. Diese wissenschaftliche Erörterung zeigt konkret, daß der Gelehrte von Tegernsee völlig die Anschauungen der Wiener Theologen teilte[58]. Alle Hoffnungen waren gegeben, daß der literarisch so sehr tätige Abt Raphael Neupöck in Oberaltach eine Tradition neuen geistigen Lebens schaffen und befestigen werde. Aber schon am 13. November raffte ihn die damals in Niederbayern stark herrschende Pest hinweg[59].

Die Oberaltacher wünschten einen neuen Abt aus Tegernsee[60]. Mit Unterstützung von Herzog Albrecht IV. gab der dortige Prior und Magister der Wiener Universität Christian Tesenbacher seine Zustimmung. Eine reiche literarische Tätigkeit ging ihm voraus. Schon vor seiner Ernennung zum Abt hatten die Mönche von Oberaltach seine hauptsächlich aszetisch moralische Regelerklärung, die nicht so umfangreich und weniger gelehrt wie die von Johann Keck war, mit besonderer Sorgfalt auf Pergament ausgestattet und mit Miniaturen geschmückt[61]. Tesenbacher führte die zu Tegernsee begonnene Linie in seinem neuen Kloster weiter. Er war erfüllt von einem großen Eifer für Wissenschaft und Disziplin. Die Leitung des geistigen Weiterbaues beweisen seine Regelerklärungen und Kapitelansprachen an den Konvent[62]. Wie uns Hemmauer[63] berichtet, wurde damals auch ein Kommentar zur Regel des hl. Benedikt — wahrscheinlich der Tesenbachers selbst — abgeschrieben.

Viele persönliche, literarische und der Reform dienende Beziehungen verbanden sein Wirken in Oberaltach mit dem Kloster Tegernsee. Besonders war es die literarische Tätigkeit, die ihn nach seinem Mutterkloster wies. Die Mönche von Tegernsee schickten einen Sammelband mit Schriften des Nikolaus von Dinkelsbühl und des Heinrich von Hessen. Der Abt von Oberaltach ließ diese 1490 durch seinen Mönch Georg Phraytter auf

---

[58] Clm 18527b, fol. 1r; fol. 190r—193r. — [59] Clm 9711.
[60] Vgl. Redlich V., a. a. O., S. 55 ff.
[61] Clm 9523. — [62] Clm 9521 und 9522. — [63] S. 303/04.

dem Bogenberg abschreiben[64]. Nach dem Bericht des Bibliothekars von Tegernsee war ein Konventual und Magister von Oberaltach bei ihm. Dieser teilte ihm die Ergebnisse seiner Studien in Italien mit. Dort habe er in einem alten Buche die *Pharetra doctorum* dem hl. Bonaventura zugewiesen gefunden[65]. Wohl zu wissenschaftlichen Zwecken sandte Abt Christian zweimal Petrus Amasperger 1485 nach Tegernsee[66]. Tesenbacher hatte eine zu gute literarische Ausbildung, daß er im Gegensatz zu Melk in den damals auftauchenden Fragen der Brevierreform an die Quellen ging. Den Prior des Dominikanerklosters in Regensburg bat er um Abschrift der drei beigefügten Sermones aus dem Urtext durch einen seiner Mitbrüder und um Verteilung auf acht Lektionen im Brevier[67]. Es war sein Bestreben, den Beginn des Melker Breviers mit dem Sermo des hl. Ambrosius als unrichtig zu brandmarken.

Daß Oberaltach mit Tegernsee im lebhaften Bildungsaustausch stand, bekunden auch die Bestände der Klosterbücherei zur Zeit des Abtes Christian. Nach dem von diesem angelegten Bücherverzeichnis enthielt damals die Oberaltacher Bibliothek das von dem einstigen Tegernseer Prior Christophorus verfaßte Werk *Tractatus, collationes ac flores peroptimi ex variis libris extracti*[68]. Desgleichen fand sich zu Oberaltach die Schrift des einstigen Tegernseer Priors P. Leonhard, nämlich das *Speculum mortis*[69]. Die Oberaltacher Bücherei enthielt auch das Werk des gleichfalls für die Reform im allgemeinen und auch für die in Tegernsee sehr verdienstvollen Mannes, des Priors von Melk, Johann Schlittbachers, nämlich die *Excerpta . . . super tota biblia.* Besonders zahlreich sehen wir auch die Schriften des Nikolaus von Dinkelsbühl, vor allem seine *Sermones*, vertreten[70].

Dieser Bücherbestand weist auf eine rege geistige Beeinflussung Oberaltachs durch Tegernsee hin. Ein derartiger Bildungsaustausch herrschte aber nicht nur zwischen den beiden genannten Klöstern, Oberaltach scheint auch mit Niederaltach, Reichenbach, Träsen und Kastl in lebhaftem wissenschaftlichen Verkehr gestanden zu haben. In der Oberaltacher Bibliothek waren nämlich aufbewahrt ein Werk des Niederaltacher Mönches Achaz Longnor, nämlich der *Tractatus super officium Missae*[71] und der von dem Reichenbacher Konventualen Liebhard verfaßte *Traktat über die 4 letzten Dinge*[72]. Die Bibliothek umfaßte auch den Traktat des Magisters Johann von Träsen *De celebratione Missae*[73] sowie den Traktat des Kasteler Mönches

[64] Clm 9810; vgl. den Catalogus Codicum Latinorum Bibliothecae Regiae Monacensis; Tom. IV, Pars I, München 1874, S. 126—127.
[65] Clm 1925, fol. 18r. — [66] Clm 18988. — [67] Clm 14194.
[68] Clm 1330, fol. 66. — [69] Clm 1330, fol. 64, fol. 29r.
[70] Clm 1330, fol. 47r, 49. — [71] Clm 1330, fol. 74.
[72] Clm 1330, fol. 64. — [73] Clm 1330, fol. 73r.

Johann *De fine religiose perfectionis et de modo serviendi Deo in praesenti vita*[74]. Endlich lassen sich Beziehungen feststellen zwischen Oberaltach und dem Vizekanzler und Magister an der Universität zu Heidelberg Nikolaus von Zemar, dessen Traktat *De superstitionibus* in Oberaltach Gegenstand des Studiums war[75], sowie mit dem am 14. Juni 1498 verstorbenen Dr. M. Paulus Wann, Domherrn und Prediger zu Passau, von dem wir wissen, daß er Oberaltach überhaupt sehr begünstigte. Die Klosterbibliothek enthielt denn auch sein Werk, das betitelt ist *Sermones de septem vitiis criminalibus eorumque remediis*[76].

Abt Christian wurde nicht müde, selbst stets wissenschaftlich tätig zu sein und auch seine Konventualen zur Beschäftigung mit den schönen Künsten zu veranlassen. Seiner Feder entstammen die zwei schon erwähnten bedeutsamen Werke mit dem Titel *Collationes capitulares* (Kapitelansprachen)[77] und die *Expositio regulae S. Benedicti*[78]. Diese beiden Schriften sowie seine *Sermones de tempore et de Sanctis*[79] bekunden gründliche Kenntnisse und exakte wissenschaftliche Methode. Tesenbacher verfaßte ferner als Abt von Oberaltach ein Werk mit der Aufschrift *Excerpta diversa et pulchra pro edificatione et salute legentium Religiosorum conportata*[80]. Unter seiner Leitung vollzog schließlich der Mönch Frater Leonhard die Registrierung der Klosterurkunden. Er teilte das archivalische Material in vier Abschnitte ein und gab seiner Arbeit die Bezeichnung *Exempla de contractibus, emptionibus et ventitionibus*[81].

Für die durch Abt Christian Tesenbacher gesteigerte wissenschaftliche Tätigkeit legen auch Zeugnis ab die Auslagen, die unter seiner Regierung zum Bücherankauf gemacht wurden. 1490 wurden dafür 9 ℔ s 5 dl 1 hl ausgegeben. Es wurden gekauft die Werke Augustins und ein Psalter (4 s dl), dann die *10 praecepta und consolationes anime* (2 s 2 dl). An den Magister Bertold von Regensburg zahlte man für die Illumination eines Büchleins 5 fl und später für seinen wohl zu wissenschaftlichen Zwecken gemachten Besuch in Prüfening 5 fl 1 s dl, für weitere drei Büchlein legte man 1 s 20 dl an. An den genannten Magister Bertold überreichte man ferner für Farben, die Frater Georg — wohl zum Illuminieren von Büchern — empfing, 2 fl 24 dl; sodann gab man für das Buch *Lavacrum conscientie* 14 dl aus, ferner für die *Tractaculi diversarum meditationum et collationum a Johanne de Augusta* 1 s 12 dl, *Pro glossa continua* 1 s dl, für ein *Vocabularium predicandi et tractatus verbi dei* 1 s 12 dl, für ein kleines Psalterium 10 dl, für den Erwerb der

[74] Clm 1330, fol. 73r. — [75] Clm 1330, fol. 74r. — [76] Hem., S. 302.
[77] Clm 9521. — [78] Clm 9523. — [79] Clm 9522.
[80] Clm 1330, fol. 65r. — [81] Clm 1330, fol. 43r.

Bücher *Veneratio beate Virginis* sowie des *Tractatus Petri de Ailliaco* 1 fl 12 dl, für die Werke vom hl. Augustin *De civitate dei* und *de sancta trinitate* und eine weitere Schrift *De meditationibus* 5 fl 1 dl 1 hl, ferner für ein *Dictionarium*, ein Missale, für die Schriften *Pro Lactantio* und *Biblia pauperum* sowie schließlich für eine *Expositio Misse* (7 fl) 2 ℔ 4 s 18 dl[82]. 1491 legte man für den Ankauf von Büchern 1 ℔ 5 s 20 dl 1 hl an, für ein *Horologium devocionis circa vitam Christi* 8 dl 1 hl, für die *Auctoritates prophetie* 16 dl 2 hl, für ein Diurnale 21 dl, für ein Exequiale in Pergament für den Bogenberg 5 s 18 dl, für sechs *Tractatuli* und fünf Bilder 10 dl, für weitere drei *Tractatuli* 2 s, für die *Tractatus* des Bischofs Anselm 1 s 10 dl, für eine *Rhetorica divina* 24 dl, für ein *Devocionale* 15 dl 2 hl, für das Büchlein des hl. Thomas über Job 2 s 8 dl und endlich für zwei tabulae und zwei sexterni 8 dl 1 hl[83].

Diese Belege für Büchereinkäufe ließen sich noch mehren. Sie zeigen deutlich, daß Abt Christian auf die Bereicherung der Bibliothek sehr bedacht war. Über deren Bestand gibt uns ein von Tesenbacher abgefaßter, bis zum Jahre 1523 ergänzter[84] Bücherkatalog[85] von Oberaltach interessanten Aufschluß. Er bekundet einwandfrei die sich steigernde wissenschaftliche Betätigung des Klosters im 15. Jahrhundert. Die historische Abteilung[86] umfaßte 94 Bände, die philosophisch-rhetorische[87] 60, die Summen[88] betrugen 49, die Sermones (libri sermonum tam de tempore quam de festis)[89] 152, die Originale (originalia Beatorum Doctorum nec non dictamina aliorum)[90] 46, die juristische Abteilung (libri iuris canonici et civilis)[91] enthielt 29 Bände und an sonstigen Büchern, Traktaten und kleineren Werken (libri, tractatus et opuscula in quavis facultate)[92] waren 136 Bände vorhanden. Ein Vergleich mit den im gleichen Kodex enthaltenen Bücherbeständen der Klöster Andechs, Kaisersheim, St. Nikolaus, St. Veit, St. Zeno, Schäftlarn, ja sogar des Klosters St. Emmeram[93] beweist deutlich, daß Oberaltach die weitaus größte und reichhaltigste Bibliothek besaß. Die Bücherei enthielt mehrere Vocabularia, wobei von einem davon verzeichnet ist, daß es „in usum scholarum" benützt wurde[94].

Neben der Wissenschaft fand unter Tesenbacher auch die Kunst ihre Pflege. Nicht geringen Wert besitzt die Ausführung des Titelblattes der *Collationes capitulares*, die den Abt

[82] HStAM. Ob. Kl. Lit. Nr. 10, fol. 173. — [83] Ebd., fol. 281.
[84] Clm 1330, fol. 39.
[85] Clm 1330. Dieser Kodex wurde nicht einmal von Gottlieb Th. in seinem Werk „Über mittelalterliche Bibliotheken" (1890) — vgl. S. 514 — benützt.
[86] Clm 1330, fol. 29—35. — [87] fol. 38—40. — [88] fol. 42—44.
[89] fol. 46—53. — [90] fol. 54—57. — [91] fol. 60—61. — [92] fol. 64—77.
[93] fol. 158—174. — [94] fol. 71.

zum Verfasser haben und das Wappen des Klosters enthalten. 1490 wurde von einem Konventsbruder der Hoch- oder Choraltar des Klosters ausgemalt. Abt Christian ließ auch acht Bilder für die von ihm neu errichteten Seitenaltäre anfertigen. Der Maler derselben konterfeite sich selbst auf dem Gemälde des Allerheiligenaltars. An der Wand hinter dem Hochaltar wurde das Bild des Erlösers und seiner Mutter Maria entworfen. Überdies wurden noch drei große Bildnisse, besonders das der hl. Maria angefertigt, die von Kunstverständigen hoch gepriesen wurden. Der Künstler wird genannt „artis pictoriae non parum peritus"[95]. Tesenbacher ließ auch an einer gotischen silbernen Monstranz zwei Straußeneier von künstlerischem Wert anfertigen, sowie vier Planalia (Bücherdeckel) machen. Das eine Plenale aus Silber — mit Gold und Edelsteinen geschmückt — stellte das Bild der heiligsten Dreifaltigkeit dar, das zweite das Bild des Gekreuzigten und der Schächer, das dritte das Bild der Jungfrau Maria mit dem Motto „Unter deinen Schutz und Schirm fliehen wir" und das vierte das der Geburt Christi. Abt Christian verschaffte ferner dem Kloster versilberte Bilder, Schätze von kostbaren Reliquien, goldene Monstranzen von gotischer Arbeit und einige wertvolle Casulae. Künstlerische Bedeutung kommt auch zwei Initialen in einem zu Oberaltach 1493 verfaßten Missale zu[96]. Mit der damals auf nicht geringer Höhe stehenden künstlerischen Betätigung im Kloster hängt es wohl auch zusammen, wenn Herzog Sigismund den Oberaltachern einen herrlichen, mit schön gezierten Wappen geschmückten Kelch schenkte[97].

Zuverlässige Belege für die künstlerische Betätigung in Oberaltach zur Zeit Tesenbachers sind auch die Auslagen des Klosters für Maler- und Goldschmiedearbeiten. So ließ am 16. Januar 1490 Abt Christian von dem Passauer Maler Magister Christian auf ein Glas ein Kruzifix malen; er gab dafür 2 fl aus[98]. Damals war das ganze Jahr im Kloster beschäftigt ein Maler Georg, der für seine Beschäftigung 21 ℔ 6 s 1 dl erhielt[99]. Außerdem war ein Maler Johannes Mair tätig sowie ein Goldschmied Johann aus Regensburg; für diese beiden — wenn wir sie nicht identifizieren dürfen — gab man 7 ℔ 10 s 29 dl 1 hl aus[100]. Ebenso zahlte man 1491 für den Goldschmied Meister Georg aus Straubing und für den Goldschmied Johann im ganzen 47 ℔ 5 s 16 dl[101]. Die Beispiele dieser Auslagen für Künstlerarbeiten könnten noch vermehrt werden. Dieser kurze Hinweis mag aber zur Beleuchtung dessen genügen, daß zur

[95] Clm 1327, p. 340, 345—346; Hem., S. 298.
[96] Clm 9743. — [97] Hem., S. 295.
[98] HStAM. Ob. Kl. Lit. Nr. 10, fol. 184. — [99] Ebd., fol. 184r.
[100] Ebd., fol. 185r. — [101] Ebd., fol. 293.

Zeit des Abtes Christian neben der Wissenschaft auch die Kunst eifrigste Pflege fand.

II. Tiefstand der geistigen Leistungen im 16. Jahrhundert und ihr Wiederaufleben unter Abt Vitus Höser (1614—34).

Nach der jahrhundertelangen geistigen Beschäftigung und dem besonders starken Aufblühen im 15. Jahrhundert folgte eine Zeit großen Tiefstandes. Wir haben für das 16. Jahrhundert kein einziges namhaftes Beispiel einer Leistung auf wissenschaftlichem oder künstlerischem Gebiet. Erst als gegen Ende des Jahrhunderts eine neue Generation heranwuchs, die schließlich durch die Wahl des Abtes Vitus Höser ihr äußeres Symbol erhielt, begannen sich die geistigen Bestrebungen wieder von neuem zu regen. Als unbedeutende Beschäftigung wäre in dieser öden Zeit des 16. Jahrhunderts zu nennen, daß Abt Bernard das *Fragmentum historicum* des P. Johann Bernard fortsetzte[1]. Ferner ließ Abt Christof 1593 an dem neuerrichteten Hochaltar auf dem Bogenberg die Kreuzigung Christi darstellen und zwar den Moment, wo er von den Juden verspottet wird. Auf beiden Seiten wurden Bilder vom Geheimnis des Leidens Christi gemalt[2].

Ein neuer Geist wissenschaftlichen Lebens zog aber unter Abt Vitus Höser ein. Es war für ihn allerdings keine leichte Aufgabe, dieses lange Zeit brach gelegene Feld von neuem zu beackern. Abt Vitus mußte auch begreiflicherweise vornehmlich auf die Hebung der klösterlichen Disziplin sein Augenmerk richten. Aber gerade die Neubelebung des wissenschaftlichen Betriebes erschien dem Abt als ein sehr geeignetes Mittel zu seinen Reformplänen. So verfaßte er eine eigene Gebets- und Arbeitseinteilung, eine *Horaria.* Darnach hatte sich jeder Konventuale im Kloster von 12½ bis 2 Uhr der Handarbeit oder dem Studium zu widmen; die Zeit nach der Vesper um 2½ Uhr mußte wieder mit Studium ausgefüllt werden. Zur Förderung der Wissenschaft errichtete er ein Museum und übte die Mönche persönlich in den einzelnen Wissenschaftszweigen[3]. Die Pflicht des Studiums ist uns ebenfalls für die auf den Pfarreien tätigen Mönche bezeugt[4]. Abt Vitus schickte, wie wir das für die Jahre 1614—22 wissen, 8 Mitbrüder teils an das Gymnasium nach Regensburg, teils an die Hochschule nach Ingolstadt, um sie in der Wissenschaft ausbilden zu lassen; als Entschädigung für die Studienunkosten mußte er 2930 fl auslegen. 1621 eröffnete

[1] Hem., S. 318/19. — [2] Clm 1327, p. 404; Hem., S. 345.
[3] Clm 1327, p. 417; vgl. Sturm A., Eine Klosterreform zur Zeit des Dreißigjährigen Krieges (Benediktinische Monatsschrift, 5, 1923, S. 389).
[4] Clm 1326, Tract. de cap., fol. 125—126.

er im Kloster einen philosophischen Lehrgang unter Leitung des Priors Matthäus Winderl. Der Betrieb war sehr lebhaft. Nach Beendigung des Kurses am 22. Sept. 1622 nahm man das Studium der Theologie in Angriff. Der bedeutendste Mann der Wissenschaft im Kloster war damals Friedrich Würzburger. Dieser lehrte vor 10 vom Abt bestimmten Hörern Moraltheologie in anfänglich 3, später auf 2 beschränkten Vorlesungen[5]. Vitus ließ im Kloster philosophische Disputationen abhalten, zu denen auch die Alumnen eingeladen wurden[6].

Als 1619 die Universität Salzburg errichtet wurde, suchte man aus den verschiedensten Klöstern Kräfte als Pädagogen, Präfekten und Professoren. Auch Oberaltach wurde angegangen. Abt Vitus weigerte sich zwar anfänglich, „propter domestica studia" aus seinem Konvent einen Wissenschaftler zu stellen. Endlich entschloß er sich aber doch, am 20. September P. Friedrich Würzburger, Lehrer der Philosophie und Moraltheologie, zu senden. Die Reise verschob sich allerdings bis 1621. Der ernannte Professor vertrug jedoch das Klima nicht und so beschleunigte sich seine Rückkehr[7]. Wir sehen daraus, daß Würzburger schon vor 1623 für die Hebung des wissenschaftlichen Betriebes eifrig tätig war. Neben dem genannten P. Friedrich besaß Oberaltach damals aber auch noch andere erwähnenswerte Männer der Wissenschaft. Zu diesen zählte vor allem Matthäus Winderl. Dieser dozierte meist nachmittags Moraltheologie und zwar vor 12 Hörern im großen Museum, das Abt Vitus von Grund aus neu aufbauen ließ[8]. Am 2. Juni 1620 erwarb ferner der Oberaltacher Profeß Matthias Engelberger an der Ingolstädter Hochschule den Doktorgrad[9]. Ein sehr bedeutender Wissenschaftler auf historischem Gebiet war der Klostergeschichtsschreiber Johann Pliemel (1564—1626). Dieser Mann, dem nach seinem Tod Vitus Höser einen sehr ehrenden Nachruf widmete[10], erwarb sich durch seine Reisen nach dem frohen Süden — nach Italien — einen großen Weitblick und schärfte seinen künstlerischen Sinn. Ins Kloster zurückgekehrt, wurde Pliemel bald Pfarrer auf dem Bogenberg. Dort begann er, sich eifrig den archivalischen Forschungen und der Sammlung der Klosterurkunden zu widmen. Schließlich als Kaplan nach Aiterhofen versetzt, gewann er dort die nötige Muse, um sich seiner Lieblingsbeschäftigung hingeben zu können, nämlich dem Studium historischer Schriften, besonders der Werke Aventins. In der Zeit von 1615

[5] Vgl. Sturm, a. a. O., S. 392—394.
[6] Clm 1326, Tract. de cap., fol. 87.
[7] Clm 1327, p. 433; Hem., S. 359. — [8] Clm 1326, fol. 9.
[9] Clm 9714 (Schlußseite!).
[10] Clm 1325, *Monomonasticon*, fol. 306ff.

bis 1625 entstand denn auch seine beinahe 1100 Seiten umfassende Chronik über die Geschichte von Oberaltach. Er führte sie bis Abt Lochner. Seine eigenen Schicksale im Kloster schildert er nicht mehr[11]. Das Werk ist eine gründliche Quellenarbeit. Er schrieb die Urkunden meist wortgetreu ab und erwarb sich so für die Geschichte von Oberaltach ein unsterbliches Verdienst. Seine Handschrift ist leicht und zierlich. Die zahlreich eingefügten Handzeichnungen verraten große Sorgfalt. Er skizziert verschiedene Waffen der Adeligen und viele Kunstgegenstände. Seiner Kritik nach ist er allerdings ein Kind seiner Zeit. Wenn er sich in geschichtlichen Spekulationen oder Kombinationen ergeht, ist er sehr leicht geneigt, die historische Wahrheit zu verfärben. Am deutlichsten zeigt sich das in der Behandlungsweise der Frage der Klostergründung. Hier ist er allerdings der getreue Gefolgsmann Aventins. Sein Interesse ist höchst vielseitig. Ihn beschäftigt die Familienchronik und Heraldik ebenso wie die Geschichte seines eigenen Klosters. Seine Chronik ist in einem flüssigen und übersichtlichen Deutsch abgefaßt. Natürlich fehlt seinem Werk eine wissenschaftliche Methode. Er geht rein chronologisch vor, ohne sich von inneren Gesichtspunkten leiten zu lassen. Die zeitlichen und sonstigen Ungenauigkeiten, die ihm unterlaufen, fallen für die Beurteilung seiner Schriften deswegen nicht belastend ins Gewicht, da ihm ja keine Zeit mehr blieb, die letzte Hand anzulegen. Leider ist uns von dem im allgemeinen sehr gründliche Nachrichten bietenden Werk ein Fünftel — und zwar die sicherlich interessantesten Partien — verloren gegangen. Neben seiner Chronik schrieb Pliemel noch einige unbedeutende *Kleine Mirakelbücher*. Pliemel war es auch, der für viele Votivbilder auf dem Bogenberg die diesen zugrunde liegende Idee angab[12]. Um jene Zeit verhalf ein anderer Mann in Oberaltach des Klosters Ruhm vermehren, der um 1627 verstorbene P. Lukas Schindler aus Luzern in der Schweiz. In der rhetorischen Disziplin unterrichtet, verstand er zugleich die Kunst des Malens. Ihn hatte der Abt, obwohl er noch nicht Mönch war, in sein Kloster aufgenommen. Nach seinem Aufenthalt in Oberaltach übte Schindler seine Kunst einige Jahre bei Bischof Wolfgang aus, bis dieser starb. Ins Kloster zurückgekehrt, wurde er Präfekt für die Kunst des Malens. Er legte schließlich Profeß in Oberaltach ab und machte sich seitdem besonders als Maler des neuerbauten Schlafsaales verdient[13]. Außer diesen genannten Gelehrten beschäftigten sich in Oberaltach noch mit der Wissenschaft P. Balthasar

[11] Vgl. StBM. Höckeriana, Bd. I und III.

[12] Vgl. Sturm A., Ein Oberaltaicher Original. Der Historiker Johann Pliemel (Der Bayerwald, 23, 1925, Heft 1, S. 20—24).

[13] Clm 1327, p. 450.

Regler, P. Lukas Obermayer und P. Matthäus Hueffnagel[14]. Eine — allerdings unbedeutendere — schriftstellerische Tätigkeit entfaltete damals auch P. Jakob Püchler. Er verfaßte verschiedene Gebetbücher (Antiphonalia, Gradualia), Bücher für die Rosenkranzbruderschaft, eine Reihe von *Marianischen Komödien*, schrieb Bücher für den Chor sowie einige Bände Ansprachen und Predigten. Schließlich arbeitete er in Minuskeln den klösterlichen *Codex horarius* aus[15].

Die Seele des ganzen wissenschaftlichen Betriebes in Oberaltach war aber Abt Vitus Höser. Er war auch persönlich schriftstellerisch tätig. In flüssiger Sprache schrieb er ein *Monomonasticon*[16], das in zwei Teile eingeteilt ist, von denen der erste überhaupt nicht und der zweite nicht ganz erhalten ist. Die uns überlieferte Partie gliedert sich in drei Abschnitte, von denen der erste die Bautätigkeit des Abtes, der zweite die Klosterreform und der dritte die allgemeine Klostergeschichte umfaßt. Auffallend ist dabei, daß Höser auf sich selbst bezügliche Angaben in griechischer Sprache wiedergibt. Am Schlusse seines Werkes gibt er noch Zeugnis von seiner dichterischen Veranlagung[17]. Von Abt Vitus ist uns auch überliefert, daß er gut Griechisch und Hebräisch konnte und besonders die Musik förderte[18]. Nicht unerwähnt soll schließlich bleiben, daß Höser den zwischen 1622 und 1630 vollzogenen Neubau des Münsters nicht nur anregte und leitete sondern auch die Pläne dazu selbst entwarf[19]. Er, der neben der prächtigen Kirche auch die meisten Klostergebäude restaurierte, darf daher als Meister bedeutenden Ranges bezeichnet werden.

Höser suchte überhaupt alle Mittel zur Klosterreform anzuwenden. So ließ er ein Ornithopostium, ein Chrondrocopium und eine tostrina neu errichten, damit die studierenden Mönche, sowohl die vom Kloster als diejenigen, die aus anderen Stiften studienhalber nach Oberaltach geschickt wurden, sich umso eifriger ihrer Arbeit widmen könnten. Zu diesem Zweck befreite er sowohl die Studierenden wie die Lektoren von der Verpflichtung des Chorgebets sowie der Übung anderer Lasten und teilte ihnen täglich persönlich ihre eigene Beschäftigung zu[20].

Bei dem Bestreben, die Wissenschaft zu fördern, mußte Höser vor allem sein Hauptaugenmerk auf die Bereicherung der Bibliothek richten. Er erwarb in der Tat schöne Pergamente, sorgte für Erhaltung der eigenen archivalischen Bestände,

[14] Hem., S. 318/19. — [15] Clm 1327, p. 451—453; Hem., S. 613—619.
[16] Erhalten im Clm 1325.
[17] Vgl. Sturm, Klosterreform, S. 382 ff. — [18] Clm 1327, p. 485—489.
[19] Vgl. Sturm A., Ältere Baugeschichte des Klosters Oberaltaich (Jahresber. des hist. Vereins für Straubing und Umgebung, 18., 1925, S. 22 ff.).
[20] Clm 1327, p. 434.

bereicherte die Bücherei durch viele und ausgesuchte Kodizes und einer erstaunlichen Anzahl der bedeutendsten Werke[21]. Er stellte für die Bibliothek einen eigenen Bibliothekar auf — wahrscheinlich in der Person von Philipp Nigrinus. Dieser ordnete die neuerworbenen Bücher nach Folio-, Quart-, Oktav- und Duodezbänden. Wie uns weiter mitgeteilt wird, waren damals auch die auf den Pfarreien tätigen Patres eifrigst darauf bedacht, alte Schriftstücke für das Kloster zu gewinnen. Für die starke Bereicherung der damaligen Bibliothek in Oberaltach gibt uns der *Bibliothecarius* im Clm 1326 interessanten Aufschluß. Dieser enthält nämlich ein Verzeichnis der Bücherankäufe von 1616 bis 1627. Die Anschaffungen erstreckten sich auf theologisch-wissenschaftliche, religiös belehrende, philosophische, historische, ethnographische und zum kirchlichen Gebrauch dienliche Werke[22]. 1616 machte Vitus eine Bücherauslage von 768 fl[23]. Im gleichen Jahre gab er für Instandsetzung der durch die Würmer zerfressenen Werke 205 fl aus[24]. Wie diese Bücherankäufe beweisen, hatte Abt Vitus die Absicht, seinen Klosterangehörigen die notwendigen Mittel zu verschaffen, um sich die Errungenschaften der damaligen Wissenschaft aneignen zu können.

Ungeheuer war die Leistung des Abtes Höser auf dem Gebiete der Klosterreformation, bewundernswert sein Erfolg in wissenschaftlicher Hinsicht. Seine Tätigkeit ist um so höher anzuschlagen, als die Unruhen des Dreißigjährigen Krieges das Kloster ständig in Spannung hielten und über dasselbe schließlich bittere Schicksale brachten. Solange Höser lebte, blühten Wissenschaft und religiöses Leben. Nach seinem Tode aber müssen wir für das 17. Jahrhundert wieder eine gewisse Vernachlässigung wissenschaftlicher Bestrebungen feststellen. Im 18. Jahrhundert erlebte Oberaltach mit Beginn des Abtes Dominikus Perger (1721—1756) eine dritte — literarisch vielleicht die bedeutendste — Blütezeit. Damals besaß es eine solche Reihe von gelehrten Männern, daß ein großer Teil der Konventualen als Professoren im Kloster, an den Universitäten Salzburg und Ingolstadt sowie an anderen Orten erfolgreich wirkte. Sie verschafften dem Kloster Oberaltach den Ruhm eines der wissenschaftlich bedeutendsten Klöster Bayerns. Die zweifellos größten Geister waren am Ausgang des 18. Jahrhunderts Hermann Scholliner[25] und der letzte Abt Beda

[21] Clm 1327, p. 485—489. — [22] Clm 1326, Bibliothecarius, fol. 1—12.
[23] Clm 1327, p. 421; vgl. Schuster Franz, Bücherankäufe des Klosters Oberaltaich zur Zeit des Dreißigjährigen Krieges. (Diese Zeitschrift 38, 1917.)
[24] Clm 1327, p. 417.
[25] Vgl. den Nachruf für Hermann Scholliner in: Beyträge zur vaterländischen Historie, hrsg. von Lorenz Westenrieder, 7. Bd., München 1803, S. 400.

Aschenbrenner. Beide entwickelten eine geradezu staunenswerte Schriftstellertätigkeit. Bei den regen geistigen Interessen der Oberaltacher Mönche[26] ist es begreiflich, daß, wie Aretin berichtet, in keiner Bibliothek die neueste Literatur so zahlreich vertreten war, wie in Oberaltach. So bekam bei der Säkularisation die Münchner Hofbibliothek 298 Handschriften, 470 Inkunabeln, 405 Folianten, 663 Quartbände, 1125 Oktavbände sowie schließlich 26 Kapseln mit Dissertationen[27]. Am 11. Oktober 1803 kamen die Schätze auf vierrädrigen Wagen in München an. Schuehbauer teilte 2243 Bände der Gymnasialbibliothek in Straubing zu, 1394 Bände überreichte er der Universität und ein anderer Teil kam nach Neuburg. Wie aus diesem Bericht hervorgeht, waren die Schätze der Oberaltacher Bibliothek sehr groß. Ebenso bedeutend war aber auch das Verdienst der Mönche, die — von einigen Zeiten des Stillstandes der wissenschaftlichen Betätigung abgesehen — jahrhundertelang durch Abschreibetätigkeit und selbständige Produktion sich abmühten und die geistigen Schätze der Antike und des Mittelalters der neuen und neuesten Zeit übermittelten.

Abtreihe des Klosters Oberaltach.[1])

1. Egino (ca. 1080—1105)[2].
2. Ruothard (ca. 1106—1114)[3].

---

[26] Vgl. Lindner Aug., Die Schriftsteller des Benediktinerordens, I. Bd., Regensburg 1880, S. 110 ff.; Schmid A., Die Nachblüte der Abtei Benediktbeuern nach dem Dreißigjährigen Krieg. (Diese Zeitschrift 1924, S. 46—48.)

[27] Vgl. Sensburg D. W., Die Bayerischen Bibliotheken, München 1926, S. 121, 145, 146, und Aretin Joh. Chr. Frhr. v., Beiträge zur Geschichte und Literatur, Bd. VI, München 1803—07.

[1] Als besondere Quellen kommen in Frage: Die Traditionskodizes Nr. 1 und 2 des HStAM.; Clm 9711, fol. 154 ff.; KrAM. Kl. Lit. Fasz. 567, Nr. 9; Hemmauer (bes. S. 43—45); MBoic. XII, 10—14; Lindner, Monasticon Metr. Salz., S. 433—437. Gründliche Notizen enthält die Schrift von Mayer A., Die Gütererwerbungen von Oberaltach bis 1247, Straubing 1894, S. 15—17. Die Reihe der Äbte im Clm 9714 ist sehr unzuverlässig.

[2] HStAM. Ob. Kl. Lit. Nr. 3, fol. 1; Clm 9711, fol. 154; MBoic. XII, 13, 302. Egino kam wohl aus Niederaltach; er starb am 31. Dez. 1105. Nach Clm 9711, fol. 154 und Hem., S. 124/25 folgte nach Egino ein Ernst als Abt, für den ich aber keinen einzigen quellenmäßigen Beleg gefunden habe.

[3] Zwischen dem Abt Egino (gest. 1105) und Ludger (1115—37) müssen wir einen Abt postulieren. Nach der Art des Eintrags im Traditionskodex Nr. 1, fol. 2 (MBoic. XII, 44) kann es sich nur um den vor Ludger genannten Ruothard handeln. Da er nur wenige Schenkungen in Empfang nahm, ist anzunehmen, daß seine Regierungszeit kurz war. Diese Ansicht, daß Ruothard nach Egino anzusetzen ist, findet ihren Rückhalt darin, daß unter Abt Egino fast die gleichen Zeugen auftreten, wie sie in der Urkunde des Abtes Ruothard erscheinen. Der Zeuge Rumolt unter Ruothard ist wohl mit dem gleichnamigen unter Egino (MBoic. XII, 23) gleichzusetzen, ebenso wohl Marquart mit dem unter dem nachfolgenden stellvertretenden Abt

(Heinrich, stellvertretender Abt (ca. 1114)[4].
3. Ludger (ca. 1115—1137)[5].
4. Leopold I. (ca. 1138—ca. 1148)[6].
5. Dietrich (ca. 1148—ca. 1160)[7].
5. Gerhard (ca. 1160—1184, resigniert 1180)[8].
7. Konrad I. Gwaerler (ca. 1180—ca. 1184)[9].

Heinrich auftretenden Zeugen gleichen Namens (MBoic. XII, 27), Hartwich mit dem in den ersten Stiftungen unter Ludger vorkommenden gleichnamigen Zeugen (MBoic. XII, 29).

[4] Er wird ein einzigesmal in HStAM. Ob. Kl. Lit. Nr. 1, fol. 4 und Nr. 2, fol. 10 (MBoic. XII, 27) genannt und dort als „presbyter et monachus ... in loco Abbatis tunc positus" bezeichnet. Er tritt bei einer Schenkung auf, die unter Friedrich II. (gest. 1134), seiner Gemahlin Luidgard (gest. 1150) und von deren Söhnen Friedrich III. und Ulrich (gest. 1125) vorgenommen wurde. Er muß daher vor 1125 (Tod Ulrichs) gelebt haben, aber nicht schon unmittelbar nach 1105 (nach Egino), da damals Friedrich III. (gest. 1145) wohl schwerlich schon am Leben, sicher aber noch nicht schenkungsfähig war. Dann bleibt nur mehr die eine Möglichkeit, ihn um 1114 nach Abt Ruothard anzusetzen. Er war wohl Administrator des Klosters.

[5] Seine Regierung begann im Jahre 1115 (Ob. Kl. Lit. Nr. 1, fol. 5; Nr. 2, fol. 15; MBoic. XII, 31). Mit dieser Zeitangabe stimmt überein, daß der 1125 verstorbene Eichstätter Bischof Ulrich eine Schenkung übermittelte (Ob. Kl. Lit. Nr. 1, fol. 4r). Abt Ludger starb am 28. Nov. 1137 (MBoic. XII, 298; vgl. MBoic. XII, 98).

[6] Er wird urkundlich nur zweimal erwähnt (Ob. Kl. Lit. Nr. 1, fol. 4; fol. 4r, Nr. 2, fol. 10; fol. 10r; MBoic. XII, 45). Seine Stellung im Traditionskodex (Ob. Kl. Lit. Nr. 1, fol. 4) um Abt Ludger legt nahe, daß er unmittelbar nach diesem regierte. Unter dem gelegentlich einer zur Zeit der Regierung Leopolds vollzogenen Schenkung genannten Grafen Adelbert (Ob. Kl. Lit. Nr. 1, fol. 4) kann Adelbert I. (gest. 1147) oder Adelbert II. (gest. 1141) verstanden sein. Die Unterscheidung dieser beiden möglichen Personen ist aber für unsere Frage belanglos. Der zeitliche Ansatz beider um 1140 weist darauf hin, daß Leopold besser nach Ludger als an die an sich noch in Frage kommende Stelle des Abtes Ruothard zu setzen ist. Auch stimmen die unter Abt Leopold und Abt Ludger auftretenden Zeugen auffallend überein: Megingoz (MBoic. XII, 36, 40, 41), Oudalrich (MBoic. XII, 38, 40), Engelpreht (MBoic. XII, 41, 42) u. a.

[7] Dietrich, auch Theoderich genannt, muß schon 1148 die abteiliche Würde besessen haben, da Judith wohl sogleich nach dem Tode ihres Gemahls Friedrich III. (gest. 1147) Ansprüche auf ihre Rechte geltend machte (vgl. MBoic. XII, 48). Einen anderen Anhaltspunkt erhalten wir durch die Erwähnung Dietrichs in der Papstbulle von 1159 (MBoic. XII, 108). Vgl. Clm 9503, fol. 236 und MBoic. XII, 105.

[8] Er urkundet zur Zeit des Bischofs Eberhard (1164—67) von Regensburg (Ob. Kl. Lit. Nr. 1, fol. 38r) und noch nach dem Tode des Grafen Berthold von Bogen (gest. 1167). Abt Gerhard starb am 29. Mai (MBoic. XII, 283) 1184 (Böhmer, Fontes Rer. Germ., IV, 574). Wenn das Todesdatum richtig ist, dann muß Abt Gerhard resigniert haben, was bei seiner langen Regierungszeit leicht möglich ist. Vgl. den Deckel des im 12. Jahrhundert verfaßten Clm 9548.

[9] Nach einer auf fol. 41r (Ob. Kl. Lit. Nr. 1) am linken Rand verzeichneten, mit den sonstigen Quellen fast durchweg übereinstimmenden Abtreihe folgt nunmehr Konrad I. Gwaerler. Die Aufzeichnung umfaßt die Äbte von Konrad I. (ca. 1180—84) bis Konrad III. (1282—97). Konrad I. tritt gleichzeitig mit dem Mettner Abt Gerbert (1178—81) als Zeuge auf

8. Wolfram (ca. 1184—1194)[10].
9. Friedrich I. (1194—1195)[11].
10. Gotpold (1195—1213)[12].
11. Liutpolt II. (1213—1215)[13].
12. Konrad II. Rufus (1215—1223)[14].
13. Ulrich I. (1224—1231)[15].
14. Ernst (1231—1234)[16].
15. Ulrich II. (1234—1240)[17].

(MBoic. XIII, 128). Er starb wohl am 22. März (Böhmer, Fontes IV., 573) entweder 1183 oder 1184; wahrscheinlicher anzunehmen ist das Jahr 1184, da sein Nachfolger erst gegen Ende dieses Jahres urkundlich erwähnt wird.

[10] Er ist zum erstenmal genannt in der Papsturkunde vom 2. Sept. 1184 (MBoic. XII, 120). Er starb am 18. Febr. (MBoic. XIV, 93) 1194 (Böhmer, Fontes IV, 573). Vgl. Hem., S. 143.

[11] Nach Ob. Kl. Lit. Nr. 1, fol. 41r regierte er nur ein Jahr, starb also am 4. Febr. (MBoic. XIV, 92) 1195.

[12] Nach Ob. Kl. Lit. Nr. 1, fol. 41r war er 18 Jahre lang Abt und zwar bis 16. März (Böhmer, Fontes IV, 573) 1213. Tatsächlich wird er 1207 in der Papsturkunde von Innozenz III. (MBoic. XII, 117) und als Zeuge in einer Niederaltacher Urkunde vom Jahre 1209 (MBoic. XI, 181) genannt. Unter seiner Regierung lebten die Vögte Berthold III. (ca. 1186—1218) und Adelbert IV. (ca. 1189—1242). Vgl. Ob. Kl. Lit. Nr. 2, fol. 7 (MBoic. XII, 72).

[13] Nach Ob. Kl. Lit. Nr. 1, fol. 41r hatte er zwei Jahre lang die abteiliche Würde inne. Wie wir aus dem Ausdruck „postposito ... abbate Liutpoldo" (MBoic. XII, 75) schließen dürfen, wurde er abgesetzt (Clm 1911, fol. 154). Die Angaben des auch sonst in seinen Daten unzuverlässigen Clm 1327 (p. 188, 190—193) sind auch in unserem Fall unglaubwürdig. Der von Hem. (S. 151) nach Liutpold erwähnte Abt Heinrich, der sechs Jahre regiert haben soll, ist nirgends zu belegen.

[14] Konrad II. war nach Ob. Kl. Lit. Nr. 1, fol. 41r acht Jahre lang Abt. Er starb am 28. Dez. (MBoic. XII, 301) 1223. 1221 ist er erwähnt bei der Erneuerung der Schenkung von Kreuzkirchen (Ob. Kl. Lit. Nr. 2, fol. 30r). Konrad II. ist der erste Abt, von dem uns seine Wahl bezeugt ist (MBoic. XII, 75). Vgl. Clm 1327, p. 241; Clm 9711, fol. 154.

[15] Nach Ob. Kl. Lit. Nr. 1, fol. 41r regierte er sieben Jahre. Im Jahre 1225 tritt er als Zeuge auf bei der Schadensersatzleistung des Vogtes Albert IV. gegenüber Niederaltach (MBoic. XI, 197). Wenn die Angaben in Ob. Kl. Lit. Nr. 1, fol. 41r richtig sind und wir der Nachricht bei Oefele (I, 674), daß Ulrich als Abt von Oberaltach entsetzt wurde, Glauben schenken dürfen, so kommen wir bei Zurückrechnung der den einzelnen Äbten zugeteilten Zeitbestimmung auf 1224 als den Regierungsbeginn von Abt Ulrich I. Damit ist auch die Frage gelöst, daß Abt Konrad I. am 22. März und Abt Konrad II. am 28. Dez. starb; denn nur dann, wenn wir bei Konrad II. als Todesdatum den 28. Dez. 1223 annehmen, ist es möglich, daß Abt Ulrich I. erst 1224 den abteilichen Stuhl betrat. Er regierte sieben Jahre, also bis 1231.

[16] Nach Ob. Kl. Lit. Nr. 1, fol. 41r war er drei Jahre lang Abt (1231 bis 1234). 1232 ist er anwesend bei der Schenkung des Grafen Albert IV. an das Kloster Metten (Ob. Kl. Lit. Nr. 4,, fol. 10r; MBoic. XI, 355).

[17] Er regierte nach Ob. Kl. Lit. Nr. 1, fol. 41r sechs Jahre. Er urkundet gleichzeitig mit dem von 1229 bis 1242 lebenden Abt Johann II. von Windberg (MBoic. XII, 79).

16. Ulrich III. (1240—1247)[18].
17. Heimo (1247—1252)[19].
18. Purchard (1256—1260)[20].
19. Poppo (1260—1282)[21].
20. Konrad III. Piper (1282—1297)[22].

[18] Nach Ob. Kl. Lit. Nr. 1, fol. 41r dauerte seine Regierungszeit sieben Jahre (1240—47). Er war anwesend bei der Wahl des Abtes Hermann von Niederaltach am 27. Okt. 1242 (MGSS. XVII, 378). 1243 fällte er einen Schiedsspruch im Kloster Osterhofen (MBoic. XII, 394), 1245 wird er erwähnt gelegentlich der Übergabe eines Gutes (Ob. Kl. Lit. Nr. 2, fol. 34), 1246 bei einer Güterverleihung (MBoic. XII, 79), 1247 wurde er abgesetzt (Oefele, Script. Rer. Boic. I, 674b). Er wurde Abt von St. Emmeram (Ob. Kl. Lit. Nr. 2, 35). Als solcher tritt er bereits am 3. Okt. 1247 an das Kloster Waldsassen sein Recht auf ein Gut zu Stocehac bei Burglengenfeld ab (Reg.B. II, 388; Gradl, Mon. Egrana I, 77). Er starb am 8. Sept. 1263 als Abt von Ahusen (Anhausen bei Heidenheim in Württemberg). Vgl. Hem., S. 160 und Böhmer, Font. IV, 575.

[19] In den Ob. Kl. Lit. Nr. 1, fol. 41r fehlt die Angabe seiner Regierungszeit. Nach den Annalen von Prüfening (vgl. Mayer, a. a. O., S. 16) soll er fünf Jahre (1247—52) Abt gewesen sein (hic ante per quingennium rexerat abbatiam in Altach superiori). Die Ob. Kl. Lit. Nr. 2 enthalten in der Tat datierte Urkunden von 1248 (fol. 34) bis 1252 (fol. 37). Sein Nachfolger Burkhart kam aber erst 1256 zur Regierung. Entweder ist nun die Überlieferung der Prüfeninger Annalen nicht richtig — dann war Heimo bis 1256 Abt in Oberaltach — oder wir haben von 1252 bis 1256 ein Interregnum. Die letztere Annahme scheint mir wahrscheinlicher zu sein, da um diese Zeit auffallenderweise die Nachrichten über Güterschenkungen vollkommen schweigen. Heimo wurde jedenfalls entweder abgesetzt oder er resignierte. Die Leitung des Klosters übernahm wohl der Prior. Am 5. Januar 1272 wurde Abt Heimo vom gesamten Konvent zu St. Emmeram, wo er schon vorher Prior war, zum Abt gewählt; aber schon am 10. März 1275 wegen Nichtanerkennung seines ihm aufgedrungenen Nachfolgers Wolfker exkommuniziert, legte er am 13. Juli dieses Jahres sein Amt nieder (MGSS. XVII, 608). Er starb am 22. April (MBoic. XIV, 380) — das Todesjahr ist unbekannt.

[20] Nach Ob. Kl. Lit. Nr. 1, fol. 41r regierte er vier Jahre. Er muß also, da sein Nachfolger 1260 Abt wurde, von 1256 an die abteiliche Würde in Oberaltach innegehabt haben. Er war Profeß von Niederaltach (MGSS. XVII, 368). Die von ihm erhaltenen Urkunden fallen alle in die Jahre 1256 bis 1257 (Ob. Kl. Lit. Nr. 2, fol. 37r—41r). Er starb am 14. Mai (Böhmer, Font. IV, 573) 1260. Vgl. Clm 1327, p. 219.

[21] Als Tag seines Regierungsantritts bezeichnet er selbst den 31. Mai 1260 (Ob. Kl. Lit. Nr. 1, fol. 18r). Wie sein Vorgänger, so wurde auch er aus Niederaltach berufen (MGSS. XVII, 369), wohin er 1282 wieder zum Abt postuliert wurde. Am 27. Januar 1289 starb er (Clm 1327, p. 228; Clm 9533 (Deckel); Clm 9711, fol. 154).

[22] Der nächste Abt ist nach Ob. Kl. Lit. Nr. 1, fol. 41r Konrad Piper. Nach Clm 1327, p. 237 u. 241, sowie nach Hem., S. 181 war er bisher Prior von Oberaltach; er wurde nach Ob. Kl. Lit. Nr. 1, fol. 27a — die Datumsangabe des Clm 9711, fol. 154, der ihn am 1. Aug. resignieren läßt, kann nicht richtig sein — am 26. Juni 1282 einstimmig zum Abt erwählt, resignierte schließlich, starb am 24. (nach Hem., S. 138 am 26.) Juli 1297 (MBoic. XII, 287) und wurde im Chor der Klosterkirche rechts vom Hauptaltar begraben (Clm 1327, p. 241). Vgl. Ob. Kl. Lit. Nr. 2, fol. 74r—88.

21. Konrad IV. (1297—1311)[23].
22. Heinrich I. (1311—1316)[24].
23. Heinrich II. Stubhan (1316—1329)[25].
24. Ulrich IV. (1330—1338)[26].
25. Wolfgang (1338—1346)[27].
26. Friedrich II. (1346—1358)[28].
27. Lautwin (1358—1362)[29].
28. Ruger (1362—1366)[30].
29. Eberwin (1366—1379)[31].

[23] Aus Tegernsee, wo er Prior war, berufen (Clm 1327, p. 241), trat er die Regierung des Klosters am 1. Aug. 1297 an, resignierte Juli 1311 (Clm 1327, p. 243; Clm 9711, fol. 154) und starb am 30. Aug. 1318 (Böhmer, Font. IV, 574). Vgl. Ob. Kl. Lit. Nr. 2, fol. 88—97. Er urkundet zum letztenmal 1309 (fol. 97).

[24] Er stammt aus Geiersthal, war Mönch zu Niederaltach und dann Propst zu Rinchnach (Clm 9711, fol. 154), wurde vom Bischof Konrad von Regensburg zum Abt von Oberaltach ernannt, nachdem diesem der dortige Konvent das Bestimmungsrecht übertragen hatte (Clm 1327, p. 251; Hem., S. 195). Am 25. Juli 1311 wurde er zu Regensburg konfirmiert und benediziert. Vom Mettener Abt Ulrich I. dem Konvent zu Oberaltach vorgestellt, wurde er dort freudig begrüßt (Clm 1327, p. 251). Er resignierte anfangs 1316 und starb wenige Tage darauf — am 27. Januar desselben Jahres (Hem., S. 202). Vgl. Ob. Kl. Lit. Nr. 2, fol. 99—106.

[25] Er war Profeß und Infirmarius von Oberaltach, wurde am 6. Dez. 1316 zum Abt konsekriert und regierte 13 Jahre (Clm 1327, p. 259; Clm 9711, fol. 154; Hem., S. 208). Er starb am 1. Januar 1330. Vgl. Ob. Kl. Lit. Nr. 2, 97r—98, 106—118. Er urkundet zum letztenmal am 24. Aug. 1329 (fol. 117).

[26] Er war vorher Infirmarius und Cellerarius von Oberaltach (Clm 1327, p. 263), trat nach einstimmiger Wahl am 21. Januar 1330 die Regierung an (Hem., S. 209—210) und starb am 29. Juli 1338 (Clm 9711, fol. 154; Hem., S. 212). Vgl. Ob. Kl. Lit. Nr. 2, fol. 118—125. Er urkundet zum letztenmal am 1. März 1338 (fol. 125).

[27] Er wurde 1338 einstimmig gewählt (Clm 2711, fol. 154; Hem., S. 212), resignierte am 1. Sept. 1346 (Clm 1327, p. 267; Clm 9711, fol. 154), starb am 31. Aug. 1353 (Lindner, a. a. O., S. 434). Vgl. Ob. Kl. Lit. Nr. 2, fol. 125r—135. Er urkundet zum letztenmal im Jahre 1346 (fol. 135).

[28] Er war Profeß von Oberaltach, wurde Prokurator und Cellerarius. Am 29. Juni 1346 wurde er konfirmiert (Clm 9711, fol. 154; Hem., S. 219). Er starb am 20. Nov. 1358 (Clm 1327, p. 268 u. 280; Clm 9711, fol. 154). Vgl. Ob. Kl. Lit. Nr. 2, fol. 136r—147, 150. Urkundlich erscheint er zum letztenmal am 6. Dez. 1357 (fol. 147r).

[29] Er war Profeß von Oberaltach und Prior auf dem Bogenberg (Clm 1327, p. 281), wurde am 30. Nov. 1358 zum Abt erwählt (Hem., S. 232) und starb am 6. (nach Clm 9711, fol. 154 am 13.) Nov. 1362 (Clm 1327, p. 281 und 282; Hem., S. 234). Vgl. Ob. Kl. Lit. Nr. 2, fol. 146, 148. Seine letzte Schenkung empfing der Abt 1359.

[30] Er war Profeß von Oberaltach und Propst zu Elisabethszell, wurde am 13. Nov. 1362 zum Abt von Oberaltach erwählt, am 25. Nov. desselben Jahres in Regensburg benediziert und konfirmiert, am 25. Nov. 1366 abgesetzt; er starb am 18. Juni 1368 (Clm 1327, p. 282; Clm 9711, fol. 154; Hem., S. 235). Vgl. Ob. Kl. Lit. Nr. 2, fol. 151—160. Seine letzte Urkunde stellte er am 22. Sept. 1366 aus (fol. 160).

[31] Er wurde am 21. Dez. 1366 aus Metten postuliert, aber erst (wohl infolge der Streitigkeiten um den Bischofsstuhl) 1370 benediziert; er starb

30. Peter Ursenbeck (1379—1403)[32].
31. Gallus (1403—1405)[33].
32. Johann I. Vogel (1405—1423)[34].
33. Jakob Glettner (1423—1438)[35].
34. Johann II. Asperger (1438—1463)[36].
35. Benedikt I. Behaim (1463—1476)[37].
36. Johann III. Irlbeck (1476—1481)[38].
37. Raphael Neupöck (1482—1483)[39].

---

am 1. Dez. 1379 (Clm 1327, p. 282 und 286; Clm 9711, fol. 154; Hem., S. 238, 245, 246). Vgl. Ob. Kl. Lit. Nr. 2, fol. 161—172. Er urkundet zum letztenmal am 12. Nov. 1379 (fol. 170).

[32] Er stammte aus dem Rittergeschlecht der Ursenbeck (Ursenpeckh), wurde zum Abt erwählt am 6. Dez. 1379 und konfirmiert am 13. Dez. desselben Jahres; er starb am 29. (nach Clm 1327, p. 293 am 30.) April 1403 (Clm 1327, p. 287; Clm 9711, fol. 154; Hem., S. 246, 252). Vgl. Ob. Kl. Lit. Nr. 2, fol. 172—203. Urkundlich erscheint er zum letztenmal am 6. Aug. 1402 (fol. 203r).

[33] Er stammte aus Pach in Oberbayern (nach Hem., S. 253 aus Dachau), war Profeß von Oberaltach und Propst in Elisabethszell, resignierte dort um Weihnachten, war seit 1389 Infirmarius in Oberaltach, wurde am 2. Mai 1403 zum Abt gewählt, am 7. Mai konfirmiert, am 20. Mai in Gegenwart der Äbte von Metten, Windberg und Gotteszell benediziert. Er starb am 24. Dez. 1405 (Clm 1327, p. 298; Clm 9711, fol. 154; Hem., S. 253 u. 254).

[34] Er stammte aus Deggendorf, war Klosterprior, wurde vor dem 31. Dez. 1405 zum Abt gewählt und noch an diesem Tag konfirmiert; er starb am 24. Dez. 1423 (Clm 1327, p. 308; Clm 9711, fol. 154; Hem., S. 261).

[35] Er stammte aus Regensburg, war Oberaltacher Profeß, wurde Cellerarius, dann am 8. Dez. 1423 zum Abt erwählt, am 19. Dez. konfirmiert; er starb am 4. Sept. 1438 (Clm 1327, p. 308, 317; Clm 9711, fol. 154; Hem., S. 261—262, 272). Er ist der erste infulierte Abt (seit 19. April 1431) von Oberaltach.

[36] Er stammte aus Deggendorf, war Profeß von Oberaltach, wurde 1430 Kustos des Klosters, dann Prior und Pfarrer auf dem Bogenberg, wurde am 6. Sept. 1438 zum Abt gewählt und am 21. Sept. konfirmiert; er starb am 22. Aug. 1463 (Clm 1327, p. 209, 318, 326; Clm 9508, fol. 149r; Clm 9711, fol. 154; Hem., S. 273, 281).

[37] Er war geboren zu Kagers, stammte aus dem adeligen Geschlechte der Behaim von Aholfing, war Profeß in Oberaltach, wurde Prior und Pfarrer auf dem Bogenberg, wurde am 26. Juli 1463 einstimmig gewählt, am 11. Sept. konfirmiert und benediziert und unter großer Anteilnahme des Volkes von Abt Konrad von St. Emmeram und Abt Johann von Metten inthronisiert und mit der Inful betraut. Er starb am 10. März 1476 (Clm 1327, p. 327; Clm 9503, fol. 283; Clm 9711, fol. 154; Hem., S. 283, 287).

[38] Er war der Sohn von Ulrich und Margaret Irlbeck aus Aiterhofen; sein Vater war Weber. Johann III. wurde als Kooperator auf dem Bogenberg 1476 zum Abt erwählt und noch im gleichen Jahre konfirmiert und mit den Pontifikalinsignien betraut. „Aus ungeordnetem leben", wie die Ob. Kl. Lit. Nr. 96, fol. 62 berichten, wurde er am 11. Dez. 1481 abgesetzt. Er begab sich im Mai 1482 nach Rom, um im Papst einen Fürsprecher zu bekommen, starb aber dort unerwartet am 13. Juli 1482 (Clm 1327, p. 332, 333, 334; Clm 9711, fol. 154; Hem., S. 287, 290).

[39] Er stammte aus Erding (Oberbayern), war Profeß in Tegernsee, wo er auch Subprior war. Am 19. Dez. 1481 wurde er vom ganzen Konvent zum Abt von Oberaltach postuliert, am 13. Januar 1482 vom Tegernseer Abt Konrad bewilligt. Er erschien in Oberaltach am 15. Januar 1482, am

38. Christian Tesenbacher (1483—1502)[40].
39. Georg I. Dunspir (1502—1519)[41].
40. Georg II. Perkhamer (1519—1521)[42].
41. Gregor Pauer (1521—1527)[43].
42. Bernard Maier (auch Mayer) (1527—1541)[44].
43. Andreas Wild (1541—1551)[45].
44. Sebastian Hofmann (1551—1564)[46].
(Wolfgang Pogner (gest. 1564))[47].

25. Febr. wurde er im Dom zu Regensburg benediziert. Er starb an der Pest am 13. Nov. 1483 (HStAM. Elis. Kl. Urk., Fasz. 1; Clm 1327, p. 335, 336; Clm 9711, fol. 154; Hem., S. 291, 294).

[40] Er stammte aus Salzburg. Da Herzog Albrecht IV. die am 13. Nov. 1483 vollzogene Wahl Andreas Penzkofers annullierte und die Ernennung eines Tegernseer Konventualen wünschte, fiel die Wahl auf Christian Tesenbacher (1484). Er starb am 26. Juni 1502 (Clm 1327, p. 336, 344; Clm 9711, fol. 154; Pliemel I, 172, 174, 175, 179; Hem., S. 294; vgl. Redlich V., a. a. O., S. 77 ff.).

[41] Er stammte aus einer ärmlichen Familie aus Deggendorf, war Profeß von Oberaltach, wurde dort Küster, Cellerar, Subprior und Prior. Wegen seiner Tüchtigkeit und Frömmigkeit (er wird als „vir religiosissimus" bezeichnet) wurde er am 28. Juli 1502 in Anwesenheit des Bischofs Rupert vom Konvent zum Abt erwählt (Clm 1327, p. 348, 359; Clm 9711, fol. 154; Hem., S. 310). Er starb am 7. Aug. 1519.

[42] Er war in Bogenberg (nach Lindner, a. a. O., S. 435 in Geltolfing bei Straubing) geboren, war Profeß von Oberaltach, wurde Prior auf dem Bogenberg und 1519 einstimmig zum Abt erwählt; er starb am 20. Aug. 1521 (Clm 1327, p. 365; Clm 9711, fol. 154; Hem., S. 312, 314).

[43] Er war der Sohn eines Schusters aus Hirschau (Oberpfalz), war Profeß in Oberaltach, wurde am 10. Sept. 1521 zum Abt gewählt, am 17. konfirmiert, am 24. vom Bischof Johann benediziert und mit der Inful betraut. Er starb am 22. Okt. 1527 und wurde in der Kapelle St. Maria begraben (Clm 1327, p. 366; Clm 9711, fol. 154; Hem., S. 317; HStAM. Ob. Kl. Urk., Fasz. 45).

[44] Er stammte aus Tölz in Oberbayern, war Profeß von Oberaltach, wurde Klosterprior, war wissenschaftlich gebildet und fromm, wurde 1527 per viam scrutinii et compromissi zum Abt erwählt und am 30. Nov. in Regensburg benediziert; er starb am 12. Juni 1541 (Clm 1327, p. 367, 373; Clm 9711, fol. 154; Hem., S. 318, 325).

[45] Er stammte aus Sünching, war von kleiner und schlanker Gestalt, war Profeß in Tegernsee, wurde 1541 von dort zum Abt nach Oberaltach berufen, resignierte freiwillig (wohl schon am 14. März 1551, da er in einem damaligen Schreiben des bischöflichen Kommissars „olim abbas" genannt wird) wegen Krankheit (vermutlich Gicht); er starb am 18. Febr. 1553 (Clm 1327, p. 373, 379; Clm 9711, fol. 154; HStAM. Ob. Kl. Urk. Fasz. 48; Hem., S. 325, 327).

[46] Er war geboren zu Sulzbach (Oberpfalz), war Profeß in Tegernsee, kam 1550 nach Oberaltach, wurde mit 27 Stimmen vom Tegernseer Konvent zum Abt gewählt, aber von Herzog Albrecht V. für ungeeignet erklärt, wurde dann Prior in Oberaltach und nach der Resignation seines Vorgängers per formam compromissi simplicis zum Abt gewählt und schließlich am 14. März 1551 vom bischöflichen Kommissar als solcher bestätigt; er starb am 2. Januar 1564 (HStAM. Ob. Kl. Urk., Fasz. 48; Clm 1327, p. 379, 380; Clm 9711, fol. 154; Hem., S. 328, 332).

[47] Nach dem Tode Hofmanns wurde am 1. März als Administrator Wolfgang Pogner von Bogen aufgestellt; er war Profeß von Oberaltach,

45. Johann (IV.) Bapt. Lochner (1565—1593)[48].
46. Christof Glöckler (1593—1614)[49].
47. Vitus Höser (1614—1634)[50].
48. Hieronymus Gazin (1634—1674)[51].
49. Dominikus I. Cäsar (1674—1681)[52].
50. Roman Denis (1682—1695)[53].

---

leitete aber das Kloster nur 1½ Jahre. Er starb schon am 2. Sept. 1564 (Clm 1327, p. 381; Clm 9711, fol. 154; Hem., S. 333).

[48] Er stammte aus Ingolstadt, war Profeß von St. Emmeram in Regensburg, wurde am 20. März 1565 durch vom Bischof bestimmte Kommissare in Oberaltach zum Abt bestimmt und am 7. April investiert, resignierte wegen Altersschwäche im Jahre 1593 und starb am 20. Nov. desselben Jahres (HSt AM. Ob. Kl. Urk., Fasz. 51 und 54; Clm 1327, p. 381, 392; Clm 9711, fol. 154; KrA. L. Kl. Lit., Fasz. 570, Nr. 20; KrAM. Kl. Lit., Fasz. 565, Nr. 2; Hem., S. 334, 336).

[49] Er stammte aus Landshut, war Profeß des Klosters Oberaltach, wurde am 28. Aug. 1593 vom Domherrn Adam Orth zum Koadjutor des noch lebenden Abtes bestimmt und dann vom Konvent zum Abt erwählt. Die Wahl wurde von Adam Orth bestätigt. Glöckler wurde erst nach dem Tode Lochners konfirmiert und 1594 (April) vom Weihbischof Johann Bapt. investiert. Er starb am 7. März 1614 (HStAM. Ob. Kl. Urk., Fasz. 54; Clm 1327, p. 392, 404; Clm 9711, fol. 154; Hem., S. 337, 347).

[50] Er war in Kirchenlaibach (bei Bayreuth) am 21. März 1577 geboren, legte die Profeß am 21. März 1599 in Oberaltach ab, wurde am 21. März 1601 zum Priester geweiht, war fünf Jahre lang Prior und wurde am 15. April 1614 in der sog. Tafelstube per maiora et saniora unter Leitung des Weihbischofs Stefan Neblmayr zum Abt erwählt, am 7. Juni von dem genannten Weihbischof konfirmiert, am nächsten Tag (Sonntag nach Oktav von Fronleichnam) von Bischof Albert IV. mit der Inful betraut und investiert (HSt AM. Ob. Kl. Urk., Fasz. 55; Clm 1326, Nomenklator, fol. 3r; Clm 1327, p. 405; Hem., S. 348, 350). Er starb am 9. Aug. 1634 im Alter von 57 Jahren an der Pest. Vgl. oben S. 328, Anm. 3.

[51] Er war als der Sohn des Hofrichters Seb. Gazin am 12. Nov. 1601 in Oberaltach geboren, trat am 8. Juli 1617 ins Kloster ein, wurde 1618 Profeß, am 6. Aug. Minorist, 1623 wurde er Subdiakon, um Weihnachten 1624 Diakon, im September 1627 Priester. Nach seinem Amt als Küchenmeister wurde er Prior auf dem Bogenberg, von wo er am 9. Sept. 1634 von sieben Konventualen zum Abt erwählt wurde. Wegen der damals herrschenden Pest konnte er erst am 7. Dez. vom Domdekan Seb. Denich investiert werden. Er starb am 12. Mai 1674 (HStAM. Ob. Kl. Urk., Fasz. 60; Clm 1326, Nomenklator; Hem., S. 380, 396).

[52] Er war 1622 geboren zu Tuln in Niederösterreich, studierte Philosophie in Salzburg, dozierte diese Wissenschaft in den Klöstern Prüfening und Oberaltach, war zweimal Prior in Prüfening, wurde dort Novizenmeister und 1661 Administrator zu Michelfeld (Oberpfalz). Am 19. April 1674 wurde er zum Abt von Oberaltach erwählt. Er starb 1681 im 59. Lebens-, 40. Profeß- und 33. Priesterjahr (KrAM. Kl. Lit. Fasz. 567, Nr. 9; Hem., S. 398, 402).

[53] Er war 1644 geboren zu Quesnoy (Provinz Hennegau) in den österreichischen Niederlanden, legte 1644 die Profeß ab, wurde Priester, Subprior und Pfarrer in Aiterhofen, schließlich Novizenmeister und bald darauf Prior, war endlich 20 Jahre lang Beichtvater und Prior auf dem Bogenberg und wurde 1681 zum Abt ernannt; er starb am 4. Okt. 1695 (Hem., S. 402, 403, 406) im 77. Lebens- und 50. Priesterjahr.

51. Benedikt II. Resch (1695—1704)[54].
52. Ignaz Scherlin (1704—1721)[55].
53. Dominikus II. Perger (1721—1757)[56].
54. Johann Evangelist Schifferl (1758—1771)[57].
55. Josef Maria Hiendl (1772—1796)[58].
56. Beda Aschenbrenner (1796—1803)[59].

[54] Er war 1646 als Sohn eines Lederers zu Bogen geboren, wurde nach seinem Eintritt ins Kloster Oberaltach zum Pfarrer in Aiterhofen ernannt und 1695 zum Abt gewählt; er starb am 20. Okt. 1704 (Hem., S. 407, 412).

[55] Er war geboren zu Amberg (Oberpfalz), wurde als Profeß von Oberaltach am 18. Nov. 1704 zum Abt erwählt, am 13. Dez. zu St. Emmeram von Dompropst Franziskus Petrus Wampl konfirmiert und am 14. Dez. von Weihbischof Graf zu Warttenberg benediziert; er wurde 1721 abgesetzt und starb am 10. Sept. des gleichen Jahres (Hem., S. 413, 426) im 64. Lebens-, 46. Profeß- und 40. Priesterjahr.

[56] Geboren 1683 zu München als Johann Bapt. Perger wurde er als Profeß von Oberaltach Prior. Am 4. Dez. 1721 wurde er zum Abt gewählt, am 31. Januar 1722 von Weihbischof Gottfried Languert von Simmern konfirmiert und vom gleichen Bischof am 1. Febr. benediziert (KrA M. Kl. Lit., Fasz. 567, Nr. 9/2 und Nr. 9/3; Hem., S. 427, 428). Er starb Ende Dezember 1757.

[57] Er stammte aus Erding, war am 23. März 1704 geboren, wurde Profeß in Oberaltach am 2. Sept. 1723, Priester am 19. Dez. 1728 und zum Abt erwählt am 20. Februar 1758; er starb am 26. Dez. 1771 (KrA M. Kl. Lit., Fasz. 567, Nr. 9/4; Lindner, a. a. O., S. 436).

[58] Er war geboren am 1. Dez. 1737 zu Straubing, legte die Profeß ab am 2. Sept. 1754, wurde zum Priester geweiht am 23. Nov. 1760 und zum Abt erwählt am 5. Febr. 1772; er starb am 25. Juni 1796 (KrA M. Kl. Lit., Fasz. 567, Nr. 9/5; Lindner, a. a. O., S. 436).

[59] Er war zu Vielreich (bei Mitterfels) am 1. März 1756 geboren, wurde Profeß am 15. Okt. 1775, Priester am 20. Mai 1780, Abt am 27. Sept. 1796. Nach der Säkularisierung des Klosters im März 1803 legte er sein Amt nieder; er starb am 24. Juli 1817 als Professor zu Ingolstadt (KrA M. Kl. Lit., Fasz. 567, Nr. 9/6; Lindner, a. a. O., S. 436).

Des hl. Benediktus Regel in den Regeln und Satzungen anderer Orden.

Von **Philipp Hofmeister OSB, Neresheim.**

(Schluß.*)

23. Die alten Gewohnheiten der Regularkanoniker von St. Dionys in Reims[1]:

BR. c. 58: Deum ... Praedicentur ... dura et aspera = GSD. de modo recipiendi canonicum.

24. Die Konstitutionen der Gilbertiner, verfaßt von Gilbert von Sempringham und von Eugen III., Hadrian IV. und Alexander III. bestätigt[2]. Sie sind großenteils den Statuten der Zisterzienser entnommen. Der Einfluß der Benediktinerregel erklärt sich dadurch, daß die Gilbertiner den Gilbertinerinnen dienten, die nach der Benediktinerregel lebten.

BR. c. 40: „emina vini" = KG. p. *LIV.
BR. c. 58: „aspera" = KG. p. *LX.

25. Die erste Regel der Trinitarier, die sog. *Regula primitiva*[3], verfaßt vom Gründer Johannes von Matha und dessen Freunden, dem Bischofe von Paris und dem Abte von St. Viktor in Paris und von Innozenz III. am 7. Dezember 1198 bestätigt.

BR. c. 41: Ab Idibus ... Septembris = TR. n. 28.
BR. c. 64: Vitae ... merito et sapientiae doctrina = TR. n. 56.
BR. c. 65: et alius qui dignus est ... loco eius subrogetur = TR. n. 60.

Die genannten Zitate aus BR. c. 64, 65 blieben auch erhalten, als diese Regel von Klemens IV. am 7. Dezember 1267 gemildert (daher sog. *Regula mitigata*) und von Urban VIII. „*Salutaribus Apostoli monitis*" am 25. September 1631 für die Diskalzeaten des Ordens einer neuen Revision unterzogen wurde. Diese revidierte Regel, die auch wieder das Zitat aus BR. c. 41 enthält, ist heute noch in Geltung und dient als

* Wegen Platzmangel sind die Zitate nunmehr gekürzt.

[1] Martène E., De antiquis ecclesiae ritibus III, Antverpiae 1764, 300. ss.

[2] Dugdale W., Monasticon Anglicanum, London 1830, VI P. II, *XII ss.

[3] Holstenius L., Brockie M., Codex regularum monasticarum et canonicarum, Augustae Vindelicorum 1759 ss., III, 3 ss.

Grundlage für die am 21. Dezember 1932 vom Hl. Stuhl für die Diskalzeaten des Ordens approbierten Konstitutionen.

26. Die Statuten der Hospitaliter vom Hl. Geiste. Die Bulle Innozenz III. *Religiosam vitam eligentibus* vom 23. April 1198 erwähnt „rationabiles consuetudines" von Guido von Montpellier. Diese ursprüngliche Regel wurde dann im Auftrage des Papstes von den Kardinälen Stephan von der hl. Maria über dem Tiber und Rainer von der hl. Maria in Kosmedin in der ersten Hälfte des 13. Jahrhunderts neu herausgegeben. Allein keine der beiden Redaktionen ist uns erhalten, sondern nur noch die 1564 unter dem Großmeister Bernardinus Cyrillus besorgte[4].

BR. c. 3: convocet ... congregationem et dicat ipse = SH. c. 93.
BR. c. 26: Si quis frater praesumpserit, sine iussione ... fratri excommunicato ... se iniungere, aut loqui cum eo, vel mandatum ei dirigere, similem ... excommunicationis vindictam = SH. c. 98.
BR. c. 31: eligatur ... non multum edax, non elatus, non turbulentus, non iniuriosus, non tardus, non prodigus, sed timens Deum ... Animam suam custodiat, memor ... apostolicum ... qui bene ministraverit, gradum bonum sibi acquirit. Infirmorum, infantum, hospitum pauperumque ... cum omni sollicitudine curam gerat, sciens sine dubio quia pro his omnibus in diem iudicii rationem redditurus est = SH. c. 93.
BR. c. 33: Omniaque ... communia ... suum aliquid dicat ... praesumat = SH. c. 6.
BR. c. 54: a parentibus suis ... eulogias vel ... munuscula accipere = SH. c. 52.
BR. c. 58: Legatur ei ... Regula per ordinem et dicatur ei: Ecce lex sub qua militare vis ... promiserit ... et cuncta sibi imperata servare.
BR. c. 64: Vitae ... merito ... sapientiae doctrina elegatur = SH. c. 24.
BR. c. 65: repertus fuerit ... emendaverit ... correxerit ... qui dignus ... in loco eius = SH. c. 93.
BR. c. 71: Oboedientiae bonum non solum ... exhibendus ... sibi invicem ... oboediant fratres, scientes per hanc oboedientiae ... se ituros ad = SH. c. 74.

Dazu kommt noch, daß nach den Statuten der Hospitaliter „a festo S. Crucis" bis zur Fastenzeit Regularfasten vorgeschrieben waren (c. 11 bzw. BR. c. 41).

27. Die Konstitutionen der Brüder des Prediger- oder Dominikanerordens, in der vom Generalkapitel 1228 aufgestellten Fassung[5]. Dieselben weisen eine Beeinflussung durch den Prämonstratenserorden auf, durch dessen Vermittelung einige benediktinische Zitate in die Dominikanerkonstitutionen kamen.

BR. c. 3: cum ... suo proterve ... foris = KP. d. I c. 23.
BR. c. 26: se iungere ... vel mandatum = KP. d. I c. 23.
BR. c. 27: immittere ... seniores ... provocent ad ... satisfactionem = KP. d. I c. 23.
BR. c. 39: cocta duo pulmentaria = KP. d. I c. 8.

[4] PLat. 217 cd. 1137 ss.
[5] Denifle H., Die Konstitutionen des Predigerordens von 1228 (Archiv für Literatur und Kirchengeschichte 1 (1885), 165ff.).

BR. c. 44: prostratus iaceat = KP. d. I c. 23.
BR. c. 58: aspera ... se ... cuncta ... servare.

Ferner übernahm man von der BR. c. 41 die Regelfasten, die bei den Predigerbrüdern von Kreuzerhöhung bis zum Beginn der Fastenzeit dauern (d. I c. 5). Stark aufgefallen sind mir ferner im Offizium der Laienbrüder die an dessen Schluß befindlichen Litaneien „Kyrie eleison, Christe eleison, Kyrie eleison". Diese kennt das Offizium der Chorprofessen nicht (d. II c. 37). Deren Verwendung bei Matutin, Laudes und Vesper verordnete zwar bereits die Synode von Vaison 529 c. 3; aber wohl unter dem Einflusse der Benediktinerregel, die die Litaneien bei jeder Hore kennt (c. 9, 12, 13, 17), drangen sie in die Liturgien Galliens, Englands und Deutschlands ein[6]. Es will mir scheinen, daß die Predigerbrüder das Kyrie eleison beim Offizium der Laienbrüder vom Offizium der Laienbrüder des Zisterzienserordens übernahmen[7]. Wann in diesem Orden das Offizium der Laienbrüder entstanden ist, konnte ich nicht feststellen. Der Umstand aber, daß gerade von diesem Orden aus das Laienbrüderinstitut am meisten gefördert wurde, spricht dafür, daß es in seiner ältesten Zeit, also gerade mit Ausbildung dieses Instituts entstand. Die ältesten Statuten der Prämonstratenser erwähnen noch kein besonderes Offizium für die Laienbrüder. Ein solches enthält erst deren Ausgabe von 1290, und in dieser weist das Offizium keine Litaneien auf[8].

In den 1932 in Rom erschienenen *Constitutiones Fratrum S. Ordinis Praedicatorum* sind von den oben genannten Zitaten aus der Benediktinerregel nur jene aus den Kapiteln 39, 3, 26 stehengeblieben; ferner noch die Bestimmungen über die sog. Regelfasten (n. 593, 906, 1°, 910, 592). Dagegen ist aus dem Offizium der Laienbrüder das Kyrie eleison verschwunden (n. 195).

28. Die Konstitutionen der Nonnen des Predigerordens. Es scheint, daß in Prouille zunächst Tendenzen bestanden, die Benediktinerregel einzuführen[9]. Allein bald ging man zu eigenen Konstitutionen über. Die erste Ausgabe derselben ist in der Konstitution Gregors IX. *Exurgentes de pulvere* vom 23. Oktober 1232 überliefert[10].

BR. c. 26: se iungere ... vel mandatum = KNP. c. 14.
BR. c. 27: inmittere ... seniores ... provocent ad ... satisfactionem = KNP. c. 14.

---

[6] Bäumer S., Geschichte des Breviers, Freiburg i. Br. 1895, 128, 154, 177. Buchberger M., Lexikon für Theologie und Kirche 193 VI Sp. 322.
[7] Paris J., Séjaloñ H., Nomasticon Cisterciense, Solesmis 1892, 358.
[8] Le Paige l. c. 825.
[9] Decker O., Die Stellung des Predigerordens zu den Dominikanerinnen 1207—1267, Vechta 1935, 39.
[10] *Analecta S. Ordinis Fratrum Praedicatorum III*, Romae 1897, n. 301.

BR. c. 36: carnium ... infirmis ... debilibus = KNP. c. 4.
BR. c. 38: mixtum = KNP. c. 3.
BR. c. 39: cocta duo pulmentaria = KNP. c. 3.
BR. c. 44: prostratus iaceat = KNP. c. 14.
BR. c. 58: promittat ... stabilitate ... oboedientia = KNP. c. 1.

Außerdem erwähnen diese Konstitutionen noch die Ämterbezeichnungen „Priorissa" und Celleraria" sowie die Regelfasten von Kreuzerhöhung bis zum Beginne der Fastenzeit (c. 2 bzw. BR. c. 41). Von einem Offizium der Laienschwestern ist noch nicht die Rede. Einen Hinweis auf Kapitel 42 der Benediktinerregel enthält schließlich noch c. 5 unserer Konstitutionen. Jene schreibt die abendliche Lesung der *Collationes* Kassians vor und dieses lautet: „Post vesperas omnes simul ad collationem veniant ubi legatur lectio, prout in Cisterciensi ordine consuevit".

Die etwa aus dem Jahre 1259 stammende zweite Ausgabe unserer Konstitutionen[11] übernahm aus der ersten Ausgabe die Zitate der Kapitel 58, 39, 36, 44, 26, 27, 41 der Benediktinerregel, fügte diesen aber noch zwei hinzu:

BR. c. 3: proterve ... contendere = KNP. c. 20.
BR. c. 58: se ... cuncta ... servare = KNP. c. 14.

Die 1930 erschienene Neuausgabe dieser Konstitutionen weist noch die Zitate aus den Kapiteln 36, 26, 27, 41, 3, 42 auf (vgl. n. 311, 365, 366, 301, 364, 305, 321f.). Der Titel „Celleraria" ist in „Oeconoma seu Procuratrix" abgeändert (n. 573). Das Offizium der Laienschwestern, für das schon eine Ergänzung zur ersten Ausgabe besondere Normen enthielt (c. 4), sah die Litaneien vor[12]; diese werden bis zum heutigen Tage in jeder Hore gebetet.

29. Die Konstitutionen der Magdalenerinnen. Diese beobachteten zuerst die Benediktinerregel und die Satzungen der Cisterzienser, nahmen dann aber auf die Weisung Gregors IX. *Exurgentes de pulvere* vom 23. Oktober 1232 die ganzen Konstitutionen der Nonnen des Predigerordens an[13]. Dadurch behielten sie manche benediktinische Zitate bei[14]. Außerdem kennt der Profeßritus das „Suscipe me, Domine" der Benediktinerregel (c. 58)[15].

Die 1930 erschienene Neuausgabe enthält nur noch die Zitate aus den Kapiteln 39, 42 der Benediktinerregel (n. 228, 229), sowie das „Kyrie eleison" beim Offizium der Laien-

[11] Ebd. p. 339 ss.
[12] Simon A., L'Ordre des Pénitentes des Ste. Marie Madleine en Allemagne an XIIIme siècle, Fribourg 1918, 159.
[13] Ebd. 83, 142ff. — [14] Vgl. 28.
[15] Ritus ad faciendas Novitias et Professas secundum consuetudinem Monasterii Laubanensis O.S.A. sub patrocinio Beatae Mariae Magdalenae de Poenitentia, Romae, Tornaci 1902, 28.

schwestern (vgl. BR. c. 9, 12, 13, 17). Außerdem blieb der Titel „Priorin".

30. Die Konstitutionen der Kreuzherren mit dem Mutterkloster in Huy bzw. St. Agatha bei Cuyk in Holland[16]. Sie stammen aus dem Jahre 1245 und weisen starke Entlehnungen aus den Konstitutionen des Predigerordens auf.

BR. c. 3: cum ... proterve ... foris ... contendere = KKd. 1 c. 18.
BR. c. 39: cocta duo pulmentaria = KK. d. 1 c. 5.

Ferner weisen auf die Benediktinerregel hin die Ausdrücke „Prior", „collatio" (d. I c. 6 vgl. BR. c. 13, 42), sowie die Regularfasten von Kreuzerhöhung bis zum Beginne der Fastenzeit (d. I c. 4 vgl. BR. c. 41) und das Kyrie eleison beim Offizium der Laienbrüder (d. II c. 10 vgl. BR. c. 9, 12, 13, 17). Sämtliche Zitate finden sich wieder in den 1925 erschienenen Konstitutionen dieses Ordens (n. 44, 226, 42, 37f.), ausgenommen jedoch ist das Kyrie eleison, da in Zukunft als Offizium Rosenkränze gebetet werden (n. 15). Ferner enthält der Profeßritus das „Suscipe me, Domine"[17] (vgl. BR. c. 58).

31. Die alten Gewohnheiten der Regularkanoniker von Oignies in der belgischen Provinz Namur[18], verfaßt unter Prior Siger 1250 und verwandt mit den Statuten der Kongregation von Marbach.

Die Kapitel 12, 13, 14, 16 sind je zur Hälfte den Kapiteln 43, 45, 22, 3 der Benediktinerregel entnommen, die Kapitel 18, 22, 23 fast ganz den entsprechenden Kapiteln 3, 69, 29; außerdem enthält Kapitel 10 ein kurzes Zitat aus Kapitel 58.

32. Die Konstitutionen des Ordens der Eremiten vom hl. Augustinus. Schon vor dem Zusammenschluß in einen einheitlichen Verband bestanden in manchen Gruppen benediktinische Gewohnheiten. So hatten z. B. die Brüder von Brictinis Regularfasten von Kreuzerhöhung bis zum Beginne der Fastenzeit (Gregor IX. *Quae omnium* vom 13. März 1235[19] und BR. c. 41). Nach Vereinigung aller Eremiten ließ Innozenz IV. durch den Kardinal Richard von St. Angeli und die Cisterzienseräbte von Fallera und Fossa neue Konstitutionen ausarbeiten, die Alexander IV. am 15. Juli 1255 bestätigte. Die Mitwirkung dieser zwei Äbte hat wohl erneut den benediktinischen Einfluß gefördert. Die Konstitutionen von 1686[20] enthalten folgende Zitate:

[16] Hermans C. R., Annales Canonicorum Regularium S. Augustini O. S. Crucis, Silvae Ducis 1858, III, 30 ss.
[17] Constitutiones cum Caeremoniali FF. Ordinis Canonici Ss. Crucis, Roma 1925, 141.
[18] Martène l. c. 340 ss.
[19] Empoli L., Bullarium Ordinis Eremitarum S. Augustini Romae 1628 p. 123 s., 174.
[20] Holstenius-Brockie l. c. IV 219 ss.

BR. c. 4: Non iurare ... Veritatem ex corde et ore proferre ... Non esse superbum ... Non vinolentum ... Non pigrum ... Bonum ... in se cum viderit, Deo ... Malum vero ... a se factum ... sibi reputet = KEHA. P. II c. 3 n. 5.

BR. c. 36: cura ... est ... Christo ... serviatur ... Quod fecistis uni ... minimis ... fecistis ... superfluitate contristent ... servientes sibi ... timens Deum = KEHA. P. II c. 14 n. 1.

BR. c. 53: hospites ... Christus ... dicturus est: Hospes fui et suscepistis me ... pedes hospitibus ... lavet = KEHA. P. II c. 16 n. 3.

BR. c. 58: Deum quaerit = KEHA. P. II c. 3 n. 3.

Wird die Profeß mit einer „maior solemnitas" gefeiert, so folgt dem Te Deum ein kurzes Responsorium „Suscipe me Domine" und die Oration „Omnipotens sempiterne Deus, cuius charitatis ardore succensus hic famulus tuus stabilitatem suam tibi in hac Sacra Augustiniana Religione promittendo, tuo jugo collum submisit" (P. II c. 4 n. 14 vgl. BR. c. 58).

In den 1895 und 1926 erschienenen Neuausgaben der genannten Konstitutionen sind sämtliche Zitate verschwunden; doch hat das Rituale von 1928 das Responsorium „Suscipe me, Domine" und die Oration „Omnipotens" bei der besonders feierlichen Profeß der Regularen sowie der Nonnen beibehalten.

33. Die Konstitutionen der Serviten. Die ältesten Konstitutionen liegen in der vom hl. Philippus Benitius vollendeten Fassung vor[21]; sie gehen aber schon zurück auf die Regierungszeit des ersten Generalpriors, Bonfiglio Monaldi, der mit dem seit 1244 sich in Florenz aufhaltenden hl. Petrus von Verona O. P. befreundet war. Die Konstitutionen sind von jenen der Predigerbrüder beeinflußt.

BR. c. 3: suo proterve ... foris ... contendere = KS. c. 22.

Diese Konstitutionen blieben in Geltung bis 1548. Von neueren Auflagen hatte ich nur jene von 1907, die aber das genannte Zitat nicht mehr enthält.

34. Die Konstitutionen der Regularkanoniker vom hl. Antonius dem Einsiedler. Hier lagen mir nur die aus Spanien stammenden Konstitutionen des 18. Jahrhunderts vor[22]. Der benediktinische Einfluß erklärt sich vielleicht dadurch, daß dieser Orden aus einer Bruderschaft hervorging. Diese versah an einem Spital, das zunächst und für lange Zeit in Abhängigkeit von dem Benediktinerkloster St. Pierre de Montmajeur stand, Krankendienste.

BR. c. 58: morum ... oboedientiam = KRH.A.P. III c. 17.

35. Die Konstitutionen des Birgittenordens[23]. Sie sind von dem Cisterziensermönche Petrus von Alvastöa nach

[21] Monumenta Ordinis Servorum Sanctae Mariae a PP. Augustino Morini et Peregrino Saulier edita, Bruxelles 1897 ss. t. I fasc. 1, 27 ss.

[22] Holstenius-Brockie l. c. V119 ss. — [23] Ebd. III 107ff.

den Angaben der hl. Birgitta aufgezeichnet worden. Nach den Offenbarungen dieser Heiligen hatte sie ihrem Beichtvater auch die Vollmacht erteilt, aus anderen Ordensregeln Geeignetes hinzuzufügen. Die Bestätigung erteilten Urban VI., Johann XXIII. und Martin V.

BR. c. 6: Scurrilitates ... verba otiosa ... in omnibus locis = KB. c. 5.
BR. c. 33: aliquid habere proprium, nullam omnino rem ... necessaria ... sperare ... habere, quod abbas non ... permiserit = KB. c. 1.
BR. c. 54: a parentibus ... suscipere = KB. c. 16.
BR. c. 55: cucullam et tunicam = KB. c. 3.
BR. c. 58: Praedicentur ... dura et aspera = KB. c. 9.
BR. c. 59: quis ... offert filium suum ... in monasterio ... aliquid offerre ... in elemosinam monasterio = KB. c. 16.

36. Die Gewohnheiten der Regularkanoniker der Diözese Prag und von St. Dorothea in Wien aus dem 14. Jahrhundert, die auch[24] in mehreren anderen Kanonien Bayerns, Böhmens und Österreichs im Gebrauche waren.

BR. c. 22: Singuli per singula lecta ... Lectisternia pro modo conversationis secundum dispensationem ... accipiant ... iugiter in ... ardeat usque mane. Vestiti dormiant ... cincti cingulis ... parati sint ... semper ... signo absque mora surgentes, festinent invicem se praevenire ad Opus Dei, cum omni tamen gravitate et modestia = GRP. c. 32.

Der Profeßritus weist noch das dreimalige „Suscipe me Domine" der Benediktinerregel auf BR. c. 58 = GRP. c. 2).

37. Die Statuten der Fraterherren, verfaßt zwischen 1413 und 1419[25]. Obwohl sie mehrfach die Väter, besonders Augustin, Kassian, Hieronymus, Chrysostomus, Gregor d. G., Bernhard[26], Hugo von St. Viktor zitieren, so ist doch der hl. Benedikt nirgends direkt erwähnt. Allein das Fest Kreuzerhöhung (vgl. BR. c. 41) gilt für manche Dinge als Termin: von Ostern bis Kreuzerhöhung ist die Ruhe nach dem Mittagessen gestattet, vor Kreuzerhöhung sollen die Pelze gelüftet und um Kreuzerhöhung die Unterkleider nachgesehen werden (c. 7, 13).

Außerdem sind nach c. 19 den „supervenientes hospites" die Füße zu waschen: „pedes lavare" (vgl. BR. c. 53).
BR. c. 28: una ovis morbida ... gregem = SF. c. 27.
BR. c. 54: si ... a parentibus ... in ... sit potestate ... dari = SF. c. 31.
BR. c. 72: Infirmitates ... corporum ... morum patientissime = SF. c. 28.

38. Die Statuten der Windesheimer Chorherren. Benutzt wurde die Ausgabe von 1553[27]; diese geht aber in ihrem

[24] Amort E., Vetus disciplina canonicorum regularium et saecularium, Venetiis 1747, 505 ss.
[25] Hyma A., The Christian renaissance, Michigan 1924, 441 ss.
[26] Gleumes H., Die Stellung Gerhard Groots und der Windesheimer zum Zisterzienserorden, und ders. Gerhard Groot und die Windesheimer als Verehrer des hl. Bernhard von Clairvaux (Zeitschrift für Aszese und Mystik 10 (1935) 35ff., 90ff.).
[27] Amort l. c. 539 ss.

Kern auf die Anfänge der Kongregation zurück. Der benediktinische Einschlag ist sicherlich auf die engen Beziehungen zu den Zisterziensern zurückzuführen[28].

BR. c. 3: praesumant... defendere ... quisquam cum ... proterve ... foris ... contendere = SWC. P. IIc. 1, P. III c. 6.
BR. c. 21: securus = SWC. P. II c. 1.
BR. c. 53: supervenientes hospites ... suscipiantur ... omnibus congruus honor ... maxime ... pedes hospitibus = SWC. P. II c. 13.
BR. c. 58: si ... perseveraverit ... dura et aspera ... de stabilitate ... et oboedientiam = SWC. P. III c. 2, P. IV c. 1, 2.

Auch in diesen Statuten spielt das Fest Kreuzerhöhung eine Rolle: Von Kreuzerhöhung bis zum Beginn der Fastenzeit dauern die Regularfasten (P. III c. 9; vgl. BR. c. 41). Von Ostern bis Kreuzerhöhung ist ein Mittagsschlaf von einer Stunde gestattet; innerhalb dieser Zeit ist die Prim um 5 Uhr, sonst um 5½ Uhr. Ferner enthalten die Statuten Bestimmungen über die von Ostern bis Kreuzerhöhung zu tragenden Superpellizien und Almutien (P. III c. 11, P. II c. 7). Der Profeßritus enthält auch noch das dreimalige „Suscipe me, Domine" von der Benediktinerregel (P. III c. 2 vgl. BR. c. 58).

39. Die Statuten der Windesheimer Chorfrauen, verfaßt zu Beginn des 15. Jahrhunderts[29]. Die unter 38. angegebenen Zitate aus den Kapiteln 3, 21, 41, 58 der Benediktinerregel finden sich auch in diesen Statuten, ausgenommen jenes über die „Stabilität" der Konversen (P. II c. 1, P. III c. 1, 2, 9, 10, 11, P. IV c. 1).

Diese Statuten sind noch in Übung im „Cloître de Nazareth, Couvent Anglais de Bruges" und in dessen beiden Tochterklöstern in England. Ob die erwähnten Zitate noch unversehrt erhalten sind, ließ sich nicht ermitteln.

40. Die Konstitutionen der Lateranensischen Chorherren[30]. Bei Gründung dieser Kongregation zu Beginn des 15. Jahrhunderts übernahm man im wesentlichen die Konstitutionen der Chorherren vom hl. Frigidianus in Lucca, nur wenig wurde geändert; größere Veränderungen entstanden erst nach dem Trienter Konzil.

BR. c. 6.: Scurrilitates ... verba otiosa et risum moventia ... clausura = KLC. P. I c. 21.

In den Ausgaben unserer Konstitutionen von 1841 und 1926 sind die Worte „et risum moventia" weggefallen und der Ausdruck „perpetua clausura" ist durch „perpetuo" ersetzt (P. I c. 17 bzw. n. 60).

---

[28] Anmerk. 26.
[29] Gallée I. H., Middeldeuwsche Kloosterregels (Archief voor Nederlandsche Kerkgeschiedenis 5 (1895) 250 ff.).
[30] Auszug bei Amort l. c. 524 ss.

41. Die Statuten des Kardinals Branda de Castiglione von 1422 für die Kanonien Welse (D. Konstanz), Neunkirchen (D. Bamberg), Langenzenn (D. Würzburg) und Rebdorf (D. Eichstätt[31]). Sie wurden später auch in manchen anderen Kanonien benutzt.

BR. c. 3: praesumat quisquam ... proterve ... foris ... contendere = SKB. c. 16.

BR. c. 21: decani ... elegantur ... securus ... onera ... non ... ordinem sed secundum ... meritum = L. o. c. 4.

BR. c. 22: iugiter in eadem ... ardeat usque mane. Vestiti dormiant, et cincti = SKB. c. 10.

BR. c. 31: solatia ... dentur = L. o. c. 9.

BR. c. 43: mox auditum ... signum, relictis ... festinatione ... cum gravitate = L. o. c. 24.

BR. c. 58: Praedicentur ei ... aspera = SKB. c. 17.

BR. c. 63: appellatione ... puro appellare nomine = L. o. c. 31.

BR. c. 64: cogitet ... onus suscepit ... redditurus ... rationem = SKB. c. 17.

42. Die Statuten für die Kanonie Ranshofen (D. Passau).

a) Aus dem zweiten Viertel des 15. Jahrhunderts[32]. Die Kapitel 1—30, 32 stimmen wörtlich mit den unter 41. genannten überein.

BR. c. 3: Nullus in monasterio proprii sequatur cordis voluntatem; neque praesumat ... cum ... suo proterve ... monasterium contendere. Quod si praesumpserit, regulari disciplinae subiaceat = SKR c. 33.

BR. c. 29: Frater ... proprio vitio egreditur de monasterio, si ... voluerit, spondeat prius omnem emendationem pro quo egressus est, ... sic in ultimo gradu recipiatur, ut ex hoc eius humilitas conprobetur. Quod si denuo exierit, usque tertio ita recipiatur ... postea sciens omnem sibi ... aditum denegari = SKR. c. 34.

BR. c. 33: vitium radicitus amputandum est ... praesumat aliquid dare aut accipere sine iussione ... neque aliquid ... proprium, nullam ... rem ... nec corpora ... nec voluntates ... habere in propria voluntate = SKR. c. 35.

b) Aus Anlaß der von den Pröpsten Nikolaus von St. Dorothea in Wien und Petrus in Ror (D. Regensburg) und dem Regularkanoniker Wolfgang Kerspeck von St. Florian (D. Passau) im Auftrage des Kardinals Nikolaus von Kusa vorgenommenen Visitation, dat. vom 30. Dezember 1452[33].

BR. c. 2: duplici debet doctrina suis praeesse discipulis ... verbis = c. de Praeposito.

BR. c. 38: per ordinem legant ... qui aedificant = c. de refectorio et lectione.

BR. c. 54: litteras ... munuscula accipere ... dare = c. de vitandis colloquiis cum saecularibus.

BR. c. 58: promittat ... stabilitate = formula professionis[34].

43. Die Statuten für die Kanonie Beilberg[35], erlassen von den unter 42b) genannten Visitatoren am 9. März 1452.

---

[31] Amort l. c. 613 ss. — [32] Amort l. c. 742 ss.
[33] Amort l. c. 751 ss. — [34] Ebd. 1065. — [35] Amort l. c. 762 ss.

Sie enthalten in den Kapiteln „De Praelato" und „De vitandis mulieribus et clausura" die oben unter 42b) erwähnten Zitate aus den Kapiteln 2 und 54 der Benediktinerregel; dazu noch folgendes:

BR. c. 51: praesumat foris manducare, ... nisi = c. de vitandis mulieribus et clausura.

44. Die Statuten für die Kanonie St. Zeno bei Reichenhall (Erzd. Salzburg), erlassen von den unter 42b) genannten Visitatoren am 4. Februar 1452[36].

BR. c. 2: duplici debet doctrina suis praeesse ... verbis = SKSZ. § 3.

45. Die Statuten der Kanonie Polling (D. Augsburg) aus dem 15. Jahrhundert[37].

BR. c. 53: mox auditum ... signum, relictis omnibus ... manibus ... festinatione ... cum gravitate = SKP. c. 6.

46. Der *Liber officiorum*[38], der sicher in den Kanonien Tirnstein und St. Dorothea in Wien (D. Passau) sowie in manchen Kanonien der Diözese Freising im 15. Jahrhundert gebraucht wurde.

BR. c. 3: praecipua agenda ... convocet ... omnem ... unde agitur = L. o. c. 2.

BR. c. 21: elegantur ... securus ... onera ... non elegantur ... ordinem, sed secundum ... meritum = L. o. c. 4.

BR. c. 22: in ... ardeat usque mane = L. o. c. 18.

BR. c. 31: eligatur de congregatione ... maturus moribus, sobrius ... non iniuriosus ... non prodigus, sed timens Deum.

BR. c. 53: supervenientes hospites ... suscipiantur ... omnibus congruus honor ... et peregrinis = L. o. c. 30.

BR. c. 58: lucrandas animas = L. o. c. 9.

BR. c. 64: onus suscepit ... redditurus est rationem ... prodesse ... praeesse.

47. Die Statuten des Allerheiligenstifts in Olmütz, erlassen unter Propst Johann Stiawaka von Hodenic (1493 bis 1507), bestätigt von Propst Nikolaus II. Melik von Sternberg (1480—1510)[39].

BR. c. 1: vero ... gyrovagum ... diversas ... stabiles = SAO. n. 4.

BR. c. 22: Lectisternia ... secundum dispensationem ... Vestiti dormiant ... cincti = SAO. n. 13.

BR. c. 31: de congregatione ... maturus moribus, sobrius ... non iniuriosus ... non prodigus, sed timens deum = SAO. n. 39.

BR. c. 58: lucrandas animas = SAO. n. 36.

BR. c. 65: consilio fratrum timentium Deum = SAO. n. 35.

BR. c. 69: alium defendere = SAO. n. 14.

48. Die Regel der Brüder und Schwestern vom Dritten Orden des hl. Dominikus, bestätigt von Inozenz VII. *Sedis Apostolicae providentia* vom 26. Juni 1405[40] enthält kein Zitat der Benediktinerregel.

---

[36] Ebd. 765. — [37] Ebd. 779. — [38] Ebd. 698 ss.

[39] Neumann, Neznámá statuta moravská z 15. stol., Brně 1919.

[40] Constitutiones Fratrum Ordinis Praedicatorum ,Parisiis 1872, 673ss.

49. Die Statuten der Ursulinen. Die Regel der hl. Angela, bestätigt von Papst Paul III. 1544 mit 3 späteren Überarbeitungen aus den Jahren 1577, 1581 und 1587[41] weisen keine Zitate der Benediktinerregel auf. Ebensowenig ist dies der Fall bei den Observanzen von Paris, Toulouse und Lyon, wenigstens soweit die grundlegenden päpstlichen Konstitutionen Pauls V. „Inter universa" vom 13. Juni 1612, „Debitum pastoralis" vom 24. März 1614 und „Inter universa opera" vom 10. April 1619 in Betracht kommen[42]. Eine Ausnahme dagegen macht die Observanz von Bordeaux, in der man nach dem Breve Pauls V. „In supremo" vom 5. Februar 1618 „castitas, obedientia, paupertas et stabilitas in eadem societate" verspricht (vgl. BR. c. 58: Suscipiendus autem ... promittat de stabilitate sua). Das Versprechen der Stabilität geht offensichtlich auf benediktinischen Einfluß zurück. Der Entwurf dieser Statuten stammt zwar von Kardinal de Sourdis selbst, allein Dom Jean Jaques, der in den Exhortationen, die er den ersten Ursulinen in Bordeaux hielt, die Gedanken des Kardinals interpretierte, wirkte sicherlich bei Abfassung der Statuten mit. Mit Recht schreiben W. M. Theresia-Haselünne und M. Maria-Berlin in ihrer Abhandlung „Die Geschichte der Satzungen von Bordeaux von 1606—1924: „So hat der Kardinal gewissermaßen das Haus fest begründet und durch einen Ordensmann benediktinischer Richtung in monastischen Formen ausbauen lassen"[43]. Die „Stabilität" („perséverance") begegnet uns noch in der Profeßformel der Observanz von Bordeaux nach den Ausgaben der Statuten: Lüttich 1650, Orleans 1819, Wien 1836, Paderborn 1898, dagegen fehlt sie in den Statuten von Berlin 1868, Landshut 1891, München 1924, Freiburg i. Br. 1933, Innsbruck 1935, ebenso in jenen der Union romaine von 1903 und 1928. Diese Statuten von 1903 enthalten zwar noch einen Abschnitt „De la stabilité des Soeurs" (P. I c. XI), allein mit dem Verschwinden der feierlichen Profeß und der selbständigen Klöster in der Statutenausgabe von 1928 ist auch der Abschnitt über die „Stabilität" beseitigt worden. Dagegen hat der Profeßritus nach den Observanzen von Paris und Bordeaux bis heute den Vers „Suscipe me Domine" bewahrt (vgl. BR. c. 58).

50. Die Konstitutionen der Annunziaten, verfaßt von der Stifterin Maria Viktoria Fornari, bestätigt von Klemens VIII. 1604 und Paul V. 1613[44]. Kein Zitat; doch hat

[41] Jahrbuch des Verbandes selbständiger deutscher Ursulinenklöster 3 (1928) 1 ff.

[42] Im Anhang der Constitutions de l'institut des Ursulines, Rome 1903, III ss.

[43] Jahrbuch 91. — [44] Ed. Paris 1644.

der Profeßritus das „Suscipe me, Domine" der Benediktinerregel (c. 58)[45].

51. Die Konstitutionen der Nonnen des Ordens von der Heimsuchung Mariä, verfaßt vom hl. Franz von Sales, bestätigt von Urban VIII. *Militantis Ecclesiae* vom 27. Juni 1626[46]. Kein Zitat.

52. Die Konstitutionen der Abtei Trzemeszno (Erzd. Gnesen) approbiert auf dem Generalkapitel der Lateranensischen Augustinerchorherrenkongregation in Ravenna am 28. April 1646[47].

BR. c. 6: Scurrilitates ... verba otiosa et ... moventia ... in ... locis = KAT.. P. I c. 22.

BR. c. 58: dura et aspera per quae itur ad Deum ... conversatione morum ... oboedientiam = KAF. P. I c. 36, 38.

BR. c. 64: (Abba) studeat ... amari quam timeri = KAT. P. II c. 1.

53. Die Konstitutionen der Regularkanoniker der französischen Kongregation aus dem 17. Jahrhundert[48]. Kein Zitat.

54. Die Konstitutionen des Ordens U. L. F. von der Barmherzigkeit (de mercede), verfaßt vom Dominikaner Raimund von Pennaforte († 1275), bestätigt von Innozenz XII. *Ex iniuncto* vom 7. Dezember 1691[49].

BR. c. 3: praesumat quisquam cum ... proterve ... contendere = KOFB. d. V c. 4 n. 2.

Außerdem findet sich in d. I c. 6 n. 2 das „Kyrie eleison" beim Offizium der Laienbrüder (vgl. BR. c. 9, 12, 13, 17) und in d. IV c. 7 n. 2 das dreimalige „Suscipe me, Domine" im Profeßritus (vgl. BR. c. 58). In den Konstitutionen von 1895 sind aber diese Zitate nicht mehr enthalten.

55. Die Konstitutionen der königlichen Abtei Nullius Dioecesis St. Moritz in der Schweiz. Deren Ausgaben von 1831 und 1931 enthalten kein Zitat.

III. Die Satzungen der Ritterorden.

56. Die Statuten des Malteserordens, verfaßt von Raimund du Puy zwischen 1155 und 1160[1]. Sie schließen sich mehrfach an die Augustinerregel an. Die Kapitel 12 und 17 entsprechen dem Inhalte nach dem Kapitel 23 der Augustinerregel, aber auch den Kapiteln 23, 28, 70 der Benediktinerregel; ferner behandeln die Kapitel 8 und 13 die Materien der Kapitel 22

[45] Ordnungen, Gebräuch und Cäremonien ... bey denen Klosterfrauen deß Ordens der Allerseligsten Verkündigung, Prag 1707, 50, 140.

[46] Ed. Wien 1862. — [47] Amort l. c. 846 ss. — [48] Amort l. c. 791 ss.

[49] Bullarum, diplomatum et privilegiorum sanctorum Romanorum Pontificum Taurinensis editio, Augustae Taurinorum 1857 ss. XX 232 ss.

[1] Delaville le Roulx, J., Cartulaire général de l'ordre des hospitaliers de S. Jean de Jérusalem I, Paris 1894 n. 70.

und 33 der Benediktinerregel, über die die Augustinerregel keine Abschnitte aufweist. Die Benediktinerregel scheint noch durch in Kapitel 16, in dem es heißt, daß die Kranken „quasi dominus" behandelt werden sollen (vgl. BR. c. 36 ‚sicut revera Christo, ita eis serviatur"). Ambrozicjutė sagt: „So wurde sie (die Benediktinerregel) wahrscheinlich auch in der amalfitanischen Stiftung in Jerusalem von Anfang an übernommen[2]". Dies ist leicht möglich; stand doch das älteste Haus der Johanniter in Jerusalem unmittelbar neben der Benediktinerabtei St. Maria de Latina. Ein wirkliches Zitat der Benediktinerregel enthalten jedoch die ältesten Satzungen der Johanniter nicht.

57. Die Templerregel[3]. An deren Abfassung hatte der hl. Bernhard von Clairvaux auf der Synode von Troyes 1128 hervorragenden Anteil. Die vom hl. Bernhard besorgte Redaktion enthält 48 Kapitel; in dieser finden sich im Prolog und in den Kapiteln 1, 2, 7—9, 12, 13, 16, 17, 19, 20, 33, 42—45, 50, 55—58, 61, 63, 65, 66, 68, 69 Zitate aus dem Prolog und den Kapiteln 3—7, 9, 23, 26, 28, 34, 36—40, 42, 46, 50, 52, 54, 55, 58, 60, 73 der Benediktinerregel. Die zweite, erst in Jerusalem entstandene Redaktion weist außerdem in den Kapiteln 21, 27, 38, 62 Zitate aus den Kapiteln 34, 54 und 55 der Benediktinerregel auf. Außerdem enthalten die Kapitel 7, 9, 10, 13, 18, 31, 60, 65, 66, 72 Anspielungen auf die Kapitel 11, 19, 27, 36, 38, 39, 41, 44, 59, 65, 70 der Benediktinerregel.

58. Die Statuten des deutschen Ordens. Im Anfange beobachtete man bezüglich der Kranken die Johanniterregel, dagegen bezüglich der Brüder, Ritter und Geistlichen die Templerregel, die jedoch bald vielfach abgeändert wurde. Die Neufassung, die uns jetzt vorliegt[4], stammt etwa aus der Zeit des Lyoner Konzils; vermutlich war der am 28. Mai 1244 zum Kardinalbischof von Sabina ernannte Bischof von Modena, Wilhelm, ihr Redaktor.

BR. Prolog: per oboedientiae ... redeas ... per inoboedientiae ... recesseras = Gesetze DO. n. 29.

BR. c. 3: convocet ... omnem ... minora = SDO. c. 27.

BR. c. 6: verba otiosa ... risum moventia = SDO. c. 27.

BR. c. 22: Si potest fieri, omnes in uno loco dormiant ... Vestiti dormiant ... cincti = SDO. c. 17.

BR. c. 26: praesumpserit ... excommunicato = SDO. c. 28.

BR. c. 34: Qui minus indiget, agat Deo gratias ... vero plus ... humilietur pro infirmitate, non extollatur pro misericordia; et ita omnia membra erunt in pace = SDO. c. 13.

[2] Ambrozicjutė M., Studien über die Johanniterregel, Freiburg i. d. Schweiz 1929, 9.

[3] Schnürer G., Die ursprüngliche Templerregel, Freiburg i. Br. 1903, 130—153. Hier sind alle Zitate aus der Benediktinerregel durch Kursivdruck kenntlich gemacht.

[4] Perlbach M., Die Statuten des Deutschen Ordens, Halle a. S. 1890, 14 ff.

BR. c. 37: (senibus ...) imbecillitas ... pia consideratio = SDO. c. 25.
BR. c. 46: Si quis ... aliquid deliquerit ... ipse ultro satisfecerit ... delictum suum ... maiori subiaceat = SDO. c. 36.
BR. c. 53: supervenientes hospites = SDO. c. 13.
BR. c. 55: Accipientes nova ... vetera ... pauperes = SDO. c. 11.

Von den erwähnten Zitaten können nur jene aus den Kapiteln 55, 26, 46 der Benediktinerregel durch Vermittlung der Templerregel in die Statuten des Deutschen Ordens gekommen sein; denn die übrigen finden sich in der Templerregel nicht. Dieser Umstand zeigt, daß der Verfasser neben der Templerregel auch die Benediktinerregel unmittelbar benutzt hat.

Die 1930 erschienenen *Regulae Fratrum Ordinis Teutonici Sanctae Mariae in Jerusalem* weisen von allen genannten Zitaten nur noch jene aus den Kapiteln 34 und 46 der Benediktinerregel auf (n. 58, 100). Die innige Verbindung des Deutschen mit dem Benediktinerorden zeigt aber auch noch ein Statut der *Regula Fr. Conventualium Domus et Hospitalis B.M.V. Teutonicorum in Jerusalem pro Conventibus Presbyterorum Summo Magistro immediate subiectis*, Opaviae 1913 p. 45:

Recentissima Conventuum Statuta c. XI: „Die 21. Martii, sacra D. Benedicto, in cuius pristina possessione ac protectione communis vita et regula Conventualis inter Ordinis Sacerdotes restaurata fuit, applicabitur Missa conventualis in honorem istius s. Patriarchae pro universis eius filiis, vivis et defunctis, nominatim vero in monasteriis Füssensi et Rayhradensi."

IV. Die Satzungen des Franziskanerordens.

59. Die Regeln des hl. Franziskus von Assisi. Man unterscheidet zwei Regeln, nämlich die erste 1221 erschienene und die zweite, die sog. *Regula bullata*, approbiert durch die Bulle Honorius' III. *Solet annuere* vom 29. November 1223[1]. Auf dem Pfingstkapitel der Minderen Brüder zu Portiunkula 1220 gaben die Brüder Franz den Rat, aus den Regeln und Konstitutionen der alten Orden, der Benediktiner, Zisterzienser und Augustiner einiges in seine Regel aufzunehmen. Allein Franz lehnte dies ab mit der Begründung, er wolle nur jene Lebensform, die ihm vom Herrn gnädig gezeigt und geschenkt worden sei. Schon die erste Regel zeigt deutlich, daß er von den Einrichtungen der alten Orden nichts wissen wollte; heißt es doch in ihr in Kapitel 6 und 7: „nullus vocetur Prior, sed generaliter omnes vocentur Fratres Minores et alter alterius lavet pedes" und „non sint Camerarii nec Cellarii". Beide Regeln enthalten zwar manche Wendungen, die sich eng an die Benediktinerregel anschließen, allein sie sind doch so allgemein üblich, daß man keineswegs eine unmittelbare Entlehnung aus der Benediktinerregel beweisen kann. Solche Wendungen sind:

[1] Holstenius-Brockie l. c. III 22 ss.

vendat omnia sua et studeat pauperibus erogare (1. Reg. c. 2, 2. Reg. c. 2, BR. c. 58); si aliquid perderetur propter eorum (ministrorum) culpam et malum exemplum, in die iudicii oportebit eos reddere rationem coram Domino Jesu Christo (1. Reg. c. 4, BR. c. 2); vestes viles (1. Reg. c. 2, 2. Reg. c. 2, BR. c. 55), Deum timentes (2. Reg. c. 2, BR. c. 31).

60. Die Konstitutionen der Minderen Brüder. Die ältesten auf uns gekommenen stammen vom Generalkapitel in Narbonne 1260[2].

BR. c. 36: infirmis ... debilibus = KMB r. IV.
BR. c. 53: Omnes ... hospites ... suscipiantur ... maxime = KMB r. IV.
BR. c. 58: aspera = KMB r. I.

Bei den verschiedenen Umarbeitungen, die unsere Konstitutionen im Laufe der Jahrhunderte erfahren haben, gingen die erwähnten Zitate verloren. Die 1922 erschienenen Konstitutionen enthalten nur noch ein Wort, das aus Kapitel 53 der Benediktinerregel stammt: maxime (n. 337). Doch kennt der Ritus der feierlichen Profeß noch heute das dreimalige „Suscipe me Domine"[3] (BR. c. 58).

61. Die Konstitutionen der Konventualen der Minderen Brüder. Die ältesten sind die sog. *Constitutiones Urbanae*, approbiert von Urban VIII. *Militantis Ecclesiae* vom 15. Mai 1628[4]. Obwohl sie auf den unter 58. erwähnten Konstitutionen des Generalkapitels von Narbonne 1260 aufgebaut sind, enthalten sie von den in diesen enthaltenen Zitaten nur noch ein Wort, nämlich „maxime" aus Kapitel 53 der Benediktinerregel. Es heißt nämlich in c. III lit. 21 n. 3, die Brüder sollen die Gastfreundschaft üben, „maxime vero erga Fratres Sacri Ordinis Praedicatorum". Diese Stelle ist auch in der 1932 erschienenen Neuauflage unverändert geblieben.

62. Die Konstitutionen der Kapuziner[5]. Die ältesten Einrichtungen sind zwar nicht unerheblich von jenen der Kamaldulensermönche, deren Privilegien sich die Kapuziner heute noch erfreuen, beeinflußt[6], allein ein direktes Zitat aus der Benediktinerregel weisen weder die älteren noch die neueren und neuesten Konstitutionen auf. Beachtenswert ist es aber, daß die Ausgaben der Konstitutionen Tournay 1876, Rom 1909 sowie die *Monumenta ad Constitutiones Ordinis Fratrum Minorum Capuccinorum pertinentia* ed. Venantius à Lisle-en Rigault, Romae 1916 bei den Sätzen in c. III „Clerici et Sacerdotes praevideant quae in Missa et Officio Divino publice legere

[2] Ehrle F., Die ältesten Redaktionen der Generalstatuten des Franziskanerordens (Archiv für Literatur- und Kirchengeschichte VI, 1896, 1 ff.).
[3] Rituale Romano-Seraphicum, 2 ed., Parisiis, Tornaci, Romae 1931, 272.
[4] Holstenius-Brockie l. c. III 293 ss.
[5] Le Prime Costituzioni dei Frati Minori Cappuccini di San Francesco, Roma 1913.
[6] Mathis B., De influxu legislationis Camaldulensium in Ordinem Capuccinorum (Collectanea Franciscana 1, 1931, 59 ss.).

debent" und „ad manducandum ... in saecularium domibus ... licentiam Praelatus ne facile concedat" als Quelle auf die Kapitel 19 und 51 der Benediktinerregel verweisen.

63. Die Regel der hl. Klara, von ihr selbst verfaßt und von Innozenz IV. „Solet annuere" vom 9. August 1253 bestätigt[7]. Der Einfluß der Benediktinerregel auf die Regel der hl. Klara ist leicht zu erklären. Einmal war sie selbst zunächst einige Zeit in den Benediktinerinnenklöstern S. Paolo und St. Angelo de Panso außerhalb Assisi, sodann gab Kardinal Hugolino, der spätere Gregor IX., den ersten Klarissen eine „forma" und die Benediktinerregel als Grundlage in die Hand[8].

BR. c. 3: omnes ... saepe ... Dominus revelat quod melius est = RHK. c. 4.
BR. c. 54: liceat ... litteras ... dare, sine ... abbatis = RHK. c. 8.
BR. c. 55: Vestimenta ... secundum locorum qualitatem ... temperiem ... frigidis regionibus ... abbatem = RHK. c. 2.
BR. c. 64: cogitet ... quale onus suscepit, et cui redditurus est rationem ... magis ... praeesse ... amari quam timeri.

Außerdem kennt noch heute der Ritus der feierlichen Profeß das dreimalige „Suscipe me, Domine" der Benediktinerregel (c. 58)[9].

64. Die Regel des Klarissenordens, bestätigt von Urban IV. *Beata Clara* vom 18. Oktober 1263[10].

BR. c. 3: omnem ... omnes ... saepe iuniori Dominus revelat quod melius est = RKU. c. 22.
BR. c. 22: cultellos = RKU. c. 20.
BR. c. 36: carnium esus infirmis ... debilibus ... omnes abstineant = RKU. c. 11.
BR. c. 58: ei ... dura et aspera per quae itur ad Deum ... promittat ... stabilitate ... oboedientiam = RKU c. 3, 20.
BR. c. 64: Studeat ... amari quam timeri = RKU c. 22.

Die unter 63 und 64 aufgeführten Regeln sind heute noch im Gebrauch, werden aber durch die 1930 erschienenen *Constitutiones generales pro Monialibus Ordinis Sanctae Clarae* ergänzt, die jedoch keine Zitate der Benediktinerregel enthalten.

65. Die Konstitutionen des Klarissenordens von der Reform der hl. Koleta, bestätigt durch Pius II. *Etsi ex suscepti regiminis officio* vom 18. Oktober 1458[11].

BR. c. 36: carnium esus infirmis ... debilibus ... abstineant = KKRK. c. 4 n. 1, 3.
BR. c. 54: liceat ... a parentibus ... dare, sine ... abbatis = KKRK. c. 10 n. 12.
BR. c. 55: Vestimenta ... secundum ... qualitatem ... temperiem ... frigidis regionibus = KKRK. c. 2 n. 2.

[7] Seraphicae legislationis textus originales, Ad Claras Aquas 1897, 49 ss.
[8] *Sbaralea* J. H., Bullarium Franciscanum, Romae 1759 ss., I 263 ss.
[9] Rituale Romano-Seraphicum l. c. 365.
[10] Bullarium l. c. III 709 ss.
[11] Seraphicae legislationis textus l. c. 99 ss.

BR. c. 58: Praedicentur ei ... dura et aspera per quae itur ad Deum = KKRK. c. 1 n. 3.

Die 1932 herausgegebene Neuauflage dieser Konstitutionen hat sämtliche Zitate bewahrt (n. 5, 21, 46, 48, 133).

66. Die Konstitutionen der Klarissen-Kapuzinerinnen, verfaßt von P. Hieronymus de Castelferetti, Generalvikar für den Kapuzinerorden, datiert 20. November 1610[12]. Ihnen liegen die Konstitutionen der Reform der hl. Koleta zugrunde (vgl. 65), weshalb auch sämtliche Zitate der Benediktinerregel übernommen sind (c. 1, 2, 4, 10). Die 1928 erschienene Neuausgabe hat jedoch nur die zwei ersten Zitate unversehrt erhalten, das dritte stark verändert und das vierte fast ganz fallen lassen (n. 2, 57, 72 ss., 148).

67. Die Regel für die gemeinsam lebenden Brüder und Schwestern des Dritten Ordens vom hl. Franziskus von Assisi, bestätigt von Leo X. *Inter cetera* vom 20. Januar 1521[13]. Kein Zitat; etwas auffallend ist nur der Gebrauch von „Seniores" für die Ratsmitglieder und die Wendung „Incorrigibiles ... tamquam morbida pecora eiciantur de congregatione" (c. 8 vgl. BR. c. 3, 28). Diese Hinweise finden sich aber nicht mehr in der Neuausgabe dieser Regel, bestätigt durch Pius XI. *Rerum condicio* vom 4. Oktober 1927[14]. Der Ritus der feierlichen Profeß der klausurierten Terziarinnen kennt ebenfalls das „Suscipe me Domine"[15].

68. Die Statuten für die Klöster des Dritten Ordens des hl. Vaters Franziskus, bestätigt von Urban VIII. am 13. Januar 1625 für das Frauenkloster in Luzern[16].

BR. c. 64: quale onus suscepit ... redditurus est rationem = SDOL. c. 5.

Diese Statuten wurden von anderen Klöstern übernommen, so auch von „Maria Hilf" in Altstätten, den Kapuzinerinnenklöstern in Mainz, Pfaffendorf und Melville in Natal. In den für Altstätten 1925 approbierten Statuten ist die obengenannte Stelle verschwunden, dagegen in den für die anderen drei Klöster 1932 gutgeheißenen Statuten lautet sie also: „Wie Jesus Christus lehrt, soll sie sich nicht nach der Weise heidnischer Gewalthaber ihres Amtes wegen überheben, sondern sich tief verdemütigen wegen der großen Bürde und Verantwortung, die ihr auferlegt worden ist."

69. Die Konstitutionen der Nonnen von der hl. Elisabeth in der Tschechoslowakei (vom Dritten Orden des hl. Franziskus) von 1931, bearbeitet von der dem Prager Kloster benachbarten Benediktinerabtei Emaus.

---

[12] Ausgabe Aachen 1909. — [13] Bullarum l. c. V 764 ss.
[14] Acta Ap. Sedis 19, 1927, 361 ss.
[15] Rituale Romano-Seraphicum l. c. 382.
[16] Ausgabe St. Gallen 1884.

BR. c. 3: Quotiens aliqua praecipua agenda sunt in monasterio, convocet ... Si qua ... minora agenda sunt in monasterii utilitatibus ... utatur consilio = KNHE. n. 143f.

70. Die Regel der Brüder des Ordens der Minimen, verfaßt vom Stifter Franz von Paula, bestätigt von Alexander VI. *Meritis religiosae vitae* vom 26. Februar 1493[19].

BR. c. 1: gyrovagum ... stabiles = ROM. c. 12.

BR. c. 33: quibus nec corpora sua nec voluntates licet habere in ... a patre ... quicquam liceat habere, quod ... non dederit aut permiserit. Omniaque ... sint ... suum aliquid dicat = ROM. c. 6.

BR. c. 69: quavis occasione praesumat alter ... defendere ... etiam si qualivis ... propinquitate iungantur ... exinde gravissima occasio scandalorum oriri = ROM. c. 8.

In der zweiten Auflage dieser Regel, wiederum verfaßt von Franziskus von Paula und bestätigt von Alexander VI. *Ad ea* vom 1. Mai 1501[20], ist von den erwähnten Zitaten nur noch der erste Teil von Kapitel 33 der Benediktinerregel übernommen (c. 8 § 18); dagegen sind noch folgende beigefügt:

BR. c. 6: Si ... bonis ... propter taciturnitatem ... magis ... verbis = ROM. c. 4.

BR. c. 58: stabilitate = ROM. c. 3.

In der dritten Ausgabe dieser Regel, wiederum verfaßt von Franziskus von Paula, und bestätigt von Julius II. *Inter caeteros Regularis observantiae professores* vom 28. Juli 1506[21], sind jedoch alle erwähnten Zitate verschwunden.

V. Die Satzungen der Humiliaten, Karmeliter, Reklusen und Eremiten.

71. Die Regeln der Humiliaten.

a) Die Regel der in der Welt lebenden Humiliaten, bestätigt von Innozenz III. *Incumbit nobis* vom 7. Juni 1201[1]. Kein Zitat.

b) Die Regel der gemeinsam lebenden Humiliaten, bestätigt durch Innozenz III. *Diligentiam pii patris* vom 12. Juni 1201 und Gregor IX. *Cum felicis memoria* vom 7. Juni 1227[2]. Die Annahme des gemeinsamen Lebens geschah unter dem Einflusse des hl. Bernhard von Clairvaux, dem wohl auch die Einführung der Benediktinerregel zukommt. Nach dem Privileg Urbans III. *Religiosam vitam degentibus* vom 29. April 1186 soll man in Vicobodono die Propstwahl „secundum Deum et

[19] Bullarum l. c. V 353 ss. — [20] Ebd. 385 ss.

[21] Sacri Minimorum Ordinis Regula Fratrum Correctorium et Caeremoniae, Romae 1932, 5 ss.

[1] Tiraboschi H., Vetera Humiliatorum monumenta II, Mediolani 1766, 128 ss.

[2] Zanoni L., Gli Umiliati, Milano 1911, 352 ss. Die Zitate aus der Benediktinerregel sind völlig ungenügend vermerkt.

beati Benedicti Regulam" vornehmen. Bei der Revision der Regel im Jahre 1201 waren der Zisterzienserabt von Locedio (D. Vercelli) und der Zisterzienser Rainer beteiligt[3].

Die Kapitel 3, 5—8, 23, 24, 27, 28, 32, 33, 35, 36 sind fast ganz den Kapiteln 3, 24, 26, 27, 32—34, 36, 43, 48, 51, 53 der Benediktinerregel entnommen, und die Kapitel 4, 22, 34, 37, 45 zur Hälfte den entsprechenden Kapiteln 4, 22, 28, 66, 71, 72. Kleinere Zitate aus den Kapiteln 2, 6, 16, 43, 50, 55, 58 der Benediktinerregel enthalten noch die Kapitel 1, 2, 9, 17, 25, 31, 40, 41 der Humiliatenregel.

72. Die Regel der Karmeliter, verfaßt vom Patriarchen Albert von Jerusalem, bestätigt von Honor III. am 30. Juni 1226[4].

BR. c. 33: Omniaque ... sint communia ... aliquid dicat = RK. n. 7. — BR. c. 36: esus carnium infirmis ... debilibus ... abstineant = RK. n. 11.

Außerdem ist hier noch zu erwähnen, daß die Oberen den Titel „Prior" (vgl. BR. c. 13, 20, 38, 43) führen und daß die Regularfasten von Kreuzerhöhung bis zum Beginne der Fastenzeit dauern (BR. c. 41).

Die am 1. Oktober 1247 durch Innozenz IV. vorgenommene Revision unserer Regel ließ den benediktinischen Einfluß unberührt.

73. Die Konstitutionen der Karmeliter von 1247, 1324 usw.[5]. Sie enthalten starke Beeinflussungen von seiten der Dominikanerkonstitutionen.

BR. c. 3: cum ... foris ... contendere = KK. r. 42.

Die Konstitutionen des Karmeliterordens von 1904 und 1930 und jene der unbeschuhten Karmeliten von 1631 und 1928 weisen aber das eben erwähnte Zitat nicht mehr auf.

74. Die Konstitutionen der Karmeliterinnen, verfaßt von der hl. Theresia von Avila, bestätigt auf dem Generalkapitel des Ordens zu Alcala am 6. März 1581 und von Sixtus V. *Salvatoris ac Domini nostri Jesu Christi* vom 5. Juni 1590[6].

BR. c. 3: cum ... contendere = KK. c. 19.

Dieses Zitat ist in den Ausgaben der Konstitutionen von 1924 (c. 19 n. 1) und 1926 (n. 197) unversehrt erhalten geblieben. Außerdem enthält der Ritus der Auflegung des Schleiers den Vers „Suscipe me, Domine" (BR. c. 58).

75. Verschiedene Reklusen- und Eremitenregeln.

a) Die Reklusenregel des Augustinerchorherren Walter, verfaßt um 1280[7].

BR. c. 1: generibus = RW. c. 2.

---

[3] Tiraboschi l. c. 123s., 135ss., 140 n. 7.
[4] Acta SS., Aprilis I, Antverpiae 1675, 778s.
[5] Zimmermann B., Monumenta historica Carmelitana I, Lirinae 1907, 108.
[6] Bullarum l. c. IX, 206 ss. — [7] Antonianum 9 (1934) 53 ss.

b) Die Reklusenregel von Dublin, vielleicht von einem Priester Robert zwischen 1140 und 1215 verfaßt[8].

BR. c. 8: usque ... Pascha ... media nocte = RD. n. 19.
BR. c. 16: Media nocte surgebam ad confitendum tibi = RD. n. 19.
BR. c. 18: Deus in adiutorium meum intende = RD. n. 19.
BR. c. 41: A ... Pascha usque Pentecosten ... A Pentecoste ... ieiunent ... usque = RD. n. 24.

c) Die Eremitenregel von Cambridge[9]. Ihr Verfasser ist vielleicht Richard Rolle von Hampole (14. Jahrhundert), wohl selbst Eremit. Sie ist fast ganz der Inklusenregel des Abtes Ailred O. Cist. entnommen.

BR. c. 22: lecta ... cincti = EC. c. 3.
BR. c. 48: Otiositas inimica est animae ... otio = EC. c. 4.
BR. c. 55: Stramenta ... lectorum ... matta, sagum ... lena = EC. c. 3.

d) Die Eremitenregel von Oxford, vielleicht von Cölestin V.[10]

BR. c. 6: Mors et vita in manibus linguae ... verba otiosa et risum moventia = EO. c. 12.
BR. c. 22: cincti = EO. c. 17.
BR. c. 36: carnium ... infirmis ... debilibus = EO. c. 14.

Angefügt sei noch, daß nach Kapitel 17 und 19 das Fest Kreuzerhöhung der Wendepunkt für die Sommer- bzw. Winterordnung ist (vgl. BR. c. 41).

e) Die Statuten der Inklusinnen vom hl. Reinhold bei Köln, bestätigt von Dietrich von Mörs, Erzbischof von Köln, am 16. Februar 1448[11].

BR. c. 58: promittat ... stabilitate ... conversatione morum suorum et oboedientiam coram Deo et Sanctis eius ... reliquiae ... manu ... scribat ... signum = SIHR.

VI. Die Satzungen der Regularkleriker.

76. Die Konstitutionen der Theatiner von 1750[12]. Kein Zitat.

77. Die Konstitutionen der Somasker, bestätigt von Urban VIII am 5. Mai 1626[13].

BR. c. 58: omnia dura ... aspera = KS. l. 2 c. 2 n. 1.

Außerdem findet sich mehrmals die Bezeichnung Seniores für die Mitglieder des Rates (l. 2 c. 5 n. 6, l. 2 c. 10 n. 4 vgl. BR. c. 3).

Die Konstitutionen von 1927 haben diese Zitate bewahrt: n. 381, 440, 506.

78. Die Konstitutionen der Kamillianer, bestätigt von Benedikt XV. am 20. April 1915. Kein Zitat.

[8] Ebd. 3, 1298, 170 ss. — [9] Ebd. 299 ss. — [10] Ebd. 312 ss.
[11] Gougaud L., Eremites et Reclus, Ligugé 1928, 121 ss.
[12] Holstenius-Brockie l. c. V 349 ss.
[13] Holstenius-Brockie l. c. III 199 ss.

79. Die Konstitutionen der Minderen Regularkleriker, bestätigt von Paul V. am 25. Oktober 1605[14]. Kein Zitat.

80. Die Konstitutionen der Piaristen, bestätigt von Gregor XV. am 31. Januar 1621[15]. Kein Zitat.

81. Die Konstitutionen der Gesellschaft Jesu, verfaßt vom hl. Ignatius von Loyola und auf der ersten Generalkongregation zu Rom 1558 angenommen[16]. Kein Zitat, doch ist beachtenswert, daß uns vom Sekretär des Verfassers, Polankus, zwei Schriftstücke erhalten sind, die die Benutzung der Regeln des hl. Franziskus, Dominikus und Benediktus beweisen. Die Auszüge aus der Benediktinerregel betreffen die Kapitel 3, 21, 22, 23, 28, 29, 30, 32, 35, 37, 46, 48, 49, 53, 55, 58, 63, 64[17].

VII. Die Satzungen der Kongregationen der neueren Zeit.

Schon die Abschnitte II, IV und VI haben gezeigt, daß der Einfluß der Benediktinerregel auf die Formulierung der Ordenssatzungen in neuerer Zeit schwindet. Die Prüfung einer Reihe von Statuten aus nachtridentinischer Zeit, deren Namen aufzuzählen wir uns ersparen können, führt zu dem Ergebnis, daß dieselben keine Zitate mehr enthalten. Als kümmerlicher Rest benediktinischen Lebens kann jedoch in manchen Kongregationen noch das votum stabilitatis bezeichnet werden; doch ist hiebei zu berücksichtigen, daß es sich in diesen Fällen nicht mehr um eine stabilitas loci, sondern nur um eine stabilitas in Congregatione handelt. Ein solches votum stabilitatis findet sich in der französischen Missionskongregation, in der Gesellschaft der Priester von der Barmherzigkeit unter dem Titel der Unbefleckten Empfängnis sowie in der Gesellschaft Mariä. Erwähnen darf ich aber hier wohl noch, daß die 7. in Ingenbohl 1930 erschienene Auflage des *Officium parvum BMV.* für die Barmherzigen Schwestern vom hl. Kreuze in Ingenbohl aus dem Dritten Orden des hl. Franziskus von Assisi das benediktinische Motto trägt: „Dem Gottesdienst darf nichts vorgezogen werden" (BR. c. 43). Die Abnahme des Einflusses der Benediktinerregel zeigt aber auch der Umstand, daß heute die Zahl jener neuen Verbände, die ihrem Leben die Benediktinerregel zugrunde legen, verhältnismäßig klein ist. Als solche sind nur zu nennen die Genossenschaft von den heiligsten Herzen Jesu und Maria und der ewigen Anbetung des Allerheiligsten Altarssakraments (sog. Picpusgesellschaft) samt ihrem weiblichen Zweige, ferner die Kongregationen der Missions-

[14] Ebd. V 415 ss. — [15] Ebd. VI 439 ss. — [16] Ed. Romae 1908.

[17] Codina A., Regulae antiquorum Ordinum et praeparatio Constitutionum Societatis Jesu (Archivum historicum Societatis Jesu 1932, 41 ss.).

schwestern vom kostbaren Blute und von Tutzing, der Liobaschwestern in Freiburg i. Br., der Servantes des Pauvres in Angers, der Anbeterinnen des hl. Herzens Jesu vom Montmartre, der Olivetanerinnen von Jonesborough in Arkansas, der Missionsschwestern in der D. Luzk und der Samaritanerinnen vom Kreuze Christi in der D. Warschau. Dies ist wohl vor allem darin begründet, daß eben die Benediktinerregel einen mehr beschaulichen Charakter trägt, während die Menschen der neueren Zeit der aktiven Wirksamkeit den Vorzug einräumen.

Die Regel des hl. Benedikt übt also in formeller Beziehung auf die Ausgestaltung des Ordenswesens in neuerer Zeit nur noch einen geringen Einfluß aus. Um so stärker war er in dem ersten Jahrtausend des Bestehens der Regel. Zeigt doch ein Überblick über die von mir aufgeführten Regeln und Satzungen, daß bisweilen ganze Kapitel der Benediktinerregel entlehnt sind. Von den 73 Kapiteln derselben sind es in unserer Untersuchung nur zwei, nämlich die Kapitel 10 und 15, die nirgends erwähnt sind. Das hängt offensichtlich damit zusammen, daß diese Kapitel Normen für das monastische Offizium enthalten. Verhältnismäßig wenig, aber doch immerhin mehrmals sind die Kapitel 8, 11, 12, 14, 16, 18, 30, 32, 37, 45, 47, 56, 57, 60—62, 67, 68, 73 verwendet, am meisten jedoch die Kapitel 2, 4, 6, 21, 22, 26—28, 31, 33, 36, 38, 39, 41, 43, 48, 53—55, 64, weitaus am häufigsten aber die Kapitel 3 und 58. Wenn es bisweilen immer wieder dieselben Texte sind, die sich in den Regeln und Satzungen finden, so hat dies manchmal seinen Grund darin, daß die Verfasser nicht die Benediktinerregel direkt als Quelle benutzten, sondern nur durch Vermittelung einer dritten Regel.

In manchen Satzungen sind die Zitate aus der Benediktinerregel verhältnismäßig erst spät verschwunden. Auch die durch das neue kanonische Recht notwendige Umarbeitung der Ordenskonstitutionen hat da und dort zum Verschwinden manchen Zitats beigetragen. Allein unter den von mir aufgeführten Satzungen sind doch auch verschiedene, die mit großer Pietät und feinstem Verständnis den benediktinischen Einfluß in ihren Regeln erhalten und belassen haben. Ich möchte es nicht unterlassen, hier den Verfassern der neuen Statuten der Dominikaner und Dominikanerinnen, der holländischen Kreuzherren und der Koletinerinnen eine besondere Anerkennung auszusprechen.

Eine Ordensregel von nicht zu unterschätzender Bedeutung wurde bisher noch nicht erwähnt. Es ist dies der *Codex iuris canonici*, der im zweiten Teile des zweiten Buches die Normen des Ordensrechts enthält. So manche benediktinische Ein-

richtung ist nämlich durch Vermittelung des kanonischen Rechts Gemeingut aller oder doch vieler Verbände geworden. Vor allem möchte ich hier das „Documentum emissae professionis ab ipso professo et saltem ab eo coram quo professio emissa est subscriptum" anführen, das can. 576 § 2 erwähnt. Der hl. Benedikt war der erste Ordensgesetzgeber, der die schriftliche Profeßablegung vorschrieb. Im 58. Kapitel seiner Regel bestimmt er:

„De qua promissione sua faciat petitionem ad nomen Sanctorum quorum reliquiae ibi sunt, et abbatis praesentis. Quam petitionem manu sua scribat: aut certe si non scit litteras, alter ab eo rogatus scribat, et ille novicius signum faciat ... Illam tamen petitionem eius, quam desuper altare abbas tulit, non recipiat, sed in monasterio reservetur."

Auch diese letztere Bestimmung ging in das kanonische Recht über (can. 576 § 2: „servetur in tabulario religionis"). Im Anschluß an die Profeßkarte möchte ich hier auch noch erwähnen, daß der Vers „Suscipe me, Domine" (Ps. 118, 116), der nach dem Profeßritus der Benediktiner (BR. c. 58) der Ablegung der Gelübde unmittelbar folgt, auch ein Bestandteil der Abtsweihe ist, wenn der zu Weihende die Ordensprofeß noch nicht abgelegt hat[18].

Benediktinisches Gut ist ferner das durch can. 555 § 1, 2° für alle Orden und Kongregationen vorgeschriebene sog. kanonische Noviziatsjahr. Während ältere Ordensgewohnheiten nur eine mehrtägige Prüfungszeit kannten, setzte der hl. Benedikt ein ganzes Jahr fest:

Si promiserit de stabilitate sua perseverantiam, post duorum mensium circulum legatur ei haec Regula per ordinem ... Et post sex mensium circulum legatur ei Regula, ut sciat ad quod ingreditur. Et si adhuc stat, post quattuor menses iterum relegatur ei eadem Regula (c. 58).

Erst nach Ablauf von zwölf Monaten durfte also der Novize seine Gelübde ablegen. Von ganz bedeutendem Einfluß auf die Ausgestaltung des kanonischen Rechts war aber auch das dritte Kapitel der Regel, nach dem der Abt bei wichtigen Dingen alle seine Mönche, bei weniger wichtigen dagegen nur die Älteren um ihren Rat befragen solle. Auch das heutige Ordensrecht kennt diese doppelten Ratsbehörden der Ordensoberen, „Consilium" und „Capitulum" genannt (can. 534 § 1, 543, 575 § 2, 655 § 1, 1395 § 3). Wenn auch nicht ganz neu geschaffen, so hat der hl. Benedikt doch das Recht über den Übertritt in eine andere religiöse Genossenschaft weiter ausgebaut[19]. Ferner verdankt der Begriff der „sanior pars" bei den kirchlichen Wahlen sein Entstehen dem Kapitel 64 der Regel[20]. Zum Schlusse

[18] Pontificale Romanum, ed. 2 post typicam, Ratisbonae etc. 1908, 74.

[19] Hofmeister Ph., Der Übertritt in eine andere religiöse Genossenschaft (Archiv für katholisches Kirchenrecht 108, 1928, 420 f.).

[20] Hilling N., Zur Abtswahl in der Benediktinerregel, ebd. 102, 1922, 55 ff.

sei hier noch erwähnt, daß der hl. Benediktus es war, der durch die Kapitel 3, 58 und 64 seiner Regel die Einrichtung des „monasterium sui iuris" (can. 488, 3°, 8°; 494 § 1) geschaffen hat. In solchen Klöstern leben ja nicht bloß die schwarzen und weißen Benediktiner, sondern auch die Augustinerchorherren und Prämonstratenser sowie die Nonnen aller Orden, soweit sie zur strengen Klausur verpflichtet sind.

Faßt man alles zusammen, den formellen und materiellen Einfluß der Benediktinerregel auf das abendländische Kirchenrecht, auf die Regeln und Satzungen der einzelnen Orden und Kongregationen, so wird man nicht leugnen können, daß sie einen ungemein starken, noch heute überall fühlbaren Einfluß ausgeübt hat. Dies berechtigt uns bis zu einem gewissen Grade, den hl. Benedikt nicht bloß „Patriarch des abendländischen Mönchtums", sondern geradezu „Patriarch des abendländischen Ordenswesens" zu nennen.

Die Benediktinerinnenabtei Frauenchiemsee im 17. Jahrhundert.

Von **Silvia Gräfin Brockdorff, München.**

Quellen und Literatur.

A. Quellen.

I. Hauptstaatsarchiv München (HStAM).

Frauenchiemseer Klosterliteralien. 104 Nummern. Davon besonders wichtig für diese Arbeit:

Nr. 89 Tagebuch der Äbtissin Scholastika Theresia von Perfall.
Nr. 90 Tagebuch der Äbtissin Maria Abundantia von Grimming.
Nr. 94 Kopialbuch
Nr. 95 Kopialbuch.
Nr. 98 Ordnungsbuch der Äbtissin Sabine Preundorffer.

Seeoner Klosterliteralien:

Nr. 79 Repertorium Seeonense — enthält ein Verzeichnis der Korrespondenz zwischen Seeon und Frauenchiemsee.

II. Kreisarchiv München (KAM).

Kloster Frauenchiemsee:

Fasc. 167/8 Geistliches Personal.
Fasc. 167/9 enthält den Briefwechsel mit Seeon und die Aufzeichnungen des Abtes Honorat von Seeon über *Form und Weis des Noviziat und Profess des lobwürdigen Gotts-hauses und Closters Frauenchiemsee* und die *Statuta und articulis des hl. Benediktinerordens* ebenfalls abgeschrieben von Abt Honorat.
Fasc. 167/10 Briefwechsel mit Seeon.
Fasc. 167/16 Briefwechsel mit Seeon.
Fasc. 167/17 Briefe der Äbtissinnen an den Kurfürsten.
Fasc. 172/30 Jahresrechnungen der Äbtissin Abundantia.
Fasc. 173/38 Aufhebungsakten.

Kloster Seeon:

Fasc. 672/6 Protokolle der Novizenexamen, die von Seeoner Äbten in Frauenchiemsee abgenommen wurden.

III. Staatsbibliothek München.

Clm 1516 enthält auf fol. 327 squ. einen Katalog der Äbtissinnen von Frauenchiemsee und einige Urkundenabschriften — aus der Zeit der Äbtissin Magdalena Haidenbucher.
Clm 22001 enthält einige Nachrichten über die Gründung von Frauenchiemsee.
Cgm 1767 Geschichtsbuch de anno 1609—1650. Maria Magdalena Haidenbucher Äbtissin.
Bavar. 980² Roteln aus bayrischen Klöstern.

IV. Erzbischöfliches Ordinariatsarchiv München (OrAM).

8° 143	Ceremonialbuch für das Frauenkloster in Chiemsee.
Fasc. 78	Visitationen.
Fasc. 79	betrifft Kaspar Ableitner.
Fasc. 80	Klausurbestimmungen.
Fasc. 81	Wahl der Äbtissinnen.
Fasc. 82	Wahl der Äbtissinnen.

V. Archiv des Stiftes Nonnberg in Salzburg (NonnA).

Unsignierter Papierkodex, 157 Seiten, enthält die Reformbestimmungen, die 1625 auf dem Nonnberg und 1628 in Frauenchiemsee eingeführt wurden.

Die wichtigsten Quellen dieser Arbeit sind die sog. Tagebücher der Äbtissinnen Maria Magdalena Haidenbucher (Haidenbucher, Heydenbucher, Haydenbucher, Heidenbucher, Haidenpuecher, Heidenpuecher, Haidenpucher), Scholastika Theresia v. Perfall und Abundantia v. Grimming. Es wäre eigentlich richtiger, sie Jahrbücher zu nennen, da zu jedem Jahr die wichtigsten Ereignisse eingetragen sind — im Kloster selbst hießen sie „Geschichtsbücher". Außer den drei hier erwähnten ist mit demselben Titel noch das Geschichtsbuch der Äbtissinnen Magdalena Auer und Ursula Pfäffinger vorhanden, das die Zeit von 1467—1528 behandelt. Das Geschichtsbuch der Äbtissin Euphrosine Ettenauer, auf dessen Vorhandensein sich ihre Nachfolgerin Abundantia ausdrücklich beruft, ist unter den vorhandenen Archivalien nicht mehr aufzufinden, vielleicht war sein Umfang gering — Euphrosine regierte nur 4 Jahre — und es ging infolgedessen verloren. Die Bücher bringen meist Dinge, die das Kloster unmittelbar betreffen und die großen Weltereignisse werden nur in ihrer Beziehung zum Kloster erwähnt. Magdalena Haidenbucher hat, wie schon erwähnt, ihr Tagebuch zum allergrößten Teil selbst geschrieben. Bei Scholastika Theresia v. Perfall scheint ihre Nachfolgerin, die damalige Priorin, die Feder geführt zu haben, die Form ist die gleiche wie bei Magdalena. Abundantia v. Grimming hat die Ereignisse ihrer Wahl und Weihe offenbar selbst geschildert und beschrieben und spricht in der 1. Person. Die folgenden Ereignisse sind dann in demselben Tone wie in den anderen Büchern von einer Konventfrau beschrieben. Dieses Tagebuch ist übrigens nicht vollständig, die Berichte gehen nur bis zum Jahre 1699. In den zwei folgenden Jahren ist zwar die Überschrift hingesetzt worden, aber es erfolgten keine Einträge. 1702 wird nur der Tod der Äbtissin geschildert.

Es ist schwer zu bestimmen, ob die Einträge ungefähr gleichzeitig mit den Ereignissen gemacht wurden — obgleich diese Frage natürlich sehr wichtig wäre zur Beurteilung der größeren oder geringeren Zuverlässigkeit der Angaben. Es scheint manchmal, daß die Berichte sofort niedergeschrieben sind. So wird z. B. die Geburt eines Kurprinzen eingetragen, aber der Raum für den Namen freigelassen, den man also noch nicht wußte — das konnte doch nur in den allerersten Tagen nach der Geburt möglich sein. Andererseits werden auch manche Ereignisse zweimal beschrieben oder sogar zu einem falschen Jahr gesetzt, was nicht gut möglich wäre, wenn sie gleich eingetragen worden wären, da es sich hierbei um Vorfälle im Kloster selbst handelt. Eine allgemein gültige Regel kann man also leider nicht aufstellen.

Das Tagebuch der Äbtissin Magdalena Haidenbucher veröffentlichte zuerst auszugsweise M. Gertrudis OSB. von Frauenwörth in dieser Zeitschrift 1907 und 1908. Dortselbst ließ sie auch ein kleines Stück aus dem Tagebuch der Scholastika v. Perfall erscheinen. 1928 gab M. Walburga Baumann OSB. mit Hilfe von Dr. Alois Mitterwieser das Tagebuch der

Magdalena Haidenbucher dann vollständig heraus in den „Heimatblättern aus dem Chiemgau" (Beilage zum Traunsteiner Wochenblatt 1928). Aus dem Geschichtsbuch des 15. Jahrhunderts hat schon E. Geiß die Schilderungen des Landshuter Erbfolgekriegs von der Äbtissin Ursula Pfäffinger veröffentlicht (Obb. Archiv 1857).

Die anderen Quellen sind sämtlich ungedruckt.

Kurz bevor die Arbeit vollendet war, wurde mir noch eine andere wertvolle Quelle erschlossen. Die Ehrw. Frau Priorin des Stiftes Nonnberg, Salzburg, gestattete mir die Benutzung eines Codex aus dem Archiv ihres Klosters mit dem Titel: *Reformationpuncten über die Regel des heilligen Vatters Benedicti Undt wasmassen solche in dem Adelichen Gotts Hauss S. Erntraut in Saltzburg gehalten und die clösterliche Disciplin darnach angestölt werden soll. Statue et efficaciter comple (in prologo Regulae S. Benedicti).*

Es handelt sich hier zweifellos um die „Nonnberger Ordnung", die Frauenchiemsee 1628 annehmen mußte[1]. Diese Reformationspunkte enthalten genaue Vorschriften für das ganze klösterliche Leben, sind also für diese Arbeit von grundlegender Bedeutung. Der Beweis, daß es sich hier tatsächlich um dieselben Vorschriften handelt, die in Frauenchiemsee vorgelegen haben, kann leicht erbracht werden. In Nr. 98 der Frauenchiemseer Klosterliteralien — Ordnungsbuch der Äbtissin Sabine Preundorffer — befinden sich mehrere Nachträge aus den Jahren 1625—1649. Auf fol. 137^{v} bis 138^{v} steht — ohne Zusammenhang mit dem übrigen Text: Der sibente Punkten: Wie sich ein Abtissin in andern sachen ihrer Haushaltung soll verhalten. Die Überschrift ist an dieser Stelle ganz unklar, da ein siebenter Punkt doch sechs andere voraussetzt, die aber nicht aufzufinden waren. Bei der Durchsicht des Nonnberger Codex stellte sich nun heraus, daß dieser „sibente Punkten" aus dem 5. Kapitel (S. 105—106) stammt. Es muß also in Frauenchiemsee die gleiche Fassung der Reformationsdekrete vorgelegen haben, die der Nonnberger Codex enthält.

B. Literatur. (Auszug).

Geiß Ernest, Geschichte von Frauenchiemsee (Deutingers Beiträge 1850, S. 270—480).

Diese Arbeit benutzt vor allem die sehr reiche Anzahl noch vorhandener Urkunden aus Frauenchiemsee. Alles dort enthaltene Material ist mit größter Genauigkeit angeführt. Es ist darum für eine neuere Arbeit überflüssig, die Urkunden, besonders insoweit sie rein wirtschaftliche Fragen betreffen, noch besonders zu erwähnen, da man dabei kaum vermeiden könnte Geiß einfach abzuschreiben. Sehr wenig beachtet hat Geiß dagegen die geistesgeschichtlichen Quellen, selbst dort, wo er sie benutzt und zitiert, sind sie doch nicht eigentlich ausgewertet.

Doll Johann. Frauenwörth im Chiemsee, Herder, Freiburg 1912.

Doll gibt, ähnlich wie Geiß, eine allgemeine Geschichte von Frauenchiemsee, behandelt aber auch die von Geiß vernachlässigten Fragen. Da die Gesamtgeschichte der Abtei auf einen kleinen Band zusammengedrängt wurde und der Verfasser infolgedessen auf Einzelheiten nicht weiter eingehen konnte, so hat diese kleine Spezialgeschichte vielleicht doch daneben noch einige Berechtigung[2].

[1] Leider sind die Sichtungsarbeiten im Nonnberger Archiv noch nicht beendigt. Der Codex ist daher nicht signiert. Ich zitiere ihn als „Nonnberger Ordnung".

[2] Die Abtei Frauenwörth selbst gab im Jahre 1927 eine kurze volkstümliche Zusammenfassung der Geschichte des Inselklosters heraus. Das Büchlein bringt im wesentlichen die Resultate von Geiß und Doll — dazu einiges aus den noch im Kloster vorhandenen Archivalien.

I. Das Zeitalter des Barock.

1. Äußere und innere Lage des Klosters zum Beginn des 17. Jahrhunderts.

Das 17. Jahrhundert ist trotz der furchtbaren Kriege mit all ihren entsetzlichen Folgen doch für Bayern eine Zeit der schönsten Kulturentfaltung. Es ist die Zeit des Barock — der jubelnden und farbigen, zugleich aber tief frommen Lebensbejahung. Aus Italien stammend und zunächst durch niederländische Meister gefördert, ist der Geist dieser Kunst in Bayern schnell heimisch geworden. Und heute noch stehen selbst in den kleinsten Dörfern unserer Heimat Kirchen von überraschender Schönheit und Pracht, die davon zeugen, daß diese Kunst nichts Fremdartiges war, sondern echtes Volksgut, die aber zugleich mit ihren Reliquien und Heiligtümern, mit den unzähligen Votivgaben der Wallfahrer, Zeugen der gläubigen Begeisterung jener Zeit sind.

Das vergangene Jahrhundert hatte alte, oft auch morsch gewordene Werte zerstört. Das Heilige Römische Reich war dem Zerbrechen nahe, an seine Stelle traten nun Territorialstaaten. Jung und kulturkräftig waren sie damals bemüht, die Aufgabe des zerfallenen Reiches zu übernehmen und in eine neue Zeit zu führen.

Aus dem tiefen Verfall der letzten Jahrhunderte hob sich jetzt auch die Kirche neu empor — durch schwerste Leiden gereinigt von den Fehlern der Vergangenheit. Die Wiedergeburt der Kirche, die sich im 17. Jahrhundert überall erkennen läßt, war zum Teil das Werk einzelner großer und heiliger Menschen. Pius V., der erste heilige Papst nach fünfhundert Jahren, führte die „Reformatio a capite" durch, nach der man solange gerufen hatte. Ignatius von Loyola hatte schon vorher die Kampftruppe für die ebenso notwendige „reformatio in membris' geschaffen. Zum Teil wurde diese Wiedergeburt aber auch eingeleitet durch das Konzil von Trient. Die Bestimmungen des Konzils über die kirchliche Erneuerung sind die Richtlinien der katholischen Restauration geworden. Für die Klosterzucht und das Ordensleben ist die Bedeutung des Konzils ganz besonders groß — und gerade die Frauenklöster wurden durch die Verschärfung der Klausur in hervorragender Weise von seinen Bestimmungen berührt. Das Konzil hatte seine Arbeit schon 1563 beendigt — aber trotz des guten Willens, der gerade bei den bayerischen Fürsten vorhanden war, erfolgte die Durchführung vieler Bestimmungen erst weit später — ihre volle Wirkung ist dann in der sog. Gegenreformation des 17. Jahrhunderts zu spüren.

Wohl werfen die Kriege und die sie begleitenden entsetzlichen Seuchen einen dunklen Schatten über das ganze Jahr-

hundert. Bayerns Bevölkerung sank auf ein Drittel der vorherigen Zahl, und noch hundert Jahre nach dem Dreißigjährigen Krieg gab es nicht wieder so viele Bauernhöfe im Lande wie vorher. Die Lebensfreude, die in der Kunst des Barock so besonders stark hervortritt, ist wohl oft nur Fassade. Das Lieblingskind der fürstlichen Mäzenaten war gegen Ende des Jahrhunderts das Theater. Das ist vielleicht symbolisch. Die großen geistesgeschichtlichen Strömungen, das Glück und die Not des Jahrhunderts — all das erscheint auch in dem engsten Raume wieder. Aus der Welt- und Kulturgeschichte des 17. Jahrhunderts soll darum ein Stück herausgenommen werden — die Fraueninsel im Chiemsee mit ihrem Kloster. Ein Tropfen, in dem sich die Zeit, doch vielleicht auch die Ewigkeit spiegelt.

Nach schweren und langen Irrungen hatte Frauenchiemsee 1582 endlich wieder eine fähige und würdige Äbtissin erhalten in Sabine Preundorffer. Sie war vor mehreren Jahren aus dem Kloster Niederschönenfeld gekommen, das schon zehn Jahre früher eine Verwalterin und zwei Nonnen nach Frauenchiemsee geschickt hatte, die dort Reformen versuchen sollten. Da das Kloster diese Erneuerung dringend nötig hatte, so verwendete sich der Erzbischof von Salzburg selbst für Sabine — die ja eine Cisterzienserin war, um ihr die Erlaubnis zum Übertritt in den Benediktinerorden zu erwirken.

Es war keine leichte Aufgabe, die Sabine übernehmen mußte. Die wirtschaftlichen Verhältnisse des Klosters waren vollkommen zerrüttet. Eine große Schuldenlast war vorhanden, die wertvollsten Besitzungen des Klosters verschleudert, wichtige Rechte preisgegeben worden. Über die geistige Lage sagen die Quellen nichts. Sabine hatte über 9 Nonnen zu gebieten, von denen allerdings eine, die abgesetzte Äbtissin, das Kloster bald wieder verließ. Man wird wohl kaum fehlgehen, wenn man annimmt, daß Klosterzucht und Ordensgeist nicht gerade glänzend waren. Sabine war freilich schon seit drei Jahren Dechantin des Klosters und hatte als solche für die Disziplin zu sorgen. Ganz gewiß hatte sie sich in diesem Amt auch bewährt. So ist vielleicht trotz des schlechten Beispiels der Äbtissin die Unordnung im Kloster nicht allzu groß gewesen, aber ganz ohne Einfluß konnte doch das Versagen der Oberin nicht bleiben — zum mindesten mußte der Geist des Gehorsams und der Eintracht schwer leiden. Jedenfalls aber gelang es Sabine, das Kloster in den 27 Jahren ihrer Regierung auch innerlich vollkommen zu erneuern, und das schwer erschütterte Ansehen ihrer Abtei wieder herzustellen. Während in den letzten Jahrzehnten immer weniger Klosterkandidatinnen nach Chiemsee gekommen waren, konnte sie elf Professen abnehmen.

Den schönsten Beweis für das Wiederaufblühen des Klosters hat die Äbtissin selbst hinterlassen, in jenem Ordnungsbuch, das in ihrem Auftrage im Jahre 1600 verfaßt wurde. Eine wesentliche Aufgabe eines Benediktinerinnenklosters ist das Gotteslob. Selbst in den schlimmsten Zeiten hatte man das in Frauenwörth nicht vergessen[1]). Jetzt wurde die Feier des Offiziums neu geregelt. Für das Jahr 1600 ließ Äbtissin Sabine zu jedem Festtag ganz genau aufzeichnen, wie man den Chor gehalten hatte. Das Buch ist aber nicht nur eine wertvolle Quelle für die Liturgiegeschichte, sondern für das gesamte klösterliche Leben überhaupt. Denn außer diesem Kalendarium enthält es noch eine große Anzahl von Vorschriften, die das Zeremoniell betreffen und berichtet auch von den damals herrschenden Gebräuchen. Das Werk der Äbtissin Sabine war durch das ganze Jahrhundert hindurch maßgebend für Frauenchiemsee. Noch im Jahre 1649 wurden neue Einträge gemacht, als die Bestimmungen des Visitators verschiedene Änderungen forderten — ein Beweis, daß man sich immer wieder nach dem Ordnungsbuch orientierte. Und 1682 beim Tode der Äbtissin Scholastika wird bei der Schilderung ihres Begräbnisses wiederum ausdrücklich auf das Ordnungsbuch verwiesen.

Hier ließ Sabine auch alle Klöster aufzeichnen, mit denen Frauenchiemsee in Gebetsverbindung stand[2]. Diese Bruderschaften sind wohl zum Teil schon alt — aber sie bemühte sich, sie wieder zu erneuern oder auch ganz neue Verbindungen einzugehen. Es sind 37 hochangesehene Klöster die sich damals mit Frauenchiemsee vereinigten[3]. — Zweifellos besteht ein Unterschied zwischen den Vorschriften der heiligen Regel und der damaligen Auffassung vom Amte des Abtes — der Äbtissin, wie sie im Ordnungsbuch zum Ausdruck kommt. Jene liebevolle Sorge des Vaters und der Mutter, die der Obere für alle seine geistlichen Kinder haben soll, fiel damals zunächst dem Prior — der Priorin — zu (in Chiemsee ist bis 1620 die Bezeichnung „Dechantin" üblich). Der Prälat und die Äbtissin dagegen waren in erster Linie gebietende Herren, selbst wo sie nicht fürstlichen Rang hatten. Sie verwalteten das Klostervermögen

---

[1] Bei der Untersuchung gegen die Verwalterin Benigna Preiß wurden die beiden Kandidatinnen als ungeeignet bezeichnet, weil — unter anderm — ihre Stimme für das Chorgebet nicht tauglich sei.

[2] Es waren die Klöster Fürstenzell, Raitenhaslach, Herrenchiemsee, Georgenberg, Andechs, Beiharting, Au, Altenhohenau, Wilten, Dominikanerkloster in Landshut, Seligenthal, Tegernsee, Baumburg, St. Zeno, Rott, Rohr, Berchtesgaden, Attl, Scheyern, St. Peter in Salzburg, Starnberg, Oberalteich, Niederalteich, Niederschönenfeld, Kühbach, Geisenfeld, Hohenwart, Altomünster, Formbach, Metten, St. Nikolaus in Passau, Mondsee, Säben, Reichersberg, Gars, Michaelbeuren, Niedernburg.

[3] HStAM Nr. 98 fol. 56.

und sahen darin vielfach ihre wichtigste Aufgabe. Die Abtei war ein eigenes Gebäude und z. B. in Frauenchiemsee bis 1628 nicht einmal in die Klausur einbezogen. Die Äbtissin führte eine eigene Küche, für die es anfangs auch eine besondere „Hofkuchlmeisterin" gab. Sie speiste dort öfters mit den Amtleuten des Klosters, wohl auch mit den Priestern — der Beichtvater dagegen aß an „Fleischtagen", d. h. dreimal in der Woche, mit dem Konvent. Mehrmals im Jahre wurde der Konvent „zu Hofe geladen", im eigentlichen Kloster aber aß die Äbtissin offenbar nie. Am Chorgebet nahm sie nur an hohen Festen teil. Dann heißt es immer ausdrücklich „die gnädige Frau singt vor". Feste waren damals allerdings häufiger als heute. An den übrigen Tagen betete die Äbtissin privatim ihr Offizium und betrat dazu auch nicht den gemeinsamen Frauenchor, denn sie hatte ein eigenes Oratorium. Ähnlich lebten die meisten „Amtsfrauen". Um 1600 gab es deren sechs: Dechantin, Cellerarin, Sakristanin, Küchenmeisterin, Portnerin, Kastnerin[4]. Später kamen noch sehr viel mehr Ämter hinzu — des Kuriosums halber sei die Bräumeisterin genannt. Mit Ausnahme der Dechantin wohnten diese Amtsfrauen alle in der Abtei und waren von der Teilnahme am Chorgebet dispensiert — eine Dispens, von der aber nicht immer Gebrauch gemacht wurde. Aber am wirklichen Klosterleben hatte doch nur die Dechantin teil. Sie erzog damals auch die Novizinnen und war die eigentliche geistliche Mutter der Professen. Möglicherweise hängt es mit diesem innigen Kontakt zwischen der Dechantin — Priorin — und dem Konvent zusammen, daß diese so häufig dann später Äbtissinnen wurden. In Frauenchiemsee geschah das nicht weniger als fünfmal hintereinander, nur als nach dem Tode der Äbtissin Euphrosine von Ettenau die damalige Priorin erst 29 Jahre alt und daher nach den kanonischen Vorschriften noch nicht wählbar war, wurde diese Sitte, die schon fast Regel geworden war, unterbrochen. Man kann in jener Zeit auch in anderen Klöstern sehr oft feststellen, daß der Prior Abt wurde. Ebenso war die Sitte, Abtei und Konvent als getrennte Begriffe zu betrachten, damals allgemein herrschend und in den Männerklöstern erhielt sie sich auch bis zur Säkularisation. Bei den Frauenklöstern jedoch versuchte man dagegen einzuschreiten, und so wurde z. B. schon bei der Weihe der Äbtissin Magdalena Heidenbucher durch die Salzburger Kommissare gefordert, die Äbtissin solle häufiger mit dem Konvent essen und auch nur noch zwei Amtsfrauen in der Abtei bei sich haben. Es dauerte aber doch fast noch zwanzig Jahre, bis diese Vorschrift durchgeführt wurde.

[4] Die Kastnerin hatte den Getreidekasten unter sich und nahm die Abgaben der Bauern entgegen.

Äbtissin Sabine hatte das Kloster mit einer Schuldenlast von 13000 fl. übernommen und diese Summe nicht nur zurückgezahlt, sondern auch noch den Güterbesitz um den Wert von 9000 fl. vermehrt und die preisgegebenen Rechte mit Hilfe des Herzogs zurückerworben. Als sie starb, war das Kloster nach dem Urteil der Salzburger Kommissare ebenso wie nach der Meinung der bayerischen Regierung: „in gutem Stand in spiritualibus et in temporalibus".

2. Die Äbtissinnen von 1609—1702.

a) Maria Magdalena Heidenbucher 1609—1650.
b) Anna Maria Widmann 1650—1660.
c) Scholastika Theresia v. Perfall 1660—1682.
d) Maria Euphrosine von Ettenau 1682—1686.
e) Abundantia von Grimming 1686—1702.

Einen Monat nach dem Ableben der Äbtissin Sabine Preundorfer trafen in Frauenchiemsee die Kommissare aus Salzburg und München ein, um die Neuwahl zu leiten. Diese 30 Tage sind während des ganzen Jahrhunderts die Mindestzeit der Sedisvakanz — man wollte wohl erst die feierlichen Totengottesdienste für die Versorbene beenden[1]. Die Wahl und ihr Verlauf wurde von der Erwählten selbst sehr anschaulich beschrieben[2], außerdem liegt ein ausführlicher Bericht der Salzburger Kommissare vor[3].

Schon am 22. Februar trafen abends die Abgesandten des Erzbischofs von Salzburg ein, um am folgenden Tage das übliche Wahlexamen anzustellen. Jede Frau mußte dabei genaue Auskunft über den Zustand des Klosters geben, und dann die nennen, die nach ihrer Meinung am besten zur Äbtissin tauge. Die Leiter der Wahl gewannen so schon vorher ein gutes Bild. Am Abend des 23. Februar kamen dann auch die herzoglichen Kommissare aus München. Ähnlich wie die Salzburger sich über den geistlichen Zustand informierten, untersuchten sie die weltlichen Angelegenheiten, fertigten ein Inventar des Klostervermögens an und machten eine Aufstellung von allen Schulden und Forderungen des Gotteshauses. Diese geistlichen und weltlichen Protokolle, die für das ganze Jahrhundert erhalten sind, bedeuten eine besonders wertvolle Quelle für die Klostergeschichte.

Die Wahl wurde diesmal, wohl auf Grund des bayerischen Konkordates, nach einem neuen Modus vollzogen. Der Anteil

[1] Der sog. Dreißigste, d. h. der dreißigste Tag nach dem Begräbnis wurde immer in sehr feierlicher Form durch ein Requiem begangen. Das Hochamt, „in Pontificalibus", hielt in der Regel einer der benachbarten Äbte, der dann am nächsten Tag als Skrutator an der Wahl teilnahm.

[2] Cgm 1767. — [3] OrAM fasc. 81, 4.

der weltlichen Kommissare daran war jetzt streng geregelt. Übrigens kam es später trotz der genauen Vorschriften fast jedesmal zu Zusammenstößen zwischen den Salzburgern und den Münchnern, es waren allerdings weniger sachliche Meinungsverschiedenheiten als Etikettenfragen, wodurch die Schwierigkeiten entstanden. Diesmal aber ging alles friedlich.

Am Vorabend mußten die Nonnen beichten, am Morgen fand dann das übliche Heiliggeistamt statt. Zur Wahl versammelte man sich im Kapitelsaal. Später, infolge der verschärften Klausurvorschriften, war das nicht mehr möglich, der Wahlakt fand dann im größten Sprechzimmer des Klosters statt. Anwesend waren die erzbischöflichen und die bayerischen Kommissare, außerdem noch einige Prälaten aus der Nachbarschaft als Skrutatoren. Diesmal hatten die Pröpste von Baumburg und Herrenchiemsee sowie der Abt von Seeon dies Amt, der überhaupt fast immer Wahlzeuge war. Ihr Leiter war der ranghöchste der Salzburger Kommissare. Er eröffnete den Akt mit einer Ansprache, darauf wurden dann die Konventfrauen vereidigt, keine andere zu wählen, als die sie im Gewissen für das Kloster am besten erachte. Danach mußten die bayerischen Kommissare den Raum verlassen. Jede Frau erhielt einen Zettel, auf dem die Namen aller wählbaren Mitglieder des Konventes verzeichnet waren. Sie mußten mindestens dreißig Jahre alt und fünf Jahre lang Professen sein. Die Bestimmungen des Tridentinums, die ein Alter von 40 Jahren und 8 Jahre der Profeß forderten, waren hier also schon in der von den Konzilvätern selbst vorgesehenen Weise gemildert. Aus der Liste mußte eine jede den Namen derjenigen herausschneiden, die sie wählen wollte, die übrigen Zettel wurden dann sofort in einer bereitgehaltenen Glutpfanne verbrannt. Der Wahlzettel wurde zusammengefaltet und in einen Kelch gelegt, der auf dem Tisch vor den Skrutatoren stand. Hatten alle Frauen gewählt, so mußten sie das Zimmer verlassen. Die Skrutatoren zählten dann die Stimmen. Bei der Wahl von 1609 fand es sich, daß von den abgegebenen 16 Stimmen acht auf die damalige Dechantin Magdalena, acht auf Helena Schneeweiß gefallen waren. Eine kanonische Wahl hatte also nicht stattgefunden. Man rief nun den Konvent wieder herein und forderte die Frauen auf, die Entscheidung zwischen den beiden Kandidatinnen den Kommissaren zu überlassen. Danach berieten sich die Herren und einigten sich darauf, daß Magdalena Haidenbucher am besten zur Äbtissin geeignet sei, weil sie als Dechantin sich bereits bewährt hatte und auch jünger sei. Die Regierung Magdalenas bewies, daß die Kommissare die richtige Entscheidung getroffen hatten. Helena Schneeweiß starb übrigens schon nach drei Jahren.

Nun wurde dem Konvent und der Erwählten das Ergebnis mitgeteilt. Im Bericht an den Erzbischof von Salzburg heißt es: „die Electa bat auf den Knien, sie solcher Dignität zu begeben". Indessen wurde sie ermahnt, daß sie im Vertrauen auf Gott und im Gehorsam diese Bürde übernehmen müsse. — Fiat Voluntas Dominy — so heißt die Devise, die Magdalena Haidenbucher über ihr Tagebuch schrieb. Sie hat in den schweren Zeiten, durch die sie das Kloster hindurchzuführen hatte, diese Worte wohl oft sprechen müssen.

Maria Magdalena Haidenbucher war damals 34 Jahre alt. Als zwölfjähriges Kind hatte ihr Vater, der herzogliche Kastner und Hofmarksherr Reinhard Haidenbucher aus Kaufering am Lech, sie dem Kloster übergeben, wo sie dann schon mit 15 Jahren Profeß ablegte. Seit vier Jahren war sie Dechantin. Von den Äbtissinnen des Klosters Frauenchiemsee ist sie vielleicht die bekannteste. Einmal, weil sie sehr lang — einundvierzig Jahre — regierte und diese Regierungszeit also den ganzen Dreißigjährigen Krieg umfaßte. Dann auch wegen ihres Tagebuches, das — weit umfangreicher als die ihrer Nachfolgerinnen — ihr gewissermaßen eine literarische Berühmtheit verschaffte[4]. Außer diesem Tagebuch hat sie auch noch eine Anzahl Briefe hinterlassen. Briefe und Tagebuch zeigen sie als einen liebevollen und liebenswürdigen Menschen.

Am 24. April, dem Feste des Hl. Georg, fand die feierliche Bestätigung und Weihe der Äbtissin statt. Es war der Donnerstag in der Osterwoche. Wahrscheinlich wurde diese Feier wegen der Fastenzeit solange verschoben. Es war das etwas lästig für das Kloster, weil in der Zwischenzeit keinerlei rechtsgültige Handlungen vorgenommen werden konnten. Auch die „Obsignation", das ist die Versiegelung der Archive, Vermögensbestände und Vorräte durch den Staat, dauerte bis zur Bestätigung der neuen Äbtissin. Nur aus besonderer Gnade wurde in diesem Falle gestattet, daß der Getreidekasten geöffnet werden durfte, weil die Aussaat stattfinden mußte. Später hat man dann im Kloster immer Sorge getragen, daß wenigstens die Bestätigung unmittelbar nach der Wahl erfolgte, um damit derartigen Schwierigkeiten aus dem Wege zu gehen.

Die Konsekration der Äbtissin Magdalena vollzog der Weihbischof von Salzburg. Gäste wurden nur wenige geladen, da sie ja immer eine schwere finanzielle Belastung bedeuteten. Es waren die Prälaten zugegen, die auch der Wahl beigewohnt hatten, dazu einige benachbarte Adlige und fürstliche Beamte, dann die Wahlkommissare. Die Weihe wird von Magdalena aus-

[4] Cgm 1767. Gedruckt auszugsweise in dieser Zeitschrift 1907 und 1908 durch M. Gertrudis Kudelko, OSB. Vollständiger Abdruck Baumann und A. Mitterwieser.

führlich geschildert, der Ritus entsprach im wesentlichen dem noch heute üblichen[5]. Danach verzeichnet sie an erster Stelle, was die Wahl und die Weihe dem Kloster gekostet hatten — es war eine recht hohe Summe[6].

Die ersten Jahre der Frau Magdalena verliefen ruhig und glücklich für das Kloster. Sie konnte die Güter des Klosters weiter vermehren und bis 1619 baten sechs Jungfrauen um die Aufnahme ins Kloster. Sie brachten zum Teil eine sehr reiche Mitgift, so daß Mißwachs und Hagelschlag dem Kloster nicht allzusehr schaden konnten.

1611 brachte der „Salzkrieg" einige Unruhe und schließlich die Absetzung des Erzbischofs Wolff Dietrich von Raittenau[7]. An seine Stelle trat Mark Sittich von Hohenems, der aber nur wenige Jahre regierte (1612—1619). Doch rühmt die Äbtissin von ihm, als sie seinen Tod in ihr Geschichtsbuch eintrug, daß er „ein gar reformeifriger Herr" gewesen sei. Den erzbischöflichen Stuhl von Salzburg bestieg 1619 ein Mann, dessen Regierung gerade für den Benediktinerorden sehr wichtig werden sollte: Paris, Graf von Lodron. Er gründete 1623 die Benediktiner-Universität in Salzburg und unterstützte die Bildung der Salzburger Benediktiner-Kongregation. Auch Frauenchiemsee hatte Anteil an der größeren Regsamkeit des Ordens, die durch den erzbischöflichen Gönner hervorgerufen worden war.

Die letzte Regierungstat Mark Sittich war die Anordnung einer allgemeinen Klostervisitation im Jahre 1619. Am Morgen des 9. März erschien während des Gottesdienstes der Weihbischof von Salzburg, Johann Paulus Guirletta, in Frauenchiemsee[8]. Er war begleitet von dem Münchner Domdekan Dr. Jakob Golla. Es war dies das einzige Mal, daß bayerische, d. h. in diesem Fall fürstliche Geistliche bei der Visitation in den bayerischen Klöstern der Diözese Salzburg mitwirkten, Herzog Maximilian hatte die Erlaubnis dafür beim Papst erwirkt. Die Äbtissin bezeichnet Dr. Golla als „commissäri über das weltlich". Der Weihbischof besichtigte und visitierte die Kirche, das Kloster, auch innerhalb der Klausur. Darauf examierte er den Beichtvater, die Kapläne, dann die Äbtissin und sämtliche Chor- und Laienschwestern. Bei diesem Examen mußte Dr. Golla den Dolmetscher machen, da der Weihbischof die deutsche Sprache schlecht verstand. Die Visitatoren blieben acht Tage im Kloster. Doch meldet die Äbtissin, es sei ihnen nichts auferlegt worden. Es entstanden

[5] Cgm 1767, fol. 3—13. — [6] Ebd., fol. 14—19.

[7] Über ihn: Pastor, Geschichte der Päpste Bd. XI S. 247ff. und Bd. XII S. 560. Martin Fr., W. D. v. Raithenau, Wien.

[8] Akten dieser Visitation im Ordinariatsarchiv München. Fasc. 78, 1.

dann aber bald über diesen Punkt Meinungsverschiedenheiten zwischen Magdalena und dem Beichtvater des Klosters, Dr. Martin Feuerstein[9]. Dieser trat nämlich einige Zeit nach der Abreise des Weihbischofs mit allerhand Verordnungen hervor, die man ihm angeblich im geheimen aufgetragen hatte. Diese Vorschriften betrafen hauptsächlich die Klausur. Der Äbtissin erschienen sie so hart und dazu das Benehmen des Beichtvaters so unerträglich, daß sie dem Weihbischof, an den sie sich klagend wendete, ihre Resignation anbot. Der Beichtvater wurde daraufhin von Salzburg aus ermahnt „die Gebühr und Schuldigkeit zu observieren"! Das scheint nichts geholfen zu haben, denn schon wenige Monate später teilte Magdalena mit, sie habe den Beichtvater wegen seines unziemlichen Benehmens entlassen. Für dieses eigenmächtige Vorgehen erhielt sie dann aber einen Verweis vom Ordinariat und auch den Beichtvater mußte sie behalten, da er selbst in Salzburg gewesen war, und dort versprochen hatte, sich in Zukunft besser zu betragen. Ein dauernder Friede wurde aber doch nicht hergestellt. 1621 klagte wieder der Hofrichter von Frauenchiemsee, daß Herr Martin Feuerstein ihn schwer beleidigt habe. Aber erst die Visitation von 1622 entfernte ihn vom Kloster. Von da ab wurde es Sitte und später Vorschrift, daß der Confessarius eines Frauenklosters immer dem Orden angehören müsse. Das blieb so bis zur Säkularisation.

1620 drang zum ersten Male etwas von der Kriegsnot auch nach der Insel im Chiemsee. Die Landsteuer mußte doppelt erlegt werden, dazu kam noch ein herzoglicher Befehl ins Kloster, der verlangte, man solle Maximilian die Summe von 4000 fl. „leihen". Die Hälfte davon mußte das Kloster selbst entlehnen. Es sollten allerdings für dieses Kapital Zinsen gezahlt werden. Leider fehlt jeder Hinweis darauf, ob dies jemals geschah.

1622 fand auf Befehl des Erzbischofs wiederum eine Visitation im Kloster statt. Visitator war diesmal Andreas Sappenberger, Abt von St. Veit (1662—1699). Abt Andreas hatte sein Kloster, das zu Ende des 16. Jahrhunderts tief gesunken war, reformiert und gehoben. Darum wurde er wohl auch besonders gern als Visitator anderer Klöster verwendet[10]. Die Visitation dauerte vier Tage und es wurden diesmal einige Änderungen getroffen. Das Kloster erhielt einen neuen Beichtvater in dem Konventualen von St. Veit, Caspar Ableitner, Kaplan wurde dessen Mitbruder, P. Wilhelm Volkheim. Ferner mußte das neue Brevier, entsprechend den päpstlichen Reformen, ange-

[9] OrAM fasc. 80, 5.

[10] Kißlinger, Geschichte des Klosters St. Veit. (Deutinger Beiträge zur Geschichte des Erzbistums München-Freising. München 1915.)

nommen werden. Caspar Ableitner hatte auf das Kloster einen größeren Einfluß als die Mehrzahl seiner Nachfolger. 1623 führte er die besondere Verehrung des Hl. Grabes am Karfreitag und Ostersamstag ein, 1627 stellte er mit dem Kaplan zum ersten Male eine Weihnachtskrippe im Kloster auf. Diese Sitte war eben in Bayern heimisch geworden. Die Krippe in dem damals üblichen italienischen Stil ist noch heute vorhanden.

1628 wurde das Kloster abermals visitiert, diesmal durch Albert Keuslin, den Abt von St. Peter in Salzburg[11]. Die praktischen Ergebnisse dieser Visitation werden an anderer Stelle erwähnt werden. Hier soll nur das Urteil der Visitatoren über die Persönlichkeit der Äbtissin verzeichnet werden: Quod personam Abbatissae attinet, apparet matura prudens, discreta, devota, amatrix sui conventus et bonae voluntatis, nec ulla monialis contra ipsam querelam attulit"[12].

Aber es mag doch nicht ganz leicht für sie gewesen sein, als nun in der Folge das Klosterleben sehr viel strenger wurde. In den nächsten Jahren fanden häufig Visitationen durch den Abt von St. Peter statt — man war sich wohl bewußt, daß die Einführung so vieler neuer Bräuche selbst bei dem zweifellos vorhandenen guten Willen sehr schwierig war.

Von 1632 ab wurde Bayern immer wieder von den feindlichen Kriegsheeren überschwemmt. Hatte Magdalena bisher von den schwedischen Kriegsvölkern und ihren Schreckenstaten gegen Klöster und Geistliche nur als von etwas Entferntem in ihrem Tagebuch berichtet, so drang jetzt die Gefahr bis nahe ans Kloster. Dieses selbst freilich hat „niemalen ein schwedischer Soldat betreten, Gott sei in Ewigkeit gelobt". Dafür aber kamen in den Jahren 1632—35 zahlreiche Flüchtlinge nach Frauenchiemsee. Die Konvente von Seligenthal und Niederschönenfeld suchten dort Zuflucht — die Priorin und spätere Äbtissin von Niederschönenfeld war übrigens eine Zwillingsschwester Magdalenas[13]. Wenig später floh auch der Konvent von Altenhohenau nach der Insel. 1632 beherbergte Äbtissin Magdalena nicht weniger als 147 Klosterfrauen auf einmal. Alle waren sie Gäste, denn ihre eigenen Güter waren vom Feinde verwüstet — es war also kaum Aussicht vorhanden, daß die Kosten jemals ersetzt werden würden. Doch findet sich kein Wort der Klage über diese Belastung in den Aufzeichnungen der Äbtissin, vielmehr wurden auch aus Hohenwart und Kühbach noch einige Frauen aufgenommen. Dazu forderte der Kurfürst immer wieder Steuern und Kontributionen. Um das

[11] Lindner P., Profeßbuch der Abtei St. Peter.
[12] Visitationsakten OrAM fasc. 78, 2.
[13] Lindner P., Monasticon episcopatus Augustani antiqui, Bregenz 1913.

Unglück voll zu machen, erkrankten sieben Klosterfrauen, gerade die jüngsten, schwer. Sie alle wurden zu einer Badekur nach Adelholzen geschickt.

Mitten in den Schrecken des Krieges verstand man es doch noch auf der Insel, Feste zu feiern. Schon 1630 hatte Magdalena den Visitator um die Erlaubnis gebeten, die Gebeine der stets im Kloster hochverehrten Äbtissin Irmengard feierlich erheben zu lassen. Da aber eine solche translatio in der allgemeinen Anschauung damals noch immer einer Heiligsprechung gleichkam, so verwies der Abt sie mit ihrer Bitte an den Erzbischof Paris. Im Oktober 1631 fand dann die Erhebung statt. Ein ausführliches *Memorial* im Tagebuch berichtet genau über alle Einzelheiten[14]. Im folgenden Jahre hatten die Nonnen die Freude, eine hochberühmte Reliquie vom hl. Blut aus Augsburg, die vor den Schweden nach Herrenchiemsee geflüchtet worden war, in ihrem Kloster verehren zu dürfen.

Traurig mutet es an, zu lesen, daß schon 1632 und dann wieder 1635 die Hoffnung auf Frieden bestand. Die geflohenen Nonnen versuchten mehrmals in ihre Klöster zurückzukehren, aber sie kamen bald wieder nach der sicheren Insel zurück. Noch 1635 mußte das Kloster 10 Frauen vom Kloster Holzen bei sich aufnehmen, weil ihr Kloster von den Schweden niedergebrannt worden war. Aber auch die Untertanen der Abtei litten furchtbar, immer wieder meldet die Äbtissin, daß ihnen der Zehnt erlassen werden mußte, weil sie „ganz in grund verderbt seint" natürlich ebensosehr durch die Spanier wie durch die Schweden.

1637 fand auch wieder — diesmal nach längerer Pause — eine Visitation durch Abt Albert Keuslin statt. Sie war veranlaßt worden durch ein Schreiben des Kurfürsten an den Erzbischof[15]. Es beleuchtet die Anteilnahme Maximilians an dem Gedeihen der Klöster seines Landes, daß er selbst in dieser Zeit noch so gut unterrichtet war über alles, was dort vorfiel. Es waren Klagen laut geworden über Pater Caspar Ableitner. Dieser war durch 16 Jahre Beichtvater des Klosters gewesen und bei den Nonnen sehr beliebt. Er hatte sich auch zweifellos große Verdienste um das Kloster erworben, hatte die Disziplin gehoben und die Güter trefflich verwaltet. Vielleicht war er gerade in letzterer Hinsicht etwas zu eifrig und stieß dabei mit kurfürstlichen Beamten zusammen, so daß sich deren Zorn erklären ließe. Sicher ist, daß die Visitation zunächst nichts Belastendes ergab, denn Pater Ableitner blieb auf seinem Posten. Er gab aber selbst zu, daß er krank sei, und an „Melancholia"

[14] Siehe darüber: Baumann W., Die selige Irmengard. München 1922, und Schlecht I., Die s. Irmengard, München 1921.

[15] OrAM fasc. 79/2.

leide. Diese Krankheit habe er sich bei seiner angestrengten Tätigkeit zugunsten des Klosters zugezogen. Im folgenden Jahre wurde er dann aber doch — wohl auf Veranlassung von Abt Albert — ganz plötzlich entfernt, sehr zum Leidwesen des Konventes. Eine in St. Peter zu Salzburg am 5. Oktober 1638 angestellte Untersuchung[16] hatte ergeben, daß die „Melancholie" des Beichtvaters schließlich so weit gegangen war, daß er beispielsweise nicht mehr imstande war, die Hl. Messe zu lesen. Außerdem warf man ihm vor, daß er Geschenke annehme und für sich behalte — für jene Zeit, die sich bemühte, im Orden wieder eine strenge Beobachtung des Armutsgelübdes einzuführen, ein schwerer Vorwurf. Alle Befragten — es handelt sich dabei um die Kapläne, die in den letzten zehn Jahren mit ihm zusammen in Chiemsee gewesen waren, sind der Ansicht, daß seine Entfernung besser sei. Doch sind die Aussagen derjenigen, die ihn vor längerer Zeit kannten, wesentlich vorteilhafter als die aus den letzten Jahren. Wenn man bedenkt, daß Caspar Ableitner aus dem gerade erst mühsam reformierten Kloster St. Veit gekommen war, so kann man begreifen, daß es für ihn nicht günstig war, solange aus der klösterlichen Disziplin herausgenommen zu werden. Sein Nachfolger wurde P. Coloman Molitor aus Füssen. Von seiner Tätigkeit in Frauenchiemsee ist weiter nichts bekannt.

Im gleichen Jahr 1638 begegnete dem Kloster noch ein anderes Unglück. Der Diener eines unbekannten Priesters erschlug einen Bürger von Seebruck. Da man zuerst den geistlichen Herren Sebastian Wiedenhorn selbst für den Täter hielt, wurde dieser gefangengesetzt. Als es sich herausstellte, daß es sich um einen Priester handelte, wurde er, nach Aussage der Äbtissin aufs beste behandelt und auf Kosten des Klosters verpflegt. Er selbst aber war anderer Meinung und nach seiner Freilassung klagte er auf Schadenersatz gegen die Äbtissin. Der Streit schleppte sich durch vier Jahre hin, und da auch noch der Propst von Herrenchiemsee sich einmischte, so nahm er recht scharfe Formen an. Schließlich mußte ein Schadenersatz geleistet werden.

In den folgenden Jahren stieg die Not des Krieges immer mehr. Es bleibt unbegreiflich, wie das Kloster die unzähligen Steuern, Kontributionen, Requisitionen usw. überstehen konnte und dabei noch in der Lage war, jahrelang Gäste zu beherbergen. Denn 1647 kam von neuem das schwedische Kriegsheer nach Bayern. Wieder flohen zahlreiche Klosterfrauen nach Frauenwörth. Außerdem suchte auch der kurfürstliche Kanzler Herr von Donnersberg dort mit seiner Familie Zuflucht — seine

[16] Ebd. fasc. 80, 5.

Tochter war vor Jahren auf der Insel erzogen worden. Obgleich man gegen Ende des Jahres ein wenig Hoffnung haben konnte, da ja jetzt die Friedensverhandlungen in Münster und Osnabrück begonnen hatten, so besserten sich doch die Verhältnisse nicht. Vielmehr wurde die Gefahr immer größer. Nochmals erschienen die flüchtigen Frauen von Niederschönenfeld in Chiemsee. Diesmal aber mußte die Äbtissin ihre Schwester und deren Konvent bitten, weiter zu ziehen. Das Kloster war finanziell vollkommen erschöpft.

1648 visitierte der Abt von Michaelbeuern das Kloster — er erklärte, daß keinerlei Gäste mehr aufgenommen werden dürften. Ja, sogar die Aufnahme von Laienschwesternovizen, die meist ohne Mitgift kamen, wurde vorläufig untersagt. (Diese Bestimmung muß aber wieder zurückgenommen worden sein, jedenfalls wurde sie nicht befolgt.) Die Visitation hatte auch wieder einen Beichtvaterwechsel zur Folge; an die Stelle des altersschwachen Pater Coloman Molitor trat der bisherige Prior von Seeon, Pater Valentin Fischer. Pater Coloman blieb außerordentlicher Beichtvater des Klosters.

Nun aber wurde auch für die bisher noch nicht direkt vom Krieg berührte Insel die Gefahr groß. Am 2. Juni kam der Abt von Schäftlarn, Karl Hieber (1640—53) mit einigen Konventualen auf der Flucht vor den nahenden Schweden nach Frauenwörth. Schon aber schien es, als sei diesmal die Insel keine sichere Zufluchtsstätte mehr. Zwar die Äbtissin selbst konnte sich nicht entschließen, das ihr anvertraute Gotteshaus zu verlassen. Aber nachdem sie schon ihr Archiv nach Kufstein geflüchtet hatte, schickte sie am 16. Juni den größten Teil ihres Konventes nach Salzburg, wo der Abt von St. Peter den Fliehenden ein Asyl gab. Einige Frauen und Schwestern kamen nach Kössen. Die Äbtissin selbst aber blieb. Ihre Zuversicht wurde belohnt. „Durch die Fürbitte der allerglorwürdigsten Jungfrau" regnete es wochenlang so stark, daß die Schweden den hochgeschwollenen Innstrom nicht zu überschreiten vermochten. Schon am 26. Juli konnte die tapfere Äbtissin ihre Töchter zurückrufen. Und am 31. Oktober — so meldet die Äbtissin — wurde dann endlich der Frieden geschlossen. Merkwürdigerweise scheint dieses Ereignis der Äbtissin keinen allzu großen Eindruck mehr gemacht zu haben.

Sie war wohl damals schon sehr leidend. Doch führte sie ihr Tagebuch noch weiter bis zum folgenden Jahr. Am 8. Juni 1649 machte sie die letzte Eintragung. Über das folgende Jahr fehlen die Berichte. Aber aus ihren Briefen und mehr noch aus denen der Priorin geht hervor, daß sie nun allmählich der Last ihres Alters erlag. Am 29. August 1650 sollte die Profeßfeier der Euphrosine von Ettenau stattfinden. Der Konvent bat,

sie zu verschieben — Magdalene aber bestand darauf. So wurde dann, wegen ihrer großen Schwachheit, die Profeß schon einen Tag früher gehalten. Der langjährige Freund der Sterbenden, Abt Honorat von Seeon, erschien selbst zu diesem Tag. Äbtissin Magdalena hatte noch die Freude, die junge Professe selbst zu segnen. Danach verließen sie ihre Kräfte — und am frühen Morgen des 29. August 1650 ist sie gestorben.

Am 12. Oktober fand die Neuwahl statt. Sie fiel auf die Priorin Anna Maria Widmann. Der Konvent bestand damals aus 18 Chorfrauen und 14 Laienschwestern. Äbtissin Magdalena hatte während der 40 Jahre ihrer Regierung 21 Professen entgegengenommen. Zweifellos wirkten sich die Kriegsjahre hier ungünstig aus — so daß z. B. in den Jahren 1634 bis 1641 überhaupt keine Aufnahme ins Kloster stattfand. Es sind die schweren Zeiten der Schwedennot. Von den 18 Frauen des Konventes bezeichnete im Wahlexamen die Mehrzahl die Priorin als besonders geeignet — daneben wurde Margarete von Haßlang genannt. Diese wurde dann unter Anna Maria Priorin. Diese Wahl war besonders schwer. Denn, wie schon erwähnt, das Kloster stand finanziell vor dem Ruin — und wenn auch der Frieden eine Möglichkeit der Erholung bot, so erforderte es doch jedenfalls sehr viel Umsicht, in diesen Zeiten ein Kloster zu leiten. In geistlicher Beziehung dagegen stand das Kloster durchaus gut — es kann kein Zweifel sein, daß es Magdalena gelungen war, ihre Töchter mit wahrem Ordensgeist zu erfüllen.

Über die Regierung der Anna Maria Widmann wissen wir nur sehr wenig. Sie hat kein Tagebuch geführt — und die wenigen Briefe aus dem einstigen Archiv von Seeon[17] sind so formell, daß sie kaum ein Urteil über ihre Persönlichkeit erlauben. Sicher ist, daß von ihr kein so starker Eindruck ausging als von ihrer Vorgängerin. Außerdem war sie offenbar viel leidend. Das war von Nachteil für das innere Leben des Klosters. Es scheint, daß unter ihrer Regierung die Disziplin sich etwas lockerte und es am Geist der Liebe fehlte. Es wurde freilich schon gesagt, daß Visitationsprotokolle keine ganz objektiven Quellen sind. Aber es ist doch auffallend, daß die Visitation, die im Jahre 1655 wieder der Abt von Michaelbeuern hielt, sehr nachdrücklich zur Eintracht mahnt. Es ist das einzige Mal während des ganzen Jahrhunderts, daß darüber Klage geführt wird — gerade darum kann man wohl annehmen, daß diese Klage nicht ganz unberechtigt war. Wahrscheinlich infolge dieser Mängel wurde die Priorin gewechselt — das erste Mal, daß dieses Amt nicht erst durch den Tod erledigt wurde, später war das dann häufiger. Die neue Priorin Scho-

[17] KAM fasc. 167/9.

lastika von Perfall war noch sehr jung, aber sie hat ihr Amt gut versehen, denn in der Visitation von 1659 sind die Klagen über Mangel an Zucht verstummt[18]. Dagegen mußte auch diesmal Klage geführt werden über die schlechten finanziellen Verhältnisse und — das hängt in etwa mit dem vorigen zusammen — über Mangel an Nachwuchs. Tatsächlich sind in den zehn Jahren der Regierung Anna Marias nur drei Frauen ins Kloster eingetreten, sie nahm vier Professen entgegen — aber die erste, Maria Magdalena von Seckendorff, war noch unter ihrer Vorgängerin ins Kloster aufgenommen worden. Diese war übrigens die Witwe eines Grafen Seinsheim — und die Kurfürstin hatte ihr versprochen, zu ihrer Profeß zu kommen. Anna Maria lud die hohe Frau auch zweimal sehr herzlich ein, der geplante Besuch konnte indessen nicht stattfinden.

Jedenfalls schien den Visitatoren der Bestand des Klosters gefährdet. Es wurden darum zwei Bestimmungen erlassen, die dem steuern sollten: Man möge Kinder in jungen Jahren ins Kloster nehmen und für den Orden erziehen, und man möge in Zukunft auch Töchter bürgerlicher aber ehrbarer Väter als Chorfrauen annehmen. Diese Dekrete haben wohl eher einen schon bestehenden Brauch legalisiert, als etwas ganz Neues geschaffen. Denn wenn man die Liste der Professen unter M. M. Haidenbucher studiert, so wird man feststellen, daß beides bereits geschah.

Die Regierungszeit Anna Maria Widmanns ist verhältnismäßig arm auch an äußeren Ereignissen. Es gelang ihr aber, einen jahrhundertealten Streit mit Herrenchiemsee zu beenden, indem sie beim Erzbischof von Salzburg die Bestätigung der Inkorporierung der beiden Pfarreien Seebruck und Gstad erreichte. Eine Randbemerkung in einem Brief an den Abt von Seeon, Columban I., läßt darauf schließen, daß auch sie, ebenso wie ihre Vorgängerinnen, keine allzu große Vorliebe für die „Weißen Herren" der Nachbarinsel hatte, sie mag sich also wohl über diesen Sieg sehr gefreut haben. Gegen Ende ihrer Regierung war sie längere Zeit sehr krank, wie aus Seeoner Briefen hervorgeht. Sie starb am 27. Mai des Jahres 1660 — im 60. Lebensjahre, nach dreiundvierzig Profeßjahren und zehnjähriger Regierung.

Zur Nachfolgerin wurde am 5. Juli erwählt Scholastika Theresia v. Perfall, die seit fünf Jahren Priorin des Klosters war. Scholastika war im Juni 1641 15jährig ins Kloster gekommen und hatte am 18. Mai 1643 Profeß abgelegt. Sie bekleidete zuerst das wichtige Amt der Cellerarin und wurde dann, wohl infolge der bei der Visitation von 1655 festgestellten Unzuträglichkeiten, unter der bisherigen, schon recht alten Priorin, deren Nachfolgerin. Die Zahl der Konventfrauen betrug damals

[18] OrAM fasc. 78/1.

siebzehn, 13 Stimmen erhielt Scholastika. Priorin an ihrer Statt wurde die letzte Professe unter Maria Magdalena Haidenbucher, Euphrosine von Ettenau. Zum Wahlspruch für ihr Tagebuch und wohl auch für ihre Regierung erkor sie die Worte: Deus meus et omnia. Die Weihe wurde auch diesmal ziemlich lange hinausgeschoben, sie fand erst am 19. Oktober statt. Die Konfirmation hatte man aber sofort eingeholt, so daß es diesmal keinerlei Schwierigkeiten gab. Noch vor dem Weihetag fuhr die Äbtissin zur Kur nach Adelholzen, auf die Bitten ihres Konventes.

Gleich im ersten Jahre ihrer Regierung (1660) verlor das Kloster seinen bisherigen Beichtvater, P. Valentin Fischer von Seeon. An seine Stelle trat P. Plazidus Scheibl, der bisherige Subprior von St. Peter in Salzburg[19]. Ebenso wie sein Vorgänger blieb auch P. Valentin zunächst außerordentlicher Beichtvater des Klosters.

Wie Magdalena von den fernen Schwedenkriegen, so berichtet Scholastika immer wieder von den Greueln des Türkenkrieges und verzeichnet eifrig alle die besonderen Gebete, die in diesem großen Anliegen der Kirche verrichtet wurden. 1662 hielt Abt Drometer von Michaelbeuren zum drittenmal die Visitation. Die Äbtissin bemerkt, daß nichts Tadelnswertes im Kloster gefunden wurde, was auch durch das Protokoll der Visitation bestätigt wird. Es wurden diesmal keine neuen Dekrete erlassen, nur die Beobachtung der alten eingeschärft. In den folgenden Jahren hat sich offenbar nicht allzuviel ereignet. Die Äbtissin erzählt von Unwetterkatastrophen. 1666 visitierte Abt Romanus von Seeon das Kloster, man war offenbar in dieser Zeit bemüht, die von der Salzburger Kongregation vorgeschriebene Frist von drei Jahren streng innezuhalten. Die Äbtissin schreibt dazu:

„Die visitatio ist Gottlob glücklich vorbeigegangen, der allmächtige Gott wolle uns und unser liebes Konvent in solcher Lieb, Friet und Ainigkeit erhalten."

Ein Protokoll von dieser Visitation ist nicht vorhanden, überhaupt keines mehr bis zum Jahre 1693. Die Salzburger Benediktinerkongregation hatte beschlossen, diese Protokolle zu verbrennen, das Ordinariat setzte dem heftigen Widerstand entgegen. Aber für diese 30 Jahre scheint die Auffassung der Kongregation den Sieg davongetragen zu haben.

1668 lud der Kurfürst Ferdinand Maria mit eigenhändigem Schreiben das Kloster als einen Landstand zur Teilnahme am Landtage von 1669 ein. Die Äbtissin ließ sich dort durch den Propst von Herrenchiemsee vertreten. Sie scheint demnach in guten Beziehungen zu dem Nachbarkloster gestanden zu

[19] Lindner, Profeßbuch S. 52 (1660 — 26. Nov. 1678).

haben, was weder bei ihren Vorgängerinnen noch bei ihren Nachfolgerinnen häufig der Fall war. Man hat überhaupt den Eindruck, daß Äbtissin Scholastika sehr milden und versöhnlichen Charakters war. Bemerkenswert ist dann die genaue Aufzählung der kurfürstlichen „Propositionen" auf dem Landtag. Sie bestanden im wesentlichen in riesigen Steuerforderungen. Doch zeigte sich der Kurfürst zugleich dem Kloster gnädig, da er ihm endlich das heißumstrittene Bräurecht gewährte. Im folgenden Jahre 1670 besuchte er sogar das Kloster. Er betrat die Klosterkirche gerade während der Vesper. Diese wurde nun unterbrochen und statt dessen eine Litanei — wohl mit Bitten für den Landesherren — gesungen. Als oberster Schutzvogt des Klosters durfte Ferdinand Maria die Klausur betreten. Die Äbtissin empfing ihn hier mit großer Feierlichkeit und der Kurfürst kündigte ihr auch den Besuch seiner Gemahlin an. Diese wollte nämlich gern die gekrönte Äbtissin[20] sehen. Der Besuch der Kurfürstin fand einige Monate später statt. Ihr Interesse für die Krone der Äbtissin zeigte sie in der liebenswürdigsten Weise. Sie vermachte nämlich dem Kloster eine neue Krone. Da die Kurfürstin nicht lange danach starb, bat die Äbtissin um Übersendung dieser Krone. Aus München aber schrieb man ihr, sie solle nur die alte Krone nach München senden, man werde sie dort neu verzieren lassen. Zwei Kronen brauche das Kloster nicht. Die Besuche Ferdinand Marias gelten der Ausführung seines Planes, die Insel befestigen zu lassen. Es wird nicht gesagt, warum dieser Plan nicht zur Ausführung kam. Die Äbtissin äußerte sich nicht einmal darüber, ob sie ihn für günstig hielt oder nicht. Bei einem folgenden Besuch des Kurfürsten wurde er fußfällig gebeten, die jahrhundertealten Klagen des Klosters wegen der Fischordnung im See abzustellen. Man erhielt aber nicht viel mehr als Vertröstungen. Der Streit um die Fischereirechte ist tatsächlich schon sehr alt. So merkwürdig es erscheint, im Kloster hat geradezu ein Mangel an Fischen geherrscht. Schon im 15. Jahrhundert wies man darauf hin, daß das Verbot des Fleischessens, wie es die Melker Observanz, die damals das Kloster reformierte, vorschrieb, unmöglich befolgt werden könne, da man zu großen Mangel an Fischen habe. Das Kloster wurde denn auch bald

[20] Das Recht der Äbtissin von Frauenchiemsee, bei feierlichen Gelegenheiten eine Krone zu tragen, wird von der Tradition auf die selige Irmengard zurückgeführt. Quellen über Ursprung und Alter dieser Sitte fehlen vollständig. Die Äbtissin des Stiftes Nonnberg hat sogar noch heute das Recht auf die Krone, aber auch hier fehlen alle Nachrichten, die einen Hinweis geben könnten. Äbtissin Sabine Preundorffer ließ in Frauenchiemsee Bilder ihrer Vorgängerinnen anfertigen. Die Frauen tragen hier alle Kronen — um 1600 war man also der Ansicht, daß es sich um eine alte Sitte handelt.

wieder in dieser Hinsicht von der Strenge der Regel dispensiert. Die zahlreichen Versuche der folgenden Zeit, Frauenchiemsee den notwendigen Anteil an den Fischen des Sees zu sichern, scheinen nicht gelungen zu sein. So schreibt z. B. die Äbtissin Anna Maria Widmann wieder an den Abt von Seeon, er möge bei der Festsetzung des Profeßtages einer Chiemseer Klosterfrau Sorge tragen, daß der dritte Tag nach der Profeß, an dem eine Feier im Kloster stattzufinden pflegte, ein Fleischtag sei: weil man die Fische so schwer bekommen könne.

1672 erschien der Bischof von Freising mit einigen kurfürstlichen Beamten im Kloster. Was er eigentlich wollte, ist nicht ganz klar, zu einer Visitation war er ja nicht berechtigt, aber irgendeine Untersuchung muß er doch vorgenommen haben. Die Äbtissin berichtet leider nichts als die Tatsache des Besuches. In den folgenden Jahren herrschte wieder Kriegsnot in Bayern. Chiemsee wurde auch diesmal verschont. Aber auf vielfältiges Bitten nahm die Äbtissin vier Frauen aus dem Kloster Holzen bei sich auf. Dazu schreibt die Äbtissin[21]:

„Gott der Allmächtige wolle ihr liebes Kloster von allem Unheil gnädig bewahren und die kriegenden hohen Potentaten zu Frid und Einigkeit verordnen, damit alle Vertriebenen und Betrübten bald wiederum zu dem Ihrigen gelangen und unser liebes Vaterland von allem Unfall und Kriegsunglück verschont und auch die armen Leut bei häuslichen Ehren erhalten werden mögen."

Vaterland — das heißt hier offenbar Bayern — denn überall sonst tobte ja bereits die Verwüstung des Krieges.

1675 hielt Abt Roman Müller von Seeon eine Visitation im Kloster. Mit ganz wenigen Unterbrechungen war jetzt meistens der Abt von Seeon Visitator des Klosters. Über das Resultat der Visitation sagt die Äbtissin: Welche dann Gottlob gar wohl abgangen und weiter nichts zwieträchtiges vorkommen. Kleine und große Streitigkeiten erfüllen die nächsten Jahre. Aber auch der große Hader der Völker bewegt die Äbtissin der Fraueninsel. So berichtet sie, daß der Papst ein Jubiläum für den allgemeinen Frieden in der Christenheit ausgeschrieben habe und bemerkt dazu:

„Der Allerhöchste wolle seinen Zorn von uns wenden, und auch uns von dem bei Christen nie erhörten erschrecklichen und erbärmlichen Mordbrennen der Franzosen befreien."

Soweit also war die Kunde von den Greueltaten an der westlichen Grenze gedrungen!

1678 mußte Frauenchiemsee seinen Beichtvater hergeben. Pater Placidus kehrte am 6. November wegen seines hohen Alters nach St. Peter in Salzburg zurück. Er war 18 Jahre lang in Frauenchiemsee gewesen und offenbar dort sehr geschätzt

[21] Tagebuch der Äbtissin Scholastika, Lit. Nr. 89.

worden. Sein Nachfolger wurde Pater Marianus Perger aus Seeon. Mit ihm beginnt die ununterbrochene Reihenfolge der Beichtväter aus Seeon, die bis zur Säkularisation reicht. 1680 visitierte Abt Adalbert von Seeon wieder einmal das Kloster. Es wurde alles in Ordnung befunden. Im gleichen Jahre wurde auch Kurfürst Max Emanuel großjährig. Vielleicht die erste Folge davon sind die vermehrten Steuern, die man zahlen mußte —, der achtzehnjährige Fürst war ja sehr verschwenderisch. Die Nachrichten über Steuern und Mißernte sind die letzten Eintragungen im Tagebuch der Äbtissin Scholastika. Die Schreiberin des Buches schildert dann noch den Tod der Äbtissin. Sie starb nach zweiundzwanzigjähriger Regierung am 8. Oktober 1682.

Einstimmig wählten am 12. November die 21 Chorfrauen des Konventes die bisherige Priorin, Euphrosine von Ettenau, zu ihrer Äbtissin. Es liegt in allen Berichten über diese Frau, obgleich sie im Tone der Zeit formelhaft gehalten sind — fast etwas wie Zärtlichkeit. Sie muß sehr geliebt worden sein, schon von dem Tage ab, da sie, erst 17jährig, ins Kloster kam, bis zu dem Tage, da sie, viel zu früh, gestorben ist. Hatte doch schon die greise Maria Magdalena Haidenbucher die junge Novizin so herzlich geliebt, daß es ihr größter und letzter Wunsch war, ihre Profeß noch zu erleben. So fand denn jene Feier am Bett der sterbenden Äbtissin statt, von der schon vorhin erzählt wurde. Zehn Jahre nach ihrer Profeß wurde Euphrosine Priorin und Novizenmeisterin. Sie hat diese Ämter durch 22 Jahre hindurch versehen, die Würde einer Äbtissin aber „leider nur vier Jahre" innegehabt. So sagt ihr Grabstein aus, der in der Münsterkirche von Frauenwörth steht. Äbtissin Euphrosine hat ebenso wie ihre Vorgängerin und Nachfolgerin ein *Geschichtsbuch* geschrieben. Das geht aus den letzten Zeilen des Geschichtsbuches der Äbtissin Scholastika hervor. Dort wird noch erwähnt, daß die Neuwahl stattfand, für ihren Verlauf aber auf das „neu Geschichtsbuch" verwiesen. Ebenso beruft sich im Tagebuch der Äbtissin Abundantia die Schreiberin ausdrücklich auf das Buch der Frau Euphrosine. Leider ist aber dieses Buch verloren gegangen. So sind wir also für die vier Jahre ihrer Regierung auf das wenige angewiesen, was die Briefe an den Abt von Seeon oder einige Hinweise ihrer Nachfolgerinnen enthalten. In den dreieinhalb Jahren ihrer Regierung konnte sie drei Professen entgegennehmen. Eine Visitation scheint während dieser Zeit nicht stattgefunden zu haben, doch ist dies beim Verlust der Protokolle nicht mit Sicherheit festzustellen. Schon am 30. September 1686 starb Äbtissin Euphrosine. Der Schmerz ihrer geistlichen Töchter über diesen frühen Tod mag wohl groß gewesen sein — durch

den überladenen Stil und die seltsamen barocken Redewendungen der Rotel scheint hier im besonderen Maße echtes Gefühl hindurchzuschimmern.

Zwanzig wahlberechtigte Chorfrauen zählte der Konvent beim Tode der Äbtissin Euphrosine. Von diesen war aber genau die Hälfte nicht fähig, auch gewählt zu werden, da alle diese Frauen das Alter von 30 Jahren noch nicht erreicht hatten. Unter den noch zu jungen Frauen befand sich auch die Priorin, Benedikta von Preysing[22]. Das Wahlexamen ergab zwar, daß alle Frauen diese am liebsten zur Äbtissin erwählt hätten. Doch wurde nicht einmal der Versuch gemacht, für sie die Alterdispens zu erlangen. Von den 10 Frauen, die wählbar waren, wurden drei oder vier als fähig und tauglich zur Äbtissin bezeichnet. Trotz dieser scheinbaren Zersplitterung erhielt dann aber Abundantia von Grimming 15 Stimmen.

Die Devise der neuen Äbtissin war: Deus meus Adjutor meus et sperabo in eum. Sie beginnt ihr Tagebuch mit einer wohl eigenhändig geschriebenen Einleitung, die wie ein Gebet klingt, und wegen ihres bezeichnenden Stiles hier angeführt werden soll[23]:

„Unter deinem Segen, oh mein höchstes Gut, sei hiermit ein Anfang der Beschreibung. Ich verlange einzig, daß alle Buchstaben darin von deiner denkwürdigsten Gütigkeit und Ehre verkünden gib deswegen deinen himmlischen Segen „et rore coeli Abundantia" — Überfluß an deinem ersprießlichen gnadenreichen Himmelstau, denn ohne Dich habe ich den bloßen Namen Abundantia ... entzünde in mir und meines lieben Konventes Herz die göttliche Lieb, durch welche du unzweifelhaft wirst sein in und bei uns: Abundantia diligentibus te" (Ps. 121).

Abundantia war 40 Jahre alt. Sie hatte am 29. Oktober 1664 Profeß gemacht und war damals, als sie gewählt wurde, schon seit einigen Jahren Novizenmeisterin. Die Konfirmation fand sofort statt, die Weihe nahm am 11. November der Bischof von Seckau, Max Gandolf von Kuenberg, vor. Von diesem, der bald darauf Erzbischof von Salzburg wurde, wird ausdrücklich bemerkt, daß er „seiner Gewohnheit nach" das allgemein übliche Weihegeschenk zurückwies. Dieser erste Teil des Geschichtsbuchs schließt mit der Unterschrift: Quaerite in primis regnum Dei et caetera adjicientur vobis in Abundantia.

Die Schilderungen des Tagebuches der Äbtissin Abundantia sind im allgemeinen weniger ausführlich wie die ihrer Vorgängerinnen. Auffallend ist nur, daß sie sich weit mehr als diese mit öffentlichen Ereignissen beschäftigt — Fürstenhochzeiten, Kriegsfahrten usw. nehmen hier einen ebenso breiten Raum ein,

[22] Sturm J., Geschichte des Hauses Preysing, München 1930.

[23] Tagebuch der Äbtissin Abundantia. Lit. 90, fol. 1.

wie die internen Vorgänge im Kloster. Freilich war ja auch Bayern in den folgenden Jahrzehnten durch die Politik des Kurfürsten Max Emanuel in den Brennpunkt des Weltinteresses eingetreten — und die Äbtissin der Fraueninsel hat wohl die Bedeutung der Pläne des Fürsten ein wenig geahnt. Begreiflich ist auch, daß die Türkenkriege jetzt immer wieder erwähnt werden, durch die Feldherrenschaft Max Emanuels waren sie ja in gewissem Sinne eine bayerische Angelegenheit geworden. Einen ganz erstaunlich klaren Blick zeigt die Äbtissin auch in der Beurteilung der französischen Politik. Sie schreibt zum Jahre 1688, nachdem sie die Erfolge Max Emanuels im Osten geschildert hat:

„Über welche Progressen die ganze christliche Welt sich erfreute, wollte dies allein dem allerchristlichsten König in Frankreich Ludwig XIV. nit gefallen, überfiel deswegen unversehens das römische Reich, hauste selbigerorts, daß es keine Feder beschreiben kann, hielt weder Treu noch Glauben... Heidel- und Wirtenberg wurde äußerst versehrt, wollte hierdurch dem Erbfeinde Luft machen..."[24]

In den folgenden Jahren werden fast regelmäßig in erster Linie derartige politische Ereignisse berichtet — die Wahl des Prinzen Klemens zum Kurfürsten von Köln, Verlobungen im Wittelsbachischen Hause, die Wahl eines römischen Königs, die Geburt des Kurprinzen usw. Im Jahre 1693 kam der Visitator des Klosters, Abt Edmund Sinhuber (1673—1702) von St. Peter, nach Frauenchiemsee. Merkwürdigerweise schreibt die Äbtissin weiter nichts als daß er bei dieser Gelegenheit zwei Professen abnahm. Es fand aber auch eine Visitation statt, deren Akten wieder erhalten sind[25]. Das Resultat dieser Visitation war durchaus günstig für das Kloster, es wird ausdrücklich bemerkt, daß alles gut imstande sei — und Visitatoren waren im allgemeinen nicht sehr geneigt, zu loben. Es wurden auch keinerlei neue Dekrete erlassen, nur auf die Beobachtung der früheren aufmerksam gemacht. Es scheint dies die einzige Visitation gewesen zu sein, die unter der Regierung der Äbtissin Abundantia stattfand. Die Ursache hierfür ist vielleicht in den Kriegswirren zu suchen.

Im folgenden Jahr berief die Wahl des Konventes von Seeon den bisherigen Beichtvater in Frauenchiemsee, P. Marian Perger, zur Abtwürde in sein Kloster. An seine Stelle trat P. Columban Freydlsberger, der bisher schon außerordentlicher Beichtvater auf der Insel gewesen war. Dieses Amt übernahm nun der Abt selbst, der auch sonst während seiner ganzen Regierungszeit in freundschaftlichen Beziehungen zu Frauenchiemsee blieb. Sehr wenig freundschaftlich dagegen war auch unter Abundantia wieder das Verhältnis zu Herrenchiemsee. Keine Angelegenheit

[24] Lit. Nr. 90, fol. 35. — [25] OrAM fasc. 78.

während der Dauer ihrer Regierung behandelt Abundantia in ihrem Geschichtsbuch so ausführlich wie den neuen Streit mit dem Nachbarkloster, der recht scharfe Formen annahm. Aber auch der Tätigkeit des Friedens widmete sich die Äbtissin mit Eifer. Sie hat in der Kirche soviel Neues anfertigen lassen, daß man fast sagen kann, die innere Ausgestaltung des Frauenmünsters sei ihr Werk[26]. Eine der letzten Nachrichten, die in Abundantias Tagebuch eingetragen wurde, ist die vom Tode des Kurprinzen Joseph Ferdinand. Die Schreiberin ahnte wohl nicht, wie folgenschwer dieser Todesfall für die Welt, auch für ihr eigenes Kloster, werden sollte.

In den beiden letzten Lebensjahren Abundantias sind keine Eintragungen mehr erfolgt. Nur die Jahreszahl ist auf die Seiten des Buches gesetzt worden, die Blätter selbst blieben leer. Am Schluß steht dann noch eine kurze Beschreibung des Todes der Äbtissin und eine Schilderung der Begräbnisfeierlichkeiten. Abundantia von Grimming starb am 2. Februar 1702 nach 16 Jahren der Regierung.

Die wirtschaftlichen Verhältnisse waren am Ausgang des 17. Jahrhunderts wenig günstig. In „spiritualibus" dagegen stand das Kloster damals zweifellos gut, auch die Einstimmigkeit der Neuwahl zeugt unter anderem dafür. Ein Überblick über das 17. Jahrhundert legt deutlich dar, daß die Äbtissinnen dieses Jahrhunderts gut regiert haben und das Kloster in wahrhaft klösterlicher Zucht und Ordnung befestigten und erhielten.

3. Wirtschaftliche Verhältnisse.

Besitzungen des Klosters. — Steuern und Schulden. — Mitgift der Kandidatinnen. — Inkorporierte Pfarreien. — Ausgaben.

Es ist uns nicht bekannt, mit welchen Gütern Herzog Tassilo einst seine Gründungen im Chiemsee ausgestattet hatte[1]. Jedenfalls hat sich der Besitz des Frauenklosters seit seiner Wiederaufrichtung zu Beginn des 10. Jahrhunderts auch bald vermehrt, entsprechend dem frommen Sinn und der Anschauung der damaligen Zeit. Erst von dem Besitzstand des Klosters um 1200 haben wir genauere Kunde. Denn es ist anzunehmen, daß jene auf den Namen Heinrichs IV. gefälschte Urkunde, die dann aber von Philipp von Schwaben und Friedrich II. bestätigt wurde, die Verhältnisse des Klosterbesitzes dieser Zeit getreu wiedergibt. Im Laufe der folgenden Jahrhunderte hat sich

[26] Hartig M., Die Kunst der beiden Inselklöster Seeon und Frauenchiemsee (Heimatbilder aus dem Chiemgau 1932 Nr. 68).

[1] Peetz H., Der Frauenwörth, Augsburg 1875; Peetz H., Die Chiemseeklöster, Stuttgart 1879.

dann wohl einiges verändert, aber im großen und ganzen blieben doch die Verhältnisse sich gleich.

Gegen Ende des 16. Jahrhunderts war freilich für Frauenchiemsee die Gefahr vorhanden, daß eine größere Menge seines Besitzes entfremdet werden könne. Aber sie ging schnell vorüber, und der klugen und energischen Äbtissin Sabine gelang es sogar, nicht nur das Alte in vollem Umfange zu erhalten, sondern auch noch Neues hinzuzuerwerben. Wahrscheinlich auf ihren Befehl — vielleicht aber auch schon auf Wunsch der Verwalterin Margarete Leutgeb (157—158), wurde ein vollständiges Verzeichnis aller Güter und Besitzungen des Klosters angefertigt[2]. Dieses Verzeichnis ist sehr interessant. Durch Randbemerkungen erfährt man zugleich den Ertrag der Güter, gelegentlich, wer sie inne hat.

Das Vermögen des Klosters bestand zum Teil aus Gütern, zum Teil aus Rechten auf verschiedene Abgaben. In einigen Gebieten herrscht das eine oder andere vor, meist ist beides vertreten. Die bedeutendsten Besitzungen besaß Frauenchiemsee in Seebruck, Buch und der nächsten Umgebung des Chiemsees. Diese waren auch wohlgeordnet und der Zehent wurde pünktlich gezahlt, nur in den Jahren des großen Krieges konnte z. B. die Hofmark Buch acht- oder neunmal überhaupt nicht zahlen, sondern bedurfte der Unterstützung des Klosters. Güter und Rechte besaß das Kloster ferner im Salzburgischen. Bei ihrer Aufzählung aber wird bemerkt: ist nicht zu finden, daß ein Zins gereicht worden ... und dann einfach: „nihil". Schlecht zahlten auch die Untertanen in Chieming, in Wolfratshausen und Tittmoning. Von den Besitzungen im Aiblinger Gericht heißt es sogar, daß erst erfragt werden muß, wo die Güter und Rechte des Klosters dort liegen, so wenig Ertrag hatte man davon. Die Besitzungen im Trostberger Gericht hatten ebenfalls den schuldigen Zins längere Zeit nicht gereicht. Die Besitzungen im Ötztal sollte zur Zeit der Äbtissin Sabina der Erzherzog Ferdinand von Österreich zu Lehen erhalten. Über ihren Ertrag ist nichts vermerkt, möglicherweise bekam man von dem hohen Herren nicht mehr als den Rekognitionszins. Gut zahlende Untertanen hatte das Kloster wieder in Tirol im Zillertal, in Wörgl, Anngath und Wattenberg. Diese Aufzählung gibt einen Begriff von dem weit verstreuten und sicher sehr großen Güterbesitz des Klosters, sie zeigt aber auch, wie schwer die Verwaltung dieses Besitzes war. Die Äbtissin war auf ihre Amtleute angewiesen, die sie häufig betrogen haben werden, dazu auf die Gunst der fürstlichen und adligen Schutzvögte, die sich meist als eigentliche Herren ihrer Schützlinge betrachteten. Trotz

[2] HStAM, Lit. Nr. 93, fol. 15—24.

des ausgedehnten Besitzes ist darum wohl manches Kloster nicht so reich gewesen, wie es den Anschein hat, weil eben diese Besitzungen meist in Rechten bestanden, die einzuverlangen man nicht die Macht hatte. Dazu waren die Lasten, die auf diesen Gütern lagen, sehr groß. In einer zweiten Aufstellung der Güter in Tirol aus dem Jahre 1584 verzeichnet Äbtissin Sabina genau die Einnahmen und Ausgaben, welche diese Besitztümer bringen[3]. Danach betrugen die ersteren 567 Gulden, letztere 282 Gulden.

Genau die Hälfte des Ertrages wurde also wieder verschlungen, natürlich vor allem von den Steuern. Die Steuern betrugen, soweit sich das verfolgen läßt, in gewöhnlichen Jahren, d. h. in Friedensjahren, ungefähr 10% des Gesamteinkommens. Aber die Zahl der Friedensjahre war in jener Zeit nicht allzu groß. Und selbst in den ersten Jahren nach dem westfälischen Frieden mußten noch Kriegskontributionen entrichtet werden, außerordentliche Steuern wurden auch in ruhigen Jahren unter Ferdinand Maria erhoben. Im Laufe des Jahrhunderts wurde von dem Kloster Frauenchiemsee nicht weniger als zehnmal eine außerordentliche Steuer, Anleihe oder Kontribution erhoben. Diese außerordentlichen Leistungen aber erreichten meist ungefähr die Hälfte des Jahreseinkommens. Oder vielmehr war das Verhältnis wohl noch ungünstiger, da eine Übersicht über das Jahreseinkommen nur aus Friedenszeiten vorliegt, die außerordentlichen Leistungen dagegen im Kriege erfolgen mußten. Während des Schwedenkrieges aber konnten alle Untertanen in den verwüsteten Gebieten jahrelang nicht zahlen, noch schlimmer fast waren die Leiden der Bauern in den Kriegen, die Max Emanuel mit Österreich zu Beginn des 18. Jahrhunderts führte. Mehrmals mußte das Kloster die geforderten Summen selbst entleihen, jahrelang mußte es die Landsteuer doppelt erlegen. Dazu kamen noch die Materialforderungen, wie Stellung von Pferden, Waffen usw. Und schließlich hatten die geschädigten Grunduntertanen ein Recht auf die Hilfe des Hofmarksherren, die ja auch aus Rücksicht auf die Zukunft unbedingt geleistet werden mußte. Es ist nicht erstaunlich, daß die Visitation von 1649 die finanziellen Verhältnisse des Klosters Frauenchiemsee als sehr schlecht bezeichnen mußte. Erstaunlich ist es vielmehr, daß das Kloster überhaupt imstande gewesen war, diese Zeit zu überstehen. Freilich ist Frauenchiemsee kein Einzelfall, die Verhältnisse waren wohl überall ähnlich. Aber kaum ein Kloster hat eine so ausgedehnte Gastfreundschaft gepflegt, zum mindesten keines, dessen eigener Besitz so schwer gelitten hatte.

[3] Ebd. fol. 165—178.

Gegen Ende des Jahrhunderts betrugen die Schulden des Klosters 3200 Gulden, seine Forderungen dagegen 40232 Gulden[4]. Diese Bilanz sieht sehr günstig aus. Aber um sie richtig zu würdigen, muß man bedenken, daß die Aussicht auf Einbringung der Forderungen — auch nach Ansicht der Kommissare aus München, die diese Aufstellung machten, sehr gering war. Es handelte sich eben meistens um rückständige Zinszahlungen der Untertanen. Die eigenen Schulden dagegen mußten unbedingt und in ganzer Höhe bezahlt werden.

Eine Hilfe, die es dem Kloster immer wieder ermöglichte, sich wirtschaftlich zu erholen, lag darin, daß die eintretenden Chorfrauen eine Mitgift zubrachten. Es war dies eine allgemeine Sitte, von der man nur selten abging. So berichtet Äbtissin Scholastika einmal, es sei eine Chorfrau aufgenommen worden, deren Eltern keine Mitgift geben konnten, sondern nur ein Versprechen für die Zukunft ausstellten. „Welches wir zwar ungern getan haben", schreibt die Äbtissin dazu. Die Mitgift wurde meist bei der Profeß, frühestens bei der Einkleidung erlegt — während die Mädchen Kandidatinnen waren, sollte von den Verwandten eine Pension gezahlt werden, was aber häufig nicht geschah. Meistens verlangte die Familie dafür einen Erbverzicht von den künftigen Nonnen, um so das völlige Aufgehen des Adelsbesitzes in der Kirche zu verhindern. Damals war es aber doch noch möglich, daß Klosterfrauen als Erbinnen auftraten — so fielen die Güter der Familie Auer von Tobl an Frauenchiemsee, das die drei Töchter des letzten Besitzers in seinen Mauern hatte. Die Höhe der Mitgift war außerordentlich verschieden. Die höchste Summe, die damals gezahlt wurde, betrug 2000 Gulden. Soviel brachte z. B. Anna Renata v. Törring ins Kloster. Sie mußte dafür einen Erbverzicht leisten, der sogar schon vor der Einkleidung erklärt werden sollte, obgleich sich die Äbtissin heftig dagegen sträubte, da dies den kanonischen Vorschriften widersprach. Hier lag wohl starkes Familieninteresse vor, denn die Linie der Grafen Törring, der Anna angehörte, starb mit ihrem Bruder aus. Ebenso hohe Mitgiften brachten auch die Töchter der vornehmen Familien Haßlang, Closen und Schwarzendorff. Im allgemeinen aber überstieg die geleistete Summe selten 1000 Gulden, blieb aber häufig weit darunter. Auch die Laienschwestern brachten bisweilen eine kleine Mitgift mit — die Jahrrechnung der Äbtissin Abundantia weiß von zwei derartigen Fällen. Eine Bedingung für ihre Aufnahme scheint das aber nicht gewesen zu sein.

Nach dem 30jährigen Krieg gingen die Einnahmen aus der Mitgift stark zurück. Der Adel verarmte infolge der Zerstörung

[4] HStAM Lit. Nr. 94, fol. 298.

des Landes und seiner Unfähigkeit, sich den neuen Verhältnissen anzupassen; dem kapitalkräftigeren Bürgertum war das adelige Stift verschlossen.

Die Stiftungen, durch welche die Klöster ehemals so reich geworden sind, wurden mit der beginnenden Neuzeit immer seltener. Sie hören aber keineswegs ganz auf, gerade im 17. Jahrhundert erscheinen sie wieder etwas belebt. Die fürstliche Gunst war allerdings in erster Linie den neuen Orden zugewandt — Maximilian begünstigte besonders die Gesellschaft Jesu, Ferdinand Maria unter dem Einfluß seiner Gemahlin die Theatiner. Aber auch für die Fraueninsel fanden sich noch zahlreiche Gönner, die oft gerade in den schwersten Tagen der Kriegsnot hervortraten. Es sind meist Verwandte der Klosterfrauen, die in dieser Zeit als Stifter erscheinen. Freilich kam es auch hier vor, daß die Liebe zur Gesellschaft Jesu die Verwandtenliebe überwog —, nicht ohne leise Bitterkeit berichtet Äbtissin Magdalena einmal davon, daß der verstorbene Bruder einer Klosterfrau sein Geld nicht seiner Schwester, sondern „den Herren Jesuiten" vermacht habe. Doch von dieser kleinen Enttäuschung abgesehen, braucht im allgemeinen in jener Zeit noch keine Klage über mangelnde Gebefreudigkeit geführt zu werden, wenn diese auch freilich lange nicht mehr den Umfang hatte wie in früheren Jahrhunderten.

Ein wichtiges Recht des Klosters war es auch, daß mehrere Pfarreien seinem Patronat unterstanden. Über die wirtschaftlichen Einnahmen aus dieser Quelle liegen allerdings keine Berichte vor, sie sind wohl nicht sehr bedeutend gewesen. Doch war man in Frauenchiemsee auf dieses Recht sehr eifersüchtig und hat es in jahrhundertelangem Kampf gegenüber dem Nachbarn auf der Herreninsel energisch verteidigt. Inkorporierte Pfarreien des Klosters waren Seebruck, Gstadt, Pfaffenhofen, Angath, Buch und Breitbrunn. An all diesen Orten besaß die Äbtissin das Recht, den Pfarrer zu präsentieren, der sich dann aber noch dem zuständigen Bischof vorstellen und dessen Konsens einholen mußte. Man kann annehmen, daß die großen Schwierigkeiten, die es machte, dieses Recht zu sichern, vielleicht mehr gekostet haben als die Erträge betrugen. Freilich handelt es sich dabei wohl auch um ein Ehrenrecht. Außer gegen Herrenchiemsee mußte es noch gegen den Landesherren verteidigt werden und schließlich auch häufig gegen die Geistlichen selbst, die sich vom Kloster unabhängig zu machen suchten. So hatte Äbtissin Scholastika einen Streit auszufechten mit dem Pfarrer von Rosenheim, der des Klosters Rechte für nichts achtete. Dieser Kampf endigte zugunsten des Klosters. Wegen dieser Schwierigkeiten bemühten sich die Äbtissinnen immer wieder, die erzbischöfliche und kurfürstliche

Bestätigung dieser Inkorporationen zu erhalten, was auch mehrfach gelang. Aber ein sehr sicherer Besitz sind die Patronatsrechte wohl nur selten gewesen.

Die Ausgaben des Klosters waren in der Regel durchaus nicht niedrig. Sehr hohe Lasten ruhten auf den großen Besitzungen, die Summen, die als Einnahme angegeben werden, sind niemals reiner Gewinn, sondern sie verringerten sich stark, ehe sie wirklich dem Kloster zugute kamen. Wie man im Kloster lebte, ist schwer zu sagen. Zwar geben die Jahresrechnungen der Äbtissin Abundantia die Summe an, die für den Unterhalt des Klosters ausgegeben wurden, aber es wird nicht gesagt, wie viele Personen man davon ernähren mußte[5]. Die großen Armenspenden haben jedenfalls dem Kloster sehr viel Geld gekostet — am Gedenktag des Stifters Tassilos wurden nicht weniger als 3000 „Leibl" Brot verteilt, dazu noch Käse und Schweinefleisch. Ähnliche, wenn auch nicht so reichliche Spenden gab es nach alter Sitte noch an mehreren Tagen im Jahr. Daneben kamen zahlreiche Bettler an die Klosterpforte, denen auch an anderen Tagen etwas gegeben werden mußte. Die Jahrrechnung führt den Posten hierfür genau an und unterscheidet dabei zwischen geistlichen Bettlern — Mendikantenbrüdern — und weltlichen Bettlern — Scholaren. — Höher als die Ausgaben für Essen und Trinken sind die Ausgaben für Reparaturen, die wohl in dem weitläufigen Klostergebäude immerzu notwendig waren. Sehr hoch waren auch die Ausgaben für Gehälter, da ja das Kloster eine ziemlich große Anzahl von Dienstleuten unterhalten mußte. Eigene Wirtschaft scheint zwar nur wenig getrieben worden zu sein, wenigstens ist nie die Rede von solchen Gütern, die nicht ausgeliehen werden. Aber die immer strenger werdende Klausur erforderte jetzt auch Diener für solche Dienste, die bisher von den Laienschwestern besorgt worden waren....

Jedenfalls sammelte das Kloster damals kein Vermögen mehr an, denn Soll und Haben halten sich immer gerade die Waage, so daß nur ein kleiner Überschuß bleibt. Das war bedenklich, denn die Einnahmen waren nicht konstant, hier sind Mitgiften eintretender Klosterfrauen und Schuldenrückzahlungen miteingerechnet, auf die man doch nicht immer unbedingt zählen konnte. Die Ausgaben jedoch, unter denen natürlich an erster Stelle und als höchster Posten die Steuern stehen, mußten wohl ungefähr gleich bleiben, konnten dagegen in Kriegsjahren bei außerordentlicher Besteuerung noch steigen. Einnahmen und Ausgaben des Klosters bewegten sich in den angegebenen Jahren immer ungefähr in der Höhe von 9000

[5] KAM fasc. 172/30.

Gulden. Die Höhe der Steuern betrug allerdings das vierfache von dem, was im ersten Regierungsjahr Maria Magdalenas verzeichnet wird —, so war es begreiflich, daß man keine Ersparnisse machen konnte.

Abschließend kann gesagt werden, daß die wirtschaftlichen Verhältnisse in Frauenchiemsee zu Beginn des 17. Jahrhunderts und in den beiden ersten Jahrzehnten gut waren. Die schweren Lasten der Kriege haben dann aber trotz sorgfältiger Wirtschaftsführung mehr und mehr erdrückend gewirkt.

(Forts. folgt.)

Benediktinisches Barocktheater in Südbayern, insbesondere des Reichsstiftes Ottobeuren.

Von **Walther Klemm, Plauen** i. Vogtl.

II. Die südbayerischen Benediktinerklöster.

Von den am Unterhalt des fürstbischöflichen Lyzeums zu Freising beteiligten sämtlichen Abteien der bayerischen Benediktinerkongregation[1] kommen, wie auf S. 97 erwähnt, für den vorliegenden Zusammenhang nur etwa neun bis zehn Klöster in Frage. Die niederbayerisch-oberpfälzischen Abteien Ensdorf, Frauenzell, Mallersdorf, Michelfeld, Oberaltaich, Reichenbach und Weißenau scheiden vornehmlich aus dem Grunde regionaler Abgrenzung aus[2]. Auch hat für einige von ihnen Lindners Bemerkung[3] dem Sinne nach Geltung: „Auffallen muß, daß die Stifte der nördlichen Provinzen Bayerns sich nicht ebenso in literarischer Beziehung hervorgethan, wie die in Altbayern und Schwaben. Der Grund war vielleicht der geringe Personalstand und die Überbürdung der Konventualen mit dem Seelsorgedienst."

Aus dem ersteren Grunde kommen ferner in Wegfall: die Abtei St. Veit (von der Congreg. Salisburgensis als einzige am Freisinger Lyzeum beteiligt), die kongregationsfreien niederbayerischen Abteien Metten und Niederaltaich sowie aus der augsburgisch-schwäbischen Kongregation (Congr. sub Titulo S. Spiritus) das heute württembergische Neresheim, während die

---

[1] Ihr gehörten an: Andechs, Attl, Benediktbeuern, Ensdorf, Frauenzell, Mallersdorf, Michelfeld, Oberaltaich, Prüfening, Reichenbach, Rott am Inn, St. Emmeram (Regensburg), Scheyern, Tegernsee, Tierhaupten, Weihenstephan, Weißenau (Weißenohe), Weltenburg, Wessobrunn.

[2] Erst nach Abschluß dieser Arbeit ergaben sich für die an ihrer nördlichen Raumgrenze gelegenen Donauklöster Prüfening und St. Emmeram (Regensburg) wesentlichere Anhaltspunkte (vgl. Wilhelm Fink, Beiträge zur Geschichte der bayerischen Benediktinerkongregation 1684—1934, Metten und München 1934), die nach Möglichkeit noch berücksichtigt wurden. Eine genauere Würdigung muß späterer Sonderarbeit über dieses Gebiet benediktinischen Schultheaters vorbehalten bleiben.

[3] Lindner I, S. 36. Gilt vornehmlich den kongregationsfreien ober- und unterfränkischen Abteien Banz und Plankstetten; Amorbach, Michelsberg (Bamberg), Neustadt a. Main, St. Stephan (Würzburg) und Theres.

zuletzt zum Priorat herabgesunkene Abtei Fultenbach durch Kleinheit und den obenerwähnten schlechten Zustand ausscheidet. Lindner berichtet von ihr: „Diese Abtei war nicht reich begütert, die Mitgliederzahl stieg kaum auf zwölf[4]. Gegenwärtig ist von Kirche und Kloster keine Spur mehr übrig. Der Pflug geht über die Stelle, wo sie gestanden[5].“ Die kongregationsfreie Reichsabtei St. Ulrich und Afra (Augsburg)[6] gehört ihrer geographischen Lage und Verbindung zu Freising nach wohl in diesen Zusammenhang, bleibt aber infolge besonderer örtlicher Verhältnisse unergiebig. Sie hatte ab Ende des 17. Jahrhunderts keine nennenswerte Schule mehr, weil dem katholischen Volksteil der Stadt die der Jesuiten bei St. Salvator genügte. Auch nach Auflösung ihres Kollegs führten die Jesuiten diese weiter.

Für das „Benediktinische Barocktheater in Südbayern“ verbleiben nach obiger Abgrenzung aus der bayerischen Kongregation die Abteien: Andechs, Attl, Benediktbeuern, Rott a. Inn, Scheyern, Tegernsee, Tierhaupten, Weihenstephan, Weltenburg und Wessobrunn. Aber selbst hiervon gewährt der Nachsuche keinerlei Anhaltspunkt Tierhaupten, das in der Säkularisation besonderes Unglück hatte: „Die gesamte Bibliothek des Klosters wurde 1803, nachdem einige wenige Stücke für die Hofbibliothek ausgewählt worden waren, von den Bibliothekcommissären Paul Hupfauer und J. Schuhbauer[7] an den Papierfabrikanten Kauth in Thierhaupten zum Einstampfen verkauft.“ Für Rott a. Inn[8] — obwohl es „in den letzten Dezennien der bayerischen Benediktinerkongregation ... das gemeinsame Noviziat“ beherbergte —, für Attl und Weltenburg waren nur sehr bescheidene Notizen bei Lindner auffindlich. Weihenstephan aber unterhielt als Nachbar des Freisinger Lyzeums keine eigene Schulanstalt, kommt also mittelbar durch seine dort beschäftigten Kapitularen, nur wenig für eigenes Theaterspiel in Betracht.

Günstiger ist die Sachlage bei den hierher gehörenden Abteien der augsburgisch-schwäbischen Kongregation, nur die Abtei Deggingen erwies sich auch bei Lindner als unergiebig.

---

[4] So allgemein stimmt diese Zahlenangabe nicht wie eine Aufzeichnung im *Diarium* (t. VIII, Teil I, S. 68—70) des Abtes Rupert II. Neß von 1727 über die damalige Besetzung der Klöster seiner Kongregation ergibt: Deggingen ca. 20 Konventualen, Elchingen ca. 30, Fultenbach ca. 20, Füssen ca. 24, Irrsee ca. 30, Donauwörth ca. 30, Ottobeuren ca. 40, Neresheim ca. 30.

[5] Lindner II, S. 165 M.

[6] Hartig M.: Das Benediktiner-Reichsstift St. Ulrich und Afra in Augsburg 1012—1802, Augsburg 1923.

[7] Lindner I: „Schuhbauer war ein ‚abtrünniger‘ Benediktiner von Niederaltaich.“

[8] Lindner I: „Die Klostergebäude sind beinahe ganz vom Erdboden verschwunden.“ Siehe auch: Feulner, A.: Rott am Inn, Augsburg 1927.

Zum Kreise der am Freisinger Lyzeum Beteiligten zählen noch und gehören in diesen Zusammenhang die kongregationsfreien Abteien Ettal und Seeon[9]. Die Fürstabtei Kempten war zwar nicht beteiligt. Doch erscheint ihre Aufnahme hier, trotz geringem Material, durch die lebhaften Beziehungen zu Ottobeuren gerechtfertigt.

Von Bedeutung für den Umfang, nicht für die Tatsache des Theaterspiels war die Verschiedenheit der einzelnen Klosterschulen in Größe und Lehrziel. Lyzeen (Gymnasien) mit durchschnittlich fünf — zuweilen in sich gestuften — Klassen unterhielten in den letzten Jahrzehnten des 18. Jahrhunderts Benediktbeuern und Tegernsee; Elchingen, St. Magnus (Füssen), Hl. Kreuz (Donauwörth) und Ottobeuren. Mit Klosterschulen, die die Anfangsgründe des Deutschen und Lateinischen lehrten, sog. „Seminarien", begnügten sich dagegen Andechs, Attl, Tierhaupten und Wessobrunn; Deggingen und Irrsee sowie seit 1744 Ettal[10]. Der Scheyerner Unterricht scheint wegen der Nähe Freisings kaum diesen Umfang benötigt zu haben. —

Das erst 1454 durch Herzog Albrecht III., den Frommen, von Bayern-München gestiftete, aus Tegernsee kolonisierte Benediktinerkloster Andechs[11] war die jüngste Abtei seiner Kongregation. Es ist für Barocktheater nur zwischen 1737 und 1798 mit vier als Periochen im Besitze der Staatsbibliothek München befindlichen, einem bei Lindner genannten Stück, sowie einem von Fink erwähnten „*Passionsspiel*" festzustellen. Sonderbarerweise gehören alle fünf ersteren dem Typus des musikalischen Jubiläums-, Benediktionsfeier- oder Glückwunschstückes an. Hieraus, aus ihrer und der bei Lindner verzeichneten geringen Zahl Andechser Schriftsteller liegt die Vermutung nahe, daß das Andechser Theaterspiel lediglich einen bescheidenen Raum eingenommen haben dürfte. Verstärkt wird diese Folgerung durch die auffallende Tatsache, daß der zweifellos bedeutendste Dramatiker des monasterium Andecense, P. Placidus Scharl[12], auch nur mit zwei Werken dieses Charakters in seinem Heimatkloster vertreten ist. Obwohl 1758 in Freising sein Drama *Lykurgos*, zwischen 1760 und 69 in Salzburg sieben Stücke seiner Feder zur Aufführung kamen und er in Andechs selbst zehn Jahre als Theologieprofessor tätig war. Scharl hatte 1742/47 das fürstb. Gymnasium Freising besucht, wo er oft im Schultheater — und zwar meist in weiblichen Gesangsrollen —

[9] Gehörte zeitweise zur Congr. Salisburgensis.

[10] 1710—44 Ritterakademie.

[11] Sattler M., Chronik von Andechs, Donauwörth 1877. Hartig M., Die obb. Stifte, I, S. 78—83, und Schreiber Max, Beiträge zur Musikpflege im Kloster Andechs, Birkeneck (Obb.) 1932.

[12] Geb. Seefeld 10. 10. 1731; München 10. 2. 1814 †.

mitwirkte[13]. In den Jahren seiner dortigen Tätigkeit war er den meisten seiner Salzburger Bühnendichtungen auch Komponist. Ebenso hatte das zur feierlichen Konsekration des Abtes Johann Baptist VI. Bergmann durch den Augsburger Weihbischof Baron von Adelmann in Andechs am 28. 8. 1775 aufgeführte *Drama musicum* ihn zum Verfasser wie Komponisten. Lindner nennt dieses Festspiel eine „Cantate" unter dem Titel *Annubis*. Aus der in der Staatsbibliothek München erhaltenen Perioche erscheint angesichts der wenigen „Personae canantes"[14] Lindners Bezeichnung treffender. Die verschollene Cantate auf die eigene Jubelprofeß vom 7. 10. 1798 spielt im Titel: *Der verlorene Sohn* auf die fast ständige Abwesenheit des Jubilars vom Heimatkloster an. Die Musik dazu lieferte sein Mitbruder P. Benedikt Holzinger[15]. Die übrigen drei Andechser Fest- und Gelegenheitsaufführungen unterscheiden sich in ihren Periochen nur durch Anlaß und Komponistenangaben von den erwähnten dichterischen Arbeiten Scharls. Am 8. 12. 1737 feiert ein „*Jacob ... prima sua vota renovans*" das Profeßjubiläum des Abtes Maurus III. Braun, am 12. 4. 1744 der „*Dilectus a Domino suo Samuel*" zum Osterfest die Jubelprimiz dieses Abtes. Komponisten waren die Augustinerkapitularen Gilbert Köchl und Mansuet Teufl[16]. Das Melodrama *Ezechias ope Divina Sanatus* ist im Januar 1770 dem von schwerer Krankheit genesenen Abt Joseph Hoerl gewidmet. Die Perioche zählt für vier „Personae canentes" nur einige Arien auf. Der Komponist bleibt ungenannt.

Deutet schon die Zuhilfenahme auswärtiger Tonsetzer bei zwei der als Periochen erhaltenen Jubiläumsstücken nicht eben einen Überfluß an kompositorischen und literarischen Talenten des eigenen Hauses an, so bieten auch Finks und Lindners Angaben hieran nicht übermäßige Ausbeute: „P. Kajetan Kolberer ... vertonte die beiden Spiele von P. Gregor Zödl (Benediktbeuern), von denen das eine 1715 in München (s. S. 405), das andere nach 1719 in Benediktbeuern aufgeführt wurde"[17], sowie die *Eremitae Walchenseenses* des Benediktbeurer P. Maurus Sartori. Der Andechser Kapitular P. Gregor Schreyer[18] „war (nach Lindner) ein ausgezeichneter Organist, Violinist und Kompositeur" und „hatte als Lehrer in der Musik den Chor-

[13] Näheres hiezu wie überhaupt Lebenslauf Scharls siehe in „Ein Mönchsleben aus der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts nach dem Tagebuche des P. Pl. Scharl", dargestellt von M. Sattler, Regensburg 1868.

[14] Aurifaber, Sponsa, Genius Montium.

[15] Geb. Aichach 30. 3. 1747. Zu Erling bei Andechs 29. 7. 1815 †. „Ein guter Musiker und Komponist" (Lindner).

[16] Namenschreibung der Perioche.

[17] Fink, S. 191 u. [18] Geb. Pingarten 1719; 6. 6. 1767 †.

herren Mansuet Teuffel von Bernried"[19]. „Seine Tätigkeit als Komponist begann er damit, daß er 1748 die Musik für ein in der Stiftskirche zu Andechs aufgeführtes *Passionsspiel* schrieb"[20]. Weiter komponierte er für das Theater die in St. Emmeram/Regensburg aufgeführten Lustspiele *Fata philosophiae* (1751)[21] und *Fata theatri profani* (1753)[22]. P Romuald Schleich[23], der 1748—52 in Freising Professor war, schreibt Lindner ohne nähere Angaben „Comoediae" im Ms. zu, Fink nennt ihn als Verfasser des von Schreyer komponierten Passionsspiels.

Von Kloster Attl[24] weiß Lindner nur, ohne Beweise dafür zu nennen, daß P. Marian Oberhueber[25] „ein geborner Dichter war" und dem „zahlreich besuchten Klosterseminar einige Zeit vorstand". Andere und schlüssigere Belege für Theaterspiel in Attl waren nicht zu erlangen. Die Chronik dieser Abtei reicht nur bis 1733[26]. Ihre Verbindung mit Freising ist durch P. Florian Scheyerl[27] nach außen erkenntlich, der dort gelegentlich der Rückkehr des Kardinal-Fürstbischofs Johann Theodor Herzog in Bayern von Rom als Professor Rhetoricae 1755 den *Tobias junior in patriam redux* verfaßte und aufführte.

Ein wesentlich anderes Bild bietet Benediktbeuern[28]. Die nach den Kriegswirren der ersten Hälfte gegen Ende des 17. Jahrhunderts aufblühende klösterliche Barockkultur fand auch hier sichtbaren Ausdruck in der 1683—86 unter Abt Placidus Mayr neuerbauten Stiftskirche. Doch fehlt es daneben nicht an ausreichenden Belegen für das durch Augenschein in Benediktbeuern heute nicht mehr beweisbare Barocktheater.

Sechs aus 1715—91 namentlich bekannten Stücken (drei als Periochen erhalten) und einigen Schriftstellernotizen Lindners wie Finks ist als Beweis für Umfang und gewohnte Übung des Theaterspiels voranzustellen ein in der Handschriftenabteilung der Staatsbibliothek München enthaltener Schreibkalender[29]. Dies vom Benediktbeurer P. Placidus geführte *Calendarium pro anno 1763* verdankt seine Erhaltung sicher dem

[19] Fink, S. 178 M. nach dem Tagebuche von Andechs 1748.
[20] Fink, S. 191 u. [21] Fink nennt 1752 (S. 183 u.).
[22] Fink, S. 184 o. (Siehe auch S. 193.)
[23] Geb. Tettenschwang 21. 2. 1708, Regens des Andechser Klosterseminars, 5. 10. 1788 †.
[24] Siehe Hartig M., Die obb. Stifte, München 1935, Bd. I, S. 46—50.
[25] Geb. Traunstein 15. 10. 1730.
[26] Im Besitze der St. B. M.
[27] Geb. Freising 29. 1. 1720. Professor in Freising 1746—58, im Kloster Theologielehrer, † 19. 11. 91.
[28] Lindner, Pirmin, Profeßbuch der Benediktiner-Abtei Benediktbeuern, München 1910 (darin ausführliche Bibliographie); Hartig M., Die obb. Stifte, Bd. I, S. 12—18.
[29] Cgm. 2931.

Zufall. Sein Inhalt darf deshalb und wegen der aus den einzelnen Angaben hervorgehenden Selbstverständlichkeit der „Comoedi" als um so beweiskräftiger für ein wenigstens in der Aufführungshäufigkeit etwa dem ottobeurischen vergleichbares Theaterwesen angesehen werden.

Das *Calendarium* ergibt vom Benediktbeurer Klostertheater im Jahre 1763 folgendes Bild:

„10. 2. Heunt wurde auf dem Theatro von den RR. FF. Convictoribus die Faßnacht-Comedi exhibieret und waren gäst allhier."

„14. 2. Heunt exhibierten RR. FF. Convictores zum zweytenmahl die faßnacht Comoedi, und waren auch zugegen RR. DD. Decanus, et Bernardus von Beyrberg[30]. item H. Mez."

„15. 2. circa horam 5. tam spühlten die Seminaristen in ihrem Oratorio ein pritzschonella, in praesentia Hospitum, abbatis, et Conventy."

„30. 8. Heunt war die erste Comoedi — undt ein erschröcklich hartes wetter."

Ferner Bemerkung zum 30. 8.: „... wurde das erstemahl die endts Comoedi exhibieret, und waren zugegen: H. H. Canonici Ign. et Ildephonsus von Beyrberg und Franciscus von Tölz."

„1. 9. Heunt das Zweytemahl undt hüllter der Reverendissimus seinen Election Tag." Das Kloster hatte an diesem Tage viele Mittagsgäste, über deren Teilnahme an der Zweitaufführung der Endskomödie aber nichts verzeichnet ist.

Die Übereinstimmung der Benediktbeurer Theatergepflogenheiten mit den ottobeurischen liegt nach obigen Aufzeichnungen klar. Vielleicht entsprach die von den „RR. FF. Convictores" zweimal aufgeführte *Faßnacht-Comedi* dem Ottobeurer *Simeon Salus eremita* (1726), während das *pritzschonella*[31] als Hanswurstiade den *Jocus Bacchanalitius* (1718) an Weltlichkeit noch übertroffen haben dürfte. Auch die jedesmalige Anwesenheit von Gästen deckt sich mit Ottobeuren. Dagegen war es dort durchaus nicht üblich, Endskomödien oder gar Fastnachtsstücke zweimal aufzuführen. Überhaupt scheint Stift Benediktbeuern 1763 eine Art Fasching, wozu Gäste sich im Kloster aufhielten, gefeiert zu haben, wie sich aus der zeitlichen Aufeinanderfolge der obigen Februarnotizen und der Bemerkung am 16. 2. (Aschermittwoch) ergibt: „Heunt war consueta incineratio: undt die ... Gäst gingen zuruekh." Ein letztes Analogon zu Ottobeurer Gewohnheiten findet sich schließlich auf dem Gebiete der Reisen zu auswärtigen Theaterveranstaltungen: der Kalenderschreiber, P. Placidus, fuhr am 16./17. 1. 1763 nach München zu einer „opera" im „Neuen opera Hauss", wo ein *Artaxerxes* aufgeführt wurde. „Churfürst, Churfürstin; Clemens Wenzeslaus v. Sachsen; Herzog und Herzogin samt dem französischen Gesandten" und sonstiger Adel wohnten dieser Vorstellung der „kurfürstlichen Kammervirtuosen" bei.

[30] Beuerberg (an der Loisach, Oberbayern).

[31] Pulcinella + Pritsche?

Ein unmittelbarer Einfluß des Besuches auf die klösterliche Dramatik läßt sich jedoch auch hier nicht nachweisen. Denn wohl befindet sich unter den sechs bekannten Benediktbeurer Stücktiteln ein *Artaxerxes*, aber fast 30 Jahre später... Als ältestes Benediktbeurer Theaterstück sind die *Eremitae Walchenseenses* vom 26. 9. 1715 nach Titel[32] und Verfasser bekannt. Seiner wird im Folgenden ausführlicher zu gedenken sein. — Gleiches gilt hinsichtlich der Kenntnis[32] vom *Felix conubium*, das einem Wahltag des Abtes Leonhard Hochenauer (reg. 1742 bis 1758) gewidmet war. Sein Verfasser, P. Bonifaz Riedl[33], war Mitglied der *Societas germano-benedictina*. Als Perioche erhalten ist dagegen das *Foedus Apum cum Liliis renovatum*. Es wurde am 27. 1. 1761 zu Ehren des Ettaler Abtes Bernhard II. Grafen v. Eschenbach aufgeführt und entspricht dem von Ottobeuren und Andechs bei ähnlichen Anlässen Bekannten. Der Gast machte in seinem ersten Regierungsjahre bei dem seiner Abtei befreundeten Kloster gewissermaßen Antrittsbesuch, um den Bestand der alten Beziehungen zu bekräftigen. Ebenso erhalten ist das vierte auffindbare Benediktbeurer Theaterstück in der Sammlung „Prüfeninger Mansarde"[34] im Stifte Metten. Dieser *D. Benno in Misniam Redux* war 1768 Namenstagsstück zu Ehren des Abtes Benno Voglsanger. *Das Opfer des Jephte* (1778), Gratulationsstück zur Jubelprofeß desselben Abtes, ist nur wie die beiden erstgenannten Stücke bekannt. Als Verfasser nennt Lindner P. Ägidius Jais[35], dem er auch eine *Ode*[36] auf den Tod des P. Constantin Langhayder, Rector magn. zu Salzburg und Kapitular von Kremsmünster, zuschreibt. Vom schon erwähnten Benediktbeurer *Artaxerxes* liegt eine Art handschriftlicher Perioche vor, welche nur die nach I, 2; II, 2 und vor III, 1 gesungenen Arien sowie ein Personenverzeichnis samt Darstellerangaben enthält. Allerdings sind bloß sechs Rollen angegeben: „Artaxerxes, Kgl. Prinz und nachmals König von Persien", sein Bruder Sibaris, seine Freunde Arbaces und Syroes; Artaban, Vorsteher der kgl. Leibwache und dessen „Vertrauter" Megabises, Führer des persischen Kriegsheeres. Die unbekannte Handlung wird durch nähere Angaben des Verzeichnisses über Verwandtschafts-, Freundschafts- und Lehrverhältnisse der aufgezählten Personen untereinander nicht enträtselt: Artaban ist „Vater des Arbaces und Siroes", Arbaces ist „Erzieher des Sibaris", während Sibaris

[32] Aus Lindner.

[33] Geb. Freising 19. 7. 1725; 7. 4. 69 †.

[34] Enthält vom säkularisierten Kloster Prüfening überkommene Periochenbestände.

[35] Geb. Mittenwald 17. 3. 1750. Professor zu Salzburg und Novizenmeister in Rott. Benediktbeuern 14. 2. 1822 †.

[36] Salzburg 1788.

„Zögling des Artabans“[37] genannt wird, Syroes schließlich „Bruder des Artabans“[37]...

Die benediktbeurische Lateinschule besuchte 1677—81 Karl Meichelbeck, der als Benediktbeurer Kapitular in Freising Lehrer und des Hochstifts Chronist wurde. 1699 erweiterte Abt Eliland Oettl diese Anstalt zum Gymnasium[38]. Seine fünf Klassen[39] müssen nach dem obigen Personenverzeichnis in Rud. und Rhet. zweifach, Gramm. dreifach gestaffelt gewesen sein. Das Kloster wendete für die Schule, die von „ca. 30“ Zöglingen besucht wurde, jährlich 2000 fl. auf. Neben diesen Zahlen sind für die Beurteilung des Benediktbeurer Schultheaters von Wichtigkeit eine von Lindner zitierte zeitgenössische Stimme:

„Ungefähr um das Jahr 1710 wohnte Baron Jos. v. Unertl einem von den Zöglingen des Benediktbeurischen Gymnasiums aufgeführten Theaterstücke bei, bei welchem dieselben meisterhaft spielten; Unertl wurde dadurch so für die Anstalt gewonnen, daß er sofort derselben eine Stiftung von 6000 fl. machte[40].“

Meichelbeck ist die Kenntnis des Veranlassers dieser Schenkung, P. Maurus Sartori[41], zu danken, von dem er schreibt[42]:

„... eos (juvenes) ad actiones scenicas dexteritate et felicitate exercitavit, qui idem in construendis theatris ac artificiosis pegmatibus ac belle consarcinandis vestibus comicis singulariter eminuit Dramataque perquam multa ipsus (!) composuit suisque illis laboribus occasionem praebuit, ut apud nos fieret fundatio pro quatuor alumnis perpetuo alendis ac bonis artibus imbuendis.“

Nach der gleichen Quelle[43] stammt von Sartori das am 26. 9. 1715 zu Ehren des Freisinger Fürstbischofs Johann Franz in Benediktbeuern aufgeführte „Drama melodico-satyricum“ *Eremitae Walchenseenses.* P. Maurus Sartori war sonach Regisseur, Bühnenarchitekt und -techniker, Kostümentwerfer sowie Theaterdichter in einer Person! Welchen Gebrauch man von diesen vielseitigen Talenten zu machen wußte, scheint aus einer weiteren Bemerkung Meichelbecks[44] hervorzugehen, die er dem Zeitgenossen und Mitbruder Sartoris, P. Bernardus Groß[45],

---

[37] Sehr wahrscheinlich hat der Kopist an diesen Stellen statt Arbaces irrig Artaban geschrieben.

[38] Lindner.

[39] Rudimenta, Grammatica, Syntaxis, Poesis, Rhetorica.

[40] Meichelbeck, Chronicon Mon. Buran., S. 370/71; Clm. 2098.

[41] Geb. München 25. 7. oder 8. 1666, im Kloster 21. 2. 1730 †.

[42] *Necrologium novum Benedictoburanum, caeptum 1714.* Befindet sich in der Bibliothek des Benediktinerstifts Fiecht in Tirol, Cod. Nr. 283 (Ms.). (Lindner P., Benediktbeurer Profeßbuch, S. 53/54 bzw. 71.)

[43] *Chronicon Benedictoburanum,* Meichelbeckiana 7. (Lindner, Benediktbeurer Profeßbuch, S. 55 bzw. 70.)

[44] Ebenda, S. 377 (Lindner, ebda, S. 53 o.).

[45] Geb. Erding 22. 1. 1659, im Kloster 6. 11. 1730 †.

widmet. Sie berichtet, daß bereits im nächsten Monat wieder gespielt wurde:

Mense Octobri 1715 opus comicum ad augendum divae Anastasiae nostrae cultum in Theatro alio (intra Basilicam nostram erecto) cum ingenti hospitum ac caeterorum fidelium applausu, aedificatione et cordium solatio fuit exhibitum, Patre nostro Bernardo Groß autore.

Das für den vorliegenden Zusammenhang wesentlichste Ergebnis sind die Worte: „Theatro alio." Denn sie besagen, daß man sich in Benediktbeuern mit einem Spielort nicht zufrieden gab[46], sondern bei Bedarf an beliebiger Stelle ein „Theatrum alium" — was mit Bühneneinrichtung, Bühnenapparatur zu übersetzen ist — erstellte. Wobei analog der in Ottobeuren nur bis 1725 beibehaltenen Übung gegebenenfalls auch in der Kirche die Bühne aufgeschlagen wurde[47]. In diesem Falle umsomehr, als die hl. Anastasia Nebenpatronin von Kirche und Kloster war.

Von P. Innozenz Erndl[48] weiß die Rotel: „Erat pene natus Magister in arte comica." Aber das ist alles... „Viel Erfolg hatte P. Gregor Zödl mit seinen Stücken. 1709 schrieb er für die Feierlichkeiten in Freising[49] ein Spiel, das großen Beifall erntete. Auch das Stück, das er 1715 bei der Rückkehr des Kurfürsten Max Emanuel für die Englischen Fräulein in München verfaßte, *Ludus divinae providentiae*, brachte ihm große Anerkennung[50]." Zu den „Verfassern von Textbüchern für Theateraufführungen" Benediktbeuerns zählt Fink auch einen P. Marian Stoll, der dem Profeßbuch jedoch unbekannt ist.

Die Abtei Scheyern[51] ist aus dem obenerwähnten Grunde[52] nur für Gelegenheitstheater wie Andechs mit vier Gratulations-

[46] Weder der Augenschein an Ort und Stelle noch dort erholte Auskunft ergeben über die Lage des Theaters im Benediktbeurer Klosterkomplex anderen Aufschluß, als daß ein bestimmter Spielort (Theatersaal) nicht bestand.

[47] Siehe oben S. 101/2.

[48] Geb. Straubing 13. 1. 1736, während seiner letzten drei Lebensjahre Professor der Humaniora am Klostergymnasium, † 10. 5. 1766. (Lindner, Benediktbeurer Profeßbuch, S. 98 o.)

[49] St. Nonnosus-Translationsfest.

[50] Fink, S. 182. Fink schreibt ihm (S. 191 u.) noch ein „Spiel" zu, „das ... nach 1719 in Benediktbeuern aufgeführt wurde" und nennt als Quelle Benediktbeurer Profeßbuch 81 und 55, wo aber nichts dergleichen steht.

[51] Siehe v. Hefner J., Über die literarischen Leistungen des Klosters Scheyern und den Mönch Conradus Philosophus (Oberbayr. Archiv, II, S. 91 bis 116, 155—180, hrsg. vom Hist. Verein von Oberbayern); Knitl M., Scheyern als Burg und Kloster. Ein Beitrag zur Gesch. d. Hauses Scheyern-Wittelsbach sowie z. Gesch. d. Benediktinerordens, Freising 1880; Knitl M.: Scheyerns Stellung in d. Kulturgesch. (Diss.), Jena 1880; Knitl M., Scheyerns Stellung in der Kunstgesch., Freising 1880; Hartig M., Die obb. Stifte, I, S. 46—50.

[52] Kleine Schule.

oder Jubiläumsstücken zwischen 1760 und 88 festzustellen. Zwei befinden sich als Programme in der Staatsbibliothek München: die *Avita Pietas* zum Geburtstage des Abtes Joachim Herpfer am 26. 8. 1760 und der *Adologerius primus Bojorum Rector* zum Namenstag[53] des Gleichen 1761. Die Perioche enthält nur die Gesänge. Wahrscheinlich stellte der Inhalt dar die Wahl des Adelger von Scheyern zum Fürsten der Bayern und deren Kriegszüge im Donaugebiet. Die Musik schuf der D. Sebastianus Lanzinger[54]. Von den anderen beiden Stücken sind nur Titel, Aufführungsanlässe, Drucker und auch die Verfasser bekannt[55]. Der *David amatus et amans Jonatham* war wiederum eine Namenstagsaufführung für Abt Joachim, sein Dichter der Scheyerner Kapitular P. Angelus März. *Jolas metamorphos*, Gelegenheitskantate zum 50jährigen Profeßjubiläum des Abtes Michael Grillmayr, verfaßte P. Lucas Biderer[56], der 1786—91 am Freisinger Lyzeum (Gymnasium) wirkte. Dort lehrte auch sein Mitbruder, P. Conrad Muckensturm (Muggenturm)[57] 1770/76 die Inferiora, 1776—81 Kirchenrecht. Aus seiner Feder kamen in Freising zur Aufführung 1773 „in dramate scholastico a poesi ... Lycei", also als Schul(übungs)spiel, *Rara amicorum pietas* und 1776 das *Epinicion* zu Ehren der Rückkehr des Fürstbischofs Ludwig Joseph von einer Romreise. Als Verfasser „verschiedener Theaterstücke" (im Manuskript) erwähnt Lindner ohne nähere Angaben noch den Scheyerner P. Joh. Ev. Manikor[58], bestimmte Zuschreibungen für ihn waren jedoch nicht möglich.

Das als Herd deutscher Kultur berühmte Kloster Tegernsee[59] besaß seit 1573 eine eigene Druckerei, der stets ein Konventuale als Inspektor vorstand[60]. Obwohl sie zahlreiche Theaterperiochen anderer Benediktinerstifte geliefert hat, waren vom eigenen Hause nur vierzehn Gelegenheitsstücke aufzufinden, ein weiteres fand Erwähnung bei Fink.

Die sieben ältesten zwischen 1713 und 1736 sämtlich Priesterjubiläen, Abtweihen, Namenstagen der Äbte Bernard

---

[53] 17. August.

[54] SS. Theol. ac SS. Can. Cand. Beneficiatus Meranensis etc.

[55] Aus *Schyra docta* von P. Coelestin Zacherl. Handschr. im Klosterarchiv Sch. Mitgeteilt durch P. Stefan Kainz und Präfekt J. Wappmannsberger-Scheyern.

[56] Geb. Sinzing 13. 11. 1757. Als Pfarrer von Kapfelberg 4. 11. 1817 †.

[57] Geb. Wald 15. 2. 1739. Historiograph der bayr. Benediktinerkongregation. Als Subprior † 30. 8. 1799.

[58] Geb. München 5. 8. 1732. Prof. der Philos. in Freising 1758—63. † 4. 5. 1769.

[59] Lindner P., Familia S. Quirini (Obb. Archiv 50 (1898) mit älterer Literatur und Hartig M., Die Obb. Stifte, I, S. 18—25.

[60] Lindner.

Wenzel[61], Petrus v. Gutrather und Gregor I. Plaichshirn. Die zwei aus 1746 bekannten Stücke — *Mille Anni ante oculos tuos*, das noch zu erwähnen sein wird, und *Montrosi Lacus*, das zwar undatiert ist, aber in der Dedikationsformel als „Tegernseensis Millemus Jubilus" bezeichnet wird —, waren dem 1000jährigen Tegernsee gewidmet. Das nächste diente dem festlichen Empfange eines berühmten Ordensmitgliedes aus der Cassinensischen Kongregation, des Kardinals Angelus Maria Quirini, am 25. 9. 1748. Der Kardinal befand sich auf einer Reise zum Besuch der deutschen Benediktinerklöster, die ihn am 14. 5. des gleichen Jahres auch nach Ottobeuren geführt hatte[62]. Die gedruckte Perioche dieses theatralischen Willkommens zeigt in langer und devotester Dedikationsformel des hohen Gastes sämtliche Würden, aber keinen eigentlichen Titel der Dichtung. Zwei weitere Tegernseer Stücke kamen anläßlich der Jubelprofeß des Abtes Gregor I. Plaichshirn am 14. 10. 1753 zur Aufführung. Von ihnen galt die *Egressa ex Forti Dulcedo* dem Erscheinen eines kurfürstlichen Kammerherrn, des Reichsgrafen Maximilian Franz v. Rheinstein und Tättenbach, als Vertreter des Landesherrn bei dieser Feierlichkeit; das *Sacrificium Noe* dem Jubilar selbst. Aus den in der Perioche verzeichneten Rollen[63] ist es als rein symbolisches Stück von der Art des *Foedus auspicatissimum Ottoburae*[64] anzusprechen. Als Komponist ist der Andechser Kapitular P. Gregor Schreyer[65] angegeben. Dem Tegernseer Konventualen P. Nonnosus Paemer[66] schreiben Fink[67] und Lindner[68] die Dichtung des Melodramas zu. Die restlichen drei Stücke — *Mons Magnus, Jachin, Et Booz In Templo Domini Positae, Gedeon in Pane Hordeaceo Triumphans* — entfallen auf den jährlichen Wahltag des Abtes Gregor I. 1756 sowie Profeßjubiläen und Jubelprimiz von Konventualen 1756 und 59. Ihre Verfasser sind nicht bekannt. An weiteren künstlerisch tätigen Mitgliedern des Tegernseer Konvents nennt Lindner ohne Angaben über ihre Werke nur die Komponisten PP. Castorius Zeitler[69], den in Rott als Professor wirkenden

[61] Wohl Irrtum im Repertorium der „Prüfeninger Mansarde" (Stift Metten), denn Abt Bernard regierte nur bis 1700, 1713 dagegen Abt Quirin IV. Millon. (Vgl. Hartig, Obb. Stifte, I, S. 25.)

[62] Feyerabend, Bd. 4, S. 34.

[63] Noe, Sem, Cham, Japhet, Genius Tegernseensis, Majestas Divina, Angelus, Religio Benedictina, Historia, Fabula, Chorus Tegernseensis.

[64] 11. 5. 1725; siehe Teil I, S. 142.

[65] Siehe S. 400 u.

[66] Geb. Freising 11. 1. 1714. Prior 1749—53. Ab 1762 Propst zu Unterloiben in Niederösterreich (Besitz des Klosters Tegernsee). 6. 6. 1772 †.

[67] Fink, S. 183 o.

[68] Nennt entgegen der gedruckten Periochenangabe als Aufführungsdatum den 10. 1. 1753.

[69] Geb. Waldsassen 2. 5. 1713, Director Fr. Fr. Clericorum, † 17. 1. 1758.

Columban Praelisauer[70] und seinen bedeutenderen älteren Bruder Cölestin[71]. Fink schreibt Zeitler den Text einer Kantate zum Klosterjubiläum: *Mille Anni ante oculos tuos oder 1000 Jahre des uralten, befreyten Gotteshauses Tegernsee von Einweihung desselben, vor Augen gestellt, Februar 1746*, Columban Praelisauer die Komposition zu[72]. „P. Cölestin P. schrieb die Musik zu dem religiösen Volksschauspiel *Ecce Agnus Dei*, das mit großem Beifall in der dortigen Stiftskirche zur Aufführung kam[73]." Die Verbindung zu Salzburg und Freising wird deutlich an P. Wolfgang Rinswerger, dem späteren Abt von Michelfeld. 1697/98 gingen vier Stücke von ihm über die Salzburger Universitätsbühne, 1698—1702 war er in Freising Rhetor und Comicus. Höchstwahrscheinlich hat er auf Grund seiner Salzburger Erfahrungen maßgebenden Einfluß auf Herstellung und Einrichtung der Freisinger Bühne genommen (s. S. 424, Anm. 2). Ob der 1707 dort in Szene gegangene *Thomas Morus* mit Rinswergers Salzburger von 1698 identisch war, ist mindestens offen. Höchstwahrscheinlich hatte dagegen der im Februar 1700 wohl zur Fastnacht in Freising aufgeführte *Potinus a temulentia ad vitam sobriam reductus* P. Wolfgang zum Verfasser. Das Stück findet sich in der von dem Michelfelder Kapitularen P. Johannes Ev. Heigl nach des Dichters Tode unter dem Titel *Phoenix e funere* herausgegebenen Sammlung der Rinswergerschen Theaterstücke[74].

Vom Theater der Abteien Weihenstephan[75] und Weltenburg[76] ist, wie einleitend dargelegt, nur ganz unzulängliches Material festzustellen: von ersterer die Namenstagsaufführung *Insignia, seu, Scutum Gentilitium* zu Ehren des Abtes Michael am 5. 7. 1753[77], während für Weltenburg lediglich Lindner[78] über P. Benno Gruber[79] anmerkt: „Auch komponierte er die Musik zu dem in W. aufgeführten Singspiele *Gute Kinder, der Eltern größter Reichthum.* Handschriftlich hinterließ er noch Mehreres."

[70] Geb. Kötzting 9. 1. 1703. In Rott Bibliothekar, Regens Chori, † 23. 10. 1753. — Gleichzeitig wirkte in Rott als Musiker und Komponist P. Placidus Metsch, geb. Wessobrunn 7. 1. 1700, † 19. 7. 1778.

[71] Geb. Kötzting 1694. Regens Chori und Kirchenkomponist. „Er bildete viele Klosterzöglinge zu vortrefflichen Musikern heran." † 5. 2. 1745.

[72] Fink, S. 183 o und 192 o. — [73] Fink, S. 192 o.

[74] Siehe Fink, S. 183 o und 186 M.

[75] Gentner, Die Geschichte des Klosters Weihenstephan, 1854; Chronik des Klosters Weihenstephan, Cod. germ. 1839; Hartig M., Die Obb. Stifte, I, S. 41—46.

[76] Hoffmann R., Kloster Weltenburg und seine Asamkirche, München 1931.

[77] Siehe oben S. 131, Anm. 37.

[78] Lindner I, S. 307, Nachträge und Berichtigungen.

[79] Geb. Kehlheim 28. 9. 1759. „Er war ein gründlicher Tonsetzer, der mehrere Compositionen in Druck gab." † 18. 3. 1796.

Auch Wessobrunn[80] ist an Umfang des Materials nicht wesentlich ergiebiger, obwohl Alanus Ritter[81] und Coelestin Leutner, in Salzburg Universitätsprofessoren und bekannte Dramendichter, seinem Konvent angehörten. Dafür ist das eine der beiden aus 1758 und 86 erhaltenen Stücke um so interessanter und für den in diesem Zusammenhang nur noch bei Kempten (und Prüfening) zu bemerkenden deutlichen Geschmackswandel gegen Ende des 18. Jahrhunderts bezeichnend. Die zwei erhaltenen und das durch Lindner dem Titel nach bekannte Wessobrunner Stück galten Priesterjubiläum, Jubelprofeß oder Namenstag des regierenden Abtes oder eines Konventualen. Während aber 1758 vom Konvent in allenthalben üblicher Weise *Abrahamo Sacerdoti et Victimae* gehuldigt wird, zeigt das in deutscher Sprache abgefaßte Singspiel *Die Erziehung der Jugend nach der Mode* als Zeitsatire fast den Stil der weltlichen Operette. Am Schluß siegt etwas unvermittelt natürlich die einsichtsvolle Tugend.

Kennzeichnend für die Absicht des Verfassers, gewisse literarische und menschliche Typen zu persiflieren, sind die Namen der auftretenden Personen: „Der Papa, die Mamma, Fränzchen, Lisette, Informator." — Die „Mamma" lehrt die Kinder in selbstgefälliger Liebe Adelsstolz und Koketterie, Eigenschaften, die menschlich dumm oder für den kleinen Buben (Fränzchen) und das am Ausgang des Kindesalters stehende Mädchen gänzlich abwegig sind. Der „Papa" dagegen ist zu streng und altfränkisch. Die Mamma wirft den „Informator" (Hauslehrer), der den Kindern an Stelle der mütterlichen Torheiten Nützliches beibringen will, hinaus, der Vater bestätigt ihn erneut in seiner Stellung. Endlich gelingt es dem Lehrer, seinen Vorschlag, in der Kindererziehung einen vernünftigen Mittelweg zwischen den extremen Anschauungen der Eltern zu wählen, durchzusetzen, mit der Betreuung der Kinder unter völliger Fernhaltung der Eltern allein beauftragt zu werden. Die Verfasser der so stark verschiedenen Wessobrunner Stücke sind unbekannt.

Coelestin Leutner[82] hatte in München und Salzburg studiert, war 1723—33 am Freisinger Lyzeum und 1733—38 in Salzburg als Professor tätig. Seine in S. aufgeführten Dramen[83] erschienen 1736 gesammelt im Druck. Abgesehen von

[80] Lindner P., Profeß-Buch der Benedictiner-Abtei Wessobrunn, München 1909 mit der gesamten älteren Literatur; Hartig M., Die Obb. Stifte, I, S. 25—32.

[81] † 1737.

[82] Geb. Traunstein 23. 11. 1695. Dr. phil., Mitglied der Societas lit.-germ.-bened., Superior in Vilgertshofen, 9. 1. 1759 †.

[83] *Dramata parthenia ad docendum Dei amorem ... commodo studiosae juventutis, praesertim Sodalium Marian., primum in scenam, nunc in lucem publ. data.*

verschwindenden Ausnahmen, ist es mindestens nicht zu beweisen, daß dieselben Stücke eines Verfassers an mehreren Orten aufgeführt wurden. Etwaige Titelähnlichkeiten aber lassen wohl auf gleichen Stoff, nicht Verfasser schließen, weil beliebte Stoffe allenthalben nach Bedarf dramatisiert wurden. Leutner kommt deshalb mit seinen Salzburger Dramen für Freising kaum in Frage[84]. Die Verfasser der dort zwischen 1723 und 33 aufgeführten Stücke waren jedoch nicht festzustellen.

Das Benediktinerstift zum Heiligen Kreuz[1] in der Freien Reichsstadt Donauwörth wurde im Dezember 1802 an die Fürstin Wilhelmine von Oettingen-Wallerstein als Entschädigung überwiesen und von ihr aufgehoben. Das Jahreseinkommen des Stifts betrug damals etwa 30000 fl. Das Klosterarchiv kam nach Wallerstein, die Bibliothek wie die der Benediktinerklöster Deggingen und St. Magnus-Füssen nach Maihingen[2]. Der 1806 erfolgte Übergang des Fürstentums Oettingen an das Kgr. Bayern änderte an diesen Besitzverhältnissen nichts, was die für Lindner, aber nicht minder diese Arbeit ungünstige Besitzlosigkeit der Staatsbibliothek München an einschlägigem Material erklären mag.

Trotzdem ist gerade Hl. Kreuz-Donauwörth nach Ottobeuren unter allen seinen Standesgenossen der bayerischen wie augsburgisch-schwäbischen Kongregation und der zum Thema gehörigen Kongregationsfreien mit der höchsten Zahl Stücktitel beteiligt. Weitere Eigentümlichkeit des Klosters ist, daß von 22 für Hl. Kreuz feststellbaren Stücken 21 vom gleichen Verfasser stammen. Bis auf das *Singspiel in zwei Teilen Aeneas*, Nach- oder Zwischenspiel zum Trauerspiel *Konradin* sind alle bei Lindner[3] verzeichnet, aber nur für diese beiden Stücke war eine Perioche in der Staatsbibliothek München aufzufinden. Sie enthält allerdings bloß die Personenverzeichnisse, kurze Inhaltsangaben und die Arien des Singspiels. Nach der Periode wurden die beiden Stücke „von der stud. Jugend in dem Benedictinerkloster zum heiligen Kreuze in Donauwerd bey Austheilung der Preise an die verdientesten Schüler", also als Endskomödie des Schuljahres 1783, aufgeführt[4]. Und zwar wie in Benediktbeuern[5] zweimal. Von den übrigen 21 Stücken ist nur noch vom letzten, das eigentlich aus dem zeitlichen Rahmen dieses Zusammenhanges fällt[6], der genaue Aufführungstermin bekannt.

---

[84] Siehe Kutscher, S. 49.

[1] Lexikon f. Theologie und Kirche mit der gesamten Literatur IV (1932), Sp. 895.

[2] Auf Anfrage teilte H. H. Hochschulprofessor Dr. Friedrich Zoepfl-Dillingen mit, daß Theaterperiochen in Maihingen nicht vorhanden sind.

[3] Lindner II, S. 138—143. — [4] Den 10. und 11. Herbstmonats.

[5] Siehe S. 402. — [6] 5. 7. 1812.

Der überaus fruchtbare Verfasser von 21 Donauwörther Stücken war P. Beda Mayr[7], Theologieprofessor in Hl. Kreuz, Pfarrer zu Mündling, schließlich Bibliothekar und Prior seines Stifts. Außer als Theaterdichter war er auch auf theologischem Gebiete schriftstellerisch tätig, was ihn jedoch in unliebsame Konflikte führte[8]. In der Menge seiner Bühnendichtungen fällt die Zahl der als Lustspiele bezeichneten (sechs) oder dem Titel nach als ähnlichen Charakters erkenntlichen (ebenfalls sechs) auf. Daneben ist die stilistische Verwandtschaft einiger Titel mit der Wessobrunner *Jugenderziehung nach der Mode*[9] und Kemptener Vorkommen unverkennbar: *Der junge Freygeist* (in 3 Aufzügen, 1785), *Die partheyische und unpartheyische Kinderliebe* (Schauspiel in 4 Aufz., 1787), *Die Mode* (ein Singspiel nach der Mode, 1789). Aber auch die meisten anderen Titel verraten didaktische Absichten des Verfassers. Außer dem erwähnten *Konradin, Herzog aus Schwaben* deuten nur noch der bei Lindner undatierte *Ludwig der Strenge oder die blinde Eifersucht* und *Ludwig der Höcker oder der bestrafte Undank der Kinder gegen die Eltern* (in 5 Aufz., 1784) auf historische Stoffe. — Für die Beliebtheit und Bühnenwirksamkeit der Stücke Mayrs spricht, daß alle[10] zu Donauwörth im Druck erschienen[11]. Das Lustspiel *Ein seltener und ein gewöhnlicher Narr*[12] sowie das Singspiel *Der Eremit auf der Schlangeninsel* (in 3 Aufz.)[13] sogar in zwei Auflagen. Für keines der Stücke nennt jedoch Lindner den Komponisten. Allein zum Singspiel *Die Jagd der 7 Schwaben auf einen Hasen* (1786) ist er durch Vergleich mit der Freisinger Aufführungsliste höchstwahrscheinlich zu erschließen. Nur für die letzte, Hl. Kreuz wegen ihres Verfassers[14]

---

[7] Geb. Taiting bei Friedberg 15. 1. 1742. Schulbesuch: Kloster Scheyern, Augsburg, München. Studium Freiburg i. Br. und Kongregationsseminar Benediktbeuern, Profeß 29. 9. 1762. — Donauwörth † 28. 4. 1794.

[8] „Mayr beschäftigte sich lebhaft mit der Frage über die Möglichkeit einer Glaubensvereinigung zwischen Katholiken und Protestanten und theilte im Jahre 1778 hierüber seine Gedanken Dr. H. Braun zu München in einem Briefe mit. B. ließ den Brief ohne Wissen und Willen des Verf. drucken unter dem Titel ‚Der erste Schritt zur künftigen Vereinigung der kath. Kirche, gewagt, — fast wird man es nicht glauben —; von einem Mönche', München und Wallerstein 1778. Alois Merz in Augsburg predigte dagegen öffentlich am Pfingstfeste 1778 ... Mayr erhielt vom fürstb. Ordinariate A. eine Rüge und mußte deshalb längere Zeit seine theol. Vorlesungen im Kl. einstellen." ... „Daß Mayr von den edelsten Absichten beseelt war, läßt sich nicht in Abrede stellen, aber nicht minder steht die Thatsache fest, daß seine Schriften vom Geiste der damaligen Aufklärung durchweht sind." (Lindner II, S. 138.) Siehe auch: Steichele, „Bisthum Augsburg" III, S. 875/76.

[9] 19. 3. 1786. — [10] Bis auf *Konradin und Aeneas*. — [11] Nach Lindner. [12] 1779, 2. Auflage 1791. — [13] „Nach Kotzebue." 1785 und 1789.

[14] P. Amand Weninger, geb. Donauwörth 8. 10. 1753. „Nach Königsdorfer ein vorzügliches Dichtertalent" (Lindner II, S. 143 o). † 7. 11. 1805.

zuzuzählende Aufführung nennt Lindner den Tonsetzer. *Das Opfer des Melchisedech*, nach seines Dichters Tode als „Cantate zur Feier[15] der Jubelmesse des P. Ulrich Schluderer, letzten Priors von Hl. Kreuz", verwendet, komponierte Franz Bühler. „H. Abbe Franz Bihler" erscheint in Freising zweimal als Theaterkomponist: für das Melodrama in 2 Aufzügen, aufgeführt von den H.H. Studenten zur Faschingszeit am 16., 18., 20. 2. 1800, *Die 7 Schwaben*[16] und die Operette in zwey Aufzügen *Der Tiroler Landsturm im Franzosen Kriege*, die „in Freysingen den 24. und 29. 4. und 1. 3."[17] Aufführung fand. Franz (Gregor) Bühler (Bihler)[18] ist nicht nur als Tonsetzer dieser Donauwörther und Freisinger Stücke bemerkenswert, sondern auch wegen seines Lebensganges als Benediktiner, der in achtungswürdigem Gegensatz steht zu dem Verhalten eines „Abtrünnigen" gegen die Abtei Tierhaupten[19].

Eine Verbindung der Abtei zum H. Kreuz mit Ottobeuren und Freising bildete P. Edmund Eiselin[20], der acht Jahre Hospitant in O. und 1787/89 Professor des Kirchenrechts zu Freising war.

Für die Kunstpflege im Kloster Donauwörth spricht auch eine Bemerkung seines letzten Abtes, Coelestin von Königsdorfer[21], die an die Verhältnisse Ottobeurens unter Abt Honorat Göhl erinnert, in dessen „Geschichte des Klosters zum Hl. Kreuz in D.": „... fast jede Abtei besaß in den letzten Zeiten ... ein wohlbesetztes, hier und dort ganz vollständiges Orchester..."[22]. Doch darf selbstverständlich bei einem Vergleich der an Besitz wie Mitgliederzahl wesentlich kleineren, „bloß mittelbaren"[23] Abtei Hl. Kreuz mit der Reichsabtei O. nicht außer acht bleiben,

[15] 5. 7. 1812. — [16] Siehe S. 411 u.

[17] Wohl Druckfehler statt: „5".

[18] „... einstens Benediktiner von Hl. Kreuz, geb. zu Schneidheim 12. 4. 1760, trat 78 in den Orden ... Auf ganz legitimem Wege suchte er zu Rom um Dispense nach, aus dem Orden treten zu dürfen, und erhielt sie (1794). Er wurde dann Organist an der Stifts- und Collegiatkirche zu Bozen und im J. 1801 Domkapellmeister zu Augsburg. Ihm war ein großer schöpferischer Compositionsgeist gegeben, daher er mit seltener Fertigkeit schrieb. Seine Musikstücke sind gefällig in der Melodie, voll in der Harmonie, ergreifend in den Übergängen. Der physischen Trennung ungeachtet blieb er seinem ehemaligen Profeßkloster in aufrichtiger Liebe und Freundschaft zugethan." (Vgl. Königsdorfer C. v., Geschichte des Klosters zum Hl. Kreuz in Donauwörth, Donauwörth 1829, III, 2. Abth., S. 52ff.; Lindner II, S. 143 u.)

[19] Siehe S. 398.

[20] Geb. Dinkelsbühl 12. 2. 1727, Donauwörth 16. 2. 1794.

[21] Geb. Flotzheim bei Monheim 18. 8. 1756. 1791 Professor der Physik, Salzburg. 15. 1. 94 Abt. 15. 1. 1803 (Säkularisation) pensioniert.

[22] Bd. III, 2; S. 43ff.

[23] Siehe oben S. 172 M. (Die dortige Anm. 22 soll auf S. 162 des Teiles I verweisen!)

daß die Donauwörther Jahreseinkünfte kaum ein Viertel der ottobeurischen betrugen.

Die Reichsabtei Elchingen[24] hatte im letzten Drittel des 18. Jahrhunderts unter Abt Robert Kolb[25] eine Zeit der Blüte. Gleichwohl waren vom Theater dieses Stifts nur bei Lindner drei Dramentitel aus den Jahren 1791/92 samt ihrem Verfasser, P. Meinrad Widmann[26], auffindbar. Zwei davon lassen antiaufklärerische Tendenz[27] deutlich erkennen. *Die Stifter Elchingens*, das „zur Feier des Wahltages des Abtes Robert von den Elchingenschen Musen" am 6. 3. 1792 aufgeführte „Drama" war das zu solchem Anlaß überall übliche Festspiel. Diese Unergiebigkeit der Reichsabtei Elchingen ist wohl durch ihr Säkularisationsschicksal[28], nicht aus dem Mangel einer entsprechenden Schule zu erklären. Auch an Verbindung zu den Zentren Salzburg und Freising fehlte es nicht: zwischen 1721 und 91 lehrten dort zusammen fünf Elchinger Konventualen.

Aemilian Hafner[29], der letzte Abt des Stifts St. Magnus in Füssen, eröffnete 1790 das Klostergymnasium, „das sich eines großen Zudranges von Seite der Jugend erfreute, so daß die früheren Räumlichkeiten bald zu klein wurden. Viele arme Jünglinge konnten am Füssener Gymnasium um ein geringes Kostgeld oder unentgeltlich ... ihren Studien obliegen. Jährlich wurden öffentliche Prüfungen abgehalten und das Schuljahr ... mit einem Schauspiele beschlossen"[30]. Neben dieser Bemerkung Lindners bestätigt in erster Linie eine Beschreibung[31] des Klostergebäudes und seiner Räumlichkeiten das

[24] Aufgehoben 4. 9. 1802. Stiftsgebiet umfaßte zwei Quadratmeilen, hatte 4000 Einwohner, ca. 69000 fl. jährl. Einnahmen (Lindner). Die Gesamtliteratur in Lexikon für Theologie und Kirche III (1931), Sp. 616.

[25] Geb. Deggingen bei Wiesensteig 8. 11. 1736. „Er war im Kloster Musikdirektor und Prof. der Philosophie und wurde 6. 3. 1766 zum Abt gewählt." Lindner nennt ihn „Wiederhersteller des Reichsstifts" und hebt aus seiner Regierungstätigkeit hervor: „Die durch einen Blitzstrahl beschädigte Kirche stellte er wieder prächtig her und begann den Bau eines neuen Klostergebäudes. Für die Wissenschaft that er sehr viel ..." † 25. 3. 1793. (Lindner II, S. 286 u.)

[26] Geb. Erringen 19. 2. 1733. † 25. 3. 1793.

[27] *Der Cölibat ist noch nicht aufgehoben.* Trauerspiel oder tragisches Strafgericht in 3 Aufz. Gedr. Parthenopel (Ulm) 1791; *Noch einmal: Der Cölibat ist noch nicht aufgehoben.* Ein hist. Trauerspiel in 5 Aufz. Gedr. Freystadt (Augsburg) 1791.

[28] „Die Stiftskirche wurde Pfarrkirche, die Klostergebäude gänzlich abgebrochen." (Lindner II, S. 286.)

[29] Geb. Reutte/Tirol 25. 12. 39. — 6. 4. 78 Abt. 19. 5. 1823 †. (Lindner II, S. 64.)

[30] Lindner II, S. 67. Die Mehrzahl der Schüler wohnte in der Stadt. Schule mit dem Kloster aufgehoben.

[31] Leistle D., Wissenschaftl. und künstlerische Strebsamkeit im St. Magnusstifte zu Füssen. (Studien und Mitteilungen aus dem Benediktiner- und dem Cisterzienser-Orden. XIX (1898). S. 56—60.)

Füssener Theaterspiel: „Die Seite gegen Mittag mit 4 Stockwerken 101,43 m lang und 10,51 m breit enthielt folgende Gemächer: ... und das Theater der Studenten." Natürlich wurde schon in der vor diesem „eigentlichen Gymnasium" (mit 6 Klassen) vorhandenen klösterlichen Schulanstalt[32] gespielt, wie der Zeitpunkt der ältesten bekannten Aufführung beweist. Zum Namenstag des Abtes Placidus kamen 1759 auf die Bühne: *Par impar seu Duo juvenes...*[33]. Das im Ottobeurer Klosterarchiv vorhandene Ms. enthält nur einige Arien, alle aufschlußreicheren Angaben fehlen. Von den übrigen vier zwischen 1795 und 99 unter Abt Aemilians Regierung aufgeführten Füssener Stücken sind nur die Titel und der Verfasser bei Lindner verzeichnet. P. Joseph Maria Helmschrott[34] hat sich mit drei Oden[35] zeitüblich als Gelegenheitsdichter betätigt: „auf Churfürst Clemens Wenzeslaus v. Trier und Bischof v. Augsburg" (ohne Angabe der Veranlassung), zur 35jährigen Jubelprimiz Abt Aemilians und wieder auf Clemens Wenzeslaus, „als derselbe zu Füssen die hl. Firmung spendete" (15. 9. 1799). Bemerkenswert ist, daß bei der zweiten dieser Oden ausdrücklich hervorgehoben wird: „Von einem seiner Söhne gesungen." Die vierte der Helmschrottschen Dichtungen, *Joseph der Unterkönig von Ägypten von seinen Brüdern erkannt*[36], wird als Singspiel bezeichnet. Ihr Titel stimmt mit der um dieselbe Zeit in Ottobeuren und allenthalben zu beobachtenden Beliebtheit des Josephstoffes auffallend überein. Vielleicht galt auch der Füssener *Joseph*, für den jede Angabe des Aufführungsanlasses fehlt, einem Jubiläum.

Die Reichsabtei Irrsee[37] erweist sich unter den Abteien der augsburgisch-schwäbischen Kongregation als die für den vorliegenden Zusammenhang unergiebigste. Dieser angesichts ihrer Elchingen oder Donauwörth vergleichbaren Mitgliederzahl und Größe überraschende Mangel findet, — abgesehen von der Säkularisation —, seine Erklärung in der der jesuitischen geradezu entgegengesetzten Eigenart der Verfassung des Benediktinertums: „Jedes Kloster ist für sich ein eigentümliches Lebewesen, dessen Art und Wirkung überwiegend von den

[32] Nach 1761 wurde neben der durch einen Klostergeistlichen gehaltenen städt. Lateinschule ein eigenes Seminar errichtet, „worin Unterricht in den Inferiora und in der Musik erteilt wurde. Diese Klosterschule konnte ... auch von Söhnen der Stadt besucht werden". (Studien und Mitteilungen XVII (1896); Leistle, S. 646.)

[33] „... *aetate et sanguinis nobilitate pares, moribus tamen longe dispares.*"

[34] Geb. Dillingen 14. 6. 59.

[35] *Der gerechte Fürst* (1795), *Ode auf den Gedächtnistag* (6. 5. 1799).

[36] 1795.

[37] Aufgehoben 29. 11. 1802. Gebiet zählte 4200 Seelen. Die Stiftsgebäude wurden ab 1849 Kreisirrenanstalt für den Regierungsbezirk Schwaben. — Gesamtliteratur: in Lexikon f. Theologie u. Kirche V (1933) Sp. 608.

Interessen der Äbte und Konventualen bestimmt ist; im Gegensatze zu der Uniformität der jesuitischen Anstalten, welche alle sich genau nach den gleichen, bis in's einzelne geregelten Bestimmungen und Lehrplänen zu richten haben."[38]

Die einzige für Irrsee nachweisbare Aufführung, ein *Verior Prometheus*, galt 1743 dem Namenstag[39] des Abtes Bernhard. Aus dem im Klosterarchiv Ottobeuren erhaltenen Ms. ist Näheres nicht zu ersehen. Lindner zählt als „Schriftsteller" Irrsees ausschließlich Mathematiker auf, nur von P. Ulrich Weiß[40] bemerkt er die Rotelnotiz: „Grammaticus ex asse, poeta natus, orator excellens." Allenfalls könnte daher wegen der zeitlichen Möglichkeit und der Vereinzelung dieses Dichtertalents innerhalb seines Konvents Weiß als Verfasser des *Verior Prometheus* vermutet werden. Die in Salzburg oder Freising wirkenden Irrseer Kapitularen vertraten dort ebenfalls Mathematik. So ergibt sich der Schluß, daß der Konvent der Reichsabtei I. in dem in Frage stehenden Zeitabschnitt dieses Fach in allererster Linie betrieben und gepflegt haben muß. Irrsee stellt damit den ausgesprochenen Gegenpol etwa Ottobeurens und ein beweiskräftiges Beispiel dar für den „Föderalismus" innerhalb der benediktinischen Ordensgemeinschaft im Gegensatz zum straff zentralistischen Aufbau der S. J.

Im 1332 durch Kaiser Ludwig den Bayern gestifteten Kloster Ettal[41] übernahm am 2. 1. 1709 der neugewählte Abt, Placidus II. Seiz[42], die Regierung. Als Zeitgenosse und Geistesverwandter Ruperts II. Ness von Ottobeuren, Balduin Helms von Fürstenfeld wie auch des in gleicher Richtung wirkenden Fürstbischofs Johann Franz von Freising ging der junge Abt in barocker Schaffensfreude sofort an die bauliche Erneuerung seines Stifts. Die im Zuge dieser Arbeiten begonnene Barockisierung der Klosterkirche sollte freilich unvollendet bleiben. Schon 1710 erfolgte die Grundsteinlegung zu den Neubauten. Wie später Robert Kolb in Elchingen und Aemilian Hafner in Füssen war Abt Placidus II. darauf bedacht, seiner Neuschöpfung mit der von ihm begründeten Ritterakademie eine würdige und leistungsfähige Schule einzugliedern.

An die Stelle des vorhandenen kleinen Seminars trat damit eine der wissenschaftlichen, höfischen, aber auch „promilitärischen" Erziehung vornehmlich junger Adeliger dienende Anstalt, deren Eigenart Vergleiche weniger mit einem Kloster-

[38] Flemming, Das Ordensdrama. S. 28. — [39] 20. 8.

[40] Geb. Augsburg 1. 11. 1713. Professor zu Salzburg und Freising. Mitglied der Societas germano-benedictina. † zu Irrsee 4. 6. 1763.

[41] Gesamtliteratur in Lexikon für Theologie und Kirche.

[42] Geb. Pessing bei Landsberg/Lech 13. 9. 1672. 2. 1. 1709 Abt. 2. 9. 1736 †.

institut als einem späteren Kadettenkorps nahelegt. Selbstverständlich, daß in einer solchen „Akademie" dem Theaterspiel nicht unwesentliche Bedeutung zukam. Aber auch dem vorangehenden Seminar war es nicht fremd, denn die erwähnte Grundsteinlegung am 7. bis 9. 8. 1710 wurde — ein Jahr vor Eröffnung der Ritterakademie — durch eine Theateraufführung festlich ausgestaltet: „... es wurde ihnen (den Gästen[43]) zu Ehren ein Preisscheibenschießen und Theater (*De Philomena* von P. Placidus Seiz) veranstaltet"[44]. Der Verfasser dieses Festspiels, von dem nichts als der Titel bekannt ist, war der Abt selbst. Während seiner Salzburger Lehrtätigkeit[45] (1696 bis 1708) „einige Zeit auch Schulpräfekt und Comicus", gingen 13 Stücke seiner Feder dort zwischen 1700 und 1707 über die Bühne[46].

Am 30. 7. 1711 erfolgte die Eröffnung der Ritterakademie mit zunächst „kaum mehr als 20 Zöglingen" und drei Lehrern[47]. Im Laufe des Jahres 1713 kamen zwei weitere Lehrkräfte[48] hinzu, so daß die notwendigste Besetzung erreicht war. Über den Umfang, Anlässe und Kosten des Theaterspiels der Ritterakademie finden sich bei Kainz folgende Angaben:

„In den letzten vier Tagen der Karwoche ... gleichwie ebenfalls zu mehrerer Einprägung deren Frommheits-Satzungen unter währender Fastenzeit ein darauf zielende theatralische Meditation alljährlich vorgestellet worden." (S. 34 o.) „... lebhafter ging es her ... zu Fastnacht, wo Theater gespielt wurde..."[49]

Am Schuljahresschluß war auch in Ettal die feierliche Preisverteilung am Ende einer Aufführung üblich, wozu größere Einladungen ergingen.

Für diese Ettaler Gepflogenheiten finden sich Beispiele — abgesehen von Salzburg und Freising — in Ottobeuren (s. S. 143) und namentlich Benediktbeuern (s. S. 402). In den Aufzeichnungen von Stefan Kainz, die Veranstaltungen bei Fürstenbesuchen betreffen, tritt die Eigenart der Ritterakademie stärker hervor (S. 43 M.):

---

[43] Fürstbischöfe Johann Franz Frhr. v. Ecker von Freising und Graf Künigl von Brixen, Karmeliterpater Archangelus-München.

[44] „Aus letzterer Tatsache geht hervor, daß schon damals mehrere Studierende in Ettal unterrichtet und erzogen wurden." (Kainz Stefan, Geschichte der Ritterakademie 1710—1745, München 1912, S. 12.)

[45] „Nach der Priesterweihe kam P. Placidus (Seiz) als Lehrer an die Universität Salzburg zurück (1696). Der Reihe nach lehrte er dort Rhetorik, Moralphilosophie und Geschichte, zuletzt spekulative Theologie." (Kainz, ebd. S. 12.)

[46] S. Kutscher, S. 120, Nr. 129—138, 141, 142, 146.

[47] RR. PP. Nicolaus et Franciscus, Weltpriester Schmid. (Kainz, S. 12.)

[48] P. Romuald Dreyer für Philos.; P. Karl Bader (Baader), vorher Professor zu Freising und Salzburg (Poesie und Rhetorik).

[49] Kainz, S. 41 u.

„Vom 14.—17. 9. 1726 weilte Fürstbischof Johann Franz von Freising in E., am 16. 9. führte die ‚illustrissima nobilitas' vor ihm ein Theater auf (‚lusum Comicum scitissime exhibuit')." Gelegentlich des Besuches des bayerischen Kurfürsten Karl Albrecht am 4. 7. 1737 wurde eine „lust Attaque" der Zöglinge der Akademie, zuletzt Comedie abgehalten. (S. 52 u.)

Eine abschließende Bemerkung von Kainz beweist zwar die große Beliebtheit der Ettaler theatralischen Veranstaltungen bei auswärtigen Gönnern, deutet aber zugleich auch die Kostspieligkeit der Ritterakademie an:

„Am meisten lief in's Geld ... sowie die Bewirtung der zu den Komödien ... zahlreich erscheinenden hohen Gäste." (S. 60 u.)

Der Brandkatastrophe, die 1744 unter Abt Benedikt III. Pacher Ettal betraf, fiel nach erst 33jährigem Bestehen die Ritterakademie zum Opfer. Mit ihr leider der weitaus größte Teil der über das Theater aufschlußgebenden Bibliotheks- und Archivbestände. Der alte Theaterraum wurde 1929 endgültig verbaut, sodaß architektonische Spuren dieses so vielbesuchten Theaters nicht mehr zu erkennen sind und wir uns mit bescheidenen Ergebnissen begnügen müssen.

Für die sechs bei Lindner verzeichneten Ettaler Stücke ist in P. Ferdinand Rosner[50] der Verfasser bekannt. Von ihnen selbst war dagegen nichts auffindbar. Drei andere liegen in Rosners Ms. vor, die sicher aufgeführt worden sind, während das bei drei weiteren mindestens zweifelhaft bleibt. Das älteste der Manuskripe, *Amicitia in adversis probata et approbata. Seu Damon et Pythias*, wurde 1737 „ludis Saturnalibus ab Illma. Juventute" aufgeführt, entspricht also zeitlich den dargelegten (s. S. 416 u.) Spielgepflogenheiten Ettals. Seine Struktur aber erweist sich weniger als die einer „theatralischen Meditation" als einer normalen Endskomödie, wie sie in dieser Art etwa gleichzeitig[51] auch in Ottobeuren üblich war. — Die Castor- und Pollux-Sage ist dem Hauptstoff in Chören und Epilog als Parallele eingeflochten, während der Prolog beide Handlungen mit einer passenden Allegorie eröffnet. „Amicitia" und „Constantia in adversis" sind seine Personen. Der *Abusus Divinae Gratiae* von 1738 entspricht im Aufbau wesentlich der *Amicitia*, nur enthält sein 1. Akt einen „Saltus". Die Bemerkung „pro exercitio scholastico ... ab Humanitate" verleiht dieser Aufführung den Charakter des ausgesprochenen Übungsspiels bloß einer Schulklasse. — Einem ähnlichen Zweck mag 1750 das *Certamen quinque montium* gedient haben. Es wird als „pro exercitatione scholarum repraesentandum" bezeichnet. In

[50] Geb. Wien 26. 7. 1709. 1719 Eintritt in die Ritterakademie, 1725 in den Orden. Acht Jahre Lehrer an der Ritterakademie (Rhetorik, Subregens). 1759—65 und 1768—75 am Lyzeum Freising (Lindner). † 14. 1. 1778.

[51] Siehe oben S. 140 u.

seinem Aufbau zeigt es den Meditationscharakter und zerfällt in sieben Inductiones (s. S. 92). Für die weiteren drei im Manuskript Rosners vorliegenden Stücke machen seine eigenen Anmerkungen die Aufführung fraglich, sodaß sie dem Theater der Ritterakademie oder des Seminars nicht mit Sicherheit zugeschrieben werden können. Das *Epigrama Verum ... Sive Christus in praesepio inventus* bezeichnet Rosner zwar als „exercitatione Poetica exhibitum", aber ausdrücklich als „nondum producta. Composita anno 1752". Es sind acht Inductiones mit Pro- und Epilog. Beim *Benedictus ... Triumphator* (Prolog, zehn Inductiones) heißt es: „Dramate poetico exhibitus à P. F. R.", Zeit- und sonstige Angaben fehlen. Das letzte dieser Manuskripte, *Theatrum humanorum affectuum in passione Domini seu Dramation Musico-Poeticum* ist „compositum non productum" 1740. Mit der Bearbeitung des Oberammergauer Passionstextes durch den fruchtbaren Ettaler Comicus steht das kleine Stück nicht in Zusammenhang.

Die Rosner von Lindner zugeschriebenen zwei Freisinger Stücke haben zum Gegenstand: eine Passion[52] (1761) und eine Ehrung[53] des Abtes Anselm Molitor von Deggingen, als dieser 1771 das Lyzeum besuchte. Von 1760—65[54] und wieder 1768—75 wirkte Rosner als Prof. Rhetorices und Comicus am fürstbischöflichen Lyzeum. Als solchem sind ihm, gestützt auf je zwei Eintragungen in die Hauptkammerrechnung[55] und Seminarabrechnungen[56], weiterhin zwei Endskomödien mit ziemlicher Sicherheit zuzuschreiben. Die Hauptkammerrechnungsstellen lauten:

1760: „Inhalt eines anderen hieranliegent. gndgst Hof Cammer Befelch ... anni currentis wurde dem P. Ferd. Rosner Rhetorn, und Comico in allhiesigem Lyceo wegen seiner bei heuriger Ends Comoedi aufgewandten villen Unkosten zu einem Beytrag 50 fl. gdigst angeschafft."[57]

1770: „Ihro Hochf. Gnaden haben dem P. Ferdinand Rosner Comico Lycei wegen des am Ende des Schuljahres aufgeführten Schauspiels für einen Eymer Wein 10 fl., dann besonders 50 fl., und ein weiter extra 5 fl. gnädigst bewilliget, die er auch erhalten zu haben bescheint mit 65 fl."[58]

In den „Seminarabrechnungen über die Verpflegung der H. H. Prof. usw." ist 1760 als „Ausgab pro rebus Comicis" zu finden:

„P. Ferdinando Rosner ex Monasterio Ettalensi vor die Endts Comoedi

---

[52] *Bitteres Leyden, Obsiegender Tod und Glorreiche Auferstehung des eingefleischten Sohn Gottes.* (Ms. Domkapitelbibliothek München.)

[53] *Lis poetica Palladem inter et Doridem suo de Apolline.*

[54] Fellerer, K. G., Musikgeschichte Freisings, S. 108.

[55] KA Landshut, RL III, Fasz. 21. Hauptkammerraittung.

[56] KA Landshut, L III, Verz. 1, Fasz. 251.

[57] KA Landshut, RL III, Fasz. 21, 1760, S. 138, Nr. 608/9.

[58] KA Landshut, RL III, Fasz. 21, 1770, S. 128, Nr. 638/9.

105 fl."[59]; 1770 an gleicher Stelle: „Dem P. Ferdinando Rosner zur Ends-Comoedia das gewöhnliche Verricht mit 105 fl."[60]

Endskomödie von 1760 war die *Pietas coronata et coronans pietas sive Godofredus Bullionius sacri belli imperator et primus Hierosolymorum rex.* Die Komposition stammte vom fürstbischöflichen Hofkapellmeister Placidus von Cammerloher, eine Perioche ist nicht aufzufinden gewesen. Am 5. und 6. 9. 1770 wurde die Tragoedia *Ludovicus Sanctus IX. Galliae Rex* am Lyzeum „pro solemni praem. distr." aufgeführt. Den Schauplatz beschreibt die Perioche: „Scena figitur Lutetiae Parisiorum, ubi castra ante urbem posita. Actio incipit post meridiem prioris, et finitur eodem tempore diei posterioris." —

Entsprechend der Übung anderer Orte wäre Rosner in seiner Eigenschaft als Leiter des Schultheaters auch für die sonstigen in seine Amtszeit fallenden Endskomödien als Verfasser anzusprechen[61]. Freising weicht jedoch hierin, wie andere Rechnungseintragungen[62] beweisen, von der Regel bisweilen ab, sodaß absolute Sicherheit für Zuschreibungen nur aus dem Amt nicht besteht. In Frage kämen: 1761 *Periander, Corinthi rex,* 1762 *Gaudens patientia duris in Qualteri Salassorum regis conjuge spectata*[63], 1763 *Post nubila Phoebus,* 1764 *Fronto, Hispaniarum rex,* 1765 *Ferdinandus Portugalliae princeps regius.* Aus Rosners zweiter Freisinger Amtsperiode: 1768 *Abul Mahumeti Granadae regis frater,* 1772[64] *Fortis ut mors dilectio,* 1773 *Celsus martyr celsissimus,* 1774 *Triumphus fraterni amoris* und 1775 *Eustachius.* Die Komposition stammte 1761—1764, 1768 und 1773—1775 von Cammerloher. Die Komponisten der übrigen Jahre sind unbekannt. Außer 1761 und 1764 sind Periochen nicht erhalten.

---

[59] Nach Fellerer wirkte 1759/60 (unmittelbar vor Rosners erster Freisinger Zeit) P. Dominicus Ziegler-Ettal in F. als Comicus. Die Endskomödie von 1760 hätte also ihm zugestanden. Angesichts der doppelten Archivbelege für Rosner muß aber ein Irrtum Fellerers vermutet werden.

[60] Diese unter dem prachtliebenden Fürstbischof Johann Theodor, Herzog in Bayern, üblich gewordene Summe findet sich noch 1780. 1795 unter dem sparsamen Joseph Conrad Frhrn. v. Schroffenberg ist sie dagegen auf 69 fl. 19 kr. zusammengeschmolzen.

[61] Außer den auf S. 418 zitierten finden sich keine weiteren Abrechnungseinträge für Rosner, doch sind die fraglichen Archivalien nur sehr lückenhaft erhalten.

[62] KA Landshut, L III, Verz. 1, Fasz. 251 (Seminarabrechnungen) S. 14: 1700. 20. 2. „Ihro Hochw. Herrn P. Praefect wegen gemachter Comoedi verehrt worden 10 fl." 1700. 18. 3. „Wegen gemachter Comoedi ihmo (P. Praefect) verehrt worden 30 fl." 1760 „Ausgab pro rebus Comicis": „P. Professori Syntaxis, so Anstatt P. Professori Poeseos zur fastnachtszeit das Drama exhibiert 25 fl."

[63] Griseldisstoff.

[64] Für 1769 und 71 sind Endskomödien nicht zu bestimmen.

Die restlichen zwei für das Ettaler Schultheater festgestellten Stücke wurden im „Ettalischen Seminarium", das der Ritterakademie gefolgt war, aufgeführt. Vom einen ist das deutsche Titelblatt samt der Inhaltsangabe des Ms. *Marianische gerechte Rache* im Klosterarchiv E. erhalten. Die Aufführung dieses Trauerspiels fand zwar „anno 1774 den 6. des Herbstmonaths" statt. Der Stoff läßt aber eher eine Aufführung der Marienkongregation als eine Endskomödie vermuten, denn es werden eindringlich die Folgen der Vernachlässigung marianischer Dienstpflichten vor Augen gestellt. Der Verfasser war nicht zu bestimmen. Das andere Stück: *Aristaeus e pastore rex* stellt eine Festaufführung dar zum Besuche des Freisinger Fürstbischofs Ludwig Joseph Frhrn. v. Welden im August 1775. Sie wird im Titel als „drama musicum" bezeichnet, Komponist und Verfasser sind nicht angegeben. Dem „Argumentum" ist zu entnehmen, daß der Hirt Aristaeus die Bewohner der dem attischen Vorgebirge Sunion benachbarten ägäischen Insel Cea Landwirtschaft und Jagd gelehrt, Krankheiten und Dürre bekämpft, schließlich das Land als König regiert habe. Den Stoff gaben je „partim" der römische Grammatiker Hyginus[65], die griechischen Dichter Apollonius Rhodus"[66] „ac ejus Interpres", Nonnus[67] und Oppidanus[68].

Nach den Angaben der Rotula sind als Ettaler Theaterdichter noch anzusehen, ohne daß ihre Werke im einzelnen bekannt wären: P. Franciscus Nainer[69], nach Lindner „ein guter Komiker" (Comicus). „Ohne Zweifel ist er der Verfasser von mehreren Theaterstücken, die von den adeligen Zöglingen aufgeführt wurden." — P. Placidus Wild[70], den die Rotula „comicus excellens" nennt, schließlich P. Franz Sigmund Graf von Gondola, der 1723—28 Zögling war. In dieser Zeit spielte er die Titelrolle *Johannes Calybita*[71]. Das Drama soll von ihm sein[72]. — Als einer der Letzten in der langen Reihe der Comici des Freisinger Lyzeums wirkte 1792/94 der Ettaler Magnus Knipfelberger. Auch er verfaßte eine Bearbeitung des Oberammergauer Passionstextes.

---

[65] lib. 2. Astronomica. — [66] lib. 2. Argonautica.

[67] lib. 15. Dionysiaca. — [68] lib. 4. Cynegetica.

[69] Geb. Maria-Plain b. Salzburg 21. 3. 1703. „Lehrte an der adeligen Akademie seines Klosters viele Jahre Rhetorik..." (Lindner II, S. 280). † 27. 12. 1751.

[70] Geb. München 27. 3. 1694, Professor der Humaniora an der Akad. Als Senior † 31. 3. 61. Hinterließ musikalische Kompositionen. (Lindner II, S. 280.)

[71] Angabe der Rotel laut Dr. P. Placidus Glasthaner-Ettal.

[72] 1741 kommt eine Endskomödie *Joannes Calybita* in Ottobeuren vor, deren Verfasser unbekannt ist. (Liste A (Ottobeuren), N. 34.)

Für das Barocktheater der Fürstabtei Kempten[73] waren nur vier Belegstücke zu finden. Dieser Mangel wird aber durch zwei der Stücke selbst etwas wettgemacht. Sie stehen stofflich, stilistisch und geschmacklich in weitem Abstande von allen im vorliegenden Zusammenhang erwähnten Stücken aller Klöster[74], selbst für das Theater des fürstbischöflichen Lyzeums Freising war nichts völlig Vergleichbares festzustellen. Eine Erklärung hierfür bietet neben dem Geschmackswandel am Ende des 18. Jahrhunderts und der staatsrechtlichen, vielleicht auch die personelle Sonderstellung, die Kempten unter den südbayerischen Benediktinerabteien einnahm. Dem Charakter der Fürstabtei als „Adelsstift" gemäß setzte sich ihr Konvent ausschließlich aus adligen Mitgliedern zusammen.

Das älteste feststellbare Kemptener Theaterstück, *Grandis patientiae victoria seu Griseildis*, wurde am 23. 4. 1731 zum Namenstag des Fürstabts Anselm aufgeführt. Von der 30 Jahre jüngeren Freisinger Gestaltung des gleichen Stoffes unterscheidet es sich darin, daß der Fürst Walther nur, um sie auf die Probe zu stellen, Griseildis verstößt und den Mordbefehl gegen ihre Kinder erläßt. Unter den mannigfachen „Prüfungen", die Griseildis 15 Jahre hindurch zu bestehen hat, befindet sich auch hier wie in Freising und in den meisten sonstigen Fassungen des Stoffes als letzte die Vortäuschung einer anderweiten Heirat des Fürsten. — Das dreiaktige Kemptener Stück besitzt nach der in der eigenen Druckerei gefertigten Perioche keinerlei Pro-, Epilog- oder Rahmenhandlung, sondern nur als III, 5 einen „Saltus". Über seinen Charakter fehlt jede Angabe, froher Schlußtanz kann er keinesfalls sein, denn die Wiedervereinigung hat noch nicht stattgefunden. Die — vielleicht von Rosner stammende — Freisinger Fassung gehört dem Typus des späten Barockdramas an[75], die Haupthandlung wird also von der musikalisch-allegorischen Parallele eröffnet und durchschlungen. Ein Nachspiel fehlt. Das Kindesmordmotiv bleibt weg, vielmehr scheint das Gegenteil dem glücklichen Abschluß förderlich zu sein. — Das zweite erhaltene Kemptener Stück ist die Endskomödie von 1770: *Der Sieg des Christentums.* Das dreiaktige Trauerspiel gehört wie die Freisinger Griseldis zum Typus des späten Barockdramas, eine in II, 1 enthaltene „Pantomine" erlaubt Rückschlüsse auf die Kemptener Bühnentechnik:

[73] (Reichsoffizieller Rang: „gefürstete Grafschaft") hatte „eine wohleingerichtete Schule" und war „hochadeliches Stift" (Feyerabend, Bd. I, S. 472, 474 o.).

[74] Mit Ausnahme eines Wessobrunner (s. S. 409) und eines Prüfeninger Stückes (s. S. 423).

[75] Siehe oben S. 148 u. (Dort muß es ebenfalls heißen: „Typus des späten Barockdramas.")

„Indem Amurath (arabischer König) in seinem Garten ganz ermattet einschläft, sieht er im Traume seine 2. Prinzen Selim und Achmet am Fuße der Statue des Mahomets angefesselt, ohnweit von ihnen zeiget sich sein dritter Sohn Osmann mit einer königlichen Krone gezieret und mit entblößtem Säbel auf sie loß gehen, aber ein Donnerschlag tödtet ihn, zerschmettert die Fesseln der 2. gefangenen Prinzen und die Statue des Mahomets, hinter welcher das Bildniss des Gecreuzigten erscheinet, welches die Prinzen kniefällig anbetten, die drey Lorbeer-Kränze, die an demselben hangen, dem Vater und sich selbsten aufsetzen und verschwinden. Hierauf erwachet Amurath."

Der Hauptaufführung folgt ein Nachspiel, das mit ihr keinerlei Beziehung mehr hat, vielmehr den Gepflogenheiten an weltlichen Fürstenhöfen entspricht:

„Den Beschluß macht ein Nachspiel aus dem H. Moliere. Die Betrügereyen des Scapins. So der Wohledle Herr Joh. Dilange in dem Hochadelichen Convict bestbestellter Tanz- und Sprach-Meister nach dem hiesigen Theater eingerichtet."

Die letzten beiden Kemptener Stücke sind von diesen Vorgängern weit unterschieden, unter sich aber auch nicht stilgleich, obwohl beide aus 1788 stammen, ihre Stoffe der Gegenwart entnehmen. *Emma und Edgar ein Duodrama* von Ignaz Reichert, Musik vom Hochfürstl. Kemptischen Hofmusikus Jos. Lacher erweist sich als melodramatisches Zweipersonenstück, wie es 1775 von dem Schauspieler und Bühnenschriftsteller Johann Christian Brandes[76] in Deutschland eingeführt worden war und weiteste Verbreitung gefunden hatte[77]. Stofflich enthält Ignaz Reicherts Duodrama einen Ehezwist, technisch große Bühneneffekte. *Der Hausfreund*, ein „aus dem Französischen übersetztes"[78] dreiaktiges Singspiel, ist ausgesprochenes Liebes- und Intrigenspiel ohne irgendwelche Berücksichtigung der Bühnenmaschinerie. Stilistisch knüpft der *Hausfreund* also an das Nachspiel von 1770 an.

Szenerie zu *Emma und Edgar* ist:

„Ein Wald mit Felsen, ein offenes Grabmal in rauhe Felsen gehauen, gegenüber ein anderes, verschlossen, mit einer Urne geziert, auf der Urne einige Schnüre Perlen; die Aussicht auf das Meer. Emma im Trauergewande auf morgenländische Art, blaß, mit fliegenden Haaren, sitzt auf einem Steine, mit dem Arm an die Urne gestützt, tiefsinnig."

Die Handlung entwickelt sich: Emma, vom Gatten verlassen, hat sich auf ein wüstes Eiland geflüchtet, wo sie ein alter „Insulaner" mit Nahrung versieht. Sie wünscht zu sterben und sinkt vor schmerzlicher Trauer um ihr gestorbenes Kind und Sehnsucht nach Edgar in Ohnmacht. Bühnenbemerkung:

---

[76] Geb. 15. 11. 1735 Stettin; † 10. 11. 1799 Berlin.

[77] *Ariadne auf Naxos* nach Heinr. Wilh. v. Gerstenbergs Kantate *Ariadne* (entstanden 1767 Kopenhagen) in der Art Jean Jacques Rousseaus als Melodrama bearbeitet. Musik dazu schrieben Georg Benda und später Johann Friedrich Reichardt.

[78] Nicht von Molière.

„Auf dem Meere erscheint ein Schiff in Flammen, welches während der Musik scheitert: Matrosen hie und da schwimmend. Nach einer Weile erscheint oben auf dem Felsen Edgar, wild, mit verrauften Haaren."

Worauf sich die Eheleute in neuer Liebe finden...[79].

Für die in diesem Zeitabschnitt allgemeine Beliebtheit von Stoff und Gattung spricht auch, daß ein stilistisch und bühnentechnisch sehr nahe verwandtes, stofflich noch etwas romantischeres Melodrama *Buddas, der oberste Sarman und die Armen* 1796 zum Wahltag des Abtes Rupert Kornmann im Kloster Prüfening aufgeführt wurde[80]. Die Perioche läßt als Inhalt mehr erraten als erkennen:

Penia, eine arme Schiffbrüchige, hat sich mit ihren Kindern auf ein Felsenriff gerettet, während ein furchtbarer Sturm tobt. Eine Najade tröstet sie und verweist auf den nahenden Retter. Alsbald erscheint Buddas in einem Kahn. Penia preist den edlen Helfer in der Not, der jedoch bescheiden abwehrt. Der Chor der Najaden verherrlicht den obersten Sarman[81].

Schauplatz des *Hausfreunds* ist ein „Lustschloß auf dem Lande", in dem „die Schaubühne einen Saal vorstellet".

Der Hauslehrer Klyton bemüht sich — vergeblich — um die Liebe seiner Schülerin Amalie, von deren Mutter Argante er sich geschätzt weiß. Ob des Mißbrauches seiner Vertrauensstellung — er hat Amalie einen Liebesbrief geschrieben — wissen die wirklich Liebenden (Amalie und Damis) ihn zu zwingen, ihren Wünschen bei Argante Vorschub zu leisten. Außer den Genannten sind noch Argantes Bruder Oront (Vater des Damis) und ein Bedienter im Personenverzeichnis zu finden.

Vom *Hausfreund* ist weder Verfasser noch Komponist in der wie bei allen Kemptener Stücken in eigener Druckerei angefertigten Perioche[82] angegeben.

III. Das fürstbischöfliche Lyzeum zu Freising.

Wie bereits in der Einleitung (oben S. 97) dargelegt, tritt Freising im vorliegenden Zusammenhang weit zurück hinter den südbayerischen Benediktinerklöstern. Wohl konnten insgesamt 117 Titel von Aufführungen am hochfürstlichen Lyzeum zwischen 1698 und 1800 festgelegt werden, von denen sechzehn über Spechts Veröffentlichung[1] hinaus neu aufgefunden wurden. Steht schon die Zahl der erhaltenen Periochen und ganz vereinzelten Gesamttexte (zus. 36) in starkem Mißverhältnis hier-

[79] Die Quellenangabe lautet: „Gelegenheit zu diesem Gedichte gab eine Erzählung im 9. Stücke des deutschen Musäums 1779. Siehe rheinische Beiträge 4."

[80] Im Besitze des Stiftes Metten, „Prüfeninger Mansarde" 296, 7.

[81] Siehe auch: Fink S. 186.

[82] Wie bei *Emma und Edgar* ist ein Gesangstextbuch im eigentlichen Sinne (Kleinoktavformat), was auch vom *Buddas* und den später zu erwähnenden ländlichen Sittenstücken Kornmanns gilt.

[1] In Mitteilungen der Gesellschaft für deutsche Erziehungs- und Schulgeschichte I, hrsg. von Karl Kehrbach, Berlin 1891, S. 243ff.

zu, so machen das Fehlen ausreichenden archivalischen Materials und die sozusagen völlige Zerstörung[2] des ehemaligen Theatersaales („aula gymnastica") eine wirklich erschöpfende Darstellung des Benediktinischen Barocktheaters in Freising vollends unmöglich. Zudem ist das irgend Erreichbare in den gründlichen Arbeiten Zieglers[3] und Fellerers[4] im Rahmen ihrer Zusammenhänge bereits niedergelegt und konnte gegenwärtiger Arbeit im vorstehenden — vornehmlich durch das Reichsstift Ottobeuren — eine beispielhafte Darstellung des Benediktinischen Barocktheaters in Südbayern gelingen. Der Freisinger Dramatik und ihrer Dichter, die Kapitularen der am Unterhalt des Lyzeums beteiligten Abteien waren, wurde bei der Erwähnung ihrer Mutterklöster auf Grund des erschlossenen Materials möglichst gedacht.

Nur in zwei Punkten ist Freising imstande, das geschilderte Bild nach theaterwissenschaftlich oder literarhistorisch wesentlicher Richtung abzurunden, deren erster, wie oben S. 136 erwähnt, den Klöstern völlig abging: auf dem Gebiete der maskierten (Faschings-) Schlittenfahrten, der „Schlittaden". Auch für sie waren gedruckte Programmhefte üblich, von denen acht im Besitze der Staatsbibliothek München erhalten sind. Die Feststellungen, die Karl von Reinhardstöttner für das Jesuitentheater traf, haben hier sinngemäße Geltung:

„Mit den Aufführungen ihrer Schulkomödien ... hängt auch die heitere Schlittenfahrt der Studierenden soweit zusammen, daß der Geschichtsschreiber des Dramas ... auch diesen Äußerungen des Humors ... sein Augenmerk zuwenden muß." Und: „Wir gehen nicht fehl, wenn wir uns dieselbe mit allen Reizen ausgestattet denken, von allen Künsten unterstützt vorstellen."[5]

Wie in Salzburg[6], Augsburg, München waren Veranstalter und Ausführende auch in Freising die „Herren Studenten".

---

[2] Über die 1697 durch Fürstbischof Johann Fr. Freiherrn v. Ecker erfolgte Errichtung s. jetzt die treffliche Studie von Mayer Anton, Die Errichtung des Lyzeums in Freising 1834 (Historische Forschungen u. Quellen hrsg. von Jos. Schlecht 11). München-Freising 1934, S. 11f. Dortselbst auch alle ältere Literatur. Den 1707 eröffneten Theatersaal beschreibt der Chronist Meichelbeck 1709: „Steterat etiam jamjam in nova aula gymnastica theatrum insigne dirigente totum opus Rv. Dno Wolfgango (Rinswerger-Tegernsee) a duobus ordinis nostri fratribus laicis (Luca Benedictobur. et Carolomano Weihensteph.) egregie depictum." (Meichelbeck, Hist. Frisingensis II, Aug. Vind. 1724, S. 442.) — Der ursprünglich Salzburger Verhältnissen entsprechende Raum wurde im 19. Jahrhundert durch eine Decke horizontal geteilt. Die untere Hälfte wurde Turnhalle der heutigen Realschule, die obere, noch einmal vertikal abgeteilt, Speicher. Einzig das Deckengemälde blieb einigermaßen erkenntlich.

[3] Ziegler B., Placidus von Camerloher. Freising 1919.

[4] Fellerer K. G., Beiträge zur Musikgeschichte Freisings von den Ältesten Christlichen Zeiten bis zur Auflösung des Hofes 1803. Freising 1926.

[5] Reinhardstöttner C. von, Forschungen zur Kultur- und Literaturgeschichte Bayerns, Bd. VII, 1. Heft, S. 59 und 63, Ansbach und Leipzig 1896.

[6] Kutscher S. 57 u.

Doch wäre es abwegig, in ihnen etwa bloßen und platten Studentenulk sehen zu wollen, der allein der „Volksbelustigung" im weitesten Sinne und Schaufreude des Barockmenschen gedient hätte. Während zunächst neben die faschingsübliche Geißelung öffentlicher Torheiten ein gewisses, halb scherzhaftes Prunken mit der erworbenen Gelehrsamkeit trifft, zeigen sich in den stets nach einer einheitlichen Gesamtidee aufgestellten Zügen sehr bald didaktische Absichten. Im letzten Drittel des Jahrhunderts ist sogar ein für die Zeit ebenso erstaunliches wie erfreuliches, nationalpolitisches Gedankengut deutlich zu erkennen: Kampf gegen die Fremdwörterseuche und das „à la modische" Nachäffen ausländischer Gebräuche! Der älteste dieser (bekannten) Züge fand am 30. 1. 1758 statt. Sein Leitgedanke hieß: *Veteris et novae philosophiae connubium, d. i. zwischen der alten und neuen Weltweisheit getroffener Vergleich.* Er bestand aus 38 Schlitten mit je einem „Vorreuter" und gehörte zur obenerwähnten älteren Gattung. Der Begriff der „Philosophie" ist dabei nicht im heutigen engeren, sondern im allgemeinsten Sinne von „Weltweisheit" zu verstehen, da nach den üblichen allegorischen Personen, — die allein 22 Schlitten beanspruchen —, alle möglichen menschlichen Wissensgebiete und Kunstfertigkeiten vertreten sind. So „Arithmetica, oder Rechenkunst", „Geometria, Feldmesserkunst", „Geographia, Welt-Beschreibung", „Astronomia", „Gnomonica, die Sonnen-Uhrmacher-", „Statica, die Kunst Cörper abzuwegen", „Optica, Perspectiv-", „Hydraulica, Wasserleitungs-Kunst"[7], „Architectonica", „Chrysopaeja, Goldmacher-Kunst" und schließlich die „Medicina". Am „19. Februarius" 1765 folgt „Bey Gelegenheit der Höchsterfreulichen Vermählung beeder Römisch-königl. Majestäten Josephi II. und Josephae Mariae Weyland Kaisers Caroli VII. höchstseeligsten Angedenkens Frauen Tochter, aus dem Durchlauchtigsten Churhause Bajern etc. etc." die Schlittenfahrt *Geminum Parelion supra Horizontem Germaniae Philologicis Oberservationibus Illustratum. Das ist doppelte Sonne über den Gesichtskreise Deutschlands erscheinend, und mit Anmerkungen aus zerschiedenen Theilen deren Wissenschaften beleuchtet.* Der repräsentative Sonderzweck dieser Veranstaltung erfordert entsprechend reiche Ausgestaltung des Zuges, würdig des pomphaften Titels. Dem „Vortrapp", der sich zusammensetzt aus: „Paucken und Trompeten zu Pferd, ein Reuter mit der Estandarte, worauf die doppelte Sonn gemahlen, samt noch einen Gefolg von Reuteren" folgen 29 Schlitten, die in die acht Gruppen eingeteilt sind: „Grammatica, Poesis, Rhetorica, Facultas Philosophica, Mathesis, Fac. Medica,

[7] Gemeint ist natürlich die Herstellung der im Barock und Rokoko so hochgeschätzten „Wasserkünste".

Fac. Juridica, Fac. Theol.". Jede Gruppe eröffnet ein eigener „Vorreuter mit der Estandarte".

Non, mihi si centum linguae / sint oraque centum, / Omnia stultorum percurrere nomina possem. / Auszug / der / grrössten Weltnarren / (22. I. 1766) gehört im beabsichtigten Sinne eines „Narren-Spiegels" ebenfalls noch zur älteren Gattung. Auch ihn eröffnet der „Vortrapp", — „Paucken und Trompetten, Saturnus mit einer *brinnenden Fackel* und *Hafenteckel*[8], welcher uns die größten Narren an das Liecht stellet" —, dem über 40 Schlitten folgen, in denen die personi-fizierten Narrheiten mit allegorischen Gestalten abwechseln. „Den Beschluß macht Hymen mit einer Spanfakl, Vulkan und seine Braut, mit denen übrigen Gastgöttern und Göttinnen." Sieben Jahre späteraber zeigt ein *Sichtbares Lexikon einiger dermalen in deutscher Sprache üblicher französischer Wörter denen zu Liebe, so nicht lesen können ohne Druck, in Lebensgröße ans Licht gestellt* erstmals die Satire auf die Fremdtümelei. Auch das Literatentum erhält hier schon einen Seitenhieb, der sich 10 Jahre später zu einer ganzen Schlittenfahrt auswachsen sollte. Im Programm des „Lexikons" sind seine, natürlich alphabetisch geordneten „Artikel" aufgezählt. Jedem Buchstaben ist eine Gruppe gewidmet, bestehend aus Vorreiter und dem mit zwei Personen besetzten Schlitten — also drei „Worte". Die „Übersetzungen" der fremdsprachlichen oder Erklärungen der Fremdwörter lassen an „Unmißverständ lichkeit" teilweise nichts zu wünschen übrig.

Den ganzen Zug eröffnet der Vorreiter „Jean de France"[9], der „Verleger dieses Wörterbuchs" ist, „das Titelblatt desselben auf einer Standarte führend". Ihn begleiten „zween Nebenreiter: 1. Das Privilegium des Verlegers = Ein Petschierstecher"[10] und 2. „Die Kritick des Buchs = Ein Brillenmacher". Vom „Lexikoninhalt" sei nur das Bezeichnendste erwähnt: A. Im Schlitten die Worte „A la Mode Françoise = Ein Windbeutel" und „Avanturier = Ein irrender Ritter". B eröffnet der Vorreiter „Bourlesque = Ein Comödiant", dem im Schlitten „Banquier = Ein falscher Spieler" und „Banqueroutier = Ein emeritirter Kaufmann" folgen. D enthält „Deserteur = Ein Läufer", „Debauché = Ein Goldmacher" und „Demoiselle = Eine französische Jungfer". Im Schlitten E finden sich „Equipage = Eine Offiziersfrau" und „Enfant = Ein Galanteriewaren-Krämer". F und H haben als Vorreiter „Fort Esprit =

[8] Topfdeckel.

[9] *Jean de France oder der deutsche Franzose*, Komödie von Ludwig Frhrn. v. Holberg (1684—1754). „Im Stücke geißelte H. das französische à-la-mode-Wesen, besonders die Sprachmengerei. Jean war fünfzehn Wochen in Paris und hat sein Dänisch verlernt..." (Enzinger M., Die Entwicklung des Wiener Theaters vom 16. zum 19. Jahrhundert, I, S. 368 M., Berlin 1918.)

[10] Graveur, Petschaftmacher.

Bett(!)schwester" und „Hazard = ein junger Offizier". Am ganzen „Lexikon", das ein Nachreiter beschloß, waren also 82 Personen, vermutlich nahezu die gesamte Schülerzahl des Lyzeums, beteiligt. Von der nächstbekannten Schlittenfahrt „*Galanthomms öffentlich Bibliotheck*" am 27. 1. 77 ist zwar kein Programm erhalten, der Titel verrät aber, daß sie dem „Lexikon" verwandt war. Drei Jahre später wird der am 18. 1. gehaltenen Schlittenfahrt *Neue Sammlung alter Sprüchwörter nach dem großen Beyspiele des weltberühmten Sancho Pansa* ein besonders reichhaltiges Programmheft gewidmet. Die Jahresangabe versteckt sich sogar hinter dem besser gewollten als gekonnten Chronogramm: „Da IM VVInter z'FreIIsIng aVCh kaLter SChnee VVar", sämtliche Mitwirkenden sind namentlich aufgeführt. Allein das Ganze erweist sich mit seinen 40 Gruppen und etwa 120 Beteiligten unfreiwillig als Bestätigung eines nicht aufgeführten Sprichworts[11]. Auch zu anderen Zeiten beliebte kleine Bosheiten enthalten die 23. Gruppe: „Vom Sagen hör'n lügt man gern: Ein Both, und ein *Zeitungsschreiber.* Vorreiter ein *Badergesell*" und die 24.: „Morgenstund hat Gold im Mund: Der Herr Beamte schläft, der Schreiber amtiret. Der Amtmann reitet voraus."

Als wesentlich einfallsreicher erweisen sich die Züge der beiden folgenden Jahre, die inhaltlich und formal zusammengehören. Schon das vielversprechende Titelblatt des Programmheftes vom 24. 1. 1781 läßt erkennen, daß ungewöhnliche Anstrengungen vorausgegangen waren, um dem Zeitgeschmacke im positiven wie negativen Sinne Genüge zu tun: „*Mehr als Nichts von dem guten Geschmacke in den Wissenschaften.* In einer Abhandlung untersuchet, und in artigen Vignetten, niedlichen Kupferstichen, und schönen Lettern der dermaligen unparteyischen, geschmackvollen Welt von den Herrn Studenten in F. lebhaft durch eine Schlittenfahrt zum Zeitvertreibe vorgestellt. Verlegt zu Sachsenwinterfels, und Pappenhausen[12] durch die Gebrüder von Selbstdünkel, und Haberecht." Vorreiter des Ganzen ist diesmal die „*Fama* mit einer Trompete, begleitet von zweenen Couriers, die eben Nachrichten vom guten Geschmacke aus Paris(!) bringen." Ihnen folgen Personen der antiken Mythologie. Der erste Teil des eigentlichen Zuges — „Von dem guten Geschmacke in den Wissenschaften und überhaupt" — hat zum Vorreiter die Dürftigkeit. Zwei ältere Schüler stellen mit den Principistae des Lyzeums eine verwahrloste Schulstube mit dem Lehrer und seiner Frau dar. In zwölf „Kapiteln" folgen weitere 34 Schlitten, die Satiren auf alle wissenschaftlichen Fächer enthalten. Als

[11] „Getret'ner Quark, wird breit, nicht stark."
[12] „Pappen" = Mundwerk.

Beispiel genüge die Dichtkunst: Sie ist durch einen großen Schlitten vertreten, auf dem „Ein Trauerspiel, betitelt *Die Musikanten mit Hanswurst* durchaus mit modester Lustbarkeit vermenget", dargestellt wird. Typen der commedia dell' arte, der italienischen und Wiener Volkskomödie fungieren als komische Personen dieser „modesten Lustbarkeit": Hanswurst, Arlequin[13], Lipperl[16], Scapin[14], Bernhardon[15], Pirot (Pierrot), Pantalon, Columbine; wie als „tragische" des „Trauerspiels": Prinzessin Pumphia[17], Prinz Schnudi[18], Pamstich, Hierzipierzl, Schnakerl, Tlantlaguacapatl. Die ganze Gaudi ist also ein Mischgericht aus Bestandteilen der Wiener Volkskomödie der Joseph Felix v. Kurz und Philipp Hafner. Deren Wiener Originale waren Parodien auf das regelmäßige Trauerspiel wie auf die „Auswüchse der Haupt- und Staatsaktionen"[19] und ihren bombastischen Stil als Gattung[20].

Während man also 1781 den Zuschauern ausgesprochen „literarisch" gekommen war, befaßt sich die als zweiter Teil des Themas gedachte Faschingsfahrt des nächsten Jahres vornehmlich mit dem zeitgenössischen Leben. Aller erdenklichen Modeangelegenheiten wird unter Hervorhebung luxuriöser Textilien „liebevoll" gedacht. Die Zielrichtung gegen die westliche Mode- und Geschmacksdiktatur ist unverkennbar. *Nach-*

[13] Arlecchino = ursprünglich der täppische, alberne Bergamaske; [14] Scapino = ursprünglich der spitzbübische Bedientencharakter. (Urbilder für Joseph Anton Stranitzkys (1676—1726) *Wienerischen Hanswurst.*)

[15] Bernardon = Künstlername des Wiener Volkskomikers Joseph Felix v. Kurz (1717—1783), von ihm geschaffener Typus eines läppischen, einfältigen Jungen.

[16] Eine der späteren Fortentwicklungen (wie auch Thadäddl, Leopoldl, Staberl, Kasperl) dieser Typen der Volkskomödie. (Zu den Anm. 13—16 siehe auch: Enzinger M., Die Entwicklung des Wiener Theaters vom 16. zum 19. Jahrhundert. (Stoffe und Motive.) Berlin 1918/19, S. 301/3, 596 o., 611 u. a.)

[17] *Die getreue Prinzessin Pumphia, und Hanswurst der tyrannische Tartar-Kulican.* Eine Parodie in lächerlichen Versen, componiert von Joseph v. Kurz, Comicus Bernardon, uraufgeführt Wien 1756, Neudruck Stuttgart 1856, Verlag von J. Scheible, Reihe: Curiosa et Jocosa, antiquaria ac nova 7.

[18] *Evakathel und Schnudi. Ein lustiges Trauerspiel* von Philipp Hafner (1735—64). „Auf dem Kaiserl. königl. privil. deutschen Theater (in Wien) aufgeführt 1765", Neudruck Stuttgart 1856 (s. Anm. 17). Darin kommen u. a. vor die Personen: Fürst Pamstig, Tartachan von Ipsilon (Vater der Prinzessin Pumphia); Prinz Schnudi, ein Kalmuckischer Herr von Ellahla; Hirzepirzl und Schnackerl = Tartarische Befehlshaber.

[19] Enzinger, ebd. S. 538 u.

[20] Ein bestimmtes Vorbild (oder Objekt) war mindestens bei der „Prinzessin Pumphia" nicht gemeint, wie aus Bernardons „Avertissement" dazu hervorgeht: „Ich habe ein Original geschrieben; ich habe mich an keine sclavenmäßige Übersetzung gebunden; ich habe das Thema ... selbst gemacht; und ich nenne dies ... eine Critique, oder Parodie, über die sonst von vielen deutschen Truppen sehr übel vorgestellten Tragödien."

lese von dem guten Geschmacke in den Sitten unseres Jahrhunderts als eine Fortsetzung der dermaligen unparteyischen und geschmackvollen Welt ... durch eine Schlittade lebhaft vorgestellt lautet der Titel des 1782er Programmhefts. Aber auch die literarische Parodie ist nicht ganz ausgeblieben, denn das „Werk" wird wieder „Auf Subscription, oder Prämuneration vorgelegt, und aus Abgange der vielen nöthigen Kupfer in dem alten, und nämlichen Verlage zu Sachsenwinterfels, und Pappenhausen bey den Gebrüdern van Selbstdünkel, und Haberecht".

Die Mitte des aus 48 Gruppen (Schlitten mit Vorreitern) bestehenden, besonders reichen Zuges bildet der erste Musikantenschlitten. Ihm folgen als Hauptgruppe, der eine „Haubenhefterinn[21] mit einem Posthorne" vorreitet, die „Die Directeurs unsers ganzen Sittengeschmackes: Kaufleute, Schneider, Schuster, Friseure, Hutmacher, Eau de Lavant-Krämmer, Kirschner, Maler, Taschner, Trechsler und die ganze ehrsame Schmarotzerzunft beschäftigt mit der Harmonie unsers Geschmackes unter der Direktion eines jungen parfümirten(!) Herrchens, der mit einem aus Filet zusammengewebten modernen Battuta[22] den Takt giebt."

Diese Zusammenstellung „schöner Seelen" im kleinen Freising überrascht weniger, wenn man die Nähe Münchens und die noch unter den Vorgängern des regierenden Fürstbischofs gewonnene „Verbindung zur großen Welt" in Betracht zieht. Obwohl der gegenwärtige Landesherr[23], Ludwig Joseph Frhr. v. Welden auf Laubheim und Hohenaltingen, persönlich diesem Treiben fernerstand, war offensichtlich doch hinreichend davon in Freising „hängen geblieben".

Die letzte aus einem Programmheft bekannte Faschingsschlittenfahrt der Lyzealschüler fand am 22. 1. 1783 statt. Sie erweist sich in volkstümlichem Gewande als rein literarische Satire, die das Interesse breiterer Volkskreise kaum in dem Maße erregt haben dürfte wie ihre Vorgängerin. Dafür gibt sie ein aufschlußreiches Bild des Literatentums der Zeit ... Dreißig Schlitten bargen die *Berchtoldsgadner Waare*[24] *größer, als man sie sonst verkaufet, in einer Schlittenfahrt feilgebothen.*

Das Programm gibt die näheren Erklärungen zu den einzelnen Spielsachen. 1. Schlitten: „Eine Kindertrommel. Ein Herr Verleger kündige in vielversprechenden Ausdrücken ein kostbares Werk an, das er eben unter der Presse hat." 2. „Ein Trompeterl und Waldhörnlein. Eben diess geschieht durch die teils erbethenen, theils erkauften Freunde des H. Auktors in

[21] Putzmacherin.

[22] Bedeutet an sich „Taktschlag", hier wohl als Ziertüchlein zu verstehen, mit dem der B. angegeben wird.

[23] Die Vorgänger waren: Johann Theodor, Herzog in Bayern, Kardinal. Reg. in Freising 1727—63. Gleichzeitig in Regensburg (ab 19) und Lüttich (ab 44), † in Lüttich; Clemens Wenzeslaus, Prinz von Polen und Sachsen. Reg. in Fr. 1763/68. Hatte zeitweise in seiner Hand vereinigt die Bistümer: Regensburg, Augsburg, Freising und Kur-Trier. Verzichtete wegen Ämterkumulation auf Regensburg und Freising.

[24] Berchtesgadener Spielwaren.

Journalen, gelehrten Zeitungen, Nachrichten und Wochenblättern etc.“ 3. „Ein Steckenpferd. Der H. Auktor galopiert selbst darauf, und hat eine herzliche Freude, da er den ersten Korrekturbogen aus der Presse bekömmt.“ 4. „Rätscherl. Da dieses kostbare Werk das Glück nicht hat, Jedermann zu gefallen, nehmen sich einige Herren, die man sonst Kritiker nennet, die Mühe solches auszuklatschen“ usw.

Der auf S. 424 bereits andeutend erwähnte „zweite Punkt“, in dem Freising imstande ist, das im Vorstehenden geschilderte Bild auch nach einer literarhistorisch wesentlichen Richtung auszurunden, betrifft das am Ausgang des Jahrhunderts vielfach beliebt werdende ländliche Sittenstück. Während sich in den behandelten Klöstern einschlägige Beispiele nicht fanden oder in Ermangelung vorhandener Perioden usw. nicht verdeutlichen ließen, wird dies für Freising durch zwei Stücke der Art möglich. Eines ist als Textbuch im Besitze der Staatsbibliothek München, das andere in dem der Abtei Metten vorhanden. Letzteres hat zum Verfasser den mehrfach erwähnten Prüfeninger Abt Rupert Kornmann. In seinem Kloster wurden *Die guten Untertanen, ein ländliches Sittengemälde mit Gesang in fünf Aufzügen* 1792, in Freising ein Jahr später aufgeführt. Möglicherweise wies sein Inhalt in einer Beziehung Anklänge auf an die judengegnerische Tendenz in Kornmanns Operette *Die Versteigerung* (s. oben S. 158).

Der Verfasser verleiht mit seiner ebenso gutgemeinten wie gewaltsamen Reimerei[25] dabei oft Gedanken Ausdruck, die heute, fast 150 Jahre später, wieder staats- und volkspolitische Allgemeingültigkeit erlangt haben. Vier Jahre danach erscheint „im hochfürstl. Schulhause zu Freysing den 31. 8. u. 3. 9.“ ein dreiaktiges Stück gleicher Gattungsbezeichnung: *Die Geburtsfeyer*[26]. An seinem Gesangstextheftchen ist besonders interessant, daß es als einziges aller im vorliegenden Zusammenhang erwähnten vergleichbaren Stücke die — Eintrittspreise, die man von den Besuchern forderte, angibt! Natürlich ist dies eine Freisinger Eigentümlichkeit, denn die Klöster pflegten ihren Gästen für alles Dargebotene nichts abzuverlangen.

Der erste Aufzug der *Geburtsfeyer* beginnt am Vorabend des Geburtsfestes des greisen ehemaligen Schloßverwalters Gotthold im Stile der Idylle mit Überreichungen aus Kinderhand. Ein anschließender „Rundgesang“ (der Dorfführer mit zwei Söhnen und zwei Bauern) besingt die wohlverdiente Ruhe nach getaner Arbeit. Doch schon bereitet sich die Verwicklung vor: der Tafernwirt Wastl, Schulmeister Pamphil und der jetzige Schloßverwalter, meist als „Verweser“ bezeichnet, Bonifaz Steinhartz hocken offenbar im Wirtshaus, als der Guckkastentrager Dobler hinzukommt. Hier ist von besonderem Interesse die in der Aufforderung an die Versammelten, sich des Kastens zu bedienen, enthaltene Erwähnung der französischen Revolution:

„Sie können zahlen, nur was sie will, mir
Sehen von Frankreich die ganze Verwirr,

[25] Kurzer Inhalt bei Fink, S. 190 M.
[26] Verfasser wie Komponist nicht angegeben.

Voila Marat, und den Robertspier.
Wie sie zum Lohn' ihr' Köpfe verlier!"

Allein der Hinweis auf das Schicksal dieser Übeltäter hat doch nicht genug abschreckende Wirkung, um die Anwesenden, zu denen sich noch der „junge Graf von Silberberg unter dem Namen Kneller" und sein Freund „Adolph unter dem Namen Fichtelberg" — also inkognito — gesellt haben, von riskanten Unternehmungen abzuhalten. Sie glauben, im Kasten einen Schatz gesehen zu haben, den sie während der Nacht (2. Aufz.) zu heben versuchen.

Nun hat sich der Verfasser die erwünschte Gelegenheit geschaffen, Torheit und Eitelkeit des Versuches, mühelos zu Geld zu kommen, eindringlich vorzuführen: die tapferen Schatzsucher kriechen in eine Höhle, flüchten aber rasch vor einem darin verborgenen „feuerspeienden Schreckensgesicht". In einem „pantomimischen Quintet", dessen Text nur aus dem Zischlaut „St!" besteht, deuten sie an, daß das ruhmlos mißratene Unternehmen am besten verschwiegen wird. Der Schlußchor des zweiten Aufzugs, an dem „Tutti" — es ist noch Gottholds Sohn dazugekommen — beteiligt sind, bringt also die heilsame Lehre:

„Wie oft die Menschen sich betrügen,
Unsichre Schätze suchen sie;
Doch die in ihnen selber liegen,
Nur diese suchen sie sich nie."

Der letzte Aufzug kann sich nun ganz der Verbreitung positiv-volkserzieherischer Gedanken widmen. Hauptthema und Endziel (des Ganzen) sind natürlich Lob und Preis des idyllischen Landlebens, Warnung vor den „düstern Städten". Doch verfehlt der umsichtige Verfasser nicht, auch kleine praktische Ermahnungen beiläufig anzubringen: Ein Glas Wein ist hin und wieder auch dem Bauern zu gönnen, Mißbrauch damit verursacht hingegen „Grampf und Gichter", der „schleicht hinunter in den Fuß und zwickt und beißt zum Sterben". Ein Rundgesang „Es lebe jeder brave Mann von hoh und niedern Stammen" beschließt die lehrhaften Sentenzen des Dorfführers. Wastl, der Wirt, steuert erleichterten Herzens, — aber ohne erkenntlichen Anlaß —, eine für Freising als Landeshauptstadt ganz passende captatio benevolentiae der weltlichen Behörden bei, die zur Schlußapotheose der einträchtigen Nächstenliebe überleitet.

Die gedankliche und stilistische Verwandtschaft der *Geburtsfeyer* mit den *Guten Untertanen* ist ungemein groß: der Segen genügsam-fleißiger Arbeit, schollenverhafteten Landlebens werden in einprägsamen Gegensatz gestellt zur wurzellosen Verstädterung. Auch hier also die charakteristische Ideenverwandtschaft mit der heutigen Zeit. Es liegt daher sehr nahe, als Verfasser der „*Geburtsfeyer*" ebenfalls Abt Rupert Kornmann anzusprechen.

Überschaut man das theaterwissenschaftliche Ergebnis der vorstehend behandelten südbayerischen Benediktinerklöster und des fürstbischöflichen Lyzeums, so ergibt sich, — von mehr graduellen Abweichungen abgesehen —, im wesentlichen das an

Ottobeuren aufgezeigte Bild. Allerdings treten die bereits im Vorwort als spezifisch benediktinisch gekennzeichneten Äußerungen volkhafter Geisteshaltung aus den behandelten Denkmälern des Freisinger Lyzeums schärfer hervor. Vielleicht veranlaßt durch die reichs- und kirchenrechtlich wesentlich „weltlichere" Stellung des Fürstbistums gegenüber der der meisten Klöster.

Für das gesamte Gebiet des benediktinischen Barockbühnenwesens in Südbayern ergibt sich jedoch abschließend[27], daß es — wie der Kampf gegen die Aufklärung und die Ideen der französischen Revolution zeigt — keineswegs bloß volksfremdes Gelehrten-Schultheater war, sondern in vielfach durchaus lebensnahen Stoffen befruchtet wurde von Phantasie und stammeseigentümlicher Spielfreude bajuwarischen Volkstums.

[27] Vorstehende Arbeit ist von der Philosophischen Fakultät I. Sektion der Universität zu München als Dissertation genehmigt worden.

Historische Kommunitäten der Benediktinerinnen in England und ihre Vorfahren im 17. und 18. Jahrhundert.

Von **Lambert Nolle OSB, Besford Court, Worcester.**

Der Klostersturm Heinrichs VIII. von England und seines Ministers Thomas Cromwell fegte im Jahre 1539 mit einem Zuge alle noch übriggebliebenen größeren Klöster vollständig hinweg. Die Nonnen unseres hl. Ordens wurden gänzlich zerstreut und erlebten nicht, wie die Mönche von Westminster, die Dominikanerinnen von Dartford und die Brigittinerinnen von Syon-London, ein kurzes Aufflackern des gemeinsamen klösterlichen Lebens unter der katholischen Königin Maria. So konnten sie sich auch nicht als geschlossene Familien nach dem Kontinent flüchten wie die beiden letztgenannten Konvente.

Die jetzigen Frauenklöster unseres Ordens in England[1] sind alle späteren Ursprungs und haben nicht wie die englischen Benediktiner einen Zusammenhang mit dem alten Stamme. Die ältesten derselben, von denen hier die Rede ist, sind Gründungen, entstanden auf dem Kontinent während der englischen Verfolgungszeit, und zwar erst zwischen den Jahren 1598 (Brüssel) und 1665 (Ypern). Der leichteren Übersicht wegen geben wir gleich anfangs das Gründungsdatum, die Abstammung und die jetzigen Adressen der noch überlebenden historischen Kommunitäten.

Erster Stamm:

Brüssel, 1597; in England seit 1794, jetzt in East-Bergholt, Suffolk, seit 1865.

Gent, 1624; in England seit 1794, jetzt in Oulton, Staffordshire, seit 1853.

Dünkirchen, 1626; in England seit 1794, jetzt in Teignmouth, Devonshire, seit 1863.

Ypern, 1665; in England seit 1914, jetzt in Kylemore, Connemara, Irland, seit 1920.

Zweiter Stamm, gegründet von der Kongregation der englischen Benediktiner und seither beständig unter ihrer Jurisdiktion (mit Ausnahme einer längeren Unterbrechung im

[1] Nach Whelan B., Historic English Convents, London.

Falle der Kommunität von Paris), begonnen mit Hilfe dreier Nonnen von Gent und Brüssel (siehe oben):

Cambrai, 1623; in England seit 1795, jetzt in Stanbrook, Worcester seit 1838.

Paris, 1651; in England seit 1795, jetzt in Colwich, Staffordshire, seit 1836.

Letztere Kommunität gründete von Colwich aus das Priorat von Atherstone, welches daher nur indirekt zu den genannten Klöstern gehört und unter dem Diözesanbischofe steht. Das Priorat Princethorpe ist die Fortsetzung der ursprünglich rein französischen Kommunität von Montargis, welche schon 1792 nach England flüchtete und allmählich eine englische Kommunität wurde.

1. Gründungen im ersten Stamme.

Alle genannten englischen Kommunitäten haben einen gemeinsamen Ausgangspunkt, nämlich das lothringische S. Peters-Kloster in Reims, und sind alle das Resultat einer und derselben Idee und Notwendigkeit. Wie anfangs erwähnt, flüchteten nur zwei geschlossene Kommunitäten auf das Festland, nämlich die Brigittinerinnen, welche nach vielen Schwierigkeiten und Wanderungen sich im Jahre 1594 endgültig in Lissabon ansiedelten, und die ums Jahr 1585 ausgestorbenen Dominikanerinnen zweiten Ordens. Ersteres Kloster war zu weit von England entfernt, und beide Orden hatten im mittelalterlichen England nie recht Zugkraft gehabt; denn von jedem derselben bestand in England, wie auch jetzt, je nur eine Kommunität. Dagegen war wie der männliche so auch der weibliche Zweig unseres hl. Ordens in England früher so daheim wie kaum in einem anderen Lande. Das Bedürfnis von Benediktinerinnenklöstern für Jungfrauen aus den treu gebliebenen Familien des Adels, des Grundbesitzes und deren Pächter machte sich peinlich fühlbar; aber nur einzelne junge Damen fanden mit Hilfe ihrer Verwandten, welche auf dem Kontinent in englischen Schulen oder Klöstern studierten oder unterrichteten, ihren Weg in flämische, lothringische oder französische Klöster. Jedoch der Eifer der englischen Märtyrer- und Bekennerfamilien der damaligen Zeit sowie ihre begeisterte Anhänglichkeit an die königliche Stuartfamilie paßten nicht in die ruhige und konservative Atmosphäre der altehrwürdigen Nonnenklöster. Das war nicht nur der Fall mit den Berufen für unsern heiligen Orden, sondern auch in anderen Kommunitäten. 1597 endlich gelang es der Lady[2] Mary Percy, Tochter des seligen Märtyrers Thomas Percy, Landgrafen von Northumberland, mit zwei

[2] Lady ist im Englischen: Gnädige Frau; gesetzlich gebührt der Titel den Frauen der niedrigen Adeligen und den Töchtern des Hochadels; auch die Äbtissinnen werden so angeredet. Die Chorfrauen unseres hl. Ordens heißen: Dame (sprich Dehm).

andern Edelfräulein unter großen Schwierigkeiten einen Anfang in Brüssel zu machen. Mit Hilfe der Patres Jesuiten erlangten sie von Reims als Äbtissin aus dem S.-Peters-Kloster die Dame Joanna Berkely, welche als erste englische Benediktinernonne in Gegenwart vieler ihrer hervorragenden Landsleute im Jahre 1580 die hl. Gelübde abgelegt hatte. Sie erhielt im nächsten Jahre Verstärkung aus dem nämlichen Kloster durch zwei weitere englische Nonnen, sobald ein geeignetes Haus bereit war. Diese Gründung war vom finanziellen Standpunkt aus gesehen eine der leichtesten, weil Erzherzog Albert und seine Gemahlin Isabella, Regentin der spanischen Niederlande, durch ihre reichen Schenkungen auch andere hohe Personen zur Nachahmung aufmunterten. Bei der ersten Einkleidung, an welcher die Regentin und hohe Damen als Paranymphen teilnahmen, erhielten 8 Novizinnen das heilige Kleid, und die damals einzige Kommunität von englischen Benediktinerinnen erhielt raschen Zuwachs aus den besten katholischen Kreisen. So konnte die damalige Äbtissin und eigentliche Gründerin, Lady Mary Percy, 1623 auf Verlangen der englischen Benediktiner drei ihrer Nonnen zur Schulung der neuen Kommunität von Cambrai, des zweiten Stammes, abgeben (siehe oben). Die Tochtergründung Brüssels in Gent im nächsten Jahre 1624 war verursacht durch das rasche Wachstum der Familie; die zur Gründung ausgesandten Nonnen waren jene, welche seit einiger Zeit mit der neueingerichteten geistlichen Leitung durch Weltpriester unzufrieden waren und sich wieder unter die Jesuiten stellen wollten. Eine schwerwiegende Bedingung für die Neugründung war, daß die Ausziehenden keine Rechtsansprüche auf Herausgabe ihrer Mitgift oder auf anderes Eigentum des Klosters haben sollten, sondern nur das freiwillig von der Äbtissin Gegebene mitnehmen durften. Da das Mutterkloster zwar in gutem Zustande war, aber wenige flüssige Mittel zur Verfügung hatte, fielen die freien Gaben recht spärlich aus. Das schreckte die mutigen Gründerinnen nicht ab; aber sie hatten lange mit großer Armut und Bedürftigkeit zu kämpfen. Sie eröffneten ein Pensionat für englische Fräulein, um ihr Einkommen zu bessern. Um das Jahr 1650 befreundete sie der nach der Hinrichtung seines Vaters Charles I. vertriebene Charles II., König von England, und schenkte ihnen die damals wertvolle Summe von 800 Pfund Sterling. Dafür waren die Nonnen begeisterte Anhängerinnen der Königsfamilie und feierten die Rückkehr des Königs zum Throne seiner Väter 1660 mit großer Pracht.

Nicht so glücklich wie die Erstgründung in Brüssel oder ihr Mutterhaus in Gent war im Anfange die erstgeborene Tochter von Gent, die Klosterfamilie von Boulogne-Pontoise,

welche wegen Überfüllung der Genter Abtei 1652 gegründet werden mußte. Durch Versehen war die Zustimmung des Bischofs nicht zeitig eingeholt worden. Als die ersten Nonnen im kalten Januar in Boulogne eintrafen, verbot ihnen der Bischof unter Androhung der Exkommunikation den Eintritt in die Stadt. Er verlangte zum voraus die Sicherung eines festen Einkommens. Die überraschte Äbtissin des Mutterhauses in Gent wandte sich in ihrer Bestürzung in aller Eile an den hl. Vinzenz von Paul, zu dessen Kongregation der Bischof ursprünglich gehörte. Durch Vermittlung des Heiligen wurde die Angelegenheit friedlich geschlichtet, aber die armen fremdländischen Nonnen mußten in diesen Wintermonaten Januar bis April wohl viel ausstehen. Nachher wurde der Bischof freundlich und sogar väterlich und weihte schon im folgenden August die erste Äbtissin. Nach sechs Jahren hatte die Erfahrung gezeigt, daß die Lage des Klosters ungesund sei. Dazu kamen in der Nachbarschaft Kriegsunruhen zwischen Frankreich und dem englischen Katholikenhasser Oliver Cromwell, welche die Kommunität beständiger Gefahr aussetzten. So wurde, trotz Bitten des Bischofs, die Übersiedlung nach Pontoise beschlossen. Die Nonnen segelten durch Dieppe und Rouen, wo sie von den englischen Klarissinnen mit großen Ehren empfangen wurden. Aber als sie nach Pontoise kamen, war keine Herberge für sie bereit. Über zwei Monate mußten sie in einer Wirtschaft Unterkunft suchen, und diese peinliche Maßnahme kostete die namhafte Summe von 100 Pfund. Endlich erhielten sie die königliche Erlaubnis, ein großes Gut zu kaufen und daselbst ein Kloster zu errichten, unter der Bedingung, daß sie keine französischen Untertanen aufnähmen.

Die zweite Gründung, verursacht durch Überfüllung der Genter Abtei, fand in Dünkirchen statt, welches damals englischer Boden war, bis die Stadt im Dezember 1662 an Frankreich verkauft wurde. Nach dem Plane der damaligen Äbtissin von Gent sollte diese erste Klostergründung auf englischem Gebiete ein königliches Stift werden. Sie hatte die Summe von 600 Pfund, welche Charles II. ihr schon vorher geschenkt hatte, zu diesem Zwecke vorbehalten. Nun reiste sie nach England und erlangte von dem protestantischen Monarchen, der später auf dem Totenbett katholisch wurde, die weitere Summe von 3000 Pfund, welche nach dem jetzigen Werte das Zehnfache repräsentiert. Zu ihrer Beruhigung wurde das Kloster mit allen Rechten von Ludwig XIV. anerkannt und bald zur unabhängigen Abtei erhoben. Trotz der ungesunden Lage und mehrerer Pläne zur Auswanderung bauten die Nonnen schließlich ein großes Quadrum, das um 1684 fertig war und in den gemalten Fenstern die Wappen der mit dem Kloster verbundenen Fa-

milien zeigte. Die Kommunität verblieb dort bis zum Aussterben im Jahre 1786.

Schon drei Jahre später, 1662, mußte der fromme Grundstock von Gent eine dritte Kolonie aussenden, diesmal nach Ypern. Dieses Kloster hat wohl die abenteuerlichste Geschichte unter den Stiftungen unseres heiligen Ordens, und zwar bis in die neueste Zeit. Während in der Französischen Revolution alle andern genannten Kommunitäten nach England kamen, blieb diese in Ypern bis zur Zerstörung ihres Klosters im Jahre 1914; aber die Schicksalsschläge beginnen schon früher. Die von Gent ausgesandte Kolonie war zu klein und mußte während der ersten 50 Jahre beständig von den verwandten Schwesterklöstern Gent, Pontoise, Dünkirchen und Paris Nonnen borgen, die aber immer wieder heimkehrten. Das Noviziat lockte wenige, und das nicht erfüllte Versprechen finanzieller Hilfe von seiten des inzwischen verstorbenen Bischofs ließ die Kommunität in größter Armut. 1681 hatte die Äbtissin nur noch eine Laienschwester, und trotz zeitweiliger Hilfe von Paris blieben bei ihrem Tode im folgenden Jahre nur zwei Nonnen übrig. Bis zu dieser Zeit war Ypern ein englisches Kloster gewesen. Nun wurde es fortan ein irisches und ist es nach einiger Unterbrechung heute wieder. Die wenigen irischen Nonnen waren bisher in englischen Kommunitäten gewesen. Gerade damals hatten die Nonnen von Dünkirchen im Sinne ihren Wohnsitz in das beinahe ausgestorbene Ypern zu verlegen und in ihrem bisherigen Kloster Dünkirchen eine Schule für irische höhere Töchter zu errichten. Zwei irische Chorfrauen wurden nach Irland geschickt, um für die geplante Schule Zuschüsse und Schülerinnen zu gewinnen. Aber die wenigen überlebenden Mitglieder von Ypern, bei welchen diese Gesandtinnen übernachteten, schlugen vor, das fast leere Ypern zum Sitze der irischen Schule zu machen, geleitet von einer Kommunität irischer Nonnen, gezogen aus den verschiedenen Klöstern. Der Plan scheint den Nonnen von Dünkirchen eingeleuchtet zu haben, denn viele derselben wollten eigentlich nicht umziehen, zumal ein Unheil auf Ypern zu liegen schien. Die beiden Nonnen gingen nach Irland, erhielten namhafte Beiträge, Aussicht auf Schülerinnen und damit auch auf Postulantinnen, die sie wie die andern Klöster aus ihren Schulen erwarteten. Inzwischen war aber eine der bisherigen englischen Nonnen von Ypern in England gewesen und hatte von dort Geld und Postulantinnen mitgebracht, um das Kloster wieder zu beleben. Um den dadurch heraufbeschworenen Zwist zwischen Irländerinnen und Engländerinnen zu vermeiden, vermittelte der Präses der englischen Benediktiner, daß die neuen englischen Postulantinnen in die englische Abtei von Paris gehen, Ypern aber eine irische Kommunität haben solle. Bei

der Übernahme des Klosters zählte die Familie acht irische Mitglieder. Aber im nächsten Jahre starben die Äbtissin und zwei hervorragende Chorfrauen, so daß im folgenden Jahre wieder nur drei irische Nonnen übrigblieben, von denen eine gerade damals in Irland wieder Postulantinnen und Schülerinnen suchte. Die Äbtissinnen von Gent, Dünkirchen und Pontoise waren aber entschlossen, daß Ypern ein irisches Kloster bleiben müsse, und sandten aus ihren Klöstern irische Nonnen zu Hilfe. 1685 kam das große Ereignis in der Geschichte dieser Kommunität. James II., der letzte katholische König der britischen Inseln, lud die irischen Damen ein, nach ihrem Heimatlande zu übersiedeln und eine Gründung in Dublin zu machen. Der Plan wurde 1688 verwirklicht. Aber schon im nämlichen Jahre verlor der König den Thron an seinen verräterischen Schwiegersohn William den Oranier, bisher Statthalter der protestantischen Niederlande. 1690 unterwarf dieser auch Irland, und die Nonnen mußten fliehen. Da fast alle derselben nur geliehen waren und in ihre Profeßklöster zurückkehrten blieben der Äbtissin Butler, welche die Gebäude in Ypern vorbehalten hatte, nur noch vier Laienschwestern und eine profeßfähige Chornovizin. Aber der Bischof wollte diese wegen der äußersten Armut nicht zulassen. Er gab den Schwestern sogar Erlaubnis zum Betteln auswärts, auch nach England zu gehen. Auf seinen Vorschlag, das Kloster aufzugeben, wollte die alte, zähe, irische Lady Äbtissin nicht eingehen. Als dann nach weiteren vier Jahren eine Postulantin kam zog der Oberhirte seinen Einspruch gegen Einkleidungen und Professen zurück. Das Jahr 1699 brachte eine dauernde Änderung zum Bessern und der mutigen Äbtissin einen Ersatz für ihre Opfer. Papst Innozenz XII. schenkte ihr 1000 Kronen, der französische König gab eine jährliche Rente von 100 Gulden, die Äbtissin erbte ein Gut in Irland, Pontoise lieh vier Chorfrauen, und die Chorstallen füllten sich allmählich. Es gab zwar wieder Zeiten großer Armut, der spanische Erbfolgekrieg machte sich fühlbar, aber der Kommandant der französischen Truppen, der irische Lord Clare, nahm sie unter seinen Schutz. Die Kommunität harrte tapfer aus und verblieb auch in der Französischen Revolution am alten Orte.

2. Gründungen im zweiten Stamme.

Wie oben gezeigt, ist Cambrai, heute Stanbrook, die Mutterkommunität der englischen Abtei von Paris, jetzt Colwich. Obgleich die ersten Nonnen für Cambrai von Gent berufen wurden und eine Nonne von Brüssel die erste Äbtissin von Cambrai wurde, ist dieser Stamm doch unabhängig von dem andern, und seine eigentlichen Gründer sind die Patres

der englischen Benediktinerkongregation, zu welcher Cambrai beständig gehörte.

Es war um das Jahr 1622, daß neun junge englische Damen mit den Vätern der englischen Kongregation in Verbindung traten, mit der Absicht ein Kloster zu errichten, das unter der Leitung englischer Benediktiner stehen sollte. Der damalige Erzbischof von Cambrai war einer der wenigen Oberhirten, die ihre Zustimmung zur Errichtung von Frauenklöstern gaben, welche nicht ihrer Jurisdiktion unterworfen sein sollten; auch die damals kompetente niederländische Regierung gab die Zustimmung, und die Nonnen erlangten den Besitz der alten zerfallenen Abteigebäude von Femy. Der Erzbischof selbst eröffnete den Chordienst an Weihnachten 1623 mit einem Pontifikalamte.

Die Führerin der Gründergruppe war die siebzehnjährige Gertrude More, Urenkelin des hl. Thomas More, der selbst Oblate unseres hl. Ordens gewesen war. Sie wurde nie Äbtissin, denn sie starb schon nach zehn Jahren im Rufe der Heiligkeit. Gent entsandte drei Nonnen zur Erziehung der Novizinnen, aber die erste Äbtissin, Lady Frances Gawen, wurde aus Brüssel, dem Stammkloster der andern englischen Abteien, berufen. Wie ihre nächsten Nachfolgerinnen war sie nicht lebenslänglich bestellt. Der größte Gewinn für die neue Familie war die asketische Leitung durch den großen Geistesmann Dom Austin Baker. Er gab dem monastischen Leben der Nonnen den Charakter, welcher heute noch unter ihnen fortlebt. Eine Schule für englische Fräulein sollte das kärgliche Einkommen in etwas verbessern, aber die Armut der Klostergemeinde war fast chronisch. Wie in Gent, so wurde auch hier eine Gründung beschlossen, weil die zahlreiche Kommunität nicht unterhalten werden konnte. Das machte natürlich den neuen Anfang nicht leicht. Eine einzige Gründungskolonie dieser Familie ging 1651 nach Paris. Weil der Erzbischof der Hauptstadt darauf bestand, daß das Kloster sich seiner Jurisdiktion unterwerfen müsse, wurde die Kommunität aus der englischen Kongregation ausgeschieden und wurde ihr erst wieder 1928 angegliedert. Zuerst wurden nur drei Chorfrauen entsandt, denen nachher fünf andere folgten. Die katholische Königin Henrietta Maria von England, eine französische Prinzessin, nahm sich der Nonnen an, unter denen zwei Schwestern des irischen Vizekönigs Lord Falkland waren. Zu den freigebigen Wohltätern gehörten die beiden jansenistischen Äbtissinnen, Arnauld von Port Royal, Ludwig XIV., der Herzog von York (später König James II. von England) und andere. Trotz des anfänglichen scheinbaren Wohlstandes bei der Errichtung hatten die Nonnen doch bald und fast fortwährend mit bitterer Armut zu kämpfen. Die

alten katholischen Familien in England verarmten infolge der schauderhaften Geldstrafen für Nichtbesuch des protestantischen Gottesdienstes, die verarmten englischen Flüchtlinge in Paris konnten ihnen nicht helfen, und für die Franzosen waren sie unbeachtete Ausländerinnen. Sie hatten nicht, wie andere Klöster, ein Mädchenpensionat oder englische Pensionärinnen, welche ihren Finanzen hätten aushelfen können. In den ersten zwölf Jahren mußten sie sechsmal ihre Behausung wechseln und sahen sich genötigt, ihre wertvollsten Kirchengefäße zu verpfänden und zum Teil sogar zu verkaufen. Ihr Reichtum bestand in solider Frömmigkeit, gestützt durch ein armes, abgetötetes und zurückgezogenes Leben inmitten der weltlichen und zum Teil gottlosen Hauptstadt.

3. Die Weiterentwicklung im 17. und 18. Jahrhundert.

Die englischen Benediktinerinnen der genannten Klöster nahmen alle inneren Anteil an den geschichtlichen Ereignissen sowohl des Heimatlandes als auch der Heimat ihrer Gastfreunde. Daheim dauerten die Strafgesetze fort, und selbst der wohlgesinnte Charles II. konnte sie nicht mildern. Die unkluge Art und Weise sie abzuschaffen kostete seinem katholischen Bruder und Nachfolger James II. den Thron. Selbst nach der letzten Hinrichtung eines Geistlichen, des sel. Oliver Plunket, des Primas von Irland, blieben jene katholikenfeindlichen Gesetze in Kraft, welche Geld- und Gefängnisstrafen gegen die Katholiken verhängten. Seit der Regierung des Oraniers ging die Zahl der Katholiken in England stetig abwärts, in hundert Jahren von 400000 auf etwa 60000. Die jüngere Generation unter dem niedrigen Adel und den Grundbesitzern hatte vielfach nicht mehr den religiösen Eifer und Großmut ihrer bekenntnistreuen Vorfahren und war nicht geneigt, ihr schon so gemindertes Erbgut ganz zu verlieren. Die verarmten treuen Bekenner waren vielfach nicht mehr wie früher imstande für ihre frommen Töchter das Reisegeld in die Klöster und die Mitgift aufzubringen, und die verminderte Zahl der katholischen Familien mußte auch eine kleinere Zahl von Berufen zur Folge haben. Seit 1650 hörten die bisherigen spanischen Spenden für die englischen katholischen Stiftungen in den Niederlanden ganz auf, und Hilfe von Rom kam erst seit 1680. Der päpstliche Nuntius in Brüssel zeichnet die Lage in folgenden Worten: „Es ist schwer für mich, zu beschreiben, in welch schwieriger Lage sich die Klöster und Collegien befinden, welche Untertanen des englischen Königs beherbergen, und zwar infolge ihrer Geldnot. Die Verfolgung in England geht ihren Gang und wurde noch verschärft durch die neueste (erfundene) Verschwörung (des

Titus Oates). Die Zahl der Flüchtlinge aus England, welche bei diesen Anstalten Hilfe suchen, wächst ständig, obgleich dieselben ihnen nichts geben können." Zu diesen Schwierigkeiten kamen die Kriegsnöte in den Grenzbezirken von Nordostfrankreich und den Niederlanden, wo fast alle unsere Klöster lagen. Die Stürme, welche fast ohne Unterbrechung von 1618 an bis 1656, und dann wieder nach 1703 über sie hinfegten, mußten ihr Leben in peinliche Mitleidenschaft ziehen. Die zeitweilige Ruhe infolge des guten Einverständnisses zwischen Ludwig XIV. und seinem Vetter Charles II. wurde gestört durch Einfälle Williams des Oraniers, des damaligen Statthalters der protestantischen Niederlande. Der österreichische Erbfolgekrieg brachte 1744 die Damen in Ypern in so große Bedrängnis, daß ihre Freunde, darunter der irische General Lord Clare, ihnen zur Auswanderung nach Lille helfen wollten, ein Ansinnen, das die mutigen Irländerinnen dankend ablehnten.

Der Aufstand der katholischen Belgier gegen die kirchlichen und bürgerlichen Neuerungen Kaiser Josephs II. brachte die Nonnen in Gent in die größte Gefahr. Während der Belagerung der Stadt 1789 durch die kaiserlichen Truppen flogen große und kleine Kugeln rings um und in das Kloster, so daß die Nonnen 4 Tage und Nächte im Keller verbleiben mußten. Je düsterer die äußere Seite des Klosterlebens war, um so lauterer das innere Leben der ältesten Kommunität, d. h. der von Brüssel, wie es uns kurz eine streng protestantische Engländerin schildert. Eine katholische Freundin hatte sich erboten, sie bei den Nonnen einzuführen. Die gute Dame war zuerst etwas bange, aber der Eindruck, den sie empfing, beruhigte sie bald. Wir geben ihre eigenen Worte:

Der Tag und die Stunde waren festgesetzt und Madame Jolly ging mit mir zum Kloster. Das Gitter bildet eine Seite des Sprechzimmers, ein Vorhang wurde zurückgezogen und Miss Whetenhall (die Frau Priorin und spätere Äbtissin) mit zwei andern Nonnen kamen zum Vorschein. Miss Whete hall ist eine verständige Frau, ungefähr 50 Jahre alt; die andern zwei Nonnen waren jünger, die eine recht ernst und bescheiden, die andere war ein fröhliches Mädchen, wie ich kaum je eines sah. Als das Gitter offen war, redeten sie ganz vergnügt. Die herzliebe Maid soll die Tochter eines reichen Herrn in London sein, hat noch zwei Schwestern und drei Tanten im nämlichen Kloster. Die Lebensweise gefalle ihr gut, obgleich sie etwas strenge sei. Wir erfuhren, daß sie morgens um drei Uhr aufstehen, dann Matutin und Laudes beten, die darauffolgende Messe sei um sechs Uhr aus; darnach haben sie eine weitere Stunde für Meditation und Gebete(?), Frühstück, und dann zwei Stunden Arbeit im gemeinsamen Arbeitszimmer, wo sie aber nicht reden dürfen. Nach dem Mittagessen um 11 Uhr gehen sie noch einmal für zwei Stunden ins Arbeitszimmer. Auch bei Tisch dürfen sie nicht reden, sondern hören auf die Lesung von Heiligenleben, wie auch während der Arbeit. Um sieben Uhr gehen sie zu Bett. Sie haben jede Woche drei Abstinenztage, im Advent drei ganze Wochen, vor Ostern neun ganze Wochen statt nur sechs. Im Sommer dürfen sie im Garten spazierengehen, und manchmal haben sie Erlaubnis bei der Arbeit zu sprechen, an welcher die

junge Nonne viel Freude hat. Sie haben gewisse Jubiläumstage, an welchen sie sich mit Reden, Spielen und Musik ergötzen. Sie dürfen einander nicht einzeln besuchen und dürfen nur im Arbeitszimmer zueinander reden. Sie haben keine Leinwand für Kleider und Betten, sondern nur rauhes Zwilchgewebe; Heizung haben sie nur im Arbeitszimmer.

4. Flucht ins Heimatland.

Die Französische Revolution, die fast alle Klostergemeinden Frankreichs, Belgiens und des linken Rheinufers vernichtete, trieb die englischen Kommunitäten, zwei ausgenommen, in die Heimat zurück; die englische Kommunität von Kanonissinnen in Paris erhielt sich und die irischen Benediktinerinnen von Ypern. Die Kommunitäten hatten in England keine Aussicht auf geeignete Orte für ihr religiöses Leben und waren zudem äußerst arm. Aber es war günstig für sie, daß damals wenigstens die schlimmsten Strafgesetze gegen die Katholiken kurz vorher abgeschafft worden waren, so daß sie sich unbelästigt im Heimatlande niederlassen konnten. Die Ereignisse der Zeit und die Umstände, unter welchen sie zuletzt lebten, zwangen sie zur Heimkehr. Über die vielen Leiden und Schwierigkeiten, die sie zwischen ihrem Auszug und ihrem Einzug zu ertragen hatten, können wir nur einige kurze Beispiele anführen.

Von Brüssel nach East Bergholt. Nach dem französischen Siege über die Österreicher bei Jemappe brachen im folgenden Jahre 1793 die Franzosen in Brüssel ein, raubten, plünderten, zerstörten überall und entheiligten die Kirchen in gräßlicher Weise. Natürlich schloß sich der Pöbel ihnen an. Der Agent der Damen, Max, hörte was in andern Kirchen geschehen war und beschloß die Kirchenräuber zu täuschen. Das Sanctissimum wurde in aller Eile in die Infirmarie übertragen und Max entfernte alle Altargeräte, Teppiche und Vorhänge. Dann stürzte er alle Stühle und Bänke um und setzte die Kirche in einen solchen Zustand der Unordnung, daß sie wie geplündert aussah. Der Sakristan der Kirche wußte nichts von diesem Streich, und als der Pöbel ankam, wies er ihn in aller Unschuld darauf hin, daß der Ort schon geplündert sei. Der Haufen zog unmutig ab. Das Kloster und die Nonnen fanden Schutz durch die Festigkeit eines bei ihnen einquartierten französischen Offiziers.

Für eine Zeitlang waren die Franzosen aus Brüssel vertrieben, aber schon im folgenden Jahre 1794 kamen sie in die Nähe, und der Gouverneur der Stadt erklärte der Kommunität, er könne ihnen nicht helfen wenn sie nicht innerhalb 24 Stunden aus der Stadt zögen. Die besten Kirchengefäße und Geräte hatte ihr Agent heimlich weggeschafft, und er allein wußte den Ort. Sie sollten später zu ihren Gunsten verkauft werden. Die Nonnen packten am Samstag das Nötigste zusammen und hatten

das seltene Glück, drei Kutschen mieten zu können. Am Sonntage nach der hl. Messe fuhren sie nach Antwerpen. Nur die alte Äbtissin blieb zurück, trotz aller Bitten ihrer Töchter. In Antwerpen hatten sie die größten Schwierigkeiten, eine Nachtherberge zu finden; erst gegen 11 Uhr nachts waren alle, aber an verschiedenen Orten, untergebracht. Zwei Tage später bestiegen sie eine Barke mit nur zwei Betten für 28 und segelten gegen Rotterdam. Sie durften dort erst landen, nachdem der herbeigerufene englische Konsul sie als britische Untertanen anerkannt hatte, und konnten sich erst nach Mitternacht in ein Gasthaus begeben, welches für 28 Religiosen nur 12 Betten aller Art zur Verfügung stellen konnte. Erst eine Woche später fanden sie ein Kauffahrteischiff, das nach London segelte. Der heimtückische Lotse wollte an die französische Küste steuern, wurde aber vom Kapitän daran verhindert. Die Fahrt von Rotterdam bis London erforderte volle 14 Tage. Sie wurden vom Bischofe freundlich empfangen und zogen nach Winchester, wo der Pfarrer, der spätere berühmte Bischof Millner, ihnen ein Haus besorgte. Sie blieben dort, bis sie die zu engen Gebäude im Jahre 1856 verließen und sich an ihrem jetzigen Wohnorte East Bergholt ansiedeln konnten. Ihre Flucht hatte verhältnismäßig wenig Schwierigkeiten, weil sie sich zeitig entfernten und für die Reise weltliche Oberkleider besorgt hatten.

Von Paris nach Colwich. Die eben genannte Kommunität von Brüssel war von den 17 flüchtigen englischen Nonnenfamilien die erste, welche in England ankam. Das könnte sonderbar scheinen, weil ja die Pariser Nonnen schon früher angegriffen wurden als die in Flandern. Daß die Nonnen von Paris als die letzten Benediktinerinnen in England landeten kommt daher, daß sie (wie ihre Mutterkommunität von Cambrai-Stanbrook) eingekerkert waren, und zwar fast ebensolange als diese, nämlich vom Oktober 1793 bis März 1795, also fast anderthalb Jahre.

Am Anfange der Revolution wurden die englischen Nonnen als Ausländerinnen noch in Ruhe gelassen, selbst als ihre geistlichen Mitschwestern französischer Nationalität längst aus ihren Klöstern vertrieben waren. Aber die Besetzung von Toulon durch die Engländer brachte im September 1793 eine Änderung der Sachlage. Die Einziehung der Güter aller britischen Untertanen traf auch die Nonnen; sie wurden im Kloster eingekerkert und mußten sich sechsmal den rohen Hausaussuchungen der Revolutionäre unterwerfen, welche schließlich mit heiligen Bildern, Geräten und Gewändern Spott trieben. Nach sechs Monaten wurden sie mit den „blauen" Franziskanerinnen im Kloster der Augustiner-Chorfrauen und zugleich mit letzteren eingekerkert. Erst nach dem Neujahr 1795 war es ihnen mög-

lich, dort wieder der hl. Messe beizuwohnen, und anfangs März erhielten sie die Erlaubnis zur Heimkehr. Von dieser machten sie sogleich Gebrauch aus Furcht, daß dieselbe widerrufen werde. Sie erhielten für zwei Monate von der französischen Regierung 40 Sous täglich pro Kopf. Dafür verloren sie aber ihr ganzes bisheriges Eigentum.

Sie kamen in einem dänischen Schiffe von Calais nach Dover am 4. Mai 1795. Sie bezogen ein ärmliches Haus in Dorsetshire, zogen 1807 nach dem von Lord Clifford gemieteten größeren Hause in Cannington, Somersetshire, und schließlich 1836 als eine angewachsene stattliche Kommunität nach ihrem jetzigen Wohnsitze Colwich in Staffordshire.

Von Cambrai nach Stanbrook. Das Mutterhaus der eben genannten Kommunität, nämlich die Kommunität von Cambrai, brauchte ebenfalls längere Zeit bis zur Übertragung nach England, weil diese Nonnen ebenfalls (von Oktober 1793 bis April 1795) in der Gefangenschaft schmachteten. Ihre Schwierigkeiten übertrafen noch die der schon erwähnten Ordensfrauen. Seit anfangs 1793 lauteten die Nachrichten immer bedrohlicher. Gemäß eines Dekretes wurden sie am 13. Oktober als „feindliche Ausländerinnen" verhaftet und ihr Eigentum konfisziert. Vier Tage später wurden die 22 Nonnen in einer Kutsche und zwei Karren fortbefördert und kamen nach mehrtägiger Reise mit elenden Nachtquartieren nach Compiègne. Sie hatten nur das Ordensgewand als Bekleidung, weshalb der Pöbel bei ihrer Durchreise sie beständig anjohlte und ihre Hinrichtung verlangte. In einem leeren Kloster in Compiègne waren ihre Mitgefangenen die französischen Karmeliterinnen, die künftigen Märtyrer. Die Nonnen hatten auf dem ganzen Wege nie ihren Bestimmungsort erfahren und wußten nicht, welches Schicksal ihrer wartete. Im neuen Jahre 1794 waren sie alle krank, und weil sie von März an ihre schlechte Kost nicht weiterbezahlen konnten, wurden sie auf schwarzes Brot und Wasser beschränkt. Zwei Monate später wurden sie von Beamten bedroht, beschimpft und gänzlich ausgeraubt. Als am 12. Juli ihre Mitgefangenen, die Karmeliterinnen, zur Hinrichtung nach Paris geschleppt wurden, mußten auch die Benediktinerinnen sich auf das nämliche Schicksal gefaßt machen. Drei Tage später wurde ihnen befohlen, sich andere Kleider zu machen als Vorbereitung auf ihre Fahrt nach Paris. Das konnte nur ihre Hinrichtung bedeuten. Diese war in der Tat schon beschlossen, aber dann kam der Sturz Robespierres und das Ende der Schreckensherrschaft. Die angeordneten Hinrichtungen unterblieben, aber die armen Nonnen mußten während des folgenden harten Winters in ihren Gefängnissen bleiben. Während der 18 Monate im Gefängnisse konnten sie

nur einmal der hl. Messe beiwohnen. Im Frühjahre 1795 baten sie um Reisepässe nach England, welche sie schon nach 10 Tagen erhielten. Mit Hilfe eines englischen Wohltäters konnten sie, aber nur mit Schwierigkeiten, Wagen nach Calais mieten. Auf dem Wege kamen sie an ihrem Kloster in Cambrai vorbei, das damals als Gefängnis diente. Der Anblick war zu schmerzlich, als daß sie ein Verlangen zum Anhalten gehabt hätten, und bald war die alte ehemals so schöne Heimat ihren Blicken entschwunden. Sie kamen in einem dänischen Schiffe nach Dover und fanden in London eine Unterkunft in einem Hause, welches ihnen der protestantische Herzog von Buckingham zur Verfügung stellte. Auch in der friedlichen Heimat vergaßen sie nicht leicht, daß sie der Guillotine nur knapp entkommen waren. Von London zogen sie zuerst nach Woolton in Lancashire, dann 1807 in das ihnen geschenkte Landhaus von Salford in Warwickshire. Als dieses zu enge wurde, übersiedelten sie 1838 nach ihrem jetzigen Sitze in Stanbrook bei Worcester, der alten Benediktinerstadt. Ein neues schönes Kloster mit prächtiger Kirche ersetzt seit einiger Zeit das frühere geräumige Landhaus. Fremde kommen von allen Seiten zu dem Kloster, in dem neben der Pflege musterhaften Chorgesangs reges wissenschaftliches Leben herrscht.

Von Dünkirchen nach Teignmouth. Wie schon erwähnt, war Dünkirchen als königliches Stift von Gent aus auf damaligem englischem Boden gegründet worden. Die Stadt war aber bald nachher an Frankreich verkauft. Im Oktober 1793 wurden die Nonnen im Wagen unter starker Eskorte in das englische Klarissinnenkloster der Stadt überführt und mit den dortigen Schwestern als Gefangene behandelt. Nach vier Tagen erhielten beide Kommunitäten den unerwarteten Befehl, sich gleich reisebereit zu machen, ohne daß ihnen das Reiseziel mitgeteilt wurde. Fünfzig (!) Soldaten begleiteten die 40 Gefangenen zum Hafen, und einer der Offiziere schlug dem Kapitän des französischen Schiffes vor, er solle die ganze Gesellschaft ertränken. Der Kapitän war aber menschlich gegen sie und landete sie am Abend in Gravelines. Dort wurden beide Kommunitäten im Kloster der englischen Klarissinnen der Stadt und zugleich mit diesen eingekerkert. Dort blieben sie alle 18 Monate lang. Ohne wohltätige Hilfe von außen wären wohl die meisten an Erschöpfung gestorben; denn offiziell wurde ihnen bloß Brot und Wasser gereicht. Zudem hatten sie in dem schrecklich kalten Winter kein Heizmaterial, und um völliges Erfrieren zu vermeiden mußten, die wenigen Möbel des Hauses verbrannt werden. Die Behandlung durch die Gefangenenwärter war äußerst roh. Bald wurde es ihnen bekannt, daß alle drei englischen Kommunitäten auf der Hinrichtungsliste stan-

den. Wie ihre Schwesternkommunität Cambrai wurden auch die Dames von Dünkirchen durch den Sturz der Schreckensherrschaft vom Schafotte gerettet.

Ende März 1795 erhielten alle drei Kommunitäten die Erlaubnis nach England zurückzukehren, und einen Monat später waren sie zur Überfahrt von Calais nach London bereit. In der Zwischenzeit hatten sie sich weltliche Kleidung zurechtgemacht, und zwar aus den verschiedensten Stoffen, sogar aus Bettüberwürfen; denn Ordenskleider waren damals in England unbekannt und gesetzlich verboten. In London konnten sie sich in dem früheren Kloster der Schwestern der Maria Ward (in Deutschland Englische Fräulein genannt) heimisch einrichten, und blieben dort fast 70 Jahre. Im Jahre 1875 zogen sie nach Teignmouth in Devonshire. Neben manchen andern alten Gebräuchen halten diese Nonnen an ihrer althergebrachten Tagesordnung fest und stehen um 1^{30} früh zur Matutin auf. Sie haben Ewige Anbetung und besondere Andachtsübungen um die Einigung der englischen Kirchen.

Von Gent nach Oulton. Seit dem Vordringen der Franzosen nach Flandern im Jahre 1793 waren die Nonnen von Gent in ständiger Gefahr. Sie waren so klug gewesen, ihre Wertsachen zeitig nach England zu schicken, ebenso ihre Zöglinge. Aber sie selbst blieben etwas zu lange. Zwar hielten die verbündeten Österreicher und Engländer die Feinde eine Zeitlang zurück; aber bald drangen diese in die Stadt ein, und nach heftigen Straßenkämpfen mußten die Alliierten weichen. Nun mußte die Kommunität in aller Eile fliehen. Ein Freund des Hauses, Mr. Dicconson von Wrightington in Lancashire war absichtlich von England nach Gent gekommen, um der Kommunität zu helfen und ihr sein eigenes Haus in England zur Verfügung zu stellen. Der britische Kommandant, der Herzog von York (ein königlicher Prinz), besorgte ihnen genügend militärische Wagen, um alles bewegliche Eigentum nach Antwerpen zu schaffen. Aber nur die Hälfte der Nonnen konnten im ersten Schiffe überfahren, und gingen dann von London nach dem fernen Norden. Die Zurückgebliebenen versuchten dann, freilich unkanonisch, der Kommunität dadurch zu helfen, daß sie auf eigene Faust das Kloster an einen Bürger aus Gent verkauften; leider erhielten sie schließlich dafür keinen Pfennig. Diese zweite Gruppe landete kurz nachher in Dover in äußerster Armut. Weil sie keine Mittel für die lange Landreise hatten, dauerte es acht Monate, bis alle Nonnen im neuen nordischen Heim zusammenkamen.

Da Klosterfrauen in jener Gegend seit 250 Jahren nicht mehr gesehen worden waren, verursachte die Ankunft der Flüchtlinge kein geringes Aufsehen. Mr. Dicconson's Kutscher,

der beauftragt war, die Nonnen abzuholen, und der vergebens bei der Dienerschaft nachgefragt hatte, was eigentlich Nonnen, seien, kam zum Schlusse, es müsse eine neue Art von Kartoffeln sein, die eben von Frankreich angekommen seien. Etwas ähnliches ereignete sich, als sich die Kommunität in Caverswall, Staffordshire, angesiedelt hatte. Ein Protestant war begierig, eine Nonne zu sehen, und als er schließlich eine der Damen erblickte, rief er verwundert aus: „Aber Sie sind ja eine Frau!"

Im April 1795 mieteten sie ein Haus in Preston. Die Regierung gab diesen Nonnen, wie den andern, welche vor November 1794 gelandet hatten, je 10 Pfund als jährliche lebenslängliche Rente eine große Hilfe in ihrer bitteren Armut. Für mehrere Jahre konnten sie sich keine Ordenskleider beschaffen, und erst viel später hatten sie wieder Kukullen. Die Kommunität hatte bei der Äbtissinwahl 1797 nur zehn Chorfrauen, und 1799 nur noch sieben. Im Jahre 1809 verließen sie ihr gemietetes Haus und siedelten nach Caverwall Castle über. Dort wuchs die Kommunität, und weil die Gebäude für die 29 Insassen nicht erweitert werden konnten, zogen sie 1853 in das stille Landgut Oulton, wo sie jetzt ein schönes Kloster mit stilreiner gotischer Kirche und einem Mädchenpensionate haben.

Von Ypern nach Kylemore in Irland. Ypern war die dritte Gründung der eben genannten Kommunität von Gent-Oulton. Lange war das Kloster, wie wir sahen, kaum lebensfähig gewesen, und war als irische Kommunität einmal nach Dublin gewandert. In der Folge fehlte es kurze Zeit fast ganz an irischen Berufen, weil die bisherigen wohlhabenden Familien verarmt waren. 1794 wurde die Stadt zwei Wochen lang von den Franzosen bombardiert. Die Kommunität mußte während der Zeit im Keller wohnen, aber sie wollte nicht abziehen. Nach fünf Jahren wurde das Kloster offiziell aufgehoben und die Gebäude über ihren Kopf verkauft; aber sie blieben. Mehrmals wurde der Tag festgesetzt, an welchem sie ausziehen sollten, aber der Befehl wurde immer wieder zurückgenommen. Endlich wurde ihr Auszug auf den 13. November (Fest Aller Heiligen OSB) festgesetzt. Aber ein stürmischer Regen machte die Reise völlig unmöglich. Am nächsten Tage kam die Nachricht von dem Staatsstreich des 9. November in Paris, und die Nonnen durften „vorläufig" bleiben. Die energische Äbtissin Lady Brigit Lynch kaufte bald nachher die Gebäude um einen hohen Preis zurück. Trotz aller Hindernisse und großer Armut infolge dieses Rückkaufes wuchs die Zahl der Religiosen, welche 1810 auf 14 gefallen war. Die Vereinigung der katholischen Niederlande mit dem kalvinistischen Holland im Jahre 1815 brachte keine der gefürchteten schlimmen Folgen. Gefährlicher waren die Unruhen in der Stadt während des belgischen

Unabhängigkeitskampfes im Jahre 1830; aber auch diese Gefahr ging glücklich vorüber. Im Jahre 1860 war es der Kommunität möglich, ihr Kloster gänzlich umzubauen. Merkwürdigerweise war damals keine einzige irische Nonne in der Kommunität. Das änderte sich bald, und unter einer neuen französischen Äbtissin wuchs die Zahl der Berufe. So ging es voran bis zum Weltkriege. Selbst da wichen die irischen Damen erst, als ihr Haus durch die Beschießung gänzlich zerstört war. Im Oktober 1914 zogen sie nach England und waren längere Zeit die geehrten Gäste ihrer Mutterkommunität Gent-Oulton. Sie hatten fast nichts von ihrem Eigentum retten können. Sobald sie von den irischen Katholiken genügend Hilfe bekamen, zogen sie nach Irland, zunächst in ein geräumiges gemietetes Haus im Süden. 1920 erwarben sie das große schloßartige Herrenhaus Kylemore, an einer der schönsten Stellen in Irland.

Nur die von Gent gestiftete Kommunität von Boulogne-Pontoise ist (schon seit 1786) ausgestorben. Die anderen historischen englischen Kommunitäten haben sich in den letzten 140 Jahren stetig entwickelt. Die ansehnlichen Konvente besitzen jetzt reges geistiges Leben und geeignete monastische Gebäulichkeiten; sie sind allgemein geachtet und verehrt, nicht zum wenigsten von ihren protestantischen Nachbarn. Ihre Vorfahren haben noch vor hundert Jahren in Tränen säen müssen; die jetzige Generation kann die Ernte einheimsen, welche in ihren Gottesgärten gewachsen ist.

Literarische Umschau.

Devrient E., Urkundenbuch der Stadt Jena und ihrer geistlichen Anstalten: III. Band (Thüringische Geschichtsquellen N.F. III. Band, 3. Teil), Jena, Gustav Fischer 1936, 8°, 418 S. geh. RM. 18.—.

Rüthning G., Oldenburgisches Urkundenbuch der Kirchen und Ortschaften der Grafschaft Oldenburg Band VII, Gerh. Stalling, Oldenburg 1934, 4°, 126 S.

Welti Fr. E., Die Urkunden des Stiftes St. Martin in Rheinfelden (Aargauer Urkunden V), Sauerländer, Aarau-Leipzig 1935, 8°, 384 S.

Hörger K. und **Weirich** H., Urkundenbuch der Reichsabtei Hersfeld. I. Band, 1. Hälfte (Veröffentl. d. hist. Komm. f. Hessen und Waldeck XIX, 1), Marburg, Elwert 1936, 8°, 208 S.

1. Das Jenaer UB. (Band I: 1182—1405, Band II: 1406—1525) will als Urkundenbuch alter Art, wie es selbst sagt, betrachtet werden, d. h. nicht sosehr als eine Sammlung von UU. im engeren Sinn, sondern als Zusammenstellung von allen Quellen urkundlichen Wertes (Briefe, Akten usw.). So bringt es neben umfangreichen Nachträgen zu den schon vor einer Generation erschienenen ersten beiden Bänden das namenreiche Totenbuch des Jenaer Dominikanerklosters (1380—1524), ein Jahrtagstiftungsbuch von 1509 und zahlreiche Dokumente aus der Zeit der Glaubensspaltung, unter denen sich auch mehrere des Jenaer Zisterzienserinnenklosters St. Michael befinden. Die Bände in ihrer Genauigkeit und übersichtlichen Form erreichen ihr Ziel, Grundlage einer verlässigen Jenaer Stadtgeschichte zu bilden ebenso wie sie sich durch das gute Register als wertvolle Quelle der Orts- und Familiengeschichte erschließen.

2. Während der IV. Band des Oldenburgischen UB. die Klöster umfaßt, werden in dem vorliegenden VII. die Urkunden der Landpfarreien behandelt, die unter anderem auch für die Geschichte des Benediktinerklosters St. Paul bei Bremen wichtig sind.

3. Aus den Beständen des aargauischen Staatsarchives werden mit 2022 Nummern die UU. des Chorherrnstiftes St. Martin in Rheinfelden und der damit verbundenen Pfarrei herausgegeben. Erschwerend ist bei der Lesung die Verwendung von deutschen Lettern bei den lateinischen Texten.

4. Als eine wahrhaft würdige Erinnerung an ihr 1200jähriges Jubiläum hat die Stadt Hersfeld mit Unterstützung der historischen Kommission für Hessen und Waldeck die Herausgabe der UU. der berühmten Reichsabtei, der die Stadt Herkunft und Bedeutung verdankt, der berühmten Stiftung Sturms und Lullus', beschlossen. Obwohl die Herausgabe durch den zu frühen Tod des ersten und hauptsächlichsten Bearbeiters Dr. Karl Hörger wesentlich verzögert wurde, gelang es doch wenigstens die erste Hälfte zum Festjahr erscheinen zu lassen, die mit 119 Nummern bis zum Jahr 1100 reicht. Wenngleich mehrere UU., namentlich die Königsurkunden in den MGerm. schon ihre Herausgabe gefunden haben, so bildet doch ihre Zusammenstellung, vor allem aber die übersichtliche Ausgabe, der Hinweis auf die gesamte einschlägige Literatur und die Faksimilebilder die Grundlage zu

einer Geschichte des berühmten „Trutzfulda" und ein wertvolles Quellenwerk des heimischen Benediktinertums, wie der mitteldeutschen Siedlungsgeschichte. R. B.

Bruckner A., Schreibschulen der Diözese Chur (Scriptoria medii aevi Helvetica, Band I), Roto-Sadag, Genf 1935, 2°, Text 94 S., 128 Abb. auf 48 Blättern.

Mohlberg C., Mittelalterliche Handschriften (Katalog der Handschriften der Zentralbibliothek Zürich I, 1.—3. Lieferung), Zürich 1932—1936, 4°.

Wirtgen, B., Die Handschriften des Klosters St. Peter und Paul zu Erfurt bis zum Ende des 13. Jahrhunderts. Harrassowitz, Leipzig 1936, 8°, 138 S., 28 Abb.

Lechner Joseph, Die spätmittelalterliche Handschriftengeschichte der Benediktinerinnenabtei St. Walburg/Eichstätt (By.) (Eichstätter Studien Band II), Aschendorff, Münster 1937, 8°, 104 S. RM. 5,25.

Wehmer C., Die Namen der gotischen Buchschriften (Zentralblatt f. Bibliothekswesen 49, Heft 1, 2, 4, 5).

1. Paläographie ist innerhalb der Geschichte des Benediktinertums mehr als eine bloße Hilfswissenschaft. Hier tötet der Buchstabe nicht, sondern macht lebendig und läßt Zusammenhänge mönchsgeschichtlicher Art erkennen, wo andere Quellen fehlen oder noch schweigen. In dem vorliegenden großangelegten und prächtig aufgemachten Werk werden die ma. Entwicklungsstadien der Schrift in einem Gebiet dargelegt, das den Vorzug einer gewissen Abgeschlossenheit, aber auch den Reiz eines Treffgebietes antiker und alemannischer Kultur aufweist, des alten Bistums Chur, des heutigen Graubünden. Im ersten Teil wird zunächst das „Buchstabenbild" einer Schrift herausgearbeitet, dem Bruckner den Namen „churrätisch" gibt, dem freilich kein zu langer Bestand beschieden war. Gegen 830 wird es von der karolingischen Minuskel verdrängt. Der zweite Teil geht der Überlieferung der spärlich erhaltenen — Bruckner schätzt sie nur auf 10% — churrätischen Schriftdenkmäler nach und muß sich so mit der meist recht dürftigen Geschichte der Churer Bibliothek befassen, unter denen hier neben der Domkirche und Domkapitel, den Stiften St. Lucius und Nikolaus in Chur, dem Prämonstratenserkloster Churwalden, den Kanonissenstiften Schännis und Kazis auf die Klöster der Benediktiner in Münster (Nonnen) Müstrail (?) und vor allem auf Pfävers und Disentis verwiesen sei. Bestimmte Skriptorien lassen sich bei dem Mangel an Nachrichten nicht feststellen. Der dritte Teil bringt eine vielfach erstmalige Beschreibung von ungefähr 260 Churer Hss., die aber, von Disentis und Münster abgesehen, meist nicht mehr auf graubündnerischem Boden lagern wie Pfävers in St. Gallen und einige sehr wertvolle in Einsiedeln. Die Inhaltsangabe der Hss. ist vielleicht manchmal ausführlicher zu wünschen. Hoffentlich bleibt das große und gut begonnene Werk nicht stecken!

2. Von den bisher behandelten Hss. der Zentralbibliothek Zürich umfaßt die 1. und 2. Lieferung die Hss. der ehemaligen Stadtbibliothek und der ehem. Stiftsbibliothek Großmünster, während die 3. 215 Hss. der alten Abtei Rheinau mit ihren zahlreichen frühmittelalterlichen Kostbarkeiten der Liturgie- und Regelgeschichte beschreibt. Die Aufnahme liegt in der bewährten Hand Kunibert Mohlbergs, der auf Notizen Germain Morins und alter Benediktiner aufbauen kann. Nirgends zitiert finde ich P. Rudolf Henggelers wertvolles Rheinauer Profeßbuch (erschienen 1932). Der vierte Faszikel wird das Register und den Abschluß des ersten Bandes bringen.

3. Die tüchtige Berliner Dissertation beabsichtigt keine trockene Rekonstruktion der alten Bibliothek von St. Peter in Erfurt, obwohl sie die

bisherigen derartigen Versuche (vgl. auch diese Zeitschrift) bedeutend zu ergänzen weiß, sondern will die Entwicklung und Eigenart einer klösterlichen Schreibschule geben, die gerade nicht zu den großen Deutschlands wie die Reichenau oder Fulda gehört, aber doch unter den mitteldeutschen Klöstern seine Bedeutung hat. An Hand von chronologisch geordneten Hss. wird die Schreibschule des bedeutendsten Erfurter Klosters untersucht, deren Entstehung wiederum eine Frucht der Hirsauer Reform ist, der die ersten zwei Äbte angehören. Freilich war dieser befruchtenden Reformwelle durch die geographische Lage wie unglückliche äußere Umstände (Brände, Kriege) keine allzu lange Dauer beschieden, wie den schwäbischen Klöstern Zwiefalten und Weingarten, die an monastischer Lebenskraft das Mutterkloster überlebten. Doch kann St. Peter aus der kurzen anfänglichen Blütezeit bedeutende Werke der Schreib- und Buchtechnik aufweisen, als deren besondere Züge genannt werden: „Enger Anschluß an den Hirsauer Stil, Zurückhaltung in den Neuerungen der Schrift, Kargheit in den Motiven, scharfe Abneigung der Farben und vollkommene Ablehnung der Miniaturen bei der Malerei." Ein neues Aufleben seiner ersten Blüte war St. Peter in einer Zeit des sonstigen Verfalls, im 15. Jahrhundert beschieden.

Neben den in St. Peter verfertigten Hss. werden dann auch noch jene gesammelt und eingehend untersucht, die anderswo entstanden sind. Merkwürdig ist die größere Reihe an Hss. aus der Zeit vor der Gründung von St. Peter (1060). St. Peter besitzt eine zweifellos gefälschte und schon früh als solche erkannte Gründungsurkunde, die das Kloster in die Karolingerzeit hinaufrückt. Wer sich mehr mit den Anfängen unserer Klöster befaßt, gewinnt immer mehr Achtung vor derartigen „Fälschungen", die sich manchmal trotz ihrer offensichtlichen Unechtheit und Tendenz doch als verwischter und entstellter Nachhall alter und guter Traditionen erweist. Doch gehört diese Frage so wenig zum Gegenstand des Bearbeiters des Hss.-Fonds, wie sie dem Ortshistoriker überlassen bleiben muß. Möglicherweise sind diese alten Hss. wirklich nur Erwerbungen aus späterer Zeit. — Die Arbeit besitzt wertvolle Anhänge: Ergänzungen zu den früheren Zusammenstellungen der petriner Hss., ihr gegenwärtiger Aufenthalt (viele in Pommersfelden), ihre Zusammengehörigkeit nach Buchschmuck und Initialen, ihre zeitliche Gruppierung und 14 doppelseitige Tafeln.

4. Der Handschriftenbestand unseres bayerischen Benediktinerinnenklosters St. Walburg in Eichstätt, der durch Zufälligkeiten teilweise noch heute im Kloster vorhanden, kann an Bedeutung naturgemäß nicht verglichen werden mit dem eines großen ma. Benediktinerklosters. Es sind dort heute nur mehr 6 lateinische (XIV.—XVI. s.) und 24 deutsche Hss. (ohne jene wenig bedeutenden des XVIII. s.) erhalten. Aber der kleine Fond gibt ein gutes Bild der geistigen Strömungen und Höhepunkte. So zeigt die verhältnismäßig größere Zahl von Hss. des XV. s., wie auch St. Walburg, wenn auch nicht unmittelbar, hineingezogen war in die Reformwelle Melk-Tegernsee ebenso wie über das benachbarte Rebdorf in die Windsheimer Bewegung der Augustinerchorherren. Aufschlüsse über Zusammenhänge mit der Benediktinerinnenabtei St. Maria in Boppard gibt Cod. germ. 6, der f. 8—93 eine m. W. unbekannte Übersetzung der Benediktinerregel des XV. s. enthält. Die Beschreibung der Hss., die auch für die Geschichte der deutschen Mystik von Bedeutung sind, ist mit liebevoller Genauigkeit durchgeführt. Ein trefflicher Kommentar unterrichtet gut über Schreiber, Autor und Geschichte der einzelnen Hs.

5. Eine mit großer Belesenheit aus verstreuten Quellen geholte Untersuchung der früheren Namen der Buchschriften, besonders der Bezeichnung ‚gotische' Schrift. Als erster beschäftigte sich bekanntlich Mabillon in seinen Sex libri de re diplomatica mit den Schriftarten und damit auch mit den Namen.

München. R. B.

Graham R., A Picture-book of the Life of St. Anthony the Abbot, executed for the Monastery of Saint-Antoine de Viennois in 1426. Oxford, J. Johnson 1933, 4°, 26 p., 11 pl.

In Saint-Antoine de Viennois in der Dauphiné, von 1083 bis 1297 Priorat der Benediktinerabtei Montmajour bei Arles, dann den Hospitalitern vom hl. Antonius zugesprochen, wurden die Reliquien des Mönchsvaters aufbewahrt. Ein großer gemalter Teppich zeigte sein Leben in Bildern, die ein Bilderbuch wiederholte, dessen Original jetzt in Malta, ein Duplikat in Rom liegt. Da die Bilder die Ikonographie weithin beeinflußten, verdienen sie die eingehende Untersuchung, die ihnen die Verfasserin mit Aufgebot ihrer profunden Gelehrsamkeit widmet. Die Reproduktionen sind scharf trotz kleinsten Formates. H. L.

Theobald W., Technik des Kunsthandwerks im zehnten Jahrhundert. Des Theophilus Presbyter Diversarum artium schedula in Auswahl neu hg., übersetzt u. erläutert. Mit 152 Textbildern und 4 Faksimiletafeln. Berlin VDI-Verlag 1933. 4°, 584 S., geb. RM. 60.—.

Die älteste Handschrift dieser Schedula geht fast direkt an die Entstehungszeit dieses ganz eigenartigen Werkes hinauf, die man in die Gründungszeit des Kölner Benediktinerklosters St. Pantaleon 947 legt. Es ist die Wolfenbütteler Hs. „Gudianus", die Lessing 1774 wieder entdeckte; einem Vitruvtext beigebunden lag sie im Anfange des 11. Jahrhunderts im Pantaleonskloster und wurde im 12. kollationiert.

Der verdienstvolle Herausgeber hat bei der Textgestaltung ganz neue Wege eingeschlagen. Wohl bringt er in Anlehnung an die französische (1843), englische (1847) und deutsche (1874) Ausgabe die Textvarianten der verschiedenen Hss. in ganz kurzen Anmerkungen zum Texte, aber dem Ingenieur geht es mehr um die Ermittlung der technisch wahrscheinlichsten Fassung der Schedula. Darum entnimmt er seinen 3 Hauptquellen, den ältesten Ms., jeweils das technisch Richtigere und ergänzt es durch passende Angaben der jüngeren Codices, um so zur technisch wahrscheinlichsten Kombination zu kommen. Er versäumt aber nicht, ausführliche Begründung seiner Textänderungen zu geben, wo sie nicht ohne weiteres durchsichtig sind. Diese bringt er als zusammenhängende Erläuterungen in einem eigenen Abschnitte. Schon dessen Umfang von 315 Seiten gegen die 175 des zweisprachigen Textes zeigt, daß diese Erläuterungen die Hauptsache des respektablen Quartbandes ausmachen.

Da wird nämlich der Herausgeber nicht müde, jedes Verfahren, Gerät, Werkzeug und Maschine des Theophilus mit einer erstaunlichen Literaturkenntnis zu erläutern. 20 Seiten umfaßt sein Schrifttumverzeichnis. Was nämlich der Beschreibung der Technik vor 1000 Jahren unklar oder fremdartig ist, wird durch Rückblick ins Altertum und Ausblick in die neueste Zeit dem Verständnis nahegebracht, indem die auf der Entwicklungslinie von jenem zu dieser liegende theophilische Stufe der Technologie ermittelt wird. Was keiner der früheren Herausgeber des Theophilus gewagt, das ist dem Ingenieur selbstverständlich: Zeichnungen begleiten die Erläuterungen; vielfach werden die Hilfsmittel des Mittelalters nach jenen Angaben wiederhergestellt und erweisen sich als durchaus zweckmäßig. Ja es wurden Versuche in Glasmalerei und -brennerei nach des alten Benediktiners Anweisungen mit bestem Erfolge durchgeführt. Weil dem Kunsthandwerke dieser Band gewidmet ist, so wurden die Angaben über die Ölmalerei des ersten Buches ganz weggelassen, dafür aber die Vorbereitung und Herstellung aller anderen, für den Gottesdienst notwendigen Dinge wie Fenster, Orgel und Glocken, Bücher, Kelch, Meßkännchen und Rauchfaß um so ausführlicher behandelt.

Die Frage, ob nicht Rogerus, der Verfertiger der wertvollsten Goldschmiedearbeiten des Paderborner Domschatzes aus dem Helmershausener

Kloster 998, und Philotheus, der Verfasser der Schedula um 950, identisch seien, weil an jenen Meisterwerken so viele Sondervorschriften des letzteren sich ausgeführt finden, hat Theobald in Anschluß an Degerings, des ehem. Vorstandes der Handschriften-Abteilung der Berliner Staatsbibliothek, Ausführungen zurückgewiesen.

Ein 15 Seiten mit je 3 Spalten umfassendes lat.-deutsches Fachwörterverzeichnis bietet wesentliche Ergänzungen zu Du Cange und derartigen Wörterbüchern; bei den 23 Seiten deutschen Sachverzeichnisses zur Schedula wird nur der Wunsch rege, dasselbe auch auf die Erläuterungen ausgedehnt zu sehen. Dann würde man nämlich leichter auffinden können, was an Notizen über alle möglichen Einzelheiten aus Handwerk, Kunst- und Kulturgeschichte hier so überreich zusammengetragen ist.

St. Ottilien. D. Enshoff.

Pérez de Urbel Justo, Los Monjes españoles en la edad media. Tomi 2. Instituto de Valencia de Don Juan, Madrid 1934. 8°. 529 u. 645 S.

Das Werk verdient den Titel eines Opus desideriorum. Schon lange vermißte man eine zusammenfassende Geschichte des spanischen Mönchtums nach kritischen Gesichtspunkten. Seitdem man P. Justo Pérez de Urbel aus seinen tiefschürfenden Artikeln im Boletín de la Academia de Historia oder in der Encyclopedia Universal kennengelernt hatte, galt er als der berufene Mann, diese Aufgabe zu lösen. In zwei umfangreichen Bänden legt er uns das Ergebnis der Zusammenschau seiner Forschungen dar. Die Einleitung (I 21—83) über die Anfänge des Mönchtums überhaupt schließt schon mit dem Hinweis auf die Ausnahmestellung, die das spanische Mönchtum lange Zeit in der Entwicklung eingenommen habe, eine Ausnahmestellung, die vor allem in der nationalen Ausprägung begründet sei. Der 1. Teil der eigentlichen Untersuchungen (I 85—162) behandelt die Aszeten und das klösterliche Leben in der Zeit der römischen Herrschaft; vielleicht könnte hier Pérez am ehesten noch andere Ansichten wachrufen (vgl. z. B. Bacquiarius und Etheria). Sicher die wertvollsten Abschnitte sind Teil 2: Entwicklung des Mönchtums in der spanisch-westgotischen Monarchie (I 163—528), und Teil 3: Das Leben in den westgotischen Klöstern (II 1—250), für uns besonders aufschlußreich, da sie ja den beherrschenden Einfluß germanischer Anschauungen in hellstem Lichte zeigen. Teil 4: Die Mönche in der Zeit der Reconquista, kann sich demgegenüber wieder kürzer fassen, da hier schon viel mehr vorgearbeitet ist. — Die methodische Anlage des ganzen Werkes ist meisterhaft, ebenso auch die Darbietung der Forschungsresultate und das Aufzeigen der Entwicklungslinien, meisterhaft die plastische Herausarbeitung der großen Mönchsgestalten. Wir in Deutschland wären freilich gewohnt und wünschten vielleicht auch, in den Angaben von Quellen und Literatur der sammelnden und sichtenden Tätigkeit des Forschers mehr ins Einzelne folgen zu können. Aber dann hätten statt der zwei Bände wenigstens drei gedruckt werden müssen und der Leserkreis wäre auf die Hälfte zusammengeschrumpft. Soweit das benediktinische Mönchtum und seine unmittelbaren Vorläufer in Frage kommen, glaubt übrigens der Berichterstatter aus eigener Kenntnis der einschlägigen Quellen und Fachwerke die wissenschaftliche Zuverlässigkeit verbürgen zu können. Es war ihm eine herzliche Genugtuung, daß der Verfasser des neuen Kalendarium um Benedictinum mit seinem verehrten Mitbruder in Silos fast in allen Einzelheiten gleicher Ansicht war.

München. A. Zimmermann.

Neuhofer Theodor, Gabriel von Eyb, Fürstbischof von Eichstätt (1455 bis 1535). Ein Lebensbild a. d. Wende v. MA. zur Neuzeit. Ph. Brönner (P. Seitz) u. M. Daentler, Eichstätt 1934, 218 S.

Gabriel von Eyb, ein Neffe des „ersten deutschen Humanisten" Albrecht v. Eyb, verdient eine so eingehende, gut belegte monographische Darstellung,

die auch das Zeitbild und alle wissenswerten Daten der Zeitgenossen gibt. Zahlreiche Notizen sind für die Geschichte der Abteien Plankstetten, Anhausen, St. Walburg u. a. von Belang. F. von Werden hat die Studie angeregt. Wäre doch jede Diözese so reich an fähigen Historikern wie das kleine Eichstätt!

Kagermeier M. Dietmunda OSF, Joseph Moritz (1769—1834) (Diss.). Buchdr. D. Eisele u. S., Augsburg, 76 S.

Die von K. A. von Müller angeregte Dissertation bietet ein angenehm lesbares Lebensbild des Ensdorfer Benediktiners, der im Geiste Desings bis 1803 als Archivar und Lehrer der Theologie im Stift, sodann als Bibliothekar in Amberg, Professor in Amberg und Dillingen, zuletzt (von 1826 ab) als Funktionär im Münchner Reichsarchiv, als Mitglied der Monumenta Boica-Kommission und der B. Akademie d. Wissenschaften der Geschichtsforschung und Geschichtschreibung sich hingab. Mit Recht findet er hier eine eigene Würdigung als Methodiker. Die Monographie begrüßen wir herzlich, auch als Beitrag zur Geschichte der Bayer. Benediktinerakademie. Im Lit.-Verz. vermißt man Lindner, den die Verf. nicht zu kennen scheint. Die Schreibweise Clocker für Karl Klocker von Benediktbeuern ist ungebräuchlich.

Juhász K. und **Schicht** A., Das Bistum Timişoara-Temesvar, Vergangenheit und Gegenwart. Tipogr. Sonntagsblatt, Timişoara 1934, 154 S., 30 Bilder.

Die erste, deutsch geschriebene Geschichte des Banater Bistums bietet hauptsächlich kurze Lebensbilder der 90 Bischöfe von dem hl. Benediktiner Gerhard (1030—46) an. Vor der Türkenzeit bestanden 21 Benediktinerstifte und das Oblateninstitut, der Benediktinerbischof Johann Gerwan von Musina (1526—29) fiel im Kampf gegen den Moldauer Woiwoden, zwei Bischöfe waren Kommendeäbte von Tihany, einer stammte aus der Propstei Grönebach, B. Franz Anton Engl, Graf von Wagrain, war Zögling der Ettaler Akademie gewesen.

München. H. L.

Maxsein A., Mönchtum heute. Styria, Graz-Leipzig 1936, 177 S., 32 Bildtafeln, Ln. RM. 4.50.

Brinkmann Bernhard, Der Ordensgedanke und die kath. Klöster in Deutschland. L. Klotz, Gotha 1936, 95 S.

Bogler Theodor OSB., Soldat und Mönch. Ein Bekenntnisbuch. J. P. Bachem, Köln, 8°, 360 S., RM. 4.80.

1. Apologie des Ordenslebens tut wieder not! Der Verfasser vorliegenden, mit vielen geschmackvollen Photos versehenen Buches ist Laie, aber theologisch versiert. Er geht mit feinem Verständnis zu Werk und weiß seine Begründungen aus der Tiefe zu holen. Dennoch kann man ihn eines verstiegenen Idealismus nicht zeihen. Seine Schilderung des hl. Benedikt und seines Ordens ist besonders Herwegen verpflichtet. Zuweilen wünschte man kräftigere Betonung der Realitäten. Denkfreudigen und innerlichen Lesern wird das Buch großen Eindruck machen.

2. „Endlich Auskunft über die kath. Mönchsorden im deutschen Reichsgebiet" verspricht der Umschlag, trifft aber damit nur den zweiten Teil des Titels und des Buches, der eine kurze und gute Statistik und Charakteristik bietet. Die ernste und irenische Richtung des Verlages garantierte schon, daß ein unerfreulicher Tageslärm und eine um jeden Preis deutschtümelnde Tendenz nicht tiefer eindrang. Der erste, ideologische Teil der Schrift sieht in den Ordensbildungen eine Art Jugendbewegung, gegen die kirchliche Gesamtmasse und gegen den „alten Menschen" in der eigenen Brust gerichtet, eine religionsgeschichtlich allgemeine und zuletzt allgemein menschliche Gemeinschaftsform. Man sieht: hier standen Harnack und

Reitzenstein Pate, auch Troeltsch und Sohm. Sehr merkwürdig berührt es, August Horneffer (!) neben dem hl. Bernhard als Gewährsmann für die Seelenverfassung eines Ordenskandidaten genannt zu sehen (S. 17). Die S. 21 und 23 zitierten Regelstellen hätten den Verfasser aufmerksam machen müssen, daß man katholischer Mönch „aus dem Glauben" und in Befolgung der „evangelischen Räte" (S. 68) wird und bleibt, nicht aus einem mysteriösen Unbehagen und einer naiven Gesellschaftskritik, die sonstige „Männerbünde" begründen mögen. So fehlt den recht anerkennenswerten Detailkenntnissen gerade in benediktinischen Dingen leider das geistige Band. Für eine wissenschaftliche Behandlung ist es zu luftig unterbaut. Zwei Behauptungen dürfen nicht unwidersprochen bleiben: Der Benediktinerorden ist heute noch kein zentralisierter Orden, und die bayerischen Benediktiner sehen im humanistischen Schulbetrieb nicht einen Abfall vom monastischen Wesen, sondern einen besonders wertvollen Dienst am Geisteserbe der Väter des Mönchtums. Schade, daß die mit soviel jugendlichem Schwung und in sehr liebenswürdigem Ton geschriebene Arbeit so unverzagt dilettantisch konstruiert!

3. Nahe- und Fernstehende werden aus diesem Buch ein sehr zutreffendes, umfassendes und eindringliches Bild von benediktinischem Mönchtum gewinnen. Der Verfasser sah in seinen Laienjahren als protestantisch erzogener Pionieroffizier, Kunsthandwerker und Industrieller die Kirche und den Ordensstand selbst von außen, so daß er zu erster Einführung die besten seelischen Vorbedingungen mitbringt. Mannhaft und ehrlich, dabei taktvoll und geschmacksicher schildert er seine monastischen Jahre, keiner Frage ausweichend, das Interesse in die Tiefe zwingend, dabei nicht ohne die Wärme edler Begeisterung. Angenehm berührt, daß er auch andere Ausprägungen benediktinischer Art als die seines Profeßklosters Maria Laach gelten läßt. Daß die bayerische Kongregation schon 1684 gegründet wurde, hat er übersehen (S. 333). Sehr nützlich ist auch die umfangreiche Literaturangabe.

München. H. Lang.

Schütz Anton, Gott in der Geschichte. Eine Geschichtsmetaphysik und -theologie. Anton Pustet, Salzburg-Leipzig 1936, 292 S.

Wenngleich das Werk nichts Ordensgeschichtliches bringt, möchten wir nicht versäumen, alle historisch Interessierten auf diesen großartigen und gelungenen Versuch einer Philosophie und Theologie der Geschichte aufmerksam zu machen. Der Verfasser, der größte ungarische Theologe der Gegenwart, bietet hier die ausgereifte Frucht langjähriger Denkarbeit, die gerade recht kommt in einer Zeit, die O. Spengler ernst nehmen konnte und von Augustins Geschichtstheologie keinen lebendigen Begriff mehr hat. Ein Blick auf das kurze Literaturverzeichnis zeigt, daß hier ein souveräner Kopf am Werke war. Auch stilistisch hat das Buch hohe Qualität.

München. H. L.

Heiler F., Urkirche und Ostkirche. (Die kath. Kirche des Ostens und Westens, Bd. I.) E. Reinhardt, München 1937, XX u. 606 S., M. 13.—.

Wer schon gegen Heilers Frühwerk „Das Gebet", das so berufene Beurteiler wie K. Adam und P. Lippert begeistert aufnahmen, die ernstesten Bedenken hatte und in desselben „Wesen des Katholizismus" bei aller Bewunderung der Materialfülle das Schulbeispiel eines aprioristischen Konstruktivismus sah, der hat das Recht und die Pflicht, das neueste Werk des hochgesinnten Gelehrten mit besonderer Genugtuung zu begrüßen. Es bildet den 1. Band einer Neubearbeitung des „W. d. K." und zeigt deutlich, wieweit Forschung, Erlebnis und praktische Erfahrung den Verfasser aus dem Bann des Liberalismus und Modernismus befreiten. Seine geschichtlichen Urteile sind äußerst behutsam geworden. Der empirischen Kirche steht er nach wie vor skrupulös wertend gegenüber, das Ideal der „evangelischen

Kallistizität" hält er fest. In beiden Punkten erweist sich, daß er aus ethischem Idealismus seine dogmatische Ideologie bildete. In dieser Ztsch. sei hervorgehoben, daß die breite Darstellung des östlichen (hier nur des frühchristlichen und des heute nicht-unierten) Mönchtums in allem Wesentlichen unproblematisch wirkt. Auch der kath. Historiker und Dogmatiker müssen sie als nicht bloß korrekt, sondern als sehr fein und tief empfinden. Da die Neigung des Verfassers mehr dem pneumatischen als dem hierarchischen Element in der Kirche gilt, versteht es sich von selbst, daß gerade die Ausführungen über Mönchtum und Mystik den stets bewundernswerten Fluß und Schwung seiner Schreibart aufweisen. Zu S. 373 sei bemerkt, daß die laus perennis in den abendländischen Klöstern Agaunum, St. Denis, St. Benigne-Dijon, Luxeuil, Marmoutier, Remiremont u. a. ein getreueres und wichtigeres Gegenstück zum östlichen Akoimetentum darstellt als die jüngeren Orden von der ewigen Anbetung (vgl. Mabillon, Annales I, 738). H. L.

Verzeichnis der besprochenen Bücher.

Auer A., Bayer. Klöster als Grundherren im Etschland I (R. B.) S. 92.
Berger A., Altzella (Hch. Schreiber) S. 307.
Bogler Th., Soldat u. Mönch (H. L.) S. 454.
Brinkmann B., Der Ordensgedanke u. d. kath. Klöster in Deutschland (H. L.) S. 454.
Bruckner A., Schreibschulen d. Diöz. Chur (S. R.) S. 450.
Buschan G., Altgermanische Überlieferungen in Kult und Brauchtum (R. B.) S. 300.
Christ K., Die Bibliothek des Klosters Fulda (R. B.) S. 90.
Devrient E., U. Buch d. Stadt Jena u. ihrer geistl. Anstalten III. Bd. (R. B.). S. 449.
Dold A. und Allgeier A., Der Palimpsestpsalter im Codex Sangallensis (R. B.) S. 90.
Eis G., Die Quellen f. d. Sanctuarium d. Mailänder Humanisten B. Mombritius (A. Z.) S. 303.
Enderlein L., Kloster Grünhain (H. L.) S. 308.
Engelszell, Abtei Engelszell (A. Z.) S. 309.
Festschrift f. Marie Andree-Eysn (R. B.) S. 300.
Fraenger W., Das deutsche Himmelreich (O. Taxis) S. 305.
Funk W., Birkenfeld a. d. Aisch (R. B.) S. 307.
Germania Pontificia, Provincia Maguntinensis (R. B.) S. 92.
Goerke C., Maria Wald (R. B.) S. 308.
Göttler J., Geschichte d. Pädagogik (P. Weigl) S. 310.
Grabmann M., Mittelalterliches Geistesleben (H. L.) S. 304.
Graham R., A Picture-book of the life of St. Anthony (H. L.) S. 452.
Greiner K., Der astronom. Figurenfries am Hirsauer Klosterturm (R. B.) S. 301.
Heider J., Reg. d. Passauer Abteilandes (R. B.) S. 93.
Heiler F., Urkirche u. Ostkirche (H. L.) S. 455.
Hellsig R., Kat. d. Hss. d. U.bibliothek zu Leipzig (R. B.) S. 90.
Hesbert R. J., Antiphonale Missarum Septuplex (R. B.) S. 92.
Heufelder E., Benedikt v. Nursia (H. L.) S. 306.
Hindringer R., Weiheroß und Roßweihe (W. v. Pölnitz) S. 303.
Hischfeld W., Zisterzienserkloster Pforta (R. B.) S. 307.
Hörger K., U.Buch d. Reichsabtei Hersfeld I. Bd. (R. B.) S. 449.
Isele E., Säkularisation d. Bistums Konstanz (H. L.) S. 310.
Juhász K., Bistum Timişoara-Temesvar (H. L.) S. 454.
Kagermeier D., Jos. Moritz (H. L.) S. 454.
Knauer P., Kloster Kamenz (A. Z.) S. 309.
Koren H., Volksbrauch im Kirchenjahr (S. v. Bornstedt) S. 299.
Kuhn A., Grundriß d. Kunstgeschichte (O. Taxis) S. 309.

Kunstdenkmäler in Kärnten, Salzburg etc. (B. R.) S. 309.
Laughlin P. Mc., Le très ancien droit monastique de l'Occident (A. Z.) S. 304.
Lechner J., Die spätma. Hss.-Gesch. d. B.Abtei St. Walburg (R. B.) S. 450.
Lorenz L., Das Geheimnis d. Bibliotheksaales v. Waldsassen (R. B.) S. 308.
v. Lutterotti N., Abt Innozenz Fritsch (A. Z.) S. 309.
Maxsein A., Mönchtum von heute (H. L.) S. 454.
Mazzoleni B., Pergamene di monasteri soppressi di Salerno (R. B.) S. 90.
Mitteis H., Lehnrecht und Staatsgewalt (W. v. Pölnitz) S. 94.
Mohlberg C., Kat. d. Hss. d. Zentralbibliothek Zürich (R. B.) S. 450.
Neuhofer Th., Gabriel v. Eyb (H. L.) S. 453.
Nowack A., Die Priester d. Z.Abtei Rauden 1682—1810 (R. B.) S. 308.
Ottaviano C., Joachimi Abbatis Liber Contra Lombardum (H. L.) S. 91.
Otto A., Liber Daticus Roskildensis (R. B.) S. 91.
Eberhard Otto F., Entwicklung d. deutschen Kirchenvogtei im 10. Jahrhundert (W. v. Pölnitz) S. 94.
Pérez de Urbel J., Los Monjes españoles en la edad media (A. Z.) S. 453.
Pfeiffer E., Bonifatius (H. L.) S. 306.
Pfeilschifter G., Friedrich Nicolais Briefwechsel mit St. Blasien (O. Taxis) S. 91.
Ders., Korresp. d. Fürstabtes Martin II. Gerbert (H. L.) S. 91.
Plöchl W., Das Eherecht des Magisters Gratianus (H. L.) S. 304.
Quasten J., Expositio antiquae liturgiae gallicanae (H. L.) S. 302.
Ders., Monumenta eucharistica (H. L.) S. 302.
Röger J. B., Das romanische Bildwerk am Nordp. d. Kirche St. Jakob in Regensburg (W. F.) S. 301.
Roth B., Seckauer und Vorauer Osterliturgie (H. L.) S. 302.
Rücker A., Ritus Baptismi et Missae (H. L.) S. 302.
Rüthning G., Oldenburg. U.Buch d. Kirchen u. Ortschaften d. Grafsch. Oldenb. Band VII (R. B.) S. 449.
Schwegler Th., Gesch. d. katholischen Kirche d. Schweiz (H. L.) S. 309.
Schütz A., Gott in der Geschichte (H. L.) S. 455.
Sehrt E. H. und Starck T., Notkers des Deutschen Werke (H. L.) S. 304.
Seligenthal, C.Abtei Seligenthal (A. Z.) S. 308.
Stapper R., Ordo Romanus Primus de missa Papali (H. L.) S. 302.
Stephan B., Heinrichau (H. L.) S. 308.
Theobald W., Technik d. Kunsthandw. im 10. Jahrhundert (D. E.) S. 452.
Tommasini A., I Santi irlandesi in Italia (W. F. S. 306.
Tröller W., Marienfeld in Westfalen (R. B.) S. 307.
Vargha D., Hongarije en de Cisterciensers (H. L.) S. 307.
Volk P., Archiv der Bursfelder Benediktiner-Kongregation (A. Z.) S. 303.
Volk und Volkstum, Jahrbuch f. Volkskunde (R. B.) S. 299.
Wagner B., Säkularisation d. Klöster im Gebiet d. heutigen Stadt Passau (R. B.) S. 93.
Wallfahrt und Volkstum in Geschichte u. Leben (R. B.) S. 299.
Wehmer C., Die Namen d. gotischen Buchschriften (R. B.) S. 450.
Weigl J., Verfassung d. B.-Klosters Kastl (B. W.) S. 93.
Welti Fr., Die U. d. Stiftes St. Martin in Rheinfelden (R. B.) S. 449.
Williams W., Bernard of Clairvaux (H. L.) S. 307.
Wirtgen B., Die Hss. d. Klosters St. Peter u. Paul zu Erfurt (R. B.) S. 450.
Zedler G., Hss. d. Nass. Landesbibliothek zu Wiesbaden (R. B.) S. 90.

Zur neuesten Chronik des Ordens.

Redaktionschluß für das nächste Vierteljahrsheft ist immer:
1. März — 1. Juni — 1. September — 1. Dezember.

Gedruckte und zu umfangreiche Chronikberichte können keine Berücksichtigung finden. Schriftleitung.

Zum gegenwärtigen Stand des Ordens.

Eine Übersicht über die gesamte, gewaltige Familie der Benediktiner und Benediktinerinnen stößt naturgemäß bei der nicht zentralisierten Verfassung des Ordens auf Schwierigkeiten. Um so freudiger wird wiederum der vom Sekretariat des Abtes Primas in Rom in mühevoller Arbeit zusammengestellte Generalschematismus[1] entgegengenommen werden. Er enthält alle Klöster des Ordens (die alte Klage über das hartnäckige Schweigen einiger weniger Frauenkonvente sollte doch langsam verschwinden) mit Angabe der Namen der Priester-, Kleriker- und Laienbrüderprofessen und verschiedenen dankenswerten Statistiken (allgemeine Übersicht, Pfarreien, Schulen, Missionen, Frauenklöster).

Die Jüngerschaft St. Benedikts weist demnach 1935 eine Gesamtzahl von 10 356 Religiosen auf und hat so seit 1930 einen Zuwachs von 1286 Religiosen (= 14%) zu verzeichnen. Dazu kommen 16 421 Benediktinerinnen (Moniales, Sorores, die in freien Verbänden lebenden Oblatinnen nicht mitgerechnet), so daß die Familiae confoederatae s. Benedicti sich mit einer Gesamtzahl von 22 777 Mitgliedern darstellen. Die Benediktiner teilen sich wie 1930 in 14 Kongregationen (kassinensische K., englische, ungarische, schweizerische, bayerische, brasilianische, französische, amerikanisch-kassinensische K., K. von Beuron, schweizerisch-amerikanische, kassinensische a P. O., österreichische, Ottilianer-Kong., belgische K.). Dazu kommen noch 5 Klöster (S. Girolamo in Rom, Brevnov und Braunau in der Tschechei, Raigern, die Wiege unserer ‚Studien und Mitteilungen', und Corbiere in der Schweiz), die keiner Kongregation angehören.

Besonders hervorgehoben sei der starke Anteil des Deutschtums am Orden, wenigstens im männlichen Zweig desselben. So herrscht von den 190 Klöstern der Benediktiner des Erdkreises wenigstens in 70 ausschließlich Deutsch als Umgangssprache. Ein noch besseres Bild gibt die Personenzahl: von den 10356 Benediktinern sind wenigstens 4600, also fast die Hälfte deutschsprachlich. Rechnet man die zahlreichen Deutschamerikaner in Nord- und Lateinamerika, namentlich auch in Ungarn und der Tschechei dazu, so dürfte man auf drei Fünftel deutschsprachiger Benediktiner kommen.

Ein Wachstum mit ungefähr 100 Religiosen seit 1930 weisen folgende Kongregationen: die schweizerische, bayrische, französische, amerikanisch-kassinensische, die Beuroner Kongregation, die kassinensische a P. O., die belgische und namentlich die deutsche Missionsbenediktinerkongregation von St. Ottilien auf. Mit 1204 Religiosen gegen 990 im Jahr 1930 hat sie die deutsche Beuroner Kongregation überflügelt, und ist nach

[1]) S. Patriarchae Benedicti Familiae confoederatae 1935, Sublaci 1936, 8°, 1093 S.

der Congregatio a P. O., der amerikanisch-kassinensischen Kongregation nunmehr die drittstärkste des gesamten Ordens. Das geringste Wachstum hat die älteste Kongregation, die kassinensische (210 : 193). Unsere bayerische Kongregation weist ihre gewohnte konstante Wachstumsziffer auf (seit 1900 mit fünfjährigem Abstand): 311, 364, 433, 454, 402, 552, 681, 738).

Verschwunden ist das Priorat Cogullada (Zaragossa) der C. gallica, der Versuch der Hochschule in Peking, und die Abtei Modena, während noch einige kleine Abteien der Congregatio Cassinensis weitergeführt werden. Zahlreicher sind die Neugründungen. So die neue Abtei S. Girolamo in Rom, die Abtei nullius von Ndanda (Tanganyika) der Ottilianer Benediktiner, die Priorate zum Hl. Kreuz in Amay, zum hl. Franz Xaver auf den Bahamainseln (zu Collegeville gehörig), BMV in Worth (Sussex) und S. Andreas in Edinburgh (beide letztere zur englischen Kongregation gehörig), St. Bonifaz (Amazonas) in Brasilien und Tapera (Pernambuco) in Brasilien.

In den Arbeitsgebieten des Ordens herrschen Schule und Seelsorge (Inland und Mission) vor. Der Orden versieht 661 Pfarreien und 143 Missionsstationen und 192 Mittel- und Hochschulen (Elementarschulen sind im Schematismus nicht berücksichtigt) mit insgesamt 22840 Studenten. Die Höchstzahl von Schülern weist die Abtei von Rio de Janeiro auf mit 1200 Gymnasiasten, während den zweiten Platz unser St. Stefan in Augsburg mit fast 600 Schülern behauptet. Eine ähnliche Zahl weist auch das College in Manila auf. Einen Überblick über die gesamte vielseitige Tätigkeit des Ordens kann und will der Katalog nicht geben. Es sei nur erinnert an die große Zahl periodischer Publikationen und Monographien unseres Ordens, die auf der großen Presseausstellung des Vatikans einen weiten Platz einnimmt und über die ein Sonderbericht folgen soll. Vgl. auch die Übersichten in den jährlichen Annales OSB.

Der Orden besitzt zur Zeit zwei Kardinäle (K. Seredi, Primas von Ungarn und den Kardinalerzbischof von Mailand Ildefons Schuster), 4 Erzbischöfe, 12 Bischöfe und Apostolische Vikare, deren Senior unser verehrter Bischof Vinzenz Wehrle von Bismark (Nord-Dakota) ist, 12 Äbte nullius dioecesis (Monte Cassino, St. Paul in Rom, Pannonhalma, Cava, Montevergine, Neu-Nursia in Australien, Einsiedeln, Belmont in England, Subiaco, Münster in Kanada, Peramiho (Tanganyika), Ndanda (Tanganyika), 1 Abtprimas, 125 regierende Äbte und Abtkoadjutoren, 2 Apost. Präfekten (Transvaal und Yenki), 25 resignierte und 16 Titeläbte, 13 Konventual- und 11 Kathedralprioren. R. Bauerreiß.

Das Schicksal der Benediktiner in Mexiko.

Die Abtei vom hl. Dominikus in Silos (Congregatio Gallica) gründete in den Jahren 1901 und 1911 zwei Niederlassungen in Mexiko, von denen aus ungefähr 30000 Katholiken betreut wurden. Über das Schicksal der Patres gibt der Amerikaner P. Alkuin Heibel von Mount Angel im „St. Josephs Blatt" folgenden Bericht:

„Der wirkliche Grund, weshalb der Schreiber dieser Zeilen sich nach Mexiko begab, war, um unsere Mitbrüder des Benediktinerordens aufzufinden. Es ist einige Jahre her, als mir berichtet wurde, daß mehrere Söhne des hl. Benediktus während vieler Jahre erfolgreich unter dem mexikanischen Volke wirkten, daß sie jedoch keine Gelegenheit für ein Noviziat oder Schule hätten, um junge Mexikaner, die sich dem Ordensstande widmen wollen, zu Mitgliedern des Benediktinerordens heranzubilden. Ich fand die Benediktiner glücklich in Mexiko, kann natürlich hier nicht sagen wo.

Diese Benediktinerpriester kann man nur mit den kühnen Vertretern Christi in England oder Irland während der Tage ihrer schrecklichen Verfolgung vergleichen. Diese priesterlichen Helden erfüllen ihre heilige Pflicht in zwei der größten Kirchen Mexikos. Wie wunderbar führen sie die katholi-

schen Zeremonien aus! Ich kam in eine ihrer Kirchen um 9 Uhr vormittags, man war noch bei der heiligen Messe; zwei Priester hörten Beichte. Die hl. Kommunion wurde ausgeteilt; die große Anzahl der Gläubigen setzte mich in Erstaunen. Wie kann nur jemand behaupten, daß die Mexikaner gleichgültige Katholiken sind.

Als die Messe vorüber war, verschwand mein Führer plötzlich. Nach zehn Minuten kam er wieder und bat mich im Flüstertone ihm zu folgen. Wir gingen wieder auf die Straße, klopften an einer Tür und wurden nur zögernd von einem alten Mexikaner eingelassen. Wir gingen mit ihm und wurden in einen Empfangsraum geführt, wo wir warteten. Nach einiger Zeit kam ein gutmütig aussehender, grauhaariger Mann von mittlerer Statur in Zivilkleidern, Kragen und Krawatte, er war der Superior der Benediktiner in Mexiko. Da wir fremd waren, war er natürlich ziemlich zurückhaltend.

Mein mexikanischer Begleiter, der Geschäftsführer einer Fabrik ist, überzeugte den Benediktinerprior von der Aufrichtigkeit unserer Mission und sagte ihm, wer ich sei. Ich habe oft in verschiedenen Gegenden der Ver. Staaten Benediktiner kennengelernt und wurde überall freundlich aufgenommen, jedoch diese Zusammenkunft war eine andere. Als dieser Benediktinerpater sah, daß ich ein Ordensmitbruder von ihm war, rannen ihm vor lauter Freude die Tränen aus den Augen und als ich demselben guten Benediktinersuperior zu verstehen gab, daß ich in erster Linie nach Mexiko gekommen war, um den Benediktinern in diesem unglücklichen Lande zu helfen und ein Benediktinernoviziat für Mexikaner in den Ver. Staaten zu gründen, umarmte er mich und war vor Freude keines Wortes mehr mächtig.

Er rief einen seiner Mitbrüder, der ein Universitätsprofessor zu sein schien und der mich dringend aufforderte, mit ihm zu gehen, um die Bibliothek von einigen tausend Bänden zu besichtigen. Sie war irgendwo versteckt, wo Regierungsbeamte eine so wertvolle Sammlung nicht vermuten möchten. Diese Benediktinerpatres führen ein heroisches Dasein, gerade so wie so viele Priester in Mexiko. Man versicherte mir, daß viele junge Leute Beruf zum Benediktinerklosterleben fühlten, wenn man nur die nötigen Gebäude zum Studium in den Ver. Staaten zur Verfügung stellen würde.

Mein Führer wurde unruhig. Unser Chauffeur hatte ihm schon auf dem Wege zur Benediktinerkirche gesagt, ich müsse ein Priester sein. Ein katholischer Geistlicher ist in ständiger Gefahr im gegenwärtigen Mexiko. Jedoch versicherte mein Freund dem Wagenführer, daß ich ein Tourist sei. Wir fuhren also davon und sprachen irgend etwas Unbedeutendes, denn der Chauffeur hörte alles." *

Ein Grabfund in Maria-Laach.

Nach Aufhebung der Abtei Laach im Jahre 1802 wurde die Kirche vollkommen ihrer Ausstattung beraubt. Selbst die Grabsteine der Familie v. d. Leyen wanderten nach Schloß Bürresheim. Der Deckel des Stiftergrabes mit der schönen Figur des Pfalzgrafen Heinrich von Luxemburg-Salm (nicht: Salm-Luxemburg, wie in einem Aufsatz von 1935 zu lesen ist) kam später auf Veranlassung der preußischen Regierung wieder von Bürresheim nach Laach zurück. Aber das wertvollste Stück, die Grabplatte des ersten Abtes von Laach Gilbert († 1152) aus dem brabantischen Kloster Afflighem wurde nach der Besitzergreifung Preußens vom Rheinland in die Sammlung vaterländischer Altertümer bei der Rheinischen Friedrich-Wilhelms-Universität Bonn (Vorläuferin des Akademischen Kunstmuseums) gebracht. Von dort wurden 1896 die rheinischen Fundstücke in das neu erbaute Provinzialmuseum überführt und in einem besonderen Inventar U (= ehemalige Universitätssammlung) verzeichnet. Der Stein erhielt die Nr. U 175. Dabei steht nur die Notiz: „Aus der Kirche in Laach. Früher dort in der Crypta." Als Grabmosaik ist es das alleinige Mosaik nicht nur der Rheinlande, sondern Deutschlands. Gegenstücke sind bisher nicht gefunden

worden[1]. Hätten wir auch diese Nachricht, daß der Mosaikgrabstein aus der Krypta stammt, nicht, so spricht doch eine gute Überlieferung für das Vorhandensein des Gilbertgrabes in der Krypta die Bezeichnung „Abtskapelle" wie die Krypta im 12. Jahrhunderts genannt wurde, in der nur ein Grab gewesen sein sollte.

An Stelle des alten Grabmosaikes wurde eine Platte aus rotem (Trierer) Sandstein mit fränkischen Band- oder Linienornamenten in der Größe 217 : 64 cm auf das Grab gelegt, das seither nicht mehr geöffnet wurde. Diese Grabplatte konnte nicht als Unterlage für das Grabmosaik gedient haben, wie sich später zeigen wird, sondern ist das Fragment einer größeren Steinmetzarbeit. Es ist nicht festzustellen, woher dieses alte Stück mit seiner fränkischen Ornamentierung stammt, die weit über die Anfänge Laachs hinausreicht. Dieser rote Sandstein, der in der Trierer Gegend vorkommt, wurde an einigen Lisenen der Westtürme der Kirche nur in der ersten Bauperiode, und zwar bis zu einer Höhe von 3½ m, benutzt. Nun war aber in der Familie des Pfalzgrafen Heinrich die Vogtei über S. Maximin (Trier) seit den Tagen des Herzogs Heinrich von Luxemburg, des Bruders der hl. Kaiserin Kunigundis, erblich und er selbst war wohl auch Domvogt von Trier. Diese Umstände mögen es wahrscheinlich machen, daß diese frühmittelalterliche Steinmetzarbeit im uralten Kulturgebiet von Trier entstand und mit den übrigen Sandsteinquadern für den Kirchenbau per Achse oder zu Schiff die Mosel hinab nach Laach gebracht wurde. Wozu ursprünglich die Platte in Laach diente, ist nicht festzustellen. Daß sie zuerst das Grab des pfalzgräflichen Stifters im Kreuzgang vor dem Portal des Kapitels deckte, ist kaum anzunehmen, da sie keinerlei Inschrift trägt, noch auch etwaige Abnutzungsspuren aufweist.

Anläßlich der Trockenlegung der Krypta der Abteikirche mußte der Bodenbelag entfernt und der gewachsene Boden um 30 cm ausgehoben werden. Bei diesen Arbeiten legte man am 12. Februar 1936 das Grab frei, das geostet ist und das einzige Grab in der Krypta war. Es ist ein Steinsarg aus Tuff des Laacher Seegebietes und mißt in der Länge 240 cm, in der Breite am Kopfende 74 cm, am Fußende 67 cm. Die Dicke der Wände schwankt zwischen 10 und 13 cm. Der innere Raum, der zur Aufnahme der Leiche bestimmt war, beträgt an der Stelle der Schultern 51 cm, am Fußende 42 cm. Für den Kopf ist ein Rechteck 22 : 20 cm ausgehauen. Die äußere Höhe des Sarkophages ergab 34 cm, die innere 28 cm. Der Sargdeckel aus rotem Sandstein lag nicht parallel auf dem Unterbau, sondern wurde etwas diagonal über ihn gelegt, so daß die Platte am Kopfende ein Abweichung von 10,5 cm nach Süden aufwies und am Fußende eine Abweichung von 6 cm nach Norden, d. h. am Kopfende trat der Nordrand des Sarkophages 10,5 cm hervor, während sein Nordrand am Fußende 6 cm unter die Deckplatte zurücktrat. Diese eigentümliche Überlagerung wurde nötig, da die Grabplatte fast 10 cm kleiner als der Sarkophag ist. Da die neue Sargplatte nicht die Dicke der Grabmosaikplatte hatte, wurde, um den Unterschied von 5 cm auszugleichen und auf die Höhe des alten Fußbodenniveaus zu gelangen, der Zwischenraum flüchtig mit Schieferstücken und etwas Mörtel ausgefüllt.

Am 14. Februar 1936 wurde dann der Sarg geöffnet. Der innere Befund brachte in einer Hinsicht eine Überraschung, weil nämlich außer Arm-, Bein- und Kieferknochen, die nur zu einem Leichnam gehörten, zwei Schädel gefunden wurden. Eine nähere Untersuchung ergab einwandfrei, daß der zweite Schädel, in der Farbe gelblich im Gegensatz zu dem anderen dunkelbraunen Schädel und sämtlichen übrigen Knochen von derselben dunklen Farbe, weit jüngeren Datums war. Er kann nur beim Abtransport des Mosaiksteines hinzugelegt worden sein. Die Franzosen sollen die Abtsgräber in der Kirche geöffnet und die Gebeine zerstreut haben. Ein bei dieser Ge-

[1] Briefliche Mitteilung des Herrn Kustos J. Hagen, Bonn, Rheinisches Landesmuseum.

legenheit vielleicht zurückgebliebener Schädel fand dann im eröffneten Grabe des Abtes Gilbert eine würdige, bleibende Stätte. Im Grabe fehlten Beigaben, die sicher bei der ersten Eröffnung des Grabes entnommen wurden, falls solche vorhanden waren.

Die Gebeine kamen nun in einen neuen Akazienholzsarg, den ein Zinksarg umschließt. Eine Pergamenturkunde mit dem Fundbericht wurde den Gebeinen des ersten Laacher Abtes beigegeben, die nach Fertigstellung der Krypta wieder an der alten Stelle beigesetzt werden.

Maria-Laach. P. P. Volk.

Metten 1935. Auch für das abgelaufene Jahr 1935 kann der Chronist des Stiftes mit Dank gegen Gott die Feststellung machen, daß der Segen des Allerhöchsten sichtlich über die Stiftung der Seligen Gamelbert und Utto waltete. Er hat uns wiederum jungen Nachwuchs geschickt, so daß die Zahl der Mönche auf 102 stieg. Von ihnen sind 48 Priester und 25 Laienbrüder mit ewiger Profeß. Es kommt ein Kleriker hinzu, der sich bereits durch die ewigen Gelübde verpflichtet, aber vorerst nur die Diakonatsweihe empfangen hat. Ferner zählt das Kloster 11 Kleriker und 11 Laienbrüder, die zeitliche Profeß abgelegt haben. Eingekleidet wurden 3 Kleriker- und 4 Laienbrüdernovizen.

Der Tod raubte uns im verflossenen Jahre unseren guten Abt Willibald Adam. Er erreichte ein Alter von nicht ganz 62 Jahren. Er war geboren am 24. September 1873 zu Pertolzhofen in der Oberpfalz als Sohn achtbarer, tiefreligiöser Lehrerseheleute. Abt Willibald machte seine humanistischen Studien an unserer Anstalt. Er wurde gefördert durch den damaligen Direktor des bischöflichen Seminars, den späteren Bischof Leo v. Mergel. Es war als ob letzterer schon im Zögling seinen künftigen Nachfolger gesehen hätte. Nach erfolgreich bestandenem Absolutorium trat er im Herbste des Jahres 1892 in unser Kloster ein. Bei der einfachen Profeß am 28. September vertauschte er seinen Taufnamen Leopold mit dem Ordensnamen Willibald. Nach dem er am 29. September zu den feierlichen Gelübden zugelassen worden war, wurde er am 11. Oktober 1896 zum Priester geweiht. In Würzburg, wo er schon vor seiner Priesterweihe studiert hatte, bereitete er sich auf die Staatsprüfung in den philologischen und geschichtlichen Fächern vor. Nachdem er sie nach damaliger Prüfungsordnung in zwei Abschnitten 1898 und 1899 erfolgreich bestanden, trat er nach Ablegung des praktischen Jahres im Herbste des Jahres 1900 in den Lehrkörper unseres Gymnasiums ein. Abt Willibald war ein ausgezeichneter Lehrer. Der Verfasser dieses Nachrufes darf sich zu den Glücklichen zählen, die ihn in seinen jungen Jahren zu ihrem Lehrer hatten. Abt Willibald besaß großes pädagogisches Geschick. Außerdem bereitete er sich für den Unterricht überaus gewissenhaft vor; er arbeitete jede Stunde schriftlich aus, überlegte sich jeden Satz, jede Frage, und wem er sie vorlegen solle. Trotz der Güte und Liebe, von der er beseelt war, verlangte er strenge von jedem, daß er das Pensum studiere. Abt Willibald war damals viel in Anspruch genommen; die meiste Zeit war er zugleich auch Präfekt im Ordensseminar oder bei den Kleinen im Klosterseminar. Auch Unterricht in der Violine erteilte er. Musik war ja das Fach, für das er zeitlebens begeistert war. Seine musikalische Begabung war nicht gering. Wir waren stolz auf unseren Lehrer, als er am 19. Dezember 1905, der 32-jährige, zum Abte seines Klosters erwählt wurde. Der neue Abt brachte für eine erfolgreiche Führung seines Amtes vorzügliche Eigenschaften mit. Er war ein eifriger Ordensmann, der seine Pflichten in vorbildlicher Weise erfüllte. Er dispensierte sich von keiner Chorzeit, wenn er zu Hause war, mochte die Arbeit noch so drängen. Auch sonst gab er seinen Untergebenen das denkbar beste Beispiel. Es war erhebend zu sehen, mit welcher Andacht er die Messe las oder das Pontifikalamt sang. Er rief damit auch beim gewöhnlichen Volk großen Eindruck hervor. Vor allem war er die Güte und Liebe selber. Nicht leicht brachte er es über sich einem Bittsteller eine ab-

schlägige Antwort zu geben. Abt Willibald besaß auch außerhalb des Klosters viele Freunde. Besonders verehrten ihn seine ehemaligen Mitschüler. Er war im Verkehr überaus liebenswürdig und entgegenkommend, in der Gesellschaft heiter und fröhlich ohne seiner Würde auch nur im geringsten etwas zu vergeben. Eine vornehme Natur, glaubte er an die Richtigkeit des Wortes: Noblesse oblige. Er schenkte jedem, dem er ein Amt übertrug, volles Vertrauen; er vermied es in fremde Amtsführung hineinzuregieren. Er unterließ es auch dort, wo er öffentlich seine Autorität hätte geltend machen sollen. Sichtlich war sein Bestreben niemanden bloßzustellen. Dieses Verhalten wurde verschieden gedeutet; die einen sahen darin mangelnde Sach- und Menschenkenntnis, andere hielten es für Scheu vor unangenehmen Erlebnissen, wieder andere sprachen von mangelndem Verantwortungsbewußtsein. Die Regierung war ferner belastet durch äußere Ereignisse. 1914 brach der Weltkrieg aus, der eine größere Zahl seiner Untergebenen unter die Fahne rief. Vier von ihnen fanden in fremder Erde ein frühes Grab. Das grauenhafte Ende dieses Krieges brachte die Revolution, die dem von ihm hoch verehrten Herrscherhaus der Wittelsbacher die Krone raubte. Der düstere November des Jahres 1918 brachte auch die Grippe in das Haus, die nach und nach die meisten seiner Mönche auf das Krankenlager warf. Auch der Abt erkrankte, als er seine Untergebenen besuchte. Besonders ging ihm der Tod eines jungen, zu den schönsten Hoffnungen berechtigenden Mönches, des unvergeßlichen P. Willibald Rauscher, zu Herzen. In jener Zeit hatte der Verstorbene seine Zustimmung zur Wiedererrichtung der alten Abtei Niederaltach gegeben, die schwere Rückschläge brachte. Es folgte die Zeit der Inflation, die das Vermögen des Klosters aufzehrte. An sie schlossen sich dann die Bemühungen die finanzielle Zukunft des Hauses zu sichern. Doch die Kräfte des Heimgegangenen waren seit langem schon erschüttert. In der Jugend bereits hatte Abt Willibald schwere Krankheiten bestehen müssen. Aber in der Folgezeit hatte sich seine Gesundheit gebessert. Doch schon bald nach seinem Regierungsantritt machten sich die Anzeichen des unheimlichen Leidens bemerkbar, das seine Kräfte trotz strengster Diät aufbrauchte. Es wirkte sich auch psychisch aus. Als noch schwere Herzaffektionen im Winter des Jahres 1929 hinzukamen, war sein Entschluß gefaßt. Er reichte sein Resignationsgesuch ein, das schließlich auch angenommen wurde. Am 11. Juli 1929 nahm er Abschied von seiner Gemeinde und seinem Kloster. Er war seinen Mönchen nicht ein dirus magister, sondern ein pius pater gewesen. Seine Regierung weist große Leistungen auf; es seien nur erwähnt die Einrichtung des elektrischen Lichtes und die Erneuerung der klösterlichen Betriebe. Abt Willibald hatte sich auch um den inneren Ausbau des Klosters bemüht. Viele Jahre war er Novizenmeister gewesen. Jetzt fand er liebevolle Aufnahme in der Benediktinerinnenabtei Frauenchiemsee, wo er als Beichtvater, Seelenführer und Katechet eine ersprießliche Tätigkeit entfaltete. Sein freundliches, zuvorkommendes Wesen gewann ihm die Liebe aller, die mit ihm in Berührung kamen. Die Schwestern pflegten ihn mit Hingabe. Aus dem Chiemgau kamen Priester, die ihn zu ihrem Beichtvater wählten und ihn über alles schätzten. Auch konnte er zu seiner Freude ein paarmal die Fronleichnamsprozession auf dem See halten. Er besuchte auch, wenigstens einmal im Jahre, sein Profeßkloster, solange seine Kräfte es zuließen. So feierte er am 28. Januar 1931 im Kreise seiner Mitbrüder mit einem festlichen Pontifikalamte die fünfundzwanzigste Wiederkehr des Tages an dem er aus den Händen des Bischofs von Passau und damaligen Weihbischofs von Regensburg, Freiherrn v. Ow, die Abtweihe erhalten hatte. Abt Willibald war immer beschäftigt. Längere Zeit arbeitete er auch an einer Biographie des Abtes Kornmann von Prüfening; er kam aber über Ansätze nicht hinaus. Abt Willibald las auch viel. Er las aber mit der Feder in der Hand; er notierte sich die Stellen, die ihm sachlich oder sprachlich gefielen. Auch legte er sich schriftlich seine Ansprachen, Reden und Predigten zurecht und lernte sie wortwörtlich auswendig. Daher über-

raschten sie durch kunstvollen Periodenbau, durch gewählte Diktion und durch konkrete Anschaulichkeit. Der Ton seiner Rede war väterlich, flüssig, nicht stotternd, ruhig, nicht hastend, überzeugend, nicht verletzend. Abt Willibald verfügte über ein vielseitiges theologisches Wissen, was ihm bei seinen Ansprachen gute Dienste leistete. Daher war er auch gesuchter Exerzitienleiter und Beichtvater. Von seiner charitativen Tätigkeit wollen wir hier nur so weit reden, als es zur Vollständigkeit seines Charakterbildes notwendig ist um seiner Bescheidenheit nicht zu nahe zu treten.

Der Verstorbene hatte in seinen letzten Lebensjahren schwere Anfälle auszuhalten, die ihn immer wieder an den Rand des Grabes brachten. Noch in den letzten Tagen des Februar 1935 hatte er einen solchen glücklich überstanden. Er war voller Hoffnung. Er erwartete den Besuch unseres Abtes, den er gebeten hatte Bücher aus unserer Bibliothek mitzubringen. Doch er gab sich keiner Täuschung hin. Er erledigte seine Korrespondenz; noch manchen seiner Freunde erfreute er durch ein Brieflein von seiner Hand. Am Abend des 8. März ist er überraschend schnell eines sanften Todes verschieden. Sein Leichenbegängnis in Metten am 12. März wurde zu einer großen Kundgebung der Liebe und der Hochschätzung, deren sich der Verstorbene in weiten Kreisen erfreute. Aus Nah und Fern strömten die Trauergäste herbei. Großen Eindruck machte es, als die ehrwürdige Gestalt des Abtes Willibald Wolfsteiner von Ettal die Aussegnung der Leiche vornahm. Das Pontifikalrequiem hielt Abt Jakob von Plankstetten, der einst im Ordensseminar Zögling des Verstorbenen gewesen war. Die Absolutio ad tumbam sprach Abt Simon von Scheyern, während Abtpräses Plazidus die Einsegnung des Toten vornahm. Unser H. Herr hatte in einer gehaltvollen Rede die Persönlichkeit des Verstorbenen vor unseren Augen noch einmal erstehen lassen. So ruht nun der stille Dulder in unserer Stiftskirche zu Füßen der Mater Dolorosa. Have anima candidissima!

Durch freiwilligen Austritt verließ mit päpstlicher Dispens das Kloster P. Felizian Ponschab, der wegen eines unheilbaren Fehlers seiner Stimmbänder bei uns ein zusagendes Tätigkeitsfeld nicht finden konnte. Ihm folgte nach ein Laienbruder, der zeitliche Gelübde abgelegt hatte.

Gott, der Wunden schlägt, heilt sie auch wieder. Er sandte neue Kräfte dem alten Stamme. Am 27. Januar legte Fr. Thassilo Reichenberger zeitliche Profeß ab. Die Teilnahme war eine allgemeine. Fr. Thassilo, der erst in späten Jahren den Ruf zum Ordensstande vernommen, hat sich mit großer Hingabe in das neue Leben eingewöhnt, so daß alle Gewähr besteht, daß er sein nächstes Ziel, die feierliche Profeß und das Priestertum erreichen wird. Ihm folgten am 22. April die Klerikernovizen Erminold Füßl, Bertold Niedermeyer und Walter Ringlstetter. Gleichzeitig erhielten die Klerikerpostulanten Joseph Bauer und Karl Hinkofer das Ordenskleid. Ihnen schlossen sich an die Laienbrüderpostulanten Xaver Pinzl und Matthias Hörmannsperger, die am 31. Mai eingekleidet wurden. Es folgte am 15. August die feierliche Profeß des Klerikers Fr. Plazidus Gössl. Am 25. August erteilte der Diözesanbischof, S. Exz. Dr. Michael Buchberger, die Priesterweihe an die beiden Kleriker Fr. Korbinian Kneißl und Augustinus Mayer, während Fr. Plazidus die Subdiakonatsweihe empfing. Am nächsten Tag wurde letzterer zum Diakon geweiht. Am gleichen Tage erhielt der Kleriker Fr. Karl Straetz das Ordenskleid. Am 25. September folgte die Einkleidung der Laienbrüderpostulanten Joseph Eiber und Johannes Lohmeier. Am 29. September legte der Laienbrudernovize Felix Schiefeneder zeitliche Profeß ab, während der Laienbruder Leonhard Rainer am 8. Dezember sich durch die ewigen Gelübde verpflichtete. Unsere beiden Neupriester feierten ihre Primiz in ihrer Heimat, P. Korbinian am 1. September im Dom zu Freising, P. Augustin in Ulm in der St. Georgskirche. Die Patres Wilhelm Fink und Paul Weigl begingen am 15. bzw. 26. Oktober ihr silbernes Profeßjubiläum. Auch in diesem Jahre wurde unser H. Herr zur

Abhaltung von Pontifikalfunktionen nach Auswärts eingeladen. So weihte er in Neuhausen am 28. Oktober die neuen Glocken.

In den verschiedenen Betätigungsgebieten unseres Klosters gab es nur geringe Veränderungen. Mit Neujahr 1935 übernahm P. Paul Weigl das Direktorat des Klosterseminars. An die Stelle von P. Bernhard Strasser trat als Präfekt in diesem Seminar Fr. Egbert Englmann. Spiritual der Laienbrüder wurde P. Gregor Braun, während P. Klemens Gietl den Posten eines Zeremoniars und Sakristans übernahm. Auch unsere Zeitschrift *Alt- und Jung-Metten* erhielt in der Person des Kooperators von Edenstetten, P. Eberhard Streibl, einen neuen Redakteur. P. Godehard Geiger, der seit vielen Jahren in der Abtei Plankstetten ein otium cum dignitate gefunden, nahm seinen Aufenthalt in Niederaltach. Für das Kloster ergab sich heuer eine Entscheidung von prinzipieller Bedeutung. Es handelte sich um die Frage, ob eine Vermehrung der Externen an unserer Anstalt wünschenswert sei. Der Kommandeur der neu errichteten Garnison Deggendorf stellte das Ansuchen, daß die Söhne von Offizieren und Beamten des Heeres als sog. Fahrtschüler zugelassen würden. Diesem Ansuchen wurde zunächst stattgegeben. Auch im abgelaufenen Jahre wurden Patres zur Abhaltung von Exerzitien oder Triduen angefordert. Es übernahmen solche die P. P. Fortunat Ibscher in March, Angelus Sturm in Schweiklberg und bei den Armen Schulschwestern, Romuald Edenhofer in Rorschach, Haus Werdenfels und Kirchaitnach, Canisius Griebl in Plattling. Als Administrator von Niederaltach mußte unser H. Herr auch in diesem Jahre zahlreiche Reisen unternehmen. Er war mehrmals in Rom, wo er auch vom Heiligen Vater empfangen wurde.

Metten. W. Fink.

Augsburg (St. Stephan) **1935.** Am Schluß des Jahres 1935 hatte St. Stephan 32 Patres, 2 Kleriker und 27 Laienbrüder. Professen fanden in diesem Jahre keine statt, doch schenkte uns der liebe Gott 3 Chornovizen und 1 Laienbrudernovizen. Von den Patres durfte P. Sturmius eine wissenschaftliche Reise nach Italien machen. P. Alfons Kellner ging nach dem Tod des H. Abtes Willibald Adam als Spiritual nach Frauenchiemsee. Große Sorge machte uns eine schwere Erkrankung des P. Albert Schwarz, doch hat sich zu unserer Freude sein Zustand merklich gebessert. P. Subprior Hermann reist im Auftrag des Abtpräses auf Ostern mit P. Paulus Rieger von Schäftlarn nach Lourdes, um bei den erhebenden Schlußfeierlichkeiten des Hl. Jahres die Bayerische Benediktinerkongregation zu vertreten.

Den H. H. Abt riefen seine Geschäfte als Präses wiederholt nach auswärts zu kanonischen Visitationen und Äbteversammlungen. Auch wohnte er den Exsequien für die H. H. Äbte Willibald von Metten und Cölestin von Schweiklberg bei. In Metten nahm er die Beerdigung vor, in Schweiklberg hielt er seinem Amtsbruder die Trauerrede. Am 4. Mai hielt er Predigt und Amt beim 900jährigen Jubiläum der Abtei St. Walburg in Eichstätt. Im darauffolgenden Monat reiste er wiederum nach Schweiklberg zur Benediktion des neuen H. H. Abtes Thomas Graf. Im September erteilte er in Frauenchiemsee eine Jungfrauenweihe, im November hielt er bei den Barmherzigen Schwestern in Dießen Einkleidungs- und Profeßpredigt. Im Oktober führten ihn dringende Amtsgeschäfte nach Rom, wo er vom Hl. Vater liebevoll in Privataudienz empfangen wurde. Auf dieser Reise besuchte er die lieben Mitbrüder in Gries (wo er auf die Bitte des kränklichen H. H. Abtes Predigt, Pontifikalamt und Prozession hielt), Genua und Einsiedeln, sowie das Grab der Dienerin Gottes Fortunata Viti in Veroli.

Im Kloster hat sich nicht viel Bemerkenswertes ereignet. Nachdem im Vorjahr die Gruft erweitert worden war, wurde die darüberliegende Kapelle eingerichtet. Es wurde der frühere Altar der Marianischen Kongregation aufgestellt und auf ihm ein altes Gnadenbild, das bis zur Kirchenrestauration 1892 auf dem Hochaltar der Kirche und in den letzten Jahren in der Sakristei

gewesen war. Die Kapelle heißt seitdem die „Gnadenkapelle". Im Refektorium wurden die Beleuchtungskörper günstiger angeordnet und durch Entfernung der großen Kronleuchter dafür gesorgt, daß das prachtvolle, bisher verdeckte und wenig beachtete Abendmahlbild nunmehr in schöner Beleuchtung zur Geltung kommt. In der Schule wurden wir durch die Freigebigkeit einer großen Firma instandgesetzt, alle Schulzimmer im mittleren Gang mit elektrischem Licht zu versorgen und so einem dringenden Bedürfnis abzuhelfen. Bei Kanalbauten zwischen dem Gymnasium und Klostergarten wurden Teile der alten Römerstraße aufgefunden und der in den Urkunden wiederholt genannte Judenbrunnen, dessen genaue Lage uns bisher nicht bekannt gewesen war. Er mußte eingefüllt werden. Am 15. Oktober hatten wir wiederum die Ehre, die Bistumstagung im Festsaal unseres Seminars aufnehmen zu dürfen. Der eigentliche Tag der Eröffnung von St. Stephan (5. Nov.) wurde nicht mehr eigens gefeiert, weil die Jahrhundertfeier des Klosters schon im Vorjahr begangen worden war. Doch las der H. H. Abt als Ausdruck des Dankes eine hl. Messe. Eine schlichte Schulfeier fand im Dezember statt, als uns unser Hausverwalter verließ, um in den Ruhestand zu treten. Die Jubelprofeß der Generaloberin des Klosters Maria Stern gab uns willkommene Gelegenheit unsere dankbare Gesinnung zu zeigen für die Sorgfalt, mit der die Klosterfrauen im Seminar den Haushalt führen. Um die durch die Bemühungen unseres P. Bernhard neubelebte Marienwallfahrt in Scheppach bei Oberschönenfeld nahm sich P. Barnabas mit großer Umsicht und großem Eifer an.

Nicht wenig erschreckt wurden wir am 27. Juni. Als wir bei der Mette die Verse des 33. Psalmes beteten, „Oculi Domini super iustos ... Custodit omnia ossa eorum", verspürten wir zwei so heftige Erdstöße, daß wir in den Klosterhof flüchteten und dann im Schiff der Kirche die Mette beendeten.

Augsburg. A. A.

Scheyern 1935. Die klösterliche Familie zählte Ende 1935 78 Mitglieder, nämlich 25 Patres, 3 Kleriker, 48 Profeßbrüder, 2 Novizbrüder. Die feierlichen Ordensgelübde legte ab (14. 7.) Fr. Eberhard Höckmayr, der zu Ettal die Weihe des Subdiakonats (4. 8.) und zu Scheyern die Weihe des Diakonats (15. 9.) erhielt. Ewige Profeß machte Br. Nonnosus Popp (13. 9.); die vota temporaria legten ab die Chornovizen Fr. Bonifaz Kotter und Fr. Willibald Schreyer (2. 5.), Br. Angelus Bubendorfer (15. 2.) und Br. Philipp Wolfelsperger (21. 5.); eingekleidet wurden Br. Konrad Schönhuber (13. 9.) und Br. Gabriel Artner (12. 11.).

Wie 1934 begann auch 1935 mit einem Memento mori, indem der im besten Mannesalter stehende RP. Konrad Pfaffenzeller am 19. Februar uns durch den Tod entrissen wurde (Nachruf siehe unten). Glücklicherweise konnte die empfindliche Lücke, die dadurch im Lehrpersonal des Progymnasiums entstand, durch RP. Andreas Wittmann von Niederaltaich, der anfangs Januar hieher gekommen war, ausgefüllt werden. Weitere Lücken riß die Erkrankung zuerst des ersten Kooperators RP. Maurus Dick, der vom 3. Mai bis 14. September in RP. Joseph Waasmaier von Weltenburg einen Vertreter erhielt, sodann des langjährigen Cellerars RP. Paul Eble, dem der bisherige zweite Kooperator RP. Beda Parzinger als Gehilfe zur Seite gegeben wurde. Des letzteren Stelle übernahm RP. Benedikt Bossle von Ottobeuren. Für diese liebenswürdige mitbrüderliche Hilfe sei den drei Klöstern Niederaltaich, Weltenburg und Ottobeuren der wärmste Dank ausgesprochen.

Nun wollen wir der freundlichen und erhebenden Tage gedenken, die uns das Jahr 1935 brachte: Ein solcher war der 28. März, an welchem der Senior des Klosters, der langjährige Seminardirektor RP. Anselm Neubauer, das 70. Lebensjahr vollendete. Bei der Jahresschlußfeier des Progymnasiums, welche eine dankbare Ehrung für nahezu vierzigjähriges segensreiches Wirken an unserer Lehr- und Erziehungsanstalt sein sollte, nahm der

hochverdiente Greis bewegten Herzens endgültigen Abschied von Seminar und Schule. Die drei ersten Tage der Karwoche brachten uns die Jahresexerzitien, gehalten von dem bestbekannten Dekan des Benediktinerstiftes Gries, P. Dominikus Bucher. Zugleich wollten wir gemeinsam durch Verrichtung der vorgeschriebenen Andachten den Jubiläumsablaß gewinnen. Die beiden hl. Kreuztage, 3. Mai und 14. September, waren infolge großen Zuströmens der Wallfahrer zugleich Tage schwerer Arbeit und großer Erhebung. Am 3. Mai hielt den Pontifikalgottesdienst im Freien S. Exz. der H. Herr Erzbischof Dr. Jakob von Hauck von Bamberg und am 14. September S. Exz. der H. Herr Weihbischof von München, Dr. Johannes Schauer, der am darauffolgenden Tag in unserer Stiftskirche die Weihe des Diakonates erteilte. Er hatte auch am Feste unseres hl. Vaters Benediktus den Feldgottesdienst gehalten. Die Verehrung des hl. Kreuzes hat auch in diesem Jahr nicht nachgelassen. In den Sommermonaten verging kaum eine Woche, in der nicht, besonders an Sonntagen, größere oder kleinere Gruppen von nah und ferne zum hl. Kreuz wallfahrteten. — An baulichen Änderungen und Arbeiten sind zu erwähnen die unter Leitung des Herrn Professors Schmuderer von München durchgeführte Erneuerung der alten Prälatur, welche Br. Angelikus Henfling von Ettal mit wohlgelungenen Bildern von 16 Scheyrer Äbten schmückte, ferner der Bau einer neuen Wasserreserve und Anlegung von 4 Silos im großen Ökonomiehofe. — Wie in den früheren Jahren mußte der H. Herr Abt als Delegat der österreichischen Benediktinerkongregation, als Visitator der Schwestern des allerheiligsten Erlösers von Würzburg und als erzbischöflicher Delegat für das Benediktinerinnenkloster in Frauenchiemsee öfters größere Reisen machen, so einmal nach Rom, dreimal nach Österreich, zweimal nach Trier und wiederholt nach Chiemsee. Außerdem war er eingeladen zur Abhaltung von Predigt und Pontifikalamt nach Weingarten zum Hl. Blut-Freitag, nach St. Ottilien zum Herz-Jesufest, auch nahm er teil an dem Kongreß der wissenschaftlichen Vertreter der alttestamentlichen Exegese in Göttingen. In naher und weiter Umgebung wurden zahlreiche seelsorgliche Aushilfen geleistet, VP. Stephan Kainz gab den Barmherzigen Brüdern in der Pflegeanstalt zu Straubing sechstägige Exerzitien, RP. Alphons Lallinger hielt Exerzitienkurse, einmal im Antoniushaus zu Augsburg und zweimal in Fürstenried. Über Veröffentlichungen siehe den Literaturbericht.

RP. Konrad Pfaffenzeller† 19.2.1935. Franz von Paula Pfaffenzeller war geboren am 15. 6. 1880 zu Aying b. München als Sohn des Hauptlehrers Franz Paul Pfaffenzeller, machte seine humanistischen Studien zu Schäftlarn, Freising und Metten, wo er im Jahre 1900 das Gymnasium absolvierte. Eingekleidet am 2. 9. 1900 legte er nach dem Probejahr als Fr. Konrad mit noch drei anderen Mitbrüdern, P. Nonnosus Asenbeck, P. Ildephons Bauer und P. Adalbert Salberg am 14. 9. 1901 die einfachen Ordensgelübde ab. Philosophie und Theologie studierte er zu Eichstätt und München. Nach der feierlichen Profeß am 14. 9. 1904 erhielt er, 10 Tage darauf, 24. 9., das Subdiakonat und wieder 5 Tage später, 29. 9., das Diakonat. Am 29. 6. 1905 empfing er im Dom zu Freising die Priesterweihe und primizierte am 2. Juli zu Scheyern. Noch im gleichen Jahr wurde P. Konrad Präfekt des hiesigen erzbischöflichen Knabenseminars, in welchem Amte er mit einjähriger Unterbrechung (1913—1914) bis Ostern 1922 verblieb. Zugleich hatte er an der damaligen Lateinschule, jetzt Progymnasium, Unterricht zu erteilen, anfangs als Leiter der ersten Klasse, ab September 1907—1914 als Lehrer der Mathematik, von da bis zu seinem Tod als Leiter der zweiten (bis 1921), bzw. vierten Klasse (von 1921 an). Die Charakteristik, welche der Studiendirektor Dr. P. Plazidus Sattler in den Jahresbericht des Progymnasiums von 1935 setzte, muß voll und ganz unterschrieben werden: „Seine Pünktlichkeit und Ordnungsliebe, seine abgemessene, klare Art und Sprache, seine freundliche, anregende Heiterkeit sicherten seiner Unterrichts- und Erziehungstätigkeit die besten Erfolge. Seine Hunderte von hinter-

lassenen Schulaufgaben sind Musterstücke in Form und Inhalt, säuberlichst geschrieben und vervielfältigt. Ein Mann von vielseitigem Können, von Form und guter Sitte, Humor und gutem Witz, wurde er auch außerhalb der Schule und des Klosters in weiten Kreisen sehr geschätzt. Jahrelang versah er die meteorologische Station. Manches launige Gedicht entfloß seiner Feder. Zu jeder Art Dienstleistung war er allzeit bereit. Wer als Mitbruder oder Schüler in irgendeinem Anliegen zu ihm kam, für den hatte er ein geradezu väterliches Herz. In allem war er ein würdiger Priester und Ordensmann." Die Mitbrüder gaben ihrer Hochschätzung dadurch Ausdruck, daß sie dreimal nacheinander ihn zum consiliarius (Senior) und einmal zum Deputierten für das Generalkapitel wählten. Der Abt machte ihn außerdem zum Kapitelssekretär und zum custos ecclesiae. Einen Blick in sein Inneres läßt tun der kartonierte Umschlag seines Tagebuches und ein Blättlein mit seinen Lebensdaten. Rot eingetragen sind bei letzteren die Tage seiner hl. Taufe, ersten hl. Kommunion, hl. Firmung, Einkleidung, die beiden Professen, die hl. Weihen. Zum Tag seines ersten Besuchs in Scheyern am 4. 8. 99 schrieb er mit roter Tinte Ave † und zum Datum seines Abschieds vom Seminar und der Rückkehr in die Klosterzelle (Ostern 1922) ebenfalls mit roter Tinte Ave cella! Auf den Innenseiten des Tagebuchumschlags steht (auf der ersten Seite): „O Stern und Blume, Geist und Kleid, Lieb und Leid, Zeit und Ewigkeit", darunter auf Goldgrund: „Suscipe me Domine!" Auf der zweiten Seite: „Vorbei sind die Kinderspiele, Und alles rollt vorbei: Das Geld u. die Welt u. die Zeiten. Bleibt Glauben und Lieb und Treu. Eph. 4, 15; Gal. 5, 6." Darunter: „Vanitatum vanitas. Bene vixit, qui bene latuit. O Mariä süßes Herz, rett mich himmelwärts! Ave Maria!"

Besonders rührend und ergreifend war die Art, wie sich unser lieber Mitbruder auf den Tod vorbereitete. Schon von jeher hatte er über eine große Schwäche des Magens zu klagen. In den letzten Monaten von 1934 fühlte er das Übel besonders und machte sich wohl auf eine Operation gefaßt. Genau ordnete er daher wie für den Fall seines Todes in den Weihnachtsferien alles in seiner Zelle, hielt außerdem mit seinem Abt diesbezügliche längere Besprechungen. Für Mitte Februar war die Operation im Krankenhaus des nahen Pfaffenhofen in Aussicht genommen. Bevor er diesen harten Gang antrat, begab er sich 2 Tage nacheinander abends, angetan mit dem Chorkleid der Flocke, in die Kreuzkapelle, wo unser hochverehrtes hl. Kreuz im Tabernakel aufbewahrt wird, zündete Kerzen an, öffnete den Tabernakel, nahm ehrfürchtig das hl. Kreuz heraus, segnete sich damit, küßte es und drückte es an sein Herz und berührte mit demselben auch das Scheyrer Kreuzlein, das er an der Uhrkette trug und nahm so herzlich rührenden Abschied von unserem hl. Palladium. P. Konrad glaubte sich ganz allein in der Kirche, aber stille Zeugen, von denen er keine Ahnung haben konnte, hatten den ergreifenden Vorgang gesehen und waren bis ins Innerste ergriffen und erbaut. Als ob es wirklich zum Tode ginge, nahm er von jedem der Mitbrüder besonderen Abschied und empfahl sich ins Gebet. Jetzt gings nach Pfaffenhofen. Die Operation, ausgeführt von der Hand des bewährten Dr. Bartmann, gelang vortrefflich und P. Konrad schien auf dem besten Wege zu sein, uns wieder gegeben zu werden. Eine eintretende Darmverschlingung aber machte eine neue Operation notwendig. Als ihm der Arzt dies mitteilte, hatte der Kranke nur die eine Frage: „Weiß es der H. Herr Abt?" und als ihm gesagt wurde ja, war P. Konrad sofort einverstanden. Der Arzt war über diesen glaubensvollen Geist des Gehorsams aufs tiefste erschüttert. Die auf die neue Operation eintretende Schwäche war die Ursache des Todes, der am 19. Februar in der Früh nach 5 Uhr erfolgte. Die Leiche wurde nach Scheyern gebracht und hier im Kreuzgang des Klosters gebraben. R. I. P.

Scheyern. Stephan Kainz.

Weltenburg 1935. Die „Familia monastica Weltenburgensis" zählte zu Anfang des Jahres 1935 10 Mönche mit feierlichen Gelübden, 1 Kleriker mit einfachen zeitlichen Gelübden; dann 20 Laienbrüder mit ewiger Profeß, 3 mit zeitlicher Profeß und einen Laienbrudernovizen. Nimmt man noch dazu 1 Oblatennovizen, so ergibt sich eine Gesamtzahl von 36 Mitgliedern. Ortsanwesend sind davon allerdings nur 34, da je ein Pater z. Z. exklaustriert bzw. in einem anderen Kloster tätig ist. Einen kleinen Zuwachs erhielten wir an dem Klerikernovizen Ludwig Schön aus Amberg, der am 13. 4. 35 eingekleidet wurde. Freilich hat der Tod dafür auch wieder, nach einer langen Pause von mehr als 6 Jahren, eine empfindliche Lücke in unsere Reihen gerissen; am 4. 12. starb im Herrn, wie wir gläubig hoffen, der Laienbruder Canisius Käß im 37. Lebensjahre, nach nur 11 Jahren eines vorbildlichen Ordenslebens. R. I. P. Eine Änderung im klösterlichen Familienstande brachte auch der 9. Mai, an dem der Laienbrudernovize Michael Kollmannsberger mit dem Namen Tuto die hl. Gelübde auf drei Jahre ablegte. Mit ihm sollte auch der Laienbruder Achaz Scheuerer die ewigen Gelübde ablegen, doch konnte er wegen der noch ungelösten Militärdienstfrage zunächst nur zur Erneuerung der zeitlichen Gelübde zugelassen werden. Glücklicherweise klärten sich die Verhältnisse bald für ihn, so daß er noch am 25. Oktober sein hohes Ziel erreichen konnte.

Bescherte uns sonst schon manches Ereignis in der klösterlichen Familie, wie der 60. oder 70. Geburtstag eines unserer Mitbrüder oder die silberne Jubelprofeß unseres VP. Subprior Wilhem Moser (28. 10.) frohe Stunden im engsten Kreis der Familie, so konnten wir auch heuer einmal wieder das seltene Fest des goldenen Profeßjubiläums eines der Unseren feierlich begehen: Bruder Plazidus Kargl war der Glückliche, der am 27. Okt. in voller Rüstigkeit vor dem hochwürdigsten Herrn Abte seine Gelübde erneuern und aus dessen Hand den Altersstab empfangen durfte.

Mit Freude und Dank berichten wir, daß wir auch heuer wieder trotz verschiedener Umstände (Militär- und Arbeitsdienstpflicht!) unsere Landwirtschaftsschule mit 53 Schülern eröffnen konnten. Neben der Arbeit in der Schule und in der Verwaltung der rund 1000 Seelen zählenden Pfarrei Weltenburg fanden unsere Patres reichlich Arbeit in der Seelsorgsaushilfe in den benachbarten Pfarreien, die sich zum Teil über mehrere Wochen erstreckte. P. Josef Waasmeier war vom 1. April bis zum 31. August Kooperator in Scheyern, und konnte hier nicht bloß unseren Mitbrüdern eine kleine Hilfe sein, sondern auch für sich wertvolle Erfahrung in der Seelsorgepraxis erwerben.

So ging das Jahr 1935 ruhig und friedlich seinen Gang wie immer, bis der unglückliche 19. Oktober schwere Sorge und Not über uns brachte. In den frühen Morgenstunden brach auf dem Buchhof infolge Heißlaufens eines Transmissionslagers beim Dreschen Feuer aus, dem in kürzester Frist ein großer Teil des Hofes zum Opfer fiel. Ein Unglück doppelt schwer, da es uns so unmittelbar vor dem Winter traf, und weil dabei fast die gesamten Vorräte an Getreide, Heu und Stroh vernichtet wurden. Und noch ein zweiter harter Schlag sollte uns treffen. Bei den Abbruchsarbeiten hatte sich Bruder Canisius Käß eine nicht leichte Verletzung am Kopfe zugezogen; trotz sofortiger ärztlicher Hilfe trat nach 14 Tagen Wundstarrkrampf ein, dem er nach achttägigem schwersten Leiden im Krankenhaus in Kelheim erlag. Jäh und unerwartet hat uns der Tod unseres Mitbruders betroffen und von Herzen trauern wir um ihn; denn er war wirklich einer unserer Besten. Das gibt uns aber auch wieder den Trost, daß wir in ihm einen treuen Helfer im Himmel haben in unseren großen Sorgen. Auch sonst haben wir ja in unserem Unglück viel Anteilnahme und Hilfe in geistiger und materieller Form finden dürfen und wir danken hier besonders auch den H. Herren Äbten unserer bayerischen Kongregation und ihren Klöstern und vielen anderen hochherzigen Wohltätern, die uns so tatkräftig die erste größte Not überwinden halfen. Unmittelbar vor dem Brande war bereits der Neubau

einer Scheune begonnen worden, sie ist glücklich vollendet; einen kleinen Teil der abgebrannten Gebäulichkeiten konnten wir noch vor Winter wenigstens unter Dach bringen. Und so wollen wir denn mit Gottes Hilfe ans Werk gehen, daß der uralte Klosterhof wieder erstehe.

Weltenburg. Ch.

St. Bonifaz-Andechs 1935. Am Ende des Berichtsjahres zählte das Benediktinerstift St. Bonifaz in München mit dem Priorat in Andechs 96 Religiosen, darunter 24 Patres, 1 Chorfrater, 4 Kleriker und 66 Brüder. Am 23. Dezember erhielt Fr. Rhaban Freitag in Freising die Diakonatsweihe. Der Konvent hatte im Lauf des Jahres den Verlust von zwei seiner ältesten aber auch verdientesten Laienbrüder zu betrauern. Am 12. August starb im Alter von 78 Jahren Bruder Fidelis Steiner nach einem längeren Leiden, das der willensstarke und arbeitsfreudige Mann, unterstützt durch gute Pflege, wiederholt überwand. Bruder Fidelis war das Muster klösterlichen Lebens. Schon sein Äußeres, die hohe hagere Gestalt mit den durch Arbeit und Abtötung scharfgeschnittenen Zügen, lenkte die Aufmerksamkeit der oft recht anders gesinnten Besucher des heiligen Berges auf sich. Und sein Herz war erfüllt von tiefer ernster und doch kindlicher Frömmigkeit. Volk und Konvent verehrten ihn deswegen schon im Leben wie einen Heiligen. Nach zwei Monaten folgte ihm am 17. Oktober der Senior der Brüderschaft Bruder Engelbert Schacherbauer im Alter von 81 Jahren. Über 40 Jahre an der Pforte des Großstadtklosters in München war Bruder Engelbert stadtbekannt (s. Münchner K. Kirchenzeitung 28 Nr. 44) und — wenigstens unter den Benediktinern der ganzen Welt — eine geradezu internationale Persönlichkeit. Trotz der Unruhe der Telefone, der ungezählten und nach Stand und Wünschen so verschiedenen Besucher, trotzdem ihm kaum eine ungestörte Nacht beschieden war und er trotzdem jeden Morgen als erster die anderen vom Schlafe rief, war er doch niemals krank, bis das hohe Alter ihn auf ein kurzes Leidenslager rief. RIP.

Erwähnung verdient am 7. Juli die große Wallfahrt der Münchner (7000 Teilnehmer), die zum erstenmal nicht mehr nach Altötting zogen, sondern die viel älteren und engeren Beziehungen zum heiligen Berg wieder aufnahmen. S. Em. Kardinal v. Faulhaber hielt selbst Amt und Nachmittagsandacht. Zum erstenmal erneuerte auch die Münchner Metzgerzunft mit ihrer alten Votivkerze und den kunstvollen Votivgaben von 1513 den ins 15. Jahrhundert zurückreichenden Wallfahrtsgang. Sonst ereignete sich im Berichtsjahr nicht viel. Die äußere Restaurierung des Klosters in Andechs wie der Klostergaststätte wurde unter künstlerischer Leitung zu Ende geführt. In München wurde das Nachbaranwesen des am 31. Oktober verstorbenen Generalmajors Barth-Harmating, des letzten eines der ältesten bayrischen Geschlechter, erworben.

München. R. B.

Siegburg (Michaelsberg) **1935.** Das Jahr 1935 wird für immer ein denkwürdiges sein in der Geschichte unseres altehrwürdigen Klosters: 21 Jahre nach der Neubegründung (2. Juli 1914) wurde es durch Dekret vom 28. März 1935 zur Abtei erhoben! 138 Jahre sind nun schon verflossen, seit der letzte Abt des alten Reichsstiftes, Johann IV. von Spyart zu Wörden, schweren Herzens für immer den Klosterberg verlassen mußte. Jahre innerer und äußerer Schwierigkeiten waren nach der Wiederbesiedlung über die alte Annostiftung dahingezogen. Der bald ausbrechende Krieg wandelte das Kloster in ein Lazarett um, nach dessen Ende 1919 aus den Klostergebäuden die Caserne de la Marne der Besatzungstruppen wird. In diesen Zeiten konnte natürlich an eine Abtswahl nicht gedacht werden. Als dann 1926 endlich das Kloster frei war, wurde auch der Wunsch nach baldiger Einreihung in die vollwertigen Abteien immer stärker. Doch vergingen noch 8 Jahre, Jahre des Auf- bzw. Umbaues, bis endlich der langersehnte Tag kam, wo der Konvent sich erstmalig selber einen Abt und Vater wählen konnte.

Am 15. April traten die Kapitularen zur Wahl zusammen, aus der nach kurzer Zeit P. Dr. Ildefons Schulte-Strathaus hervorging. Als dann die Bestätigung von Rom kam, war der Jubel groß, zumal bei unseren Klerikern, deren Präfekt der Erwählte lange Jahre war. Mit einer schlichten Feier wurde am 18. Mai unser neuer Abt in sein hohes Amt eingeführt. Nach dem Konventamt versammelte sich die ganze Klosterfamilie im schönen Nachtchor, wo der Erwählte nach Verlesung des Bestätigungsdekretes mit Mozetta, Brustkreuz und Ring bekleidet wurde. Der mit der Einführung beauftragte H. H. Abt Benedikt von Afflighem überreichte darauf die Schlüssel des Hauses und das Konventsiegel. Nun huldigten wir erstmalig unserem Rmus und empfingen von ihm den Friedenskuß. In einer von Herzen kommenden Ansprache dankte Abt Ildefons seinen Mönchen für das ihm geschenkte Vertrauen und versprach, allen und jedem ein wahrer Vater zu sein gemäß seinem Wahlspruch: Veritati in caritate! Nach diesem Akt zogen wir in feierlicher Prozession zur Kirche, um in einem begeisterten Te Deum Gott den gebührenden Dank zu sagen. Inzwischen war die Wappenfahne der Abtei gehißt worden, um auch nach außen der Freude Ausdruck zu geben. Im großen Fremdenrefektorium versammelten wir uns sodann zu einer frohen Familienfeier. — Nicht minder groß war die Überraschung und Freude in der Stadt, als die Erhebung zur Abtei und die erfolgte Wahl bekannt wurden. War doch P. Ildefons weithin geschätzt wegen seiner Tätigkeit im Siegburger Geschichts- und Altertumsverein wie als früherer Kustos des Heimatmuseums und nicht zuletzt durch sein Wirken in der Seelsorge. Hunderte von Glückwünschen aus nah und fern bezeugten die freudige Anteilnahme an dem großen Ereignis, darunter die herzl. Schreiben aller westdeutschen und mehrerer ausländischer Abteien.

Abt Ildefons Schulte-Strathaus, der erste Abt nach der Wiederbesiedlung und 47. in der langen Reihe der Siegburger Äbte, ist geboren am 7. Mai 1887 in Lövinghausen bei Dortmund. 1904 trat er in die Abtei Merkelbeck ein, wo er am 27. April 1905 die Gelübde ablegte. Seine philosophischen Studien machte er am Anselmianum zu Rom und promovierte daselbst zum Doktor der Philosophie. Am 10. August 1912 wurde er in Köln zum Priester geweiht. 1919 kam P. Ildefons als Präfekt der Oblatenschule nach Siegburg. Seit 1928 versah er hier das Amt des Klerikerpräfekten und Professors der Philosophie. Im Wappen des neuen Abtes erscheinen oben rechts und unten links zwei gekreuzte Haken im silbernen Feld — das mütterliche Wappen —, oben links und unten rechts ein turmartiges Haus, auf den Familiennamen anspielend.

In den Wochen nach der Einführung wurden eifrig die Vorbereitungen für den Weihetag getroffen. War auch von einer größeren öffentlichen Feier Abstand genommen worden, so gab es doch viel zu tun, zumal es die erste Weihe war!

Am Vorabend des großen Festes, das auf den 2. Juli als den Jahrestag der Wiederbesiedlung gelegt war, prangten Kirche und Kloster im Festschmuck. Weithin grüßten vom alten Turm die Fahnen. Das Chor war mit rotem Satin ausgeschlagen, von dem sich der neue, feine Abtsthron wirkungsvoll abhob.

Am Morgen des Weihetages herrschte auf dem Michaelsberge regstes Leben. Gegen 7,30 Uhr traf S. Eminenz Kardinal-Erzbischof Schulte von Köln ein, der es sich nicht hatte nehmen lassen, selber die Weihe des ersten Abtes nach der Wiederbesiedlung vorzunehmen. Einst hatte ein Kölner Erzbischof, Anno der Heilige, das Kloster gegründet und seinen ersten Abt, S. Erpho, eingeführt; wieder weiht ein Kölner Erzbischof den Abt vom Michaelsberg für sein hohes Amt. Um 8 Uhr wurde S. Eminenz in feierlicher Prozession zur Kirche geleitet; in seinem Gefolge waren die H. H. Erzabt Raphael Walzer von Beuron, Abt Ildefons Herwegen von Maria Laach, Abt Benedikt van Schepdal von Afflighem und Abt Modestus van Assche von Steenbrügge, die als Assistenten unseres Rmus fungierten, die Zisterzi-

enseräbte Stephan Sauer von Mariawald und Alphons Heun von Hardehausen. Unter den Ehrengästen befanden sich ferner Vertreter der Abteien Trier, Buckfast, Finalpia, Dendermonde, Ilbenstadt-Cornelimünster, Vertreter von 14 anderen Orden und Kongregationen nebst 2 Rittern des Ordens vom Hl. Grab in ihrer Ordenstracht, sowie der gesamte Klerus des Dekanates Siegburg und zahlreiche sonstige Freunde des Hauses aus dem Priester- und Laienstand.

Nach der kirchlichen Feier fand in der Abtei die Begrüßung des neuen Abtes durch den Klerus statt. Die Gäste vereinte dann ein schlichter Imbiß. Beim Mittagsmahl, an dem außer dem Konvent die H. Herren und der Ordensklerus teilnahmen, entbot Abt Benedikt von Afflighem als Visitator unserem Rmus seine Glückwünsche, während der hochw. Erzabt von Beuron in herzlichen, manchmal launigen Worten Würde und Bürde des Abtes darlegte. Der Chor unserer Kleriker würzte das Mahl durch musikalische Vorträge, die allgemeinen Beifall fanden. Zur Aufführung kamen unter anderem ein lateinischer Hymnus an den neuen Abbas, verfaßt von unserem P. Anno, und eine schwungvolle Hymne an die Abtei auf dem Berge von unserem P. Wigbert. Schließlich sprach unser Rmus Worte des Dankes mit dem Versprechen treuer Freundschaft. Dieser Dank gilt vor allem auch dem hl. Vater, der schon am Vortage ein herzl. Glückwunschschreiben gesandt hatte, sowie dem Abt Primas von Stotzingen und dem Generalabt der Cass. Congregation, die ebenso ihre Wünsche telegraphisch übermittelt hatten.

Im Anschluß an die Abtsweihe fand (vom 3. bis 5. Juli) in der Abtei das Provinzialkapitel der deutschen Sublazenserklöster statt.

Auch sonst kann der Chronist — Gott Dank! — manches Gute für das verflossene Jahr melden. Am 5. Februar durfte unser Bruder Eberhard seine ewigen Gelübde ablegen, am 3. Mai P. Rupert Neulen und P. Norbert Thomas und am 2. Sept. unser B. Othmar die zeitlichen. Eine feierliche Profeß erlebten wir am 8. Mai, als D. Augustin Temme sich für immer Gott weihte. Eingekleidet wurden am 12. April 2 Klerikernovizen. Zu Ende des Jahres zählte der Konvent 42 Mitglieder, 16 Priester, 10 Kleriker, 2 Novizen, 13 Brüder.

Am 13. und 14. Okt. erteilte Rmus erstmalig die niederen Weihen an drei Kleriker. Verschiedentlich pontifizierte derselbe auswärts, so bei der Jahrhundertfeier der katholischen Pfarrei Irlich, in Essen, im Immaculatakolleg der Redemptoristen zu Geistingen und am Fest des hl. Bernhard in der Abtei Marienstatt.

Die Tätigkeit der Patres war in diesem Jahre besonders groß. An fünf Orten wurden Missionen abgehalten. Zahlreich waren besonders Exerzitienkurse, religiöse oder volksliturgische Wochen, Einkehrtage, deren mehrere in unserer Abtei stattfanden, besonders für Kirchenchorsänger, Dirigenten und Schulentlassene.

Erwähnt seien endlich noch die Feierlichkeiten zu Ehren des berühmten Siegburger Komponisten Engelbert Humperdinck, bei welcher Gelegenheit im Nordflügel der Abtei eine Humperdinckausstellung stattfand. Beim Festakt wurde u. a. Humperdincks „Benediktus" aufgeführt, das er aus Freude über die Rückkehr der Benediktiner nach Siegburg komponiert und dem Konvent gewidmet hatte. In einem Brief an den damaligen Prior, der im Archiv der Abtei aufbewahrt wird schreibt Humperdinck unter anderem: „Es ist nicht bloß die ausgesprochene Vorliebe für meine Heimat, die mich zu diesem Werkchen begeistert (das hätte ja auch irgendeinen anderen Ausdruck finden können), sondern vor allen Dingen die Gefühle der Sympathie für den Benediktinerorden, dem ich von jeher freundschaftlich zugetan war und in dessen Niederlassungen ich mehr als einmal liebenswürdig-gastliche Aufnahme gefunden habe, und zwar nicht bloß in der Metropole von Montecassino, sondern auch in Rom auf dem Aventin, wie in Engelberg (Schweiz) u. a. O. Die freundschaftlichen Beziehungen zum Orden führten später dazu, daß ein talentvoller Benediktinerbruder aus Amerika (Mount Angels) vor einigen

Jahren nach Berlin kam, um längere Zeit als mein Schüler noch Komposition zu studieren (gegenwärtig befindet er sich wieder in seinem Heimatkloster). Die Freude, die ich empfand, als ich hörte, daß die Benediktiner nach 100-jähriger Abwesenheit wieder zum Michaelsberg zurückkehren würden, veranlaßte mich, meinen Gefühlen in Tönen Ausdruck zu geben".

Siegburg. Chronist.

London. Major Hatfield, ein Nichtkatholik, hat den Benediktinern das ehemalige Benediktinerpriorat Salmestone zum Geschenk gemacht, damit das alte Besitztum wieder seiner bestimmungsgemäßen Verwendung zugeführt ist. Ursprünglich hatte Salmestone zum großen Kloster des hl. Augustin von Canterbury gehört. Die heutige Kapelle des Besitztums ist im Jahre 1326 von Bischof Peter konsekriert worden. *

London. — Die kleine anglikanische Ordensgemeinschaft des Klosters Oelberg bei Farnharm (Surrey) ist in die katholische Kirche aufgenommen worden. Sie wird ihr klösterliches Gemeinschaftsleben nach der Benediktinerregel fortsetzen. *

Egmond (Holland). Am 21. März 1936 wurde durch den Abt und Wiedererrichter von Egmond, Abt Jean de Puniet de Parry von Oosterhout, die Erhebung des neuerrichteten Klosters zum Prioratus simplex verkündet. *

Aulne (Belgien). Neben Orval wird gegenwärtig auch ein Teil der berühmten bereits im 7. Jahrhundert gegründeten Cisterzienserabtei Aulne (bei Landelies an der Sambre) auf Veranlassung und mit tatkräftiger Unterstützung der belgischen Regierung wiederhergestellt. Von dem von den Franzosen Ende des 18. Jahrhunderts zerstörten Prachtbau (5000 Hss. verbrannt) wird augenblicklich die sogenannte Pforte von Aulne, ein Wohnbau des 15. Jahrhunderts, restauriert. *

Abtweihen. Termonde. Zum Abt der belgischen Abtei wurde am 25. März 1936 P. Maurus Pelemon erwählt. 1900 geboren, legte er 1921 die ersten Gelübde ab und wurde 1927 zum Priester geweiht. Seit 4 Jahren befand sich P. Maurus in der Benediktinermission von Transvaal. *

Rom. — S. Hieronymus. Als Nachfolger des verdienten ersten vom Papst selbst ernannten Abtes von S. Girolamo in Rom, Henri Quentin, erhielt am 15. Januar 1936 der bisherige Prior von Clerf, P. Petrus Salmon (geb. 1896), durch den neuernannten Kardinal Carlo Cremonesi im Beisein der Äbte von Clerf und St. Paul (Rom) die Abtweihe. *

Ligugé (Frankreich). Am 22. März 1936 erhielt P. Petrus Basset durch S. Exc. den Bischof von Poitiers die Weihe als Abtkoadjutor im Beisein der Äbte von Oosterhout und Sainte Marie in Paris. *

Buenos Aires (Argentinien). Die Benediktiner von Buenos Aires (Congr. Gallica) gaben mit diesem Jahr eine neue von den Bischöfen wie Gläubigen freudig aufgenommene liturgische Zeitschrift heraus: *Rivista Liturgica Argentina*, das erste und einzige Organ dieser Art in Lateinamerika. *

Rom. Für die bisherigen, nunmehr in das Kardinalkollegium berufenen Präfekten der vatikanischen Bibliothek, die von Anfang an unseren „Studien und Mitteilungen" wärmstes Interesse und tatkräftige Unterstützung zuteil werden ließen, die Msgre. Mercati und Tisserant, wurde der Benediktiner von Montserrat P. Anselm Albareda, bekannt als Verfasser einer die gedruckten Regelausgaben umfassenden Bibliographie, als Prefetto berufen. *

Nachdruck nur mit Quellenangabe gestattet.

Zur neuesten Chronik des Ordens.

Redaktionschluß für das nächste Vierteljahrsheft ist immer:
1. März — 1. Juni — 1. September — 1. Dezember.

Gedruckte und zu umfangreiche Chronikberichte können keine Berücksichtigung finden. Leitung.

Excellentissimo et Ilustrissimo
D. D. Simoni Cunrado Landersdorfer
OSB
neonominato et neoconsecrato
Episcopo Passaviensi.

Festivae sonant Batavorum in urbe
campanae, laetae celebrant venisse
Pastorem zelo gregis instruendi
mire flagrantem.

Duplici frontem redimitus lauro
incedit, mitra baculoque ornatus,
gnarus linguarum populorum eoi
solis in ora.

Nursini Patris monitis nutritus
claro virtutum iubare coruscat,
strenuus custos et magister almus
discipulorum.

Oh longam annorum seriem, precamur,
Regnator mundi Tibi det benigne!
Laetarum frugum segete clarescat
vinea Christi!

Metten. P. Bonifaz Rauch.

Ettal 1935. Der Personalstand des Klosters wies am Ende des Jahres 37 Patres, 6 Kleriker und 56 Laienbrüder auf. Im Laufe des Jahres haben 3 Kleriker die einfache, 2 Laienbrüder die ewige Profeß abgelegt. Der Diakon P. Stefan Schaller empfing am 4. August in Ettal die hl. Priesterweihe. Von unseren studierenden Patres machten 2 ihr erstes Staatsexamen (RP. Athanasius Kalff in der Altphilologie, RP. Albert Kratzer in den Naturwissenschaften); sie werden zu Ostern auch ihr Praktikum beendet haben. RP. Athanas Kalff und RP. Karl Groß erwarben die Doktorwürde in der Philosophie. Gegenwärtig studieren noch 2 Patres (P. Karl und P. Stefan) an der Universität Würzburg, 2 Kleriker in Rom, 4 Kleriker in St. Ottilien. Auswärts befinden sich außerdem: RP. Petrus Sedlmayr als Professor der Theologie am Anselmianum in Rom; RP. Leander Haase als Sekretär des Bischofs von Stockholm; 2 Patres sind immer auf unserem Pachtgut Fürstenfeld zur Seelsorge und Verwaltung.

Leider haben wir im vergangenen Jahr 3 Mitbrüder durch den Tod verloren. Am 16. Januar erlag der brave und tüchtige Bruder Severin Wacker nach 3 Monaten Krankenlager seinem Herzleiden. Er entstammte einer religiösen, bäuerlichen Familie aus Furt bei Oberaltaich; als Mechaniker und Schlosser arbeitete er an verschiedenen Orten seines bayrischen Heimat-

landes und diente dann 1909—11 als Soldat, im 2. Jahr als erster Waffenmeistergehilfe. 1913—26 war ihm Düsseldorf eine zweite Heimat. Während des Krieges stand er 1914—15 beim 53. Inf.-Regiment (Köln) und wurde dann wieder zu seiner Arbeit entlassen. Schließlich rief ihn die Gnade Gottes ins Kloster. 1928 machte er die hl. Profeß in Ettal als Bruder Severin. Gewissenhaft in Erfüllung seiner Ordenspflichten, geschickt und fleißig in der Arbeit, still und bescheiden in seinem ganzen Wesen hat er sich die Achtung aller verdient. Sein guter Charakter zeigte sich besonders in der vorbildlichen Geduld, mit der er den nahenden Tod erwartete. „Man braucht mich nicht trösten. Andern geht es viel schlechter als mir. Mir geht es viel besser als ich verdiene." So sprach er einmal zum Krankenwärter. Er war erst 45 Jahre alt, als er sich gottergeben zum Sterben hinlegte.

Das zweite Todesopfer war der Hochw. Herr P. Ildephons Bauer. Da er mehr als Vierteljahrhundert hindurch Prior des Klosters war, soll weiter unten ein eigener Nachruf für ihn gebracht werden.

Am Pfingstmontag (10. Juni) verloren wir durch den Tod wieder einen Mitbruder, den dritten in diesem Jahre: den Herrn P. Wilfrid Brunner. Er verschied ziemlich rasch und unerwartet infolge einer Embolie nach längerem Herzleiden in der Abtei St. Stefan in Augsburg. Seine Leiche wurde hieher gebracht. P. Wilfrid hat zwar gewünscht, daß ihm kein Nekrolog geschrieben werde, aber einige Worte wird er uns schon erlauben. Er war ein geborner Münchener, trat 1906 in Ettal ein, studierte in Rom und München und versah dann der Reihe nach die Ämter eines Präfekten, Zeichenlehrers, Prokurators des Institutes und Bibliothekars im Kloster. Er war zwar von schwächlicher Gesundheit und hat namentlich in den letzten Lebensjahren durch eine schmerzliche Krankheit sehr viel gelitten, aber er war doch eine große Arbeitskraft. Im Bibliothekswesen hat er sich in der Bücherstadt Leipzig zum Fachmann ausgebildet und arbeitete auf der Bibliothek von St. Stefan sehr tüchtig zu großer Zufriedenheit des Hochwürdigsten Herrn Abt-Präses und des dortigen Bibliothekars. Er besaß auch entschieden künstlerischen Sinn, namentlich hatte er Interesse für Ornamentik, Plakatkunst, Heraldik, Ex libris und Supra libros und für kunstvolle Bucheinbände. Eine Frucht dieser Beschäftigung ist der Aufsatz: „Über klösterliche Supra libros" im Jahrbuch für Einbandkunst, 3. Jahrg. 1931, sowie auch die Arbeit: „Der Ettaler Bucheinband, vornehmlich im 18. Jahrhundert" in der Zeitschrift für Bibliophilen „St. Wiborada", 2. Jahrg. (1934). P. Wilfrid malte auch hübsche Aquarelle und versuchte sich nicht ohne Erfolg in der Porträtkunst. Tragisch ist, daß er in St. Stefan schon alles gepackt hatte, um in einigen Tagen nach Ettal zurückzukehren. Als Leiche kam er hieher. Früh verwaist und etwas kränklich war er im Leben nicht auf Rosen gebettet; jetzt ruht sein Leib im nördlichen Teil unseres Kreuzganges.

R. I. P.

Durch den Tod unseres langjährigen Priors gab es eine kleine Ämterverschiebung: Prior wurde VP. Rupert Ruf, Subprior VP. Paul Wolpert, Pfarrvikar von Ettal RP. Maurus; Magister der Laienbrüder ist seit Dezember RP. Josef Mayr. — RP. Adalbert Salberg versah aushilfsweise von März bis Ostern die Pfarrei Unterammergau; von Juli bis Dezember vertrat den erkrankten Spiritual des St. Hildegardis-Stiftes in Partenkirchen. RP. Maurus hatte vor seiner Ernennung zum Pfarrvikar von Ettal die Seelsorge in Niederaltaich an der Seite des dortigen alten Pfarrers innegehabt. RP. Pius Fischer hielt in der Passionswoche in Berlin einen Predigtzyklus. Im Frühjahr erschienen zwei große Werke in deutscher Übersetzung: nämlich „Jesus Christus als Mensch unter Menschen" von A. Goodier (I. Bd.), aus dem Englischen übersetzt von P. Ignatius Rollenmüller; und „Leo XIII. und der deutsche Kulturkampf" von Ed. Graf Soderini, aus dem Italienischen übersetzt von P. Richard Bauersfeld, (beide erschienen im Verlag Tyrolia.) während P. Karl seine Untersuchung über „Die Unterpfänder ver römi-

schen Herrschaft" herausgab. — Für die Schule wurden verschiedene Apparate beschafft und in jedem Schulzimmer auch eine Lautsprecheranlage eingerichtet.

Manches freudige Familienfest gab es im Laufe des Jahres. Am 3. August traf S. Eminenz Kardinal v. Faulhaber hier ein und weihte am folgenden Tag P. Stefan Schaller zum Priester. Am 6. August, dem 35. Jahrestag der Wiedereröffnung des Klosters Ettal feierte dieser seine Primiz. Der 8. August war ebenfalls ein freudiger Tag: der Hochwürdigste Herr Abt Willibald beging nämlich in guter Gesundheit seinen 80. Geburtstag.

Da Rms. Abt Angelus auf ärztliches Gebot für einige Zeit Stimme und Kehlkopf schonen mußte, hielt der 80jährige Jubilar an unserem Haupt-Marienfest (15. August) den ganzen Pontifikalgottesdienst und trug bei der abendlichen Lichterprozession im Klosterhof selbst das Gnadenbild. — Die größten Pilgerzüge kamen zu unsrer „Frau Stifterin" aus den Bezirken Bamberg und Forchheim (2400 Personen) und Augsburg (1100 Personen). Auch manche größere Gruppen des Kathol. Frauenbundes fanden sich hier ein, sowie der Jugendverein von St. Paul in München (150 Personen) und Pfarreien der Umgebung. — Der Fremdenverkehr im Sommer und auch schon zu Pfingsten in der ganzen Gegend war sehr lebhaft und hat auch dem Kloster viele Besuche zugeführt.

Ettal. P. Placidus Glasthaner.

Prior Ildephons Bauer von Ettal †. Nachdem der Januar ein Todesopfer gefordert hatte und ein Pater und ein Novize sich einer Operation hatten unterziehen müssen, schien auch das Frühjahr in gesundheitlicher Hinsicht für das Kloster bedrohlich werden zu wollen. Im März trat die Grippe in Kloster und Institut heftig auf und dauerte bis in den April. P. Bernhard bekam sogar die hl. Ölung. Ihren letzten, leider erfolgreichen Angriff machte sie auf Ven. P. Prior Ildephons M. Bauer, der ihr am Montag in der Karwoche (15. April) früh erlag. So sehr auch die Gesundheit des Herrn P. Prior schon seit Jahren zu wünschen übrig gelassen hatte, so kam sein Verlust für das Kloster doch überraschend schnell. Er hatte nur einige Tage Grippe; dann wurde uns mitgeteilt, es stehe bedenklich; am nächsten Morgen schon, im Frühchor verkündete der Hochwürdigste Herr Abt, daß P. Prior beim Anbruch des Tages, als man den Angelus läutete, verschieden sei. Man konnte es kaum glauben. Es war ein merkwürdiges Gefühl, daß der nicht mehr da sein sollte, der seit einem Menschenalter so eng mit dem Kloster verbunden war. Mit Recht schreibt eine Oblatin: „Man kann sich Ettal und das Heiligtum der lieben Frau Stifterin so gar nicht ohne Herrn P. Prior denken."

P. Ildephons Bauer war am 21. 8. 1868 in Rosenheim geboren. Nachdem er in seiner Vaterstadt die Lateinschule durchgemacht, trat er in Freising in das Erzb. Knabenseminar ein und besuchte das dortige Gymnasium, das er im Jahre 1888 mit gutem Erfolge absolvierte. Die phil. und theol. Studien machte er am Lyceum in Freising. Am 19. Juni 1893 wurde er zum Priester geweiht und war nacheinander in St. Veit bei Neumarkt, in Kirchdorf bei Haag und in Geisenhausen in der Seelsorge tätig. Auf einer Jubiläumspilgerreise nach Rom kam seine Neigung für das benediktinische Ordensleben zum Durchbruch. Bald nach der Rückkehr von Rom (7. Juli 1900) schrieb er an den Abt von Scheyern, er glaube immer deutlicher das Wort des Heilandes zu vernehmen: „Willst du vollkommen sein, so gehe hin, verkaufe alles was du hast, und schenk es den Armen; und dann komm und folge mir nach." „Und so wende ich mich", schrieb er, „an E. H. mit der demütigen Bitte um Aufnahme in eines Ihrer Klöster Scheyern oder Ettal; für letzteres hätte ich eine besondere Vorliebe, wiewohl ich mich ja ohne Vorbehalt Euerer Paternität zur Verfügung stelle." In Scheyern erhielt der Kandidat das Kleid des hl. Benediktus, am 14. September 1900, also kurz nach der Wiedereröffnung des Klosters Ettal. Ein Jahr später, nach der einfachen Profeß, ging sein stiller Wunsch in Erfüllung: Abt Rupert schickte ihn nach Ettal, um

dort die Stelle des Pfarrvikars und Gastmeisters zu versehen. Zwar rief ihn nach zweieinhalb Jahren der Gehorsam nochmal nach Scheyern zurück, um dort für dreieinhalb Jahre die Leitung der ausgedehnten Pfarrei zu übernehmen. Als aber Ettal, für das P. Ildephons die feierliche Profeß abgelegt hatte, zur Abtei erhoben wurde, ernannte der neue Abt ihn zum Prior der jungen Abtei und übergab ihm zugleich die Ämter des Novizenmeisters und Magisters der Laienbrüder, gewiß ein Zeichen großen Vertrauens. P. Ildephons blieb Prior bis an sein Lebensende; von den beiden andern Ämtern aber wurde er im Jahre 1918 befreit, weil er seit 1914 auch das Amt des Pfarrvikars von Ettal inne hatte. Von 1907—27 war er auch Elemosynar und vorübergehend auch Lektor der Theologie und Leiter der Weltoblaten. Nur eine große Arbeitskraft konnte all diesen Anforderungen gerecht werden. Prior Ildephons hat das auf ihn gesetzte Vertrauen durchaus gerechtfertigt, trotz einer gewissen Nervenschwäche und einer schleichenden Krankheit namentlich in den letzten Lebensjahren. Er war ein ganzer und gewissenhafter Ordensmann, voll Eifer für den Gottesdienst, eine Säule des Chorgebetes, zu dem er trotz Krankheit als einer der ersten an jedem Morgen erschien. Schon als Novize hatte er sich daran gewöhnt, im Abt den Stellvertreter Gottes zu sehen. Daher auch seine unentwegte treue Ergebenheit gegen seinen Abt, sowohl gegen den ersten, der ihn zum Prior eingesetzt hatte, als auch gegen den neuen Abt, den er noch als Büblein gekannt hatte. Es war der Geist des Glaubens, der ihn jederzeit die richtige Einstellung lehrte. Nicht unerwähnt dürfen wir lassen seinen ausgesprochen kirchlichen Sinn, sowie seine Anhänglichkeit an seine „Gotteszelle" Ettal und an das Mutterkloster Scheyern. Das Gemütliche und Wohlwollende in seinem Wesen machte den Umgang mit ihm angenehm und glich die eine oder andere scheinbare Rauheit der Form leicht wieder aus. Manches „geflügelte" Wort von ihm ergötzt heute noch jene, die ihn kannten. P. Prior war ein ungemein fleißiger Mann. Erst nach seinem Tod sah man, wie unglaublich viel er geschrieben hatte: zahllose Predigten, Vorträge, Betrachtungen schon seit der Zeit des Eintrittes ins Klerikalseminar in Freising. Einen guten Teil seines Priesterlebens hat er im Beichtstuhl verbracht. Großes Interesse hatte er für die Geschichte unseres Ordens, für die er seine Novizen zu begeistern wußte, und für die Geschichte unseres Klosters. Für Schriftstellerei hatte er bei den sonstigen vielen Arbeiten keine Zeit; aber immerhin widmete er seinem berühmten Landsmann, dem Benediktiner Petrus von Rosenheim, einen guten Aufsatz in den „St. Benedikts Stimmen" 1908. Auch lieferte er jahrelang der „Ammergauer Zeitung" willkommene Beiträge. Man kann ohne jede Lobrednerei sagen, daß P. Prior viel und segensreich gewirkt hat, nicht zuletzt in den katholischen Vereinen, besonders im Mütter- und Frauenverein. Darum genoß er auch in weiten Kreisen große Hochschätzung und Verehrung, die sich besonders in den zahlreichen Beileidskundgebungen bei seinem Tode zeigte. Die Schulkinder, mit denen er gut umzugehen wußte, betrauerten ihn aufrichtig; es war kein leeres Theater, als jedes einzelne der Ettaler Kinder zum offenen Grabe hintrat und eine Blume hineinwarf. P. Prior war für die Mönche von Ettal immer ein Beispiel treuer Pflichterfüllung. Das beste Beispiel aber gab er uns wohl im Sterben. Tapfer und geduldig hatte er die jahrelange Krankheit, welche auch die Erblindung des einen Auges mit sich brachte, ertragen. Ruhig und gefaßt sah er auch in der gefährlichen Grippe dem entgegen, was da kommen würde. Über sein Hinscheiden erzählte der H. H. Abt Angelus in seiner Gedächtnisrede wie folgt: „In den letzten drei Tagen seines Lebens durfte ich die hl. Kommunion an sein Krankenbett bringen, und da hat er mit seiner vollen männlichen Stimme das Confiteor gebetet und das Reliquienkreuz in Händen gehalten und hat, mit der Stola angetan, in rührender Andacht seinen Heiland empfangen. Und in der letzten Nacht, wie viel hat er da gebetet und in vollster Ergebung in Gottes Willen sich dem Herrn geopfert. Und als er zum letzten Male beichtete, da wollte er aufstehen und sich hinknieen, um einen Überblick über das ganze Leben

zu geben. Man ließ ihn nur im Bette aufsitzen. Mit fester Stimme bekannte er seine Schuld und erhielt die letzte Lossprechung. Dann sank er in sich zusammen und als ich ihm die letzte Ölung spendete und die Generalabsolution erteilte, schied seine Seele vom Leibe. Wir sangen das „Suscipe me Domine", den Psalmvers, in dem der junge Ordensmann bei der feierlichen Profeß seine ganze Hingabe an Gott zum Ausdruck bringt. Vom Kirchturm ertönte das Gebetläuten. Es war viertel nach vier Uhr, die Zeit, zu der sich unser Toter täglich zum gemeinsamen Gotteslob erhoben hatte.

Sein Grab fand VenP. Prior im westlichen Teile des Kreuzganges, in der sog. Antoniuskapelle, neben dem Grabe des P. Theodor Leib und des 1784 verstorbenen Laienbruders Grafen Leopold von Firmian. In der dankbaren Erinnerung seiner Mitbrüder, seiner Pfarrkinder und aller der von ihm seelsorglich Betreuten wird er noch lange fortleben. R. I. P.

P. Placidus Glasthaner.

Spanien. Über das Schicksal unserer Mitbrüder in Spanien liegen immer noch keine vollständigen und ganz zuverlässigen Nachrichten vor. Am meisten ist von den Kommunisten das spanische Nationalheiligtum in Montserrat (Katalonien) und das Priorat El Pueyo (Barbastro) getroffen. Der Bericht, den der Abt von Montserrat, den wir nunmehr auf deutschem Boden (Beuron) beherbergen dürfen, über die Vorgänge gab, siehe Benediktinische Monatsschrift 1936, S. 389. Als authentisch lassen wir die von Montserrat herausgegebene Anzeige unserer Mitbrüder folgen, die als Blutzeugen ihres Glaubens nicht weniger wie wahrhafter vaterländischer Gesinnung ihr Leben geopfert haben:

R. P. D.	Josephus M. Fontseré,	an.	nat.	82,	Prof.	47,	Sac. 56
„	Dominicus Gonzàlez,	„	„	56,	„	39,	„ 30
„	Joannes Roca,	„	„	52,	„	34,	„ 26
„	Ambrosius Busquets,	„	„	33,	„	17,	„ 10
„	Placidus Feliu,	„	„	31,	„	15,	„ 9
„	Angelus Rodamilans,	„	„	62,	„	12,	„ 35
R. D.	Franciscus Sànchez,	„	„	56,	„	31,	Clericus
R. Fr.	Bernardus Vendrell,	„	„	58,	„	36	
„	Josephus M. Jordà,	„	„	51,	„	29	
„	Robertus Ambròs,	„	„	50,	„	28	
„	Ildephonsus Civil,	„	„	47,	„	20	
„	Alexius Cebollero,	„	„	45,	„	16	
„	Eugenius Erausquin,	„	„	33,	„	16	
„	Aemilianus Guilà,	„	„	22,	„	6	

Vivant cum Christo!

Romae, die 15. Sept. 1936.

Antonius M. Marcet, OSB.
Abbas Montserratensis
Congregationis Casinensis a P. O.

Von den 15 Cisterzienserinnenklöstern in Spanien, die zur Observantia communis gehören, ist bekannt, daß der Konvent Villamayor de los Montes zu Burgos, dem Sitz des Hauptquartiers der Nationalpartei, wohlbehalten ist und sein gewohntes religiöses Leben lebt. Das Kloster St. Anna in Lazcano liegt mitten in der Kampfzone. Es hat aber merkwürdiger Weise nicht übermäßig viel zu leiden gehabt und das religiöse Leben ist dort wieder aufgenommen. Die Insassen des Klosters U. L. F. von Cadins zu Gerona sind alle gesund und heil. Doch ist die Klosterkirche und das gesamte Mobiliar des Konventes angezündet worden. Das Klostergebäude selbst steht noch. Das Kloster in Valdoncella (Barcelona) wurde niedergebrannt und die Kirche in ein Frauengefängnis umgewandelt. Die Äbtissin Margarita M. Suñol vermochte mit neun Mitschwestern auf einem italienischen Schiff zu fliehen und fand mit ihren Mitschwestern im Convento delle S. Benedettine, Milano I., Via Belotti 10, gastliche Aufnahme. Der Choralgelehrte

P. Suñol von Montserrat, der Bruder der Äbtissin, der schon seit Jahren in Mailand zwecks Reform des ambrosianischen Chorals weilt, verschaffte ihnen das Heim.

Mehrerau. Abt K. Haid.

Fleury (Frankreich). Am 7. Mai wurde die Weihe der neuen Altäre der Basilika, die sich über den Überresten unseres hl. Ordensvaters erhebt, in Gegenwart des Kardinalerzbischofs von Paris Em. Baudrillart und von 20 Äbten aus Frankreich, England, Belgien, Italien und Holland vollzogen.

Orval (Belgien). Entsprechend der geschichtlichen Bedeutung der alten belgischen Cisterzienserabtei Orval gestaltete sich die Abtweihe (10. Mai) des ersten Abtes der wiedererstandenen und den Trappisten überlassenen Abtei D. Maria-Albert Van der Cruyssen zu einer vaterländischen Feier, an der nicht bloß der Nuntius von Belgien und der gesamte belgische Episkopat, die Erzbischöfe und Bischöfe von Cambrai, Reims und Verdun und der Generalabt der Trappisten D. Hermann-Joseph Smets, sondern auch der Abgesandte der Großherzogin von Luxemburg, der brasilianische Gesandte und zahlreiche hohe belgische Beamte teilnahmen. Die Abtweihe erteilte der Bischof von Namur.

Nachdruck nur mit Quellenangabe gestattet.

Zur neuesten Chronik des Ordens.

Redaktionschluß für das nächste Vierteljahrsheft ist immer:
1. März — 1. Juni — 1. September — 1. Dezember.

Gedruckte und zu umfangreiche Chronikberichte können keine Berücksichtigung finden. Leitung.

Polen. Früher als zu erwarten war, konnten die Konstitutionen der 1932 errichteten Benediktinerinnen-Kongregation von der Unbefleckten Empfängnis der allerseligsten Jungfrau Maria für immer bestätigt werden. Diese Bestätigung erfolgte durch Dekret der Hl. Religiosenkongregation vom 30. Juni 1936. Die wichtigeren genehmigten Änderungen und Neuerungen sind folgende: Die Entlassung der Schwestern mit zeitlichen Gelübden steht nicht mehr dem Bischof zu, sondern der Äbtissin-Präsidentin mit Zustimmung ihrer Assistentinnen und Genehmigung des Abt-Visitators. Die Aufsicht über die Klausur und das Recht, Indulte zum Betreten und Verlassen derselben zu gewähren, hatte bisher der Bischof, jetzt kommen auch diese Befugnisse dem Abt-Visitator zu; diese Änderung war notwendig, weil sonst der Zweck der Kongregation leicht hätte vereitelt werden können. Das dem Bischof zukommende Visitationsrecht und dessen Umfang ist nunmehr in einem besonderen Artikel geregelt. Noch in zwei Punkten wurden die Rechte des Abt-Visitators erweitert; er hat jetzt auch die Vollmacht, die Dekrete des Generalkapitels zu bestätigen und einen etwaigen Übertritt von einem Kloster zum anderen innerhalb der Kongregation „auctoritate Apostolica" zu genehmigen, unter der Voraussetzung, daß die Äbtissin-Präsidentin, die beiden beteiligten Äbtissinnen und das Kapitel des Klosters, in das der Übertritt erfolgen soll, dem Übertritt zustimmen. Die Amtsdauer der Äbtissin-Präsidentin und ihrer Assistentinnen ist von 12 auf 6 Jahre herabgesetzt, um die Amtierung von nicht auf dem Generalkapitel gewählten Assistentinnen möglichst zu verhindern. Weitere Neuerungen sind, daß jetzt Nonnen, die auf eine bestimmte Zeit in einem anderen Kloster weilen, daselbst von der Äbtissin mit Zustimmung des Kapitels das Stimmrecht, ausgenommen bei der Äbtissinnenwahl, verliehen werden kann und daß außerhalb des eigenen Klosters weilende Nonnen bei wichtigeren Angelegenheiten durch Vertreterinnen abstimmen können. Das Offizium der Laienschwestern ist nunmehr derart geordnet, daß diese in jeder Hore nur so viele Vaterunser und Gegrüßt seist Du Maria beten, als die Nonnen in der betreffenden Hore Psalmen rezitieren. Während die Konstitutionen von 1932 nur Außenschwestern mit oder ohne Gelübde vorsahen, kennen die neuen Außenschwestern mit Gelübden und Regular- oder Klaustraloblatinnen, die innerhalb der Klausur leben und dieselbe aus einem vernünftigen Grunde mit Erlaubnis der Äbtissin oder Meisterin verlassen können. Diese Regularoblatinnen legen nur ein Gehorsamsversprechen ab, das von ihnen aber jederzeit gekündigt werden kann. Eine etwaige Entlassung wegen Mangel an religiösem Geist steht der Äbtissin mit Zustimmung der Seniorinnen und Genehmigung des Abtvisitators zu. — Das 1876 von der russischen Regierung aufgehobene und 1920 wieder besiedelte Kloster zur hl. Euphemia in Nieswicz war im Dekret der Hl. Religiosenkongregation vom 21. Juni 1932, nur „Prioratus" genannt. Diesen Titel empfanden die Nonnen der doch über 300 Jahre alten Abtei

schmerzlich; deshalb baten sie um Wiederherstellung des Abteititels. Allein der Hl. Stuhl antwortete, eine Wiederherstellung der Würde einer Abtei sei nicht notwendig, da diese kirchenrechtlich noch nicht erloschen sei; denn die Abtei sei vom Hl. Stuhl errichtet worden, hatte immer Äbtissinnen und wurde ohne Zustimmung des Hl. Stuhles aufgehoben. Am 16. September weihte dann S. Exz. der H. H. Bischof von Pinsk, Kasimir Bukraba, zur Freude der Nonnen unter großer Anteilnahme der Bevölkerung die bisherige Priorin, Frau Ildefonsa Jaroniówna, zur Äbtissin. Ad multos annos!

Neresheim. Ph. Hofmeister.

St. Ottilien (Obb.) Die Benediktinermissionäre von St. Ottilien (Obb.) weisen in ihren Missionen nach den *Missionsblätter* 40. Jahrg. s. 371 folgenden Stand auf. Nicht genau sind die Zahlen der Ap. Präfektur Yenki.

	Abteigebiet		Apost. Vikariat		Ap. Pr. v.
	Peramiho	Ndanda	Eshowe S.-Afrika	v. Wonsan Korea	Yenki Mandschur.
Missionsstationen	28	13	9	11	12
Patres	47	19	22	24	20
Brüder	64	30	38	27	17
Schwestern	74	23	51	15	10
(Eingeb.)	+ 42	—	+ 3	+ 12	+ 4
Lehrer u. Katecheten	1 147	392	112	322	—
Katholiken	68 667	16 562	8 173	8 018	ca. 12 000
Schulen	945	377	53	32	44
Lehrer-Sem.	1	1	16 Koll.	—	—
Priester-Sem.	1		—	1	
Heime	1	1	—	—	—
für Aussätzige	1 178	300	—	—	—
Arzneiabgaben	614 340	290 800	18 141	ca. 22 000	—
Jahrestaufen	8 213	1 979	1 064	1 844	—

*

Muri-Gries (Italien). Goldenes Priesterjubiläum des H. H. Abtes Alfons M. Augner. Am 11. Juli 1936 kehrte zum 50. Male der Tag wieder, an welchem unser hochwst. Abt in Trient durch die Handauflegung und Salbung des hochwst. Fürstbischofes Valussi die hl. Priesterweihe empfing. Abt Alfons hätte also an diesem Tage das goldene Priesterjubiläum feiern können; es wurde aber die offizielle Feier auf den 8. September verschoben, zum Teile auch aus dem Grunde, weil der Jubilar eine besondere Verehrung zur Gottesmutter als „Bambina" hegt. In die heutigen Zeitumstände hinein passen sicherlich äußere, rauschende Festlichkeiten nicht, darum wickelte sich auch unsere Festfeier in bescheidenem Rahmen, mehr als Familienfest, ab. Aus dem gleichen Grunde war auch nur eine bescheidene Anzahl von Festgästen geladen.

Neben den benachbarten, stiftsbefreundeten Äbten Ulrich OSB von Marienberg, Ambrosius O.S. Aug. von Neustift, Heinrich O. Praem. von Wilten, Mons. Propst Kalser von Bozen, Prior Hager, O. Teut. von Lana, Mons. Dr. Rimbl in Girlan, waren am Feste beteiligt die Vertretungen der männlichen Ordenshäuser in Bozen und einige intimere Freunde des Stiftes. Vertretungen aus der Schweiz blieben aus, weil für den November in unserem Kollegium zu Sarnen eine Nachfeier geplant war, die dann leider durch die schwere Erkrankung des Jubilaren verhindert wurde. Nur unser Sarner-Kolleg war durch P. Superior und P. Leo vertreten.

Eingeleitet wurde das Fest am Vortage durch die feierliche Pontifikalvesper, welche Abt Heinrich von Wilten hielt. Um 4 Uhr desselben Tages fand da n die offizielle Beglückwünschung des Jubilaren durch den Konvent statt. P. Dekan betonte in seiner Ansprache gegenüber den Bedenken, die der Jubelabt auch jetzt noch gegen eine offizielle Feier hatte, vor allem das Moment der Dankbarkeit gegen Gott für die ungezählten Gnaden und Segnungen eines 50jährigen Priesterwirkens. Nur wenigen Äbten der Stifte

Muri und Gries war eine solche Jubelfeier vergönnt: Es sind die Äbte Joh. Jodok Singisen, dann die 2 Fürstäbte Placidus Zurlauben und Gerold II Meyer, der letzte Abt von Alt-Muri und erster von Gries, Adalbert Regli, der dritte Nachfolger desselben, Ambros Steinegger und der heutige Jubilar. — Um dem Festtag selbst die richtige Weihe zu geben, wurde außer der Mette das ganze Offizium gesungen. Etwas vor 8 Uhr fand von der Klosterpforte aus der feierliche Einzug in die Stiftskirche statt, wo der Jubilar während der feierlich gesungenen Terz sich mit den Pontifikalgewändern bekleidete. Hierauf begann das feierliche Jubelamt, das nach dem Evangelium unterbrochen wurde durch die Festpredigt des hochwst. Abtes Ambros Dr. Giner von Neustift. Dann folgte die Fortsetzung des Pontifikalamtes. Nach der Danksagung und der gesungenen Sext war wieder feierlicher Auszug aus der Kirche ins Stift zurück. Während des Mittagessens im Klosterrefektorium brachte P. Dekan nochmals dem Jubelpriester die Glückwünsche des Konventes, sowie jene der Schweizer Benediktinerkongregation und aller anwesenden Gäste entgegen, die der Jubilar nach allen Seiten herzlich verdankte. Unter den Glückwunschtelegrammen, die bei Tisch zur Verlesung kamen, war auch eines von Kardinal-Staatssekretär Pacelli, das dem Jubilaren und seinem Konvente den päpstlichen Segen übermittelte und eines von Fürsterzbischof Zölestin von Trient. Das Festmahl war gewürzt durch die schönsten Weisen der Grieser „Harmonie" im Stiftshofe, im Refektorium durch die Absingung der sog. Laudes Hincmari. Um 3 Uhr war Pontifikalvesper, gehalten vom Jubilaren. Die Erteilung des päpstlichen Segens und ein feierliches Te Deum beschloß die kirchliche Feier. Der außerkirchliche Abschluß der Feier fand dann statt um ½5 im Rekreationssaale mit einer musikalisch-deklamatorischen Ovation, für welche der Jubilar dem Konvente und allen, die irgendwie zum Gelingen des Festes mitgewirkt hatten, den herzlichsten Dank aussprach.

Gesund und rüstig hatte der hochwürdigste Jubilar diese Feier mitmachen können. Leider wurde gegen Ende Oktober die Gesundheit des Jubelabtes durch eine ernste Krankheit gefährdet, die um Weihnachten sogar einen sehr bedenklichen Charakter annahm. Gott sei Dank ist seitdem doch eine erfreuliche Besserung eingetreten.

Der Konvent Muri-Gries zählte Ende 1936 mit dem Abte 65 Priester, 9 Kleriker, 32 Laienbrüder und 2 Klerikernovizen. 5 Kleriker empfingen während des Jahres die hl. Priesterweihe; 6 Kleriker legten die feierlichen Gelübde ab, von denen 3 zu Diakonen, 3 zu Subdiakonen geweiht wurden; 1 Kleriker legte die zeitlichen Gelübde ab, 2 Klerikerkandidaten wurden als Novizen eingekleidet.

2 Konventualen wurden während des Jahres dem Stifte durch den Tod entrissen, R. P. Michael Schönenberger, ein Spätberuf, der bei seiner Primiz bereits 40 Jahre zählte. Zuerst als Unterpräfekt im Lehrerseminar zu Gries und als Lektor im Stifte angestellt kam er 1905 an unser Kollegium zu Sarnen in der Schweiz und wirkte dort bis 1934 als Professor und besonders als Unterpräfekt im Konvikte. P. Michael war ein Mann der Pflicht, des Gebetes, tiefer Religiösität und ein großer Verehrer des hl. Meßopfers, der jeden Tag so viele hl. Messen als nur möglich anhörte. Der verstorbene Mitbruder war auch ein sehr eifriger und kundiger Naturforscher und hinterließ im Kolleg zu Sarnen eine reiche kostbare Schmetterlingssammlung seiner geflügelten Freunde. — Laienbruder Otmar Hug war ein ausgebildeter Sattler. Unmittelbar vor seinem Eintritte ins Kloster war er Diener des S. Galler Bischofes Augustin Egger. Neben der Sattlerei war Br. Otmar längere Zeit Oberkoch, Gastbruder, Vorsteher der Lingerie und besonders seit 1903 unter 3 Äbten treuer Abteidiener.

Muri-Gries. P. Dominikus.

Maria-Zell. Das bisher von der Abtei St. Lambrecht in Steiermark abhängige Priorat Maria-Zell, die größte Wallfahrt Österreichs und seit 1907

Basilika, wurde im September zur selbständigen Abtei erhoben. Abternennung und Abtweihe haben noch nicht stattgefunden. *

Spanien. Über die weiteren Schicksale des gegenwärtig als Wohnung des roten Präsidenten Azarra verwendeten Montserrat und des Martyrerkonventes von El Pueyo (9 Priester, 5 Laienbrüder und mehrere Oblaten) siehe die Berichte in *Benediktinische Monatsschrift* XIX (1937) S. 70ff. *

Lophem-Bethanien (Belgien). Das 1919 als Ergänzung des belgischen Missionsklosters St. Andrée gegründete Kloster der Missionsbenediktinerinnen in Bethanien konnte am 9. August die Weihe der neuen Klosterkirche feiern. Der aufblühende Konvent von 78 Schwestern mit 17 Novizinnen, 5 Schulen und 665 Schülerinnen, besorgt nunmehr 4 Stationen in Belgisch-Kongo und hat nunmehr auch eine Niederlassung in Singeverga (Portugal) für die Mission in Angola. *

Subiaco. Im Einvernehmen mit dem Vizekönig Graziani wurde durch die Malerin Bice Valde ein für die neue Kathedrale in Adis-Abeba bestimmtes Monumentalbild des hl. Benedikt hergestellt, das im Vordergrund Sacro Speco und die Affilanerberge, die Heimat der Familie Graziani, darstellt. Das Bild wurde am 6. Dezember unter Anteilnahme der italienischen Wehrmacht und der gesamten faschistischen Organisationen dortselbst von Abt Laurentius Salvi feierlich eingeweiht. *

Talacre (Flintshire). Der Erzbischof von Cardiff, Msgr. Mostyn, hat in seiner Heimatstadt Talacre eine Kirche der Benediktinerinnen eingeweiht, die früher der anglikanischen Kirche angehörten. Der Konvent zählt gegenwärtig 30 Chorfrauen und 14 Laienschwestern. *

Rom. Abtprimas Fidelis von Stotzingen wurde am 25. Nov. 1936 vom Heiligen Vater zum Konsultor der Kongregation der Seminare und Universitäten ernannt. *

Nachdruck nur mit Quellenangabe gestattet.

Bibliographia Benedictina 1935.

Bloße Nachdrucke wurden nicht berücksichtigt. Alle die Bibliographie betreffenden Mitteilungen werden erbeten an die Schriftleitung.

Abkürzungen: RB = Revue Bénédictine; RM = Revue Mabillon; DR = Downside Review; PS = Pannonhalmi Szemle; CC = Cistercienser-Chronik; StM = diese Zeitschrift.

Die *Bibliographia Benedictina* erscheint nunmehr mit eigener Seitenzählung und durchlaufender Zählung der einzelnen Titel am Schluß jeden Jahrganges. Alle 5 Jahre erscheint dazu ein Personen- und Ortsregister.

I. Allgemeines.

1. Bibliographie.

Bauerreiß R., *Bibliographia Benedictina 1934* (StM 53, [35—52] [1339

Charvin G., *Chronique bibliographique d'histoire monastique* (RMab 25, 153*f—220*) [1340

Schmitz Ph., *Bulletin d'histoire bénédictine.* Tom IV (RB 47, 121*—168*) [1341

Cistercienser-Bibliothek (CC 47, 61, 95 126, 156, 191, 223, 255, 287, 318, 351, 360, 391) [1342

Aelred B., *Bibliographie Cistercienne* (Collectanea Ord. Cist. ref. (Westmalle) 2) [1343

2. Nachrichtenblätter.

a) Allgemeine.

Zur neuesten Chronik des Ordens (StM 53, *1—32*) [1344

Benedictina (*Rendi hirek*) (PS 10, 86f., 185f., 253f., 359f.) [1345

Vie monastique (Rlit. et mon. 20) [1345

Monasticon. Revista de Informaçión Benedictina Año 2, Samos, 8°, 196 S. [1346

Chronique des Abbayes O. Cist. ref. (Collectanea ord. cist. ref. 2) [1347

b) Haus- und Schulzeitschriften siehe unter IV.
Die einmal angeführten Zeitschriften werden nicht wiederholt.

3. Quellen.

a) Regula St. Benedicti.

Butler C., *S. Benedictus: Regula monasteriorum.* Ed. critico-practica. Editio 3. Friburgi Herder, 8°, 244 S. 2.— [1348

Simon S. A., *La Règle de St. Benoît comentée pours les Oblats de son Ordre,* 2. Aufl. Vitte Lyon. 12° [1349

Frank M., *Der Strafkodex in der Regel St. Benedikts* (BMon. XVII, 310—317, 380—388, 465—472) [1350

b) Die übrigen Quellen allgemeiner Art.

Mabillon, *Acta sanctorum ordinis sancti Benedicti Fasc. 1—4,* Mâcon Protat frères, 2°, 350 S. [1351

Holtzmann W., *Papsturkunden in England Tom. II: Die kirchlichen Archive u. Bibliotheken.* Berlin, Weidmann, 8°, 488 S. [1352

Hilling N., *Eine Sammlung von Ordenskonstitutionen in der Klosterbibliothek von Neresheim* (Arch. f. Kath. KRecht 105, 107—108) [1353
Réjalot Th., *Inventaires des lettres publiées des Bénédictins de l. Congr. d. Saint-Maur* (RMab 25, [105—168]) [1354
Charvin G., *La Correspondance des Procureurs généraux de la Congrégation d. Saint-Maur près la Cour de Rome. — Les lettres de Dom A. Durban* (RMab 25, 61—152, 207—213, 270—277) [1355
Landgraf M., *Das St. Trudperter Hohe Lied, sein theologischer Gedankengehalt und seine geschichtliche Stellung bes. im Vergleich zu Williram von Ebersberg.* Erlangen, Palm u. Enke, 8°, 78 S. [1356
Gerlach W., *Das Iter Bavaricum des Caspar Brusch* (A. f. Reformationsgesch. 32, 94—99) [1357
Kühár Fl., *A magyar bencések sorsa 1791-ben a rendnek feloszlatása után* (PS 10, 232—234) [1358
Canivez J. M., *Statuta capitulorum generalium O. Cist. ab anno 1116 ad annum 1786. Tom. III: 1262—1400.* Louvain, 8°, 769 S. Fr. belg. 36.— [1359
Hau J., *Statuten aus einem niederdeutschen Cistercienserinnenkloster* (CC 47, 129, 213) [1360
Halkin Fr., *Lettres d'indulgence pour les Cisterciennes de Coblence (1258—1331)* (CC 47, 65 ff.) [1361
Grieshaber d. S. N. Clem., *Relacao dos Rms Prelados dos Mosteiros da Congregacao Bened. Brasileira.* S. Benito, Bahia, 8°, 71 S. [1362
Acta Curiae Generalis S. O. Cist. (CC 47, 54 ff.) [1363

4. Zusammenfassende Darstellungen.

Cottiñeau L. H., *Répertoire topo-bibliographique des Abbayes et Prieurés, Fasc. I. A—Bed.* Macon, Protat Frères, 4°, 116 S. [1364
Sinnigen A., *Kath. Ordensgenossenschaften in Deutschland. Die missionierenden Genossenschaften.* Köln, Volkszeitungsverl., 8°, 320 S. [1365
Lachmann J., *Die männlichen Orden und Kongregationen der kath. Kirche und ihre Entwicklung in den vorwiegend protestantischen Provinzen Preußens von 1815—1926.* Berlin, Germania, 8°, 93 S. [1366
Lometsch F., *Hessische Kirchen, Dome u. Klöster aus alter Zeit.* Cassel, Lometsch, 8°, 35 S. [1367
Hofmeister Ph., *Liste der Nonnenklöster der Bursfelder Kongregation* (StM 53, 77—102) [1368
Brackmann A., *Germania pontificia* Vol. II, Pars 3: *Dioeceses Straßburgensis, Spirensis, Wormatiensis, Wirciburgensis, Bambergensis.* Berlin, Weidmann, 8°, 326 S. [1369
Kehr F., *Italia pontificia. Tom. VIII: Regnum Normannorum — Campania.* Berlin, Weidmann, 4°, 479 S. [1370
Palzer G., *Das Erzbistum Mainz, seine Archidiakonate, Archipresbytherate, Stifte und Klöster im Anfang des 16. Jahrh.* Mainz, Geogr. Verlagsanst. Ravenstein [1371
Haid C., *Vor 800 Jahren* (CC 47, 353 f.) [1372
Valous G. de, *Le monachisme clunisien des origines au XV^e siècle. Vie intérieure des monastères et organisation de l'ordre.* Tom. I: *L'abbaye de Cluny. Les monastères clunisiens.* Tom. II: *L'Orde de Cluny,* Ligugé, Abbaye S. Martin, 2 [1373
Beauchesne G., *Les possessions en Bretagne aux XI^e et XII^e siècles des abbayes bénédictines de Tourraine, d'Anjou et de Normandie* (École nat. des chartes. Pos. d. thèses 1935, 5—14) [1374
Stonner A., *Heilige der deutschen Frühzeit. II. Band: Aus der Zeit der salischen und staufischen Kaiser.* Herder, Freiburg, 8°, 282 S. [1375
Tribout H., *Bénédictins lorrains* (RMab 25, 278—284) [1376
Banz R., *Die benediktinische Kultur* (Jahrb. d. Vereins Schweizerischer Gymnasiallehrer 63) [1377

Gazay J., *De l'influence des moines irlandais dans l'église provençale au début du Moyen-Age* (Annales du Midi 1935, 225—280) [1378
Lopreiato D., *Gli ordini religiosi e le Diocesi d'Italia.* Parte I. Roma, Ferrari, 8°, 239 S. [1379
Crossley F. H., *The English abbey. Its life and work in the Middle-Ages.* London, B. I. Batsford, 8°, 128 S. [1380
Connolly H., *Glimpses of our Early History* (DR 53, 141—152) [1381
Basca M. R., *The Benedictine congregation of Saint Scholastica; its foundation and development (1852—1930).* Washington, Cath. university of America, 8°, 154 S. [1382
Pirozynsky M., *Ordres et congrégations religieuses de femmes en Pologne* (polnisch). Lublin, 12°, 290 S. [1383
Waagen L., *The Wies and the Monk's Corner (Pfaffenwinkel)* (The American-German Rev. Dez. 1935, 15—19) [1384
Molinero L., *La Orden Benedictina en el Congresso Eucarístico de Buenos Aires* (Monasticon 2, 7—10) [1385
Vargha D., *Hongarije en de Cisterciënsers.* Aus dem Ungar. übersetzt von G. M. Abbing. 2. Aufl. Nieuwkuijk, 8°, 252 S. [1386
X., *The English Cistercian Martyrs* (Coll. O. Cist. ref. 2) [1387
X., *De voormalige Cisterciënserkloosters in Nederland* (Coll. O. Cist. ref. 2) [1388
X., *L'Ordre de Cîteaux en Espagne, les Religieuses* (Coll. Ord. cist. ref. 2) [1389
Presse A., *Les Moniales Cisterciennes réformées* (RMab 25, 30—40) [1390
X., *Le Centenaire du rétablissement des Cisterciens en Angleterre* (Coll. Ord. Cist. ref. 2) [1391
Doncoeur P., *L'héritage vivant de St. Bernard. L'ordre des Cisterciens réformés* (Etudes 1935, 232—239) [1392
Pfeiffer E., *Die Cistercienser u. d. zweite Kreuzzug* (CC 47, 8 f., 44 f., 78 f., 107 f., 145 f.) [1393
Ders., *Beziehungen deutscher Cistercienser und ihrer Klöster zu Kreuz- und Pilgerfahrten nach d. hl. Lande (1100—1300)* (CC 47, 269f., 306f., 344f., 373 f.) [1394
Ders., *Beziehungen der Cistercienser zu Palästinareisen zwischen dem II. und III. Kreuzzug (1150—1188)* (CC 47, 193 f.) [1395
X., *Une journée chez les moines* (Coll. Pax T. 39), Nouv. éd., Brügge, Desclée, 12°, 160 S. [1396
Schaefer P., *Das Ordensleben in der anglikanischen Kirche* (Eine hl. Kirche 1935, 1—3, 4—11) [1397
P. Bernhard, *Die Brüder vom deutschen Hause St. Marien (Lutherische Benediktiner)* (Eine hl. Kirche 1935, 61—69) [1398

II. Die einzelnen Gebiete des klösterlichen Lebens.

1. Rechtsgeschichte und geltendes Recht.

McLaughlin, T. P., *Le très ancien droit monastique de l'Occident.* Ligugé, St. Martin, 8°, 295 S. [1399
Dulcy S., *La règle de saint Benoît d'Aniane et la réforme monastique à l'époque carolingienne.* Nimes, A. Larguier, 8°, 107 S. [1400
Goetting H., *Die klosterliche Exemtion in Nord- und Mitteldeutschland vom VIII. bis zum XV. Jahrh.* (A. f. Urkundenforschung 14, 105—187) [1401
Engelmann J., *Die Hirsauer Reformbewegung in der Kirchenprovinz Magdeburg* (StM 53, 1—28) [1403
Simon G. A., *Les saintes Veuves dans l'histoire monastique: I. Du IV au VII siècle,* Montreuil-en-Ange, 8° [1404
Williams W., *Cluniac exemption* (Journ. of Theol. Studies 36, 65—70) [1405
Mettler A., *Laienmönche, Laienbrüder, Conversen besonders bei den Hirsauern* (Württembg. Vierteljahrsh. 41, 201—253) [1406

Dörries H., *Die Bursfelder Reform, 1434—1934* (Z. d. Ges. f. niedersächsische KG. 40, 23—40) [1407
Hofmeister Ph., *Die Verfassung der Bursfelder Kongregation* (StM 53, 37—76) [1408
Hofmeister Ph., *Die Verfassung der Benediktinerkongregation von Valladolid* (Spanische Forschungen 5, 311—316) [1409
Volk P., *Die Straßburger Benediktiner-Abteien im Bursfelder Kongregationsverband 1481—1624* (A. f. elsässische KG. 10, 153—293) [1410
Kainz St., *Die letzte Visitation in der bayer. Benediktinerkongregation* (StM 53, 344—375) [1411
Wagner M. B., *Die Säkularisation der Klöster im Gebiet der heutigen Stadt Passau*, 1802—1826. Passau, Passavia, 8°, 222 S. [1412
Reich H., *Die Säkularisation des rechtsrheinischen Teiles des Hochstifts Speyer.* Bottrop i. W., Postberg, 8°. [1413
Dehlinger A., *Die Ordensgesetzgebung der Benediktiner.* Dresden, 8°. [1414
Fuchs V., *Rückgabe der Mitgift an die ausscheidende Klosterfrau* (Theol. Prakt. Quartalschr. 88, 359—368) [1415

2. Das geistige Leben im Kloster.

a) Askese und Mystik.

Mayer Heinr. Suso: *Der Klosterberuf.* Beuron, Beuroner Kunstverlag, 8° [1416
Schreiber G., *Mönchtum und Wallfahrt in ihren Beziehungen zur ma. Einheitskultur* (Hist. Jahrbuch) [1417

b) Mission und Seelsorge.

Wiedemann H., *Wurden die Sachsen mit Gewalt bekehrt?* (Akad. Missionsblätter 1935, 16—19) [1418
Ahlhaus T., *Die Alamannenmission und die Gründung des Bistums Konstanz* (Schriften d. V. f. Gesch. d. Bodensees u. s. Umg. 62, 59—86) [1419
Flade G., *Zur Germanen-Mission* (Z. f. KG. 54, 301—323) [1420
Flade G., *Germanisches Heidentum und christliches Erziehungsbemühen in karolingischer Zeit nach Regino v. Prüm* (Theol. Studien u. Kritiken 3, 213—240) [1421
Hennecke Ed., *Miszellen z. Kirchengeschichte Altsachsens* (Z. f. KG. 54, 62 bis 86, 602—604) [1422
Koczy L., *Les missions polonaises en Prusse et en Poméranie aux temps du roy de Pologne nommé Boleslas* (Annales missiologicae (Posen) 6, 52—186) [1423
Ruiz A., *Accion Misional Benedictina en los cuatro ultimos siglos (1600—1935)* (Monasticon 2, 11—14, 103—109, 155—159) [1424
Stephan J., *The ancient religious Houses of Devon.* Exeter, Cath. Rec. Press, 8°, 106 S. [1425
Catalan A., *Lecture on the origin and development of the Drysdale River Mission, Western Australia, from 1908 to 1934,* Neu Nursia, Abtei, 8°, 37 S. [1426
N., *L'Australie et les Bénédictins* (Bull. d. Missions 14, Supp. Nr. 1) [1427
Nierop W., *Une fondation bénédictine a l'île Trinidad* (Bull. des Missions 14, Suppl. 1, 19—23) [1428
Danzer B., *Zum Silberjubiläum der Benediktiner im Kongostaat* (Kath. Missionen 1935, 295—297) [1429
Spitz M., *L'apostolat au Cameroun* (Xaveriana Nr. 134) [1430
Plissart J., *Quelques questions à propos de l'établissement de la vie monastique au Cameroun* (Bull. d. Missions Contemplative et apostolat 1935, 170—186) [1431
Legrand P. u. Thoreau B., *Les Bénédictins au Katanga 1910—1935.* Lophem, St. André, 8°, 279 S. [1432

X., *Vingt-cinq ans de vie missionaire bénédictine 1910—35* (Le Bulletin d. Missions 14, Nr. 2, 8°, 108 S.) [1433
Mulders A., *De nieuwe nederzetting der Cisterciensers Phuoc Son op Malakka* (Het Missiewerk 17, 37—38) [1434

c) Liturgie.

Barth M., *Reliquien aus elsässischen Kirchen und Klöstern* (A. f. elsässische KG. 10, 107—138) [1435
Hotzelt W., *Translationen von Martyrerreliquien aus Rom nach Bayern im 8. Jahrhundert* (StM 53, 286—343) [1436
Vesperale Festivo per le Chiese Benedettine, Badia di Finalpia, 8°, 222 S. [1437
Opfermann B., *Ein Perikopenfragment aus Abdinghof* (Theologie u. Glaube 27, 474—479) [1438
Jerchel H., *Der Cisterzienserpsalter in Besançon, ein Werk d. deutschen Schweiz aus der Mitte des XIII. Jahrh.* (Anz. f. schweiz. Altertumsk. 37, 104—112) [1439
Grießer Br., *Fragmente einer Diemuthandschrift aus dem Kloster Stams mit Hieronymus- und Augustinusbriefen* (StM 53, 241—256) [1440

d) Wissenschaft und Kunst.

Lehmann P., *Deutschland und die mittelalterliche Überlieferung der Antike* (Z. f. deutsche Geistesgesch. 1, 65—74, 136—148) [1441
Jansen B., *Quellenbeiträge z. Philosophie im Benediktinerorden des 16. bis 17. Jahrhunderts* (Z. f. Kath. Theologie 1935, 55—98) [1442
Wachsmann K., *Untersuchungen zum vorgregorianischen Choral.* Regensburg, Pustet, 8°, 137 S. [1443
Sunol G., *Introduction á la paléographie musicale grégorienne.* Traduit de Catalan. Paris, Desclée, 8°, 674 S. [1444
Loebenstein M. Fr., *Gregorianik und die Rhythmiklehre der Solesmenser Schule* (BM XVII, 74—78) [1445
Gonzáles V., *El cultivo de la música entre los antiguos monjes* (Monasticon 2, 115—118) [1446
Stössel W., *Nordische Stilelemente in der karolingischen Buchmalerei.* Halle, 8°, 87 S. [1447
Jerchel H., *Beiträge z. österreichischen Hss.-Illustration* (Z. d. deutschen Ver. f. Kunstwissenschaft 1, 308—231) [1448
Adriani G., *Die Klosterbibliotheken des Spätbarocks in Österreich und Süddeutschland.* Graz, Styria, 4°, 106 S. [1449
Enshoff D., *Um ma. Uhren. Studien v. P. Bernhard Stark* († 1839) *aus Regensburg* (StM 53, 401—407) [1450

3. Das wirtschaftliche Leben des Klosters.

Valous G. de, *Le temporel et la situation financière des établissements de l'ordre de Cluny du XII^e au XIV^e siècle particulièrement dans les provinces françaises.* Ligugé, Abbaye S. Martin, 8°, 205 S. [1451
Aikens H. E., *Bishops and monastic finance in fourteenth century England* (Univ. of Colorado Stud. 22, 365—380) [1452
Casenave, *Les Dimes et abbayes laïques en Béarn* (R. des Études historiques 102, 419—432) [1453
Rottenkolber J., *Zu Geschichte schwäbischer Klosterbrauereien* (Allg. Brauer- u. Hopfenzeitung 75, 491—492) [1454

III. Biographia monastica.

St. Benedikt: Herwegen J., *S. Benoît.* Trad. par A. Alibertis et N. de Varey. Paris, Desclée, 18°, 252 S. [1455
— Inguanez M. u. Avery M., *Miniature Cassinesi del secolo XI. illustranti la vita di S. Benedetto. Dal cod. vat. lat. 1202.* Roma, Sansaini, 4°, 12 S. [1456

Gregor d. Gr.: Wilmart A., *Un sermon sur la résurrection corporelle emprunté à S. Grégoire, passé sous le nom de S. Augustin* (RB 47, 3—7) [1457
— Zoltan V., *Nagy Szent Gergely miszticus teológiája* (PS 10, 103—117) [1458
— Samuelsson G., *Gregorii mässa* (Konsthistorisk tidskrift 1935, 64—71) [1459
— Herding H., *La Messe de Saint-Grégoire du musée de Beauvais* (Almanach Matot-Braine etc. 1935, 400) [1460
Columban: Gougaud L., *Le culte de saint Colomban* (RMab 25, 169—178) [1461
Markulf: Levison W., *Zu —s Formelbuch* (NArchiv 50, 616—619) [1462
Trudo: Brassinne J., *Une source du livre II du Miracula sancti Trudonis* (Bull. soc. d'art et d'hist. dioc. Liège 26, 29—52) [1463
Aldhelm: Erhardt-Siebold E. v., *—s chrismal* (Speculum 10, 276—280) [1464
Beda Venerabilis: Hamilton Thompson A., *Bede. His life, times and writing.* Oxford University Press, 8°, 294 S. [1465
— Gillett H. M., *Saint Bede the venerable.* London, Burn Oates and Washbourne, 16°, 121 S. [1466
— Jaager W., *—s metrische Vita sancti Cuthberti.* Weimar, Uschmann, 8°, 55 S. [1467
— Manser A., *Von —s früherer Verehrung auf deutschem Boden* (Z. f. deutsche Geistesgeschichte 1, 298—303) [1468
— Redlich V., *— und die deutsche Geistesgeschichte* (Ebd. 1, 273—277) [1469
— Heilig K., *— in Österreich* (Ebd. 1, 286—298) [1470
— Schreiber H., *— Überlieferung in Sachsen* (Ebd. 1, 278—285) [1471
— Dempf A., *— und die Entstehung der Artussage* (Ebd. 1, 304—310) [1472
— Mohr W., *Die geographische Beschreibung Englands in —s Kirchengeschichte* (Ebd. 1, 322—324) [1473
— Strunz F., *— in der Geschichte der Naturbetrachtung und Naturforschung* (Ebd. 1, 311—321) [1474
— Kühn-Steinhausen H., *—s Kirchengeschichte in den ältesten Münchner Hss.* (Ebd. 1, 325—326) [1475
— Thum B., *S. Beda in Historia ecclesiastica Angliae* (Comm. pro religiosis 17, 30—36) [1476
— Hilpisch St., *— und das germanische Christentum* (Pastor bonus 46, 225—237) [1477
— Sutcliffe E. F., *The venerable Bede's knowledge of Hebrew* (Biblica 16, 300—306) [1478
— Maycock A. L., *Bede and Alcuin (735—1935)* (The Hibbert Journal 33, 402—412) [1479
— Sarabia J. M., *La romanidad de S. — el Venerable* (Estud. Eccles. 14, 51—74) [1480
— Krabben P. v. d., *— als bron van den Gheesteliken Tabernakel* (On geestelik erf 9, 382—387) [1481
— Saloverri J., *S. Bede il venerabile e la sua fede nel primato di S. Pietro* (Civiltà cattolica 1935, III, 337—349) [1482
— Goodier A., *St. Bede the venerable* (Month 165, 205—215) [1483
— Orchard B., *Bede the Venerable* (DR 53, 344—368) [1484
— Meagher J. R., *St. Bede the Venerable* (Clergy review 10, 1—9) [1485
— Lebbe B., *Le XII^e centenaire de S. Bède le Vénérable* (R. lit. mon. 20, 197—201) [1486
— Sanmiguel G., *San Beda el Venerable* (Monasticon 2, 57—64, 110—114) [1487

Herbland: David A., *Saint —, moine de S. Wandrille fondateur et premier abbé d'Aindre au diocèse de Nantes* (Bull. dioces. d'hist. ... de Quimper et de Léon 1935, 116—119, 284—286) [1488

Alkuin s. Nr. 1441 [1489

Lebuin: Hestermann F., *Das hl. Westfalen. Der hl. — erster Apostel d. alten Hamalandes u. Nordwestfalens.* Münster, Der Westfale, 8°, 111 S. [1490

Bonifatius: Münz E. K., —: *Briefe um Kirche u. Staat.* München, M. Hueber, 8°, 67 S. [1491

— Weinrich T. J., *Der hl. —.* Kevelaer, Butzon & B., 12°, 15 S. [1492

— Vahle H., *Die Widerstände gegen das Werk des —.* Münster, Lechte, 8°, 57 S. [1493

— Rückert H., — *u. die Iroschotten (III.). Eine Auseinandersetzung mit Ebrard u. Wissig* (Deutsche Theologie 2, 18—32) [1494

— Laux J., *Two early medieval heretics: an episode on the life of St. Boniface* (Catholic historical R 21, 190—195) [1495

Benedikt v. Aniane s. Nr. 1400 [1496

Reginbert: Preisendanz K., — *von der Reichenau. Der erste alemannische Bibliothekar* (Mein Heimatland 22, 172—173) [1497

Ansgar: Goux L., *L'apôtre du Nord: S. Oscar, 801—865.* Löwen, Museum Lessianum, 12°, 32 S. [1498

Eudes I.: Grierson Ph., —, *évêque de Beauvais* (Le Moyen Age 45, 161—198) [1499

Hrotsvit: Stach W., *Die Gangolf-Legende bei —. Bemerkungen z. ihrer literar. Technik I* (Hist. Vierteljahrschr. 30, 168—174) [1500

Joachim v. Fiore: Franceschini E., *Il Codice Padovano Antoniano XIV, 322, e il testo dei Tractatus super quattuor Evangelia di Gioacchino da Fiore* (Aevum 9, 481—492) [1501

Silvester II.: Uhlirz M., *Studien zu Gerbert v. Aurillac. 2. Teil: Die ottonischen Kaiserprivilegien f. d. Kloster Bobbio; Gerbert als Abt* (A. f. Urkundenforschung 13, 437—474) [1502

Abbo v. Fleury: Van der Vyver A., *Les oeuvres inédites d'Abbon de Fleury* (RB 47, 125—169) [1503

Notker: Jellinck M. H., *Bemerkungen z. —text* (Z. f. deutsches Altert. u. Lit. 72, 109—111) [1504

— Sehrt E. H. und Stark J., *N— d. Deutschen Werke. Nach den Hss. neu hrsgg. T. II: Marcianus Capella: De nuptiis Philologiae et Mercurii. Lib. 1 u. 2.* Halle, Niemeyer, 8°, 228 S. [1505

Adalbert: Hennig R., *Die Missionsfahrt des hl. — ins Preußenland* (Forsch. z. brandenb. u. preuß. G. 47, 139—148) [1506

Fulbert: Delaporte J., *Une hymne chartraine pour le temps de Carême* (La Voix de N.-D. de Chartres 79, 103—107) [1507

Hermannus Contractus: Handschin J., — *-Legenden* (Z. f. Deutsches Altertum 72, 1—8) [1508

Williram v. Ebersberg s. Nr. 1356 [1509

Petrus Damianus: Moreau H. de, *Saint Pierre Damien* (R. lit. mon. 20, 253—262) [1510

Othlo: Abt St., *Othlon de St. Emmeram; les confessions d'un moine du XI^e s.* (Collect. theol. soc. theol. Polonorum Low 16, 216—244 u. 340—372) [1511

Gregor VII: Santangelo E., *Gregorio VII e il suo seculo.* Milano, Treves, 8°, 385 S. [1512

— Pesenti G., *S. Gregorio VII, 1013—1085.* Rom, Pia soc. figlie d. S. Paolo, 16°, 352 S. [1513

— Cavanagh A. B., *Pope Gregory VII and the Theokratic State.* Washington, 8°, 157 S. [1514

Lanfrank: Macdonald A. J., *Lanfranc of Canterbury* (Church Quaterly R. 120, 241—256) [1515

Wilhelm v. Fécamp: Hadschin Dav., *Un point d'histoire grégorienne Guillaume de Fécamp* (R. du Chant Gregor. 39, 180—183) [1516
Bernold v. Konstanz: Greulich O., *Die kirchenpolitische Stellung —.* Aus dem Nachlaß hrsg. v. J. Spörl (Hist. Jahrbuch 55, 1—54) [1517
Anselm v. Canterbury: Schmitt Fr. S., *Eine dreifache Gestalt der Epistola de sacrificio azimi et fermentati des hl.* — (RB 47, 216—225) [1518
— Stolz A., *Das Prologion d. hl.* — (RB 47, 331—347) [1519
— Druwé E., *La première rédaction du Cur Deus homo de S. Anselme* (R. d'hist. écclés. 31, 501—540) [1520
— Samuel O., *Der ontologische Gottesbeweis bei Karl Barth, Immanuel Kant u. — v. Canterbury* (Theol. Blätter (Jena) 14, 141—153) [1521
Hildegard: Koch K., *Hildegard v. Bingen und ihre Schwestern.* Leipzig, Hegner, 8°, 180 S. [1522
Hildebert v. Lavardin: Wilmart A., *Les sermons d'Hildebert* (RB 47, 12—51) [1523
— Ders., *Les Epigrammes liées d'Hugues Primat et d'Hildebert* (RB 47, 175—182) [1524
Abälard: Schmeidler B., *Der Briefwechsel zwischen — u. Heloise als eine literarische Fiktion Abälards* (Z. f. KirchenG. 54, 323—338) [1525
— Landgraf A., P. *Abaelardis Expositionis in Epistolam s. Pauli ad Romanos Abbreviatio* (Bohoslovia 1935, 89—111, 197—212) [1526
— Ostlender H., *Die „Theologia Scholarium" des Peter* — (Beitr. z. G. d. Philos. u. Theol. d. MA. Supplem. III 1, 263—281) [1527
— Zimara C., *Quelques idées d'Abélard au sujet de l'espérance chrétienne* (R. Thomiste 18, 37—47) [1528
Diemut s. Nr. 1440 [1529
Edmar v. Canterbury: Wilmart A., *Edmeri cantuarensis cantoris nova opuscula De sanctorum veneratione et obsecratione* (R. d. sciences religieuses XV, 184—192, 354—373) [1530
Bernhard v. Clairvaux: Friedrich E., *Die Schriften d. Honigfließenden Lehrers —. Band II: Ansprachen auf d. kirchlichen Zeiten. Buch 2: Vom S. Septuagesima bis z. 1. Sonnt. im Nov.* Wittlich, G. Fischer, 8°, 328 S. [1531
— Williams W., *Saint Bernard of Clairvaux.* Manchester, Univ. Press, 8°, 461 S. [1532
— Nogues D., *Mariologie de saint Bernard.* Paris, Casterman, 8°, 259 S. [1533
— Duff A. B., *La vocazione di San* — (Religio (Roma) 10, 301—314) [1534
— Gilson E., *Maxime, Erigène, S.* — (Aus der Geisteswelt des MA. (Festschrift f. M. Grabmann), S. 188—195) [1535
— Gleumes H., *Gerhard Groot u. die Windsheimer als Verehrer des hl. — v. Clairvaux* (Z. f. Ascese u. Myst. 10, 90—112) [1536
— D'Alès A., *Le mysticisme de S. Bernard* (Recherches d. sciences relig. 25, 264—384) [1537
Elisabeth v. Schönau: Schmitz Ph., *„Visions" inedites de sainte* — (RB 47, 181—183) [1538
Harding St.: Kreh K., *Die Carta Caritatis d. hl. Stefan und die Filiation* (CC 47, 33 f.) [1539
Berthold v. Zwiefalten s. Nr. 1683 [1540
Peter II de Tarentaise: X., *Les grandes figures cisterciennes de la Savoie* (CC 47, 1—7) [1541
Honorius Aug.: Bauerreiß R., *Zur Herkunft des — Augustodunensis* (StM 53, 28—36) [1542
Gratian: Plöchl W., *Das Eherecht des Magister Gratianus.* Wien, Deuticke, 8°, 113 S. [1543
Radulph v. Osmond: Stenson C., *How Sir Ralph d'Osmond became a monk* (Pax-Prinknash 25, 53—58) [1544

Radulph v. Coggeshall: Morin G., *Le Cistercien — et l'auteur des Distinctiones Monasticae utilisées par D. Pitra* (RB 47, 348—355) [1545
Gertrud d. Gr.: Couneson S., *Sainte Gertrude dans la spiritualité de notre temps* (R. lit. mon. 20, 263—271, 304—313, 367—372) [1546
Benedikt XII.: Vidal J. M., *Benoît XII (1334—1342). Lettres closes et patentes intéressant les pays autres que la France.* Fasc. 4. Paris, Boccard, 2°, 131 S. [1547
— X., *Le Sixième Centenaire de Benoît XII* (Coll. O. Cist. ref. 2) [1548
Sudbery G.: Castagnoli P., *Notizie bio-bibliografiche di Scolastici dei secoli XIII e XIV (Armando de Bellovisu OP., Bernardo de Deo OFM, Guglielmo — OSB)* (Divus Thomas 1935, 85—88) [1549
Francisca Romana: Van de Wiel, *S. Francesca R. de Poverella van Trastevere, 1384—1440.* Voorhout, Uitg. Foreholte, 8° [1550
Trithemius: Thommen B., *Die Prunkreden des Abtes Johannes —, † 1516.* 2. Teil. Sarnen, Ehrli, 8°, 135 S. [1551
— Volk P., *Der Humanistenabt — als Redner* (Z. f. deutsche Geistesgesch. 1, 255—257) [1552
Pirkheimer Car.: Gabler J., *Geiler v. Kaysersberg u. Charitas* — (A. f. elsässische KG. 10, 418—420) [1553
Lebersorg W.: Baumann O., *P. Wolfgang —. Der Chronist v. Stams* (CC 47, 97 f., 138 f., 172 f., 200 f., 233 f., 262 f., 295 f., 332 f., 360 f.) [1554
Einslin: Fernberg St., *Abt Michael — von Andechs 1580—1640* (StM 53, 103—145) [1555
Baker Aug.: Ruiz S., *Doctrina espiritual de la oracón V. dom* — (Vida Sobrenatural 29, 371—379) [1556
Gervasius: Ruiz de Argano A., *Buccannier and Martyr* (The Ampleforth Journal 40, 190—197) [1557
Negusanti: Pietromarchi Eug., *Santa Umiltá —.* Sa. Paolo, Sorrento, 8° [1558
Didier J.: O'Connor Th., *A Benedictine in frontier America* (DR 53, 471—479) [1559
Fritsch: Lutterotti N. v., *Abt Innozenz — 1727—1734, der Erbauer der Grüssauer Abteikirche.* Schweidnitz, Bergland Verlag, 8°, 68 S. [1560
Legipont O.: Volk P., *Ein Beitrag z. Biographie d. P. Oliver* — (StM 53, 411—412) [1561
— Volk P., *Ein Briefwechsel aus der deutschen Wissenschaftsgeschichte* (Z. f. deutsche Geistesgesch. 1, 23—39, 92—105) [1562
Moritz Josef: Blößner G., *Der gelehrte Benediktiner — aus dem Kloster Ensdorf. Nach Akten d. Staatsarchivs Amberg* (Die Oberpfalz 29, 29—34) [1563
Stark B. s. Nr. 1450 [1564
Oberhueber B.: Schöberl H., *P. Bonaventura — v. Tegernsee als Prokurator d. bay. Ben.-Kongregation in Rom 1690—1695* (StM 53, 178—240) [1565
Geramb: Ingold A. M. P., *Général et Trappiste. Le P. Marie-Joseph baron de — (1772—1848).* 4. ed. Paris, Tequi, 16°, 355 S. [1566
Fares A. Sch.: X., *Vita della Ven. S. d. Dio Donna Anna Scolastica — O.S.B.* (Sacro Speco 40, 267ff.) [1567
Roca y Roca: Jaime Pons P., *Biografia de la Ra. Madre Maria de la Esperanza —, abadesa del monasterio de Sta. Maria de Valldoncella y compendio hist. de este monasterio.* Barcelona, Casulleras, 8°, 611 S. [1568
Doëns M.-M.: De la Dalignière J., *Mère Marguerite-Marie —, moniale bénédictine* (R. lit. mon. 20, 138—143) [1569
Pothier: L. R., *A propos du centenaire de Dom* — (R. du Chant Grégorien 39, 163—170) [1570
Dusmet: *Il servo di Dio G. Ben. Dusmet, monaco, arcivescovo, cardinale.* Montecassino, 8°, 171 S. [1571
— De Laurentiis E., *Il Ven. Servo di Dio, il Card. G. B. — O.S.B..* Appunti storici (Sacro-Speco 40, 273 ff.) [1572

Casaretto Fr.: De Laurentiis E., *L'Abate D. Pier Francesco — e la sua opera* (Sacro Speco 40) [1573
Ghebre Amlach: Kleiner S., *Don Felice Hailé Maria* — (CC 47, 81) [1574
Hemptinne Pius: Laguille Th., *Un serviteur de Marie. Dom Pie de Hemptinne* (R. lit. mon. 20, 295—303, 373—379) [1575
Dogliotti S.: X., *Corrispondenza epistolare del P. D. Silvestro —, Monaco Sublacense* (Sacro Speco 40, 299 ff.) [1576
Mith T.: Domaschka R., *P. Tezelin M.* (CC. 47, 289) [1557
Viti M. F.: *A Humble Dougther of St. Benedikt: Sister Maria Fortunata —, 1827—1922* (Pax-Prinknash 25, 199—201) [1558
Kindersley G.: Hudleston R., *Abbot* — (DR 53, 1—9) [1559
Chapman J.: Hudleston R., *The Spiritual Letters of Dom John —*. London, Sheed and Ward, 8°, 366 S. [1560
— Goodier A., *Abbot — on Prayer* (The Month 165, 493—503) [1561
— Hudleston R., *Abbot — on Prayer. A Reply to an Article in „The Month" for June 1935* (DR 53, 286—306) [1562
Vasconcelos B.: Danzer B., *Ein heiliges Mönchsleben unserer Tage* (BM 17, 373—379) [1563
Carnot M.: Scheiwiller O., *P. Maurus* — (BM 17, 197—209) [1564
Widmann B.: Haid C.-Geyer St., *Abt Bernhard* — (CC 47, 10 f.) [1565
De Bruyne D.: Schmitz Ph., *Dom Donatien De Bruyne. In memoriam* (RB 47, 205—206) [1566
— Delforge Th., *Dom Donatien de Bruyne* (R. lit. mon. 20, 380—385) [1567
Mattyasóvsky K.: Brunner E., *Dr. — Kasszián O.S.B.* (PS 10, 266—268) [1568
Mariacher St.: *Zum Doppeljubiläum d. Abtes — von Stams* (Tiroler Anzeiger 1935, Nr. 137 v. 15. Juni) [1569
Verkade W.: Zähringer D., *Die Erinnerungen des Malermönches* (BM 17, 287—308) [1570
Vandeur: Herman B., *Dom Eugen — O.S.B. u. die liturgische Bewegung* (Rottenburger Mon. 1935, 225—229, 270—276) [1571

IV. Topographia monastica.

Belgien und Luxemburg.

Achel: Leynen H., *De „Achelsche Kluis". Kort historisch overzicht (1685—1846).* Achel, Abtei, 16°, 47 S. [1572
St. André: *Bulletin des Missions*, 17. Jahrg. [1573
Blandinienberg: Sabbe E., *Deux points concernant l'histoire de l'abbaye de S.-Pierre du Mont-Blandin* (X^e—XI^e siècles) [1574
Clairefontaine: Camille-Joset J., *L'abbaye noble de N. D. de — 1216—1796.* Brüssel, Vermaut, 8°, 374 S. [1575
Gembloux: Bonenfant P., *Note critique sur le faux diplôme d'Otton I^er de 947 conférant l'avouerie de — à Lambert, comte de Louvain* (Acad. royale d. Belgique, Bull. CRH 99, 337—364) [1576
Lobbes: Wotquenne A. C., *L'église abbatiale de — (1794—1900)* (Leodium 28, 38—47) [1577
Münsterbilsen: Wilhelm S., *La seigneurie de Munster ou l'abbaye de N. D. de Luxembourg pendant les deux derniers siècles de son existence* (Publ. d. l. sect. hist. de l'Institut G. D. de Luxembourg 66, 7—190) [1578
Stavelot: Legrand W., *Les tribulations d'un curé de — au XVIII^e siècle* (Chronique archéol. du Pays de Liège 26, 74—83) [1579
Steenbrugge: *Sint Benedictus bode*, 9. Jahrg. [1580

Echternach: Pirenne H. u. Vannérus J., *Un prétendu original de la donation d'Eisenach en 762 à l'abbaye d'—* (Acad. roy. de Belgique Bull. CH 99, 79—87) [1582
— B.H., *Figuralklänge aus der —er Abtei* (Ons Hémecht 41, 188—193) [1583

Deutschland.

Abdinghof: Günther R., *Die Externsteine nach dem neuesten Stand d. Forschung* (Theol. Rundschau (Tübingen) 7, 185—204) [1584
— Fuchs A., *Im Streit um die Externsteine. Ihre Bedeutung als christl. Kultstätte.* Paderborn, Bonif.-Druckerei, 8°, 100 S. S. Nr. 1438 [1585
Aldersbach: Wieslhuber J., *Die Klosterpfarrei — von 1636 bis 1803* (Heimatglocken (Passau) 11, Nr. 1 u. 2) [1586
Andechs: Dworschak F., *Moneta civitatis ... sit monete similis Augustensi* (Innsbrucker Brakteaten der Andechs-Meranier) (Mitt. d. Bayer. Numismat. Ges. 53, 128—137) [1587
— s. Nr. 1555 [1588
Augsburg (St. Stephan): *Stephania*, 7. Jahrg. Einmal jährlich [1589
Baindt: Walter Leod., *Die Klosterfrauen v. — in Not u. Bedrängnis* (CC 47, 115 f., 150 f.) [1590
Banz: Heß S., *Das Kloster — in seinen Beziehungen zu den Hochstiften Bamberg u. Würzburg unter Abt Johannes Burckhard* (1575 bis 1598) (StM, Ergänzungsheft 10) [1591
Benediktbeuern: Niedermeir Fr., *Karl Klocker, der letzte Abt von —, ein gebürtiger Friedberger* (Friedberger Heimatblätter 1934/35, Nr. 3) [1592
St. Blasien: Pfeilschifter G., *Friedrich Nikolais Briefwechsel mit —* (Sitzungsber. d. Bay. Ak. d. Wissensch. phil.-hist. Abt. 1935, 2) [1593
Beuron: Krebs M., *Der älteste Besitzrotel des Klosters* — (Freiburger Diözes.-Arch. 63, 217—243) [1594
— Zähringer D., *Die —er Christmette im Radio und ihr Echo* (BM 17, 57—71) [1595
Bursfeld: Volk P., *Das Ende der Abtei* — (StM 53, 257—285), s. Nr. 1407, 1408 [1596
Disibodenberg: Zimmermann W., *Inventar d. Klosters — (1559)* (Westpfälzische GBlätter 34, 21—22) [1597
Eichstätt: *Zum 900jährigen Jubiläum der Abtei St. Walburg in —. Histor. Beiträge.* Paderborn, Schöningh, 8°, 151 S. [1598
— Zähringer D., *Von der Kunstpflege in der Abtei St. Walburg in —* (BM XVII, 321—323) [1599
— Dray E., *900 Jahre Abtei St. Walburg* (BM 17, 268—275) [1600
Ellwangen: Häcker O., *Die Entstehung des Klosters* — (Ellwanger Jahrb. 12, 9—40) [1601
Ettal: *Ettaler Mandl*, Z. d. Lehr- und Erziehungsanstalt —, 12./13. Jahrg. [1602
Fulda: Enneking N., *Das Hochstift — unter seinem letzten Fürstbischof Adalbert III. von Harstall 1788—1802.* Fuldaer Aktiendruckerei, 8°, 253 S. [1603
— Mehler E., *Bau- u. Kunstdenkmale in — und im —er Land. Bd. I. Das Fuldaer Land.* Fulda, Fuldaer Aktiendruckerei, 8°, 280 S. [1604
— Weitzmann K., *Eine —er Elfenbeingruppe* (Festschrift A. Goldschmidt, S. 14—18) [1605
Fürstenfeld (Obby.): Miller J. v., *Von Schloß Ried am Ammersee, ehemals Eigentum des Klosters* — (Lech-Isarland 11, 153—157) [1606
Grafschaft: Wiethoff F., *Kloster — u. Wilzenberg.* Schmallenberg, St. Sonnenschein, 8°, 121 S. [1607
Hardehausen: Opfermann B., *Zum —er Evangeliar* (CC 47, 257 f.) [1608
— *St. Bernhardus-Bote*, Zeitschrift [1609
Harsefelde: Fiehn K., *Geschichte der Marienklöster — (Rosenfelde) und Stade* (Hist. Vierteljahrschr. 30, 233—304) [1610
Hecklingen: Schubart W., *Die Ornamente u. Bildwerke der —er Klosterkirche aus dem MA.* Bernburg, Kunze, 8°, 102 S. [1611
Heidenheim: Braun J., *Das Benediktinerinnenkloster in — a. H.* (Zum 900jähr. Jub. d. Abtei St. Walburg in Eichstätt 9—22) [1612

Heinrichau: Stephan B., *Kloster — u. seine Kunstschätze.* Breslau, Flemingsverl., 8°, 80 S. [1613

Heisterbach: Hardenberg H., *Het kloostergoed — bij Fordrecht* (Haarlemsche Bijdragen 53, 87—107) [1614

Helmarshausen: Habicht C., *Schwedische Wandmalereien und —* (Forschungen u. Fortschritte 11, 381—373) [1615

Herford: Telger L., *Ausgrabungen in der Münsterkirche zu —* (Hefte f. Gesch., Kunst u. Volksk. (Münster) 20, 348—352) [1616

Hersfeld: Stengel E. E., *Über die Schenkung von Breitungen an die Reichsabtei —* (MIÖG 49, 439—443) [1617

Himmerod: *Unsere liebe Frau von —* (Vierteljahrschrift, 14. Jahrg.) [1618

Holzen: Weißenberger P., *Zur Baugeschichte des Klosters —* (Z. f. bayer. Landesg. 8, 459—466) [1619

— Ders., *Die inneren Zustände im B.innenkloster — vor Einführung der Melker Reform* (Rottenburger Mon.-Schrift 1935, 335—341, 359—363) [1620

Irrsee s. Nr. 1454 [1621

Kaisheim: Wild F., *Der Waldbesitz des ehem. Klosters —* (Der Heimatfreund [Donauwörth] 1935, Nr. 7, 9, 14—17) [1622

Kapellendorf: Apel H., *Geschichte d. Klosters — bei Weimar.* Weimar, Fink, 8°, 133 S. [1623

Königsberg: Franz W., *Das B.innenkloster St. Marien zu —* (Altpreußische Forsch. 11, 168—187) [1624

Korvey: Bömer A., *Die Schloßbibliothek zu —* (Zentralbl. f. Bibliotheksw. 52, 136—143) [1625

— Holtzmann R., *Die Chronik d. Bischofs Thietmar v. Merseburg u. ihre —er Überarbeitung* (MGSS, Nov. ser. t. IX). Berlin, Weidmann, 8°, 686 S. [1626

Liesborn: Lehmann Paul, *Eine Sammlung mitellat. Gedichte aus dem Ende des XII. Jahrh.* (Hist. Vierteljahrschr. 30, 20—58, 415) [1627

Lorsch: Meyer-Barkhausen W., *Die „Ecclesia triplex" des Klosters —* (Z. d. d. Ver. f. Kunstwissenschaft I, 351—360) [1628

— Walbe H., *Das Kloster —. Torhalle — Kirche — Atrium* (Deutsche Kunst- u. Denkmalpflege 1935, 126—142) [1629

Löwenthal: Müller Karl Otto, *Das Kloster — zur Zeit seiner Aufhebung 1806,* s. l. et a., 8°, 50 S. [1630

Lügumkloster: Menzel O., *Drei Hss. aus d. eh. C.-Abtei —* (StM 53, 407—410) [1631

Maria-Laach: Buetler J., *Die Mysterienlehre der —er Schule im Zusammenhang scholastischer Theologie* (Z. f. kath. Theologie 59, 546—571) [1632

Mariawald: X., *Die Trappistenabtei —* (Coll. Ord. Cist. ref. 2) [1633

Marienfeld: Arntzen F., *Erneuerung des Innenraumes der ehem. Cist.-Klosterkirche —* (Hefte f. Gesch., Kunst u. Volksk. [Münster] 20, 322—324) [1634

Marienthal: Beumann H., *Der Sreit der Stifte — u. Walbeck um den Lappwald* (StM 53, 376—400) [1635

Metten: Fink W., *Kloster —.* München, Dreifaltigkeitsverl., kl.-8°, 14 S. [1636

— *Alt- u. Jung-Metten,* 8. Jahrg. [1637

Neresheim s. Nr. 1353 [1638

Niederaltaich: Heufelder E., —. München, Dreifaltigkeitsverl., kl.-8°, 14 S. [1639

Nürnberg (St. Egid): Zankl H. L., *Die ma. Egidienkirche zu —.* Erlangen, Palm u. Enke, 8°, 68 S. [1640

St. Ottilien: Danzer B., *—s Entwicklung. Zum Jubiläum bened. Missionsarbeit der Neuzeit* (Kath. Missionen 1934, 233—238) [1641

Ottobeuren: Rottenkolber J., *Die letzten Jahre des Reichsstiftes —* (StM 53, 146—177) [1642

— Schnell H., —. München, Dreifaltigkeitsverl., kl.-8°, 14 S. [1643
— Lieb N., *Die Kulturleistung des Reichsstiftes — im letzten Drittel des XVIII. Jahrh.* (Memminger Geschichtsbl. 20, 30—32) [1644
— Ders., *Das Eingangsgitter der Klosterkirche —. Baugesch. d. „Beamtengebäude" bei Kloster —* (Lueg ins Land I, Nr. 29 u. 31 und II, Nr. 34) [1645
— Ders., *Das Ottobeurer Klostertheater* (Schwäbischer Erzähler [Memmingen] 45, Nr. 24 u. 25) [1646
Petershausen: Krebs M., *Quellenstudien z. Gesch. d. Klosters —* (Z. f. G. des Oberrheins 48, 463—543) [1647
— Krebs M., *Eine deutsche Bearbeitung der Casus monasterii Petrishusensis aus d. XV. Jahrh.* (Ebd. 48, 245—249) [1648
Raitenhaslach: Dumrath K., *Die ersten Äbte von —* (Z. f. bayer. Landesg. 8, 92—100) [1649
Rastede: Niemann P., *Die Klostergeschichte von — und die Anfänge d. Grafen von Oldenburg bis z. Ende d. XII. Jahrh.* Greifswald, Bamberg, 8°, 110 S. [1650
Rauden: Nowack A., *Die Priester der Zisterzienserabtei Rauden O.S. 1682 bis 1810 (1856).* Breslau, Ostdeutsche Buchhdlg., 8°, 56 S. [1651
Regensburg (St. Emmeram): S. Nr. 1450, 1511 [1651a
Reichenau: Gruber O., *Die Wiederherstellung d. Marienmünsters auf der —* (Deutsche Kunst- u. Denkmalspflege 1935, 90—94) [1652
— Reisser E., *Die Wiederherstellung des Marienmünsters auf der —* (Ebd. 210—213) [1653
— Wanner H., *Die —ische Herrschaft Schleitheim.* Heidelberg, 8°, 176 S. [1654
Reichenbach: Rappel J., *Auf Erbrecht. Auszüge etc. des Klosters —, 1698 bis 1713* (Die Oberpfalz 29, 18—23 u. 46) [1655
Rheinfelden: Steinegger H., *Heimatgeschichte Nollingen, — und Umgebung bis z. J. 1922* (Rheinfelden 1935, 8°) [1656
Salem: Krebs M., *Eine —er Stimme zum Konstanzer Schisma d. J. 1474* (Z. f. G. des Oberrheins 48, 348—358) [1657
— Ginter H., *Beiträge zur Salemer Kunstgeschichte des Barock* (Freiburger Diöz. Archiv 35, 215—263) [1658
— Siebert H. D., *Gründung und Anfänge der Reichsabtei —* (Freiburger Diözesan-Arch. 35, 23—56) [1659
— Göggel O., *Die Pfarrei Burgweiler unter dem Patronat des Klosters —* (Bodensee-Chronik 24, 1 f.) [1660
— Baier H., *Abt Robert von — u. die Reformen Josefs II.* (Ebd. 14 f.) [1661
Schäftlarn: *Unser Schäftlarn.* Zeitschrift d. Erziehungsinstitutes im B.-Stift —, 6. Jahrg. [1662
Schuttern: Kupferschmidt A., *Die letzte Nacht Marie Antoinettes auf deutschem Boden* (Die Ortenau 22, 49—64) [1663
Seeon: Stadler Kl., *Kloster u. Kirche —.* München, Dreifaltigkeitsverl., kl.-8°, 10 S. [1664
Seligenporten: *Seligenportener Klosterpost.* Zeitschr. [1665
Sonnefeld: Tranz G., *Beschwerden der Hintersassen des Klosters — am Vorabend d. Bauernkrieges* (Z. f. Thüring. G. u. Altert. 39, 46—63) [1666
Stade s. Nr. 1610 [1667
Tegernsee: Schmeidler B., *Studien zur Geschichtsschreibung des Klosters — vom 11. bis zum 16. Jahrhundert.* München, Kommiss. f. bayer. Landesg., 8°, 132 S. [1668
— Tabor L., *Die Kultur des Klosters — im frühen Mittelalter.* Postberg, Bottrop i. W., 8°, 122 S. [1669
— Zacher G., *Das Kloster — um das Jahr 1000.* Leipzig-Engelsdorf, Vogel, 8°, 173 S. [1670

— Mitterwieser A., *Die alte Klosterdruckerei in* — (Bayer. Heimat [Münch. Zeitung] 16, Nr. 39) [1671
— Ders., *Der Druck des Chronicon Gottwicense in der Abtei* — (Gutenbergjahrbuch 1935, 275—279). S. auch Nr. 1565 [1672
St. Trudpert: Strohmeyer W., *Die Äbte des Klosters* — (Freiburger Diözes.-Archiv 63, 65—120). S. auch Nr. 1356 [1673
Tutzing: Danzer B., *Das Missionskloster zu — im goldenen Jubelkranz* (Kath. Missionen 1935, 299—301) [1674
Urspring: Hell B., *Geschichte des Klosters —. Ein Beitrag z. Heimatgesch.* Kassel, Bärenreiterverl., 8°, 71 S. [1675
Waldsassen: *Das Stiftland.* Blätter z. Pflege d. Heimat. 53. Jahrg. [1676
— Hecht L., *Waldsassen oder Waldsachsen?* (Das Stiftland 53, Nr. 49 u. 50) [1677
— Gernhardt L., *Der letzte Abt von* — (Die Oberpfalz 29, 229—231) [1678
Weihenstephan: Schlamp M., *Studien zur älteren Geschichte der Stadt Freising* (Sammelbl. d. hist. Ver. Freising 19, 1—64) [1679
Weingarten: Boeckler A., *Unerkannte —er Bildhandschriften* (Festschrift A. Goldschmidt, S. 35—39) [1680
Werden: Braubach M. u. Levison W., *Ein Bruchstück einer verschollenen —er Hs.* (NArchiv 50, 457—474) [1681
Wessobrunn s. Nr. 1440 [1682
Zwiefalten: Wallach L., *Eine neue Textüberlieferung Bertholds v.* — (StM 53, 211—212) [1683

England.

Ampleforth: Willson H., *Recollections 1861—1886* (The Ampleforth Journal 40, 177—189) [1684
Atherstone: Sammsons A. T., *St. Scholastica's Priory, — and the conversion of England.* London, Burns Oates and Washb., 8°, 44 S. [1685
Bèze: Watkin Williams, — (DR 53, 275—285) [1686
Bury-St. Edmund: Lobel M. D., *The Borough of* —. Oxford, Clarendon Press, 8°, 216 S. [1687
Canterbury (Christ Church): Boutemy A., *Two obituaires of Christ Church,* — (English hist. R. 50, 292—298). S. Nr. 1542 [1688
Downside: *Consecration of the Abbey Church* (DR 53, 422—429) [1689
— Nolle L., — *u. seine Abteikirche* (StM 53, 1—9) [1690
Evesham: Davies C., *The revelation to the monk of* — (R of English Stud. 11, 182—183) [1691
Fort Augustus: *The Corbie.* 3. Jahrg. Dreimal jährl. hrsg. von der Abteischule [1692
Glastonbury: Gray L. H., *The origin of the name of* — (Speculum 10, 46—52) [1693
— Slover C. H., — *abbey and the fusing of English literary culture* (Speculum 10, 147—160) [1694
Hayle: Clair Baddeley, —*s Abbey (1245—1539)* (Pax-Prinknash 25, 50—52) [1695
Lewes: Harrison D., *The Surrey Portion of the — Cartulary* (Surrey archaeol. Collections 43, 84—112) [1696
Lindisfarne: Warrilow J. B., —, *a Centenary* (Dublin Review 197, 238—252) [1697
Melrose: H , — *the first Cistercian Foundation in Scotland* (Coll. O. Cist. ref. 2) [1698
Sempringham: Knowles M. D., *The revolt of the lay brothers of* — (English historical R 50, 465—485) [1699
Tewkesbury: Egbert D. D., *The — Psalter* (Speculum 10, 376—386) [1700
Tintern: Henderson A. E., — *abbey, then and now.* London, Simpkin, 8° [1701
Westminster: Noppen J. C., *Chapter House and Pyx Chamber, — Abbey.* London, Office royal des trav. publ., 8°, 35 S. [1702

Frankreich und Elsaß.

Ainay: Chagny A., *Une grande abbaye lyonnaise. La basilique ancienne abbatiale S. Martin d'— et ses annexes.* Lyon, Masson, 4°, 382 S. [1703
Ambronay: Jullièron A., *Le vitrail au moyen âge et à* — (Le Bugey 29, 61—99) [1704
Anchin: Gessler J., *Une bibliothèque scolaire du XI^e siècle d'après le catalogue provenant de l'abbaye d'*— (L'antiquité classique 4, 49—116) [1705
Beaulieu: Soulié G., *L'Abbatiale de S. Pierre de* — (Bull. d. l. soc. des étud. du Lot 56, 315—320) [1706
Brageac: Portat R. u. Burin H., — *et ses religieuses bénédictines* (R. de la Haute-Auvergne 1935, 249—256) [1707
Caen: Gosselin L., *Sepultures monastiques à Saint Etienne de* — (Soc. d. Antiquaires de Normandie. Bull. 42, 344—345) [1708
— Lambert E., — *roman et gothique. Ses abbayes et son château.* Caen, Jouan et Bigot, 8°, 71 S. [1709
Castres: De Lagger L., *Histoire de l'abbaye de — en Albigeois* (RMab 25, 1—29, 69—102, 179—192) [1710
Clarté-Dieu: Guignard V., *L'Eglise de l'abbaye de la* — (Bull. d. l. Soc. arch. de Tourraine 25, 270—271) [1711
Cluny: Virey J., *L'églises romanes de l'ancien diocèse de Châlons: — et sa région.* Macon, Protat, 4°, 450 S. [1712
— Aubert M., *Le choeur de l'église de — au début du XIX^e siècle, d'après une aquarelle* (Bulletin monumental [Paris] 94, 375—376) [1713
— Deshoulières, *Le rôle de* — (Bulletin monumental 94, 413—434) [1714
Condom: Daugé S., *Vestiges archéologiques romaines de* — (Bull. d. l. Soc. arch. — du Gers 36, 188—205) [1715
Corbie: Journel Ch., *L'Année de — vue de St. Quentin* (Mémoires de la Société acad. de Saint Quentin) [1716
Cugnon: Pierret A., *Le premier monastère de s. Remacle à* — (Instit. archéol. du Luxembourg. Bulletin 11, 41—49) [1717
Cuxa: Puig i Cadafalch und Gaillard G., *L'église Saint-Michel de* — (Bulletin monumental (Paris) 94, 353—373) [1718
— C. G., *Hypothèses sur le chevet de l'église de S.-Michel-de-Cuxa* (Bull. hispanique 36, 257—288) [1719
Déols: Hubert J., *Le miracle de — et la trêve conclue en 1187 entre le roi de France et d'Angleterre* (Bibl. de l'École de chartes 96, 285—300) [1720
Dijon: Lasnet-Meusy L., *La chronique de Saint-Bénigne* (École nat. des Chartes 1935, 129—135) [1721
Fécamp: Lecrocq G., *Les manuscrits liturgiques de l'abbaye de* —, Fécamp, Durand et Fils, 8°, 64 S. [1722
Fontenelle: Lagerborg R., *Un écrit apogryphe de* — (R. d'histoire de la philosophie etc. 12, 340—359) [1723
Fougereuse: Uzureau, *Le monastère de la — et le jansénisme* (L'Anjou historique 25, 135—137) [1724
Jouarre: R. M., *Contribution à l'histoire de l'Abbaye de* — (RMab 25, 41—60, 103—117, 193—206, 235—269) [1725
Issoire: Ranquet du H. u. E., *Abbatiale de Saint-Austremoine d'*— (Bulletin monumental 94, 277—313) [1726
Lewes: Leroquais V., *Le bréviaire missel du prieuré clunisien de* —. Paris, Andrieux, 4°, 25 S. [1727
Limay: Lefébure P., *Le Monastère des Célestins de* — (Mém. d. l. Société hist. de l'arr. de Pontoise et du Vexin 44, 93—116) [1728
Liesies: Liétard C., *Notes sur les abbés de — de 1566 à 1791* (Bull. de la soc. d'études de la prov. de Cambrai 35, 175—186) [1729
Lonlay: Hubert G., *Le recueil des antiquités de Domfront, de la fondation de l'abbaye de —, de la vie de s. Baumer, par Thomas de Roussell* (Ann. des cinq. dép. de la Normandie 102, 158—203) [1730

Maursmünster: Büttner H., *Abt Meinhard u. die Pfarrei* — (StM 53, 213—228) [1731

— Perrin Ch. E., *Essai sur la fortune immobilière de l'abbaye alsac. de Marmoutier aux X^e et XI^e siècles.* Straßburg, Heitz, 8°, 200 S. [1732

— Herr E., *Das —er Markrecht im 16. und 17. Jahrhundert* (Z. f. G. des Oberrheins 48, 26—108) [1733

Metz (S. Vincenz): Cuny F. u. Aman G., *Abbaye de Saint-Vincent* (Almanach de Marie-Imaculée 14, 25—33) [1734

Morimond: Maître r P., *Causerie topographique et toponymique sur l'ancienne abbaye de* — (Annal. d. l. Soc. ... de Chaumont) [1735

Néauphile-le-Vieux: Brame H., *L'abbaye de Saint-Pierre de* — (RMab 25, 150—167) [1736

Notre-Dame de Rieux: Contrasty, —, *prieuré bénédictin fondé vers le X^e siècle* (R. hist. de Toulouse XXII, 297—307) [1737

Nyoiseau: Uzureau, *L'abbaye de* — (*1109—1792*) (L'Anjou historique 25, 193—198) [1738

Planselve: Lamothe A., *L'abbaye de* — (*Gimont*) (R. de Gascogne 30, 21—31, 130—139, 170—176, 222—231) [1739

Prâlon: Godefroy J., *Un procès de l'abbaye de — au XV^e siècle* (RMab 25, 224—234) [1740

Saint-Denis: Liebmann Ch. J., *La consécration légendaire de la basilique de* — (Le Moyen Age 45, 252—264) [1741

— Levillain L., *Les diplômes originaux et le diplôme faux de Lothaire I^er pour l'abbaye de* — (Bibl. de l'École de chartes 95, 225—258) [1742

— Lebel G., *Catalogue des actes de l'abbaye de — relatifs à la province écclesiastique de Sens de 1151 à 1346.* Paris, Impr. administr. centrale, 8°, 501 S. [1743

— Ders., *Histoire administrative, économique et financière de l'abbaye de — étudiée specialement dans la province écclesiastique de Sens de 1151 à 1346.* Paris, Impr. admin. centrale, 8°, 438 S. [1744

— X., *Le grand chantre de* — (R. du Chant Grégorien 39, 152—154) [1745

S. Gilles-de-Montoire: Gérard R., *Sur un prieuré bénédictin de la route des pèlerinages* —. Paris, Edit. d'art et d'hist., 4°, 70 S. [1746

S.-Julien-du-Pré: Bruneau Ch., *Soeur Marie Louise de Laval-Montmorency, religieuse bénédictine de l'abbaye royale de* — (La Province du Maine 15, 170—173) [1747

S. Leu: Fossard A., *Le prieuré de — d'Esserent, Abbaye Bénédictine de Cluny.* Paris, Fossard, 8° [1748

S. Pons: Mautrel L. de, *De l'abbaye de — de Nice et de sa juridiction spirituelle sur Monaco avant le XIV^e siècle* (Annales du comté de Nice 5, 14—19) [1749

S. Riquier: Van de Vyver A., *Dicuil et Micon de* — (R. belge de philol. et d'histoire 14, 25—48) [1750

S. Sauveur-le-Vicomte: Rostand A., *Cuvier de la Bussière abbé commendataire de — et l'exploitation des bois dépendants de l'abbaye* (Normannia 8, 281—290) [1751

S. Sever: Heurtevent R., *Un religieux architecte. Dom J. B. Flotard de l'abbaye de* — (*Calvados*) (Soc. des Antiquaires d. Normandie. Bull. 42, 81—106) [1752

S. Urbain: Robert G., *L'Acquisition de Chamouilley par l'abbaye de* — (Nouv. R. d. Champagne et de Brie 13, 226—242) [1753

S. Valéry sur la mer: Lomier E., *Les Biens hollandais de l'abbaye de —. Le pieuré d'Overasselt. Documents inédits* (Bull. trimestr. d. l. Soc. des ant. de Picardie 1935, 153—210) [1754

Sorde: Dumolin M., *L'abbaye Saint-Jean de* — (*Landes*) (Bull. monumental 94, 5—28) [1755

Holland.

Betlehem: Willibrord M., *450 Jaaren Klooster — te Wateringen* (St. Bernardus Tijdschrift 5, 38—41) [1756
Egmond: Van der Schrieck M., *Waar stond de regale abdij van —? Onderzoekingen.* Amsterdam, R. K. Boek-centrale, 8°, 20 S. [1757
Overasselt s. Nr. 1754 [1758
Oousensoort: *St. Bernardus Tijdschrift* (4. u. 5. Jahrg.) [1759

Italien

Andria: Ceci G., *Un monastero dei Benedettini in —.* Bari, Cresatti, 8°, 24 S. [1760
Bobbio: Verrua P., *Lo scrittorio di —* (Bibliofilia 13, 185—200). S. auch Nr. 1502 [1761
Cava: Mattei-Cerasoli L., *Codices Cavenses. Pars I: Codices membranei.* Cava, Abtei, 4°, 140 S. L. 40.— [1762
Fignia di Villa: Beretta R., *Il prioratu Cluniacense di S. Nicolao in —. Vergano.* (Archivio stor. lombardo 62, 89—106) [1763
Montecassino: Leccisotti T., *Per la storia della Commenda a Montecassino* (Aevum 9, 299—304) [1764
— Morin G., *L'oratoire primitif du Mont-Cassin et ce qu'il en rèste aujourd'hui* (RB 47, 211—215) [1765
— Inguanez M., *I codice cassinesi 386 e 388* (Bibliofilia 37, 221—224) [1766
Nantua: Renoud G., *Coutumier de l'abbaye de — au XIV^e siècle* (Bull. de la soc. Gorini 27, 5—22) [1767
Oltra: Semi F., *Il cenobio Cassinese di San Nicolo d'—.* Capodictria Pecchiari, 8°, 25 S. 32 Bilder [1768
Sorrento (St. Paul): *Pax.* 3. Jahrg., hrsg. von den Nonnen der Abtei St. Paul [1769
Subiaco: De Laurentiis E., *La Duchessa Luisa Carlotta di Sassonia e le sue relazioni con la Comunità di Santa Scolastica* (Sacro Speco 40, 290ff.) [1770
Vallingegno: Rughi L., *Memoire su l'abbadia di S. Verecondo in —.* Gubbio, Oderisi, 8°, 27 S. [1771
Vallumbrosa: Volpi G., *Lorenzo il Magnifico e Vallombrosa* (Arch. storico italiano 22, 121—132) [1772

Österreich.

Admont: Bünger Fr., *—er Totenroteln (1442—1496).* Münster, Aschendorff 8°, 407 S. [1773
Bregenz: *Glocken v. Mariastein,* 13. Jahrg., Monatschrift [1774
Göttweig: Koller L., *Stift — als Grundherrschaft im Hollabrunner Kreis* (Unsere Heimat [Wien] 8, 252—263) [1775
— Ders., *Die Weinwirtschaft des Stiftes —* (Ebd. 8, 94—100) [1776
— Ders., *Notizen aus dem Diarium Gottvicense* (Unsere Heimat [Wien] 8, 59—72). S. auch Nr. 1672 [1777
Heiligenkreuz: „*Sancta Crux*" (Festschrift zum 800jähr. Jubiläum der Abtei —). Heiligenkreuz bei Wien, 8° [1778
— Borowan H., *Die Beziehungen R. Donners zur Abtei — im Wiener Wald* (CC 47, 169 f.) [1779
— Ders., *Die Beziehungen Raphael Donners zur Abtei — im Wiener Wald* (Die christl. Kunst 118—121) [1780
— Pexa Ä., *Die Achthundertjahrfeier der Abtei —* (CC 47, 310) [1781
Innichen: Morin G., *Le s. Candide d'— et son homonyme du „Coemeterium Pamphili"* (StM 53, 205—211) [1782
Lambach: Eilenstein A., *Der Hochaltar der —er Stiftskirche* (Die christl. Kunst, S. 38—41, 71—73) [1783
Rein: *Marienbote.* Nachrichten aus dem Stift und Dekanat Rein. 1. Jahrg. [1784

Salzburg (Universität): Redlich V., *Aus der Geistesgeschichte der Salzburger Universität* (Z. f. deutsche Geistesgesch. 1, 40—49) [1785
— (St. Peter): Jones L. W., *Two — mss. and the influence of Tours* (Speculum 10, 288—290) [1786
— Ders., *The text of the Bible and the script and art of Tours* (Harvard Theolog. R. 28, 135—179) [1787
Seckau: *Seckauer Hefte.* 3. Jahrg. Vierteljährl. [1788
— Roth B., *Die —er und Vorauer Osterliturgie im MA.* Seckau, Abtei, 16°, 83 S. [1789
Stams: Hammer H., *Zur Baugeschichte des Zisterzienserstiftes* — (Wiener Jahrbuch f. KG. 10, 24—42). S. auch Nr. 1440, 1569 [1790
Zwettl: Muck R., *Status monasterii Zwettletensis anno 1651* (CC 47, 161 f.) [1791
— Ders., *Ein alter Bücher- und Musikalienkatalog aus* — (CC 47, 321 f.) [1792

Polen.

Szpetal: Steuer, Die Cisterzienserabtei —. (Deutsche wissensch. Z. f. Polen 29, 337—348). S. auch Nr. 1383 [1793

Schweden.

Riseberga: Grandinson K. G., — *Kloster. Närkes Meteltida Urkunder.* Stockholm, Seelig & Co., 8°, 197 S. [1794
Skara: Schmid Toni, *Smärre liturgiska bidrag* (Nordisk tidskrift f. bok- u. bibl.-väsen 22, 227—246) [1795

Schweiz.

Disentis: *Disentis.* 3. Jahrg. Z. für Schüler u. Freunde d. Klosters [1796
Einsiedeln: Flueler N., *P. Marian Herzog, Pfarrer zu — und sein Anteil an den Franzosenkämpfen in Schwyz 1798* (Z. f. schweiz. KG. 29, 123—137) [1797
— Schweizer Jul., *Die Lehr- u. Erziehungsanstalt des Benediktinerstiftes — seit der Reformation* (Vom Wesen u. Wandel der Kirche [E. Vischer-Festschrift], S. 162 f.) [1798
Engelberg: Cattani H., *Entwicklung des Talgerichts von — unter der Klosterherrschaft* (Der Geschichtfreund [Stans] 90, 1—131) [1799
Mariastein: Beerli W., —. *Seine Geschichte. Sein Heiligtum. Seine Gäste.* Mariastein, Konvent, 67 S. [1800
Pfäfers: Jordan K., *Die älteren Urkunden des Klosters* — (Z. f. schweizer. G. 15, 1—40) [1801
Romont: Pittet R., *L'abbaye cisterc. de la Fille-Dieu à* —. Freiburg i. d. Schw., Fragnière, 8°, 325 S. [1802
St. Gallen: Hartmann P., *Porträt- u. Wappenstiche aus dem Stift* — (Arch. héraldiques suisses 49, 73—78) [1803
— Baier H., *Der St. Galler Bibliothekar Hauntinger u. der Salemer Exabt Kaspar Öxle* (Freiburger Diözes.-A. 63, 184—192) [1804

Spanien.

Berlangas: Huidobro L., *El monasterio de San Pedro de — en Tordomar y su célebre calígrafo el monje Valerio* (Bol. de la com. d. monumentos de Burgos 14, 245—250) [1805
Cardeña: Withehill W. M., *Un códice visigótico de San Pedro de Cardeña (British Mus., Add. ms. 30055)* (Bol. de la Acad. d. l. Historia 107, 508—514) [1806
Leire: Mugica S., *Donación a —. Origines de San Sebastion. Iglesias de Santa Maria, San Sebastian y San Vicente* (R. internat. des études basques 26, 393—422) [1807
— Ancil M., *El monasterio de* — (Bol. de la com. prov. de monum. de Navarra 26, 217—219) [1808

S. Millan de la Cogolla: Gaiffier B. de, *Les reliques de l'abbaye de S — au XII^e siècle* (Anal. Bolland. 53, 90—100) [8109
Montserrat: Torre A. de la, *Algunos datos sobre los comienzos de la reforma de — en tiempo de los Reyes catolicos* (Boletin d. l. Acad. de la Historia 107, 441—494) [1810
— Albareda A. M., *Sant Ignasi a —*. Montserrat, 8°, 250 S. [1811
— *Butletti de Santuari Montserrat.* 10. Jahrg. Monatschrift [1812
Poblet: Toda y Güel E., *Panteones Reales de —*. Poblet Monasterio, 8°. [1813
Samos: Pérez N., *La celda del P. Feijóo en —* (Monasticon 2, 143—154) [1814
Silos: Alaejos A., —, *escuela persistente de cronistas* (Contemporánea [Valencia] 8, 341—355, 493—503) [1815

Ungarn.

Pannonhalma: Klemm A., — *nevének története* (PS 10, 212—217) [1816
Szentgotthárd: Pisztер E.-Magyarász F., *Zur 750. Jahreswende d. Gründung der Abtei —* (CC 47, 225 f.). S. auch Nr. 1386 [1817

Vereinigte Staaten.

Atchison: *Abbey Student.* Vierteljahrsschrift hrsg. von den Schülern der Abtei [1818
— Rambler. Monatschrift des Collegs in Atchison [1819
Belmont (N. C.): *Contact.* Monatschrift hrsg. v. den Zöglingen der Abtei [1820
Cleveland (St. Andreas): *Ave Maria.* XIX. Jahrg. Monatschrift [1821
Conception: *Morning Star.* Hrsg. v. den Schülern der Abtei Covington [1822
Manchester (New Hampshire, S. Anselm): *Anselmianum.* Zweimonatschrift [1823
Mount Angel: *Pacific Star.* Zeitschr. der Schüler der Abtei Mount-Angel [1824
St. Bernard: *St. Bernard's News.* 6. Jahrg. Monatschrift [1825
St. Meinrad: *Campus Chatter.* Monatschrift hrsg. von den Zöglingen des kleineren Seminars [1826

Übrige Länder.

Gotho: Turkovič M., *Abbatia BMV. de —* (Bogoslovska Smotra. Zagreb 13, 47—62) [1827
Neu-Nursia (Australien): *St. Ildephonsus' College Magazin.* Monatschrift [1828
San Pablo: X., *Abadia de Santa Maria* (Monasticon 2, 15—19) [1829
Katanga s. Nr. 1429—1432 [1830
Trinidad s. Nr. 1428 [1831

München P. Romuald Bauerreiß OSB.

1936 K 2123.

STUDIEN
UND
MITTEILUNGEN
ZUR GESCHICHTE DES
BENEDIKTINER-ORDENS
UND SEINER ZWEIGE

HERAUSGEGEBEN VON DER BAYERISCHEN
BENEDIKTINERAKADEMIE

DER GANZEN REIHE BAND 54
1936
I. HEFT



MÜNCHEN 1936
SELBSTVERLAG DER BAYER. BENEDIKTINERAKADEMIE

U.B.TÜB.
27. JUL 1936

1936 K 3911

STUDIEN
UND
MITTEILUNGEN
ZUR GESCHICHTE DES
BENEDIKTINER-ORDENS
UND SEINER ZWEIGE

HERAUSGEGEBEN VON DER BAYERISCHEN
BENEDIKTINERAKADEMIE

DER GANZEN REIHE BAND 54
1936
II./III. HEFT



MÜNCHEN 1936
SELBSTVERLAG DER BAYER. BENEDIKTINERAKADEMIE

U.B. TÜB.
10. DEZ. 1936

STUDIEN
UND
MITTEILUNGEN
ZUR GESCHICHTE DES
BENEDIKTINER-ORDENS
UND SEINER ZWEIGE

HERAUSGEGEBEN VON DER BAYERISCHEN
BENEDIKTINERAKADEMIE

DER GANZEN REIHE BAND 54
1936
IV. HEFT



MÜNCHEN 1936
VERLAG DER BAYER. BENEDIKTINERAKADEMIE

U-B TÜB.
30 MRZ 1937

Ergänzungshefte

der „Studien und Mitteilungen zur Geschichte des Benediktinerordens"

I. **Fink** Wilhelm OSB, Metten, **Entwicklungsgeschichte der Abtei Metten.**
1. Teil: Profeßbuch der Abtei Metten, 1926, 144 S., geh. 4.80 RM.
2. Teil: Das königliche Kloster, 1928, 137 S., geh. 4.80 RM.
3. Teil: Das landständische Kloster, 1930, 300 S., geh. 6.— RM.

II. **Mitterer** Sigisbert OSB, Schäftlarn, **Die bischöflichen Eigenklöster** in den v. hl. Bonifazius 739 gegründeten bayerischen Diözesen, 1928, 159 S., geh. 5.— RM.

III. **Schroeder** Barnabas OSB, Augsburg (St. Stefan), **Die Aufhebung des Benediktinerreichsstiftes St. Ulrich und Afra in Augsburg,** 1929, 184 S., geh. 5.75 RM.

IV. **Stegmann** Ildefons OSB, St. Ottilien, **Anselm Desing, Abt von Ensdorf,** 1929, 360 S., geh. 8.— RM.

V. **Walcher** Bernhard OSB, Scheyern, **Beiträge zur Geschichte der bayerischen Abtswahlen,** 1930, 79 S., geh. 8.— RM.

VI. **Kaspar** Adalhart OSB, Münsterschwarzach, **Die Quellen zur Geschichte von Münsterschwarzach,** 1930, 86 S., geh. 4.— RM.

VII. **Sattler** Placidus OSB, Scheyern, **Die Wiederherstellung des Benediktinerordens durch König Ludwig I.** 1. Teil, 1931, 224 S., geh. 6.— RM.

VIII. **Wutzelhofer** Hans, **Johann Gebhart von Prüfening,** 1934, 120 S., geh. 5.50 RM.

IX. **Fink** Wilhelm OSB, Metten, **Beiträge zur Geschichte der bayerischen Benediktinerkongregation.** Eine Jubiläumsschrift 1684—1934, 1934, 404 S., geh. 5.70 RM.

X. **Hess** Franz Sales, OSB, Münsterschwarzach, **Das Kloster Banz** in seinen Beziehungen z. d. beiden Hochstiften Bamberg und Würzburg, 1935, 101 S., geh. 3.— RM.

XI. **Selmer** Carl, Prof. am Hunter College, New-York. **The London Benedictine Rule** (im Druck).

XII./XIII. **Grill** Regis OSB, Tutzing (Obb.), **Coelestin Steiglehner,** letzter Fürstabt von St. Emmeram zu Regensburg und **Wiest** Veneranda OSB, Tutzing (Obb.), **Honorat Kolb,** Abt von Seon 1603—1670, 1937, 140 S., geh. 8.— RM.

Zu beziehen durch:

Verlag der Bayerischen Benediktinerakademie
München NW 2, Karlstraße 34

22. 6. 1960
27. JULI 1982
3. 03. 82
14. 08. 82
28. JAN. 1983

3.–